



HAL
open science

L'enseignement supérieur vietnamien à l'ère de la mondialisation (1906 - 2020)

Quang Anh Nguyen

► **To cite this version:**

Quang Anh Nguyen. L'enseignement supérieur vietnamien à l'ère de la mondialisation (1906 - 2020). Education. Université de Bordeaux, 2022. Français. NNT : 2022BORD0055 . tel-03701967

HAL Id: tel-03701967

<https://theses.hal.science/tel-03701967v1>

Submitted on 22 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Bordeaux

École doctorale : Sociétés, politique, santé publique

Laboratoire Cultures - Éducation - Sociétés

(LACES EA 7437)

Thèse présentée pour obtenir le grade de

Docteur en Science de l'éducation

L'enseignement supérieur vietnamien à l'ère de la mondialisation (1906 - 2020)

Par NGUYEN Quang Anh

dirigée par Régis MALET et Charles MERCIER

soutenue le 11 mars 2022

Devant un jury composé de :

M. JOURNOUD Pierre	Université Paul-Valéry Montpellier 3	Président
Mme NGUYEN Thi Hanh	Académie Diplomatique du Vietnam	Rapporteuse
Mme BIAN Cui	Université Normale de Shanghai	Rapporteuse
M. MALET Régis	Université de Bordeaux	Directeur de thèse
M. MERCIER Charles	Université de Bordeaux	Directeur de thèse

Titre : L'enseignement supérieur vietnamien à l'ère de la mondialisation (1906 - 2020)

Résumé :

Cette étude a pour objectif d'analyser et de clarifier la situation actuelle de l'enseignement supérieur au Vietnam face aux besoins urgents d'intégration dans le contexte de mondialisation de plus en plus forte. La première forme de l'enseignement supérieur au Vietnam s'est formée au début du XI^e siècle et le modèle universitaire moderne a été établi au début du XX^e siècle. Durant un siècle suivant, l'enseignement supérieur au Vietnam a été fortement influencé par les hauts et les bas de l'histoire du pays. Au cours de cette évolution, l'enseignement supérieur vietnamien a accédé d'une manière relativement systématique des modèles universitaires avancés dont ceux de la France, de l'Union soviétique et des États-Unis. Et jusqu'en 1975, il a montré de nombreux résultats reconnus par la société. Depuis la Réunification du pays, le gouvernement vietnamien insistait sur le développement de l'enseignement supérieur pour répondre aux changements de l'époque. Toutefois, plus il y a des réformes et innovations, plus l'enseignement supérieur vietnamien est désorienté. Face à cette réalité, notre étude a choisi une approche historique pour analyser la formation et le développement de l'enseignement supérieur au Vietnam, depuis 1906 où l'Université indochinoise - le premier établissement de l'enseignement supérieur moderne a été officiellement formé en particulier. Ce travail a pour but d'identifier et d'expliquer de manière scientifique et systématique les causes des faiblesses actuelles de l'enseignement supérieur vietnamien. Grâce à la recherche des sources documentaires combinée à des entretiens avec des responsables, experts et professeurs en enseignement supérieur, l'auteur cherche à montrer des impacts de l'époque et des insuffisances du mécanisme macro-politique sur l'enseignement supérieur vietnamien au fil du temps. Cela fournit une compréhension approfondie de l'état actuel des universités vietnamiennes et ouvre une prémisse de futures solutions d'intégration et de réforme par la suite.

Mots clés : enseignement supérieur vietnamien, histoire, mondialisation, situation actuelle, causes, intégration.

Title : Vietnamese higher education in the era of globalization (1906 - 2020)

Abstract :

This study focuses on analyzing and clarifying the current situation of Vietnamese higher education in the context of increasingly strong globalization. Vietnam is a country with its higher education was established in the early 11th century during feudalism, and in the early 20th century, modern higher education was formed. Over more than a century, the development of Vietnamese higher education has always had its ups and downs throughout its history, and is strongly influenced by history. During that time, Vietnamese higher education has had the opportunity to systematically approach advanced higher education such as French, the Soviet Union's and the United States'. Until 1975, Vietnamese higher education had many achievements recognized by society. Since the reunification of the country in 1975, the government of Vietnam has also made great efforts to develop the university sector in order to meet the changes of the times, through accessing many university models around the world. However, the more reform and innovation, the more disorienting the higher education. Faced with this reality, our study has chosen a historical approach to analyze the formation and development of higher education in Vietnam, since 1906, when the Indochinese University, the first institution of modern higher education in the country, was officially formed. This work aims to identify and explain, in a scientific and systematic way, the causes of the current weaknesses in Vietnamese higher education. Through the research of documentary sources combined with interviews with officials, experts and professors in higher education, the author seeks to show the impacts of the time and the inadequacy of macro-policy mechanisms on Vietnamese higher education over time. This provides an in-depth understanding of the current state of Vietnamese universities and opens a premise for future integration and reform solutions thereafter.

Keywords : Vietnamese higher education, history, globalization, current situation, causes, integration.

Unité de recherche

Laboratoire Cultures - Éducation - Sociétés (LACES EA 7437)
3, Ter place de la Victoire, 33076 - Bordeaux Cédex France

REMERCIEMENT

Je voudrais tenir, en tout premier lieu, à exprimer ma profonde gratitude à mes directeurs de thèse, M. Régis MALET et M. Charles MERCIER, qui ont toujours été à mes côtés pour me soutenir et me conseiller au cours de l'élaboration de cette thèse. Leur critique scientifique ainsi que leurs encouragements m'ont donné plus de confiance afin d'achever ce travail. Pendant des années sous leur direction attentive, j'ai eu l'occasion de découvrir le monde de la recherche scientifique, nouvel horizon qui pourrait favoriser mon avenir professionnel.

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma profonde reconnaissance aux professeurs LE Van Lan, TRINH Van Thao, NGUYEN The Anh et LE Hong Lan pour leur lecture, leurs conseils et leurs remarques qui ont éclairé ma rédaction.

Aux professeurs, experts et gestionnaires qui m'ont fait confiance pour partager leurs souvenirs et leur point de vue pendant les entretiens, recevez de ma part tout mon respect et toute ma reconnaissance.

Je remercie respectueusement Mme BIAN Cui, Mme NGUYEN Thi Hanh et M. Pierre JOURNOURD d'avoir accepté de faire partie du Jury.

Je remercie tout le corps du personnel des centres des archives Paris (ANP) et Aix-en-Provence (ANOM), des archives nationales du Vietnam (ANV) (centres No. I, II et III) qui m'ont partagé avec moi de précieuses données.

Je tiens à exprimer mes remerciements à Mme Yvette DUROUX qui m'a aidé à relire attentivement et constructivement toute la thèse.

Je voudrais remercier l'Association EPIS qui m'a connecté à ma merveilleuse relectrice.

Je tiens à remercier l'École supérieure de Transports et de Communication de Hanoï pour ses soutiens durant mes années d'études doctorales.

Enfin, je voudrais exprimer toute ma reconnaissance à mes parents et à mes amis : sans leur encouragement, leur soutien, leur dévouement et leurs sacrifices, durant ces derniers mois en particulier, je n'aurais pas eu d'énergie et de motivation pour mener à terme cette thèse.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Partie 1 : L'enseignement supérieur du Vietnam dans le contexte de la mondialisation

Chapitre 1 : Brève histoire du cas d'étude du Vietnam

Chapitre 2 : Mondialisation et état actuel de l'enseignement supérieur

Partie 2 : Histoire de la formation et du développement de l'enseignement supérieur au Vietnam

Chapitre 1 : Enseignement supérieur au Vietnam dans la période 1906-1954

Chapitre 2 : Enseignement supérieur du Vietnam dans la période 1955-1975

Chapitre 3 : Enseignement supérieur vietnamien après 1975

Partie 3 : Héritage et causes des lacunes dans l'enseignement supérieur du Vietnam contemporain

Chapitre 1 : Patrimoines héréditaires dans l'enseignement supérieur actuel du Vietnam

Chapitre 2 : Causes des faiblesses actuelles de l'enseignement supérieur vietnamien

CONCLUSION GÉNÉRALE

SOURCE ET BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures

Figure 1 : Risque potentiel d'emploi avant de l'automatisation	69
Figure 2 : Capacité de recherche et d'innovation du Vietnam et de quelques pays	72
Figure 3 : Les pays ayant le plus de doctorats (2014).....	88
Figure 4 : Nombre de nouveaux auteurs ayant des articles de Scopus dans le domaine de Sciences sociales (2008-2020)	91
Figure 5 : Score de compétences des pays de l'Asie du Sud-Est	101
Figure 6 : Qualité des mains d'oeuvres en province.....	102
Figure 7 : Évolution de la productivité du Vietnam (2000-2017)	104
Figure 8 : Nombre d'étudiants vietnamiens faisant les études aux États-Unis (2014-2019)	107
Figure 9 : Top de 10 nations et zones territoriales selon leur nombre d'étudiants au Japon.....	108
Figure 10 : Vietnamese International Students in Canada	108
Figure 11 : Système de l'éducation Franco-Vietnamien	126
Figure 12 : Système d'enseignement français et franco-indigène en Indochine (1917)	126
Figure 13 : Nombre de professeurs titulaires et de chargés de cours à l'Université indochinoise (1918-1930).....	127
Figure 14 : Population de l'Université indochinoise (1917-1930)	127
Figure 15 : Nombre d'enseignants et d'étudiants du Nord-Vietnam (1955-1965)	170
Figure 16 : Proportion d'étudiants selon la forme de formation	170
Figure 17 : Nombre des étudiants envoyés pour étudier à l'étranger	172
Figure 18 : Évolution du nombre de nouveaux étudiants (1964-1969).....	176
Figure 19 : Statistique du nombre d'étudiants du Sud-Vietnam (1958-1974).....	220
Figure 20 : Nombre d'enseignant pour la période 1967 - 1971	223
Figure 21 : Système de l'éducation selon la réforme de 1979	240
Figure 22 : Comparaison la proportion d'investissement pour l'Enseignement supérieur selon les sources financières	308
Figure 23 : Budget de l'État pour le secteur de l'Éducation.....	405

Liste des tableaux

Tableau 1 : Population européenne en Indochine (1937)	117
Tableau 2 : Création des nouvelles écoles supérieures (1917-1930)	130
Tableau 3 : Population d'étudiant de l'université d'Indochine (1939-1944)	141
Tableau 4 : Gouverneurs généraux français en Indochine et politiques d'instruction.....	151
Tableau 5 : Universités rouvertes ou créées nouvellement.....	166
Tableau 6 : Nombre des étudiants envoyé à l'étranger	171
Tableau 7 : Nombre des étudiants recruté pour étudier à l'étranger	177
Tableau 8 : Nombre d'étudiants et le corps enseignant.....	183
Tableau 9 : Nombre d'étudiants envoyés à l'étranger et retournés après les études	184
Tableau 10 : L'effectifs d'étudiants du Sud-Vietnam (1958-1965)	203
Tableau 11 : Salaire universitaire pour l'enseignement théorique et pour l'enseignement pratique	205
Tableau 12 : Budget national pour l'enseignement supérieur de 1967 à 1972	211
Tableau 13 : Proportion des diplômés selon les facultés de l'Université de Saïgon, l'année scolaire 1969-1970	221
Tableau 14 : Nombre des établissements de l'enseignement supérieur selon l'agence de tutelle....	403

Notes liminaires

(1) Juste après l'indépendance en 1945, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam (au Nord-Vietnam) a créé le ministère de l'Éducation nationale. En 1946, il a changé son nom en ministère de l'Éducation, gérant l'ensemble du système éducatif du Vietnam. Au Sud-Vietnam, sous le gouvernement de la République du Vietnam (Sud), le ministère de l'Éducation nationale est en charge de l'éducation sur la période 1955 - 1975.

En 1965, le Nord-Vietnam a créé le « *ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel* » (séparé du ministère de l'Éducation). Ainsi, le « *ministère de l'Éducation* » ne gère que l'enseignement général tandis que le « *ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel* » assume des universités et des collèges techniques. À côté de ces deux ministères en charge de l'Éducation et la Formation, le gouvernement a établi le « *Département général de la formation des travailleurs techniques* » en 1969, sous l'autorité directe du ministère du Travail. En 1978, cette agence a été séparée du ministère du Travail, rebaptisé « *Département général de la formation professionnelle* » relevant du gouvernement (agence de niveau ministériel). En 1988, elle a été fusionnée au sein du « *ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel* » en « *ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel et de la Formation professionnelle* ».

En 1990, le gouvernement (la République socialiste du Vietnam) a créé le « *ministère de l'Éducation et de la Formation* » en fusionnant le « *ministère de l'Éducation* » et le « *ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel et de la Formation professionnelle* ». Le ministère de l'Éducation et de la Formation gère de manière uniforme le système d'éducation nationale, du niveau préscolaire au niveau professionnel, intermédiaire, collégial, universitaire et postuniversitaire. En 1998, la « *Direction générale de la formation professionnelle* » a été rétablie et directement soumise au contrôle du ministère du Travail. En 2017, plus de 500 écoles intermédiaires et collèges professionnels du ministère de l'Éducation et de la Formation ont été transférés au Département général de la formation professionnelle, puis ce département a été rebaptisé le « *Département général de l'enseignement professionnel* ». Cela signifie que depuis 2017, il n'y a plus d'établissements de formation professionnelle sous l'autorité directe du ministère de l'Éducation et de la Formation.

Ainsi, le système éducatif du Vietnam depuis l'indépendance en 1945, a ses propres caractéristiques pour chaque période. La structure et les fonctions de gestion de l'éducation ont changé plusieurs fois dans le niveau macro, donc le nom du ministère en charge du secteur de l'éducation change également au fil du temps, mais dans la thèse, pour simplifier la présentation, nous utilisons le terme commun « *ministère de l'Éducation* » pour toutes les périodes.

Outre le ministère de l'Éducation, les ministères en charge d'autres spécialités (le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de la Construction, le ministère du Travail, etc.) et presque toutes les 63 provinces/villes du Vietnam ont tous des universités/collèges affiliés. Cependant, le ministère de l'Éducation est l'agence qui est entièrement responsable de la qualité de l'éducation et de la formation. De plus, il gère également la plupart des financements pour l'Éducation, y compris les très gros prêts provenant de sources étrangères ou d'organisations non gouvernementales, c'est pourquoi le ministère de l'Éducation est la principale unité de tutelle mentionnée souvent dans toute cette

étude, relative à sa principale responsabilité pour la faiblesse de l'éducation au Vietnam en général et de l'enseignement supérieur vietnamien en particulier.

(2) Au Vietnam, le Parti communiste du Vietnam est le seul parti au pouvoir. Il a été fondé en 1930 (sous le nom de Parti communiste d'Indochine). Il a été rebaptisé Parti des Travailleurs du Vietnam en 1951. Après la fin de la Première guerre d'Indochine, le nom du parti a été à nouveau changé par Parti communiste du Vietnam (depuis 1976 et jusqu'à maintenant). Dans cette étude, l'auteur de la thèse utilise le nom commun du Parti communiste du Vietnam pour les périodes couvertes.

INTRODUCTION

Le monde du début du XXI^e siècle est façonné par le processus de mondialisation, devenu la force de transformation prépondérante, et par la révolution industrielle 4.0, qui s'opère à un rythme sans précédent dans l'histoire. La combinaison de ces deux éléments a créé un nouveau contexte international, rempli de nouvelles opportunités de coopération et de développement pour toutes les nations, sociétés, organisations et tous les individus qui savent s'y adapter et les mettre à leur profit. Les progrès de la science et de la technologie ont conduit à un changement d'époque. Ils sont porteurs d'une grande potentialité, mais posent également des défis importants dans tous les domaines de la vie sociale. Parmi ceux-ci, l'enseignement supérieur est le secteur le plus directement et profondément affecté, car l'université elle-même, a apporté, et apportera, une contribution importante aux révolutions industrielles. Avec sa mission d'assurer des ressources humaines de haute qualité, l'enseignement supérieur est la plupart du temps un domaine d'intérêt et d'investissement dans chaque nation.

Le Vietnam est un pays avec une université établie assez tôt, dès le début du XI^e siècle, sous la période féodale, mais ce n'est qu'au début du XX^e siècle que l'enseignement supérieur moderne s'est formé. Pendant plus d'un siècle, le développement de l'université vietnamienne a connu des hauts et des bas et a été fortement influencé par l'histoire. Au cours de ce long processus d'évolution, les interactions avec les systèmes de l'enseignement supérieur de France, d'Union soviétique et des États-Unis ont été cruciales. Jusqu'en 1975, malgré les difficultés causées par la guerre, l'université vietnamienne a eu de nombreuses réalisations reconnues par la société. Depuis la réunification du pays en 1975, l'enseignement supérieur vietnamien s'est réformé et a innové continuellement en se rapprochant des modèles universitaires dominants.

La formation de personnes capables de participer pleinement à la mondialisation et de maîtriser l'économie de la connaissance est de la responsabilité de l'enseignement supérieur. Dans cette ère numérique, il est nécessaire que l'enseignement supérieur vietnamien opère un changement complet et profond au lieu d'appliquer seulement des expérimentations de divers types de modèles universitaires étrangers. Cette politique a en effet provoqué des aberrations.

La plupart des pays du monde, y compris le Vietnam, font de l'éducation une priorité nationale et investissent dans l'enseignement supérieur pour s'adapter aux exigences croissantes du marché du travail dans le contexte internationalisé. Un enseignement supérieur n'est considéré comme réussi que lorsqu'il fournit à la société des individus équipés de compétences d'expertise, de recherche et de capacités créatives pour contribuer à la promotion et au développement du pays. En ce sens, l'université vietnamienne est en train de perpétuer l'échec lorsqu'elle suscite anxiété et déception dans la société vietnamienne, malgré une forte croissance économique depuis de nombreuses dernières années, et malgré les énormes investissements du gouvernement vietnamien dans le système éducatif. Les faiblesses structurelles de l'université vietnamienne ont toujours été un sujet des plus importants non seulement pour les chercheurs et les éducateurs, mais aussi pour toutes les classes sociales, car c'est un domaine qui concerne tout le monde et chaque secteur de la vie économique. Mener des recherches dans le but d'identifier et d'expliquer scientifiquement et systématiquement les faiblesses de l'enseignement supérieur vietnamien n'est pas nouveau,

mais est toujours d'actualité pour la vie sociale vietnamienne. La recherche dans le domaine doit donc être soigneusement effectuée en croisant diverses approches, dont une approche sociohistorique. Une évaluation des insuffisances des politiques politiques sur l'enseignement supérieur vietnamien permettra de mieux comprendre la situation actuelle de l'université vietnamienne et de faciliter l'émergence de solutions contribuant à la réforme de l'université contemporaine, dans le but de pouvoir, pas à pas, l'intégrer à un enseignement supérieur mondialisé.

1. État de l'art

Les problèmes structurels de l'enseignement supérieur vietnamien ont retenu l'attention de nombreux experts et chercheurs nationaux et étrangers. Quelques projets typiques peuvent être mentionnés ci-dessous :

- Étudiant le processus de la formation et du développement du système d'éducation du Vietnam, y compris l'enseignement supérieur, on doit citer les recherches de : Trinh Van Thao, « *Du confucianisme au communisme : un essai d'itinéraire intellectuel* » (1990) et « *L'école française en Indochine* » (1995) ; Nguyen Thuy Phuong, « *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975 : De la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle* » (2013); Phan Trong Bau, « *Nền giáo dục Pháp - Việt 1861-1945* » [Enseignement franco-vietnamien 1861-1945] (2014) et *Giáo dục Việt Nam thời cận đại* » [L'Éducation du Vietnam à l'époque moderne] (2015); Sara Legrandjacques, « *Hanoi au cœur des mobilités étudiantes, 1880-1945* » (2016) et « *L'enseignement supérieur en Asie française et britannique : expériences croisées à l'âge des Empires (Années 1850-1930)* » (2017) ; Le Xuan Phan, « *L'enseignement du Vietnam pendant la période coloniale, 1862-1945 : la formation des intellectuels vietnamiens* » (2018).
- Concernant spécifiquement l'enseignement supérieur, on doit évoquer les thèses doctorales de Ngo Van Ha, « *Đảng lãnh đạo sự nghiệp Giáo dục đại học ở miền Bắc (1954-1975)* » [Le Parti dirige l'œuvre de l'Enseignement supérieur au Nord (1954-1975)] (2009) ; Hoang Thi Hong Nga, « *Giáo dục đại học dưới chế độ Việt Nam Cộng hòa (1956-1975)* » [L'Enseignement supérieur sous le régime de la République du Vietnam (1956-1975)] (2015); Hoang Van Tuan, « *L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945)* » (2016) ; et le plus récents, ce sont les thèses de Pham Ngoc Bao Liem « *Giáo Dục Đại Học Tư Thục Ở Miền Nam Việt Nam Từ Năm 1957 Đến Năm 1975* » [L'Enseignement supérieur privé au Sud-Vietnam de 1957 à 1975] (2020), Truong Thuy Dung « *The american influences on the Higher education of the Second Republic of Vietnam: The cas of the National universities* » (2020).

Depuis le début de ce siècle, le processus de réforme de l'enseignement supérieur et l'impact de la mondialisation sur les universités vietnamiennes ont fait l'objet de plus d'attention de la part de la recherche.

- Ainsi, on doit faire références à plusieurs études importantes qui étudient la politique de réforme dans l'Éducation vietnamienne en général et dans l'Enseignement supérieur vietnamien en particulier : celles de Jean-Yves Martin, « *La trajectoire éducative du Vietnam depuis 1945 : logiques politiques et logiques sociales* » (2001) ; Martin Hayden, Grant S. Harman, Pham Thanh Nghi, « *Reforming Higher education in Vietnam : Challenges and Priorities* » (2010) ; Sophie Cerbelle « *L'enseignement supérieur au Vietnam : les enjeux d'une réforme inspirée des orientations occidentales* » (2016) ; Le Thi Kim Anh and Martin Hayden, « *The road ahead for the higher education sector in Vietnam* » (2017).

- Pour la situation générale de l'Enseignement supérieur du Vietnam, on prendra appui sur les études très documentées de Pham Duy Hien, « *A comparative study of research capabilities of East Asian countries and implications for Vietnam* » (2010) ; Lam Quang Thiep, « Chất lượng của hệ thống đào tạo không chính quy của giáo dục đại học ở Việt Nam » [The quality of non-regular training programs in higher education system in Vietnam] (2012) ; Nguyen Cao Thanh, « *Current Status of Higher Education in Vietnam and Potential of the Reform* » (2014) ; Mai Phu Hop, Yang Jun Wu, « *The Current Situation of Vietnam Education* » (2013) ; Nguyen Van Nha, Vu Ngoc Tu, « *Higher Education Reform in Vietnam: Current Situation, Challenges and Solutions* » (2015).

- Concernant les impacts de la mondialisation et de l'Indútrie 4.0 sur l'enseignement supérieur au Vietnam, notre étude sera instruite des travaux de Alexandre D. Freire, Nolwen Henaff, Martin Jean-Yves, (et al), « *Doi moi et globalisation : vers un accroissement des inégalités en matière d'éducation ?* » (2004) ; Pham T. Hong Thanh, « *The Development of the Higher Education Sector of Vietnam within the Globalization Discourse: Using Futures Methodologies* » (2006) ; Nguyen T. Hien, « *The impact of globalisation on higher education in China and Vietnam: Policies and practices* » (2007) et « *Marketization of Higher education in Vietnam in the Era of Neoliberal Globalization : Polity & Praticce* » (2009) ; Truong Quang, Beatrice. IJM. Van der Heijden, Chris Rowley, « *Globalisation, Competitiveness and Human Resource Management in a Transitional Economy: The Case of Vietnam* » (2010) ; Dane E. Oliver, Nguyen Kim Dung, « *Global Competition as a Two-Edged Sword : Vietnam Higher Education Policy. Higher Education, Policy, and the Global Competition Phenomenon* » (2010) ; Le Quynh Anh, « *The Impact of Globalisation on the Reform of Higher Education in Vietnam* » (2016) ; Huynh Van Thai, Le T. Kim Anh. « *The 4.0 Industrial revolution affecting Higher education organizations' operation in Vietnam* » (2017).

- Pour les problèmes spécifiques de l'enseignement supérieur, on prendra soin de les étayer en références aux études de : Elizabeth ST. George, « *Higher education in Vietnam : Boundaries of Autonomy* » (2011) ; Dennis. C. McCornac, « *Vietnam's Strategy on Higher Education : The Hardware Needs Software* » (2012) ; Pham T. Ly, « *Case study: The effectiveness of research and innovation management at policy and institutional levels in Vietnam* » (2013) et « *Vietnam : une transformation rapide de l'enseignement supérieur* » (2015) ; Nguyen Huu Cuong, Colin Ever, Stephen Marshall, « *Accreditation of Viet Nam's higher education. Quality Assurance in Education* » (2017) ; Do T.N. Quyen, Pham T. Huong, Nguyen Kim Dzung, « *Quality Assurance in the Vietnamese Higher Education. The Rise of Quality Assurance in Asian Higher Education* » (2017).

On peut donc dire que l'enseignement supérieur vietnamien a été étudié sous divers aspects avec des intérêts de connaissance et des directions de recherche très variées, qui concernent la gouvernance, l'autonomie, l'infrastructure des établissements, le personnel académique, le programme d'enseignement, etc. Cependant, ces recherches se concentrent souvent sur un aspect spécifique dans une période historique donnée. Dans le cadre de cette thèse, nous envisageons de réaliser des recherches systématiques et globales sur l'enseignement supérieur vietnamien tout au long de l'histoire, depuis sa création jusqu'à nos jours, dans l'espoir que les résultats de la recherche fourniront une vue d'ensemble, contribuant à compléter et à enrichir les sources d'archives pour les recherches totales sur l'Enseignement supérieur vietnamien.

2. Objectif du sujet

- Proposer un examen diachronique des formes de développement du système universitaire vietnamien depuis la fondation de l'enseignement supérieur vietnamien moderne (1906) à nos jours (jusqu'en 2020) afin d'analyser et d'éclaircir les caractéristiques de l'enseignement supérieur à travers des périodes, y compris la formation de modèles universitaires, les facteurs exceptionnels et les impacts multidimensionnels de l'université vietnamienne sur le processus de développement du pays.
- Comprendre et décrire la situation actuelle très problématique de l'enseignement supérieur vietnamien dans le contexte de la mondialisation sous l'impact de la révolution industrielle 4.0 et analyser les causes des faiblesses contemporaines de l'Université vietnamienne.
- Evaluer l'impact du contexte de mondialisation et les difficultés auxquelles sont confrontées les universités vietnamiennes et tester l'hypothèse selon laquelle celles-ci sont très difficiles à surmonter sans une réforme globale de l'ensemble du système universitaire.

3. Approches et méthodologies de recherche

L'enseignement supérieur moderne du Vietnam est d'abord abordé sous l'angle historique. Comme l'objet de recherche est observé sur la longue durée, depuis le passé lointain jusqu'au présent, il est nécessaire d'appliquer simultanément de nombreuses méthodes différentes, mais la principale méthode utilisée est la méthode de recherche documentaire et la méthode d'entretien. La recherche est présentée sous forme chronologique, et les sections sont divisées en fonction des périodes historiques. Cette segmentation se base sur le fait que chaque régime politique au pouvoir dans l'ensemble ou une partie territoriale du Vietnam a appliqué sa propre politique éducative et son propre modèle universitaire. La politique apparaît comme le facteur structurant de l'évolution de l'enseignement supérieur.

Pour la période 1906-1954, l'analyse porte principalement sur des documents archivés et des documents historiques. Les principales sources de données proviennent des archives nationales en France et au Vietnam. Nous avons eu recours à des témoignages oraux, mais il fut difficile de trouver des personnes qui ont directement étudié ou travaillé dans le système éducatif vietnamien pendant cette période, car beaucoup de temps a passé. L'auteur de la thèse a eu la chance de faire une visite directe à l'un des plus grands historiens du Vietnam, le professeur Le Van Lan (né en 1936, membre fondateur de l'Institut d'histoire du Vietnam), le 4 et le 6 juin 2020.

Pour la période 1954 - 1975, parallèlement à la méthode de recherche documentaire qui a été poursuivie, la méthode d'enquête et d'interview des témoins qui sont d'anciens étudiants du système universitaire au Vietnam pendant cette période, a été davantage développée. Entre 1954 et 1975, le Vietnam a été divisé en deux régions, le Nord et le Sud, comme deux « pays » distincts avec deux systèmes éducatifs différents. Au Nord, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam était orienté vers le socialisme et le système d'enseignement supérieur fonctionnait selon le modèle des universités soviétiques. Au Sud, le gouvernement de la République du Vietnam a suivi la voie du capitalisme et le système d'enseignement supérieur sud-vietnamien a été organisé selon le modèle de l'université indochinoise à l'époque française, durant la première moitié de la période, avant d'être transformé selon le modèle de l'enseignement supérieur américain pendant la seconde moitié de la même période. Pour les anciens étudiants ou professeurs de l'université nord-vietnamienne, il a été

possible d'approcher directement de nombreux représentants au Vietnam comme le professeur Tran Van Nhung (secrétaire général du Conseil d'État des professeurs, ancien vice-ministre de l'Éducation et de la Formation du Vietnam) (entretien du 31 octobre 2020) ; le professeur Nguyen Huu Du (ancien directeur général de l'Institut d'études avancées en mathématiques du Vietnam, ancien vice-recteur de l'Université des Sciences naturelles - le successeur de l'Université d'Indochine au Nord-Vietnam) (entretien du 20 novembre 2020), le professeur Nguyen Dong Anh (ancien directeur de l'Institut vietnamien de mécanique) (entretien du 31 octobre 2020). Quant aux anciens étudiants/enseignants de l'université sud-vietnamienne, la plupart d'entre eux vivent actuellement aux États-Unis et dans certains pays européens, dont la France. Une campagne d'entretiens en face-à-face, d'entretiens en ligne ou par courrier électronique a été organisée. Nous avons contacté directement, en France, le professeur Nguyen The Anh, ancien recteur de l'université de Hué (1966-1969), professeur de la Faculté de Lettres (université de Saïgon), ancien professeur titulaire de l'Université Paris-Sorbonne, le 12 décembre 2019. Nous avons également fait un entretien avec le professeur Trinh Van Thao, un sociologue d'origine vietnamienne, enseignant à université de l'Aix-en-Provence depuis 1987 - un expert de l'histoire de la culture et de l'éducation vietnamienne, le 26 novembre 2019.

La période postérieure à 1975 marque le début du Vietnam unifié. Immédiatement après l'unification administrative des deux régions, le système d'enseignement supérieur a rapidement fusionné les deux écoles d'éducation universitaire distinctes du Nord et du Sud en prenant pour norme l'enseignement supérieur du Nord (le modèle éducatif soviétique). Il s'agit d'une période historique associée aux réformes ou aux renouvellements continus du système de l'enseignement supérieur vietnamien. Des années 2000 à nos jours, la tendance de la mondialisation accompagnée de la vague de l'Industrie 4.0 est arrivée très rapidement, mettant la pression sur le système universitaire vietnamien à la traîne depuis longtemps. L'enseignement supérieur recevant une large attention de toutes les classes de la société vietnamienne, il est relativement aisé d'approcher et d'interroger des témoins. Nous avons interrogé directement de nombreux enseignants, scientifiques et managers contemporains tels que le professeur Dinh Tien (le vice-directeur de l'Académie nationale d'administration publique) le 20 octobre 2020, le professeur agrégé Le Van Hoc (vice-président du Comité de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam) le 27 novembre 2020, le professeur Tran Van Nhung (secrétaire général du Conseil d'État des professeurs, ancien vice-ministre de l'Éducation) le 27 novembre 2020 ; le professeur agrégé Nguyen Van Long (président du conseil d'université, Université de Transports et de Communications) le 31 octobre 2020 ; le professeur agrégé Le Hong Lan (président du Conseil scientifique, Faculté des sciences fondamentales, l'Université de Transport et de Communications) le 2 novembre 2020; le professeur agrégé Nguyen Van Chan, directeur scientifique et directeur du Programme MBA, Centre Franco-Vietnamien sur la Formation en Gestion (CFVG) de l'Université Nationale d'Économie, le 9 septembre 2020; Dr Nguyen Van Suu (vice-président de Hanoi) le 25 octobre 2020.

Pour la méthode de recherche documentaire, les sources de données utilisées dans cette thèse comprennent :

- Documents du Centre d'archives :

- En France : Archives nationales de France (à Paris), Archives nationales d'Outre-mer
- ANOM (à Aix-en-Provence).

- Au Vietnam : Archives nationales du Vietnam - centre No.1, centre No.3 (à Hanoi), centre No.2 (à Hồ Chí Minh-Ville), centre No.4 (à Dalat).

- **Thèse** : de NGUYEN Thuy Phuong (à l'université Paris Descartes en 2013), HOANG Van Tuan (à l'université Paris-Saclay en 2016), LE Xuan Phan (à l'université de Lyon en 2019), HOANG Thi Hong Nga (à l'université des Sciences sociales et humaines, l'Université nationale de Hanoi en 2016), TRUONG Thuy Dung (à l'université de Hamburg en 2020).

- **Données statistiques** : de l'Office général des statistiques du Vietnam et des instituts de recherche indépendants du ministère de l'Éducation, publiées selon le plan trimestriel ou annuel ; des résultats d'investigations et d'enquêtes indépendantes réalisées par des agences gouvernementales hors du système éducatif publiés dans les médias.

Un élément important à noter est qu'au Vietnam, tous les médias de masse, soit en version papier, soit en ligne (collectivement désignés par le terme de « presse révolutionnaire ») sont censurés. Les informations publiées n'en sont pas moins une source de données importantes que nous avons analysées.

Quelques journaux en lignes utilisés dans cette recherche :

Journal Nhân dân	Organe officiel du Parti communiste du Vietnam
Journal Chính phủ Việt Nam điện tử	Gouvernement du Vietnam
Journal điện tử Đảng Cộng sản Việt Nam	Commission centrale de propagande et d'éducation du Parti communiste du Vietnam
Journal Quân đội Nhân dân	Ministère de la Défense du Vietnam
Journal Công an Nhân dân điện tử	Ministère de la Police du Vietnam
Journal Pháp luật Việt Nam điện tử	Ministère de la Justice du Vietnam
Journal Vnexpress	Ministère de la Science et de la Technologie
Journal VietnamNet	Ministère de l'Information et des Communications
Journal Dân Trí	Ministère du Travail (Le ministre du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales)
Journal Tin tức	Agence de presse du Vietnam
Journal Kiểm toán Nhà nước	Audit d'État
Journal Tiền Phong	Union de la jeunesse communiste Hồ Chí Minh
Journal Thanh Niên	Fédération de la jeunesse du Vietnam
Journal Lao Động	Confédération générale du travail du Vietnam
Journal Người Lao Động	Comité municipal du Parti de Hồ Chí Minh-Ville
Journal Giáo dục Việt Nam	Association des universités et collèges vietnamiens
Journal Thời đại	Forum de l'Union des organisations d'amitié du Vietnam
Journal Pháp luật TP. Hồ Chí Minh	Comité populaire de Hồ Chí Minh-Ville
Journal Tuổi trẻ Online	Union de la jeunesse communiste Hồ Chí Minh pour Hồ Chí Minh-Ville

4. Structure et contenu principal de la recherche

En plus de l'introduction et de la conclusion, le contenu de recherche de la thèse est présenté en 3 parties :

La partie 1, « Situation actuelle de l'enseignement supérieur du Vietnam dans le contexte de la mondialisation » se compose de deux chapitres. Le chapitre 1 présente un aperçu de l'histoire du Vietnam avec des caractéristiques fondamentales affectant sa vie culturelle et sociale. Le chapitre 2 analyse les impacts de la vague de l'Industrie 4.0 lorsqu'elle se répand sur les continents dans le contexte de la mondialisation, créant une forte pression sur le système universitaire vietnamien qui n'a pas cessé de se dégrader depuis 1997 et est actuellement en décalage avec les normes internationales dans tous les aspects. Si l'on compare la qualité actuelle de l'université vietnamienne avec celle des pays voisins, on trouve également une grande distance dans de nombreux critères, sans parler d'une comparaison avec l'ensemble de l'Asie ou du monde.

La partie 2, « Histoire de la formation et du développement de l'enseignement supérieur au Vietnam » analyse les impacts historiques et les principaux facteurs façonnant le système de l'enseignement supérieur actuel du Vietnam. Dans cette partie, l'ensemble de la période de 115 ans de l'université vietnamienne est présenté en 3 chapitres. Le chapitre 1 rend compte de l'enseignement supérieur vietnamien dans la période 1906-1954. Le chapitre 2 traite de l'université vietnamienne dans la période 1955-1975. Le chapitre 3 fournit une analyse détaillée du domaine universitaire vietnamien de 1975 à 2020, en se concentrant à la fois sur les facteurs objectifs et subjectifs qui régissent l'enseignement supérieur du Vietnam : de la capacité et de la pensée de gestion des dirigeants du ministère de l'Éducation aux mécanismes et politiques insuffisantes, voire déraisonnables, qui constituent des facteurs explicatifs du désordre du système universitaire vietnamien d'aujourd'hui.

La partie 3 s'intitule « Héritage et causes des lacunes dans l'enseignement supérieur du Vietnam contemporain ». À chaque période, l'enseignement supérieur vietnamien a inscrit son développement dans les héritages du passé. L'université vietnamienne d'aujourd'hui, héritant de nombreuses réalisations des enseignements supérieurs du passé, est toujours érigée en priorité par l'État vietnamien avec un budget annuel de l'éducation de plus de 20 % du budget total national (équivalent à plus de 5 % du PIB). Cependant, après un processus de quatre grandes réformes en 1950, 1956, 1979, 2013 et une série de petits et moyens renouvellements qui se sont produits de manière persistante entre les grandes réformes, et qui ont consommé des sommes d'argent énormes, l'enseignement supérieur du Vietnam est toujours faible sous tous les aspects. L'évaluation de ces contenus est présentée en deux chapitres : le chapitre 1 examine les patrimoines, à la fois positifs et négatifs, hérités du passé universitaire du Vietnam, et le chapitre 2 analyse les causes des faiblesses de l'enseignement supérieur vietnamien aujourd'hui.

5. Contributions de la recherche

La recherche apporte une vue relativement globale et systématique de l'enseignement supérieur du Vietnam tout au long de son histoire de plus de cent ans (1906-2020). La principale contribution de la thèse est les études appartenant au chapitre 2 (partie 1), chapitre 3 (Partie 2) et chapitre 2 (Partie 3).

Grâce à l'analyse des caractéristiques exceptionnelles du système d'enseignement supérieur à chaque période historique d'une part, à l'examen des impacts multiformes de facteurs objectifs et subjectif d'autre part, la thèse veut constituer une contribution scientifique propre à éclairer les faces claires et sombres de l'éducation universitaire vietnamienne à chaque époque.

Dans le contexte de la mondialisation et de l'essor de l'économie du savoir, le Vietnam fait face à de nombreuses difficultés : le marché du travail est confronté à une grave pénurie de ressources humaines qualifiées alors que plus de 60 % de diplômés des universités sont au chômage chaque année. La recherche que nous avons réalisée contribue à fournir des informations véridiques et complètes sur l'état actuel de l'enseignement supérieur du Vietnam et les défis contemporains auxquels il doit faire face. Elle peut être considérée comme une approche critique pour des responsables de l'éducation, dans la mesure où le système universitaire y est invariablement évalué positivement, passé au crible de standards auto-fabriqués, étendant sous couvert d'impartialité divers « Rapports de réussite ». Cette logique promotionnelle, que la société vietnamienne identifie nomme la « maladie de la réalisation » - est une maladie persistante des politiques éducatives, malgré la frustration croissante d'un société qui subit la dégradation de la qualité de la formation et de la moralité publique en matière d'éducation.

La recherche contribue enfin à compléter, enrichir et à actualiser les données et leur analyse, dans le domaine de l'enseignement supérieur vietnamien : son histoire, son développement et les politiques que les encadrent.

Partie 1 : L'enseignement supérieur du Vietnam dans le contexte de la mondialisation

Chapitre 1 : Brève histoire du cas d'étude du Vietnam

Dans l'histoire vietnamienne, depuis la naissance des institutions étatiques, Van-Lang est le premier État du Vietnam, fondé par le chef de la tribu Van-Lang en unifiant quinze autres tribus dans la région de nord du Vietnam, au VII^e siècle av. J.-C. (contemporaine du roi Zhuang de Zhou en Chine). Le nom du pays Van-Lang est aussi le nom de la tribu la plus puissante parmi ces quinze tribus. L'état de Van Lang était gouverné par les rois Hung (ou Hung-Vuong).

Au III^e siècle av. J.-C., Thuc Phan, le chef de la tribu Au-Viet (vivant dans le nord-est du Vietnam actuel) a vaincu le roi Hung 18^e pour établir l'état Au-Lac en 258 av. J.-C. Il s'agit du deuxième État dans l'histoire du Vietnam après l'État de Van-Lang. Thuc Phan est monté sur le trône sous le nom d'époque An Duong Vuong. D'après le Shiji (parfois mémoires du Grand Historien ou Mémoires historiques) de Sima Tan et Sima Qian¹, en 218 av. J.-C., l'empereur chinois Qin Shi Huang a envoyé une armée de 500 000 combattants envahir les tribus de Baiyue au sud (y compris, la tribu Van-Lang, Au-Viet). Cette guerre prendra fin après une décennie, avec la mort du commandeur chinois chargé de cette conquête Do Thu. La troupe de Qin se retire dans le pays, le peuple Au-Lac a défendu avec succès le territoire. La guerre de résistance contre les envahisseurs de la dynastie Qin fut la première guerre de résistance pour protéger le pays, inscrite à l'histoire officielle du Vietnam.

En 179 av. J.-C., le pays Au-Lac est conquis par Trieu Da². À compter de cette date, l'histoire du Vietnam peut être divisée selon les périodes suivantes (il faut noter que dans chaque période, en raison des fluctuations constantes des circonstances historiques, il existe un entrelacement des institutions dirigeantes ; cependant, les dénominations de chaque période sont basées sur leurs principales caractéristiques).

1. Période sous la domination du Nord, ou « *Bắc thuộc* » (de 179 av. J.-C. à 938 apr. J.-C.)

Le Vietnam a passé plus de mille ans sous la domination des dynasties féodales du Nord (Chine), depuis que l'État d'Au-Lac avait été occupé en 179 av. J.-C., jusqu'au rétablissement de l'indépendance des dynasties féodales chinoises en 938. Au cours de cette période de mille ans, le Vietnam a conquis son indépendance à deux reprises (de l'année de 40 à 43) et (de l'année de 544 à 602).

A la fin de la période de domination du Nord, le Vietnam est dominé par la dynastie Tang (Chine). En 905, alors que la dynastie Tang s'est affaiblie, la Chine est en ébullition, avec l'émergence des rébellions sur tout le territoire. L'incapacité de l'autorité centrale à calmer

¹ Sima Qian (né en 145 - mort en 86 av. J.-C.) est honoré comme l'un des dix saints de l'histoire chinoise. Il a achevé le Shiji, parfois mémoires du Grand Historien ou Mémoires historiques (débuté par son père, Sima Tan) qui a retracé l'histoire pendant plus de 2 500 ans, de l'époque de l'empereur mythique des chinois à l'époque où Sima Qian vivait. En tant que premier document historique systématique de la Chine, le Shiji a grandement influencé l'écriture de l'histoire et la littérature chinoises ultérieures.

² Trieu Da était un général de la dynastie Qin, chargé par Qin Shi Huang d'amener des troupes au sud pour élargir le territoire de l'empereur. Lorsque la dynastie Qin s'est effondrée, Trieu Da travaillait comme mandarin dans les terres du sud (y compris la région de la tribu Au-Lac). Donc, en profitant des troubles intérieurs, Trieu Da s'est proclamé roi sur cette terre méridionale.

les rebellions permet alors aux forces régionales de se partager le territoire. Au Vietnam à cette époque, Khuc Thua Du, un homme riche et compatissant de la région, a été proclamé mandarin en chef ³ par le peuple dans le contexte de trouble. À cause de sa faiblesse, la Cour de Tang ne pouvait pas empêcher les événements ayant cours dans les régions trop lointaines. Khuc Thua Du a rendu les gens paisibles et le pays prospère. En 907, Khuc Thua Du meurt et son fils, Khuc Hao (né en 860 - mort en 917) lui succède. Khuc Hao est une personne talentueuse et vertueuse qui joue alors un rôle important dans la construction d'un gouvernement autonome, jetant les bases de l'indépendance du Vietnam. En 917, après la mort de Khuc Hao, son fils, Khuc Thua My, continue à maintenir l'autonomie du Vietnam au début du X^e siècle. Dans cette période est fondée une nouvelle dynastie en Chine (dynastie des Han du Sud) et la menace d'une invasion du Nord devient pressante. Pendant son règne, Khuc Thua My commet l'erreur de ne pas poursuivre la politique d'apaisement de son père et de son grand-père, perdant ainsi le soutien du peuple. Lorsque le roi de Han (Chine) délègue une armée d'invasion au Vietnam, Khuc Thua My perd la bataille, puis est capturé par l'armée des Han du Sud et ramené en Chine pour être emprisonné jusqu'à sa mort. Après, un mandarin chinois est envoyé pour gouverner le Vietnam. Ainsi se termine la période de l'autonomie de 905 à 938.

Durant la période sous la domination du Nord, les dynasties chinoises ont constamment assimilé le peuple vietnamien, afin de transformer radicalement le Vietnam en une part de la Chine. La culture chinoise a également été introduite au Vietnam au cours de ce processus. Le confucianisme a été systématiquement propagé au Vietnam. Bien qu'il y ait de fortes influences de la Chine sur les institutions politiques, la société, la culture et l'éducation, le peuple vietnamien conserve une grande partie de son origine culturelle nationale intrinsèque malgré plus de mille ans de domination.

2. Période de monarchie (939 - 1858)

En 938, Ngo Quyen (né le 12 mars 897 - décédé le 14 février 944) fut un héros influent au Vietnam qui a mené le peuple contre les envahisseurs étrangers des Han du Sud commandés par leur prince Liu Hongcao. Ngo Quyen remporta une victoire historique sur l'armée des Han du Sud lors de la bataille de Bach-Dang, mettant fin au règne de Liu Hongcao, puis les troupes des Han du Sud se sont séparées et sont enfuies vers le pays.

Après cette victoire, Ngo Quyen monte sur le trône et fonde la dynastie Ngô. Il règne de 939 à 944 à sa mort. Après sa mort, la dynastie des Ngo s'affaiblit rapidement ; incapable de contrôler les forces locales , elle prend fin en 965. L'histoire du Vietnam cite Ngo Quyen comme le roi qui a mis fin à plus de mille ans de domination des dynasties féodales du Nord et a inauguré une longue période d'indépendance du Vietnam. Le peuple vietnamien honore Ngo Quyen comme l'un des quatorze héros nationaux vietnamiens. De cette période d'indépendance à la dernière monarchie vietnamienne, la dynastie Nguyen (sous l'époque du roi Bao Dai) qui se clôt en 1945, sur un millénaire, le nom du pays a changé six fois ; cependant, dans cette recherche, par souci de clarté et de lisibilité, nous utiliserons « Vietnam » comme le nom commun du pays à toutes les époques.

Après la dynastie Ngô, le Vietnam est gouverné par de nombreuses dynasties féodales. L'affaiblissement de la fin de la dynastie précédente était le point de départ de la première génération des dynasties suivantes. Après la dynastie Ngo, se succèdent la dynastie Dinh (968-

³ Ce fonctionnaire local est semblable à un seigneur et se transmet de père en fils.

980), la dynastie *Le antérieure* (980-1009), la dynastie Ly (1009-1225), la dynastie Tran (1226-1400) et la dynastie Ho (1400-1407). Au cours de ces périodes, de 968 à 1407, les dynasties du Nord, en Chine et en Mongolie mandatent des troupes pour envahir le Vietnam, sans succès. Les grandes victoires du Vietnam incluent deux fois la défaite de la dynastie Song (Chine, 981 et 1076), trois fois la défaite de l'armée Yuan-Mong (en 1258, 1285 et 1288). Du X^e au XIV^e siècle, les dynasties féodales vietnamiennes construisent leur État sur la base des croyances bouddhistes et des influences confucéennes venues de la Chine.

À la fin du XIV^e siècle, l'influence du bouddhisme décroît progressivement et celle du confucianisme se développe. L'économie se développe en s'appuyant sur l'agriculture, principalement la culture du riz humide pour fournir de la nourriture. Les dynasties se succèdent dans la construction des digues pour prévenir les inondations, dans le creusement des canaux pour conduire l'eau et faciliter le transport, et dans le défrichement des régions des plaines côtières pour augmenter la superficie cultivée. Les activités d'affaires et de commerce extérieur se développent également progressivement. En plus des deux pays voisins, la Chine et le Cambodge, pendant les dynasties Ly et Tran (XI^e - XIV^e siècle), le Vietnam développe d'autres échanges avec les royaumes d'Asie du Sud-Est.

Au début du XV^e siècle, la dynastie Ming (Chine) réussit à envahir et occuper le Vietnam pendant 20 ans (1407-1427). L'empereur de la dynastie Ming à cette époque met en œuvre des politiques pour abolir la civilisation vietnamienne des dynasties Ly et Tran, en brûlant toutes sortes de livres, brisant les stèles de mémorisation, etc. La dynastie Ming construit au Vietnam une structure d'autorité, de la loi, d'administration et de culture à la chinoise pour gouverner. Les politiques de domination des Ming sont considérées comme les plus cruelles parmi celles des dynasties du Nord au Vietnam. Face à la misère du peuple, Le Loi (né le 10 septembre 1385 - décédé le 5 octobre 1433) constitue une force de soulèvement et organise l'insurrection Lam Son durant 10 ans, jusqu'à ce que l'armée de Ming soit expulsée totalement du Vietnam en 1428. Suite à cela, la dynastie Hau Le est établie. Le Loi est considéré comme un roi légendaire du Vietnam avec le talent militaire, la capacité de gouvernance et de la compassion pour le peuple.

Le temps prospère de la dynastie Hau Le se termine aux premières années de 1500 lorsque l'affaiblissement de la Cour a entraîné de nombreux troubles intérieurs. Le conflit entre deux proches mandarins du roi Le, Trinh Kiem et Nguyen Hoang, déclenche la division du pays en deux régions appelées Đàng ngoài (sous le contrôle de la famille Trinh) et Đàng trong (sous l'autorité de la famille de Nguyen, prédécesseur de la dynastie Nguyễn à l'ultérieur), avec la rivière Gianh (dans la province de Quang Binh, au centre du Vietnam) comme frontière. Cette période de division s'étend sur 100 ans (1527 - 1627), le territoire de toutes les deux régions appartenant aux rois de la dynastie Le, mais seulement nominalement. À la région Đàng ngoài, par la puissance éclipsant le roi Lê, à partir de la position de mandarin supérieur, la famille Trinh se proclame « seigneur » et établit son propre système de l'autorité correspondant à celui du roi. Le Palais du Roi est situé à l'Est et le Palais du Seigneur est à l'Ouest. Le régime à Đàng ngoài, appelé le gouvernement de « Roi Le - Seigneur Trinh », est la seule période dans l'histoire du Vietnam où le pouvoir d'un mandarin supérieur est hérité et transmis pendant de nombreuses générations.

La famille Nguyen à Đàng trong, était initialement plus faible que la famille Trinh, mais après s'est progressivement développée et s'est également imposée comme « Seigneur Nguyen ». Au nom, les seigneurs Trinh et Nguyen étaient tous les deux serviteurs de la dynastie Hau Le, et les régions Đàng trong et Đàng ngoài étaient les territoires du roi, mais en

réalité, ces deux groupes féodaux ont créé la force pour elle-même. Les deux régions vivaient comme deux pays séparés. Les batailles de conquête de territoire se sont déroulées de manière continue entre les deux côtés. Les rois de la dynastie Le n'ayant plus de réel pouvoir, ils ne pouvaient donc pas empêcher la rivalité entre les familles Trinh et Nguyen. Le Vietnam est alors divisé pendant plus de 150 ans (de 1627 à la fin du XVIII^e siècle lorsque la dynastie Tay Son a renversé toutes les deux familles Nguyen et Trinh).

Durant cette période de guerre civile, à Đàng ngoài (y compris la capitale Thang Long - Hanoi), une politique d'ouverture vers l'étranger est mise en œuvre. En plus de l'échange traditionnel avec les pays orientaux comme la Chine et le Japon, à cette période, il y a alors plus de partenariats avec l'Occident et des pays comme la France, le Royaume-Uni, le Portugal et les Pays-Bas. L'autorité de la région Đàng trong conduit à des politiques similaires avec une orientation de commerce extérieur relativement ouverte. De nombreuses villes côtières célèbres et très prospères de Đàng trong, telles que Hoi-An, Thanh-Ha, Gia-Dinh, entretiennent des relations commerciales avec les pays d'Asie de l'Est et certains pays occidentaux. À travers des commerçants européens, japonais et chinois qui viennent au Vietnam pour commercer, les deux régions participent au système commercial mondial. Les Hollandais, les Britanniques et les Français établissent de grands comptoirs commerciaux à Ke-Cho (Hanoi) dans la région Đàng ngoài tandis que les Portugais, les Britanniques et les Japonais fondent de grands comptoirs commerciaux à Faifo (Hoi An - Da Nang) à Đàng trong. Les principaux produits exportés du Vietnam sont la soie, le poivre et la céramique. Cependant, au XVIII^e siècle, l'activité commerciale diminue à la fois à Đàng trong et Đàng ngoài⁴. Parallèlement au commerce avec les pays occidentaux, le catholicisme commence à s'introduire au Vietnam lorsque les missionnaires occidentaux, qui ont suivi les navires marchands, commencent à prêcher à la fois dans le Đàng trong et Đàng ngoài. Le fondement du catholicisme au Vietnam s'est ainsi construit au XVII^e siècle par des missionnaires de la Compagnie de Jésus⁵.

Dans les deux régions Đàng trong et Đàng ngoài, les missionnaires pouvaient librement faire propagande de leur religion. À la suite des missionnaires jésuites sous patronage portugais, les missionnaires français et espagnols sont également venus au Vietnam durant la seconde moitié du XVII^e siècle. Rappelons que jusqu'au milieu du XIX^e siècle, il y avait environ 450 000 catholiques au Vietnam. La plupart des évêques et les prêtres parlaient français ou espagnol tandis que beaucoup parlaient également couramment le vietnamien et avaient un nom vietnamien⁶. Parmi eux, il faut citer quelques grands personnages ayant contribué à la civilisation vietnamienne : Francisco de Pina (1585-1625), un missionnaire catholique portugais appartenant au groupe des jésuites venu au Vietnam en 1617, a inventé le quốc-ngu (ou « *chữ quốc ngữ* », en vietnamien, - une romanisation de la langue vietnamienne). Par la suite, le quốc-ngu a été complété grâce au travail collectif de missionnaires portugais et italiens, avec l'aide de disciples vietnamiens.

Ce fut ensuite Alexandre de Rhodes (1593-1660), un missionnaire jésuite et linguiste avignonnais, arrivé au Vietnam en 1624. Celui-ci a apporté une contribution importante au processus de propagation du catholicisme au Vietnam. Alexandre de Rhodes n'est pas le

⁴ DAMPIER William, *A Journey to Tonkin in 1688*, World Publishing House, 2007, p.10.

⁵ TRAN Anh Q, « The Historiography of the Jesuits in Vietnam: 1615 - 1773 and 1957 - 2007 », sur *Jesuit Historiography Online* [en ligne], publié le 2018, [consulté le 26 août 2021].

⁶ KHAC THANH - SANH PHUC, *Lịch sử các nước Đông Nam Á [Histoire des pays de l'Asie de sud-est]*, NXB Trẻ, 2003.

créateur le quôc-ngu, mais sur la base de l'héritage de ses prédécesseurs, il a systématisé et retouché ce système de l'écriture, édité et supervisé la publication et l'imprimerie du premier dictionnaire vietnamien⁷. Grâce aux mérites d'Alexandre de Rhodes, le quôc-ngu a été rendu accessible au public et est devenue l'écriture officielle du Vietnam.



Photo 1: Alexandre de Rhodes

Après avoir contrôlé le territoire sur le continent, le seigneur Nguyễn envoie à son tour des hommes exploiter et contrôler les grandes îles et archipels de la mer de l'Est (le nom vietnamien de la mer de Chine du Sud) et du golfe de Thaïlande : Con Dao à partir de 1704, Phu Quoc à partir de 1708 et l'archipel Spratleys (Truong Sa) depuis 1816, surtout l'archipel Paracel (Hoang Sa) a été exploité et contrôlé le premier, dès le début du XVII^e siècle⁸. La dynastie Hau Le a existé nominalement de 1428 à 1789, mais les rois de cette dynastie n'avaient le pouvoir réel que jusqu'en 1545, et après cette date, leur pouvoir était seulement symbolique. Dans le contexte des conflits de pouvoir à la fin de la dynastie Hau Le, la guerre constante entre les seigneurs Trinh et Nguyen a rendu la vie des gens très misérable. Quang Trung (1753-1792) a dirigé le mouvement Tay Son attirant un grand nombre de personnes. En 1771, cette force s'est

considérablement développée et a vaincu les deux régimes au pouvoir des familles Nguyen - Trinh. Ensuite, elle a mis fin à la division du pays en deux pendant deux siècles, en abolissant le gouvernement de Đàng ngoàì (sous l'autorité du Roi Le - Seigneur Trinh) et celui de Đàng trong (sous le contrôle du seigneur Nguyen) et en abolissant la dynastie Hau Le (qui existait seulement nominale). Puis une nouvelle dynastie a été établie - la Dynastie Tay Son. Quang Trung est l'un des 14 héros nationaux du Vietnam, son image chez les Vietnamiens est celle d'un empereur invincible et ayant de nombreuses politiques de réforme économique et sociale distinguée dans l'histoire du pays. Le célèbre historien vietnamien Phan Huy Le décrit : « [trad.] Quang Trung n'est pas seulement un militaire exceptionnel, mais aussi un homme politique talentueux. » Il abolit la division du pays en vainquant les forces des seigneurs Trinh - Nguyen, et il maintient l'indépendance du pays en brisant les invasions de la Thaïlande par le sud et de l'armée Qing (Chine) par le nord en 1789. Malheureusement, après la mort subite de cet empereur à l'âge de 39 ans (le 16 septembre 1792) la dynastie Tay Son s'est affaiblie rapidement.

Lorsque le seigneur Nguyen est vaincu par le mouvement Tay Son, les débris de la force du seigneur Nguyen dirigés par le prince Nguyen Anh s'enfuient vers l'archipel de Phu Quoc (l'île la plus grande du Vietnam) envisageant l'exil. Nguyen Anh connaissant l'évêque français Pigneau de Béhaine⁹ (qui était en Thaïlande à ce temps-là), il envoie sa subordonnée chez

⁷ Le Dictionarium Annamiticum Lusitanum et Latinum est un dictionnaire vietnamien-portugais-latin (trilingue) composé par le lexicographe jésuite français Alexandre de Rhodes, après avoir passé 12 ans au Vietnam.

⁸ QUỐC SỬ QUẢN TRIỆU NGUYỄN, *Đại Nam Thực lục [Annales de Dai Nam]*, NXB Giáo dục, 2007.

⁹ Pierre Joseph Georges Pigneau de Behaine (en Vietnamien, Bá Đa Lộc) (février 1741 - 9 octobre 1799), nommé évêque in partibus d'Adran, en 1771, par le pape Clément XIV. Il est arrivé au Vietnam le 12/3/1775, en tant que prêtre missionnaire français des Missions étrangères de Paris et Évêque de Cochinchine du vicariat apostolique de Cochinchine, il fut également diplomate et joua un rôle de premier plan dans les relations entre le royaume de

l'évêque et reçoit des conseils selon lesquels Nguyen Anh doit demander de l'aide à la France. À la fin de 1783, Nguyen Anh confie alors à l'évêque Pigneau de Béhaine le rôle de « messenger spécial »¹⁰ avec une lettre contenant 14 clauses demandant l'aide française et le sceau de la famille Nguyen afin que cet évêque ait les pleins pouvoirs de le représenter en France dans la négociation avec la Cour du roi Louis XVI. Mais ce n'est qu'au début du mai 1787 que l'évêque Pigneau de Béhaine est reçu en audience par le roi Louis XVI. Le 28 novembre 1787, au château de Versailles, le comte de Montmorin, au nom du roi Louis XVI, a signé avec le représentant de Nguyen Anh, l'évêque Pigneau de Béhaine, le traité de Versailles (de 1787).

Ce traité se compose de 10 clauses dont la principale stipule que Nguyen Anh a accepté de céder une partie du territoire du Vietnam pour la France, y compris l'embouchure maritime de Da Nang et l'archipel Con-Lon (Poulo-Condore). Les Français sont autorisés à commercer librement et à contrôler le commerce avec des étrangers dans tout le Vietnam. Le Vietnam doit fournir de la nourriture et des fournitures militaires essentielles à la France au cas où la France serait en guerre avec un autre pays d'Extrême-Orient. En retour, le roi Louis XVI accepte d'envoyer au Vietnam 4 navires de type frégate et une armée de 1 200 soldats de l'armée de terre, 200 pièces d'artillerie, 250 soldats noirs d'Afrique (cafres) et toutes sortes de fusils et de munitions pour combattre la dynastie Tay Son. Cependant, en raison de nombreux facteurs, en particulier de la Révolution française de 1789 qui a renversé la famille royale, la France ne met pas en œuvre le traité de Versailles. Cependant, ce traité devient alors un danger ultérieur pour le Vietnam : plus tard, bien que la France aura elle-même annulé unilatéralement le traité, la France s'en servira pour justifier sa demande adressée à la dynastie Nguyên de couper le territoire, puis pour envahir le Vietnam en 1858. Le traité n'ayant pas abouti, l'évêque Pigneau de Béhaine, parce qu'il voulait être autorisé à librement évangéliser le Vietnam, fit avec zèle un appel aux marchands français qui voulaient toujours installer des bases commerçantes au Vietnam, pour mobiliser de l'argent, y compris une somme de 15 000 francs de la famille de l'évêque, dans le but d'acheter des fusils et des navires de guerre pour aider Nguyen Anh. L'armée française que de Béhaine recruta pour Nguyen Anh était peu nombreuse, mais comprenait de nombreux anciens officiers ayant des connaissances militaires. Ils assistèrent Nguyen Anh dans la construction d'une armée moderne, dans la construction des tactiques à



Photo 2: Evêque Pierre Pigneau de Behaine

France et l'empire d'Annam. Pigneau de Behaine a également joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'un dictionnaire vietnamien appelé "*Dictionarium Anamitico Latinum*" en 1773, utilisant le quóc-ngũ et "chữ Nôm" avec des explications en latin. Cet ouvrage a été édité et imprimé par l'évêque Taberd. Ce dictionnaire manuscrit est toujours conservé aux Archives de la Société des Missions étrangères à Paris.

¹⁰ CHAPUIS Oscar, *A History of Vietnam: From Hong Bang to Tu Duc*, Greenwood Publishing Group, 1995, p.175.

l'entraînement^{11 12}. Jusqu'en 1802, avec le soutien et les conseils d'un groupe de marchands français recrutés par l'évêque Pigneau de Béhaine, Nguyen Anh a vaincu la dynastie Tay Son pour devenir le premier roi de la dynastie Nguyen (nommé Gia Long).

Les historiens vietnamiens estiment que la cause la plus importante de l'effondrement de la dynastie Tay Son, conduisant à la victoire des forces de Nguyen Anh, est la mort soudaine du roi Quang Trung en 1792 (lorsqu'il avait seulement 39 ans). Le roi suivant de la dynastie Tay Son est monté sur le trône à l'âge de 9 ans, ce qui a entraîné des conflits dans la cour. Quang Trung est l'empereur invincible, remportant le plus de victoires militaires de l'histoire du Vietnam. Tout au long de sa carrière militaire, il a accompli des exploits glorieux et n'a jamais perdu une seule bataille. En raison de ses victoires retentissantes, Quang Trung est considéré par les missionnaires occidentaux comme Alexandre le Grand et à Attila du Vietnam¹³. Gras de Prévile, capitaine du navire français Pandour à Saïgon - Gia Dinh en 1788 écrit à propos de Quang Trung et de l'armée de Tay Son que Tay Son était puissante ; l'armée de Quang Trung était également très grande même si elle vainquit moins¹⁴. Après être monté sur le trône en 1802, le roi Gia Long (Nguyen Anh) se vengeait cruellement en profanant toutes les tombes de la famille Tay Son, et en envoyant des troupes pour traquer et tuer toute la famille de tous les membres de la lignée de la dynastie Tay Son afin d'éviter tout danger dans l'avenir.

Une fois sur le trône, héritier de la pensée confucéenne, le roi Gia Long construit la capitale Hué semblable à la Cité interdite à Pékin (Chine). La dynastie Nguyen maintient encore des relations commerciales avec la France. Les grandes sociétés commerciales des grandes villes françaises telles que Nantes, Lorient, Bordeaux, etc. développent des activités commerciales très actives au Vietnam. Cependant, cette relation tient au fait que les navires marchands français sont libres de passer par le Vietnam, sans qu'aucun traité entre les deux pays n'ait été signé l'autorisant. Les missionnaires français sont alors libres d'évangéliser au Vietnam, comme une dette du roi Gia Long pour les bienfaits de l'évêque Pigneau de Béhaine et de certains amis proches. Il faut souligner que le roi Gia Long lui-même ainsi que trois rois successifs de la dynastie de Nguyen ne croyaient qu'à la pensée confucéenne, souvent en discutant des quatre livres et des cinq sutras et avaient une opinion personnelle anti-catholique. Le prince Nguyen Phuc Canh (le fils aîné de Gia Long, qui normalement devait hériter du trône) avait été envoyé « comme otage » dans l'itinéraire de l'évêque Pigneau de Béhaine pour demander l'aide de France lorsqu'il avait 3 ans. Sa pensée trop proche de l'Occident et du catholicisme rendait le roi Gia Long insatisfait. Ce prince mourut jeune - à 21 ans (en 1801), un an avant son père (le roi Gia Long)¹⁵.

En 1817, le gouvernement français ayant envoyé le navire *La Cybèle* au Vietnam, son capitaine, Achille De Kergariou, annonça que le roi Louis XVIII l'avait délégué pour demander l'application des termes du traité de Versailles de 1787, le Vietnam devant céder l'embouchure maritime de Da Nang et l'archipel de Con Lon (Poulo-Condore). Le roi Gia Long refusa au motif que la France avait pris l'initiative, comme nous le rappelions plus haut, de ne

¹¹ TA CHI DAI TRUONG, *Lịch Sử Nội Chiến Việt Nam 1771- 1802 [Histoire des guerres civiles vietnamiennes 1771-1802]*, NXB Văn Sử Học, 1973., p.200-208.

¹² MAYBON Charles B, *Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820): Étude sur les premiers rapports des Européens et des Annamites et sur l'établissement de la dynastie Annamite des Nguyen* [en ligne], Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient, 1920.

¹³ TA CHI DAI TRUONG, *op. cit.*

¹⁴ NGUYEN Luong Bich et PHAM Ngoc Phung, *Tìm hiểu thiên tài quân sự của Nguyễn Huệ [Découvert du talent militaire de Nguyen Hue]*, NXB Quân đội Nhân dân, 1976., p. 186.

¹⁵ WOLNY Philip, *Colonialism: A Primary Source Analysis* [en ligne], The Rosen Publishing Group, 2005., p.45

pas mettre en œuvre des termes de ce traité. Ce mouvement des Français a également rendu le roi à différer l'héritage du roi Gia Long, qui n'avait aucune sympathie pour les Français. En 1820, le roi Gia Long décédé, le roi Minh Mang monte sur le trône (régnant de 1820-1840). Le nouveau roi entretient toujours des relations avec la France comme à l'époque de son père, mais ne signe aucun traité avec le gouvernement français, bien qu'en 1821, 1824, 1830, 1831, des lettres de créance françaises sont envoyées au roi Minh Mang pour proposer d'établir une relation diplomatique officielle. Seuls les navires marchands français sont encore autorisés à fonctionner librement au Vietnam. Le roi Minh Mang s'inquiète alors de la croissance d'une religion différente et organisée : en 1833, la révolte contre la cour impériale à laquelle prirent part de nombreux missionnaires français, provoque l'ire du roi envers le catholicisme. Lorsque la rébellion est réprimée, le roi décide la peine de mort pour de nombreuses personnes, parmi lesquelles de nombreux catholiques. Après que des missionnaires occidentaux qui ont participé au soulèvement contre la dynastie Nguyen en 1833 aient été exécutés, les missionnaires restants en appellent à la marine française pour organiser leur protection et les aider à être libres d'évangéliser. Le roi Minh Mang maintient une interdiction de l'évangélisation catholique pendant une grande partie de son règne. Cependant, cette interdiction n'a eu aucun effet en pratique, bien au contraire, puisque le nombre de catholiques augmente et on compte même des cas de martyrs encourageant les mouvements contre la Cour. Cela entraîne le roi Minh Mang à refuser de façon radicale toutes relations officielles avec la France, à refermer sa politique étrangère, avec une tendance anti-occidentale et anti-catholique.

En 1840, après le décès du roi Minh Mang, le roi Thieu Tri lui succède au trône (règne de 1841 à 1847). Il apporte une attitude plus modérée envers le catholicisme et une tendance diplomatique plus ouverte avec la France. Cependant, le règne du roi Thieu Tri étant court, c'est aussi la période où l'armée de mer française intervient officiellement dans la souveraineté du Vietnam après l'avoir ravivée à la fin du règne du roi Minh Mang. La dynastie Nguyen ayant interdit la religion et tué des religieux, les Français envoient à plusieurs reprises des navires de guerre pour exhiber leur puissance et engager les hostilités dans les eaux de Da Nang en 1841, 1843, et de façon plus fréquente encore à partir de 1847. Le 18 mars de la même année, une flotte de navires de guerre français se rassemble à l'embouchure de Da Nang et attaque des bateaux autour :

[trad.] L'armée française a soudainement fait feu bruyamment et a tiré aussi sur le bateau de la Cour. Les mandarins et leurs soldats sans avoir le temps de prendre des précautions, 5 navires ont été instantanément sabordés. Les deux mandarins commandés, Nguyen Duc Chung et Ly Dien, tous ont été tués au combat, avec plus de 40 marins morts, plus de 90 blessés et 104 disparus sur la mer. Les armes à feu et d'autres armes ont beaucoup coulé (10 canons Chu Y en fonte, 3 canons Chan Hai en fonte, 15 canons Qua Son en cuivre, d'autres armes ont beaucoup perdu). Le lendemain, le navire français a appareillé et s'est éloigné.¹⁶

Cette bataille rapide et cette démonstration de puissance étrangère par la mer orientale conduit à refroidir et tendre considérablement les relations entre le Vietnam et la France. En 1847, le roi Thieu Tri disparaissant, un nouveau règne commence, en même temps que débute une page sombre de l'histoire du Vietnam.

¹⁶ QUỐC SỬ QUÁN TRIỆU NGUYỄN, *Đại Nam Thực lục [Annales de Dai Nam]*, NXB Giáo dục, 2007., p.983-984

Le roi Tu Duc succédant au trône, son règne (de 1847 à 1883) marque l'affaiblissement de la dynastie Nguyen avec de nombreux événements dramatiques pour la destinée du Vietnam, conduisant le pays à sa perte. Les commentateurs ont retenu de Tu Duc qu'il fut le roi le plus talentueux en matières esthétique et littéraire de la dynastie Nguyen, mais l'un des plus désastreux en matière militaire. Le roi, indifférent et ignorant de toute diplomatie, ne s'occupait que d'une allégeance du plus grand nombre au confucianisme et n'accordait sa confiance qu'aux fonctionnaires respectuant le confucianisme. Le roi Tu Duc publia deux décrets interdisant le catholicisme en 1848 et particulièrement durement en 1851, édictant l'interdiction de toute relation avec l'Occident, même à des fins commerciales. De 1850 à 1855, les navires marchands des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Espagne, entrés à l'embouchure Da Nang et présentant leurs lettres de créance pour demander la permission de commerce, se voient déboutés par le roi¹⁷. Le 16 septembre 1856, le navire français Catinat, arrivé au port de Da Nang et présentant ses lettres de créance, reste sans réponse de la Cour de Hué. Son capitaine, Lelieur de Ville-sur-Arc, ouvre le feu sur les remparts, puis envoie un groupe de 50 soldats pour enfermer tous les canons de l'armée Nguyen disposés sur le rivage, avant de partir. Le 24 octobre 1856, le navire Capricieuse entre également au port de Da Nang pour provoquer, ce qui inquiète beaucoup les mandarins et les soldats de la Cour de Nguyen, mais laisse le roi sans réaction, se consacrant tout entier à la poésie et la peinture. En 1857, Louis Charles de Montigny (1805 - 1868), un diplomate français actif en Asie au XIX^e siècle, est envoyé par le gouvernement français au Vietnam pour discuter de la signature d'un traité entre les deux pays. Le 23 janvier 1857, Montigny se rend au Vietnam pour demander d'établir un consulat français dans la capitale de Hué, être autorisé à commercer et à prêcher librement, et en même temps à mettre fin de la persécution des catholiques. Concernant cet événement, l'auteur Philippe Devillers écrira que le Vietnam, bien qu'il ait accepté de négocier un traité commercial et maritime, a refusé absolument d'évoquer la question de la liberté religieuse. La question relevant de leur souveraineté, la pression de l'extérieur, surtout lorsqu'elle s'accompagnait de menaces militaires, ne pouvait qu'exacerber l'opposition aux catholiques et conduire à les considérer comme des agents étrangers¹⁸. Selon Thomazi, Montigny ne fit en réalité qu'un voyage pour préparer la voie à une intervention armée après que les Français aient eu fini leurs opérations en Chine¹⁹. Cela à raison, puisque juste un mois avant l'arrivée de Montigny à Da Nang, le ministre français de la Marine, Hamelin, avait envoyé des renforts à la flotte française dans le Pacifique, et le ministre français des Affaires étrangères, Walewski, avait ordonné à l'amiral adjoint, Rigault de Genouilly, (à l'époque commandant la flotte française participant à l'attaque contre la Chine) de se déplacer pour attaquer le Vietnam, après avoir occupé Guangzhou (Chine). Le professeur Nguyen The Anh, historien vietnamien, professeur de l'université de Paris-Sorbonne, commenta ainsi ces événements : « [trad.] Il est clair que l'envoi de De Montigny à la Cour de Hué n'a qu'une valeur diplomatique formelle, et tous les plans ont été arrangés à l'avance, en attendant la bonne occasion de trouver une excuse pour ouvrir le feu.²⁰ »

¹⁷ TRAN Trong Kim, *Việt Nam sử lược [Brève histoire du Vietnam]*, Centre de publication des documents d'études, 1971., p. 239-242.

¹⁸ DEVILLERS Philippe, *Français et Annamites. Partenaires ou ennemis ? 1856-1902 [version en Vietnamien]*, NXB Tổng hợp TP.HCM, 2006.

¹⁹ THOMAZI Auguste, *La Conquête de l'Indochine*, [s. n.], 1934.

²⁰ NGUYEN The Anh, *Việt Nam thời Pháp đô hộ [Le Vietnam sous l'époque de domination française]*, NXB Văn học, 2018, p.88.

Ayant échoué dans sa demande de liberté religieuse, Charles de Montigny quitte le Vietnam le 7 février 1857 en emmenant le missionnaire Pellerin²¹ dans son retour en France. Grâce à l'introduction de l'Archevêque Bonnechose, l'évêque Pellerin obtient une audience auprès de l'Empereur Charles Louis Napoléon Bonaparte à Biarritz pour rendre compte de la situation au Vietnam. Il demande alors à l'empereur d'envoyer des troupes au Vietnam pour défendre les catholiques. La Société des Missions étrangères de Paris soutient la campagne de Pellerin. Dans le même temps, l'Espagne est très en colère en raison de la mort du prêtre Joseph Diaz Sanjurjo²², et le 20 juillet 1857, elle se dit prête à s'allier avec la France pour combattre le Vietnam. Sous l'influence de la reine Eugénie de Montijo, une personne très dévote, le 22 avril 1857, l'empereur Napoléon crée la Commission de la Cochinchine dirigée par le baron Brenien pour examiner la question de l'intervention armée au Vietnam. Le traité de Versailles de 1787 est à cette occasion reconsidéré par cette commission²³. Le 16 mai 1857, Pellerin présente à la Commission de Cochinchine le plan d'attaque du Vietnam, et le 21 mai 1857 se tient une audience détaillée. Les 21 mai 1857 et 20 août 1857, Pellerin adresse une pétition à l'Empereur. En France, l'avis de Pellerin est réceptionné par l'archevêque de Bonnechose, le prêtre Huc, le prêtre Legrand de la Liraye. Celui-ci se rend à Rome pour solliciter le Vatican et le soutien du Pape Pie IX. Pellerin élabore alors un plan militaropolitique pour envahir le Vietnam. Il conseille à l'armée française de choisir Da Nang comme point de départ pour l'invasion, car c'est une position facile à occuper avec un bon climat et une source abondante de nourriture²⁴. Après avoir occupé Da Nang, l'armée française entreprend à Hué d'« arrêter le roi Tu Duc et lui laisser un pouvoir nominal » et l'oblige de signer un traité reconnaissant « une occupation ou un protectorat français » au Vietnam. Pour convaincre tout le monde d'accepter le plan, Pellerin affirme que l'occupation et la domination du Vietnam seraient faciles, car le peuple vietnamien, opprimé et exploité par la cour impériale et les mandarins, accueillerait les Français comme les libérateurs et accepterait de manière heureuse le protectorat français... 600 000 catholiques vietnamiens assisteraient les Français dans cette offensive²⁵. Pour inciter la bourgeoisie à soutenir l'expédition, Pellerin n'omet pas de mentionner les intérêts économiques en soulignant la possibilité de cultiver du café, du caoutchouc sur les terrains des plateaux riches et d'exploiter des mines d'or, de charbon, de cuivre et de fer au Vietnam. Dans l'œuvre *La croix et l'épée* (édition de 1978 de la Maison d'édition de la jeunesse, Hô Chi Minh-Ville), le prêtre Tran Tam Tinh²⁶ identifie Pellerin comme

²¹ FRANÇOIS MARIE HENRI - AGATHON PELLERIN (née le 20 février 1813, Quimper, France - décédé le 13 septembre 1862, Penang, Malaisie), (le nom vietnamien est PHAN), a été ordonné prêtre en 1836 au Couvent des Chapelle Oiseaux. Il est entré au Séminaire de la Société des Missions étrangères le 15 juillet 1843. PELLERIN est venu au Vietnam en 1845 en tant que vicaire coadjuteur du vicariat apostolique du nord du Xứ Đàng Trong. À ce temps, il y avait alors environ 24 500 paroissiens, 2 missionnaires et 10 prêtres indigènes.

²² Saint Joseph Diaz Sanjurjo est né le 26 octobre 1818 à Santa Eulalia de Suegos (Espagne). Il a été nommé évêque avec le titre de Latca le 5 avril 1849. Se rendant au Vietnam, en 1852, il établit le siège épiscopal à Bui Chu (province de Nam Dinh, Nord Vietnam). En 1856, les navires de guerre français ont de nouveau ouvert le feu sans discernement à l'embouchure de Hoi An, provoquant la colère du roi Tu Duc, qui a publié des édits pour contrôler strictement le catholicisme et en particulier les missionnaires étrangers.

²³ Avant 1802, les Français utilisaient le mot Cochinchine pour désigner le Xứ Đàng Trong, après 1802, les Français ont continué à utiliser (à tort) ce mot pour désigner le Vietnam unifié à cette époque.

²⁴ Nhiều tác giả, Một số vấn đề lịch sử đạo Thiên Chúa trong lịch sử dân tộc Việt Nam, Viện Khoa học xã hội và Ủy ban Tôn giáo TP.Hồ Chí Minh xuất bản, 1988

²⁵ CAO Huy Thuan, *Giáo Sĩ Thừa Sai Và Chính Sách Thuộc Địa Của Pháp Tại Việt Nam (1857 - 1914)* [Version en Vietnamien de « Les missionnaires et la politique coloniale française au Vietnam (1857 - 1914) »], NXB Hồng Đức, 2014.

²⁶ Tran Tam Tinh est membre de l'Académie royale des sciences du Canada, professeur à l'Université Laval dans la province de Québec, Canada.

« le promoteur clé de l’invasion française du Vietnam » en rappelant qu’il n’y a jamais eu d’argument de propagande tellement ingénieux et subtil qui ont immédiatement fait voir aux capitalistes français les grands avantages du Vietnam. Afin de renforcer la puissance de Pellerin, en décembre 1857, le prêtre Legrand de la Liraye envoie une lettre à l’Empereur Napoléon III dans laquelle il décrit avec « exaltation » comment le Royaume-Uni a occupé entièrement l’Inde à Singapour et que les navires français semblent errer toujours dans cet Extrême-Orient²⁷, la France ne comptant alors aucune colonie dans cette région.

L’ambition des capitalistes et catholiques français est alors conforme à la politique coloniale du Second Empire, l’Empereur Napoléon III décidant finalement d’ouvrir une expédition au Vietnam dans le but d’y établir un protectorat. Il existe une opinion selon laquelle la revendication de la liberté de prêcher n’est que la pointe de l’iceberg, la cause sous-jacente de cette invasion étant la nécessité de trouver des marchés et des bases en Extrême-Orient, en particulier dans la région de Chine du Sud des capitalistes français qui s’orientait fortement vers la voie de l’empire colonial. Cela est une partie de la course de marché entre la France et les autres pays capitalistes, notamment avec le Royaume-Uni²⁸, dans la région d’Extrême-Orient. La décision de l’empereur Napoléon III fait entrer le Vietnam dans une période de domination coloniale.

3. Période coloniale française (1858-1945)

Après avoir rejoint les Britanniques pour envahir la Chine, obligeant la Cour de Qing (Chine) à signer le traité de Tianjin (le 27 juin 1858), l’armée française, commandée par l’amiral Pierre Louis Charles Rigault de Genouilly, s’allie avec la force espagnole dirigée par le colonel Lanzarotte pour se déplacer directement vers les mers du sud. La coalition franco-espagnole est alors composée de 13 navires, plus de 3 500 soldats, dont des navires équipés de 50 canons. Cette formation se déploie à l’embouchure de Da Nang et au matin le 1er septembre 1858, la coalition ouvre le feu pour attaquer le péninsule Son Tra (Da Nang), débutant officiellement la guerre d’invasion du Vietnam²⁹. L’évêque Pellerin est non seulement le promoteur du plan d’invasion, mais il a également participé directement à la conquête. Il se déplace ainsi de la France à Hong-kong en août 1858 pour rejoindre l’armée expéditionnaire française. Ayant de bonnes connaissances de la situation sous tous les aspects du pays après ses dix ans passés au Vietnam, lorsque la flotte française tire ses premiers canons sur le port de Da Nang le 1er septembre 1858, Pellerin est présent aux côtés de Rigault de Genouilly en tant que conseiller. Le colonel Reynaud, membre du commandement expéditionnaire, reçoit l’ordre de conduire les compagnies des navires *Némésis*, *Phlégeton*, *Primauguet* et un détachement de soldat ingénieur à débarquer. Cependant, l’armée de la coalition rencontre une résistance féroce, et après 5 mois de combats, la coalition franco-espagnole n’a conquis qu’une montagne et quelques villages côtiers inhabités. Ils n’osent pas aller en profondeur et attendent la rébellion du peuple promise par les missionnaires français, mais rien ne se passe. Les promesses faites par le conseiller politique et militaire Pellerin sont

²⁷ Extrait de la lettre de l’évêque Legrand de la Liraye au roi Napoléon III (décembre 1857), cité dans CAO Huy Thuan, *op. cit.*.

²⁸ NGUYEN Xuan Tho, *Bước Mở Đầu Của Sự Thiết Lập Hệ Thống Thuộc Địa Pháp Ở Việt Nam (1858 - 1897)* [Les début de L’installation du système colonial français au Vietnam (1858 - 1897)], NXB Hồng Đức, 2018.

²⁹ NGO Thi Quy, *Quan hệ ngoại giao giữa Việt Nam với Trung Quốc và Pháp dưới thời Tự Đức (1848 - 1883)* [Relations diplomatiques entre le Vietnam, la Chine et la France sous l’époque du roi Tu Duc (1848 - 1883)] [en ligne], Mémoire de Master, Université des Sciences sociales et humaines, Université nationale de Hanoi, 2009, [consulté le 8 septembre 2021].

contredites par les faits : le peuple, en particulier les catholiques, n'a pas répondu à l'invasion française comme Pellerin l'avait escompté et les foules ne profitèrent nullement de l'arrivée des envahisseurs étrangers pour se rebeller contre la cour impériale. Les citoyens mécontents ne fournirent pas plus d'informations stratégiques aux forces expéditionnaires. En fait, dans cette période, les pays orientaux en général, et le Vietnam en particulier, sont profondément influencés par la pensée confucéenne depuis des milliers d'années, aussi la majorité de la population considère-t-elle l'Occident comme une force d'invasion. Les gens peuvent être très mécontents de la cour impériale, la réalité est que, bien que les soulèvements se soient produits en continu, à l'exception de Nguyen Anh (le roi Gia Long), il n'y eut personne pour accueillir et serrer la main des envahisseurs étrangers considérés comme hostiles et nuisibles pour le pays. Dans cette situation, les forces de la coalition souffrent de nombreuses maladies en raison des conditions météorologiques défavorables. La nourriture est difficile à trouver. La pénurie de médicaments grandit et la résistance courageuse de l'armée vietnamienne éprouve la coalition et le commandement français. L'amiral de Genouilly écrit alors à la France que le gouvernement [français] s'est trompé sur la nature de la conquête au Vietnam :

[trad.] On a présenté cette expédition comme une formalité ; de fait, c'est plus difficile qu'espéré... On supposait que les gens se soulèveraient pour répondre, en fait... au contraire de cette prédiction... On avait considéré que l'armée vietnamienne n'était rien, mais le fait était que l'armée officielle était très nombreuse, et que les milices... n'étaient ni malades ni invalides... [Quant aux Français] Sur la terre, il était impossible de conduire de grandes opérations, même si de courtes marches ; les soldats ne pouvaient pas le supporter...³⁰

D'après un rapport de Genouilly daté du 4 janvier 1859, les forces de la coalition s'acheminent jusqu'à l'épuisement à Da Nang et déploient tous les moyens afin d'améliorer la situation de l'armée de terre et de la marine, épuisée et inefficace. Le 15 janvier 1859, Genouilly adresse un rapport décrivant la situation, dénombrant les soldats morts de maladies tropicales, qui atteint alors un niveau terrifiant. Parmi les 880 soldats de terre, il reste seulement au mieux 500 personnes encore en capacité de prendre les armes, mais pas assez forts pour lancer une opération³¹. Bien que l'évêque Pellerin ait conseillé à Genouilly de déplacer les troupes pour occuper le Tonkin parce que là-bas des missionnaires et des catholiques se soulèveraient pour les aider, l'amiral Genouilly ne croit plus en Pellerin et en décembre 1858, cet évêque doit retourner à Hong-Kong. Le 2 février 1859, laissant seulement environ 1 000 soldats et 6 navires de guerre à Da Nang sous le commandement du colonel Faucon, Genouilly retire toute ses forces vers le Sud pour ouvrir un nouveau front à Saïgon (capitale de la Cochinchine) et attaquer Gia Dinh. La bataille de la citadelle de Gia Dinh a lieu à l'aube du 17 février 1859 et l'armée de la coalition remporte la victoire, la Cour de Nguyen étant presque sans préparation pour cette situation :

[trad.] Quand les Français sont venus attaquer, il n'y avait pas plus d'un millier de défenseurs dans la citadelle de Gia Dinh, alors qu'il y avait suffisamment d'armes et de nourriture pour les dix mille soldats stationnées pendant un an. Cela prouve que la Cour de Hué a été indifférent à la défense, même si les Français combattaient

³⁰ Trần Văn Giàu Tổng tập: Tập I [Collection totale de Tran van Giàu: Tome I], NXB Quân đội Nhân dân, 2006, p. 63-66.

³¹ Archives nationales françaises, KH:BB4-769, cité dans NGUYEN Phan Quang, *Việt Nam Thế kỷ XIX 1802 - 1884 [le Vietnam au XIXe siècle 1802-1884]*, NXB. Thành phố Hồ Chí Minh, 1999, p.270.

*Da Nang depuis cinq ou six mois, et depuis plus d'une semaine récente, la puissante armée française est entrée dans le port de Can-Gio ...*³²

Malgré la victoire de la bataille, la coalition ne dispose pas d'assez de troupes pour garder la citadelle ; en revanche, elle ne reçoit pas le soutien des évêques et des catholiques et doit affronter de petits groupes d'insurgés attaquant par surprise. Finalement, les Français décident de détruire la citadelle de Gia Dinh. Le 8 mars 1859, Genouilly ordonne de disposer des explosifs pour détruire des sections du mur défensif de la citadelle, et en même temps d'incendier le manoir au trésor à l'intérieur et les entrepôts de riz. En ce qui concerne cet événement, le livre *Địa chí văn hoá* de Hồ Chí Minh-Ville décrit : « [trad.] les dépôts de riz de la citadelle de Gia Dinh ont brûlé pendant deux ans, mais la fumée était encore élevée. Vingt-quatre mois de soleil et de pluie n'ont pas pu éteindre le feu. Les Français ont également pillé de nombreuses rues commerçantes et villages résidentiels.³³ » Le 20 avril 1859, après avoir ordonné au colonel naval Jaureguibery de stationner à Saïgon, Genouilly conduit les navires de guerre au front de Da Nang, car les forces françaises y sont confrontées à des difficultés à cette époque. De nombreuses batailles entre la coalition franco-espagnole et le Vietnam ont lieu pendant cette période à Da Nang, les hostilités de 1858 à 1860 causant beaucoup de dégâts pour les deux côtés. Genouilly se sent de plus en plus épuisé et son enthousiasme initial pour la conquête s'émousse avec le fardeau de la guerre. En juin 1859, le commandant français présente sa démission. Paris l'accepte et envoie le général de brigade Théogène François Page pour le remplacer. Ce général, diplômé de l'École polytechnique en 1827 (dans la même promotion que Genouilly), est nommé commandant du corps expéditionnaire en Chine, le 12 août 1859. Le 19 octobre 1859, Page arrive à Da Nang et 12 jours plus tard, la cérémonie officielle de passation de la fonction de commandement a lieu. Après un an d'attaque à Da Nang dirigé par Genouilly, malgré des dégâts humains et matériels, les finalités principales en matière de politique, de commerce et de religion n'ont pas été atteintes. Paris réalise que cet objectif s'avère plus difficile que ce qui était initialement prévu. Page reçoit des directives relatives à un retrait de Da Nang, de sorte de tenir seulement Saïgon. Pourtant, après avoir repris sa fonction au Vietnam, Page ne suit pas ces directives. Page entreprend une action « *pittoresque* » pour exhiber sa puissance pour la Cour de Hué et pour attirer l'attention de la France avant de retirer des forces. Ainsi, après 17 jours au pouvoir, le 18 novembre 1859, Page lance une grande bataille visant deux forteresses de Chon Sang et Dinh Hai (des documents français appellent ces deux positions « deux forteresses Kien-chan »).

Informé sur ces événements, Paris considère l'attaque inutile, entraînant la mort d'un très bon officier, capitaine ingénieur ayant capacité de conseil auprès de Dupré Déroulède, sans parler de la perte de nombreux autres soldats. Page est réprimandé en conséquence et démis de ses fonctions (le 27 février 1860, le général Cousin Montauban remplace Page pour le poste de commandant du corps expéditionnaire chinois et le 18 avril 1860 ; l'amiral Charner remplace Page pour la fonction de commandant de la Flotte française en Extrême-Orient). Après la bataille de Son Chang et Dinh Hai, le 21 novembre 1859, Page conduit les troupes à Saïgon. Les forces restées à Da Nang sont alors dirigées par le colonel Thoyon. La situation des Français en Chine est à nouveau tendue, bien que le traité de Tianjin (Chine) ait été signé en 1858, mais l'année suivante, le conflit entre la Chine et le Royaume-Uni-France est réapparu. Ainsi, Page

³² Trần Văn Giàu *Tổng tập: Tập I [Collection totale de Tran van Giàu: Tome I]*, NXB Quân đội Nhân dân, 2006, p.70.

³³ CONSEIL DES SCIENCES SOCIALES DE HỒ CHI MINH-VILLE, *Địa chí văn hoá thành phố Hồ Chí Minh [Monographie et Culture de Hồ Chí Minh-Ville]*, NXB Tổng hợp TP.HCM, 2019, p.249-250.

reçoit l'ordre de ne laisser qu'un petit nombre de troupes à Saïgon sous le commandement du colonel d'Ariès et de conduire la plupart des forces aux eaux territoriales chinoises pour faire face à la Chine. Page quitte Saïgon le 3 février 1860. Le 23 mars 1860, l'armée et les navires de guerre stationnés à Da Nang reçoivent l'ordre de se retirer afin de participer à la guerre en Chine. Avant la retraite, Thoyon ordonne de brûler tous les bâtiments construits dans la péninsule de Son Tra (Da Nang).

Actuellement, dans cette région, juste à côté de l'entrée du port de Tien Sa, se dresse encore une maison commémorative des soldats de la coalition franco-espagnole morts dans la bataille de Da Nang, qui a été construite par le gouverneur général Paul Doumer en 1895. Bien que plus de 100 ans se soient écoulés, la maison commémorative est toujours intacte. En septembre 1860, la dynastie Qing (Chine) perd et est contrainte de signer un traité de paix avec le Royaume-Uni et la France, afin de mettre fin à la guerre. Juste après cela, le gouvernement français poursuit le processus d'invasion du Vietnam, l'amiral Charner recevant l'ordre d'amener des troupes au Vietnam pour occuper la Cochinchine. En janvier 1861, Charner conduit 70 navires de guerre et 3 500 soldats à Saïgon - Gia Dinh. Ensuite, de nombreuses batailles ont lieu sous les ordres de Charner, provoquant de lourdes pertes des deux côtés. En octobre 1861, Paris envoie le général Bonard pour remplacer Charner. Selon différentes sources d'archives, on enregistre au cours des premiers mois de 1862 la crise la plus grave de l'armée expéditionnaire française sur le champ de bataille du Vietnam.

Côté vietnamien, d'une part, l'armée du tribunal, prête à périr pour le roi, se bat courageusement ; d'autre part, les mouvements de résistance contre les forces étrangères parmi le peuple vietnamien se développent fortement (avec les grands soulèvements de Truong Dinh, Do Trinh Thoai, Vo Duy Duong, Nguyen Huu Huan, Nguyen Trung Truc...) et remportent des victoires importantes. On peut noter que les difficultés de la France dans l'invasion du Vietnam sont également venues de l'enlèvement français au Mexique et des mouvements d'opposition à l'intérieur du pays. Étant encore une fois dans une situation difficile à résoudre, le roi Tu Duc demande activement de négocier la paix et signe rapidement un traité de paix avec la France, ce qui surprit les Français : « On fut surpris de la facilité avec laquelle les Annamites, qui avaient repoussé avec tant de répugnance toutes nos tentatives de conciliation, en étaient venus à solliciter durent spontanément un traité dont les conditions leur sembler onéreuses.³⁴» Cette décision du roi Tu Duc est venue des soulèvements des forces soutenant les filiations restantes de la dynastie Hau Le qui étaient bouillonnantes (à ce temps, au nord du Vietnam, de nombreux érudits et mandarins considéraient encore la dynastie Le comme officielle et les rois des Nguyen étaient seulement des usurpateurs depuis l'époque des régions Đàng trong - Đàng ngoài).

La pensée de « pro - Le » a incité les insurrections contre la Cour de Hué durant un demi-siècle. Après avoir comparé les deux dangers, Tu Duc a choisi de couper la terre pour la paix avec la France. Pour lui, cela était préférable à la perte du trône. Il a immédiatement envoyé un messenger à Saïgon pour faire la paix avec les Français afin de pouvoir libérer ses mains pour s'occuper du Tonkin en conduisant les parties principales de l'armée au Nord pour réprimer les soulèvements et protéger son trône. Le traité de Nham Tuat (ou *le traité de Saïgon*) fut signé le 5 juin 1862 à Saïgon entre le représentant du roi Tu Duc, le représentant français, l'amiral Bonard, et le représentant de l'Espagne, le colonel Don Carlos. Il s'agit d'un traité inégal entre le Vietnam et la France, en vertu duquel le Vietnam ampute le territoire de trois

³⁴ VIAL Paulin, *Les premières années de la Cochinchine: Tome premier*, Challamel Ainé, Librairie-Éditeur, 1874, p.154.

provinces de la région du sud-est de la Cochinchine, dont Bien Hoa, Gia Dinh et Dinh Tuong, qu'il cède à la France, sans aucune compensation en retour. Cité dans le rapport de l'amiral Bonard envoyé en France le 8 septembre 1862, celui-ci indique : « il faut dire que je ne suis qu'être satisfait du gouvernement Tu Duc et des personnes agissant en leur nom qui m'ont aidé en Cochinchine.³⁵ » Pour le peuple vietnamien en général, ce n'est pas un traité de paix, mais une capitulation, une trahison du roi Tu Duc envers la nation, pour le peuple de Cochinchine en particulier, depuis ce traité de 1862, le drapeau de la lutte contre l'invasion française a été transféré dans les mains du peuple. Tour à tour, des trois provinces orientales aux trois provinces occidentales de Cochinchine, puis du sud au nord, ce feu de résistance a créé ainsi le principal contenu de l'histoire vietnamienne dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Après le traité de 1862, le mouvement anti-colonisation française du peuple vietnamien fut beaucoup plus difficile qu'avant, les insurgés devant de manière solitaire lutter contre les Français. Pire, pour plaire aux Français, le tribunal de Nguyen a non seulement ordonné de cesser le feu, mais a également aidé à poursuivre les dirigeants des mouvements de soulèvement pour les livrer aux Français.

En février 1863, le général Bonard et le colonel espagnol Palanca retournent au pays, et le général de la Grandière remplace Bonard. L'Espagne cède ses droits concernant le territoire colonial en Cochinchine à la France, recevant seulement en retour des frais militaires et le droit de prêcher librement. Évidemment, gagnant une partie du territoire vietnamien avec tant de facilité, les colonialistes français ne sauraient se satisfaire d'une moitié de la Cochinchine. En juin 1867 (la 20^e année du règne du roi Tu Duc), La Grandière profite de l'affaiblissement de la Cour de Nguyen pour occuper les trois provinces restantes du sud-ouest de Cochinchine, y compris Vinh Long, An Giang et Ha Tien, pour former une Cochinchine Française, dirigée par des gouverneurs (par des gouverneurs militaires jusqu'en juillet 1879, puis par des gouverneurs civils). Depuis lors, tout le sud du Vietnam est devenu une colonie française où les problèmes d'impôts, de lois, etc., tous étant décidés par le gouvernement dans sa capitale de Saïgon.

Dans le domaine de l'éducation, même pendant cette période, le gouvernement colonial français met en place un enseignement relativement complet et avancé. Pour les Vietnamiens de ce temps, il peut être considéré comme une révolution dans une éducation qui suivait jusqu'alors les chemins traditionnels orientaux. Le 17 novembre 1874, le contre-amiral Jules François Émile Krantz en tant que gouverneur de Cochinchine, signe un décret de réorganisation de l'instruction, préfigurant un système de l'éducation à deux niveaux : primaire et secondaire. L'enseignement primaire apprend la lecture, l'écriture en quôc-ngu, en caractères chinois et le français, avec des matières très scientifiques et très utiles telles que : mathématiques élémentaires, géométrie élémentaire, notions de mesure, généralité de l'histoire et de géographie, etc. Dans l'enseignement secondaire, les élèves apprennent de manière plus approfondie le français, la littérature française, l'essai en français, le quôc-ngu, les caractères chinois, et aussi des contenus plus avancés sur les mathématiques, l'univers, la physique, la peinture, etc. Après cinq ans de mise en œuvre du nouveau programme, les Français réalisent que ce programme éducatif est trop innovant et pas adapté à une nation héritière d'une très longue culture confucéenne ; il devient dès lors nécessaire de rectifier sa politique éducative. En mars 1879, le contre-amiral Louis Charles Georges Jules Lafont (le dernier gouverneur militaire) publie un décret pour réformer l'enseignement de la

³⁵ Archives du ministère des Affaires étrangères de France, Actes, tome 28, cité dans NGUYEN Phan Quang, *op. cit.*, p.286.

Cochinchine, divisant le programme principal en trois niveaux au lieu du système de 2 niveaux (en 6 ans) auparavant. Au premier niveau, les élèves étudient pendant trois ans avec le français, le quôc-ngu et le caractère chinois. Le deuxième niveau durant aussi 3 ans, chaque semaine, il y a deux heures pour le le quôc-ngu et le caractère chinois, le reste était consacré au français. Au troisième niveau, les élèves apprennent pendant 4 ans et en français les contenus tels que : l'arithmétique, la géométrie plane, l'algèbre, la trigonométrie, le dessin, la géographie, l'univers, la chimie, la physique, etc. La politique d'instruction et le programme éducatif de 3 niveaux (durant 10 ans) sont mis en œuvre méthodiquement et maintenus de manière stable pendant près de 30 ans. La langue d'enseignement principale est alors le français³⁶.

Pendant ce temps, la Cour de Nguyen est de plus en plus diminuée face à la puissance française. Le 19 juillet 1883, le roi Tu Duc disparaît ; les Français attaquent alors la capitale Hué, forçant la dynastie Nguyen à reconnaître la « protection » de la France sur l'ensemble du Vietnam. Le 25 août 1883, le traité de paix de Quy Mui est signé : son contenu principal est d'établir les droits de protection à long terme de la France sur l'ensemble du Vietnam. Ce traité marque officiellement l'époque où le Vietnam est sous domination coloniale française (ou la période coloniale française), de 1883 à 1945. Mais, de nombreux soulèvements populaires continuent d'éclater ; en particulier, un vaste mouvement de résistance s'organise, dirigé par certains mandarins vietnamiens en 1885 - le mouvement Cần vương (aider le roi) contre les Français. Cependant, ces insurrections échouent en raison d'armes rudimentaires et très insuffisantes.

En 1887, les Français ont ainsi achevé le processus d'invasion du Vietnam. Plus tard, des historiens vietnamiens, en discutant de la dynastie Nguyen, blâmeront les rois de Nguyen pour la perte du pays. Le chercheur en histoire - philosophie de premier plan du Vietnam, le professeur Tran Van Giau, résume ainsi cette déroute :

[trad.] La dynastie Nguyen a été fondée en recourant aux forces militaires étrangères, sa légitimité et son prestige étaient donc très faibles par rapport aux autres dynasties ; tout au long du règne elle perdait la volonté du peuple. La dynastie Nguyen a duré moins de 60 ans (réellement indépendante), mais il y a eu 400 soulèvements du peuple, en moyenne 7 soulèvements par an, dont 33 sous le règne de Gia Long, 234 le règne de Minh Mang, et 58 sous le règne de Thieu Tri (seulement en 7 ans), au moins de 40 sous le règne de Tu Duc (compter seulement jusqu'en 1862, c'est-à-dire avant que les Français n'occupent 3 provinces du sud-est de Cochinchine). En raison de son ambition d'être et de demeurer roi, Gia Long (Nguyen Anh) a commis le crime de « porter des serpents et mordre des poulets domestiques, ramenant les éléphants pour piétiner sur les tombes des ancêtres». ³⁷

Gia Long a d'abord demandé de l'aide à la Thaïlande, a été accepté avec une armée de 30 000 soldats thaïlandais, mais elle a été ensuite vaincu par l'armée Tay Son. Gia Long s'est orienté vers les Français, en s'engageant à céder le territoire de Da Nang et Con Lon afin que les Français acceptent d'envoyer des troupes pour attaquer Tay Son, ce qui a provoqué le traité de Versailles (1787). Prier pour l'aide française par le traité de Versailles a créé un

³⁶ PHAN Trong Bau, *Nền giáo dục Pháp - Việt 1861-1945* [Enseignement franco-vietnamien 1861-1945], NXB Khoa học Xã hội, 2014.

³⁷ Ces proverbes équivalent "faire entrer le loup dans la bergerie" (en vietnamien, "công rắn cắn gà nhà, rước voi về giày mã tổ").

« karma » pour la Cour de Nguyen³⁸. Quant à Tu Duc (le 4e roi de la dynastie Nguyen), simplement parce qu'il avait peur des insurgés essayant de restaurer la dynastie Le, il « a vendu le pays à bon marché. » Le Capitaine Ch. Gosselin, a jugé:

Les empereurs d'Annam [Vietnam], par leur ingratitude envers les brillants Français, officiers de Gia Long, dont le concours leur assura la possession de leur trône, par leurs cruautés envers les missionnaires nos compatriotes, par leur fol entêtement à se maintenir isolés du monde entier, par leur mépris pour notre civilisation occidentale que, dans leur ignorant orgueil, ils qualifiaient barbarie, par leur constant refus, enfin, d'entretenir avec toutes les nations du monde, la Chine seule exceptée, des relations diplomatiques, ces empereurs, dis-je, sont responsables de la décadence et de la ruine de leur pays; ils en supporteront seuls la honte devant l'histoire³⁹.

Selon l'historien vietnamien, le professeur Nguyen The Anh, durant la période de l'indépendance (1802 - 1884) la dynastie Nguyen a traversé les règnes de quatre rois. Ils portaient des pouvoirs réels, mais par rapport aux autres dynasties féodales vietnamiennes, la dynastie Nguyen maintenait un monopole et maîtrisait strictement les activités de commerce extérieures. Son appareil administratif a fortement entravé les activités des marchands au XIX^e siècle et il n'y avait pas une classe moyenne enrichie par le commerce pour encourager la cour impériale à développer les transactions internationales. Le développement commercial de manière autoritaire et à courte vue de la dynastie Nguyen n'a pas créé les conditions et les opportunités d'un changement social. La société vietnamienne est restée arriérée jusqu'à ce que le pays soit perdu⁴⁰.

Le 17 octobre 1887, l'Union indochinoise, ou la Fédération indochinoise (1941-1954), est officiellement créée par décret du Président de la République française. Elle comprend le Vietnam et le Cambodge, dont le Vietnam comprenant la Cochinchine, le Tonkin et l'Annam. Le Laos rejoint l'Union indochinoise en 1893 et Guangzhou (Chine) y est intégré en 1900. D'abord, sa capitale est située à Saïgon (1887), mais à partir de 1902, elle est transférée à Hanoi. En outre, Dalat (aux Montagnes Centrales du Vietnam) est également considérée comme la capitale d'été de l'Union indochinoise, une station de vacances pour les dirigeants français. Au nom de la cour féodale du Vietnam, la France contrôle également officiellement les archipels Spratleys et Paracels en 1920 et en revendique la souveraineté en 1921. L'Union d'Indochine, qui est également connue sous le nom d'Indochine française, est un régime semi-colonial et semi-féodal, dirigé par un gouverneur général de l'Indochine française nommé par le gouvernement français. Jean Antoine Ernest Constans (1833-1913) est le premier gouverneur général d'Indochine dans la période 1887-1888. Après la création de l'Union indochinoise (en 1887), la dynastie Nguyen continue d'exister à l'Annam et au Tonkin, mais a seulement du pouvoir formel. Toutes les affaires majeures doivent être traitées par le gouverneur général d'Indochine. Les Français peuvent détrôner arbitrairement les rois de Nguyen. Par exemple, les rois Ham Nghi, Duy Tan et Thanh Thai, qui avaient l'intention de résistance, sont déchus par les Français et envoyés en exil dans des colonies lointaines de l'empire français. La dynastie Nguyen perd son prestige politique et son pouvoir royal, elle

³⁸ TRAN Van Giau, « Luận về những nguyên nhân Việt Nam mất nước về tay Pháp [Discussion sur les raisons pour lesquelles le Vietnam a perdu son pays au profit de la France] », *Tuần Báo Văn Nghệ TP.HCM*, 2017.

³⁹ GOSSELIN Charles, *L'empire d'Annam*, Librairie Académique Perrin et Cie, Librairies-Éditeurs, 1904, p.17.

⁴⁰ NGUYEN The Anh, *Việt Nam thời Pháp đô hộ [Le Vietnam sous l'époque de domination française]*, NXB Văn học, 2018.

n'est plus le facteur unissant la nation comme dans les autres pays monarchiques dans le monde. Les Français monopolisent tout le pouvoir économique - politique - militaire au Vietnam. Ils n'autorisent qu'une participation minimale des indigènes à l'administration et à la politique et attribuent aux gouvernements autochtones un pouvoir très limité⁴¹. Au début du XX^e siècle, la population de l'Union indochinoise est d'environ 18 370 000 personnes dont la majorité est vietnamienne (15 millions), suivi par les Khmers (1,3 million), les Siamois, ou Thaïlandais (1,1 million) et les Cham (100 000), les minorités ethniques sont estimées à 500 000 personnes. En outre, il y a environ 300 000 Chinois et d'autres peuples asiatiques, 15 000 Européens et 40 000 Eurasiens⁴². Le français est la langue principale dans les domaines de l'éducation, de la politique, du commerce et de la communication dans toute l'Union indochinoise. La culture française a un impact profond en Cochinchine et au Tonkin du Vietnam. Après la période coloniale, l'intelligentsia, les personnes âgées dans tout le Vietnam et le gouvernement sud-vietnamien maîtrisent encore bien la langue française.

Le gouverneur général de l'Indochine organise un appareil d'administration complet du central au local, en contrôlant aussi la dynastie Nguyen. Au niveau central, le Palais du gouverneur général dont le chef est le gouverneur général d'Indochine, portant le plus haut pouvoir dans le régime politique français dans l'ensemble du Tonkin, de l'Annam, de Cochinchine et du Cambodge, est sous l'autorité directe du ministère des Colonies (France). En 1906, le gouverneur général Jean-Baptiste-Paul Beau procède à une réforme fondamentale de l'éducation dans toute l'Indochine, en créant la Direction de l'Instruction publique d'Indochine, le Conseil de Perfectionnement de l'éducation indigène pour étudier et gérer toutes les questions liées à la création ou réforme de l'instruction. Cette réforme de l'éducation du gouverneur général Beau abolit le confucianisme et les caractères chinois existants par milliers avec la féodalité vietnamienne, pour les remplacer par un mouvement néo-scolaire utilisant le quôc-ngu. Cela a créé une nouvelle classe d'intellectuels composée de gens qui étaient issus de la tradition confucéenne, mais qui ont accédé à la culture et l'éducation occidentale. De grands représentants de ce corps sont Phan Chau Trinh, qui a ouvert le mouvement Duy Tan dans le but de mobiliser la classe dirigeante française afin d'améliorer le niveau intellectuel, les droits démocratiques et humains, et les réformes sociales pour les Vietnamiens. Cependant, le gouvernement réprime bientôt le développement de ces mouvements par crainte qu'ils puissent menacer le régime colonial français.

En 1917, la deuxième réforme de l'éducation en Indochine se déploie, avec l'établissement du programme de l'éducation franco-indigène. Elle est lancée par le gouverneur général Albert Sarraut, qui signe un décret promulguant le Règlement général de l'instruction pour l'ensemble de l'Indochine. Ce document de 282 pages qui vise à unifier le système d'éducation indigène et à préparer la suppression de l'ancienne éducation au Vietnam, est considéré comme une loi sur l'éducation de l'Indochine. La nouvelle éducation est divisée en trois niveaux : études primaires, études primaires supérieures et études secondaires (baccalauréat), dans deux systèmes des écoles françaises et des écoles franco-indigènes. Le cursus français en Indochine de cette période est quasiment le même qu'en France, pour les élèves français et un petit nombre d'élèves vietnamiens habitant dans les « villages français » ou étant considérés comme français. Dans cette deuxième réforme de l'éducation,

⁴¹ DEVILLERS Philippe, *Paris - Saigon - Hanoi - Les Archives de la guerre (1944-1947) [Version en Vietnamien]*, NXB Tổng hợp TP.HCM, 1988, p.41.

⁴² GAUTHIER Julien, *L'Indochine au travail dans la paix française*, Eyrolles, 1949, p.16.

l'introduction du quôc-ngu aux écoles primaires permet aux enfants d'apprendre très rapidement à lire et à écrire. Cela crée un grand avantage par rapport à l'utilisation des caractères chinois. En outre, le programme d'enseignement est complet, couvrant à la fois les sciences naturelles et sociales, avec un caractère systématique. En plus des écoles générales, la France crée des écoles professionnelles afin que les élèves en difficulté, après avoir terminé les études primaires, puissent apprendre un métier et trouver un travail pour gagner leur vie. Cette nouvelle éducation fonctionne de manière stable pendant près de 30 ans (1917-1945).

À la fin des années 1920, la situation politique et sociale du Vietnam connaît de nombreux changements. Les Vietnamiens radicaux, sous l'influence de nouvelles idées, créent des partis, des associations ou des groupes politiques. Un groupe de jeunes vietnamiens marxistes-léninistes fondent le Parti communiste indochinois, mais ils deviennent rapidement la cible d'arrestations par les Français, même si leur organisation a des liens amicaux avec le Front populaire, au pouvoir en France. Ensuite, l'organisation Viet Minh (abréviation de la Ligue pour l'indépendance du Vietnam) est créée en tant que front du Parti communiste indochinois, dirigé par Hồ Chi Minh, qui avait continuellement résisté contre les colonialistes français depuis les années 1930.

En juin 1940, la France est occupée par l'Allemagne nazie. Profitant de cette situation où le gouvernement français est en position de faiblesse, l'Empire japonais augmente la pression sur l'autorité française en Indochine avec l'ambition de remplacer les Français sur cette péninsule. Le 18 juin 1940, le Japon demande au gouverneur général Georges Catroux de fermer la frontière sino-vietnamienne et de cesser de transporter du pétrole et des moyens de guerre à Chiang Kai-shek par le chemin Hai Phong (Vietnam) - Yunnan (Chine). Puis, le 2 août 1940, le Japon demande à la France d'autoriser le Japon à entrer en Indochine, d'utiliser les aéroports pour attaquer le sud de la Chine et de mettre l'économie indochinoise au service de la machine de guerre japonaise. Le 30 août 1940, la France et le Japon signent l'Accord politique de Tokyo, selon lequel la France accepte la plupart des demandes du Japon. Cependant, le 22 septembre 1940, le Japon ignore la France en commandant à ses troupes de traverser la frontière sino-vietnamienne pour entrer au Vietnam. Le Japon conquiert ensuite Lang Son, bombarde Hai Phong et débarque à Do Son. Les Français ont déployé des forces assez puissantes à Lang Son, mais en trois jours seulement, du 22 au 25 septembre 1940, l'armée française subit une lourde défaite. En 1941, le Japon ouvre la Guerre du Pacifique⁴³, qui débute avec les événements du 7 décembre 1941, une attaque militaire surprise des forces aériennes de la marine japonaise contre une base navale américaine à Pearl Harbor (Hawaï, États-Unis). Le Japon a planifié de réaliser cette bataille pour neutraliser la capacité d'intervention de la flotte du Pacifique des États-Unis dans la guerre que le Japon préparait pour envahir l'Asie du Sud-Est. La bataille de Pearl Harbor est une brillante victoire militaire pour la marine japonaise, mais sur un plan politique, cet événement entraîne de grandes conséquences pour les Japonais, déclenchant la participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale. Le 8 décembre 1941, le président Roosevelt lit la déclaration de guerre des États-Unis au Japon. Le discours s'ouvre ainsi : « [trad.] Hier, 7 décembre 1941, une date qui restera marquée d'infamie. Les États-Unis d'Amérique ont été attaqués de manière soudaine et délibérée par les forces navales et aériennes de l'Empire du Japon.⁴⁴ » La guerre s'étendant ensuite avec la participation des Alliés (principalement des États-Unis, de la Grande-Bretagne

⁴³ La guerre de Pacifique est une partie de la Seconde Guerre mondiale qui s'est déroulée dans l'océan Pacifique, les îles de l'océan Pacifique, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est du 7 décembre 1941 au 2 février 1945.

⁴⁴ Le début du discours du président Théodore Roosevelt devant le Congrès des États-Unis 8 décembre 1940,

et de la République de Chine), le Japon commence à perdre la bataille dans le Pacifique. Au moment où l'empire japonais s'affaiblit, le gouvernement français en Indochine commence à vouloir abolir l'Accord politique de Tokyo.

A partir de 1942, de nombreux envoyés de l'organisation *La France libre* du général de Gaulle, parrainée par la Grande-Bretagne, contactent des officiers français aux postes frontières avec la Chine pour établir secrètement des organisations de résistance contre le Japon. Bientôt, un système de renseignement est mis en place à l'intérieur de l'Indochine qui fournit des informations sur les activités militaires japonaises aux agences de renseignement américaines basées dans le sud de la Chine. En 1944, ces opérations sont renforcées au moment même où Paris est libéré et le gouvernement de de Gaulle est devenu le gouvernement officiel de la France, remplaçant le régime collaborationniste de Vichy. La communication en radio passe alors plus régulièrement entre le Service des statistiques militaires, c'est-à-dire l'agence de renseignement de l'armée française à Hanoï, et la mission militaire française du gouvernement de Gaulle à Kunming (Chine). Les Japonais entreprennent alors de renverser le gouvernement français en Indochine. La cause directe du coup d'État japonais contre la France est la reconquête américaine des Philippines⁴⁵. En octobre 1944, les troupes américaines, sous le commandement du général Douglas Mac Arthur débarquent sur l'île de Leyte aux Philippines et en janvier 1945, arrivent à Luzon et attaquent Manille. Il devient alors envisageable de poursuivre en planifiant un scénario d'intervention américaine en Indochine par la suite. Ainsi, en janvier 1945, les avions d'une flotte américaine au large apparaissent dans le ciel de Saïgon et bombardent vingt navires de guerre japonais stationnés dans le port. Cet événement inquiète les Japonais ; plus encore après les Philippines, il est craint que l'Indochine puisse être une nouvelle cible pour les États-Unis. Les Japonais n'ignorent pas qu'en cas d'un tel débarquement militaire, l'armée française en Indochine se tournerait vers les Alliés et s'opposerait aux Japonais. Ces jugements ont été constitués à travers non seulement des informations que les Japonais avaient collectées sur les activités secrètes des Français en Indochine et au sud de la Chine, mais également à travers les émissions de radio dans lesquelles le gouvernement de Gaulle a toujours annoncé son intention de reprendre l'Indochine par la force. Ces événements conduisent les Japonais à décider de mettre en pratique la campagne *Meigo*, préplanifiée pour renverser le gouvernement français en Indochine. A 16 h le 9 mars 1945, le représentant japonais pénètre dans le Palais du gouverneur français à Saïgon pour discuter et préparer un traité sur l'approvisionnement en riz de la France au Japon en 1945 ; deux heures plus tard (18 h), l'ambassadeur Matsumoto signe le traité et donne au gouverneur général d'Indochine Jean Decoux un ultimatum exigeant que la France coopère étroitement avec le Japon pour défendre l'Indochine contre la menace du débarquement des troupes britanniques et américaines. En outre, le Japon force la France à placer toutes ses forces armées et ses installations logistiques et aussi tous les fonctionnaires français sous commandement japonais. Le délai pour répondre à cet ultimatum étant avant 21 h le même jour, le camp français demande plus de temps pour répondre afin de pouvoir consulter le Commandement de l'armée française à Hanoï. Les Japonais considèrent cela comme un acte de rejet de l'ultimatum, et à 21 h 20, le 9 mars 1945, le Japon ordonne en conséquence une attaque contre les forces françaises. Ne faisant face à aucune résistance significative, les Japonais occupent rapidement le palais du gouverneur général, plaçant en détention le gouverneur général Jean Decoux et la plupart des hauts fonctionnaires

⁴⁵ LE Manh Hung, *Nhật đảo chính Pháp tại Việt Nam năm 1945 (phần 1) [Coup d'État japonais contre les Français au Vietnam en 1945 (Partie 1)]* mené par, 9 mars 2006, [consulté le 20 août 2021].

français. L'après-midi du 10 mars 1945, les Français se rendent et les Japonais contrôlent dès lors de grandes zones urbaines telles que Hanoï, Hai Phong, Hué, Saïgon et de nombreuses capitales provinciales. Les unités françaises tenant encore fermement à Ca Mau (Vietnam) et Tonlé Sap (Cambodge), et certaines zones du nord de l'Indochine tombent à leur tour. Seules quelques troupes peuvent traverser la frontière sino-vietnamienne. Avec cet événement, l'ensemble de l'Indochine est devenu une colonie de l'empire japonais⁴⁶.

Peu de temps après, le Japon établit au Vietnam un gouvernement projaponais nommé l'Empire du Vietnam, sous la direction de l'Empereur Bao Dai et du Premier ministre Tran Trong Kim. Le 11 mars 1945, sous contrôle japonais, l'Empereur Bao Dai promulgue un édit royal :

Vu la situation mondiale et celle de l'Asie en particulier, le gouvernement du Viêt-Nam proclame publiquement qu'à dater de ce jour le Traité de protectorat avec la France est aboli et que le pays reprend ses droits à l'indépendance. Le Viêt-Nam s'efforcera par ses propres moyens de se développer pour mériter la condition d'un État indépendant, etc.

- la déclaration publique de Bao Dai, le 27 janvier, la 20e année sous règne de Bao Dai (11 mars 1945) - ⁴⁷.

En réalité, l'Empire du Vietnam n'est qu'un gouvernement de papier, érigé par l'armée japonaise pour la légitimité en dépit de la déclaration de l'armée japonaise sur le retour de l'indépendance à l'Empire vietnamien. Pendant son temps au pouvoir (de mars à août 1945), le gouvernement de Tran Trong Kim ne peut organiser d'élections générales, il n'est donc pas un gouvernement officiel, mais seulement un gouvernement provisoire. Sous la domination japonaise, d'octobre à mai 1945, une terrible famine a lieu, tuant 2 millions de Vietnamiens tandis que les entrepôts de riz produits par les agriculteurs vietnamiens et occupés par les Japonais étaient toujours pleins. C'est la raison pour laquelle le Viet Minh (dirigé par Hồ Chi Minh) rassemble ses forces à travers le pays. À cette époque, le Japon est également dans une situation particulièrement difficile dans la guerre avec les Alliés : à la fin du juillet 1945, la marine japonaise n'est plus en mesure de réaliser des campagnes de bombardement dans un contexte où une attaque des forces alliées au Japon était imminente. Le Conseil suprême de guerre du Japon supplie secrètement l'Union soviétique d'intervenir en tant que médiateur afin que le Japon puisse bénéficier de conditions favorables. Cependant, l'Union soviétique tient sa promesse envers les États-Unis et le Royaume-Uni, comme annoncé lors de la conférence de Yalta. Le 6 août 1945, les États-Unis larguent une bombe atomique sur la ville d'Hiroshima. Le soir du 8 août 1945, en se basant sur l'accord de Yalta, l'Union soviétique déclare la guerre au Japon et le 9 août 1945, et attaque le gouvernement projaponais en Mandchourie. Le même jour, les États-Unis larguent la deuxième bombe atomique sur la ville de Nagasaki. Le choc de ces événements incite l'Empereur Hirohito à intervenir et à ordonner au Conseil suprême de guerre d'accepter les conditions de fin de la guerre rédigée par les Alliés dans la déclaration de Potsdam, ce que les Japonais n'avaient pas accepté précédemment. Le 15 août 1945, le Japon annonce sa capitulation aux Alliés. Pendant ce temps, à Hanoï, Trinh Dinh Thao, le ministre de la Justice du gouvernement Tran Trong Kim

⁴⁶ THU NHUAN, « 74 năm Nhật vào Đông Dương, chấm dứt ách thống trị của Pháp tại Việt Nam [74 ans après l'entrée du Japon en Indochine, mettant fin à la domination française au Vietnam] », sur *VIETNAM NATIONAL MUSEUM OF HISTORY* [en ligne], publié le 26 septembre 2014.

⁴⁷ BAO DAI, *Le Dragon d'Annam*, Librairie Plon, 1980.

ordonne la libération de milliers de prisonniers politiques auparavant détenus par l'armée française et autorise les organisations et associations politiques.

Le Japon ayant échoué, un soulèvement éclate dans tout le Vietnam avec la participation de la plupart de la population. Le 19 août 1945, Hô Chi Minh conduit le peuple à organiser avec succès la Révolution d'Août, récupérant le pouvoir dans la plus grande partie du Vietnam (à l'exception de certaines provinces frontalières bordant la Chine). Le Viet Minh contrôle rapidement le pays et le 25 août 1945, l'Empereur Bao Dai abdique. Puis, le gouvernement de l'Empire du Vietnam démissionne simultanément et transfère le pouvoir au Viet Minh. Le 2 septembre 1945 à Hanoï, Hô Chi Minh déclare la création de la République démocratique du Vietnam, le pays indépendant et unifié du Nord au Sud. L'Empereur Bao Dai devient ensuite le conseiller suprême. Le 6 janvier 1946, l'élection de la première Assemblée constituante du Vietnam a lieu dans tout le pays, et la première Constitution est adoptée. Le gouvernement constitutionnel est établi avec les compositions principales de nationalistes et du Parti communiste tandis que la partie de minorité appartenait aux partis profrançais et prochinois (République de Chine). L'État de la République démocratique du Vietnam est devenu le représentant officiel du peuple vietnamien. Cependant, l'indépendance du Vietnam a été menacée peu de temps après.

4. Période de la République (1945-2020)

Selon l'accord des trois puissances alliées, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Chine (République de Chine), 200 000 soldats de Chiang Kai-shek entreraient au Nord-Vietnam pour désarmer l'armée impériale japonaise. Au Sud-Vietnam, l'armée britannique dirigée par le général Douglas D. Gracey est arrivée à Saïgon pour la même mission avec la coalition anglo-française les suivant. Les Anglais supervisent la reddition des troupes japonaises et créent également des conditions favorables au retour des troupes françaises en Cochinchine. Bien que les Vietnamiens aient établi leur propre gouvernement et déclaré leur indépendance, le gouvernement français est toujours déterminé à rétablir son droit de gouvernance en Indochine.

Au Nord, la République de Chine reconnaît le gouvernement de la République démocratique du Vietnam, mais seulement en raison des intrigues politiques. La Chine voit immédiatement des avantages dans l'intention de la France de reprendre l'Indochine. Après avoir négocié avec le gouvernement français, un traité sino-français est signé et la France est autorisée à remplacer les troupes chinoises pour désarmer les Japonais au nord Vietnam. En retour, la France rend également ses concessions sur le territoire chinois et cède en même temps certains privilèges économiques et politiques au gouvernement de Chiang Kai-shek.

Au Sud, au début de 1946, avec une force d'environ 40 000 soldats sous le soutien actif des forces britanniques, la France ne contrôle qu'un petit territoire en dehors des villes en Cochinchine par la puissance militaire. En mars 1946, les forces françaises en Indochine comptent 50 000 soldats dirigés par le commandant en chef français en Indochine - le maréchal Leclerc. Contrairement à de nombreux officiers français, le maréchal Leclerc est conscient de la difficulté de la guerre et il est enclin à chercher une solution politique à travers négociations, bien que cela signifie que la France devra renoncer à son intention de séparer la Cochinchine du pays unitaire de la République démocratique du Vietnam. Le maréchal Leclerc croit que le Viet Minh est un mouvement nationaliste que les Français ne peuvent pas soumettre par la puissance militaire et c'est pourquoi il demande au représentant de la France au Nord-Vietnam, Jean Sainteny, de signer un accord avec Hô Chi Minh. Dans un rapport

confidentiel envoyé à Paris, le 27 mars 1946, le maréchal Leclerc écrit qu'aucune solution par la violence n'est envisageable en Indochine⁴⁸.

Du côté de la République démocratique du Vietnam, dans un premier temps, le gouvernement multicomposition est déterminé à concentrer sur la lutte contre le rétablissement de la domination française en Indochine, mais, après avoir déterminé que l'armée de la République de Chine est la plus grande menace, les membres gouvernementaux issus du Parti communiste (occupant la majorité) changent d'avis. Le 6 mars 1946, un accord préliminaire franco-vietnamien (le traité Hô-Sainteny) est signé entre Jean Sainteny (représentant du gouvernement de la France) et Hô Chi Minh (représentant du gouvernement de la République démocratique du Vietnam). Le contenu de l'accord comprend les points principaux suivants⁴⁹:

- Le gouvernement français reconnaît la République démocratique du Vietnam comme un pays libre au sein de la Fédération indochinoise et de l'Union française, avec son propre gouvernement, parlement, armée et finance.
- Le gouvernement de la République démocratique du Vietnam accepte que 15 000 soldats français entrent dans le Nord pour remplacer 200 000 soldats de la République de Chine dans la mission de désarmer les Japonais. La France promet de retirer toutes ses troupes dans le délai de 5 ans en retirant 3 000 soldats chaque année.
- Les deux parties mettent en place un cessez-le-feu, maintenant leurs troupes à leurs positions actuelles pour négocier sur le futur régime de l'Indochine, les relations diplomatiques entre la République démocratique du Vietnam et les pays étrangers, les intérêts économiques et culturels français au Vietnam.

Le traité préliminaire franco-vietnamien du 6 mars 1946 se heurte à l'opposition des membres du gouvernement de la République démocratique du Vietnam qui n'appartiennent pas au Viet Minh. Ils retirent leur soutien au gouvernement de Hô Chi Minh en le considérant comme « pro-français ». Cela met le gouvernement naissant de la République démocratique du Vietnam face à de nombreuses difficultés en raison de conflits d'opinions politiques au sein des dirigeants du gouvernement.

Du côté du gouvernement français, ce traité permet à la France d'envoyer des troupes au Tonkin sans la résistance de la République démocratique du Vietnam comme la situation s'est produite en Cochinchine tandis qu'un autre traité signé avec Chiang Kai-shek supprime des empêchements possibles venus des troupes de la République de Chine. Après la signature du traité préliminaire franco-vietnamien, les deux parties continuent à promouvoir la conférence de Fontainebleau pour négocier l'indépendance du Vietnam. Les négociations ont lieu à Fontainebleau du 6 juillet 1946 à la mi-septembre 1946, mais ne parviennent pas à un résultat satisfaisant pour le gouvernement de Hô Chi Minh. Selon la partie du Vietnam, la conférence de Fontainebleau a échoué parce que la délégation française a toujours maintenu sa position coloniale et même pendant les négociations en France, au Vietnam, le gouvernement français a toujours progressivement étendu son occupation, violant continuellement le traité du 6 mars 1946. Le fait est que les Français ne veulent pas vraiment négocier la paix. Ils ont signé le traité Hô-Sainteny dans le but d'avoir plus de temps pour préparer suffisamment de forces pour reprendre l'Indochine. Sous la pression du camp soutenant les opinions rigides sur les

⁴⁸ TUCKER Spencer, *Vietnam - Warfare and History*, University Press of Kentucky, 1999.

⁴⁹ PERVILLÉ Guy, *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette Education, 1991.

droits coloniaux français en Indochine, les efforts de Philippe Leclerc de Hauteclocque et de Jean Sainteny (qui s'appuyaient sur la situation réelle en Indochine) et d'autres partisans d'une option modérée n'ont guère donné de résultats⁵⁰. En réalité, au début, Jean Sainteny avait également une vision dure pour le problème de l'Indochine, mais après des expériences réelles, il a ajusté ses opinions. Après le coup d'État japonais du 9 mars 1945, Jean Sainteny est chargé d'infiltrer l'Indochine pour organiser des activités de renseignement dans la zone occupée par le Japon. Et juste quinze jours plus tard, Sainteny est nommé commandant en chef de la 5e mission militaire alliée (appelée MI-5) stationnée à Kunming (Chine). Après la capitulation du Japon aux Alliés le 15 août 1945, le 22 août 1945, dans le rôle du chef du MI-5, Jean Sainteny, assisté du Service de renseignement stratégique américain à Kunming, se rend à Hanoï dans le but de résoudre le problème des prisonniers de guerre et désarmer l'armée japonaise. Ensuite, avec la dissolution du MI-5, Sainteny est officiellement devenu un homme politique étant au milieu du vortex politique entre le Vietnam - la France - la Chine. C'est à ce moment, à travers les contacts avec Hô Chi Minh, que Sainteny passe progressivement d'une attitude intransigeante à une opinion plus modérée.

Au début de 1946, Sainteny représente le gouvernement français dans les négociations franco-vietnamiennes et signe le traité préliminaire du 6 mars 1946 avec Hô Chi Minh, ouvrant les relations entre la République de la France et la République démocratique du Vietnam. Jean Sainteny est également rentré en France avec la délégation de la République démocratique du Vietnam pour assister aux négociations de la Conférence de Fontainebleau. Le 2 décembre 1946, Sainteny rentre à Hanoï avec la fonction de gouverneur du Tonkin. Le lendemain, il rencontre Hô Chi Minh pour trouver un moyen d'arrêter la guerre. Mais la situation du moment - là est trop tendue et ne peut sauver la guerre qui allait sûrement éclater. En mars 1947, Sainteny doit retourner en France pour témoigner devant l'Assemblée nationale française sur la question de l'Indochine. Au cours de l'audience, Jean Sainteny commente l'inévitable défaite de la France en Indochine en cas d'usage de la force, même si Jean Sainteny a toujours fait preuve d'une attitude résolue sur la protection des intérêts de la France en Indochine. L'insistance de Jean Sainteny selon laquelle la France devait résoudre la guerre en Indochine par la négociation a provoqué le mécontentement du partisan de la guerre. Ainsi, en décembre 1947, il obtient un long congé⁵¹.

⁵⁰ LE Mau Han et TRAN Ba De, *Đại cương Lịch sử Việt Nam: Tập III [Généralités de l'histoire du Vietnam - Tome III]*, NXB Giáo dục, 2009, p.44.

⁵¹ A la fin de la guerre d'Indochine, dans le but de rétablir la relation entre les deux camps, le 15/04/1954, Jean Sainteny est à nouveau nommé par le Premier ministre français Mendès France au poste de représentant de la France en République démocratique du Vietnam. Le 06/10/1954, il est élevé au poste de « *Représentant général du gouvernement de la République française à côté du gouvernement de la République démocratique du Vietnam* ». Le 08/10 1954, il arrive à Hanoï et assiste à la prise de contrôle de la capitale par le Viet Minh le 10/10/1954. En 1958, Jean Sainteny rentre en France et s'engage en politique. De 1962 à 1966, il a servi dans le gouvernement du Premier ministre Pompidou en tant que ministre des Anciens Combattants et des Victimes de guerre. Le 24 février 1966, le président De Gaulle le charge de se rendre à Hanoï pour enquêter sur la situation et rechercher une solution au problème du Vietnam. Sa tâche consiste précisément à : rétablir les relations franco-vietnamiennes après une période d'indifférence depuis 1958 et découvrir les intentions des dirigeants communistes vietnamiens sur la possibilité de trouver une solution de négociation sur la fin de la guerre (avec les États-Unis) en cours en Viêt Nam. Après des entretiens avec le président Ho Chi Minh, le Premier ministre Pham Van Dong, J. Sainteny a déclaré que une attitude dure et déterminée affichée par les dirigeants de la République démocratique du Vietnam n'avait aucune crevasse, mais peut-être ils n'étaient pas opposés à une solution négociée qui leur sauverait la face." Témoignage exceptionnel de la relation franco-vietnamienne durant les deux guerres d'Indochine, Jean Sainteny a réécrit deux mémoires importants sur cette relation : (1) Histoire d'une paix manquée, Indochine 1945-1947, Amiot Dumont, Paris 1953 (2) En face de Ho Chi Minh (Face à Ho Chi Minh), Seghers, Paris 1970.

Depuis 1945, la Fédération d'Indochine est dirigée par un Haut-commissaire de France en Indochine (au lieu du titre de Gouverneur général). Pour le haut-commissaire Georges Thierry d'Argenlieu et les partisans du général Charles de Gaulle - le camp proguerre, le traité préliminaire franco-vietnamien était considéré comme *le traité de Munich* de la France. Le gouvernement français ne veut pas vraiment la paix, mais considère seulement le traité comme une opportunité d'empiéter (déployer des troupes françaises au nord-Vietnam), puis d'utiliser les forces armées pour reprendre le Vietnam en tant que colonie. Alors que Hô Chi Minh est parti pour la France où il doit participer à la conférence de Fontainebleau, le 1er juin 1946, au Vietnam, le haut-commissaire d'Argenlieu proclame unilatéralement la création de la « République autonome de Cochinchine ». Ainsi, le traité Hô-Sainteny est invalidé par d'Argenlieu.

Presque tout au long de 1946, Hô Chi Minh s'efforce de négocier la paix avec le gouvernement français, mais la France ne reconnaît que l'autonomie du Vietnam au sein de l'Union française, et non l'indépendance du Vietnam. Les tensions entre les deux gouvernements conduisent à la Première guerre d'Indochine, qui débute officiellement le 19 décembre 1946 lorsque Hô Chi Minh lance un appel à la résistance nationale après un long temps d'escalade de la violence du côté français. La force principale de l'armée de la République démocratique du Vietnam est d'environ 60 000 soldats. Par rapport à l'armée française, elle n'a pas de supériorité importante en quantité, et leurs armes sont encore rudimentaires, insuffisantes, et principalement « self-made ». Donc, l'armée française a l'avantage sur le premier temps de guerre et occupe avec succès toutes les grandes villes du Vietnam. Cependant, les forces du Viet Minh (l'armée de la République démocratique du Vietnam) persistent dans la mise en œuvre de la stratégie de guerre populaire et des tactiques de guérilla, organisant une longue guerre qui a progressivement conduit l'armée française à une situation difficile.

En 1949, afin de réduire la difficulté des ressources humaines, la France négocie avec quelques anciens mandarins de la dynastie Nguyen (qui ont perdu leur pouvoir après la naissance du gouvernement de la République démocratique du Vietnam) pour former un nouveau gouvernement, l'État du Vietnam, dont le chef était Bao Dai, le dernier roi de la dynastie Nguyen avec une idéologie profrançaise, et le Premier ministre Ngo Dinh Diem (un ancien mandarin de la dynastie Nguyen sous le roi Bao Dai). La France fournit un soutien financier, des armes et prend le commandement tandis que l'État du Vietnam rassemble des soldats pour rejoindre la guerre avec la France pour réprimer le mouvement de résistance Viet Minh. Dans la pratique, le droit de domination est toujours resté dans la main des Français avec le haut-commissaire français contrôlant les finances, le commerce, le militaire et la politique des affaires étrangères de l'État du Vietnam⁵².

En 1950, avec l'aide de l'Union soviétique et de la Chine communiste (République populaire de Chine, crée après la victoire du Parti communiste de Chine contre le gouvernement de Chiang Kai-shek en 1949), la République démocratique du Vietnam forme progressivement des unités de l'armée principale bien entraînée et équipée, avec des armes fortes telles que des mitrailleuses, de l'artillerie antiaérienne, etc. Ce n'est alors plus seulement des petits groupes de troupes isolés. De l'autre côté, la France est soutenue par les États-Unis dans les coûts de guerre et dans l'approvisionnement des équipements, mais la position française s'affaiblit progressivement en Indochine. L'armée française est de plus en plus enlisée dans la

⁵² « The Vietnam War: Seeds of Conflict (1945 - 1960) », sur *The History Place* [en ligne], [consulté le 8 septembre 2021].

guerre d'Indochine, bien que 40-45 % du budget militaire et 10 % du budget national aient été utilisés. Les coûts croissants de la guerre ont épuisé le système financier français. Face à la situation politique et sociale instable, la France n'est presque pas en mesure de supporter le fardeau de la guerre d'Indochine. Lorsque cette guerre est entrée dans sa 9e année, la France a également perdu l'initiative, tandis que l'armée de la République démocratique du Vietnam se renforce à travers des batailles : ses unités se sont organisées au niveau divisionnaire ; les branches d'artillerie et l'artillerie antiaérienne ont été parfaitement entraînées, et contrôlent 70 % du territoire.

Afin de sauver la situation, la France mobilise plus d'aide américaine pour augmenter l'intensité de la guerre. Les Français ont besoin d'une victoire pour remonter le moral de toute l'armée et pour s'assurer que même s'il fallait mettre fin à la guerre, la France serait également dans une position de vainqueur. L'aide américaine à la France s'accroît considérablement, représentant alors 80 % des dépenses de guerre de la France. Les États-Unis transfèrent également à la France de nombreux nouveaux équipements et armes, dont 123 avions et 212 navires de guerre de toutes sortes. Le 7 mai 1953, après discussion avec les États-Unis, la France envoie en Indochine le général 5 étoiles Henri Eugène Navarre, qui est, à ce moment-là, chef d'état-major du maréchal Alphonse Juin à l'agence de défense OTAN (L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, en anglais : North Atlantic Treaty Organization), pour être le commandant en chef de l'armée française, en remplacement de son prédécesseur Raoul Albin Louis Salan, dans l'espoir que le général Navarre pourrait inverser la situation de la guerre en Indochine et mettre fin à la guerre dans les deux ans, avec des conditions en faveur de la France. Le 19 mai 1953, Henri Navarre arrive à Saïgon pour prendre sa fonction et devient le 7e commandant en chef de l'armée expéditionnaire française en Extrême-Orient participant à la guerre dans la péninsule d'Asie du Sud-Est. Henri Navarre prépare alors une contre-offensive générale que la presse française et américaine appelait le *Plan Navarre* : le centre de la campagne était Diên Biên Phu, une vallée fertile du nord-ouest du Vietnam, avec 15 km de long et 5 km de large. Au milieu de cette vallée, il y a la rivière Nam-Rom et un petit aéroport militaire abandonné quand les Japonais ont quitté l'Indochine en 1945. Autour de Diên Biên Phu, ce sont des collines et montagnes ondulantes d'une manière continue et entourées de forêts. Cet endroit est un point stratégique pour protéger la région nord-ouest du Laos et la capitale Luangprabang (Laos). Le général René Jules Lucien Cogny (surnommé le général de vitesse) qui commande les forces françaises au Tonkin souligne l'importance de cette vallée Diên Biên Phu comme une base aéroterrestre idéale c'est la « clé » du Nord-Laos. Le 2 novembre 1953, Henri Navarre ordonne à Cogny d'achever au plus tôt la construction de la ligne de défense Diên Biên Phu. Le 13 mars 1954, la plus grande bataille de la Première guerre d'Indochine, la bataille de Diên Biên Phu, débute. Les troupes françaises sont placées sous le commandement direct du général Christian de la Croix de Castries, et du côté de la République démocratique du Vietnam, le commandant en chef est le général Vo Nguyen Giap. La bataille finit le 7 mai 1954 lorsque le Commandement de l'armée française à Diên Biên Phu a capitulé. C'est la plus grande victoire militaire de la République démocratique du Vietnam dans la Première guerre d'Indochine (1945-1954). Pour les Français, la défaite catastrophique de la bataille de Diên Biên Phu est une chose très surprenante, l'armée ayant appliqué la méthode de la « guerre moderne », en concentrant toutes les ressources humaines et matérielles, et en ayant reçu en outre le soutien des États-Unis à la fois en personnels et en

armes militaires⁵³. De nombreux officiers français sont en colère contre cette défaite politique et militaire et ils blâment les politiciens, d'une manière similaire à ce qui se passa quand la France fut défaite par l'Allemagne en 1940. Un jour après que la France a perdu la bataille de Diên Biên Phu, le 8 mai 1954, la Conférence de Genève (réunie en Suisse) commence à mettre en discussion la question de l'Indochine⁵⁴. La défaite à Diên Biên Phu a ainsi arrêté les efforts de la France et des États-Unis pour prendre le Vietnam et l'ensemble de l'Indochine. À son retour en France, le général répond devant la commission d'enquête du ministère de la Défense de la France qu'on pouvait vaincre une armée, mais pas un peuple. Le 20 juillet 1954, l'Accord de Genève est signé, déclarant la fin de la guerre et reconnaissant l'indépendance du Vietnam. La solution aux problèmes politiques au Vietnam serait basée sur le respect de l'indépendance, l'unification et l'intégrité territoriale du Vietnam ; le peuple vietnamien jouissant des libertés fondamentales grâce aux résultats des élections générales libres programmées en juillet 1956. En attendant les élections législatives, l'Accord de Genève prévoit la division temporaire du Vietnam en deux zones de concentration militaire dont les limites sont au 17e parallèle. Cette ligne n'est pas considérée comme une frontière politique ou nationale. Le Nord est le lieu de rassemblement de l'armée de la République démocratique du Vietnam, dirigée par Hồ Chi Minh. Le Sud était celui des armées françaises et des forces de l'État du Vietnam.

L'Accord de Genève stipule que les troupes françaises se retirent progressivement sous deux ans et que le Vietnam organise des élections générales pour unifier le pays. Le gouvernement de la République démocratique du Vietnam considère cet accord comme une victoire importante parce qu'il prévoit des élections générales pour établir un pays indépendant et unifié, en estimant que le Viet Minh remporterait les élections grâce au prestige de Hồ Chi Minh à ce temps-là. Cependant, cette élection attendue n'a jamais eu lieu. La question proposée est que « Qui a saboté les accords de Genève ? » Selon la pensée logique normale, celui qui bénéficie de plus d'avantages lorsque les élections générales n'ont pas lieu, est le saboteur. Dès le début, bien que les États-Unis prétendent toujours respecter l'Accord de Genève, ce pays n'a pas signé cet Accord. Cela est contraire à leurs déclarations à maintenir la paix dans le monde. Dès que le gouvernement et les forces françaises (y compris l'État du Vietnam) furent déstabilisées au Sud-Vietnam, les États-Unis ont immédiatement cherché à remplacer les Français sans attendre les deux années durant lesquelles l'armée française devait se retirer du Sud-Vietnam, en vertu de l'Accord de Genève.

Après un référendum soutenu par les États-Unis en 1955 pour destituer le chef de l'État Bao Dai (profrançais), le Premier ministre, Ngo Dinh Diem, (proaméricain) devient chef de l'État⁵⁵. Après cela, le nouveau chef de l'État, Ngo Dinh Diem, organise l'élection de l'Assemblée nationale pour l'État du Vietnam. Cette Assemblée nationale promulgue la Constitution et change le nom de l'État du Vietnam en la République du Vietnam. Ainsi, Ngo Dinh Diem devient le président de la Première République. En réalité, Ngo Dinh Diem et les Américains ont compris que, si les élections législatives avaient lieu, la victoire appartiendrait à la République démocratique du Vietnam sous la direction du président Hồ Chi Minh ; voire, selon les agences de renseignement américaines, s'il y avait une telle élection générale, le meilleur résultat [pour Diem - États-Unis] serait au moins de 80 % de population qui voterait

⁵³ TANHAM George Kilpatrick, *Communist Revolutionary Warfare: From the Vietminh to the Viet Cong*, Praeger, 2006, p.51.

⁵⁴ BEIGBEDER Yves, *Judging War Crimes and Torture: French Justice and International Criminal Tribunals and Commissions (1940-2005)*, Brill Nijhoff, 2006, p.66.

⁵⁵ Après cet événement, Bao Dai a été exilé en France.

pour Hô Chi Minh⁵⁶. Le gouvernement américain craint que si la République démocratique du Vietnam unifie le pays, ce soit le meilleur moyen de stimuler le mouvement communiste et le mouvement de libération nationale dans le monde qui était en train de fortement se révolter à ce moment-là. Les États-Unis ont besoin d'une digue pour empêcher la vague communiste de se développer vers le sud. Aussi s'emploient-ils à saper l'Accord de Genève et soutiennent le gouvernement de Ngo Dinh Diem au Sud-Vietnam contre les communistes du Nord. Dans son œuvre *Once Upon a Distant War: Reporting from Vietnam*, William Prochnau écrit à propos de Hô Chi Minh et de Ngo Dinh Diem après l'Accord de Genève :

*[trad.] Hô Chi Minh, un héros national qui avait dirigé la révolution anticolonialiste, s'est emparé du Nord-Vietnam. Le Sud avait plus de mal à trouver un leader naturel. Mais à la fin de 1954, Ngo Dinh Diem, un ascète obscur et souvent déroutant qui s'était exilé à Paris et aux États-Unis pendant la guerre, prit le contrôle de Saïgon. Diem était farouchement anticommuniste et les États-Unis l'ont rapidement racheté. Le nouveau leader est devenu connu sous le nom de « mandarin d'Amérique », « sa marionnette sans ficelles ».*⁵⁷

Et selon le professeur Mortimer T. Cohen,

*[trad.] Au cours de ses 21 années d'implication en Indochine, le gouvernement des États-Unis a avancé des « raisons » pour ses actions. Ces raisons ne valaient rien. La seule raison pour laquelle les Américains étaient en Indochine était d'empêcher la région de devenir communiste par une élection, par une révolution interne... Et c'était une raison suffisante... Encore des raisons. Et plus de raisons. Ils ont germé comme des asperges en mai. Avant la fin de la guerre d'Indochine, un livre aurait pu être rempli de raisons. Aucun d'entre eux n'était valable.*⁵⁸

En réalité, est-ce que les États-Unis sont intervenus au Vietnam seulement pour combattre les communistes et pourquoi ont-ils choisi le Vietnam pour combattre les communistes ? Selon le pasteur protestant Robert McAfee Brown, professeur d'études religieuses à l'Université de Stanford,

*[trad.] Il est ironique qu'au moment précis où nous disons que nous devons « arrêter le communisme » au Vietnam, nous nous réconciliions avec lui ailleurs, en élaborant de nouveaux traités avec la Russie, en étendant le commerce en Europe de l'Est, en soutenant Tito en Yougoslavie. Ailleurs, nous avons clairement décidé de coexister avec le communisme, et d'encourager des sociétés communistes indépendantes qui seront de plus en plus libérées du besoin d'alliance entre elles.*⁵⁹

Personne ne comprend mieux le gouvernement américain que les Américains, en particulier les intellectuels américains. À propos de l'intervention américaine au Vietnam, il est dit que les facteurs économiques ne peuvent être ignorés. Le général Telford Taylor, conseiller en chef des États-Unis au Tribunal de Nuremberg traitant les crimes de guerre des fascistes allemands, a pensé que la raison derrière l'intervention des Américains était «[trad.]... seulement de dissimuler l'intention d'exploiter le Sud-Vietnam comme base militaire américaine pour « contenir » le communisme, ou pour dominer l'Asie du Sud-Est et

⁵⁶ EISENHOWER Dwight, *Mandate for Change, 1953-1956*, Doubleday & Company, 1963, p.372.

⁵⁷ PROCHNAU William, *Once Upon a Distant War: Reporting from Vietnam*, Mainstream Publishing, 1996, p.15.

⁵⁸ COHEN Elie, *From Prologue To Epilogue In Vietnam*, Publisher Retriever Bookshop, 1979, p.208.

⁵⁹ BROWN Robert McAfee, *Vietnam: Crisis of Conscience*, Association Press, 1967, p.79.

ses énormes ressources naturelles.⁶⁰ » Dans le livre *Turning Points in World History: The Vietnam War*, le facteur économique est également mentionné à la page 50 :

[trad.] En termes stratégiques et économiques, l'Asie du Sud-Est était également critique pour les intérêts américains. La chute de l'Asie du Sud-Est menacerait la chaîne insulaire s'étendant du Japon aux Philippines, coupant les routes aériennes américaines vers l'Inde et l'Asie du Sud et éliminant la première ligne de défense dans le Pacifique. L'Australie et la Nouvelle-Zélande seraient isolées. La région regorgeait d'importantes ressources naturelles et stratégiques, notamment l'étain, le caoutchouc, le riz, le coprah, le noyau de fer, le cuivre, le tungstène et le pétrole. Non seulement les États-Unis seraient coupés de ces ressources, mais d'énormes marchés potentiels pour les produits américains seraient menacés⁶¹.

En raison de l'intervention des États-Unis, venant de terminer une guerre, le Vietnam a continué à entrer dans une nouvelle guerre, la deuxième guerre d'Indochine que les États-Unis ont appelée la guerre du Vietnam a duré plus de 20 ans (1955-1975). Les forces participantes directes au combat furent d'un côté, les États-Unis, la République du Vietnam et ses nations alliées anticommunistes (Corée, Thaïlande, Philippines, Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume du Laos, Royaume du Cambodge - plus tard République khmère), et l'autre côté, la République démocratique du Vietnam, le Front de libération nationale du Sud (dont la force Viet Minh et des ex-communistes restés au Sud dans le cadre du règlement de l'Accord de Genève sur le rassemblement politique sur place), et ses régimes alliés (le Pathet Lao et le Kampuchéa démocratique). Ainsi, Le Vietnam a commencé encore une fois la période de division du pays en deux comme le temps de conflit entre les seigneurs Trinh (région Đàng ngoài) et Nguyen (région Đàng trong) au XVII^e siècle. Au Nord-Vietnam, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a effectué l'œuvre de construction du socialisme selon le modèle soviétique, en assumant également la responsabilité de soutenir le peuple et les forces de résistance du Sud dans la lutte contre les États-Unis et leurs alliés, pour l'objectif d'unifier du pays. Globalement, la société du nord du Vietnam à cette période dirigée par le Parti communiste était stable. L'histoire du Vietnam pendant 20 ans après l'Accord de Genève s'est focalisé sur la Seconde guerre d'Indochine (1955-1975), qui s'est principalement déroulée sur les fronts au Sud-Vietnam, à l'exception de quelques périodes d'escalade de la guerre dans l'ensemble du Vietnam ou s'étendant au Laos et au Cambodge. Cette guerre peut être vue en deux phases, selon la politique du gouvernement sud-vietnamien :

1. Période de la Première République du Sud-Vietnam (1955-1963). Dès 1954, les États-Unis aident le gouvernement de Ngo Dinh Diem en tant que Premier ministre de l'État du Vietnam, puis Président de la République du Vietnam pour stabiliser la société sud-vietnamienne, développer une politique de réforme agraire, ainsi que pour renforcer son armée. De 1954 à 1960, les aides américaines à la République du Vietnam sont environ de 7 milliards USD (selon le cours des années 1955-1956), dont une aide militaire de 1,5 milliard USD. De plus, il y a plus de 800 bateaux transportant des armes et des moyens militaires américains entrant dans le Sud-Vietnam et environ 20 000 « conseillers » américains. Cependant, Ngo Dinh Diem construit un gouvernement dictatorial avec un népotisme, ainsi que l'idéologie anticommuniste extrême. Ngo Dinh Diem apprécie et se concentre sur la construction de la force de police. Il entend « stabiliser la société » en se consacrant aux répressions politique et religieuse, traquant les anciens communistes qui, selon les traités internationaux, avaient le

⁶⁰ TAYLOR Telford, *Nuremberg and Vietnam: An American Tragedy*, New York Times Book, 1970, p.103.

⁶¹ YANCEY Diane, *Turning Points in World History - The Vietnam War*, Greenhaven Press, 2000, p.50.

droit de rester dans le Sud-Vietnam. Les politiques anticommunistes brutales sont menées sous l'époque de Ngo Dinh Diem selon le principe qu'« il vaut mieux tuer par erreur que d'omettre », conduisant à de nombreux massacres tels qu'à Vinh Trinh, Huong Dien (province de Quang Tri), à la prison de Phu Loi ou la persécution du bouddhisme (qui est la croyance de la majorité des classes de la population), avec la mort de centaines de milliers de victimes. À la fin des années 1950, les troubles politiques relevés ont entraîné une grande instabilité dans la société du Sud⁶². Depuis 1959, le Front national de libération du Sud-Vietnam a été officiellement créé et il a reçu des soutiens du gouvernement de la République démocratique du Vietnam dans la lutte pour appeler le gouvernement de Ngo Dinh Diem à organiser des élections législatives pour unifier le pays conformément à l'Accord de Genève (1954). Au moment de sa création, le Front national de libération du Sud-Vietnam contrôlait de vastes étendues de territoire dans les zones rurales du Sud-Vietnam. Au début des années 1960, les forces militaires de ce Front, l'Armée de libération du Sud, sont constituées pour protéger les anciennes bases politiques du Viet Minh ainsi que le peuple contre la répression du gouvernement sud-vietnamien. Dans les années de 1959 et 1960, le Front de libération nationale organise avec succès le mouvement Dong-Khoi contre les États-Unis - Ngo Dinh Diem, il s'agit de sa première contre-offensive à grande échelle contre la Première République du Sud-Vietnamien. Ce mouvement change la position sur la bataille des deux côtés. En conséquence, les États-Unis doivent reconsidérer leur stratégie militaire au Sud-Vietnam.

En raison des politiques violentes de Ngo Dinh Diem, en particulier des cas de persécution religieuse provoquant la protestation de l'opinion publique internationale, l'image des États-Unis en tant que protecteur du régime de Ngo Dinh Diem, est également affectée de manière négative dans le monde. La réforme agraire axée sur les intérêts de la classe de propriétaires fonciers minoritaires proposée par Ngo Dinh Diem heurte l'opposition forte des agriculteurs du Sud. Par conséquent, dans les campagnes, 75 % de la population soutient le Front de libération nationale, 20 % étant neutres alors que seulement 5 % soutiennent le régime de Ngo Dinh Diem⁶³. Au cours de cette période, la culture américaine largement introduite a fortement pénétré dans le Sud-Vietnam. Ce que tous les gens du Sud observent est le style de vie hédoniste à l'américaine et l'introduction de la culture, des films et des objets américains dans le Sud. Cela mène à certains niveaux à une société pleine de fléaux tels que la drogue, la prostitution. Heureusement, l'intelligentsia et les fonctionnaires sud-vietnamiens sont encore fortement influencés par la culture française, la plupart d'entre eux étant formés par la France. De plus, le Vietnam a des liens culturels beaucoup plus longs et plus profonds avec la France que les États-Unis. Le gouvernement de la République du Vietnam est empêtré dans un paradoxe : pour faire que le Sud-Vietnam devienne une démocratie à l'occidentale, il faut d'abord stabiliser la politique et rétablir l'ordre social, mais ne plus chercher la stabilité en supprimant les forces opposées, de plus le gouvernement est perçu comme le serviteur des États-Unis, le représentant de la dictature et du népotisme. Les communistes et les camps politiques légitimes opposés au régime de la République du Vietnam à l'époque ont davantage de raisons de critiquer le gouvernement de Diem et d'intensifier les activités de l'opposition. En réponse, les réactions gouvernementales sont devenues de plus en plus dures. Et d'une telle manière, la situation politique au Sud-Vietnam continue d'être plus instable, Ngo Dinh Diem et son gouvernement ayant été de plus en plus fermement condamnés. Le problème est que Ngo Dinh Diem a choisi la force pour résoudre toutes les crises sociales, de sorte qu'il a

⁶² MCNAMARA Robert S., *Nhìn lại quá khứ: Tấn thảm kịch và những bài học về Việt Nam [Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons]*, NXB Chính trị quốc gia, 1995, p.43.

⁶³ YOUNG Marilyn, *The Vietnam Wars: 1945 - 1990*, New York: Harper Perennial, 1991, p.76 & 104.

perdu le soutien à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Washington critique de plus en plus Ngo Dinh Diem parce qu'il ne veut pas ouvrir le gouvernement aux personnes sans liens familiaux ou amicaux proches avec lui. L'affaiblissement de confiance des États-Unis au gouvernement de Diem grandit. Et le 1er novembre 1963, lors d'un coup d'État militaire, de nombreux officiers généraux de Saïgon, encouragés par le gouvernement américain, le président Ngo Dinh Diem est tué et la Première République au Sud-Vietnam a donc pris fin. Concernant la situation bouleversée au Sud-Vietnam de ce temps-là, la responsabilité des Américaines est inévitable :

[trad.] Les États-Unis étaient profondément impliqués dans l'effort français pour reconquérir leur ancienne colonie, reconnaissant tout au long que l'ennemi était le mouvement nationaliste du Vietnam. Le nombre de morts était d'environ un demi-million. Lorsque la France se retire, les États-Unis se consacrent aussitôt à renverser l'Accord de Genève de 1954, installant au sud un régime terroriste qui tua peut-être 70 000 « Viet Cong » en 1961, évoquant une résistance qui, à partir de 1959, était soutenue par la moitié nord du pays qui est temporairement divisé par l'Accord de Genève que les États-Unis avaient miné. En 1961-1962, le président Kennedy a lancé une attaque directe contre les régions rurales du Sud-Vietnam avec des bombardements à grande échelle et une défoliation dans le cadre d'un programme conçu pour conduire des millions de personnes dans des camps où elles seraient « protégées » par des gardes armés et des barbelés du des guérilleros, ceux que les États-Unis ont avoué qu'ils étaient soutenus par des habitants. Les États-Unis ont affirmé qu'ils avaient été invités, mais comme le London Economist l'a observé avec précision, « un envahisseur est un envahisseur à moins qu'il ne soit invité par un gouvernement légal ». Les États-Unis n'ont jamais considéré les gouvernements qu'ils ont installés comme ayant des tels droits, et en fait ils les ont régulièrement remplacés lorsqu'ils n'ont pas montré un enthousiasme suffisant pour l'attaque américaine ou ont cherché à mettre en œuvre le règlement neutraliste qui a été préconisé de tous les côtés, mais il a été considéré comme le premier danger par les agresseurs, car cela saperait les bases de leur guerre contre le Sud-Vietnam. En bref, les États-Unis ont envahi le Sud-Vietnam, où ils ont procédé de composer le crime d'agression par de nombreux et effroyables crimes contre l'humanité dans toute l'Indochine⁶⁴.

Après la mort de Ngo Dinh Diem, le gouvernement de la République du Vietnam est au bord de l'effondrement lorsque la situation de lutte intérieure pour le pouvoir conduit à une série de coups d'État consécutifs, créant les 4 années d'instabilité suivantes (1963-1967). Sur le champ de bataille, l'armée sud-vietnamienne échoue à plusieurs reprises dans le cadre de la stratégie de « Guerre spéciale » des États-Unis, tandis que le Front de libération nationale étend de nombreuses zones de contrôle. Pour sauver la situation, afin de mettre en scène l'incident du golfe du Tonkin en avril 1964, le Congrès américain autorise le gouvernement à faire la guerre sans ratification, le président américain Lyndon B. Johnson publie immédiatement la « Résolution Golfe du Tonkin » pour envoyer des troupes américaines au Vietnam participer directement à la guerre. A partir de ce moment-là, le feu de la guerre se répand, l'armée américaine ne se cachant plus dans l'ombre du « conseiller », mais débarquant ouvertement dans le Sud-Vietnam pour participer directement au combat. À partir de mars 1965, à leur tour, les troupes expéditionnaires arrivent au champ de bataille au Vietnam, avec environ 20 000 « conseillers » américains qui sont déjà au Sud-Vietnam. Le

⁶⁴ ROWE Carlos et BERG Rick, *The Vietnam War and American Culture*, Columbia University Press, 1991, p.28-29.

nombre des forces américaines atteint environ 540 000 personnes au moment de l'année 1968. La guerre avait éclaté violemment en 1964 au Sud-Vietnam, dans les zones frontalières avec le Cambodge et le Laos, s'accompagnant d'intenses raids aériens américains sur le Nord-Vietnam. Les États-Unis ont poussé la guerre du Vietnam à une ampleur et à une intensité sans précédent.

2. Période de la Seconde République du Sud-Vietnam (1967-1975). En 1967, Nguyen Van Thieu, un général d'infanterie de la République du Vietnam, remporte le poste de Président. Comme Ngo Dinh Diem, le président Nguyen Van Thieu a suivi une ligne anticommuniste forte, mais au lieu d'établir un gouvernement népotiste comme sous la Première République, Nguyen Van Thieu attachait une grande importance aux forces militaires. Étant une personne très vigilante, le président Thieu nomme ceux qui lui étaient fidèles, au lieu d'officiers compétents, à des positions de commandement militaire, en même temps il cherche toujours à écarter les personnages considérés comme une menace pour son pouvoir. Pendant son mandat, comme un « traitement spécial » pour les loyalistes, Nguyen Van Thieu a fermé les yeux sur la situation de corruption terrible au sein du gouvernement de la République du Vietnam dont le fardeau financier a été placé sur les épaules de Washington, puisque le gouvernement de Nguyen Van Thieu existait principalement avec l'aide américaine. Ce problème sous la Seconde République a entraîné des critiques vigoureuses du gouvernement américain. Dans le mémoire de Trong Dat, un homme qui a vécu sous le régime de la République du Vietnam : après que le Central du Vietnam est tombé aux mains des communistes, nous avons entendu d'un fonctionnaire que le régime de Nguyen Van Thieu a suivi les erreurs de Chiang Kai-shek selon lesquels les chefs de provinces étaient morts sur le tas d'or⁶⁵. L'article de l'auteur William J. Lederer publié dans le magazine *Der Spiegel* n° 44/1968 (28 octobre 1968) a conclu la « Corruption » en République du Vietnam comme une tragi-comédie américaine pendant la guerre du Vietnam⁶⁶. Cependant, dans les domaines civils, il y a eu aussi des progrès à constater puisque Nguyen Van Thieu a construit un gouvernement constitutionnel composé d'une Assemblée nationale avec les deux, d'un système électoral multipartite et d'un système judiciaire indépendant aidant à renforcer les processus juridiques pour protéger la liberté individuelle et les principes politiques démocratiques. Grâce à cela, le domaine de l'éducation à cette période s'est développé, et s'est rapproché de l'enseignement supérieur avancé dans la région.

Parallèlement à la stabilité politique rétablie du gouvernement de la République du Vietnam sous l'époque de Nguyen Van Thieu, après trois ans de participation directe au combat du Vietnam, jusqu'en 1968, l'armée américaine a empêché temporairement l'élan de chute de l'armée sud-vietnamienne devant le Front de libération nationale. Mais, les difficultés se sont accumulées depuis lors vers les forces américaines alors qu'elles s'enlisaient dans une guerre extrêmement coûteuse et à durée sans limites. En même temps, l'opinion publique américaine et les politiciens s'impatiantant, le mouvement antiguerre aux États-Unis s'est répandu de plus en plus, car la guerre au Vietnam consommait trop de budget et de vies de soldats américains. Avec des évolutions politiques favorables aux États-Unis et également dans le monde, dès le début de 1968, le Front de libération nationale a ouvert la campagne de l'offensive du Têt attaquant la plupart des principales villes du Sud-Vietnam, dans le but de

⁶⁵ « Tìm hiểu về chiến tranh Việt Nam [Découvrir la Guerre du Vietnam] », [consulté le 8 septembre 2021].

⁶⁶ PHAN BA, « Tham nhũng ở VNCH - tấn bi hài kịch của Mỹ trong chiến tranh Việt Nam [La corruption en République du Vietnam - Comédie tragédique des États-Unis dans la guerre du Vietnam] », sur *Redsvn.net* [en ligne], publié le 3 décembre 2020, [consulté le 8 septembre 2021].

créer une grande résonance et de chercher une percée stratégique obligeant les États-Unis à abandonner la guerre. La campagne a commencé à partir du Têt Mau-Thân (à la fin du janvier 1968) jusqu'à la fin de 1968, au cours de laquelle, il y eut trois attaques décisives en février, mai et septembre 1968. En matière stratégique, l'offensive du Têt Mau-Thân a été une percée majeure dans la guerre⁶⁷. L'ampleur de cette campagne a porté un coup fatal au prestige de l'armée américaine sur le champ de bataille du Vietnam en la plaçant dans une position passive, réduisant là l'influence du gouvernement et de l'armée de la République du Vietnam dans les zones urbaines et rurales, et choquant les hauts dirigeants américains. Le général Maxwell D. Taylor, ancien ambassadeur des États-Unis à Saïgon, conseiller spécial du président Lyndon B. Johnson, a admis :

[trad.] Le 31 janvier 1968, l'ennemi a attaqué et en 2 jours, ils sont entrés dans 5 grandes villes, 39 chefs-lieux de province et de nombreuses villes. Leurs combats rapportés par la presse américaine sous la forme de gros titres qui ont été diffusés sur les écrans de télévision ont horrifié la plupart de la population américaine et certains officiels. Il leur a fallu beaucoup de temps pour revenir à la raison, et dans certains cas, cela n'a jamais été complètement rétabli... Les vraies surprises que l'offensive du Têt de 1968 m'a apportées n'étaient pas le fait que l'ennemi avait lancé une grande attaque, mais qu'ils avaient lancé tant d'attaques telles féroces en même temps.⁶⁸

Le sénateur Robert Kennedy put ainsi s'exclamer :

[trad.] On dit que le Viet Cong ne pourra pas tenir les villes. C'est probablement vrai. Mais ils ont démontré, malgré tous nos rapports de progrès, de force gouvernementale et de faiblesse ennemie, qu'un demi-million de soldats américains avec 700 000 alliés vietnamiens, avec une maîtrise totale de l'air, une maîtrise totale de la mer, appuyés par d'énormes ressources et les plus modernes armes, sont incapables de protéger même une seule ville des attaques d'un ennemi dont la force totale est d'environ 250 000. . . .⁶⁹

L'agence de presse britannique Reuters commente ainsi le 3 février 1968 : « [trad.] L'ampleur et la nature féroce des attaques coordonnées à Saïgon et dans d'autres centres clés du Sud-Vietnam ont surpris les États-Unis et d'autres pays alliés. » Puis, le 5 février 1968, elle a continué à recenser : « [trad.] Les États-Unis ont un demi-million de soldats au Sud-Vietnam, ont passé 13 ans et dépensent 60 millions USD par jour, mais ne peuvent toujours pas protéger un centimètre carré de terre au Sud-Vietnam. » Pendant ce temps, le journal *Observer* (Royaume-Uni) s'exclame : « [trad.] On ne peut pas croire qu'une telle situation puisse se produire. » Le journal *Le Monde* du 1er février 1968 se demande si les Américains ont autrefois affirmé que le peuple sud-vietnamien souffrait plutôt qu'il soutenait le Front de libération nationale, peuvent-ils maintenant soulever de tels arguments après qu'une si admirable démonstration de la force et du courage du Viet Cong a eu lieu. *Le Figaro*, le 2 février 1968, écrit que la fameuse offensive de Viet Cong nous montre d'abord l'ingéniosité de leurs commandants pour guider cette guerre à la fois militaire et politique. À l'intérieur, ils ont remporté une grande victoire en prouvant au peuple vietnamien qu'ils pouvaient se battre

⁶⁷ PRIBBENOW Merle, « General Vo Nguyen Giap and the Mysterious Evolution of the Plan for the 1968 Têt Offensive », *Journal of Vietnamese Studies*, 3, 2008, p.1-33.

⁶⁸ TAYLOR Maxwell D., *Swords And Plowshares: A Memoir*, New York: Norton, 1972.

⁶⁹ « Sur la guerre qui ne peut être gagnée au Vietnam », sur *Perspective Monde* [en ligne], [consulté le 3 novembre 2021].

n'importe où et n'importe quand ; ils avaient fait du gouvernement de Saïgon et de son armée la risée ; ainsi ils avaient renforcé leur contrôle en faisant diminuer le contrôle du régime de Saïgon sur les habitants qui étaient remplis de respect et d'admiration pour le *Front de libération nationale*⁷⁰.

L'offensive du Têt Mau-Than a fortement attiré non seulement la presse américaine, les journaux occidentaux et d'autres pays du monde, mais également a fait un éclat aux Nations unies. Le Secrétaire Général de cette organisation, U Thant, a publiquement critiqué le comportement des États-Unis pendant la guerre du Vietnam, directement au siège des Nations Unies aux États-Unis, ce qui a provoqué une détérioration rapide des relations autrefois amicales entre U Thant et le gouvernement américain. Les efforts du secrétaire général pour chercher des négociations de paix directes entre les États-Unis et la République démocratique du Vietnam ont finalement été rejetés par le gouvernement de Lyndon B. Johnson. Plus tard, dans ses mémoires, ce 36^e président américain confirmera que l'offensive et le soulèvement du Têt Mau-Than furent « un choc pour tous les Américains » et que les efforts de l'ennemi avaient affecté certains hommes à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement ; ... le peuple américain et certains personnages dans le gouvernement avaient commencé à penser à l'échec des États-Unis. L'opinion publique américaine a constaté que l'envoi de troupes dans la guerre avec des efforts considérables avait provoqué de nombreuses conséquences néfastes : le bien-être du peuple réduit, la tension sociale relevée, etc.. Mais les ennemis n'étaient pas encore vaincus et dans l'avenir, personne ne savait quand la guerre serait terminée. D'une part, les habitants américains manquaient de confiance dans l'efficacité de l'armée, d'autre part, les actes violents à travers une série de massacres de soldats américains et de troupes alliées au Sud-Vietnam qui ont été diffusées à la télévision ont touché le public. Les exigences d'en finir immédiatement avec la guerre se sont répandues progressivement. Le secrétaire d'État Henry Kissinger admet ainsi :

*[trad.] Il sera peut-être difficile pour les générations futures d'imaginer les bouleversements intérieurs causés par la guerre du Vietnam... La structure même du gouvernement s'est désintégrée. La branche exécutive a été abasourdie. Enfin, leurs enfants et les enfants de leurs amis ont rejoint les manifestations... L'épuisement est la marque de chacun d'entre nous. Il me faut aller de chez moi, entouré par des foules de l'opposition, à la Maison-Blanche pour dormir un peu*⁷¹.

De nombreux hommes politiques américains ont perdu confiance dans la possibilité de victoire de l'armée américaine au Vietnam, le Congrès américain a fait pression sur le gouvernement pour qu'il reconsidère son engagement de guerre, annule la décision autorisant le gouvernement à poursuivre la guerre sans ratification, et force un règlement de la guerre par la négociation. Même les dirigeants du gouvernement américain étaient en désaccord sur ce qu'il faudrait faire ensuite. Les principaux conseillers du président et même le président Lyndon B. Johnson se sont également découragés. Enfin, une conclusion a été donnée : non seulement il n'était pas possible d'augmenter le nombre de troupes américaines au Vietnam à la demande de l'armée, mais, au contraire, sous la pression de nombreuses

⁷⁰Selon,

- TRAN Nam Chuan, « Tổng tiến công và nổi dậy Tết Mậu Thân năm 1968 qua đánh giá của nước ngoài [L'offensive et le soulèvement du Têt de 1968 sous l'évaluation étrangère] » [en ligne], *Tạp chí Cộng sản*, 16 janvier 2013, [consulté le 8 septembre 2021].
- NGUYEN Viet Chinh, « 50 năm chiến thắng Mậu Thân(1968- 2018) » [en ligne], *Báo văn hóa*, 16 février 2018, [consulté le 8 septembre 2021].

⁷¹ KISSINGER Henry, *White House Years [Version en Vietnamien]*, Little Brown and Company, 1979, p.190.

parties, la décision de retirer les troupes américaines du Vietnam est irréversible. Les États-Unis ont dû faire des désescalades et négocier. Les dirigeants américains ont reconnu que l'offensive du Têt de 1968 les avait placés devant « [trad.] un tournant sur la voie, et les solutions à choisir ont été exposés dans une réalité cruelle.⁷² » Parallèlement au remplacement du secrétaire à la Défense, le président américain a décidé de remplacer le commandement en chef de l'armée américaine au Vietnam, le général William Childs Westmoreland, par le général Creighton Williams Abrams Jr. En même temps, le président B. Johnson a également déclaré ne pas candidater pour un nouveau mandat présidentiel. À partir de 1968, le pouvoir du président sur l'exécution de la guerre a été de plus en plus restreint par le Congrès américain. Ensuite, le gouvernement américain a décidé de retirer progressivement les troupes expéditionnaires du pays, acceptant des négociations avec la République démocratique du Vietnam à Paris, capitale de la France.

Le 13 mai 1968, la Conférence de Paris entre les deux parties est ouverte, mais en raison de nombreux désaccords, elle se termine sans résultats concrets. En novembre 1968, le président B. Johnson annonce un arrêt complet de « tous les raids aériens, les frappes d'artillerie et les batailles navales contre le Nord-Vietnam » et accepte de poursuivre les négociations. Cependant, pendant la saison électorale américaine de 1968, alors que les démocrates sont divisés sur la guerre du Vietnam, les républicains ont de bonnes chances pour gagner. Le 20 janvier 1969, Richard Nixon devient le nouveau président des États-Unis et l'opportunité de paix créée par Lyndon B. Johnson est manquée avec l'arrivée de Richard Nixon. Nixon et son conseiller Henry Kissinger proposent la stratégie de « Vietnamisation de la guerre » pour ramener la guerre. Ainsi, sur les champs de bataille du Sud-Vietnam, la guerre est entrée dans une nouvelle phase, dans laquelle les troupes de la République du Vietnam doivent se battre indépendamment, sans l'armée américaine à leurs côtés (bien qu'elles aient toujours des appuis-feu et des assistances des conseillers militaires des États-Unis). En juin 1969, le Front national de libération du Sud-Vietnam annonce la création du « Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam » pour légitimer sa lutte politique. En septembre 1969, le président Hồ Chí Minh décède. C'est une perte énorme à la fois pour le gouvernement et le peuple du Nord et environ la moitié de la population du Sud. Le secrétaire général Le Duan, le continuateur de Hồ Chí Minh, dirige la République démocratique du Vietnam. Au cours de ses 26 années en tant que secrétaire général, Le Duan a laissé de nombreux héritages précieux à l'histoire vietnamienne. Il a eu de grands mérites dans la résistance contre les États-Unis pour la libération et la réunification nationales, ainsi que sa volonté inébranlable et sa droiture dans la lutte contre l'expansionnisme chinois, qui l'ont fait devenir le leader du Vietnam le plus « *désagréable* » pour les dirigeants chinois jusqu'à ce jour.

Après la prise de fonction du président américain Richard Nixon, les négociations à Paris se poursuivent, mais elles aboutissent à une impasse en raison de la tension sur le champ de bataille sud-vietnamienne. La situation de guerre qui n'a pas complètement basculé fait que les États-Unis refusent d'engager des négociations de fond. Le tournant de la guerre a seulement lieu après l'opération *Lam Son 719* (1971) et la campagne *Printemps-Été de 1972* (ou *The Easter Offensive*, selon les Américains).

L'opération Lam Son 719 est lancée par les troupes sud-vietnamiennes avec le soutien de l'armée de l'air et de l'artillerie américains. Son objectif est de détruire le système logistique

⁷² *Tài liệu mật Bộ Quốc phòng Mỹ về chiến tranh Việt Nam [Documents secrets du Département de la Défense des États-Unis sur la guerre du Vietnam]*, Agence de Presse du Vietnam, 1971, p.2, 47, 50 & 243.

venu du Nord et de couper la ligne de transport essentielle, la « route Hô Chi Minh » au bourg de Tchepone (Laos), à 42 km à l'ouest de la frontière Vietnam-Laos. Cette campagne est également un test pour la capacité de l'opération indépendante de l'armée de Saïgon sans soldats américains, une partie de la stratégie américaine « Vietnamisation de la guerre ». Mais l'opération Lam Son 719 échoue lamentablement avec de nombreuses unités, les plus rôdées au combat, de l'armée de la République du Vietnam, qui sont totalement effacées. En même temps, la confiance du président Nguyen Van Thieu est détruite après cet échec, car son armée a été formée par les États-Unis pendant 3 ans (1968-1970) et bien équipée pour devenir moderne et régulière. Un général américain supervisant la situation commentéra cette déroute :

[trad.] L'opération Lam Son a détruit la partie la plus élitiste de l'armée de la République du Vietnam et cela est devenue plus grave et désavantageuse qu'on ne le pensât à l'époque. L'ensemble du rôle et la direction de l'intervention américaine ne pouvaient être achevés, à cause de la bureaucratie du Pentagone... Il s'agissait d'une vraie épreuve pour la stratégie américaine de « Vietnamisation de la guerre ». Le Pentagone a refusé de laisser les Américains participer à l'opération. L'intervention et les supports de l'armée américaine que le Sud-Vietnam était si familiers et toujours en attente ont été coupés depuis lors⁷³.

Les résultats de la campagne ont modifié l'équilibre sur la table des négociations à la Conférence de Paris lorsque, sur le terrain, l'armée de libération sud-vietnamienne l'a emporté. En revanche, avec l'échec de l'opération *Lam Son 719*, la délégation américaine a été forcée d'être plus modérée, mais les désaccords demeuraient à la table de négociations.

La campagne de Printemps-Été de 1972 (ou *The Easter Offensive*). Sur la lancée de sa victoire, l'Armée de Libération sud-vietnamienne lance la campagne de *Printemps-Été de 1972*, à partir du 30 mars 1972 et jusqu'au 31 janvier 1973, et une offensive générale stratégique comprenant des opérations d'attaque à grande échelle, avec des forces coordonnées. Son objectif est d'attaquer le système de défense des directions stratégiques importantes du gouvernement de Saïgon pour avoir l'avantage à la table de négociation et aussi pour exprimer l'esprit et la détermination de l'Armée de libération sud-vietnamienne : l'Armée de libération sud-vietnamienne a ouvert l'opération *Tri Thien* avant la visite de R. Nixon en Chine en février 1972 et l'ouverture de la campagne de *Nord Tay-Nguyen* (Nord - Montagnes Centrales) avant la visite de R. Nixon en Union soviétique en avril 1972. Cela montre sa détermination de ne pas laisser les grands pays décider de leur destin. Les opérations militaires de la campagne de Printemps-Été de 1972 font échouer la visite de R. Nixon en Union soviétique. Les États-Unis n'ont pas pu appeler l'Union soviétique à faire pression sur la République démocratique du Vietnam, car l'Armée de libération sud-vietnamienne avait fait plus tôt un pas, amenant les grandes puissances à une situation déjà accomplie. Seulement trois jours après l'ouverture de la campagne *Printemps-été de 1972*, le 2 avril 1972, la nouvelle de la grande vulnérabilité de la République du Vietnam sur les principaux champs de bataille du Sud-Vietnam arrive à la Maison-Blanche. Dans son rapport, le général Abrams déclare que si Hué et Kon-Tum (capitale des Montagnes Centrales) tombaient, tout serait perdu⁷⁴. Le 6 avril 1972, le président Nixon approuve la proposition du général Abrams d'utiliser la puissance aérienne et des canonnières pour bombarder le Nord-Vietnam afin de soulager le champ de bataille sud-vietnamien. Le 15

⁷³ NOLAN William K., *Into Laos: The Story of Dewey Canyon II/Lam Son 719*, Novato CA: Presidio Press., 1986, p.359.

⁷⁴ NIXON Richard, *The Memoirs of Richard Nixon*, Grosset & Dunlap, 1978.

avril 1972, R. Nixon annonce une augmentation des bombardements, y compris dans les zones densément peuplées, comme l'avait demandé Abrams⁷⁵. Cependant, ces raids aériens ne réduisent pas l'intensité des attaques de l'Armée de libération sud-vietnamienne. Le 1er mai 1972, les principales bases de Quang Tri, Loc Ninh et Dak To tombent, tandis que Hué, Kon Tum et An Loc sont cernés. Richard Nixon déclare: « [trad.] Si nous perdons au Vietnam, plus personne ne respectera le président américain parce que nous avons la puissance, mais ne l'utilisons pas... Nous devons garder le prestige.⁷⁶ » C'est la raison pour laquelle, le 8 mai 1972, Nixon ordonne au Secrétaire à la Défense Melvin R. Laird d'organiser l'opération *Linebacker* pour détruire le Nord afin d'empêcher complètement les mouvements de soldats et de matériels militaires du Nord au Sud-Vietnam, en réduisant ainsi les pressions militaires sur l'Armée de la République du Vietnam dans des batailles décisives et en créant une opportunité pour la délégation américaine de faire pression sur la République démocratique du Vietnam en Conférence de Paris. Les mesures militaires totales des États-Unis dans l'opération *Linebacker*, puis l'opération *Linebacker II*, menées en 1972, dont les cibles des raids sont toutes les grandes villes et les zones peuplées du Nord-Vietnam, sont considérées comme l'escalade la plus féroce de la guerre, causant des pertes particulièrement lourdes pour les civils vietnamiens, principalement des femmes et des enfants. Selon l'avis de John Erichman, conseiller de presse de la Maison-Blanche, « l'opération *The Christmas Bombings* » a amené le gouvernement américain à de nouvelles difficultés, suscitant une nouvelle vague de colère aux États-Unis et dans le monde. Selon Michael McLEAR « [trad.] le résultat de ce bombardement n'a pas apporté beaucoup d'avantages militaires, mais il a donné tant de résistance au gouvernement Nixon et parfois nous ne savions pas comment l'expliquer au public.⁷⁷ » Selon le journaliste Jean Lacouture, les bombardements américains ont été inefficaces face à la volonté déterminée du peuple vietnamien⁷⁸.

À la fin de la campagne *Printemps - Été de 1972* sur le champ de bataille sud-vietnamien qui coïncide avec la fin de l'opération *Linebacker II* dans le Nord-Vietnam, les négociations de paix se tiennent à Paris. Les États-Unis acceptent un cessez-le-feu immédiat, reconnaissant le *Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam* comme l'un des deux gouvernements parallèles existants au Sud-Vietnam (c'est-à-dire, de position égale au gouvernement de Saïgon) et les États-Unis acceptent de retirer toutes leurs troupes du Sud-Vietnam. L'Accord de paix de Paris est signé le 27 janvier 1973 avec la disposition permettant à l'Armée de libération du Sud-Vietnam de continuer à stationner dans les zones sous son contrôle. L'accord empêche également les États-Unis de continuer à envoyer des troupes expéditionnaires au Vietnam pour participer à la guerre, cependant, il n'empêche pas l'apport de l'aide de la République démocratique du Vietnam au Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam, et le maintien de l'aide des pays socialistes à la République démocratique du Vietnam.

Après l'Accord de Paris de 1973, les troupes américaines quittent le Vietnam en 60 jours conformément à la première clause de l'accord, qui reconnaît « l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale » du Vietnam. D'autres clauses mentionnent l'armistice et les élections générales pour déterminer le futur gouvernement dans le Sud-Vietnam. En fait, après la signature de l'Accord de Paris, les États-Unis retirent leurs troupes

⁷⁵ The Guardian Daily, le 17 avril 1972

⁷⁶ PRICE Raymond, *With Nixon*, Viking Adult, 1977.

⁷⁷ MCCLEAR Michael, « Vietnam: The Ten Thousand Day War », Épisode 8, 1995.

⁷⁸ Le Nouvel Observateur, du 8 au 14 mai 1972.

expéditionnaires chez eux, mais continuent à envoyer de l'aide à la République du Vietnam pendant un certain temps. Pourtant, seulement un an d'après l'Accord, les États-Unis abandonnent également le gouvernement Nguyen Van Thieu. En janvier 1974, la Chine attaque l'archipel Paracels, contrôlé par l'armée de la République du Vietnam, puis occupe entièrement cet archipel (jusqu'à présent). Le vice-amiral de l'armée sud-vietnamienne, le général Ho Van Ky Thoai qui a été commandant de la région navale en charge de Paracels à l'époque, raconte :

[trad.] Le 19 janvier 1974, lorsque l'armée chinoise envahissait l'archipel Paracels, sous les ordres du président Nguyen Van Thieu, Il (Ho Van Ky Thoai) a ordonné à la marine sud-vietnamienne d'attaquer la marine chinoise pour protéger la souveraineté du Vietnam sur les îles de Paracel. À ce moment-là, les navires de l'US Navy (Flotte 7) ont observé que de loin, mais ne sont pas intervenus, elles n'ont pas même sauvé les marins sud-vietnamiens s'enfonçant dans l'eau après la bataille, même si le gouvernement de la République du Vietnam avait demandé une aide. Après cet incident, le gouvernement de Saïgon a réalisé qu'il n'était plus appuyé par les États-Unis. Et la dépendance continue de Saïgon à l'aide américaine était peut-être le facteur le plus dommageable qui a conduit à l'effondrement de la Seconde république du Sud-Vietnam⁷⁹.

Bien qu'il y ait eu un accord de paix, la guerre du Vietnam s'est poursuivie parce que la République du Vietnam a violé l'Accord. En substance, le gouvernement de la République du Vietnam ne voulait toujours pas d'élections générales, ils voulaient juste que les deux « pays » (allusion au Nord-Vietnam et au Sud-Vietnam) restent sur leur propre territoire. Cependant, avec l'absence de l'armée américaine ainsi que des faiblesses internes, les troupes de la République du Vietnam ne pouvaient pas maintenir l'état de guerre.

Le 21 avril 1975, le président Nguyen Van Thieu démissionne. Le 30 avril 1975, l'Armée de libération sud-vietnamienne prend le contrôle de Saïgon et Duong Van Minh, le dernier président de la République du Vietnam, annonce sa capitulation au Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam. Cet événement met fin officiellement à la « Deuxième guerre d'Indochine » (ou la Guerre du Vietnam) durant plus de vingt ans. Le 25 avril 1976, la République démocratique du Vietnam et la République du Sud-Vietnam organisent des élections générales pour unifier en un pays portant le nom complet de République socialiste du Vietnam (Vietnam), avec la capitale de Hanoi. En 1977, le Vietnam devient membre des Nations Unies.

Immédiatement après la fin de la Deuxième guerre d'Indochine (1955-1975), le Cambodge (sous l'autorité de Khmer rouge) viole à plusieurs reprises le territoire vietnamien, même si le Vietnam avait pris de nombreuses mesures pour maintenir la paix. Au cours de la période 1975-1978, les disputes et les conflits frontaliers entre le Vietnam et le Cambodge se produisent fréquemment. Avec le soutien de la Chine, en décembre 1978, l'armée khmère rouge lance des attaques majeures sur les provinces frontalières du territoire du Vietnam ; l'armée vietnamienne organise une contre-attaque, puis traverse la frontière pour avancer dans la capitale PhnomPenh et renverser le Régime khmer rouge. Le fait que le régime des Khmers rouges ait été renversé est devenu une excuse pour que la Chine déclenche une invasion du Vietnam, avec la déclaration du président chinois Deng Xiaoping de « donner une

⁷⁹ TAYLOR K.W. (dir.), « Introduction: Voices from the South », in *Voices from the Second Republic of South Vietnam (1967-1975)*, Southeast Asia Program, Cornell University, 2015, p.1-8.

leçon au Vietnam ». Le 17 février 1979, les soldats chinois attaquent les provinces frontalières du nord du Vietnam et conquièrent la capitale de certaines provinces. Après une passivité dans un premier temps, le Vietnam réorganise la position de défense, puis entreprend des contre-attaques, et reprend progressivement l'initiative. Le 18 mars 1979, la Chine annonce le retrait des troupes des zones frontalières qu'elles avaient capturées, mais dans les faits, elle en occupe certaines jusqu'à de nombreuses années plus tard. En outre, la Chine déploie régulièrement des actions de provocation en mer de l'Est, empiétant sur les eaux territoriales du Vietnam. En mars 1988, la Chine attaque des navires vietnamiens, lançant des batailles navales sur les récifs de Co-Lin, Len-Dao et Gac Ma dans l'archipel Spratleys (de la province de Khanh Hoa, Vietnam) : Au récif Gac Ma, la marine chinoise attaque soudainement, tue 64 soldats vietnamiens et l'occupe le 14 mars 1988. Le Vietnam n'a pas suffisamment de force pour se concentrer sur la protection des récifs Co-Lin et de Len-Dao. La guerre frontalière Vietnam-Chine et les actions d'invasion de la Chine conduisent à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays pendant plus de 13 ans, à partir de 1979. Aujourd'hui, malgré la reprise des relations diplomatiques, la Chine se comporte toujours de manière condescendante, avec son idée d'expansion depuis des milliers d'ans, donc le Vietnam est toujours vigilant dans la relation sino-vietnamienne. Les grands événements disputés contestés en mer de l'Est affectent particulièrement la vie sociopolitique du Vietnam, et génèrent beaucoup de préoccupations au niveau international, certains événements spécifiques peuvent être mentionnés comme suit :

(1) Tensions sur la mer de l'Est (ou la mer de Chine méridionale) entre le Vietnam et la Chine

Il s'agit d'une pression sur la vie politique et sociale du Vietnam. Au début du XXI^e siècle, la Chine revendique de plus en plus agressivement sa souveraineté sur la mer de Chine méridionale, malgré l'absurdité de ses revendications ainsi que les fortes objections des pays concernés ainsi que de l'opinion publique internationale. Sous prétexte de l'intérêt de base (« *core interest* ») depuis les temps anciens, la Chine dessine une carte de « ligne à neuf tirets » (également connue sous le nom de « ligne de langue de boeuf ») pour illustrer ses revendications souveraines. Selon laquelle, les eaux territoriales de la Chine sur la mer de l'Est



Photo 3: La carte de la Chine s'appelle « République royale de Chine » (中華民國全圖), dessinée entre 1911 et 1949, le point le plus au sud de la Chine étant l'île de Hainan

couvrent quatre groupes d'archipels et de grands récifs de la mer de l'Est, à savoir l'archipel Paracels, l'archipel Spratleys, l'archipel Pratas et le banc de Macclesfield, avec environ 75 % de la superficie de la surface de mer. Il ne reste que 25 % environ pour 5 pays ayant des intérêts connexes, à savoir les Philippines, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie et le Vietnam, c'est-à-dire que chaque pays obtient une moyenne de 5 %. Deux choses qu'il faut souligner ici, premièrement, est que dans la plupart de carte officielle des

pays dans le monde dont la Chine auparavant, il n’y a pas de ces eaux territoriales revendiquées comme dans la carte de « ligne à neuf tirets ». Deuxièmement, cette carte de « ligne à neuf tirets » n’a pas précisé des coordonnées spécifiques par la Chine, cela prouve l’ambiguïté et le caractère illogique de ces revendications.

Ces affirmations souveraines déraisonnables de la Chine violent la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982 que la Chine a approuvé, et ont été opposées officiellement par tous les pays directement concernés comme le Vietnam, la Malaisie, l’Indonésie, les Philippines, à travers des notes diplomatiques envoyées aux Nations Unies. Les pays indirectement impliqués dans la mer de Chine méridionale, tels que les États-Unis, le Japon, l’Australie et l’Inde, ont également tous exprimé leurs objections à la Chine. La lutte persistante des nations a finalement atteint un consensus international :



Photo 4: L'UNCLOS (1982) et la ligne à neuf tirets chinoise

Le 12 juillet 2016, le tribunal arbitral a été créé en vertu de l'annexe 7 de la Convention des Nations Unies (ONU) sur le droit de la mer de 1982 (UNCLOS) a jugé qu'il n'y a aucune base légale permettant à la Chine de revendiquer des droits historiques sur les ressources, dépassant les droits réglés par UNCLOS, dans les mers situées dans la soi-disant « ligne en neuf tirets » proposée unilatéralement par la Chine. Dans la déclaration du secrétaire d'État Mike Pompeo publiée sur le site Internet du Département d'État américain le 14 juillet 2020, Washington a directement exprimé le point de vue des États-Unis sur les revendications territoriales excessives de la Chine en mer de Chine méridionale : « Nous clarifions une chose : les revendications de Pékin sur les ressources au large dans la majeure partie de la mer de Chine méridionale sont totalement illégales, tout comme la campagne d'intimidation de la Chine pour les contrôler.⁸⁰ » Les trois pays, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne (également connus sous le nom de Groupe E3) ont envoyé le 16 septembre 2020 une note diplomatique commune aux Nations Unies pour protester contre les revendications déraisonnables de la Chine en mer de Chine méridionale. Dans cette note, les trois pays soulignent que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 (UNCLOS) est le « cadre juridique » pour toutes les activités en mer et doit être maintenue dans son intégrité. Dans une note diplomatique datée du 23 juillet 2020 envoyée aux Nations Unies (ONU), l'Australie souligne que le gouvernement australien rejette toutes les allégations de la Chine qui sont contraires à la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer (UNCLOS), en particulier les revendications maritimes non conformes aux dispositions de

⁸⁰ FALLETTI Sébastien, « Washington veut contrer «l’empire maritime» chinois », sur *LEFIGARO* [en ligne], publié le 14 juillet 2020, [consulté le 7 janvier 2022].

la convention, sur les lignes de base, les zones maritimes et la classification des éléments géographiques.

La Chine a cependant pratiqué la violence pour étendre son occupation territoriale depuis longtemps. L'utilisation de navires officiels pour heurter, chasser, arrêter puis mettre à « l'amende » des bateaux de pêche et des bateaux civils du Vietnam a lieu régulièrement, et ce dans les eaux territoriales et les zones économiques exclusives du Vietnam en vertu de l'UNCLOS. Le but de la Chine est de menacer et de faire fuir les pêcheurs des pays des zones maritimes revendiquées par la Chine ; en outre, en créant des collisions, la Chine a l'intention de transformer des mers « non disputées » en des mers « disputées ». On peut citer quelques incidents particulièrement graves : le 8 janvier 2005, lorsque deux bateaux de pêche vietnamiens non armés se trouvaient à 18°16' de latitude Nord, 107°6' de longitude Est, dans le golfe du Tonkin, dans des eaux territoriales vietnamiennes, un navire de garde-côtes chinois les a attaqués, tuant 9 personnes, blessant 7 personnes et capturant 8 pêcheurs vietnamiens. Après cela, les incidents de navires armés chinois menaçants et endommageant les bateaux de pêche vietnamiens se sont fréquemment reproduits ; le 26 mai 2011, le bateau d'enquête Binh Minh 02 du Vietnam a été détérioré par des navires de surveillance maritime chinois alors qu'il exploitait du pétrole et du gaz au Vietnam. Cet événement a marqué une escalade dans les tensions sur la mer de l'Est, et le Vietnam le considère comme un acte qui engageait les hostilités et violait gravement la souveraineté au territoire du Vietnam de la Chine; le 20 mars 2013, un navire de patrouilleur chinois a ouvert le feu sur un bateau de pêche vietnamien; le matin du 2 avril 2020, le bateau de pêche vietnamien QNg 90617 qui opérait dans les eaux des îles Paracels a été coulé par le navire de garde-côtes chinois numéro 4301, puis la Chine a continué à envoyer deux autres navires portant ce numéro 4001 et 4002 pour encercler et arrêter d'autres bateaux de pêche vietnamiens venus secourir les victimes de QNg 90617.

(2) Installation d'une plate-forme de forage chinoise Haiyang Shiyou 981 (en Vietnamien: HD 981)

Le 1er mai 2014, la Chine a déplacé la plate-forme pétrolière HD 981 dans la zone maritime proche des îles de Paracel. Il s'agit de la première plate-forme mobile de grande taille capable de creuser les fonds sous-marins fabriquée par la Chine (avec la dimension proche d'un terrain de football standard : 114 m de long, 90 m de large, 137,8 m de haut et 31 000 tonnes de poids), cette plate-forme peut creuser jusqu'à 12 000 m de profondeur. L'endroit où la Chine a prévu d'installer la plate-forme HD 981 se trouve dans la zone économique exclusive de 200 milles marins et le plateau continental du Vietnam. Si cette plate-forme avait été installée avec succès, la Chine aurait effectué la stratégie « la nappe de pétrole » visant à envahir les îles restantes de l'archipel Spratleys avec le principe de « la vérité appartenant à l'homme fort » et à monopoliser la mer de Chine méridionale. La réaction du peuple vietnamien, les opinions dans les médias et les forums publics étaient tous opposés à l'action de la Chine, mais le niveau de réaction ainsi que les points de vue sur la manière de résoudre étaient très variés : de l'appel à la guerre à l'opposition diplomatique, en passant par un procès aux tribunaux internationaux et la mise en oeuvre des négociations bilatérales, etc. L'événement de HD 981 a attiré l'opinion publique dans la plupart des pays du monde, y compris des militants politiques et sociaux, et des experts et des chercheurs internationaux. Le 10 juillet 2014, la résolution S.RES.412 sur la mer de Chine méridionale a été adoptée par le le Sénat américain, selon laquelle, les revendications territoriales et les comportements de la Chine étaient injustifiables au regard du droit international précisé dans l'UNCLOS, et cela était un acte unilatéral visant à changer le statu quo par la force, en violant la Déclaration sur la conduite

des parties dans la mer de Chine méridionale (en Anglais: Declaration on Conduct of the Parties in the South China Sea - DOC) que la Chine avait signée avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2002. La résolution a également condamné la coercition, l'usage ou la menace d'usage de la force pour entraver les activités maritimes, et a exigé que le gouvernement chinois retirât la plate-forme pétrolière HD 981 et ses forces des positions actuelles pour les ramener au statu quo comme avant le 1er mai 2014. L'Union européenne, le 8 mai 2014, a publié une déclaration exprimant sa préoccupation pour les récents événements entre la Chine et le Vietnam, relative aux mouvements de la plate-forme pétrolière chinoise HD 981. L'Union européenne a craint que des actions unilatérales puissent affecter l'environnement de sécurité de la région, comme en témoignent des rapports récents de collisions entre des navires chinois et vietnamiens. La déclaration a exhorté les parties à rechercher des solutions pacifiques conformément au droit international et à garantir la sécurité et la liberté de navigation internationales⁸¹.

La Chine ne s'est pas attendue à cette situation qui a vu ce projet d'installation de la plate-forme pétrolière HD 981 dans les eaux vietnamiennes se heurter à une vive réaction du peuple vietnamien et de l'opinion publique du monde. Le 16 juillet 2014, la Chine a dû déplacer sa plate-forme pétrolière hors de la zone économique exclusive et du plateau continental du Vietnam. Ainsi, le Vietnam a lancé une campagne diplomatique pour construire son soutien à l'étranger et montrer les intentions agressives de la Chine. Cette voie diplomatique internationale est facilitée en raison des provocations continues de la Chine envers ses voisins⁸².

(3) La Chine a construit de manière rapide une série d'îles artificielles dans la mer de Chine méridionale

En 2014, la Chine a été le premier pays à procéder à une remise en état à grande échelle des éléments géographiques (les bancs et récifs) occupés dans les îles Spratly - une zone de conflits de souveraineté entre la Chine et d'autres pays (Vietnam, Philippines, Malaisie, Taïwan et Brunei), en les transformant en îles artificielles avec superficie aussi grande que les îles naturelles les plus étendues de l'archipel Spratly. L'article 60 de l'UNCLOS nie le statut d'îles

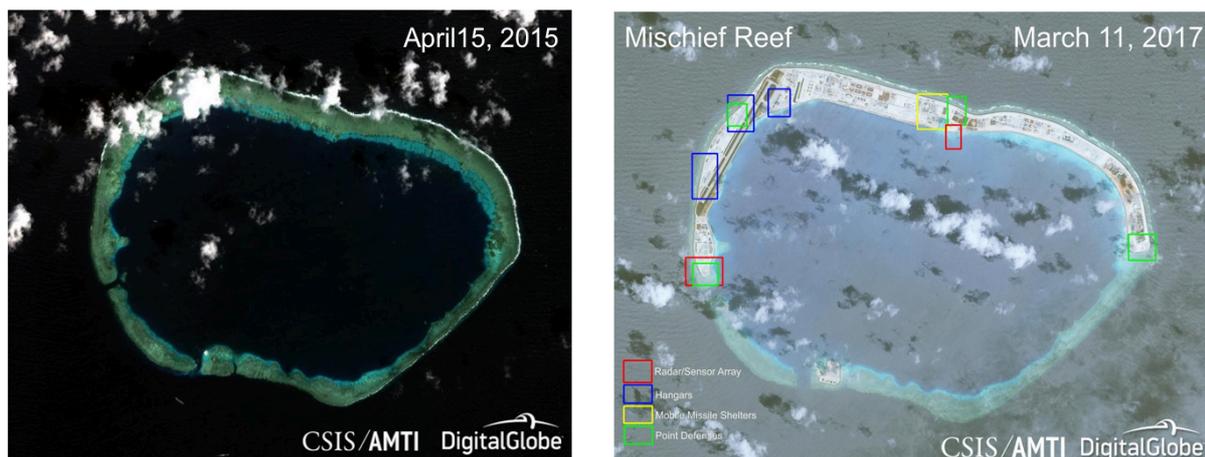


Photo 5: Installations chinoises sur le récif Mischief (2015 et 2017) - Source: Digital Global

⁸¹ Site de l'Union européenne. 8 mai 2014. Consulté le 15 mai 2014.

⁸² POLING Gregory B., « China-Vietnam Tensions High over Drilling Rig in Disputed Waters » [en ligne], CSIS: Center for Strategic & International Studies, 2014.



Photo 6: Installations militaires de la Chine au récif de Johnson du Sud (Gạc Ma) au 03/2015

artificielles comme suit : « Les îles artificielles, installations et ouvrages n'ont pas le statut d'îles. Ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre et leur présence n'a pas d'incidence sur la délimitation de la mer territoriale, de la zone économique exclusive ou du plateau continental », donc des pays de la région ont immédiatement opposé ou exprimé les inquiétudes pour l'acte de la Chine de construire une série d'îles artificielles. Jusqu'au début mars 2015, la Chine avait procédé à l'expansion à grande échelle et la transformation en îles artificielles pour 6 récifs de l'archipel Spratleys (les récifs de Fiery Cross, Ga Ven, Cuarteron, Johnson du Sud, Hughes et Mischief)⁸³ sur les sept récifs occupés par ce pays dans cet archipel. En outre, la militarisation de ces positions s'est effectuée continuellement par la Chine jusqu'à maintenant. Avant 1988 tous ces sept récifs qui étaient de petits récifs naturels et ont été occupés par la Chine dans la période 1988-1995, y compris deux récifs que la Chine a pris à l'armée vietnamienne par la force. Ces récifs sont également des endroits de conflit de souveraineté entre la Chine et d'autres pays. En février 2015, les activités de construction d'îles artificielles de la Chine ont continué de s'étendre pour inclure la zone du récif de Subi. En 2018, la superficie totale d'accrétion d'îles artificielles de la Chine aux îles Spratleys a atteint plus de 13,21 kilomètres carrés. Le 14 avril 2015, la société Digital Globe a publié des images satellites, montrant que la Chine continuait d'étendre les îles Phu Lam (île Boisée) et Quang Hoa (île Duncan) dans l'archipel Paracels qu'elle avait saisies au Vietnam en 1974 après une attaque navale.

Dans une publication du 16 mars 2015, à partir des dernières images satellites de DigitalGlobe et d'Airbus Defence and Space, Medium a informé que la Chine transformait des terres et construisait des îles artificielles pour les transformer en bases militaires. Ces bases permettaient de contourner les limitations auxquelles étaient astreintes les opérations de l'armée chinoise, par rapport aux autres pays de la région, et d'aider à la surveillance et à l'application du trafic aérien dans le cas où la Chine imposerait à une zone d'identification de défense aérienne ou air défense identification zone (ADIZ) au-dessus de la mer de Chine méridionale⁸⁴. Au récif de Fiery Cross, situé à plus de 1 000 km de la Chine, ce pays a formé une base navale et aérienne combinée plus grande que n'importe quelle île dans l'archipel de Spartleys, avec un port construit à l'échelle capable de recevoir facilement de grands navires de la marine chinoise, voire, ce nouveau port pouvait offrir un accès plus facile et plus rapide

⁸³ En Vietnamien: les récifs de Chũ Thập, Ga Ven, Châu Viên, Gạc Ma, Tư Nghĩa, Vành Khăn.

⁸⁴TUE LINH, « Hình ảnh mới nhất về các đảo Trung Quốc đang xây ở Trường Sa [Dernières photos des îles artificielles que la Chine construit dans les Spratleys] », sur *Môi trường và Pháp luật điện tử* [en ligne], publié le 23 mars 2015, [consulté le 9 septembre 2021].

aux eaux profondes (jusqu'à 2 000 mètres de profondeur et seulement à quelques kilomètres du rivage) pour les sous-marins par rapport aux eaux peu profondes autour de la base navale chinoise à l'île de Hainan. En outre, une piste d'envol de 3,3 km construite nouvellement au récif de Fiery Cross (maintenant une île artificielle) était suffisante pour le décollage et atterrissage des avions de combat. Cette base aide les avions et les navires de la marine chinoise à raccourcir leur temps de trajet pour aller à Malacca, au cas où décision serait prise de bloquer ce détroit stratégique. Le récif de Johnson du Sud (ou Gạc Ma) était autrefois un récif de corail par nature, appartenant au groupe d'îles de Sin Cowe, dans l'archipel Spartleys. Depuis le début 2014, la Chine a massivement mobilisé main-d'œuvre, moyens de pompage de sable, transport de matériaux et équipements pour construire une île artificielle à ce récif, avec de nombreux monuments importants. Jusqu'au début 2019, ces travaux ont été achevés et une base militaire moderne, avec hélicoptère, système de radar marin et anti-sous-marin, etc. a été y mise en place.



Photo 7: Installations chinoises sur le récif Fiery Cross (2014 et 2018) - Source: Digital Global

D'autres travaux ont également été menés rapidement à Subi, Ga Ven, Cuarteron, Hughes et Mischief, avec des immeubles de grande hauteur, des tours radar, des emplacements de canons. Les constructions aux récifs de Hughes et de Ga Ven sont presque identiques et similaires à celles au récif de Johnson du Sud. Les zones d'eau profonde à proximité des récifs où la Chine a construit des îles artificielles sont également favorables pour le fonctionnement efficace des sous-marins des marines d'autres pays (USA, Singapour, Japon, etc.). Donc, la marine de la Chine pourrait utiliser ces nouvelles bases militaires pour déployer des sonars au fond de mer dans la surveillance maritime, aérienne et anti-sous-marine.

En raison de la menace constante de la Chine et après avoir traversé des décennies de guerre acharnée, les dirigeants du Parti communiste du Vietnam ont été vigilants, considérant les facteurs idéologiques et politiques directement liés à la sécurité du pays ainsi qu'à la survie du régime. Donc, l'idéologie politique est au premier rang parmi tous les critères pour n'importe quel secteur du pays. Avant le Doi Moi (1986), la politique inspirée les idéaux communistes du Parti communiste du Vietnam était très conservatrice et radicale. Après 1986, de nombreux domaines de la vie sociale ont changé dans le sens de l'intégration au monde, mais le système politique du Vietnam est resté fondamentalement le même qu'avant 1975 avec le communisme comme ligne directrice. Les années 1980 ont été une période où le Vietnam a connu de nombreux changements, y compris des changements qui ont inversé la façon de penser des gens. Dix ans après la réunification du pays, la mise en œuvre des politiques économiques et diplomatiques intérieure et dogmatique a conduit à une récession économique. La crise socio-économique extrêmement grave des années 1980 a mis une pression sur l'ensemble du système politique. De sorte que l'exigence de réforme est devenue vitale pour le régime.

Au 6e congrès du Parti communiste du Vietnam s'ouvrant le 15 décembre 1986, le secrétaire général Truong Chinh a lancé le processus de Doi Moi avec un programme de réforme global couvrant l'économie et de nombreux autres aspects de la vie sociale. Le Doi Moi au Vietnam est passé avec une percée dans le renouvellement de la pensée, tout d'abord, la pensée économique. Depuis la mise en place du Doi Moi dans l'économie, le Vietnam a eu un visage complètement différent, favorisant un développement relativement rapide de la société, mais, par rapport aux avantages multiformes de sa position géographique, des ressources naturelles, de la période d'or de la population, etc., les résultats de renouvellement économique ne sont toujours pas conformes au potentiel. Il existe de nombreuses raisons à cette situation, mais le mécanisme et la capacité de l'appareil d'administration, et la corruption grave sont probablement les principales.

Le Parti communiste du Vietnam préconise de construire son propre modèle économique, sans se baser sur un modèle spécifique. La réforme économique a changé le visage du pays, mais fondamentalement, il ne s'agit toujours que de suivre le principe de « *chercher des roches pour traverser la rivière* »⁸⁵ (en Vietnamien : dò đá qua sông, signifie que développer l'économie sans vision à long terme, avec des pas très courts, similaires à ceux que l'on fait quand on cherche les roches émergées de l'eau pour traverser la rivière en prenant appui sur elles). Alors que les pays d'Asie du Nord-Est ont réussi à établir des politiques de développement industriel et d'intervention sur le marché, le Vietnam a échoué faute d'un appareil d'administration publique professionnel, élitiste et indépendant⁸⁶. Selon M. Vu Minh Khuong⁸⁷, le Vietnam est loin derrière de nombreux pays pour ces raisons suivantes :

*[trad.] Premièrement, il n'y a pas de stratégie de développement à long terme pour trouver où se trouve la force de la nation, où se trouvent les opportunités et les défis dans le monde, où est l'objectif à atteindre dans les prochaines décennies, tout n'est pas clair. Deuxièmement, la capacité d'études sérieuses avec de grands efforts du Parti communiste du Vietnam est très limitée, de l'attraction des talents, de la comparaison avec soi-même et le monde, d'expérimentation des politiques courageuses de réforme, à limitation dans le renouvellement continu et l'écouter l'opinion des gens. Ces caractères entraînent le pays de plus en plus être en recul.*⁸⁸

Au Vietnam, le terme d'« État développementaliste » apparaît souvent, mais manque toujours un cadre conceptuel clair pour ce terme. Les hommes politiques, la presse en parlent, mais personne ne le fait⁸⁹. En outre, il faut souligner que la croissance économique du Vietnam jusqu'à présent a été provoquée par les facteurs quantitatifs (le capital et la main-d'œuvre) et non par l'augmentation de la productivité de travail. Depuis 2008, la productivité de travail et la croissance économique ont eu tendance à baisser, car le Vietnam s'est concentré uniquement sur l'augmentation du PIB, mais pas sur la productivité. Le gouvernement vietnamien donc doit développer les ressources humaines, en soutenant efficacement les

⁸⁵ THANH THANH, « 30 năm đổi mới- Vẫn tiếp tục “dò đá qua sông” » [en ligne], *Journal Pháp luật Việt Nam*, 1 octobre 2016, [consulté le 9 septembre 2021].

⁸⁶ LUU THUY, « Tiên sĩ Nguyễn Sĩ Dũng », sur *Hội Nhà báo Việt Nam (VJA)* [en ligne], publié le 2017, [consulté le 9 septembre 2021].

⁸⁷ Vu Minh Khuong (né en 1959) est un professeur agrégé vietnamien. Il est actuellement maître de conférences à la School of Public Policy Lee Kuan Yew (Université nationale de Singapour), membre du groupe consultatif économique du Premier ministre vietnamien Nguyen Xuan Phuc pour le mandat 2016-2021.

⁸⁸ « VN và TQ: Một mô hình, hai tầm nhìn [Le Vietnam et la Chine: un modèle deux visions] » [en ligne], *BBC News Tiếng Việt*, 22 octobre 2013, [consulté le 9 septembre 2021].

⁸⁹ LUU THUY, *op. cit.*

entreprises et les secteurs économiques. Limitées dans les capacités d'initiative et de mise en œuvre, la qualité de la politique du Vietnam est encore en retrait par rapport aux pays de l'Asie de l'Est⁹⁰. En outre, au Vietnam, il y a beaucoup de conférences, séminaires et des rapports généraux sur les limitations de l'économie, mais il y a peu d'initiatives pour les surmonter⁹¹. Le professeur Tran Van Tho de l'Université Waseda de Tokyo a donné l'alerte selon laquelle le Vietnam approchait de la fin de sa période dorée de popularité, mais l'industrialisation était toujours à une proportion faible dans l'économie et à un stade bas dans la chaîne de valeur des produits. Pour un pays à revenu intermédiaire faible (PNB par personne de 876 à 3 465 USD par an, selon le critère de classement de la Banque mondiale), l'accélération de l'industrialisation était une solution de brèche pour améliorer la productivité et la vitesse de croissance. Cependant, l'industrialisation du Vietnam progressait encore lentement, la main-d'œuvre avait tendance à se déplacer vers les industries de services à faible valeur ajoutée⁹². En fait, il existe encore de nombreux problèmes difficiles à comprendre en les comparant aux principes normaux en économie et en finance. Cela a posé la question de savoir si les gestionnaires vietnamiens étaient vraiment mauvais. Face à la situation dans laquelle des entreprises privées sont devenues trop rapidement des sociétés de milliard USD bien que leur point de départ ne soit qu'un zéro, Mme Pham Chi Lan⁹³, experte en économie connue du Vietnam a exprimé ses frustrations :

[trad.] le Doi Moi, selon moi, c'est devoir avoir de mécanisme de changement, de surveillance pour les réalisateurs, mais non seulement avoir de fortes déclarations des leaders puis les ignorer comme maintenant... L'État joue un trop grand rôle dans l'économie, en particulier, le droit d'allouer des ressources, donc le mécanisme « quêter - donner » durant depuis la période de l'économie de planification centralisée est encore lourde. Pendant le processus de Doi Moi, il y a eu la libéralisation de certains marchés, mais pour certains autres marchés, leurs facteurs de base étaient encore dans les mains de l'État. De cette insuffisance, il a apparu des groupes d'entreprises de « parents et amis » développant de manière aberrante dont la richesse paye par l'appauvrissement relatif de la majorité de la population.⁹⁴

Le 7 mai 2012, le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam Nguyen Phu Trong a souligné dans le discours d'ouverture de la Conférence du Comité central du Parti en 11e session : « [trad.] La situation grave de corruption et de gaspillage est un problème douloureux, dont les manifestations habiles et complexes n'ont pas été empêchées ou

⁹⁰ LAN ANH, « GS. Kenichi Ohno đề xuất triển khai chiến dịch thay đổi tư duy để cả người lái taxi cũng hiểu vai trò của năng suất lao động [Prof. Kenichi Ohno propose de mettre en œuvre une campagne de changement de pensée, afin que même les chauffeurs de taxi comprennent le rôle de la productivité du travail] » [en ligne], *CafeF.vn*, 11 janvier 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

⁹¹ HA DUY, « Trị “bệnh” quá nhiều hội nghị, báo cáo...nhưng quá ít hành động [Traiter la “maladie” trop de conférences, de rapports...mais trop peu d'action] » [en ligne], *VietNamNet*, 15 février 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

⁹² TRAN Van Tho, « Chính sách công nghiệp hóa của Việt Nam [La politique d'industrialisation du Vietnam] » [en ligne], *Tia Sáng*, 15 janvier 2017, [consulté le 9 septembre 2021].

⁹³ Pham Chi Lan (né le 14 janvier 1945) est une économiste vietnamien. Elle a été secrétaire générale cumulant vice-présidente de la Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam, membre du comité de recherche du Premier ministre.

⁹⁴ PHUONG ANH, « Doanh nghiệp tư: Từ số 0 đến những tỷ phú đô la qua ký ức của chuyên gia Phạm Chi Lan [Entreprises privées: De zéro à milliardaires en dollars à travers la mémoire de l'expert Pham Chi Lan] » [en ligne], *Journal Người Đô thị*, 13 octobre 2017, [consulté le 9 septembre 2021].

combattues, provoquant la frustration dans la société.⁹⁵ » L'appréciation de l'organisation de Transparency International (TI) a également montré que Vietnam faisait partie du groupe des pays où la corruption était la plus grave. L'indice de perception de la corruption du Vietnam en 2017 a atteint 35/100 points, se classant 107/180 au niveau mondial⁹⁶. Ainsi, l'appareil administratif inefficace et la situation de corruption et de gaspillage sont les goulots d'étranglement à court terme de l'économie vietnamienne. La corruption, endémique au sein d'une partie de la haute fonction publique de l'État est une cause importante, à la fois directe et indirecte de l'appauvrissement du Vietnam. Afin de protéger la moralité politique et le régime communiste, depuis 2016, dès la fin du mandat du Premier ministre Nguyen Tan Dung, le secrétaire général Nguyen Phu Trong a concentré ses efforts sur la lutte contre la corruption. Une série de grandes affaires avec d'énormes montants de corruption ont été et sont jugées, liées à des hommes officiels pendant l'époque de 2006 - 2016, y compris des membres du Politburo (appartenant aux plus hauts rangs de la direction du Parti) et de nombreux ministres, vice-ministre, etc. Le Parti communiste au pouvoir a su progressivement regagner la confiance des membres du Parti dans tout le pays en déployant une politique d'anticorruption au Vietnam, ce qui demeure difficile, car toutes les affaires de corruption majeures sont effectuées par de hauts officiels familiers du système.

Lors la mise en œuvre le Doi Moi, le système politique vietnamien n'a connu que de petits changements et son évolution a été très lente par rapport à celle de l'économie. Elle maintient essentiellement l'ancien modèle politique malgré des réformes dans de nombreux aspects tels que le renforcement du rôle du législateur, le renouvellement administratif, la réforme judiciaire, etc. Le Vietnam essaie également de simplifier l'appareil d'État pour augmenter l'efficacité opérationnelle, mais la mise en œuvre de cette direction rencontre immédiatement l'effet inverse : le nombre de personnes bénéficiant d'un salaire et d'une indemnité de fonction augmente (au lieu de rester à un nombre stable ou de diminuer), faute de mécanisme de surveillance et de transparence dans des activités de l'État⁹⁷. Selon la Banque mondiale, au cours de la période 2002 - 2017, le Vietnam était le pays avec le plus de réformes au monde (39 réformes). Cependant, il ne s'agit toujours que d'une politique réforme en demi-chemin, de nombreux cadres nommés n'ont que des qualifications moyennes et beaucoup d'hommes officiels occupant des postes élevés n'ont pas un grand professionnalisme⁹⁸. Après, plus de sept décennies d'indépendance, le Vietnam est toujours en train de construire et de perfectionner l'appareil d'État. Le Vietnam n'accepte pas toujours le modèle démocratique à l'occidentale et n'autorise guère de critiques de l'État ou les demandes de pluralisme et de multipartite dans le politique. Au Vietnam, la presse et les médias sont strictement contrôlés par le Département central de la propagande, un organe très puissant du Parti communiste du Vietnam. Par conséquent, les informations diffusées dans tous les médias ont été censurées par diverses formes de « comités du Parti » aux agences de tous les niveaux. En 2014, la résolution de la 9e Conférence du Comité central du

⁹⁵ Discours du secrétaire général Nguyen Phu Trong, à l'occasion de l'ouverture de la 5e Conférence du Comité central du Parti – Session XI (Hanoï, 7 mai 2012)

⁹⁶ QUOC PHONG, « Tham nhũng trong khu vực công tại Việt Nam vẫn nghiêm trọng? [La corruption dans le secteur public au Vietnam est-elle toujours grave?] » [en ligne], *VOV.VN*, 24 février 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

⁹⁷ NHI LE, “Đặt quyết tâm tinh giản nhưng chúng ta vẫn lúng túng trong thực hiện” [« Déterminé à réduire la masse salariale, mais nous sommes toujours confus dans la mise en œuvre »] mené par, 26 juillet 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

⁹⁸ VU Minh Khuong, *Việt Nam có năng lực và nỗ lực, nhưng tại sao chúng ta chưa phát triển? [Le Vietnam a des capacités et des efforts, mais pourquoi ne nous sommes-nous pas développés ?]* mené par, 19 février 2018.

Parti (11e session) (résolution n° 33-NQ/TW) sur la construction et le développement de la culture et de la personne vietnamienne pour répondre aux exigences du développement durable du pays a été publiée. Cependant, l'État contrôle toujours les médias, utilisant des mesures administratives pour s'ingérer dans les activités d'édition et d'exécution des arts. Le développement de l'Internet a brisé le monopole du Parti communiste sur l'information, donnant aux gens de nouveaux accès à des informations multidimensionnelles ainsi qu'à de nouvelles connaissances scientifiques.

À côté de la rénovation dans l'économie et dans un certain nombre d'autres domaines tels que la justice, l'administration, etc., le Vietnam a également mis en œuvre le Doi moi dans le secteur de l'éducation. Cependant, le Vietnam n'a pas encore identifié le système de philosophie pédagogique comme le fondement du processus de réforme de l'éducation, de sorte que toutes les réformes sont fragmentées, inégales et manquent d'orientation et de cohérence. Dans plusieurs cas, l'éducation imite des systèmes éducatifs des pays développés sans bien comprendre la raison et les conditions qui ont présidé à leur construction et leur déploiement dans ces systèmes éducatifs nationaux. L'enseignement supérieur vietnamien peine à répondre aux besoins de formation des ressources humaines de l'économie nationale à long terme. Et selon l'évaluation de la Banque mondiale, la qualité des ressources humaines vietnamiennes est encore faible (3,39 points sur 10) et présente un écart important par rapport aux autres pays de la région⁹⁹.

En fait, après 30 ans de Doi Moi, l'économie vietnamienne a progressé, surtout dans la période (1988 - 2006), bien qu'au cours de la période de 2006 à 2016, les dettes publiques du Vietnam furent très élevées. Depuis 2017, le gouvernement vietnamien a fait des efforts très appréciés par le peuple dans le développement économique et social. Pourtant, le Vietnam n'a réussi qu'à améliorer le niveau de vie des gens, mais a échoué complètement dans l'objectif d'industrialisation d'ici 2020 comme l'orientation du Parti communiste du Vietnam au début de Doi Moi. Par conséquent, le Parti communiste et le gouvernement vietnamien ont continué de fixer l'achèvement l'industrialisation et la modernisation du Vietnam en 2030.

Le Vietnam doit faire de gros efforts pour faire face aux difficultés et aux défis actuels. Les nouvelles modalités de commerce, l'économie du savoir, le changement climatique et le vieillissement de la population sont les quatre grandes tendances proposées au Vietnam, mais elles sont toutes en situation défavorable pour le Vietnam¹⁰⁰. Dans l'avenir proche, les machines remplaceront progressivement les humains dans de nombreuses activités, la demande de main-d'œuvre non qualifiée et de main-d'œuvre simple sera de plus en plus remplacée par une main-d'œuvre spécialisée avec une haute teneur de connaissance. Cependant, la qualité des ressources humaines vietnamiennes n'a pas encore atteint cette demande. Par conséquent, le Vietnam doit accélérer la formation de travailleurs avec des compétences appropriées. Le fait que le Vietnam puisse répondre ou non à cette attente dépend énormément de la stratégie générale de développement de l'éducation dont le point capital est la qualité de l'enseignement supérieur.

⁹⁹« Chất lượng nhân lực Việt Nam hiện chỉ đạt 3,39 trên 10 điểm [La qualité des ressources humaines vietnamiennes actuelle n'est que de 3,39 points sur 10] » [en ligne], *Journal Lao động*, 5 décembre 2017, [consulté le 9 septembre 2021].

¹⁰⁰NAM DUONG, « Giám đốc World Bank Việt Nam: Tò mò với sự lựa chọn của Việt Nam trước cuộc “diễn hành” của các xu hướng lớn toàn cầu [Directeur de la Banque mondiale Vietnam : Curieux du choix du Vietnam avant le « défilé » des grandes tendances mondiales] » [en ligne], 5 juillet 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

Chapitre 2 : Mondialisation et situation actuelle de l'enseignement supérieur

1. La Mondialisation en question au Vietnam

1.1. Mondialisation et économie du savoir

1.1.1. Révolution industrielle 4.0 et tendance de la mondialisation

La mondialisation est un terme apparu dans les années 1950 et largement utilisé depuis les années 1990. Elle est objectivement définie comme l'interdépendance constante entre les nations et les individus. Cette relation réciproque peut se produire dans tous les domaines de l'économie, de la technologie, de la culture, de l'éducation, etc¹⁰¹. Bien que le terme « mondialisation » soit devenu populaire depuis les dernières années du XX^e siècle, selon le point de vue de Friedman, la mondialisation a une longue histoire et peut être divisée en 3 versions principales¹⁰² :

La première ère de la mondialisation, au sens classique, a commencé vers le XV^e siècle, après des expéditions maritimes de grande envergure. Le premier voyage en 1492 du navigateur espagnol Christophe Colomb découvrit les Amériques. La première expédition maritime à grande échelle autour du monde a été réalisée par l'explorateur maritime portugais Ferdinand Magellan en 1522. Après cela, des axes de commerce entre l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique sont apparus. Le monde a « rétréci » de « grand » à « moyen » lorsque les régions géographiques du monde se sont connectées les unes aux autres. Les acteurs principaux participants à cette ère sont des pays.

La deuxième ère de la mondialisation a eu lieu de 1800 à 2000, malgré des temps interrompus par la Première Guerre mondiale (1914-1918), la Grande Dépression des années 1930, puis la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Le monde a continué de « rétrécir » de « moyen » à « petit », les personnages principaux de la deuxième ère sont des multinationales. Dans la première moitié de cette ère, grâce au développement de la machine à vapeur et du système ferroviaire, les coûts de transport ont nettement baissé, et dans la seconde moitié, l'avènement des moyens de communication modernes tels que le fax, le téléphone, l'ordinateur, les satellites, la fibre optique et la première version du World Wide Web (WWW) ont entraîné une forte diminution des coûts de communication. Ces réalisations technologiques ont entraîné la naissance et le développement d'une économie mondiale où

¹⁰¹ Selon:

- HOLM Hans-Henrik et SØRENSEN Georg, *Whose World Order? Uneven Globalization and the End of the Cold War*, Westview Press, 1995.
- DOLLFUS Olivier, *La Mondialisation*, Paris : Presses de Sciences po, 1997, p.167.
- GRUNZWEIG Walter et RINEHART Nana (dir.), *Rockin' in Red Square: Critical Approaches to International Education in the Age of Cyberculture*, Lit. Verlag, 2002, p.7.
- HUANG Futao, « L'internationalisation de l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, n° 19, 2007, p.51.

¹⁰² FRIEDMAN Thomas, *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-first Century*, Farrar, Straus and Giroux, 2005.

il y avait suffisamment de biens et d'informations se déplaçant d'un continent à l'autre pour établir le marché mondial basé sur la mobilisation des prix des produits et de la main-d'œuvre.

La troisième ère a commencé en 2000, avec les individus comme principaux acteurs. La mondialisation continue à « rétrécir » le monde, de « petite » à « très petite », et à aplatir le « terrain de jeu ». La mondialisation à la troisième ère fait non seulement une différence dans la façon dont elle rétrécit le monde, mais un point très important qui vient des acteurs dominants. Les principaux acteurs de la première ère étaient les gouvernements, de la seconde ère étaient des firmes multinationales (dont la plupart ayant d'origine américaine ou européenne), tandis qu'à la troisième ère, les individus jouent un rôle majeur et peuvent venir de n'importe où dans le monde. Le levier des individus dans cette version de la mondialisation est le développement de logiciels et d'un réseau mondial de fibre optique qui permet à chacun d'être « voisin ».

La mondialisation joue le rôle d'une tendance objective et inévitable, attirant tous les pays du monde à participer au processus d'intégration internationale, c'est-à-dire, le processus dans lequel un pays poursuit ses intérêts et ses objectifs à travers coopération proactive et liens étendus avec d'autres pays dans de nombreux domaines de l'économie, de la politique, de la culture, de l'éducation, de la défense, de la sécurité, etc., sur la base du partage des perceptions, des intérêts, des objectifs, des valeurs, des ressources, du pouvoir et de l'initiative d'accepter, d'adhérer et de participer au développement des normes communes et des « règles du jeu » communes dans le cadre d'institutions ou d'organisations internationales. Dans une tendance mixte aussi forte de coopération et de compétition, il est difficile pour un pays de se tenir à l'écart. Le choix inévitable pour s'adapter à un tel contexte réside dans la possibilité d'intégration et d'internationalisation. La mondialisation a des effets à double sens, à la fois positifs et négatifs, apportant à la fois des opportunités de développement ainsi que le risque de décalage et de dépendance de manière forcée pour de nombreux pays.

Au cours des deux dernières années, la mondialisation a été profondément affectée par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Cette guerre a éclaté dans le contexte où la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la plupart des pays du monde. Pendant les deux mandats de B. Obama en tant que président des États-Unis, la Chine a grandement bénéficié de la politique étrangère du Parti démocrate américain et a profité de l'occasion pour établir une solide position commerciale sur le marché mondial. Avec la stratégie « *la ceinture et la route* » (ou « *la nouvelle route de la soie* »), la Chine construit une « plate-forme » de coopération internationale dans laquelle ce pays est le coordinateur et le teneur des « règles du jeu », comme un contrepoids aux plates-formes bilatérales et multilatérales qui a été instauré par l'Occident. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine devrait se prolonger et très probablement être un facteur déterminant de la mondialisation dans la période à venir. À court terme, cette guerre rend la mondialisation plus limitée, non seulement dans le commerce et la finance, mais aussi dans la technologie et la connaissance.

La révolution industrielle 4.0 (Industrie 4.0), qui se développe dans le cadre de la mondialisation, a eu un grand impact sur le contexte de l'époque. L'histoire a prouvé que chaque fois qu'une révolution scientifique a lieu, elle a un impact fort, voire conduit à un changement dans l'ordre de développement des pays du monde. Et cette révolution industrielle est considérée comme une percée « sans précédent historique ». Par rapport aux révolutions industrielles précédentes, l'industrie 4.0 se développe à un rythme exponentiel

plutôt que linéaire et elle « *perturbe* » la planification de la plupart des industries dans tous les pays. L'ampleur et la profondeur de ces changements ont annoncé la transformation de l'ensemble du système de production, de gestion et d'administration¹⁰³. Si la première révolution industrielle a utilisé l'énergie de l'eau et de la vapeur pour mécaniser la production, la deuxième révolution a utilisé l'électricité pour la production de masse, et la troisième révolution a utilisé l'électronique et les technologies de l'information pour automatiser la production, cette quatrième révolution s'appuie sur la connexion des technologies. Donc, elle brouille les frontières entre physique, numérique et biologique. Les éléments composants essentiels de l'Industrie 4.0 qui sont l'intelligence artificielle (IA), les mégadonnées (BigData), les robots de nouvelle génération, l'Internet des objets (IoT), la biotechnologie, les voitures autonomes, la technologie d'impression 3D, la technologie de nano, ont créé la possibilité d'exploiter et d'utiliser les vastes ressources de connaissances accumulées à une vitesse effrénée.

À côté des grands avantages, l'Industrie 4.0 apporte également de nouveaux défis, à savoir la possibilité que de nombreux travailleurs perdent leur emploi en étant remplacés par des machines. Des scientifiques internationaux avertissent que dans cette révolution, le marché du travail serait sérieusement affecté en matière de l'offre et de la demande ainsi que de la structure du travail. Dans certains domaines, avec l'apparition des robots, le nombre d'employés nécessaires ne sera que de 10 % de ce qu'il est aujourd'hui. Ainsi, les 90 % restants des ressources humaines devront changer d'emploi ou tomberont au chômage. Cela sera une perturbation potentielle pour la planification du marché du travail. En outre, lorsque l'automatisation remplacera les travailleurs par des machines, elle pourrait aggraver la disparité entre le retour sur investissement et le retour sur le travail. Dans cette configuration, la connaissance serait un des facteurs les plus importants de la production à l'avenir et donnerait naissance à un marché avec une « polarisation des emplois » vers une demande croissante pour les travailleurs hautement qualifiés (bénéficiant du salaire élevé, comme les gestionnaires, les spécialistes et le personnel technique) et pour les travailleurs peu qualifiés (bénéficiant de bas salaire, tel que les vendeurs, les travailleurs non qualifiés, les travailleurs des services), tandis que la demande pour les travailleurs de qualité moyenne bénéficiant du salaire moyen (comme les secrétaires, les planificateurs, les opérateurs de machines) diminuerait. En effet, cette polarisation de l'emploi en forme de U est courante sur les marchés du travail des économies avancées (y compris les États-Unis et l'Europe occidentale). Ce phénomène conduit facilement à une plus grande stratification sociale^{104 105}. L'industrie 4.0 apporte de nombreuses inquiétudes concernant le chômage comme les machines feraient tout le travail, mais certains chercheurs pensent que la réduction du nombre total d'emplois n'est pas grande, car l'hyperautomatisation et l'hyperconnectivité peuvent augmenter la productivité des emplois actuels, mais créeront également le besoin d'autres emplois entièrement nouveaux.

¹⁰³ SCHWAB Klaus, *The Fourth Industrial Revolution*, Currency; Illustrated edition, 2017.

¹⁰⁴ RIFKIN Jeremy, *The End of Work: The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Putnam Publishing Group, 1995.

¹⁰⁵ BOWLES Jeremy, « The computerisation of European jobs », 2014.

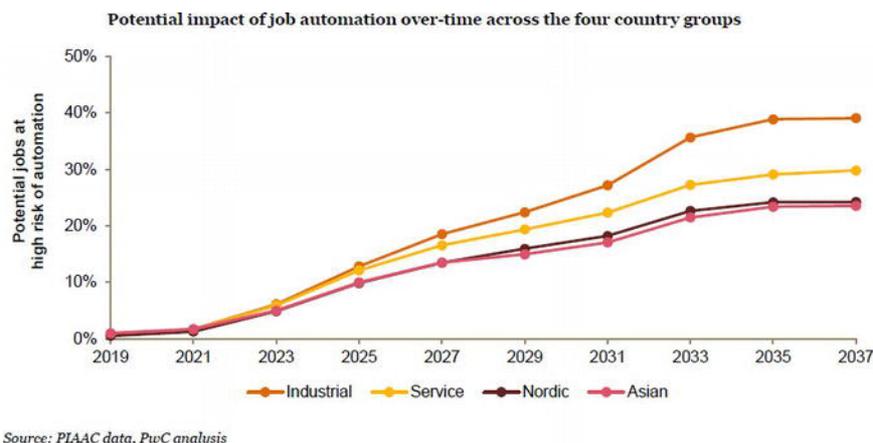


Figure 1 : Risque potentiel d'emploi avant de l'automatisation
Source: PIAAC Data, PwC analysis, cité par Zervoudi (2020)¹⁰⁶

Pour le Vietnam, la 4e Révolution Industrielle se déroulant dans le cadre de la mondialisation a apporté de nombreux défis, car le Vietnam manque de préparation nécessaire pour pouvoir recevoir proactivement cette vague technologique. La résolution n° 52-NQ/TW du 27 septembre 2019, signée par le secrétaire général cumulant président Nguyen Phu Trong a montré :

[trad.] Le niveau de participation proactive du Vietnam à la 4e révolution industrielle reste faible. Il y a encore de nombreuses limites et lacunes en matière de l'institution et de la politique. La structure et la qualité des ressources humaines n'ont pas encore répondu aux exigences. La science, la technologie et l'innovation créative ne sont pas vraiment des moteurs du développement socio-économique ...¹⁰⁷.

Dans un récent rapport publié par le Forum économique mondial, le Vietnam appartient au groupe des pays qui ne sont pas encore prêts pour l'industrie 4.0, se classant seulement 70/100 en matière de ressources humaines et 81/100 en matière de travailleurs bien qualifiés. Toujours selon ce document, en comparant à d'autres pays d'Asie du Sud-Est, les ressources humaines du Vietnam sont loin derrière la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines. La pénurie de ressources humaines de haute qualité et la faible productivité du travail constituent des défis importants pour que le Vietnam puisse prendre part à une nouvelle étape de la mondialisation basée sur la science de l'Industrie 4.0¹⁰⁸.

1.1.2. L'économie du savoir devient particulièrement importante

La Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) partagent toutes le même concept d'économie du savoir, qui est « une économie dans laquelle la production, la distribution et l'utilisation des connaissances deviennent un élément clé moteur de

¹⁰⁶ ZERVOUDI Evanthia K., *Fourth Industrial Revolution* [en ligne], Industrial Robotics - New Paradigms, IntechOpen, 2020, [consulté le 13 août 2021].

¹⁰⁷ POLITBURO DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Nghị quyết số 52-NQ/TW [Résolution No. 52 - NQ/TW] », 2019.

¹⁰⁸ WORLD ECONOMIC FORUM, « Readiness for the future of production report 2018 », 2018, [consulté le 28 août 2021].

croissance, de création de richesse et d'emploi dans tous les secteurs économiques.¹⁰⁹ » La notion de l'économie du savoir est apparue dans les années 1960 dans les études pionnières de Fritz Machlup et Peter Drucker. Depuis lors, les chercheurs ont fait de nombreux efforts pour définir et clarifier le mécanisme de cette économie. Depuis 1998, la Banque mondiale a évalué que pour les économies pionnières de l'économie mondiale, la balance entre les deux facteurs de la connaissance et des ressources penchait en faveur de la connaissance. La connaissance était vraiment devenue le facteur le plus important déterminant le niveau de la vie, plus que le facteur terrain, plus que les moyens de production, plus que le travailleur. Les économies les plus développées en technologie s'étaient vraiment basées sur les connaissances¹¹⁰. L'économie de la connaissance est reconnue comme un nouveau degré de développement, avec un niveau élevé des forces productives, associées au développement de la technologie, du numérique, des technologies de l'information et d'Internet, en contenant également d'autres technologies de pointe au lieu d'être seulement une économie de haute technologie.

Dès le milieu du XX^e siècle, en Amérique du Nord et dans certains pays d'Europe occidentale, une économie du savoir s'est établie. Selon les recherches de Machlup, Rubin et Taylor, l'industrie du savoir représentait 29 % du PIB aux États-Unis en 1958 et 34 % en 1980 et a connu une croissance rapide au cours des périodes suivantes^{111 112}. Actuellement, dans les pays de l'OCDE, l'économie du savoir représente plus de 50% du PIB, les travailleurs du savoir représentent plus de 60% de la population active, on estime que d'ici 2030, les pays développés deviendront tous des pays dotés d'une économie du savoir. Les pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est s'efforcent également de mettre en œuvre des stratégies nationales pour préparer, adopter et appliquer l'économie du savoir. Le gouvernement de Singapour reconnaît depuis longtemps l'importance du capital humain comme une ressource essentielle pour le développement économique. En plus d'investir massivement dans l'éducation et la formation, cette nation insulaire a également augmenté ses investissements dans des activités visant à développer les ressources humaines vers une économie basée sur la connaissance. Le ministère de la Main-d'oeuvre a été nouvellement créé sur recommandation de la Commission de la concurrence de Singapour, et un nouveau plan stratégique de main-d'œuvre appelé *Plan des ressources humaines 21* a été lancé. Ce projet met l'accent à la fois sur l'attraction de nouveaux talents vers les industries à forte intensité de connaissances identifiées, ainsi que sur la reformation et la mise à profit de la main-d'œuvre existante. Dans d'autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE, ou ASEAN en Anglais), la Malaisie et la Thaïlande sont très actives dans la préparation des infrastructures pour le développement de l'économie du savoir, dans laquelle les technologies de l'information sont considérées comme une priorité au premier plan. Les trois autres pays asiatiques qui ont fait de grands progrès dans les économies fondées sur la connaissance sont le Japon, la Corée du Sud et l'Inde. L'ascension miraculeuse du Japon malgré les ruines après la Seconde Guerre mondiale est quelque chose dont ce pays peut être fier. Alors que les entreprises japonaises se lèvent dans la concurrence internationale féroce, elles ont besoin de nouvelles

¹⁰⁹ ASIA-PACIFIC ECONOMIC COOPERATION (APEC), « “Towards knowledge-based economies in APEC” », 2000.

¹¹⁰ WORLD BANK, « Knowledge for Development », World Bank, 1998.

¹¹¹ MACHLUP Fritz, *The Production and Distribution of Knowledge in the United States*, Princeton University Press, 1962.

¹¹² RUBIN Michael Rogers et TAYLOR Mary, *The knowledge industry in the United States 1960 - 1980*, Princeton University Press, 1984.

technologies, de nouvelles conceptions de produits, de nouveaux processus de fabrication, de nouvelles manières d'approcher le marché. Les sociétés japonaises ont mis en œuvre efficacement le processus de création des connaissances nécessaires au développement économique. La méthode des Japonais s'appuie sur l'interaction continue dans un courant de spirale toujours croissante entre les aspects des connaissances implicites et explicites des individus, des groupes et des organisations sous la devise de créer et d'innover sans cesse. Depuis avant les années 2000, le Japon a identifié une croissance économique fondée sur la connaissance en mettant l'accent sur l'industrie clé des technologies de l'information et de la communication. Malgré son enseignement supérieur avancé, le Japon continue toujours de promouvoir la réforme de l'éducation afin de former des personnes plus dynamiques et plus créatives, capables de mieux répondre aux exigences du développement scientifique dans le contexte de la compétition mondiale. La Corée du Sud détermine que seul le développement des technologies de l'information peut tenir bon face à la concurrence de plus en plus forte en matière de science et de technologie. À partir de cette vision, ce pays a entrepris d'augmenter considérablement les capitaux d'investissement pour les projets de développement des hautes technologies. Les pays en développement et sous-développés étaient et faisaient également activement élaborer des stratégies pour accéder et développer l'économie du savoir. Un exemple typique du développement de l'économie du savoir en Asie est le cas de la région de Bangalore (Inde). Auparavant, cet endroit était très en retard sur le plan économique ; grâce à la concentration d'investissement et de développement du gouvernement vers l'orientation de l'économie de la connaissance, Bangalore émerge aujourd'hui comme l'une des 18 villes les plus innovantes du monde selon *The Business Insider*. Cette région est également un des centres de production et d'exportation des logiciels les plus grands de l'Asie avec des centaines d'entreprises nationales et étrangères. Avec des revenus des technologiques estimés à 17 milliards USD par an, et en continuant d'attirer de plus en plus d'investisseurs, Bangalore a le potentiel de concurrencer la Silicon Valley aux États-Unis¹¹³.

D'après Roberts (2009), la caractéristique fondamentale de l'économie du savoir est la structure du travail du savoir représentant une proportion élevée (70-90%). Lorsque des ressources humaines sont rapidement intellectualisées et la créativité, l'innovation et l'apprentissage deviennent un besoin constant de tout le monde, la société de l'économie de la connaissance deviendra une société de l'apprentissage. La mondialisation est un facteur important de promotion de l'économie du savoir dans chaque pays¹¹⁴. La Banque mondiale a développé un certain nombre d'indicateurs pour mesurer le développement de l'économie du savoir. Ces indices comprennent l'indice de l'emploi du savoir, celle de l'innovation, de l'éducation, des technologies de l'information, etc. et permettent de comparer entre les pays. Selon le classement de cet indice de l'économie de la connaissance (KEI), le Vietnam a été à 113/146 pays (2000), 106/146 (2011) et 104/146 (2012). Malgré l'amélioration progressive en matière de position dans le classement, jusqu'à présent le Vietnam est toujours dans le groupe moyen faible¹¹⁵. En 2019, un certain nombre d'indicateurs de l'économie du savoir du Vietnam

¹¹³ NGUYEN Xuan Te, « Kinh tế tri thức trên thế giới: Mấy kinh nghiệm về tiếp cận và phát triển [Économie de la connaissance dans le mode: Un peu d'expérience sur l'accès et le développement] » [en ligne], 2001.

¹¹⁴ ROBERTS Joanne, « The global knowledge economy in question », *critical perspectives on international business*, Vol. 5, 2009, p. 285-303.

¹¹⁵ Selon les données de la Banque mondiale, archivées au site:

<https://knoema.com/search?query=Knowledge+economy+index&pageIndex=&scope=&term=&correct=&source=Header> , consulté le 25 août 2020.

étaient encore faibles : l'emploi du savoir se classait au 117e, les travailleurs du savoir au 102e, la création du savoir au 80e et les liens d'innovation au 86e¹¹⁶.

Research and Innovation Capacity and Output, Vietnam and Benchmarking Countries



	Citable documents per 1 million population		H Index	# of patents per million pop	Global Innovation Index rankings	
	2010	2017			2008	2018
Australia	2741	3352	848	251	22	20
China	249	356	712	233	37	17
Denmark	2975	4179	662	1084	8	8
Finland	2777	3225	571	1451	13	7
France	1510	1564	1023	709	19	16
Germany	1664	1853	1131	1206	2	9
Indonesia	10	71	196	1.67	49	85
Japan	949	898	920	2282	9	13
Malaysia	547	936	249	30	25	35
Netherlands	2644	2993	893	1233	10	2
Philippines	13	28	205	1.35	63	73
Poland	777	1096	479	114	56	39
Republic of Korea	1192	1491	576	2341	6	12
Singapore	2831	3388	492	548	5	5
Switzerland	4092	4813	866	3065	7	1
Thailand	140	212	289	3.16	44	44
United Kingdom	2223	2468	1281	362	4	4
Viet Nam	23	63	183	1.24	64	45

*Experts Meeting on the Harmonization of Higher Education and Recognition of Higher Education Qualifications in Southeast Asia
2-3 December, SEAMEO RETRAC, Ho Chi Minh City, Vietnam*

Figure 2 : Capacité de recherche et d'innovation du Vietnam et de quelques pays

Au cours des 10 années 2008-2018, le Vietnam est passé de la 64e à la 45e position dans l'indice mondial de l'innovation, mais est resté au bas dans la plupart des autres indices

La 4e révolution industrielle se développant fortement dans le contexte de la mondialisation affecte profondément le Vietnam. C'est une grande opportunité pour le Vietnam dans le processus d'accélération de l'industrialisation et de la modernisation du pays. Dès le « Doi Moi » au début des années 1990, le Parti communiste vietnamien a attaché une grande importance à la formation et au développement de l'économie du savoir. En 2011, dans le document du 11e Congrès du Parti communiste du Vietnam, « *Promouvoir l'industrialisation et la modernisation avec le développement d'une économie fondée sur la connaissance* » était considéré comme une tâche clé à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Cependant, au Vietnam le fait encore courant est que la politique du Parti communiste soit correcte, mais le problème réside dans la phase de mise en œuvre. Encore en 2020, le Vietnam est très en retard dans l'économie de la connaissance et la pénurie de ressources humaines de qualité est un énorme obstacle pour saisir les opportunités de cette révolution de technologie. L'industrie 4.0 servira de base pour promouvoir la forte transformation de l'économie du Vietnam actuelle, du modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre à faible coût à une économie fondée sur la connaissance. Le Vietnam est un pays avec une nature magnifique, des forêts d'or, une mer d'argent, mais les ressources naturelles ne sont pas illimitées pour être exploitées et vendues indéfiniment. On ne peut pas se développer durablement en s'appuyant seulement sur l'importation des technologies et de produits, ou sur le travail à façon et le traitement. Pour survivre et se développer, le Vietnam doit suivre la voie de l'économie de la connaissance. Cependant, l'équipement de bagages suffisant pour pouvoir marcher sur cette voie dépend de nombreuses conditions. En plus de l'environnement économique et des institutions sociales favorables à la création et à l'utilisation du savoir, ainsi qu'une bonne

¹¹⁶ CORNELL UNIVERSITY, INSEAD et WIPO, « The Global Innovation Index 2019: Creating Healthy Lives - The Future of Medical Innovation », 2019.

infrastructure, la condition essentielle est une éducation et une formation de haute qualité pour créer des ressources humaines capables de créer, de partager et d'utiliser les connaissances.

1.2. Impact de la mondialisation sur le Vietnam

1.2.1. Impact général du contexte mondialisé sur la société vietnamienne

La mondialisation est le processus d'augmentation des relations, des influences mutuelles et de l'interdépendance de tous les régions, pays et peuples à l'échelle mondiale. La mondialisation est devenue un contexte favorable au développement de tous les aspects de la vie sociale vietnamienne depuis que le Vietnam a mis en œuvre le Doi Moi en 1986, a signé la zone de libre-échange avec l'ASEAN en 1993, puis a adhéré l'ASEAN en 1995, et surtout a officiellement rejoint L'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2006. Durant ces 20 années, la vie socio-économique des Vietnamiens a fait des progrès impressionnants. En 2016, le Vietnam a rejoint la Communauté économique de l'ASEAN (CEA) avec des marchés interactifs et des industries intégrées dans un environnement de plus en plus mondialisé, et a signé de nouveaux accords de libre-échange (ALE) : le partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) en 2018, l'accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne en 2020, l'accord de libre-échange entre le Vietnam et la Royaume-Unie prenant effet depuis 1er janvier 2020, etc. Cela a donné au Vietnam des avantages du libre-échange lorsque les barrières tarifaires sont supprimées ou réduites, les marchandises circulent plus largement. Jusqu'à présent, le Vietnam a signé 15 accords de libre-échange et en négocie 2 autres. La participation profonde au processus de mondialisation a donné au Vietnam les conditions pour accéder rapidement aux technologies modernes, transférer de nouvelles réalisations en science et technologie, et elle aide également le Vietnam à mettre en œuvre la politique de multilatéralisation des relations internationales.

Lors de son adhésion à l'OMC en 2006, le Vietnam était un pays à revenu faible, en 2020, le Vietnam a rejoint le groupe des pays à revenu intermédiaire (faible) et est devenu un des 32 pays avec un chiffre d'affaires de l'exportation de plus de 100 milliards USD avec certains produits à l'échelle d'exportation au premier rang du monde. Le Vietnam est également le pays attirant d'IDE le plus stable de l'ASEAN. Jusqu'à présent, de nombreux groupes et sociétés multinationaux au premier plan du monde ont choisi le Vietnam comme « destination » tels que Canon - Toyota - Honda (Japon), Shell (Royaume-Uni - Pays-Bas), Microsoft - Mobil Oil (États-Unies), Total (France), Nokia (Finlande), LG - Samsung (Corée du Sud), etc. Le marché financier international est en cours d'extension, de nombreuses banques étrangères opèrent au Vietnam telles que HSBC, ANZ Vietnam (ANZ Bank), Standard Chartered, Shinhan Vietnam, Citibank Vietnam, etc. Le Vietnam a également des activités d'investissement à l'étranger ces dernières années, à plus de 30 pays avec des milliards de dollars.

Malgré des progrès significatifs dans les relations économiques et internationales, le modèle de développement du Vietnam dans l'avenir se heurte à ces deux difficultés fondamentales :

Premièrement, le modèle de croissance du Vietnam depuis de nombreuses années se base sur l'exportation des produits d'agriculture, de sylviculture, de pêcheries et des ressources minérales brutes. La mondialisation a apporté de nombreuses conditions en faveur de ce modèle, y compris la douane basse, des barrières institutionnelles minimalisées pour créer un marché mondial libre et ouvert, et une tolérance mutuelle de grands pays dans les politiques

monétaires. Cependant, ces conditions deviennent de plus en plus strictes avec la nouvelle approche des grandes puissances.

Deuxièmement, dans cette nouvelle approche, la mondialisation se concentrera sur les services sur les plateformes numériques, donc les produits en général auront également des exigences plus élevées en matière d'innovation, de créativité et de contenu technologiques. Mais, les plateformes numériques, l'innovation et la connaissance en général sont actuellement des points faibles du Vietnam et seront des points très faibles dans la nouvelle ère de la mondialisation.

Alors que la plupart des activités traditionnelles de la mondialisation sont réduites, certaines nouvelles activités gagnent en popularité et se développent à une vitesse vertigineuse, en particulier pour les activités numériques et en ligne. Selon *The Economist* en 2019, le volume de marchandises expédiées par la poste (colis) est passé de 50 millions de tonnes (en 2007) à plus de 150 millions de tonnes (en 2017), mais la quantité de données de trafic international a été multipliée par 64 et les revenus du transport aérien international ont également été multipliés par plus de 2,5 entre 2007 et 2017. L'augmentation galopante du trafic de bande passante montre que la principale tendance de l'avenir sera la mondialisation par le cyberspace. En particulier, parallèlement à cette tendance mondialisée, c'est le transfert de connaissances. Selon les données annoncées en 2017, par des organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque des règlements internationaux (BRI), le courant d'immigration vers les pays riches était d'environ 5,5 millions de personnes, et ce nombre ne cessait d'augmenter. Parallèlement au flux d'immigration, il y avait également un courant de connaissances et de compétences que cette force avait accumulées.

D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le contexte de la mondialisation, le Vietnam est l'un des pays les plus touchés par la Révolution industrielle 4.0¹¹⁷. En conséquence, les industries qui utilisent beaucoup de travailleurs non qualifiés seront fortement impactés, avec un risque élevé de chômage en raison du développement de la technologie automatique et de l'intelligence artificielle. Le Vietnam sera confronté à de nombreuses difficultés en matière de qualité des ressources humaines telles que des qualifications professionnelles très basses de la main-d'œuvre (cette force occupant environ 80 % de la population active), une productivité du travail très faible par rapport aux autres pays de l'ASEAN, etc. Pendant une longue durée, la position du Vietnam dans l'économie du savoir du monde a été très faible. Dans le rapport du Forum économique mondial de 2011, le Vietnam faisait partie du groupe des pays dont le développement économique basait sur les facteurs déjà disponibles (*factor-driven*) tandis que d'autres pays d'Asie du Sud-Est tel que l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ont été classés comme pays développés axés sur l'efficacité (*efficiency-driven*), et Singapour, la Corée du Sud, le Japon et l'Union européenne, etc., ont fait partie du groupe des pays développés en se basant sur l'innovation (*innovation-driven*)¹¹⁸. Cette situation n'a pas quasiment d'amélioration jusqu'en 2020 et la position du Vietnam dans ce classement est toujours la même.

Il y a plusieurs raisons à cet état de lieux ; parmi celles-ci, une raison importante vient du mécanisme étatique. L'investissement dans la science et la technologie au Vietnam est encore

¹¹⁷ OIT - L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, « Cách mạng công nghiệp 4.0 ở Việt Nam: Hàm ý đối với thị trường lao động [Révolution industrielle 4.0 au Vietnam: Implications pour le Marché du travail] », OIT Vietnam, 2018.

¹¹⁸ WORLD ECONOMIC FORUM, « The Global Competitiveness Report 2011–2012 », 2011.

faible par rapport aux autres pays de la région, de plus l'utilisation de ce budget est souvent jugé inefficace. Actuellement, le Vietnam ne consacre qu'environ 0,5 %-0,6 % du PIB aux activités scientifiques et technologiques, alors que ce chiffre est de 1 % en Malaisie, de 3 % à Singapour, etc. Concernant la capacité d'absorption technologique des entreprises vietnamiennes, une recherche récente du ministère de Commerce du Vietnam montre qu'un petit pourcentage des entreprises industrielles vietnamiennes a commencé à appliquer les technologies typiques de l'Industrie 4.0. Cependant, pendant des décennies, le Vietnam a été à un niveau très bas dans l'économie de la connaissance mondiale, la principale raison est la pénurie de ressources humaines de haute qualité et une grande partie de responsabilité appartient au secteur de l'éducation et de la formation, surtout le système universitaire vietnamien¹¹⁹.

1.2.2. Enseignement supérieur dans le contexte de la mondialisation

Dans une société en constante évolution qui est portée par le processus de mondialisation et l'essor du savoir comme moteur et facteur décisif du développement de tous les pays, l'enseignement de haut niveau joue un rôle particulier. En ce qui concerne le rôle de l'enseignement supérieur, les approches sont assez diverses, cependant, selon Ronald Barnett¹²⁰, il y a quatre points de vue les plus courants :

- L'enseignement supérieur est une chaîne de production de ressources humaines qualifiées. De ce point de vue, l'enseignement supérieur est un processus dans lequel les apprenants sont conçus comme des « *produits* » fournis au marché du travail. Ainsi, l'enseignement supérieur devient un « *intrant* » pour le développement et la croissance du commerce et de l'industrie.
- L'enseignement supérieur est une formation pour devenir chercheur. Dans cette vision, l'enseignement supérieur est un temps préparatoire pour « *produire* » de vrais scientifiques et chercheurs qui découvrent constamment de nouveaux horizons de connaissances. La « *qualité* », dans ce cas, consiste à produire des publications scientifiques et l'esprit de travail rigoureux pour mener des recherches de qualité.
- L'enseignement supérieur consiste à gérer efficacement l'organisation de l'enseignement. En considérant que l'enseignement est l'activité clé, les établissements d'enseignement supérieur se concentrent souvent sur une gestion efficace des activités d'enseignement et d'apprentissage afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de relever le taux d'achèvement de la formation des étudiants.
- L'enseignement supérieur vise à élargir les opportunités dans la vie pour les apprenants. Selon cette approche, l'enseignement supérieur est considéré comme une opportunité pour que les apprenants participent au processus de développement personnel à travers des modalités d'apprentissage régulières et flexibles.

Quel que soit le concept, le point commun montre que l'enseignement supérieur affecte la réception et le développement des connaissances de chacun et plus largement de la société. L'enseignement supérieur vise à fournir des ressources humaines formées dans tous les domaines appliqués à la vie, tels que la science et la technologie, la médecine, l'industrie, l'agriculture, la culture, l'art, etc. ; et à répondre et à améliorer la qualité du travail.

¹¹⁹ MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU VIETNAM et UNDP, « Đánh giá sự sẵn sàng tiếp cận cuộc cách mạng công nghiệp 4.0 của các doanh nghiệp thuộc các ngành công nghiệp Việt Nam [Évaluer la disponibilité à l'accès à la révolution industrielle 4.0 des entreprises dans les industries vietnamiennes] », 2019.

¹²⁰ BARNETT Ronald, *Improving Higher Education: Total Quality Care (The Society for Research into Higher Education)*, Open University Press, 1992.

L'enseignement supérieur est le plus haut niveau du système de l'éducation nationale des pays, il joue le rôle de « *système nourricier* » de tous les domaines de la vie sociale, et de la source des ressources humaines nécessaires au servi de la gestion, de la planification, de la conception, de l'enseignement et des activités de recherche¹²¹. Un pays qui veut se développer en science et technologie et croître en économie doit avoir deux facteurs : un système d'enseignement supérieur de qualité et une force humaine qualifiée. L'enseignement supérieur crée également des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie, permettant aux individus de mettre à jour régulièrement leurs connaissances et leurs compétences comme ils en ont besoin. Dans un contexte de mondialisation de plus en plus fort, la distance d'espace et de temps est de plus en plus floue, le rôle de l'enseignement supérieur ne s'arrête plus à l'échelle nationale, mais il doit être orienté vers des objectifs d'intégration internationale. Les produits de l'enseignement supérieur ne sont plus seulement des diplômés capables de participer à la vie socio-économique d'un seul pays, mais ont également besoin de compétences pour faire face à l'environnement mondialisé avec la coopération et la concurrence internationale.

Le développement de la science et de la technologie a créé les conditions pour former une économie du savoir, une économie de l'apprentissage, car à n'importe quel niveau de développement, les gens ayant des connaissances scientifiques et des compétences de création, et mettant au jour de nouvelles connaissances, sont toujours des acteurs décisifs du développement. Le transfert vers une économie du savoir qui se déroule en même temps que la mondialisation est de plus en plus fort, il a créé une résonance accélérant le processus de réforme dans le secteur d'éducation, de science et de technologie dans chaque pays. Aujourd'hui, la plupart des nations du monde ont des stratégies pour développer l'économie fondée sur la connaissance ainsi que l'intégration internationale à leur manière, conforme aux propres conditions spécifiques. Les pays développés attirent des travailleurs intellectuels, des réalisations scientifiques et technologiques dans de nombreux pays, menant des recherches approfondies sur les nouvelles énergies, les nouveaux matériaux, la biochimie, l'exploration spatiale, etc., pour développer l'économie. Les pays en développement choisissent un raccourci, en accumulant de créer une force motrice pour un développement rapide, capable de réduire l'écart avec les pays développés. Dans le contexte de la mondialisation, la compétition entre les pays se passera vivement dans le domaine de l'éducation, en particulier l'enseignement supérieur, et ce processus créera le moteur direct pour la base de connaissance de la société.

*[trad.] La mondialisation est un processus exceptionnel, qui touche de nombreux secteurs et disciplines, auxquels l'enseignement ne fait pas exception.*¹²²

Ainsi, la mondialisation influence de manière directe et profonde l'enseignement supérieur - le secteur chargé de la mission de fournir des ressources humaines pour garantir la capacité de participer à la révolution industrielle 4.0 de chaque pays. Certains des principaux impacts sur les systèmes de l'enseignement supérieur sont comme suit :

(1) Impact sur l'offre de la formation, créant la pression sur les finances de l'État et la capacité d'assurance de la qualité d'enseignement

¹²¹ MISHRA Sanjaya, *Quality assurance in higher education*, National Assessment and Accreditation Council, 2006.

¹²² KNIGHT Jane, « *Interview with Jane Knight* », OECD, 2003.

Entre 2006 et 2016, le nombre d'étudiants dans le monde a augmenté de près de 50 %, passant de 146 millions à 218 millions étudiants, soit une augmentation moyenne de 4,1 % par an. Cette croissance est principalement due aux pays d'Asie et d'Océanie (69 %), notamment la Chine (29 %) et l'Inde (27 %). Dans les années suivantes, le nombre d'étudiants dans le monde devrait continuer à augmenter, mais à un rythme plus lent et il pourra atteindre 265 millions d'étudiants d'ici 2030¹²³. La forte demande pour l'enseignement supérieur pose une question importante pour le système de l'enseignement supérieur dans tous les pays, surtout en matière de finances. L'augmentation continue de la demande signifie que le budget de l'État ne peut pas financer entièrement les universités, même dans les pays riches : les dépenses du budget de l'État par étudiant sont toujours diminuées, alors que pour assurer la qualité de l'enseignement supérieur dans le contexte actuel, ce coût unitaire doit augmenter. Cela conduit à la diversification des types de formation comme un besoin urgent, en même temps une autre conséquence que la qualité déclinée des diplômés en licence ou aux niveaux plus élevés est également plus populaire.

(2) Impact sur un environnement de concurrence transparent, entre les relations nationales et internationales/traditionnelles et non traditionnelles

Dans l'environnement d'apprentissage et le marché du travail qui sont de plus en plus internationalisés et changent rapidement, si les institutions universitaires traditionnelles ne peuvent pas répondre aux besoins de l'offre de formation ou du programme d'enseignement, etc. (mais ce phénomène est en fait très répandu), les formes de formation doivent urgemment devenir plus flexibles et diversifiées. Cela conduit à de nouveaux fournisseurs privés ou internationaux entrant dans ce domaine comme une solution contribuant à résoudre la demande. Le résultat à la suite est la constitution et l'expansion d'un marché de l'enseignement universitaire à l'échelle mondiale où on reconnaît la participation croissante des « fournisseurs » non traditionnels venus des secteurs externes à l'éducation, telle que des « universités » corporatives, des sociétés de médias offrant des programmes éducatifs, des associations professionnelles intervenant directement dans l'enseignement supérieur, et des entreprises ayant des services chargés de la formation intérieure, etc. Tous ces facteurs exercent une forte pression sur le système des établissements de l'enseignement supérieur traditionnel. En fait, la plupart des « fournisseurs » participant à ce marché mondial de l'enseignement supérieur visent un but lucratif ; des programmes de formation ou des organisations de l'éducation sont créés pour acheter et vendre des qualifications, comme des usines à diplômes. Les pays leaders de l'enseignement supérieur tels que le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Australie et le Canada exportent également l'éducation locale, dans un but lucratif, en attirant des étudiants internationaux avec des frais de scolarité très élevés. Le manque d'informations et de règlements clairs et transparents sur les fournisseurs des services de l'enseignement supérieur privés ou transnationaux rend la qualité des services d'enseignement incertaine. Cependant, pour les pays en développement tels que la région de l'Ex-Union soviétique, de l'Asie du Sud-Est, en raison de la capacité limitée du système d'éducation publique, l'émergence de ces « partenaires » joue un rôle important dans la satisfaction des besoins des habitants, en particulier pour la classe moyenne et les jeunes constituant la majorité de la structure de la population.

(3) Impact sur la mission de créativité et d'innovation

¹²³ CAMPUS FRANCE, « Chiffres clés », 2019.

Le développement rapide de la technologie à partir des révolutions scientifiques a rendu la prévision sur les compétences nécessaires pour le marché du travail dans un avenir proche de plus en plus difficile. Les activités de formation et de recherche des universités doivent se confronter à des demandes d'innovation sans cesse. Si dans le passé, les contenus de formation se concentraient uniquement sur la transmission des connaissances académiques disponibles, aujourd'hui, ces connaissances deviennent rapidement obsolètes, voire inutiles dans de nombreux environnements dynamiques. La réponse des questions de « Qu'est-ce qu'on forme et comment forme-t-on ? » n'est pas seulement basée sur ce que les écoles ont, mais doit également se conformer aux besoins de la société. Il est nécessaire d'équiper les apprenants à la fois des compétences, des connaissances de base et la pensée créative, la capacité de réponse aux exigences professionnelles changeant continuellement, pour éviter le risque d'être éliminé dans un environnement créatif et compétitif. Pour survivre et attirer des étudiants, les universités doivent aborder l'enseignement et l'apprentissage d'une nouvelle manière, en appliquant le meilleur des avancées technologiques pour créer leur propre qualité, et en même temps devant réorienter leurs disciplines de formation et des domaines de recherche pour devancer et suivre de près des exigences du marché du pays, de la région et du monde.

En outre, l'industrie 4.0 affectant l'éducation oblige également les apprenants à se transformer et à être plus actifs dans leur apprentissage. De nombreux grands groupes aujourd'hui, avec un fort potentiel technologique, humain et financier qui sont en première ligne dans la course pour transformer les connaissances en produits servant la vie, elles ont donc de nombreuses expériences précieuses dont le monde académique universitaire. C'est cela qui a considérablement réduit les frontières et les écarts de connaissances et de créativité entre le secteur universitaire et industriel. Avec l'évolution rapide de la technologie dans l'industrie 4.0, l'enseignement supérieur doit fournir aux apprenants des compétences et des connaissances de base ainsi qu'une pensée innovante et créative.

(4) Impact sur la structure mixte entre le politique et l'université

La mondialisation offre un terrain de jeu commun avec des normes communes pour que tous les membres puissent travailler et coopérer, mais ce processus n'est pas égal dans tous les pays. Le degré de l'impact de la mondialisation sur le système d'enseignement supérieur des nations diffère en raison de la diversité dans les institutions politiques, les capacités du système ainsi que les politiques de gestion et les méthodes de fonctionnement de chaque pays.

En fait, la plupart des universités d'aujourd'hui contribuent au développement de politiques étatiques propres au système éducatif dans lequel elles s'inscrivent. Par conséquent, il apporte toujours des caractéristiques spécifiques du politique et de la culture du pays, cependant :

[trad.] dans un environnement de plus en plus international, caractérisé par un marché du travail mondialisé et libéralisé, des métiers qui se globalisent, une main-d'œuvre qualifiée mobile, une sphère internationale de recherche scientifique et de personnel académique, et une compétition internationale entre universités et entre

les universités et les autres institutions et les entreprises, les structures politiques nationales s'avèrent de plus en plus inappropriées¹²⁴.

Cela s'explique parce que:

Les sociétés nationales, dans ce contexte de circulation, d'échanges, de contraintes et d'emprunts accrus, contexte qui ouvre la voie à diverses formes et différents rythmes de médiation et d'hybridation, sont en somme appelées à se redéfinir, du fait de ces phénomènes de circulation, mais aussi parce qu'elles ne constituent plus l'horizon exclusif ou ultime de référence pour les individus qui la composent, eux-mêmes tendus entre différents espaces et horizons d'accomplissement et de reconnaissance¹²⁵.

Ce n'est vraiment pas une question simple, car chaque pays a ses propres stratégies politico-économiques et veut s'assurer que ces valeurs seront reçues en héritage par les prochaines générations, à travers l'accent mis sur l'importance de la langue et de la culture nationales et l'insertion du politique au programme d'enseignement. La mondialisation de l'enseignement supérieur peut offrir de nombreuses opportunités, mais elle fait également s'inquiéter sur le déclin du maintien d'une structure politique exclusivement nationale, associée à des liens étroits avec les universités. Cela peut être la cause des efforts de résistance contre la mondialisation. Le problème est qu'il devrait y avoir des cadres et des principes internationaux dans le processus de mondialisation de l'éducation. Le processus d'intégration internationale conduit à un contexte de coopération dans le travail entre différentes cultures lorsque des partenaires étrangers apparaissent avec leur pensée. Bien que cela crée des opportunités d'apprendre et d'améliorer la diversité culturelle, au contraire, des conflits avec l'idéologie et la culture locales peuvent apparaître. Par conséquent, dans un environnement internationalisé, les institutions universitaires doivent également fonctionner comme un forum de débat sur la vie culturelle et politique. Cependant, dans de nombreux pays, l'élément politique dans l'éducation appartient toujours à la « zone interdite », sans concession. C'est aussi un obstacle majeur pour les organisations éducatives souhaitant s'impliquer profondément dans le système universitaire local.

(5) Impact sur la responsabilité sociale

Au cours des dernières décennies, de profondes transformations des objets de savoirs, des contenus et des formes d'enseignement ont été effectuées dans les systèmes scolaires du monde, à partir des États-Unis et des pays occidentaux. Elles ne sont pas seulement un passage d'un enseignement élitiste à un enseignement de masse, diversification des publics et des contextes d'enseignement, émergence d'une demande de participation sociale, mais simultanément elles ont des effets sur les inégalités en éducation, l'apparition ou la redéfinition de problèmes sociaux¹²⁶. Ainsi, les universités, étant au sommet du système éducatif, doivent être les centres de connaissances pour le public dans le contexte de la mondialisation contemporaine. De plus, cette situation exige qu'elles soient davantage impliquées dans les problèmes communs de la société et prennent en charge la responsabilité sociale, c'est-à-dire la responsabilité pour les étudiants, leur parent, les employeurs et le

¹²⁴ DAMME Van Dirk, « Higher Education in the Age of Globalisation: The Need for a New Regulatory Framework for Recognition, Quality Assurance and Accreditation », *Global Education* 31 (1), 2002.

¹²⁵ MALET Régis, « Former sous influence internationale », *Recherche et formation*, ENS Editions, 2010.

¹²⁶ MALET Régis et MANGEZ Eric, « Éducation et Mondialisation » [en ligne], *Spirale* 51, 2013, [consulté le 24 novembre 2021].

public. Cette fonction lourde poussera les écoles à devenir plus professionnelles, plus transparentes. Concrètement, il est nécessaire d'assurer la qualité de la formation, d'utiliser efficacement les ressources, de fournir les informations transparentes tant en qualité qu'en finances, d'expliquer au public et d'apporter la satisfaction à la communauté. En outre, une autre plus grande responsabilité sociale des universités est de contribuer aux politiques du niveau macro de l'État, à travers leurs propositions aux agences de l'administration. Cependant, il ne s'agit pas de problèmes simples pour les systèmes universitaires de la plupart des pays du monde.

1.2.3. Impacts de la mondialisation sur l'enseignement supérieur vietnamien

Le contexte de l'intégration internationale large et profonde a influé fondamentalement sur la structure et le développement de toutes les branches économiques et sociales. Les progrès de la science et de la technologie ont effacé considérablement les distances et les frontières géographiques dans l'enseignement supérieur. L'introduction des méthodes d'enseignement appliquant les réalisations scientifiques et technologiques est la tendance de la nouvelle ère, mais le Vietnam ne l'a pas encore investie et n'y a pas prêté attention de manière convenable au niveau macro. La formation de ressources humaines de qualité pour répondre aux exigences de l'Industrie 4.0 est encore peu répandue, n'apparaissant que dans quelques petits modèles. Plus concrètement, l'enseignement supérieur au Vietnam est confronté aux difficultés majeures suivantes :

(1) la première difficulté vient des conceptions de l'éducation au Vietnam

La mondialisation nous permet de reconnaître la supériorité des éducations développées favorisant la qualité et la pertinence. Pendant ce temps, l'éducation vietnamienne met encore l'accent sur les réalisations sur papier, exerçant ainsi une pression à la fois sur les enseignants et les apprenants. Pire, la pensée de l'éducation actuelle du Vietnam non seulement ne donne pas aux apprenants l'envie d'étudier, de surmonter les obstacles pour accroître leurs connaissances, mais rend les apprenants passifs avec un seul objectif d'étudier pour l'examen. Une question importante du changement des conceptions de l'éducation est la conscience sociale. L'éducation, du lycée à l'université, est le temps pour former la capacité compétitive de chacun pour son insertion dans la société, c'est-à-dire, travailler une fois adulte. Malgré un long parcours de 12 ans à l'enseignement général et de 4-5 ans à l'enseignement supérieur, les diplômés sont mal préparés pour le travail.

(2) La pression de la concurrence féroce dans le monde « plat »

La capacité de concurrence droite et impartiale est la clé pour qu'une génération active survive, fasse avancer le pays et s'intègre dans le monde. Cette capacité vient de la qualité des ressources humaines, des ingénieurs, des diplômés. Cependant, comment peut-on avoir des ressources humaines de qualité dans le contexte où le programme d'enseignement universitaire est réformé en réorganisant, mais la nature est encore comme « *du vieux vin dans des outres neuves* » ? Le système de l'enseignement universitaire n'a pas des normes sur la formation standard, ni de capacité de recherche. De plus, les institutions universitaires n'ont pas beaucoup de liens avec les entreprises, notamment les entreprises de haute technologie. Cela conduit à la désorientation des universités dans la formation pour pouvoir rattraper l'ère 4.0, et pour avoir des diplômés bien adaptés aux exigences des entreprises. L'internationalisation de l'éducation a été effectivement mise en œuvre par un certain

nombre d'universités, mais encore à petite échelle. Ainsi, la situation réelle a montré que le système de l'enseignement supérieur du Vietnam ne pouvait pas garder éternellement son « *identité* ». Il est nécessaire de suivre des normes internationales, plus globales et plus fortes pour pouvoir former des générations d'étudiants capables de concurrencer et de survivre sur le marché du travail au moment de l'intégration, par leurs connaissances et compétences professionnelles.

La concurrence avec de nouveaux modèles de formation prédominants menace l'existence des universités traditionnelles. Des exemples typiques peuvent être mentionnés comme *l'université en ligne* et *l'universités corporative*. L'Industrie 4.0 avec des équipements intelligents a formé une nouvelle version de l'école en ligne avec des avantages distingués : le programme est continuellement renouvelé, régulièrement mis à jour et entièrement compatible avec le développement de la science et de la technologie. L'université en ligne est désormais un modèle universitaire sans amphithéâtre réel, sans vrais professeurs, mais utilisant des « mentors » - des experts technologiques de premier plan qui accompagnent toujours les étudiants dans le processus d'apprentissage n'importe quand et où, de plus, il est possible de construire un programme de formation qui met à jour le plus rapidement les connaissances nécessaires pour les étudiants. Le modèle d'université en ligne qui s'est renforcé au fil du temps et s'est développé parallèlement à l'Industrie 4.0 attire un grand nombre de candidats. En outre, l'Industrie 4.0 constate également le transfert des fonctions de recherche et de formation du secteur universitaire vers le secteur des entreprises. C'est ce processus qui forme progressivement *l'université dans les entreprises* ou *l'université corporative*. Les grandes entreprises qui ont désormais leurs propres laboratoires, des équipes de recherche capables de mener des recherches coûteuses et compliquées ont créé leurs écoles telles que l'Université FPT du Groupe FPT Vietnam, l'Université Tan Tao du groupe du Groupe Tan Tao, Université Hoa Sen du Groupe Hoa Sen, etc. La mise en place de ces institutions de formation visait initialement à la formation interne pour les besoins des entreprises, mais elles ont maintenant ouvert pour former des apprenants pour le marché de travail, décerner des diplômes et des certificats. Ces universités avec ses grandes ressources deviennent très compétitives et ont tendance à épuiser leurs sources d'inscription des universités traditionnelles.

(3) Difficultés dans la mission de fournir des ressources humaines de qualité

Alors que la qualité de l'enseignement supérieur vietnamien avec de nombreuses lacunes ne peut pas répondre aux besoins de l'économie intégrée, un grand espoir vient du nombre d'étudiants vietnamiens qui font leurs études dans les pays ayant un système de l'éducation avancé. S'ils retournent au pays après leurs études à l'étranger, c'est une ressource humaine précieuse. Cependant, après avoir été diplômé, une grande partie des étudiants vietnamiens, au lieu de retourner dans leur pays d'origine, se joignent au courant de connaissances, à partir des pays moins développés vers les pays plus développés. Le « *centre d'approvisionnement* » des étudiants internationaux actuel se trouve dans la région Asie-Pacifique tandis que les « *centres d'accueil* » principaux des étudiants internationaux sont l'Europe de l'Ouest, le Canada, l'Australie, le Japon, et surtout les États-Unis. On peut dire que les étudiants vietnamiens sont présents dans tous les grands pays d'admission des étudiants internationaux. Ce phénomène qui dure depuis de nombreuses années a creusé le fossé des ressources humaines de haute qualité entre le Vietnam et le monde, car le nombre de personnels qualifiés que le Vietnam perd sera reçu par les pays d'accueil, et normalement, ces forces humaines peuvent être accueillies par les économies développées seulement à

condition d'avoir des qualifications plus élevées que les candidats indignes pour un même poste de travail.

Pendant de nombreuses années, la plupart des bons et excellents étudiants vietnamiens, les élèves qui ont été surnommés « *prodiges* », les excellents candidats qui ont remporté des prix dans des concours intellectuels ou des candidats qui possédaient de nobles médailles des compétitions olympiques internationales, tous vont étudier à l'étranger. Lors d'une rencontre avec de nombreux jeunes qui ont remporté les prix de l'olympique internationaux en 2019, un seul étudiant a souhaité étudier au Vietnam pour des raisons personnelles. De nombreux élèves, dès la fin de leurs études secondaires, ont reçu des bourses et sont partis étudier à l'étranger. Le phénomène dans lequel les parents autofinancent les études à l'étranger de leurs enfants est très populaire. Cependant, le point remarquable est que le taux de diplômés vietnamiens qui retournent travailler au pays n'est pas élevé et est dans la tendance dégressive, et cette proportion chez les excellents étudiants vietnamiens est beaucoup plus inférieure, en raison de plusieurs raisons : du mécanisme étatique, de la politique, des procédures d'administration, du salaire ou d'environnement de travail. En effet, non seulement les diplômés à l'étranger ne rentrent pas chez eux, mais il y a de plus en plus de personnes talentueuses travaillant au Vietnam qui démissionnent et partent à la recherche d'un environnement plus transparent afin de pouvoir développer leurs capacités. Ces facteurs font la situation de « fuite des cerveaux » qui a tendance à s'aggraver de façon inquiétante et créent des difficultés croissantes pour le marché du travail au Vietnam dans le contexte de la mondialisation et aussi l'augmentation des frustrations de la société sur l'enseignement supérieur du Vietnam. De plus, le déséquilibre de la structure de formation pendant de nombreuses années freine les efforts pour améliorer la qualité : il y a trop d'écoles proposant des formations en économie, finance, comptabilité, banque, etc., mais très peu d'établissements de formation dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'ingénierie. Pendant ce temps, il y a trop d'universités et de collèges de qualité médiocre, mais très peu de bonnes écoles techniques intermédiaires. Cela a conduit à une grande pénurie des ouvriers qualifiés et de bons cadres techniques intermédiaires, mais un surplus énorme de licenciés, d'ingénieurs, de techniciens et des gestionnaires de mauvaise qualité.

(4) Défis à la politique selon laquelle l'enseignement supérieur est un outil politique

Jusqu'en 2020, il y a près d'un siècle depuis la fondation du Parti communiste du Vietnam, et bien que les circonstances historiques aient beaucoup changé, depuis 1930 jusqu'à aujourd'hui, le marxisme-léninisme est toujours le fondement de la pensée et la ligne directrice pour toutes les actions. Le Parti communiste considère également la classe de jeunes la plus élitiste (étudiants) comme les objets « *prioritaire* » qui doivent être enseignés de manière scientifique et sérieuse des matières théoriques du Parti, afin d'atteindre une grande efficacité et fonder les « connaissances fondamentales solides pour les ressources humaines de haute qualité » dans tous les domaines, tous les métiers. Les programmes universitaires vietnamiens sont généralement conçus avec 4 années d'études, dont la durée d'un an est consacrée à l'étude des matières d'éducation politique et de défense dans l'ensemble du système universitaire public (sans compter les écoles spécialisées dans ces domaines). Pourtant, dans les documents concernés, les agences du Parti communiste toutes ont affirmé : « [trad.] Le temps d'enseignement des matières de théorie politique aux étudiants universitaires est très modeste, conduisant que les connaissances de base n'ont pas été entièrement accumulées de manière solide ». Pour cette raison, selon la conclusion n° 94-KL/TW du Comité central du Parti, le Comité central de la propagande a construit un ensemble

de programmes-cadres pour l'enseignement supérieur, avec les manuels des disciplines de théorie politique enseignées dans les universités, à partir de l'année scolaire 2019-2020, et cela accompagne une augmentation du temps d'étude pour ces matières¹²⁷. Lorsque les pays en développement participent au processus de mondialisation, il est nécessaire que leurs systèmes universitaires changent radicalement et urgemment, au principe d'un temps de formation minimum et d'un savoir professionnel maximum.

2. État actuel de l'enseignement supérieur vietnamien

Pour évaluer l'enseignement supérieur d'un pays, on peut l'approcher à partir de nombreux critères, mais le noyau est toujours la qualité de l'éducation et de la formation. Et il y a actuellement encore un grand écart entre le Vietnam et des pays de la même région de la capacité du système universitaire selon ces deux critères. Alors, le risque que le Vietnam soit laissé en arrière dans la vague de l'industrie 4.0 et dans un contexte de mondialisation devient de plus en plus évident.

2.1. Qualité des universités du Vietnam

Selon les statistiques de l'enseignement supérieur, en l'année scolaire 2019-2020, le système d'enseignement supérieur vietnamien compte 241 universités/académies (dont 175 écoles publiques, 61 écoles privées et 5 écoles à capitaux 100 % étrangers), en plus, il y a 31 universités/académies relevant du ministère de la Sécurité et de celui de la Défense nationale, 37 instituts de recherche autorisés à former au niveau doctoral, 31 collèges de pédagogie et deux écoles intermédiaires de pédagogie, qui toutes sont au système public. Dans l'ensemble du système universitaire et postuniversitaire, le Vietnam a 73 312 enseignants, y compris 21 977 titulaires d'un doctorat¹²⁸.

2.1.1. L'université enseigne ce qui est disponible et selon la capacité du personnel enseignant

Le cœur de l'Industrie 4.0 réside dans l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IoT) et le Big Data, et ils ont vraiment mis le personnel enseignant face à de grands défis pour changer complètement les méthodes d'enseignement. L'impact le plus net de l'Industrie 4.0 est l'intelligence artificielle et l'émergence d'une nouvelle génération de robots capables de remplacer les humains en matière de calcul, de mémoire, d'analyse avec des performances de travail élevées. La demande de ressources humaines de bonne qualité ayant une pensée créative et capable de maîtriser des machines augmente. Cela affecte directement la capacité professionnelle et la pensée de l'enseignant. Devant des sources extrêmement abondantes de documents d'apprentissage et d'enseignement grâce à l'avancée du système Internet connecté et du big data, les enseignants doivent régulièrement mettre à jour de nouvelles connaissances et des méthodes pédagogiques modernes pour éviter l'ennui et l'arriération dans le processus d'enseignement. L'industrie 4.0 a changé le rôle de l'enseignant « traditionnel », en passant leur fonction de *transmettre des connaissances* à *organiser et*

¹²⁷ COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Kết luận số 94-KL/TW [Conclusion No. 94-KL/TW], le 28 mars 2014 », 2014., sur la continuation de l'innovation dans l'étude de la théorie politique dans le système éducatif national

¹²⁸ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DU VIETNAM, « Số liệu thống kê giáo dục đại học năm học 2019 - 2020 [Données statistiques sur l'Enseignement supérieur pour l'année scolaire 2019-2020] », 2021.

guider les apprenants dans les compétences de l'acquisition de connaissances et de créativité. Cependant, avec cette série d'exigences de changement, l'enseignement supérieur au Vietnam semble encore être le même. Les universités sont toujours axées fortement sur l'organisation de manière traditionnelle, en enseignant principalement ce qui a été leurs points forts depuis le passé, et en établissant des plans d'inscription et de formation en fonction des capacités actuelles du corps professoral. Il y a beaucoup d'universités qui font toujours l'inscription étudiante à certaines branches de formation selon une seule raison : il y a trop de professeurs « *inactifs* » dans ces domaines-là. Pendant de nombreuses années, ce corps enseignant bénéficie toujours des salaires, mais il est sous-employé parce qu'il n'y a pas d'étudiants dans leurs branches de formation. Mais, on ne peut pas aussi les licencier ou les transférer vers d'autres postes en raison du mécanisme étatique sur le personnel. Alors, il vaut mieux abaisser le score d'admission au niveau le plus bas possible afin d'avoir des étudiants pour cette force « *disponible* ». Cette situation n'est pas rare et se produit même dans les universités les mieux classées du Vietnam¹²⁹.

La réalité du développement de la production intelligente basée sur la plate-forme internet de l'Industrie 4.0 rend vite obsolètes les connaissances que les universités traditionnelles enseignent. Par conséquent, les diplômés des institutions universitaires traditionnelles ne s'adaptent pas au développement de l'Industrie 4.0, ne répondent guère aux exigences des entreprises. Cela pousse de nombreuses entreprises à devoir reformer une partie de leur personnel, voire les former nouvellement. L'industrie 4.0 creuse le fossé entre les connaissances enseignées des universités traditionnelles et les connaissances dont la société a réellement besoin, conduisant au paradoxe que de milliers de diplômés sont au chômage, mais les entreprises ne recherchent pas suffisamment de personnes pour travailler. Il existe de nombreuses compétences et connaissances qui n'ont pas été apprises à l'école, mais elles sont extrêmement nécessaires. Le système d'enseignement supérieur ne fournit pas suffisamment aux apprenants les compétences techniques, numériques ainsi que des compétences synthétiques de travail (de résolution de problèmes, de communication, de travail en équipe, etc.) qui sont des exigences obligatoires pour l'économie du savoir, des services industriels ou l'automatisation¹³⁰. La révolution industrielle 4.0 a changé l'image du marché du travail, un diplôme universitaire traditionnel n'est pas suffisant pour aider les diplômés à survivre dans cette révolution. C'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreux élèves après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires ne passent pas l'examen d'entrée dans les universités publiques traditionnelles, mais choisissent d'étudier à l'étranger malgré des coûts très élevés.

2.1.2. Des opportunités riches et diverses, mais une faible capacité des universités vietnamiennes à les saisir

(1) la capacité d'appliquer l'infrastructure technologique pour améliorer la qualité de la formation est faible

Dans un monde de plus en plus interconnecté, l'interaction entre les systèmes et les hommes augmente considérablement. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui comprennent tous les moyens techniques utilisés pour traiter l'information et faciliter la communication jouent le rôle de la communication unifiée avec

¹²⁹ LE Hong Lan, *Les grandes questions de l'enseignement supérieur du Vietnam* mené par Nguyen Quang Anh, 2 novembre 2020. (interview en vietnamien)

¹³⁰ THE WORLD BANK, « Vietnam National University Development Project », 2018, p.4.

une combinaison de télécommunications, de systèmes de gestion intelligents et de systèmes audiovisuels dans les technologies de l'information modernes. L'utilisation des TIC dans l'éducation et la variété des TIC disponibles dans les universités peuvent être utilisées pour améliorer la qualité d'enseignement-apprentissage selon plusieurs manières. Dans les universités vietnamiennes, l'infrastructure technologique actuelle peut aider à achever l'objectif d'augmenter les opportunités de réseautage, de fournir l'éducation à distance, de compléter les méthodes d'apprentissage traditionnel, de créer des avantages pour l'enseignant et l'apprenant, si on peut combiner les nouvelles technologies dans l'environnement d'apprentissage selon les points clés suivants :

- Amélioration de la possibilité d'accéder aux ressources : Contrairement aux salles de classe traditionnelles qui sont verrouillées à la fin de la journée, les TIC permettent aux étudiants d'accéder aux ressources d'apprentissage à tout moment. Cela augmente l'accès aux ressources qui sont particulièrement précieuses pour les étudiants ayant des besoins spéciaux et les étudiants résidant dans des régions éloignées ou des pays en développement.
- Expérimentation de l'apprentissage interactive : auparavant, de nombreux instructeurs transmettaient des informations aux étudiants par des cours magistraux. Maintenant, les TIC permettent aux étudiants d'accéder à des informations à travers des vidéos, des podcasts et d'autres médias interactifs, qui créent des expériences d'apprentissage intéressantes pour les étudiants.
- Apprentissage se focalisant sur l'apprenant : Dans une salle de classe traditionnelle, les étudiants ne pouvaient pas contrôler la façon par laquelle les leçons sont construites. Mais, grâce aux TIC, les étudiants ont pu prendre le contrôle de leur expérience d'apprentissage. De plus, les étudiants peuvent décider quand ils étudient et comment le contenu de la leçon sera présenté.

Les connaissances, la capacité d'utiliser et de créer pour les TIC sont des conditions essentielles de l'Industrie 4.0, non seulement dans le secteur de l'enseignement supérieur. Mais, c'est aussi un point très faible des universités vietnamiennes. Cet inconvénient vient de la capacité de l'université à s'équiper des infrastructures technologiques, des qualifications et de l'adaptabilité du personnel enseignant et aussi de l'attitude d'apprentissage des étudiants vietnamiens.

(2) Les opportunités d'emploi avec des salaires élevés dans le secteur des TIC au Vietnam sont très nombreuses à l'heure actuelle, mais les diplômés sont moins susceptibles de les saisir, car ils ne sont pas bien formés dans les universités

Selon le rapport sur l'économie numérique de l'Asie du Sud-Est publié en 2020, l'économie numérique de la région dépassera 100 milliards USD en 2020 et triplera d'ici 2025. L'Asie du Sud-Est sera susceptible de devenir l'un des marchés avec la croissance la plus rapide en commerce électronique, grâce à la population maîtrisant la technologie, en particulier la popularité croissante dans l'utilisation des smartphones¹³¹. Selon une enquête de TopDev, en 2020, le marché vietnamien montre une bonne réponse et est fortement développé dans 12 domaines principaux tels que : E-commerce, Fintech, Ride/food app, Edtech, Healthcare, etc. Dans un futur proche, le Vietnam sera la destination de nombreuses grandes entreprises

¹³¹ GOOGLE, TEMASEK et BAIN & COMPANY, « E-Conomy SEA 2020 - At full velocity: Resilient and racing ahead », 2020.

technologiques dans le monde. Par exemple, Roxy Sexton, vice-président de la chaîne d'approvisionnement d'Apple, a déclaré qu'Apple était disposé à rencontrer et à explorer des opportunités de coopération avec les entreprises de TIC du Vietnam souhaitant rejoindre le système d'approvisionnement de l'Apple. La participation de ce groupe américain dans les temps à venir renforcera probablement la vague d'investissements étrangers au Vietnam depuis 2020. En outre, Samsung est l'un des groupes à capitaux étrangers qui contribuent considérablement à stimuler l'économie vietnamienne, en 2020, il a investi 300 millions USD supplémentaires en R&D (recherche et développement) dans la région de Hanoï et a besoin de 4 000 personnels en domaine de technologie à court terme. Hindustan Computers Limited (HCL), l'une des 3 plus grandes entreprises informatiques de l'Inde (dans le Top 5 des sociétés d'externalisation dans le monde) a développé son centre à Hô Chi Minh-Ville, et aura besoin de 10 000 ingénieurs supplémentaires dans les 5 années prochaines (2020-2025). L'Entreprise Axon, l'une des principales sociétés de développement technologique pour le domaine de l'exécutif aux États-Unis, a également concentré sa base de développement technologique à Hô Chi Minh-Ville.

Lors de la conférence technologique nationale du Vietnam, Web Summit 2019, M. Nguyen Huu Binh, PDG de TopDev, a déclaré :

[trad.] Actuellement, il y a une forte tendance à investir dans les technologies de l'information au Vietnam. Les partenaires de TopDev sont des entreprises technologiques de premier plan du Japon, des États-Unis, de l'Inde et de la Corée du Sud qui mettent actuellement en œuvre de très grands projets de technologie de l'information et ont de grands besoins en ressources humaines au Vietnam.

Selon le rapport sur la technologie de l'informatique de TopDev, en 2020, le Vietnam a besoin de plus de 400 000 informaticiens et en 2021, ce nombre passera à 500 000 personnes. Actuellement, le marché du travail vietnamien exige vivement des ressources humaines essentielles de hautes qualités, mais l'offre est toujours bien inférieure à la demande. Pendant ce temps, aujourd'hui, les institutions de formation au Vietnam n'ont pas encore répondu aux besoins des entreprises à la fois en quantité et en qualité. Chaque année, il y a environ 50 000 étudiants en informatique diplômés, mais seulement 30 % d'entre eux peuvent travailler immédiatement, 70 % restant doivent suivre une formation complémentaire ou une nouvelle formation¹³². Mais, même si 100 % de ces diplômés peuvent répondre aux exigences du travail, ce nombre est également très faible par rapport à la demande de développement des entreprises de technologies de l'information.

Selon le rapport sur le marché de l'IT du Vietnam 2020, le salaire pour les postes de management de technologie (équivalent au directeur de la technologie ou au directeur des systèmes d'information d'une société) peut atteindre de 5 700 USD/mois (tandis que le salaire moyen d'un doctorat dans le système public est d'environ 200-300 USD/mois), et 2000 USD/mois est le salaire moyen que les entreprises sont prêtes à payer pour des personnes expérimentées avec le taux d'augmentation salariale après 1 an de travail est de 12-18 %. Face à la rareté des ressources humaines, les employeurs peinent à trouver du personnel en acceptant à la fois les exigences non seulement de salaire, mais aussi d'autres conditions au travail afin que les candidats puissent assurer l'équilibre de vie. Cependant, le recrutement reste toujours très difficile¹³³. La cause importante de cette pénurie se situe dans

¹³² TOPDEV, « Vietnam IT Landscape 2020 », 2020.

¹³³ *Ibid.*

la politique d'éducation : la faiblesse et le manque de vision des responsables du secteur de l'éducation ont conduit à un grave déséquilibre dans la structure professionnelle.

(3) Manque de programmes de formation dans de nouveaux domaines, tels que les technologies de l'information et de la communication, les technologies de nouveaux matériaux, la technologie de fabrication de machines, l'automatisation, la biotechnologie et l'environnement, la logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement

Dans un monde moderne conduit par la technologie, les gouvernements de nombreux pays du monde, même des pays ayant des technologies les plus avancées comme les États-Unis, la Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud, etc., ont clairement priorisé les industries de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM, ou STEM en Anglais : science, Technology, Engineering and Mathematics). En conséquence, les nouveaux étudiants, en particulier les étudiants aux États-Unis et dans les pays développés, se sont fortement tournés vers les disciplines de STEM pour trouver plus d'opportunité d'emploi. Au Vietnam, il n'y a actuellement aucune stratégie d'orientation professionnelle, cela conduit à la situation où une grande part des meilleurs étudiants influencée par la psychologie des foules ont choisi les branches économiques, financiers ou bancaires, ce qui fait relever considérablement le score d'admission pour les institutions de formation dans ces domaines par rapport aux écoles de technologie et d'ingénieurs. Il faut souligner que des écoles en technologie et ingénieur sont déjà peu nombreuses, mais ils ne peuvent pas attirer de bons candidats. Alors, la pénurie de ressources humaines capables de travailler dans les industries technologiques, surtout dans les technologies de l'information et de la communication, s'aggrave rapidement dans l'ère de la numérisation et de l'automatisation. Le rapport sur l'industrie des technologies de l'information de l'agence de médias VietnamWorks montre également que, ces dernières années, le nombre d'emplois dans ces industries au Vietnam a augmenté en moyenne de 47 % par an, mais le nombre d'employés n'a augmenté que de 8 %¹³⁴. Dans ce cas, les mauvais choix des jeunes à l'entrée à l'université peuvent être utilisés pour expliquer la situation que beaucoup de diplômés sont au chômage, mais les secteurs des sciences et des technologies manquent vivement de ressources humaines, et ce déséquilibre continue à s'accroître au fil des années.

2.1.3. Capacité limitée de recherche et de publication scientifique

(1) La qualité de la plupart des doctorats dans le système d'enseignement supérieur vietnamien, n'est pas conforme pas aux normes internationales

Pendant des décennies, l'enseignement supérieur vietnamien a eu tendance à se concentrer sur l'enseignement et la formation, tandis que l'activité de recherche a été principalement volontaire dans les établissements d'enseignement supérieur. L'un des problèmes majeurs au Vietnam est que le nombre de doctorats n'est pas petit, mais une partie importante d'entre eux (environ 33 %) ne travaille pas dans le système éducatif, mais est des managers dans le domaine peu lié à l'éducation ou à la recherche. Ils ne mènent pas des activités de recherche et n'ont aussi aucune capacité de recherche. Pendant ce temps, les doctorats dans l'effectif des universités/instituts de recherche font également peu de la recherche (sauf un faible pourcentage des doctorats formés des pays avancés), donc le

¹³⁴ VIETNAMWORKS, « Báo cáo về Thị trường nhân lực ngành Công nghệ thông tin: Thập niên 2020 và năm 2020 [Rapport sur le marché des ressources humaines en technologies de l'information: décennies 2020 et 2020] », VietnamWorks, 2020.

nombre de recherches et de publications internationales est très limité ; de plus, les sujets/projets de recherche n'ont souvent pas beaucoup d'importance scientifique ou pratique. Quelques exemples sur les données d'articles de ISI/Scopus peuvent l'illustrer : en 2014, le système d'enseignement supérieur vietnamien comptait 12 261 enseignants titulaires d'un doctorat, mais seulement 4 061 articles ont été publiés ; en 2016, il y avait 16 514 doctorats, mais seulement 5 863 articles ; en 2019, 21 977 doctorats, mais seulement 12 566 articles.

Une limitation existant depuis de nombreuses décennies est l'incompatibilité des critères de formation doctorale entre le Vietnam et l'International. Selon les statistiques de l'OCDE¹³⁵, les 10 pays avec le plus grand nombre de doctorats en 2014 sont les suivants :

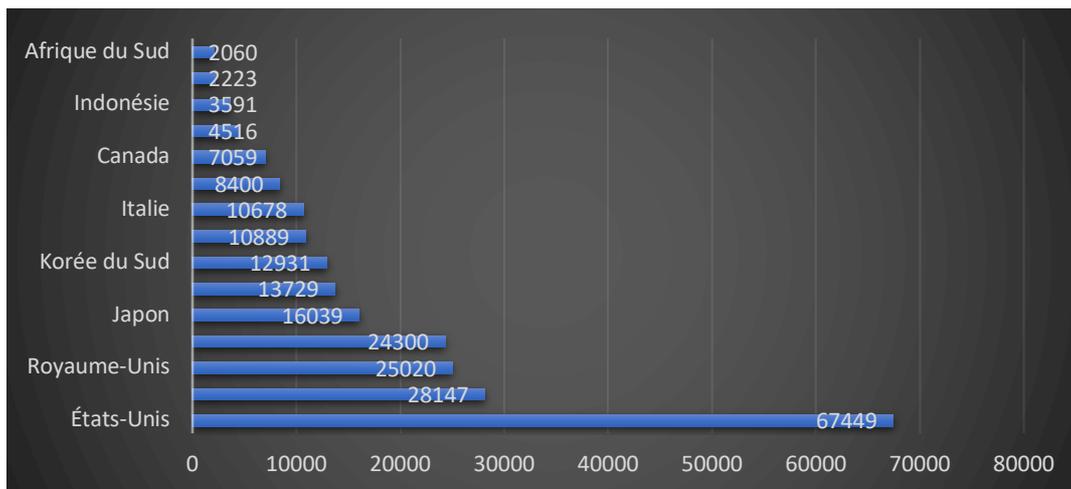


Figure 3 : Les pays ayant le plus de doctorats (2014)

Pendant ce temps, à la même époque (en 2014), le Vietnam, avec 12 261 doctorats, vaudrait se positionner au milieu de ce tableau, mais l'absence du Vietnam dans le classement est due à ses critères de formation doctorale « *uniques* », pas reconnus internationalement. Bien qu'ils soient nombreux, la plupart des doctorants vietnamiens sont formés dans le pays et ne respectent pas les normes d'assurance qualité selon les pratiques internationales. Concernant le niveau doctoral domestique, la qualité des professeurs/professeurs agrégés et celle des articles internationaux publiés du Vietnam sont le produit d'une longue histoire qui sera analysée en détail dans les sections suivantes de la thèse.

(2) En matière du nombre d'études

De nos jours, le nombre d'inventions et de publications scientifiques est considéré comme l'une des mesures du niveau de développement scientifique et technologique, et de la compétitivité d'un pays. Par conséquent, l'investissement dans la science et technologie est une priorité absolue pour de nombreuses nations. La tendance à l'intégration internationale exige que les gouvernements et les universités, s'ils veulent affirmer leur prestige, accroître leurs marques et attirer les apprenants, doivent augmenter leurs positions dans les classements mondiaux. Le nombre de recherches et la publication internationales en tant que principaux critères de tous les classements a obligé les universités d'investir afin d'avoir plus d'ouvrages scientifiques publiés sur les revues internationales prestigieuses. Au cours de la période 1991-2010, la productivité de la recherche du Vietnam n'équivalait qu'à 13,33 % de

¹³⁵ OCDE, « Science, Technology and Innovation Outlook 2016 », 2016.

celle de Singapour et 29 % de celle de la Thaïlande^{136 137}. Passant en période 2010-2020, bien qu'il y ait eu de l'amélioration, l'écart du Vietnam avec la région est toujours grand. Selon le classement *Scimago Country Ranking (2020)* basé sur le nombre total d'ouvrages scientifiques cités, le nombre total de citations, le nombre moyen de citations/ouvrage, le coefficient d'influence (indice H) des travaux scientifiques d'un pays, le Vietnam (population 98,3 millions) classe 46/239 pays et territoires, tandis que la Thaïlande (population 69,8 millions) classe 40/239, Singapour (population 5,8 millions) classée 37/239, la Malaisie classée 24/239 (population 32,5 millions) et l'Indonésie classées 21/239 (population 275 millions). Si on regarde la population des pays (jusqu'au moment de 12/2020) de la région, cette différence est encore plus grande dans la réalité.

Pour de nombreux pays dans le monde, la publication internationale n'est pas seulement une tâche importante pour les scientifiques dans les domaines des sciences naturelles, de l'ingénierie et de la technologie, mais aussi pour les sciences sociales. Récemment, lorsque la Chine a intensifié son envahissement sur la mer de Chine méridionale, on a pu voir de plus en plus clair que la grande importance des travaux scientifiquement solides dans les forums internationaux de scientifiques aux États-Unis, en Australie, au Japon, en Allemagne, etc., ainsi qu'au Vietnam, dans des domaines tels que l'archéologie, l'histoire, la géographie, la mer et les îles, le droit international, la diplomatie, etc. pour protéger la liberté de navigation et la souveraineté territoriale en vertu des conventions internationales.

Le Vietnam est une économie émergente, la mondialisation et l'Industrie 4.0 ont créé des circonstances et des conditions favorables au développement rapide de la science au cours des dernières décennies. Le *Web of Science Global Research Report 2019* indique qu'en Asie du Sud et en Asie de l'Est, le Vietnam a la croissance la plus rapide : le nombre de publications indexées a multiplié plus de 5 fois depuis 2009 et il montre également des signes d'expansion continue¹³⁸. Selon une autre statistique, uniquement sur les revues de l'ISI (sans compter les revues de Scopus), le nombre de publications internationales (principalement dans le domaine des sciences naturelles et des sciences de l'ingénieur) du Vietnam a considérablement augmenté depuis 2018.

Si en 2011, le Vietnam ne comptait qu'environ 1 600 articles de ISI, en 2018, ce nombre était environ 6 000 articles, et en 2020, il a continué de multiplier plus de 2 fois, avec environ 12 500 articles. Le nombre d'articles ISI en 2020 est supérieur au somme total des trois années 2017, 2016 et 2015, et également supérieur au nombre total d'articles ISI du Vietnam au cours de la période de 5 ans précédente (2011 - 2015). Bien que l'information semble être positive en matière de quantité, en réalité, les chercheurs vietnamiens s'appuient principalement sur les contacts internationaux pour avoir de publications, ces tels cas représentent environ 77 % de toutes les publications. La plupart des recherches internationales sont dirigés par des auteurs étrangers, ou qui sont les auteurs principaux, de sorte qu'il existe très peu de publications dont le seul auteur est vietnamien¹³⁹. Parmi les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, le Vietnam a encore une faible efficacité de recherche, dépendant

¹³⁶ NGUYEN Tuan V. et PHAM Ly T., « Scientific output and its relationship to knowledge economy », *Scientometrics*, 89, 2011.

¹³⁷ YI Yong, QI Wei et WU Dandan, « Are CIVETS the next BRICs? », *Scientometrics*, 94, 2013.

¹³⁸ ADAMS Jonathan, PENDLEBURY David, ROGERS Gordon *et al.*, « Global Research Report – South and East Asia », Institute for Scientific Information, 2019.

¹³⁹ HO Toan, VUONG Thu-Trang, PHAM Thanh-Hang *et al.*, « The Internal Capability of Vietnam Social Sciences and Humanities », *Publications*, 8, 2020.

fortement des co-auteurs étrangers ; de plus, le nombre de publications internationales est limité dans les domaines d'application et pluridisciplinaires¹⁴⁰.

Dans les sciences sociales et humaines, les activités de recherche et de publication sont beaucoup plus limitées, bien qu'il y ait quelques signes d'amélioration, mais il manque encore de la stabilité. Le résultat des données analytiques d'une équipe de recherche de l'Université de Phenika, de l'Université du Commerce extérieur, de l'Université de RMIT Vietnam, de l'Université de Hanoï et de l'Institut d'études politiques de Paris (France) publiées en 2020, montrent que pendant la période de 2016 et avant, il existait un certain nombre de « nouveaux auteurs » vietnamiens chaque année (qui a pour la première fois d'article international de Scopus). À partir d'environ 100 « nouveaux auteurs » du début des années 2010, ce nombre est progressivement passé à 167 en 2016, mais depuis 2018, on a reconnu une croissance très rapide sur le nombre de « nouveaux auteurs » : 375 en 2018, 631 en 2019 et 588 en 2020. Cet ensemble de données comprend les Vietnamiens dans le pays et les Vietnamiens qui étudient ou travaillent à l'étranger (à condition d'avoir toujours la nationalité vietnamienne)¹⁴¹.

Bien que depuis 2018, il y ait eu une amélioration rapide des publications internationales à la fois en sciences naturelles et sociales, et les professeurs d'université aient représenté environ 70 % du nombre total de publications ISI/Scopus (le reste est des publications des instituts de recherche chargés de formation doctorale), par rapport aux autres pays de la région, le Vietnam est encore loin derrière. Il y a deux raisons importantes pour créer une augmentation et aussi à partir desquelles, on trouve encore une fois l'inertie, la stagnation et la passivité d'une grande part des scientifiques vietnamiennes. La première raison est la politique de récompense (par l'argent) très élevée des établissements d'enseignement supérieur pour chaque article ISI/Scopus. La deuxième est la conséquence de la circulaire 08/2017/TT-BGD du ministère de l'Éducation sur les règlements de la formation doctorale au Vietnam qui a promu des tâches de recherche. Cette circulaire a pris effet à partir de 2018 selon laquelle il faut la publication dans des revues internationales prestigieuses pour à la fois des doctorants et des directeurs de thèse. Le règlement de la formation doctorale en 2017 est donc considéré comme une brèche obligeant les chercheurs à améliorer leurs qualifications. On a espéré ce faisant que la qualité doctorale formée au Vietnam puisse s'intégrer progressivement au niveau de région et plus globalement, au monde. Cependant, après moins de 2 ans de l'application dans le système universitaire vietnamien, seulement jusqu'à la mi-2020, le ministère de l'Éducation a élaboré un projet d'amendement pour revenir à l'ancien règlement d'avant 2018. Cela a causé une forte réaction du monde de grands scientifiques vietnamiens, mais les institutions de formation doctorale l'ont accueilli avec enthousiasme. Ainsi, on a compris à un certain niveau pourquoi le ministère de l'Éducation du Vietnam a changé à la hâte un règlement incitatif pour revenir à un règlement très dépassé et dépourvu de normes scientifiques.

¹⁴⁰ HIEN P. D., « A comparative study of research capabilities of East Asian countries and implications for Vietnam », *High Educ*, 60, 2010.

¹⁴¹ HO Toan, VUONG Thu-Trang, PHAM Thanh-Hang *et al.*, *op. cit.*

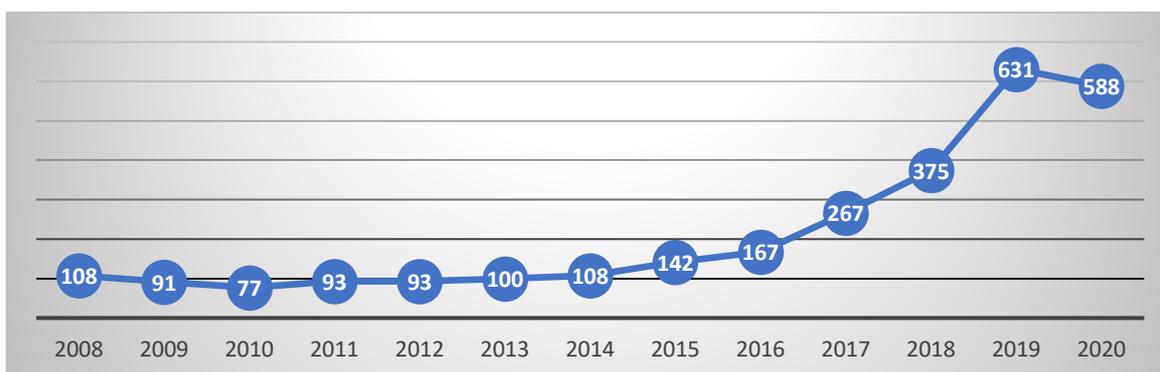


Figure 4 : Nombre de nouveaux auteurs ayant des articles de Scopus dans le domaine de Sciences sociales (2008-2020)
Source (HO et al, 2020)

(3) En matière de la qualité de recherche

Dans les tâches de recherche dans les universités, il existe deux activités principales, la publication des recherches dans des revues scientifiques et la mise en œuvre de sujets/projets de recherche. La performance de recherche du Vietnam dans ces deux activités sont faibles et elle est exprimée clairement : selon l'indice H (H-index)¹⁴² sur le classement Scimago 2020, dans la région de l'Asie du Sud-est, le Vietnam se classe au 59^e rang, derrière l'Indonésie (58e) et les Philippines (56e) et il existe un gros écart avec la Thaïlande (42e), la Malaisie (41e), Taïwan (29e), Hong Kong (25e), Singapour (24e). Ce résultat conforme à l'évaluation de la Banque mondiale en 2018 indique que les universités vietnamiennes recherchent trop peu, la plupart des produits de recherche ne garantissent pas la qualité pour répondre aux besoins de l'économie¹⁴³. Le problème de la qualité dans la recherche dans les universités est également exprimé dans les sujets ou projets de recherche. Nombreux sont trop dépassés par rapport à ce que le monde a fait, surtout dans les domaines de l'économie, de l'éducation et des sciences sociales. Probablement, des sujets de recherche ne sont que des problèmes qui ont été bien étudiés il y a 50 ans dans le monde, et la mise en œuvre des tels projets vise seulement à faire face aux règlements obligés et à être bien apprécié dans l'émulation annuelle aux universités vietnamiennes. Les sujets de recherche en technologie sont très rarement applicables dans la pratique, de sorte que ces sujets dépendent entièrement du budget alloué par l'État et peuvent rarement recevoir les ressources des entreprises. Les sujets de recherche manquent souvent de coopération, d'intégration de la science interdisciplinaire dans la recherche technologique au sein d'une école ainsi qu'entre des écoles, donc après avoir été réceptionnés (normalement, par un comité d'acceptation proposé par le président de projet de recherche), ces travaux scientifiques dorment souvent dans l'entrepôt et après un délai de 5 ans, ils seraient acceptés d'être liquidés. Ainsi, même l'école de tutelle qui ne peut pas appliquer ces sujets de recherche, la question de transmission technologique à l'économie est plus lointaine¹⁴⁴.

¹⁴² L'indice H (ou indice de Hirsch ou h-index en anglais) qui mesure l'influence cumulée d'un scientifique (l'indice H). Il est calculé en fonction du nombre d'ouvrages publiés et du nombre de citations. « Un scientifique a un indice h si h de [ses] Np articles ont chacun au moins h citations, et les autres (Np - h) articles ont au plus h citations chacun. »

¹⁴³ THE WORLD BANK, « Vietnam National University Development Project », 2018, p.147.

¹⁴⁴ NGUYEN Dong Anh, *Situation actuelle de l'Enseignement supérieur vietnamien* mené par Nguyen Quang Anh, 31 octobre 2020.

2.1.4. Position des universités vietnamiennes dans les classements internationaux

Il y a toujours des controverses sur l'application de critères pour évaluer et classer les universités : chaque classement avec ses propres critères d'évaluation donnera des résultats différents sur la position d'une même université par rapport aux autres universités. Cependant, ces différences ne changent pas la qualité principale des écoles, mais peuvent faire seulement de petites variations sur le rang. Dans le contexte d'un enseignement supérieur fortement internationalisé, les étudiants ou les partenaires peuvent choisir n'importe quel établissement de formation pour s'inscrire ou coopérer dans la recherche. Et certainement, lors d'étudier un établissement de formation, la première façon que les gens utilisent est de trouver les informations de l'école qui les intéressent dans les classements. C'est pour cette raison que les universités du monde entier s'efforcent d'améliorer leur position dans les classements régionaux et internationaux.

Chaque classement utilise ses propres formules et critères pour donner les résultats sur les établissements d'enseignement supérieur, mais il existe toujours des paramètres communs importants : qualité de l'enseignement, évaluation de l'employeur, capacité de recherche, etc. Par conséquent, la présence des universités d'un pays dans les classements internationaux contribue à refléter la qualité et le potentiel de développement du système universitaire de ce pays-là. Avec cette approche, nous avons utilisé et comparé les dernières données d'un certain nombre de grands classements des universités dans le monde pour décrire avec précision la position des universités vietnamiennes par rapport aux autres pays de la région. Le 12 septembre 2019, le *Times Higher Education (THE)* a officiellement annoncé le classement mondial des meilleures universités. Il s'agit d'un classement très prestigieux publié chaque année. Et pour la première fois, le Vietnam a compté 3 universités présentes dans ce classement, dont l'Université nationale de Hanoï et l'Université de Polytechnique de Hanoï (au groupe de 801 - 1000), l'Université nationale de Hô Chi Minh-Ville (dans le groupe de 1 000+). Ces rangs sont principalement le résultat de l'augmentation rapide du nombre de publications internationales de ces institutions de formation, à partir de 2018.

Le classement **World University Ranking 2020**¹⁴⁵ comprend près de 1 400 universités dans 92 pays et est actuellement le classement universitaire le plus grand et le plus diversifié. Ce tableau est basé sur des indicateurs d'efficacité qui sont soigneusement calibrés pour mesurer la performance d'un établissement d'enseignement supérieur dans toutes les missions principales : l'enseignement (environnement d'apprentissage), la recherche (volume, revenu et réputation), les citations (influence des recherches), les revenus de l'industrie (transfert de connaissances) et le potentiel international (personnel, étudiants et chercheur). Les données de 2020 montrent que le Vietnam compte 2 universités classées : l'Université Nationale du Vietnam à Hanoï (classée entre 801 et 1000) et l'Université Nationale du Vietnam à Hô Chi Minh-Ville (classé au 1001+), alors qu'avant 2019, le Vietnam n'était présent dans ce classement. Pendant ce temps, ce n'est que dans la région de l'ASEAN, mais sans compter d'autres puissances éducatives telles que le Royaume-Uni, les États-Unis, la

¹⁴⁵ Le World University Rankings 2020 (Times Higher Education) comprend près de 1 400 universités dans 92 pays. Le tableau est basé sur 13 indicateurs de performance soigneusement calibrés qui mesurent les performances d'un établissement dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, du transfert de connaissances et des perspectives internationales. C'est le seul classement universitaire à être audité de manière indépendante par la société de services professionnels PricewaterhouseCoopers et auquel les étudiants, les enseignants, les gouvernements et les experts de l'industrie font confiance dans le monde entier.

France, l'Australie, etc., la plupart des pays voisins du Vietnam ont une présence impressionnante dans ce classement, en particulier Singapour, la petite nation insulaire avec une superficie et une population plus petites que Hanoï (la capitale du Vietnam), qui compte 2 universités classées 25e et 48e ; la Thaïlande compte 16 écoles, dont 3 parmi les 1000 premières ; la Malaisie compte 13 écoles avec 1 école dans le top 350 parmi ses 10 universités dans le top 1000 ; l'Indonésie a 6 représentants dans lesquelles 1 est dans le top 1000 ; les Philippines ont 2 écoles, dont 1 école dans le top 500.

Dans le classement **QS World University Rankings** des 1000 meilleures universités au monde en 2019, le Vietnam compte 3 représentants dans les rangs entre 701-750, 801-1000 et 1001+, ce sont l'Université Nationale du Vietnam à Hanoï, l'Université polytechnique de Hanoï, l'Université Nationale du Vietnam à Hô Chi Minh-Ville. Cependant, l'écart entre l'enseignement supérieur vietnamien et celui des pays voisins est encore très important : Singapour compte 3 universités classées 11e (2 écoles au 11e) et 477e rang ; la Thaïlande compte 9 écoles, dont 1 au 247e, 1 au 314e ; la Malaisie compte 21 écoles dans lesquelles la position la plus élevée est 70e, 159e, 160e, 165e, 217e, 442e et 482e ; l'Indonésie compte 10 écoles dans lesquelles les 3 premières positions sont 296e, 320e, 331e ; les Philippines ont 4 écoles dans lesquelles 1 école est classée 356e ; Brunei a 2 écoles et tous les deux sont aux positions plus élevées que les universités vietnamiennes, à 298e et 379e.

Le classement **U21 Ranking of Higher education system 2020**, réalisé par l'organisation Universitas 21¹⁴⁶, a sondé les systèmes d'enseignement supérieur de la plupart des pays du monde, puis a classé les 50 premiers pays ayant l'enseignement supérieur le plus développés. En Asie du Sud-Est, il y a 4 pays classés : Singapour au 4e rang, la Malaisie au 27e, la Thaïlande au 46e et l'Indonésie 45e. En outre, d'autres pays peuvent être mentionnés tels que : les États-Unis classés au 1er, le Royaume-Uni au 6e, l'Australie au 9e, la France au 17e, Japon au 20e, Taïwan au 21e, Coréedu Sud au 24e.

Le tableau **QS Asia 2019** classe environ plus de 500 des meilleures universités d'Asie, réalisées par QS en se basant sur l'évaluation intégrée de 11 critères : réseau de recherche international, proportion étudiante de l'université, étudiants internationaux, échange à l'étranger, citation par étude, échange domestique, recherche pour chaque établissement, faculté internationale, réputation académique, réputation du personnel, personnel universitaire titulaire d'un doctorat. Au 27 novembre 2019, selon les résultats annoncés par **QS Asia 2019**, le Vietnam a compté 8 institutions d'enseignement supérieur dans le top 500, dont 2 classés au 143e et 147e rang ; Singapour a compté 3 écoles classées aux 1er, 2e, 76e ; la Thaïlande a compté 21 écoles, leurs positions les plus élevées étaient 45e, 48e, 100e, 107e, 127e, 146e, 148e, 160e ; la Malaisie a compté 29 écoles, avec les positions les plus élevées étant 13e, 33e, 37e, 39e, 46e, 82e, 109e, 116e, 119e, 122e ; l'Indonésie avait 20 écoles dont la position la plus élevée était 59e, 66e, 70e et 132e ; les Philippines ont 7 écoles avec les positions les plus élevées de 72e, 124e, 156e, 179e ; Brunei a compté 2 écoles classées au 86e et 137e rang.

Dans toutes les évaluations ci-dessus, si l'on considère un critère supplémentaire de proportion sur la taille de la population, le Vietnam sera loin derrière les pays de l'ASEAN et les pays de la région. De plus, la nature de l'avancement dans certains critères (en fait, ils ne

¹⁴⁶ Universitas 21 est un réseau international d'universités axées sur la recherche, dont le but est d'être un « point de référence international et une ressource pour la pensée stratégique sur des sujets globalement significatifs ». Ce groupe compte actuellement 26 membres dans 17 pays et territoires. Dans le même temps, les écoles du groupe comptent au total environ 1,3 million d'étudiants, 210 000 enseignants et chercheurs.

commencent qu'à être améliorés après 2018) est due à l'augmentation rapide du nombre d'articles ISI/Scopus au cours des trois années 2018-2020. Cependant, à partir de 2021, année où le nouveau règlement dans la formation doctorale au Vietnam n'exige plus 2 articles ISI/Scopus, il est presque certain que le nombre de publications internationales prestigieuses du Vietnam retombera en baisse et diminuera de manière significative. Par ailleurs, jusqu'à présent, le Vietnam n'a pas eu de revues scientifiques répertoriées dans la liste d'ISI, une seule revue qui vient d'entrer pour la première fois dans la liste de Scopus est l'Acta Mathematica Vietnamica de l'Institut des Mathématiques du Vietnam (l'établissement unique dont la qualité de la formation doctorale est très appréciée par le monde scientifique vietnamien). Pendant ce temps, les pays de la communauté ASEAN tels que la Malaisie ont eu 48 revues et la Thaïlande a eu 21 revues classées dans le système de Scopus. Cela reflète aussi en partie la situation actuelle de recherche des scientifiques vietnamiens.

2.2. Qualité des diplômés universitaires vietnamiens

En 2020, le nombre d'étudiants au niveau universitaire et postuniversitaire en formation est de 1 778 855. Le nombre des diplômés en 2019 est de 263 172 personnes. Avec la taille de la population vietnamienne de plus de 98,3 millions de personnes (à la fin de 2020), la proportion est d'environ 180 étudiants/10 000 habitants, tandis que le plan du gouvernement selon la proposition du ministère de l'Éducation pour la période actuelle est de 450 étudiants/10 000 habitants. Dans les déclarations en conférence de formation à l'admission à l'université organisée par le ministère de l'Éducation à Hô Chi Minh-Ville le 17 juin 2019, le taux de personnes de 18 à 29 ans (l'âge moyen auquel on fréquente l'université) étant actuellement étudiant au Vietnam est d'environ 28,3 %, alors qu'en Thaïlande, ce chiffre est de 43 %, en Malaisie, il est de 48 %, et dans les pays développés, ce taux est encore plus élevé¹⁴⁷. En partageant la même idée, un représentant de l'Office du Comité central du Parti informe que par rapport aux forces de travail et en comparant aux autres pays de la région, le pourcentage de travailleurs formés au Vietnam est actuellement encore trop faible par rapport aux besoins de développement de l'économie bien qu'il ait augmenté de façon continue ces dernières années. Plus précisément, la proportion de travailleurs titulaires de diplômes et de certificats au Vietnam ne représente actuellement que 21,8 % de la population active alors que ce chiffre répandu de la région est de 50 %. La main-d'œuvre titulaire d'un diplôme collégial et universitaire représente la plus grande proportion parmi les travailleurs ayant des certificats, mais en comptant sur 10 000 habitants, le nombre de ce groupe de travailleurs n'est que d'environ 300 personnes/10 000 habitants alors que le chiffre correspondant est de 520 en Corée du Sud, et de 700 au Japon¹⁴⁸. Alors que le Vietnam évolue vers une économie basée sur la connaissance, le faible pourcentage de travailleurs hautement qualifiés a causé de grandes difficultés pour l'économie. Cependant, un faible taux d'étudiants universitaires de seulement 180 étudiants/10 000 habitants n'est pas la principale préoccupation, mais le plus inquiétant est que les licenciés ou les diplômés aux niveaux plus élevés, quel que soit leur nombre, ne sont pas en mesure d'intégrer le marché du travail.

¹⁴⁷ TRAN HUYNH, « Tỷ lệ người học đại học Việt Nam thuộc loại thấp nhất thế giới [Le taux d'étudiants universitaires vietnamiens est parmi les plus bas au monde] » [en ligne], *Journal Tuổi trẻ*, 17 juin 2019, [consulté le 9 septembre 2021].

¹⁴⁸ TRUONG GIANG, « Tỷ lệ thất nghiệp bậc đại học trở lên cao hơn bậc cao đẳng, trung cấp [Le taux de chômage au niveau universitaire et supérieur est plus élevé que celui du collégial et du intermédiaire] » [en ligne], *VietNamNet*, 6 décembre 2019, [consulté le 9 septembre 2021].

Les critères pour évaluer la qualité des diplômés sont souvent divers et varient selon les spécificités de chaque discipline de formation. Normalement, ces critères seront synthétisés et exprimés à travers les normes sortantes de chaque école. La compétence sortante est le résultat attendu final qui définit le niveau minimum que les apprenants devront atteindre en matière de connaissances et de compétences professionnelles, après le processus de formation à l'université. Il s'agit également des règlements sur le contenu de connaissances professionnelles, de compétences pratiques, de la capacité de percevoir la technologie et de résoudre des problèmes dans le travail après avoir été diplômé, et d'autres exigences spécifiques pour chaque niveau et chaque domaine de formation.

En fait, les institutions universitaires vietnamiennes effectuent la publication obligatoire pour les normes sortantes des étudiants seulement depuis 2018, de sorte que la base de données pertinente n'est pas suffisante pour pouvoir évaluer la qualité de formation des écoles en particulier et du système d'enseignement supérieur en général. De plus, le Vietnam ne dispose pas d'organismes indépendants de suivi et d'accréditation de la qualité de l'éducation, toutes les agences d'accréditation actuelles sont établies par arrêté du le ministère de l'Éducation et fonctionnent sous la tutelle directe du ministère de l'Éducation. Par conséquent, en parlant de la situation actuelle des étudiants vietnamiens en fin de cycle d'études supérieures, il est impossible de se baser seulement sur les rapports du ministère de l'Éducation, ou des universités, mais on doit se reposer sur deux facteurs importants : le taux de chômage des travailleurs titulaires d'un diplôme universitaire/postuniversitaires et le retour d'information des employeurs sur la qualité des ressources humaines formées au Vietnam.

2.2.1. Situation de chômage des diplômés universitaires vietnamiens

(1) Le problème inquiétant au niveau alarmant actuel est le chômage des diplômés ne répondant pas aux exigences du marché du travail

Pour les industries dont la société a besoin, d'une part, il manque des offres en raison des lacunes des politiques de formation, d'autre part, les nouveaux licenciés, malgré leur diplôme universitaire dans les bons domaines n'ont pas suffisamment de qualifications réelles et de compétences professionnelles. De plus, la surabondance d'une série de diplômés en pédagogie et en économie aggrave le chômage d'étudiants. M. Nguyen Manh Hai (Institut central de Gestion économique) a reconnu :

[trad.] Le fait qu'une grande partie des diplômés universitaires soient au chômage montre la réalité de la faible qualité des étudiants formés, ne répondant pas aux besoins de l'économie, ou la formation n'est pas conforme à la demande du marché ; l'industrie a besoin de ressources humaines de haute qualité, il n'y a pas de l'offre, mais l'industrie n'a pas la demande, l'offre est trop grande.¹⁴⁹

Le rapport du ministère de l'Information et des Communications montre que 72 % des diplômés doivent être de nouveau formés dans des sociétés et des entreprises. Selon le professeur agrégé Tran Xuan Nhi, ancien vice-ministre de l'Éducation, la situation de chômage étudiant trop élevée est un gaspillage énorme de temps et de jeunesse. En ce qui concerne ce problème, on peut découvrir quelques statistiques des dernières années :

¹⁴⁹ LE HUYEN, « 3 tháng đầu năm, 225.000 cử nhân thất nghiệp [Au cours des 3 premiers mois de l'année, 225 000 diplômés étaient au chômage] » [en ligne], *VietNamNet*, 26 mai 2016, [consulté le 9 septembre 2021].

- Le bulletin d'information sur le marché du travail au premier trimestre 2015 publié par l'Institut de science du Travail et des Affaires sociales (ministère du Travail) a constaté que le taux de chômage et le taux du manque de travail ont tous augmenté par rapport au premier trimestre de 2014. Le nombre de chômeurs titulaires de diplômes universitaire/postuniversitaire est passé de plus de 162 000 (2014) à 178 000 (2015), le nombre de diplômés des collèges au chômage est passé de 79 000 (2014) à plus de 100 000 personnes (en 2015).
- Le 26 mai 2016, à Hô Chi Minh-Ville, la Commission centrale de la Propagande et de l'Éducation (une agence spéciale importante du Parti communiste du Vietnam gère le ministère de l'Éducation en matière de politique et d'idéologie) s'est coordonné avec le ministère de l'Éducation, le ministère du Travail et l'agence de Coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) pour organiser la conférence « Innovation dans la formation des ressources humaines ». À cette occasion, M. Bui The Duc, chef adjoint du Département central de la Propagande et de l'Éducation, a donné une donnée remarquable selon laquelle au premier trimestre de 2016, il y avait 225 000 personnes titulaires d'un niveau de licence ou supérieur qui étaient au chômage ; de nombreuses provinces et villes constataient jusqu'à 80 % de diplômés travaillant dans les emplois peu ou non liés à leurs expertises, tandis que dans de nombreuses zones industrielles, on pouvait recruter seulement environ 20 % des travailleurs formés. Donnant un autre chiffre sur le taux de chômage des étudiants, M. Nguyen Manh Hai (Institut central de Gestion économique) a ajouté : « [trad.] De nombreuses agences et entreprises acceptent des diplômés, mais ils doivent perdre 1-2 an de re-formation pour 63 % d'entre eux, et le reste de 37 %, en général, ne satisfait pas encore aux exigences de travail.¹⁵⁰ »
- Selon les statistiques du ministère du Travail au premier trimestre de 2017, il y avait encore plus de 225 000 diplômés de licence et de master au chômage et à la fin de 2017, ce nombre était de 215 000¹⁵¹. Le fait qu'une grande partie de licenciés et master, après leurs études, n'ont pas trouvé d'emploi, puis devaient passer à une formation professionnelle ou chercher des emplois non qualifiés a montré que leurs qualifications et leurs compétences professionnelles ne répondaient pas aux exigences du marché de travail. En même temps, cela était également un grand gaspillage d'argent et de temps de la société.
- Le bulletin d'information du marché de travail au premier trimestre de 2018 publié par le ministère du Travail en collaboration avec l'Office Général des Statistiques a mis à jour la situation des chômeurs : Le nombre de chômeurs ayant de diplômes universitaires/postuniversitaires est de 142 300 personnes, et le groupe d'objet au niveau collégial comptait 88 800 chômeurs¹⁵².

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ MINISTÈRE DU TRAVAIL et OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES, « Le bulletin d'information du marché de travail du Vietnam [premier trimestre - 2017] », 2017.

¹⁵² MINISTÈRE DU TRAVAIL et OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES, « Le bulletin d'information du marché de travail du Vietnam [premier trimestre - 2018] », 2018.

La version de 2019 de ce document a indiqué que le nombre de diplômés des universités au chômage était de 124 500 personnes tandis que ce chiffre des collèges était de 5 100 personnes¹⁵³.

Selon le directeur de l'Institut de science du Travail et des Affaires sociales (ministère du Travail) Dao Quang Vinh, bien que le taux de chômage ait diminué ces dernières années, le chômage pour le groupe formé aux niveaux supérieurs représente toujours une proportion élevée et le taux des personnes ayant un travail convenable à leur spécialité formée diminuent encore. Ce phénomène est en fait facile à comprendre : le taux de chômage diminue, car de nouveaux diplômés acceptent des emplois simples et non qualifiés pour subvenir à leurs besoins en attendant de meilleures opportunités. Par nature, il n'y a aucun signe positif dans le tableau de l'emploi relatif aux ressources humaines formées du système universitaire vietnamien. D'après le ministère du Travail, il y a de plus en plus de diplômés qui doivent travailler en dehors de leur domaine d'expertise, soit environ 60 %. M. Bui Sy Loi (vice-président de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale du Vietnam) a déclaré qu'en réalité, jusqu'à 80 % des étudiants et de nouveaux licenciés travaillaient actuellement comme conducteurs (principalement de moto bike) pour l'Uber, Grab ou Go (les sociétés fournissant des services de transport ou de livraison en ligne)¹⁵⁴. Même le Parti communiste admet que plus de 60 % diplômé de licence et masters sont chômeurs, et que nombre d'entre eux doivent être reformés pendant quelques années pour apprendre des compétences nécessaires à leurs emplois¹⁵⁵.

En 2020, lorsque l'épidémie de Covid-19 affecte le marché du travail mondial, il est certain que le taux de chômage des travailleurs titulaires d'un diplôme universitaire/postuniversitaires au Vietnam augmentera. Rien que pour le champ de la pédagogie, la Télévision nationale du Vietnam a dû faire une émission du soir du 29 mai 2020 pour examiner la situation de la « crise de superfluité des étudiants en pédagogie », c'est-à-dire le chômage qui touche ces jeunes. En raison de la « planification » spontanée, jusqu'en 2020, le Vietnam compte 70 000 diplômés en pédagogie au chômage. Et, afin de « résoudre » ce problème, le ministère de l'Éducation du Vietnam demande aux écoles de pédagogie de réduire leurs quotas ou d'arrêter les inscriptions pour l'année scolaire 2020-2021. Cette réduction n'est pas une recommandation, mais une exigence. Cependant, quant aux « nouveaux pédagogues » en recherche d'emploi, ils sont contraints d'élargir leur quête dans d'autres domaines très éloignés de leurs connaissances et des compétences pédagogiques acquises à l'université.

(2) Mauvaise conscience et manque d'initiative dans l'apprentissage

Pendant de nombreuses années, les médias ont continuellement rapporté la situation selon laquelle les licenciés ou les titulaires de master « *suspendaient* » leur diplôme, travaillant comme ouvriers. Selon le Dr Le Dac Son, Président du Conseil d'administration de l'Université Dai Nam, dans ce cas,

¹⁵³ MINISTÈRE DU TRAVAIL et OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES, « Le bulletin d'information du marché de travail du Vietnam [premier trimestre - 2019] », 2019.

¹⁵⁴ TAN VIET, « 80% tài xế Grab xe ôm là sinh viên thất nghiệp? [80% des chauffeurs de Grab, de moto taxi (xe ôm) sont des étudiants au chômage?] » [en ligne], *Journal Pháp luật TP.HCM*, 10 2017, [consulté le 10 septembre 2021].

¹⁵⁵ LE Huu Lap, « Đào tạo nguồn nhân lực chất lượng cao [Former des ressources humaines de haute qualité] » [en ligne], *Journal Nhân dân*, 8 avril 2016, [consulté le 10 septembre 2021].

[trad.] Le système éducatif mérite des reproches, mais les apprenants ne peuvent pas être « acquittés ». Les licenciés, les masters sont au chômage faute de compétences de travail. Pendant 4-5 ans à l'université, ils ont abordé les connaissances de manière paresseuse, passivement ; ils n'ont fait aucun effort pour apprendre ; ils n'étaient pas dynamiques pour expérimenter ; ils sont juste tournés autour des obscurités afin d'obtenir le diplôme et porter l'espoir de pouvoir entrer dans un poste à une agence de l'État avec un mécanisme d'effectif du personnel assuré tout au long de la vie. Seulement lorsqu'ils ne peuvent pas trouver un emploi dans le secteur étatique, ils commencent à chercher à approcher des entreprises privées, mais ils manquent des compétences d'y travailler. Ils méritent les reproches au lieu d'être plaints.¹⁵⁶

C'est également l'opinion commune de nombreux éducateurs. Le journal *Giáo dục Việt Nam* (Éducation vietnamienne), le 14 avril 2018, a également posté le point de vue du professeur Pham Minh Hac, ancien ministre de l'Éducation, pour lui : « [trad.] Le nombre d'étudiants qui sont vraiment travailleurs, s'efforcent d'apprendre et de s'exercer n'est pas important. Dans beaucoup d'écoles, il représente seulement moins de 10 % de l'ensemble des étudiants. La plupart des étudiants sont velléitaires et ne font pas assez d'effort pour avancer.¹⁵⁷ » Au cours des cinq dernières années, les universités ont changé leurs méthodes d'enseignement et d'apprentissage, leur régime scolaire (en passant de la validation par années scolaires au système de crédits académique), leur manière de concevoir le programme de formation (en se focalisant sur les étudiants, en encourageant leur propre initiative et leur créativité comme la base pour réduire la durée de formation). Cependant, la plupart des étudiants vietnamiens d'aujourd'hui ne sont pas très intéressés par « l'auto-apprentissage ». Plus inquiétant est qu'ils considèrent une telle attitude d'études comme une chose normale. Chaque saison d'examen, les services de photocopies près des universités sont toujours animés avec la mise à disposition de documents de révision pour les étudiants (la plupart des universités vietnamiennes organisent des examens sous forme de dissertations, beaucoup de matières étant purement théoriques). Une à deux semaines, voire quelques jours avant l'examen, les étudiants accourent en foule au service de photocopie pour « trouver des connaissances », tandis qu'il y a peu d'étudiants fréquentant la bibliothèque pendant l'année scolaire. Dans un tel contexte, les étudiants deviennent aisément des tricheurs, des pragmatiques qui cherchent par tous les moyens à obtenir l'examen. Pour cette question difficile, la mesure proposée par le Parti communiste est d'« améliorer l'éducation de conscience politique pour les étudiants dans l'enseignement et la formation au niveau universitaire et collégial actuels », par conséquent, à partir de l'année scolaire 2019-2020, le volume des matières de théories politiques s'est allongé.

En outre, la mauvaise conscience conduit au fait que la situation dans laquelle les étudiants sont forcés d'abandonner leurs études devient de plus en plus répandue, même dans les grandes universités vietnamiennes. Contrairement à l'objectif de devoir aller à l'université par tous les moyens et pour « avoir de l'avenir », de nombreux étudiants, après avoir étudié

¹⁵⁶ LE Dac Son, « Học nhiều để làm gì? » [Pour quelle raison on apprend beaucoup?] [Homepage of the University of Dai Nam] mené par, 2021, [consulté le 10 septembre 2021].

¹⁵⁷ KIM NHUNG, « Sinh viên ta lười biếng, không thích tự học, ham vui và giấu dốt [Nos étudiants sont paresseux, n'aiment pas l'auto-apprentissage, et cachent leur ignorance] » [en ligne], *Journal Giáo dục Việt Nam [en ligne]*, 14 avril 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

quelques semestres, sont contraints d'abandonner ou ne capitalisent aucune connaissance, et sont découragés. On peut voir quelques illustrations au cours de dernières années ¹⁵⁸:

- Année scolaire 2016-2017 : l'Université d'Architecture de Hanoï a obligé près de 200 étudiants à arrêter leurs études, ce chiffre à l'Université d'Agriculture et de Sylviculture de Hô Chi Minh-Ville était de 946 étudiants, à l'Université de Droit de Hô Chi Minh-Ville était de 112 étudiants...
- Année scolaire 2017-2018 : il y avait de 257 étudiants obligés d'abandonner leurs études à l'Université de Transport et de Communication à Hô Chi Minh-Ville ; de 450 étudiants à l'Université de Pédagogie - Technique de Hô Chi Minh-Ville ; et de 157 étudiants à l'Université de Médecine et de Pharmacie de Hai Phong...
- Année académique 2018 - 2019 : l'Université d'Industrie de Hô Chi Minh-Ville a contraint 1 111 étudiants à arrêter leurs études, et ce nombre à l'Université des Sciences naturelles (Université nationale de Hô Chi Minh-Ville) était de 497 étudiants...
- Année scolaire 2019 - 2020 : l'Université des Sciences naturelles a compté 457 étudiants qui ont été forcés d'abandonner leurs études ; à l'Université d'Économie de Hô Chi Minh-Ville, le nombre d'étudiants appartenant à cette catégorie était de 700 et celui à l'Université de Droit de Hô Chi Minh-Ville était de 270... Particulièrement, l'Université de Commerce et de Technologie de Hanoï a dû signer la décision de cesser des études pour plus de 3400 étudiants de tous niveaux de formation.

Cette situation n'est pas l'exception même pour les « écoles de rêve ». Par exemple, à l'Université polytechnique de Hanoï, l'une des universités les plus réputées du Vietnam, son vice-président Tran Van Top informe que chaque année **l'Université polytechnique de Hanoï** compte 700 à 800 étudiants forcés de quitter l'école¹⁵⁹; à **l'Université d'Économie nationale (Hanoï)**, l'une des écoles au premier rang dans le domaine d'économie au Vietnam, chaque année, le nombre d'étudiants contraints d'abandonner ou ne pouvant pas obtenir leur diplôme à temps atteint des milliers : pour la 54e session (2012-2016), il n'y avait que 3 747 diplômés/un total de 4 418 étudiants de la session (soit 84,81 %) ; la 55e session (2013-2017) comptait de 3 065 diplômés sur son effectif total de 4 301 (soit 71,26 %), etc., pour les étudiants restants, ils peuvent être contraints d'abandonner leurs études en dépassant le délai maximal accepté de 7 ans.

Le fait que les étudiants soient obligés d'abandonner l'école ou reçoivent des avertissements académiques rend le public inquiet. L'une des plus grandes questions est posée : « Pour quelle

¹⁵⁸ Selon,

- TU ANH, « Hơn 3.400 sinh viên Trường đại học Kinh doanh và Công nghệ Hà Nội bị buộc thôi học [Plus de 3 400 étudiants de l'Université de Commerce et de Technologie de Hanoi sont obligés d'abandonner leurs études] » [en ligne], *Journal Thời đại*, 1 août 2020, [consulté le 9 septembre 2021].
- « Gần 1.000 sinh viên ĐH Nông Lâm TP.HCM bị buộc thôi học [Près de 1 000 étudiants de l'université d'Agriculture et de Sylviculture de Hô Chi Minh-Ville ont été contraints d'abandonner leurs études] » [en ligne], *Journal Thời đại*, 25 juin 2016, p. 000, [consulté le 9 septembre 2021].
- HA ANH, « Vì sao hàng ngàn sinh viên bị buộc thôi học mỗi năm? [Pourquoi des milliers d'étudiants sont-ils forcés de quitter l'école chaque année ?] » [en ligne], *Journal Thanh niên*, 30 novembre 2020, [consulté le 9 septembre 2021].
- QUANG MINH, « Minh bạch chất lượng giáo dục đại học [Transparence sur la qualité de l'enseignement supérieur] » [en ligne], *Journal Nhân dân*, 5 octobre 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

¹⁵⁹ HUYEN NGUYEN, « ĐH Bách khoa Hà Nội mỗi năm buộc thôi học 700 sinh viên vì chương trình khó? [L'université des sciences et technologies de Hanoï est contrainte d'arrêter 700 étudiants chaque année, car le programme est difficile ?] » [en ligne], *Journal Lao động*, 6 novembre 2017, [consulté le 9 septembre 2021].

raison les étudiants ne s'intéressent plus à l'apprentissage à l'université ? À cause de la situation de chômage des diplômés ou des connaissances acquises à l'école qui n'adaptent pas aux exigences du travail ? Etc. » Il peut y avoir de nombreuses raisons, mais tout d'abord, c'est le manque de responsabilité des étudiants envers eux-mêmes. D'ailleurs, il faut souligner que les données et informations au-dessus ont été enregistrées seulement dans quelques grandes universités au Vietnam où la source d'inscription est toujours abondante avec la qualité entrante contrôlée assez bien. En revanche, pour la majorité des établissements d'enseignement moins prestigieux en matière de processus et de qualité de formation, le problème des étudiants qui ne sont pas capables de suivre leurs études doit être considéré sous un autre angle : « plus les écoles sont faibles, plus le modèle de cylindrique dans la formation est maintenu », c'est-à-dire, le nombre d'inscriptions correspondra à celui des diplômés étant « délivrés » à la fin du cursus. Pour les écoles publiques et privées de mauvaise qualité, en raison de sources d'inscription très difficiles, peu importe la faiblesse des étudiants, ils auront toujours un diplôme universitaire à la fin de leurs études s'ils paient suffisamment de frais de scolarité ainsi que certains autres « frais ». Et si les étudiants abandonnent leurs études, cela affectera la source de revenus nécessaires pour que ces institutions de formation survivent. Si ces écoles étaient justes et responsables, le taux d'étudiants obligés d'abandonner des études serait certainement bien pire que dans les exemples mentionnés ci-dessus. En fait, le grand nombre de diplômés au chômage sont également issus de ces types de « formation de cylindre », mais malheureusement, ce type d'écoles occupe une grande place dans le système d'enseignement supérieur vietnamien actuel¹⁶⁰.

2.2.2. Quelques évaluations sur la qualité des ressources humaines au Vietnam

Après avoir été formés dans des universités et des collèges, les étudiants entreront sur le marché du travail. Outre un petit nombre de diplômés qui occupent des emplois dans le secteur public avec ses caractéristiques propres, la majorité est impliquée dans des entreprises par actions ou privées. D'après les résultats des enquêtes sur l'insertion sur le marché du travail, parmi près de 40 % diplômés trouvant l'emploi, le nombre d'étudiants qui ont un emploi dans le secteur étatique est de 10,6 % (équivalent à 4,24 % du nombre total d'étudiants diplômés), le nombre d'étudiants qui créent leur propre emploi ou travaillent pour des entreprises familiales est de 6 % (représentant 2,4 % du nombre total de diplômés). En réalité, on ne peut pas évaluer la qualité de ces deux groupes faute de moyen d'évaluation indépendante et objective, mais de toute façon, ils représentent seulement un très faible pourcentage (6,64 %) des diplômés. Ainsi, la plupart des étudiants, après l'obtention du diplôme, rejoignent le secteur privé, cela signifie que la qualité de la formation sera démontrée de manière assez précise à travers l'évaluation des employeurs.

(1) Qualité de la main-d'œuvre formée du Vietnam

L'*indice de compétitivité mondiale 4.0* est calculé sur la base de facteurs affectant la productivité des pays pendant la période 4.0, elle comprend 12 piliers divisés en 4 groupes : environnement des affaires, ressources humaines, marché, écosystème d'innovation. Selon le rapport 2019 sur la compétitivité mondiale pendant l'industrie 4.0 du Forum économique mondial, l'évaluation de l'*indice des compétences* montre un énorme écart dans les

¹⁶⁰ LE Van Hoc, *Những vấn đề của giáo dục đại học Việt Nam: Tuyển sinh và Đào tạo* [Problèmes de l'enseignement supérieur vietnamien : Inscriptions et Formation] mené par Nguyen Quang Anh, 27 novembre 2020.

compétences des diplômés (skillset of graduated) du Vietnam avec d'autres pays de la région. Parmi 141 pays évalués dans ce document, alors que *l'indice de compétences générales (ICG)* du Vietnam se classe 93e, *l'indice de compétences des diplômés (ICD)* vietnamiens n'est classé que 116e. Cette situation contraste avec d'autres pays de la région : l'ICD de Singapour se classe 4e rang (l'ICG de Singapour est classée 19e) ; l'ICD de la Malaisie au 17e (l'ICG de La Malaisie au 30e) ; l'ICD des Philippines au 20e (l'ICG des Philippines au 67e) ; l'ICD de l'Indonésie au 37e (l'ICG de l'Indonésie classé 65e), etc. Ce rapport a également indiqué que la distance entre le Vietnam et d'autres pays à revenus élevés en matière de *compétences numériques*, en particulier *l'intelligence artificielle (IA)*, augmente considérablement¹⁶¹.

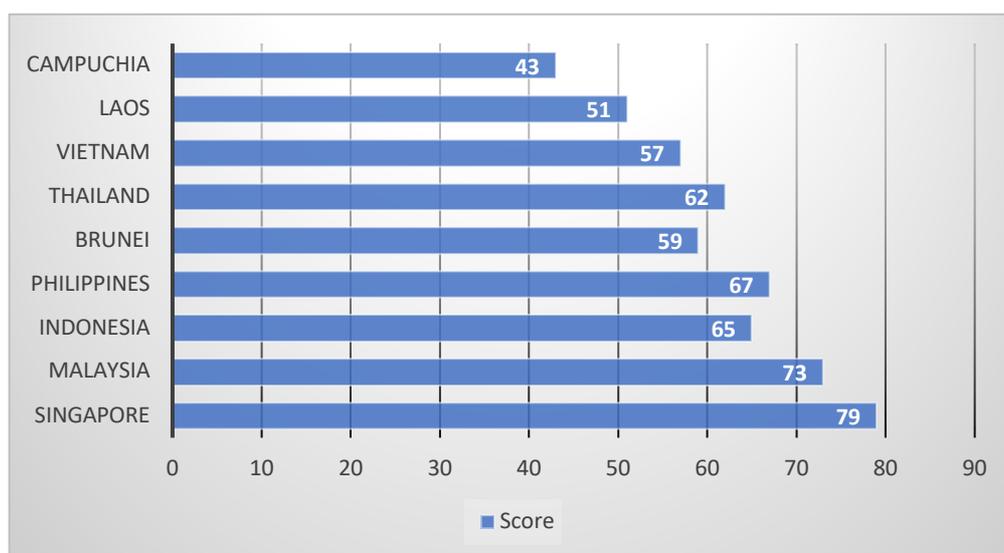


Figure 5 : Score de compétences des pays de l'Asie du Sud-Est
Source: World Economic Forum

Afin de mieux clarifier la situation actuelle des ressources humaines vietnamiennes dans le contexte de la mondialisation, nous nous concentrons ici plus particulièrement sur les entreprises d'IDE (entreprises à capitaux étrangers), car il s'agit d'entreprises qui fonctionnent et produisent selon les standards internationaux. Et le résultat montre que la qualité de la main-d'œuvre vietnamienne est encore faible selon le regard des investisseurs étrangers. Comme le montrent les données collectées par l'enquête de 2017 (figure 6), seulement 31 % des entreprises d'IDE ont estimé que la qualité de la main-d'œuvre vietnamienne répondait à leurs demandes pendant que la majorité (64 %) d'entre eux a déclaré que les ressources humaines du Vietnam avec le niveau actuel de qualification n'étaient capables d'assumer qu'en partie leurs exigences¹⁶².

¹⁶¹ « The Global Competitiveness Report 2019 », World Economic Forum, 2019.

¹⁶² VIETNAM CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY et UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT, « The Vietnam provincial competitiveness index 2017 », 2018.

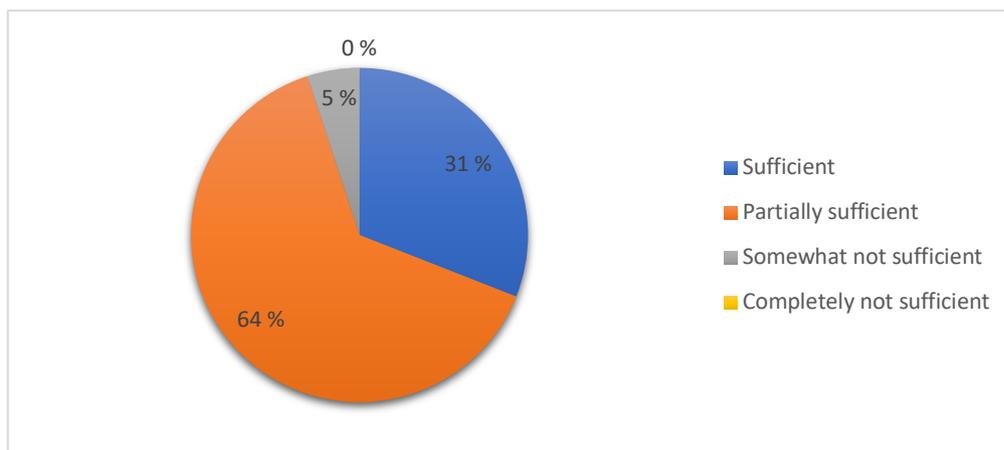


Figure 6 : Qualité des mains d'œuvres en province

Source: VCCI & USAID (2018)¹⁶³

Lors du forum « Amélioration pour la main-d'œuvre vietnamienne » qui s'est tenu les 15 et 16 novembre 2019 à Hanoï, la Banque mondiale a évalué que sur une échelle de 10 points, la qualité des ressources humaines du Vietnam n'a atteint que 3,79 points, en notant 11/12 pays asiatiques participants au classement. Pendant ce temps, le score de la Corée du Sud est de 6,91 points ; de l'Inde est de 5,76 points ; de la Malaisie est 5,59 points. En outre, l'indice de compétitivité des ressources humaines du Vietnam n'a également atteint que 3,39/10 points. Selon une autre enquête réalisée par de la Banque mondiale et de l'Institut central de la Recherche en gestion (Vietnam) avec la participation de 350 entreprises des secteurs de production et des services à Hanoï, Hô Chi Minh-Ville et dans certaines provinces voisines, 66% des entreprises étrangères et 36% des entreprises vietnamiens ne sont pas satisfaites de la qualité d'éducation et de formation des ressources humaines au Vietnam. C'est le Premier ministre Nguyen Xuan Phuc qui au forum des 15 et 16 novembre 2019, a dû souligner, que de nombreux jeunes travailleurs étaient formés, mais n'avaient aucune compétence, et que le processus de formation devait être conforme aux normes et à la qualité internationale pour répondre aux exigences des entreprises nationales et étrangères, en se concentrant particulièrement sur la prévision et en ne formant pas ce dont l'économie et la société n'avaient pas besoin¹⁶⁴.

Le facteur décisif dans l'application et le développement de la science et de la technologie 4.0 sont les ressources humaines et le facteur institutionnel. Le Parti et l'État du Vietnam mettent toujours une attention particulière au développement de l'économie numérique. La résolution n° 52-NQ/TW du Comité central du Parti a fixé un objectif selon lequel d'ici 2025, l'économie numérique représentera environ 20 % du PIB du Vietnam ; la productivité du travail augmentera en moyenne de plus de 7 %/an ; 100 % des communes disposent d'un accès Internet haut débit¹⁶⁵. Dans ce contexte, le secteur de l'éducation est l'un des domaines qui jouent à la fois le rôle d'orientation et de moteur dans la promotion de la construction et du développement de la science, de la technologie et de l'industrie nationales. Il s'agit d'une

¹⁶³ VIETNAM CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY et UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT, « The Vietnam provincial competitiveness index 2017 », 2018, p.88.

¹⁶⁴ DUONG TAM, « Human resources quality remains big challenge for Vietnam - VnExpress International » [en ligne], *Journal Vnexpress (International)*, 17 novembre 2019, [consulté le 11 septembre 2021].

¹⁶⁵ POLITBURO DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Nghị quyết số 52-NQ/TW [Résolution No. 52 - NQ/TW] », 2019.

opportunité, ainsi que d'une responsabilité et un grand défi pour l'ensemble du secteur de l'éducation dans la nouvelle période.

(2) Productivité du travail

La formation d'une main d'œuvre qualifiée est la mission de base du système d'enseignement supérieur, la qualité des ressources humaines, en particulier du personnel hautement qualifié, est un indicateur important pour évaluer l'efficacité du processus de formation, ainsi que l'un des facteurs déterminants la productivité du travail. Au Vietnam, selon *le Système national d'indicateurs statistiques*, la productivité du travail reflète la performance du travail des travailleurs, mesurée par le PIB par travailleur au cours de la période de référence. Normalement, l'indicateur de productivité du travail est réparti selon les branches et les types économiques. L'augmentation de la productivité du travail joue un rôle décisif dans la croissance économique. Le « Rapport annuel sur l'économie du Vietnam » et le « Rapport de la situation socio-économique » de l'Office général des statistiques du Vietnam analysent les caractéristiques de la productivité du travail du Vietnam au cours du processus d'intégration internationale du niveau général de l'économie nationale au niveau sectoriel, et puis ils considèrent la position du Vietnam par rapport à un certain nombre de pays d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est en se basant sur ces deux niveaux. Les résultats publiés ces dernières années montrent que, bien que la productivité du travail du Vietnam s'améliore régulièrement depuis 2015, l'écart par rapport aux autres pays de la région asiatique est encore assez important. « Quelle que soit la mesure utilisée, la productivité du travail du Vietnam est encore loin derrière celle des autres pays de la région », a déclaré le ministère du Travail du Vietnam. On peut trouver certaines statistiques publiées comme suit :

En 2015, la productivité du travail de l'ensemble de l'économie aux prix courants était estimée à 3 657 USD/travailleur, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à 2014, mais seulement égale à 4,4 % de celle de Singapour, à 17,4 % de celle de Malaisie, à 35,2 % de celle de Thaïlande, à 48,5 % de celle des Philippines et à 48,8 % de celle de l'Indonésie. Autrement dit, un Singapourien est presque aussi productif que 23 Vietnamiens, un Malaisien est presque aussi productif que six Vietnamiens, etc¹⁶⁶.

En 2016, la productivité du travail de l'ensemble de l'économie vietnamienne était estimée à 3853 USD par travailleur, en augmentation de 5,29 % par rapport à 2015, mais elle était seulement égale à 7 % de celle de Singapour, à 17,6 % de celle de la Malaisie, 36,5 % de celle de la Thaïlande, 42,3 % de celle de l'Indonésie, 56,7 % de celle des Philippines et 87,4 % de celle du Laos¹⁶⁷.

En 2017, la productivité du travail de l'ensemble de l'économie du Vietnam était estimée à 4 166 USD/travailleur, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2016, mais l'écart de productivité du travail entre le Vietnam et les autres pays de la région a continué de s'accroître lorsque la productivité du travail vietnamien était égale à seulement 7,2 % de celle de

¹⁶⁶ OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES DU VIETNAM, « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2016 [Rapport de la situation écono-sociale en 2016] », Ministère de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2016.

¹⁶⁷ OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES DU VIETNAM, « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2017 [Rapport de la situation écono-sociale en 2017] », Ministère de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2017, p.29.

Singapour, à 18,4 % de celle de Malaisie, à 36,2 % de celle de la Thaïlande, à 43 % de celle de l'Indonésie et à 55 % de celle des Philippines¹⁶⁸.

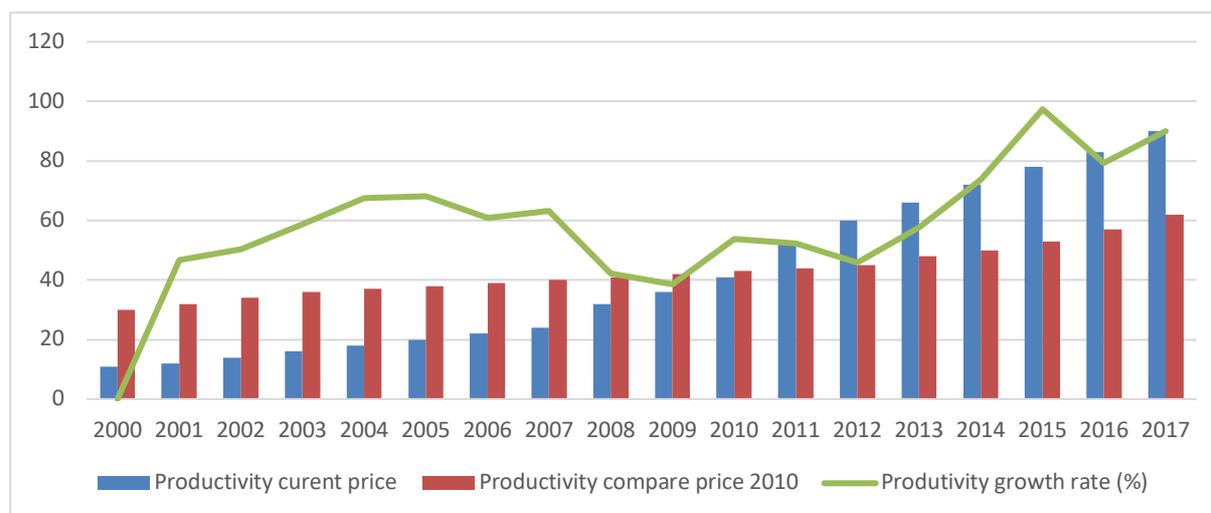


Figure 7 : Évolution de la productivité du Vietnam (2000-2017)
(Unité: million VND)

En 2018, la productivité du travail de l'ensemble de l'économie aux prix courants était estimée à 4 521 USD par travailleur, en augmentation de 6 % par rapport à 2017, mais elle n'équivalait qu'à 7,3 % de celle de Singapour, à 19 % de celle de la Malaisie, à 37 % de celle de la Thaïlande, 44,8 % de celle de l'Indonésie et 55,9 % de celle des Philippines¹⁶⁹.

En 2019, la productivité du travail de l'ensemble de l'économie aux prix courants était estimée à 4 791 USD par travailleur, soit une augmentation de 6,2 % par rapport à 2018, mais était toujours égale à 7,64 % de celle de Singapour, à 19,53 % de celle de la Malaisie, à 37,92 % de celle de la Thaïlande, à 45,56 % de celle de l'Indonésie et à 56,88 % de celle des Philippines¹⁷⁰.

Notamment, l'écart de productivité du travail entre le Vietnam et les autres pays dans la région, continue de se creuser. Par une même mesure, l'augmentation de l'écart en productivité du travail, du début de la décennie à la fin de la décennie, entre le Vietnam et Singapour est passée de 132 559 USD (en 2011) à 142 095 USD (en 2019), entre le Vietnam - la Malaisie est de 42 389 USD à 48 431 USD, entre le Vietnam - la Thaïlande est de 14 977 USD à 19 251 USD, entre le Vietnam - les Philippines est de 6 164 USD à 8 914 USD. Ainsi, on peut constater que bien que l'indice de productivité du travail du Vietnam s'améliore d'année en année, il s'agit toujours d'une amélioration par rapport à soi-même et c'est encore loin de pouvoir répondre aux besoins de développement économique. Dans le contexte de la mondialisation, la perte en matière d'efficacité et de compétitivité des ressources humaines se reflète dans l'écart important et de plus en plus croissant de la productivité du travail entre le Vietnam et les autres pays de la région ASEAN. Bien que la qualité des ressources humaines

¹⁶⁸ OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES DU VIETNAM, « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2018 [Rapport de la situation écono-sociale en 2018] », Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2018, p.32.

¹⁶⁹ OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES DU VIETNAM, « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2019 [Rapport de la situation écono-sociale en 2019] », Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2019.

¹⁷⁰ OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES DU VIETNAM, « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2020 [Rapport de la situation écono-sociale en 2020] », Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2020.

vietnamiennes se soit améliorée de manière positive, elle est encore bien inférieure à celle des autres pays de la région.

La proportion de travailleurs formés avec des certificats au Vietnam en 2019 a atteint environ 23 % contre 53 % de l'Indonésie, 51 % des Philippines, etc. Pendant ce temps, selon le Centre de prévision des besoins en ressources humaines et en information du marché du travail de Hô Chi Minh-Ville (Falmi), la demande de ressources humaines dans les entreprises se développe à la tendance de nécessiter des personnels hautement qualifiés et formés (représentant 82,92 % de la demande). En commentant la qualité de la main-d'œuvre vietnamienne, M. Nguyen Van Cuong, directeur adjoint du Département de Généralité (appartenant à l'Office du Comité central du Parti) a affirmé que :

[trad.] Les travailleurs ayant des diplômes et des certificats au Vietnam, en particulier les travailleurs au niveau élevé, ne répondent pas encore aux exigences de développement; leurs diplômes et certificats de formation ne sont pas conformes aux normes internationales, cette équipe risque donc de perdre son avantage concurrentiel. En outre, il existe un autre risque que les travailleurs vietnamiens non seulement manquent la compétition sur les marchés étrangers, mais qu'ils perdent également le marché intérieur lorsqu'ils devront faire face au flux de main-d'œuvre "mondialisé", ceux qui ont de la productivité du travail plus élevé viendront de l'étranger avec le processus de l'intégration internationale.¹⁷¹

À partir de la productivité de travail très faible du Vietnam en comparant seulement à la région de ASEAN, il est possible de percevoir en général la qualité du système éducatif du Vietnam, en particulier l'enseignement supérieur.

2.3. Tendances à la poursuite d'études à l'étranger par l'autofinancement au Vietnam

Le contexte de la mondialisation forte favorise la coopération, l'échange et la mobilité dans la communauté éducative mondiale. Ce processus d'internationalisation se déroule sous plusieurs formes, dont la mobilité d'individus (étudiants, enseignants ou chercheurs) dans la communauté mondiale de l'éducation, l'approvisionnement des services éducatifs transfrontaliers et la coopération pour construire des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger. La mobilité internationale des étudiants vietnamiens s'est développée rapidement depuis ces dernières années.

Selon les statistiques du Département de Formation à l'étranger (ministère de l'Éducation et de la Formation), en 2016, il y avait environ 130 000 étudiants vietnamiens faisant leurs études à l'étranger. Parmi eux, environ 10 % ont été financés par le budget de l'État ou par les bourses des gouvernements/des organisations non gouvernementales, contre 90 % qui autofinanciaient leur formation à l'étrangère. Cela s'explique par de nombreuses raisons, mais un facteur important est le manque de confiance en la qualité de l'enseignement supérieur vietnamien. La plupart des parents réalisent que l'enseignement universitaire actuel du Vietnam ne peut pas répondre aux exigences des futurs emplois. Ils ont donc des orientations précoces pour que leurs enfants préparent des conditions nécessaires afin d'étudier à l'étranger. Cette approche semble raisonnable en regardant la situation du chômage de masse

¹⁷¹TRUONG GIANG, « Tỷ lệ thất nghiệp bậc đại học trở lên cao hơn bậc cao đẳng, trung cấp [Le taux de chômage au niveau universitaire et supérieur est plus élevé que celui du collégial et du intermédiaire] » [en ligne], *VietNamNet*, 6 décembre 2019, [consulté le 9 septembre 2021].

des diplômés universitaires alors que le marché du travail manque énormément de ressources humaines. Ne faisant pas exception, de nombreux fonctionnaires en général, et des officiels du secteur de l'éducation en particulier choisissent la solution des études à l'étranger pour leurs enfants. Dans un article synthétique sur le journal *Vietnamnet*, un ancien responsable du ministère de l'Éducation a déclaré que la plupart des enfants des « chefs » allaient étudier à l'étranger : « [trad.] Je pense que, dans la réflexion personnelle, les petites gens ou les “chefs”, tout le monde pense que c'est très bien d'envoyer ses enfants étudier à l'étranger... Si j'ai des conditions, j'envoie aussi mes enfants à l'étranger pour leurs études. » Ou, comme le partage le recteur d'une grande université au sud du Vietnam (qui ne veut pas publier son nom), père de deux enfants qui étudient à l'étranger, l'un aux États-Unis, l'autre en Corée : « [trad.] Par rapport à l'enseignement supérieur dans d'autres pays, l'éducation de notre pays ne peut pas être égale. Nous voulons que nos enfants étudient dans un bon endroit ; s'ils étudient à l'étranger, les opportunités d'emploi sont également meilleures.¹⁷² » En 2017, l'Université Tan Tao (sous le groupe de Tan Tao) a publié une étude, après avoir mené une enquête auprès de 1 000 personnes (y compris des lycéens, des étudiants universitaires, des parents d'élèves, des professeurs de lycée et d'université). Le résultat est qu'il y a plus de 50 % des participants qui ont choisi l'option d'étudier à l'étranger et 90 % des gens enquêtés qui ont évalué l'éducation vietnamienne sous le seuil moyen (mauvaise et obsolète). 5 % parmi des étudiants questionnés ont commencé à douter de l'objectif réel de la continuation des études universitaire, juste après avoir terminé le premier semestre à l'université vietnamienne. Ils ont pensé qu'il y avait une grande distance entre ce que les écoles disaient et ce que les écoles faisaient réellement¹⁷³. Actuellement, le contexte d'intégration internationale exige que les apprenants soient équipés de connaissances et de compétences pouvant s'adapter à un environnement fortement internationalisé, mais très peu d'universités vietnamiennes sont reconnues internationalement pour leurs capacités de formation et de recherche. Face à cette situation, il est compréhensible que certains étudiants soucieux des conditions d'apprentissage, de la qualité de la formation et désireux d'améliorer leurs compétences académiques et de recherche, veuillent aller étudier à l'étranger.

Le ministre de l'Éducation Phung Xuan Nha a fait un rapport à l'Assemblée nationale du Vietnam à la session de réunion en juin 2018, que le coût pour les études à l'étranger est d'environ 3-4 milliards USD par an. Le Vietnam est dans le top 10, en matière du nombre d'étudiants en mobilité internationale, de nombreux marchés de l'éducation connus dans le monde. Les pays les plus attirants pour l'étudiant vietnamien sont les suivants.

Tout d'abord, il faut mentionner les États-Unis pour les enfants des personnages officiels ou des familles riches du Vietnam. Selon le rapport annuel Open Doors de l'Institut de l'éducation internationale (IEI) publié le 19 novembre 2019, au cours de l'année scolaire 2017-2018, le Vietnam comptait 22 438 étudiants faisant leurs études aux États-Unis ; l'année scolaire 2018-2019, ils étaient 24 392 ; l'année scolaire 2019-2020, ils étaient 23 777 (nombre diminué en raison de la pandémie de Covid-19). Si l'on compte tous les autres systèmes de formation, le nombre d'étudiants vietnamiens en mobilité aux États-Unis reste toujours supérieur au seuil de 31 000 étudiants. Depuis l'année scolaire 2015-2016, le Vietnam a toujours occupé le 6e rang dans la liste des pays ayant le plus d'étudiants aux États-Unis, contribuant à environ 1

¹⁷² LE HUYEN, « Con các “sếp” giáo dục háo hức du học nước ngoài [Les enfants des “chefs” de l'éducation attendent avec impatience d'étudier à l'étranger] » [en ligne], *VietNamNet*, 6 juillet 2018, [consulté le 9 septembre 2021].

¹⁷³ DANG T. Hoang-Yen et PHAM H. Man, « General Analysis of the Vietnamese's Perceptions on Higher Education in Vietnam By Tan Tao University Research Team », University Tan Tao, 2017.

milliard USD/an à cette économie du premier rang du monde. Toujours selon ce rapport, les étudiants internationaux représentent 5,5 % de tous les étudiants du premier cycle aux États-Unis avec 1 075 496 étudiants (en année scolaire 2019-2020). Les étudiants internationaux aux États-Unis continuent de manifester un vif intérêt pour les disciplines dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), avec plus de 52 % du total d'étudiants internationaux poursuivant de majeurs STEM en États-Unis¹⁷⁴.

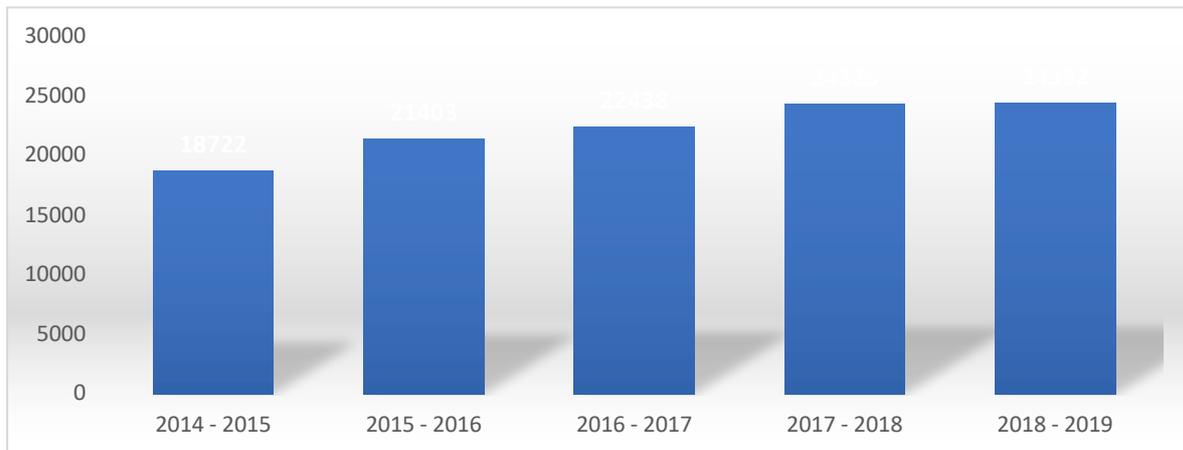


Figure 8 : Nombre d'étudiants vietnamiens faisant les études aux États-Unis (2014-2019)
Source: Open Door (2019)

La France est le 4e pays au monde en matière du nombre d'étudiants internationaux accueillis, en raison de son éducation avancée et fortement développée dans de nombreux domaines. Le Consul général de France à Hô Chi Minh-Ville, M. Vincent Floreani a informé qu'au cours de l'année scolaire 2018-2019, le nombre d'étudiants vietnamiens faisant leurs études en France occupait le 4e rang parmi les étudiants étrangers en France, avec 7 000 étudiants aux niveaux universitaires/postuniversitaire, et aussi au niveau secondaire. Monsieur le Consul général a également indiqué son souhait de doubler, au cours de son 3e mandat, le nombre d'étudiants vietnamiens venant étudier en France¹⁷⁵.

D'autres pays tels que le Japon, le Canada et l'Australie sont tous des destinations choisies par de nombreux étudiants vietnamiens, car ces pays ont un enseignement avancé, mais beaucoup moins cher qu'aux États-Unis. Selon le rapport annuel de l'Organisation japonaise des services aux étudiants - JASSO, depuis l'année scolaire 2014-2015 jusqu'à maintenant, les étudiants vietnamiens se sont toujours classés au 2e rang dans la liste des pays ayant des étudiants internationaux au Japon. En 2019, il y avait 73 389 étudiants vietnamiens, soit une augmentation de 14,3 % par rapport à l'année de 2018 (72 354 étudiants), et 19% par rapport 2017 (61 671 élèves)¹⁷⁶.

¹⁷⁴ OPEN DOORS, « International Students in US: Open Doors 2019 », The Institute of International Education, 2019.

¹⁷⁵ TRONG NHAN et THANH YEN, « Tăng gấp đôi số du học sinh Việt Nam đến Pháp [Doubler le nombre d'étudiants vietnamiens venant en France] » [en ligne], *Journal Tuổi trẻ*, 21 janvier 2019, [consulté le 9 septembre 2021].

¹⁷⁶ « Result of an annual survey of international students in Japan 2019 », Japan Student Services Organization (JASSO), 2020, p.4.

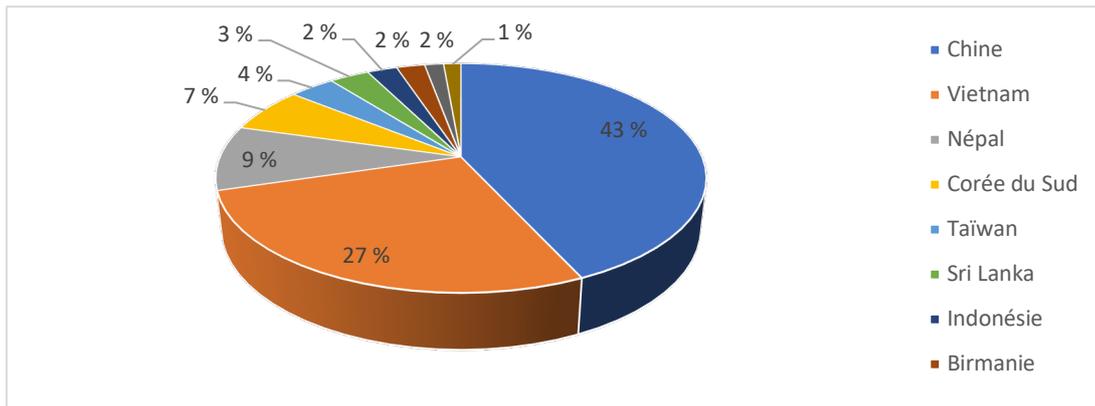


Figure 9 : Top de 10 nations et zones territoriales selon leur nombre d'étudiants au Japon
Source: JASSO (2020)

Étant dans le top 5 des pays ayant le plus d'étudiants internationaux au Canada, le Vietnam a une croissance rapide du nombre d'étudiants venant étudier à ce pays de l'Amérique du Nord. L'année scolaire 2017-2018, on y comptait 14 826 étudiants vietnamiens; l'année scolaire 2018-2019, ce nombre était de 20 330 étudiants¹⁷⁷.

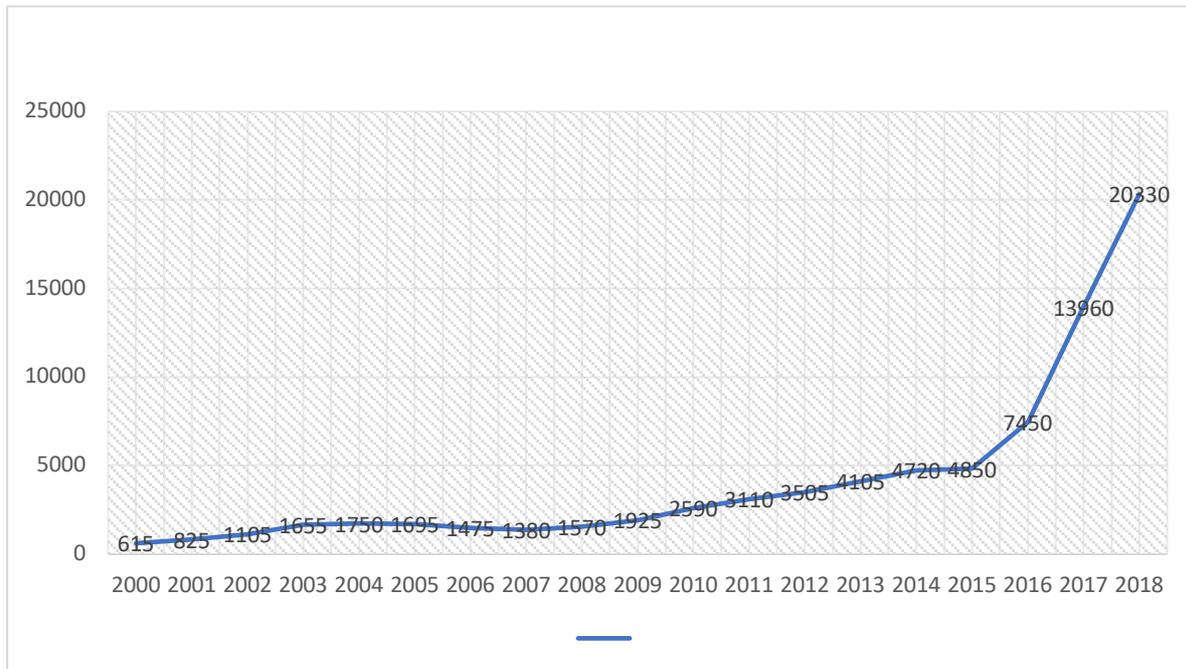


Figure 10 : Vietnamese International Students in Canada
Source: Données de Canada immigration New (2019)

Comme le Canada, l'Australie est aussi un pays que de nombreux étudiants vietnamiens choisissent. Au cours de l'année universitaire 2018-2019, 15 718 étudiants vietnamiens faisaient leurs études dans des universités australiennes, se classant au 4e rang parmi les pays ayant des étudiants internationaux dans le pays de kangourou¹⁷⁸.

¹⁷⁷ SINGER Colin, « Vietnamese International Students the Fastest Growing Study in Canada Cohort », sur *Canada Immigration News* [en ligne], publié le 21 mai 2019, [consulté le 9 septembre 2021].

¹⁷⁸ « Vietnam ranks 4th in number of foreign students studying in Australia in 2020 », sur *THE VOICE OF VIETNAM* [en ligne], publié le 10 mars 2021, [consulté le 9 septembre 2021].

Le Royaume-Uni est le 2^e pays d'accueil des étudiants internationaux au monde, juste derrière les États-Unis. Au cours de l'année scolaire 2019-2020, il y a environ 12 000 étudiants vietnamiens faisant leurs études au Royaume-Uni¹⁷⁹.

Selon les statistiques du Département de la coopération Internationale (ministère de l'Éducation vietnamien) publiées en 2019, le nombre d'étudiants vietnamiens suivant des études à l'étranger est estimé à environ 190 000 étudiants, et 90 % d'entre eux sont autofinancés.

¹⁷⁹ HOANG Minh, MOSLEHPOUR Massoud et SEITZ Victoria, « Decision Making Model of Vietnamese Students Studying Higher Education in England », *IAFOR Journal of Education*, 2019.

Conclusion de la Partie 1

L'enseignement supérieur du Vietnam s'est formé du début du XI^e siècle, sous les dynasties féodales. À n'importe quelle époque, l'enseignement supérieur vietnamien a vocation à fournir des ressources humaines qualifiées et de haute qualité, en capacité de s'adapter à un monde économique et social extrêmement dynamique. Pourtant, depuis l'indépendance du Vietnam au milieu du XX^e siècle, surtout depuis la réunification du pays en 1975, l'enseignement supérieur vietnamien n'a cessé de glisser sur la voie du déclin. Les limites et les lacunes de l'enseignement supérieur vietnamien sont clairement exprimées du point de vue de la qualité et de l'efficacité de la formation, qui sont trop faibles par rapport aux exigences du développement socio-économique à l'ère de la mondialisation.

Le système d'éducation et de formation manque principalement de lien entre les niveaux et entre les modes de formation ; les programmes de formation ne suivent pas de près la recherche, les besoins des entreprises et du marché du travail et, en même temps, ils ne sont pas encore suffisamment intégrés aux problèmes mondiaux pour être en mesure d'équiper les apprenants des connaissances générales ainsi que des compétences sociales nécessaires. Les méthodes d'enseignement, d'examen et d'évaluation des résultats sont dépassées et manquent de substance, en raison de l'absence d'agences d'accréditation indépendantes. L'investissement dans l'éducation est très inefficace. Ces problèmes persistants, sous l'impact de la Révolution industrielle 4.0, montrent plus clairement le retard de l'éducation vietnamienne par rapport au reste du monde et à ses voisins asiatiques. En conséquence, l'économie vietnamienne, par rapport aux pays voisins, présente un faible niveau de développement et de rationalisation, et une faible proportion des branches de recherche et de haute technologie qui seraient nécessaires pour dynamiser l'ensemble de l'économie. Il s'agit d'un risque de relégation très préoccupant pour le Vietnam dans un contexte où la concurrence est féroce en ressources humaines de haute qualité, en science et technologie, non seulement dans la région mais aussi dans le monde.

Le monde d'aujourd'hui combine une mondialisation forte, un processus de constitution de l'économie du savoir, et de l'industrie 4.0 dont le cœur est la transformation numérique. Tous ces facteurs ont créé un environnement international qui comporte à la fois des avantages et des défis. Lorsque les réalisations scientifiques et technologiques, en particulier l'Internet haut débit, permettent la création d'une connexion géante sans précédent entre les pays, les organisations et les individus du monde entier, cela favorise les opportunités pour coopérer, apprendre et développer ensemble. Mais à côté de cela, le principal défi est la concurrence féroce dans tous les domaines, entre les personnes entre elles d'une part, entre les humains, les robots et l'intelligence artificielle d'autre part. La capacité d'intégration internationale constitue et demeurera dans les prochaines décennies l'un des facteurs déterminants du développement durable de chaque pays. L'éducation et la formation deviennent l'histoire « *de vivre ou de mourir* » du pays. Évidemment, si l'éducation, surtout l'enseignement supérieur, ne remplit pas la mission de former du personnel avec les connaissances et la pensée créative, il sera impossible de s'intégrer au monde et d'évoluer vers une économie basée sur la connaissance.

Partie 2 : Histoire de la formation et du développement de l'enseignement supérieur au Vietnam

Dans la partie précédente, nous avons évoqué la situation actuelle et les faiblesses de l'enseignement supérieur au Vietnam. Dans cette partie, nous analyserons le processus de formation et de développement de l'enseignement supérieur vietnamien d'un point de vue historique. La connaissance du passé permettra d'expliquer les graves « maladies » auxquelles l'enseignement supérieur vietnamien est confronté.

Chapitre 1 : Enseignement supérieur au Vietnam dans la période 1906-1954

Tout au long de l'époque coloniale française, la politique d'éducation des autochtones a toujours joué un rôle important ; c'est le noyau de la « conquête de l'âme » des peuples indigènes, qui doit permettre d'assurer la position ferme de la « patrie » sur tout « l'empire ».

Un point très marquant de la politique française envers les territoires coloniaux en général et le Vietnam en particulier est l'adaptation flexible aux changements contextuels historiques. L'époque 1906-1954 a été marquée par d'énormes fluctuations de la situation internationale, notamment la Première Guerre mondiale (1914-1918), la crise économique mondiale des années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945). Tout cela a provoqué de profondes conséquences économiques, politiques et sociales pour la France elle-même, pour l'autorité française en Indochine ainsi que pour les indigènes de cette péninsule. En matière d'éducation à cette époque, la politique éducative française en Indochine a apporté un tout nouveau visage à l'éducation en général et à l'enseignement supérieur vietnamien en particulier, avec de nombreuses réalisations. Pour analyser concrètement le développement de l'enseignement supérieur vietnamien à cette période dans des circonstances historiques spécifiques, nous allons diviser cette l'époque en petites périodes : 1906-1917 ; 1917-1930 ; 1930-1939 ; 1940-1945 ; 1946-1954, conformes aux changements majeurs de la société.

1. Vue d'ensemble de l'enseignement supérieur au Vietnam avant 1906

Depuis le deuxième millénaire, parallèlement à la construction et à la défense du pays contre la menace d'une invasion chinoise, le peuple vietnamien a consacré beaucoup d'efforts à développer l'éducation formelle. Le premier établissement d'enseignement de l'État féodal du Vietnam (enregistré dans les livres d'histoire) fut Quoc Tu Giam Thang Long, fondé par le roi Ly Nhan Tong en 1076. Au début, Quoc Tu Giam était juste destiné aux enfants du roi et des mandarins. Ensuite, cette école ouvrit progressivement sa porte à des personnes talentueuses. En 1483 (sous le règne de Le Thanh Tong, un roi célèbre pour sa passion d'apprendre et pour son respect pour les hommes de talent), Quoc Tu Giam avait 300 internes dont les enfants de la famille royale ou des mandarins, sans compter de nombreux enfants venus du peuple, mais qualifiés qui sont autorisés à écouter des conférences (les externes). En ce qui concerne le personnel enseignant, en plus des fonctionnaires de Quoc Tu Giam, la cour a également permis aux savants confucéens d'enseigner (comme les professeurs invités d'aujourd'hui). Plus tard, Quoc Tu Giam a continué à ouvrir à Hué après que la dynastie Nguyen y ait déplacé la capitale. Aujourd'hui, Quoc Tu Giam Thang Long est considérée comme la première université du Vietnam¹⁸⁰.

¹⁸⁰ Quoc Tu Giam (ou Quoc Tu Giam Thang Long) est une relique historique et culturelle spéciale du Vietnam, située dans le centre de la capitale de Hanoï. De 1070 à 1802, cet endroit a formé des milliers de talents pour le pays. Parmi eux, 1304 personnes les plus remarquables sont nommées sur 82 stèles de "tiên sĩ" en pierre placées ici.

Tout en développant l'enseignement dans la capitale, l'État féodal s'est également progressivement intéressé à l'organisation d'activités éducatives locales. Dès 1397, sous le règne du roi Tran Thuan Tong, la Cour a décidé de construire les écoles publiques et d'ordonner les mandarins en charge des études à toutes les provinces ou tous les districts importants. Cela permit à l'éducation vietnamienne de faire des progrès.

À ce stade, dans le peuple, l'apprentissage était complètement spontané. Le personnel enseignant était composé de lettrés qui ne réussissaient pas aux examens impériaux et de mandarins retraités. À côté d'un petit nombre d'écoles publiques, les établissements d'enseignement étaient normalement le domicile des enseignants, les pagodes ou la maison commune du village. Mais parfois, les familles riches invitaient des maîtres à rester chez elles pour enseigner à leurs enfants et à certains adolescents du village. Selon la conception confucéenne, la position d'un enseignant dans la société était juste en dessous du roi et au-dessus de ses parents (roi - maître - père). Dans cette période, il n'existait pas encore un système complet d'éducation nationale pouvant couvrir tous les niveaux : de bas (comme primaire) à haut (comme université) et de central à local. Le programme se concentrait sur la philosophie, les principes moraux (sous le regard du confucianisme), le poème, la littérature et l'histoire, mais peu d'idées scientifiques ou techniques étaient insérées. La méthode de l'enseignement se base sur la répétition des paroles des confucéens typiques ou sur la citation des expériences enregistrées dans l'histoire. L'acquis des connaissances est donc réalisé principalement par l'apprentissage par cœur, c'est-à-dire, répété plusieurs fois jusqu'à se souvenir, de tous les Quatre livres, les Cinq classiques et l'histoire de la Chine. La belle écriture, la capacité de faire (rapidement et harmonieusement) des poésies, des littératures ou des sentences parallèles, et celle d'utiliser des allusions historiques sont particulièrement travaillées par les apprenants, car elles sont aussi bien estimées dans les examens impériaux¹⁸¹. Bien que l'histoire des dynasties féodales vietnamiennes soit très centralisée et autoritaire, la sélection des mandarins à des postes importants se fait selon un protocole assez objectif et sérieux, dans le but de rassembler et d'utiliser efficacement des talents pour le pays. Il y a trois modes de recrutement du mandarin, comme suit :

Régime « *nhiệm tử* » (nommer les enfants royaux ou nobles)

Cette méthode de recrutement pour les enfants des familles impériales ou des mandarins méritants s'appuie aux faveurs de la cour envers leurs ancêtres. Selon *Đại Việt sử ký toàn thư*, les objets bénéficiant du mode « *nhiệm tử* » sont assez larges, y compris les descendants de ceux qui ont été conférés par l'État. Grâce à ce mécanisme, des postes au sein du gouvernement central et local ont été attribués aux membres de la famille royale. Les enfants du grand mandarin sont affectés à la grande position, les enfants des petits mandarins sont affectés à la position inférieure. Sous l'époque Hong Duc (1460-1497), la sélection par l'examen impérial fut très réussie, mais pendant ce temps, en 1478, le roi Le Thanh Tong émit encore des descendants d'officiers. Ce régime de recrutement a duré de la dynastie Ly (XI^e siècle) jusqu'à la disparition de la féodalité (la dynastie Nguyen, début du XX^e siècle).

Régime « *tiến cử* » (recrutement avec recommandation) et « *bảo cử* » (recrutement avec garantie)

C'est la méthode de recrutement par recommandation ou proposition de hauts fonctionnaires. Ce régime stipule que chaque fonctionnaire occupant des postes élevés dans

¹⁸¹ DAO Duy Anh, *Việt Nam Văn hoá sử cương [Généralité de l'histoire culturelle du Vietnam]*, NXB Ho Chi Minh ville, 1992.

dans la cour doit présenter une personne talentueuse ou réputée pour que la Cour l'affecte. Ce mécanisme a été écrit sous le règne du roi Le Hien Tong (en 1498) comme suit :

[trad.] Recommandez une personne talentueuse, éliminez les personnes vicieuses et incapables sont les grandes choses du politique. Par conséquent, il faut utiliser les talents sans hésitation et éliminer des tricheurs sans indécision. À partir de maintenant, s'il y a des hommes honnêtes, talentueux, dignes d'être élevés ou des personnes ambitieuses, incompétentes, les bureaux de mandarin doivent vérifier avant de faire rapport au roi. Ce qui ose faire chorus [avec les malfaiteurs] ou les arranger de manière inappropriée (en raison de haine personnelle ou des intérêts privés) sera puni d'un crime grave¹⁸².

Selon l'historien Phan Huy Chu, le recrutement avec recommandation (tiến cử) sélectionner des talents sans prendre en compte le statut social ; le recrutement avec garantie (bảo cử) vise à trouver les personnes réputées, mais aussi dignes. Cette deuxième manière est normalement appliquée dans la sélection du mandarin des agences chargées des affaires militaires ou civiles dans les localités. Le procédé de cette méthode se déroule très prudemment selon une réglementation stricte. Donc, personne n'ose soutenir de manière négligente les hommes incompétents ou mauvais. Cela fait l'efficacité de la recherche des talents¹⁸³.

Le recrutement avec recommandation (tiến cử) est une manière de sélectionner des talents parmi les gens du peuple, non en fonction de la condition ou de la classe sociale. Ce régime permet à un fonctionnaire de présenter une personne talentueuse (mais pour de nombreuses raisons de ne pas encore détenir une certaine fonction). Il existe deux formes de « tiến cử » : être désigné (par un fonctionnaire siégeant à la Cour) et autodésigné.

Au début de la dynastie Le So (1428-1527), la présentation des talents fut très appréciée et devint la responsabilité des hauts mandarins. À l'époque du roi Le Thanh Tong (1460-1497), cette politique devint le régime de l'État à côté du système des concours de lettrés qui était très développé et parfait. Les personnes recommandantes doivent assumer la responsabilité personnelle de leur proposition, en prenant leur titre et position pour assurer que les candidats recommandés sont compétents et dignes du poste. Cette pensée fut introduite dans le droit pénal du pays en 1483 (article 174) : « [trad.] Ceux qui sont chargés de recommander de bonnes personnes, mais ne peuvent pas les trouver seront déposés ou punis selon la loi ; la pénalité pour ceux qui présentent des hommes en raison des visées personnelles ou de l'argent à corrompu sera plus sévère (deux grades de plus). » D'autre part, le roi a également critiqué les mandarins qui ne mettaient pas en œuvre la politique de recommandation comme « les personnes qui empêchent des hommes talentueux et facilitent des opportunistes »¹⁸⁴. L'histoire vietnamienne a prouvé que le système de nomination du mandarin par recommandation a apporté des contributions importantes aux grandeurs et décadences des dynasties féodales.

La forme autodésignée se produit souvent dans des situations où le pays est en guerre ou la société connaît de grands bouleversements sociopolitiques. Les personnages autorecommandés sont souvent des génies cachés dans le peuple. Ils apparaissent pour

¹⁸² INSTITUT DES SCIENCES SOCIALE DU VIETNAM, *Đại Việt sử ký toàn thư [Thesaurus de l'histoire de Dai-Viet]*, NXB Khoa học xã hội, 1993.

¹⁸³ PHAN Huy-Chu, *Lịch triều hiến chương loại chí*, NXB Khoa học xã hội, 1992.

¹⁸⁴ INSTITUT DES SCIENCES SOCIALE DU VIETNAM, *Quốc triều hình luật [Droit pénal du Tribunal]*, NXB Khoa học xã hội, 1991.

appuyer le pays contre des menaces graves. L'histoire vietnamienne a constaté l'émergence de talents sans égal tels que : Ly Thuong-Kiet, Pham Ngu-Lao, Mac Dinh-Chi, Dao Duy-Tu, etc. Ces grands héros nationaux qui sont tous entrés dans la carrière mandarinale par cette voie.

Dans l'histoire féodale du Vietnam, le régime de recrutement par recommandations a aidé la Cour à recruter des talents exceptionnels, qui ont apporté de grandes contributions aux dynasties qu'ils ont servies, et à l'histoire du pays. Plus importante, la nomination mandarinale par recommandation a nourri chez le peuple la conviction que les vrais génies de la société étaient respectés.

Régime « khoa cử » (recrutement par les concours des lettrés)

En fait, la nomination des mandarins selon le talent se faisait principalement par les examens impériaux. Ce mode de recrutement a commencé sous la dynastie Ly (XI^e siècle) et a duré jusqu'à la chute du féodalisme vietnamien (la dynastie Nguyen, début XX^e siècle). N'importe qui, les enfants des mandarins ou des familles ordinaires, les apprenants dans les écoles privées d'un village lointain ou ceux qui étudient aux écoles publiques des grandes villes, avait le droit d'assister aux concours impériaux, à condition d'être digne et talentueux. En général, le régime de l'examen était vraiment sérieux et juste, surtout à l'époque des souverains éclairés¹⁸⁵. L'histoire du concours féodal du Vietnam a duré 744 ans (de 1075 à 1919). Il y avait trois examens : celui de Huong organisé au niveau local (dans certaines grandes localités) pour obtenir le diplôme « *tú tài* » ; ceux de Hoi et Dinh organisés au niveau central pour obtenir le diplôme « *cử nhân* » et « *tiến sĩ* ».

Le concours Hoi en 1442 a sélectionné 33 personnes talentueuses (sur 450 candidats, soit 7,3 %). En 1448, ce nombre était de 27 (sur 750 candidats, soit 3,6 %). Les lauréats du concours Dinh obtenaient le grade universitaire « *tiến sĩ* ». L'homme classé au premier rang parmi les « *tiến sĩ* » était nommé « *trạng nguyên* ». Selon les données statistiques historiques de Le Xuan Kieu, directeur du Centre des activités culturelles et scientifiques Van Mieu - Quoc Tu Giam , il y a 2 898 personnes qui ont réussi au concours Dinh dont 50 « *trạng nguyên* » et des dizaines de milliers de personnes passaient des niveaux inférieurs¹⁸⁶. Si un candidat réussit l'examen, il peut devenir mandarin de la cour, sinon souvent il revient à la terre natale pour devenir maître des enfants du village. Ce phénomène est résumé par un proverbe des lettrés confucéens : « avancer pour devenir mandarin, reculer pour devenir enseignant » (*tiến vi quan, thoái vi sư*). La plus haute récompense pour les « *tiến sĩ* » est d'avoir son nom gravé sur la stèle de pierre placée au Temple de la Littérature (Van Mieu) (un monument important dans l'ensemble Quoc Tu Giam avec la fonction d'être un lieu de culte des saints et des maîtres confucéens)¹⁸⁷.

La plupart des personnes qui réussissent participent à l'appareil d'administration à tous les niveaux et apportent de grandes contributions à chaque période. Il est à noter que la réglementation des examens sous le féodalisme était très stricte. Cela prouve la capacité très élevée dans la gestion pédagogique des rois de Ly, Tran à Le, Nguyen. Bien que le trafic de

¹⁸⁵ LE Van Lan, *Giáo dục Việt Nam: Xưa và nay [Éducation vietnamienne: auparavant et maintenant]* mené par Nguyen Quang Anh, 4 juin 2020.

¹⁸⁶ HOANG Lan, « Lịch sử khoa cử Việt Nam với truyền thống giáo dục Nho học [Histoire de l'examen vietnamien avec la tradition de l'éducation confucianisme] », sur *Hanoimoi.com.vn* [en ligne], publié le 21 novembre 2019, [consulté le 20 mars 2021].

¹⁸⁷ Le Temple de la Littérature a été construit en 1070 sous le règne du roi Ly Thanh Tong, avec la fonction d'être un lieu de culte des saints et des maîtres confucéens. Le 9 mars 2010, le dossier de ces stèles à Van Mieu - Quoc Tu Giam du Vietnam a été reconnu et inscrit dans la liste des mémoires du monde dans la région Asie - Pacifique.

titre mandarinal se produise à certains moments, la tricherie aux examens est très rare. Et ceux qui commettent ces délits à n'importe quel niveau doivent être punis de manière sévère. La sélection des talents au moyen d'examens, même très rigoureux, a créé des opportunités de promotion pour les enfants des classes populaires de la société. Il est particulièrement intéressant que, à ses débuts, la dynastie Tran (1225-1400) ait également pris en compte les conditions d'apprentissage inégales entre les localités pour définir ainsi un examen avec deux statuts : les « *kinh trạng nguyên* » pour la zone favorisée et les « *trại trạng nguyên* » pour les défavorisés¹⁸⁸.

Pendant environ mille ans, l'éducation confucéenne au Vietnam a été énormément influencée par la féodalité chinoise (au niveau du programme, des livres, du matériel, la méthode d'apprentissage et d'examen). Les Vietnamiens ont appris les caractères chinois (selon la prononciation vietnamienne) et les ont utilisés dans les écritures officielles. Cependant, grâce au développement de l'instruction, au maintien et au renforcement du sentiment d'indépendance nationale, à la préservation de l'identité culturelle nationale, le peuple vietnamien n'a pas été sinisé. À côté de l'utilisation des caractères chinois, les Vietnamiens ont développé le « *chữ nôm* » (un système d'écriture propre des Vietnamiens vers le X^e siècle). L'éducation confucéenne a dominé la société vietnamienne de la dynastie Ly jusqu'à l'arrivée des Français à la fin du XIX^e siècle (en Cochinchine) et au début du XX^e siècle (au Tonkin et à l'Annam) avec la forte puissance militaire et la civilisation scientifique et technique du monde occidental.

Lorsque le gouvernement français fut installé au Vietnam, l'éducation au confucianisme fut peu à peu abolie. La nouvelle éducation (*tân học*, en vietnamien) est apparue, tout d'abord en Cochinchine où les Français ont dominé le plus tôt en Indochine à la fin du XIX^e siècle. Ce système s'organise selon le modèle de l'éducation française avec l'utilisation du français comme langue d'enseignement ; le système scolaire comprend des écoles publiques construites, financées et contrôlées par le gouvernement, à côté de quelques écoles privées religieuses ou issues d'une initiative individuelle. À partir du sud du Vietnam, les Français ont créé un certain nombre de centres de formation tels que le collège des interprètes en 1862 à Saïgon dont le but principal était de former les employés pour l'autorité française ; l'école d'Adran (Collège D'Adran) à Saïgon fondée par l'Association des Missionnaires de Paris et plus tard gérée par l'ordre religieux Lasan pour élever des enfants pauvres. En 1873, le Collège des administrateurs stagiaires est créé à Saïgon pour former des fonctionnaires pour les bureaux dans l'ensemble de l'Indochine¹⁸⁹. En 1903, une école de l'administration est fondée à Hanoï et en 1911 à Hué dans le but de fournir le personnel administratif au Tonkin et à l'Annam.

2. De 1906 à 1917

La situation internationale de l'époque est marquée par la tendance à l'expansion coloniale des nations européennes. En 1914, lorsque les conflits d'intérêts entre les grandes puissances atteignent leur sommet, la Première Guerre mondiale éclate. Les conséquences de la guerre sont lourdes en termes de pertes humaines et matérielles pour tous les belligérants. Cela a conduit directement à un mouvement pour promouvoir l'exploitation coloniale afin de reconstruire l'économie ainsi que pour compenser les coûts de la guerre. Au cours de ce

¹⁸⁸ DANG Xuan Bang, *Việt sử cương mục tiết yếu [Chapitres essentiels de l'histoire vietnamienne]*, NXB Khoa học xã hội, 2000.

¹⁸⁹ BRITTO Karl Ashoka, *Disorientation: France, Vietnam, and the Ambivalence of Interculturality*, Hong Kong University Press, 2004.

processus d'expansion, de consolidation et de concurrence d'influence, la politique d'éducation indigène joue toujours un rôle essentiel, car elle affecte profondément de nombreux aspects de la vie.

Au Vietnam, pendant cette période, les Français ont essentiellement mis en place un nouveau système éducatif axé sur les écoles franco-vietnamiennes à tous les niveaux : primaire, secondaire et supérieur, y compris la création de l'Université d'Indochine à Hanoï en 1906. Cette date a marqué une réforme énorme de l'éducation pour toute l'Indochine. La Direction de l'Instruction publique a été établie pour unifier, diriger et administrer l'éducation dans toutes localités. Sur la base de documents historiques, nous pouvons voir trois causes principales conduisant à la politique de développement de l'éducation autochtone à cette période comme suit :

(1) Premièrement, c'était la raison économique

La politique coloniale a toujours servi la politique économique¹⁹⁰. Après avoir achevé le processus d'établissement de la domination sur tout le territoire du Vietnam, les Français ont commencé la phase de construction et d'exploitation coloniale. Cette période s'est déroulée de 1894 à 1914 et a été caractérisée par le transfert massif de capitaux, de machines et de technologies de la France vers l'Indochine¹⁹¹. Les domaines qui ont été mieux investis étaient l'exploitation minière, l'agriculture, la plantation industrielle.

Pays	Population Totale	Européens et assimilés	% d'Européens / Pop. Totale
Cochinchine	4.616.000	16.084	0,35%
Tonkin	8.700.000	18.171	0,21%
Annam	5.656.000	4.982	0,09%
Cambodge	3.046.000	2.534	0,08%
Laos	1.012.000	574	0,06%
Total et moyenne	23.030.000	42345	0,18%

Tableau 1 : Population européenne en Indochine (1937)

Source: « L'évolution économique de l'Indochine Française » par Charles Robequain (1939)¹⁹²

Et les grands projets d'infrastructure et de transport ont été déployés afin de servir le processus de développement économique. Cela a conduit à une augmentation rapide de la demande de travailleurs capables d'utiliser de telles machines. Pourtant, la population française ou européenne dans les territoires coloniaux en général et dans cette péninsule en particulier était très modeste par rapport aux autochtones^{193 194} et d'un point de vue économique, il est certain que la France ne pouvait pas envoyer trop de main-d'œuvre de la

¹⁹⁰ FERRY Jules, « Les fondements de la politique coloniale », Discours prononcé à la Chambre des députés le 28 juillet 1885, publié dans ROBIQUET Paul « *Discours et opinions de Jules Ferry* », A. Colin & cie, 1893, p.200-209.

¹⁹¹ BROCHEUX Pierre et HÉMERY Daniel, *Indochine, la colonisation ambiguë* [en ligne], La Découverte, 2001, [consulté le 24 mai 2019], p.146-149.

¹⁹² ROBEQUAIN Charles, *L'Évolution économique de l'Indochine française*, P. Hartmann, 1939.

¹⁹³ WESSELING, « Les empires coloniaux européens 1815-1919 » 2019, p.300.

¹⁹⁴ THOBIE Jaques, « La France coloniale de 1870 à 1914 », in *Histoire de la France coloniale*, Armand Colin, 1991, p.55-63.

Métropole. La mesure urgente et nécessaire était de former des ressources humaines sur place.

(2) Deuxièmement, les raisons politiques et géopolitiques

Ces facteurs se reflètent dans la compétition pour l'influence entre les grandes puissances de la région Asie-Pacifique. La France et le Royaume-Uni, « chacune des deux puissances coloniales cherchant à agrandir sa sphère d'influence à l'Est », « L'Indochine française, perle de l'empire, se pose en rivale de l'Inde, joyau de la couronne britannique.¹⁹⁵ » Mais, nous voulons tout d'abord mentionner l'influence des empires britanniques et français sur un pays d'Asie qui a une profonde influence culturelle sur la société vietnamienne, la Chine. Plus concrètement, la France voulait y former au Sud un empire informel, à travers des stratégies d'influence et la protection de ses intérêts, alors que la position du Royaume-Uni était bien plus solide.

Il y a une différence importante dans la politique coloniale britannique et française. Pendant que les Anglais acceptent le développement de l'éducation coloniale, y compris le système universitaire, les Français maintiennent une stratégie d'instruction beaucoup plus conservatrice. Bien que la France jusqu'à la Seconde Guerre mondiale soit le deuxième empire mondial, dont le territoire colonial comprenait 12,5 millions de km² avec 69 millions d'habitants, le système scolaire progressait lentement et était axé principalement sur les écoles professionnelles : « seuls quatre centres universitaires ont été créés dans l'Empire français, à Alger, Hanoï puis, à la veille de la décolonisation, Tunis et Dakar.¹⁹⁶ » La fondation des premières universités aux colonies s'est réalisée assez tard après la conquête territoriale avec l'Université indochinoise en 1906, l'Université d'Alger en 1909, l'Université de Dakar en 1957¹⁹⁷. Cela a conduit à un écart considérable entre Londres et Paris en matière d'influence sur ce territoire de la Chine. Dans le même temps, les mouvements d'innovation dans la société chinoise ont un fort impact sur la région d'Indochine. Dans le domaine de l'éducation, en Chine, le mouvement débute avec la fondation, en 1898, de l'Université impériale de Pékin sur un modèle européen. Ensuite, le dernier concours féodal en 1905 a marqué la fin d'une éducation traditionnelle dans la patrie confucéenne. Prenant sa place, les écoles et universités de style occidental qui avaient été construites à la fin du XIX^e siècle ont continué à prospérer, et se sont multipliés dans les années 1910-1920, sur l'ensemble du territoire. Ces universités constituent aussi le berceau du mouvement d'indépendance anti-occidental¹⁹⁸.

Le Japon, un pays asiatique pauvre et arriéré et toujours sous la pression des pays capitalistes occidentaux, est vraiment devenu une puissance en Asie après une forte montée en puissance grâce à la réforme avec pour objectif : « Suivez l'Occident, attrapez l'Occident,

¹⁹⁵ LEGRANDJACQUES Sara, « L'enseignement supérieur en Asie française et britannique : expériences croisées à l'âge des Empires (Années 1850-1930) », *Outre-Mer Revue d'Histoire*, 105, 2017, p.39-60.

¹⁹⁶ BARTHÉLEMY Pascale, « L'enseignement dans l'Empire colonial français : une vieille histoire ? », *Histoire de l'éducation*, 2010, p.5-28.

¹⁹⁷ Selon

- MÉLIA Jean, *Histoire de l'Université d'Alger; l'épopée intellectuelle de l'Algérie*, Maison des livres, 1950.

- CLÉMENT Alain, « L'analyse économique de la question coloniale en France (1870-1914) », *Revue d'économie politique*, 123, 2013, p.58.

¹⁹⁸ YEH Wen-Hsin, « *The Alienated Academy: Culture and Politics in Republican China* », 1919-1937 [en ligne], Harvard University Asia Center, Harvard University, 2000.

surmontez l'Occident » (*Seiyo o manabi, Seiyo ni oitsuky, Seiyo o oinuku*)¹⁹⁹ : Le Japon a vaincu la Chine (un voisin puissant qui a toujours réprimé le Japon tout au long de son histoire précédente) pendant la guerre sino-japonaise (1er août 1894 - 17 avril 1895). Cette victoire nippone est le résultat de deux décennies d'efforts antérieurs dans l'industrialisation et la modernisation du pays. Elle a aussi montré la supériorité de la tactique et de l'entraînement japonais en adoptant le style militaire occidental ; à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a dominé près de la moitié de la région Asie-Pacifique : il envahit le sud de la Chine (1939-1945), intervient en Indochine française (1940) et promeut le coup d'État français en Indochine (mars 1945). En particulier, la victoire du Japon à la bataille de Pearl Harbor a causé de graves dommages à la flotte américaine à Hawaï (1941)²⁰⁰. L'empire du Soleil levant a occupé une série de colonies asiatiques de pays occidentaux tels que la Malaisie, la Birmanie, l'océan Indien néerlandais, les îles Mariannes, Marshall, Salomon, Hong Kong, Singapour britannique²⁰¹. Le processus de renouveau et la montée de la puissance japonaise ont vraiment inspiré des pays asiatiques :

*Il apporte ainsi un espoir concret, non seulement aux élites autochtones - qui avaient commencé à en prendre conscience lors de la victoire japonaise sur la Russie en 1905 -, mais aussi et surtout à la masse de la population qui a pu voir de ses propres yeux l'armée nippone humilier les forces occidentales.*²⁰²

Au Vietnam, il y avait des intellectuels qui ont décidé de venir au Japon pour apprendre et trouver des moyens de réformer le pays. Deux mouvements révolutionnaires du début du XX^e siècle, qui ont attiré la classe des érudits radicaux, typiquement Phan Boi Chau et Phan Chau Trinh, ont eu de l'impact au Vietnam : le mouvement Duy Tan (le mouvement du renouveau, 1906-1908) prône la voie non-violence et encourage le rétablissement du pays en améliorant les connaissances des gens, en réformant la société dans tous les aspects, y compris l'économie, l'éducation et la culture, avec des activités pratiques (telles que la création de grandes maisons de commerce pour encourager la production et l'échange des marchandises, l'ouverture d'écoles pour enseigner le quôc-ngu et les langues étrangères, la suppression de l'apprentissage trop orienté vers les examens, le rapprochement vers la politique démocratique)²⁰³. Le mouvement Dong Du (le mouvement vers l'est, 1906-1909) a pour but d'appeler la jeunesse vietnamienne à voyager à l'étranger (principalement le Japon) pour étudier. C'est aussi le moyen de préparer les forces en attendant le moment opportun pour regagner l'indépendance du Vietnam²⁰⁴.

¹⁹⁹ NGO Thi Bich Loan, « *The Western civilization adoption way of Japan in Meiji Restoration and some suggestions on the development process of culture and education in Vietnam* », *Revue scientifique de l'université Can Tho*, 2016, p.24.

²⁰⁰ Cette guerre avait pour but d'empêcher et d'empêcher la flotte américaine du Pacifique d'interférer avec la guerre que le Japon envisageait d'envahir l'Asie du Sud-Est, contre la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et les États-Unis.

²⁰¹ BINET Alain, « *Le Second XXe siècle (1939-2000). Les 12 thèmes-clés* », Ellipses, 2003, p. 86.

²⁰² MICHELIN Franck, « *La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale* », *Relations internationales*, n° 168, 2016, p.9.

²⁰³ Selon

- HUYNH LY, « *Lời nói đầu trong Thơ văn Phan Châu Trinh* » [*L'avant-propos dans la littérature et les poèmes de Phan Chau Trinh*], Hanoi, NXB Văn học, 1983, p.17.

- THUY KHUE, « *Phân XV: Phan Khôi - Chương 1a : Những phong trào chống Pháp đầu thế kỷ XX* » [*Partie XV: Phan Khôi - Les mouvements contre les Français au début du XX siècle*] [en ligne], RFI, 5 septembre 2010, [consulté le 30 mai 2019].

²⁰⁴ DINH Xuan Lam, NGUYEN Van Khanh et NGUYEN Dinh Le, « *Đại cương lịch sử Việt Nam* » [*Généralité de l'histoire vietnamienne*], Tome 2, Hanoi, NXB Giáo dục, 2006, p.141.

Dans ce contexte, le système scolaire du primaire, du secondaire et de l'enseignement supérieur a été renforcé ou nouvellement créé en Indochine. Sa fonction est de changer la classe intellectuelle autochtone pour que ses membres acceptent la civilisation française et se soumettent à l'autorité française. Le gouvernement indochinois a en fait formé avec succès un nombre de personnels qualifiés pour travailler dans l'appareil dirigeant français et le gouvernement indigène profrançais. L'installation d'un nouveau système éducatif, méthodiquement organisé selon le modèle français, a consolidé et accru l'influence de la France dans cette péninsule. En tant que gouverneur général de l'Indochine, A. Sarraut a déclaré :

Le progrès de l'instruction, en effet, dans son avance à travers les éléments indigènes, doit éviter un double écueil : l'insuffisance d'un enseignement qui ne satisferait pas aux besoins légitimes d'une élite, et la formation de déclassés dont une pseudo culture ne ferait qu'exciter les orgueilleuses prétentions. L'une et l'autre faute ont été parfois commises, provoquant d'une part l'exode des indigènes les plus intelligents vers des pays étrangers qui leur offraient la ressource d'un enseignement plus vaste, ou déterminant, en sens inverse, l'éclosion d'une espèce de demi-savants dont la capacité réelle était loin de justifier les présomptueuses ambitions [...]. Beaucoup plus grave est le danger de laisser se former en dehors de nous, dans d'autres pays, sous d'autres influences et d'autres disciplines scolaires ou politiques, des élites qui, revenant ensuite sur le territoire natal, peuvent tourner les talents de propagande et d'action acquis à l'extérieur contre le « protecteur » local qui leur refusa la facultés de s'instruire » Beaucoup plus grave est le danger de laisser se former en dehors de nous, dans d'autres pays, sous d'autres influences, et d'autres disciplines ou politique, des élites qui, revenant ensuite sur le territoire natal, peuvent tourner les talents de propagande et d'action acquis à l'extérieur contre le « protecteur » local qui leur refusa la faculté de s'instruire²⁰⁵.

(3) Troisièmement, les causes culturelles

Comme de nombreuses conquêtes coloniales qui ont eu lieu de la fin du XVIII^e au début du XX^e siècle, les conquérants ou les colonisateurs portent plus ou moins l'idée de leur mission civilisatrice, dont le principe est que les peuples « supérieurs » ont le droit et l'obligation de conduire les peuples « arriérés » vers la civilisation. Sans exception, la conquête de la France en Indochine a également présenté des caractéristiques similaires. Cela peut être démontré dans les déclarations publiques des chefs du gouvernement français : comme Jules Ferry a affirmé à la Chambre des Députés, lors d'un débat sur les fondements de la politique coloniale, que la colonisation est non seulement un droit, mais un devoir : « Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures.²⁰⁶ » ; où l'énoncé de Léon Blum :

Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée, de la civilisation française... Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture, et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie.²⁰⁷

²⁰⁵ SARRAUT Albert, *La mise en valeur des colonies françaises*, Payot & Cie, 1923, p.98-99.

²⁰⁶ FERRY Jules, op.cit, p.210-211.

²⁰⁷ BLUM Léon, « Discours à la Chambre des députés, le 9 juillet 1925 », in *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel, 1984, p.370.

Ce point de vue appuyé également par le messianisme français a encouragé la France à devenir la principale puissance ayant une projection intellectuelle et spirituelle hors de ses frontières et à l'intérieur des autres empires et puissances²⁰⁸. En outre, La position désavantageuse contre le Royaume-Uni en matière d'instruction coloniale n'est pas quelque chose agréable pour la France, car selon les Français de l'époque, la colonisation « civilisatrice » de la France est différente de la colonisation « mercantile » des Anglais et des Hollandais²⁰⁹ et « Qu'elle soit mission de civilisatrice ou conquête d'esprit, l'éducation reste l'un des outils les plus importants et les plus efficaces, au cœur de la politique coloniale française.²¹⁰ »

Depuis leur arrivée au Vietnam, les Français ont progressivement ouvert des écoles pour former des interprètes, fonctionnaires ou secrétaires, médecins autochtones, au service des activités françaises en Indochine. On peut noter quelques établissements importants : l'école Pigneau de Behaine (1861) ; l'école d'interprètes de Saïgon et les écoles primaires dans les provinces de Cochinchine (1864) ; l'école de pédagogie de Saïgon (1873) ; l'école de l'instruction publique de Cochinchine, le collège Chasseloup-Laubat (1874) ; l'école française d'Extrême-Orient à Hanoï (1898). Ce sont les premiers établissements du système de la nouvelle éducation (*tân học*) au Vietnam. En octobre 1902, Paul Beau a été envoyé en Indochine en tant que gouverneur général. Étant une personne radicale et pacifique qui soutenait l'expansion de l'exploitation coloniale sous l'esprit de « *collaboration* », le nouveau chef de l'Indochine française a poursuivi la politique civilisatrice du peuple en attirant les intellectuels vietnamiens à coopérer de manière volontaire avec le gouvernement français sur la base de l'expansion de l'éducation et de la formation. Son point de vue a reçu une forte approbation de l'Assemblée nationale (il était nécessaire de trouver un remplaçant à Paul Doumer, gouverneur général de l'Indochine de 1897 à 1902). L'une des politiques du gouverneur général Paul Beau est d'établir un nouveau système d'éducation. Selon cette politique, de nouvelles écoles ont été créées, telles que : l'école de Médecine, permettant la formation de médecins auxiliaires de l'assistance médicale à Hanoï (1902) et l'école de médecine pratique de Choquan à Saïgon ; l'école des Hậu Bổ à Hanoï (ou l'école d'Administration de Hanoï) (1903). En 1904, le système éducatif au Vietnam a été réformé : les écoles autochtones déjà existantes ont été transformées sur le modèle de l'école franco-vietnamienne et fusionnées dans le système d'éducation publique sous l'autorité de la Direction de l'Instruction publique. Le programme d'enseignement a été également ajusté selon les demandes académiques communes en ajoutant la langue française, le quôc-ngu et certaines matières scientifiques. Ces changements visaient à standardiser les écoles locales et préparaient également l'établissement de l'enseignement supérieur dans les années à venir.

Le 9 mars 1906, le gouverneur général Paul Beau créa le Conseil de Perfectionnement de l'Enseignement indigène chargé d'étudier les conditions de fondation et de fonctionnement d'une université, y compris le programme d'études au niveau universitaire pour les

²⁰⁸ Voir plus détaillé dans:

- SALON Albert, *L'action culturelle de la France dans le monde*, F. Nathan, 1983, p.34.
- NGUYEN The Anh, « *Mission civilisatrice (civilizing mission)* », in « *Southeast Asia: A Historical Encyclopedia, From Angkor Wat to East Timor* », ABC-CLIO; Illustrated edition, 2004, p.899-900.

²⁰⁹ NGUYEN Thuy Phuong, « *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975 : de la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle* », 2013, p.46.

²¹⁰ BEZANÇON Pascale, « *Une colonisation éducatrice ? : l'expérience indochinoise (1860-1945)* », Harmattan, 2002, p.14.

autochtones et Asiatiques²¹¹. Le 16 mai 1906, il a signé l'arrêté n° 1514 a sur la création de l'Université d'Indochine dans le but de divulguer la connaissance scientifique et la méthodologie des Européens en Extrême-Orient par le français²¹². Concernant l'enseignement supérieur au Vietnam de 1906 à 1917, la création de l'Université d'Indochine était l'événement le plus important, marquant le début de l'enseignement supérieur moderne au Vietnam. À l'époque, l'Université d'Indochine a été reçue comme un nouvel espoir par une grande partie d'intellectuels vietnamiens tels que Pham Quynh, Phan Chau Trinh, Huynh Thuc Khang, etc. La plupart de ces intellectuels ont été formés dans le système éducatif confucéen, mais ils étaient eux-mêmes bien conscients de la non-conformité et de l'inefficacité de l'éducation féodale par rapport à la nouvelle situation de la société. Renouveler le pays par la modernisation et l'occidentalisation était à leurs yeux une bonne solution pour le Vietnam. Selon le décret n° 1514a, l'Université indochinoise est directement soumise au contrôle du gouverneur général français. Son conseil d'administration est composé de différentes personnalités : le directeur de l'Instruction publique (président) ; le directeur des centres scientifiques en Indochine ; les recteurs des écoles spécialisées intégrées à l'Université indochinoise et un certain nombre d'enseignants représentants venus des agences et des écoles françaises en Indochine. Mais ce mécanisme de gouvernance a été ajusté par l'arrêté du 8 mai 1907, qui transfère l'administration de l'université du conseil d'administration au directeur général de l'Instruction publique de l'Indochine, avec le soutien du Conseil de Perfectionnement de l'Université indochinoise dont les membres sont composés des chefs des centres scientifiques d'Indochine, des représentants du gouvernement local ou des agences techniques associées²¹³. Au cours de cette période initiale, l'Université indochinoise comprenait 5 écoles membres :

- **École supérieur de Droit et d'Administration**, formant des étudiants destinés à servir dans l'appareil administratif indigène ou dans le gouvernement colonial. Parmi eux, un certain nombre sont orientés vers les emplois de secrétaires dans l'agence de douane ou de commerce. Le programme d'enseignement aborde le droit et l'organisation administrative de l'occident, le style de travail moderne. L'introduction de nouvelles connaissances et méthodes de gouvernance a créé un changement important dans le système mandarinal qui existait au Vietnam depuis longtemps.
- **École supérieure des Sciences appliquées**, enseignant les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie. Ces contenus sont complètement différents par rapport à la tradition confucéenne, centrée sur les Quatres livres, les Cinq classiques avec la méthode d'apprentissage par mémorisation. Les théories scientifiques et les laboratoires ont aidé les apprenants à avoir des conditions d'expérimentation plus étroitement associées à la réalité. Leurs études terminées, les étudiants diplômés

²¹¹ MUS Cyprien, « La Première Université Indochinoise », Hanoi, G.Taupin & Cie, 1927, p.2.

²¹² ANOM – GGI. 48042 : Création et organisation de l'Université Indochinoise, l'arrêté de création de l'Université Indochinoise, 1906.

²¹³ Les membres du Conseil au premier mandat: Précisément, les membres de ce Conseil en première année universitaire (1907-1908) comprenaient:

- Gourdon, Directeur général de l'Instruction publique, Président ;
- Maître, Directeur par intérim de l'École française d'Extrême-Orient, vice-président ;
- Boutan, Directeur de la Mission Scientifique Permanente ;
- Maurice Cognacq, Directeur de l'École de Médecine ;
- De Semaison, Chef de Cabinet du Gouverneur Général ;
- Prêtre, Administrateur de 1ère classe des Services civils ;
- Michel, Avocat général ;
- Desbos, Ingénieur en chef des Travaux publics.

pouvaient faire de la recherche ou enseigner dans les écoles supérieures et les établissements d'enseignement secondaire.

- **École supérieure de médecine.** Juste avant la naissance de l'Université indochinoise, l'école de médecine de Hanoï avait été créée en 1902 à un niveau inférieur pour former le personnel médical et les sages-femmes. Les Français se sont rapidement intéressés à ce domaine parce qu'ils devaient affronter de dangereuses maladies tropicales menaçant directement la vie des soldats et des fonctionnaires européens. Pendant ce temps, un certain nombre d'hôpitaux et d'instituts de recherche médicale ont établi les premières bases de la médecine moderne au Vietnam. Les professeurs de l'école supérieure de médecine de Hanoï venaient de France, y compris des docteurs bien connus tels que le Dr Yersin - le premier recteur de l'Université de médecine de Hanoï, qui a fabriqué un vaccin contre la peste et consacré toute sa vie à l'œuvre médicale humaine en Indochine (en 2014, Alexandre Yersin est nommé citoyen d'honneur du Vietnam à titre posthume. Actuellement, au Vietnam, il y a beaucoup de rues et routes portant son nom) ; le Dr Calmette qui a inventé le médicament antituberculeux BCG, etc.
- **École supérieure du Génie civil** fournissant des ressources des techniciens pour l'exploitation et la construction coloniale. Les diplômés de cette école travaillent dans les domaines du transport (pont, route, chemin de fer), des mines, de l'électricité (y compris la poste et le télégraphe), l'agriculture et la foresterie.
- **École supérieure des Lettres** dont le programme est élargi considérablement par rapport à l'ancienne éducation. D'une part, il maintient l'enseignement de la culture classique de l'Orient, d'autre part le contenu de formation mentionne aussi les problèmes philosophiques occidentaux, l'histoire et la géographie mondiale, les tendances littéraires étrangères. Évidemment, la partie sur la géographie, l'histoire et la littérature française occupe un grand volume.

Les professeurs de l'Université indochinoise sont tous des Français qui travaillent dans les universités de la France d'Europe ou dans les agences du gouvernement indochinois. Pour devenir étudiant de cette université, les candidats de 18 à 25 ans devaient être titulaires d'un des trois diplômes suivants : le Brevet de l'enseignement primaire supérieur (bằng Thành Chung) ; le Brevet de l'enseignement secondaire indochinois ou le Baccalauréat. En plus, ils devaient s'engager à travailler pour l'autorité au moins 10 ans après la fin de leurs études²¹⁴. La plupart des étudiants de l'époque venaient de l'Union indochinoise, mais les ressortissants français, européens ou asiatiques (sous le protectorat français) pouvaient s'inscrire à cette université. Chaque étudiant suivait la formation dans une école, mais en réalité, il existait des matières communes à toutes les écoles. Certains cours acceptaient les auditeurs ayant un bon niveau de français après que leur demande au Service de secrétaire de l'Université indochinoise ait été acceptée.

Le 11 octobre 1907, l'Université indochinoise a officiellement ouvert la première année scolaire 1907-1908 avec 193 étudiants, dont 94 étudiants officiels, 62 auditeurs et 37 étudiants en première année de l'école de Médecin de Hanoï (avant de devenir un membre de l'Université indochinoise) qui assisteraient à certains cours de sciences²¹⁵.

²¹⁴ PHAN Trong Bau, *Giáo dục Việt Nam thời cận đại [L'Éducation au Viet Nam aux temps modernes]*, Hanoi, NXB Khoa học xã hội, 2015, p.149.

²¹⁵ MUS Cyprien, op.cit, p.7.

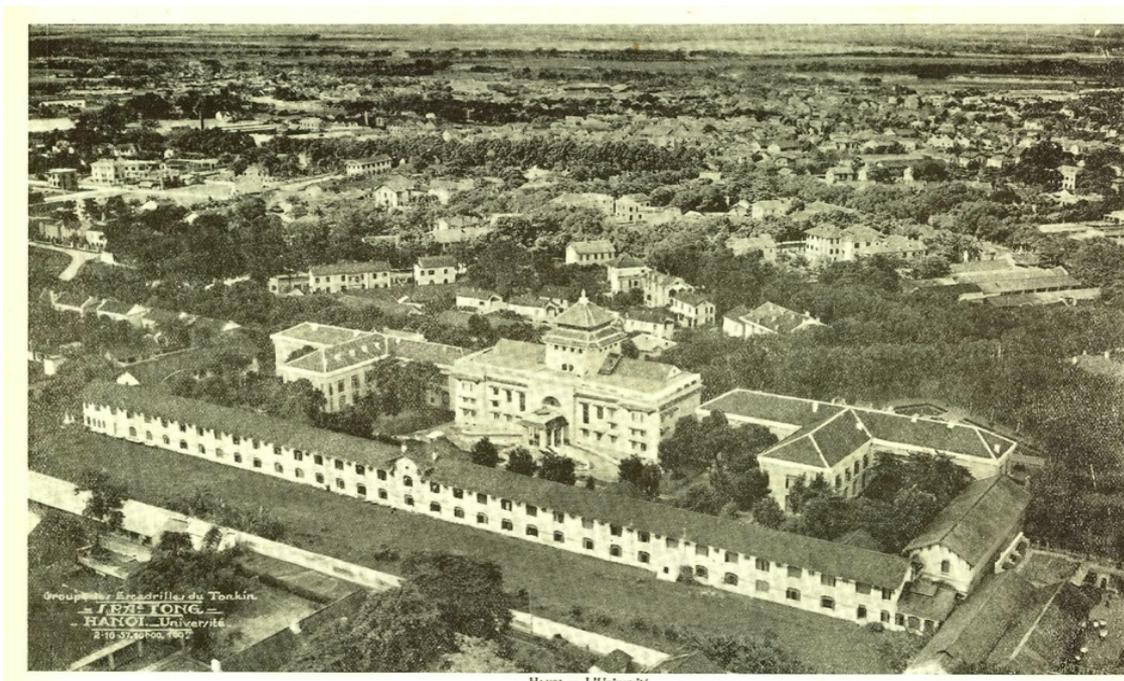


Photo 8: L'Université indochinoise (Hanoi, Vietnam) - (Source: ANV No1)

Au cours de la première année scolaire, de nombreux employés indigènes travaillant dans l'appareil gouvernemental français en Indochine ont été autorisés à participer à des cours. Pour faciliter leur assiduité, des cours du soir ont été organisés. Cependant, le nombre d'étudiants a diminué peu à peu. Il restait seulement 41 étudiants officiels, dont 36 fonctionnaires (secrétaires ou interprètes), 3 employés de commerce et 2 étudiants sans profession à la fin de l'année scolaire au 15 juin 1908.

Après la première année, l'Université indochinoise a dû cesser de fonctionner. Cette fermeture a eu lieu sans annonce officielle du gouvernement. Mais, à travers les critiques que Paul Beau a reçues sur le manque de bonne préparation avant de fonder cette université, nous pouvons relever quelques raisons, comme suit :

- La qualité des élèves entrants est faible en raison de l'échec des systèmes d'enseignement primaire et secondaire (ce problème sera résolu par le gouverneur suivant, Antony Wladislas Klobukowski, qui mettra en œuvre une politique de concentration des moyens sur l'enseignement primaire et secondaire afin de fournir une base plus solide pour l'enseignement supérieur) ;
- Le programme de l'enseignement, presque identique à celui de la France, est critiqué comme trop lourd pour les élèves indigènes de l'époque ;
- Le personnel enseignant est également assez limité avec seulement quelques professeurs titulaires. Les autres sont des fonctionnaires du gouvernement du protectorat français participant à l'enseignement à temps partiel. Cela influence donc la qualité ainsi que le professionnalisme dans la formation.
- La difficulté de financement : avec seulement un petit nombre d'étudiants inscrits, les frais de fonctionnement de l'Université indochinoise deviennent trop élevés. Il fallait plus de 15 000 piastres pour former seulement 41 étudiants dans une année scolaire²¹⁶

²¹⁶ Le cout pour les installations, les documents scientifiques et les matériels a atteint 4 558,59 piastres en 1907, 5 389, 57 piastres en 1908; et la dépense pour le personnel de l'université (l'année scolaire 1907-1908) était 5 317,11 piastres.

²¹⁷, c'est-à-dire, environ 41 piastres/élève/mois tandis que le salaire d'un mandarin vietnamien (Tri huyện) en 1902 était de 25 piastres/mois²¹⁸.

Depuis 1908, dans le budget du gouvernement de la Fédération d'Indochine, il n'y a plus de dépenses pour l'Université indochinoise. Au mandat d'Antony Wladislas Klobukowski en tant que gouverneur général de l'Indochine (de septembre 1908 à janvier 1910), la plupart des écoles du système de l'enseignement supérieur ont cessé de fonctionner. Les écoles membres de l'Université indochinoise sont revenues à leur position d'origine.

La formation des écoles franco-vietnamiennes aux niveaux primaires et secondaires, et la création de l'Université d'Indochine en 1906 furent l'introduction d'un système éducatif européen moderne et avancé. Il est totalement différent de l'ancien système éducatif selon le modèle féodal chinois. Le programme de formation, le matériel d'apprentissage, les méthodes d'enseignement et l'organisation scolaire venus de la France ont apporté un changement fondamental dans l'éducation au Vietnam. En particulier, l'utilisation universelle de l'écriture latine en remplacement des caractères chinois, est à la fois simple à apprendre et pratique pour absorber les langues étrangères, en premier lieu le français. L'université indochinoise est la base de départ pour le développement de l'enseignement supérieur au Vietnam dans les années suivantes. Les expériences et les leçons tirées des difficultés pratiques de la première année scolaire sont à la base de réformes importantes dans les 10 années suivantes, sous la direction du gouverneur général Albert Sarraut (de 1911 à 1919).

3. De 1917 à 1930

La France est sortie de la Première Guerre mondiale en tant que pays victorieux, mais c'est aussi l'un des pays qui a subi le plus de pertes humaines et matérielles. Dans ce contexte, les ressources des régions coloniales ont été considérées comme le principal moteur de la reconstruction de la France. Mais les ressources humaines hautement qualifiées sont devenues un défi particulièrement difficile dans ce processus d'exploitation, car les années de guerre ont réduit gravement le nombre de techniciens et d'experts français. Évidemment, la Métropole ne pouvait pas envoyer de main-d'œuvre qualifiée aux colonies. Par conséquent, le gouvernement indochinois a dû former la main-d'œuvre locale à un niveau supérieur. D'autre part, pendant la Première Guerre mondiale, des dizaines de milliers de Vietnamiens qui ont combattu ou servi dans des bases militaro-industrielles en France ont eu l'occasion de recevoir des idées de démocratie, de liberté et aussi d'être témoins des réalisations d'un pays moderne. Tout cela a influencé de nombreux Vietnamiens, revenus de France avec de nouvelles idées d'indépendance et de réforme sociale, qui ont joué un rôle important dans les mouvements de libération coloniale par la suite. C'était vraiment un problème difficile pour l'autorité française au Vietnam à l'époque.

Face à ces deux défis majeurs, le gouvernement français est obligé d'ajuster sa politique coloniale avec l'avènement de la politique conjointe d'association franco-indigène initiée par le gouverneur général Albert Sarraut. Ses principes sont axés sur le renforcement de la coopération entre les peuples autochtones et l'administration française dans la gestion des affaires publiques. À la suite de ces changements, la politique française en Indochine, y compris la politique éducative, est devenue plus modérée envers les indigènes. La période de

²¹⁷ MUS Cyprien, op.cit, p.9.

²¹⁸ DANG Huu Thu, *Làng Hành Thiện và các nhà nho Hành Thiện triều Nguyễn [Village Hành-Thiện et ses lettrés sous des règnes de Nguyen]*, Melun, 1992.

1917 à 1930 est donc également considérée comme une durée de développement stable de l'enseignement supérieur au Vietnam.

En 1917, la deuxième réforme de l'éducation en Indochine a été mise en œuvre. En particulier, pendant cette période, les changements au niveau de l'enseignement secondaire ont permis d'améliorer la qualité des candidats à l'enseignement supérieur.

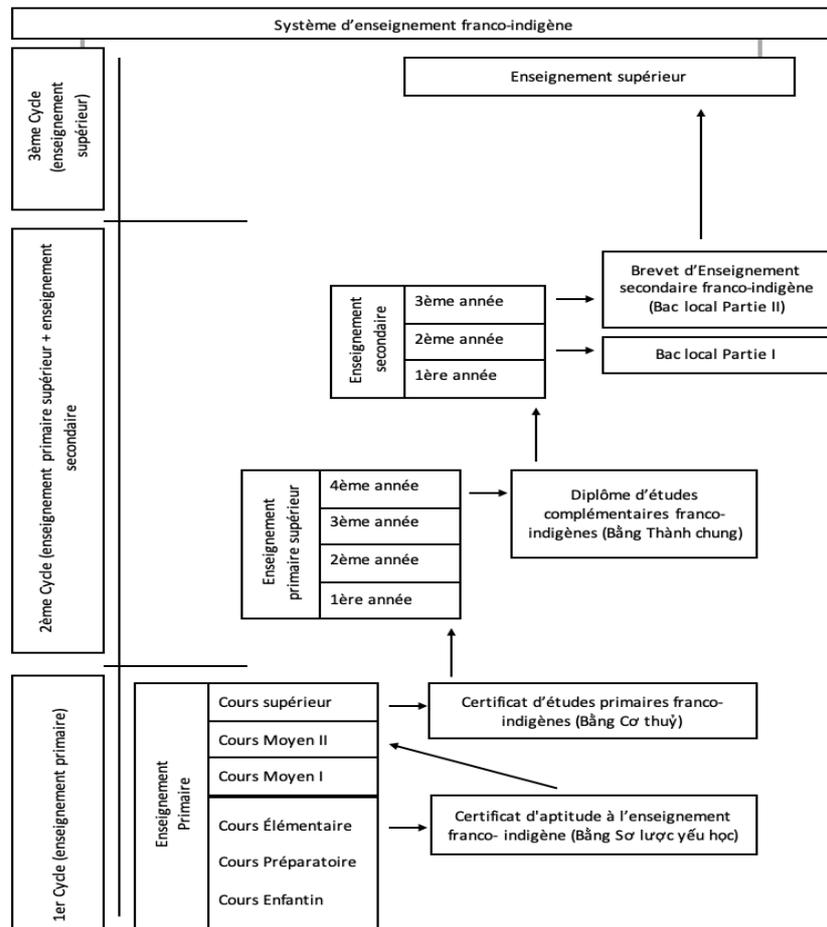


Figure 11 : Système de l'éducation Franco-Vietnamien²¹⁹

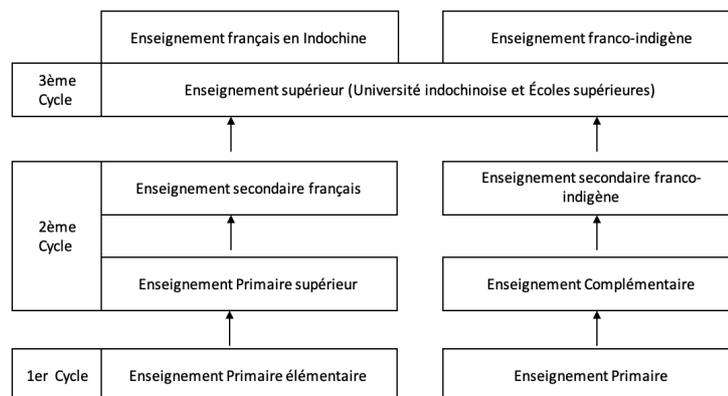


Figure 12 : Système d'enseignement français et franco-indigène en Indochine (1917)

²¹⁹ PHAN Trong Bau, op.cit, p.215.

Concernant l'enseignement supérieur, la Direction de l'Enseignement supérieur a été fondée, puis le Règlement Général de l'Enseignement supérieur a été publié en 1918 dans le but de consolider les réglementations et les bases juridiques sur la gestion et le fonctionnement s'appliquant à l'Université indochinoise et à ses écoles membres. Ensuite, les conditions d'inscription ont été ajustées : les candidats devaient être titulaires du diplôme d'études complémentaire franco-indigène (bằng Thành-chung). Les examens d'entrée ont été supprimés jusqu'en 1921. Après cette année, seuls les candidats titulaires d'un baccalauréat (France ou Indochine) pouvaient être inscrits et certaines écoles supérieures ont commencé à organiser des examens entrants.

Il y a aussi des changements dans le corps enseignant pour améliorer la qualité de l'enseignement : le nombre de professeurs titulaires augmente et celui des chargés de cours diminue. En outre, le gouvernement a demandé à en finir avec la situation de cumul des fonctions pour les enseignants qui étaient fonctionnaires du gouvernement colonial. L'évolution de la population universitaire en Indochine de 1917 à 1930 peut être visualisée dans les graphiques suivants :

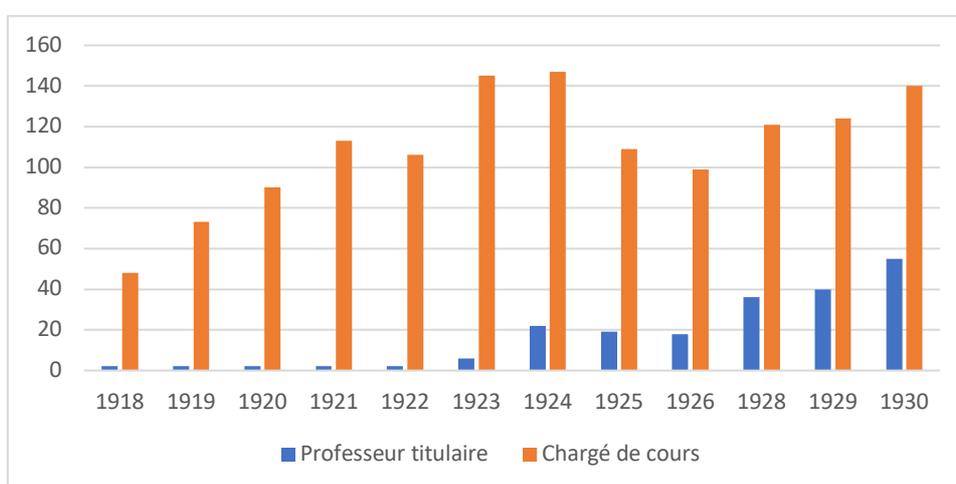


Figure 13 : Nombre de professeurs titulaires et de chargés de cours à l'Université indochinoise (1918-1930)

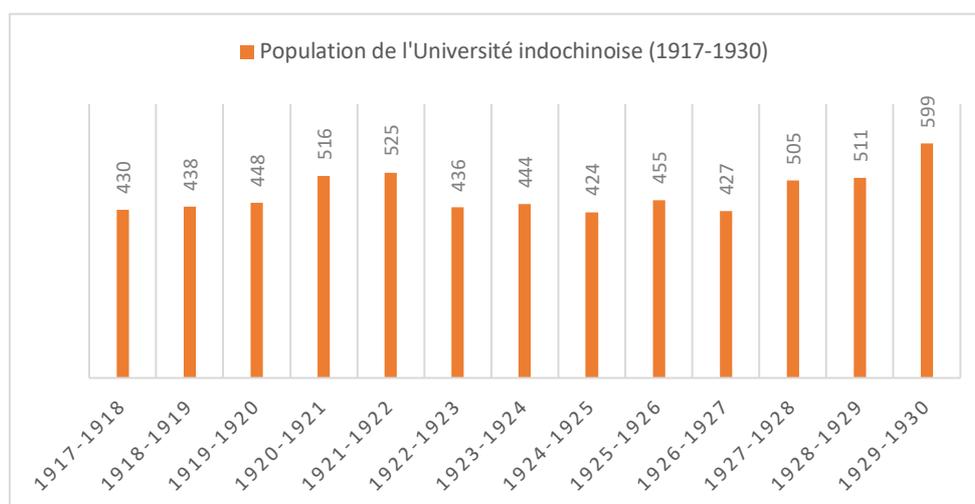


Figure 14 : Population de l'Université indochinoise (1917-1930)²²⁰

²²⁰ Les données synthétisées des *Rapports au Conseil de Gouvernement indochinois, session de 1918 à 1930*.

Le 28 avril 1918, une cérémonie d'ouverture solennelle qui a eu lieu sous la présidence du directeur de l'Instruction publique de l'Indochine, Maurice Cognac en présence du gouverneur général Albert Sarraut et de l'Empereur de l'Annam Khai Dinh, a marqué le retour de l'Université indochinoise. L'étape suivante a consisté à créer à un certain nombre d'écoles et à ouvrir davantage de nouvelles disciplines de formation convenant aux populations locales, et répondant aux besoins des ressources humaines autochtones ainsi qu'aux politiques de développement économique du gouvernement français.

L'école supérieure de Pédagogie a été créée en 1917, formant des enseignants pour les écoles franco-vietnamiennes au niveau primaire et secondaire. Le contenu et la méthode pédagogique utilisés se conformaient au modèle européen. Les étudiants étaient divisés en deux sections : Sciences et Littérature. Pendant les deux premières années, les étudiants apprenaient des matières de base de leur section et la troisième année était consacré au stage pédagogique. Les diplômés ont été affectés aux écoles locales et sont devenus la force principale pour construire le nouveau système éducatif, remplaçant progressivement les établissements d'enseignement confucéens qui n'étaient plus convenables. En 1919, les examens au confucianisme ont complètement cessé. Cela signifiait le monopole du système éducatif européen moderne. En



Photo 9: La façade de l'Université Indochinoise

Source: Manhhaiflickr

étudiant de manière approfondie les activités professionnelles de l'école supérieure de Pédagogie, le professeur Dinh Xuan Lam a estimé : « [trad.] le programme [de l'École supérieure de Pédagogie] est méticuleusement préparé, stable, systématique, complet et scientifique » ; « au cours de son existence, elle [l'École supérieure de Pédagogie] a continuellement formé une équipe de professeurs modèle qui sont en même temps d'excellents scientifiques.²²¹ » De toute évidence, le processus de création du réseau des écoles pédagogiques dont le sommet est l'École supérieure de Pédagogie de l'Indochine a apporté un nouveau visage pour l'éducation vietnamienne selon le modèle occidental.

²²¹ VU Duong Ninh, « ĐH Đông Dương – Sự du nhập giáo dục châu Âu vào Việt Nam nửa đầu thế kỷ XX [L'Université indochinoise - l'introduction de l'éducation européenne au Vietnam à la première moitié de XXe siècle] », sur *Université nationale Hanoi* [en ligne], publié le 17 mai 2016.

Pour former des fonctionnaires locaux aux services administratifs, l'École de droit et d'Administration a été créée en 1917.

Pour former des ressources humaines pour le secteur agricole d'un pays dont les gens vivent principalement de l'élevage et de la culture, on a établi la ferme Ben-Cat en 1917, l'école vétérinaire de pratique de Tuyen-Quang et l'École supérieure d'Agriculture et de Sylviculture en 1918²²²;



Photo 10 : Cours de peinture
Source: Manhhaiflickr

L'école supérieure de Commerce a été fondée en 1920 pour répondre aux besoins en personnel liés à la croissance commerciale rapide entre l'Indochine, la France et d'autres pays asiatiques ; dans les années suivantes, cette école a ouvert un département des Postes et Télégraphes (1925) et de Radiotélégraphie (1926) ;

L'école supérieure des Lettres qui a été créé en 1923 donne des formations de littérature, philosophie et sociologie, etc., dans le but de promouvoir la compréhension mutuelle et la coopération franco-vietnamienne.

Le 27 octobre 1924, le gouverneur général de Merlin (pour la période 1923 - 1925) signa un décret portant création de l'École des beaux-arts dont le premier directeur était le peintre Victor Tardieu. La mission de l'école est de former des artistes autochtones capables de recevoir l'art occidental et de promouvoir la quintessence des arts traditionnels locaux.

L'école de médecine est réorganisée avec une série d'événements remarquables : d'abord il faut rappeler que le gouverneur général Sarraut a décidé la fondation d'une clinique



Photo 11 : Cours de pratique ophtalmique
Source: Manhhaiflickr

ophtalmologique à Hanoï dès 1913. Puis, par l'arrêté du 20 juillet 1914, la section de Pharmacie a été créée. En 1917, la Clinique Ophtalmologique de Hanoï a été érigée en Centre d'Enseignement Ophtalmologique de l'Indochine. En 1919, un enseignement préparatoire au

²²² En 1918, l'année où l'École supérieure d'Agriculture et de Sylviculture fut créée en Indochine, l'enseignement agricole en France fut aussi réorganisé en trois niveaux. Au niveau supérieur, l'Institut national agronomique et trois écoles nationales d'agriculture forment des ingénieurs agronomes et des ingénieurs agricoles. Au niveau intermédiaire, les écoles pratiques d'agriculture et au troisième niveau, les fermes - écoles. Ce système forme 500 à 600 élèves par an, selon PROST Antoine, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France, Tome IV - depuis 1930*, Perrin, 2004, p. 626-627.

Certificat d'Études des Sciences Physiques, Chimiques et Naturelles (P.C.N) - la première étape vers le doctorat en médecine, assimilable à celui de la Métropole et validé par un diplôme était établie. Enfin, l'École de médecine de l'Indochine était transformée en École de Médecine et de Pharmacie de plein exercice après les deux décrets du gouvernement en 1921 et 1923. Dès lors, l'enseignement théorique et clinique recevait son complet développement par la création de toutes les chaires nécessaires, et par l'organisation d'un cadre de professeurs titulaires (Arrêté du 22 avril 1924) auxquels étaient adjoints, suivant les besoins, des chargés de cliniques et de cours. Seuls les examens de fin de 5e année et évidemment les « cliniques » et la soutenance de thèse devaient être assurés par la Faculté à Paris²²³.

Création des nouvelles écoles supérieur (1917-1930)	
Date	Événements
15/09/1917	Création de l'École vétérinaire
15/10/1917	Création de l'École supérieure de Pédagogie
15/10/1917	Création de l'École de Droit et d'Administration qui deviendrait l'École des hautes études indochinoise (18/09/1924)
10/12/1917	Création de la Ferme-École Běn-Cát
17/03/1918	Création de l'École pratique d'Agriculture de Tuyen Quang
21/03/1918	Création de l'École supérieure d'Agriculture et de Sylviculture
02/11/1920	Création de l'École de Commerce
30/10/1922	Création l'École des Sciences appliquées
26/07/1923	Création de l'École des Lettres
27/10/1924	Création des Beaux-Arts
1919-1924	Réformes de l'École de Médecine indochinoise

Tableau 2 : Création des nouvelles écoles supérieures (1917-1930)

Malgré sa tendance à l'augmentation, de 1917 à 1939, le nombre d'étudiants a augmenté seulement de 420 à 599, soit d'un peu plus de 3 % par an. Si on le compare avec la population de l'Union indochinoise (environ de 20 millions d'habitants en 1930), il n'y a qu'environ 3 étudiants pour 100.000 personnes²²⁴. Ce phénomène peut s'expliquer par la politique d'instruction horizontale du gouvernement français, qui donne la priorité au maintien de l'éducation primaire pour former une nouvelle classe autochtone influencée par la culture et l'éducation françaises. Dans ce contexte, les enseignements secondaires et supérieurs sont maintenus seulement à une échelle suffisante pour répondre aux besoins en personnel local du système gouvernemental colonial. Il faut aussi remarquer que pendant cette période le programme de l'enseignement supérieur en Indochine est orienté clairement vers la pratique alors que la recherche n'a pas encore été soulignée.

Un autre point remarquable, c'est que l'Université indochinoise ne comprend que les écoles supérieures au lieu des facultés universitaires (comme c'est le cas en France). Ces établissements équivalaient seulement à des écoles professionnelles dans la Métropole. Cela découle de l'objectif de l'autorité française de former la main-d'œuvre à l'exploitation coloniale en Indochine. Cette politique explique aussi pourquoi les disciplines d'enseignement ne se concentrent qu'à quelques domaines spécifiques pour soutenir la politique coloniale du gouvernement. Reconnaissant ce problème, des familles mandarines ou aisées, en particulier

²²³ GONZALÈS Jaques, « Histoire de la naissance et du développement de l'École de Médecine de Hanoi », *Histoire des Sciences Médicales*, Tome XXX-No 1, 1996, p.61-70.

²²⁴ HOANG Van Tuan, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », Université Paris-Saclay, 2016, p.200-201.

en Cochinchine où l'influence française est la plus forte au Vietnam, ont tendance à envoyer leurs enfants en France pour étudier, au lieu de se rapprocher du système de l'enseignement supérieur indochinois.

Bien que la taille et le programme de formation soient encore limités, à partir des réformes initiées par le gouverneur général Albert Sarraut, le système d'enseignement supérieur au Vietnam pour la période 1917-1930 a été restauré et renforcé dans plusieurs aspects. La réalisation visible est l'émergence des premiers intellectuels vietnamiens formés sur place, à un niveau élevé selon les modèles occidentaux. En fait, ce corps intellectuel était très apprécié pour ses qualifications professionnelles et plusieurs parmi eux ont assumé de nombreux postes importants non seulement dans l'appareil administratif, économique de l'autorité coloniale, mais aussi dans de nombreuses agences gouvernementales vietnamiennes dans les années suivantes. On peut noter quelques hommes politiques particulièrement célèbres comme Truong Chinh (ancien étudiant de l'école supérieure de Commerce en 1927, ancien président du Vietnam ; secrétaire général du Parti communiste du Vietnam ; président de l'Assemblée nationale du Vietnam), le professeur Dang Thai Mai (ancien élève de l'école supérieure de Pédagogie en 1925, ancien ministre de l'Éducation, premier directeur de l'Institut de littérature du Vietnam. Cela a affirmé l'efficacité du système d'enseignement supérieur que les Français avaient établi au Vietnam à cette époque.

4. De 1930 à 1939

Cette période a été marquée par la crise économique mondiale qui a provoqué des troubles sociaux dans de nombreux pays. En France, le chômage de masse et la stagnation de la production ont rendu la vie des gens difficile. Les mouvements de résistance du peuple ont conduit à la venue au pouvoir du Front populaire qui était considéré comme ayant une approche plus modérée pour les affaires sociales et coloniales. Comme le resserrement des liens impériaux a fait de la France le premier fournisseur et le premier client de l'Indochine, la crise venant de Métropole a rapidement affecté toutes les classes de la société vietnamienne²²⁵. Des fonctionnaires aux ouvriers, tous sont devenus victimes du chômage: « 509 travailleurs sont recrutés en 1931-1932 pour le Sud indochinois, mais 10 921 sont rapatriés au Tonkin »²²⁶ et « En 1931, l'administration licencia 1/7 des fonctionnaires, réduisit de 25% les traitements, obligea de nombreux fonctionnaires à une retraite anticipée.²²⁷ » En 1933, dans l'article Trung Bắc Tân Văn (un journal vietnamien), la situation des intellectuels indigènes est décrite comme suit: « [trad.] plusieurs diplômés devaient se faire tireurs de pousse-pousse ; des licenciés, des docteurs ou des ingénieurs devaient se recroqueviller chez eux, et certains diplômés se sont suicidés ainsi.²²⁸ » La situation de plus en plus dure a obligé de nombreuses personnes à quitter la ville pour retourner au village natal où leur grande famille vivait. Dans ce voyage, beaucoup de personnes étant intellectuelles qualifiées ont apporté avec eux-mêmes des idées sur la démocratie, la liberté et le communisme. En fait, tous les mouvements de résistance contre la domination française à cette époque étaient dirigés par la classe intellectuelle locale, notamment le soulèvement de Yen Bai (février 1930) ;

²²⁵ BROCHEUX Pierre, « Crise économique et société en Indochine française », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 232-233, 1976, p.660.

²²⁶ GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur la situation administrative, économique et financière du Tonkin, 1932-1933 », 1934.

²²⁷ NGUYEN Khac Vien, « *Vietnam une longue histoire* », L'Harmattan, 2001, p.246.

²²⁸ TRUNG BAC TAN VAN, « Kinh tế khủng hoảng với cái nạn tự sát » [La crise économique et la situation de la suicide], 1933.

le mouvement soviétique Nghe Tinh (1930-1931) ; et une série de mouvements nationalistes et démocratiques de 1936 à 1939²²⁹.

Selon les autorités françaises, la cause principale de ces instabilités sociales et politiques vient du chômage des intellectuels, y compris les diplômés universitaires en Indochine et les étudiants vietnamiens retournés après des études en France. Par conséquent, la solution immédiate est de limiter le nombre d'étudiants en réduisant encore la taille de l'enseignement supérieur : dans son rapport après sa mission en Indochine de 1937, le délégué du Front Populaire, Justin Godart écrit :

*Que faire pour arrêter cette situation dangereuse [la croissance des chômeurs intellectuels] ? Arrêter sans tarder le développement des lycées et collèges pour les Indochinois, établir des barrages éliminatoires, mettre en honneur l'enseignement technique, reporter sur lui les crédits libérés par l'enseignement universitaire. Solution cruelle, brutale, recul moralement impossible !*²³⁰

Selon le Gouverneur général de l'Indochine Jules Brévié,

*Il convient [...] de ne pas accorder trop facilement les diplômes supérieurs : l'Annamite n'a pas oublié que, hier encore, le succès aux examens donnait droit à une situation administrative. Et je ne saurais trop approuver la décision de mon prédécesseur s'efforçant [...] de donner des situations à tous les diplômés des établissements supérieurs restés ouverts. Il a ainsi évité la formation d'un groupement intellectuel qui, au lieu de collaborer franchement et loyalement avec nous, aurait peut-être été amené à se dresser contre nous*²³¹.

La plupart des établissements d'enseignement supérieur tombent dans un état d'« hibernation ». Bien qu'ils n'aient pas été fermés complètement, le nombre de nouveaux étudiants était très faible. Le fonctionnement des écoles donc se ralentit progressivement : l'École supérieure de Pédagogie n'a maintenu qu'une section des sciences avec 4 étudiants ; l'inscription a été interrompue à l'École de Commerce en 1932, à l'École des travaux publics en 1934, à l'École vétérinaire et à l'École d'Agriculture et de Sylviculture en 1935. Le nombre d'étudiants de l'Université d'Indochine diminue chaque année : 574 (année scolaire 1931-1932), 487 (année scolaire 1933-1934), 465 (année scolaire 1934-1935), 387 (année scolaire 1935-1936)²³².

Seules trois écoles ont non seulement continué à inscrire de nouveaux étudiants, mais se sont développées également en profondeur : l'École de Médecine et de Pharmacie de plein exercice, l'École supérieure de Droit, et l'École supérieure des Beaux-Arts. Les préférences françaises pour ces domaines de formation découlent de leur besoin pratique pour la conquête et la domination des territoires lointains. La nécessité du personnel médical pour l'armée française, des assistants et des interprètes pour les services administratifs du gouvernement colonial a expliqué pourquoi la médecine, la pharmacie et le droit recevaient toujours de l'attention de

²²⁹ Selon :

- BROCHEUX Pierre et HÉMERY Daniel, op.cit, p.306.
- VIOLLIS Andrée, *Indochine S.O.S*, Les bons caractères, 2008, p.11.

²³⁰ JUSTIN Godart, *Rapport de mission en Indochine du 1er janvier au 14 mars 1937*, L'Harmattan, Paris, 1994, p.152-153.

²³¹ NGUYEN Thuy Phuong, op.cit, p.96.

²³² GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur le fonctionnement de l'Instruction publique en Indochine - Année scolaire 1938-1939 », Imprimerie G. Taupin et Cie, 1940, annexe XII.

la part du gouvernement et attiraient un grand nombre d'apprenants. Dans le cas de l'École supérieure des Beaux-Arts, elle continuait à fonctionner, mais avec une réorientation : le caractère professionnel a remplacé l'objectif académique initial.

L'École supérieure des Beaux-Arts indochinoise (EBAI) avec la spécialité de peinture et de sculpture (ouvert en 1925) ; d'architecture (ouvert en 1926) a continué à ouvrir le domaine de laque (en 1930), d'argent gravé et de céramique (en 1934), et de bois (*đồ gỗ*, en vietnamien) en 1938. Les œuvres étudiantes présentées aux expositions internationales ont affirmé la réputation et la qualité de la formation de l'école. Certaines des expositions typiques peuvent



Photo 12 : « Pousser un bateau vers la mer » le prix d'excellence de l'exposition de photos à Paris en 1938)

Source: Manhhaiflickr

être mentionnées : Exposition à Paris (1931, 1933, 1938) ; à Rome (1932) ; à Cologne (1933) ; à Milan (1934) ; à Bruxelles (1935, 1937) ; à San Francisco (1937), y compris des œuvres dont l'auteur deviendrait plus tard le pilier d'art de peinture du Vietnam, tel que : Nguyen Phan Chanh, To Ngoc Van, Le Pho, Nam Son, Le Van De,... De nombreux autres artistes et intellectuels vietnamiens célèbres y ont également étudié à cette époque : l'artiste Nguyen Sang (entrée à l'école en 1938 ; son nom est enregistré dans l'Encyclopédie Larousse en France) ; l'artiste Tran Van Can (ancien

étudiant de l'École supérieure des Beaux-Arts indochinoise, la session de 1931 à 1936) ; l'artiste photographe Vo An Ninh (son œuvre *Đẩy thuyền ra khơi* [Pousser un bateau vers la mer] a reçu le prix d'excellence de l'exposition de photos à Paris en 1938).

L'École de Médecine et de Pharmacie de plein exercice, jusqu'à des années 30 du XX^e siècle, a été capable de former au niveau doctoral d'État et de délivrer le diplôme en pharmacie. Après le décret du 23 décembre 1938, cet établissement a été autorisé à donner des formations universitaires en médecine et en pharmacie aux étrangers. Leurs études terminées, ils pourraient avoir le diplôme équivalent à celle de l'Université de Paris. La mise en œuvre de ce décret a réalisé le souhait que le gouverneur général Albert Sarraut avait formulé en 1906, selon lequel l'Université indochinoise était orientée vers l'expansion de la sphère d'influence française en Orient. De fait, l'École de médecine et de pharmacie est devenue un campus universitaire international, attirant non seulement des étudiants indochinois, mais également des étudiants venus d'autres pays, en particulier du sud de la Chine et des pays asiatiques voisins. Le programme et le processus de formation ont permis aux étudiants d'obtenir un diplôme français sans avoir à se déplacer en France. La garantie de la qualité éducative et de la valeur du diplôme qui ont été de plus en plus standardisées selon la réglementation de la Métropole a porté l'École de médecine et de pharmacie au niveau d'une faculté universitaire en France. Par ailleurs, en plus d'être un établissement d'enseignement, l'École de médecine et de pharmacie est aussi devenue un centre de recherche de l'Indochine et de tout l'Extrême-Orient, et a joué le rôle d'un pont scientifique entre la France, l'Indochine et la Chine Pays, Philippines, Thaïlande. Un exemple pour cela est

la naissance des « Annales de l'École Supérieure de Médecine et de Pharmacie de l'Indochine », considérée comme la première revue scientifique d'un établissement universitaire indochinois, avec un contenu comprenant les thèses soutenues, les travaux de recherche, les publications scientifiques de professeurs et d'étudiants de l'école. Ce document qui a été publié annuellement depuis 1937, était non seulement valable pour l'Indochine en général ou le Vietnam en particulier, mais également précieux pour la France elle-même, surtout avant la tendance scientifique émergente en Asie initiée par le Japon, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

La grande réussite de l'École Supérieure de Médecine et de Pharmacie à cette époque a été de former une équipe de médecins, de grands intellectuels qui ont apporté de nombreuses contributions à la médecine moderne et au développement du Vietnam lors des époques suivantes. Il s'agit notamment du Dr Ton That Tung (membre de l'Institut de l'Académie de Chirurgie de Paris, membre de l'Association des Chirurgiens de Lyon) ; du Dr Tran Duy Hung, premier maire de Hanoï - la capitale du Vietnam (1945-1947) ; du Dr Dang Van Ngu, professeur magistral en parasite du Vietnam ; du Dr Nguyen Van Huong, Dr Vu Van Can, les ministres du ministère de la Santé pour les périodes 1969-1974 et 1974-1982 ; du Dr Pham Ngoc Thach, formé à l'École Supérieure de Médecine et de Pharmacie depuis 1928, avant de venir en France pour poursuivre ses études en médecine à Paris en 1934, ministre du ministère de la Santé pour les périodes 1945-1946 et 1958-1968), etc.

Après 1921, l'École supérieure de Droit et d'Administration est devenue la seule institution chargée de fonctionnaires pour à la fois l'autorité française en Indochine et le gouvernement indigène. Selon le décret du 23 octobre 1924, cette école est transformée en l'École des Hautes Études indochinoises avec la mission de donner des formations universitaires de 3 ans en droit, administration, histoire et culture. Jusqu'à ce moment, le fonctionnement de cet établissement de l'enseignement supérieur a été équivalent à celui des facultés en France ou en Algérie sauf son diplôme²³³. Pourtant, la délivrance de diplôme a été toujours réalisée strictement selon les dispositions françaises. Outre la licence en droit, l'école supérieure de droit a organisé également un programme de formation spécial sur le droit autochtone pour obtenir le certificat d'études juridiques indochinoises. Le nombre d'étudiants inscrits à cette école de droit de Hanoï est en augmentation de plus en plus. Pour l'année scolaire 1936-1937, environ 60 % parmi 378 étudiants de l'Université indochinoise étaient des étudiants en droit²³⁴. Au cours de cette période, l'école supérieure de droit a formé de nombreux avocats qui sont ensuite devenus des politiciens célèbres. Ils étaient non seulement les pionniers de la profession d'avocat au Vietnam, mais ont également apporté de grandes contributions au développement économique, politique et social du pays. Parmi ces intellectuels d'élite, il faut mentionner quelques noms les plus importants : l'avocat Phan Anh, diplômé en droit de l'Université indochinoise en 1937, chef du ministère de la Jeunesse dans le gouvernement de Tran Trong Kim (fondé en avril 1945, après le coup d'État japonais en Indochine française) et ministre du ministère de la Défense de la République démocratique du Vietnam (le RVN, le gouvernement de Hô Chi Minh), président de l'Association des avocats du Vietnam (1955-1990) ; l'avocat Vu Dinh Hoe, ancien étudiant de la 2e session de l'école de droit diplômé en 1936, chef du ministère de l'Éducation nationale (maintenant ministère de l'Éducation et de la Formation) dans le premier gouvernement de la République démocratique du Vietnam,

²³³ ANP – AJ/16. 8339 : Rapport du professeur Gilbert Gidel en 1934.

²³⁴ GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur la situation administrative, économique et financière du Tonkin, 1936-1937 », 1938.

ministre du ministère de la Justice (1946-1960) ; l'avocat Vu Trong Khanh, ancien étudiant de la 2e session de l'école de droit, chef du ministère de la Justice du gouvernement de la République démocratique du Vietnam, maire de Hai Phong (une grande ville du Vietnam) ; et de nombreux autres avocats célèbres.

Bien que la contraction de l'enseignement supérieur pendant cette période ait été principalement déterminée par des raisons politiques plutôt qu'économiques, les progrès importants dans la qualité de formation à l'école des beaux-arts, l'école de médecine et de pharmacie et l'école de droit ont démontré les efforts du gouvernement français pour développer l'enseignement supérieur en Indochine.

(1) L'effort pour développer le corps enseignant, à la fois en quantité et en qualité

D'une part, des professeurs français ont continué d'être invités, d'autre part l'Université indochinoise envoyait des enseignants indigènes qualifiés en France pour relever leur niveau. Ceci est considéré comme la bonne solution pour assurer la qualité de la formation dans des conditions économiques difficiles. Au cours de l'année universitaire 1938-1939, l'effectif des enseignants était de 85 personnes, dont 41 professeurs titulaires²³⁵. Il est à noter que la sélection des professeurs présente un grand intérêt pour le gouvernement français :

le recrutement des professeurs pose un problème à la fois très important et très difficile. Problème très important parce que, avec des professeurs qualifiés, Hanoï sera doté d'une véritable École, et non pas d'une « École locale », analogue à toutes celles que l'on trouve actuellement en Extrême-Orient (Japon excepté). Problème très difficile, parce que, aux Colonies, le professeur, en dehors de sa valeur scientifique, doit posséder une certaine aptitude physique et morale. Il ne suffit pas d'ouvrir un concours à places, de classer les premiers ; les nouveaux titulaires seront sans doute de bons enseignants, mais ils pourront être de détestables coloniaux, et cela pour le plus grand préjudice des élèves et de l'École²³⁶.

Il s'agissait aussi d'un témoignage de la connaissance de fond des Français de la société vietnamienne. Pour un pays dont la tradition valorise le respect envers l'enseignant et la morale (*Tôn sư trọng đạo*, en vietnamien), chaque enseignant doit agir comme un ambassadeur au service de la conquête morale de la France. En effet, la plupart des professeurs à l'université indochinoise ont reçu l'appréciation et le respect des étudiants. Dans son récit, Nguyen Ngoc Lanh (ancien professeur de l'Université médicale de Hanoï) a raconté les souvenirs de certains professeurs français relatifs à l'école supérieure de médecine de Hanoï des années 30, comme suit : le professeur Lucas Championnière, son grand-père a fondé une revue médicale et son père était académicien. Quant à lui-même, il s'est volontairement rendu en Indochine pour enseigner et pas pour les revenus. Par conséquent, les étudiants sont très respectueux de sa personnalité et admirent son expertise. Il enseignait la chirurgie et la déontologie. Il est décédé au Vietnam à cause d'une maladie tropicale. Les étudiants l'ont pleuré et ont accompagné sa dépouille mortelle de Hanoï jusqu'à Hai Phong - le port au Nord du Vietnam à partir duquel les bateaux partaient pour la France. Le professeur Vu Cong Hoe (un collègue vietnamien du professeur Lucas Championnière à l'école de médecine indochinoise) l'a qualifié de deuxième Yersin de l'école. Le professeur Henri Coppin

²³⁵ GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur le fonctionnement de l'Instruction publique en Indochine - Année scolaire 1938-1939 », Imprimerie G. Taupin et Cie, 1940, annexe XI.

²³⁶ ANP – AJ/16. 6684 : Rapport du professeur Fernand Lemaître sur l'École de Médecine de Hanoi, en 1934.

est très doué pour les maladies contagieuses, mais il est décédé prématurément des suites de ce type de maladie. Le professeur Naudin aimait à la fois les étudiants et les patients. À cette époque, les étudiants en médecine permettaient en catimini aux habitants vietnamiens ayant faim d'aller à l'hôpital (bien qu'ils ne soient pas malades) pour qu'ils puissent avoir 2 repas simples, mais gratuits par jour. Lorsque M. Naudin examinait ces patients et n'avait pas trouvé de maladie, les étudiants ont dû avouer qu'ils autorisaient l'entrée [à l'hôpital] pour... sauver ces affamés. M. le professeur a immédiatement lu à haute voix la citation médicale : « [trad.] La conclusion qu'une personne n'a absolument aucune maladie est la chose la plus difficile de la médecine (c'est-à-dire que tout le monde a une maladie); suivez et examinez-vous attentivement et certainement vous allez trouver un nom de maladie pour valider le dossier médical » ; Le professeur Sollier était très strict avec les étudiants et les patients, même lorsque sa femme venait examiner. Il détestait le comportement sans soin de l'étudiant et le faible sens de la prévention du patient. Cependant, avec son innocence et sa franchise, il était toujours chargé d'enseigner la déontologie. Sa famille se composait d'une femme et de cinq filles qui étaient très connues pour leur dévotion. Le professeur Polidori enseignait la pédiatrie. Lors de l'examen, il n'a pas forcé la mère à sortir (parce que l'enfant pleurait tellement devant un homme occidental), mais l'a laissée tenir le bébé, même si cela était contraire aux règlements. Il consultait les malades très méticuleusement et a souvent découvert des symptômes cachés...²³⁷ .

(2) Il faut souligner les efforts de maintien du lien entre la France et l'Indochine dans le domaine de l'enseignement supérieur, par l'envoi de professeurs délégués de l'Université de Paris à l'Indochine pour participer au jury de thèse ou de l'examen de fin d'études

Il s'agit d'une mission difficile, car « aucun professeur n'acceptera d'entreprendre cette longue et onéreuse mission sans être assuré d'une rétribution convenable.²³⁸ » Pour la durée moyenne d'un mois de mission des professeurs délégués en Indochine (y compris le temps où ils président des examens et les délais de route entre Saïgon - Hanoï et retour), le gouvernement général de l'Indochine devait payer de 6 000 francs à 10 000 francs chaque professeur délégué (sans compter les frais de transport et de logement)²³⁹. Initialement, le gouvernement français souhaitait que tous les membres du jury soient des professeurs délégués de Paris ou d'Alger, mais en raison de la situation économique difficile, il fallait quelques changements : grâce aux efforts du gouverneur général de l'Indochine, avec l'accord du doyen de la Faculté de médecine et de droit de Paris, on a décidé que ces jurys seraient présidés par un professeur de l'Université de Paris et que les autres membres seraient des professeurs de l'Université indochinoise ou les responsables du gouvernement indochinois. Dans de nombreux cas, les professeurs délégués de la France, outre le devoir officiel de présider la soutenance de thèse ou l'examen de fin d'études, ont également apporté d'autres contributions à l'Université indochinoise : Le professeur pourrait, pendant deux semaines, faire un enseignement théorique ou pratique, clinique ou opératoire qui serait très apprécié des élèves, et sans doute aussi du corps enseignant, la Faculté de Paris donnerait ainsi la preuve de l'intérêt qu'elle porte à sa filiale indochinoise²⁴⁰. En 1934, le professeur Gilbert Gidel est venu à Hanoï pour être à la fois professeur délégué et inspecteur de l'enseignement

²³⁷ NGUYEN Ngoc Lanh, « Trăm năm dạy ứng xử nghề nghiệp ở đại học Y Hà Nội [Cent ans d'enseignement de la déontologie à l'école de Médecine de Hanoi] », publié le 2011, [consulté le 15 mars 2021].

²³⁸ ANP – AJ/16. 6950 : École de Droit de Hanoi 1931-1944\Correspondance relative à la constitution des jurys d'examens 1933-1940.

²³⁹ HOANG Van Tuan, op.cit, p.252.

²⁴⁰ ANP – AJ/16. 6684 : Rapport du professeur Fernand Lemaître sur l'École de Médecine de Hanoi, en 1934.

supérieur de l'Indochine. Et après sa mission, l'école de droit de Hanoï a reçu un grand nombre de documents, dont 300 thèses de la faculté de droit de Paris. C'était une ressource précieuse pour les étudiants locaux²⁴¹.

(3) L'effort d'améliorer la qualité des candidats entrants à l'université par un ajustement plus rigoureux des critères d'admission et un renforcement qualitatif de l'éducation secondaire

Depuis 1930, l'école supérieure de Droit considérait seulement l'inscription des candidats titulaires du baccalauréat. Concernant la qualité des élèves en Indochine à cette époque, Gilbert Gidel a écrit dans son rapport comme suit :

*Les compositions dénotent toutes une complète connaissance de la langue française, et qui fait honneur à la qualité de l'enseignement secondaire donné en Indochine [...]. Quant à la valeur de fond des copies, elle n'est pas dans la moyenne inférieure à celle des copies de France [...]. Certaines copies dénotaient chez leurs auteurs des qualités exceptionnelles de précision et de finesse d'esprit...*²⁴²

La politique de l'enseignement supérieur appliquée dans la période 1930-1939 a montré la flexibilité du gouvernement français au Vietnam, notamment dans le contexte de crise économique. Le développement de l'éducation supérieur de cette période dont les principales réalisations proviennent des trois écoles membres de l'Université indochinoise a contribué non seulement à maintenir le fonctionnement de l'enseignement supérieur au Vietnam de manière continue, mais aussi à créer une dynamique pour le développement de ce système au cours de la période ultérieure.

5. De 1940 à mars 1945

Cette période historique pleine de bouleversements est marquée par la Seconde Guerre mondiale qui a changé la structure politique et sociale mondiale. Les opérations de guerre ont eu lieu non seulement en Europe, mais aussi en Asie et dans de nombreuses autres régions du monde. La France était un pays belligérant, mais a été vaincue par les Allemands. Après l'armistice de juin 1940 signé à Rethondes, les ¾ du territoire de la France comprenant des zones industrielles, peuplées et riches ont été occupées par les Allemands ; le reste était sous le contrôle du gouvernement de Vichy dirigé par le maréchal Philippe Pétain. Cette situation a causé de grandes difficultés pour maintenir la communication et l'échange de ressources humaines et matérielles entre la France et les régions coloniales, notamment avec l'Indochine, la région coloniale la plus éloignée de l'empire.

Dans la région Asie-Pacifique, portant l'ambition de devenir la puissance dirigée des pays asiatiques pour changer le statu quo géopolitique établi par les puissances occidentales, le Japon s'est efforcé de manière constante d'élargir son influence vers le sud de l'Asie. Particulièrement, après la défaite nippone dans l'opération *Khalkhyn Gol* (des événements de

²⁴¹ GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement des Intérêts économiques et financiers et au Conseil de gouvernement - Session ordinaire de 1935 », 1935, p.101.

²⁴² *Ibid*, p.100.

Nomonhan)²⁴³ et le Pacte germano-soviétique en 1939²⁴⁴, la région du sud de la Chine et de l'Asie du Sud-Est a été mise au centre de la nouvelle stratégie japonaise. Dès 1940, le Japon a pris des mesures pour contrôler progressivement l'ensemble de l'Indochine. Après des accords signés entre la France et le Japon en 1940-1941, la France a dû donner beaucoup de concessions au Japon en Indochine : en matière militaire, les forces japonaises avaient le droit de stationner et se déplacer de manière libre avec aucune limitation quantitative en Indochine (selon l'accord de défense commune franco-japonais signé au 19 juillet 1941). Ensuite, le gouvernement français avait la responsabilité de soutenir le Japon pour des matériels, des moyens de guerre et des bases militaires qu'il demandait (selon l'accord du 8 décembre 1941). Quant aux intérêts économiques, le Japon pouvait utiliser tous les systèmes de transport : routier, ferroutier, portier avec la charge de 200 000 tonnes ; en position de force, le Japon oblige également la France à dépenser 50 % de la valeur des produits importés et 15 % des exportations de l'Indochine pour les sociétés commerciales japonaises²⁴⁵. En outre, de 1940 à 1945, le gouvernement français a dû verser au Japon un montant de 723 786 000 piastres²⁴⁶. Entre 1942 et 1943, la plupart des marchandises exportées telles que le charbon, le zinc, le caoutchouc et le ciment ont été transportées d'Indochine au Japon. Concernant la politique, le Japon a progressivement réduit l'influence de la France et des organisations profrançais en Indochine. Ainsi, les peuples d'Indochine ont été soumis au contrôle et à la concurrence de deux puissances étrangères.

Face aux difficultés de la Métropole et au rapport des forces fortement inclinés vers le Japon, le gouverneur général d'Indochine de l'époque Jean Decoux qui était toujours fidèle au régime vichyste a poursuivi la politique de son prédécesseur (Georges Catroux) dans ses relations avec le Japon. Des concessions provisoires pouvaient éviter un conflit de grande ampleur avec le Japon en Indochine et gagner de temps pour trouver des ressources militaires et solliciter l'assistance des alliés de la France²⁴⁷; d'autre part, le gouvernement français a

²⁴³ L'armée japonaise du Kwantung se heurte à des forces de la République de Mongolie à la frontière entre cet État satellite de l'URSS et le Mandchoukouo. Cet incident prendra, par la suite, le nom d'incident de Nomonhan, ou bataille de Halhin Gol. Les forces japonaises décident de poursuivre un détachement mongol qui avait fait une incursion en territoire mandchou. Or, elles se heurtent bientôt à des forces soviétiques face auxquelles elles subissent un premier revers le 28 mai. Au mois de juillet, une offensive d'envergure avec une division complète, un bataillon de chars et de l'aviation. Une fois encore, l'offensive nipponne est brisée par les unités blindées et l'artillerie soviétiques qui contre-attaquent en force à partir du milieu du mois d'août avec, à leur tête, un jeune général promis à un grand avenir : Gueorgui Joukov. La 23e division japonaise est anéantie en quelques jours, 76% de ses hommes étant tués ou blessés, ce qui constitue alors la plus terrible défaite de l'histoire de l'armée nipponne.

²⁴⁴ La signature du Pacte germano-soviétique le 23 août sonne comme un coup de tonnerre au Japon. Alors que ce dernier se considérait comme l'allié de l'Allemagne depuis la signature du Pacte anti-Komintern en 1936, tandis que l'antagonisme soviéto-allemand était jugé comme un facteur donné, ce pacte constitue un véritable camouflet pour le Japon. Sur le plan de la politique intérieure japonaise, il a pour conséquence d'entraîner la chute du cabinet dirigé par Hiranuma Kiichirô. Bien que, en vertu du Pacte anti-Komintern, le consentement du Japon était nécessaire à l'Allemagne, celle-ci se contente de le prévenir deux jours avant la signature. Ignorant tous des intentions allemandes, le Japon est surpris de voir son allié signer un traité avec son pire ennemi, celui avec lequel il est engagé dans le conflit dont nous venons de parler ci-dessus. Ceci finit de convaincre le Japon qu'il n'a rien à attendre du nord du continent asiatique.

²⁴⁵ TRUONG Huu Quynh, DINH Xuan Lam et LE Mau Han, *Đại cương lịch sử Việt Nam toàn tập*, NXB Giáo dục, 2008.

²⁴⁶ TRAN Huy Lieu, *Tài liệu tham khảo lịch sử cách mạng cận đại Việt Nam [Références à la révolution moderne du Vietnam]*, NXB Văn Sử Địa, 1957.

²⁴⁷ Et il faut reconnaître que cette politique a été mise en œuvre de manière assez efficace, du moins parmi les colonies de puissances européennes de l'Asie du Sud-Est, l'Indochine est le lieu où l'Europe détient la souveraineté la plus longue. En fait, l'Indochine ne tombe que aux mains du Japon après le mars 1945, c'est-à-dire, seulement 5 mois avant la capitulation du Japon dans la Seconde Guerre mondiale.

adopté une politique de rapprochement avec les autochtones, notamment les intellectuels influents de la société.

Le gouverneur général Decoux a préconisé de répondre autant que possible aux aspirations des peuples autochtones en leur donnant l'accès à tous les niveaux d'enseignement et leur permettant d'occuper davantage de postes dans l'appareil gouvernemental :

Je rappelais de même à tous les représentants de l'autorité française que si celle-ci avait le devoir impérieux de tendre la main aux élites autochtones, en vue de leur assurer une participation de plus en plus poussée dans toutes les fonctions de gestion et d'exécution, voire même d'autorité, nous nous trouvions en revanche dans l'obligation de renforcer et d'améliorer parallèlement les organes de contrôle, de commandement et de sûreté qui devaient plus que jamais être tenue fermement dans les mains françaises²⁴⁸.

Il s'intéressait à l'utilisation d'intellectuels indigènes, car, selon lui, l'iniquité de jugement et l'attitude « supérieure » des Français a provoqué le mécontentement des autochtones bien formés, mais nommés à des postes qui ne correspondaient pas à leurs qualifications ou diplômes. En 1942, les cadres latéraux exclusifs pour les fonctionnaires français en Indochine ont été abolis et remplacés par un cadre indochinois commun, selon lequel les Indochinois ou les Français seraient employés selon leurs compétences et leurs qualifications comme dans l'approche du M. gouverneur générale : « - à égalité de titres, égalité de situations ; - À égalité de situations, égalité de traitement.²⁴⁹ » Cette mesure a en partie résolu le chômage intellectuel indigène qui a été considéré comme une cause importante des mouvements nationalistes, y compris le communisme, qui se répandait de plus en plus.

À ce stade, après avoir été présents sur la péninsule indochinoise, les Japonais ont activement étendu leur influence en augmentant les bourses pour que les jeunes et intellectuels indochinois puissent être formés dans les écoles japonaises. Dans ce contexte, l'Université indochinoise a dû assumer la mission d'attirer les jeunes indochinois et de les maintenir hors de l'influence culturelle nipponne. De plus, de nombreux Français incapables de rentrer dans leur pays d'origine à cause de la guerre sont restés en Indochine et ont souhaité étudier. Pour atteindre ces objectifs, le Gouverneur général Jean Decoux a promulgué des politiques visant à promouvoir le développement de l'enseignement supérieur, dont les actions concrètes suivantes :

(1) Restaurer et développer le système des écoles supérieures

On a redémarré le recrutement étudiant à l'École des Travaux publics, l'École de Vétérinaire et l'École d'Agriculture et de Sylviculture. Ensuite, le programme de formation de ces écoles a continué à être mis à jour. Dès 1939, pour la première fois en Indochine, des ingénieurs d'agriculture, de sylviculture et de travaux publics ont été formés sur place. Les formes d'enseignement étaient également très diverses, de la formation initiale à la formation complémentaire pour les cadres au niveau intermédiaire.

L'École des Beaux-arts a continué de bénéficier d'une attention particulière pendant le mandat du gouverneur général Decoux : en 1943, la section d'architecture a été surclassée à l'École d'architecture délivrant le diplôme d'architecture de même valeur par rapport à la

²⁴⁸ DECOUX Jean, *A la barre de l'Indochine : histoire de mon Gouvernement Général 1940-1945*, Plon, 1950, p. 390.

²⁴⁹ *Ibid*, p. 401-402.

Métropole. Chaque année, à Hanoï ou parfois à Saïgon, un « salon » était organisé pour exposer les œuvres des artistes venus de partout dans l'Union indochinoise. À ce temps l'École des Beaux-arts a continué à former de grands noms. On peut citer quelques artistes typiques : le peintre Bui Xuan Phai (diplômé à la section de peinture, session 1941-1945 ; au 1er septembre 2019, la page d'accueil du moteur de recherche Google a honoré cet artiste, à l'occasion du 99e anniversaire de sa naissance, par le Logo Google Doodle) ; le peintre Nguyen Tu Nghiem (étudiant de la session 1941-1946, quand il était étudiant en troisième année, son tableau à l'huile « *Le garde de Van Mieu* » a attiré l'attention du monde du peintre en remportant le premier prix au Salon Unique en 1944) ; le peintre Duong Bich Lien, un des derniers excellents étudiants de cette école (étudiant de la section de peinture de 1944 à 1945). En outre, non seulement des peintres célèbres, certains grands musiciens du Vietnam, tels que Van Cao (l'auteur de l'hymne national du Vietnam), Pham Duy, Dang The Phong, etc., ont également étudié sous le toit de cette école.

Pour l'École de Droit de Hanoï, en 1939, la Section des Hautes Études juridiques indochinoises a été transformée en l'École d'Administration qui était responsable de la formation des candidats aux examens administratifs et judiciaires pour la sélection des fonctionnaires du gouvernement indigène, surtout le poste de mandarin-chef de province [tri huyên]. Ensuite, un Institut de recherches juridiques extrême-orientales a été créé. En 1941, l'École supérieure de Droit de l'Indochine a été transformée en Faculté de Droit de l'Indochine selon le décret publié par Philippe Pétain (le 15 octobre 1941)²⁵⁰. Parallèlement à la réorganisation, le rôle de la faculté de droit a été de plus en plus renforcé. En première moitié du XX^e siècle, elle a été autorisée à délivrer la licence en droit, le certificat des études juridiques indochinoises ; un diplôme d'études supérieures de droit privé (depuis 13 mai 1941) et un diplôme d'études supérieures d'économie politique (depuis 16 mars 1943)²⁵¹.

Avec le décret du 15 octobre 1941 signé par le maréchal Pétain, l'École de Médecine et de Pharmacie de plein exercice de l'Indochine a été transformée en Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de l'Indochine. Ainsi, après près de 40 ans depuis sa naissance en 1902, à partir d'un établissement d'enseignement au niveau débutant et intermédiaire (mais encore appelé l'école supérieure), l'école de médecine de Hanoï devenait une faculté titulaire et réputée conformément aux statuts de l'université métropolitaine.

Également en 1941, l'amiral Decoux a décidé de créer l'École supérieure des Sciences qui donnait des formations en mathématiques, physique, chimie, histoire naturelle, etc. pour délivrer les certificats d'études préliminaires²⁵². Les étudiants diplômés de cet établissement pouvaient travailler comme les chercheurs, les professeurs en sciences aux collèges, lycées ou aux écoles de pédagogie. Initialement, le gouvernement français a eu l'intention d'organiser l'École supérieure des Sciences comme une faculté des Sciences en France, mais à cause du manque de professeur, de laboratoire et des certificats nécessaires, cette institution gardait encore le titre de « l'école supérieure ».

(2) Construire la « Cité universitaire » à Hanoï de 1941 à 1945

²⁵⁰ ANP – AJ/16. 6950 : Institut français à l'étranger - École de Droit de Hanoï 1931- 1944 - Décrets relatifs à l'École de Droit d'Hanoï 1939-1940: Décret du 15 octobre 1941 par Philippe Pétain portant application à l'École supérieure de Droit de Hanoï de la dénomination de faculté.

²⁵¹ ANP – AJ/16. 6950 : Institut français à l'étranger - École de Droit de Hanoï 1931-1944 - Décrets relatifs à l'École de Droit d'Hanoï 1939-1940.

²⁵² ANOM – Nf. 1323 : Rapports du Commissaire Fédéral à l'enseignement, 1946.

Il s'agissait d'un projet qui « par sa conception et sa réalisation, fut de nature à honorer notre pays (la France) » et visait également un fort attachement aux étudiants locaux dans « une époque où les difficultés de l'existence devenaient de plus en plus préoccupantes ». Le gouvernement voulait faciliter mieux les conditions de vie pour les étudiants vietnamiens et ceux du Laos et du Cambodge (une petite proportion).

La Cité universitaire à Hanoï était un projet à grande échelle avec beaucoup d'efforts de la part du gouvernement français. Selon L'Écho animiste, « le gouvernement métropolitain, en adhérant à cette heureuse initiative, a souscrit pour un million de francs. Le budget général de l'Indochine participe pour 150 000 piastres auxquelles viennent s'ajouter les 300 000 piastres des autres budgets locaux de l'Union indochinoise.²⁵³ » Sa construction a eu lieu en partie depuis 1940 à 1945, une période difficile pour la France. Et même l'épouse du gouverneur général Jean Decoux a directement participé à mobiliser et à lever des fonds pour ce projet.

(3) Consolider le corps enseignant et élargir l'offre de formation

En 1937, il n'y avait que quatre professeurs agrégés (trois en droit et un en médecine), mais cette catégorie d'enseignants a doublé en 1941-1942 (cinq en médecine et quatre en droit). Pendant l'année scolaire 1944-1945, d'après le rapport du commissaire fédéral à l'enseignement en Indochine, le personnel de l'Université indochinoise comportait 34 professeurs et 106 chargés de cours²⁵⁴. La tradition de respect envers le maître et l'intelligence studieuse des étudiants vietnamiens a suscité de la sympathie pour de nombreux professeurs français qui sont venus travailler en Indochine, au début, en raison de leurs missions et d'une bonne rémunération²⁵⁵. Pendant cette période, des intellectuels vietnamiens ont été nommés enseignants de l'Université indochinoise. Ce sont les cas du docteur Ho Dac Di, professeur d'obstétrique à la faculté de médecine et de pharmacie (depuis 1943) et du professeur Hoang Xuan Han à l'Université des sciences (depuis 1943).

Pendant 5 ans (1939-1944), l'effectif étudiant a augmenté de 108 %, de 732 à 1528. Dans lequel le nombre des étudiants français a quadruplé passant de 88 à 371 étudiants. En 1944, la proportion d'étudiants vietnamiens représentait 73 % et les étudiants français 24 %. Les étudiants du Laos et du Cambodge ne représentent que 3 %, bien qu'ils soient encouragés et soutenus par les autorités.

Population d'étudiants de l'université indochinoise selon leur origine (1939-1944) ²⁵⁶						
Origine des étudiants	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Français	88	89	138	206	313	371
Vietnamien	Tonkin	394	428	419	476	681
	Cochinchine	132	137	136	187	212
	Annam	92	117	149	172	218
Cambodgien	8	8	11	8	15	23
Laotien	7	6	8	6	155	12
Chinois et divers	11	20	14	20	11	11
Total	732	805	875	1085	1325	1528

Tableau 3 : Population d'étudiant de l'université d'Indochine (1939-1944)

²⁵³ L'ÉCHO ANNAMITE, « Pour la cité universitaire », 1942.

²⁵⁴ TRINH Van Thao, *L'école française en Indochine*, Éd. Karthala, 1995, p.219.

²⁵⁵ TRINH Van Thao, *Éducation françaises et ses impacts à la société vietnamienne* mené par Nguyen Quang Anh, 26 novembre 2019. à Aix en Provence.

²⁵⁶ LEGRANDJACQUES Sara, « Hanoi au cœur des mobilités étudiantes, 1880-1945 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, N° 43, 2016, p. 89-102.

Au cours de cette période, la perfection de l'organisation ainsi que la politique d'amélioration de la qualité de formation supérieure ont conduit à de nombreuses réalisations de l'enseignement supérieur au Vietnam dans tous les domaines. Après la « période d'hibernation », l'enseignement supérieur vietnamien a été restauré et développé ; les programmes de formation étaient également plus riches ; le nombre d'étudiants augmentait chaque année, en particulier les étudiants français. La plupart des écoles ont été modernisées ; l'école de médecine et de pharmacie d'Indochine et l'école de droit de Hanoï se sont officiellement transformées en faculté universitaire comme en Métropole. L'Université indochinoise à cette période a créé une nouvelle classe d'intellectuels avec un haut niveau selon le modèle occidental. Les étudiants de l'Université indochinoise et les Vietnamiens retournés après leurs études en France ont apporté une contribution importante à l'évolution de la pensée et du style éducatif vers la modernité. En plus de ceux qui travaillaient dans les agences publiques et participaient à l'appareil gouvernemental colonial, de nombreux autres intellectuels ont étudié les questions innovantes pour faire sortir le pays du retard et de la pauvreté.

6. De mars 1945 à 1954

6.1. La société vietnamienne et les grands bouleversements historiques

Depuis le 9 mars 1945, le Japon a supprimé la souveraineté française en Indochine après son coup de force. Les ressortissants européens y compris les Français pouvaient résider seulement dans 5 villes : Hanoï, Hué, Nha Trang, Dalat et Saïgon. Après le contrôle de toute la péninsule, les problèmes importants des Japonais sont : de maintenir avec succès l'ordre et la stabilité ; de trouver la source de fourniture matérielle locale pour près de 100 000 soldats japonais sur place et ensuite de mobiliser les ressources pour la défense du Japon contre les Alliés. Cependant, comme l'appareil administratif que le Japon avait hérité des Français s'est désagrégé, la fondation d'un gouvernement indigène était une exigence urgente.

Selon l'arrangement de l'armée japonaise, le 11 mars 1945, l'Empereur du Vietnam de l'époque Bao Dai (de 1925 au 30 août 1945) a rencontré le conseiller suprême japonais pour signer la « *Déclaration de l'indépendance du Vietnam* » (qui a été préparée par le Japon). Le contenu principal de ce document est de déclarer l'annulation du traité Patenôtre de 1884 ; l'unification le Tonkin, l'Annam ; et l'abolition des précédents traités protectionnistes avec la France.

Par la suite, un nouveau gouvernement a été mis en place sous le nom de l'Empire du Vietnam dont l'Empereur était Bao Dai et le Premier ministre était Tran Trong Kim (un historien érudit et nationaliste). Un Cabinet ministériel a ensuite été créé avec la participation d'intellectuels célèbres formés à Université indochinoise ou aux universités en France. L'empire du Vietnam était indépendant de nom, mais il était mis en place en réalité sous la protection de l'Empire du Japon, car il n'avait ni Assemblée nationale ni Constitution. Même les ministres de l'Empire du Vietnam ne pourraient rien faire sans le consentement du Conseiller suprême du Japon. Cela explique pourquoi il n'y a eu aucune réponse des pays alliés (Grande-Bretagne, France, Amérique et Chine) à la lettre du 18 août 1945 Bao Dai demandant la reconnaissance de l'indépendance de l'Empire vietnamien²⁵⁷. Selon l'esprit de la conférence du Caire (en 1943),

²⁵⁷ LE Mong Nguyen, « Bao Dai - Le Dernier Empereur d'Annam », publié le 1999.

les Alliés ne reconnaîtraient aucun gouvernement établi par l'Empire japonais dans les territoires occupés par eux, tels que, le Mandchoukouo (en Mandchourie), le gouvernement de Wang Jingwei (en Chine), la deuxième République des Philippines, etc²⁵⁸.

Hors Indochine, une série d'événements ont provoqué la défaite de l'Empire du Japon dans la Seconde Guerre mondiale : la chute du fascisme en Allemagne et en Italie a fait perdre au Japon un soutien important. En Asie, les forces navales et aériennes japonaises ont été endommagées après les batailles navales contre les États-Unis, des îles sous le contrôle nippon du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est sont ensuite tombées aux mains alliées. Au Japon, les raids de bombardements continus et intenses des US Air Force ont duré des mois sur 70 grandes villes japonaises (y compris la capitale Tokyo) et puis c'était la prise américaine de l'île d'Okinawa - la porte d'entrée du pays de soleil levant. Mais le vrai cauchemar est seulement venu pour les Japonais lorsque les deux bombes atomiques américaines ont détruit la ville d'Hiroshima (6 août 1945) et la ville de Nagasaki (9 août 1945). Après cet événement, le Japon a déclaré sa reddition aux Alliés le 15 août (officiellement signée le 2 septembre 1945), mettant fin à la Deuxième Guerre mondiale.

Au cours du temps de 1930 à 1944, il y a eu 12 partis politiques qui ont été publiquement constatés ou avaient de l'influence au Vietnam. Dans lesquels, le Parti communiste du Vietnam de Nguyen Ai Quoc (le futur Hô Chi Minh) est la force la plus populaire, la plus influente et la plus soutenue par le peuple. Après la capitulation du Japon le 2 septembre 1945, le Parti communiste vietnamien en a profité pour prendre le pouvoir au gouvernement de Tran Trong Kim et a contrôlé rapidement le pays. Le 25 août 1945, le Comité provisoire d'administration du Sud Vietnam est établi à Saïgon, le 30 août 1945, l'abdication de l'Empereur Bao Dai a mis fin à la monarchie au Vietnam ; le 2 septembre 1945, la République démocratique du Vietnam a été créée et Hô Chi Minh en était le président.

Selon l'accord des trois puissances alliées, la Chine (la République de Chine), la Grande-Bretagne et les États-Unis (après La conférence de Potsdam 1945), 20 000 soldats de l'armée de la République de Chine entreraient au Nord-Vietnam et les troupes britanniques se présenteraient au Sud-Vietnam dans la mission de désarmer les forces japonaises. Bien que les Vietnamiens aient établi leur propre gouvernement et déclaré leur indépendance, le gouvernement français est déterminé à rétablir sa domination en Indochine. Le 23 septembre 1945, les Français, avec l'aide des troupes britanniques, ont utilisé la puissance pour forcer le Comité administratif provisoire du Sud à se dissoudre et à remettre l'autorité aux Français.

Au Nord-Vietnam, le gouvernement de la République de Chine d'une part a toujours reconnu la République démocratique du Vietnam, mais d'autre part a signé avec les Français l'accord franco-chinois (ou *accord de Chongqing*) le 28 février 1946, selon lequel, Tchang Kaï-chek (président de la République de Chine) acceptait que l'armée française entre au Nord - Vietnam pour remplacer les forces chinoises dans le but de désarmer les Japonais. En retour, la France rendrait les concessions françaises sur le territoire chinois et céderait quelques privilèges économiques et politiques au gouvernement de la République de Chine. Avant les menées de Tchang Kaï-chek, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a été contraint d'accepter le retour de la France en Indochine. Le 6 mars 1946, l'accord préliminaire France-Vietnam est signé entre Jean Sainteny, représentants du gouvernement de la République française, et Hô Chi Minh et Vu Hong Khanh, représentants du gouvernement de la République

²⁵⁸ LEBRA Joyce Chapman, *Japan's Greater East Asia Co-prosperity Sphere in World War II: Selected readings and documents*, Oxford University Press, 1975, p.157-157, 160.

démocratique du Vietnam. D'après cet accord, les Français pouvaient envoyer leurs troupes au Nord-Vietnam et la République démocratique du Vietnam était reconnue par la France comme un État libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances faisant partie de la Fédération Indochinoise et de l'Union française. La France a également accepté d'organiser un référendum en Cochinchine sur la réunification avec la République démocratique du Vietnam. Cependant, le 1er juin 1946, le haut-commissaire d'Indochine, Georges Thierry d'Argenlieu a eu la déclaration publique sur une « République autonome Nam Ky » qui ferait sécession de la République démocratique du Vietnam. Cela a fait dévaloriser l'accord du 6 mars 1946. En effet, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a eu des difficultés avec les troupes de désarmement fasciste des puissances alliées, surtout la France considérée comme « l'ancien patron de l'Indochine ». Au cours de l'année 1946, les forces françaises ont provoqué de nombreux conflits politiques et militaires à beaucoup d'endroits, y compris la capitale de Hanoï, tuant de nombreux Vietnamiens, notamment le bombardement de Hai Phong (le 23 novembre 1946) causant environ 6000 de morts, essentiellement des civils²⁵⁹. Par conséquent, le 19 décembre 1946, Hô Chi Minh a lu l'appel à la résistance nationale et la guerre contre les Français a commencé²⁶⁰. La guerre a eu lieu dans tout le territoire du Vietnam avant de s'étendre au Laos et au Cambodge, mais les principales batailles se sont passées au nord du Vietnam.

Après de longs temps de négociations, le 8 mars 1949, le président français Vincent Auriol et l'ancien empereur Bao Dai ont signé l'Accord de l'Élysée (1949) déclarant la création de l'État du Vietnam dans l'Union française, sous la direction de Chef d'État, Bao Dai. Cependant ce gouvernement n'a pas d'autonomie économique, diplomatique et militaire. La création de l'État du Vietnam qui faisait la sécession de la République démocratique du Vietnam était considérée comme la régularisation du retour français au Vietnam, car le droit de gouvernance en réalité appartenait toujours à la France, représentée par le Haut-Commissaire français en Indochine²⁶¹. Dans le Cabinet ministériel de l'État du Vietnam, il y avait aussi de nombreux intellectuels diplômés de l'Université indochinoise, tels que : Nguyen Khoa Toan (diplômé de l'École supérieure de Pédagogie, Chef du ministère de l'Éducation - Cérémonie), Dinh Xuan Quang (diplômé de la faculté de droit de Hanoï, ministre du ministère des Affaires étrangères), Phan Van Giao (diplômé de la faculté de médecine d'Indochine, secrétaire d'État), Le Van Hoach (diplômé la Faculté de Médecine et de Pharmacie d'Indochine, chef du ministère de Médecine), Phan Huy Quat (diplômé de la faculté de médecine d'Indochine, ministre du ministère de l'Éducation nationale), Nguyen Ton Hoan (diplômé de la faculté de médecine d'Indochine, ministre du ministre de la Jeunesse), Tran Van Tuyen (diplômé de la faculté de droit de Hanoï, ministre du ministre des Informations). Depuis 1954, dans le cadre de l'accord de Genève, le gouvernement et les forces militaires de l'Union française (y compris l'État du Vietnam) se sont rassemblés au Sud-Vietnam (au-dessous du 17e parallèle).

En résumé, jusqu'en 1954, il existait deux gouvernements simultanément au Vietnam : la République démocratique du Vietnam et l'État du Vietnam (sous le soutien direct de la France). Bien que la guerre féroce ait affecté tous les aspects de la vie sociale, l'enseignement supérieur a continué à être maintenu et a fait certains avancements.

²⁵⁹ BÉNOT Yves, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IV^e République et la mise au pas des colonies françaises*, Le Découvert, 2005.

²⁶⁰ Des experts occidentaux la nomment la Première guerre d'Indochine

²⁶¹ VU Duong Ninh, « Bảo Đại và bản Thoả ước Élysée năm 1949 [Bao Dai et l'Accords de l'Elysée en 1949] », *Tap chí Nghiên cứu Lịch sử*, No2 (454), 2014.

6.2. Enseignement supérieur au Vietnam après la date nationale le 2 septembre 1945

Après le coup d'État de mars 1945, l'Instruction publique d'Indochine et l'Université d'Indochinoise ont été fermées. L'éphémère gouvernement Tran Trong Kim (mars à août 1945) s'est efforcé de développer des programmes éducatifs, mais principalement aux niveaux primaire et secondaire, notamment en remplaçant les programmes en français de ces niveaux par des programmes en Vietnamien compilés par le savant Hoang Xuan Han, les installations universitaires n'ont pas encore été rouvertes.

Lorsque la République démocratique du Vietnam est née (septembre 1945), de nombreux postes importants dans le Cabinet de Hô Chi Minh ont été attribués aux anciens étudiants de l'Université indochinoise. Il y avait au moins 5 sur 15 ministres formés à cette école : Duong Duc Hien (ministre du ministère des Jeunes), Vu Dinh Hoe (ministre du ministère de l'Éducation nationale), Vu Trong Khanh (ministre du ministère de la Justice) et Vo Nguyen Giap (ministre du ministère de l'Intérieur) sont diplômés de la faculté de Droit de Hanoi, Cu Huy Can (ministre du ministère de l'Agriculture) diplômé de l'école d'Agriculture et de Sylviculture. Ensuite, le nouveau gouvernement a créé l'Université nationale du Vietnam sur la base de l'héritage de l'ensemble de la structure organisationnelle et du système physique de l'Université indochinoise. Ce sont les meilleures preuves de la reconnaissance de la République démocratique du Vietnam envers des réalisations de l'Université indochinoise.

Le 10 octobre 1945, le président Hô Chi Minh a signé le décret n° 44/SL portant création du Conseil consultatif de l'Instruction publique, présidé par le ministre du ministère de l'Éducation nationale, Vu Dinh Hoe. En outre, le Département de l'enseignement supérieur a également été créé, dirigé par M. Nguyen Van Huyen (doctorat diplômé en 1934 en France). La mission de cette agence est de préparer les conditions nécessaires au fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur. Ensuite, le décret n° 45/SL a décidé de créer la Section universitaire des Lettres dont le doyen était M. Dang Thai Mai (ancien étudiant de l'école supérieure de Pédagogie indochinoise Hanoi)²⁶².

Le 13 novembre 1945, la première cérémonie d'ouverture de l'Université nationale du Vietnam a eu lieu dans la grande salle du bâtiment central de l'Université indochinoise (à Hanoi) présidée par le président Hô Chi Minh et en présence de nombreux invités internationaux. Également lors de cette cérémonie d'ouverture, le président Hô Chi Minh a décerné le diplôme du nouveau gouvernement aux anciens de l'Université indochinoise qui venaient de terminer le programme de formation précédent interrompu en raison du bouleversement politique en mars 1945. C'est un autre exemple clair de la reconnaissance par le nouveau gouvernement vietnamien des valeurs qu'a apporté l'Université indochinoise.

En matière de structure, l'Université nationale du Vietnam est toujours organisée selon le modèle de l'Université indochinoise. Au cours de la première année universitaire, l'école comptait 5 sections : Médecine, Sciences, Lettres, Sciences politiques et de Sociales, Beaux-Arts²⁶³, avec 1 149 étudiants officiels et 270 étudiants auditeurs (253 étudiants inscrits à la

²⁶² Trung tâm lưu trữ Quốc gia III, Phòng Thủ tướng, Sắc lệnh số 44 và 45, ngày 10/10/1945 [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Décret n° 44/SL et n° 45/SL, le 10/10/1945].

²⁶³ Trung tâm lưu trữ Quốc gia III, Quyết nghị của phiên họp Hội đồng Chính phủ ngày 4.10.1945, Phòng Thủ tướng [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Résolution de la réunion du Conseil de Gouvernement, le 4/10/1945].

Section des Lettres, 529 étudiants à la Section de Sciences politiques et sociales)²⁶⁴. Le contenu de l'enseignement dans certaines sections en particulier en section des Lettres et des Sciences sociales et politiques a été révisé. Le personnel enseignant comprenait des professeurs, des sociologues, des politiciens vietnamiens tels que le président Hô Chi Minh, le général Vo Nguyen Giap et le politicien Pham Van Dong (Premier ministre du Vietnam).



Photo 13 : La cérémonie d'ouverture de l'université Nationale du Vietnam (13/11/1945) sous le régime de la République Démocratique du Vietnam (RDV)

Source : l'Agence vietnamienne d'information

Après le 19 décembre 1946, l'opération de guerre qui devenait de plus en plus violente a influé énormément sur le développement éducatif dans les régions contrôlées par la République démocratique du Vietnam et de même celles par les Français et l'État du Vietnam. Pourtant dans chaque zone, la culture, l'éducation et surtout l'enseignement supérieur sont toujours incités à se développer et ont eu de propres réalisations.

Dans la zone contrôlée par la République démocratique du Vietnam

Dès les premiers temps, le gouvernement de la République du Vietnam a bien déterminé l'objectif de l'enseignement supérieur :

[trad.] ... aujourd'hui, nos professeurs et étudiants souhaitent saisir cette occasion de montrer au monde qu'en ce moment important pour l'avenir de la Patrie, le peuple vietnamien, à côté de sa lutte avec du sang sur le champ de bataille, s'efforce également de participer à l'œuvre d'évolution culturelle de l'humanité. Nous voulons que ce nouvel enseignement supérieur soit une force puissance parmi les forces de luttés du peuple vietnamien. Nous voulons qu'il devienne bastion pour la longue résistance afin de restaurer entièrement le territoire et d'émanciper l'esprit de notre peuple - un peuple ayant la culture et l'indépendance pendant plus de mille

²⁶⁴ Trung tâm lưu trữ Quốc gia III, Biên bản Hội đồng Chính phủ họp ngày 21/11/1945, Phòng Thủ tướng [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Procès-verbal de la réunion du Conseil de Gouvernement, le 21/11/1945].

*ans d'histoire a lui-même fondé une civilisation distinguée sur cette zone côtière du Pacifique.*²⁶⁵

En raison de la situation de guerre, bien que la première année scolaire ne se termine pas encore, les établissements universitaires n'ont pas pu fonctionner de manière normale. En fonction des conditions de guerre, les institutions universitaires ont été réorganisées et déplacées de Hanoï vers trois centres : le Centre Viet Bac, le Centre Thanh Nghe, la Cité universitaire centrale (à Nanning, Chine). Au départ, l'enseignement supérieur a continué à utiliser principalement le programme de l'Université indochinoise et le français était toujours la principale langue d'enseignement. Depuis 1950, il a été remplacé par le vietnamien dans le système de l'enseignement supérieur de la République démocratique du Vietnam.

Centre Viet Bac (Nord-Vietnam) : En 1946, lorsque la guerre d'Indochine a éclaté, la plupart des écoles ont déménagé au Nord-Vietnam (la zone de résistance dans la région montagneuse du nord-ouest du Vietnam). Les pionniers sont la Faculté de médecine²⁶⁶, puis la Faculté des Sciences politiques et sociales (remplaçant l'ancienne Faculté de Droit), le Département de Pharmacie militaire, l'École des Travaux publics²⁶⁷ et la Faculté des Beaux-arts²⁶⁸.

Centre Thanh Nghe : En 1947, la faculté des Lettres et l'école des Sciences ont été rouvertes à Thanh Hoa. En 1950, on a ouvert des classes préparatoires universitaires pour les étudiants du nord du Vietnam. Également en cette année, pour créer l'école de pédagogie au niveau débutant, intermédiaire et l'école préparatoire universitaire avec 3 sections : littérature, mathématiques et histoire naturelle²⁶⁹.

Campus universitaire central : en 1951, en raison de la situation de guerre compliquée, le gouvernement de la République du Vietnam a emprunté un endroit à Nanning (Chine) pour évacuer les établissements suivants : l'École de Pédagogie supérieure, l'École supérieure de Pédagogie de Tuyen Quang, l'École de Pédagogie de Viet Bac, l'École des Sciences de base.

Ces trois centres ont maintenu le fonctionnement continu de l'enseignement supérieur de la République démocratique du Vietnam au fil de la guerre de 9 ans (1946-1954) et ont donné un élan de développement universitaire pour les années suivantes.

Dans la région contrôlée par les forces françaises et l'État du Vietnam

Depuis le 1er août 1947, l'Université indochinoise a été réorganisée et a soumis la gestion de la Chambre d'enseignement supérieur, un bureau du Service de Conseil consultatif de l'éducation sous l'autorité du Haut-Commissaire de France en Indochine²⁷⁰. En janvier 1948, le Haut-Commissaire Émile Bollaert a décidé de créer le Conseil de l'Université indochinoise

²⁶⁵ NGUYEN Van Huyen, « Diễn văn khai giảng trường Đại học đầu tiên của Việt Nam [Discours de la cérémonie d'ouverture de la première université du Vietnam] », 1945.

²⁶⁶ le fonctionnement de cette école a été maintenu continuellement même dans les périodes les plus violentes de la guerre.

²⁶⁷ L'école supérieure des Travaux publics a été re-ouverte sous le régime de RDV au 15/11/1945.

²⁶⁸ NGUYEN Van Huyen et PHAM Kim Ngan, Bộ trưởng Nguyễn Văn Huyền với việc xây dựng và phát triển giáo dục đại học trong kháng chiến, *Kỷ yếu Hội thảo Khoa học « Chủ tịch Hồ Chí Minh - một tầm nhìn chiến lược và giáo dục »*, Université de Pédagogie de Hanoi, 2010.

²⁶⁹ NGUYEN Van Huy, « Nguyễn Văn Huyền toàn tập » [*Oeuvres complètes de Nguyen Van Huyen*], Tome 3, NXB Giáo dục, 2005, p.713-714, 717.

²⁷⁰ En raison des mouvements de décolonisation remontés vigoureusement après la Deuxième Grande Guerre, notamment dans le cas de Vietnam (un pays avait pris parti des Alliés contre le fascisme et avait gagné l'indépendance par lui-même), la France ne pouvait pas y rétablir publiquement son protectorat. Le titre de gouverneur générale a donc transmis en celui de Haut-Commissaire de France.

qui est composé par le recteur de l'Université indochinoise (président), les directeurs des écoles membres, les deux professeurs élus par les écoles membres, le directeur de l'École d'Extrême - Orient et certains autres membres hors Université indochinoise²⁷¹. Ce conseil avait le pouvoir de décision pour toutes les activités de l'école. L'établissement du conseil de l'université a montré que la structure organisationnelle de l'Université indochinoise avait été vraiment similaire à celle des universités en France.

Les Français ont rapidement rouvert l'école de médecine et de pharmacie, l'école de droit et l'école des sciences de Hanoï. Au cours de cette période 1946-1953, de nombreuses nouvelles écoles et des succursales ont été créées à Hanoï et Saïgon.

- En 1947, la succursale de la Faculté de Droit a été fondée à Saïgon par le décret du 9 mai 1947, et le laboratoire physique de l'École supérieure des Sciences a été créé en vertu du décret n° 327/3875, du 23 novembre 1947 du Haut-commissaire français en Indochine.
- En 1948, l'École supérieure d'Architecture de Dalat a été fondée. Le programme de formation de l'école était similaire à celui utilisé en France. En outre, cet établissement maintenait des relations académiques régulières avec l'École nationale des Beaux-arts de Paris.
- En 1949, l'École supérieure des Lettres a été restaurée à Hanoï ; la section de Radio-Électricité de l'École supérieure des Sciences a été transformée en École de Radio-Électricité.
- En 1950, la succursale à Saïgon de l'École supérieure de Pédagogie a été créée en vertu du décret n° 344-VP/GD du gouvernement de l'État du Vietnam²⁷², l'École supérieure des Travaux publics a été rouverte, puis déplacée à Saïgon.
- Selon la convention franco-vietnamienne sur la culture signée le 30 décembre 1949 entre le gouvernement français et le gouvernement de l'État du Vietnam, l'Université indochinoise a été transformée en une université mixte franco-vietnamienne sous le nom « l'Université de Hanoï ». L'Université de Hanoï fonctionnait officiellement depuis janvier 1951, dirigée par un recteur français. Puis, sa succursale a été ouverte à Saïgon sous la direction d'un vice-recteur vietnamien.
- Le nombre d'inscriptions à l'Université de Hanoï augmentait de plus en plus. En particulier à Hanoï, l'effectif étudiant est passé de 996 (année scolaire 1949-1950) ; à 1 329 (1950-1951), à 1723 (1951-1952) et à 2260 (1953-1954)²⁷³.

Après l'Accord de Genève de 1954, l'Université de Hanoï est déplacée au sud du Vietnam avec la plupart de son personnel, des installations, des documents et une part importante d'étudiants. Elle fusionne avec sa succursale à Saïgon pour devenir l'Université nationale du Vietnam sous le contrôle de l'État du Vietnam. En 1955, Bao Dai a été destitué après un référendum et Ngo Dinh Diem est devenu le chef de l'État. À la suite, l'État du Vietnam a été rebaptisé en République du Vietnam. Sous ce nouveau gouvernement, en 1957, l'Université nationale du Vietnam est devenue l'Université de Saïgon.

²⁷¹ Ces membres ne sont pas personnels de l'université d'Indochine et sont sélectionnés par le Conseil de l'Université et nommés par le recteur de l'Université d'Indochinoise pour un mandat de 3 ans..

²⁷² TRAN Thi Vui, « Trường Đại học Sư phạm Sài Gòn – Lược sử theo tài liệu lưu trữ [L'école de Pédagogie de Saïgon - Briève histoire selon les archives] », 2017.

²⁷³ DAO Thi Dien, « Đại học Đông Dương (1906-1945) và những bài học lịch sử [L'Université indochinoise (1906-1945) et les leçons historiques] », Centre d'Archive nationale No1 du Vietnam, 2016.

Bien que la période 1945-1954 ait porté des bouleversements, de même pleins de traces de guerre, et que la division soit apparue dans le pays avec l'existence parallèle de deux états antagoniques à côté de la présence des Français, fondamentalement, l'enseignement supérieur au Vietnam a été entretenu et développé. Malgré les différences politiques, le point commun est le rôle important de nombreux intellectuels célèbres formés à l'Université indochinoise, dans le cabinet ministre des deux gouvernements opposés. Cela montre les grandes réalisations de l'enseignement supérieur que les Français ont construit au Vietnam.

Conclusion du chapitre 1

En recherchant la naissance et le développement de l'enseignement supérieur à Vietnam sous la colonisation française, nous pouvons trouver des idées principales comme suit :

(1) Politique de l'enseignement supérieur du gouvernement français au Vietnam

La politique d'éducation indigène a toujours été un élément clé de la politique coloniale générale du gouvernement français. Cependant, à partir de nombreuses raisons soit des bouleversements du contexte mondial, soit de la fluctuation parlementaire en France, le gouvernement français a changé assez fréquemment le point de vue sur la personne nommée gouverneur général en Indochine. Un regard rétrospectif sur l'histoire montre que de nombreux gouverneurs généraux n'ont pas siégé entièrement toute la durée de leur mandat. Cela a également influencé la politique éducative coloniale à chaque période. Brièvement, la politique de développement de l'enseignement général et de l'enseignement supérieur au Vietnam au cours de la période 1906-1954 peut être résumée comme suit :

Périodes	Gouverneur général	Politique d'instruction
1902 - 1908	Jean Baptiste Paul Beau	<ul style="list-style-type: none"> - De nombreux efforts pour développer l'éducation en Indochine avec la création du Conseil de Perfectionnement de l'enseignement indigène ; de la Direction de l'Instruction publique (1905) et de l'université indochinoise (1906) - Mise en place du mécanisme d'octroi annuel de bourses d'études en France pour les fonctionnaires ou les étudiants indigènes qualifiés.
1908 -1910	Antony Wladislas Klobukowski	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre d'une politique d'éducation horizontale, axée sur l'enseignement primaire - Restriction pour l'enseignement secondaire et fermer les écoles dans le système d'enseignement supérieur - Dissolution de l'Instruction publique
1911 - 1919	Albert Sarraut (deuxième mandat)	<ul style="list-style-type: none"> - Réorganisation du système éducatif de manière suivie avec 3 niveaux d'enseignement : primaire - secondaire - supérieur ; - Remplacement des écoles de village par des écoles franco-vietnamiennes, ouvrir des collèges et lycées à Hanoï pour les étudiants vietnamiens. - Application de cursus français dans l'ensemble du système éducatif ; - Réouverture de l'Université d'Indochine.
1920-1922	Maurice Long	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la politique éducative du prédécesseur, mais dans une manière plus prudente ; - Développement du système des écoles pédagogiques ; - Efforts d'amener des professeurs titulaires/agrégés de la France en Indochine.
1922 - 1928	Martial Henri Merlin ; Alexandre Varenne	<ul style="list-style-type: none"> - Mise l'accent sur l'enseignement primaire, restreindre l'enseignement secondaire et supérieur.
1930-1939	Pierre Marie Antoine Pasquier ; Eugène Jean Louis René Robin ; Joseph Jules Brévié	<ul style="list-style-type: none"> - Fermeture pour la plupart des écoles supérieures pour des raisons économiques, sociales... (seule l'école de médecine et de pharmacie, l'école de droit et l'école des beaux-arts continuaient à fonctionner et ont fait de nombreux progrès en qualité, l'Université indochinoise est devenue un centre de recherche centre en Extrême-Orient).
1940 - 1945	Jean Decoux	<ul style="list-style-type: none"> - Recouverte des écoles supérieures et créer un certain nombre de nouvelles, en améliorant le programme vers l'augmentation qualitative ; - Perfectionnement de l'Université d'Indochine avec la transformation en faculté universitaire (comme le modèle de l'Université de Paris) pour l'école de médecine et de pharmacie et pour l'école de droit.
	Haut-Commissaire de France en Indochine	

1945 -1947	Georges Thierry d'Argenlieu	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la coopération culturelle et éducative entre la France et L'État du Vietnam, avec la convention franco-vietnamienne en 1949 - Fait de transformation de l'Université indochinoise en une université mixte franco-vietnamienne avec deux campus à Hanoï et Saïgon, dirigé par un recteur français et un vice-recteur vietnamien - Réouverture des écoles supérieures en même temps en créer un certain nombre de nouvelles - Déplacement de nombreuses écoles avec la majorité du personnel, des installations, des documents et une partie importante des étudiants vers le Sud-Vietnam après l'accord de Genève 1954 - Création de l'Université nationale du Vietnam sous le contrôle de l'État du Vietnam en fusionnant les écoles déplacées du Nord et les établissements supérieurs existants à Saïgon.
1947 - 1948	Émile Bollaert	
1948 - 1950	Léon Marie Adolphe Pascal Pignon	
1950 - 1952	Jean de Lattre de Tassigny	
1952 -1953	Jean Letourneau	
	Commissaires généraux en Indochine	
1952 - 1953	Jean Letourneau	
1953 - 1954	Maurice Dejean	
1954 - 1955	Paul Ély	

Tableau 4 : Gouverneurs généraux français en Indochine et politiques d'instruction

(2) Les efforts de la France pour le développement de l'enseignement supérieur au Vietnam

Le développement d'un système d'enseignement supérieur au Vietnam a rencontré de nombreuses difficultés, dans le contexte de l'Indochine à cette époque :

- Les influences profondes des cultures pérennes indigènes et très différentes dans les trois pays indochinois créent des difficultés considérables pour construire un programme commun et pertinent.
- Le système d'enseignement général est très faible, désuet et incohérent ;
- Les deux Grandes Guerres mondiales et la crise économique des années 30 ont fortement affecté la situation de la France et la politique française envers l'Indochine.

Dans ce contexte, l'autorité française se concentrait toujours sur la construction et le développement de l'enseignement supérieur en Indochine en général et au Vietnam en particulier : consolider constamment la structure organisationnelle, perfectionner les règles d'administration, de gestion ou le régime d'inscription et améliorer le programme de formation, etc. (la plupart de ces plateformes étaient maintenues pendant de nombreuses années après l'indépendance du Vietnam).

Le gouvernement français a également travaillé dur pour trouver des moyens d'augmenter le nombre de professeurs titulaires et d'agrégés venant au Vietnam. Cela est encore plus remarquable aux périodes où l'économie française était en difficulté. Un point intéressant à noter est que pendant la période coloniale française, dans un premier temps, la plupart des professeurs français sont venus enseigner au Vietnam seulement pour des raisons financières. Après un processus d'interaction avec des étudiants vietnamiens, les enseignants français ont rencontré des intelligences et des capacités qui n'étaient pas inférieures à celles des étudiants français. En plus, l'esprit de respect envers le maître du peuple vietnamien a fait qu'une partie des professeurs français eût une sympathie considérable pour les étudiants locaux. Par conséquent, ils se sont concentrés de plus en plus sur l'enseignement et la valorisation des connaissances²⁷⁴. Ces efforts ont contribué non seulement à améliorer la qualité de l'enseignement, mais également à construire la base initiale de recherche et d'échange académique entre l'Université indochinoise et d'autres pays.

L'élargissement et la modernisation des installations de l'Université indochinoise et de ses écoles membres pour mieux répondre aux exigences d'amélioration de la qualité de la

²⁷⁴ TRINH Van Thao, *Éducation française et ses impacts à la société vietnamienne* mené par Nguyen Quang Anh, 26 novembre 2019.

formation ont également montré les énormes efforts des Français dans le contexte des troubles politiques et des difficultés économiques à la fois en Métropole et aux colonies. Toutes ces infrastructures ont été héritées par les gouvernements suivants comme des installations précieuses pour le développement éducatif ultérieur au Vietnam.

(3) Impacts de l'enseignement supérieur à l'époque de la colonisation française pour la société vietnamienne

L'héritage de l'enseignement supérieur établi pendant la période coloniale française n'est pas seulement le fondement de départ de l'enseignement supérieur moderne au Vietnam, mais aussi le modèle favorisant le développement de l'enseignement supérieur dans les époques suivantes. Précisément, la création de l'Université indochinoise est un jalon marquant la naissance d'une université européenne moderne. À côté de l'objectif fondamental de « former le personnel indigène à l'appareil administratif local ou aux agences spécialisées sous la Résidence du gouverneur général de l'Indochine » (article 9), l'Université indochinoise a visé également à « guider l'esprit scientifique, les méthodes d'apprentissage et de recherche moderne pour les d'excellentes personnes ». Sur le plan académique, l'Université indochinoise entretenait des relations étroites avec les universités en France grâce à des professeurs de l'Université de Paris.

En raison des bouleversements politiques, il y a eu des périodes où la société vietnamienne est divisée selon différentes institutions politiques, mais généralement, la structure organisationnelle, les modes de fonctionnement et de gouvernance de l'Université indochinoise ont été maintenus par tous les côtés. Jusqu'à nos jours, le processus de transformer des universités vietnamiennes de mono disciplinaire en multidisciplinaire selon le modèle de l'Université indochinoise sont en cours encore une fois. Par ailleurs, cet établissement supérieur a apporté des contributions particulièrement importantes à la modernisation de la société vietnamienne par la formation d'une nouvelle classe d'intellectuels qui non seulement possèdent une pensée moderne, mais également des bonnes qualifications professionnelles. Beaucoup d'entre eux sont devenus des piliers du pays dans de nombreux domaines : éducation, culture, médecine, architecture, politique, beaux-arts, etc.

Éducation et formation : Avant la mise en place officielle du protectorat français en Indochine, l'enseignement et l'apprentissage dans la société vietnamienne se faisaient principalement par les écoles de villages ouvertes par les instituteurs confucéens (*thầy Đồ* en vietnamien) à partir de besoins réels des apprenants. Le curriculum comprenait des œuvres classiques du confucianisme considéré comme des matériaux standard, utilisés depuis plusieurs centaines d'années. Ces documents étaient expliqués par les expériences pratiques et la compréhension personnelle des instituteurs. Par conséquent, les connaissances apportées étaient subjectives et spontanées. Ensuite, le système des écoles pédagogiques construit par les Français a changé complètement le visage de l'éducation au Vietnam. À partir du berceau de l'Université indochinoise, de nombreux grands intellectuels vietnamiens ont contribué énormément à l'histoire de l'éducation et de la formation du pays. Ils étaient les preuves des réalisations de la formation universitaire de cette époque. On peut citer le nom du professeur Ngo Thuc Lanh (étudiant en 3e session de l'École supérieure des Sciences indochinoise), du célèbre professeur de mathématiques Nguyen Huu Tao, considéré comme le premier constructeur de la discipline de Psychologie et de Science de l'éducation moderne au Vietnam, et maître d'autres intellectuels ou hommes politiques vietnamiens très connus comme Truong Chinh, Nguyen Van Linh, The Lu, Nguyen Dinh Thi, Van Cao, etc. ; de l'enseignant Nguyen Lan, ayant

apporté une grande contribution dans la construction de la discipline de la psychologie et des sciences de l'éducation dans le système des écoles pédagogiques au Vietnam ; de l'enseignant Dang Thai Mai, auteur de nombreux travaux de recherche importants sur l'éducation, la culture du Vietnam et du monde, ministre de l'Éducation nationale (1946) et premier directeur de l'Institut de littérature du Vietnam ; du professeur Tran Van Huong est un homme politique célèbre : Premier ministre (1964-1965 et 1968-1969) et dernier président élu de la République du Vietnam.

Peinture : l'École des Beaux-Arts indochinoise a formé des peintres talentueux et certains d'entre eux étaient célèbres y compris à l'étranger. Les huit piliers de la peinture vietnamienne moderne, dont Nguyen Gia Tri, To Ngoc Van, Nguyen Tuong Lan, Tran Van Can, Nguyen Tu Nghiem, Bui Xuan Phai, Nguyen Sang et Duong Bich Lien, ont tous été formés à cette école.

Architecture : Une des premières présences notables de l'architecture française au Vietnam remonte en 1803, lorsque le roi Gia Long a décidé de reconstruire la ville de Hanoi selon le style Vauban sous la direction de quatre ingénieurs militaires français. Cependant, c'est en 1875 que les œuvres de style architectural français ont vraiment commencé à marquer le paysage d'Hanoi. Après près d'un siècle (de la fin du XIX^e siècle à la première moitié du XX^e siècle), le style architectural indochinois s'est progressivement comme un mixte entre une structure française et des modifications de détail pour s'adapter aux conditions climatiques et culturelles locales. L'architecture indochinoise est vraiment un héritage précieux de l'époque coloniale française. Quelques monuments typiques de ce style existent encore aujourd'hui : le bâtiment central de l'Université indochinoise (19 Le Thanh Tong), le siège du Département des Finances, le musée Louis Finot (1 Pham Ngu Lao), l'Institut Pasteur (1 rue Yersin), l'église Cua Bac, le club de Marine (36 Tran Phu), etc. On peut dire que la création de l'École des Beaux-Arts indochinoise a officiellement ouvert une nouvelle page pour l'architecture vietnamienne avec la nouvelle pensée créative, la nouvelle méthode de conception et la naissance des nouvelles œuvres architecturales. L'année 1930 était un moment mémorable avec l'apparition des premiers architectes vietnamiens qui venaient d'être diplômés de l'École des Beaux-Arts indochinoise²⁷⁵. Et nombre d'entre eux sont devenus célèbres dans l'histoire de l'architecture du pays tel que : Nguyen Van Ninh, Nguyen Cao Luyen, Hoang Nhu Tiép, Ta My Duat etc.

Médecine : L'émergence de l'École de Médecine et de Pharmacie indochinoise est un développement important pour le système éducatif du Vietnam en général et de la médecine vietnamienne en particulier. Auparavant, les médecins (guérisseurs traditionnels) avec une expérience pratique ou héréditaire n'utilisaient que des plantes médicinales pour soigner les maladies, car l'anatomie sur le corps humain était interdite en raison de la conception confucéenne. En outre, il était difficile que la médecine traditionnelle réponde au besoin médical à grande échelle (comme dans la guerre ou les épidémies) ou aux maladies aiguës. Depuis que la médecine moderne accompagnant les Français est arrivée au Vietnam et a été enseignée à l'École de Médecine et de Pharmacie indochinoise, l'histoire de la médecine vietnamienne est entrée dans une nouvelle ère. Sous l'enseignement des professeurs français à l'école de Médecine et de Pharmacie indochinoise, de nombreux médecins et pharmaciens vietnamiens se sont fait un nom et ont apporté une grande contribution à la société. Quelques excellents individus sont devenus célèbres en France et dans le monde. Par exemple, Dr Dang Van-Ngu, un des meilleurs spécialistes vietnamiens en parasite, qui a fabriqué avec succès la

²⁷⁵ NGUYEN Manh Tri, « Những “Nhà thiết kế kiến trúc” Việt Nam đầu tiên: Họ là ai? [Les premiers architectes concepteurs vietnamiens: Qui sont-ils?] » [en ligne], *Tạp chí kiến trúc*, 2019.

pénicilline au Vietnam, aidant à sauver la vie de nombreuses personnes pendant les deux guerres d'Indochine, le Pr Dr. Ton That-Tung, principal expert du foie, le père de la résection hépatique réglée célèbre du monde, maître de nombreux médecins talentueux du Vietnam dans les périodes suivantes, Dr Dang Van-Chung, qui a établi des bases de la médecine interne à l'hôpital Bach Mai (un des hôpitaux les plus grands au Vietnam) ainsi que des disciplines de médecine interne à l'Université de Médecine de Hanoï (héritant de l'école de Médecine indochinoise au nord du Vietnam après 1954), Dr Pham Ngoc-Thach, fondateur des bases de la spécialité de tuberculose et des maladies pulmonaires au Vietnam.

Agriculture : le Vietnam est un pays qui a une longue tradition de culture et d'élevage à petite échelle basée sur des techniques transmises de génération en génération. La création de l'École supérieure d'Agriculture et de Sylviculture indochinoise avec le système des écoles intermédiaire et des fermes de pratiques a constitué un système d'enseignement scientifique dans lequel les premiers ingénieurs agricoles qualifiés du Vietnam ont été formés. On peut mentionner quelques noms comme : le professeur Bui Huy Dap, le professeur Le Duy Thuoc, le professeur Dao Van Tien, l'ingénieur Nghiem Xuan Yem, ministre chargé de la science et de la technologie agricoles, vice-président de l'Assemblée nationale du Vietnam (1981-1986).

Politique - droit : l'École de Droit de Hanoï est la première institution qui forme de manière méthodique les ressources humaines en administration - droit - économie, selon les critères académiques en cours dans le monde occidental à cette époque. C'est également l'une des écoles de l'Université d'Indochine, qui attire de nombreux étudiants vietnamiens. Plusieurs étudiants de l'école sont devenus des politiciens et des personnalités importantes dans de nombreuses institutions dirigeantes au Vietnam. Par exemple, dans le gouvernement de la République démocratique du Vietnam, il y a : Tran Cong Tuong, vice-ministre du ministère de la Justice (1946), président du Comité juridique du Conseil des ministres (1972-1978), Vu Trong Khanh, ministre du ministère de la Justice (28 août 1945 - 2 mars 1946), le général Vo Nguyen Giap, commandant en chef de l'armée populaire du Vietnam (1946-1975). Au sein du gouvernement de l'État du Vietnam et de la République du Vietnam, on peut citer le nom de l'avocat Vuong Van Bac, vice-ministre du ministère de l'Éducation nationale (1972) et ministre du ministère des Affaires étrangères de la République du Vietnam (1973-1975) ; l'avocat Tran Trung Dung, ministre de l'Assistance la Défense (mai 1955 - mai 1961) et vice-président du Sénat (1966-1975).

Le modèle de l'enseignement supérieur français, en particulier l'Université indochinoise est la première organisation universitaire moderne apparue au Vietnam. Il a eu des contributions particulièrement importantes au développement de la science et de la technologie, de la culture, de l'éducation, de l'art, etc., du Vietnam au fil du temps.

Chapitre 2 : Enseignement supérieur du Vietnam dans la période 1955-1975

C'est la période marquée par l'Accord de Genève de 1954 et l'Accord de Paris de 1973 (considéré comme hérité de l'Accord de Genève). L'Accord de Genève de 1954 est une armistice signée le 20 juillet 1954 dans la ville de Genève, en Suisse, pour rétablir la paix en Indochine. Les deux principales parties négociantes sont la France et la République démocratique du Vietnam, mais il y a eu la participation directe des autres puissances : le Royaume-Uni et l'Union soviétique (en tant que coprésidents), les États-Unis et la Chine ; et la participation indirecte, par autorisation des principales parties à la négociation, de l'État du Vietnam, du Royaume du Laos, du Royaume du Cambodge (ces trois représentants de l'Union française sont autorisés par la France) et la force Pathet du Laos, la force Khmer Issarak du Cambodge (autorisés par la République démocratique du Vietnam). L'Accord de Genève a officiellement pris effet le 21 juillet 1954 : les parties belligérantes ont mis en œuvre un cessez-le-feu et rétabli la paix dans toute l'Indochine, mettant ainsi fin à la première guerre d'Indochine.

Selon l'accord des grands pays, jusqu'aux élections législatives qui marqueraient l'unification du pays, le Vietnam a été temporairement divisé en deux zones dont la ligne de démarcation militaire était le parallèle de 17° du Nord. L'armée de la République démocratique du Vietnam s'est regroupée au nord de cette ligne et les forces de l'Union française, dont l'armée de l'État du Vietnam, devaient se rassembler au sud de ce parallèle. La clause « a » de l'article 14 de l'Accord de Genève stipule clairement : « En attendant les élections générales qui réalisent l'unité du Vietnam, l'administration civile dans chaque zone de regroupement, est assurée par la partie dont les forces doivent y être regroupées aux termes du présent accord ». Cet accord a également souligné le caractère temporaire de la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud existant seulement pendant l'attente de l'élection. L'article 6 de l'Accord de Genève 1954 a démontré clairement : « la ligne de démarcation militaire est une ligne provisoire et ne saurait en aucune façon être interprétée comme constituant une limite politique ou territoriale.²⁷⁶ » Les élections générales d'unification du Vietnam auraient lieu en juillet 1956 sous la supervision d'un comité international incluant l'Inde, la Pologne et le Canada. Bien que les États-Unis aient déclaré respecter l'Accord de Genève et soutenir la réunification du Vietnam par des solutions politiques, ce que les États-Unis ont fait ensuite au Vietnam était totalement contraire à cette déclaration²⁷⁷.

En raison de la politique d'intervention des États-Unis, de nombreuses dispositions clés de l'Accord de Genève n'ont pas été mises en œuvre. Avant l'Accord, les États-Unis avaient longtemps considéré le Vietnam comme un lieu important de leur stratégie de lutte contre la

²⁷⁶ Selon,

- « Modern History Sourcebook: The Final Declaration of The Geneva Conference: On Restoring Peace in Indochina, July 21, 1954 », *The Department of State Bulletin*, XXXI, 1954, p.164.
- ASSELIN Pierre, « La République démocratique du Vietnam et la Conférence de Genève de 1954 : une critique révisionniste », *Cold War History*, 11, 2011, p.155-195.

²⁷⁷ LE Mau Han et TRAN Ba De. *Đại cương Lịch sử Việt Nam [Généralités de l'histoire du Vietnam]*, NXB Giáo dục, 2007, p125.

propagation du communisme en Asie du Sud-Est. Ils avaient donc activement aidé la France contre la République démocratique du Vietnam dirigée par un parti communiste, et assisté le gouvernement de l'État du Vietnam dont le Premier ministre était Ngo Dinh Diem à devenir complètement indépendant de la France et à être fidèle aux anticommunismes. Le 12 février 1955, la France retire ses officiers formateurs du Vietnam. Le Premier ministre Ngo Dinh Diem a destitué le chef de l'État Bao Dai après un référendum soutenu par les États-Unis. L'État du Vietnam a été ensuite rebaptisé République du Vietnam le 26 octobre 1955 et Ngo Dinh Diem est devenu son président. En suivant l'itinéraire de l'élection de réunification vietnamienne selon le cadre de l'Accord de Genève, Allen Wales Dulles, directeur de la CIA de cette époque a soumis au président américain Eisenhower un rapport (en 1956) prédisant que si l'élection avait lieu, la victoire de Hô Chi Minh serait comme une « *marée montante imparable* » et que la seule issue pour Ngo Dinh Diem était de déclarer de ne pas réaliser l'Accord de Genève. Encouragé par les États-Unis, Ngo Dinh Diem a résolument refusé d'organiser des élections. Et ainsi, les États-Unis voulaient l'existence d'un gouvernement anticommuniste au Sud-Vietnam, en dépit que ce gouvernement respecte ou non la démocratie²⁷⁸. D'ailleurs, le fait que Hô Chi Minh ait reçu un large soutien de la majorité du peuple dans tout le pays a été également confirmé par les historiens occidentaux²⁷⁹. La République du Vietnam, avec le soutien des États-Unis, a refusé de tenir des élections générales libres pour la réunification du Vietnam, contrairement à la déclaration commune dans les accords de Genève. Le 13 juillet 1956, le président Hô Chi Minh a déclaré en répondant à l'agence de presse AP (États-Unis) : « *[trad.]* Le peuple de tout l'ensemble du Vietnam se battra plus vigoureusement pour avoir les élections générales libres dans tout le pays. C'est l'aspiration sincère de tout le peuple vietnamien reconnue par l'Accord de Genève de 1954. » Malheureusement, après deux ans de signature de l'Accord de Genève, au lieu des élections législatives, la « Deuxième guerre d'Indochine » a duré plus de 20 ans, entre d'un côté la République démocratique du Vietnam (et le Front national de libération du Sud-Vietnam²⁸⁰) et de l'autre côté la République du Vietnam, les États-Unis et leurs alliés. Il s'agit de la guerre la plus féroce et la plus longue au monde après la Seconde Guerre mondiale. Par nature, cette guerre peut être considérée comme prenant fin lorsque l'Accord de Paris a été signé le 27 janvier 1973.

En fait, l'Accord de Paris de 1973 a été principalement décidé par la République démocratique du Vietnam et les États-Unis. L'article 1 stipule : « Les États-Unis et les autres pays respectent l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Vietnam conformément à la reconnaissance de l'accord de Genève », cette disposition signifie que les États-Unis reconnaissent officiellement les dispositions de l'Accord de Genève sur l'intégrité territoriale

²⁷⁸ CURREY Cecil B., *Victory at Any Cost: The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap (Version vietnamienne)*, NXB Thế giới, 2013, p.333.

²⁷⁹ Selon,

- CVCE, « La décolonisation de l'Indochine française », sur *CVCE.eu* [en ligne], publié le 2017.
- ISKANDAR Kara, « La Guerre d'Indochine (1946-1954) », sur *Histoire pour tous* [en ligne], publié le 2019.

²⁸⁰ Le Front national de libération du Sud Viêt Nam, ou Front national pour la libération du Sud Viêt Nam ou Front de libération nationale du Sud Viêt Nam (FNL ou FLN) officiellement Mặt trận Dân tộc giải phóng miền Nam Việt Nam (Front populaire pour la libération du Sud du Vietnam), abrégé en Mặt trận Giải phóng miền Nam (Front pour la libération du Sud), et également désigné sous le nom de Việt Cộng (dénomination péjorative initialement utilisée par ses adversaires, également orthographiée Viet-Cong ou Vietcong) était une force armée vietnamienne d'inspiration nationaliste et communiste. Il rassembla, entre 1955 et 1975, des adversaires du régime sud-vietnamien de Ngô Đình Diệm, dont d'anciens Việt Minh - ligue qui mena la lutte d'indépendance de 1945 à 1954, pendant la guerre d'Indochine. Le FNL lutta pour la réunification dans la Région Sud (Nam Bộ) pendant la guerre du Viêt Nam, dite également Seconde Guerre d'Indochine.

du Vietnam, selon lesquelles le Vietnam est un pays unifié, le Nord et le Sud du Vietnam ne sont pas deux pays distincts. L'article 2 : « Le cessez-le-feu dans tout le Vietnam commencera à partir du 27 janvier 1973... » n'a pas été strictement appliqué pendant plus de deux ans, car la République du Vietnam ne voulait pas effectuer des élections générales en ayant toujours le soutien actif des Américains. En réalité, les États-Unis ont continué à intervenir au Sud-Vietnam sous diverses formes, bien qu'ils aient retiré leurs troupes du Sud-Vietnam, ils ont laissé 250 000 tonnes de bombes et de balles, 102 avions. Et du 29 janvier 1973 au 30 décembre 1974, les Américains ont fourni en plus à la République du Vietnam 694 avions, 580 tanks, 520 véhicules blindés, 800 pièces d'artillerie, 204 bateaux de combat, 1 550 000 tonnes de bombes et 2 530 000 tonnes d'essence et de pétrole. En outre, le maintien du *Bureau des attachés militaires* au Sud-Vietnam avec des milliers d'employés militaires américains (sous le nom de « conseillers ») pour participer au commandement et à la coordination des opérations militaires et de la collecte de renseignements. De plus, la puissance de dissuasion américaine en Asie du Sud-Est était encore très importante avec la 7e flotte de l'armée de mer et les bases militaires en Thaïlande, en Corée et aux Philippines, constituant une force de 56 navires de guerre et de 1 020 avions de combat de toutes sortes. Les États-Unis ont continué à aider la République du Vietnam, en même temps ils ont fait pression sur l'Union soviétique, la Chine et d'autres pays socialistes dans le but de réduire ou même d'arrêter leur aide à la République démocratique du Vietnam²⁸¹.

Avec des armes, des dollars et des conseillers militaires américains, le gouvernement sud-vietnamien a continué à faire la guerre par les opérations consécutives pour étendre la zone de contrôle. Le 16 avril 1973, le ministère des Affaires étrangères de la République démocratique du Vietnam a envoyé une note diplomatique aux pays signataires de l'Accord de Paris sur le Vietnam et au Secrétaire général des Nations Unies, énonçant trois vœux urgents : un cessez-le-feu, une exécution des droits de libertés démocratiques et une libération des prisonniers politiques dans le Sud. À cette époque, l'aide militaire soviétique, notamment dans la catégorie des « armes offensives », a considérablement diminué depuis l'Accord de Paris de 1973. Ensuite, la Chine a arrêté l'aide militaire au Vietnam. Depuis 1957, afin d'augmenter la capacité logistique et de réduire la dépendance à l'aide étrangère, la République démocratique du Vietnam a produit ses propres armes et certains types d'équipements. Lorsqu'il n'y avait plus d'aide, au cours des trois années 1973 - 1975, le Nord-Vietnam a produit 3 409 tonnes d'armes et de munitions, 1 863 tonnes d'accessoires de voitures, de moteurs et 26 074 tonnes d'autres équipements militaires²⁸². Cependant, en comparant à la République du Vietnam en matière d'équipements militaires lourds, notamment en tanks, véhicules blindés et en canons qui étaient entièrement équipés par les États-Unis, la République démocratique du Vietnam était encore loin derrière. L'offensive générale et la campagne de soulèvement du printemps en 1975 qui ont commencé le 4 janvier 1975 et se sont terminées le 30 avril 1975 ont été la dernière offensive militaire de l'armée de la République démocratique du Vietnam pour mettre fin officiellement à la Deuxième guerre d'Indochine. Malgré la supériorité en potentiel militaire, l'effondrement rapide du gouvernement du Sud-Vietnam, en fait, ne résidait pas dans la puissance de feu. Un facteur

²⁸¹ ARCHIVES NATIONALES DU VIETNAM (CENTRE NO2), *Hiệp định Paris về Việt Nam năm 1973 qua tài liệu của chính quyền Sài Gòn - Tập 2: Ký kết và thực thi (1973-1975)* [Accord de Paris de 1973, à travers documents du gouvernement de Saigon - Tome 2: Signature et Exécution (1973-1975)], NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2012, p. 297-302.

²⁸² LE Huy Hoa, *Bách khoa tri thức quốc phòng toàn dân* [Encyclopédie sur les connaissances de la défense nationale], NXB Chính trị quốc gia, 2003.

très important est que la République démocratique du Vietnam a reçu un large soutien du peuple du Sud. À travers les provinces et les villes, le peuple du Sud a couvert les communistes et a participé à creuser des tunnels secrets pour protéger les officiers et dissimuler des armes. De plus, selon l'évaluation de Merle L. Pribbenow, officier des opérations de la CIA et expert en vietnamien :

[trad.] L'effondrement final de l'armée sud-vietnamienne était peut-être inévitable, mais la fin [de la guerre] aurait été beaucoup plus sanglante et plus longue si les communistes avaient choisi un plan d'attaque plus direct et conventionnel. En fait, le coup le plus dommageable de toute la campagne communiste a peut-être été le coup psychologique écrasant que leur stratégie habile et inattendue a porté à l'esprit du commandant en chef de l'armée de la République du Vietnam.²⁸³

Pendant la Guerre du Vietnam (1955-1975), le Nord et le Sud fonctionnaient comme deux pays distincts avec leurs propres gouvernements, constitutions et armées. La société vietnamienne de cette époque a connu de nombreuses mutations lorsque près d'un million de personnes au Nord (dont plus de 85 % de catholiques) ont migré vers le Sud pendant 2 ans 1954 - 1955 par des trains organisés par la France et les États-Unis²⁸⁴. Typiquement, le général Edward Lansdale, commandant de la campagne américaine de guerre psychologique au Vietnam, a effectué l'opération *Passage to Freedom* avec des affiches et des slogans « *Dieu est entré au le Sud* » et « *La Vierge Marie est partie du Nord* ». Cette campagne de guerre psychologique a eu un grand impact sur la décision du peuple catholique au Nord-Vietnam de quitter sa patrie pour suivre « *Dieu vers le Sud* »²⁸⁵. Cette émigration a changé l'équilibre religieux : avant 1954, la majorité des catholiques vivaient au Nord du Vietnam, mais après cela, le Sud est devenu la destination d'environ de 55 % des catholiques du Vietnam dont la plupart est venue du Nord²⁸⁶. Pendant ce temps, il y avait environ 45 000 à 85 000 civils et 100 000 soldats de l'armée de la République démocratique du Vietnam qui se rassemblés dans le Nord²⁸⁷. Dans ce contexte, l'enseignement supérieur au Nord et au Sud qui ont obtenu une interférence culturelle après cette grande émigration entre deux régions, se sont développés dans deux directions différentes en raison de la différence dans le régime politique de deux gouvernements, mais ils ont tous le même point de départ du modèle d'enseignement supérieur français, mis en œuvre à l'Université indochinoise.

1. Enseignement supérieur au Nord-Vietnam

Le Nord-Vietnam est un territoire contrôlé par le gouvernement de la République démocratique du Vietnam sous la direction globale du Parti communiste. La Première guerre indochinoise qui s'était déroulée principalement dans le Nord dans la période 1945-1954 a gravement endommagé les infrastructures, les constructions militaires ainsi que civiles, et le

²⁸³ PRIBBENOW Merle, « North Vietnam's Final Offensive: Strategic Endgame Nonpareil », *Parameters*, Winter 1999-2000, pp. 58-71.

²⁸⁴ FRANKUM Ronald Bruce, *Operation Passage to Freedom: the United States Navy in Vietnam, 1954-1955*, Lubbock : Texas Tech University Press, 2007.

²⁸⁵ HANSEN Peter, « Bac Di Cu: Réfugiés catholiques du nord du Vietnam et leur rôle dans la République du Sud, 1954-1959 », *Journal of Vietnam Studies*, 4, 2009, p. 173-211.

²⁸⁶ LOGEVALL Fredrik, *Embers of War: The Fall of an Empire and the Making of America's Vietnam*, Random House Trade Paperbacks, 2014, p.635-638.

²⁸⁷ Selon,

- RUANE Kevin, *War and Revolution in Vietnam*, Routledge, 1998.
- FRANKUM Ronald Bruce, *Operation Passage to Freedom: the United States Navy in Vietnam, 1954-1955*, Lubbock : Texas Tech University Press, 2007.

Nord-Vietnam a surmonté de grandes difficultés sous tous les aspects, principalement grâce au soutien du peuple envers le président Hồ Chí Minh et le parti communiste. À ce temps là, l'aide étrangère était peu importante et principalement au niveau de la formation. Du point de vue du développement de l'enseignement supérieur, l'époque 1955-1975 peut être divisée en deux périodes en fonction du contexte historique avec de propres objectifs sociopolitiques économiques affectant le système de l'éducation universitaire : la période 1955-1965 a enregistré la formation d'une ligne d'enseignement supérieur à orientation du socialisme au Nord, du modèle français de l'Université indochinoise au modèle universitaire soviétique ; la période 1965-1975 a été remarquée par le maintien du système d'enseignement supérieur adapté aux conditions de guerre.

1.1. Période 1955-1965

1.1.1. Contexte historique et orientation de développement de l'enseignement supérieur

Après 1954, le Nord du Vietnam a hérité de certains équipements de l'époque française, principalement le siège de l'administration publique et quelques écoles, ceux qui ont créé des conditions initiales favorables pour que le gouvernement de la République démocratique du Vietnam puisse bientôt relancer et développer de manière stable les activités de l'enseignement supérieur. Après les accords de Genève, les relations extérieures du Vietnam ne se maintenaient qu'à l'intérieur du bloc socialiste. L'embargo des grandes puissances a entraîné la dépendance énorme du Vietnam vis-à-vis des aides de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est. L'enseignement supérieur est un domaine important dans lequel le Vietnam a reçu beaucoup de soutien. Pendant des années d'après la guerre, le Nord-Vietnam a dû faire face à de grandes difficultés : l'économie qui était déjà pauvre et arriérée s'est de plus en plus épuisée ; une série d'infrastructures ont été détruites à cause de la guerre, etc. ; le système de l'instruction n'était pas coordonné entre les régions qui avaient été contrôlées par les forces de différents gouvernements avant 1955.

L'objectif le plus important que le Parti communiste du Vietnam s'est fixé depuis cette époque (1955) jusqu'à la fin de la Deuxième guerre d'Indochine (1975) est d'unifier le Nord et le Sud. En tant que facteur décisif pour atteindre ce but, les tâches pour l'armée et le peuple nord-vietnamiens assignées par le Parti communiste étaient de suivre la voie du socialisme, d'être l'arrière pour l'œuvre de lutte de l'indépendance nationaliste au Sud, et d'approcher à la réunification nationale. Il s'agit de missions très lourdes pour une jeune nation qui vient d'accéder à l'indépendance. Pour accomplir cet objectif stratégique, la mesure spécifique à prendre en compte était la mise en oeuvre du « premier plan de 5 ans de développement socio-économique (1961-1965) » qui visait à de « ... construire au niveau de premier pas des équipements d'infrastructure du socialisme, en réalisant l'industrialisation socialiste et achevant l'œuvre de réforme socialiste... ». L'orientation de l'enseignement supérieur devait servir la ligne et la tâche révolutionnaires du Parti²⁸⁸, et s'attacher à la mission politique. Chaque région spécifique devait également avoir un plan de formation et de fortification des cadres professionnels appropriés. Afin de réaliser les objectifs du premier plan de 5 ans, on a prévu la formation de 25 000 personnels scientifiques et techniques titulaires de niveau de licence et de *Cao-đẳng* (en outre, il fallait également beaucoup plus de personnel technique

²⁸⁸ PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, *Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti]*, NXB Chính trị quốc gia Hà Nội, 2002, p. 552.

et ouvriers qualifiés). Les indices précis pour chaque domaine ont été fixés jusqu'en 1965. À cette période, le niveau universitaire est compris en matière de deux contenus spécifiques : les connaissances scientifiques et techniques (connaissances professionnelles) et les connaissances en théorie politique. Dans le but d'avoir le plus rapidement possible des ressources humaines pour le domaine de la production marchande pour répondre aux besoins minimaux de la vie de la société en temps de guerre et avoir suffisamment de personnel technique pour servir le champ de bataille, la qualité professionnelle à ce stade ne se conformait pas aux normes habituelles, mais les connaissances en politique et en classe sociale ont été très importantes. L'une des grandes caractéristiques de l'éducation en République démocratique du Vietnam était d'être très orientée politiquement. L'éducation était considérée comme outil servant le point de vue du Parti. Particulièrement, depuis 1958 les campagnes de construction d'écoles socialistes du Nord devaient toujours contenir les contenus sur les aspects : « d'expertise professionnelle, d'éthique révolutionnaire, de conscience socialiste »²⁸⁹.

Avec l'orientation de l'éducation vers des fins politiques, pour n'importe quelle spécialité de formation, les étudiants devaient tous passer les matières en théorie politique qui occupaient une place prépondérante dans le cursus (cela continue à être maintenu jusqu'à maintenant). Depuis 1959, au lieu de devoir faire un mémoire de fin d'études, les étudiants n'avaient besoin que de satisfaire deux éléments « rouge » (*hồng*) et « professionnel » (*chuyên*) à travers les résultats de deux matières : Politique et Professionnelle. Dans lesquels, « *hồng* », c'est-à-dire, l'exigence pour les étudiants d'avoir un haut niveau de conscience sur les idéaux communistes était plus important que « *chuyên* »²⁹⁰. Les universités n'étaient pas autorisées à ajuster le programme d'éducation politique et en même temps, la tâche d'éducation politique et idéologique devait être sous la direction étroite du Comité du Parti de l'université (l'organisation représentante du Parti dans les établissements de l'enseignement, au plus haut niveau de direction de l'école). Dans le processus de mise en œuvre des activités d'enseignement et d'apprentissage dans les universités, il était nécessaire « [trad.] d'affirmer le rôle de direction du Parti dans l'école, l'éducation doit servir des tâches politiques, et il faut mettre à côté les vues purement d'expertise.²⁹¹ » En plus, l'organisation de l'Union de la jeunesse communiste dans les universités jouait également un rôle actif dans la promotion du mouvement d'apprentissage politique en éduquant les étudiants sur de nouvelles qualités morales, afin que les étudiants puissent pleinement comprendre les points de vue de l'éducation socialiste²⁹². Non seulement les étudiants, mais les professeurs des universités, devaient suivre des études politiques régulières, dans lesquelles on critiquait les opinions idéologiques non prolétariennes contraires à celles de l'éducation socialiste. À partir de l'année scolaire 1959-1960, ceux qui voulaient entrer à l'université devaient se conformer aux

²⁸⁹ PCV, *Hồ Chí Minh toàn tập [Œuvre complète sur Hồ Chí Minh]*, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2000, p.190.

²⁹⁰ NGUYEN Ngoc Lanh, « Trăm năm dạy ứng xử nghề nghiệp ở đại học Y Hà Nội - Phần 2: Dạy về quan điểm, đường lối trong ứng xử nghề nghiệp [Cent ans d'enseignement de la déontologie à l'école de Médecine de Hanoi - Partie 2: Enseignement sur le point de vue, la voie dans les comportements professionnels] », publié le 2011, [consulté le 15 mars 2021].

²⁹¹ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, *Năm mươi năm phát triển sự nghiệp Giáo dục và Đào tạo (1945 - 1995) [50 ans de développement de l'oeuvre de l'Éducation et de la Formation (1945 - 1995)]*, NXB Giáo dục, 1995, p.205.

²⁹² NGUYEN Duoc, NGUYEN Tuy et NGUYEN Hoac, *Sơ thảo lịch sử GDDH & TCCN Việt Nam giai đoạn 1955 - 1975 [Esquisse de l'histoire de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle du Vietnam, pour la période 1955-1975]*, Institut de recherche sur l'enseignement supérieur et l'éducation professionnelle de Hanoi, 1993, p.32.

conditions en matière de composition de classe sociale et de CV familial. La répartition des quotas d'inscription de base suivait en trois groupes avec 13 objets²⁹³ :

- Groupe 1 (40 %) : Cadres de résistance typiques, ouvriers/agriculteurs typiques, les cadres des ethnies minoritaires, ayant le CV complètement « propre » et une idéologie politique fidèle aux idéaux communistes.
- Groupe 2 (35 %) : membres du Parti communiste du Vietnam, enfants de familles paysannes extrêmement pauvres ou des héros morts pour la Patrie
- Groupe 3 (25 %) : autres composants qui seraient sélectionnés en fonction des résultats de l'examen, mais il était obligatoire que la composition de « classe d'exploiteur » ne dépasse pas 3 %.

(1) Période 1955-1960 : Synchronisation du système d'enseignement général, conversion du système d'enseignement supérieur au modèle soviétique

En 1956, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a procédé à la réforme de l'éducation pour la deuxième fois, dans le premier but de synchroniser les deux systèmes d'enseignement général existant parallèlement : le système d'enseignement de 9 ans de la République démocratique du Vietnam appliqué dans les zones de résistance et le système de 12 ans dans les zones nouvellement obtenues des Français. Les deux anciens systèmes éducatifs ont été fusionnés dans un nouveau système d'enseignement général de 10 ans. Le deuxième grand objectif de cette réforme éducative a également visé à réajuster les orientations et les politiques de développement de l'éducation, y compris de l'enseignement supérieur. Si dans la période précédente, pendant la Première guerre d'Indochine, la mission de l'enseignement supérieur était de fournir des ingénieurs et du personnel technique dans un certain nombre d'industries pour servir directement la résistance et la protection de l'indépendance encore bien jeune, en même temps, le contenu et la méthode de formation devaient être adaptés aux conditions difficiles dans tous les aspects dans les zones montagneuses et rurales, pendant cette période, grâce à la paix au Nord-Vietnam, la mission de l'enseignement supérieur était de permettre l'orientation du Nord-Vietnam vers le socialisme et de soutenir la lutte au Sud pour la réunification du pays²⁹⁴. Le plan de développement de l'enseignement supérieur a été étroitement lié à d'autres options économiques et politiques du Parti et du Gouvernement. Selon le discours de Hô Chi Minh en 1956 : « [trad.] Dans la construction du pays... il y a une pénurie très importante de cadres, d'ingénieurs, d'experts... Il faut donc développer fortement l'enseignement supérieur... la théorie est associée à la pratique, l'apprentissage est combiné au travail productif... l'école doit rattacher à la réalité du pays.²⁹⁵ » La tâche immédiate de l'enseignement supérieur à ce stade était de « rectifier le système d'enseignement supérieur et d'ouvrir de plus des branches de formation nécessaires »²⁹⁶.

(2) Période 1961-1965 : Élargir l'offre de la formation universitaire au service du premier plan de 5 ans

²⁹³ KIM N.B.Ninh, *A World Transformed: The Politics of Culture in Revolutionary Vietnam, 1945–1965*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 2002.

²⁹⁴ PCV, *Hồ Chí Minh toàn tập [Œuvre complète sur Hồ Chí Minh]*, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2000, 494.

²⁹⁵ PCV, *Hồ Chí Minh toàn tập [Œuvre complète sur Hồ Chí Minh]*, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2000, p. 74, 80, 126.

²⁹⁶ PCV, *Văn kiện Đảng toàn tập [Œuvre complète de document du Parti]*, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2002, p.213.

Lors de la 2e séance de l'Assemblée nationale du Vietnam (session 2), le 12 avril 1961, Nguyen Duy Trinh, le vice-Premier ministre et président de la Commission d'État au plan, a présenté un programme de développement économique, culturel et éducatif en général et celui de développement de l'enseignement supérieur en particulier²⁹⁷. Afin de réaliser la politique de développement de l'enseignement supérieur conformément aux orientations du Parti et de répondre au premier plan de 5 ans, l'enseignement supérieur devait d'abord résoudre le problème urgent de la pénurie de cadres hautement qualifiés pour adapter le besoin de développement économique immédiat. Il était donc nécessaire d'élargir l'offre et de diversifier les types de formation pour fournir rapidement un nombre suffisant de personnels manquant aux industries sous tension. Ainsi, il fallait se concentrer en priorité sur la résolution de la question urgente de la quantité, puis de l'amélioration de la qualité. Il était nécessaire de disposer de formes de formation plus adaptées et flexibles pour raccourcir la durée de formation et développer une forme d'apprentissage qui ne se séparait pas de la production et du travail. Cela exigeait une formation conforme aux besoins réels, avec un nombre formé raisonnable pour échapper au déséquilibre entre les industries ou les métiers ; et à la situation de formation superflue dans certaines professions. Le ministère de l'Éducation affecterait les diplômés aux unités de l'État en fonction de leurs domaines de formation et des besoins réels des agences d'accueil²⁹⁸. Dans le même temps, le gouvernement a continué à envoyer des étudiants à l'étranger dans le but d'études et de formation, en se concentrant sur les formations au niveau élevé dans les secteurs qui ne pouvaient pas être satisfaits par la capacité temporaire du pays. Cela a apporté des contributions importantes à la fois augmentant le nombre d'étudiants formés et en ouvrant des occasions d'accéder à la science et à la technologie avancée du monde pour le Vietnam. Le plan prévu du gouvernement sur le nombre d'apprenants universitaire au cours de cette période serait de 40 000 personnes, c'est-à-dire, il y aurait un supplément de 25 000 cadres titulaires du niveau de l'enseignement supérieur²⁹⁹.

1.1.2. Pratique de mise en œuvre des objectifs de l'enseignement supérieur

(1) Renforcement du système, ajustement du modèle et fondation de plus d'universités

Dès la prise de contrôle de Hanoï, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a consolidé et renforcé le système des établissements de l'enseignement supérieur sur deux bases déjà existantes : les écoles dans le système de l'Université indochinoise à Hanoï et les installations des écoles qui avaient été établies pendant la guerre (1946-1954) et qui viennent de déménager dans la capitale Hanoï. En cette période difficile, des établissements universitaires obtenus de la main du gouvernement de l'Union française, dont l'École des Sciences, la Faculté de Droit, la Faculté de Médecine et de Pharmacie, l'École des Lettres et l'École de Pédagogie, étaient les premiers atouts précieux pour le système d'enseignement supérieur vietnamien quoique leur offre soit très limitée à la fois en quantité et en domaine de formation.

²⁹⁷ NGUYEN Duy Trinh, « Rapport du Comité de Planification de l'État sur le projet de développement économique et culturel pour l'année de 1961 », 1961.

²⁹⁸ PCV, *Yãn kiãn Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti]*, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2002, p.397.

²⁹⁹ NGUYEN Duy Trinh, « Missions et orientations du 1er plan économique de 5 ans pour développer l'économie nationale (1961-1965) », 1960.

Les premiers changements dans l'organisation et le développement du modèle universitaire au Nord-Vietnam commencent dès le début de 1956. Dans le programme d'aide scientifique, des experts soviétiques élaborent un plan de développement du système d'enseignement supérieur en se basant sur l'état actuel de l'économie ainsi que sur le projet du gouvernement du Nord-Vietnam concernant le secteur universitaire³⁰⁰. Le modèle universitaire français est abandonné au profit du modèle soviétique, tant dans la structure organisationnelle que dans la gestion opérationnelle.

En matière de gestion. Le principe de centralisation et d'unité en politique a régi toutes les activités d'enseignement et d'apprentissage. Le programme a été spécifié dans un cadre rigide prescrit par le ministère de l'Éducation, les écoles ont été autorisées à composer leur propre programme en fonction de ce cadre. Toutes les universités étaient publiques et fonctionnaient avec un financement de l'État. Certains établissements de l'enseignement supérieur étaient sous l'autorité du ministère de l'Éducation, d'autres étaient sous la gestion de ministères spécialisés, cependant en lignes directrices et politiques de formation, elles étaient toujours dirigées et contrôlées par le ministère de l'Éducation. Dans le contexte où la gouvernance dans le système universitaire appartenait à de nombreux ministères différents, il existait aussi l'état d'« empilement » et de coïncidence en matière de fonction et de tâche entre les agences de tutelle. Donc, le ministère de l'Éducation devait assumer également la responsabilité de coordonner avec les ministères spécialisés ayant des universités affiliées pour s'assurer que les activités de formation des écoles aient lieu conformément aux règlements du gouvernement.

En matière de la structure organisationnelle. En fait, l'enseignement supérieur soviétique a été influencé par l'enseignement supérieur français et allemand, mais en même temps, il a été façonné par un modèle économique centralisé. Le système d'enseignement supérieur d'URSS présente les principales caractéristiques suivantes :

- Le système des universités est séparé du système des instituts de recherche scientifique forts ; au sommet du système de recherche se trouve l'Académie des Sciences de l'URSS.
- La plupart des établissements de l'enseignement supérieur sont des écoles monodisciplinaires ou monodomaine. Même les *universitets* (université à la soviétique) ne comprennent que les branches de sciences naturelles, de sciences sociales ou humaines, mais n'ont pas tous les domaines comme les universités occidentales.
- Le parcours de formation universitaire est généralement continu et homogène (de 4 à 6 ans), en suivant la modalité de formation par l'année académique et dans l'orientation d'une spécialisation étroite. La structure du programme se compose généralement de 3 blocs de connaissances : « commune - basique - spécialisé », avec le concept que

³⁰⁰ Les options spécifiques proposées sont :

- Construire une université générale, avec 5 à 6 facultés, avec 9 à 10 disciplines académiques, pour former des chercheurs scientifiques et préparer les enseignants aux futures universités.
- Construire une université pédagogique pour former les enseignants du secondaire et les enseignants des écoles pédagogiques intermédiaires ;
- Construire une université technique (université polytechnique) avec environ 9 facultés, avec 39-40 majors, formation d'ingénieurs pour les industries, les transports, l'architecture, la conservation de l'eau ;
- Construire une université agroforestière avec 9 à 10 disciplines académiques, pour former des ingénieurs pour les secteurs agricole et forestier ;
- Consolider et améliorer l'Université de Médecine et de Pharmacie.
- Continuer à envoyer des étudiants étudier à l'étranger.

toutes les connaissances « communes » et « basique » sont uniquement destinées à l'apprentissage « spécialisé ». Il existe deux doctorats pour les études postuniversitaires : *candidat nauk* et *docteur nauk*.

L'année scolaire 1954-1955, première année académique après la fin de guerre de résistance, a commencé dans 4 universités : l'Université de Médecine et de Pharmacie, l'Université des Lettres et l'École supérieure de Pédagogie, et l'Université des Sciences. L'année suivante, ces écoles ont été réarrangées et la plupart ont continué à être améliorées en matière d'installations ainsi que de programmes de formation. En mai 1955, le ministère de l'Éducation a publié un plan pour « construire de grandes universités et quant aux domaines qu'on ne peut pas former dans le pays, continuer à envoyer les étudiants à l'étranger pour se former.³⁰¹ » En outre, des écoles déjà existantes avant 1945 qui avaient été temporairement fermées à cause de la guerre ont été réouvertes, y compris, l'Université d'Agriculture et de Sylviculture, l'Université des Travaux publics, l'École des Beaux-arts. Dans ces mêmes temps, on a fondé de nouvelles écoles visant à renforcer les branches indispensables au service de l'œuvre de reconstruction économique et de développement socioculturel, telles que l'exploitation minière, le traitement des minéraux, l'électricité, la mécanique, l'agriculture, les transports, l'économie - la finance, l'architecture, etc. À partir de cet objectif, l'Université de Technologie, l'Université d'Économie - Finance, sont nées.

Précisément, au cours de l'année scolaire 1956-1957, 5 universités ont été ouvertes, dont : l'Université générale de Hanoi³⁰² (une université des sciences fondamentales comprenant les sciences naturelles et sociales et humaines), l'Université polytechnique (université multidisciplinaire dans le domaine de Technique), l'Université de Médecine et de Pharmacie, l'Université de Pédagogie³⁰³, l'Université d'Agriculture et de Sylviculture³⁰⁴. Dans les années suivantes, deux écoles ont été réouvertes alternativement : l'École supérieure des Beaux-Arts (selon l'arrêté n° 379-TTg du 20 août 1957 du Premier ministre³⁰⁵) et l'Université d'Économie et des Finances (l'arrêté n° 252-TTg du 22 mai 1958³⁰⁶). Deux universités qui ont été fondées nouvellement étaient : Université Thuy Loi (25 novembre 1959) et la succursale de l'Université de Pédagogie à Vinh (province de Nghe An) (l'arrêté n° 375/ND du 16 juillet 1959³⁰⁷). Le développement de l'enseignement supérieur au cours de cette période a eu une influence importante sur tous les domaines de la société. Selon l'Office général des statistiques, en 1954, le Nord-Vietnam ne comptait que 700 fonctionnaires titulaires d'un diplôme universitaire, mais en 1960, ce nombre a atteint de 2 500³⁰⁸.

³⁰¹ Trung tâm Lưu trữ quốc gia III, Phòng Bộ Giáo dục, Hồ sơ 20, Tập tài liệu về các cuộc họp hội nghị xây dựng ngành giáo dục Việt Nam của Bộ Đại học [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Fonds du ministère de l'Éducation, Dossier 20, Documents relatifs à la conférence de construction du secteur de l'éducation du Vietnam du ministère de l'Enseignement supérieur].

³⁰² GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Arrêté No 678-TTg le 25 janvier 1956 », 1956.

³⁰³ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU VIETNAM, « Arrêté No. 276/NĐ, le 11 Octobre 1951 », 1951.

³⁰⁴ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No. 2183/TTg, le 4 juin 1956 », 1956., sur la création de 5 universités: l'Université de Hanoi, l'Université de Médecine et de Pharmacie de Hanoi, l'Université de Polytechnique de Hanoi, l'Université de Pédagogie de Hanoi, l'Université d'Agriculture et de Sylviculture de Hanoi.

³⁰⁵ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Arrêté No. 379-TTg du 20 août 1957 », 1957.

³⁰⁶ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Arrêté No. 252-TTg, le 22 mai 1958 », 1958.

³⁰⁷ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Arrêté No. 375/ND le 16 juillet 1959 », 1959.

³⁰⁸ *Niên giám thống kê 1960 - 1964 [Annuaire statistique pour 1960 - 1964]*, NXB Thống kê, 1965.

Jusqu'en 1961, en raison de la nécessité d'augmenter le nombre de cadres titulaires de diplômes universitaires en s'adaptant au plan de développement socio-économique de ce temps, l'offre de la formation universitaire a été élargie. Au cours de la période 1961-1965, 10 nouvelles universités ont été créées de plus en réformant d'anciennes institutions : on a séparé l'Université de Médecine et de Pharmacie en l'Université de Médecine et l'Université de Pharmacie (en 1961) ; l'École de Cadres en Affaires étrangères - Commerces extérieures a été séparée de l'Université de l'Économie et des Commerces (en 1962)³⁰⁹; le Premier ministre du gouvernement a signé la décision n° 42/CP portant la création de l'Université des transports (1962)³¹⁰ sur la base de l'École des Travaux publics indochinoise ; une classe de formation d'architecte a été créée à l'Université polytechnique (en 1961)³¹¹ avant de sa séparation pour fonctionner indépendante (1963); l'Université d'Agriculture et de Sylviculture s'est séparée en l'Université d'Agriculture et l'Université de Sylviculture (en 1964)³¹². On a continué à créer de nouvelles écoles : l'Université centrale de Commerce (en 1960), l'École des Cadres en Finances et du Personnel comptable de la Banque centrale (sous l'autorité du ministère des Finances, en 1963), l'Université de Pédagogie politique, l'École centrale du Personnel en Éducation physique et en Sports (en 1964)³¹³, l'Université des Communications³¹⁴, l'École supérieure des Beaux-Arts industriels (en 1965)³¹⁵. Jusqu'en 1965, le système d'enseignement supérieur du Nord-Vietnam comptait 20 écoles sur lesquelles les détails sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	Nom de l'établissement	Date d'établissement	Agence de tutelle
1	Université de Pédagogie de Hanoï	1956	Ministère de l'Éducation
2	Université polytechnique	1956	Ministère de l'Éducation
3	Université générale de Hanoï	1956	Ministère de l'Éducation
4	École supérieur des Beaux-arts du Vietnam	1957 (reouverte)	Ministère de la Culture
5	Université des Économies	1958	Ministère de l'Éducation
6	Université de Pédagogie de Vinh	1959	Ministère de l'Éducation
7	Université Thuy Loi	1959	Ministère des ressources en eau
8	Université centrale des Commerces	1960	Ministère des Commerces intérieures
9	Université de Médecine	1961	Ministère de la Santé
10	Université de Pharmacie	1961	Ministère de la Santé
11	Classe d'Architecte	1961	Ministère de l'Architecture
12	Université des Transports	1962	Ministère du Transport et de la Poste
13	École des Cadres en Finances et du Personnel comptable de la Banque centrale	1963	Ministère des Finances

³⁰⁹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No.74/CP, le 20 juin 1962 », 1962.

³¹⁰ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No.42/CP, le 24 mars 1962 », 1962.

³¹¹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Document gouvernemental No. 1927, le 8 juin 1961 », 1961.

³¹² GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No.127/CP, le 19 août 1964 », 1964.

³¹³ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No.25/CP, le 30 janvier 1964 », 1964.

³¹⁴ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No.186/CP, le 3 septembre 1965 », 1965.

³¹⁵ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No.185/CP, le 3 septembre 1965 », 1965.

14	Université de Pédagogie politique	1964	Ministère de l'Éducation
15	École centrale du Personnel en Éducation physique et en Sports	1964	Comité central en Éducation physique et en Sport (agence sous l'autorité directe du gouvernement)
16	Université de Sylviculture	1964	Ministère de l'Agriculture et de la Sylviculture
17	Université d'Agriculture	1964	Ministère de l'Agriculture et de la Sylviculture
18	École de Cadres en Affaires étrangères - Commerces extérieures	1964	Ministère des Affaires étrangères
19	École supérieure des Beaux-arts industriels	1965	Ministère de la Culture
20	Université des Communications	1965	Ministère du Transport et de la Poste

Tableau 5 : Universités reouvertes ou créées nouvellement³¹⁶

Parallèlement à l'augmentation du nombre d'universités, les groupes de branche et les branches de formations ont été également diversifiés. Pour la période 1956 - 1960, l'enseignement supérieur au Nord du Vietnam comptait 21 groupes de branche, dont 46 branches de formation. Au début de la période 1961-1965, il y a eu en plus un nouveau groupe de branche et 51 nouvelles branches de formation qui ont été ouvertes. Jusqu'à l'année académique 1964-1965, le nombre de branches de formation était de 97. En plus, avec l'élargissement de l'offre de formation, on a également ouvert de nouvelles formes de formation à côté du système de formation régulière (études à temps plein), telles que la modalité d'apprentissage sans abandon du travail, ou des cours de perfectionnement (apprentissage combiné au travail avec le temps flexible)³¹⁷.

(2) Développer le programme et le curriculum de formation

Durant l'année scolaire 1954-1955, il est resté temporairement le même contenu et même programme de formation qu'avant, sauf des changements pour les matières politiques. Certaines grandes écoles comme l'Université générale de Hanoï, l'Université polytechnique, l'Université de Pédagogie utilisaient toujours des documents scientifiques français (traduits en vietnamien), en commandant également des livres, des revues scientifiques françaises et des manuels en technique de l'Union soviétique (traduits en vietnamien) comme documents de référence pour les étudiants. D'autres écoles ont élaboré leurs propres programmes en se basant principalement sur des documents soviétiques sélectionnés soigneusement en fonction du niveau réel des étudiants ainsi que de la réalité vietnamienne de cette période. Depuis l'année universitaire 1955-1956, il était exigé que le programme de formation attache de l'importance aux matières théoriques de base, en référence au programme de l'Union soviétique et des pays socialistes adapté à la réalité du Vietnam. Tous les établissements éducatifs suivaient le principe de combinaison triéléments : enseignement - travail - recherche scientifique. Jusqu'en 1960, à partir des expériences pratiques de la mise en œuvre de

³¹⁶ Source : synthèse de l'auteur à partir des documents gouvernementale du Vietnam de 1956 à 1965.

³¹⁷ MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, *20 năm phát triển giáo dục đại học và trung học chuyên nghiệp (1955-1975): Niên giám thống kê [20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975): Annuaire statistique]*, [s. n.], 1976.

l'enseignement et de l'apprentissage pendant des années précédentes, ainsi que les orientations déjà définies, des universités, selon de leurs caractéristiques d'expertise, ont développé leur contenu de programme spécifique. De nombreuses écoles ont élaboré avec succès des programmes appropriés et de qualité :

- L'Université de Pédagogie a élaboré leur curriculum en soulignant 4 caractéristiques : idéologique, scientifique, pratique et pédagogique, à partir desquelles 30 ensembles de manuels ont été imprimés (en 1960).
- L'Université générale de Hanoï a constitué des conseils scientifiques au niveau de l'école et de la faculté dont la première tâche était de promouvoir la compilation de méthodes pédagogiques qui devaient assurer 3 caractéristiques : fondamentale, modernité et praticité/application. Jusqu'en 1960, 80 ensembles de curriculums ont été construits pour toutes les matières (en 1965, ce nombre a atteint de 202).
- L'Université de l'Économie et des Finances a proposé une orientation pour construire le curriculum, en appuyant aux principes de base du marxisme-léninisme, et reflétant les principes de gestion selon le modèle socialiste et la manière d'application à la réalité de gestion économique au Vietnam.
- L'Université de Médecine et de Pharmacie a compilé des manuels afin de préparer l'enseignement d'un certain nombre de nouvelles matières : physiopathologie, médecine ethnique, philosophie marxiste-léniniste, éducation physique et langues étrangères.
- L'Université d'Agriculture et de Sylviculture a élaboré des programmes selon 3 directions : spécialisation (les programmes visant à une connaissance spécialisée de la branche, telle que la culture, l'élevage, la médecine vétérinaire et la mécanisation agricole), la vietnamisation (enseigné de matières qui approfondissent la situation pratique du Vietnam en évitant l'application de manière mécanique d'expériences étrangères), la simplification (le programme se concentrait sur le contenu essentiel en échappant l'étalement excessif).

Le travail et la production occupaient un volume considérable dans le programme de formation, en raison de réalisation de la politique de « l'apprentissage lié au travail et à la production, l'école liée à la pratique sociale ». Il y avait 2 formes de travail : soit les étudiants travaillaient dans les installations de production de l'école, soit ils participaient au travail de production dans des établissements dans la société. Ces activités avaient pour but d'aider les étudiants à avoir une perception correcte du travail et en même temps à augmenter la richesse de la société. Cette politique a été mise en œuvre dans toutes les écoles, mais selon les caractéristiques de chaque université, des activités de production et de travail spécifiques avaient lieu selon une propre manière.

(3) Renforcement du corps enseignant

Fondamentalement, le corps enseignant a été organisé comme à l'époque coloniale française, y compris : professeurs, maîtres de conférences, chargé de cours et assistant. Lorsque la paix fut rétablie dans le Nord en 1954, la plupart des enseignants et du personnel de l'Université indochinoise se sont déplacés vers le Sud. Cela a entraîné une pénurie d'enseignants universitaires dans le Nord à cette période, donc le besoin de ressources humaines dans ce domaine était très urgent. De nombreuses mesures ont été appliquées, telles que : inviter des professeurs étrangers à enseigner (surtout, pour des domaines et

matières qu'il n'était pas capable de former dans le pays), mobiliser certains diplômés en France pour qu'ils retournent au pays pour enseigner, déplacer certains fonctionnaires de haute qualité dans les branches d'expertise aux universités en tant que cadre de gestion et d'enseignement. Par conséquent, le corps enseignant du Nord-Vietnam a été complété de nombreuses élites, typiquement comme :

- Professeur Nguy Nhu Kon Tum, titulaire de licence en Physique et de maîtrise en Physique-Chimie à l'Université de Paris, doctorant au laboratoire de Frédéric Joliot-Curie, physicien nucléaire célèbre. En 1954, après son retour au Vietnam, le professeur Nguy Nhu Kontum était chargé de la construction de l'industrie de l'enseignement supérieur et d'enseigner la physique à l'Université de Pédagogie des sciences, puis il est devenu le premier recteur de l'Université générale de Hanoï (le prédécesseur de l'Université Nationale du Vietnam à Hanoï actuelle).
- Professeur Ho Dac Di (élève de l'enseignement secondaire à Bordeaux, étudiant en médecine à l'Université de Paris). En 1932, le professeur Ho Dac Di a été invité par le Dr Leroy des Barres, directeur de l'École de Médecine et de Pharmacie (l'Université indochinoise), à enseigner à l'école. Après 1954, le professeur Ho Dac Di est devenu le premier recteur de l'Université de Médecine de Hanoï.
- Professeur Pham Huy Thong, un intellectuel érudit et talentueux dans de nombreux domaines, de la poésie à la science juridique, à l'histoire ou à l'archéologie, mais sa plus grande passion est l'histoire. Pham Huy Thong était Licencié en droit de l'ESD, Docteur en droit et Agrégé d'Histoire et de Géographie en France. En 1947, à l'âge de 31 ans, Pham Huy Thong a été nommé professeur universitaire. En 1956, le professeur Pham Huy Thong est devenu recteur de l'Université nationale de Pédagogie à Hanoï.
- Professeur Tran Duc Thao qui est parti en France en 1936 avec une bourse du gouvernement général de l'Indochine, est reçu troisième au concours d'entrée de l'École normale supérieure en 1939, puis premier à l'agrégation de philosophie en 1943, à l'âge de 26 ans, avec un mémoire de « La méthode phénoménologique chez Husserl ». En 1954, il a rejoint le Comité de recherche en littérature-histoire-géographie du Vietnam (le prédécesseur du Comité des sciences sociales et du Département central de la propagande plus tard). En 1955-1956, Tran Duc Thao est devenu directeur adjoint de l'Université de Pédagogie des Lettres (l'Université générale de Hanoï - actuellement, l'Université des Sciences sociales et humaines de l'Université Nationale du Vietnam à Hanoï).
- Professeur Bui Huy Dap était à l'origine étudiant à l'École d'Agriculture de l'Université indochinoise. En 1945, il est devenu le directeur de l'École d'Agriculture de Hué, puis directeur de l'Institut de recherche agroforestière de Hué (en 1955), premier recteur de l'Université d'Agriculture et de Sylviculture (en 1956).

D'excellents étudiants diplômés des universités à Hanoï au cours de l'année académique 1953 - 1956 et ceux qui ont obtenu leur diplôme à l'étranger ont également été sélectionnés comme enseignant. En 1960, le personnel enseignant universitaire a atteint 1 260 personnes, dont 17 doctorats et doctorats agrégés (soit 1,34 %) ³¹⁸.

³¹⁸ MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, 20 năm phát triển giáo dục đại học và trung học chuyên nghiệp (1955-1975) [20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975)], [s. n.], 1976, p.14.

Passant à la période 1961-1965, une partie des enseignants a commencé à être envoyée en Union soviétique et en Europe de l'Est pour former et améliorer leurs qualifications. Jusqu'à l'année universitaire 1964-1965, le ministère de l'Éducation a envoyé plus de 500 enseignants pour former et perfectionner, en tant que doctorants et les stagiaires, aux pays socialistes, en particulier à l'Union soviétique ; près de 50 % d'entre eux étaient des doctorants³¹⁹. En outre, l'Université Polytechnique, l'Université de Hanoï et l'Université de Pédagogie ont organisé des formations postuniversitaires pour perfectionner le niveau de leur personnel enseignant. Les formes de formation étaient très diverses, de l'ouverture de cours de complément sur l'expertise et la profession à l'amélioration des qualifications par la recherche scientifique ou la pratique de production³²⁰. Ces mesures ont d'abord été efficaces, car le personnel enseignant a augmenté assez rapidement en qualité et en quantité.

(4) Développement de l'offre de formation

Formation dans le pays : De 1955 à 1965, le nombre d'étudiants au Nord-Vietnam a augmenté rapidement. Si au cours de l'année académique 1955-1956, le nombre d'étudiants dans les universités n'était que de 1 191 personnes, à l'année scolaire 1959-1960, ce nombre a atteint 8 223 étudiants, c'est-à-dire, a augmenté plus de 8 fois de plus. L'offre de formation a été continuellement élargie pendant la période 1960-1965 dont le sommet de 29 337 étudiants à l'année scolaire 1964-1965 (une augmentation de plus de 3,5 fois par rapport à l'année scolaire 1959-1960).

Durant l'année universitaire 1961-1962, la vitesse d'augmentation du nombre d'étudiants a été la plus rapide, car c'était le moment où le 3e Congrès du Parti communiste du Vietnam a eu lieu et après cet événement, la réalisation des résolutions sur l'éducation s'est déroulée plus vite. Dans les années académiques suivantes, de 1962-1963 à 1964-1965, l'augmentation de l'offre de formation a ralenti, car à cette période, on a dû ajuster la structure des étudiants selon les domaines de formation ainsi que tenir compte de la capacité existante en matière d'installation matérielle et de personnel enseignant dans le but de surmonter la situation de l'augmentation quantitative n'accompagnant pas l'amélioration qualitative équivalente. À côté de la croissance du nombre d'étudiants réguliers aux formations centrées, depuis l'année scolaire 1955-1956, on a commencé à former des étudiants en modalité d'apprentissage sans abandon du travail ou aux cours de perfectionnement. L'attribution des étudiants selon la forme de formation a été décrite dans la figure suivante :

³¹⁹ BUI Minh Hien, *Lịch sử giáo dục Việt Nam [L'histoire de l'éducation du Vietnam]*, NXB ĐH Sư phạm, 2005.

³²⁰ MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, *Ba mươi năm nền GDĐH&THCN Việt Nam (1945-1975) [30 ans de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation professionnelle du Vietnam (1945-1975)]*, NXB Giáo dục, 1976, p.32.

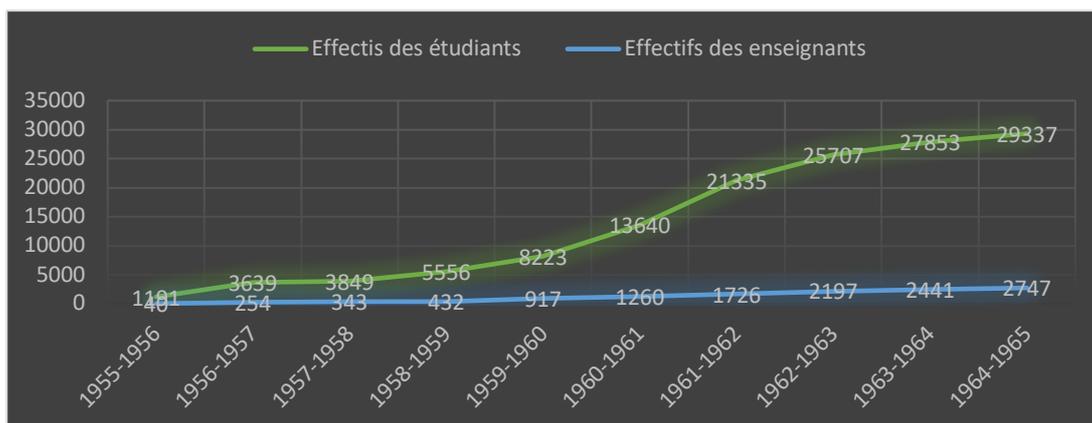


Figure 15 : Nombre d'enseignants et d'étudiants du Nord-Vietnam (1955-1965)

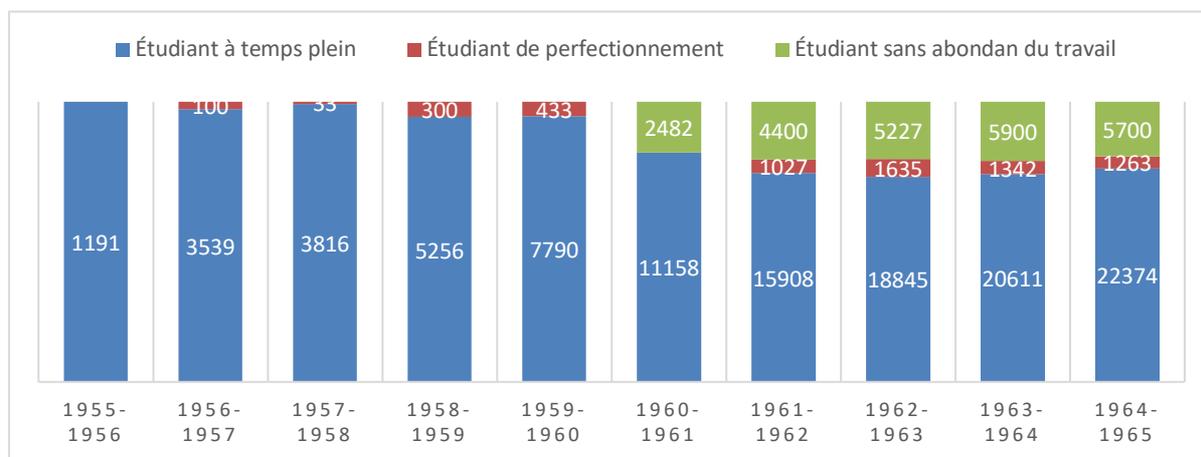


Figure 16 : Proportion d'étudiants selon la forme de formation

Source: 20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire professionnel

Formation à l'étranger : Dès 1950, l'envoi d'étudiants nord-vietnamiens à l'étranger a été mis en place par le gouvernement de la République démocratique du Vietnam. Après 1954 et surtout après le 3e Congrès du Parti (en 1960), la pratique s'est intensifiée, mais avec de nombreuses fluctuations d'une année sur l'autre. Le nombre spécifique des étudiants envoyés à l'étranger dépendait principalement du quota que les pays d'accueil attribuaient pour le Vietnam.

Date	Nombre des étudiants envoyé à l'étranger				
Année	Année scolaire	Totalité	Doctorant	Stagiaire	Licence / Cao-đẳng
1952		20			20
1953		244			244
1954		329			329
1955	1955-1956	406			406
1956	1956-1957	280			280
1957	1957-1958	22	17		5
1958	1958-1959	63	21	8	34
1959	1959-1960	373	9	6	358
1960	1960-1961	1085	74	48	963

1961	1961-1962	1570	38	52	1480
1962	1962-1963	1040	30	3	1007
1963	1963-1964	571	65	101	405
1964	1964-1965	366	35	76	255
1965	1965-1966	3738	245	48	3445
Source: 20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire professionnel (1955-1975) ³²¹					

Tableau 6 : Nombre des étudiants envoyé à l'étranger

L'année de 1961, c'est-à-dire, juste après le 3e Congrès du Parti, était le moment où les étudiants ont été le plus recrutés pour études à l'étranger. À l'exception de l'année de 1952 où la situation de guerre était particulièrement acharnée, les deux moments les plus bas pour le développement des étudiants pour les formations à l'étranger étaient l'année de 1957 et 1958 où le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a été très négativement affecté par l'échec du programme de « réforme agraire » endommageant vivement l'unité du peuple, et la croyance de certaines classes sociales envers le Parti. À cause des impacts négatifs de cet événement, une importante partie des intellectuels, y compris des étudiants, ont perdu confiance dans le Parti et changé leur idéologie. D'après le professeur Le Van Lan, étudiant de la 1ère promotion (1956-1959) du département d'histoire de l'Université de Hanoï, « nous sommes 120 étudiants entrant la première année, c'est-à-dire, l'année 1956, mais en deuxième année, jusqu'à 80 personnes ont été expulsés de l'école en même temps, à cause de l'affaire "Nhân gian giai phẩm"³²²...³²³ » Face à cette situation grave, le Parti communiste a renforcé davantage l'éducation politique et idéologique chez des étudiants à travers le mouvement de « construire l'école socialiste » depuis 1958.

Le moment difficile suivant pour l'envoi des étudiants à l'étranger était les années 1963-1964 où les pays socialistes ont constaté de nombreux bouleversements politiques, notamment la contradiction et division entre l'Union soviétique et la Chine, en ajoutant la montée du nationalisme et révisionnisme, etc. Ce contexte a influé considérablement sur la politique de soutien éducatif de ces pays et par la suite a entraîné la diminution du nombre d'étudiants nord-vietnamiens envoyés étudier à l'étranger. Par ailleurs, pour des raisons politiques, à partir de l'année universitaire 1964-1965, le Vietnam n'a temporairement pas envoyé d'étudiants à l'étranger pour étudier en sciences politiques et sociales.

Pendant la période 1954-1965, la majorité des étudiants nord-vietnamiens ont été envoyés en formation internationale au niveau universitaire (environ 80,5 %). La principale destination était l'Union soviétique et les pays du bloc socialiste tels que la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, etc., et la Chine. Après leur retour,

³²¹ MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, *op. cit.*

³²² Le mouvement Nhân Văn - Giai Phẩm est un mouvement culturel aux tendances politiques d'un certain nombre d'écrivains, d'artistes et d'intellectuels vivant dans le Nord sous le gouvernement de la République démocratique du Vietnam, initié au début de 1955 et officiellement interdit en 1958. Ce mouvement a déclaré que son objectif était d'exiger la liberté d'expression politique pour les artistes. Cependant, l'État de la République démocratique du Vietnam estime que le mouvement a profité de la création artistique pour se propager contre l'État, issu d'un groupe d'intellectuels qui ont été manipulés par des renseignements étrangers, visant à nier la direction du Parti dans le domaine de la culture et de l'art, niant la seule direction politique et étatique du Parti des Travailleurs du Vietnam, et nuisant à la cause de la lutte pour la libération nationale, la réunification du pays.

³²³ LE Van Lan, *Giáo dục Việt Nam: Xưa và nay [Éducation vietnamienne: auparavant et maintenant]* mené par Nguyen Quang Anh, 4 juin 2020.

ces étudiants ont apporté d'importantes contributions au développement socio-économique du Nord-Vietnam en général et à l'enseignement supérieur du Vietnam en particulier.

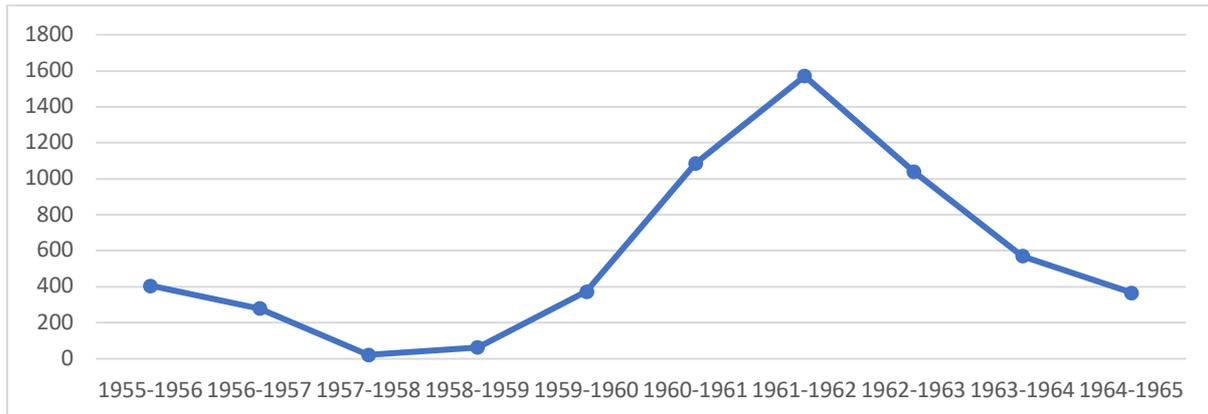


Figure 17 : Nombre des étudiants envoyés pour étudier à l'étranger

(5) Tâches de recherche à l'université

C'est l'une des orientations fondamentales du développement de l'enseignement supérieur au Nord. En premières années, de 1955 à 1960, les universités étaient en train de consolider leur structure et leur organisation, en se concentrant sur la construction de contenus, de programmes et de curriculum. Elles n'avaient donc pas de conditions pour investir dans la recherche. À partir de 1960, première année du premier plan de 5 ans, les travaux de recherche dans les universités se sont intensifiés et les acquis initiaux ont été atteints. Le nombre de projets de recherche des universités augmentait progressivement après chaque année : 394 sujets de recherche en 1960, 756 thèmes en 1961, 1 004 en 1962, 1 152 thèmes en 1963. En considérant le contexte spécifique de l'économie du Nord-Vietnam avec l'objectif de produire suffisamment pour répondre à la demande locale, de diminuer la dépendance des aides étrangères et de servir les besoins de la guerre acharnée au Sud, les projets de recherche des universités de cette période avaient une signification très pratique.

La plupart des sujets de recherche ont été évalués comme ayant « associé le contenu académique de l'école à la réalité de l'enseignement, de l'apprentissage et de la production ». Certains sujets typiques peuvent être mentionnés tels que : le sujet de recherche de « Ciment blanc », « Production d'oxyde de titane », « Petite hydroélectricité » de l'Université polytechnique ou le sujet de « Industrialisation et vie », de « Zonage économique industriel », de « Productivité du travail dans l'industrie » de l'Université de l'Économie et des Finances. La recherche devenait progressivement activité populaire dans de nombreuses écoles. La portée et l'offre de la recherche ont également augmenté. Les résultats de nombreuses recherches non seulement ont contribué à la production en réalité, mais également ont joué un rôle important dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement pour le personnel enseignant de l'école. Cependant, outre les points positifs, le travail de recherche présentait encore de nombreuses limites, tel que « cela se concentre principalement dans quelques grandes universités », de nombreux sujets n'étaient pas encore proches des exigences sociales ou manquaient de faisabilité en pratique avec le contenu de la recherche encore limité et sans spécifique³²⁴.

³²⁴ Trung tâm lưu trữ quốc gia III, Phòng bộ Giáo dục, Hồ sơ 17, Báo cáo của vụ Đại học và chuyên nghiệp về tình hình lao động sản xuất của các trường đại học 1960-1961, trang 42. – [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier

1.2. Période de 1965-1975

1.2.1. Contexte historique et les orientations dans le développement de l'enseignement supérieur

Lorsque le Nord-Vietnam vient de surmonter la première campagne aérienne américaine (d'août 1964 à novembre 1968), une énorme perte pour le Parti et le peuple vietnamiens, le président Hồ Chi Minh est décédé le 2 septembre 1969. Le champ de bataille au Sud devenait de plus en plus dur et féroce en raison de la participation directe au combat d'un grand nombre de troupes des États-Unis et de leurs alliés à partir de 1965. Cette deuxième guerre indochinoise a eu de nouvelles escalades lorsque l'armée de l'air américaine a relancé la guerre de destruction pour la deuxième fois avec les opérations *Linebacker* et *Linebacker II* contre le Nord-Vietnam (du 16 avril 1972 - la fin du décembre 1972). Avant cela, depuis 1968, en raison de la situation des hostilités défavorables aux États-Unis et des dommages terribles pour les civils vietnamiens causés par la guerre brutale, le gouvernement américain a été confronté à une forte opposition de l'opinion publique mondiale dans laquelle, la désapprobation la plus vigoureuse venait du peuple américain. Par conséquent, les États-Unis ont ensuite accepté de négocier avec le gouvernement de la République démocratique du Vietnam. La Conférence de Paris s'est officiellement ouverte le 3 mai 1968 et le processus de négociation a duré jusqu'au début de 1972, mais n'a pas abouti aux résultats souhaités des États-Unis. Cela a conduit les États-Unis à lancer le deuxième raid aérien sur le Nord-Vietnam, à partir du 16 avril 1972 dont le sommet était la campagne *Linebacker II* pour bombarder Hanoï. Cette opération qui a duré 12 jours et nuits (du 18 décembre au 30 décembre 1972) dans le but de créer des avantages pour les Américains à la table des négociations, a causé de lourdes pertes en vies humaines et en installations matérielles à la République démocratique du Vietnam, bouleversant la vie économique, productive et sociale du peuple du Nord-Vietnam. Pourtant, la puissance de l'armée aérienne américaine n'a pas fait changer la position du gouvernement nord-vietnamien sur le contenu essentiel de l'Accord de Paris, et en même temps, ces attaques ont continué à provoquer une vague de protestations contre la guerre parmi le peuple américain et l'opinion publique de nombreux pays à travers le monde en incluant des alliés proches des États-Unis. Par ailleurs, les pertes de l'armée de l'air américaine dans la campagne des *Linebacker* qui était également à un niveau difficile à accepter chez le Congrès américain, notamment les dégâts de la forteresse volante B52³²⁵, a conduit le président Nixon à retourner à la table des négociations à Paris. Par la suite, les États-Unis ont accepté de signer l'accord de paix le 27 janvier 1973 et jusqu'au 29 mars 1973 retiraient toutes les troupes américaines et alliées du Sud-Vietnam. Depuis lors, le Nord-Vietnam est temporairement revenu à la paix, les forces de résistance du Sud ont pris l'initiative sur le champ de bataille et deux ans plus tard, la date de 30 avril 1975 a marqué la fin de la Deuxième guerre d'Indochine (les États-Unis l'appelaient « Guerre du Vietnam »).

Au cours du temps où les États-Unis ont étendu la guerre au Nord-Vietnam, la société du Nord a dû passer en état de guerre, en se battant directement sous la pluie de bombes et de balles américaine, à la fois en assurant la production dans le rôle d'arrière pour la résistance au Sud. L'orientation du Parti communiste pour l'enseignement supérieur dans cette période était

ministre, Fonds du ministère de l'Éducation, Dossier 17, Rapport du Service de l'Enseignement supérieur et professionnel sur la situation de travail – production des universités, l'année scolaire 1960-1961, p.42].

³²⁵ Les États-Unis ont mobilisé 200 des 400 avions B52 en service, après 12 jours et nuits, le nombre de B52 abattus était de 16 à 34 selon les ailes d'évaluation et les données publiées par les parties.

d'augmenter l'offre en même temps de réduire le temps de formation afin que dans un avenir immédiat il y ait suffisamment de personnel pour l'économie du Nord et de les envoyer rapidement au Sud pour servir le champ de bataille³²⁶. En octobre 1965, le Comité permanent de l'Assemblée nationale du Nord-Vietnam a publié la résolution n° 165 - NQ/TWQH réformant l'organisation du ministère de l'Éducation pour améliorer la capacité de diriger et de répondre à des situations de guerre complexes, en pouvant se concentrer sur le développement de l'enseignement supérieur, en particulier dans le contexte de besoins urgents en main-d'œuvre et en production. Les tâches spécifiques de l'enseignement supérieur à ce stade étaient :

- Maintenir les opérations universitaires en conditions de guerre, dans les lieux d'évacuation. Faire valoir la devise de l'apprentissage combiné au combat, de travailler et de produire en localité évacuées ;
- Continuer à augmenter l'offre de formation avec la vision non seulement de servir les besoins urgents actuels, mais également de se préparer pour les étapes de développement après la réunification du pays. Se concentrer sur les branches de sciences fondamentales et de techniques clés ;
- Améliorer progressivement la qualité de formation et de celle des étudiants entrants, continuant à privilégier le perfectionnement et le développement du personnel enseignant tant en matière d'idéologie que de qualifications professionnelles, créant des conditions favorables aux travaux de recherche à l'université³²⁷.

En outre, la tâche la plus importante était de continuer à renforcer l'éducation sur la pensée politique chez les étudiants. Cela était un facteur majeur dans le système d'enseignement supérieur vietnamien depuis les années 1950 et était de plus en plus souligné depuis lors. L'enseignement de l'idéologie et de la politique ont continué à se consolider régulièrement dans le contexte de la guerre acharnée contre les États-Unis et de la construction du socialisme au Nord. Au début 1966, le ministère de l'Éducation a organisé un colloque sur l'éducation politique et idéologique dans les écoles pour bien saisir la directive n° 102/CT-TW (3 juillet 1965) du Parti communiste, en ouvrant une vague d'études politiques dans l'ensemble du secteur de l'éducation pour élever la position idéologique pour des cadres et des étudiants. En plus, du point de vue du Parti communiste³²⁸, l'attachement de l'apprentissage au travail et à la production a également pour effet de renforcer la position de classe, le patriotisme et l'amour envers le socialisme, et en même temps d'entraîner la volonté et l'esprit à surmonter les difficultés chez les professeurs et les étudiants³²⁹. En raison de l'accent particulier mis sur les facteurs politiques et idéologiques dans les universités, des mouvements d'émulation ont été largement lancés dans les écoles, mais parfois leur contenu est purement lié à la théorie politique. Pendant cette période, les universités ont constitué une unité spécialisée, communément appelée « Chambre des affaires politiques », pour suivre et évaluer ces mouvements d'émulation.

³²⁶ PCV, *Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti]*, NXB Chính trị Quốc gia, 2003, p.213.

³²⁷ ASSEMBLÉE NATIONALE DU VIETNAM, « Résolution No.165 - NQ/TWQH, le 11 octobre 1965 », 1965.

³²⁸ PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Directive No.102/CT-TW, le 3 juillet 1965 », 1965.

³²⁹ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia 3, Phòng Thủ tướng, Hồ sơ 18145, Báo cáo của Bộ Đại học & THCN về tình hình năm học 1967-1968 và nhiệm vụ của năm học 1968-1969 [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Dossier 18145, Rapport du ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel sur la situation de l'année scolaire 1967-1968 et les tâches pour l'année scolaire 1968-1969].

1.2.2. Pratique de la mise en œuvre des objectifs de l'enseignement supérieur

(1) Période 1965-1968 : effectuer l'évacuation et réorganiser des écoles pour répondre aux conditions de guerre causées par les forces aériennes et navales des États-Unis

Au contexte de la guerre acharnée causant de grandes pertes en vies humaines et détruisant l'économie qui vient d'avoir des premiers pas de stabilité après la « Première guerre d'Indochine », le maintien du système d'enseignement supérieur en fonctionnement continu était d'une importance vitale pour le Nord-Vietnam. Le 5 août 1965, le Premier ministre nord-vietnamien a publié la directive 88/TTg, transformant l'ensemble du système d'enseignement supérieur en état de guerre. Les universités devaient évacuer de manière proactive les personnes et les équipements, en même temps organiser des formes flexibles de fonctionnement à travers des conditions de chaque école et de la localité d'accueil d'évacuation. Elles devaient également travailler et produire activement dans le but d'être autosuffisantes au maximum pour le fonctionnement de l'école et pour la vie quotidienne d'enseignants et d'étudiants.

a. Organiser l'évacuation et construire de nouvelle installation afin de poursuivre la mission de formation

Suivant l'esprit de la directive 88/TTg, toutes les universités à la capitale ont été évacuées vers trois régions géographiques du nord du Vietnam : (1) L'Université de Médecine, l'Université polytechnique, l'Université générale de Hanoï, l'Université d'Agriculture ont été évacués dans les montagnes ; (2) l'Université de Pédagogie de Hanoï, l'Université de Pédagogie de Vinh ont déménagé en zone de delta ; (3) les autres universités se sont retrouvées dans trois moyennes régions du nord au Vietnam, dont la province de Ha Bac, Vinh Phuc et Phu Tho. Indépendamment des conditions naturelles et de la situation particulière des endroits d'évacuation, les écoles construisaient des installations totalement nouvelles ou partiellement nouvelles, en combinant l'utilisation des infrastructures existantes locales. Plusieurs écoles ont dû organiser des évacuations réparties sur de nombreuses zones. Certains autres établissements ont dû évacuer plusieurs fois à travers des zones temporaires, car elles ne pouvaient pas trouver un emplacement approprié ou ses activités d'évacuation ont été détectées par des avions américains. La plupart des sites d'évacuation se trouvaient dans des zones reculées et lointaines dont les conditions naturelles et les fondements de circulation étaient très difficiles. Les universités devaient donc fonctionner dans des conditions extrêmement précaires à tous égards.



Photo 14 : Étudiants en architecte à la zone d'évacuation
Source: Tapchikientruc.com

En raison de la situation de guerre féroce et aussi des conditions difficiles des localités où l'université a été réorganisée, les écoles devaient être flexibles en matière d'emploi du temps, du programme et des méthodes d'enseignement. L'organisation des activités de l'enseignement et de l'apprentissage était totalement passive, dépendant de nombreuses conditions objectives. Pour surmonter la pénurie des équipements pédagogique, les enseignants et les étudiants devaient travailler ensemble pour « inventer et fabriquer » pour eux-mêmes, en se basant sur les conditions naturelles et les matériaux locaux. Les universités ont également construit « des ateliers de pratique, des laboratoires, des camps de pratique, etc. ». Bien qu'ils soient très simples, ils sont également devenus les outils et équipements nécessaires à la pratique, compensant ainsi une partie du besoin minimum de pouvoir enseigner et apprendre. Dans des conditions extrêmement défavorisées, de nombreuses idées créatives sont apparues contribuant à rendre la vie moins difficile en matière de source d'eau, de matériaux, de conditions lumineuses, de ventilation, de milieu stérile, etc.³³⁰

b. Élargir l'offre et la portée de formation

Après que les universités se sont temporairement stabilisées sur le site d'évacuation et sont progressivement revenues à un fonctionnement normal, le ministère de l'Éducation a continué de fournir des instructions pour assurer le maintien et le développement en matière de l'offre de formation. Cela était une tâche très importante lorsque le besoin en ressources humaines était très urgent en situation de guerre.

Premièrement, quant au recrutement étudiant. Afin d'augmenter le quota de recrutement malgré la situation de guerre, à partir de l'année scolaire 1965-1966, le ministère de l'Éducation a temporairement aboli l'examen d'entrée. La sélection des élèves entrant aux universités ou des étudiants envoyés à l'étranger s'est basée sur le CV familial et le résultat des études au cycle de l'enseignement secondaire. Par conséquent, le nombre de nouveaux étudiants de chaque année a augmenté rapidement. Par rapport à l'année scolaire 1964-1965, le nombre d'inscriptions a été multiplié par plus de 2 fois pour l'année scolaire 1965-1966, et 3,78 fois pour l'année scolaire 1968-1969, comme dans la figure suivante :

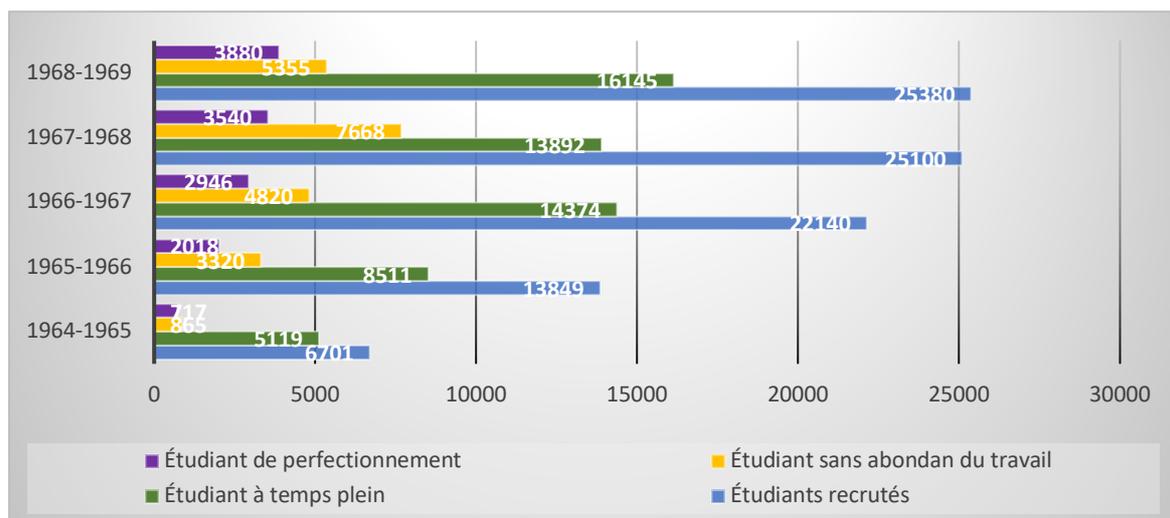


Figure 18 : Évolution du nombre de nouveaux étudiants (1964-1969)

³³⁰ MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, *Ba mươi năm nền GDĐH&THCN Việt Nam (1945-1975) [30 ans de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation professionnelle du Vietnam (1945-1975)]*, NXB Giáo dục, 1975, p.51.

Deuxièmement, diversifier les types de formation. Outre le système de formation formel, pendant cette période, on privilégiait également le développement de formations sans abandon du travail et des cours de perfectionnement (dont la mise en œuvre avait commencé à partir de l'année scolaire 1955-1956). En mai 1968, le Premier ministre nord-vietnamien a publié la directive n° 49-TTG-VG relative au renforcement et au perfectionnement des connaissances pour des personnels scientifiques - techniques et économiques par les formations d'alternance³³¹. Le nombre d'étudiants inscrits aux programmes d'apprentissage sans abandon du travail et aux cours de perfectionnement a augmenté rapidement. Les effectifs d'étudiant de la première forme de formation ont augmenté régulièrement, de 717 élèves (année scolaire 1964-1965) à 2 018 élèves (année scolaire 1965-1966), 2 946 élèves (année scolaire 1966-1967), 3 540 élèves (année scolaire 1967-1968) et 3 880 élèves (année scolaire 1968-1969). Le nombre des étudiants suivant des cours de perfectionnement connaissait également une évolution, mais pas vraiment stable, en passant de 965 élèves (année scolaire 1964-1965) à 7 668 élèves (année scolaire 1967-1968) (soit une augmentation d'environ 886 %), mais en année scolaire 1968-1969, il est tombé à 5 355 étudiants. Cette instabilité a été expliquée comme ce temps était la fin du premier raid aérien américain, toutes les agences au Nord devaient donc se concentrer sur le rétablissement de la production. L'envoi de personnel en études doit être limité temporairement.

Nombre des étudiants recruté pour étudier à l'étrangère									
Date	Année scolaire	Totalité	Proportion (%)	Doctorant	Proportion (%)	Stagiaire	Proportion (%)	Licence/ Cao-dang	Proportion (%)
1964	1964-1965	366	100	35	9,56	76	20,77	255	69,67
1965	1965-1966	3738	100	245	6,55	48	1,28	3445	92,16
1966	1966-1967	2129	100	231	10,85	97	4,56	1801	84,59
1967	1967-1968	3492	100	317	9,08	100	2,86	3075	88,06
1968	1968-1969	3597	100	504	14,01	68	1,89	3025	84,10

Source: 20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire professionnel (1955-1975)³³²

Tableau 7 : Nombre des étudiants recruté pour étudier à l'étranger

Troisièmement, combiner la formation universitaire au pays avec la promotion de la formation à l'étranger. Selon la directive n° 162 du Parti du 29 mai 1965, « [trad.] il faut sélectionner urgemment des milliers de personnes pour étudier à l'étranger afin de former des cadres titulaires du niveau universitaire et postuniversitaire.³³³ » Il fallait mettre l'accent

³³¹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Directive No. 49-TT/VG, le 10 mars 1968 », 1968.

³³² MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, *20 năm phát triển giáo dục đại học và trung học chuyên nghiệp (1955-1975): Niên giám thống kê [20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975): Annuaire statistique]*, [s. n.], 1976.

³³³ PCV, *Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti]*, NXB Chính trị Quốc gia, 2003, p.196.

sur l'envoi des étudiants à l'étranger, dans les domaines dans lesquels le pays n'était pas encore capable de les former ou n'avait pas encore suffisamment de moyens de formation. En particulier, il était nécessaire de cibler les sciences fondamentales, les techniques industrielles, de construction, de communications et l'économie. Les critères d'admission de nouveaux étudiants devaient être très stricts en matière de politique, d'idéologie, de culture et de santé, en privilégiant ceux qui avaient l'expérience de la production, du travail et du combat³³⁴. Par rapport aux périodes précédentes, le nombre d'étudiants envoyés à l'étranger a augmenté : tandis qu'il n'y avait que 366 étudiants pour l'année scolaire 1964-1965, ce nombre a atteint 3 597 pour l'année scolaire 1968-1969. Le nombre de doctorants était également au niveau le plus élevé, en représentant 14 % du nombre d'étudiants envoyés à l'étranger (tableau 7). En raison des conditions de guerre, l'examen d'entrée pour cette sorte d'étudiant n'a pas pu avoir lieu et ce processus a été remplacé par la considération du CV familial et du dossier de candidature. En plus, pour les étudiants envoyés à l'étranger, la formation préparatoire d'un an de politique et de langues étrangères avant leur départ n'a pas été organisée comme à la période précédente. Cela a également influencé d'une manière négative la qualité de l'équipe des étudiants envoyés en raison de barrières des langues étrangères pendant leurs études à l'étranger.

Quatrièmement, développer les branches et les métiers de formation. La structure des métiers de formation a été élargie en conformité avec les exigences de production. Les branches étant étendues en priorité vers les sciences fondamentales, les techniques, la gestion économique et la pédagogie de langue étrangère tandis que les industries de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, des arts, de la culture, de la médecine du sport, etc. n'ont pas eu beaucoup de développement à grande échelle pour cette période. Le processus d'élargissement de la structure des métiers de la formation ainsi que les exigences d'amélioration de la qualité de l'éducation ont conduit à l'établissement d'un certain nombre d'universités spécialisées qui étaient à l'origine des facultés membres des grandes universités.

- En 1966, les trois facultés de l'Université polytechnique ont été séparées en trois écoles : la Faculté de Génie civil est devenue l'Université de Génie civil³³⁵; la Faculté des Mines et Géologie a été transformé en l'Université des Mines et de Géologie³³⁶, les disciplines de Textile et Alimentation est devenue l'Université de l'Industrie légère³³⁷.
- De l'Université d'Agriculture, la Faculté des Pêches a été séparée et devenue Université des Pêches (1966)³³⁸, et on a créé l'Université d'Agriculture II (1967)³³⁹ (actuelle, l'Université d'Agriculture et de Sylviculture de Hué).
- Dans les années 1966 et 1967, sur les lieux de l'évacuation, l'Université de Pédagogie de Hanoï a été réformée et réorganisée en trois écoles : l'Université de Pédagogie I de Hanoï, l'Université de Pédagogie II de Hanoï, et l'Université de Pédagogie des Langues

³³⁴ Trung tâm lưu trữ quốc gia III, Phòng Thủ tướng, Hồ sơ 18059, Kế hoạch Lưu học sinh và nghiên cứu sinh năm 1966-1967 của ngành giáo dục đào tạo. [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Dossier 18059, Plan des étudiants en mobilités internationales et de doctorants pour l'année scolaire 1966-1967 du secteur de l'Éducation et de la Formation].

³³⁵ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No. 144/CP, le 8 aout 1966 », 1966.

³³⁶ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No. 147/CP, le 8 aout 1966 », 1966.

³³⁷ En 1977, l'Université de l'Industrie légère s'est intégrée à l'Université de Polytechnique de Hanoi.

³³⁸ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No. 155/CP, le 16 aout 1966 », 1966.

³³⁹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No. 124/CP, le 14 aout 1967 », 1967.

étrangères³⁴⁰. En outre, pendant ce temps, l'Université de Pédagogie de Viet Bac a été créée (1966).

c. Efforts pour assurer la qualité de formation

Compléter et renforcer l'équipe enseignante. La directive 53/TTG-VG du 27 mai 1968 du Premier ministre a énoncé clairement que la tâche de former du personnel enseignant était prioritaire³⁴¹. Dans l'immédiat, il fallait s'assurer que les personnels étaient suffisamment nombreux (pour toutes les disciplines), et suffisamment bien formés. Ensuite, il fallait s'efforcer d'arriver à un ratio enseignant/étudiant de 1/10 - 1/15 pour les modalités de formation régulière centralisées et de 1/20-1/30 pour celles de formation d'alternance, malgré la situation de guerre. Des mesures visant à renforcer la qualification du personnel enseignant continuaient d'être appliquées, telles que : (1) envoi d'étudiants et de stagiaires pour des études et des formations avancées à l'étranger ; (2) recrutement d'un nombre approprié de diplômés de l'étranger ; (3) formation d'excellents diplômés au pays pour devenir enseignants ; (4) mobilisation de cadres expérimentés en production et en recherche pour participer à l'enseignement ; (5) circulation du personnel entre universités - instituts de recherche - établissements de production ; (6) sélection de quelques bons enseignants du secondaire et les former pour compléter le personnel universitaire. Pendant cette période, tous les diplômés universitaires et postuniversitaires ont été activement recrutés et affectés par le gouvernement selon les exigences pratiques des ministères/secteurs d'expertise. Le résultat de ces mesures est l'augmentation considérable du nombre d'enseignants, notamment la présence d'un nombre croissant de doctorats et de doctorats agrégés diplômés et retournés de l'étranger. Le corps d'enseignants pour l'année scolaire 1964-1965 était de 2747 personnes, et de 3 590 pour l'année scolaire 1965-1966, de 5 004 pour l'année scolaire 1966-1967, de 6 256 pour l'année scolaire 1967-1968 et de 6 727 pour l'année scolaire 1968-1969, dans lequel la proportion d'enseignants titulaires d'un doctorat ou d'un doctorat agrégé était d'environ 2,42 %³⁴².



Photo 15 : Condition d'apprentissage difficile dans les zones d'évacuation

Améliorer les programmes, le contenu et les méthodes d'enseignement. Le contenu et le programme de formation ont été simplifiés et ajustés aux besoins immédiats. Pour soutenir les établissements dans ce processus, le ministère de l'Éducation a mis en place un service dédié, composé d'enseignants expérimentés et réputés, chargé d'élaborer les programmes des

³⁴⁰ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Décision No. 128/CP, le 14 août 1967 », 1967.

³⁴¹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Directive No. 53-TT/VG, le 27 mai 1968 », 1968.

³⁴² MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, *20 năm phát triển giáo dục đại học và trung học chuyên nghiệp (1955-1975): Niên giám thống kê [20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975): Annuaire statistique]*, [s. n.], 1976, p.14.

matières, d'organiser la rédaction et la révision des curriculums et de perfectionner les enseignants. Au cours de l'année universitaire 1967-1968, ce service a compilé 17 curriculums améliorés pour les matières de sciences fondamentales et de techniques de base utilisées dans les écoles techniques, et 2 curriculums de langues étrangères³⁴³. Pendant les années scolaires suivantes, le ministère de l'Éducation a continué d'organiser des cours de perfectionnement et d'examiner et d'approuver de nombreux programmes standard pour les matières. L'amélioration du contenu et des programmes de formation est un grand effort du secteur de l'enseignement supérieur aux conditions de guerre, car c'est un travail exigeant beaucoup d'investissement en temps, en ressources financières et humaines. En matière de modalité et de méthode d'enseignement - apprentissage, l'enseignement supérieur de cette période poursuivait le principe de combiner à la fois l'apprentissage et la production. En raison du besoin urgent de personnel scientifique et technique pour servir la production et le champ de bataille dans les deux régions du pays, la durée de formation devait également être raccourcie en réduisant le temps d'étude théorique à l'école et en augmentant la formation par la pratique de production et de service du combat. Cette méthode est de plus en plus appréciée³⁴⁴. L'amélioration des méthodes d'enseignement et d'apprentissage est également favorisée par le lancement vigoureux du mouvement d'émulation « bien enseigner - bien étudier » pour les professeurs et étudiants des universités.

Renforcer les tâches de recherche. Au cours de cette période, les universités ont mené 1 140 projets de recherche, dont environ 100 visaient à résoudre des problèmes scientifiques et techniques à grande échelle, et plus de 100 appliquaient des réalisations scientifiques et techniques améliorées dans la pratique de production, de combat et de vie civile. Certains sujets étaient vraiment de qualité et ont eu immédiatement une application concrète : « Recherche et conception de séries de moteurs asynchrones selon les normes vietnamiennes » ; « Conception de système d'information et des signaux » de l'Université polytechnique, « Conception des chambres de dynamitage » de l'Université des Mines et de la Géologie, « Anti-blessure et mesures pour traiter les dommages causés par les bombes à billes » de l'Université de Médecine. L'enseignement supérieur vietnamien a non seulement effectué l'enseignement et l'apprentissage, mais a progressivement accompli des tâches comme centre de recherche. Durant cette période, malgré des guerres féroces tant au Nord qu'au Sud, malgré les pénuries de nourriture qui affectaient les enseignants et étudiants, le système d'enseignement supérieur restait stable et ordonné avec beaucoup de succès dans la formation et la recherche.

(2) La période 1969-1975. Améliorer pas à pas la qualité, vers un enseignement universitaire de qualité.

Après la fin de la première guerre de destruction aérienne des États-Unis contre le Nord-Vietnam (1964-1968), les universités du Nord sont progressivement revenues dans les grandes villes comme avant l'évacuation, mais en attendant la fin de ce retour, elles utilisaient encore

³⁴³ Y compris : 1- Mathématiques avancées ; 2-Physique générale ; 3-Chimie générale; 4- Mécanique théorique ; 5-Animation géométrique ; 6-Dessin technique; 7-Résistance matérielle; 8-Principe de la machine ; 9-Détails de la machine ; 10-Principes de base du génie électrique; 11-Génie électrique général; 12- Principes de base du génie thermique ; 13- Génie thermique général ; 14- Technologie des métaux ; 15- Mécanique des sols ; 16- Mesure générale ; 17- Techniques de sécurité au travail et de prévention des incendies, 18- Russe; 19- Chinois.

³⁴⁴ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia 3, Phòng Thủ tướng, Hồ sơ 18145, Báo cáo của Bộ Đại học & THCN về tình hình năm học 1967-1968 và nhiệm vụ của năm học 1968-1969 [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Dossier 18145, Rapport du ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel sur la situation de l'année scolaire 1967-1968 et les tâches pour l'année scolaire 1968-1969].

principalement les installations du lieu d'évacuation pour organiser l'enseignement et l'apprentissage. Si pendant la période 1965-1968, un système d'enseignement supérieur a été mis en place pour répondre à l'offre de formation, depuis 1969, le secteur universitaire s'est concentré sur la tâche d'améliorer la qualité de la formation³⁴⁵. La résolution du Parti communiste a défini l'orientation générale du développement de l'éducation sur 3 ans (1971-1972) : « [trad.] sur la base de la tâche d'amélioration de la qualité, il faut s'efforcer de répondre aux exigences de la formation des cadres. ... préparer les conditions pour faire avancer fortement l'œuvre de l'éducation dans le pays et atteindre une meilleure qualité dans les années suivantes.³⁴⁶ » En 1971, le ministère de l'Éducation a créé une équipe de recherche composée de quelques fonctionnaires du Ministère, des universités et du Parti communiste pour rédiger le projet « Réforme de l'éducation » montrant clairement le contenu et les mesures de réforme de l'éducation. Le processus de réforme visait à corriger et perfectionner le système et les objectifs de l'enseignement supérieur, à améliorer les méthodes de formation, à pousser des recherches dans les universités, à construire des écoles solides, et à renforcer la gestion de l'ensemble du secteur de l'éducation. Cependant, en réalité, lorsque la situation commune du Nord vient de commencer de retourner au rythme normal, en 1972, les États-Unis ont poursuivi leur deuxième campagne de bombardement contre le Nord-Vietnam, l'enseignement supérieur est donc revenue au régime de guerre, et ses tâches spécifiques ont été également bouleversées.

a. Efforts pour améliorer la vie du personnel, des enseignants et des étudiants

Pendant la période de guerre contre l'armée de l'air et de mer américaine dans tout le Nord-Vietnam, les conditions de l'enseignement - apprentissage et celles de vie quotidienne aux universités étaient extrêmement difficiles et inadéquates. Dès 1969, la tâche d'améliorer la vie des étudiants et des professeurs a été considérée comme prioritaire. Les chefs des universités ainsi que les autorités des localités d'accueil de l'évacuation ont fait des efforts pour équilibrer et garantir la ration de nourriture. En raison des difficultés causées par la situation de guerre, l'enseignement supérieur ainsi que d'autres industries, en plus des activités d'expertise, devait aussi « [trad.] organiser de manière proactive et positive les enseignants et les étudiants en équipes pour travailler, participer à la production, ou servir au combat selon la profession, le niveau technique, la santé de chaque âge, de chaque classe élève, et cela est considéré comme une étape continue de l'apprentissage – entraînement.³⁴⁷ » À partir de ce point de vue, le ministère de l'Éducation a guidé les écoles dans l'élaboration de plans d'études comme suit : pour les étudiants de première et de deuxième année (programme de formation de 5 ans), il faut assurer le temps d'étude continu pour avoir des connaissances communes et de base solide. Les étudiants de la troisième année utiliseront la moitié du temps pour étudier et la moitié restante pour travailler ou servir au combat³⁴⁸. Au cours de l'année scolaire 1974-1975, bien que les gros efforts du ministère de l'Éducation et des universités aient amélioré à certains niveaux la vie quotidienne des professeurs et des étudiants, la situation de pénurie de nourriture et d'autres éléments essentiels de vie était toujours courante dans les universités.

³⁴⁵ Trung tâm Lưu trữ quốc gia III, Phòng Thủ tướng, Hồ sơ 18226, Báo cáo tổng kết công tác năm 1969 của Bộ Đại học & THCN, trang 6 – [ANV – Centre No. III, Fonds du Premier ministre, Dossier 18226, Rapport de synthèse sur les travaux en 1969 du ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel, p.6].

³⁴⁶ PCV, *Văn kiện Đảng toàn tập [l'Œuvre complète de document du Parti]*, NXB Chính trị Quốc gia, 2004, p.23.

³⁴⁷ Tạ Quang Bửu, "Về nhiệm vụ trước mắt của các trường ĐH & THCN, ĐH&THCN, (3), trg.2-4.

³⁴⁸ Directive No. 222 du Premier ministre sur l'option d'apprendre en travaillant et produisant

b. Garantir l'ampleur et la qualité de formation

Pendant la Seconde guerre d'Indochine, l'une des tâches urgentes de l'enseignement supérieur au Nord-Vietnam était de répondre aux besoins en ressources humaines pour servir la guerre. Les hostilités au Sud dans les années 1970 qui sont entrées à la phase décisive, très urgente et drastique ont conduit à ce que la plupart des jeunes du Nord, y compris les professeurs et les étudiants, entrent dans l'armée ou participent de manière privilégiée au service du champ de bataille étendu à travers le pays. Un des exemples typiques : l'Université polytechnique a mobilisé 3 000 personnels et étudiants pour se joindre ou servir au combat dans tous les ministères/secteurs et sur tous les fronts³⁴⁹; l'Université de Médecine, seulement au cours de la durée de service de 12 jours (décembre 1972) contre la campagne de destruction par les forces aériennes américaines à Hanoï, il y avait plus de 500 étudiants en médecine (4e et 6e années) travaillant dans les services d'urgence à Hanoï, 83 dans celles Hai Phong, un groupe d'étudiants en médecine (5e année) servant aux secours au Département des transports maritimes, tous les étudiants de la promotion 1967-1973 sont partis pour servir le champ de bataille³⁵⁰. L'Université de Génie civil a mobilisé plus de 1000 enseignants et étudiants pour assurer le trafic sur les routes les plus violemment attaquées par les avions américains³⁵¹. L'Université générale de Hanoï a organisé 78 délégations avec 1 250 personnes au service de la production et au combat direct³⁵². L'Université de Pédagogie de Hanoï a créé un bataillon d'autodéfense et une division de canon antiaérien qui se sont combattus directement contre les raids aériens américains. Toutes les autres universités ont mobilisé du personnel, des professeurs et des étudiants pour servir directement ou indirectement au combat en fonction de leurs compétences. De nombreux enseignants et étudiants ne sont pas revenus après la guerre, laissant un grand chagrin à de nombreuses générations d'étudiants. En outre, cela a également provoqué une pénurie dans la population étudiante dans les universités.

La source d'inscription formelle à l'université au cours de cette période a également considérablement diminué, car la plupart des jeunes étaient allés sur le champ de bataille. Cependant, le secteur de l'enseignement supérieur a fait des efforts pour élargir les formes de formation afin de maintenir l'échelle d'étudiants du Nord à un niveau stable et de développer progressivement tant en quantité qu'en qualité de l'enseignement. Si en année universitaire 1973-1974, l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur comptait 33 établissements d'enseignement supérieur, en année scolaire suivante 1974-1975, 7 universités supplémentaires ont été créées. Les branches de formation se sont également élargies : Dans la période 1966-1970, l'enseignement supérieur comptait 23 groupes de branche, dont 166 branches, dans la période 1971-1975, il y avait encore 23 groupes de disciplines de formation, mais le nombre de branches a atteint de 184. Le corps enseignant a également été renforcé avec la proportion d'enseignants titulaires d'un doctorat/doctorat

³⁴⁹ BK CONFESSIONS (GROUPE FACEBOOK), *Bách Khoa những ngày sơ tán [Université de Polytechnique pendant des jours d'évacuation]* [courriel], aout 2015.

³⁵⁰ BAN LỊCH SỬ ĐẠI HỌC Y HÀ NỘI, « Thời kỳ chống Mỹ (1965-1975) [Période de résistance contre les États-Unis (1965-1975)] », sur *Hanoi Medical University* [en ligne], publié le 2003, [consulté le 15 mars 2021].

³⁵¹ « Trường ĐH Xây dựng thời kỳ sơ tán (1966-1983) [Université de Génie civil pendant la période d'évacuation (1966-1983)] », sur *Nation University of Civil Engineering* [en ligne], [consulté le 26 mars 2021].

³⁵² « Phần 2: Xây dựng và phát triển nhà trường trong điều kiện chiến tranh 1965-1975 [Partie 2: Construire et développer l'école au condition de guerre 1965-1975] », in *Kỷ yếu "55 năm truyền thống Đại học Tổng hợp Hà Nội – Trường Đại học Khoa học Tự nhiên, ĐH Quốc gia Hà Nội [Annuaire "55 ans de tradition de l'Université de Hanoi - l'Université des Sciences naturelles, Université nationale de Hanoi]*, [s. n.], 2006.

agrégé ayant augmenté de manière significative. C'est une condition importante pour améliorer la qualité de la formation.

Année scolaire	Étudiant		Corps enseignant			
	Nouveaux étudiants	Étudiant en cours d'être formés	Totalité	Niveau de doctorat ou doctorat agrégé	Niveau de licence	Stagiaire
1955-1956	646	1 191	40			
1956-1957	2 996	3 639	254			
1957-1958	1 310	3 849	343			
1958-1959	1 964	5 556	432			
1959-1960	4 984	8 223	917			
1960-1961	7 789	13 640	1 260	17	1 041	
1961-1962	9 215	21 335	1 726	17	1 241	
1962-1963	8 585	25 707	2 197			
1963-1964	6 754	27 853	2 441	26	2 056	
1964-1965	6 701	29 337	2 747			
1965-1966	13 849	34 213	3 590	101	3 032	
1966-1967	22 140	48 402	5 004	114	4 230	
1967-1968	25 100	58 159	6 256	136	4 621	90
1968-1969	25 380	71 414	6 727	166	5 976	146
1969-1970	27 150	75 670	7 662	227	6 926	119
1970-1971	13 930	69 902	7 807	281	6 836	193
1971-1972	12 900	61 978	7 738	334	6 730	162
1972-1973	16 730	53 760	7 697	495	6 490	250
1973-1974	16 031	54 150	8 554	681	7 112	263
1974-1975	12 025	55 701	8 658	769	7 172	263

Source: 20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975) - Annuaire statistique

Tableau 8 : Nombre d'étudiants et le corps enseignant

c. Renforcer la qualité des étudiants en amont

Afin d'améliorer la qualité de la formation de l'enseignement supérieur, depuis 1970, le ministère de l'Éducation a relancé les examens d'entrée en remplaçant la modalité d'admission de nouveaux étudiants par la considération du CV et du dossier. Ainsi, les candidats devaient remplir trois conditions de politique, de culture et de santé. Il s'agit d'un grand effort, car l'organisation de l'examen pour un grand nombre de candidats se déroulait dans un contexte dégradé. Depuis 1971, le recrutement des étudiants envoyés à l'étranger avait lieu en même temps que l'inscription pour les universités dans le pays, et les formations préparatoires de 1 an en politique et en langues étrangères avant de faire des études à l'étranger ont été restaurées. Depuis 1972, les étudiants vietnamiens diplômés en mention

d'excellence à l'étranger ont été autorisés à continuer de faire la thèse dans les pays d'accueil. Ces jeunes intellectuels, qui construisaient une expertise et une compétence linguistique à l'étranger, développaient un réseau académique transnational, pourraient devenir des protagonistes de l'internationalisation de l'université vietnamienne.

Année scolaire	Nombre de nouveaux étudiants envoyés à l'étranger				Nombre d'étudiants retournant au pays après avoir été diplômés			
	Totalité	Doctorat/ Doctorat agrégé	Licence/ Cao-đăng	Stagiaire	Totalité	Doctorat/ Doctorat agrégé	Licence/ Cao-đăng	Stagiaire
1969-1970	2.686	343	26	2.317	417	184	173	60
1970-1971	1.589	319	20	1.250	440	163	209	68
1971-1972	1.905	230	119	1.556	1.493	261	1.138	94
1972-1973	1.759	118	102	1.539	2.186	408	1.729	49
1973-1974	1.524	248	66	1.210	2.898	318	2.502	78
1974-1975	1.496	321	45	1.130	2.811	321	2.427	63

Source: 20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975) - Annuaire statistique

Tableau 9 : Nombre d'étudiants envoyés à l'étranger et retournés après les études

d. Focaliser sur la recherche

Durant cette période, les difficultés se sont accumulées non seulement dans les universités, mais aussi dans l'ensemble de la société. Cependant, pour le corps intellectuel, l'expérience pratique du processus direct de production, de travail et de service au combat a également certains effets sur la promotion d'idées améliorées et d'initiatives scientifiques. Les points communs des sujets de recherche pendant ce temps sont d'une grande applicabilité, car ils ont découlé du besoin pratique. Le pionnier dans la recherche à cette période était l'Université polytechnique qui a organisé 30 groupes de recherche pour résoudre les besoins urgents de la production et du combat :

- Le plus typique est le groupe GK1 composé de 11 professeurs de l'Université polytechnique dont le leader est professeur Vu Dinh Cu (Doctorat en Mathématiques - Physique à l'Université Lomonossov, retourné au pays en 1967). La tâche officielle assignée du groupe est « la recherche fondamentale et la conception de solution pour détecter et éliminer les mines et les bombes magnétiques ». Pendant la période de la première campagne de destruction aérienne contre le Nord-Vietnam (1964-1968), les États-Unis ont largué des mines et des bombes magnétiques sur les voies navigables et les lignes routières du Nord-Vietnam. Le déminage des bombes magnétiques et des mines marines est une tâche dure et dangereuse, car les méthodes utilisées n'étaient pas vraiment efficaces. Le ministère de l'Éducation a préconisé de mobiliser les intellectuels des universités pour participer directement à la lutte contre les armes intelligentes américaines. Le ministre Ta Quang Buu a décidé de choisir des responsables

de l'Université polytechnique dont le représentant était le groupe GK1 pour la mission d'affronter des mines et les bombes des États-Unis.

- Fin 1972, le groupe GK2 de l'Université polytechnique a été créé sur la base du groupe d'élimination de mines par les canots sans pilote T5. Ce groupe a appliqué les nouvelles solutions découvertes de GK1 aux activités de déminage dans le fleuve au moment de la deuxième campagne de raid américaine contre Nord Vietnam au début 1972.
- Groupe GK3 et GK4 ont été établis dans les années après 1973 dans le but de nettoyer les mines non explosées laissées sur le fond marin.
- Un autre groupe a étudié la force vibratoire des graines d'explosion chez la munition artilleuse pour chercher à augmenter l'efficacité de la destruction de la force vitale de l'ennemi sur le champ de bataille.
- Un autre groupe a coopéré avec l'armée pour rechercher et concevoir des plans, des procédures d'installation, d'exploitation et de maintenance du système d'oléoducs pour acheminer le pétrole du Nord aux montagnes Truong Son et plus loin, pour servir à grande échelle le champ de bataille au Sud.
- Depuis du début 1971 au début 1972, un groupe d'enseignants de Chimie - Physique a étudié avec succès le sujet de « Fabrication de vannes et joints de pipelines pétroliers en argent graphite ».

D'autres universités ont également eu des recherches qui ont été immédiatement appliquées. L'Université de Hanoï coopérant avec l'Université polytechnique, l'Université des transports et l'Université de Pédagogie II de Hanoï dans le sujet de « Contrer la bombe guidée laser » et celui de « Recherche sur la façon de fabriquer des médicaments de B12 bruts et des antibiotiques bruts ». L'Université de Génie civil a coopéré avec le Département de conception de base du ministère de l'Éducation dans le projet de « Recherche sur la construction préfabriquée ». L'Université Thuy Loi a mené le projet de « recherche sur la répartition des crues sur les fleuves Rouge et Day ». L'Université de Médecine a réalisé le sujet de « Enquête de base sur la situation sanitaire et malade des habitants ».

En plus des solutions pour améliorer la qualité de la formation, à la fin de cette période, le renforcement de la gestion s'est concentré avec les principales mesures permettant d'administrer strictement les activités d'enseignement - d'apprentissage, de travail de production et la recherche scientifique conformément à la résolution 22 du Parti³⁵³ et l'arrêté n° 171-CP du 1er novembre 1973 du gouvernement³⁵⁴. Au cours de l'année scolaire 1974-1975, les tâches principales étaient d'améliorer et de renforcer la tâche de gestion, de stabiliser et de fortifier rapidement l'école, d'organiser des Chambres ou Départements compacts, mais efficaces et de valoriser les efforts internes de chaque école pour servir la société. Dans le travail d'administration, il est nécessaire d'adhérer strictement au principe de la direction du Parti.

³⁵³ Résolution 222 du Comité centrale du Parti communiste du Vietnam

³⁵⁴ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Arrêté No.171 - CP, le 20 novembre 1963 », 1963.

Conclusion : Enseignement supérieur du Nord-Vietnam pendant la période 1955-1975

Après la fin de la Première guerre d'Indochine en 1954, le Nord-Vietnam avait une économie agricole arriérée, une industrie rudimentaire et nouvellement formée tandis que des bases économiques relativement modernes laissées par les Français étaient très faibles en quantité, mais aussi fortement endommagées après la guerre. Le Nord-Vietnam est entré dans une période de transition vers le socialisme dans un contexte où le socialisme est devenu un système mondial. Malgré le soutien multiforme des pays de même idéologie, surtout de l'Union soviétique, en raison des fondements initiaux trop faibles, la vie de l'ensemble de la société nord-vietnamienne était très difficile. La période 1955-1975 était un temps important pour le développement de l'enseignement supérieur au Vietnam, car l'enseignement supérieur du Nord pendant cette période est le précurseur et a valeur d'orientation pour l'évolution de l'enseignement supérieur vietnamien dans les périodes ultérieures. Au cours du processus de 20 ans de développement du secteur universitaire, la période 1955-1965 a enregistré la constitution de la ligne de l'enseignement supérieur socialiste, transformant du modèle universitaire français en celui de l'Union soviétique. C'est également un temps où le Nord fait des efforts pour adapter le système de l'enseignement supérieur aux conditions de guerre. Globalement, au cours de cette période, l'enseignement supérieur nord-vietnamien présentait des principales caractéristiques suivantes :

(1) Traces de l'enseignement supérieur soviétique

Les universités du Nord-Vietnam ont au début hérité et fonctionné selon le modèle français, mais ensuite la délégation de l'Académie des sciences de l'URSS est venue au Vietnam pour chercher à comprendre et aider le Vietnam à construire un système d'enseignement supérieur conforme aux orientations d'évolution de l'économie vietnamienne. Les universités multidisciplinaires ont été remplacées par des écoles monodisciplinaires ou monodomaine tandis que l'école éducative académique et universelle de l'enseignement supérieur français a dû également céder à la concentration de formation des spécialités étroites. Au lieu de former une élite, l'enseignement supérieur à cette époque s'est orienté vers la politique de massification, élargissant rapidement l'offre de formation au niveau universitaire. Le système d'enseignement supérieur du Nord s'est intégrée dans l'économie politique planifiée suivant le modèle soviétique. Les écoles fonctionnaient entièrement avec le financement de l'État alors que les objectifs et les indices de formation annuels étaient étroitement liés aux plans du ministère de l'Éducation et des ministères/branches professionnelles, et sans aucune autonomie significative pour les établissements de l'enseignement supérieur. L'éducation était totalement gratuite, en plus, les étudiants recevaient également une allocation mensuelle de subsistance. Tous ces principes ont été appliqués conformément au modèle soviétique.

(2) Domination du politique pour l'ensemble du système d'enseignement supérieur

Le Parti communiste a conduit le développement du secteur universitaire dépendant de sa direction du développement économique et de ses objectifs politiques. Le rôle excessif du politique, non seulement dans l'orientation du développement, mais aussi dans le contenu du programme de tous les métiers de formation, dont la partie de l'éducation politique représente environ 20 % de la durée du programme. Cela a une certaine influence sur la concentration sur l'expertise et la recherche. Selon l'objectif stratégique du Parti communiste,

le Nord-Vietnam joue le rôle d'une base arrière et d'un appui spirituel pour le champ de bataille au sud dans la lutte directe contre les États-Unis et leurs alliés. C'est cette lourde responsabilité pour un État trop jeune qui a non seulement limité les ressources d'investissement à l'enseignement supérieur, mais a également forcé le secteur de l'enseignement supérieur à se concentrer presque exclusivement sur des tâches politiques en répondant à la demande de ressources humaines pour la production dans la guerre et pour le service direct du champ de bataille.

Les installations et infrastructures des universités en général étaient toujours dans une situation difficile, surtout pendant les périodes d'évacuation. Les conditions d'enseignement et d'apprentissage ainsi que celles de vie des enseignants et des étudiants étaient très difficiles, voire, en de nombreux endroits, sous le niveau de vie minimum. En outre, l'enseignement supérieur a également subi de lourdes pertes humaines, car beaucoup de professeurs et d'étudiants sont morts pendant la guerre, dont le plus grand nombre se trouvaient dans les meilleures écoles : l'Université polytechnique, l'Université générale de Hanoï, l'Université de Génie civil, l'Université d'Économie et de Planification, l'Université de Pédagogie, etc., beaucoup d'entre les personnes tombées appartenait au corps le plus qualifié de l'école. Parlant de ces dommages incalculables, le général Vo Nguyen Giap était énormément ému :

[trad.] La patrie rend hommage aux classes d'enseignants et d'étudiants qui ont ôté leurs stylos afin d'aller au combat et ont apporté une contribution digne à la victoire de la nation. Le patriotisme est à jamais la flamme qui illumine des générations de jeunes vietnamiens dans l'œuvre de développement du pays en une nation prospère, pacifique et heureuse.³⁵⁵

(3) Mise en œuvre du principe de combinaison entre l'éducation et le travail de production

Ce principe est déjà considéré comme fondamental de l'éducation socialiste. Cependant, dans plusieurs cas le fait que les étudiants participant directement au travail est devenu le facteur plus important en raison des conditions de vie trop pénibles et parfois, ce phénomène s'est également passé de manière abusive et trop mécanique sans compter des éléments spécifiques de l'objet participant à la production et des formes de travail. Les étudiants sont complètement différents des apprentis ou des travailleurs non qualifiés et la structure des universités et des installations de production n'est pas la même. Donc l'envoi obligatoire et régulier des étudiants dans des établissements de production peut apporter des avantages immédiats en augmentant la production, mais c'est également un obstacle à la qualité de la formation.

Dans ce contexte de société de guerre, l'enseignement supérieur du Nord-Vietnam a atteint toujours des réalisations que les périodes suivantes doivent reconnaître. Fondamentalement, on a constitué les bases d'un système de l'enseignement supérieur à grande échelle avec des branches de formation élargies et perfectionnées de plus en plus. L'augmentation rapide du nombre d'étudiants qui ont appris en travaillant et participant au combat a vraiment créé une force de travailleurs de qualité professionnelle adaptée aux besoins d'une société bougeant sans cesse avec la transformation alternative et continue entre l'état de paix et de guerre. Parmi les efforts pour améliorer la qualité de formation, il y a eu la promotion de la recherche.

³⁵⁵ La préface du général Vo Nguyen Giap écrite sur le monument commémoratif de l'Université polytechnique de Hanoï.

Les projets de recherche issus de la pratique urgente ont apporté des contributions efficaces à la production et au combat.

Les réalisations de l'enseignement supérieur du Nord-Vietnam au cours de cette période ont été attribuées aux grandes contributions de deux chefs du secteur de l'éducation : à savoir le ministre Nguyen Van Huyen (licence en Lettres en 1929, licence en Droit en 1931 à l'Université de Sorbonne, puis le premier vietnamien soutenu avec succès la thèse en Lettres à l'Université de Sorbonne, Paris), et en particulier le ministre Ta Quang Buu, un intellectuel de talent (il a étudié les mathématiques à l'Université de Paris, à l'Université de Bordeaux de 1930 à 1934, a été échangé avec l'Université d'Oxford. Et en Angleterre, il a continué d'étudier la physique de quantum). Le professeur Ta Quang Buu ainsi que le professeur Tran Dai Nghia et le professeur Le Van Thiem (tous deux formés en France) ont été honorés en tant que trois scientifiques exceptionnellement talentueux du Vietnam. C'est le professeur Ta Quang Buu qui est aussi l'initiateur et dirigeant direct des groupes de recherche dans la conception et la fabrication des armes de démolition des mines marines stratégiques MK52 des États-Unis (groupe GK1) et celles des bombes magnétiques (groupe GK2 dont le chef du groupe est le professeur Vu Dinh Cu). Ce ministre nord-vietnamien a beaucoup contribué à la science vietnamienne, notamment au développement de l'enseignement supérieur. Pendant cette période, l'enseignement supérieur vietnamien a eu la grande chance d'avoir un dirigeant érudit qui avait à la fois le cœur pour le travail et une large envergure d'esprit. En plus, il y avait aussi beaucoup de bons intellectuels et enseignants qui ont été formés en France et en Union soviétique. Pourtant, en raison de la charge des tâches politiques que le Parti communiste a laissé sur ses épaules, en particulier sous les conditions de guerre féroce avec la vie économique trop difficile, le secteur universitaire au Nord-Vietnam n'a pas pu percer.

2. Enseignement supérieur au Sud-Vietnam

Après les Accords de Genève de 1954, le Sud-Vietnam était un territoire dont le centre politique et culturel était Saïgon, contrôlé par le gouvernement de la République du Vietnam du président Ngo Dinh Diem, suivant un système politique multipartite et la position anticommuniste dominante. Pendant cette période, au Sud-Vietnam, il y avait encore une autre force politique - le Front national de libération du Sud-Vietnam, dont le noyau était les forces procommunistes qui sont restées au Sud selon les réglementations de rassemblement sur place indiquée dans les Accords de Genève. Le Front national de libération du Sud-Vietnam était présent et a revendiqué le contrôle de vastes zones à la campagne et des petites villes (appelées les zones de résistance), en partageant avec la République démocratique du Vietnam les mêmes objectifs de lutter contre l'intervention américaine et de demander des élections d'unification du pays. Dans ce contexte historique, sur la table des négociations pour mettre fin à cette guerre de 20 ans au Vietnam, il y a toujours la participation de quatre parties impliquées, à savoir la République démocratique du Vietnam, le Front national de libération du Sud Vietnam et les États-Unis, la République du Vietnam. Pendant la deuxième guerre d'Indochine, le gouvernement nord-vietnamien s'est donné pour mission de soutenir le Front national de libération du Sud pour combattre directement avec les États-Unis et l'armée de la République du Vietnam. De plus, au Sud-Vietnam, il existait un certain nombre de forces appartenant à différents partis, opposés au gouvernement de Ngo Dinh Diem, dans lesquelles de nombreuses forces étaient mécontentes lorsque le chef de l'État Bao Dai (ancien empereur de la dynastie Nguyen) avait été renversé par Ngo Dinh Diem. Jusqu'à la fin de son existence (en 1975), la République du Vietnam n'était toujours pas autorisée à adhérer aux Nations Unies. Dans une telle situation sociale, il y avait beaucoup d'instabilité potentielle et cela est

aussi la différence la plus évidente par rapport à la société du Nord-Vietnam lorsque le gouvernement de la République démocratique du Vietnam, surtout le président Hô Chi Minh a reçu le soutien de la grande majorité du peuple, donc la situation politique était très stable.

Sur la base de la convention franco-vietnamienne de coopération culturelle entre le gouvernement de l'État du Vietnam (prédécesseur de la République du Vietnam) du chef de l'État Bao Dai et le gouvernement français, signée le 30 décembre 1949 et complétée le 8 janvier 1951, encore en vigueur, les fondements initiaux de l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam ont été constitués. Par rapport à celui du Nord, le secteur universitaire du Sud connaît des points de départ beaucoup plus favorables lorsqu'il a reçu la plupart des installations et du matériel pédagogique de l'Université indochinoise, transferts de Hanoï à Saïgon accompagnant le processus de rassemblement de troupes françaises. En plus, un grand nombre d'enseignants avec des professeurs et des experts de premier plan encouragés par la France et les États-Unis ont émigré vers le Sud. Ce groupe intellectuel précieux a été le pilier de l'éducation et de la culture au Sud-Vietnam pendant de nombreuses années. Le 21 février 1956, le gouvernement de Ngo Dinh Diem a publié le décret n° 98 - Éducation/ND portant création du ministère de l'Éducation nationale. Dès le début et tout au long de la période, les universités du Sud sous la direction des ministres qui sont de célèbres scientifiques, éducateurs et politiciens vietnamiens formés en France, ont jeté les fondements de l'éducation sur les questions importantes : la philosophie pédagogique, les objectifs pédagogiques, le programme d'études, les installations, l'équipement scolaire et l'organisation administrative. Le premier ministre de l'Éducation du Sud était Tran Huu The, docteur en Sciences diplômé en France (qui enseignait à Lyon et a ensuite travaillé comme professeur à l'École des Sciences de l'Université de Saïgon). Ses successeurs furent le ministre Tran Ngoc Ninh (Maîtrise de Médecine en France), le ministre Nguyen Van Truong (Maîtrise de Mathématiques, à l'Université de Toulouse), le ministre Nguyen Luu Vien (Médecin, diplômé à l'Université indochinoise). Le dernier ministre de l'Éducation fut Ngo Khac Tinh (diplômé en pharmacien français) qui a exercé les fonctions de ministre de 1971 à 1975 (le moment de fin du régime de la République du Vietnam, et aussi de l'enseignement supérieur sud-vietnamien). Tous les ministres de l'Éducation de la République du Vietnam ont été profondément influencés par l'éducation française. Cela explique en partie pourquoi malgré leurs aides colossales, les États-Unis n'aient pas pu déloger totalement les influences éducatives et culturelles françaises dans la vie sociale de la République du Vietnam. Sous le mandat du Premier ministre de l'Éducation Tran Huu The, le nombre d'élèves et d'étudiants a augmenté rapidement et de nombreuses améliorations dans l'éducation ont été effectuées. Le Congrès national de l'éducation organisé en 1958 s'est mis d'accord sur trois principes « Humanité - Nation - Libération » comme fondement de la philosophie éducative du Sud-Vietnam, qui a été ensuite formalisée dans la Constitution de 1967 de la République du Vietnam. En matière de la politique de l'éducation en général, la République du Vietnam a maintenu l'éducation de base obligatoire et totalement gratuite. Le système éducatif national est construit sur la base de la philosophie éducative avec la structure organisée en 3 niveaux : enseignement primaire - enseignement secondaire - enseignement supérieur :

- Niveau primaire avec un programme de 5 ans (de la première classe à la cinquième classe). Selon la Constitution, l'enseignement primaire est un enseignement universel et obligatoire. Dès le début du régime de la République du Vietnam, il y a eu une loi qui obligeait les enfants à suivre au moins trois ans de l'école primaire. Chaque année, les

élèves devaient passer un examen pour passer à la classe supérieure. Ceux qui avaient échoué à l'examen devaient redoubler la classe.

- Niveau secondaire avec un programme d'études de 7 ans, y compris secondaire au premier degré (de la classe de sixième à la classe de troisième) et secondaire au deuxième degré (la classe de seconde, de première, et de terminale). Il fallait obtenir le certificat de fin du premier degré de l'étude secondaire avant de passer au deuxième degré. Lorsqu'un élève est entré au deuxième degré, il devait suivre une des quatre sections préparatoires pour l'enseignement supérieur : Section A - Section des Sciences expérimentées (naturelles), Section B - Section des Mathématiques, Section C - Section des Lettres, et Section D - Section des Lettres anciennes (généralement, le confucianisme). En outre, les élèves commençaient également à apprendre une deuxième langue étrangère. En première, les élèves devaient passer l'examen du Baccalauréat 1 ; en terminale, ils continuaient de passer l'examen du Baccalauréat 2 (à partir de l'année scolaire 1972-1973, ces deux examens se sont intégrés en un Baccalauréat unique).
- Niveau de l'enseignement supérieur avec un programme de 5 à 7 ans. En plus des universités, il existe des collèges supérieurs (cao-dang) et des écoles professionnelles avec des formations de 2-3 ans. Les élèves qui ont réussi le lycée (baccalauréat 2) peuvent s'inscrire dans l'une des Universités, écoles supérieures ou académies du pays. Cependant, pour les écoles avec des quotas de formation limités ou pour les écoles spéciales, les élèves devaient passer un examen d'entrée très sélectif. La sélection est basée sur la capacité du candidat, totalement indépendamment des CV familiaux du candidat. Le programme d'études dans les établissements d'enseignement supérieur a été divisé en trois niveaux : Niveau 1 (4 ans), si l'étudiant suivait la direction des sciences humaines, sociales, ou naturelles, etc. après sa fin d'études, il obtiendrait une licence (en Mathématiques, en Droits, en Philosophie, etc.); s'il suivait la direction des branches professionnelles, il pouvait obtenir le diplôme de fin d'études (diplôme de fin d'études de l'Université de Pédagogie, celui de l'Académie nationale d'Administrations, etc.) ou un diplôme d'ingénieur (diplôme d'ingénieur en Électricité, en Agriculture, etc.); Niveau 2 (1-2 ans de plus) visait à passer un examen pour obtenir le diplôme d'agrégation ou de docteur de troisième cycle (équivalent au niveau de master d'aujourd'hui) ; Niveau 3 (2-3 ans de plus) pour faire la thèse dans le but de titulaire du doctorat (équivalent au diplôme de Ph.D américain). Quant à la branche de médecine, comme il fallait des stages hospitaliers, à la fin du programme préparatoire, les étudiants devaient continuer leurs études pendant 6 ans voire plus longtemps pour terminer leur programme universitaire. L'enseignement supérieur de la République du Vietnam maintenait la ligne apolitique comme des universités occidentales. Les doyens des facultés universitaires n'ont pas été nommés par le ministère de l'Éducation nationale, mais par les professeurs du Conseil de faculté.

Le processus de développement de l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam peut être divisé en deux grandes étapes : la période 1955-1965 est le fonctionnement et le développement d'un système universitaire de base influencé par le modèle de l'éducation française. La période 1965-1975 est le processus d'approche de l'esprit pragmatique du modèle universitaire américain.

2.1. Période 1955-1965

2.1.1. Contexte historique et orientation du développement de l'enseignement supérieur

Dès la signature de l'Accord de Genève de 1954, la force militaire française avec un total de 36 000 soldats et les forces de l'État du Vietnam se sont retirées au sud du 17^e parallèle. Les Français détenaient toujours le pouvoir diplomatique et de défense de l'État du Vietnam. Le 26 octobre 1955, Ngo Dinh Diem, avec le soutien des États-Unis, a renversé le chef de l'État Bao Dai et rebaptisé l'État du Vietnam en République du Vietnam, et est devenu le premier président de ce régime. Le 28 avril 1956, la France a retiré toutes ses troupes du Sud-Vietnam et les États-Unis ont remplacé officiellement la France. La République du Vietnam suit un système politique anticommuniste, une économie capitaliste, en étant soutenue et protégée par les États-Unis afin d'empêcher la prise de contrôle de la République démocratique du Vietnam et du Front de libération nationale du Sud-Vietnam dans l'ensemble du pays. Avant l'accord de Genève de 1954, les États-Unis fournissaient une aide au Sud-Vietnam, mais sous prétexte de soutenir la France. Depuis janvier 1955, l'aide militaire américaine a commencé officiellement à être fournie directement à la République du Vietnam. Durant la période 1955-1960, il y a eu 800 trains transportant des armes et des moyens militaires des États-Unis vers le Sud-Vietnam, ce montant d'aide a permis à la République du Vietnam de maintenir son appareil administratif et militaire lorsqu'il n'y a plus eu d'aide française comme avant.

En matière de politique, le gouvernement du président Ngo Dinh Diem était considéré comme dictatorial et népotiste par les partis politiques d'opposition et cela a accumulé progressivement de nombreuses contradictions internes. À partir de 1955 et surtout à partir de 1959, le président Ngo Dinh Diem a mis en place une politique de répression vigoureuse des communistes dans tout le Sud du Vietnam. Après des troubles internes croissants, le 1^{er} novembre 1963, Ngo Dinh Diem a été assassiné lors d'un coup d'État mené par le général Duong Van Minh et accepté par les États-Unis. En étant informé que Ngo Dinh Diem avait été tué avec son frère en tant que son conseiller dans un véhicule blindé M113, l'ambassadeur américain Cabot Lodge, s'est joyeusement exclamé en français : « C'est formidable ! C'est formidable ! ³⁵⁶ » Depuis lors, la dépendance de la République du Vietnam vis-à-vis de l'aide américaine s'est accrue de plus en plus, à la fois sur les plans financiers et militaires. Cependant, les développements ultérieurs de la scène politique de la République du Vietnam ont dépassé les prévisions des États-Unis. Dans les 18 mois qui ont suivi le coup d'État de 1963, le Sud-Vietnam a connu une série de coups d'État militaires. Selon les mémoires du secrétaire américain à la Défense Robert McNamara, c'est la CIA qui a soutenu le renversement de Ngo Dinh Diem et McNamara l'a ensuite considéré comme une grave erreur commise par les États-Unis³⁵⁷. Dans son rapport au président Johnson le 16 mars 1964, McNamara a présenté une perspective tragique où les conséquences du coup d'État pour renverser le régime de Ngo Dinh Diem ont rendu la société instable tandis que la « vague rouge » s'est propagée. La société du sud du Vietnam est tombée dans une grave crise politique qui a duré au fil de 4 ans ultérieurs.

³⁵⁶ TRAN Van Don, *Việt Nam Nhân chứng [Témoin du Vietnam]*, NXB Xuân Thu, 1989, p.227-228.

³⁵⁷ MCNAMARA Robert S., *Nhìn lại quá khứ: Tấn thảm kịch và những bài học về Việt Nam [Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons]*, NXB Chính trị quốc gia, 1995.

Durant cette période, grâce à l'aide et aux activités des conseillers éducatifs, les États-Unis ont participé au processus de planification et de mise en œuvre de la politique de développement de l'éducation du gouvernement de la République du Vietnam afin d'éliminer d'abord l'influence de l'éducation française, afin de construire ensuite une éducation pragmatique à l'américaine, dans le but d'établir leur influence sur la société. L'aide américaine à l'éducation de la République du Vietnam qui variait de 1 à plus de 2 millions USD par an a été attribuée par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). En plus, à ce stade, il y a eu de nombreuses délégations des organisations culturelles et éducatives et des universités américaines sous les consignes de l'USAID, au Sud - Vietnam pour promouvoir la recherche, proposer des politiques et des programmes sur l'enseignement supérieur, et en réalité, de nombreux projets de recherche de ces délégations ont été soumis au gouvernement de la République du Vietnam pour réformer le système éducatif. Bien que le gouvernement sud-vietnamien souhaite également une transition dans les programmes et les méthodes de formation des universités : de l'influence française (forte sur la théorie pour fournir des connaissances scientifiques générales et académiques), au modèle d'éducation américain (axé sur la formation de connaissances scientifiques pratiques et expérimentales). Cependant, jusqu'en 1965, il n'y avait aucun projet ou programme de réforme de l'enseignement supérieur qui a été mis en pratique.

La majorité des intellectuels et des fonctionnaires du gouvernement de la République du Vietnam ont été formés en France ou à l'Université indochinoise à Hanoï et ont été profondément influencés par l'éducation et la culture françaises. Le système de l'enseignement supérieur sud-vietnamien a donc conservé presque totalement la structure organisationnelle et fonctionnement comme à la période française, et encore utilisait le français pour enseigner, sauf pour les matières liées à la culture vietnamienne. Précisément, quant à la structure, l'enseignement supérieur du Sud de la période 1955-1965 est resté sur le modèle français, selon lequel les universités étaient organisées de la même manière, comprenant des facultés qui fonctionnaient indépendamment et étaient similaires en matière administrative. La différence par rapport à la période précédente est l'apparition des universités privées. La politique d'expansion de l'enseignement supérieur du Sud a commencé par la consolidation, puis le renommage de « l'Université nationale » (l'institution qui avait pris la suite de l'Université indochinoise au Sud) en « l'Université de Saïgon », et ensuite par la fondation de l'Université de Hué. Ces deux universités publiques se sont formées en se basant sur le modèle de l'Université indochinoise, étant des universités multidisciplinaires avec des facultés et des écoles supérieures membres. Influencé fortement par la pensée pédagogique française, l'enseignement supérieur de la République du Vietnam suivait le style de formation visant à former chez les apprenants le développement global et égal de toutes les capacités, avec les objectifs spécifiques :

- Se concentrer sur la diffusion de connaissances générales et souvent multidisciplinaires, offrant aux étudiants une solide connaissance d'une spécialité de leur choix.
- Objectifs de formation pour contribuer au développement économique en formant des cadres spécialisés adaptés à la forte demande de fonctionnaires et de techniciens pour les opérations socio-économiques.
- L'objectif culturel était « [trad.] de revenir à la tradition nationale, de construire et de développer l'identité, de promouvoir la quintessence culturelle nationale et d'acquérir

la quintessence culturelle internationale pour compléter la culture nationale de manière appropriée à la situation actuelle.³⁵⁸ »

- L'enseignement supérieur devait être associé à la recherche, en se concentrant sur « le champ d'application, adapté au statut d'agriculture, d'industrie et de commerces qui vient de s'épanouir » et les tâches de recherche de l'universitaire seront résolues par le « *dialogue* » entre l'université et la société, dans lequel, la question principale est que l'université doit proposer des initiatives et être objective scientifiquement³⁵⁹.

2.1.2. Pratique de déploiement des objectifs de l'enseignement supérieur

(1) Mécanisme de gestion et d'investissement pour l'enseignement supérieur

a. Mécanisme de gestion dans le secteur universitaire

Le ministère de l'Éducation nationale contrôle globalement l'éducation nationale, y compris l'enseignement supérieur. En 1955, le secteur universitaire a été géré et résolu par la Chambre de l'Enseignement supérieur, sous l'autorité directe de Service de Culture (ou Service de Direction générale de l'Instruction). Le mécanisme d'organisation de l'Enseignement supérieur de la République du Vietnam se conformait toujours au contenu de base du Règlementation de l'université mixte franco-vietnamienne de 1953. À la tête de chaque université, on trouve un recteur qui détient les pleins pouvoirs et est responsable avec le ministre de l'Éducation. Sous ce recteur se trouve le doyen dirigeant une faculté. Les facultés universitaires sont presque indépendantes les unes des autres en matière d'administration et sont souvent situées dans des endroits différents de la ville. La structure organisationnelle comprend :

- Le Conseil de l'Université, qui a autorité sur l'administration générale, l'enseignement, le programme et la discipline. Le Conseil discute de toutes les questions liées à l'université, la plupart de son temps est donc consacré aux questions d'administration, de service d'enseignement - discipline, de salaire - indemnités pour les enseignants, et d'examen-approbation du programme de chaque faculté. Le Conseil se réunit deux fois par an. En fait, les membres de chaque faculté décident des programmes d'enseignement, chacun fonctionne séparément et indépendamment. Il n'existe presque aucun canal efficace pour la planification et la collaboration à l'échelle de l'ensemble de l'université³⁶⁰.
- Le recteur dirige l'université avec les assistances du vice-recteur et du Conseil de l'Université. Selon la Règlementation de l'Université mixte franco-vietnamienne, le

³⁵⁸ NGUYEN KHAC HOACH, *Xây dựng văn hoá và giáo dục [Construire la culture et l'éducation]*, NXB Lua thieng, 1970.

³⁵⁹ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia 2, Phòng Thủ tướng VNCH, hồ sơ 5701, Hội đồng Dân quân Việt Nam Cộng hoà (1967), Nhận định về đề nghị của Hội đồng Dân quân về vấn đề Đại học, ngày 28/6/1967 [ANV – Centre No. II, Fonds Résidence du Premier ministre de la République du Vietnam (1954-1975), Dossier 5701, Conseil de Milices populaires de la République du Vietnam (1967), Opinions du Conseil de Milices populaires sur la proposition relative au problème de l'enseignement supérieur, le 18 juin 1967].

³⁶⁰ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia 2, Phòng Thủ tướng VNCH, hồ sơ 3469, Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1969), Phúc trình của Viện trưởng Đại học Sài Gòn về tình hình hoạt động của Viện. ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3469, Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1967), Rapport du recteur de l'Université de Saïgon sur la situation de fonctionnement de l'école].

recteur sera nommé par le gouvernement français parmi les professeurs français avec l'accord du gouvernement vietnamien et nommé par le gouvernement vietnamien pour une période de 3 ans. Dès que la France a transmis l'enseignement supérieur à la République du Vietnam, le recteur a été nommé par le président de la République du Vietnam (article 59, Constitution de la République du Vietnam) et le vice-recteur (renommé Secrétaire générale de l'université, assistant du recteur) a été nommé par le gouvernement de la République du Vietnam parmi les professeurs vietnamiens pour une période de 3 ans.

- Le doyen et le vice-doyen : chaque faculté a un **Conseil de Faculté** composé de professeurs titulaires et un **Grand conseil de Faculté** comprenant tous les membres du corps professoral. Le doyen et le vice-doyen sont élus par le **Grand conseil de Faculté** parmi le personnel du **Conseil de Faculté** pour une période de 3 ans.
- Enseignants universitaires : il y a de nombreux types d'enseignants qui sont recrutés et classés par diplômes et ancienneté professionnelle³⁶¹.

Le statut universitaire de 1953 est à la française : tous les pouvoirs appartiennent au Conseil de l'Université et au Conseil de Faculté. Cela signifie que le pouvoir est aux mains des professeurs les plus gradés. Le Conseil de Faculté a le pouvoir de recommander la titularisation des professeurs et la nomination de professeurs délégués et moins gradés. Le Conseil de l'Université a des pouvoirs plus larges puisqu'il décidera en fait quels professeurs sont autorisés à étudier à l'étranger. En sachant que le diplôme de docteur ou d'agrégation étranger est le facteur le plus important pour qu'un enseignant universitaire puisse atteindre le cadre de professeur titulaire. Même à la Faculté des Lettres (une faculté avec la nationalité la plus évidente), le seul moyen pour devenir professeur supérieur en littérature vietnamienne est d'aller en France pour faire la thèse doctorale. En fait, ce statut universitaire favorise davantage les personnes ayant des diplômes français que ceux formés au Vietnam et dans d'autres pays.

L'enseignement supérieur à ce stade bénéficiait de l'autonomie académique, mais sans autonomie administrative. Selon l'article 10 de la Constitution de la République du Vietnam (1967), « L'enseignement supérieur est autonome », pourtant en réalité, toutes les activités : de la création des facultés, des écoles, des disciplines de formation, des diplômes et certificats aux affaires de recrutement, de salaire, de promotion, de licenciement, devaient toutes être approuvées par le ministère de l'Éducation bien que les procédures concernées se fassent assez facilement et rapidement. Ensuite, les universités publiques n'avaient pas beaucoup d'autonomie financière. Comme le budget des universités appartenait au budget national, toutes les dépenses devaient être contrôlées par le ministère des Finances. La raison de ce mécanisme est que les universités publiques ne perçoivent pas de frais de scolarité auprès des étudiants, elles n'ont donc pas leurs propres sources de revenus, mais l'utilisation de l'argent public doit suivre le mécanisme financier commun. Généralement, l'université au Sud-Vietnam est régie par les lois et les décrets émis par le gouvernement. Toutes les questions, soient grandes, soient petites, sont décidées par le ministre tandis que le Conseil de

³⁶¹ Văn phòng Phủ tá Lập pháp, Phủ Tổng thống Việt Nam Cộng hoà (1968), Phiếu trình ông Tổng thư ký Phủ Tổng thống về quy chế đại học, số 317-PTT/TTK/KP, ngày 18/12/1968, Hồ sơ số 3855, Phòng Phủ Tổng thống Đệ nhị Việt Nam Cộng hoà, Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II. [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, - Dossier 3855, Secrétariat d'assistance législative, Palais du Président de la République du Vietnam (1968), Formulaire soumis au Secrétaire général du Palais présidentiel sur le règlement universitaire, n° 317-PTT/TTK/KP, le 18 décembre 1968].

l'Université ne peut que proposer des avis. Le professeur Nguyen Van Trung (Université de Saïgon) a déclaré que c'était une organisation rigide, séparant les facultés, centralisée, et peu propice au développement universitaire. Un professeur, une faculté n'a pas le droit d'établir une nouvelle matière, un nouveau diplôme, car seul le ministre a le droit de les faire, et donc la lourdeur et la stagnation sont inévitables³⁶².

b. Investissement pour l'enseignement supérieur

Bien que l'article 11 de la Constitution de la République du Vietnam a stipulé clairement qu' « un budget adéquat doit être consacré au développement de la culture et de l'éducation », dans la réalité, en raison de la guerre féroce et de l'instabilité régulière politique, la plus grande part du budget national devait être consacrée à la défense (plus de 40 % du budget national). La capacité d'investissement pour l'éducation en général et l'enseignement supérieur en particulier sur toute la période 1955-1965 était donc très limitée (représentant 5 à 8 % du budget national). Ainsi, par nature, il y a eu seulement une partie plus petite qui a été attribuée à l'enseignement supérieur, mais elle devait également être dépensée beaucoup pour la gestion administrative. Les investissements financiers pour l'expertise et les projets de développement universitaire étaient limités. Les ressources pour les activités d'enseignement, de formation et de recherche dans les universités du Sud-Vietnam étaient très difficiles. Les installations initiales de l'enseignement supérieur sud-vietnamien étaient le système d'école et de classe de l'université mixte franco-vietnamien (succursale à Saïgon) qui était assez modeste, car l'offre et la portée de la formation selon la politique d'instruction des Français en Indochine étaient également assez modestes. La plupart des bâtiments étaient en mauvais état vieux, et trop exigus. La Faculté de Médecine et la Faculté de Médecine dentaire sont situées dans une villa à la française louée sur la rue Tran Quy Cap, la Faculté de Pharmacie a été placée dans une villa sur la rue Cong Ly, la Faculté de Droit s'est trouvée dans 2 anciennes rangées de bâtiment de puériculture, l'École supérieure d'Architecture s'est placée au rez-de-chaussée d'un bureau d'une agence militaire française, etc.

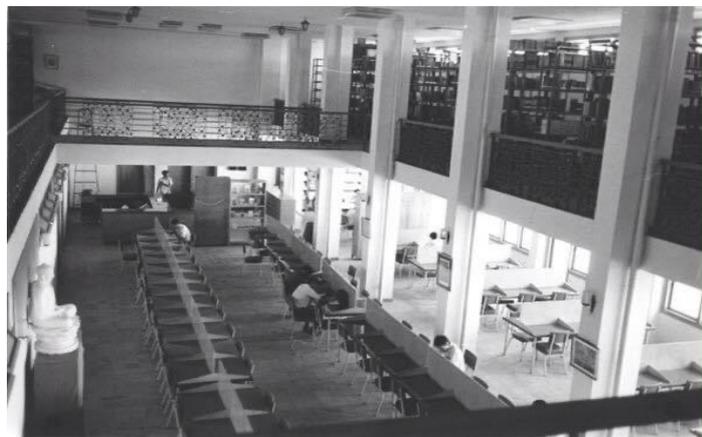


Photo 16 : Bibliothèque de l'Université de Van Hanh
Source: Groupe FB *Miền Nam Việt Nam – Trước 1975*

Chaque université et faculté ont toutes essayé de construire leur propre bibliothèque, mais en général, toutes étaient petites et étroites, la collection était insignifiante. Seules les bibliothèques des établissements de l'enseignement supérieur recevant un soutien étranger étaient relativement vastes et confortables avec des collections abondantes, comme : la bibliothèque de l'Académie nationale d'Administration avec le soutien de directe de l'Université de Michigan (États-Unis) ou celle de l'Université Van Hanh avec une collection de plus de 20 000 livres (ultérieurement relevée à environ 25 900 livres) grâce à l'aide de l'Agence de culture de l'Asie (Asia Foundation). En outre, les résidences étudiantes étaient également rares. À Saïgon, il existait

³⁶² NGUYEN Van Trung, *Góp phần phê phán giáo dục và đại học [Contribution à critiquer l'éducation et l'enseignement supérieur]*, NXB Trinh bay, 1967.

3 grands centres (cités) universitaires qui étaient le centre Minh Mang, le centre Tran Quy Cap, le centre Bui Quang Chieu, et quelques autres à plus petite échelle comme la résidence Thanh Quan, la résidence Alexandre Rhodes, la résidence Mac Dinh Chi. Ces établissements ne répondaient qu'à moins de 10 % des besoins étudiants³⁶³.

On peut dire qu'au Sud-Vietnam jusqu'en 1965, il n'existait pas encore de réglementation claire définissant la position et le rôle des universités dans le développement social. Les institutions universitaires avaient du mal à se développer en raison du manque d'installations et de financement, ainsi que de celui de personnel enseignant.

(2) Consolider et développer le système universitaire depuis les fondements de l'Université indochinoise

a. Consolidation du système universitaire initial

Avant 1954, l'université mixte franco-vietnamienne est située à Hanoï, sous le nom de l'Université de Hanoï, dirigée par un recteur français. Et puis, l'Université de Hanoï a ouvert une succursale à Saïgon, sous la direction d'un vice-recteur vietnamien. Après l'Accord de Genève, cette branche s'est intégrée avec une partie de l'Université de Hanoï déplacée du Nord, par la suite, ses écoles membres ont été largement réformées. En 1955, cet établissement a été rebaptisé « l'Université nationale du Vietnam ». Et durant l'année scolaire 1956-1957, elle devient l'« Université de Saïgon ». L'Université de Saïgon est la première et aussi la plus grande université publique de la République du Vietnam avec 8 facultés et 8 écoles différentes :

- **Faculté des Sciences**, anciennement l'École Supérieure des Sciences de l'Indochine, qui a été créée à Hanoï en 1941 et a eu une succursale à Saïgon. Après 1954, le campus central de l'école à Hanoï a déménagé à Saïgon et a fusionné avec cette branche et est devenue « Faculté des Sciences ». Cette école comptait de nombreuses sections spécialisées, chacune avec de nombreux certificats dont les mathématiques, la physique (électrique, électronique), la chimie, la biologie, la géologie. Pour y entrer, il suffisait d'être titulaire d'un Bac 2 en section A ou B (au lycée), et il n'est pas nécessaire de passer un examen d'entrée. L'étudiant obtiendrait la licence en spécialité correspondante après être diplômé (licence en Mathématiques, licence en Physique, etc.). Les étudiants en première année pouvaient choisir un des quatre certificats préparatoires comme suit : MGP (Mathématiques Générales et Physiques) pour suivre la licence en Mathématiques ; MPC (Mathématiques, Physique et Chimie) pour la formation de licence en Physique ou Chimie ; 3. SPCN (Sciences Physique, Chimie et Naturelles) visant à la licence en Sciences Naturelles ; 4. PCB (Physique, Chimie, Biologie) pour étudier le programme de licence en Biologie ou en Géologie. En cas de succès, l'étudiant obtiendra la *Licence d'enseignement* en section d'expertise étudiée, et s'il choisit d'apprendre 6 certificats facultatifs, après les diplômes, il aura la *Licence libre*. Et pour continuer les niveaux d'études plus élevés comme une maîtrise ou un doctorat, la licence d'enseignement était exigée.
- **Faculté de Médecine**, anciennement l'École de Médecine de l'Indochine qui a été créée le 8 janvier 1902 et a été changée en École supérieure de Médecine et de Pharmacie d'Indochine le 29 décembre 1913 (située à Hanoï). À partir de 1948, l'école a ouvert une succursale à Saïgon. Après 1954, le campus central de Hanoï s'est déplacé vers le sud et

³⁶³ « Đại Đại học [Voici, c'est l'université] », Imprimerie Liên Việt, 1962, p.35.

s'est intégré avec le campus de Saïgon pour devenir un centre d'enseignement en médecine composé de 3 écoles : faculté de Médecine, faculté de Pharmacie et faculté de Médecine dentaire. De 1948 à 1961, pour étudier dans cet établissement supérieur, il était obligatoire d'avoir un certificat PCB (Physique, Chimie, Biochimie) de la faculté des Sciences et de réussir un examen d'entrée. Après 1961, seuls un diplôme du Baccalauréat 2 en sections A ou B (au lycée) et la réussite dans l'examen d'entrée au programme de Médecine préparatoire étaient requis. La durée des études à l'Université de Médecine était de 6 à 7 ans. Avant 1966, la faculté de Médecine de Saïgon enseignait en français. À la fin de chaque année, les étudiants devaient passer un examen de promotion de classe. Ceux qui étaient absents de 3 séances de cours ou de stage étaient éliminés. Après l'obtention de leur diplôme, les médecins devaient travailler dans les hôpitaux publics pendant 2 ans avant d'avoir le droit d'exercer en privé.

- **Faculté de Pharmacie**, qui était par nature un département de l'École supérieure de Médecine et de Pharmacie de l'Indochine, a été créée par décret le 29 décembre 1913. Après avoir déménagé de Hanoï à Saïgon en 1954, en 1962, le département de Pharmacie est devenu la Faculté de Pharmacie de Saïgon. Pour y étudier, le candidat devait avoir un Baccalauréat 2 en sections A ou B, et après, suivre une formation en 5 ans. À la fin de la 5e année, ceux qui réussissaient l'examen de fin d'étude obtenaient le Diplôme de Pharmacien d'État.
- **Faculté de Médecine dentaire** était autrefois un département de l'École supérieure de Médecine et de Pharmacie de l'Indochine. Après 1954, elle s'est déplacée au Sud et a été officiellement promue au rang de faculté universitaire sous le nom de la *Faculté d'Odontologie* en 1963. Pour y étudier, il fallait un certificat de SPCN (Physique, Chimie, Naturelle) ou PCB (Physique, Chimie, Biochimie) délivré par la faculté des Sciences. Le programme de formation de cette école durait pendant 4 ans. Après 1966, les candidats ayant le Baccalauréat 2 qui dépassaient directement le concours d'entrée de l'école suivaient le parcours de formation de 5 ans. Les étudiants apprenaient à la fois la théorie et la pratique dans les laboratoires de l'université et dans les salles d'opération de l'hôpital. Les étudiants devaient passer un examen final de 5e année pour obtenir un diplôme d'odontologie d'État.
- **École supérieure d'Architecture**, autrefois une branche de l'École supérieure des Beaux-Arts de l'Indochine, a été créée à Hanoï par décret du gouverneur général Merlin le 27 octobre 1924. Ce n'est qu'à l'année scolaire 1926-1927 qu'il y eut la branche de formation en architecture. En 1928, l'école a déménagé à Dalat. Au cours de l'année scolaire 1948-1949, cette école est devenue une école supérieure de l'Université de Hanoï. Après 1954, l'école a été déménagée à Saïgon en tant que membre de l'Université de Saïgon. L'École supérieure d'Architecture formait des architectes, des spécialistes en design urbain et des fonctionnaires. Avant 1950, l'école appartenait au système des collèges supérieur (*Cao-dăng*) et à partir de 1958, elle a été mise à niveau vers le système universitaire avec 3 départements : architecture, design urbain et personnel architectural. La formation de l'école durait pendant 6 ans et pour y entrer, le candidat devait avoir le Bac 2 en section B (Mathématiques) et réussir l'examen de Mathématiques et de Dessin. Chaque année, il fallait passer un examen et avoir un nombre suffisant d'heures de stage en design et en dessin. En dernière année, ceux qui avaient assez d'heures de pratique et de projets de construction seraient autorisés à

passer l'examen de fin d'études. Après avoir réussi ce test, l'étudiant obtiendrait le diplôme d'architecte.

- **Faculté de Droit**, anciennement connue sous le nom de l'École de Droit et d'Administration de l'Indochine, a été créée à Hanoï le 15 octobre 1917 par le gouverneur général Albert Sarraut. Selon le décret du Président français du 11 septembre 1931, l'École de Droit et d'Administration de l'Indochine a changé son nom en École supérieure de Droit de l'Indochine, ensuite, en 1941, elle a été rebaptisée en Faculté de Droit. En 1954, cette faculté s'est déplacée au Sud et est devenue membre de l'Université de Saïgon. La Faculté de Droit proposait des formations de la licence au doctorat, et formait des professionnels du droit pour les secteurs judiciaire, économique et bancaire. Pour s'y inscrire, il fallait seulement le Baccalauréat 2 en n'importe quelle section et il n'y avait pas d'examen d'entrée. Les formations au niveau de licence duraient de 3 ans (en 1955) à 4 ans (depuis 1965), celle au niveau de maîtrise durait 2 ans, avec 3 spécialités comme au niveau de licence (ceux qui réussissent la première année obtiendraient le certificat de maîtrise de 1er degré et s'ils dépassent la deuxième année, ils seraient délivrés le certificat de maîtrise de 2e degré). Quant au niveau doctoral, les conditions requises étaient d'avoir tous les 2 certificats de maîtrise et la direction d'un professeur titulaire pour faire une thèse. Si la soutenance de thèse a été approuvée par un conseil de jury, le grade universitaire de doctorat en droit (avec la section d'expertise précise) était délivré.
- **Faculté de Pédagogie** était autrefois l'École supérieure de Pédagogie de l'Indochine qui a été créée à Hanoï par le décret du 15 octobre 1917 du gouverneur général Albert Sarraut. En 1950, cette école a été transformée en faculté de l'Université de Hanoï et n'avait pas de succursale à Saïgon. Après 1954, cet établissement de l'enseignement supérieur a déménagé à Saïgon, devenant la Faculté de Pédagogie de l'Université de Saïgon. Au début, elle était chargée de former les enseignants du collège, puis les professeurs du lycée. Comme le nombre d'admissions de l'école était très limité, les candidats devaient passer un examen d'entrée très sélectif. Durant un premier temps, le programme de l'école 3 ans. Après 1961, le parcours de formation a été allongé à 4 ans.
- **Faculté des Lettres** a été créée en 1949, à l'époque de l'État du Vietnam, pour délivrer des licences en littérature française et anglaise. Les activités de l'école dans les années suivantes ont été interrompues en raison de la situation politique, et en 1955, l'école a été rouverte. À partir de l'année académique 1957-1958, le nouveau programme de *Licence d'Enseignement* ès littérature et philosophie a été achevé. Pour y étudier, on avait besoin seulement du Bac 2 sans distinguer la section. La Faculté des Lettres avait des sections pour les licences correspondantes : littérature vietnamienne, littérature française, langue anglaise, philosophie, etc.. L'étudiant qui suivait une section devait apprendre une matière principale et une secondaire convenable à la section choisie. À la fin de la première année, l'étudiant passait à l'examen pour le certificat préparatoire des Lettres. En cas de réussite, il était autorisé à continuer de suivre la spécialité choisie. Afin d'obtenir la *Licence d'Enseignement*, l'étudiant devait avoir 4 certificats requis.

b. Élargir l'offre de formation et établir de nouvelles installations universitaires

Le gouvernement de la République du Vietnam s'est concentré sur l'expansion de l'offre et la diversification du type de formation pour l'adapter à l'économie. De nombreux

établissements d'enseignement supérieur publics ont été réformés, modernisés ou nouvellement créés :

- **L'Université de Hué**, un établissement de l'enseignement public, situé dans la ville de Hué. En mars 1957, le président Ngo Dinh Diem a signé un décret portant création de l'Université de Hué comprenant 4 facultés : Sciences, Lettres, Droit et Pédagogie. En 1959, cette école a ouvert le programme préparatoire de Médecine qui a été transformé en Faculté de Médecine en 1961³⁶⁴. Le nombre d'étudiants de l'Université de Hué a augmenté rapidement, passant de 670 étudiants pour l'année scolaire 1957-1958 à 3 651 étudiants pour l'année scolaire 1964-1965³⁶⁵.
- **L'Académie nationale d'Administration** dont le fondement d'origine était la Faculté de Droit de Hanoï. En fait, une branche de la Faculté de Droit de Hanoï a été créée à Dalat par le chef d'État Bao Dai (État du Vietnam) le 7 avril 1952, nommée École nationale d'Administration Dalat, sous l'autorité directe du ministère de l'Éducation nationale. Puis cette école était directement soumise au contrôle de la *Résidence de Premier ministre* et après du *Palais du Président*, dans le but de former les hauts fonctionnaires. En 1955, cette école a déménagé à Saïgon, située rue Alexandre de Rhodes près du Palais de l'Indépendance (Dinh Độc lập) et rebaptisée l'Académie nationale d'Administration. La formation à l'école durait 2 ans. Comme le nombre d'admissions était très limité, les candidats devaient passer un examen d'entrée très sélectif³⁶⁶.
- **Le Centre national technique de Phu Tho** qui a été créé en 1957, comprenant des collèges supérieurs professionnels : Collège supérieur des Travaux publics, Collège supérieur d'Ingénierie électrique, Collège supérieur d'ingénierie en Technologie et École de Marine. Pour s'inscrire à cet établissement de l'enseignement supérieur, il fallait être titulaire du Bac 2, en section A ou B. La formation de l'école durait de 4 à 5 ans selon des spécialités différentes.
- **Le Collège supérieur d'Enseignement technique** a été créé en vertu du décret n° 1082/GD du 5 octobre 1962 du président Ngo Dinh Diem, situé à Thu Duc. Cette école formait des enseignants en matières techniques pour les écoles de pédagogie techniques intermédiaires. Le Collège supérieur d'Enseignement technique avait des domaines de formation en Sciences appliquées, Sciences professionnelles, Ingénierie de Peinture, Commerce, Technologies mineures.
- **Le Centre National d'Agriculture**, qui était à l'origine l'École Spéciale d'Agriculture et de Sylviculture de l'Indochine créée à Hanoï en 1938. Après 1954, l'École Spéciale d'Agriculture et de Sylviculture de l'Indochine s'est déplacée au Sud. En 1959, elle a été rétablie à Bao Loc (province de Lam Dong), mais en raison de problèmes de sécurité, elle a déménagé à Saïgon et puis a changé son nom en Centre national d'Agriculture. Cette école s'est concentrée sur la formation des ingénieurs en agriculture, élevage et sylviculture.
- **Les écoles des Arts : l'École nationale de Musique et d'Art** des drames (fondée en 1956) avec le programme comprenant la musique classique occidentale et traditionnelle

³⁶⁴ « Higher education: University of Hue », *Viet-Nam Bulletin*, 1970.

³⁶⁵ « Higher Education », *Vietnam Magazine*, IV, 1971.

³⁶⁶ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia I, phòng Bảo Đại Đà Lạt, Hồ sơ 5099 [ANV – Centre No. I, Fonds Bao Dai – Dalat, Dossier 5099].

vietnamienne, et l'art de théâtres. **L'école nationale de Musique de Hué** (fondée en 1962 à Hué) qui enseignaient principalement la musique traditionnelle vietnamienne, utilisant le théâtre Duyet Thi Duong de la citadelle de Hué comme lieu d'enseignement.

Afin de créer des conditions favorables maximales pour que les jeunes poursuivent leur découverte de connaissance, le 23 octobre 1956, le gouvernement sud-vietnamien a publié la directive n° 57/4 permettant la création de divers types d'écoles privées dans le cadre de la loi et sous le contrôle de l'autorité locale et du ministère de l'Éducation nationale. Outre la formation et le développement des universités publiques, deux universités privées sont également nées durant cette période :

- **L'Université de Dalat** a été créée en vertu du décret n° 67/BNV/NA/P5 du 8 août 1957 en se basant sur les installations de l'ancienne École d'Enfants de Troupe de Dalat. Cette université est administrée par la Conférence des Évêques catholiques du Vietnam (Catholic Bishops' Conference of Vietnam). Cette première université privée du Vietnam a officiellement fonctionné à partir de l'année académique 1958-1959 avec 3 facultés : Pédagogie, Sciences et Lettres.
- **L'Université Van Hanh** est le deuxième établissement de l'enseignement supérieur privé au Sud-Vietnam, appartenant au bloc An Quang de l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam (EBUV). Elle est établie en vertu du décret n° 1805-ND/PG/ND du 17 octobre 1964 du ministère de l'Éducation nationale, en appuyant sur bases du Collège supérieur du bouddhisme avec 5 facultés : Éducation, Bouddhisme, Sciences sociales, Sciences appliquées, Lettres et Sciences humaines.

Les conditions pour passer l'examen ou candidater aux universités étaient applicables à tous les candidats. La condition de base pour pouvoir s'inscrire aux universités sud-vietnamiennes était d'avoir le Baccalauréat 2. La modalité d'inscription n'était pas uniforme, mais en fonction de la réglementation de chaque université. Normalement, elle s'est faite sous trois formes : Inscription gratuite, inscription conditionnelle, examen d'entrée (si le nombre d'inscriptions est plus nombreux que le quota d'inscription ou pour certaines écoles avaient de propres règlements sur la condition de candidature, fixés prédéterminés selon chaque école). Les étudiants des établissements universitaires publics non seulement n'ont pas eu à payer de frais de scolarité, mais pouvaient également obtenir des programmes de bourses gouvernementales. En particulier, les étudiants en pédagogie était exonérés de tous les frais que leurs camarades en d'autres domaines devaient payer, tels que les frais d'admission, les frais d'examen, les frais d'examens médicaux, en plus, l'âge de sursis d'appel militaire des étudiants des écoles de pédagogie a été également compté un an de plus que les étudiants dans les autres disciplines. Cependant, les étudiants en pédagogie après l'obtention du diplôme devaient suivre la répartition de travail du ministère de l'Éducation nationale pendant une période de 10 ans. Cela est similaire au mécanisme de recrutement pour l'Université indochinoise sous l'époque française.

(3) Modalités et programmes de formation

a. Modalités de formation

Pour le processus de formation, il existait deux manières d'organiser le cursus, soit par système de certificat, soit par année scolaire. Ces régimes scolaires montrent nettement l'influence du modèle français envers l'enseignement supérieur sud-vietnamien :

- **La formation selon le système de certificat**, normalement appliquée pour les établissements de l'enseignement supérieur acceptant l'inscription libre, comme la faculté des Sciences ou la faculté des Lettres. Avec cette modalité, l'étudiant devait achever un nombre requis de certificats selon le règlement de chaque école pour obtenir le diplôme de licence.
- **La formation selon le nombre des années scolaires**, uniquement appliquée pour la faculté de Droit et les écoles demandant l'examen d'entrée. Les disciplines sont disposées par année ou par semestre scolaires (2 semestres par année). À la fin de l'année scolaire, l'étudiant passait un examen pour la promotion de classe ou de fin de semestre. Après avoir terminé la dernière année de la formation (auquel s'ajoutait parfois un examen de fin d'études) et réussi toutes les disciplines, l'étudiant recevait le diplôme de licence.

Dans la période 1955-1965, la méthode d'enseignement, du lycée à l'université, était classique avec des cours magistraux. Parfois, les professeurs ne donnaient pas de cours directement, mais préparaient de cours imprimés en ronéo que les étudiants achetaient et apprenaient pour passer l'examen. La pédagogie penchait vers l'apprentissage par cœur manquant la créativité. À cet égard, il y a eu de critiques que « [trad.] L'éducation du Sud n'est que le successeur de l'éducation française pendant près d'un siècle de leur règne. Après le départ des Français de ce pays, tout le système et les méthodes d'éducation coloniale sont restés entiers...³⁶⁷ » Un changement important au cours de cette période est que les universités sud-vietnamiennes sont entrées dans un processus de transition progressive de l'enseignement en français à l'enseignement en vietnamien, avec l'ajout de l'anglais. Ce processus s'est déroulé en deux étapes : le stade de transition (1955-1960) s'est appliqué aux disciplines où on avait un nombre suffisant d'enseignants vietnamiens, et puis à partir de l'année scolaire 1961-1962, l'usage du vietnamien en tant que langue d'enseignement était courant dans les écoles des universités.

b. Programmes de formation

Le gouvernement de la République du Vietnam accordait aux universités de larges pouvoirs dans l'organisation des programmes et dans la disposition d'un contingent de professeurs universitaires approprié. Le cursus et les méthodes de formation de la plupart des universités du Sud-Vietnam suivaient encore le modèle français. Les programmes d'études étaient déterminés par un Conseil des Professeurs de l'Université ou de la Faculté. Le programme de la première année de presque toutes les universités visait à équiper les étudiants de notions claires sur la profession qu'ils suivaient. En entrant en deuxième année, les étudiants continuaient d'étudier les contenus appris en première année avec des approfondissements, en étudiant certaines connaissances spécialisées. En troisième et quatrième années, les étudiants complétaient les connaissances générales et professionnelles. Si les apprenants réussissaient les examens de fin d'études, ils recevraient la licence (ou un diplôme de fin d'études, selon l'école). Le programme universitaire au Sud-Vietnam à ce stade était encore fortement influencé par la pensée pédagogique globale française, donc il s'est concentré encore sur le caractère académique en étant lourd de connaissances générales.

³⁶⁷ NGUYEN Quynh Giao, *Cải tổ giáo dục [Restructurer l'éducation]*, NXB Thang Tien, 1970.

Alors que dans les années 1960, la France a réformé son enseignement supérieur, le Sud-Vietnam a conservé l'héritage éducatif des Français, en y apportant très peu de modifications. Selon le savant Nguyen Hien Le :

*[trad.] L'esprit de l'enseignement supérieur vietnamien [de cette époque], en général, est un esprit de manque d'initiative, de manque de confiance en soi-même, juste en copiant les Français et en inquiétant que si on ne copie pas correctement, on sera critiqué comme non civilisés, non équivalents, et de faire perdre la valeur du diplôme. Mais, cette copie est seulement bonne en nom, mais beaucoup plus faible [par rapport à l'original] dans la pratique, c'est-à-dire, dans l'enseignement. Les professeurs universitaires ne diffusent qu'une version non modifiée d'année en année et demandent aux étudiants de mémoriser chaque élément, ligne par ligne.*³⁶⁸

Le curriculum et les documents d'étude au niveau universitaire dépendaient principalement de la pensée des professeurs chargés d'enseigner la matière et ils étaient rédigés et enseignés par les professeurs eux-mêmes, avec l'approbation du Chef et du Conseil de la Faculté, selon chaque école³⁶⁹. La plupart des manuels universitaires dans toutes les disciplines (sauf en Pédagogie) ont été compilés par des professeurs et conférenciers pour leurs matières, qui étaient imprimés en ronéo ou typo avec des techniques simples, avec peu d'attention sur l'apparence.

Pour les étudiants, en plus de l'apprentissage selon le plan de l'école, il existait également de nombreuses activités extrascolaires, telles que la rencontre et l'échange avec des experts et des savants nationaux et étrangers. Dans les facultés, plusieurs séances d'exposés ont été organisées chaque année qui complétaient les cours spécialisées en approfondissant ou en présentant un autre aspect de l'enseignement. En outre, les étudiants avaient également des activités de sport, de divertissement, de cinématographie, etc. Les clubs d'étudiants étaient également assez développés, surtout le Cercle de Renaissance reconnue comme un centre très favorable aux étudiants. Ces activités extrascolaires avaient également certains effets, aidant les élèves à approfondir leurs connaissances.

(3) Équipe étudiant et le corps enseignant

a. Équipe étudiant

En raison du mécanisme d'admission universitaire facile et aussi de l'encouragement du gouvernement envers l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants s'inscrivant dans les universités a augmenté rapidement, en particulier dans les facultés qui permettaient l'inscription libre, comme la faculté des Sciences, la faculté des Lettres et la faculté de Droit. Le nombre d'étudiants inscrits dans ces trois écoles représentait une proportion de plus en plus élevée au fil des ans, généralement environ de 60 à 70 % des effectifs totaux d'étudiants universitaires. De nombreuses écoles n'exigeaient pas obligatoirement que les étudiants dussent assister aux cours. Ainsi, au début de l'année scolaire, l'étudiant avait besoin seulement d'acheter des manuels des disciplines pour autoétudier chez lui, et à la fin de l'année, il payerait de petits frais pour participer à l'examen. Cette organisation était très adaptée et favorable pour de nombreuses catégories sociales, notamment les soldats, les

³⁶⁸ HOANG LINH Do Mau, *Tâm sự tướng lưu vong [Confidences d'un général exilé]*, NXB Công an Nhân dân, 2001.

³⁶⁹ LE NGUYEN, « Việc học và thi ở miền Nam (1954 - 1963) [l'Apprentissage et l'examen au Sud-Vietnam (1954-1963)] » [en ligne], *Journal Van hoa Nghe An*, 2018, [consulté le 4 septembre 2021].

fonctionnaires, les pauvres travailleurs, qui devaient étudier tout en continuant à travailler pour gagner la vie. Cependant, pour les écoles dont le mécanisme d'admission à l'entrée et la modalité de formation étaient faciles, les diplômés devaient trouver un emploi par eux-mêmes tandis que pour les institutions universitaires qui avaient des examens d'entrée sélectifs et un processus de formation également strictement contrôlé comme la Faculté de Médecine, la Faculté de Pharmacie, la Faculté de Médecine dentaire, l'École supérieure d'Architecture, la Faculté de Pédagogique, l'Académie nationale d'Administration, etc., le gouvernement a toujours garanti un emploi salarié de l'État pour les diplômés. Une autre raison particulière de l'augmentation rapide du nombre d'étudiants est le mécanisme de sursis d'appel militaire pour les étudiants. Cela est vraiment important pour une partie des jeunes dans le contexte de guerre extrêmement féroce au Sud-Vietnam dans cette période.

En plus des nombreuses options pour entrer dans les universités du pays, des familles aisées souhaitent également envoyer leurs enfants étudier à l'étranger dans des pays avancés, à la fois pour se rapprocher de la civilisation contemporaine et pour éviter la guerre. Les deux pays qui accueillaient le plus d'étudiants sud-vietnamiens étaient la France et les États-Unis. Le nombre d'étudiants venant en France avait tendance à diminuer progressivement (de 2059 étudiants en 1959 en 1522 en 1964), tandis que celui qui partait pour les États-Unis augmentait de plus en plus (de 102 étudiants en 1959 en 399 en 1964). La plupart d'entre eux choisissaient des domaines en sciences sociales et en techniques pour leurs études à l'étranger^{370 371}. Bien qu'il n'y ait pas encore de recherche sur la différenciation dans la condition de vie des étudiants sud-vietnamiens de cette période qui soit publiée, la majorité des étudiants est considérée comme issue des classes moyennes et de la haute société vivant dans les zones urbaines, celles qui étaient capables de payer pour les études dans les établissements de formation prestigieux et traditionnels de l'Université de Saïgon ou pour étudier à l'étranger. Les classes inférieures fréquentaient souvent certaines écoles moins chères. Les difficultés financières étaient encore l'une des raisons importantes empêchant les étudiants pauvres de pouvoir poursuivre des études universitaires.

Année scolaire	Universités privées	Universités publiques	Proportion entre le nombre d'étudiants: privés/ publics
1958 - 1959	49	7 115	0,69 %
1959 - 1960	187	9 691	1,93 %
1960 - 1961	316	12 773	2,47 %
1961 - 1962	426	15 142	2,81 %
1962 - 1963	459	17 509	2,62 %
1963 - 1964	444	20 614	2,15 %
1964 - 1965	1 836	23 215	7,91 %

Tableau 10 : L'effectifs d'étudiants du Sud-Vietnam (1958-1965)
(Source USAID)

³⁷⁰ HARVEY Henry Smith et AMERICAN UNIVERSITY (WASHINGTON, D.C.), FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION, *Area handbook for South Vietnam*, DC: US Government Printing Office, 1967, p.146-156.

³⁷¹ AMERICAN UNIVERSITY (WASHINGTON, D.C.), FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION., *U.S. Army area handbook for Vietnam*, Department of the Army, 1962, p.119.

b. Corps enseignant

Le corps enseignant de cette période était encore essentiellement constitués de professeurs français détachés pour enseigner au Vietnam, selon l'esprit de la convention de coopération éducative et culturelle franco-vietnamienne de 1949. Le reste était constitué de professeurs vietnamiens formés en France ou à l'Université d'Indochine et d'un petit nombre d'enseignants formés en Allemagne de l'Ouest ou aux États-Unis. Ce sont les professeurs vietnamiens qui se sont déplacés vers le Sud lors de l'émigration de 1954 qui ont par la suite progressivement remplacé les professeurs français occupant des postes clés à l'Université d'Indochine ou à l'Université mixte franco-vietnamienne (ou l'Université de Hanoï). Le personnel enseignant vietnamien formé en France, est très fier des traditions et de la culture françaises qu'ils ont absorbées. Quelques professeurs sont d'anciens mandarins forgés dans la tradition confucéenne qui enseignent la littérature chinoise ancienne en portant des costumes nationaux avec des turbans et une tunique traditionnelle sombre³⁷².

Durant la période 1955-1965, le gouvernement de la République du Vietnam maintint le régime du personnel enseignant comme à l'université mixte franco-vietnamienne depuis 1953. Le grade des enseignants est composé de 3 niveaux principaux.

- L'assistant, celui qui avait une licence ou une maîtrise, mais n'avait pas encore de doctorat, assumant la mission d'assistance de l'enseignement ;
- Le chargé de cours³⁷³ qui a déjà été titulaire du doctorat, mais avait besoin d'un processus d'enseignement et de recherche pour devenir professeur titulaire ;
- Le professeur universitaire, c'est-à-dire, les professeurs titulaires de l'université.³⁷⁴

En principe, seuls les titulaires d'un doctorat ou d'une agrégation dans la spécialité appropriée peuvent devenir professeurs titulaires³⁷⁵. L'agrégation est un diplôme d'enseignement délivré à ceux qui réussissent le Concours de recrutement de professeur d'enseignement supérieur et est très difficile. Le nombre des agrégés est fixé par un quota. En raison de l'imitation du règlement français, la République du Vietnam a estimé le diplôme d'agrégé comme plus prestigieux que le doctorat américain. Seuls les professeurs titulaires d'un doctorat aux universités françaises ou agrégés en France étaient considérés comme de véritables professeurs et bénéficiaient du régime de professeurs français (avec un salaire généralement de 2 à 3 fois plus élevé que les professeurs vietnamiens, sans compter d'autres indemnités également très élevées). Il convient de noter qu'à ce stade, au Sud-Vietnam, il n'y avait qu'une trentaine de professeurs titulaires, le reste était des assistants et des chargés de

³⁷² NGUYEN Van Trung, *Góp phần phê phán giáo dục và đại học [Contribution à critiquer l'éducation et l'enseignement supérieur]*, NXB Trinh bay, 1967.

³⁷³ Distingués par rapport des chargés de cours pendant l'époque coloniale française qui étaient des fonctionnaires des agences d'expertise du gouvernement protectorat participant à enseigner en raison du manque de professeur à l'Université indochinoise.

³⁷⁴ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Phủ Tổng thống Đệ nhị Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ số 3855, Văn phòng Phụ tá Lập pháp, Phủ Tổng thống Việt Nam Cộng hoà (1968), Phiếu trình ông Tổng thư ký Phủ Tổng thống về quy chế đại học, số 317-PTT/TTK/KP, ngày 18/12/1968 [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3855, Secrétariat d'assistance législative, Palais du Président de la République du Vietnam (1968), Formulaire soumis au Secrétaire général du Palais présidentiel sur le règlement universitaire, n° 317-PTT/TTK/KP, le 18 décembre 1968].

³⁷⁵ Sous l'ancien système français : Licence (Licencié), Master français (DEA) ; Doctorat de 3^e cycle; Doctorat national (Doctorat d'État). Selon le système américain : Bachelor (Bachelor) ; Master (avant 1975, il n'y avait pas de mot pour traduire avec précision ce diplôme); PhD (PhD). Il est difficile de comparer le Master et le Doctorat de troisième degré en raison du cursus différent.

cours. Les enseignants avec de nombreuses années d'expérience professionnelle, ayant la confiance des étudiants et de l'école, ne pouvaient, faute de diplômes équivalents, être qu'assistants, chargés de cours, professeurs contractuel recevant le salaire par heure. Pour ces derniers, leur revenu était assez précaire. S'ajoutait le risque d'être licencié à tout moment. Cela a conduit les assistants ou les chargés de cours à recevoir plus d'heures d'enseignement et à obtenir d'autres emplois pour assurer leur revenu. Certains devaient enseigner jusqu'à 20 heures par semaine (généralement, les professeurs universitaires n'enseignaient pas plus de 7 à 8 heures par semaine).

University Salary for Theory Teaching		
The teaching staff hierachy	Whole year subjects	Half year subjects
Titular Professor	11 200	8 600
Deputy Professor, Agregge Professor, Lecturer	9 600	7 200
Titular Professor at the Talented classes of Law	6 400	x
Other teaching staff	5 300	x

University Salary for Practical Teaching	
The teaching staff hierachy	Salary/2 hours
Titular Professor	270
Other teaching staff	220
Operating assistant	170
Over-teaching time	
	Salary/hour
State Professor and Lecturer	360
Private Professor and Lecturer	480

Tableau 11 : Salaire universitaire pour l'enseignement théorique et pour l'enseignement pratique
Source: (Truong 2020)³⁷⁶

Par ailleurs, l'intensité croissante de la guerre accompagnée de troubles sociaux et de difficultés économiques a limité grandement la capacité des professeurs à rechercher et à mettre à jour les connaissances et les méthodes d'enseignement. De nombreuses personnes ayant obtenu leur doctorat à l'étranger ne voulaient pas retourner au pays de peur de la guerre. La pénurie de professeurs était exacerbée par l'augmentation rapide du nombre d'étudiants et du nombre d'universités nouvellement créées. Ce phénomène a fait que de bons professeurs n'avaient pas de temps de recherche.

Après que le gouvernement de la République du Vietnam a reçu le système de l'enseignement supérieur des Français, au cours de l'année scolaire 1955-1956, l'Université nationale du Vietnam (plus tard l'Université de Saïgon) avait 60 enseignants. Pour l'année scolaire 1960-1961, ce nombre a atteint 115 pour un total de 8 267 étudiants. Et l'augmentation des enseignants au cours des années suivantes était totalement disproportionnée par rapport à la croissance rapide de la population étudiante (tableau 10 et 11). Par lequel, on peut trouver la pénurie d'enseignants assez grave au Sud-Vietnam, à ce stade, et qui a certainement un impact significatif sur la qualité de formation en général.

³⁷⁶ TRUONG Thuy Dung, *The american influence on the Higher education of the Second Repoublix of Vietnam: The case of the national universities* [microfiche], Hamburg University, 2020.

2.2. Période 1965-1975

Avec la forte influence des États-Unis du fait de leur aide sans cesse croissante, le secteur culturel et éducatif en général, et les systèmes des universités de la République du Vietnam en particulier, tant public que privé, ont subi de nombreux changements, notamment dans la seconde moitié de cette période.

2.2.1. Contexte historique et orientations de développement de l'enseignement supérieur

a. Contexte historique

Les États-Unis ont étendu la guerre au Nord-Vietnam à partir du 5 août 1964 avec « l'incident du golfe du Tonkin ». En 1965, la stratégie de « Guerre locale » du président Johnson a commencé avec la participation directe au combat des troupes américaines et des pays alliés sur les champs de bataille au Sud-Vietnam. Les opérations militaires des États-Unis ont redoublé au Nord et au Sud du Vietnam. L'escalade des hostilités a bouleversé la vie politique - économique - sociale, affectant fortement l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam. Le gouvernement sud-vietnamien a dû mobiliser une grande partie des jeunes pour rejoindre l'armée. Ce fut la phase la plus féroce de la deuxième guerre d'Indochine, avec la présence de la plupart des armes destructrices de nouvelle génération, qui a dévasté les infrastructures au Sud, y compris de nombreuses écoles. Cela a rendu le système d'installations, déjà limité et incapable de répondre à l'augmentation rapide de l'offre de formation, de plus en plus inadéquat.

Le contexte de guerre a déformé la structure économique du Sud-Vietnam, et influé directement sur les opportunités d'emploi des diplômés. L'état de guerre croissant a obligé le gouvernement de la République du Vietnam à concentrer ses ressources sur la guerre tandis que la production de l'économie diminuait, mais cette insuffisance a été remplie par l'aide américaine. L'aide sur les moyens militaires de l'armée, des fournitures de guerre aux troupes étrangères participant directement à la guerre, a « transformé » le Sud-Vietnam en caserne. L'aide économique comprenait des biens de consommation essentiels, des produits de luxe, des matières premières, et aussi des experts. En regardant l'économie sud-vietnamienne de cette période-là, on peut imaginer un immense entrepôt centralisé où les marchandises sont importées totalement. La conséquence de cette politique économique est qu'il n'y a pas eu d'infrastructure industrielle et commerciale pour que l'économie puisse recevoir des travailleurs:

[trad.] Nous pouvons nous demander pour quelle raison nous formons des professionnels s'il n'y a pas de réels efforts pour construire des installations de production où les ingénieurs diplômés ont la possibilité d'utiliser leurs connaissances acquises ainsi que de promouvoir leurs initiatives; au lieu que comme maintenant, la question de l'emploi dans l'industrie et les commerces est relativement limitée et le règlement de détacher est facile seulement pour les personnels servant aux agences gouvernementales. À partir de cela, les ingénieurs diplômés sont contraints de devoir choisir entre occuper un poste dans la fonction

*publique ou entrer dans l'armée, et ces deux « solutions » sont toutes déraisonnablement coûteuses pour le trésor national.*³⁷⁷

Le gouvernement a mis toute sa force et son matériel dans la guerre, il lui manquait donc un plan de développement économique à long terme. La production ne visait que le court terme, et les principes et directions étaient prises dans le but de résoudre immédiatement des déficits budgétaires par des moyens temporaires dont la conséquence est une dépendance de plus en plus forte de l'aide étrangère³⁷⁸.

La participation directe des Américains au combat accompagnant l'augmentation de l'aide économique a introduit des pensées et modes de vie pragmatiques à l'américaine au Sud-Vietnam. L'implication des conseillers américains s'est renforcée de plus en plus dans tous les domaines : politique, diplomatie, militaire, économie, éducation et culture, dont l'enseignement supérieur au Sud-Vietnam. En réalité, dès le début, après les accords de Genève, les États-Unis ont tenté de remplacer l'influence française dans le Sud-Vietnam par l'aide géante et le déploiement accrus d'agences, d'organisations et de centaines de conseillers dédiés à la planification stratégique ainsi qu'aux contrôles et aux supervisions de tous les domaines de la vie socio-économique de la République du Vietnam. Entre 1958 - 1973, le groupe de travail de l'Université du Michigan (USA) a formé 1778 hauts fonctionnaires de la République du Vietnam. Au cours de la période 1965-1975, les rôles et activités de ces organisations américaines sont devenus de plus en plus évidents, créant de nombreux changements, au premier lieu dans le domaine de la culture et de l'éducation, orientant le gouvernement de la République du Vietnam à réformer en profondeur l'enseignement supérieur selon le modèle éducatif purement américain et à former une force intellectuelle proaméricaine. Les efforts pour déloger l'influence éducative et culturelle française au cours de cette période ont été effectués par les États-Unis à travers trois stratégies principales réalisées par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à Saïgon.

- Envoi de délégations de conseillers universitaires américains au Vietnam pour rechercher et proposer directement des propositions de réforme des établissements de l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam.
- Amener des professeurs d'université et du personnel administratif du gouvernement de la République du Vietnam à visiter les modèles d'organisation de l'enseignement supérieur américain et à suivre de formation de courte durée aux États-Unis.
- Pousser des programmes de bourse pour envoyer des étudiants vietnamiens étudier aux États-Unis et dans d'autres pays.

b. Orientation du développement de l'enseignement supérieur

Dès 1958, sous la direction du ministre de l'Éducation nationale Tran Huu The, le Congrès de l'Éducation nationale s'est tenu à Saïgon, à cet événement, les trois principes d'une éducation « humaine », « nationaliste » et « libérale » ont été formalisés comme le fondement de la politique éducative inscrite dans la Constitution de la République du Vietnam (1967). À partir de ces principes, les dirigeants du secteur de l'instruction de la République du Vietnam ont défini la politique de l'enseignement supérieur que l'éducation devait s'étendre, recevoir

³⁷⁷ LONG DIEN, « Tổ chức và hoạt động của cơ quan USAID trong lãnh vực giáo dục thực dân mới ở Việt Nam trước đây [Organisation et le fonctionnement de l'agence USAID dans le domaine de l'éducation néocoloniale au Vietnam auparavant] », *Tạp chí Nghiên cứu Lịch sử*, No 173 (2), 1977.

³⁷⁸ NGUYEN Van Phu, « Nhận định về tình trạng giáo dục ở Việt Nam [Estimation sur la situation éducative au vietnam] », *Tập san Phát triển Xã hội*, 1972.

des connaissances scientifiques et techniques avancées dans le monde, accepter l'esprit de la démocratie, développer la société et les valeurs culturelles humaines afin de contribuer à la modernisation du pays et de la société en se rapprochant de la civilisation mondiale. Selon l'avis du ministre Nguyen Luu Vien, « [trad.] Il n'est pas possible de consacrer un budget important à l'éducation sans former une classe de personnes capables avec des avantages concrets pour le développement économique et la modification sociale.³⁷⁹ » Depuis 1970, la politique éducative du gouvernement sud-vietnamien cherchait à massifier l'enseignement supérieur et à le rendre plus pratique³⁸⁰. Cependant, il existait une grande distance entre la théorie et la réalité, la société du Sud-Vietnam dépendant de plus en plus de l'aide américaine. Même au front, les soldats américains ont directement participé à la guerre alors que les soldats de la République du Vietnam n'effectuaient que des missions de derrière ligne. L'économie dépendante a conduit à l'impossibilité d'avoir une politique de développement approprié, causant des conséquences négatives dans tous les domaines concernés, notamment dans l'éducation :

[trad.] Le chagrin du ministère de l'Éducation aujourd'hui est qu'il est impossible de planifier et de mettre en œuvre une politique à long terme avec des plans appropriés pour que l'enseignement supérieur se développe de manière raisonnable et appropriée avec le rythme d'augmentation des effectifs étudiants. Cette politique et ces plans devraient être basés sur la politique et les plans de développement national, mais jusqu'à présent, une telle politique et des tels plans de développement national n'ont pas encore été clairement définis. De plus, cette politique [la politique de développement de l'enseignement supérieur à long terme] dépasse parfois les capacités et l'autorité du ministère de l'Éducation, comme nécessitant un budget énorme, une aide appropriée des ministères et des branches, et surtout une stabilité à long terme du personnel ainsi que de la situation politique et sécuritaire positive du pays.³⁸¹

2.2.2. Mise en œuvre pratique des objectifs de l'enseignement supérieur

(1) Mécanisme de gestion et d'investissement pour l'enseignement supérieur

a. Mécanisme de gestion

Dans cette période 1965-1975, l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam reconnaissait le principe d'autonomie souligné de plus en plus au cours du processus de passage du modèle universitaire français au modèle universitaire anglo-saxon³⁸². La Constitution de la République

³⁷⁹ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Phủ Tổng thống Đệ nhị Cộng hoà, Hồ sơ số 3622, Bộ Thông tin Việt Nam Cộng hoà (1971), Tập tài liệu về địa phương hoá tổ chức giáo dục, số 177-BTT/CTTL/HT, ngày 18/1/1971, [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3622, Ministère de l'Information et de la Communication de la République du Vietnam (1971), Documents sur la localisation dans l'organisation de l'éducation, n °177-BTT/CTTL/HT, le 18 janvier 1971].

³⁸⁰ PHAM Dinh Thang, « L'éducation pour l'humanité, la philosophie des politiques de réforme éducative de la République du Vietnam par le docteur Nguyen Luu Vien », 1972.

³⁸¹ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Thủ Tổng thống Đệ nhị Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ 3550, Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Công văn gửi Thủ tướng chính phủ Việt Nam Cộng hoà về chính sách đối với các viện đại học tư, số 470 – GD/TTh/VP, ngày 19/6/1970 [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3550, Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), Message officiel au Premier ministre de la République du Vietnam sur la politique à l'égard des universités privées, n °470 – GD/TTh/VP, le 19 juin 1970].

³⁸² Le modèle universitaire des pays anglo-saxons est né en Angleterre et a été introduit aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada. De manière caractéristique, l'université ne fait pas partie de l'appareil d'État, l'université fonctionne sous sa propre charte et n'est sous la direction d'aucun membre de l'agence d'État.

du Vietnam de 1967 a officiellement proclamé : « l'enseignement supérieur est autonome ». Afin d'avoir un changement positif pour l'enseignement supérieur, une conférence sur l'enseignement supérieur qui s'est tenue en septembre 1968 à Nha Trang avec la présence de représentants des universités, a donné la résolution sur certaines questions d'autonomie universitaire, du régime scolaire, du personnel et du budget pour l'enseignement supérieur. Après cette conférence, un certain nombre de projets du règlement sur l'autonomie universitaire ont été proposés, tels que : le projet de l'Université de Saïgon (1969), le projet de la Faculté de Droit (1969), le projet du ministère de l'Éducation nationale (1970), le projet de la Chambre des députés (1970)³⁸³. Cependant, en réalité, le gouvernement de la République du Vietnam n'a pas encore publié aucune loi officielle dans ce domaine, la question de l'autonomie universitaire dont s'est arrêté aux principes et aux réglementations, mais ne s'est pas encore institutionnalisée.

Jusqu'en mars 1970, dans le Règlement sur le régime d'enseignement supérieur au niveau national, promulgué par le Président de la République du Vietnam, il était encore stipulé :

[trad.] L'enseignement supérieur est placé sous la direction du Conseil national pour le développement de l'enseignement supérieur dont la composition est déterminée, avec le Premier ministre (président du conseil), le ministre de l'Éducation nationale (secrétaire général) et d'autres membres étant le ministre de la Planification et du Développement national, le ministre des Finances, le président de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Jeunesse de la Chambre des députés, le représentant du Conseil de la Culture et de l'Éducation, le représentant du Conseil de l'Économie sociale, un recteur représentant de l'université publique et un recteur délégué par les universités privées.³⁸⁴

D'après ce règlement, l'autonomie universitaire au Sud-Vietnam n'a pas eu de changement par rapport à la période précédente, ce qui s'est traduit dans les aspects suivants :

En matière d'administration : La nomination du recteur de l'université était toujours décidée par le Président de la République avec l'approbation de l'Assemblée nationale. Pour le poste de vice-recteur, le Premier ministre le nommerait selon la proposition du recteur de l'université. La signature du recteur sur les diplômes universitaires suivait toujours derrière la ligne « sur l'ordre du ministre de l'Éducation ». Les universités et leurs établissements membres seraient créés par arrêté du Premier ministre. Les branches de formation et les

L'autonomie de ce système implique de donner un pouvoir décisionnel élevé à l'université, l'université est soumise à une tutelle sociale par le biais du Conseil de l'école et à l'autonomie du personnel académique de l'université. Pendant ce temps, le modèle universitaire des pays d'Europe continentale typiques tels que la France, l'Allemagne... est construit sur le concept de liberté académique. L'autonomie des universités en matière académique est considérée comme une valeur sacrée et bénéficie de la plus haute priorité. L'université est considérée comme une institution de l'État, de sorte que le rôle de l'État dans la gestion de l'université est considéré comme inévitable. Dans ces pays, l'État fixe souvent le cadre curriculaire national et les normes du cadre de formation. Les décisions de l'université sont guidées par des lois et règlements assez détaillés. L'université fonctionne sur la base de cadres juridiques et de l'autonomie du personnel académique de l'université.

³⁸³ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Phủ Thủ tướng Việt Nam Cộng hoà (1954-1975), Hồ sơ số 31125, Bộ Quốc Gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1972), Tờ trình Thủ tướng Chính phủ về Dự thảo Luật Giáo dục đại học (đính kèm), số 1514 – GD/VP, ngày 11/11/1972 [ANV – Centre No. II, Fonds Résidence du Premier ministre de la République du Vietnam (1954-1975), Dossier 31125, Rapport au Premier ministre du gouvernement sur le projet de la Loi sur l'Enseignement supérieur (joint) No. 1514-GD/VP, le 11 novembre 1972].

³⁸⁴ NGUYEN Thi Hong Cuc, « Travail de gestion de l'enseignement supérieur au Sud Vietnam (1954-1975) à travers les archives de la République du Vietnam », in *Annuaire de la Conférence scientifique sur les archives de la République du Vietnam (1955-1975) du point de vue historique et archivistique*, NXB Đại học Quốc gia TP.HCM, 2014, p.538.

spécialités des universités étaient établies par arrêté du ministre de l'Éducation³⁸⁵. Les professeurs et le personnel de l'université publique étaient des fonctionnaires de l'État, donc le nouveau recrutement, le changement de grade fonctionnaire, la nomination, etc., tous devaient également soumettre la gestion de « *phủ Tổng uỷ công vụ* » (une agence équivalente au ministère des Affaires intérieures maintenant). Le recteur de l'école n'avait pas en fait beaucoup de pouvoir, car la plupart des questions administratives étaient gérées par les niveaux de gestion supérieurs, notamment dans la sélection et la nomination des professeurs. Selon le professeur Nguyen The Anh, ancien recteur de l'Université de Hué (1966-1969), la nomination du recteur est décidée par le ministère de l'Éducation selon le principe d'« obéissance » au ministère de l'Éducation et il y aura de certaines choses que le ministère connaît, mais ferme les yeux. En général, la nomination du recteur est toujours de nature politique, mais surtout, elle reste un choix parmi les enseignants qualifiés³⁸⁶.

En matière de finances, comme à la période précédente, le financement de fonctionnement des universités publiques venait du budget de l'État, il devait donc être utilisé selon un plan approuvé en suivant des règles financières très strictes. Dans le cas où des universités publiques auraient des sources d'aide supplémentaire, ces montants n'étaient pas réguliers et son objectif d'utilisation avaient été déjà prédéterminé, il était donc difficile de les utiliser pour d'autre but.

En matière de vie académique, sauf le contenu du programme qui était sous l'autorité de l'université, l'organisation des facultés, le problème de l'examen et des diplômes ainsi que toutes les initiatives innovantes ou de nouveaux projets devaient être approuvés par le ministère de l'Éducation. Cependant, cette acceptation n'était qu'une formalité, car il est très rare que le Ministère publie des directives ou intervienne dans les affaires académiques des universités pourvu que cela ne soit pas contraire aux trois principes « nationalité, humanité, science ». Donc, à cet égard, l'enseignement supérieur au Sud-Vietnam pouvait être considéré comme ayant de l'autonomie académique.

En général, bien qu'en réalité, les recommandations du Conseil de l'université sur toutes les questions liées au fonctionnement de l'école soient généralement acceptées rapidement et facilement, et qu'il n'y ait presque aucun obstacle pour le fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur venant du mécanisme gestionnaire, le ministère de l'Éducation ou les niveaux gestionnaires supérieurs conservaient encore le rôle de gestion envers des universités. L'autonomie des universités sud-vietnamiennes connaissait encore des hauts et des bas, principalement en période de crise politique au Sud. Le changement continu du ministre de l'Éducation a fortement affecté le fonctionnement des universités. Dans de nombreux des cas, le recteur devait être déterminé, sinon son établissement était contraint en matière de financement, ou la demande de nomination des professeurs était empêchée. Dans ce contexte, le monde universitaire avait des efforts à faire pour protéger l'autonomie (principalement l'Université de Saïgon)³⁸⁷.

³⁸⁵ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Phủ Tổng thống Đế nghị Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ số 3858, Bộ Văn hoá Giáo dục và Thanh niên Việt Nam Cộng hoà (1973), Tài liệu của Bộ Văn hoá Giáo dục và Thanh niên về việc giáo dục đại học. [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3858. Ministère de la Culture, de l'Éducation et des Jeunes de la Républiques du Vietnam (1973), Documents du ministère de la Culture, de l'Éducation et de la Jeunesse sur l'enseignement supérieur].

³⁸⁶ NGUYEN The Anh, *Discursion sur l'Enseignement supérieur sud-vietnamienne* mené par Nguyen Quang Anh, 12 décembre 2019.

³⁸⁷ *Ibid.*

b. Investissement pour l'enseignement supérieur

Le gouvernement de la République du Vietnam a préconisé le maintien d'un budget approprié pour le développement de l'enseignement supérieur, mais en réalité, pour de nombreuses raisons, notamment les besoins de la guerre, le montant consacré à l'éducation était souvent très limité. Le budget moyen pour l'éducation pendant la période 1967 - 1972 ne représente qu'environ 5,11 % du budget national, mais si le budget de l'enseignement supérieur est calculé séparément, ce pourcentage n'est que de 0,67 %.

Budget national pour l'enseignement supérieur de 1967 à 1972						
Unité: Million de dongs (monnaie du Sud-Vietnam)						
Année scolaire	1967-1968	1968-1969	1969-1970	1970-1971	1971-1972	1972-1973
Budget national	110000	145534	197062	272069	324231	435132
Budget pour l'éducation	5751	6703	8367	12937	18810	26300
Budget pour l'enseignement supérieur	612	678	907	1750	2748	4514
Taux de Budget pour l'éducation/Budget national	5,18 %	4,60 %	4,25 %	4,75 %	5,80 %	6,04 %
Taux de Budget pour l'enseignement supérieur/Budget pour l'éducation	10,62 %	10,62 %	10,84 %	13,59 %	14,60 %	17,16 %
Source: Higher Education Branch - USAID ³⁸⁸						

Tableau 12 : Budget national pour l'enseignement supérieur de 1967 à 1972

Les sources financières pour l'enseignement supérieur, à côté du budget de l'État, comprenaient également les subventions des autorités locales et l'aide des organisations nationales et étrangères. Comme le financement pour l'enseignement supérieur était très limité, il n'y avait pas de ressources à investir dans les installations et les équipements du secteur universitaire. Les locaux étaient tous inadéquats en raison de l'augmentation rapide des effectifs d'étudiant, à l'exception de la faculté de Médecine de l'Université de Saïgon et de l'Académie nationale d'Administration construite par l'agence d'aide américaine, qui étaient vastes et confortables.

(2) Ajuster et développer le système de l'enseignement supérieur selon le modèle universitaire américain

Dans la stratégie de conforter l'influence des États-Unis, il y avait 8 délégations consultatives américaines qui ont travaillé dans le domaine de l'enseignement supérieur au Sud-Vietnam³⁸⁹ :

³⁸⁸ Données cités dans NGUYEN Thanh Trang, « Đại học tư lập và vấn đề phát triển [Universités privées et problème de développement] », *Tạp chí Tư tưởng*, No 48 (2), 1975.

³⁸⁹ Selon

- *Kế hoạch phát triển kinh tế miền Nam Việt Nam 10 năm sau chiến tranh của Mỹ - Ngụy: Kế hoạch Lilienthal - Vũ Quốc Thúc [Plan de développement économique du Sud-Vietnam 10 ans après la guerre des États-Unis - République du Vietnam : Plan Lilienthal - Vu Quoc Thuc]*, Bộ Ngoại Thương, 1971, p.6.

- Délégation de l'État Michigan opérant à l'Académie nationale d'Administration pour conseiller en formation des ressources humaines administratives.
- Délégation de l'Université de Southern Illinois opérant au ministère de l'Éducation et dans les universités pour donner des conseils sur les questions liées à l'enseignement primaire et à la formation des enseignants primaire.
- Délégation de l'Université d'Ohio opérant à l'Université de Pédagogie et au Lycée général pour aider à former des professeurs de l'enseignement secondaire.
- Délégation de l'Université de Wisconsin recherchant sur la réforme du système d'enseignement secondaire et supérieur dans le but de réformer l'ensemble du programme et de la méthode de gestion du système universitaire au Sud-Vietnam.
- Délégation de l'Université de Floride opérant au Centre national d'Agriculture.
- Délégation de l'Université de Missouri Rolla opérant au Centre national technique de Phu Tho dans les projets consultants sur les questions d'éducation technique.
- Association de Médecine américaine (AMA) opérant à la faculté de Médecine et à la faculté de Médecine dentaire (l'Université de Saïgon).
- La délégation de l'Institut de Langue d'Été (Summer Institute of Languages - SIL) spécialisée dans l'étude des langues des minorités ethniques du Sud-Vietnam.

Bien que des délégations universitaires américaines étaient présentes au Sud-Vietnam depuis les années 1955-1956, jusqu'en 1965 l'influence de l'éducation française est toujours ancrée solidement dans le système de l'enseignement supérieur sud-vietnamien. Après cette date, l'influence américaine s'est progressivement renforcée, et après 1970, est devenue de plus en plus profonde dans tous les aspects de la vie sociale du Sud-Vietnam. La délégation de l'Université de Wisconsin, après avoir travaillé au Sud-Vietnam, a publié un rapport mentionnant un certain nombre de réformes pour les universités, par exemple, la création d'un conseil d'administration de l'université qui avait le pouvoir de contrôler tous les établissements d'enseignement supérieur publics, pour nommer ou licencier le recteur de l'école. Dans le même temps, pour accroître le caractère pratique et le caractère communautaire, la composition des Comités consultatifs de l'université comprendrait des représentants des habitants vivants à proximité des institutions universitaires et des membres responsables de chaque université. Les propositions dans le rapport mettaient l'accent sur l'attribution de l'autonomie aux établissements de l'enseignement supérieur en tant qu'élément clé du processus de réforme.

En 1972, une grande conférence sur la planification de l'enseignement supérieur tenue à Saïgon a décidé de créer un comité interuniversitaire (avec 10 membres venant des universités) dans le but de promouvoir et de soutenir le développement des universités et l'orientation professionnelle pour l'étudiant ; et d'encourager la participation du secteur privé à l'enseignement supérieur.

a. Pour le système des établissements de l'enseignement supérieur publics

Quelques ajustements en matière d'organisation se sont passés à l'Université de Saïgon et à l'Université de Hué, les deux plus grandes institutions universitaires publiques formées dans

- LU Phuong, *Cuộc xâm lăng về văn hóa và tư tưởng của đế quốc Mỹ tại miền Nam Việt Nam [Invasion sur la culture et l'idéologie de l'Impérialisme américain au Sud Vietnam]*, NXB Văn hoá, 1981.

la période précédente : en 1965, l'Institut de Sinologie de l'Université de Hué a été dissous ; l'École supérieure d'Architecture et l'Institut d'Océanographique ont été intégrés à l'Université de Saïgon, alternativement en 1967 et en 1969.

Depuis 1965, on a établi deux nouvelles universités, l'Université de Can Tho et l'Université polytechnique de Thu-Duc, avec des universitaires communautaires. En plus, le modèle des universités militaires et des écoles intermédiaires professionnelles a été également créé. Ces nouveaux établissements de l'enseignement sont des témoins de l'apparition du modèle universitaire américain dans le système de l'enseignement supérieur sud-vietnamien.

L'Université de Can Tho a été fondée en 1966, inspiré par la loi Morrill (publié aux États-Unis en 1862) soulignant l'importance au développement des institutions universitaires associées à chaque région géographique au service des besoins concrets de la population locale. La fondation d'une université à la ville de Can Tho qui est considérée comme la capitale de la région du sud-ouest du Sud-Vietnam a marqué l'expansion de l'offre du système d'enseignement supérieur, en connectant l'enseignement supérieur avec le programme de développement local et la vie réelle des habitants. Cela a contribué à répondre aux besoins éducatifs de la population de la région du Sud-Ouest, en diffusant les connaissances sur l'éducation, la société et l'économie liées directement à la vie des populations locale et également resserrant les liens avec d'autres communautés universitaires à domicile et à l'étranger³⁹⁰.

L'Université polytechnique de Thu Duc a été créée en 1973 selon le décret n° 264-TT/SL signé par le Président de la République du Vietnam le 29 mars 1973 et le Dr Do Ba Khe (doctorat en éducation à l'Université de Californie du Sud), vice-ministre de l'Éducation a été nommé son recteur. Cet établissement a été organisé selon le modèle de l'Université polytechnique de Massachusetts (États-Unis), en plaçant des établissements de l'enseignement professionnel existant sous un système universitaire continu ayant la coordination entre les disciplines et l'association entre l'enseignement et la recherche appliquée. L'Université polytechnique de Thu Duc comprenait 3 facultés après avoir intégré les établissements d'enseignement existants qui étaient le Centre national technique de Phu Tho, le Centre national d'Agriculture, le Département de Pédagogie en Technique. Dans la création de l'Université polytechnique de Thu Duc, il faut remarquer de grandes contributions des personnes formées aux États-Unis et retournées au Sud-Vietnam. Dans l'histoire de l'enseignement supérieur de la République du Vietnam, cet événement était considéré comme « le symbole d'un changement de direction important dans le concept d'établissement d'enseignement supérieur », car avant la création de cette université, le système des écoles supérieures professionnelles était critiqué pour la faiblesse de la coordination entre les disciplines technique et scientifique et pour la faible articulation entre l'enseignement et la recherche appliquée. Les établissements membres de l'Université polytechnique de Thu Duc ont été regroupés dans une zone universitaire unique dans le but de profiter au maximum de l'efficacité des installations et des équipements en servant de nombreuses facultés différentes, et également d'augmenter les opportunités de contact, d'échange et de coopération entre les facultés. Cette organisation visait aussi à

³⁹⁰ PHAM Thi Phuong, *Lịch sử hình thành và phát triển Viện Đại học Cần Thơ [Histoire de la formation et du développement de l'Université Can Tho]* [microfiche], Mémoire de Master, Université Nationale de Ho-Chi-Minh ville, 2010.

rationaliser, simplifier l'appareil administratif, et à surmonter la situation de séparation ou de division des ressources déjà limitées, mais gaspillées en raison de l'isolement des facultés³⁹¹.

Les écoles militaires ont été ajoutées au système de l'enseignement supérieur régulier du Sud-Vietnam, à la réforme globale et à une mise à niveau des écoles militaires professionnelles conformément au décret n° 48/SL/QP du 18 mars 1966 :

- L'École militaire nationale du Vietnam, anciennement l'École militaire de Dalat (rebaptisée en 1959), avait un programme d'études équivalent au niveau de collège supérieur (Cao-đẳng). Les diplômés étaient acceptés pour s'inscrire à l'université, car ils étaient considérés comme comparable au Baccalauréat (1 et 2). Depuis 1966, cet établissement a commencé de former au niveau universitaire, équivalent aux écoles militaires internationales. Les programmes et méthodes d'enseignement de l'école se sont adaptés aux standards de formation des officiers de l'Académie militaire de West Point (États-Unis). Avec la durée d'étude de 4 ans pour les des officiers, l'École militaire nationale du Vietnam formait des officiers de l'armée de mer, de terre et de l'air, capable de commander et de combattre en temps de guerre, en possédant un niveau de connaissances universitaire pour être prêt à servir le pays en temps de paix. Le curriculum de formation militaire était toujours mis à jour avec de nouvelles connaissances et de nouvelles tactiques. Les nouveaux officiers recevaient une licence en sciences appliquées, équivalente à celle d'autres universités ou à d'autres écoles militaires du monde entier.
- L'École supérieure de Guerre politique, anciennement l'École de Renseignement et de Guerre psychologique Cay Mai, a été créée en 1956 (rebaptisée l'École de guerre politique en 1964). En 1966, elle a été transformée en l'École supérieure de Guerre politique (au niveau de formation universitaire) et s'est installée à 78 rue Vo Tanh, Dalat. En 1973, cette école a été étendue en créant un campus dans la même ville de Dalat. Son premier campus à la rue Vo Tanh a été consacré aux formations de niveau débutant, intermédiaire et supérieur pour que les officiers venant des autres unités puissent améliorer leur connaissance en guerre politique. L'École supérieure de Guerre politique donnait régulièrement des formations de niveau universitaire dont le parcours de 2 ans pendant le temps de guerre et de 4 ans pendant celui de paix.³⁹²

Le système des écoles professionnelles, constituées pour la plupart lors de la période précédente, ont été réformées en matière de formation et rebaptisées pour correspondre aux nouveaux objectifs. Dans le même temps, un certain nombre de nouvelles écoles professionnelles ont été créées, telle que le Centre de formation en spécialité bancaire (en 1966), l'École de Travail social (créée en 1969), le Collège intermédiaire professionnel (en 1974), etc.

Le système des universités communautaires était le point très nouveau dans le système de l'enseignement supérieur public sud-vietnamien à cette période. Le vice-ministre Do Ba Khe est considéré comme leur « père ». Il s'agit d'un modèle universitaire originaire des États-Unis, introduit dans le sud du Vietnam dans les années 70. Ces universités ont été établies dans les

³⁹¹ DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DE CARRIÈRE DAC-LO, « *Chỉ nam Giáo dục cao đẳng Việt Nam* [Guide de l'enseignement collégial du Viet-Nam] », 1974, p.161-164.

³⁹² NGƯỜI VIỆT, « Tổng Cục Chiến tranh Chính Trị, Bộ Tổng Tham Mưu Quân Lực Việt Nam Cộng Hòa [Département général de la guerre politique, État-major général de l'armée de la République du Vietnam] », publié le 2018.

localités. Inspirée par l'idée d'une éducation populaire et pratique, ces écoles donnaient des formations multidisciplinaires de courte durée (2 ans). Les diplômés pouvaient poursuivre leurs études dans les universités supérieures afin d'élargir des connaissances. Les décideurs de la politique éducative de la République du Vietnam déclaraient :

[trad.] L'université communautaire est une synthèse des universités classiques et des collèges supérieurs (Cao-đẳng), où les futurs maîtres et travailleurs étudieront sous un même toit de l'école. Ils pratiqueront la manière de vie démocratique d'aujourd'hui à l'école afin de construire une société juste dans l'avenir³⁹³.

Ces universités ont été constituées pour répondre de manière efficace et pratique aux besoins de développement local :

- L'université communautaire de Tien Giang a été créée en 1971 en province de Tien Giang. Elle était la première université communautaire au Sud-Vietnam. Son domaine de formation principal était en agriculture. Six provinces (Dinh Tuong, Go Cong, Kien Hoa, Kien Phong, Kien Tuong, Long An) et la cité municipale de My Tho ont participé directement à la construction et au développement de cette école.
- L'université communautaire de Région côtière, fondée en 1971, s'est installée dans la province de Khanh Hoa, avec la contribution de trois localités côtières : Khanh Hoa, Ninh Thuan, Phu Yen) et deux cités municipales de Nha Trang et Cam Ranh. La pêche était le domaine de formation principal de l'école.
- L'Université communautaire de Quang Da, établie à Da Nang en 1974, était spécialisée dans la formation en industrie et gestion économique. Cette école servait toutes les provinces du Vietnam central, du 17e parallèle jusqu'à la province de Khanh Hoa.

En outre, il existait un certain nombre d'autres projets de fondation d'universités communautaires dans la province de Vinh Long et dans les régions de Tay Nguyen (Les Montagnes centrales), mais en raison des bouleversements politiques, ils n'ont jamais été mises en œuvre. La population étudiante de ces universités communautaires était très diverse, mais en général on pouvait les diviser en 5 groupes : (1) les étudiants qui suivaient des programmes de formation universitaire de courte durée avec des diplômes professionnels pratiques, comme en informatique ; (2) Les personnes à la recherche d'un emploi souhaitant utiliser les cours des universités communautaires comme moyen d'accéder au marché du travail et d'avoir de nouvelles connaissances ; (3) Ceux qui avaient un emploi et qui souhaitaient avoir une promotion en participant à une formation supplémentaire ; (4) les personnes qui souhaitaient changer de métier pour mieux s'adapter à leur vie socio-économique ; (5) Les étudiants qui souhaitaient étudier un programme universitaire régulier, mais en raison de conditions difficiles (généralement en matière financière) devaient d'abord étudier pendant les deux premières années dans les écoles communautaires selon le parcours du programme général.

b. Pour le système des établissements de l'enseignement privé

Dans la politique de développement de l'éducation du gouvernement sud-vietnamien, la politique de massification de l'enseignement supérieur a été accueillie positivement par de nombreuses classes sociales, faisant augmenter rapidement le nombre d'inscriptions dans les

³⁹³ DO Ba Khe, « Vai trò của Đại học cộng đồng ở Việt Nam [Rôle de l'université communautaire au Vietnam] », *Tap chí Tư tưởng*, No 45 (1), 1974.

universités publiques durant cette période. Lorsque les universités publiques étaient surchargées et incapables de répondre aux besoins du nombre croissant d'étudiants, les universités privées ont apporté des contributions importantes et pratiques³⁹⁴. Si entre 1955-1965, le Sud-Vietnam ne comptait que deux universités privées, entre 1965 et 1975, le développement du système d'écoles privées a été rapide, avec la création de neuf nouveaux établissements : l'Université Phuong Nam, l'Université d'An Giang, l'Université Cao Dai, l'Université Minh Duc, l'Université Cuu Long, l'Université Tri Hanh, l'Université La San, l'Accadémie féminine de Regima Pacis, la Société en Informatique du Vietnam³⁹⁵. Quatre établissements étaient sous l'autorité directe des organisations religieuses.

- L'Université Phuong Nam, établie en 1967 à Saïgon, composé de 3 facultés en Économie-Commerce, en Langues étrangères et en Lettres. Cette université était directement soumise au contrôle de l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam (EBUV).
- L'Université d'An Giang (également connu sous le nom d'Université de Hoa Hao) a été créée en 1970 dans la province d'An Giang avec 5 facultés universitaires : Lettres, Commerce-Banque, Relations internationales, Sciences de gestion et Pédagogie. Cette université était sous l'autorité de l'Église bouddhiste de Hoa Hao.
- L'Université Cao Dai a été créée en 1971 dans la province de Tay Ninh avec 3 facultés universitaires : Théologie de Cao Dai, Agriculture et Foresterie, et Pédagogie. Cette université appartient à l'Église de Cao Dai du Saint-Siège de Tay Ninh.
- L'Université Minh Duc a été créée en 1972 à Saïgon avec 5 facultés universitaires : Technique agricole, Science et technique, Économie et commerce, Arts et sciences humaines et Médecine. Cette université était dirigée par l'Église catholique.

L'avancement rapide du réseau de l'enseignement supérieur privé durant cette période permettait non seulement d'atténuer la pression de l'augmentation du nombre d'étudiants concentrés à Saïgon (car les écoles privées se trouvaient en province ou dans les banlieues de Saïgon), mais également de réduire le fardeau financier du gouvernement. En sachant que les étudiants publics pouvaient non seulement étudier gratuitement, mais également recevoir des aides gouvernementales, l'expansion en taille du système universitaire public générerait une forte augmentation des dépenses. Les établissements universitaires privés bénéficiaient de plus d'autonomie et n'étaient pas attachés aux nombreuses procédures. Ils pouvaient donc changer rapidement pour s'adapter à la situation. Cela était un vrai avantage pour l'attraction de nouveaux étudiants. En fait, les écoles privées pouvaient décider elles-mêmes le quota d'inscription des nouveaux étudiants conforme à leur capacité de formation, renouveler facilement le programme et la méthode de formation, et créer rapidement de nouvelles disciplines pour répondre à temps aux exigences de la société et de l'économie. Au début de l'année scolaire 1973-1974, le Conseil des universités privées du Sud-Vietnam a été fondé dans le but d'augmenter la qualification de l'enseignement supérieur, d'améliorer l'efficacité de contribution des universités privées dans la construction de l'enseignement supérieur au

³⁹⁴ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Thủ Tổng thống Đệ nhị Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ 3550, Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Công văn gửi Thủ tướng chính phủ Việt Nam Cộng hoà về chính sách đối với các viện đại học tư, số 470 – GD/TTh/VP, ngày 19/6/1970 [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3550, Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), Message officiel au Premier ministre de la République du Vietnam sur la politique à l'égard des universités privées, n°470 – GD/TTh/VP, le 19 juin 1970].

³⁹⁵ DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DE CARRIÈRE DAC-LO, « Chi nam Giáo dục cao đẳng Việt Nam [Guide de l'enseignement collégial du Viet-Nam] », 1974.

Sud-Vietnam ; de contribuer positivement au développement du pays ; et de coopérer strictement avec les universités publiques afin d'effacer la conception de discrimination entre public et privée dans le domaine de l'enseignement supérieur³⁹⁶.

En réalité, le système universitaire privé a beaucoup contribué à la formation de professionnels et de personnels servant efficacement à la fois dans le secteur public et privé, dans tous les métiers de la société, en dépit que ce système doive affronter aussi de nombreuses difficultés. Son premier problème était le manque d'enseignants. Alors que même pour les universités publiques, le nombre de professeurs et de chargés de cours ne pouvait pas répondre à la demande, pour les établissements privés, ce problème était encore beaucoup plus compliqué. Toutes les universités privées n'avaient pas suffisamment de professeurs permanents pour enseigner de manière longue et continue, elles devaient donc embaucher des professeurs dans d'autres écoles ou des hauts fonctionnaires du gouvernement pour assumer l'enseignement. Cela a causé la situation de pénurie en matière de personnel enseignant, surtout pour les universités privées éloignées de Saïgon. Bien que le développement du système des institutions universitaires privées a montré l'attention et le soutien du gouvernement, il existait encore des obstacles avec un manque de confiance réciproque entre écoles privées et publiques. En matière de financement, chaque année, bien que les établissements de l'enseignement supérieur privé bénéficiaient aussi d'un financement par l'Etat, l'écart était très important par rapport aux universités publiques. Le financement du gouvernement pour l'étudiant public était en moyenne trois fois supérieur à celui de l'étudiant privé³⁹⁷.

(3) Modalités et programmes de formation

Le changement de direction en matière du modèle et des types de formation a entraîné la modification dans la modalité et les programmes de formation des universités de la République du Vietnam. Ces ajustements visaient à renforcer la capacité de formation à grande échelle, en privilégiant le pragmatisme et la spécialisation selon l'idéologie universitaire américaine, au lieu de la tendance pédagogique en faveur de la théorie générale de la pensée universitaire française de cette époque.

a. Modalité de formation

Dans la première moitié de cette période, les années 1965-1966, les universités sud-vietnamiennes utilisaient encore majoritairement le système de certificat bien qu'un certain nombre des universités acceptant l'inscription libre aie commencé à passer au régime d'années universitaires. Seule la Faculté de Lettes (Université de Saïgon) devait garder la modalité de formation selon les certificats en raison de ses effectifs d'étudiants trop grands et le manque considérable d'enseignants. De plus, à partir de l'année universitaire 1965-1966, la transition de la langue d'enseignement, du français au vietnamien, a été principalement achevée, à l'exception de la Faculté de Médecine (Université de Saïgon). Dans la seconde moitié de la période, à partir de l'année académique 1970-1971, la modalité de formation sous le système de crédits, comme dans le modèle universitaire américain, a commencé d'être appliquée à l'université de la République du Vietnam en se déployant pour la première fois à l'Université de Can Tho. Elle a ensuite été diffusée dans un certain nombre d'écoles telles que

³⁹⁶ THICH MINH CHAU, « Hội đồng Đại học tư lập Việt Nam [Conseil des universités privées du Vietnam] », *Tap chí Tư tưởng*, No 48 (2), 1975.

³⁹⁷ NGUYEN Thanh Trang, « Đại học tư lập và vấn đề phát triển [Universités privées et problème de développement] », *Tap chí Tư tưởng*, No 48 (2), 1975.

la Faculté de Droit, l'École d'Agriculture, l'École d'Éducation, l'École des Sciences de base, l'École de Pédagogie de Hué, l'Université polytechnique de Thu Duc, etc. Depuis l'année scolaire 1971-1972, les écoles nouvellement créées, les universités communautaires et les établissements de l'enseignement supérieur privés avaient tous tendance à former sous le régime scolaire de crédits.

À propos des méthodes de pédagogie, par rapport à la période précédente où l'on utilisait principalement la méthode magistrale avec des cours de conférence ou les cours imprimés pour que les étudiants apprennent par cœur, durant cette période, les méthodes d'enseignement ont été beaucoup plus diversifiées. De nombreuses nouvelles méthodes pédagogiques ont été appliquées, telles que la méthode de présentation et de discussion (l'École de l'Éducation, la Faculté de Droit de Saïgon, etc.), la méthode de collection et de recherche (suu khảo) (très populaire au Département des hautes études de Politique et de Commerce, l'Université de Dalat), la méthode de stage-apprentissage (très pratiqué dans les facultés de Pédagogie, les facultés de Médecine, l'École d'Administration, l'École de Pharmacie et l'École de Travail social, etc.), la méthode d'apprentissage par la mise en œuvre de projets pratiques (populaire dans les universités communautaires), la méthode d'étude par groupe, la méthode de recherche de cas d'étude, les programmes *Bao-Huynh*. L'Université polytechnique de Thu Duc était pionnière dans le renouvellement de méthode d'enseignement, avec l'approche suivante :

[Trad.] N'exigez pas des étudiants qu'ils mémorisent de grandes parties de ce qui a été écrit pendant les cours magistraux pour ensuite les restituer dans les examens de fin d'année scolaire. Les étudiants seront équipés de capacités techniques et de compétences en résolution de problèmes. De plus, grâce aux programmes de travail pour collecter d'expériences professionnelles, le style de formation pratique de l'école donnera aux diplômés un grand avantage. Ainsi, il est possible d'éviter l'idée d'apprendre dans le but unique d'être diplômé³⁹⁸.

La rigueur dans les conditions pour être diplômé était en fait une caractéristique du système d'enseignement supérieur sud-vietnamien. Le mécanisme d'inscription et d'examen a été organisé et fonctionne selon un modèle pyramidal. Si l'entrée de ce système est assez confortable avec le mode d'inscription gratuite ou l'examen d'entrée n'est pas trop strict, l'évaluation des résultats de chaque matière ou de chaque année scolaire se passe de manière vraiment sévère. Donc, le processus de formation de ces institutions universitaires fonctionnait comme un filtre pour le niveau de licence et d'ingénieur. Par rapport au nombre d'étudiants ayant fréquenté l'université, le nombre d'étudiants titulaires d'un diplôme universitaire n'est pas très élevé.

b. Programmes de formation

La tendance à privilégier l'aspect pratique des programmes de formation a été plus forte à la fois dans les systèmes des universités scolaires publiques et privées, avec la naissance de nombreuses nouvelles disciplines de formation étroitement liées aux nouveaux besoins de l'économie et de la société. L'Université de Hué, au cours de l'année universitaire 1969-1970, a créé la discipline des sciences appliquées avec un programme conçu non seulement par des professeurs, mais également par des experts expérimentés du secteur. La faculté de Lettres (Université de Saïgon), a développer sept départements de formation dont Linguistique,

³⁹⁸ DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DE CARRIÈRE DAC-LO, « Chi nam Giáo dục cao đẳng Việt Nam [Guide de l'enseignement collégial du Viet-Nam] », 1974, p.163.

Histoire-Géographie, Culture française, Culture, Culture anglo-américaine, Sociologie, Philosophie occidentale et Anthropologie. Ses professeurs étaient régulièrement invités à enseigner dans des écoles publiques et privées, tant civiles que militaires. Entre 1966-1975, les universités privées ont ouvert les disciplines de sciences sociales, notamment dans les affaires, le commerce, les communications et l'administration. Depuis 1968, l'Université de Dalat a créé le Département des hautes études de Politique et de Commerce, avec la nouvelle pensée éducative en vogue dans les universités européennes et américaines - la tendance interdisciplinaire, il n'était donc pas obligé que les candidats au niveau du master aient déjà le niveau d'expertise en politique ou en commerce pour participer à l'examen d'entrée.

Depuis l'année scolaire 1972-1973, l'Université de Saïgon s'est formée selon le programme international (c'est pourquoi, après 1975, les médecins sud-vietnamiens émigrés aux États-Unis n'ont eu besoin que d'un à deux ans de formation supplémentaire, et la consolidation de leur niveau d'anglais, pour pouvoir exercer leur métier). L'université privée Cuu Long a fonctionné à partir de l'année universitaire 1973-1974, en se concentrant sur la formation de spécialistes en économie managériale et en une toute nouvelle discipline à l'époque, la communication de masse. L'Université Minh Duc poursuivait le principe de « ne pas appliquer le style d'apprentissage théorique ou phraséologique, mais orienter les étudiants vers un apprentissage pratique, en apprenant des choses pratiques et utiles qui peuvent être utilisées dans la vie réelle.³⁹⁹ » Les universités communautaires offraient non seulement des qualifications universitaires de base, mais aussi des diplômes universitaires professionnels et des programmes supplémentaires destinés aux étudiants ayant des profils particuliers tels que les personnes âgées, les militaires démobilisés, etc. Le programme a été conçu de différentes manières et dépendait de chaque objet d'apprenant. L'Université polytechnique de Thu Duc poursuivait également la politique de « ne pas se baser sur des fondements classiques, mais s'orienter vers un développement national de manière pratique, afin de répondre aux besoins à court et à long terme de la localité et du pays, ainsi que pour résoudre les problèmes quotidiens du peuple.⁴⁰⁰ »

D'autre part, les universités sud-vietnamiennes avaient souvent des activités d'échange, de visite et d'accueil des délégations de conseiller pédagogique étrangères. Les États-Unis avaient même des organisations permanentes au Sud-Vietnam chargées de développer les coopérations culturelles, telles que l'enseignement de l'anglais, la fourniture de documents, la traduction et l'impression de livres et de journaux américains en vietnamien, et les autres activités d'échanges culturels, du sport ou les projections de films, etc.. À travers chacune de ces coopérations, à côté des expériences et des informations échangées, les universités sud-vietnamiennes ont obtenu souvent du soutien pour les livres et documents étrangers. La présence fréquente de professeurs internationaux dans l'environnement universitaire vietnamien a également favorisé le besoin d'apprendre davantage de langues étrangères chez les étudiants, comme moyen de lire des ouvrages de référence, de participer à des conférences ou d'échanger des discussions avec des professeurs étrangers. Ainsi, la prise de conscience de l'importance des échanges internationaux dans le développement de l'enseignement supérieur a été continuellement renforcée. Ces activités extrascolaires pouvaient être considérées comme une partie du programme de formation.

³⁹⁹ DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DE CARRIÈRE DAC-LO, « Chi nam Giáo dục cao đẳng Việt Nam [Guide de l'enseignement collégial du Viet-Nam] », 1974, p. 502.

⁴⁰⁰ DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DE CARRIÈRE DAC-LO, « Chi nam Giáo dục cao đẳng Việt Nam [Guide de l'enseignement collégial du Viet-Nam] », 1974, p. 163.

(4) Équipe d'étudiant et d'enseignant

a. Équipe d'étudiant

Au cours de cette période, il était facile de voir les grands efforts des États-Unis, surtout dans l'enseignement supérieur sur lequel se concentraient leur politique d'influence. En plus de grandes aides au gouvernement sud-vietnamien pour promouvoir l'image des États-Unis au Vietnam, de nombreux programmes de bourse pour envoyer des étudiants vietnamiens à étudier aux États-Unis, ont été fournis par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à Saïgon. En 1964, il y avait 207 étudiants vietnamiens envoyés aux États-Unis, dont 127 étudiants qui ont été formés en B.A (Bachelor of Art) ou en B.S (Bachelor of Sciences), 45 en M.A (Master) et 35 en Ph. D (Docteur en Philosophie). En 1968, 178 diplômés vietnamiens sont retournés au Vietnam des États-Unis et 118 personnes parmi eux, avaient terminé un programme de formation à long terme aux États-Unis, y compris 7 mois de stage dans un pays tiers. En 1969, Les États-Unis ont fourni les programmes de bourses pour le Vietnam d'une valeur d'environ 2 385 000 USD, dont les bourses à long terme valaient environ 1 325 000 USD⁴⁰¹.

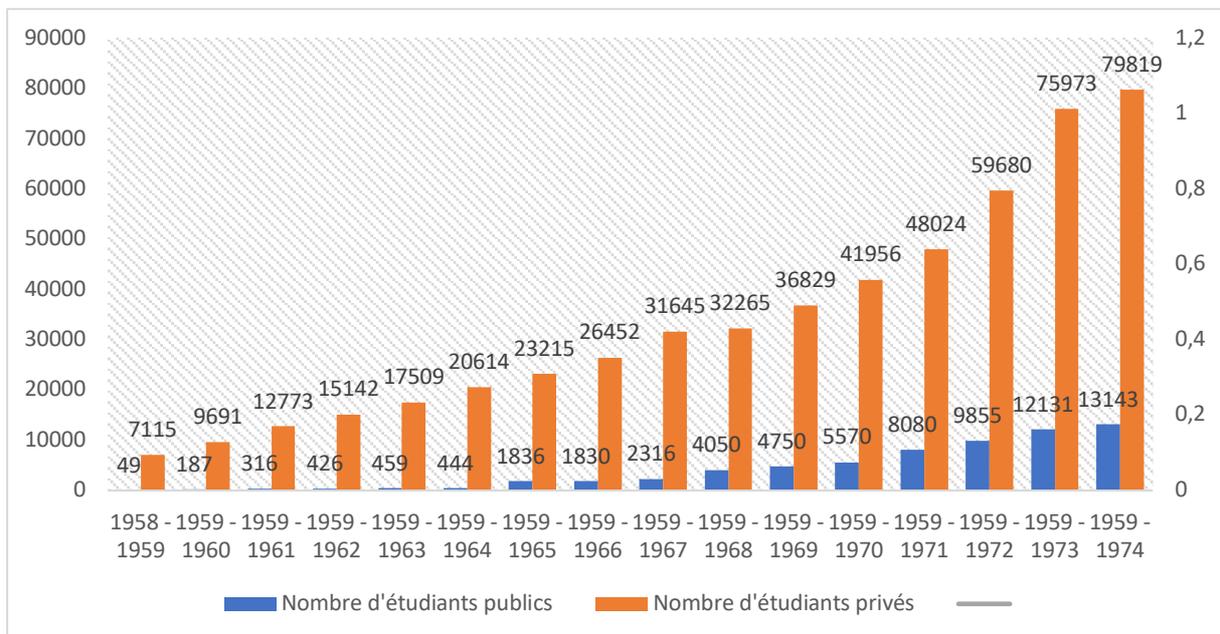


Figure 19 : Statistique du nombre d'étudiants du Sud-Vietnam (1958-1974)

Source: Higher Education Branch - USAID

Quant à la formation domestique, comme la période 1965-1973 était la plus difficile de la deuxième guerre d'Indochine, la situation des hostilités tendue a rendu la question sur le service militaire très urgente. La férocité de la guerre ainsi que le régime d'exemption du service militaire pour les étudiants a suscité un grand nombre d'entrée dans les universités. Par conséquent, apprendre de manière travailleuse et sérieuse pouvait vraiment créer la différence entre la vie et la mort⁴⁰². En réalité, pendant les périodes particulièrement intenses de la guerre comme l'année de 1968 et de 1972, de nombreux étudiants universitaires ont également dû s'enrôler en raison des exigences très élevées du champ de bataille. En outre, à

⁴⁰¹ DOAN Viet Hoat, *The development of modern higher education in Vietnam: a focus on cultural and social-political forces* [microfiche], The Florida State University, 1971, p.269-270.

⁴⁰² PHAM Ngoc Bao Liem, *Giáo dục đại học miền Nam Việt Nam thời kỳ 1954-1975 [Enseignement supérieur au Vietnam du Sud pour la période 1954-1975]* [microfiche], Mémoire de Master, Université des Sciences de Hue, 2009.

côté de la suspension ou de la dispense de service militaire pour l'étudiant, la facilité des conditions d'inscription universitaire et aussi le respect de la société envers les intellectuels expliquent l'augmentation rapide du nombre d'étudiants. De plus, il y avait un très grand nombre de fonctionnaires et de militaires qui se sont inscrits (mode d'inscription libre) à la Faculté de Droit ou à la Faculté de Lettres, car il y avait des règlements selon lesquels les fonctionnaires obtenant plus de diplômes seraient promus, et de même, les soldats ayant plus de diplômes universitaires auraient la priorité dans l'examen de leur promotion. Ces tendances ont créé une très forte pression sur le système d'enseignement supérieur. En matière du nombre d'étudiants, l'année scolaire 1964-1965, on a estimée à 20 834 le nombre d'étudiants au Sud-Vietnam⁴⁰³, jusqu'à l'année scolaire 1974-1975, ce nombre est passé à 166 475.

En raison de l'influence multiforme de la guerre très violente, les étudiants étaient plus ou moins perturbés dans leur processus d'apprentissage. Par ailleurs, il était difficile de contrôler la qualité des entrants parce que la plupart des étudiants effectuaient le mode d'inscription libre. Mais malgré tout, l'évaluation et l'appréciation du résultat d'études des étudiants ont été encore strictement réalisées. On peut le voir en regardant le taux de diplômés des étudiants sud-vietnamiens dans cette période. Par exemple, à l'Université de Saïgon, au cours de l'année scolaire 1969-1970, le pourcentage d'étudiants diplômés des facultés se présente comme suit⁴⁰⁴:

Proportion des diplômés selon les facultés de l'Université de Saïgon, l'année scolaire 1969-1970			
Faculté / École	Nombre d'étudiants en dernière année	Nombre de diplômés	Taux de réussite
Faculté de Droit	13 711	154	1,1%
Faculté des Lettres	16 372	282	1,7%
Faculté des Sciences	7 721	200	2,6%
Faculté de Pédagogie	2 038	563	27,6%
Faculté de Médecine	1 652	251	15,2%
Faculté de Pharmacie	2 112	307	14,5%
Faculté de Médecine dentaire	266	31	11,7%
École supérieure d'Architecture	689	31	4,5%

Tableau 13 : Proportion des diplômés selon les facultés de l'Université de Saïgon, l'année scolaire 1969-1970
Source: USAID

b. Personnel enseignant

Au cours de cette période, il y a eu un apport au personnel enseignant grâce aux personnes revenues des États-Unis après leurs études. Parmi les trois stratégies des États-Unis pour réformer en profondeur le système universitaire au Sud-Vietnam, à côté d'envoyer des conseillers universitaires américains au Vietnam et d'offrir des bourses aux étudiants sud-vietnamiens d'aller étudier à l'étranger, une autre stratégie importante consiste à amener les professeurs et le personnel administratif dans les universités sud-vietnamiennes pour

⁴⁰³ HARVEY Henry Smith et AMERICAN UNIVERSITY (WASHINGTON, D.C.) FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION, *Area handbook for South Vietnam*, DC: US Government Printing Office, 1967, p.146-156.

⁴⁰⁴ NGUYEN Dinh Khanh, « Chê độ Giáo dục Việt Nam [Régime de l'Éducation du Vietnam] », publié le 2006, [consulté le 4 septembre 2020].

découvrir le modèle de l'enseignement supérieur et aussi à participer aux cours de perfectionnement professionnels aux États-Unis. Précisément, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à Saïgon a sélectionné un certain nombre de professeurs et de membres du personnel des universités du Sud-Vietnam pour étudier et échanger aux États-Unis, dans le cadre de ce programme : il y ait 9 professeurs de l'Université de Can Tho accueillis à l'Université de Michigan ; une professeure de l'Université Van Hanh a été financée pour étudier en bibliothéconomie à l'Université de Pédagogie de Kansas ; il y a eu aussi 6 personnes qui faisaient des études supérieures dans différentes universités aux États-Unis grâce à la subvention de l'Asia Foundation. Du novembre 1967 à mai 1969, l'USAID a organisé 34 cours de perfectionnement professionnel de 4 semaines dans les Centres de formation d'été de 5 grandes universités américaines et des voyages de recherche ont été organisés spécialement pour les gestionnaires des universités du Sud-Vietnam⁴⁰⁵.

En 1967, un autre voyage de recherche a été organisé pour 5 recteurs sud-vietnamiens, en 1968, des visites de recherche similaires ont continué d'être effectuées pour 18 recteurs et secrétaires généraux (vice-recteur) des universités de la République du Vietnam. Ces voyages d'affaires ont été considérés comme des succès américains parce que ceux qui retournaient au Vietnam étaient enthousiastes à propos de ce qu'ils avaient vu et appris sur l'éducation et la société américaines. Et ils sont devenus « plus coopératifs et disposés à écouter les suggestions » des conseillers américains⁴⁰⁶. Selon de nombreux chercheurs, c'est grâce à ce type de programme de formation que les États-Unis ont vaincu l'influence française, en particulier, les programmes de « Leadership » (Leadership programs), qui ont fourni au gouvernement de Saïgon « des noyaux de personnel formés aux États-Unis »⁴⁰⁷.

L'éducation de la République du Vietnam n'a pas encore réuni les conditions pour pouvoir entreprendre efficacement des formations aux niveaux supérieurs, surtout la formation doctorale. La plupart des jeunes enseignants qui souhaitaient avoir une position devant les professeurs expérimentés formés méthodiquement en France devaient tous chercher de bourses pour aller étudier en France ou aux États-Unis. Au début de cette période, le nombre de personnes allant étudier aux États-Unis était encore modeste par rapport à la génération formée par l'enseignement français. Par exemple, seulement pour le cas de l'Université de Saïgon, au cours de l'année universitaire 1966-1967, les professeurs titulaires d'un doctorat des États-Unis (Ph.D) représentaient 8 %, tandis que ceux qui étaient diplômés d'un doctorat d'État français représentaient 37 %.

L'ajout d'un nombre important de professeurs formés aux États-Unis a aidé le système universitaire sud-vietnamien à réduire la pression due à l'augmentation rapide en matière de l'offre de formation, et également à introduire de nombreuses nouvelles méthodes d'enseignement dans les universités. En plus, la participation régulière de professeurs étrangers à l'enseignement de certains domaines dans les universités du Sud-Vietnam a créé un environnement académique plus ouvert. Cependant, par rapport à la période 1955-1965, la pénurie d'enseignants ne s'est pas beaucoup améliorée, car l'augmentation du nombre d'enseignants ne pouvait pas rattraper l'expansion de la population d'étudiants à cette

⁴⁰⁵ PHONG HIEN, *Văn hoá văn nghệ miền Nam dưới chế độ Mỹ Ngụy [Culture et arts du Sud sous le régime des Américains et leur marionnettes]*, NXB Van hoa, 1984.

⁴⁰⁶ DOAN Viet Hoat, *The development of modern higher education in Vietnam: a focus on cultural and social-political forces* [microfiche], Phd dissertation, The Florida State University, 1971, p.254.

⁴⁰⁷ TRAN Ngoc Dinh, « Nền giáo dục đại học thực dân mới của Mỹ ở Miền Nam Việt Nam trước ngày giải phóng [Enseignement supérieur néo-colonial des Américains au Vietnam du Sud avant la date de libération] », *Tạp chí Nghiên cứu Lịch sử*, No 165, 1975.

époque. En raison du déséquilibre entre le taux d'augmentation des étudiants et celui du corps professoral, il était courant que certains professeurs universitaires enseignent pour de nombreuses universités en même temps, ce que beaucoup de gens ont appelé avec humour des « professeurs de taxi ».

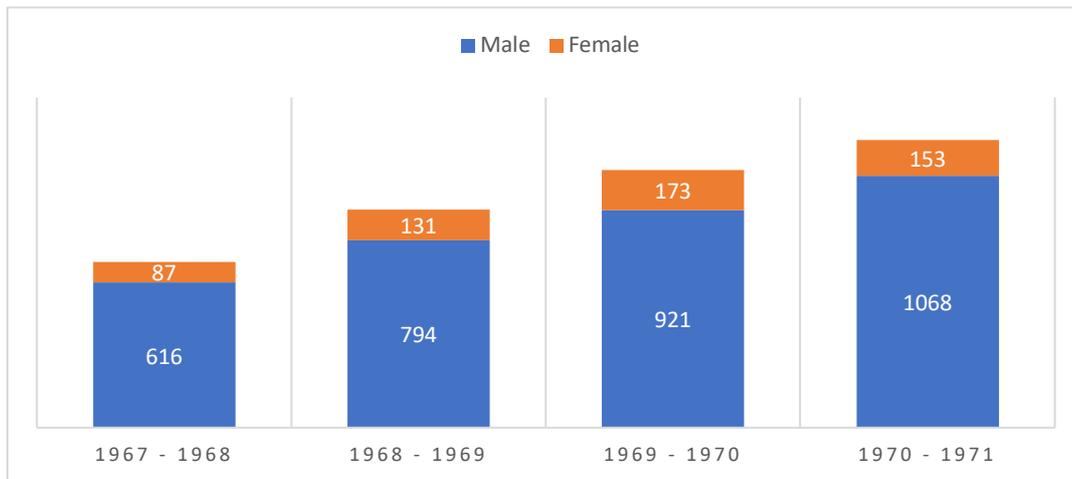


Figure 20 : Nombre d'enseignant pour la période 1967 - 1971

Source: (Truong 2020)⁴⁰⁸

Jusqu'en 1970, voire plus tard, la tendance à maintenir la pensée pédagogique française était encore prédominante dans le système universitaire du Sud-Vietnam, en particulier dans la plus grande et la plus ancienne université publique, l'Université de Saïgon. Un grand nombre d'intellectuels et de professeurs formés aux États-Unis sont revenus, mais leur coopération avec la génération de professeurs formés en France n'a pas été facile, même dans de nombreux cas, des conflits ont affecté négativement l'efficacité de l'enseignement supérieur en général. Par exemple, la crise à la Faculté de Médecine de Saïgon pendant les années 1966 et 1967. Dans le document officiel relatif à l'acceptation de l'hôpital Grall comme lieu de stage pour les étudiants en médecine, le ministre de l'Éducation nationale de la République du Vietnam a déclaré :

[trad.] Dans l'éducation, il y avait une grave contradiction entre les professeurs formés dans les deux systèmes académiques, français et américains. La contradiction est si acerbé que certains professeurs dans cette branche pensent que seulement le diplôme d'agrégé français est précieux et méprisent clairement les professeurs qui ont obtenu des diplômes de Ph.D et D.M.D⁴⁰⁹ aux États-Unis. Cette contradiction a provoqué des troubles internes et fait retarder l'aide américaine pendant de nombreuses années.^{410 411}

⁴⁰⁸ TRUONG Thuy Dung, *The american influence on the Higher education of the Second Repoublix of Vietnam: The case of the national universities* [microfiche], Hamburg University, 2020.

⁴⁰⁹ D.M.D: Doctor of Medical Dentistry

⁴¹⁰ La cause du conflit aurait pour origine le conflit de pouvoir entre le jeune corps enseignant et l'ancien groupe de professeurs qui détiennent le pouvoir au Conseil de Faculté. Le groupe des jeunes blâmé d'être opprimé et empêché de progresser, ils ont fait valoir que les vieux professeurs qui étaient redevables aux Français devraient essayer de maintenir l'influence française dans la faculté de médecine alors que les professeurs ne déclaraient pas leurs positions mais avaient des idées responsables que la jeunesse suivre excessivement les États-Unis... Le résultat final fut que le doyen, le professeur Pham Buu Tam, fut licencié et remplacé par un comité de 5 personnes pour diriger l'école [136, pp.155-156].

⁴¹¹ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Quốc vụ khanh đặc trách Văn hoá Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ số 1343, Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Công văn của Phó thủ tướng kiêm Tổng trưởng Giáo dục gửi

Conclusion : L'enseignement supérieur au Sud-Vietnam pendant la période 1955-1975

L'Enseignement supérieur du Sud-Vietnam n'a existé que vingt ans, dont les dix premières années (1955-1965) se sont développées sur l'héritage du patrimoine éducatif de l'époque française. Pour la période 1965-1975, sa première moitié peut encore être considérée comme processus de transition du modèle universitaire français vers le modèle universitaire américain. C'est seulement à partir de 1970 que les universités sud-vietnamiennes ont commencé à vraiment adopter l'esprit pragmatique et l'autonomie universitaire des États-Unis. Certains caractères clés de l'enseignement supérieur de la République du Vietnam (1955-1975) sont résumés comme suit :

(1) Influence de deux pensées universitaires, françaises et américaines, et la facilitation de l'autonomie académique

L'enseignement supérieur du Sud-Vietnam s'est constitué sur les fondements hérités des Français. Pendant plus de la moitié de son existence, le modèle de l'Université indochinoise avec ses facultés et ses écoles membres, a été le modèle de développement des universités de la République du Vietnam. Les universités sud-vietnamiennes ont conservé encore presque la même structure organisationnelle, l'administration, les programmes et les méthodes de formation, les règlements et les régimes pour les enseignants, etc. établis à l'époque française. Même la principale langue d'enseignement dans de nombreuses facultés est restée le français. La plupart des professeurs enseignant aux universités du Sud-Vietnam étaient également les enseignants français détachés ou des personnes titulaires du doctorat d'État de la France. Le plus grand changement par rapport à l'époque française est venu de la politique d'expansion de l'enseignement supérieur du gouvernement de la République du Vietnam, qui a fait augmenter plus rapidement le nombre d'établissements de l'enseignement supérieur, diversifier les branches de formations. On peut noter l'émergence des universités privées toujours organisées selon le modèle traditionnel des universités françaises, mais beaucoup plus autonomes et flexibles. Le développement d'un enseignement supérieur fondé sur l'héritage « d'un modèle universitaire qui a déjà glorifié un pays occidental » a apporté de nombreux avantages. Cependant, dans la situation où le nombre d'étudiants augmentait rapidement avec la demande réelle du Sud-Vietnam à cette époque de s'industrialiser rapidement, il était nécessaire de créer d'importantes ressources humaines au service de la défense nationale et de l'économie. Les établissements d'enseignement supérieur de l'ancien modèle avaient de plus en plus de mal à s'adapter à l'époque⁴¹².

Depuis 1965, lorsque la vie politique et sociale a connu de nombreux changements, le besoin d'accéder à l'université découlait également de diverses raisons, dans le contexte où les Américains sont intervenus directement et de plus en plus décisivement dans la situation du Vietnam. Grâce à des politiques d'aide généreuses à l'éducation, les États-Unis ont

Thủ tướng Chính phủ Việt Nam Cộng hoà, về việc tiếp nhận Bệnh viện Grall để biến cải thành một Bệnh viện thực tập, số 503 – GD/TTr/V, ngày 26/6/1970 [ANV – Centre No. II, Fonds du ministre d'État chargé de la Culture de la République du Vietnam (1954-1975), Dossier 1343, Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), Message officiel du vice-Premier ministre cummulant ministre de l'Éducation au Premier ministre de la République du Vietnam, sur la réception de l'hôpital Grall pour se transformer en un hôpital de pratique, n °503 – GD/TTr/V, le 26 juin 1970].

⁴¹² Il est à noter qu'à cette époque, c'était l'enseignement français qui faisait l'objet de réformes majeures pour répondre et s'adapter aux réalités changeantes de l'époque.

progressivement remplacé l'influence française au Sud-Vietnam, dans le but de former des fonctionnaires gouvernementaux acquis à l'idéologie et à la culture américaine. Le changement aux étages supérieurs du politique a conduit à un changement dans la direction de l'enseignement supérieur, avec un basculement du modèle française au modèle américain. L'objectif d'un enseignement supérieur pour l'élite possédant des connaissances académiques a été remplacé par la politique de l'enseignement supérieur visant à la massification et à la pratique, qui sont par nature les deux caractéristiques de l'éducation américaine. Pour se rapprocher de l'objectif de la massification, le nombre des universités a continué d'augmenter rapidement, tant dans le secteur public que privé. Les points de vue de l'enseignement supérieur américain ont été aussi appliqués à l'administration éducative, aux programmes et méthodes de formation, et aux régimes scolaires. Le facteur d'autonomie universitaire a été souligné comme une base importante pour la réforme de l'enseignement supérieur sud-vietnamien. Le système de crédits a été appliqué pour augmenter la capacité de formation et de gestion des universités. De plus, de nouvelles disciplines et de nouvelles méthodes d'enseignement apparaissent continuellement et ont été appliquées de manière flexible, créant un lien plus étroit entre l'amphithéâtre et la pratique sociale.

À partir d'un autre aspect, le fait que le gouvernement de la République du Vietnam soit de plus en plus régi par les États-Unis a créé également des contradictions implicites :

*[trad.] En matière d'expertise, les experts universitaires venant des États-Unis ont un monopole dans les projets de réforme. Les chercheurs en éducation du gouvernement de la République du Vietnam ne peuvent que commenter, compléter ou éditer ces propositions de réforme.*⁴¹³

Par conséquent, la plupart des plans de réforme de l'enseignement supérieur ont été préparés en peu de temps, souvent en imitant servilement le modèle et l'expérience américaine, sans ajustement flexible basé sur les caractéristiques des conditions, des circonstances et des traditions vietnamiennes. Ces projets ont apporté le renouvellement principal en matière d'équipements ou de budget pour les universités, mais les questions telles que l'administration, les programmes, le personnel enseignant, la réglementation pour les enseignants, etc. n'ont pas été abordés. Il n'y a donc pas eu de changement significatif dans le fonctionnement des institutions universitaires. Selon le professeur Le Xuan Khoa, jusqu'en 1975, l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam n'a pas encore terminé complètement la transition de la tradition intellectuelle académique de l'enseignement supérieur français à la tradition pratique de l'université américaine⁴¹⁴. Cela est en fait compréhensible parce que le Vietnam en général et le Sud-Vietnam en particulier a influencé par les Français depuis près d'un siècle, le fondement de la culture et de l'éducation française est donc difficilement remplaçable. Par ailleurs, les vieux intellectuels de l'époque remarquaient aussi que :

[trad.] Les conseillers et les attachés culturels français associés aux universités et organismes culturels vietnamiens sont souvent les professeurs universitaires ou de jeunes agrégés avec le niveau d'études solide, l'enthousiasme et l'éloquence. Pendant ce temps, les Américains, soit à cause d'un point de vue faux, soit parce qu'ils ont négligé le problème, ont seulement envoyé au Vietnam les quelques

⁴¹³ DOAN Viet Hoat, *The development of modern higher education in Vietnam: a focus on cultural and social-political forces* [microfiche]. Phd dissertation, The Florida State University, 1971, p.462.

⁴¹⁴ LE Xuan Khoa, « “Đại học miền Nam trước 1975: Hồi tưởng và nhận định” [Enseignement supérieur au Sud avant 1975: Rappel et estimations] », in *Đại học Humboldt 200 năm (1810-2010): Kinh nghiệm thế giới và Việt Nam.*, NXB Tri thức, 2011, p. 20.

*fonctionnaires ordinaires, la plupart à la retraite, n'ayant qu'une expertise sur un domaine local plutôt que de larges connaissances, cela n'a donc pas fait forte impression.*⁴¹⁵

En raison également d'une trop grande dépendance vis-à-vis de l'aide et du conseil des États-Unis, le gouvernement de la République du Vietnam était toujours passif dans la planification de la politique globale de développement de l'enseignement supérieur. Mentionnant cette question, dans le rapport de 1967 de la délégation consultative de l'Université de Wisconsin, on a noté :

*[trad.] Il n'y a aucune agence dans le gouvernement [sud-vietnamien] qui a la responsabilité de fixer régulièrement des objectifs pour l'enseignement supérieur. Et il n'y a actuellement aucun moyen de diffuser facilement les besoins réels de la population aux programmes universitaires. Les décisions affectant les programmes, les organisations et le financement sont toutes prises sur la base de difficultés pressantes plutôt que sur des intérêts nationaux à long terme soigneusement définis.*⁴¹⁶

Cependant, il y a un point très important, que l'université soit déployée selon le modèle français ou le modèle américain, l'autonomie académique dans l'université de la République du Vietnam est toujours respectée.

(2) Enseignement supérieur orienté vers la masse du peuple et la pratique

Au cours de son existence, l'enseignement supérieur de la République du Vietnam a connu une forte croissance en offre de formation, répondant à une grande partie des besoins d'enseignement supérieur de toutes les classes d'habitants du Sud-Vietnam, et contribuant positivement au développement de l'économie et au progrès de la société. La tendance à la massification et à la mise en pratique a été particulièrement accentuée après 1965. De nouvelles universités ont été organisées selon les modèles américains, mettant l'accent sur une formation pluridisciplinaire, orientée vers les besoins réels de chaque communauté locale et de chaque objet d'étudiant. Des établissements universitaires ont été établis dans de nombreuses localités, des plaines aux zones côtières et montagneuses, en particulier le réseau des universités communautaires. Le programme de formation a été organisé de manière flexible, de 2 à 4 ans, pour s'adapter à un large besoin d'apprenants, en même temps, il a été diversifié et mis à jour de nombreuses nouvelles connaissances dans le sens de la professionnalisation et de la spécialisation. Au cours de l'année académique 1954-1955, l'ensemble du Sud-Vietnam ne comptait que 2 154 étudiants, puis en 1964-1965, il est passé à 20 834 étudiants, à la dernière année académique 1974-1975⁴¹⁷, les universités sud-vietnamiennes étaient estimées à 166 475 étudiants. Cela peut être considéré comme la réalisation d'un jeune enseignement supérieur né dans le contexte de guerre féroce.

⁴¹⁵ PHAM Ngọc Bao Liem, *Giáo dục đại học miền Nam Việt Nam thời kỳ 1954-1975 [Enseignement supérieur au Vietnam du Sud pour la période 1954-1975]* [microfiche], Mémoire de Master, Université des Sciences de Hue, 2009.

⁴¹⁶ « Các đề nghị cải tổ nền đại học Việt Nam [Les propositions de réformé de l'Enseignement supérieur du Vietnam] », *Tập san Nghiên cứu Hành chính*, 1971.

⁴¹⁷ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Thủ Tổng thống Đề nghị Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ 3550, Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Công văn gửi Thủ tướng chính phủ Việt Nam Cộng hoà về chính sách đối với các viện đại học tư, số 470 – GD/TTh/VP, ngày 19/6/1970 [ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3550, Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), Message officiel au Premier ministre de la République du Vietnam sur la politique à l'égard des universités privées, n°470 – GD/TTh/VP, le 19 juin 1970].

Cependant, une partie de la politique de massification universitaire, le mécanisme d'inscription libre, dans la plupart des universités sud-vietnamiennes a conduit à des insuffisances dans l'ensemble du système de l'enseignement supérieur. Outre l'avantage d'apporter des opportunités d'apprentissage à haut niveau à toutes les couches de la population, il a également provoqué l'incertitude de qualité entrante des étudiants et à un déséquilibre dans la structure des métiers de formation. En raison du manque de contrôle sur la qualité des intrants et des réglementations de formation relativement faciles à la plupart des universités tandis qu'un point commun des établissements universitaires était l'assurance avec prudence la qualité des extrants, donc un gros problème pour l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam est le faible taux de diplômés des étudiants, en particulier pour les écoles acceptant l'inscription libre et ayant de grands effectifs étudiants. La proportion des diplômés la plus basse appartenait aux écoles dont le nombre d'étudiants était le plus élevé, comme la faculté de Droit et la faculté de Lettres (inscription libre). Le taux de diplômé moyen des étudiants en dernière année restait normalement au seuil de 10-20 %, voire pour le cas de la faculté de Droit, il était 3,4 %, de la faculté de Lettres à 1,8 %, pendant que pour les écoles exigeant des examens d'entrée tels que les écoles de Pédagogie, les facultés de Médecine, la faculté de Pharmacie, la faculté de Médecine dentiste ou les écoles techniques, le taux de diplomation était généralement très élevé de 55 à 95 %⁴¹⁸.

Le système d'enseignement supérieur de la République du Vietnam a formé une partie des ressources humaines pour le gouvernement dans des domaines clés tels que l'administration, le droit, la médecine, la pharmacie, la pédagogie, la technique, le travail social, etc. En moyenne, chaque année, l'enseignement supérieur sud-vietnamien a fourni pour l'économie, la culture de la société du Sud, de 15 000 à 25 000 professionnels qualifiés dans de nombreux domaines. De 1954 à 1970, il y avait au total 2 816 licenciés et 369 doctorats en droit ; 710 licenciés et 28 doctorats en lettres ; 434 licenciés et 13 doctorats d'État (selon le système français) et 10 doctorats (selon le système américain) en sciences ; il y avait également 254 professeurs de l'enseignement secondaire du 1er niveau, 949 professeurs de l'enseignement secondaire du 2e niveau ; 1 176 médecins, 192 médecins dentistes, 1 325 pharmaciens, 25 architectes, 998 fonctionnaires administratifs et 136 doctorats en gestion administrative publique, 374 ingénieurs civils, 18 ingénieurs électriciens, 422 ingénieurs en agriculture, sylviculture et vétérinaires et 186 ingénieurs des arts industriels⁴¹⁹.

(3) Déséquilibre dans la structure des métiers de formation

Dans les universités au Sud-Vietnam, le déséquilibre dans la structure de métier de formation pouvait se trouver très clairement dans les domaines et les groupes de branche de formation. Le nombre d'étudiants en sciences humaines et sociales à cette période représentait près de 70 % de la population totale d'étudiants dans l'ensemble du Sud-Vietnam, principalement dans les facultés de droit et de Lettres, bien que ces disciplines soient peu liées et ne rattrapent pas le besoin de l'industrialisation du gouvernement sud-vietnamien. Pendant ce temps, pour les disciplines de sciences fondamentales, de sciences techniques fournissant des médecins, des ingénieurs et des techniciens, le nombre d'étudiants

⁴¹⁸ PHÒNG TƯ LIỆU KHOA LỊCH SỬ, « Kỹ yếu của Hội đồng Quốc gia Giáo dục (1969) - Tài liệu đánh máy số 131 [Annuaire du Conseil national de l'éducation (1969) - Document dactylographié n° 131] », ĐH Khoa học Huế, 1969, p.41.

⁴¹⁹ HOONG Yip Yat, *Development of higher education in Southeast Asia – Problem and Issues*, Regional Institute of Higher education and Development, 1973.

formés et diplômés ne répondait pas aux besoins de développement socio-économique de 18 millions d'habitants sud-vietnamiens à cette époque. Le déséquilibre des métiers de formation a conduit inévitablement à l'inégalité du nombre d'étudiants inscrits dans les établissements de formation, entre les universités (où on formait les cadres supérieurs, vers l'orientation de l'enseignement général) avec les écoles techniques professionnelles, y compris les universités communautaires formant des professionnels au niveau élémentaire et intermédiaire, vers une orientation professionnelle.

Par exemple, au cours de l'année académique 1962-1963, les facultés universitaires ont attiré 17 929 étudiants inscrits, ce nombre dans les écoles techniques professionnelles n'était que de 419. Si l'on compare l'augmentation des effectifs pendant 10 années (à partir de l'année scolaire 1959-1960 à 1969-1970), le nombre d'étudiants s'inscrivant au système facultaire universitaire a augmenté 424 %, tandis que celui des écoles techniques professionnelles était 150 %. Alors que le développement économique nécessite en fait plus des professionnels aux niveaux intermédiaires et élémentaires que de spécialistes au niveau supérieur, le nombre d'étudiants dans les écoles techniques professionnelles n'était que de 20 % de celui des étudiants des universités dans les domaines : agriculture, ingénierie, administration, gestion, médecine, pharmacie, architecture. Par exemple, lorsque l'économie sud-vietnamienne avait besoin de 18 150 spécialistes au niveau intermédiaire, en réalité, la formation n'a fourni qu'inférieure à 1 500⁴²⁰. Quant à l'industrie d'agriculture et de sylviculture, avec 3 000 000 hectares de terres cultivées et 200 000 hectares de forêts, tout le Sud-Vietnam ne comptait que 47 ingénieurs agronomes, 26 ingénieurs hydroforestiers, en plus, bien qu'il y ait tellement d'animaux domestiques, de volailles, mais il y avait seulement 22 vétérinaires⁴²¹. En 5 ans, de 1966 à 1970, seuls 177 ingénieurs en électricité ont été formés, c'est-à-dire, nécessitant 156 ingénieurs de plus. De 1970 à 1972, le gouvernement prévoyait de ne recruter que 16 experts en économie politique et 2 avocats, mais rien qu'en 1970, il y a eu 377 étudiants de licence de droit et 40 étudiants de master de droit diplômés. Pendant la même période, les usines avaient besoin de 388 ingénieurs en mécanique, mais les écoles supérieures techniques ne pouvaient former aucun ingénieur de cette expertise. Jusqu'en 1974, moyennement, le Sud-Vietnam avait seulement 1 ingénieur pour 15 000 habitants tandis que pour s'industrialiser le pays (comme au Japon), ce taux nécessaire était 1 ingénieur pour 250 habitants⁴²². Cette pénurie de personnel a conduit la dépendance de plus en plus de la République du Vietnam des États-Unis, non seulement en matière des capitaux, mais aussi des spécialistes dans de nombreux domaines.

L'enseignement supérieur de la République du Vietnam a hérité du patrimoine éducatif de l'époque coloniale française en fonctionnant comme presque une copie de l'enseignement supérieur français, puis s'est tourné vers le modèle américain, sous la dépendance et la contrainte étroitement liées à l'aide américaine. Mais, quel que soit le contexte, les universités du Sud-Vietnam ont fait des efforts pour promouvoir l'identité nationale. C'est le passage du

⁴²⁰ DO Ba Khe et NGUYEN Cong Chanh, « Đại học và Giáo dục huấn nghệ [Enseignement supérieur et Éducation professionnelle] », *Tap chí Tư tưởng*, No 47 (1), 1974.

⁴²¹ VO Van Sen, « Giáo dục đại học miền Nam Việt Nam giai đoạn 1954-1975 [Enseignement supérieur du Sud au Vietnam pour la période 1954-1975] », Université Nationale Ho-Chi-Minh ville, 2008.

⁴²² Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Thủ Tổng thống Đệ nhị Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ số 3538, Đỗ Bá Khê (1970), Giáo dục và tình trạng khoa học, kỹ thuật tại Việt Nam Cộng hoà, thuyết trình đại học tại Trường Cao đẳng Quốc phòng Sài Gòn, ngày 28/10/1970, tr 6. ANV – Centre No. II, Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam, Dossier 3538, Do Ba Khe (1970), l'Éducation et le statut de la science et de la technologie en République du Vietnam, conférence universitaire au Collège de défense nationale de Saïgon, 28 octobre 1970, p.6].

français au vietnamien en tant que principale langue d'enseignement dans les universités (ce processus s'est achevé en 1966) ; le remplacement des enseignants français et américains par des professeurs et des intellectuels vietnamiens, même dans des domaines difficiles comme la Médecine ou les Sciences. En plus, le développement des programmes de formation tient également compte de l'exigence :

[trad.] Il faut avoir des caractéristiques nationales et viser à servir le pays de manière pratique et efficace. Par conséquent, il ne peut pas s'agir simplement d'une traduction d'un programme étranger, au contraire, il doit être manipulé avec soin pour s'adapter aux circonstances du Vietnam. La nationalité dans les programmes d'enseignement supérieur ne fait pas toujours mentionner le Vietnam, il s'agit de présenter par une langue vietnamienne authentique, selon la façon de compréhension et d'expression des Vietnamiens. L'université doit être située au cœur de la nation, non en marge de la société, ou dans une tour d'ivoire séparée du destin de la nation.

Ou pour le dire plus précisément:

[trad.] L'université dans la période actuelle doit viser à servir la nation et le peuple, alors le niveau de l'université doit être le niveau de la nation et du peuple vietnamien, mais pas des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne ou de la Russie soviétique.⁴²³

⁴²³ TAP CHÍ ĐẠI HỌC, « Vài ý kiến về vấn đề Đại học [Quelques opinions sur le problème de l'université] », 1960, p.36.

Conclusion du chapitre 2

Au Vietnam pendant la période 1955-1975, les deux régions de Nord et de Sud avaient deux institutions politiques opposées en matière du système idéologique. Cela a conduit à la formation d'un système universitaire dans chaque région avec une ligne de développement, des objectifs de formation ainsi que des manières d'organisation et de fonctionnement différentes. Les fondements originaux de ces deux systèmes d'enseignement supérieur sont les héritages éducatifs établis pendant l'époque coloniale française. Le gouvernement de la République du Vietnam (le Sud) a été soutenu par les Français par le transfert d'installations, d'équipements et d'un grand nombre d'enseignants, de personnels et d'étudiants, ainsi que par une aide à la mise en place des mécanismes de gestion et de fonctionnement des établissements d'enseignement selon le cadre de la convention de coopération éducative - culturelle entre la France et l'État du Vietnam (prédécesseur de la République du Vietnam). De son côté, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam (le Nord) a dû faire tous ces travaux par lui-même, sur la base des quelques installations délaissées par les Français après leur regroupement au Sud conformément à l'accord de Genève en 1954.

Dans les premières années d'après 1954, l'empreinte du modèle d'enseignement supérieur français était encore très claire dans les deux régions, notamment dans l'organisation et le fonctionnement des programmes de formation. La langue française était encore utilisée dans certaines facultés universitaires. Mais ensuite, parallèlement au changement de situation politique, notamment la demande de ressources humaines pour l'économie et la guerre, les deux régions ont effectué des changements de modèle. Le gouvernement nord-vietnamien a soumis le secteur de l'enseignement supérieur à une planification ambitieuse mais irréaliste compte tenu des contraintes. Pendant ce temps, dans le Sud, les gens développaient librement des connaissances pour eux-mêmes, en fonction des besoins de chacun. L'université bénéficiait de nombreuses réglementations ouvertes et favorables. En réalité, les deux régions du Vietnam ont toutes préconisé des politiques d'expansion du système universitaire, mais en raison d'idéologie et d'objectifs complètement différents, les systèmes d'enseignement supérieur du Nord et du Sud ont divergé. Certains caractères clés de ces deux systèmes universitaires peuvent être résumés comme suit :

(1) La Deuxième guerre d'Indochine, la guerre la plus dévastatrice du XX^e siècle, a eu un impact considérable sur l'enseignement supérieur et singulièrement sur les étudiants.

Bien que, généralement, des combats majeurs et prolongés n'aient pas eu lieu directement dans le Nord, deux campagnes de bombardement dévastatrices menées par les États-Unis, entre 1964 et 1968 puis en 1972, ont lourdement détruit les grandes villes nord-vietnamiennes. Les étudiants devaient donc apprendre dans des zones d'évacuation, sous des conditions très mauvaises et pénibles. En outre, l'escalade des hostilités a conduit à la mobilisation d'une grande part des professeurs et des étudiants. Cela a affecté considérablement la qualité de l'enseignement. Au Sud, front principal de la guerre avec des batailles directes et continuelles, la République du Vietnam a dû concentrer toutes ses ressources sur l'armée et le budget pour l'enseignement supérieur était donc extrêmement limité. L'évolution croissante de la guerre a également entraîné l'application des politiques de temps de guerre aux établissements de l'enseignement supérieur, en mobilisant les étudiants pour entrer dans l'armée. Si avant 1968, les étudiants sud-vietnamiens bénéficiaient de nombreuses privilèges de dispense, à partir de mars 1968, pendant trois mois par an, les étudiants devaient aller à l'école militaire pour participer à une formation militaire et étudier

8 heures d'éducation militaires par semaine dans les facultés universitaires⁴²⁴. Ce sont ces réglementations qui ont en partie provoqué l'augmentation rapide des effectifs des écoles, telles que, la faculté de Droit, la faculté de Lettres, la faculté de Médecine et la faculté de Pharmacie, car les étudiants espéraient qu'étudier ces branches de formation pourraient les aider à accéder à des postes plus sûrs dans l'armée après enrôlement. Ainsi, ces phénomènes ont affecté de manière significative la psychologie, la motivation ainsi que le plan d'étude des étudiants.

(2) Pour des raisons différentes, le phénomène commun apparu dans les deux enseignements supérieurs, du Nord et du Sud, était l'augmentation trop rapide de l'offre de formation qui a dépassé la capacité d'accueil du système universitaire.

Les deux régions n'avaient pas la capacité de former efficacement au niveau avancé (jusqu'à la fin de cette période, seul le Sud-Vietnam était en mesure de former des masters et des doctorats dans certains domaines). C'est pourquoi les enseignants ou les étudiants souhaitant perfectionner leurs connaissances devaient aller étudier à l'étranger. Au Nord, les étudiants ont été envoyés dans les pays socialistes, surtout en Union soviétique. Au Sud, ils ont été envoyés dans les pays capitalistes, notamment la France et les États-Unis. Le Nord comme le Sud autorisaient toutes les couches du peuple à accéder gratuitement aux universités publiques de plus et offraient des programmes de bourses pour les étudiants défavorisés.

(3) Après l'Accord de Genève de 1954, le Nord-Vietnam orienté vers le socialisme a construit un modèle socio-économique par principe de la planification centrale selon le modèle soviétique.

Le développement de l'enseignement supérieur est associé strictement au plan de l'économie nationale et devait donc effectuer des tâches de formations conformées aux plans gouvernementaux. Le fondement initial se composait de trois écoles : l'école de Médecine et de Pharmacie, l'école de Lettres et l'école des Sciences. En première année académique, l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement supérieur étaient toujours la même que celle de l'Université indochinoise. La politique des affaires étrangères a provoqué que le Vietnam n'eût de relations qu'avec l'Union soviétique et les pays socialistes. Et en fait, l'Union soviétique a fourni beaucoup de soutiens dans le domaine de l'enseignement supérieur au Vietnam. Selon la ligne politique du Parti communiste, les universités nord-vietnamiennes ont été réorganisées et converties au modèle soviétique en transformant des institutions universitaires en écoles de formation monodisciplinaire ou monodomaine, et les ont laissés sous l'autorité directe de nombreux ministères spécialisés de gouvernement, dans le but d'optimiser la formation des ressources humaines pour chaque secteur économique. L'État déterminait les critères à atteindre, en matière de formation et de recherche et à partir de cela, a continué de fixer les quotas de formation. L'enseignement supérieur opérait selon un plan prédéterminé et les diplômés suivaient la disposition d'emploi de l'État. Aucune école

⁴²⁴ Trung tâm Lưu trữ Quốc gia II, Phòng Quốc vụ khanh đặc trách Văn hoá Việt Nam Cộng hoà, Hồ sơ số 1132, Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Bản sao công văn mật của Bộ Quốc phòng về tiêu chuẩn hoãn dịch sinh viên và chương trình Huấn luyện quân sự học đường, số 5084 – QP/NC – 1/K, ngày 8/10/1970 [ANV – Centre No. II, Fonds du ministre d'État chargé de la Culture de la République du Vietnam (1954-1975), Dossier 1132, Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), la copie du message officiel secrète du ministère de la Défense sur les normes de report de l'entrée dans l'armée et le programme de formation militaire scolaire, n°5084 – QP/NC – 1/K, le 8 octobre 1970].

privée n'a été autorisée à fonctionner pendant cette période. L'État gérait uniformément toutes les activités liées à l'enseignement supérieur.

Pendant ce temps, le Sud a suivi la direction du capitalisme en construisant une économie de marché avec un haut degré de liberté qui a entraîné la nécessité de former des ressources humaines diverses, en fonction des changements rapides du marché. L'enseignement supérieur sud-vietnamien a démarré et continué de maintenir le processus de déploiement universitaire selon le modèle français pendant plus de la moitié de son existence. Et dans le contexte de l'économie de marché, les universités du Sud-Vietnam se sont également développées selon ce mécanisme avec une grande autonomie en matière d'offre et types de formation dont le système des établissements privés. La plupart des institutions universitaires appliquaient le règlement de l'inscription libre avec le contrôle strict de qualité pour les diplômés. Les changements vers l'« américanisation » apparaissaient principalement dans les universités privées telles que l'Université de Dalat, l'Université Van Hanh, etc., et un certain nombre de « jeunes » universités créées après 1970, mais dans les grandes universités avec une longue tradition, comme l'Université de Saïgon (la plus grande) et l'Université de Hué, ces modifications se sont passées beaucoup plus lentement et prudemment, en particulier dans la faculté de médecine, la faculté de droit et la faculté de lettres qui avaient des liens éducatifs et culturels anciens avec la France. Ainsi, même lors de la mise en œuvre du modèle organisationnel, soit selon le modèle américain ou modèle français, soit l'intersection des deux modèles, le choix et la décision de réforme appartenaient également à l'autonomie de chaque université.

(4) Le facteur politique est la différence importante et fondamentale

Le Nord-Vietnam a été dirigé uniquement et entièrement par le Parti communiste, l'enseignement supérieur a été toujours dominé par la politique. L'idéologie communiste a été imposée à toutes les activités éducatives, de la structure organisationnelle (avec le Comité du Parti - *Đảng uỷ*, l'agence la plus puissante de l'université nord-vietnamienne) au programme de formation (avec les matières politiques occupant environ de 20 % du volume total du programme d'études qui ont été appliqués pour toutes les branches ou métiers de formation). Le programme de formation a été unifié et déterminé de haut à bas avec un cadre de programme de base obligatoire pour toutes les universités. En plus, les activités extrascolaires des étudiants et des professeurs étaient principalement des apprentissages de politique.

Dans les universités du Sud, l'autonomie notamment en matière académique a été développée. Il n'y a pas de facteur politique qui dominait le processus de construction du programme de formation. Dans le cadre de l'autonomie universitaire, les professeurs qu'ils soient issus des écoles françaises ou américaines sont libres d'introduire et de critiquer des idéologies philosophiques, des courants littéraires et artistiques très proches des récentes tendances internationales. Il y a même des professeurs qui n'hésitaient pas à créer leur propre école de pensée comme le professeur Kim Dinh, qui a écrit des milliers de pages de livres sur la pensée de « confucianisme à la vietnamienne ». En étant considérés comme l'élite de la société, les étudiants vivaient dans un environnement académique relativement ouvert et libre, et bénéficiaient d'une démocratie scolaire avec des conditions pour fonctionner librement dans le cadre du règlement de l'école. Les étudiants avaient le droit d'exprimer librement leurs opinions, leurs pensées et leurs points de vue sur toutes les questions de la société contemporaine. L'accès et la recherche des courants d'idées de France, des États-Unis ainsi que d'autres pays, étaient assez faciles, y compris pour le marxisme-léninisme. En

recevant des idées de l'extérieur, la force étudiante du Sud-Vietnam a également progressivement formé ses propres positions. Il y avait de gens qui soutenaient la présence des États-Unis, d'autres qui penchaient pour la position du Front de libération du Sud-Vietnam, mais il y avait aussi des étudiants neutres, à la fois s'opposant à l'intervention américaine au Vietnam et soutenant la société non communiste⁴²⁵.

Pendant la période de fondation et de développement, bien que les deux systèmes d'enseignement supérieur diffèrent par leur idéologie et leur interprétation, une chose intéressante est qu'ils coexistent dans le contexte historique mouvementé du Vietnam avec la vie sociale très difficile, mais l'enseignement supérieur de chaque région a atteint ses propres réalisations. Quel que soit l'environnement académique, l'enseignement supérieur du Nord et du Sud s'efforçaient toujours de combiner l'éducation du savoir et l'éducation morale. Le maintien et l'expansion des échanges et de la coopération scientifiques avec la communauté internationale se sont effectués dans les deux régions, contribuant non seulement à améliorer la capacité d'étude et de recherche des étudiants et enseignants vietnamiens, mais également à constituer un pont pour mettre à jour de nouvelles connaissances sur la science, la technologie, et la culture sociale. Le Nord entretenait un lien académique régulier avec des professeurs français et avec le système des pays socialistes tandis que le Sud était une partie régulière du réseau de recherche américain et régional, s'attirant alors le soutien des organisations internationales telles que l'UNESCO, le PNUD, etc. Le développement de l'enseignement supérieur dans chaque région a apporté d'importantes contributions au progrès commun de la société vietnamienne en faisant rapprocher le Vietnam vers monde de la connaissance.

⁴²⁵ DOAN Viet Hoat, « Con sốt đại học miền Nam [Fièvre de l'enseignement supérieur au Sud] », *Tạp chí Tư tưởng*, No 1, 1972.

Chapitre 3 : Enseignement supérieur vietnamien après 1975

Pour le Vietnam, l'année 1975 marque le début officiel d'un Vietnam unifié, puisque les événements du 30 avril 1975 ont conduit les deux régions du Vietnam à être sous un régime politique commun. Dans ce nouveau départ, le secteur de l'enseignement supérieur du Vietnam entre dans une nouvelle ère avec un premier défi qui consiste à surmonter le grand écart entre des systèmes d'enseignement supérieur du Nord et du Sud. Entre 1975 à 2020, les principales caractéristiques de l'université soviétique ont été imposés, mais pas complètement, dans le système universitaire vietnamien unifié. La période peut être divisée en trois moments : 1975-1986, 1986-2006, 2006-2020.

1. Période 1975-1986

1.1. Contexte historique et orientation de développement de l'enseignement supérieur

1.1.1. Contexte historique

Pendant la Deuxième guerre d'Indochine, lorsque les États-Unis étendirent la guerre à toute cette péninsule, les 24 et 25 avril 1970, le Vietnam, le Laos et le Cambodge s'engagèrent lors d'une conférence au sommet à s'opposer ensemble aux États-Unis. Du 30 avril 1970 au 23 mars 1971, les forces des trois pays se sont alliées et ont remporté des victoires stratégiques. Pourtant, les contradictions latentes entre le Vietnam et la Chine apparues depuis 1968 sur la question de relation avec l'Union soviétique ont continué à se développer avec les désaccords sino-vietnamiens sur la manière d'opérer la guerre avec les États-Unis dans le Sud du Vietnam. L'autorité Khmer rouge est utilisée par la Chine comme un outil contre le Vietnam. En réalité, la Chine voulait que le Vietnam ne poursuive qu'une guérilla limitée contre les États-Unis, mais ne souhaitait pas un Vietnam unifiant les deux régions, pour maintenir le Vietnam du Nord sous sa dépendance. Au contraire, à partir du début des années 1970, le Vietnam a préconisé de mener une guerre régulière pour unifier complètement et le plus tôt possible le pays. On peut rappeler aussi qu'antérieurement, la Chine s'était opposée aux négociations directes entre le Vietnam et les États-Unis, après l'offensive du Têt en 1968 sans pays intermédiaire⁴²⁶. En 1972, le président américain Nixon a visité Pékin et conclut un accord pour isoler le Vietnam. En 1974, la Chine a commandé à ses troupes d'envahir l'archipel vietnamien de Hoang-Sa géré par la République du Vietnam à ce moment-là (toujours protégé par les États-Unis), mais les États-Unis n'a eu aucune action lorsque le gouvernement sud-vietnamien a demandé de l'aide. En 1975, lors d'une visite à Pékin, le secrétaire général vietnamien Le Duan a soulevé la question sur l'archipel de Hoang-

⁴²⁶ O'DOWD Edward C., *Chinese Military Strategy in the Third Indochina War*, Routledge, 2007., p.40.

Sa (les îles Paracels), mais la réponse intransigeante de la Chine a agacé le dirigeant vietnamien⁴²⁷.

Le 30 avril 1975 a officiellement mis fin à la Deuxième guerre d'Indochine, mais la réunification du Vietnam est un événement non attendu pour la Chine. Le 10 mai 1975, en profitant du moment où l'armée sud-vietnamienne était dissoute et où celle de la République démocratique du Vietnam ne pouvait pas encore prendre le relais, la marine Khmère rouge (Cambodge) avec le soutien de la Chine envahit l'île Tho Chu (appartenant à la ville insulaire de Phu Quoc, au Sud du Vietnam). L'incident de Tho Chu (Phu Quoc) a vraiment allumé le feu des événements tendus dans des années suivantes, avec une série d'activités provocatrices des forces cambodgiennes au long de la frontière sud-ouest du Vietnam pendant la période 1975-1978. Le gouvernement Khmer rouge a organisé des attaques, des incendies volontaires, des enlèvements, des poses de mines, des lancements de grenades, etc., dans les régions de frontière cambo-vietnamiennes. Particulièrement grave, c'est le cas de la province d'An Giang qui a subi l'attaque simultanée à l'échelle divisionnaire des Khmers rouges, ce qui a causé les pertes en vies humaines extrêmement lourdes pour le Vietnam, dont le massacre de Ba Chuc (province d'An Giang), les troupes khmères rouges ont tué 3 157 civils (seulement 3 personnes qui ont survécu) en 12 jours d'occupation du 18 au 30 avril 1978⁴²⁸. En 1979, le Vietnam a lancé une campagne de contre-offensive, traversant la frontière pour traquer les Khmers rouges, à la fois protéger le Vietnam et aider le Cambodge à échapper au génocide réalisé par l'autorité soutenue par la Chine. Pendant la période de 1975-1979, le Cambodge a été plongé dans la douleur extrême par le génocide causé par le gouvernement khmer rouge. La particularité de ce génocide est que le pouvoir en place l'a effectué sur son propre peuple. Les Khmers rouges avaient l'intention de créer une forme d'un « socialisme agricole » fondée sur les idéaux chauvinistes, les pensées du maoïsme et la xénophobie⁴²⁹. Les politiques de déplacement de force des villes pour travailler sur les champs, la torture et les exécutions massives ont entraîné la mort d'environ 25 % de la population totale du Cambodge (environ 2 millions de personnes). Le génocide a pris fin après la guerre de la frontière du sud-ouest du VietNam⁴³⁰. Le tribunal international de Russell a jugé le génocide des dirigeants de Khmers rouges en vertu de la Convention internationale du 9 décembre 1948.

En plus de soutenir l'autorité des Khmers rouges à la fois par des conseillers militaires et par une quantité abondante de fournitures militaires pour faire la guerre contre le Vietnam, en février 1979, la Chine a attaqué directement toute la frontière sino-vietnamienne. De nombreux pays occidentaux appellent ces deux guerres frontières la « Troisième guerre d'Indochine ». Après avoir maintes fois réalisé de petites provocations militaires, à 3 heures du matin le 17 février 1979, la Chine a mobilisé plus de 600 000 soldats, avec plus de 500 tanks

⁴²⁷ SZALONTAI Balazs, « Im lặng nhưng không đồng tình [Silence sans accords] », sur *BBC News (Vietnamese Version)* [en ligne], publié le 24 mars 2009, [consulté le 24 septembre 2020].

⁴²⁸ HUU NGOC, « The river flows quietly once again », sur *Vietnam News Agency* [en ligne], publié le 8 mai 2005, [consulté le 24 septembre 2020].

⁴²⁹ JOHNMAN Albert J., « The Case of Cambodia », in *Contemporary Genocides: Causes, Cases, Consequences*, Programma Interdisciplinair Onderzoek naar Oorzaken van Mensenrechtenschendingen, 1996, p.61.

⁴³⁰ Selon,

- HEUVELINE Patrick, « “Between One and Three Million” », *Population Studies*, 52, [Population Investigation Committee, Taylor & Francis, Ltd.], 1998.
- ETCHESON Craig, *After the Killing Fields: Lessons from the Cambodian Genocide*, Greenwood, 2005.
- FREY Rebecca Joyce, *Genocide and International Justice*, Facts On File, 2009.
- MAYERSAN Deborah, « “Never Again” or Again and Again », in *Genocide and Mass Atrocities in Asia: Legacies and Prevention*, Routledge, 2013.

et des blindés, des milliers de pièces d'artillerie, etc., pour envahir le territoire vietnamien sur toute la frontière du nord de Phong Tho (province de Lai Chau) à Mong Cai (province de Quang Ninh). Avec l'avantage d'une grande force, de nombreuses armes et équipements techniques, les troupes chinoises ont progressivement avancé en territoire vietnamien, et occupé un certain nombre de zones et de villes importantes. Dans la soirée du 17 février 1979, le Vietnam a appelé l'Union soviétique et d'autres pays socialistes à l'aider à lutter contre l'agression de la Chine. Le ministère vietnamien des Affaires étrangères a également envoyé une note de protestation contre la Chine aux Nations Unies. Le 18 février 1979, l'Union soviétique a publié une déclaration soutenant la lutte du Vietnam:

[trad.] L'héroïque peuple vietnamien, qui vient d'être victime de l'invasion d'aujourd'hui, a la capacité de s'insurger, encore une fois, pour lui-même, et de plus, il a des amis surs. L'Union soviétique respectera strictement les engagements au titre du Traité d'amitié et de coopération entre l'Union soviétique et le Vietnam.⁴³¹

L'Union soviétique a clairement indiqué qu'elle n'hésiterait pas à prendre les mesures les plus fortes pour « rétablir la paix et la justice », en donnant l'alerte à la Chine par la transmission aux forces armées soviétiques en Sibérie de l'état d'alarme et en fournissant au Vietnam les informations militaires collectées par les satellites d'espionnage. Le 19 février 1979, une délégation de conseillers militaires soviétiques dirigée par le général Gennady Obaturov est arrivée à Hanoi⁴³². En raison de la situation de guerre urgente, le gouvernement vietnamien a décidé d'utiliser des armées principales fortes et de lancer des campagnes de contre-offensive à grande échelle, avec combinaison des armées. Début mars 1979, la situation de guerre a changé, l'armée vietnamienne a éliminé 62 500 soldats chinois de la bataille, brûlé et détruit 550 véhicules militaires, dont 280 tanks et véhicules blindés, détruit 115 canons et grands mortiers. En raison des pertes lourdes et des oppositions de l'opinion publique internationale, Pékin a dû annoncer le retrait des troupes au Vietnam. Le 16 mars 1979, la Chine a déclaré l'accomplissement du retrait de ses forces, cependant, en réalité jusqu'en 1990, la Chine n'a toujours pas retiré toute son armée. Pendant plus de 10 ans (1979-1990), les hostilités ont continué, avec un sommet en 1984-1985. De nombreuses unités militaires chinoises ont circulé vers la frontière, transformant les régions frontalières au nord du Vietnam en terrain d'entraînement pour les troupes chinoises. Le Vietnam était donc contraint de maintenir une grande force militaire le long de la frontière, faisant porter un lourd fardeau à l'économie. Les deux pays ont connu plus de dix ans de relations diplomatiques tendues et de conflits armés aux frontières. Du début de la guerre frontalière sino-vietnamienne à la fin mars 1979, par l'armée de l'air et de mer, l'Union soviétique a fourni au Vietnam de nombreuses nouvelles armes⁴³³. L'Union soviétique a déployé en mars 1979 un certain nombre de navires de guerre pour tenir à distance l'armée de mer américaine (alors considérés comme un allié de la Chine) ainsi que la Chine. Actuellement, alors que les relations sino-russes se sont réchauffées, l'augmentation des actions illégales de la Chine pour imposer sa demande souveraine en mer de l'Est (y compris de nombreuses parties d'eau territoriale du Vietnam) s'intensifie et une

⁴³¹ VIET LONG, « Chiến tranh Việt-Trung 1979 », sur *Nghiên cứu quốc tế* [en ligne], publié le 14 février 2019, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴³² PHAN Viet Hung, « Vị Đại tướng Liên Xô đã sát cánh cùng Việt Nam năm 1979 là ai? [Qui est le général soviétique qui était aux côtés du Vietnam en 1979 ?] », sur *Soha.vn* [en ligne], publié le 17 février 2016, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴³³ LE Do Huy, « Tháng 2/1979: Liên Xô cảnh cáo không được đụng đến VN [Février 1979 : L'Union soviétique met en garde contre le fait de toucher le Vietnam] », sur *Soha.vn* [en ligne], publié le 17 février 2014, [consulté le 4 septembre 2021].

raison importante est qu'il n'y a plus l'Union soviétique des années 1970 pour la réprimer. La guerre à court terme avec le Vietnam a coûté à la Chine environ 1,3 milliard USD et a affecté négativement le processus de réforme économique. En revanche, l'économie du Vietnam a également été gravement touchée, car il a été obligé de maintenir régulièrement une énorme force militaire le long de la frontière, à la fois sur terre et en mer, ce qui a exigé de consacrer une grande partie du budget de l'État à la situation de semi-guerre durant depuis 1975.

Sur l'ensemble de la période de 1975-1986, le Vietnam était encore en état de guerre malgré son unification territoriale. Le Vietnam a commencé le processus de reconstruction du système gouvernemental local dans le Sud, surmontant les conséquences de la guerre à travers le pays, lorsque les États-Unis et de nombreux pays occidentaux mettaient en œuvre des embargos économiques contre le Vietnam. Pendant la Deuxième guerre d'Indochine, la stratégie de développement économique du Vietnam basée sur la planification centrale et les subventions de l'État a été efficace dans la société de guerre, car toutes les priorités étaient consacrées au service de champ de bataille, et la coordination entre les domaines et les professions est efficace à condition qu'elle ait suivi un plan spécifique et coordonné. En entrant dans la période de 1975-1986, la priorité n'était plus de servir la guerre, mais de surmonter les conséquences de guerre et de développer l'économie du pays. La guerre a créé une génération de dirigeants du Parti ayant une idéologie politique subjective et volontariste sur les problèmes de classes sociales, sur la nationalité et les relations ethniques, sur la nation et les relations internationales, et sur les activités politiques. Ce système idéologique a conduit à construire une économie qui ne s'appuie toujours que sur l'économie étatique alors que l'économie de marché n'est pas reconnue et que l'économie privée n'est pas développée parce qu'interdite. Cela a sapé la motivation et les opportunités de croissance de l'économie, provoquant une crise économique et sociale grave pendant toute la période, surtout en 1983, 1984 et 1985. Le contexte de l'économie exsangue, de la vie quotidienne difficile, avec des dirigeants extrêmement conservateurs, ont causé des conséquences négatives, tout d'abord dans le domaine de la culture et de l'éducation, mais surtout dans l'enseignement supérieur.

1.1.2. Orientation pour le développement de l'enseignement supérieur pour la période 1975-1986

Comme les autres niveaux de formation du système de l'éducation nationale vietnamien, l'une des tâches les plus urgentes était d'unifier le système d'enseignement supérieur du pays. L'enseignement supérieur du Sud n'a existé que 20 ans, et en raison de la situation de guerre, sa capacité de déployer des tâches de formation a été encore limitée, mais de nombreuses caractéristiques du modèle universitaire du Sud-Vietnam sont très progressistes. Comme décrit d'Arthur W. Galston, professeur de biologie à l'université de Yale, dans le magazine *Science* le 29 août 1975, après sa visite de terrain au Nord-Vietnam (6 semaines après l'événement de réunification de 30 avril 1975), l'un des sujets qui préoccupait plus les dirigeants du Nord était la question de la réunification avec le Sud. Selon *Science*,

[trad.] La réunification dans les domaines de la science et de l'éducation sera probablement difficile, car les deux régions se sont développées dans deux directions différentes au cours des décennies. Mais malgré les difficultés, Galston a constaté que les dirigeants du Nord exprimaient ouvertement leur admiration pour de nombreuses caractéristiques de la science et de l'éducation du Sud; ils

*prévoient de les intégrer au système du Nord quand le processus de réunification en cours de discussion aurait effectivement eu lieu.*⁴³⁴

Et, il est vrai que juste après la réunification des deux régions, le secrétaire général du Parti communiste Le Duan, après son voyage d'affaires au Sud, a reconnu les aspects positifs du mécanisme de marché, mais la majorité des dirigeants du Parti de cette période s'opposaient farouchement aux États-Unis, donc à la fois au modèle économique et au modèle d'enseignement supérieur du Nord du Sud. Ainsi, le modèle universitaire soviétique qui se déployait au Nord remplacerait le modèle universitaire américain existant au Sud du Vietnam, c'est-à-dire à l'échelle nationale entière.

En décembre 1976, le 4e Congrès du Parti communiste du Vietnam a orienté la voie du Vietnam vers le socialisme, en précisant les caractéristiques qui devaient être encouragées : « devenir maîtres collectifs, aimer le travail, avoir le patriotisme socialiste, avoir l'esprit international du prolétariat ». L'éducation devait devenir « le fondement culturel d'un pays, la force future de la nation ». Mettant en œuvre la politique du 4e Congrès du Parti de « mener une grande réforme de l'éducation dans tout le pays, pour rendre l'éducation nationale plus étroitement liée à l'œuvre révolutionnaire socialiste », le 11 janvier 1979, le Parti communiste du Vietnam a publié la Résolution n° 14 - NQ/TW sur la réforme de l'éducation (3e fois) vers une éducation unifiée et conforme à la stratégie nationale de reconstruction et de développement du pays. La résolution 14/1979 a souligné qu'il était nécessaire de s'efforcer d'améliorer la qualité de l'enseignement général, de créer de nouvelles classes de travailleurs, capables d'assumer l'œuvre de l'édification du socialisme⁴³⁵. La résolution sur la réforme de l'éducation pour tous les niveaux d'enseignement dans le pays a établi ainsi un système éducatif unifié et scientifique adapté aux conditions pratiques du Vietnam.

En général, les orientations pour l'enseignement supérieur de l'ensemble du pays à ce stade n'ont pas beaucoup changé par rapport à celles de l'apogée de la deuxième guerre d'Indochine. L'enseignement supérieur restait un outil de service aux vues du Parti communiste. Le facteur politique et l'idéologie communiste restaient les boussoles de toutes les décisions du système éducatif. Cependant, les politiques de l'éducation ont également évolué vers la possibilité de modernisation avec des tâches spécifiques comme suit :

- Il est nécessaire de moderniser solidement le programme d'apprentissage culturel, scientifique et technique ; sélectionner de manière systématique les savoirs fondamentaux et modernes, des connaissances proches de la réalité vietnamienne, afin de se forger un point de vue scientifique, développer la pensée scientifique et la capacité d'action des apprenants. Étendre les connaissances en gestion dans le programme d'études ; améliorer l'éducation esthétique des apprenants à travers la littérature, l'art et d'autres matières.
- Il faut étendre et perfectionner le réseau des universités et des collèges supérieurs, des écoles professionnelles, selon les exigences de développement du pays en matière d'économie, de culture, de société et de défense nationale. Il est nécessaire de déterminer un modèle raisonnable de réseau scolaire aux niveaux central et local, adapté à la structure de l'économie et des métiers.

⁴³⁴ SHAPLEY Deborah, « Science in Vietnam: The Postwar North Seeks American Assistance », *Science*, 189 (4204), 1975.

⁴³⁵ POLITBURO DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Nghị quyết số 14-NQ/TW, ngày 11/1/1979 [Résolution No. 14 - NQ/TW, le 11 janvier 1979] », 1979.

- Le principe éducatif est « l'apprentissage accompagnant la pratique, l'éducation combinant le travail productif, l'école associant la société ». Il faut une coopération stricte entre l'université et les industriels, des établissements de production et de recherche, et une utilisation intensive des moyens modernes d'enseignement et d'information. Il est nécessaire de bien mettre en œuvre la méthode d'enseignement et d'apprentissage en combinant le travail de production, l'expérimentation et la recherche pour augmenter l'applicabilité.

1.2. Mise en œuvre pratique de l'enseignement supérieur pendant la période 1975-1986

Pour l'enseignement supérieur, la ligne du Parti communiste est de fusionner les deux systèmes d'enseignement supérieur très différents du Nord et du Sud en appliquant le modèle universitaire soviétique (en cours de mise en œuvre dans le Nord du Vietnam). Cependant, pour la première année académique du Vietnam unifié 1975-1976, le système éducatif de l'ancien gouvernement de Saïgon a continué à fonctionner. En conséquence, environ 4 millions d'élèves de l'enseignement secondaire et 40 000 étudiants sont retournés à l'école, avec plus de 40 000 professeurs (la plupart des anciens enseignants de l'ancien gouvernement sud-vietnamien) à tous les niveaux continuant à enseigner. En général, le fonctionnement de l'ensemble du système d'enseignement public en 1975-1976, en matière de forme, n'a pas beaucoup changé, mais dans le programme de formation, les matières liées à l'éducation civique et aux sciences sociales ont été supprimées. Les écoles privées n'ont pas été autorisées à fonctionner, la propriété privée n'étant pas reconnue par le Parti communiste du Vietnam. Dès la rentrée universitaire suivante, le système d'enseignement supérieur du Sud a été réformé conformément au modèle de l'enseignement supérieur du Nord.

1.2.1. Structure du système de l'Éducation nationale

Pour l'enseignement général, on a fusionné les systèmes de 10 ans (au Nord) et de 12 ans (au Sud) pour constituer un nouveau système d'éducation générale de 12 ans, dans lequel l'école primaire et l'école secondaire du premier niveau (collège) sont intégrées en une seule école secondaire de base (parcours de 9 ans). En même temps, on a créé la section spécialisée au niveau de l'enseignement secondaire du deuxième niveau (lycée).

Cette réforme s'est accompagnée du renouvellement des programmes, des manuels et du système d'écriture. En particulier, la réforme de l'écriture peut être appelée le « *renouveau d'être en arrière* » pour exprimer correctement sa nature, car en raison de cette « *initiative de brèche* », une génération des élèves a dû accepter un système d'écriture très disgracieuse. Puis à cause de la forte réaction de l'opinion publique, le ministère de l'éducation est revenue à l'écriture d'avant des réformes. En général, la résolution n° 14/1979 sur la réforme de l'éducation déclarée a établi un système éducatif unifié du niveau préscolaire au niveau doctoral.

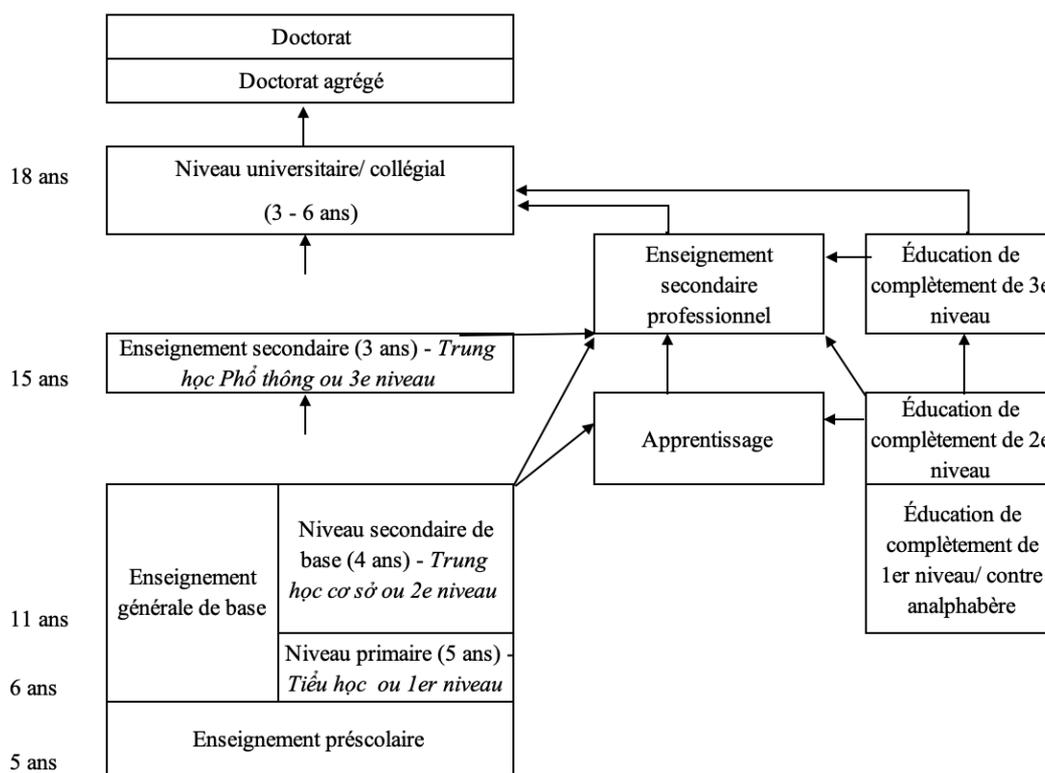


Figure 21 : Système de l'éducation selon la réforme de 1979

1.2.2. Réforme du système de l'enseignement supérieur

Le système universitaire du sud-Vietnam a été réformé selon le modèle du Nord, avec quelques caractères clés dans le processus de mise en œuvre :

- Abolir le système des écoles privées déjà très populaires dans le Sud avant avril 1975. Les établissements d'enseignement privé ayant du personnel enseignant qualifié et de bons équipements seraient convertis en écoles publiques et leurs élèves auraient été resélectionnés pour entrer dans les établissements publics.
- Dissoudre, diviser ou réorganiser les établissements publics d'enseignement supérieur de l'ancien gouvernement sud-vietnamien, selon le modèle soviétique disciplinaire. L'autonomie des universités a été complètement supprimée.
- Remplacer le modèle de l'université à l'occidentale universitaire par la fusion des facultés des sciences naturelles et des sciences sociales en une Université générale (*Đại học Tổng hợp*, en vietnamien) (multidisciplinaire en sciences fondamentales) similaire au modèle de l'Université générale de Hanoï (ou *Đại học Tổng hợp Hà Nội*, réformée en 1956), par la suite, c'est la création de l'Université générale de Hồ Chí Minh-Ville⁴³⁶ (*Đại học Tổng hợp Hồ Chí Minh*) et l'Université générale de Hué (*Đại học Tổng hợp Huế*).
- Certaines universités communautaires ont été transformées en écoles préparatoires universitaires pour perfectionner la source de recrutement d'étudiants des classes d'ouvrier - agriculteur, de fonctionnaire de l'État ou de soldat démobilisé pour les universités. D'autres ont été intégrés aux universités publiques.

⁴³⁶ Hồ Chí Minh- Ville est le nouveau nom de la ville de Saïgon après le 30/04/1975

- Établir deux nouvelles universités dans la région centrale et la région des Montagnes centrales, l'Université polytechnique de Da Nang et l'Université de Tay Nguyen.

Au Nord, les universités et les collèges supérieurs avaient gardé le même modèle d'organisation et le même mécanisme de fonctionnement qu'avant 1975. Il n'y a eu que quelques petites intégrations pour faire circuler une partie d'équipement d'enseignement à l'Université polytechnique de Da Nang et à l'Université de Tay Nguyen, car en raison de la situation économique très difficile du Vietnam à ce stade, il n'y a pas eu de capacité pour s'équiper de nouvelles infrastructures matérielles pour les écoles nouvellement créées. Un nouveau point remarquable au cours de cette période est que le 24 mai 1976, le Premier ministre a publié la décision n° 224-TTg, mettant officiellement en œuvre la formation postuniversitaire, pour le niveau de doctorat et de doctorat agrégé selon le modèle de l'Union soviétique. Et l'Université de Pédagogie de Hanoï a été sélectionnée comme premier établissement capable de former les niveaux postuniversitaires au Vietnam en 1977.

1.2.3. Mécanisme d'inscription étudiante

Chaque année, l'État attribuait des quotas d'inscription aux établissements d'enseignement supérieur, en se basant sur les besoins des ministères/secteurs et des localités. En conformité avec ces chiffres, le budget de l'État a été fourni aux ministères en charge des universités et des collèges supérieurs, puis ces agences continuaient d'attribuer aux institutions universitaires sous leur autorité directe. Le processus d'inscription universitaire à cette période a été gardé comme suit :

- Les candidats faisaient un dossier d'inscription aux universités et aux collèges supérieurs en fonction de leurs vœux et de leurs capacités. Selon l'école inscrite, les candidats passeraient l'examen dans l'un des trois blocs, dont : bloc A (Math-Physique-Chimie), bloc B (Math-Chimie-Biologie), bloc C (Lettres-Histoire-Géographie).
- Les candidats devaient passer deux examens, l'examen de baccalauréat et un examen d'entrée universitaire. Seuls les titulaires du baccalauréat étaient autorisés à participer à l'examen d'entrée aux universités et collèges supérieurs.
- Les examens étaient organisés en province selon des unités d'examen où les élèves de tous les lycées de province étaient mélangés. L'enseignant et l'étudiant en dernières années des écoles universitaires iraient aux provinces pour superviser l'examen.
- Les écoles se basaient sur les résultats de leurs candidats pour déterminer le seuil de score d'admission. Les candidats ayant de bons résultats et des CV clairs seraient envoyés par l'État pour étudier à l'étranger, principalement en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est. Tous les candidats étaient supervisés strictement en matière de CV.

Comme le quota de formation des écoles avait été déterminé selon le plan des ministères/branches, les diplômés seraient affectés à un travail par l'État comme lors des périodes précédentes. Ainsi, la garantie de travail pour les étudiants des universités publiques s'est trouvée également à l'enseignement supérieur des deux régions, le Nord et le Sud.

1.2.4. Processus de formation

Le système d'enseignement supérieur de cette période avait été déployé au Nord pendant la période 1955-1975, en appliquant le même processus de formation selon le nombre

d'années scolaires, comme le système universitaire de l'Union soviétique et des pays socialistes, avec les caractéristiques suivantes :

- Les classes étaient organisées selon la promotion d'inscription, le programme de formation était conçu pour tous les étudiants de la même promotion.
- L'unité scolaire était calculée en fonction de l'année scolaire. À la fin de chaque année académique, les étudiants qui obtenaient de bons résultats seraient promus dans la classe supérieure, ceux qui n'étaient pas admis devaient redoubler leur classe.
- En fonction de l'importance de la matière, l'évaluation des résultats d'apprentissage se faisait généralement en contrôle terminal et non continu.

Après avoir réorganisé tout le réseau des universités du Sud, le système d'enseignement supérieur de tout le pays fonctionnait comme celui du Nord avant 1975, jusqu'à l'année scolaire 1980-1981. Lors de la mise en œuvre de l'idéologie réformatrice de la résolution 14/1979, le secteur de l'éducation s'est heurté à de nombreuses difficultés et embarras parce que la nouvelle Résolution ne mentionnait que des plates-formes, des programmes et des orientations générales et ambitieuses pour le processus de développement de l'éducation, mais sans donner de directives et de mesures spécifiques et pratiques. Donc, la mise en œuvre du contenu de résolution n° 14/1979 avant et au début de la période de réforme n'a fait aucune différence. Quant aux universités au Nord, il s'agit vraiment de continuer à effectuer des tâches d'enseignement - apprentissage de la même manière que pendant la période 1955-1975, les différences les plus nettes sont que les étudiants et les enseignants ne devaient plus partir, ou en même temps enseigner-apprendre et aller au champ de bataille de missile, ou aux lignes de transports importantes pour servir le combat. Au lieu de devoir entrer dans l'armée au cours de leurs durées d'études, les étudiants ne devaient que participer aux formations de défense annuelles, mais il était possible toujours que les enseignants à l'âge de s'enrôler dussent réaliser les services militaires. Par conséquent, le processus de réforme réel ne peut être compté qu'à partir de l'année scolaire 1981-1982, après que le secteur de l'enseignement supérieur a eu du temps de recherche approfondi sur les lignes directrices et le pilotage du gouvernement. Le processus de mise en œuvre de la résolution n° 14/1979 a montré que la politique de développement de l'éducation orientée vers la réforme avait révélé de nombreux problèmes contradictoires. La plus grande lacune dans le contenu de ce document s'est trouvée dans les objectifs et les solutions manquant de faisabilité, tel que :

- Vouloir développer rapidement l'offre de formation en la gardant gratuite pour tous ; vouloir généraliser l'enseignement pour tout le peuple, etc., tandis qu'il manquait de préparation des ressources en matière humaine et matérielle. Mais en réalité, il était aussi impossible d'assurer ces ressources dans le contexte où le Vietnam était encore en situation de guerre avec une économie en grave récession en raison des mauvaises politiques économiques.
- Selon l'esprit directeur du gouvernement, le système éducatif réformé du Vietnam devait rattraper le niveau d'éducation de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est, le programme de formation réformé a donc été considéré comme surchargé par les écoles elles-mêmes. Et si le programme dépasse la capacité de réception des apprenants, seule la méthode de transmission unidirectionnelle peut transmettre à temps tout le contenu exigé.

- Vouloir appliquer des moyens, des informations modernes à l'enseignement, alors que, hormis les équipements hérités de l'étape précédente (dont une partie devenait vétuste), les ressources de l'État n'étaient pas suffisantes pour investir et s'équiper nouvellement.
- L'idée de compter passivement sur la subvention de l'État avec le concept de « l'éducation est le bien-être pour toute la société », issue de dépendance et d'irresponsabilité des habitants en considérant les frais de l'éducation de leurs enfants à tous les niveaux comme la responsabilité du gouvernement. Cette idéologie est totalement inadaptée à un pays pauvre et sous-développé comme le Vietnam à ce stade-là, surtout dans un contexte de guerre constante et de crise économique.

Cependant, avec l'esprit de ténacité forgé pendant la guerre acharnée, le secteur de l'enseignement supérieur vietnamien a progressivement surmonté les difficultés pour mener avec succès la réforme de l'éducation. Les efforts de toute l'industrie de l'éducation étaient très importants mais la crise économique et sociale du milieu des années 1980 a tiré le secteur de l'enseignement supérieur dans un tourbillon de crise. L'offre de formation a considérablement diminué, la croissance du nombre d'étudiants s'est ralentie. De plus, le taux d'abandon d'études des étudiants était élevé en raison de nombreuses causes et la qualité de l'enseignement a nettement diminué. La vie des enseignants était très difficile : parmi eux de nombreuses personnes devaient faire des métiers secondaires qui ne convenaient pas à la profession d'enseignant comme conduire un cyclo, réparer le vélo, etc. Un grand nombre d'élèves titulaires du baccalauréat n'avaient pas de moyens pour continuer des études supérieures, mais n'avaient pas encore de métier pour gagner la vie. Si pendant la majeure partie des deux décennies de 1960 et de 1970, malgré l'état de guerre brutale, l'enseignement supérieur s'est développé encore très rapidement avec un taux de croissance moyen des étudiants de 13,6 %, avec la qualité d'enseignement encore répondant bien aux exigences de tous les domaines de la vie sociale, lors de la décennie 1980, les universités vietnamiennes se sont à peine développées, voire ont reculé. La guerre des frontières et l'économie en crise et la stagnation pendant la période 1975-1986 ont fait tomber le secteur de l'enseignement supérieur dans un état de retard, en matière de niveau scientifique, de pauvreté en matière des bases matérielles techniques, et de stagnation en gestion. En outre, l'enseignement supérieur était encore bien éloigné de la réalité sociale. La vie des enseignants et des étudiants était difficile, surtout, ceux qui vivaient dans le Sud pendant le régime de la République du Vietnam, où la vie était beaucoup plus misérable qu'avant. Donc, l'enthousiasme dans l'apprentissage, l'enseignement, le travail en science et technologie, et la production diminuait de plus en plus. Le budget d'investissement pour l'enseignement supérieur était très modeste dans un contexte de société déjà changé dont les exigences pour l'enseignement supérieur devaient être croissantes et plus strictes. De plus, le niveau d'entrée des étudiants dans tous les domaines était toujours évalué majoritairement par le « CV propre et clair de toute la famille ». L'enseignement supérieur n'a pas été en mesure de répondre aux besoins de la société en ressources humaines pour la reconstruction et le développement du pays après des décennies de guerre, en matière de quantité, de qualité et d'efficacité de services.

2. Période de 1986-2006

2.1. Contexte historique et le développement universitaire

2.1.1. Contexte historique

L'économie du Vietnam au début des années 1980 était très faible sous l'embargo des pays occidentaux et de la Chine. Au cours de cette période, l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est ont commencé à se réformer et à s'ouvrir, en changeant de ligne politique, donc ils ont réduit l'aide aux pays bénéficiant de l'aide traditionnelle. La production nationale a stagné, la porte vers le monde extérieur s'est fermée à cause de la politique étrangère extrême du gouvernement vietnamien et la vie du peuple était très pauvre. Face à cette situation, le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam à cette période, Truong Chinh, a mené des enquêtes pratiques en rassemblant des scientifiques pour les consulter.

Ce dirigeant vietnamien s'est rendu compte qu'il était temps de renouveler sa pensée à la fois en matière de théorie et de pratique, et qu'il fallait partir du renouveau de la pensée économique et passer d'une économie dirigée à une économie régulée en fonction des mouvements du marché. Cela semble être un principe de base, mais dans le contexte du Vietnam de 1986, caractérisé par la survivance de lignes politiques extrêmes et par une crise économique et sociale grave, on peut comprendre combien cette voie était nouvelle, moderne et inédite pour les communistes, normalement très conservateurs et ayant toujours tendance à politiser tous les domaines. Le 6e Congrès du Parti (en décembre 1986) a défini la politique « Doi Moi » (Renouveau), considérée comme un tournant important dans l'œuvre de construction et de développement du pays, proposant de nouvelles perspectives dans l'idéologie politique du Parti communiste du Vietnam, de nouvelles vues sur le socialisme et la voie pour y arriver, sur la lutte des classes, de la lutte entre le capitalisme et le socialisme, sur la question de la grande union nationale, sur les relations entre les nations, sur le système politique et sur la mise en œuvre de la démocratie. Ces renouvellements de pensée ont fait changer le Vietnam vers une direction plus progressiste et ont eu un impact positif sur la vie socio-économique et éducative du pays. Dans ces années, les guerres de frontière ont commencé à se calmer, donc le gouvernement vietnamien a pu utiliser les ressources pour relancer l'économie et améliorer la vie des gens. Le 6e Congrès du Parti communiste du Vietnam, sous le nom Congrès « Doi Moi » a adopté une ligne ouverte dans les affaires étrangères en souhaitant être ami avec tous les pays et a accepté une économie du marché réglementée. Pendant ce temps, un programme de réforme globale, y compris le domaine économique et de nombreux autres secteurs de la vie sociale a été officiellement effectué, parallèlement à l'option de supprimer le mécanisme de subvention de l'État (*Bao cấp*, en vietnamien) et de commencer de déployer une économie du marché avec gestion étatique.

La transformation d'une économie à planification centralisée en une économie de marché a aidé l'économie vietnamienne à croître immédiatement. Pendant la période 1986-1990, au début de la période « Doi Moi », le taux de croissance annuel moyen du PIB a atteint 4,4 %. À la fin de la période 1991-1995, le Vietnam est sorti de l'état de crise économique, en créant les prémisses nécessaires pour passer à une nouvelle étape de développement dans le but d'accélérer l'industrialisation et la modernisation du pays. Le PIB moyen de la durée 1991-1995 a atteint 8,2 % alors que la cible prédéterminée était de 5,0 à 5,6 %. Pour la période suivante, 1996-2000, le Vietnam a surmonté la crise économique asiatique (en 1997) en maintenant un taux de croissance élevé et un développement constant dans les domaines de

la culture et de la société. Le taux de croissance moyen du PIB de 1996 à 2000 était de 7 %. Pour l'ensemble de la période stratégique de 10 ans (1991-2000), le taux de croissance annuel moyen du PIB a atteint 7,5 %. Au cours de la période 2000-2006, le Vietnam a continué de maintenir avec succès la stabilité de son développement économique, avec un taux de croissance moyen de 7,63 %⁴³⁷.

L'amélioration de l'économie ainsi que l'ouverture de la politique de gestion ont apporté de nombreuses opportunités pour développer de nombreux domaines culturels - sociaux, et avoir plus des ressources à investir dans l'éducation. Avant 1986, les secteurs économique et éducatif du Vietnam fonctionnaient selon le modèle de planification centralisée de style soviétique. Selon le mécanisme de gestion en éducation comme celui de l'Union soviétique, le gouvernement devait se baser sur les besoins réels en ressources humaines des ministères/branches et des localités pour établir des plans et attribuer de budget pour les universités. Lorsque les étudiants avaient obtenu leur diplôme, le ministère de l'Éducation affectait de nouveaux licenciés/ingénieurs aux agences des ministères/secteurs et localités, conformément au plan. Les écoles ont été organisées sous la forme monodisciplinaire ou multidisciplinaire, mais monodomaine afin d'optimiser la spécialisation dans la formation des métiers selon un plan préétabli. Pendant la guerre avec les États-Unis, l'enseignement supérieur au Nord avec ce mécanisme de fonctionnement a mieux répondu aux attentes de l'ensemble de la société. Cependant, plus de 10 ans après la réunification du pays (1975-1986), en raison d'une grave crise économique, l'enseignement supérieur vietnamien est également entré en récession. À partir de la période « Doi Moi », après 1986, le Vietnam est passé à une économie de marché multisectorielle, donc l'enseignement supérieur vietnamien, qu'il le veuille ou non, qu'il soit actif ou passif, devait changer.

La préoccupation pour l'éducation et la formation qui a été affirmée à plusieurs reprises dans les documents du Parti communiste du Vietnam depuis le tout début de l'indépendance du Vietnam a renforcé la base juridique pour le développement de l'enseignement supérieur. Mais dans les conditions de guerre consécutive de 1945 à 1986, l'Éducation était principalement vu comme une composante de la révolution idéologique et culturelle. L'investissement dans l'éducation n'était pas encore été considéré comme un investissement dans le développement du pays. En entrant dans la période de renouveau de la pensée, le Vietnam a déterminé que l'orientation à long terme était de développer l'économie, de l'intégrer et de coopérer de manière globale avec le monde entier. L'éducation devait répondre aux besoins de l'État en formation de ressources humaines de qualité. La Constitution de 1992 (modifiée) du Vietnam a défini : « L'éducation est la politique nationale au premier plan »⁴³⁸, ensuite, l'investissement dans l'éducation est déterminé un investissement dans le développement⁴³⁹. Depuis 1996, dans les rapports politiques, le problème de l'éducation n'est plus mentionné généralement dans les politiques communes de sécurité sociale, mais il est séparé et développé dans la propre politique de l'éducation. La résolution du 8e Congrès du Parti (en juin 1996) sur la promotion de l'industrialisation et de la modernisation du pays dans le but de mettre en œuvre la ligne « Doi Moi » a défini des

⁴³⁷ BUI Ha, « Những thành tựu kinh tế qua 20 năm đổi mới [Des réalisations économiques à travers 20 ans d'innovation] », sur *National center for Socio-economic information and forecast* [en ligne], publié le 16 novembre 2005, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴³⁸ ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « La Constitution de la république socialiste du Việt Nam », 1992, article 35.

⁴³⁹ COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Nghị quyết số 02-NQ/HNTW, ngày 24/12/1996 [Résolution No. 02 - NQ/HNTW, le 24 décembre 1996] », 1996.

options et des tâches d'action pour la nouvelle période. Quant à l'éducation et à la formation, il fallait : (1) viser à élever le niveau intellectuel des gens, en assurant les connaissances nécessaires à chacun pour rejoindre la vie sociale et économique conforme au processus d'innovation et de développement du pays ; (2) former, perfectionner et améliorer la qualité des ressources humaines pour répondre aux exigences de l'industrialisation et de la modernisation ; (3) construire un personnel solide en science et technologie, capable de résoudre les problèmes posés par la réalité du développement scientifique et technologique. Afin de correspondre au nouveau rôle du secteur de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier, ainsi que d'avoir des bases juridiques aidant le système éducatif à avoir toutes les conditions favorables pour fonctionner dans le cadre de la Constitution du Vietnam, le système juridique de l'État sur l'éducation a été construit et complété. La loi sur l'éducation adoptée par l'Assemblée nationale du Vietnam en 1999 a marqué la naissance de la première loi sur l'éducation du Vietnam unifié.

2.1.2. Orientations de développement de l'enseignement supérieur pour la période 1986-2006

Afin de créer un prémisses pour l'œuvre de réforme globale et fondamentale de l'enseignement supérieur, du 3 au 12 août 1987, le ministre de l'Éducation Tran Hong Quan a présidé la Conférence des recteurs qui s'est tenue dans la ville côtière de Nha Trang avec la participation du vice-Premier ministre Vo Nguyen Giap. Lors de cette conférence, les premières grandes options, très importantes pour la réforme de l'enseignement supérieur, ont été proposées. Quatre prémisses sur l'innovation ont été soulevées comme orientations pour le processus de développement de l'enseignement supérieur au Vietnam dès le début de « Doi Moi » et pendant les années suivantes :

- L'enseignement supérieur doit non seulement répondre aux besoins en personnels de l'État et du secteur de l'économie publique, mais également répondre aux demandes d'autres secteurs économiques et répondre aux besoins d'apprentissage de la population.
- L'enseignement supérieur s'appuie non seulement sur le budget de l'État, mais aussi sur d'autres ressources financières mobilisables : la contribution des établissements commerciaux, des entreprises de production, des organisations économiques ou sociales, des associations, des communautés, et des apprenants (frais de scolarité). La source de capital provient des activités de recherche, de production et de service de l'université et aussi celle qui est apportée par les relations internationales.
- L'enseignement supérieur doit non seulement suivre les indices déterminés par l'État comme une partie dans le cadre du plan centralisé du gouvernement, mais également se planifier en fonction des commandes, des tendances prévues, des besoins d'apprentissage de nombreux secteurs de la société.
- L'enseignement supérieur n'est pas forcément lié à la tâche d'attribuer des emplois aux diplômés selon le mécanisme administratif subventionné par l'État. Les nouveaux licenciés ou ingénieurs sont chargés de trouver des emplois par eux-mêmes, créant des emplois dans tous les secteurs économiques. Les établissements recruteront des travailleurs formés selon un mécanisme sélectif et l'école les aide à améliorer leurs

qualifications et à continuer à dispenser des formations pour s'adapter aux exigences mobiles de leur profession dans la pratique⁴⁴⁰.

En 1988, également lors de la Conférence des recteurs le 12 août 1988, le ministre Tran Hong Quan a déclaré l'orientation inévitable du secteur de l'éducation vers un enseignement universitaire moderne. L'objectif ambitieux de l'enseignement supérieur était que d'ici l'an 2000, la plupart des universités aient opéré un changement fondamental en matière de qualité, remplissant pleinement les fonctions de base d'une université et portant complètement toutes les caractéristiques d'un enseignement supérieur moderne : la démocratie (orienté vers la majorité de la population), la permanence (formé continuellement), la connexion (entre l'école et la production, la science, la société et le marché de travail, au service des liens socio-économiques), l'internationalité (encouragée par des échanges et des coopérations internationales, la modernisation des qualifications). Ces objectifs ont été mis en œuvre à travers des plans d'action de base :

Programme n° 1.

- Mettre en œuvre la planification pour réarranger les universités, les collèges supérieurs et les instituts de recherche, et construire des universités multidisciplinaires dans les principaux centres économiques et culturels du pays ;
- Développer les universités et collèges supérieurs locaux pour répondre aux besoins d'apprentissage et promouvoir les ressources humaines locales ;
- Ajuster la structure de formation de manière appropriée, afin d'atteindre un équilibre entre la formation et l'utilisation aux niveaux et professions différents, en assurant notamment des ressources humaines pour les branches de pointe et les programmes socio-économiques principaux ;
- Élargir l'offre de formation, en fonction des besoins socio-économiques immédiats et à long terme.

Programme n° 2.

- Réformer les objectifs de formation, renouveler les contenus, les méthodes et le processus de formation pour améliorer la qualité et l'efficacité de la formation ;
- Développer l'éducation et la formation aux niveaux élevés ;
- Rénover les étapes d'organisation et de gestion de l'enseignement supérieur ;
- Construire une équipe d'experts en science, technologie, culture et de bons hommes d'affaires, et un contingent de fonctionnaires et de dirigeants compétents en gestion socio-économique.

Programme n° 3.

- Élargir le lien entre l'éducation - formation avec la science - technologie, la production et les affaires ;
- Faire valoir les atouts de l'université, en renforçant les tâches de recherche et en valorisant les avancées scientifiques et technologiques réalisées dans les activités de

⁴⁴⁰ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DU VIETNAM, Năm mươi năm phát triển sự nghiệp Giáo dục và Đào tạo (1945 - 1995) [50 ans de développement de l'oeuvre de l'Éducation et de la Formation (1945 - 1995)], NXB Giáo dục, 1995, p.236.

recherche en applications pratiques afin de créer du capital pour l'université, améliorer les installations et améliorer le niveau de vie des enseignants et des étudiants ;

- Combiner l'éducation scolaire avec la société, construire un environnement éducatif sain.

Pour réaliser ces trois programmes d'action pour l'enseignement supérieur, il était nécessaire de concrétiser et d'institutionnaliser les options et politiques du Parti et de l'État en matière de socialisation de l'œuvre de l'éducation, en premier lieu dans l'aspect d'investissement de développement et de garantie de budget pour le fonctionnement des institutions de l'enseignement supérieur. Outre la nécessité que le budget de l'État consacre une proportion appropriée à l'œuvre du développement de l'éducation, il fallait également attirer davantage de sources d'investissement de la communauté, de tous les composantes économiques, des organisations d'affaires à domicile et étrangères. Les entreprises employant des travailleurs qualifiés étaient obligées de contribuer au budget de l'éducation et de la formation. En même temps, il était nécessaire de renouveler le régime des frais de scolarité en fonction de la stratification entre les universités et des revenus des familles des étudiants.

En plus, il fallait définir les responsabilités, étendre l'autorité et améliorer la capacité de gestion des établissements d'enseignement supérieur, réformant et renforçant la gestion de l'éducation, dans le but de contrôler la qualité de formation, de gérer bien l'appareil éducatif à une échelle de plus en plus large et d'assurer l'efficacité de formation selon des objectifs. En 2001, le Premier ministre a signé la décision n° 201/2001/QĐ-TTg, approuvant la « Stratégie pour le développement de l'éducation » avec l'idéologie directrice de continuer à innover de manière systématique l'éducation, pour amener le Vietnam à un développement rapide et durable lui permettant de rattraper les pays développés de la région et du monde⁴⁴¹.

2.2. Pratique de déploiement des objectifs de l'enseignement supérieur pendant la période 1986-2006

Le changement qui a reçu la préoccupation tout d'abord de la société, la transformation de l'enseignement supérieur du régime éducatif gratuit en régime payant selon le mécanisme du marché. Les diplômés n'ont plus été subventionnés pour avoir automatiquement un poste de travail, donc s'ils ne reçoivent qu'une formation dans un domaine unique, leurs opportunités d'emploi seraient réduites, et leurs chances d'entrer sur le marché du travail seraient réduites dans un contextes d'entrée dans la période « Doi Moi ».

À cette époque, les caractéristiques de base du modèle universitaire de style soviétique que le Vietnam appliquait encore efficacement depuis le temps de guerre acharnée contre les États-Unis n'étaient plus pertinentes. Il était donc nécessaire de construire un nouveau modèle de l'enseignement supérieur. Il faut rappeler également qu'après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, la Fédération de Russie avait réformé son système d'enseignement supérieur, convertissant la plupart des universités en un modèle multidisciplinaire, et transformant le processus de formation universitaire continu et étroitement spécialisé en un processus de formation avec étapes multiples et diversification de connaissance. Ces renouvellements se sont tous adaptés au nouveau mécanisme de fonctionnement de la société, permettant au système d'enseignement supérieur russe de bien

⁴⁴¹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Quyét định số 201/2001/QĐ-TTg, ngày 28/12/2001 [Décision No. 201/2001/QĐ-TTg, le 28 décembre 2001] », 2001.

répondre à l'économie de marché. Ainsi, il est nécessaire que l'enseignement supérieur vietnamien doive également se réformer à la fois dans le modèle et le mécanisme de fonctionnement pour correspondre à la tendance commune du monde.

2.2.1. Ajustement du modèle universitaire

(1) Établissement du modèle d'université pluridisciplinaire

L'enseignement supérieur vietnamien pendant la période coloniale française ainsi que sous le régime de la République du Vietnam dans le Sud avant 1975 fonctionnait autour du modèle de l'université pluridisciplinaire et multidomaine. Après la réunification du Vietnam, en raison de l'idéologie conservatrice des dirigeants du Parti communiste, tous les mécanismes considérés comme portant des traits américains ont été supprimés. Depuis le « Doi Moi », la pensée sur le développement de l'éducation a fait de grands progrès. En juin 1993, lors de la 7e Conférence centrale du Parti communiste du Vietnam, un certain nombre de tâches prioritaires ont été définies par la résolution n° 05. Concernant l'enseignement supérieur, il fallait « créer un certain nombre d'universités nationales de point principal », « créer un certain nombre d'institutions solides en charge des tâches de recherche » et « construire des centres scientifiques régionaux ». Cette politique s'est concrétisée par le projet de construire deux universités nationales et trois universités régionales selon le modèle des universités pluridisciplinaires et pluridomaines sur la base d'« une réorganisation et d'un réarrangement » des établissements de l'enseignement supérieur existants :

- **L'Université Nationale du Vietnam à Hanoï** a été créée en 1993 en fusionnant 3 grandes universités à Hanoï : (1) Université générale de Hanoï, ou *Đại học Tổng hợp Hà Nội*, en vietnamien, (plus tard divisée en deux écoles membres : l'Université des Sciences naturelles et l'Université des Sciences sociales et humaines) ; (2) l'Université d'Enseignement des langues étrangères ; (3) l'Université de Pédagogie (cette école a été séparée de l'Université nationale de Hanoï en 1999 pour reprendre son statut d'une université indépendante relevant du ministère de l'Éducation et de la Formation). Après sa création, l'Université nationale de Hanoï a créé une nouvelle école : l'Université des Études générales (qui a été supprimée en 1998) et un certain nombre d'écoles membres⁴⁴².

- **L'Université Nationale du Vietnam à Hô Chi Minh-Ville** a été créée en 1995 en intégrant 9 universités à de cette ville : (1) Université générale de Hô Chi Minh-ville ou *Đại học Tổng hợp thành phố Hồ Chí Minh*, en vietnamien (plus tard divisée en deux écoles membres : l'Université des Sciences naturelles et l'Université de Sciences sociales et humaines) ; (2) l'Université polytechnique de Hô Chi Minh-ville ; (3) l'Université de Pédagogie ; (4) l'Université de Pédagogie en Technique de Thu Duc ; (5) l'Université d'Agriculture et de Sylviculture ; (6) l'Université d'Économie ; (7) l'Université de Finances et de Comptabilité ; (8) la succursale de l'Université de Droit⁴⁴³ ; (9) l'Université d'architecture (scindée en 2000, sous la tutelle du ministère de la Construction). Ensuite, un certain nombre d'écoles membres ont également été nouvellement créées.

- **Trois universités régionales** ont été créées en 1994 : l'Université de Thai Nguyen (pour les moyennes régions et des zones montagnardes au nord du Vietnam) ; l'Université de Hué (pour

⁴⁴² GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Arrêté No. 97/CP, le 10 décembre 1993 », 1993., sur la création de l'Université nationale de Hanoï.

⁴⁴³ Les écoles (4), (5), (6), (7), (8) ont été scindée en 2000, et maintenant sont sous la tutelle du ministère de l'éducation et de la formation.

le Vietnam du centre) et l'Université de Da Nang (pour une partie de la centrale et de Montagnes centrales).

Les deux universités nationales sont placées sous l'autorité directe du Premier ministre et jouent un rôle comme fondements pour le système de l'enseignement supérieur du Vietnam ; l'objectif du gouvernement est de les faire devenir des centres de formation, de recherche scientifique, de transfert de connaissance et de technologie multidisciplinaire et multidomaines avec la qualité au même niveau par rapport des pays régionaux, progressivement rapprochant au niveau international et la tendance du développement universitaire avancée. Lorsque les universités nationales et régionales sont nées, ces écoles avaient suffisamment de professeurs et d'enseignants qualifiés pour augmenter la qualité des programmes d'enseignement général, et une partie très importante du cadre de connaissances universitaires. Les universités multidisciplinaires et multidomaines qui comprennent de nombreuses disciplines de formation différentes montrent clairement leurs avantages dans la recherche, car les grands projets de recherche sont toujours liés à de nombreuses disciplines et domaines. L'objectif du gouvernement est de les faire devenir des centres de formation, de recherche scientifique, de transfert de connaissance et de technologie multidisciplinaire et multidomaines avec la qualité au même niveau par rapport des pays régionaux, progressivement rapprochant au niveau international et la tendance du développement universitaire avancée.

(2) Efforts de réforme des universités pédagogiques selon un modèle pluridisciplinaire et pluridomaine

Le système des écoles pédagogiques assumait la tâche principale jusqu'à présent de former des professeurs de l'enseignement secondaire, chargé à la fois d'améliorer le niveau intellectuel des habitants et d'alimenter la source d'entrants pour l'enseignement supérieur. Cependant, le traitement de la société envers les enseignants du cycle d'enseignement secondaire était très insatisfaisant. Dans l'aspect de propagande, ils étaient toujours attachés avec de « nobles » mots, mais en réalité, le statut social ainsi que le salaire de ces enseignants étaient très bas. Il n'est pas surprenant que les écoles pédagogiques aient un recrutement difficile et aient encore plus de difficulté à choisir de bons élèves. Habituellement, si un candidat ne peut pas entrer dans une autre université publique, il lui faut accepter de choisir une école pédagogique avec l'idée que, de toute façon, il y a la réputation d'une école publique et parfois il est juste nécessaire d'un diplôme universitaire, quel que soit le métier. Ces pratiques ont conduit au phénomène de « décoloration » de la qualité de formation du système des écoles pédagogiques, affectant directement l'éducation nationale.

Cette situation a conduit le ministère de l'Éducation du Vietnam à réformer le système de formation des enseignants selon le principe suivant :

[trad.] Les écoles pédagogiques ne doivent pas seulement former des enseignants de l'enseignement secondaire, et ces professeurs du cycle secondaire ne doivent pas également être formés seulement par des écoles pédagogiques. Les universités pédagogiques doivent être réorganisées pour devenir des établissements de sciences fondamentales formant des enseignants, des chercheurs et des administrateurs sociaux, et en même temps former des ressources d'intrant en 2e phase pour les universités. L'université pédagogique doit aussi être un

*établissement de formation à plusieurs niveaux : universitaire, collégiale, pédagogique primaire, pédagogique maternelle, etc.*⁴⁴⁴

Les universités pédagogiques auront de nombreux objectifs de formation. Le processus de formation des enseignants se déroulerait en 2 étapes. La 1^{re} phase était l'enseignement général et la 2^e phase était la formation en pédagogie. Ce modèle de formation aide les futurs enseignants à avoir une base complète pour le développement dans le domaine de l'enseignement, et également à mieux s'adapter dans les cas où il y aurait des changements dans les besoins des enseignants. Ce sont des avantages remarquables par rapport au système de formation pédagogique fermé dans les écoles pédagogiques monodisciplinaires encore existantes à cette époque-là. Cependant, le processus de renouvellement dans cette direction a rencontré de nombreuses difficultés. Seules quelques écoles pédagogiques se sont converties en universités multidisciplinaires telles que l'Université de Pédagogie de Vinh, l'Université de Pédagogie de Hai Phong, et l'Université de Pédagogie de Quy Nhon. Le reste des autres grandes institutions pédagogiques maintenaient toujours le modèle universitaire monodisciplinaire de pédagogie fermée. La raison de ce problème est due à l'influence de l'ancien modèle qui s'est profondément enraciné dans une partie des dirigeants et des enseignants dans de nombreuses écoles pédagogiques, ce qui a provoqué l'opposition lorsqu'il y avait une politique de réforme.

2.2.2. Diversification des types d'universités

En suivant la même tendance d'ouverture de l'économie avec la naissance d'une économie multisectorielle, le développement de l'enseignement supérieur a également visé à la participation de nombreux composants sociaux au secteur éducatif. Dans les options de développement de l'enseignement supérieur de cette période, il y avait une politique d'élargissement des formes d'enseignement supérieur. De nombreux mécanismes éducatifs de la République du Vietnam au Sud avant la réunification ont été à nouveau déployés après des années d'interdiction :

(1) Création des Universités ouvertes.

- Le 15 juin 1990, le ministre de l'Éducation a publié la décision n° 451/TCCB sur la création de l'Université de Formation ouverte de Hô Chi Minh-Ville (le prédécesseur de l'Université ouverte de Hô Chi Minh-Ville aujourd'hui).
- Le 3 novembre 1993, conformément à la décision n° 535/TTg du Premier ministre, l'Université ouverte de Hanoï a été créé.

Ces deux universités ouvertes sont des modèles multidisciplinaires et multidomains opérants dans le système des universités publiques, directement gérées par le ministère de l'Éducation du Vietnam. Les fonctions de ces institutions sont de donner des formations sur place, des formations à distance, des formations sur des sites intermédiaires, etc. pour répondre aux besoins d'apprentissages variés de la société, contribuant à compléter le personnel en sciences et technologie pour le pays. Les universités ouvertes fonctionnent selon un mécanisme d'autonomie financière, surtout en matière de perception et de dépense des frais de scolarité, et bénéficient de tous les règlements envers une université publique. La permission des universités ouvertes d'appliquer les mécanismes autonomes en finances est

⁴⁴⁴ TRAN Hong Quan, 1991.

un changement ouvert dans la pensée de gestion de ce temps-là. Pour des pays en développement, les institutions universitaires ouvertes jouent un rôle important dans le système de l'enseignement supérieur, dans l'objectif de massification de l'enseignement supérieur. Cependant, du fait de nombreuses causes, y compris la limitation dans l'investissement initial du gouvernement, les universités ouvertes du Vietnam ne se sont pas développées autant que dans les pays voisins.

(2) Acceptation des établissements de l'enseignement supérieur non publics

Cette sorte d'université a existé et a été très développée dans le Sud-Vietnam avant 1975. Après la réunification des deux régions, toutes les universités privées ont été fermées ou converties en publiques. Ce n'est qu'après la mise en œuvre de la nouvelle ligne économique, y compris la politique de diversifier les secteurs économiques, que le gouvernement a accepté la création des universités non publiques. La première de ce type d'école, du Vietnam unifié, est le Centre universitaire privé Thang Long : En 1988, elle a été fondée et mise en œuvre dans la phase d'expérience. Jusqu'en 1993, cette période d'essai a terminé et ce type d'université a été officiellement reconnu sous le nom de « l'Université privée Thang Long ». Le conseil des fondateurs de cette école comprenait des professeurs, des scientifiques réputés avec la promotion du professeur Bui Trong Lieu (professeur de l'Université de Paris) et du professeur Hoang Xuan Sinh (dont le directeur de thèse était professeur Grothendieck). Suite à cet « événement », de nombreuses autres universités non publiques ont été fondées. Jusqu'à l'année scolaire 2005-2006, il y a eu 34 écoles non publiques sur un total de 225 des universités et des collèges supérieurs du pays.

(3) Restauration du modèle des universités communautaire

L'université communautaire ou le collège communautaire (le nom varie selon des pays) a été créée dans le Sud-Vietnam depuis 1971. Après 1975, les universités communautaires sud-vietnamiennes ont été dissoutes, car à ce temps-là, les dirigeants vietnamiens ne comprenaient pas pleinement le sens de ce modèle, en pensant qu'il s'agissait d'un héritage des États-Unis. Après 1986, la ligne des affaires étrangères du Vietnam a changé, les relations internationales sur la coopération culturelle et éducative sont devenues des activités régulières. Au début des années 1990, une délégation vietnamienne de l'enseignement supérieur a été invitée et financée par le Comité américain de coopération scientifique avec le Vietnam et l'Association des collèges communautaires américains (Association of American Community Colleges) pour visiter et découvrir certaines écoles universitaires communautaires à Wisconsin, à Illinois (États-Unis) et à Colombie-Britannique (Canada). Le rapport du gouvernement vietnamien de 1995 a identifié ceci :

[trad.] Alors que le Vietnam passe d'une économie planifiée à une économie de marché, il doit faire face à des difficultés de distribution des ressources humaines dans tout le pays, et en particulier dans les endroits dont l'économie est en retard, comme les montagnes du nord, les Montagnes centrales, les provinces du sud-est et la région du delta Mékong. Les prévisions montre que la demande de formation des ressources humaines locales au service de la recherche sur le développement socio-économique de ces régions, capables de répondre aux besoins dans un proche avenir augmentera. Les collèges communautaires (cao đẳng cộng đồng, en

*vietnamien) créeront une nouvelle force de main-d'œuvre qualifiée, en mobilisant des ressources fournissant l'éducation aux jeunes des régions éloignées.*⁴⁴⁵

En 1996, la résolution n° 02-NQ/HNTW du Parti communiste du Vietnam a donné l'ordre de « Construire un certain nombre de collèges supérieurs communautaires dans les localités pour former des ressources humaines sur place.⁴⁴⁶ » Dans le rapport n° 8195/DH (1996), le ministre de l'Éducation Tran Hong Quan a demandé au Premier ministre l'autorisation de créer officiellement des collèges communautaires. En 1997, le Premier ministre Vo Van Kiet a publié l'annonce n° 30/TB/VPCP (24 mars 1997), au point 4, demandant ceci :

*[trad.] Le ministère de l'Éducation et de la Formation doit construire un projet de développement du système d'université/collège communautaire liant au réseau national des universités et des collèges, précisant quelles sont les localités qui ont besoin d'établir l'université/collège communautaire, et les conditions minimales nécessaires sur l'organisation et le fonctionnement de l'école, le régime de gestion envers ces écoles*⁴⁴⁷.

Trois ans plus tard, le ministère de l'Éducation a publié le Règlement provisoire n° 37/2000, posant les bases juridiques et ouvrant la voie à la création d'expérimentation de six collèges supérieurs communautaires pour la première fois depuis la réunification du pays en 1975. Depuis lors, d'autres collèges supérieurs communautaires ont été fondés avec le soutien du Canada et des Pays-Bas. Ces six écoles communautaires initiales continuaient de fonctionner avec le budget de l'État attribué par le Comité populaire de province (où se trouve l'école). En 2005, le nombre de collèges supérieurs communautaires a doublé pour atteindre 12 écoles. En 2006, ce nombre était de 15, et à cette année, l'Association vietnamienne des collèges supérieurs communautaires (VACC) a été créée, représentant la voix commune des partisans de la mission des institutions de l'enseignement communautaires.

Cependant, une lacune ici est que les collèges supérieurs communautaires n'ont pas encore eu de base juridique pour devenir une institution officielle au sein de l'infrastructure de l'enseignement supérieur du Vietnam. En plus, bien que le système des collèges supérieurs communautaires ait été mis en place et se soit développé avec une assez grande vitesse, le mécanisme de correspondance (c'est à-dire, le mécanisme autorisant des diplômés de parcours de 2 ans de ces écoles à continuer de suivre les parties d'enseignement professionnel aux universités) n'a pas encore été conçu dans le système d'enseignement supérieur, alors que ce mécanisme est une des parties les plus importantes du projet d'établissement des écoles communautaires et également le point fort de cette sorte d'école. Donc, le processus de déploiement et de développement du modèle des écoles communautaires au Vietnam s'est heurté à de nombreux obstacles. Certains problèmes non résolus sont également l'une des raisons pour lesquelles 3 collèges supérieurs communautaires ont été réorganisés en matière juridique pour devenir universités communautaires avec le parcours de formation de 4 ans : les universités communautaires de Tien Giang (en 2005), de Tra Vinh (en 2006), de Quang Ngai (en 2007) dont les prédécesseurs correspondants sont les collèges supérieurs communautaires de Tien Giang, de Tra Vinh et de Quang Ngai (fondées en 2000).

⁴⁴⁵ « Report by the Government of Vietnam to the Sectoral Aid Coordination Meeting on Education », Socialist Republic of Vietnam, 1995, p.57.

⁴⁴⁶ COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, « Nghị quyết số 02-NQ/HNTW, ngày 24/12/1996 [Résolution No. 02 - NQ/HNTW, le 24 décembre 1996] », 1996.

⁴⁴⁷ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Thông báo số 30/TB/VPCP, ngày 24/3/1997 [Annonce No. 30/TB/VPCP, le 24 mars 1997] », 1997.

2.2.3. Renforcement dans l'intégration internationale

Le système d'enseignement supérieur vietnamien suivait encore le modèle de formation consécutive de l'enseignement supérieur soviétique. Et depuis 1977, la formation postuniversitaire a démarré selon le modèle de l'Union soviétique avec deux niveaux de doctorat et doctorat agrégé. En 1991, le niveau de master a été établi. Sa position est supérieure au niveau de licence et inférieure au doctorat, selon la décision n° 55-HDBT du 9 mars 1991 du Premier ministre⁴⁴⁸. Jusqu'en 1993, le décret n° 90-CP du gouvernement a été promulgué, réglant des changements sur la structure du système de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier, avec les dispositions importantes suivantes :

- L'enseignement supérieur est divisé en 2 phases au lieu d'une forme de formation consécutive. Les étudiants terminant la première étape recevront un certificat d'enseignement général, et ceux qui terminent la deuxième étape obtiendront le diplôme de licence ou un certificat équivalent. Cette procédure de formation était la base pour établir des mécanismes de liaison entre les différents types de formation à l'avenir.
- La formation universitaire comprenait la formation de collège supérieur (*Cao-đẳng*, pendant 3 ans) et celle de l'université (parcours de 4 à 6 ans). La formation postuniversitaire se composait de master et de doctorat (de 2 à 4 ans selon le domaine de formation).
- Retenir un seul niveau de doctorat équivalent au *kandidat nauk* de l'Union soviétique ou au Ph.D. des États-Unis, car selon les dirigeants vietnamiens, le fait que les scientifiques poursuivent un doctorat à un niveau trop élevé, avec l'expertise très étroite, était un gaspillage de cerveau pendant cette période.⁴⁴⁹

La décision n° 647/GD-DT du 14 février 1996 portant la nouvelle réglementation sur la formation et le perfectionnement au niveau postuniversitaire pour remplacer le règlement de la formation des doctorats et des doctorats agrégés selon l'ancien régime finirait officiellement en 1997. Avant 1997, le Vietnam ne formait pas encore au master. Les titulaires d'une licence étaient autorisés à participer à l'examen de recrutement de doctorant et après avoir terminé leurs formations, ils obtenaient le diplôme de doctorat agrégé. Depuis 1997, avant d'entrer dans le système de doctorant, les étudiants devaient avoir le diplôme de master, en même temps, on a remplacé le régime de deux titres de doctorat par le régime d'un seul titre de doctorat. Les anciens doctorats agrégés (équivalent à *kandidat nauk*) ont nommé « doctorats » et les anciens doctorats (équivalent à *doktor nauk*) ont été changés en « doctorats scientifiques »⁴⁵⁰. La modification du régime du titre de doctorat n'était pas en fait facile, car non seulement au Vietnam, mais aussi en Union soviétique, malgré de nombreuses discussions avec un consensus majoritaire en faveur de l'abandon du *doktor nauk*, mais cette idée n'a pu être approuvée lorsque le Conseil national chargé d'examiner cette question s'est composé des *doktor nauk*.

⁴⁴⁸ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Quyết định số 55-HĐBT, ngày 09/03/1991 [Décision No. 55-HĐBT, le 9 mars 1991] », 1991.

⁴⁴⁹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Nghị định 90-CP, ngày 24/11/1993 [Arrêté No. 90-CP, le 24 novembre 1993] », 1993.

⁴⁵⁰ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, « Quyết định số 647/GD-ĐT, ngày 14/02/1996 [Décision No. 647/GD-ĐT, le 14 février 1996] », 1996.

2.2.4. Réforme du processus et des méthodes de formation

(1) Établissement d'un processus de formation en deux étapes

Dans les systèmes d'enseignement supérieur avancé, la partie de l'enseignement général joue un rôle très important dans le processus de mise en œuvre du système universitaire. En France, après avoir terminé la première phase de formation universitaire, les étudiants obtiennent un DEUG (diplôme d'études universitaires générales - DEUG). Au Japon, à l'Université de Tokyo, il existe un Collège des arts libéraux qui enseigne l'enseignement général (Arts libéraux) aux étudiants de toutes les disciplines au cours des deux premières années. Aux États-Unis, il n'y a pas de division en deux étapes dans chaque université, car le système de crédits est appliqué, mais dans le système d'enseignement supérieur, il existe environ 1 700 collèges communautaires proposant des programmes de premier cycle universitaire en deux ans. Les étudiants ayant terminé le parcours de formation de ces écoles obtiennent un certificat de l'« American Associate Degree » qui leur permet de suivre deux ans de l'enseignement professionnel dans les universités offrant des diplômes de licence. Certaines associations universitaires américaines exigent la partie des arts libéraux dans le cadre de programme d'études comme condition d'adhésion.

Au Vietnam, dans le modèle économique de planification centralisée de type soviétique, les étudiants étaient formés de manière transparente avec une spécialité étroite. Après l'obtention du diplôme, ils étaient affectés à des emplois selon le plan de l'État. Avec la transition vers le mécanisme du marché, les diplômés doivent chercher du travail par eux-mêmes, donc plus ils sont formés de manière globale, plus leur capacité d'adaptation au marché du travail est élevée (évidemment, après avoir trouvé un emploi et des orientations d'expertise spécifiques, ils peuvent retourner à l'université pour poursuivre leurs études aux niveaux plus élevés si nécessaire). D'autre part, la formation universitaire ne doit pas être conçue simplement comme la formation professionnelle, même comme une profession supérieure. Dans les années 1990, en consultant les modèles universitaires avancés, les gestionnaires en éducation du Vietnam se sont efforcés d'innover dans le secteur de l'enseignement supérieur. Dans ce processus de réforme, l'enseignement général est conçu pour garantir aux diplômés universitaires d'avoir de la vision, des méthodes de réflexion et des sentiments humains.

En 1993, le ministère de l'Éducation a publié la décision n° 2677/GD-DT guidant les universités à développer des programmes de formation de licence comprenant deux parties correspondantes à deux phases de formation : *Phase 1* - la partie de l'enseignement général représentant environ 40 % du volume du programme de licence, et *Phase 2* - l'enseignement professionnel représentant environ 60 % du volume total⁴⁵¹. Ce règlement visait à rationaliser et améliorer la qualité de la partie de l'enseignement général dans les universités multidisciplinaires, et en même temps à faciliter le passage des étudiants des collèges supérieurs communautaires vers d'autres universités. Les formations devaient toujours suivre le cadre curriculaire prescrit par le ministère de l'Éducation, du programme des matières communes et de base à celles de branches et de spécialité de formation. Le contenu de chaque curriculum et la répartition des matières selon l'horaire étaient assumés par l'école, en assurant l'ordre logique pour que l'enseignement se passe le plus efficacement. Cependant, les disciplines de politique et d'idéologie qui ont toujours occupé beaucoup de temps, depuis

⁴⁵¹ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, « Quyết định số 2677/GD-ĐT, ngày 03/12/1993 [Décision No. 2677/GD-ĐT, le 03 décembre 1993] », 1993.

la première moitié du siècle, devaient toujours être réalisées conformément à la direction des niveaux supérieurs, du contenu détaillé à la distribution dans le programme. Pour les universités nationales et régionales, une université de l'Enseignement général a été créée en tant qu'école membre en charge de la partie de l'enseignement général pour les étudiants de toutes les autres écoles membres.

(2) Réorganisation du régime scolaire pour l'enseignement supérieur

Dès la Conférence des universités organisée à Nha Trang en 1987, l'une des options d'innovation éducative consistait en la modularisation des connaissances afin de renforcer la flexibilité dans l'organisation de l'enseignement et de l'apprentissage, et en même temps d'optimiser les coûts de gestion et de fonctionnement. Depuis 1988, après avoir étudié le modèle de crédit appliqué dans les universités américaines, qui était également déployé totalement ou partiellement dans de nombreux pays du monde, dont le Sud-Vietnam (avant 1975), le ministère de l'Éducation du Vietnam a décidé de mettre en œuvre le régime scolaire de « modules d'études » (*học phần*, en vietnamien) pour remplacer celui de « années d'études » (*niên chế*, en vietnamien), avec l'intention de faire un essai pour collecter des expériences avant de basculer totalement dans le système de crédit. La nature du régime scolaire de « modules d'études » se base sur l'accumulation de connaissances modularisées dans le programme d'études, similaire au système de crédit des universités américaines, mais les classes étaient organisées selon les sessions de l'apprentissage, au lieu des matières.

Ainsi, le système de modules d'études ayant la nature similaire et contenant également certains éléments du système de crédit américain est né et a été mis en œuvre dans le système universitaire vietnamien depuis 1988⁴⁵². À partir de l'année scolaire 1993-1994, lorsque les conditions des universités ont été améliorées, le système de crédits (qui avait été appliqué dans le système éducatif de la République du Vietnam et puis a été aboli en tant qu'héritage de l'enseignement supérieur américain) a commencé à s'appliquer à l'Université polytechnique de Hô Chi Minh-Ville. Un an plus tard (en année scolaire 1994-1995), l'Université de Dalat, l'Université de Can Tho et l'Université de Pêche de Nha Trang ont également déployé le système de crédits. Par la suite, c'était une faculté de l'Université de Génie civil de Hanoï, l'Université privée Thang Long, etc. Le système de crédit a reçu plus d'attention et a été appliqué plus populairement dans le système des universités du Vietnam depuis 2005.

2.2.5. Contrôle de la qualité des intrants - sorties du processus de formation

(1) À propos du règlement d'inscription

Les réglementations et les processus d'admission pour de nouveaux étudiants à l'université du Vietnam changent continuellement à travers des mandats du ministre de l'Éducation.

⁴⁵² Parallèlement au système d'apprentissage par module, le ministère de l'Éducation a publié la décision 2677/GD-DT du 3 décembre 1993, promulguant le cadre du programme de formation, qui stipule le montant minimum de connaissances et la répartition des éléments de connaissances pour les diplômes universitaires. Toujours dans le document ci-dessus, l'unité de programme de base est quantifiée (=15 cours théoriques ou discussions = 30->45 heures d'expérience pratique = 45->90 heures de stage dans l'établissement = 45->80 heures de préparation d'essai ou d'essai). Selon ce règlement, un programme menant à une licence en 4 ans doit avoir un volume de 210 unités d'études.

Depuis l'année scolaire 1980-1981, l'examen d'entrée à l'université était généralement organisé à l'échelle nationale, après l'examen de fin d'études secondaires (l'examen du BAC). Les unités d'examen d'entrée à l'université se sont situées dans les localités. C'était le ministère de l'Éducation qui donnait des sujets d'examen utilisés par l'ensemble des universités de même domaine. Les enseignants universitaires venaient aux unités d'examen pour se charger de la supervision du processus d'examen et les universités assumaient la tâche de notation des copies. Chaque candidat pouvait s'inscrire à une université. Après le « Doi Moi », en 1986, la politique d'examen étouffée sur le CV personnel et familial du candidat a été modifiée. Cependant, pour les écoles de police, d'armée, de journalisme et de propagande, il fallait toujours que les candidats répondent aux normes de CV politique. En outre, on maintenait encore le mécanisme de « point de priorité » en ajoutant ces notes aux scores totaux des tests ou celui de « seuil de score prédéterminé » pour les candidats appartenant aux catégories de priorité. Par nature, la base de ces mécanismes est encore issue principalement des facteurs politiques.

À partir de l'année scolaire 1989-1990, à l'époque du ministre Tran Hong Quan, l'organisation des examens d'entrée a été rendue aux universités comme mesure pour assurer l'autonomie des établissements de l'enseignement supérieur. Chaque université et collège supérieur organisaient ses propres examens, sous la supervision du ministère de l'Éducation. Le ministère de l'Éducation promulguait uniquement un « Règlement sur les inscriptions étudiantes » général pour que toutes les écoles le suivent, en compilant et publiant des ensembles d'exemples de sujet d'examen pour 7 matières (mathématiques, physique, chimie, biologie, littérature, histoire, géographie) utilisées dans trois blocs d'examen, A, B ou C. Les écoles pouvaient les utiliser en tant que sujet de tests, mais pouvaient également rédiger leurs propres questions d'examen. Ainsi, à ce stade, il existait un examen de bac, deux étapes de l'examen d'entrée à l'université, et un examen d'entrée au collège supérieur (*Cao-đăng*).

De l'année scolaire 2001-2002 jusqu'à celle de 2013-2014, le ministère de l'Éducation organisait un examen d'entrée à l'université unique (ou l'examen de 3 points communs) qui se passait en même temps dans tout le pays, avec des questions d'examen communes pour toutes les universités et tous les collèges (dans le même bloc d'examen) et le résultat de cet examen utilisé pour candidater à tous les établissements de l'enseignement supérieur. Depuis 2004, il a réglementé le score minimum pour que les écoles soient autorisées à recevoir les candidatures. Ce seuil de score était fixé par le ministère de l'Éducation correspondant à chaque bloc d'examen, variant de 13 - 15 points/30 points pour 3 matières d'examen. En fait, dans les pays ayant un système d'enseignement supérieur développé, l'examen d'entrée est organisé d'une manière générale, soit par des sociétés privées (comme les États-Unis) soit par des organisations spéciales du ministère de l'Éducation, comme la base sur laquelle les universités réalisent avec l'autonomie leur processus d'admission étudiante.

(2) Efforts pour standardiser la qualité des étudiants intrants

L'examen d'entrée à l'université est très préoccupant pour le ministère de l'Éducation, il a existé de nombreuses études dans le but de rendre cet examen juste et capable de sélectionner les bons candidats. Au cours de la période de l'année académique 1966-1967 à celle de 1969-1970, en raison de la guerre féroce, la sélection des étudiants pour les universités a été confiée à la localité. Le ministère de l'Éducation attribuait des quotas à chaque école pour chaque localité, en sélectionnant en fonction du CV familial du candidat. Ceux qui ont enseigné aux universités pendant les années 1966-1970 comprenaient toute la difficulté énorme dans l'enseignement, à cause de l'écart excessif du niveau entre les

étudiants dans une même classe. Entre eux, l'équilibre unique venait de la couleur politique du CV (tous étaient rouges). Jusqu'aux années 1990, dans la sélection des candidats, la connaissance a été vraiment appréciée hautement. Pourtant il y avait une manière d'admission étudiante qui a causé de nombreuses frustrations à la fois pour la société et l'industrie de l'éducation, l'acceptation automatique des élèves titulaires du titre de « très bien » pendant leurs années de lycée (en basant sur le dossier de lycée des candidats) ou atteignant la mention « très bien » dans l'examen de BAC pour entrer aux universités, y compris les meilleures écoles. Ainsi, seulement depuis l'année scolaire suivante, le nombre d'élèves satisfaisant la condition de « deux "très bien" » pour pouvoir entrer automatiquement aux universités s'est épanoui. Malheureusement, après leur entrée à l'université, par rapport aux étudiants normaux qui avait dû candidater et passer l'examen pour être admis, le résultat de la grande majorité de ces étudiants de « deux "très bien" » était très faible. Beaucoup parmi eux ont été suspendus ou redoublés puisqu'ils n'étaient pas capables d'étudier. En conséquence, le mécanisme d'admission directe à l'université pour ces objets de « deux "très bien" » a dû être supprimé.

Quant à la qualité des candidats admis à l'université, avant 1986, l'éducation vietnamienne était encore considérée comme un « intérêt social », l'enseignement supérieur était non seulement gratuit, mais les étudiants recevaient également des bourses. Le quota de l'inscription d'étudiant devait dépendre du budget de l'État consacré à l'enseignement supérieur qui était en fait très modeste en raison de la faiblesse de l'économie et du nombre limité des universités. Par conséquent, le processus de sélection est passé vraiment sérieusement et en général que la qualité de nouveaux étudiants à cette époque- là était plus élevé par rapport aux normes et aux exigences d'admission du système éducatif. Et après le « Doi Moi » en 1986, le nombre d'universités nouvellement créées a augmenté rapidement. Si en année scolaire 1987-1988, l'ensemble du pays comptait 101 établissements de l'enseignement supérieur (63 universités et 38 collèges supérieurs), en 2005-2006, ce nombre était 255 (104 universités et 151 collèges supérieurs). Les besoins d'inscription de ces écoles ont également augmenté. En ce temps-là, le fait que les écoles organisaient l'examen d'entrée avec leur propre sujet d'examen a entraîné la situation qu'il y avait des écoles rédigeant le sujet d'examen sous-normes (c'est-à-dire, très facile) dont le score standard requis était élevé, mais les étudiants d'intrant était faibles, tandis que des écoles voulant protéger leur réputation ont donné le sujet d'examen difficile qui conduisait le score requis bas, mais la qualité de nouveaux étudiants très bonne. Le but de l'examen d'entrée à l'université a été « neutralisé » par la politique de socialisation dans l'éducation, avec la création excessive de nouveaux établissements supérieurs, des formations de transition ou de combinaison entre des écoles, l'inscription étudiante trop facile, etc. qui ont fait diminuer la qualité des étudiants entrants. La différenciation était très claire entre les écoles au top supérieur et celles au top inférieur, entre des écoles publiques et privées. À côté des institutions universitaires qui demandent un score d'admission de 28/30 points pour les 3 matières d'examen, il y avait des écoles qui utilisaient le score minimum de 13 ou 14/30 points, fixé par le ministère de l'Éducation pour recruter de nouveaux étudiants. Cependant, il y avait encore beaucoup de choses à discuter sur la qualité des admissions, car le niveau général des questions d'examen du ministère se rapprochait de plus en plus du niveau des étudiants dans toutes les zones défavorisées du pays, sans parler de la structure et des limites sur le contenu du sujet d'examen qui ont été décrits en détail dans l'ensemble d'exemples du sujet d'examen apparu publiquement dans les médias, etc., et en outre il existait de nombreuses autres lacunes.

Jusqu'à présent, il reste toujours des débats vigoureux autour de la réforme des examens d'entrée à l'université au Vietnam, mais ce n'est pas le facteur clé causant la baisse de qualité des candidats universitaires. De nombreuses raisons ont été données pour expliquer et analyser, cependant, ce à quoi on s'intéresse le plus est la « maladie de réalisation » considérée comme déjà « profondément enracinée » dans le secteur de l'éducation. Pour former une source de candidats de qualité pour l'enseignement supérieur, il est nécessaire de bien réussir au niveau d'enseignement inférieur. L'exemple suivant pourrait montrer le problème du cycle d'enseignement inférieur : à l'examen de fin d'études secondaires en juin 2003, il y a eu 92,6 % des candidats qui ont réussi, avec beaucoup d'entre eux titulaires des mentions « bien » ou « très bien ». Mais, en juillet 2003, ces mêmes étudiants ont eu des résultats beaucoup moins bons à l'examen d'entrée à l'université : parmi le total de 943 407 candidats, seulement 13,5 % a atteint 15 points ou plus pour les 3 matières d'examen (le score maximum pour 3 matières était 30/30 points). 5 731 candidats ont reçu « zéro point » dans toutes les trois matières et seulement 0,08 % des candidats ont obtenu de bonnes notes⁴⁵³. Ainsi, on peut voir que le résultat de l'examen de fin d'études secondaires dépend principalement du sérieux des lycées chargé d'organiser l'examen, alors que le taux de réussite des élèves est le critère pour évaluer les réalisations d'émulation des écoles. Face au mécontentement de l'opinion publique, le ministère de l'Éducation a opéré immédiatement des « ajustements » pour que l'année scolaire suivante, la qualité de l'enseignement secondaire soit améliorée. Mais malheureusement, ces ajustements sont basés sur la modification dans la phase de sélection d'admissions étudiante dans le but d'augmenter le taux de réussite. En raison de « ces mesures », la qualité d'intrants universitaire du Vietnam a diminué de plus en plus.

(3) Construction du système d'assurance et d'accréditation de qualité d'enseignement

Depuis 1997, le ministère de l'Éducation a soulevé pour la première fois la question de la construction d'un appareil d'assurance de qualité, en intégrant les concepts sur le système d'assurance qualité et d'accréditation de l'enseignement supérieur dans de nombreux programmes de perfectionnement consacré au personnel gestionnaire du secteur de l'éducation et au corps professoral, surtout le programme de « Science de l'éducation en l'enseignement supérieur » délivrant un certificat pour les enseignants. Ces préparations en théorie et les consultations de nombreux organismes d'accréditation internationaux ont conduit à la naissance du *Département des Examens et de l'Accréditation* du ministère de l'Éducation en 2003, avec une force puissante en ressources humaines avec 4 chambres professionnelles et 3 centres professionnels. Les deux tâches principales de ce Département étaient de diriger l'examen de fin d'études secondaires, l'examen d'entrée à l'université/au collège supérieur, et de mener des activités d'évaluation de la qualité éducative. Ainsi, un système d'assurance de qualité a été établi et mis en œuvre dans l'enseignement supérieur vietnamien. Cependant, pour l'enseignement supérieur, l'efficacité réelle de cette agence d'accréditation de qualité s'est limitée au rôle de support en matière administrative pour le processus d'inscription à l'université, mais elle n'avait pas encore de contributions considérables pour relever la qualité d'enseignement supérieur dès l'étape entrante. Cela a été exprimé clairement par la diffamation de plus en plus de la qualité de formation universitaire en général et des inquiétudes du public autour des examens de fin d'études secondaires et d'entrée à l'université/au collège supérieur en particulier.

⁴⁵³ TUAN ANH, « Nhìn lại những sự kiện giáo dục trong năm 2003 », sur *Hà Nội Mới* [en ligne] [en ligne], publié le 22 décembre 2003, [consulté le 4 septembre 2021].

2.2.6. Renforcement de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur

La coopération internationale dans l'enseignement supérieur crée les conditions permettant aux universités vietnamiennes d'accéder aux avancées scientifiques et technologiques mondiales. Depuis les années 1990, au Vietnam, la promotion de la coopération internationale dans l'enseignement et la recherche s'est focalisée vers un sens plus ouvert, comme selon la direction du vice-Premier ministre Vo Nguyen Giap :

[trad.] Le système universitaire vietnamien doit être un système ouvert. Il a besoin de coopérer largement avec tous les pays, socialistes et capitalistes. Il faut envoyer du personnel pour enseigner dans d'autres pays et inviter des professeurs et des scientifiques étrangers à venir au Vietnam pour enseigner et échanger dans le secteur scientifique, en laissant la priorité à la coopération avec l'Union soviétique, les pays socialistes, les pays hautement développés et les organisations internationales et les pays de la région⁴⁵⁴.

Pour réaliser efficacement des coopérations internationales, le ministère de l'Éducation a pris l'initiative de déployer spécifiquement les contenus suivants :

- Le ministère de l'Éducation encourageait les universités à contacter activement, à continuer de renforcer et de développer les relations existantes avec les universités d'Union soviétique, d'Europe de l'Est, avec les universités des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest (Allemagne, France, CEE), de l'Europe du Nord, du Japon, de l'Australie, etc. En même temps, les universités devaient continuer d'ouvrir davantage de relations avec les universités asiatiques, notamment d'Asie du Sud-Est, et coordonner la recherche sur les questions scientifiques de la région, les sciences humaines et les sujets sociaux ;
- Il fallait profiter efficacement d'un certain nombre de projets de coopération avec des organisations non gouvernementales et des Nations Unies, des projets de subventions sans retour aux investissements visant les infrastructures des écoles, aux sciences de point principal, aux sciences humaines, aux sciences de l'éducation ; transformer progressivement la coopération de recherche en application technologique pour créer des sujets de coopération commerciale rentables ; proposer la question de l'emprunt de devises étrangères pour le secteur de l'éducation et de la formation ;
- Poursuivre la démocratisation en gestion de la coopération internationale ; continuer de décentraliser davantage les pouvoirs et les responsabilités envers des universités ; et assouplir dans la manière de mise en œuvre pour un certain nombre de principes généraux en gestion de l'État.

En 2000, l'Académie royale de Technologie de Melbourne (The Royal Melbourne Institute of Technology - RMIT) a commencé ses opérations au Vietnam, avec deux campus à Hô Chi Minh-Ville et à Hanoï (le campus principal en Australie connu sous l'Université de RMIT). Sa succursale au Vietnam est officiellement nommée l'Université de RMIT Vietnam qui est la première université étrangère au Vietnam, créée par décision du ministère de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, offrant des programmes au niveau universitaire, postuniversitaire et de recherche. Cette école est entièrement investie et dirigée par le campus principal en Australie, et n'appartient pas au cadre de l'université publique

⁴⁵⁴ VO Nguyen Giap, 1987.

vietnamienne. Le RMIT Vietnam a été créé juste un peu plus de 3 ans après le début de la période « Doi Moi » - un événement marquant le renouveau de la pensée des hauts dirigeants vietnamiens.

L'envoi d'étudiants pour étudier à l'étranger par le financement du budget de l'État et des accords de coopération internationale a continué à être mis en œuvre et a reçu plus d'attention depuis les années 2000. Chaque année, environ 700 étudiants vietnamiens ont été envoyés à l'étranger pour être formés à tous niveaux : doctorat, master, licence et stagiaire. Cela est toujours considéré comme un moyen efficace de raccourcir le temps nécessaire pour constituer une équipe de ressources humaines et d'enseignants de haute qualité, en particulier pour les domaines où le Vietnam n'a pas beaucoup d'expérience en formation. En outre, les règlements pour les objets faisant les études à l'étranger par l'autofinancement sont également devenus beaucoup plus ouverts.

Ainsi, durant la période après le « Doi Moi », de 1986 à 2006, l'enseignement supérieur vietnamien a fait de nombreux efforts de réforme en visant aux enseignements supérieurs avancés. La réalisation la plus importante de cette période était d'avoir déterminé les fondements d'orientation pour le développement de l'enseignement supérieur vietnamien, reconnu sous l'époque du ministre de l'Éducation, Tran Hong Quan (mandats 1987-1997). Le professeur Tran Hong Quan est honoré par de nombreux savants vietnamiens en tant qu'éducateur ayant des pensées innovantes similaires à celle du Premier ministre Vo Van Kiet, et une vision stratégique pour développer l'enseignement supérieur vietnamien de manière dynamique et créative, vers l'intégration internationale. Cependant, en raison de l'idéologie politique, le Parti communiste du Vietnam considère toujours l'enseignement supérieur comme un outil au service de la ligne politique. Donc, la réalité a montré la grande distance entre les idées et la réalité. En passant de la période 1997-2006, le mandat de 10 ans du ministre de l'Éducation suivant, Nguyen Minh Hien, a seulement laissé des traces estompées.

Le chemin de « Doi Moi » portant l'importance historique, mis en œuvre depuis 1986, a apporté un certain nombre de changements positifs à l'université du Vietnam : l'élargissement de l'offre de formation (de 101 universités/collèges au début de la période à 225 écoles à la fin de la période) selon les orientations du gouvernement, la diversification de type et de forme de formation, l'ajustement dans le premier pas de la structure du système de l'éducation et la mobilisation de nombreuses ressources sociales pour participer au secteur de l'éducation. En outre, la qualité de l'enseignement supérieur dans un certain nombre de branches, de domaines et d'un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur a eu des progrès considérables, répondant progressivement aux exigences du développement socio-économique, mais ce n'étaient que des succès dans une sphère restreinte qui ne pouvaient pas s'étendre faute de l'attention raisonnable et de qualifications des niveaux gestionnaires, en particulier, à la seconde moitié de cette période.

Si l'on compare les orientations de réforme de l'enseignement supérieur vietnamien en 1986 et les contenus de base du Processus de Bologne sur la réforme de construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, il existe de nombreuses similitudes en matière de structure du système, de diplôme, de formation par étapes, de système de crédits, de système d'assurance de qualité. Cela est compréhensible parce que les responsables de l'éducation vietnamiens ont collecté et consulté les politiques éducatives des pays développés pour les appliquer au Vietnam. Le point positif ici est la pensée de plus en plus ouverte de l'équipe dirigeante du secteur. Mais, en réalité, la différence de niveau gestionnaire en éducation entre le Vietnam et l'Europe montre que le facteur clé et décisif du succès de toutes

les réformes est le facteur humain, et le Vietnam doit encore s'efforcer pendant longtemps de l'améliorer. Après le « Doi Moi », les politiques d'enseignement supérieur sont correctes et adaptées à la situation sociale, mais la mise en œuvre des réformes de l'enseignement supérieur au Vietnam n'en est qu'au début d'expérimentation de quelques caractères d'un enseignement supérieur avancé, avec le point de vue d'« expérimenter et ajuster progressivement ». La pratique de déploiement des réformes de l'enseignement supérieur à cette période a montré des insuffisances :

- La qualité de l'enseignement supérieur en général était encore faible, d'une part elle n'a pas pu atteindre des niveaux avancés dans la région et dans le monde, et d'autre part, elle n'a pas répondu aux besoins des métiers de la société. Les diplômés étaient encore faibles dans la capacité de réflexion créative, les compétences pratiques, l'adaptation à des métiers. En outre, leur capacité de concurrence saine et de travail indépendant était encore limitée ;
- L'élargissement de l'offre de formation avait lieu principalement au niveau de l'enseignement supérieur, mais les étapes de prévision et de planification des branches de formation étaient encore ignorées. Les étudiants n'ont pas reçu l'orientation adéquate sur les métiers. En plus, les sortes de formation informelle, de formation hors école, surtout pour les personnes au cours de travail, n'ont pas encore obtenu l'attention raisonnable. L'efficacité des activités éducatives était encore faible, de nombreux étudiants après l'obtention du diplôme ne pouvaient pas trouver d'emploi ;
- Le personnel enseignant était insuffisant en quantité et généralement faible en qualité, ne répondant pas aux exigences à la fois d'augmenter la taille de formation et d'améliorer la qualité et l'efficacité d'enseignement. En particulier, le corps enseignant des universités avait peu de moyens pour accéder et mettre à jour régulièrement les connaissances et les nouvelles réalisations scientifiques et technologiques du monde. Les installations de l'école, y compris la bibliothèque, le laboratoire et les équipements servant l'enseignement et l'apprentissage étaient toujours insuffisantes et arriérées ;
- L'innovation et la modernisation dans les programmes, les curriculums et les méthodes d'éducation se passaient lentement. Le programme de formation était encore lourd en théorie et en examen, mais n'a pas encore mis l'attention raisonnablement sur la créativité, la capacité de pratique et l'orientation professionnelle. Il n'y avait pas encore de liaison stricte entre l'université avec les besoins réels du développement économique et social, entre l'efficacité de formation avec la recherche et l'application technologique. Les écoles formaient toujours selon leur propre capacité, mais pas encore selon les besoins sociaux.

Après vingt ans de Doi Moi, l'enseignement supérieur vietnamien n'a pas pleinement profité des opportunités que ce processus de réforme a apportées. Comme la capacité des ressources humaines était faible, l'innovation en éducation a été trop lente par rapport à celle en économique et en affaires étrangères. La seconde moitié de cette période n'a pas pu hériter des succès antérieurs. Le mécanisme de subvention par l'État dans le domaine de l'éducation et de la science était encore lourd, entraînant la situation de stagnation. De nombreuses politiques sont restées sur le papier, sans être réalisées, par exemple, la politique d'« innover dans la manière d'enseigner et d'apprendre, de promouvoir la force interne », ou la politique de « l'apprentissage accompagne la pratique, l'école rattache bien la vie sociale », etc. En reconnaissant l'importance croissante de l'enseignement supérieur dans la nouvelle

ère, le gouvernement vietnamien a approuvé la résolution n° 14/2005 sur la réforme de l'enseignement supérieur pour la période 2006-2020, et en même temps continué à renforcer la base juridique consacrée proprement au secteur de l'éducation et de la formation, avec la loi révisée sur l'Éducation de 2005. Le 2 novembre 2005, le gouvernement du Premier ministre Phan Van Khai a publié la résolution n° 14/2005/NQ-CP, selon laquelle, dans la période de 2006-2020, il est nécessaire de « [trad.] renouveler fondamentalement et globalement l'enseignement supérieur ; créant des changements fondamentaux de qualité, d'efficacité et d'échelle ; répondant aux exigences de l'œuvre de l'industrialisation et de la modernisation du pays, de l'intégration économique internationale et des besoins d'apprentissage du peuple.
455 »

3. Période de 2006-2020

3.1. Contexte historique et orientations dans le développement de l'enseignement supérieur

3.1.1. Contexte historique

À partir de cette période, où la guerre était loin derrière, le Vietnam a pu se concentrer sur le développement économique selon la ligne de « Doi Moi » qui avait déjà commencé pendant la période précédente et avait apporté certaines réalisations, tant dans l'économie que dans les relations internationales. L'année de 2006 est le début de l'époque dirigée par le Premier ministre Nguyen Tan Dung, le personnage dont les mandats ont été marqués par d'énormes dettes économiques et de nombreux grands projets suspendus devenus des fardeaux à la fois pour l'économie et la vie sociale vietnamienne jusqu'à maintenant. Sous la direction du gouvernement de Nguyen Tan Dung, le Vietnam est tombé dans une situation de crise économique. L'instabilité macroéconomique, l'inflation élevée pendant les 10 ans du règne de Nguyen Tan Dung ont effacé toutes les réalisations économiques acquises sous le mandat de son prédécesseur, Phan Van Khai. Parallèlement à la pensée de commercialiser tous les domaines de la société, l'idée sur la commercialisation de l'éducation à cette période a été également pleinement promue avec les encouragements du vice-Premier ministre cumulant le ministre de l'Éducation Nguyen Thien Nhan.

M. Nguyen Thien Nhan a étudié le programme de master en administration publique à l'Université d'Oregon (États-Unis) en 1993, puis, de 1995 à 2012, il a continué à suivre les quatre autres formations en États-Unis. Depuis 1997, il a participé à la carrière politique pleine de qualifications, mais pendant les mandats durant lesquels il a dirigé la branche de l'éducation, aucune trace des réalisations éducatives américaines n'est apparue au Vietnam. Au contraire, le temps le plus dégradé dans la qualité professionnelle du secteur de l'éducation a été durant les mandats du ministre Nguyen Thien Nhan. Entre 2006-2010, c'est-à-dire durant le mandat du ministre Nguyen Thien Nhan, l'environnement de l'éducation a ressemblé à un marché spontané avec la fondation en grande quantité d'une série d'universités/collèges universitaires, comme le développement des champignons après la pluie. Pour légaliser cette option de faire augmenter subitement le réseau universitaire, le 27 juillet 2007, le vice-Premier ministre (cumulant le ministre de l'Éducation), au nom du Premier ministre Nguyen Tan Dung, a signé et promulgué la décision n° 121/2007/QĐ-TTg qui a fait

⁴⁵⁵ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Nghị quyết số 14/2005/NQ-CP, ngày 02/11/2005 [Résolution No. 14/2005/NQ-CP, le 02 novembre 2005] », 2005.

l'« Approbation de la planification du réseau des universités et des collèges supérieurs pour la période 2006-2020 ». Au moment de sa publication, la décision 121 a fait l'objet de nombreuses critiques par les limites fondamentales soulignées, comme suit :

- Absence de règles juridiques dans le contrôle en pratique des conditions nécessaires pour autoriser la création d'écoles, l'ouverture de discipline de formation et l'inscription d'étudiant (juste en se basant sur l'examen des papiers dans le dossier). Dans le cas où l'établissement de l'éducation violerait l'engagement sur les conditions comme dans le dossier de demande d'ouverture de l'école, il n'y a pas encore de sanction de traitement. Il n'y a pas encore de règlements selon lesquels les écoles devaient développer des normes de compétence pour les diplômés (les normes de sortie), par conséquent, il n'y a donc aucune base pour évaluer la qualité de la formation.
- Existence d'un grand déséquilibre dans la disposition du système d'enseignement supérieur lorsque les universités et les collèges universitaires étaient encore concentrés principalement dans 3 grandes villes sous l'autorité directe du gouvernement central, causant de nombreux impacts négatifs sur la planification générale de ces villes.
- La politique d'expansion rapide du système des universités/collèges universitaires entraînerait l'augmentation trop rapide de l'offre de formation, tant au niveau universitaire qu'au niveau postuniversitaire, tandis qu'il n'y avait absolument aucune préparation en matière de qualité, d'équipements d'enseignement-apprentissage, de personnel enseignant et de capital - les éléments étaient à la fois faibles et insuffisants au temps de publication de la décision 121.

Malgré les idées responsables et enthousiastes de l'opinion publique, la décision 121 a quand même été rapidement mise en pratique (en réalité, elle avait été mise en œuvre depuis un an plus tôt dès le mandat ministériel officiel de M. Nguyen Thien Nhan). Selon les statistiques du ministère de l'Éducation, en 2005, le Vietnam comptait un total de 255 universités/collèges universitaires, et ce nombre a passé en 322 en 2007, en 434 en juillet 2010. Ainsi, en un seul mandat de 5 ans du ministre Nguyen Thien Nhan, le nombre des institutions universitaires a augmenté de 255 à 434, soit 179 écoles de plus. En moyenne, il y avait 37 universités/collèges nouvellement créés chaque année, c'est-à-dire 3 écoles par mois. Avec une telle fréquence de 10 jours pour une nouvelle école universitaire, si on compte sur la durée de travail des fonctionnaires de l'État selon les règlements de la Loi (240 jours/an), il est nécessaire seulement de 6-7 jours pour que l'équipe dirigeante du ministère de l'Éducation puisse examiner et approuver un dossier de création d'une nouvelle université/collège avant de le soumettre au Premier ministre Nguyen Tan Dung. Il s'agit vraiment d'un record pour lequel les autres ministères/branches doivent avoir beaucoup d'égards, surtout en matière de rapidité et d'intensité de travail du dirigeant du ministère de l'Éducation.

Selon les données du ministère du Travail du Vietnam citées par la *Voix du Vietnam*, au début de 2015, le nombre de diplômés aux universités/collèges universitaires était près de 280 000 personnes, mais le nombre de diplômés au niveau universitaire ou postuniversitaire au chômage était de 177 700 personnes, celui de diplômés aux collèges universitaires chômeur était de 100 600 personnes. Pendant ce temps, l'économie était encore confrontée à des difficultés en raison de ne pas pouvoir recruter suffisamment de personnel capable de travailler⁴⁵⁶. Sur le forum de l'Assemblée nationale du Vietnam, pour expliquer la situation

⁴⁵⁶ MINH DUONG, « Gần 28.000 thạc sỹ, cử nhân thất nghiệp [Près de 28 000 masters et licenciés sont au chômage] », sur *VOV.VN* [en ligne], [consulté le 4 septembre 2021].

que la plupart des écoles universitaires nouvellement créées ne répondaient pas aux normes de qualité, le ministère de l'Éducation a justifié que « lorsque les écoles ont rédigé le projet d'ouverture des écoles, tout se conformait au processus réglé dans la Loi, mais qu'ensuite beaucoup de ces écoles n'ont pas respecté l'engagement ». En fait, le ministère de l'Éducation n'avait aucune sanction pour punir les cas de violation, et aucun gestionnaire n'était responsable pour ces lacunes, pourtant d'abord, la responsabilité dans ces cas appartenait au ministère de l'Éducation et à personne d'autre. À la fin, les désavantages étaient toujours au côté des apprenants lorsqu'ils devaient dépenser beaucoup d'argent pendant une durée de 3-4 ans d'études à l'école, mais ils n'ont pas reçu les connaissances appropriées pour pouvoir gagner et développer leur vie avec leur diplôme universitaire. Les conséquences des « *grands héritages* » laissés par l'enseignement supérieur vietnamien pendant la période 2006-2010 sont extrêmement graves.

Lors du mandat suivant, le nouveau ministre de l'Éducation Pham Vu Luan a dû faire un rapport devant l'Assemblée nationale montrant la situation de fondation de nouvelles écoles et création de nouvelles branches de formation de manière impétueusement et en foule pour participer à une course de vitesse avec les goûts du marché, dans le contexte où le nombre des branches de formation nouvellement ouvertes des écoles est très similaire, la qualité de formation des ressources humaines porte beaucoup d'insuffisances, et il reste encore trop de faiblesses. En ce temps, le ministère de l'Éducation a proposé des mesures pour arrêter les nouvelles ouvertures des universités/collèges, mais c'était trop tard. De nombreuses années plus tard et jusqu'à maintenant, les inconvénients de la pensée de marchandisation excessive sous l'époque de Nguyen Thien Nhan (2006-2010) sont toujours un énorme fardeau pour l'ensemble du système universitaire du Vietnam.

Le 26 juin 2013, c'est aussi le vice-Premier ministre Nguyen Thien Nhan (à ce moment-là, il n'assumait plus le poste de ministre de l'Éducation) qui a signé et promulgué, au nom du Gouvernement, la décision n° 37/2013/QĐ-TTg sur « l'ajustement du réseau des universités et des collèges universitaires pour la période 2006-2020 » pour ajuster sa propre « *œuvre* ». Selon cette décision, en raison de « *l'héritage* » laissé par Nguyen Thien Nhan, avec un trop grand nombre d'universités/collèges, jusqu'en 2020, le nombre total des établissements de l'enseignement supérieur du Vietnam n'est pas autorisé à dépasser le nombre de 224 universités (sans compter les collèges universitaires). En fait, avec l'expérience de « *profiter de la victoire pour avancer* » de la période précédente, seulement jusqu'en 2018, il y a eu 266 universités/académies (dont 23 écoles relevant du ministère de la Défense et 7 écoles relevant du ministère de la Sécurité publique du Vietnam), c'est-à-dire la situation en réalité a dépassé considérablement le plan autorisé.

Pour la période 2016-2020, Phung Xuan Nha est devenu le chef du ministère de l'Éducation. Cependant, non seulement les grandes questions du secteur de l'éducation ne sont pas résolues, mais également de nombreuses affaires scandaleuses liées à l'enseignement supérieur ont continué à provoquer des « *tempêtes* » dans le forum de l'Assemblée nationale, parmi le corps d'élite intellectuelle, ainsi que dans l'opinion publique vietnamienne. Le ministre Phung Xuan Nha est l'officiel supérieur qui a le plus petit nombre de votes de confiance, parmi les 48 postes responsables équivalents proposés pour un vote de confiance par l'Assemblée nationale. Les phénomènes négatifs et non standard dans l'enseignement supérieur à ce temps sont reliés à toutes sortes de qualifications : du baccalauréat, du diplôme de licence ou équivalent, du processus de formation en master, doctorat, à l'examen et l'approbation du titre de professeur/professeur agrégé. Au point que le 02 mars 2018,

l'éducateur prestigieux au premier rang du Vietnam, le professeur Hoang Tuy, a appelé à la démission de M. Phung Xuan Nha. Cela est un phénomène non habituel sur la scène politique du Vietnam et il a exprimé les frustrations difficilement acceptables de l'opinion publique. Avec un même point de vue, le journaliste Huy Duc (considéré comme un personnage ayant des opinions politiques en désaccord par rapport au gouvernement vietnamien) a écrit : « [trad.] La démission de M. Phung Xuan Nha en tant que ministre de l'Éducation est le seul moyen de sauver la réputation, déjà entachée, du secteur de l'éducation vietnamien.⁴⁵⁷ » Cependant, après tout, M. Phung Xuan Nha siège toujours d'une manière « *fière* » au fauteuil du ministre de l'Éducation jusqu'au 31 décembre 2020.

Avant 2006, le Premier ministre Phan Van Khai était très conscient de l'importance croissante de l'enseignement supérieur dans la nouvelle ère. Donc, en 2005, son gouvernement a publié la résolution n° 14/2005/NQ-CP sur la réforme de l'enseignement supérieur pour la période de 2006-2020. En même temps, la base juridique consacrée proprement à l'enseignement supérieur a continué à se renforcer par la naissance de la Loi sur l'éducation de 2005. Sous le mandat du Premier ministre Nguyen Tan Dung, cette loi a été révisée en 2009, dans un contexte où l'enseignement supérieur vietnamien s'intègre plus profondément au système universitaire de la région et du monde, avec les nombreuses nouvelles exigences qui en découlent. En particulier, Le Vietnam doit ajuster ses activités d'enseignement supérieur conformément aux engagements et traités internationaux signés ou en tant que membre, en outre, doit également mieux gérer les activités de coopération et les investissements étrangers dans le domaine de l'enseignement supérieur. Une mesure importante et urgente pour répondre aux exigences de l'intégration consiste à rénover la gestion publique de l'enseignement supérieur et à accroître l'autonomie et l'autoresponsabilité des établissements d'enseignement supérieur. Face aux nouvelles exigences contextuelles, l'enseignement supérieur vietnamien a besoin d'une base juridique, unifiée et complète, et ce qui conduit à l'introduction de la Loi sur l'enseignement supérieur en 2012 (signée le 18 juin 2012). C'est la première loi du Vietnam consacrée au domaine de l'Enseignement supérieur. Au cours des années suivantes, cette loi a été continuellement ajustée, en 2013, 2014, 2015, et ayant la révision la plus importante en 2018. Accompagnant la loi sur l'éducation et l'enseignement supérieur, il existe une série de décrets et de documents sous-loi, de règlement, de règles sur l'enseignement supérieur qui sont promulgués à la suite, telle que la Charte de l'université/collège, le Règlement sur les inscriptions, le Règlement sur la formation, le Règlement sur la publication transparente dans l'enseignement, le Règlement sur l'organisation et le fonctionnement des universités privées, le Règlement sur la construction de normes d'accréditation de la qualité, etc., mais lorsqu'ils sont appliqués, il y a une situation à la fois de manque et d'excès, entraînant des chevauchements et des conflits entre de nombreux sujets concernés, entre plusieurs termes. Il est donc difficile de mettre en œuvre ces documents juridiques.

En positif, le processus d'amélioration continu de la Loi, des documents juridiques ou des circulaires peut être reconnu comme un changement positif dans l'idéologie des dirigeants, dans le sens que l'enseignement supérieur a reçu beaucoup plus d'attention par le Parti communiste. Par conséquent, lorsqu'il y a des difficultés et des lacunes, le gouvernement dirige tous les niveaux et branches pour chercher à corriger immédiatement. Cependant, du point de vue d'un grand nombre de classes sociales, les orientations et la capacité de gestion

⁴⁵⁷ HOA AI, « Bộ trưởng Giáo dục Phùng Xuân Nhạ sẽ từ chức? [Est-ce que le ministre de l'Éducation Phung Xuan Nha démissionnera?] », publié le 2018, [consulté le 7 novembre 2021].

des administrateurs du secteur de l'éducation ont révélé de nombreuses limites avec une vision à court terme et une faiblesse grave dans la capacité législative. Par conséquent, ils sont contraints de signer des projets de loi et des documents juridiques de mauvaise qualité. C'est le caractère « remarquable » et « répétitif » des dirigeants du secteur de l'éducation pendant toute la période 2006-2020. Par exemple, on peut mentionner quelques cas parmi les innombrables insuffisances à ce stade :

- En donnant une proportion étudiant/population, les dirigeants du secteur de l'éducation ne l'ont regardée que mécaniquement et ont constaté qu'au moment de 2005, le nombre d'étudiants sur 10 000 habitants de certains pays était 374 (en Thaïlande), 407 (au Chili), 316 (au Japon), 359 (en France), 380 (au Royaume-Uni), 504 (en Australie), 576 (aux États-Unis), 674 (en Corée du Sud), etc., pour développer rapidement un projet pour l'enseignement supérieur du Vietnam dont le but en 2020 d'avoir 450 étudiants/10 000 habitants. Pourtant, ils ont ignoré le fait que même si toutes les conditions du Vietnam se développaient dans un sens favorable, il ne pourrait pas respecter 50 % du plan conformément aux normes de la région. Donc, cet objectif utopique a entraîné de nombreuses conséquences négatives pendant des années suivantes, dès le début de sa mise en œuvre.
- La loi sur l'Éducation a été promulguée en 2005, stipulant que dans le système des écoles non publiques, il n'y a que deux formes d'écoles privées et d'écoles à capitaux étrangers tandis que les formes d'écoles semi-publiques et d'écoles *dân-lập* (établies par la communauté locale) ont été abolies. Par conséquent, plus de 80 universités/collèges universitaires non publics à ce moment-là ont dû être convertis en écoles privées. Le ministère de l'Éducation a continuellement rédigé des circulaires de consigne, mais c'est seulement 5 ans plus tard (en 2010) que la circulaire 20/2010 sur la conversion des universités de *dân-lập* en universités privées a été publiée. Ainsi, pendant cette durée de 5 ans, ces 80 universités non publiques ont fonctionné en dehors de la loi. Pour ce type d'établissement de l'éducation, la décision n° 63/2011/QĐ-TTg stipule :

*[trad.] les actifs sont le capital d'apport et les actifs supplémentaires issus des résultats de l'exploitation de l'école, appartiennent à la propriété commune consolidée. Les actifs augmentant en raison des opérations de l'école en propriété commune consolidée sont divisibles.*⁴⁵⁸

Lorsque la loi sur l'Enseignement supérieur de 2012 entre en vigueur, son article 4 stipule :

*[trad.] les établissements d'enseignement supérieur privés et ceux ayant d'actifs d'investissement étranger qui fonctionnent à but non lucratif sont des établissements universitaires dont la partie de profit accumulée annuellement est l'actif non divisible, étant utilisé dans le but de re-investir pour le développement de l'établissement. Les actionnaires ou les contributeurs de capital ne reçoivent pas de dividendes ou obtiennent de dividendes annuels qui ne dépassent pas le taux d'intérêt des obligations gouvernementales.*⁴⁵⁹

⁴⁵⁸ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Quyết định số 63/2011/QĐ-TTg, ngày 10/11/2011 [Décision No. 63/2011/QĐ-TTg, le 10 novembre 2011] », 2011.

⁴⁵⁹ ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « Luật số 08/2012/QH13, ngày 18/6/2012 [Loi No. 08/2012/QH13, le 18 juin 2012] », 2012.

Et la clause 3 de l'article 11 de la loi sur l'Enseignement supérieur de 2012 interdit également de profiter des activités éducatives à des fins intéressées. Mais, en même temps, le Règlement des universités privées autorise à diviser des dividendes et à organiser l'université comme une société par actions opérant pour rechercher des bénéfices au profit des investisseurs. L'incohérence des dispositions juridiques conduit à un fait de mise en œuvre que les projets sollicitant de l'ouverture de l'école sont tous en forme du modèle de l'école privée à but non lucratif afin de bénéficier des priorités et des incitations réglées par l'article 20 de la loi sur l'Éducation de 2005 : « L'État encourage les universités privées à but non lucratif.⁴⁶⁰ » Mais en fait, après la fondation, les établissements de l'enseignement supérieur privés, à la fois les nouvelles et les anciennes, fonctionnent dans un but lucratif, mais aucun d'entre eux ne subit de punition.

- La politique de stratification dans l'enseignement supérieur est affirmée dans la loi sur l'Enseignement supérieur de 2012, à l'article 9 :

[trad.] Les établissements d'enseignement supérieur sont stratifiés en : premièrement, les établissements d'enseignement supérieur orientés vers la recherche (étage 1); deuxièmement, ceux qui sont axés sur les applications (étage 2); troisièmement, ceux qui sont orientés vers la pratique (étage 3).

Son article 9 indique également clairement que le concept de « stratification » lié à la mission/fonction est différent de celui de « classement » liant au prestige/à la qualité⁴⁶¹. Mais en 2015, le gouvernement a publié l'arrêté n° 73/2015/ND-CP détaillant les critères de répartition pour les 3 étages dans le réseau des établissements universitaires, et en même temps a promulgué un cadre de classement des universités dans chaque étage et des normes pour chaque classe du cadre. Dans cet arrêté n° 73, les termes de « stratification » et « classement » sont réunis à un seul concept, en impliquant que la « stratification » aborde le classement pour trois étages et le « classement » signifie l'évaluation dans chaque étage⁴⁶². Cette confusion a conduit à certaines réglementations déraisonnables, telles que le cycle de conversion des étages est de 10 ans, le cycle de conversion de classement est de 2 ans. En fait, selon le bon concept, il faut comprendre que la « stratification » lié à la mission et aux fonctions est prescrite par l'État, donc il vaut mieux ne pas poser la question de conversion entre les étages, provoquant le malentendu que cet étage-ci est le critère de promotion d'autres étages. Et sa conséquence est que la plupart des universités ont la tendance de chercher à régulariser leur dossier pour pouvoir entrer à l'étage 1, car elles pensent que cet étage est le plus prestigieux. D'une telle manière, il est apparu de plus un facteur rendant le système universitaire encore plus désordonné.

La contradiction entre des documents différents n'est pas rare dans le système des documents juridiques du Vietnam, c'est pourquoi des ajustements et des modifications sont nécessaires chaque année. Cependant, ce n'est pas la principale raison pour laquelle l'enseignement supérieur du Vietnam est à la traîne. Parmi de nombreuses causes, il est nécessaire de mentionner la capacité et la responsabilité sociale des gestionnaires de

⁴⁶⁰ ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « Luật số 38/2005/QH11, ngày 14/6/2005 [Loi No. 38/2005/QH11, le 14 juin 2005] », 2005.

⁴⁶¹ ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, *op. cit.*

⁴⁶² GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Nghị định số 73/2015/NĐ-CP, ngày 8/9/2015 [Arrêté No.73/2015/NĐ-CP, le 8 septembre 2015] », 2015.

l'éducation. Les dirigeants au sommet de la hiérarchie doivent porter la première responsabilité et aussi la responsabilité la plus élevée. Les aberrations par rapport aux standards éclatés dans l'enseignement supérieur au Vietnam pendant la période 2006-2020 sont considérées par les responsables élevés du secteur de l'éducation comme un phénomène normal, tandis que, de la salle de l'Assemblée nationale à la société, l'opinion publique est extrêmement bouleversée et inquiète. L'absence des règles pour sanctionner les erreurs ou les faiblesses des leaders sont aussi l'une des raisons fondamentales pour lesquelles l'enseignement supérieur du Vietnam est de plus en plus en décalage avec les progrès éducatifs de la région et du monde.

3.1.2. Orientation pour le développement de l'enseignement supérieur pendant la période 2006 - 2020

La résolution n° 14/2005/NQ-CP du gouvernement du Vietnam détermine que vers 2020, l'enseignement supérieur vietnamien atteindra le niveau avancé de la région et approchera celui du monde, avec une capacité compétitive élevée, en s'adaptant au mécanisme de l'économie du marché orientée par le socialisme. Les objectifs proposés dans la *Stratégie 2006-2020* sur l'enseignement supérieur sont les suivants :

- Compléter le réseau des institutions universitaires à l'échelle nationale pour assurer une structure raisonnable en matière de niveau, de branche et du métier de formation, conformément à la politique de socialisation dans l'éducation et à la planification globale sur le développement économique et social du pays et des localités.
- Développer des programmes d'enseignement supérieur avec l'orientation vers la recherche et l'application professionnelle ; assurer la connexion entre les programmes dans l'ensemble du système d'enseignement supérieur ; développer et perfectionner des solutions d'assurance qualité et un système d'accréditation pour l'enseignement supérieur ; construire un certain nombre d'universités du niveau international comme pilotes pour la réforme de l'enseignement supérieur.
- Étendre l'offre de formation à la fois pour le système d'école publique et privée ; s'efforcer d'atteindre le ratio de 200 étudiants/10 000 habitants d'ici 2010, de 300 étudiants/10 000 habitants d'ici 2015, de 450 étudiants/10 000 habitants d'ici 2020, dont environ 70 à 80 % du nombre total d'étudiants suivant des programmes professionnels - appliqués, et environ 40 % de la population étudiante totale nombre formé aux établissements d'enseignement supérieur non publics.
- Constituer un contingent d'enseignants et d'administrateurs de l'enseignement supérieur en quantité suffisante, avec des qualités éthiques, une conscience professionnelle, des qualifications professionnelles élevées, des styles d'enseignement et de gestion avancés ; assurer une proportion qui ne dépasse pas 20 étudiants/professeur dans le système d'enseignement supérieur. D'ici 2010, au moins 40 % des enseignants titulaires du niveau de master et 25 % des enseignants titulaires de doctorats, d'ici 2020 au moins 60 % des enseignants ayant le niveau de master et 35 % titulaires du doctorat.
- Améliorer considérablement l'offre et l'efficacité des activités scientifiques et technologiques dans les établissements d'enseignement supérieur. Les grandes universités doivent être des centres de recherche forts de tout le pays, avec des revenus provenant des activités scientifiques et technologiques, de la production et des services

atteignant au moins 15 % du revenu total des établissements d'enseignement supérieur en 2010 et 25 % en 2020.

- Compléter les politiques de développement de l'enseignement supérieur en vue d'assurer l'autonomie et la responsabilité sociale des établissements d'enseignement supérieur, la gestion de l'État et le rôle de la société dans le suivi et l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur.

Dans la résolution n° 14/2005, la question de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur a été mentionnée comme une exigence pour « renouveler fondamentalement et globalement l'enseignement supérieur vietnamien ». Ce document a déclaré :

[trad.] Sur la base de l'innovation de la pensée et du mécanisme de gestion de l'enseignement supérieur [il faut] combiner raisonnablement et efficacement la définition claire des fonctions/des tâches de gestion de l'État et la garantie de l'autonomie, le renforcement de la responsabilité sociale et la transparence des établissements d'enseignement supérieur.

Au cours du premier quinquennat de la période de 2006-2010, le secteur de l'enseignement supérieur doit accomplir la tâche immédiate de « résoudre les problèmes du mécanisme juridique au service de la réforme de l'enseignement supérieur, en créant de changement initial de qualité ». On a espéré que les succès de la première phase deviendraient des bases de la mise en œuvre des tâches déjà orientées pour les 10 ans prochains de 2011-2020 qui sont les suivantes :

[trad.] Perfectionner la structure du système d'enseignement supérieur, ajuster la structure des métiers et niveaux de formation ; améliorer la qualité de la formation pour répondre à la demande de ressources humaines de haute qualité du développement socio-économique. D'ici 2020, le taux de travailleurs ayant une formation professionnelle et universitaire atteindra environ 70 %, et le taux d'étudiant/habitants sera de 450/10 000.⁴⁶³

Dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration internationale croissante, la coopération internationale joue un rôle important et indispensable pour le développement de tout établissement d'enseignement supérieur dans le monde. Le 04 novembre 2013, lors de la 8e Conférence du Comité central du Parti (Session 11), le secrétaire général Nguyen Phu Trong a signé et promulgué la résolution n° 29-NQ/TW sur la « rénovation fondamentale et globale de l'Éducation et de la Formation pour répondre aux besoins de l'industrialisation et modernisation dans le contexte d'une économie de marché avec l'orientation socialiste et l'intégration internationale ». Ensuite, la décision n° 40-QD/TTg du 07 janvier 2016 du Premier ministre approuvant la « Stratégie globale sur l'intégration internationale jusqu'en 2020, et à la vision à 2030 », l'un des objectifs spécifiques de cette décision est de « construire la personne vietnamienne conformée aux exigences du processus d'industrialisation, de modernisation et d'intégration internationale ». Le 06 juin 2018, l'arrêté n° 86/2018/ND-CP du Premier ministre, le « Règlement sur la coopération étrangère et les investissements dans le domaine de l'éducation », a été promulgué. Des documents juridiques sont nés à leur tour, orientant et concrétisant les tâches dans le but de créer les conditions permettant aux

⁴⁶³ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Nghị quyết số 14/2005/NQ-CP, ngày 02/11/2005 [Résolution No. 14/2005/NQ-CP, le 02 novembre 2005] », 2005.

établissements d'enseignement supérieur de promouvoir l'intégration internationale. Dans les sections relatives aux tâches et aux solutions pour l'intégration active à l'échelle internationale et l'amélioration de l'efficacité de la coopération des établissements de l'enseignement supérieur, il existe des dispositions :

- Perfectionner les mécanismes de coopération bilatérale et multilatérale ; mettre en œuvre les engagements internationaux dans le secteur de l'éducation et de la formation ; rénover le contenu et les programmes de formation pour approcher le niveau de l'enseignement supérieur avancé, en visant la reconnaissance réciproque des diplômes, le transfert de crédits d'études et de compétences professionnelles entre le Vietnam et les pays de l'ASEAN et d'autres pays du monde ; augmenter le nombre de programmes enseignés en langues étrangères ; jusqu'en 2020, développer un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur atteignant des niveaux avancés par rapport à la région et au monde.
- Augmenter l'offre de la formation à l'étranger par le budget de l'État, pour les enseignants en sciences fondamentales, en sciences de pointe, et en disciplines spéciales ; encourager les études et la recherche à l'étranger en finançant des sources hors budget de l'État ; développer les liens de formation avec des institutions d'enseignement étrangères réputées, en gérant strictement la qualité de la formation.
- Disposer du mécanisme pour encourager les organisations internationales, les individus étrangers et les Vietnamiens d'outre-mer à participer à la formation, à la recherche, à l'application et au transfert de la science et de la technologie au Vietnam ; renforcer les échanges culturels et académiques internationaux.
- Avoir des politiques pour soutenir et gérer l'apprentissage et la formation des élèves/étudiants vietnamiens en train d'étudier à l'étranger ou dans les établissements d'enseignement ayant des éléments étrangers au Vietnam ; augmenter le nombre d'étudiants, d'élèves et de stagiaires envoyés dans le but de formation et de perfectionnement à l'étranger, et en même temps, attirer des apprenants étrangers à venir étudier au Vietnam.

Jusqu'à présent, la dernière loi relative à l'enseignement supérieur au Vietnam est la loi sur l'Enseignement supérieur (révisée) de 2018, qui a été approuvée par l'Assemblée nationale du Vietnam le 19 novembre 2018, lors de la 6e séance de conférence de l'Assemblée nationale (session 14), et est entrée en vigueur depuis le 1 juillet 2019. Le contenu principal de la loi sur l'enseignement supérieur de 2018 fournit à la fois l'outil juridique et des guides pour la mise en œuvre des établissements d'enseignement supérieur. Quelques points clés de ce document peuvent être cités comme suit :

- **Relier la formation avec les besoins du marché du travail.** Cette loi a complété un certain nombre de politiques de l'État sur le développement de l'enseignement supérieur, exigeant que la formation soit liée à la demande de main-d'œuvre du marché, dans le but de surmonter la situation que des diplômés sont au chômage ou travaillent dans les métiers peu reliés à leur expertise, tandis que le marché manque vivement de travailleurs de bonne qualité dans les professions convenables.
- **Les universités peuvent décider librement leur politique de frais de scolarité et d'inscription.** Avec l'extension de l'autonomie des universités, cette loi stipule en détail l'attribution de l'autonomie aux universités en matière des domaines académiques et des activités professionnelles, de l'organisation et du personnel, des finances et de la

propriété, de même d'autres politiques conformément aux dispositions de la Loi. Cependant, pour être autorisées à exercer leur autonomie, les universités doivent remplir certaines conditions.

- **Les universités ne sont pas autorisées à continuer à recruter de nouveaux étudiants si elles n'ont pas encore passé l'accréditation.** La loi sur l'Enseignement supérieur (révisé) de 2018 règle plus strictement des conditions pour l'ouverture des branches de formation de l'université selon lesquelles avant la fin d'études de la première promotion, les écoles doivent évaluer la qualité du programme de formation et dès que cette promotion serait diplômée, le programme de formation doit être étalonné. Dans le cas où il n'y aurait pas d'évaluation/d'accréditation de la qualité (ou le résultat de ces processus ne saurait pas satisfaire aux normes), les universités doivent compléter et améliorer la qualité afin d'assurer les normes de sortie, et l'inscription pour les nouveaux candidats ne seront pas permis jusqu'à ce que les critères de l'accréditation de qualité soient respectés.

Ainsi, bien qu'il existe encore des lacunes dans les documents juridiques, en général, il y a suffisamment d'outils juridiques pour que l'enseignement supérieur vietnamien puisse mettre en œuvre de manière globale les tâches orientées par le Parti communiste et le gouvernement du Vietnam. De plus, il existe toujours une source financière (équivalent à une grande partie du budget national) qui est prioritaire pour l'éducation.

3.2. Mise en œuvre des tâches de l'enseignement supérieur pendant la période 2006-2020

3.2.1. Expansion trop « chaude » du système d'enseignement supérieur

Dès le début du mandat de M. Nguyen Thien Nhan, vice-Premier ministre et ministre de l'Éducation, la société vietnamienne a constaté l'éclatement du système des universités/collèges universitaires, avec de nombreuses écoles qui ont été nouvellement créées ou reclassées. La pratique de fondation des écoles et la mise en œuvre de la planification de structure des universités/collèges selon la Décision 121 du gouvernement ont montré la précipitation et le manque de responsabilité des dirigeants du secteur de l'éducation. En 2005, il y avait un total de 255 universités/collèges dans tout le pays, dont 104 universités (79 écoles publiques, 25 écoles non publiques) et 151 collèges universitaires (142 écoles publiques, 9 écoles non publiques). Un an plus tard, en 2006, le ministère de l'Éducation a autorisé à créer une série d'établissement de l'enseignement supérieur rassemblant principalement deux grandes villes sous l'autorité directe du gouvernement central. À Hô Chi Minh-Ville, en 2006, les nouvelles écoles ont compris : l'Université d'Informatique, l'Académie d'Aviation, l'Université Hoa sen, le Collège Bach Viet, le Collège de Culture et des Arts de Saïgon, le Collège de Radio et de Télévision 2, le Collège de Textile et de Mode, le Collège des Ressources naturelles et d'Environnement. En 2007, cette ville a continué d'avoir de plus des nouvelles écoles : l'Université de Saïgon, l'Université d'Informatique de Gia Dinh, l'Université internationale de Saïgon, l'Université de l'Économie et de Finance, le Collège d'Économie - Technologie de Saïgon, le Collège Vien Dong. Pendant ce temps, au Nord, Hanoi a été en tête en vitesse de développement avec 15 écoles nouvellement créés en 2 ans, 2006 et 2007, dont l'Université Dai Nam, l'Université FPT, l'Université Nguyen Trai, etc. Même en 2007, une série d'autres universités qui ont été fondées dans d'autres provinces et villes, comme : l'Université Pham Van Dong (province de Quang-Ngai), l'Université Ha Hoa Tien

(province de Ha Nam), l'Université internationale Bac Ha (province de Bac Ninh), l'Université Thanh Tay (province de Ha Tay), etc. Le nombre de 255 universités/collèges en 2005 est passé à 322 dont 139 universités (109 publiques, 30 non publiques) et 183 collèges (166 publics, 17 non publics) en 2007. Cette tendance n'a pas arrêté, jusqu'au juillet 2010, le Vietnam comptait un total de 434 établissements supérieurs (225 universités et 209 collèges), c'est-à-dire, après moins de 5 ans, la quantité d'universités/collèges a augmenté de 179 écoles. La plupart des écoles, dans leur projet, ont demandé à être établies dans les provinces, mais en réalité, elles organisaient principalement leurs activités de formation et de recrutement d'étudiant dans les zones centrales de Hanoï et Hô Chi Minh-ville, les lieux faciles pour attirer des candidats. En raison d'avoir eu des efforts pour pouvoir être fondée le plus rapidement possible en saisissant l'occasion quand le mécanisme était encore trop lâche, de nombreuses écoles ont fonctionné très temporairement, dans un état hétéroclite en matière de base matérielle. Beaucoup d'institutions universitaires devaient louer des emplacements dispersés pour organiser l'enseignement. Les salles de cours manquaient beaucoup, il n'est donc pas surprenant que les laboratoires, les salles de pratique et les bibliothèques soient dans un état similaire. De plus, le corps enseignant qui est considéré comme l'âme des universités/collèges était également insuffisant. De nombreuses écoles ont exagéré le nombre de leurs professeurs pour atteindre la norme sur le ratio professeurs/étudiants en empruntant les noms des enseignants d'autres universités. Le professeur Nguyen Xuan Han (Université nationale de Hanoï) a dû déclarer :

[trad.] Par rapport à l'année de 1987, le nombre des universités/collèges a augmenté plus de 5 fois de plus, et l'effectif d'étudiants a été multiplié de 13 fois, mais le nombre d'enseignants a augmenté moins de 3 fois. L'expansion massive en quantité de l'enseignement supérieur ne vient pas d'un besoin pratique et dépasse, avec une très grande distance, l'endurance de l'économie. Pire, la qualité de la formation est très faible, les qualifications universitaires vietnamiennes ne sont pas encore reconnues par le marché du travail international. C'est le paradoxe qui fait que les diplômés manquent de compétences de vie, de connaissances professionnelles, et il faut toujours les reformer ou ne pas pouvoir les utiliser. La formation, mais ne pas être utilisable est le gaspillage terrible de la branche de l'éducation.⁴⁶⁴

Dans le Règlement sur la création de l'université, on a stipulé qu'il fallait avoir des installations adéquates pour l'enseignement et l'apprentissage. Pour les universités privées, elles doivent assurer un espace de 10 m²/étudiant dont au moins 4 m² sont consacrés aux études et l'environnement pédagogique doit répondre aux normes d'hygiène du travail. Cependant, tous les établissements universitaires privées qui sont créées après 2005, n'atteignent pas ces normes. Dans une série de rapports publiés dans le journal *Người Lao động* (Travailleur) du 29 octobre 2009, on a souligné le fait que de nombreuses universités avaient été fondées trop rapidement alors que les installations matérielles ne pouvaient pas répondre aux exigences de la formation. Rien qu'à Hanoï, en 2008, il y avait 4 universités privées, dont l'Université internationale Bac Ha, l'Université Hoa Binh, l'Université Nguyen Trai et l'Université Dai Nam, étant présentes dans la liste des écoles non qualifiées, mais toujours actives. Particulièrement, à l'Université Nguyen Trai, les étudiants doivent étudier dans... la tribune B du stade My Dinh que cette école avait loué pour organiser les activités de

⁴⁶⁴ « Bộ GD-ĐT Chặn mở trường ĐH CĐ, quá muộn », sur *Thi.tuyensinh247* [en ligne], publié le 17 novembre 2012, [consulté le 4 septembre 2021].

l'enseignement et de l'apprentissage. Le point « *positif* » ici était que les étudiants « *pouvaient* » étudier dans l'ambiance de préparation pour la cérémonie d'ouverture des Jeux Asiatiques 2009 qui se passeraient au Vietnam et l'environnement de pédagogie, en général, était donc très excitant et très amusant. L'Université Hoa Binh a loué le 4e étage de l'Institut de Science de Protection du travail, près de l'usine de mécanique de cet institut où des bruits énormes dérangent les cours d'enseignement pendant toute la journée. L'Université internationale Bac Ha louait également un bâtiment partagé avec certaines autres organisations à My Dinh (Hanoï), il créait donc de l'inconfort pour les apprenants, etc⁴⁶⁵.

Selon l'article 20 de la loi sur l'Éducation de 2005, il est interdit de profiter d'activités éducatives pour des fins intéressées. L'État encourage les universités privées à fonctionner à but non lucratif. Par conséquent, lors de l'élaboration d'une proposition d'établissement, les écoles prétendent toutes être des écoles privées à but non lucratif alors qu'en fait elles fonctionnent toutes à des fins lucratives par la suite. Au début, ces écoles devaient réduire au maximum les coûts pour compenser la partie financière utilisée pour établir, dans le contexte que la plupart des écoles n'étaient pas suffisantes en matière des installations, donc que la location de lieux à bon marché était une chose compréhensible. Sans parler du personnel enseignant des universités/collèges non publics qui étaient disponible seulement au seuil d'environ 20 %, le reste était au titre d'enseignant invité qui travaillait pour de nombreuses écoles en même temps. Cela a également rappelé l'image des « *professeurs de taxi* » au Sud-Vietnam avant 1975. En raison de ne pas pouvoir gérer activement la plupart du corps enseignant, les écoles non publiques sont très passives, en rencontrant des difficultés dans l'organisation des plans d'enseignement - apprentissage, augmentation de l'offre de formation, et création de nouvelles branches de formation. En plus, l'appareil d'organisation et de gestion rudimentaires en raison de la pénurie d'enseignants entraînent aussi plusieurs lacunes : la structure de formation n'est pas conforme aux normes, le plan d'enseignement et l'emploi du temps organisé non scientifiquement, affectant de manière mauvaise la qualité de formation. D'ailleurs, le problème le plus inquiétant est la qualité entrante très faible en raison des « *promotions* » dans l'attraction de candidature lorsque ces écoles utilisaient le seuil minimum de score. Chaque année, le ministère de l'Éducation fixe ce score dépendant de la réalité, dans le but de faciliter les élèves des régions les plus défavorisées du pays à pouvoir également être diplômés des études secondaires. Il y a trop d'écoles en même temps qui effectuaient des inscriptions massives, donc les écoles ont rivalisé pour descendre le seuil d'admission, au point qu'il n'est pas autorisé à continuer à s'abaisser, car il a touché le « *sol* »⁴⁶⁶. La croissance trop « *chaude* » en quantité des institutions universitaires accompagnant l'augmentation trop rapide du nombre d'étudiants dans un contexte où le système de l'enseignement supérieur est encore trop éloigné pour pouvoir rattraper les exigences sur les conditions de l'enseignement - apprentissage, a entraîné nécessairement le relâchement dans la qualité de formation. La qualité de formation des établissements universitaires peut être justifiée de manière la plus solide par la situation que leurs étudiants peuvent trouver des emplois appropriés à leur expertise, mais la réalité de mécontents des unités d'embauche a montré une chose inverse. Avec la situation de relâchement dans la gestion et d'éloignement

⁴⁶⁵ « Đại học kiểu tầm gửi [Université de gui] », sur *Người Lao động [En ligne]* [en ligne], publié le 29 octobre 2009, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴⁶⁶ « Đại học ngoài công lập: Những bất cập kéo dài [Universités non publiques : des insuffisances durables] », sur *Journal Sài Gòn giải phóng Online* [en ligne], publié le 13 novembre 2008, [consulté le 4 septembre 2021].

de la pratique du ministère de l'Éducation, l'objectif d'équilibrer l'offre et la qualité de formation est devenu une histoire fictive pendant le mandat du ministre Nguyen Thien Nhan.

Pendant les cinq années suivantes, sous l'époque de ministre Pham Vu Luan, il n'y a eu plus le phénomène des nouvelles écoles ouvrant comme « des centaines de fleurs épanouies » sous le mandat de Nguyen Thien Nhan, mais les efforts du nouveau ministre se sont consacrés principalement pour résoudre les conséquences du désordre laissé par le prédécesseur. En 2013, le gouvernement a publié la décision n° 37/2013/QĐ-TTg, ajustant la « Planification du réseau des universités et des collèges pour la période 2006-2020 ». Selon celle-ci, d'ici 2020, le Vietnam comptera 460 universités/collèges (dont 224 universités et 236 collèges), l'offre totale de la formation au niveau universitaire/collégiale atteindra environ 2,2 millions d'étudiants. Un point remarqué ici est que cet objectif de 2,2 millions d'étudiants pour la population de plus de 98 millions du Vietnam est équivalent à la proportion de 224 étudiants/10 000 habitants (au lieu de 450 étudiants/10 000 habitants). En outre, selon le rapport de révision de 5 ans (2013 - 2018) du ministère de l'Éducation, depuis la mise en œuvre de la décision n° 37, le réseau des universités du secteur civil comprend 236 universités/académies (dont 171 écoles publiques, 60 écoles privées, 5 écoles à 100 % des capitaux étrangers). De plus, il existe des écoles dans le secteur de la défense - sécurité, dont 12 universités, 11 académies, 10 collèges (sous la gestion du ministère de la Défense), et 4 universités et 3 académies (directement soumis au ministère de la Sécurité publique) qui appartiennent toutes au système des établissements de l'enseignement supérieur publics. Ainsi, à ce moment-là, le nombre total des universités/académies a atteint le nombre de 266. Le secteur non public comprend 60 universités privées (25,5 % du nombre des universités). Selon le rapport sur les 43 universités privées, environ de 77 % des écoles ont des revenus excédant les dépenses, la proportion du total des profits sur le total de dépense a atteint de 143 % tandis qu'en matière juridique, ces écoles sont des établissements à but non lucratif⁴⁶⁷. Ainsi, jusqu'en 2020, même si le Vietnam ne fonde plus de nouvelle institution universitaire, le nombre des universités a dépassé 42 écoles par rapport à l'objectif déterminé dans la Décision 37 (sans compter les collèges). Jusqu'à l'année scolaire 2017-2018, et toujours selon un rapport du ministère de l'Éducation, rien que l'offre de la formation des universités a atteint 1 707 025 étudiants (1 439 495 étudiants publics et 267 530 étudiants non publics). Et si on compte aussi celle des collèges, le nombre d'étudiants a dépassé 2,2 millions des universités/collèges⁴⁶⁸.

En raison de l'état de la formation universitaire à très grande échelle depuis 2005, il est très difficile que les diplômés trouvent des emplois dans l'économie. Une petite raison vient de la pénurie de travail, mais principalement c'est la qualité très faible d'une grande partie de nouveaux licenciés. La période 2006-2020, à côté de l'augmentation « chaude » du nombre de licenciés, le système de formation postuniversitaire n'accepte pas d'être « en désavantage ». Pendant la première moitié de la période, il y a eu un éclatement des licenciés, et au cours de la seconde moitié jusqu'à présent, il y a encore un processus d'explosion des masters, des doctorats, des professeurs/professeurs agrégés. Mais le problème est que les qualifications

⁴⁶⁷ THAI Van Ha, « Phát triển trường đại học tư thục ở Việt Nam: Thực trạng và khuyến nghị », *tapchitaichinh.vn* [en ligne], 29 septembre 2019.

⁴⁶⁸ THUY LINH, « Việt Nam đã vượt số lượng trường đại học theo mục tiêu đề ra [Le Vietnam a dépassé le nombre d'universités selon l'objectif fixé] », sur *Giáo dục Việt Nam* [giaoduc.net.vn] [en ligne], publié le 11 décembre 2018, [consulté le 4 septembre 2021].

des titulaires de ces diplômes sont en proportions inverses pour à la fois leur quantité et l'angoisse chronique de la société dans son ensemble.

3.2.2. Ajustement dans la structure des niveaux et des métiers de la formation

(1) Déséquilibre dans la structure en matière du niveau des branches de formation

Depuis 2006, le système d'enseignement supérieur a fourni à l'économie vietnamienne des ressources humaines avec des lacunes de longues dates, en matière de structure du niveau des travailleurs formés et également de celle des métiers de formation :

- La structure du système éducatif national vietnamien est fragmentée et disjointe entre les niveaux (l'enseignement général, l'enseignement professionnel, la formation continue, et l'enseignement supérieur), la planification du réseau des établissements d'enseignement manque de coordination. L'offre de formation des universités/collèges est déraisonnable. Le nombre d'universités et de collèges est similaire, ce qui fait que l'offre de formation universitaire se développe à l'horizontal et non de manière pyramidale.
- Le déséquilibre dans la structure des niveaux et des métiers de formation entre les régions du pays a été lentement surmonté. L'offre entre les branches de formation est gravement déséquilibrée. Alors que les branches économiques, comptables et bancaires représentent une proportion très élevée, entraînant une inflation de diplômés, les secteurs ayant vraiment un grand besoin en personnel ne peuvent pas attirer de candidats, comme : l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'informatique, etc.
- Le programme de formation n'a pas encore assuré l'adéquation, la cohérence et l'intégration internationale ; il n'y a pas de lien par branche ou groupe de branche, avec les programmes de formation correspondants à d'autres institutions universitaires. Il manque de normes de sortie pour les programmes de formation publiée, dans le but de faire ajuster conformément aux normes de connaissances générales basées sur le cadre national de qualification et sur celui de référence de l'ASEAN. Des écoles restent encore dans la situation de formation monodisciplinaire comme « tradition » en dépit de la tendance internationale de multidisciplines dans l'éducation.
- Le système éducatif n'a pas été conçu pour simplifier le parcours des apprenants afin de permettre aux apprenants de circuler facilement (avec ou sans condition supplémentaire) entre les programmes et les niveaux de formation. Il n'est pas encore possible d'assurer la compatibilité avec les systèmes internationaux de classification de l'éducation, de même avec la comparabilité entre des niveaux de formation et des diplômes.

Pour ajuster la structure du système d'enseignement supérieur actuel, en 2015, le ministère de l'Éducation a publié la circulaire n° 07/2015/TT-BGDĐT stipulant les compétences que les apprenants doivent acquérir après être diplômés (normes de sortie) pour chaque cycle de l'enseignement supérieur. En outre, le processus de construction, d'évaluation et de promulgation des programmes de formation exigeait aussi une enquête du besoin des employeurs et la participation des représentants des établissements d'embauche dans toutes les phases de construction, d'évaluation et d'organisation de la mise en œuvre des programmes de formation. En 2017, le ministère de l'Éducation a continué de promulguer la

circulaire n° 09/2017/TT-BGDDT et la circulaire n° 22/2017/TT-BGDDT sur l'ouverture de branche de formation à tous les niveaux, dans lesquelles la branche de formation inscrite doit être appropriée aux besoins de la société et les apprenants, aux exigences en ressources humaines pour le développement socio-économique des localités, des régions et de l'ensemble du pays. L'ouverture d'une nouvelle branche de formation doit être approuvée par au moins deux agences/organisations d'employeurs et avoir au moins deux programmes de formation similaires aux établissements d'enseignement supérieur étrangers comme exemples prouvant la nécessité de formation dans ce secteur-là. En outre, le ministère de l'Éducation promulgue également des règlements sur les inscriptions à l'université ; la détermination des quotas d'inscription en se basant sur des besoins de main-d'œuvre de la société ; les conditions d'assurance qualité des établissements de formation et le taux d'emploi pour les diplômés. Ces modifications visent à surmonter une série de limitations et d'insuffisances dans la manière d'attribuer des quotas d'inscription précédente, en se basant uniquement sur la capacité disponible de l'université. Cependant, il est difficile d'avoir des améliorations de fond par une série de circulaires et de règlements qui sont nés pour résoudre des problèmes survenant sur place au lieu de venir des politiques scientifiques et à long terme.

(2) Stratification du système d'enseignement supérieur

L'attribution de fonctions dans la formation pour le réseau des institutions universitaires est une politique commune à de nombreux pays. Elle permet d'accroître le professionnalisme et l'efficacité des activités de formation et d'investissement dans l'éducation.

Les États-Unis sont le pays le plus typique avec ce modèle stratifié, à partir de la planification globale de l'État de Californie depuis 1960 qui a divisé le système public d'enseignement supérieur en 3 étages : 9 universités de l'étage élevé (UC), 21 universités à l'étage intermédiaire (CSU), et plus de 100 collèges communautaires. Au Vietnam, la politique de stratification dans l'éducation est évoquée comme une solution supplémentaire pour servir la replanification du réseau des établissements d'enseignement supérieur, qui a été mise en œuvre depuis les étapes précédentes, mais n'a pas encore apporté des résultats comme prévu⁴⁶⁹. Grâce au processus de rénovation depuis 1986, le réseau d'enseignement supérieur vietnamien actuel est devenu beaucoup plus diversifié. Les types d'institutions universitaires peuvent être résumés comme suit :

- 16 établissements d'enseignement supérieur clés, dont : 02 universités nationales (à Hanoï et à Hô Chi Minh-Ville), 03 universités régionales (à Thai Nguyen, Hué et Da Nang), 01 université multidomaines de la région du delta du Mékong (l'Université de Can Tho) et 10 autres universités monodomaines : l'Université polytechnique de Hanoï, l'Université nationale d'Économie de Hanoï, l'Université d'Agriculture de Hanoï, l'Université de Médecine de Hanoï, l'Université de Pédagogie de Hanoï, l'Université d'Économie de Hô Chi Minh-Ville, l'Université de Médecine et de Pharmacie de Hô Chi Minh-Ville, l'Université de Pédagogie de Hô Chi Minh-Ville, l'Académie Technique militaire, l'Université de Vinh.

⁴⁶⁹ Le planification du réseau des établissements d'enseignement supérieur sera élaboré pour chaque période, « montrant la répartition du système des établissements d'enseignement supérieur avec la structure des métiers et des niveaux de formation adaptés à la taille de la population et à la situation géographique, les territoires à l'échelle nationale et chaque localité, conformément à la stratégie de développement socio-économique et de défense et sécurité nationale ». Le plan du réseau des établissements d'enseignement supérieur sera approuvé par le Premier ministre. – Loi sur l'enseignement supérieur 2012.

- Universités spéciales coopérant avec des pays étrangers au niveau gouvernemental : l'Université Vietnam-France, l'Université Vietnam-Allemagne, l'Université Vietnam-Japon, l'Université Fulbright Vietnam.
- Autres universités/collèges publics relevant de ministères/secteurs et d'organismes centraux. Parmi ces écoles, il y a 02 Universités Ouvertes, créées en 1993 avec la fonction principale d'assumer la formation ouverte sous la forme de l'enseignement à distance.
- Universités/collèges publics directement soumis à la collectivité territoriale, y compris les collèges communautaires, les collèges de Pédagogie, les universités locales, en plus il existe également des collèges professionnels relevant du ministère du Travail.
- Universités/collèges non publics, dont 60 universités privées.
- Institutions de formation postuniversitaire, dont certaines appartiennent à des universités ou académies, et d'autres sont des instituts de recherche (indépendants des universités/académies).

Ainsi, en matière de « matériel », au Vietnam il existe toutes sortes de formations pour pouvoir constituer un système d'enseignement supérieur complet. Afin de répondre aux exigences du développement socio-économique, le système d'enseignement supérieur doit être stratifié en matière de missions, fonctions et objectifs, mais pas de qualité, car l'arrangement sur la qualité est associé au concept de « classement » plutôt qu'au concept de « stratification ».

Dans l'itinéraire de stratification du système universitaire vietnamien, une restructuration du ratio des formes de formation est également nécessaire, car il y a actuellement de nombreux points déraisonnables, bien que les options et stratégies pour développer l'enseignement supérieur s'occupent toutes de créer les conditions favorables à la promotion des formes de formation universitaire non formelles comme l'un des moyens de construire une société de l'apprentissage et de l'apprentissage tout au long de la vie. En particulier, la résolution 14/2005 du gouvernement exigeait de renforcer et de pousser le développement des universités ouvertes, mais la pratique a donné le résultat inverse. Dix ans après la publication de la résolution 14/2005, les deux universités ouvertes du Vietnam (créées en 1993, visant à développer l'enseignement ouvert et à distance) sont presque tombées dans l'oubli. Le manque d'attention du ministère de l'Éducation a conduit à l'incapacité de construire et de standardiser une infrastructure technologique pour qu'un système d'enseignement ouvert et à distance puisse assurer la qualité de formation. Par conséquent, la qualité des diplômés de ces formes d'éducation est considérée comme très basse, ce qui explique le hochement de tête des employeurs. Il s'agit d'une réalité douloureuse pour la capacité de gestion de l'enseignement supérieur au Vietnam.

Pour améliorer cette situation, le 10 septembre 2015, le gouvernement a pris la décision n° 1559/QĐ-TTg approuvant le projet de « Développer l'enseignement supérieur à distance pour la période 2015-2020 ». L'objectif global du projet est de promouvoir et d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement à distance, visant à répondre aux besoins d'apprentissage du peuple, dans le sens de l'ouverture, de la flexibilité, de la diversification, et de l'intégration régionale et internationale. Dans le cadre des orientations du développement d'un enseignement ouvert, le gouvernement encourage également les universités à promouvoir l'application de formes d'enseignement à distance. Cependant, ces politiques sont encore au

niveau élevé, alors qu'à un niveau inférieur, à celui du ministère de l'Éducation, les dirigeants de ce secteur n'ont pas conscience pleinement du côté très positif de l'enseignement à distance, surtout dans le contexte actuel où la technologie d'information et de communication s'est développée rapidement, et où les grandes villes du Vietnam (où se trouvent la plupart des établissements d'enseignement supérieur) semblent être surchargées en matière d'installations et d'infrastructures, avec des embouteillages fréquents, etc.. L'enseignement à distance peut donc surmonter la plupart des pressions exercées sur les grandes villes.

Pourtant pendant de nombreuses années, le ministère de l'Éducation semble « abandonner » ce type de formation à distance, ce qui est exprimé par le manque d'attention et la pénurie des documents de consignes pour évaluer la qualité des programmes de formation à distance, à tous les niveaux de formation. Donc, la garantie de qualité pour cette forme de l'éducation a rencontré des difficultés. Jusqu'à maintenant, le ministère de l'Éducation vient de lancer la première rédaction de règlement de l'enseignement à distance⁴⁷⁰, quoique cette sorte d'éducation ait été mise en œuvre au Vietnam depuis 1993. En réalité, de 1993 à 2018, le Vietnam ne compte que 21 universités qui sont autorisées par le ministère de l'Éducation à dispenser des programmes de formation à distance, et seulement 17 universités qui peuvent attirer avec succès des apprenants. L'obstacle principal dans la phase d'inscription d'étudiants est que la qualité de formation de ces écoles n'a pas encore été reconnue par la société. Alors, l'offre de formation de ce type dans l'ensemble du pays diminue continuellement, d'année en année, ce qui est totalement contraire à la tendance commune de la région et du monde.

Depuis le début de 2020, lorsque l'épidémie de Covid-19 sévit dans le monde, ainsi que dans de nombreux autres pays, l'enseignement vietnamien a dû déployer la formation à distance dans l'ensemble du système éducatif national, et ce n'est que maintenant que les gestionnaires en éducation du Vietnam viennent de vraiment réaliser les avantages de l'enseignement à distance. La majorité des élèves/étudiants vietnamiens abordent l'apprentissage en ligne, avec humeur étrange, en le considérant comme une activité parascolaire pendant l'attente de la fin de l'épidémie. Et les enseignants eux-mêmes sous-estiment également la qualité de l'apprentissage en ligne en ce moment, car en fait, il s'agit d'une forme plutôt étrangère par rapport à l'enseignement traditionnel au Vietnam. Le 13 mars 2020, le ministère de l'Éducation a publié la circulaire officielle n° 795/BGDĐT-GDDH renseignant les établissements d'enseignement supérieur sur le déploiement de l'enseignement à distance dans tous les systèmes de formation, afin de faire face à l'évolution compliquée de l'épidémie. Ensuite, le 23 mars 2020, la circulaire n° 988/BGDĐT-GDDH du ministère de l'Éducation demandait d'assurer la qualité de la formation à distance pendant la durée de l'épidémie de Covid-19. Pendant presque toute l'année 2020, l'ensemble de l'appareil d'instruction du Vietnam, à tous les niveaux, a mis en œuvre la forme de l'enseignement à distance et cette situation peut tout à fait se prolonger beaucoup plus longtemps. Si les responsables du secteur de l'éducation du Vietnam avaient vu plus loin, les difficultés et les embarras récents dans l'apprentissage à distance auraient certainement diminué énormément.

Dans le processus de planification du réseau des établissements d'enseignement supérieur, l'orientation au niveau le plus élevé, pendant toutes les périodes, a répété sans cesse l'exigence de déterminer une structure de formation raisonnable et correspondante à la

stratégie économique et sociale du pays. Dès la résolution 14/2005 sur la stratégie de rénovation dans l'enseignement supérieur 2006-2020, le gouvernement vietnamien a déterminé la « priorité d'élargir l'offre des programmes de formation à l'orientation appliquée et professionnelle », avec l'attente d'environ de 70 à 80 % du nombre total d'étudiants formés avec l'orientation professionnelle appliquée. En outre, la stratégie de l'éducation du Vietnam a fixé l'objectif d'environ 70 % de travailleurs formés en 2020. Et une des mesures principales proposées pour cette perspective est de « perfectionner le modèle du collège communautaire et de construire les règlements de transfert avec les universités ». Malheureusement, ces bonnes options qui ont été oubliées par le secteur de l'éducation dès 2006. Jusqu'à présent, la mise en œuvre de la planification en réseau et de la stratification du système d'enseignement supérieur vietnamien est encore mentionnée dans le plan d'action de chaque établissement d'enseignement supérieur, mais il n'y a pas beaucoup de changements par rapport à avant 2012, le moment où cette politique a été légalisée.

3.2.3. Objectif d'amélioration de qualité de formation

(1) Mécanisme d'inscription à l'université

Pour sélectionner les candidats au système d'université/collège, de l'année scolaire de 2006-2007 à celle de 2013-2014, le ministère de l'Éducation a organisé toujours un seul examen d'entrée à l'université (l'examen de 3 points communs). Comme durant la seconde moitié de la période précédente, chaque candidat pouvait inscrire 3 vœux dans le dossier d'examen. Avant l'examen d'entrée à l'université, ils devaient réussir l'examen du baccalauréat organisé dans la localité où ils avaient fait des études. Le fondement de l'examen « de 3 points communs » (même les dates d'examen, mêmes questions d'examen correspondantes à chaque branche de formation, mêmes résultats pour candidater aux universités/collèges) repose sur le facteur de « mêmes questions d'examen ». Avant 2002, bien qu'il y ait encore 3 étapes d'examens, toutes les phases d'organisation, d'élaboration des questions d'examen et d'examen et d'approbation des candidats ont été assumées par les établissements de l'enseignement supérieur eux-mêmes. Par conséquent, le sujet d'examen n'était pas cohérent et les résultats des tests et les résultats d'admission des écoles étaient très différents. Donc, il n'est pas possible d'évaluer la qualité entrante des écoles et le candidat ne pourrait pas utiliser son résultat des tests d'une école pour candidater à une autre s'il n'avait pas réussi pour la première école inscrite. Depuis 2002, après la mise en œuvre de la manière de « 3 points communs » dans l'ensemble du pays, il existe toujours un écart entre les résultats des tests et les scores d'admission des écoles, mais cela est dû au niveau du candidat et pas au degré de difficulté des questions de test. Cependant, pendant les premières années de l'inscription à l'université par la modalité de « 3 points communs », il n'y avait aucune réglementation sur le score minimum pour recevoir les candidatures, alors, de nombreuses écoles ont utilisé des seuils de score très bas afin de remplir le quota d'inscription et cela a limité énormément l'efficacité de la politique d'un même sujet d'examen dans l'inscription à université. D'ailleurs, une grande lacune était que les écoles avaient tendance à effectuer l'inscription d'étudiants jusqu'à la fin du quota total pour les candidats au 1er vœu. Les bons élèves qui n'avaient réussi pour leur 1er vœu qu'une université de top rencontraient beaucoup de difficultés à entrer dans une université de la classe inférieure, tandis que les élèves avec la capacité d'études commune candidatant leur 1er vœu à des écoles moins réputées avaient beaucoup plus de chance d'entrer à l'amphithéâtre universitaire. Seulement depuis 2004, après la naissance des dispositions sur le score minimum (ou « *score de sol* »), un « *courant de circulation* » dans l'inscription d'étudiants des écoles est apparu, avec environ

70 % du quota consacrant au 1er vœu, et le 30 % restant est la chance pour les candidats non admis au premier vœu d'une école, mais avec leur résultat assez bon, ils candidatent aux autres écoles sous la forme de 2e ou 3e vœux. Cela a aidé des écoles à pouvoir relever leur seuil de score entrant, en augmentant l'efficacité dans la sélection de nouveaux étudiants pour l'enseignement supérieur.

Le processus de « renouvellement » a été lancé depuis l'année scolaire 2014-2015 lorsque le ministère de l'Éducation a organisé l'Examen national de fin d'études secondaires sous la forme d'un examen « 2 en 1 », combinaison de deux examens : celui du Bac et celui de l'entrée à l'université/collège. Le nouvel examen visait à examiner deux souhaits des élèves : de diplômé l'enseignement secondaire et d'entrer à université/collège. La forme et le calendrier d'examen suivaient les directives annuelles du ministère de l'Éducation, mais en fait elles portaient souvent un changement radical après chaque année. À cause de la « maladie de réalisation », le ministère de l'Éducation préconisait toujours que le degré de difficulté des questions d'examen restent conformes au seuil « universelles » à l'échelle nationale, et les questions d'examen étaient assez similaires avec l'ensemble des questions de modèle servant à l'examen publié avant chaque session d'examen, ceux qui conduisait à un taux de réussite très élevé et les « pluies de 10 points » (le score maximal pour chaque matière) apparaissant souvent, mais sans aucune différenciation des qualifications entre les candidats. Le professeur Dao Trong Thi, président du Comité de Culture - Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam a remarqué que : « en sachant le taux de réussite de 99 % il est nécessaire d'organiser l'examen de fin d'études ? »⁴⁷¹, en effet, non seulement le taux de réussite était élevé, mais également diplômé avec le score très élevé. Sans parler de l'organisation des examens entraînant des phénomènes négatifs à toutes les étapes du processus d'admission que la société a fortement critiqué plusieurs fois. Le sommet de ces problèmes est peut être le scandale de tricherie dans le résultat d'examen en 2018, à cause de laquelle des élèves n'ont pas pu entrer aux universités selon leur vœu et en remplaçant de cela, c'étaient des candidats qui pouvaient être considérés comme sachant lire et écrire couramment. D'après le professeur Pham Tat Dong, un bon enseignant, scientifique et militant social du Vietnam, il vaut mieux « [trad.] supprimer l'examen de fin d'études secondaires au niveau national, et organiser cet examen dans les localités. Et il est préférable que les candidats passent cet examen dans leurs écoles où ils sont en train d'étudier, comme un test du niveau des études générales acquises après 12 ans d'apprentissage », et « [trad.] l'examen de fin d'études secondaires est pour trouver les élèves atteignant la capacité d'études moyenne ou plus, mais pas pour sélectionner les talents pour l'entrée à l'université.⁴⁷² » C'est aussi l'opinion commune de la majorité des scientifiques et des éducateurs au Vietnam. Avec la méthode actuelle de sélection d'entrées, même s'il n'y a pas de phénomènes négatifs dans le processus d'admission, il est difficile que les meilleures universités aient de bons candidats, heureusement, elles auront seulement des candidats travailleurs. Cependant, en fait, il n'y a pas eu d'examen d'entrée à l'université/collège du Vietnam sans problème négatif, et n'entraînant pas des frustrations pour la société, surtout depuis le début de l'examen « 2 en 1 », au cours de l'année universitaire 2014-2015.

⁴⁷¹ QUYNH TRANG et NGUYEN Loan, « GS Đào Trọng Thi » [en ligne], *Journal Vnexpress*, 8 juillet 2015, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴⁷² « GS.TS Phạm Tất Dong: Điểm 10 nhiều gấp 60 lần - Một kỳ thi không bình thường! [Pr Dr Pham Tat Dong : "Score 10" c'est 60 fois plus - Un examen anormal !] », sur *Lao động Online* [en ligne], publié le 10 juillet 2017, [consulté le 4 septembre 2021].

(2) Renouveau dans le programme et les méthodes d'enseignement

Jusqu'à présent, les programmes de formation des écoles d'un même domaine n'ont pas de connexion réciproque dans le même système universitaire vietnamien et sont plus éloignés par rapport à des programmes internationaux. Donc, il est difficile que les diplômes vietnamiens soient reconnus dans les pays de la région et du monde. Les universités élaborent et annoncent les normes de sortie pour les programmes de formation, mais elles portent toujours les caractères formels et ne se concentrent pas sur des normes de langues étrangères équivalentes à des exigences des universités de la région. En outre, le programme de formation a très peu de liens avec les établissements employeurs et n'a pas mis en œuvre un filtrage solide pour assurer la qualité de la formation. Le contenu du programme n'est pas développé et déployé de manière ouverte (permettant des mises à jour régulières sur les connaissances venant de la réalité du pays et à l'étranger, et de l'utilisation flexible des manuels et matériels nationaux ou étrangers pour enseigner aux étudiants). Dans la situation où les universités vietnamiennes sont très clairement différenciées en matière de qualité de formation avec les phénomènes de confusion entre vrai-faux, noir-blanc, il est nécessaire de mettre en place un programme de cadre pour les disciplines de formation. Cependant, la détermination du contenu des programmes exige vivement les caractères scientifiques et pratiques. Les programmes de formation actuels sont élaborés avec 50 à 60 % du volume de connaissances issu du programme de cadre réglé par le ministère de l'Éducation, et environ 20 % consacré aux matières obligatoires dont la majorité vise à l'éducation en politique et en idéologie. Cette structure du contenu de formation exprime une contradiction par rapport à la ligne de rénovation de l'éducation vers l'intégration internationale. En fait, le Vietnam est encore un des pays restants avec l'enseignement supérieur géré de manière centralisée.

Concernant les méthodes et les formes de formation, le principe de « centrer sur l'apprenant » a été évoqué depuis 2012, lors de la naissance de la Loi sur l'Enseignement supérieur, mais au fond, jusqu'en 2020, il est toujours seulement une orientation. Et les méthodes d'enseignements populaires sont encore trop dépendantes des cours magistraux et utilisent peu les compétences d'enseignement - apprentissage actives, donc il y a moins d'interaction entre enseignant et apprenant dans et hors de la salle de classe. En plus, les méthodes d'enseignement actuelles ne mettent pas l'accent sur les compétences en résolution de problèmes, mais se concentrent uniquement sur la diffusion des connaissances existantes, ce qui entraîne un apprentissage passif et manquant de créativité des apprenants. Malgré l'application du système de crédit dans la formation, au Vietnam, ce n'est pas vraiment conformément à l'esprit du système de crédit éducatif, la méthode d'enseignement-apprentissage n'a pas encore échappé aux impacts de l'ancien régime scolaire selon le nombre d'années de formation. Le renouvellement et l'amélioration dans les programmes et les méthodes d'enseignement aux établissements universitaires portent souvent seulement le caractère formel, en mouvement, et non substantiel. En général, les programmes de formation de l'enseignement supérieur du Vietnam ne répondent pas aux exigences du pays, les étudiants après être diplômés ont du mal à trouver un emploi, faute de la capacité de travailler. Donc, la situation répandue est que les personnes diplômées des universités doivent étudier quelques formations supplémentaires (en fait, presque comme être reformés) parce que les unités d'embauche estiment que les étudiants ont appris principalement des théories pures aux universités et ne peuvent pas encore les appliquer dans la pratique.

(3) Mise en œuvre du système d'accréditation de qualité

Les prémisses d'un système d'accréditation de qualité éducative du Vietnam a été proposé par l'ancien ministre de l'Éducation Tran Hong Quan depuis 1987, cependant, comme cette idée était trop nouvelle à ce temps-là, elle n'a pas été mise en pratique dans le système de l'enseignement supérieur vietnamien. Jusqu'en avant 2003, le Vietnam n'avait pas encore d'agence spécialisée en charge de gérer la qualité de l'éducation, les universités/collèges n'étaient pas obligés de publier des normes de sortie pour les diplômés (quels savoirs, quelles compétences, quelle capacité comportementale, capacité d'assumer quel rôle dans la société, etc. ?) et de faire formellement un rapport sur la qualité de formation. L'absence de mécanismes de contrôle des facteurs sortants pour assurer la qualité de la formation a conduit à l'incapacité du ministère de l'Éducation à évaluer sous tous les aspects la qualité réelle des écoles ainsi que de l'ensemble du système d'enseignement supérieur. En 2003, le ministère de l'Éducation a créé le Département de l'Examen et de l'Accréditation de l'éducation (aujourd'hui, le Département de Gestion de la qualité). En réalité, au cours de la période 2006-2010, peu de personnes, même parmi celles travaillant dans le secteur de l'éducation, connaissaient le Département de l'Examen et de l'Accréditation de l'éducation, car ses activités n'étaient pas impressionnantes bien que la « plaisanterie » de « on fait d'accréditation sur quoi lorsque l'éducation n'a pas de qualité » soit devenue populaire à ce temps - là.

Dans les années suivantes, cette organisation est apparue davantage, mais son fonctionnement portait principalement sur la forme et ne contribuait pas vraiment à promouvoir la qualité de l'enseignement supérieur. Pourtant, une réalité de ce moment a été que même si l'enseignement supérieur était accrédité, sa qualité était encore basse par rapport au niveau moyen de la région. Confronté à la situation selon laquelle la qualité de l'enseignement supérieur ne répond pas aux qualifications requises par le marché du travail, le ministère de l'Éducation a fait des efforts pour établir un organisme d'accréditation. Cependant, ce projet a échoué en raison de nombreuses opinions selon lesquelles, le fait que l'agence d'accréditation était à la fois « *footballeur et arbitre* », ou « *juge et partie* », et manquait d'objectivité. Mais une autre idée de modification proposant la création des organisations d'accréditation de qualité indépendantes du ministre de l'Éducation était aussi dénoncée, car les responsables du secteur ont pensé que cela n'était pas différent par rapport à « *chercher d'incidents pour soi-même* ». Par conséquent, la solution « *non standard* » à l'époque consistait à fonder certaines organisations d'accréditation de qualité simples. Sous la direction du ministère de l'Éducation, deux centres d'accréditation de la qualité de l'éducation ont été créés en 2014 et situés à deux universités nationales à Hanoï et à Hô Chi Minh-Ville. Ensuite, au début 2015, le centre d'accréditation de la qualité de l'éducation de l'Université de Da Nang a été créé, et à la fin de 2015, le centre d'accréditation de la qualité relevant de l'Association des universités et collèges du Vietnam (CEA-AVU&C) a été fondé. En 2017, le Centre d'accréditation de qualité de l'éducation de l'Université de Vinh a été établi. Cependant, en réalité, jusqu'à la seconde moitié de 2019, à l'exception du Centre CEA-AVU&C, d'autres centres d'accréditation de l'enseignement se considèrent toujours comme partie intégrante d'une université. Cela a conduit à un phénomène « *bizarre* » qui n'existe qu'au Vietnam : les centres d'accréditation de la qualité de l'enseignement supérieur sont situés au sein des universités, ce qui soulève non seulement des problèmes sur l'objectivité de leur fonctionnement (toujours la question du mécanisme d'« *être à la fois footballeur et arbitre* ») et sur l'indépendance dans la prise de décision, mais aussi sur la justice entre les universités. Pourquoi seules les quatre universités mentionnées ci-dessus (sans parler du centre d'accréditation de la qualité de l'éducation relevant de l'Association des universités et collèges

du Vietnam) peuvent créer des centres d'accréditation de qualité et procéder à l'accréditation d'autres universités ? En outre, selon la loi, les unités non publiques ont également le droit de créer des centres d'accréditation de la qualité de l'éducation⁴⁷³. La naissance des agences spécialisées pour évaluer la qualité des établissements d'enseignement supérieur est nécessaire, mais cela a de valeur seulement si toutes les étapes du processus de fonctionnement de ces agences se passent de manière scientifique, juste et objective. Dans l'enseignement supérieur vietnamien, l'organisme en charge de ce rôle d'accréditation et d'évaluation de la qualité ne répond pas conformément aux normes. La mise en œuvre se déroule assez lentement, la capacité d'accréditation n'est pas encore élevée, les écoles doivent donc souvent attendre longtemps pour « obtenir » l'évaluation externe effectuée par d'autres institutions.

À partir de cette insuffisance, les mécanismes, les normes ainsi que les couloirs juridiques de cette activité d'accréditation de qualité éducative continuent d'être complétés et consolidés. Le 19 mai 2017, le ministre de l'Éducation a publié la circulaire n° 12/2017/TT-BGDĐT, stipulant l'accréditation des établissements d'enseignement supérieur selon le nouvel Ensemble de normes d'accréditation qui a été construite en se basant sur l'ensemble des Critères d'évaluation des établissements d'enseignement (AUN-QA Assessment At Institutional Level - ver 2.0) publié par le Réseau des universités de ASEAN en juillet 2016. Le AUN-QA comprend 25 normes et 111 critères, évaluant l'ensemble du fonctionnement d'un établissement d'enseignement, divisé en 04 groupes : (1) assurance qualité en matière stratégique (08 normes, 37 critères) ; (2) assurance qualité en matière de système (04 normes, 19 critères) ; (3) assurance qualité en matière de réalisation des fonctions (09 normes, 39 critères) ; (4) résultats du fonctionnement (04 normes, 16 critères). Cependant, peu importe à quel point l'ensemble des normes d'accréditation sont supérieures, la qualité est toujours issue du facteur humain avec l'accent mis sur le principe d'indépendance - d'objectivité - de transparence.

Dans la loi sur l'Enseignement supérieur (révisée) en 2018, il est exigé que les organismes d'accréditation de qualité de l'éducation soient indépendants des agences de gestion de l'État et des établissements d'enseignement supérieur⁴⁷⁴. Cependant, le système vietnamien d'accréditation de l'éducation est désormais entièrement dirigé par le ministère de l'Éducation. Sur le total de cinq centres d'accréditation de qualité éducative autorisés à

⁴⁷³ La circulaire n°61/2012/TT-BGDĐT du 28 décembre 2012 précise :

« 1. L'organisme d'agrément de la qualité de l'enseignement est une unité œuvrant dans le domaine de l'agrément de la qualité de l'enseignement selon les dispositions du présent règlement, ayant pour fonction d'évaluer et d'agrèer les établissements et programmes d'enseignement. L'enseignement répond aux normes de qualité de l'enseignement.

2. Les organisations d'accréditation de la qualité de l'éducation comprennent les organisations d'accréditation de la qualité de l'éducation créées par l'État et les organisations d'accréditation de la qualité de l'éducation créées par des organisations ou des individus.

a) Les organismes d'accréditation de la qualité de l'enseignement créés par l'État fonctionnent conformément à la réglementation de l'État pour les unités publiques non commerciales.

b) Les organismes d'accréditation de la qualité de l'éducation créés par des organisations et des individus fonctionnent conformément aux règlements de l'État pour les institutions non publiques opérant dans les domaines de l'éducation et de la formation.

3. Les organismes d'accréditation de la qualité de l'éducation ont un statut juridique ; avoir son propre compte et son propre sceau ; avoir un bureau de transaction ; fonctionnent indépendamment des établissements d'enseignement ».

⁴⁷⁴ ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « Luât số 34/2018/QH14, ngày 19/11/2018 [Loi No. 34/2018/QH14, le 19 novembre 2018] », 2018, article 52.

fonctionner, quatre sont créés par décision du ministre de l'Éducation, et le dernier centre restant (relevant de l'Association des universités/collèges du Vietnam) a été fondé avec approbation du ministère de l'Éducation. En bref, les cinq organismes d'accréditation du secteur de l'enseignement supérieur peuvent opérer leurs tâches seulement à condition d'avoir un hochement de la tête du ministre de l'Éducation. De telle manière, un style de travail « *unique* » dans l'étape d'accréditation des universités du Vietnam a été constitué et se maintient jusqu'à présent.

Sous la pression des exigences d'accréditation de qualité, les établissements de l'enseignement supérieur ont accordé plus d'attention à l'amélioration des conditions d'assurance qualité. Cependant, de nombreuses écoles essaient de faire face à la période d'accréditation, mais n'ont pas encore effectué de changement décisif pour survivre dans un environnement de pédagogie de plus en plus ouvert et compétitif. Selon les informations du Département de Gestion de la qualité (ministère de l'Éducation), en comptant jusqu'au 31 août 2019, 255 établissements d'enseignement ont rempli des rapports d'auto-évaluation (dont 222 institutions universitaires et 33 collèges pédagogiques); 133 établissements d'enseignement supérieur et 07 collèges pédagogiques ont obtenu l'évaluation externe réalisée par des organismes (à l'intérieur du pays) d'accréditation de qualité de l'enseignement, dont 123 (sur 133) établissements d'enseignement supérieur et 5 (sur 7) collèges pédagogiques ont été reconnus d'avoir répondu aux normes de qualité éducative; Il existe 67 programmes de formation qui sont évalués à l'extérieur selon les normes nationales. Parmi eux, il y a 19 programmes de formation reconnus comme ayant répondu aux normes de qualité éducative du Réseau d'assurance de qualité des universités de ASEAN (AUN-QA); Il y a 132 programmes de formations accréditées et évaluées selon les normes étrangères, dont 95 programmes qui sont évalués par l'AUN-QA, 20 programmes évalués selon les normes de la Commission des Titres d'Ingénieur (CTI) de France, 06 programmes évalués selon les normes du Conseil d'accréditation pour l'ingénierie et la technologie, l'organisation prestigieuse au premier rang des États-Unis (ABET), 06 programmes évalués selon les normes du Conseil d'accréditation des écoles et des programmes de formation en Commerces des États-Unis (ACBSP), 5 programmes évalués selon les normes de la Fondation pour l'accréditation des programmes de Management commercial international (FIBAA); Il existe 07 universités évaluées en externe et reconnues selon les normes d'évaluation des établissements d'enseignement du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et AUN-QA. Parmi celles-ci, l'Université polytechnique de Hô Chi Minh-Ville (membre de l'Université Nationale du Vietnam à Hô Chi Minh-Ville) a été reconnue par ces deux organismes d'avoir répondu aux normes de qualité de l'éducation.

Pourtant, le processus d'organisation de l'accréditation de la qualité des universités a montré beaucoup d'insuffisances existantes :

- Les mécanismes, les politiques d'encouragement, ainsi que les sanctions sur l'accréditation de la qualité de l'éducation ne sont toujours pas spécifiques, en omettant certaines réglementations sur les normes d'évaluation des programmes de formation. Le système de logiciel de gestion pour l'assurance et l'accréditation de l'éducation n'a pas encore été mis en place et exploité.
- Le corps de personnel spécialisé au niveau du système est encore insuffisant en quantité, et il existe une différence qualitative considérable entre les organismes d'accréditation. En général, le besoin croissant du travail d'assurance de la qualité éducative n'est pas encore effectué. Il y a pénurie d'accréditeurs, et les rares qui existent

ne sont pas mobilisés de manière efficace : alors que certaines personnes participent à de nombreuses équipes d'accréditation, d'autres n'ont pas été invitées à y participer, en dépit d'avoir la carte d'accréditeur depuis longtemps.

- L'instabilité du système d'accréditation de qualité éducative au Vietnam, en particulier sur le point de vue de la mise en œuvre est exprimé à travers le changement continu de l'ensemble des normes d'accréditation et de la manière de déploiement de l'évaluation de qualité. Par conséquent, le degré d'avancement et l'efficacité de la mise en œuvre de l'assurance et d'accréditation dans le système de l'enseignement supérieur a été impacté négativement.

Le 25 octobre 2019, à l'Université de Nha Trang, l'Association vietnamienne des universités et collèges a organisé un séminaire sur le sujet « Assurance et accréditation de la qualité de l'enseignement supérieur dans le monde et au Vietnam ». Les dirigeants des universités ont convenu que l'accréditation de l'enseignement supérieur au Vietnam n'était pas encore objective et juste. Ce qui inquiète le plus les scientifiques est la question de l'indépendance du système d'évaluation et d'accréditation. Bien que théoriquement le système d'accréditation du Vietnam suive le modèle d'accréditation américain, dans les faits ce système est presque sous le contrôle entier du ministère de l'Éducation, dans toutes les étapes : les normes, les méthodes, l'autorité de fondation du centre d'accréditation, le contenu de formation, l'autorité de délivrance des cartes d'accréditeur, le plan de mise en œuvre des évaluations, etc. Ce mécanisme a un impact très négatif sur le premier élément fondamental du processus d'accréditation - l'indépendance absolue du système d'accréditation. En fait, l'indépendance, l'objectivité et la transparence n'ont pas encore été considérées par le ministère de l'Éducation comme les principes les plus importants de tous les modèles d'accréditation⁴⁷⁵.

3.2.4. Missions de recherche et la coopération entre l'école et l'entreprise

(1) Renforcement de la recherche et de la publication internationales

Avant 2014, la recherche dans les universités n'était pas considérée comme une tâche obligatoire, elle dépendait principalement de la capacité et de la passion des professeurs envers la science. En outre, en partie à cause des critères d'émulation, le financement des tâches de recherche était également insignifiant. Depuis la publication de la circulaire n° 47/2014/TT-BGDĐT du ministère de l'Éducation en 2014, pour les professeurs d'université, le travail de recherche est devenu une exigence obligatoire, et non plus dépendante de chaque individu. Les enseignants doivent consacrer au moins 1/3 de leur temps de travail total pendant l'année scolaire à des tâches de recherche. Au cours des dernières années, les stratégies de développement de l'éducation et de la formation à différentes périodes ont également toute souligné le rôle croissant de la recherche et de la publication internationale dans le contexte de la mondialisation et de l'économie du savoir. Des revues internationales telles que ISI Clavirate Web of Science (SCIE, SSCI, AHCI, ESCI) ou Scopus sont donnés comme base d'évaluation. Le plus grand fond du Vietnam sur le développement de Science et de Technologie national, NAFOSTED, a utilisé les publications de l'ISI et de Scopus comme base

⁴⁷⁵ VIET DUNG, « Hệ thống kiểm định tại Việt Nam gần như do Bộ Giáo dục kiểm soát tuyệt đối [Le système d'accréditation au Vietnam est presque entièrement contrôlé par le ministère de l'Éducation] » [en ligne], *Journal Giáo dục Việt Nam [en ligne]*, 28 octobre 2019, [consulté le 4 septembre 2021].

la plus importante pour réceptionner des projets de recherche. Selon la circulaire n° 08/2017/TT-BGDDT en 2017 du ministère de l'Éducation, relative au règlement de la formation doctorale, les doctorants doivent publier au moins 02 articles scientifiques sur les résultats de recherche dans leur thèse, dont 01 article publié dans une revue scientifique dans la liste des revues ISI/Scopus, ou dans les imprimés internationaux à comité de lecture. Cette modification est également une raison de l'augmentation du nombre de publications internationales prestigieuses au Vietnam depuis 2018. Cependant, ce critère est en cours de révision pour abaisser les conditions requises pour les doctorants, en retournant à l'ancien règlement d'avant 2017. De nombreux établissements d'enseignement supérieur tels que l'Université Ton Duc Thang, l'Université Duy Tan, l'Université d'Économie de Hô Chi Minh-Ville, l'Université Nationale du Vietnam à Hanoi, l'Université du Commerce extérieur, l'Université FPT, etc., ont mis en œuvre des politiques de récompense pour les enseignants dont les articles sont publiés dans revues internationales prestigieuses. Dans ces cas, les prix dépendent de chaque école et de la qualité de l'article en comptant l'indice de Facteur d'impact ou FI (en anglais, impact factor ou IF). La prime pour un article scientifique publié dans une revue scientifique de la catégorie ISI/Scopus peut être supérieure au salaire total pendant deux ans d'un jeune enseignant-docteur. Selon le professeur Nguyen Trong Hoai, vice-recteur de l'Université d'Économie de Hô Chi Minh-Ville, des politiques d'encouragement contribuent également en partie à augmenter les articles internationaux de son université. Et le professeur agrégé Nguyen Minh Ha, recteur de l'Université ouverte de Hô Chi Minh-Ville, a déclaré que son université avait lancé la politique de récompense pour des publications internationales à partir de 2017, et juste à l'année suivante, le nombre d'articles internationaux de l'école est passé de 16 articles (en 2017) à 62 articles (en 2018) ; et que son université a ajusté le niveau de récompense dans le sens d'augmentation, ce qui a influencé positivement la croissance rapide du nombre d'articles internationaux.

La politique de promotion avec de grands prix qui sont réalisés à 19/23 universités publiques participant au programme de point d'expérimentation de l'autonomie universitaire pour la période de 2015-2017, a fait un bond à la fois en matière de quantité et de qualité des articles publiés aux revues à l'internationale. En effet, il faut noter que grâce au mécanisme d'autonomie, les universités peuvent offrir des encouragements forts avec les niveaux de récompense actuels sans violation des réglementations financières concernées.

Cependant, selon le professeur Nguyen Huu Du, ancien directeur générale de Institut d'études avancées en mathématiques du Vietnam⁴⁷⁶, la politique de « *payement* » pour l'auteur de chaque article de ISI/Scopus a aussi ses inconvénients : d'une part, elle décourage la formation de groupes de recherche forts dont les produits ne sont pas nécessairement des articles (les idées des articles scientifiques prestigieuses sont encore très éloignées de la réalité vietnamienne en comparant le niveau social par rapport au monde) ; d'autre part, en raison de la grande différence de niveau de récompense entre les écoles, cela a conduit à la situation que l'enseignant officiel de l'université A signe un contrat d'être enseignant invité avec l'école B (bien qu'il n'enseigne pas du tout à l'école B), et lorsque cet enseignant publie un article, le droit d'auteur pour ce produit scientifique appartiendra à l'école B afin de profiter d'une récompense plus élevée de l'école B que l'université A. Ce phénomène est considéré par les vrais scientifiques comme une fraude dans la profession⁴⁷⁷. Cependant, de toute façon,

⁴⁷⁶ Ou Vietnam Institute for Advanced Studies in Mathematics (VIASM)

⁴⁷⁷ NGUYEN Huu Du, *Enseignement supérieur vietnamien et l'intégration éducative au monde* mené par Nguyen Quang Anh, 20 novembre 2020.

un changement positif dans le système universitaire vietnamien a également eu lieu, l'augmentation relativement rapide du nombre de publications internationales au Vietnam pendant ces dernières années. Selon la base de données d'Elsevier, le nombre d'articles internationaux dans le catalogue de ISI/Scopus du Vietnam était de 1 764 articles (en 2009), de 2 190 articles (en 2010), de 2 414 articles (en 2011), de 3 154 articles (en 2012), de 3 758 articles (en 2013), de 4 061 articles (en 2014), de 4 159 articles (en 2015), de 5 863 articles (en 2016), de 6 578 articles (en 2017), de 8 783 articles (en 2018), de 12 566 articles (en 2019) et de 17 028 articles (en 2020). Parmi eux, le nombre de publications de 243 d'établissement de l'enseignement supérieur (y compris 205 universités/académies) et 38 centres de recherche en charge de formation doctorale représentent environ 94-95 % le total de publications. En calculant séparément, les enseignements universitaires sont auteurs de 70 % du nombre total des publications de ISI/Scopus. Les deux universités nationales de Hanoï et de Hô Chi Minh - ville sont toujours les deux unités produisant le plus d'articles selon ISI/Scopus. Les publications scientifiques se concentrent principalement sur le domaine des sciences naturelles et des sciences techniques.

Afin d'encourager et d'honorer les scientifiques ayant des réalisations exceptionnelles dans la recherche fondamentale dans les domaines des sciences naturelles et de l'ingénierie, contribuant à promouvoir l'intégration et le développement de la science et de la technologie du Vietnam, depuis 2015, le ministère des Sciences et de la Technologie du Vietnam a commencé à attribuer le Prix Ta Quang Buu (selon la circulaire n° 01/2015/TT-BKHCN en date du 12 janvier 2015 du ministre des Sciences et de la Technologie), qui est une récompense décernée chaque année. Depuis lors, jusqu'à 75 % des professeurs d'université ont reçu ce prix⁴⁷⁸. Malgré des résultats encourageants obtenus depuis 2018, l'augmentation du nombre de publications scientifiques est encore le résultat d'une comparaison à domicile. Le nombre d'études internationales du Vietnam est encore très faible par rapport à de nombreux pays de la région. Les universités et les instituts de recherche vietnamiens doivent avoir des politiques plus spécifiques et plus efficaces pour encourager les savants à participer davantage à la recherche, en particulier dans les domaines dont les articles ou les publications internationales sont encore limités tels que : les sciences de la décision, les sciences économiques et de gestion, les sciences sociales, la recherche multidisciplinaire, etc. Le Vietnam a également besoin de promouvoir le modèle de coopération et d'association entre les universités et les entreprises pour augmenter le financement de recherche et, en même temps, pour accroître l'applicabilité des résultats des études dans la pratique.

(2) Importance du développement des sciences de l'éducation

Les sciences de l'Éducation sont le fondement du développement de l'éducation. Une raison importante de la faiblesse de l'enseignement supérieur est que ce système est dirigé par des personnes ayant une capacité de gestion en éducation faible et peu professionnalisée. La ligne de développement de sciences de l'éducation a été mentionnée dans la stratégie de développement de l'éducation jusqu'en 2020, en tant que solution clef pour changer de manière fondamentale et globale la situation actuelle du secteur de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier. Selon laquelle, il faut :

⁴⁷⁸ « Tóm lược Lịch sử phát triển Giáo dục và Đào tạo Việt Nam [Brève histoire du développement de l'éducation et de la formation au Vietnam] », sur *Ministère de l'Éducation et de la Formation du Vietnam* [en ligne], publié le 12 août 2016, [consulté le 4 septembre 2021].

[trad.] Laisser la priorité à la recherche fondamentale sur les sciences de l'éducation ; résumer les expériences pratiques et les tendances de développement de l'éducation à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; mener des recherches pour devancer le besoin de l'argument scientifique pour la tâche de planification des lignes, des options, des stratégies et des politiques de développement envers le secteur de l'éducation du Parti et du gouvernement ; servir le renouvellement en gestion étatique sur l'éducation et la gestion des établissements d'enseignement ; rénover le processus de pédagogie dans les écoles, contribuer de manière substantielle et efficace à l'œuvre du développement de l'éducation en général et de la construction de la science - technologie du Vietnam en particulier.⁴⁷⁹

Parallèlement à cela, il s'agit de développer le réseau des établissements de recherche en science de l'éducation et du corps personnel des experts éducatifs formés méthodiquement dans le pays et à l'étranger.

Le système de l'éducation du Vietnam manque d'un véritable fondement de sciences de l'éducation. Les objectifs de l'éducation sont toujours formulés de manière passive, dans le but de servir des objectifs de chaque plan socio-économique quinquennal, au lieu de viser à un développement stable par les forces internes du secteur de l'éducation. Pendant de nombreuses années, les renouvellements dans l'éducation vietnamienne ont été menés continuellement et souvent selon le style d'« essayer, puis corriger des erreurs ». Cette manière non méthodique est exprimée clairement à travers l'élaboration et la proposition des documents juridiques sur les politiques de l'éducation. Ensuite, le manque de capacité en gestion éducative se reflète dans la plupart des orientations et des décisions en matière d'éducation, entraînant des insuffisances dans l'ensemble des activités d'éducation et de formation. Alors qu'un employé/fonctionnaire en finance d'une université devait avoir de diplômes et d'expertise en finance, il n'est pas obligatoire que le personnel de direction clé d'une université aie des connaissances et des compétences en gestion éducative. Par exemple, un vice-recteur en charge de la formation, peut-être simplement un enseignant bon en son expertise qui a déjà assumé un certain poste de direction, même s'il n'est pas lié à la spécialité, y compris la gestion du système du Parti (politique, idéologie), tandis qu'il n'a pas besoin d'avoir des connaissances sur l'organisation du processus de formation, sur la conception des programmes de formation, ou sur la mise en œuvre de l'évaluation de la qualité de formation, etc. Même pour le recteur d'une université, il n'est pas obligatoire d'avoir des connaissances méthodiques en gestion de l'éducation, mais les conditions préalables sont des qualifications en théorie politique du Parti communiste et de l'expérience de travail pratique. Bien que les expériences pratiques soient très importantes, elles doivent se baser sur un fondement de connaissances spécifiques en gestion, sinon la simple application de l'expérience conduira à une situation de prise de décisions disjointes et non systématiques. Avec la massification de l'enseignement supérieur, le système universitaire devient très large, il faut donc la professionnalisation pour les fonctions d'un établissement de l'enseignement. Et le corps du personnel doit aussi être formé sérieusement et méthodiquement à travers des programmes avancés en gestion éducative. Il s'agit d'une exigence urgente à laquelle tous les niveaux de gestionnaires du système de l'éducation du Vietnam doivent attacher de l'importance.

(3) Lien entre l'université et l'entreprise

⁴⁷⁹ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Quyét định số 711/QĐ-TTg, ngày 13/06/2012 [Décision No. 711/QĐ-TTg, le 13 juin 2012] », 2012, p.14.

La relation de coopération entre un côté qui forme des ressources humaines et un autre côté qui utilise ces travailleurs, est la transaction entre les universités et les organisations de production et d'affaires au profit des deux parties. L'amélioration de ce partenariat et l'exploitation de sa valeur peuvent aider les écoles à surmonter les difficultés financières, et aider les entreprises à acquérir ou à maintenir des supériorités concurrentielles sur le marché dynamique d'aujourd'hui grâce à leurs ressources humaines de qualité. Cette relation contribue également à la croissance économique du pays et répond aux besoins du marché du travail⁴⁸⁰. En réalité, l'Union européenne a été des pionniers dans cette orientation avec le lancement de la politique obligeant ses universités de coopérer avec les entreprises. Aux États-Unis, la coopération multipartite pour la recherche et le développement a été très appréciée, à partir du point de vue que hors le secteur public, dans la société, il y a beaucoup de personnes de talent dans tous les domaines, l'État doit jouer le rôle d'élaborer des politiques favorables raisonnables pour promouvoir cette coopération multipartite John Donahue⁴⁸¹.

Au Vietnam, l'option de l'État en matière de coopération entre les universités et les entreprises est confirmé par le principe pédagogique de « Former - rechercher - servir la production » avec la devise « L'apprentissage accompagnant avec la pratique, la formation combinant au travail de production ». Cette politique a continué de souligner les orientations de l'enseignement supérieur au Vietnam au fil des ans, et de plus en plus elle obtient d'attention comme la solution importante afin de surmonter la séparation de longue date entre les établissements d'enseignement supérieur et le marché du travail, en évitant le déséquilibre entre l'offre - la demande de ressources humaines de qualité. Cependant, depuis que l'économie vietnamienne est passée à un mécanisme basé sur le marché, jusqu'à de nombreuses années plus tard, l'enseignement supérieur fonctionne toujours apparemment indépendamment de l'économie, à l'exception du domaine financier, car la source budgétaire de l'État pour l'éducation a toujours dépendu de la croissance économique. Durant la première moitié de cette période, en raison de la mise en œuvre de la politique du Parti et de l'État, le secteur de l'éducation a également effectué cette tâche. Le ministre Nguyen Thien Nhan a publié les documents pertinents, dont la circulaire n° 09/2009/TT-BGDDT du 7 mai 2009 et le message officiel n° 2196/BGDDT du 22 avril 2010, demandant aux établissements d'enseignement supérieur d'élaborer des normes de sortie des programmes de formation et des documents sur les disciplines de formation de l'école, puis à publier sur le site Web, et en même temps à continuer à respecter les exigences des « 3 publications » sur : La qualité de l'éducation - les conditions d'installations - le personnel et la finance. Cela sonne bien, mais en réalité, n'apporte aucun résultat, car les années 2009 et 2010 sont le moment où il est impossible de discuter de la qualité de l'enseignement supérieur lorsqu'il est placé dans un environnement des affaires avec le seul facteur le plus préoccupant par la majorité des

⁴⁸⁰ Voir les détails sur:

- CARAYOL Nicolas, « Objectives, agreements and matching in science-industry collaborations: reassembling the pieces of the puzzle », *Research Policy*, 32, 2003, p.887-908.
- GIBB Allan et HANNON Paul, « Towards the entrepreneurial university? », *International Journal of Entrepreneurship Education*, 4, 2006, p.73-110.
- ZAHARIA Razvan et DAINORA Grundev, « Challenges And Opportunities Faced By Entrepreneurial University. Some Lessons From Romania And Lithuania », *Annals of Faculty of Economics*, 4, 2009, p.874-876.
- PHAM Thi Ly, « Về quan hệ hợp tác giữa nhà trường và doanh nghiệp [A propos de la coopération entre écoles et entreprises] », sur *Lypham.net* [en ligne], publié le 8 août 2016, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴⁸¹ DONAHUE John, « On Collaborative Governance », Corporate Social Responsibility Initiative Working Paper No.2. Cambridge, MA: John F. Kennedy School of Government, Harvard University, 2004.

établissements de l'enseignement, le profit. Après la fin du mandat de Nguyen Thien Nhan, le nouveau ministre de l'Éducation a proposé de nombreuses mesures pour lier les universités aux entreprises, notamment l'option de concevoir des programmes de formation en se basant sur des normes de sortie, et d'orienter les recherches vers des besoins de l'entreprise, etc. Par conséquent, la coopération université-entreprise a commencé à obtenir quelques résultats⁴⁸²:

- **L'Université Nationale du Vietnam à Hanoi**, l'un des plus grands centres d'enseignement et de formation avec des atouts de premier plan en science et technologie au Vietnam, depuis 2011, à travers une coopération globale, a signé des activités coopératives avec de grandes sociétés et entreprises (Pétrole, Viettel, VinGroup, AIC, BRG...). Grâce à cela, en moyenne chaque année, il y a 1 500 tours de personnel et plus de 1 200 tours d'étudiants qui sont échangés avec des partenaires étrangers. En outre, des milliers d'étudiants en licence reçoivent des bourses d'entreprises, de scientifiques. Au sens inverse, les unités de l'Université nationale de Hanoi ont mis en œuvre de nombreux sujets/programmes/projets majeurs au service de la communauté et aux ordres des entreprises.

- **L'Université Nationale du Vietnam à Hô Chi Minh-Ville** a signé un accord de coopération avec deux entreprises opérant dans le domaine de l'intelligence artificielle, Idea Group et BMG Ami, pour développer conjointement des solutions technologiques appliquées de l'intelligence artificielle et construire une plate-forme technologique (website, application de mobile, etc.) afin de répondre aux besoins d'étudiants et d'habitants autour de la zone de la cité université de l'université nationale à Hô Chi Minh-Ville. Ces projets sont particulièrement poussés depuis 2019. En outre, l'école a également signé la convention de coopération avec Becamex IDC Corporation pour mettre en œuvre le projet de ville intelligente de Binh Duong, de construction des zones scientifique et technologique en visant à la constitution des centres de logistique intelligents pour la province de Binh Dương ; l'université nationale de Hô Chi Minh-Ville supporte également les activités de start-up des étudiants depuis 2020. Ensuite, en coopérant avec le Groupe Hung Thinh, elle a reçu près d'un million de dollars de financement pour la gestion et la recherche scientifique et technologique de l'université et de ses unités membres. Le Groupe Hung Thinh croit que la coopération avec l'Université Nationale du Vietnam à Hô Chi Minh-Ville créera des étapes stratégiques pour promouvoir le développement à l'ère numérique transformant la recherche en solutions techniques, produits et services de haute qualité afin de pouvoir présenter au marché dans l'avenir proche.

- **L'Université de Génie civil** a signé des accords de coopération avec la compagnie générale de Viglacera Corporation (opérant dans le domaine des matériaux de construction) pour apporter les progrès en technologie et en nouveaux matériaux dans la formation et pour rechercher la faisabilité dans le pratique. L'étudiant a l'occasion de visite et de stage dans les établissements de production de Viglacera. L'enseignant de l'école peut améliorer l'enseignement et mener des activités de recherche applicables en pratique en comprenant bien les exigences de compétences réelles pour la discipline de l'ingénieur en Technique des matériaux de construction de l'école. La compagnie générale de Viglacera a financé totalement les coûts d'invitation, l'embauche d'experts, de conférenciers, et la dépense de construction des programmes de formation conformément aux normes internationales, d'élaboration de curriculums et d'attribution de bourses aux étudiants du programme

⁴⁸² DINH Van Toan, « Hợp tác đại học - doanh nghiệp trên thế giới và một số gợi ý cho Việt Nam [Coopération université-entreprise dans le monde et quelques suggestions pour le Vietnam] », *Tap chí Khoa học ĐHQGHN*, 32, 2016, p.69-80.

d'échange. En outre, l'université a coopéré avec la Compagnie générale d'Investissement et de Développement des routes de grande vitesse du Vietnam. En particulier, afin de renforcer des activités d'affaires, de fourniture des services de conseil et de transfert technologique, l'Université de Génie civil a fondé 13 instituts de recherche et 2 entreprises.

- **L'Université d'Agriculture et de Sylviculture (relevant l'Université de Hué)** est l'une des premières universités sélectionnées pour piloter le modèle de formation appliquée avec l'orientation de profession, dans le cadre du projet POHE (Profession-Oriented Higher Education) depuis 2005. Grâce à ce programme, cette école a coopéré avec plus de 500 entreprises nationales et étrangères (de Thaïlande, du Laos, du Cambodge, etc.), donnant aux étudiants la possibilité de participer directement aux activités de gestion, de production et d'affaires dans les entreprises, et augmentant les chances de trouver un emploi après d'être diplômés⁴⁸³. En outre, l'Université d'Agriculture et de Sylviculture a également créé 4 centres et 1 institut de recherche pour opérer la recherche appliquée, la coopération et le développement.

- **L'Université de Thai Nguyen**, l'une des trois universités régionales, a renforcé la coopération dans le pays et à l'étranger, y compris la coopération spécifique avec les entreprises étrangères basées au Vietnam. En 2015, le laboratoire parrainé par le groupe de Samsung a été installé avec des équipements modernes pour la recherche et la formation à l'Université des Technologies de l'information et de la Communication (relevant l'Université de Thai Nguyen). Cela a démontré l'engagement de l'entreprise dans la coopération avec l'école pour développer des ressources humaines, aidant les étudiants spécialisés en Technologies de l'information à accéder aux technologies les plus nouvelles. D'ailleurs, la compagnie Minami Fuji a créé un bureau de coopération à l'Université de Thai Nguyen qui a la tâche d'organiser des activités de conseil, de formation, d'orientation professionnelle et de création de l'occasion de travail pour les diplômés de l'école. En même temps, il est chargé également de soutenir et de promouvoir les projets et les programmes de coopération globale entre les deux parties, etc. Jusqu'en 2020, l'Université de Thai Nguyen a signé un procès-verbal de coopération globale en matière de formation, de recherche et de transfert de technologie avec 15 provinces de la région montagneuse et moyenne du nord du Vietnam.

- **L'Université d'Électricité** entretient des relations de coopération globale avec de nombreuses grandes entreprises et groupes tels que LG Electronics Vietnam, Hanoi Power Corporation, la compagnie hydroélectrique de Hoa Binh, la société d'énergie thermique de Pha Lai, l'Association vietnamienne des auditeurs (VACPA), le groupe FLC Vietnam, etc. Ces partenaires soutiennent beaucoup l'école dans les domaines de la recherche, de la création et du développement de produits technologiques. Dans le même temps, les organisations et entreprises ci-dessus offrent également aux étudiants de nombreuses opportunités de stages et d'expériences pratiques, ainsi que des occasions d'emploi juste après l'obtention de leur diplôme.

- **L'Université de Tien Giang** a signé l'accord de coopération avec le groupe de Hoa Sen dans la fourniture des ressources humaines de haute qualité à la demande du groupe, en retour, les étudiants de l'école peuvent venir pour faire de stages professionnels, de recherche pour leur mémoire ou thèse aux branches de ce groupe. Le Hoa Sen s'engage également à offrir des

⁴⁸³ DOAN Van Tinh, « Liên kết giữa TĐH và DN: Kinh nghiệm quốc tế và liên hệ với Việt nam [Liens entre universités et entreprises : expérience internationale et rapport au Vietnam] », Kinh tế và Dự báo, 2015, p. 46-48.

bourses et des cadeaux à d'excellents étudiants, en privilégiant en particulier l'embauche d'étudiants de l'école, à partir de 2020.

- **Dans le cadre des coopérations entre l'Université polytechnique de Hanoï et la société de Rang Dong (R&D)**, le transfert de technologie est une activité typique, avec de nombreux sujets/projets pour renforcer la capacité de recherche. La création de deux laboratoires communs (01 situé à la compagnie de Rang Dong Company et 01 à l'Université polytechnique de Hanoï,) a contribué à la croissance exceptionnelle de la société Rang Dong dans la production et les affaires pendant de nombreuses années. En outre, l'Université polytechnique de Hanoï a fondé le modèle de « BK Holding » qui se compose de 8 sociétés membres et de 2 écoles de formation (un collège universitaire et un lycée) pour les missions de relier les coopérations, d'appeler à l'investissement des entreprises et des particuliers pour les scientifiques et l'école lorsqu'il y a un besoin de développement de produits, de commercialisation ou d'investissement initial dans la recherche technologique. Une particularité est que à l'Université des sciences et technologies de Hanoï, chaque unité et individu de l'école peut contribuer au capital de ces entreprises par leurs propres « initiatives, processus technologiques et propriété intellectuelle »⁴⁸⁴. Récemment, le 18 novembre 2020, la cérémonie de signature de l'accord de coopération entre l'Université polytechnique de Hanoï et le groupe de technologie FPT a eu lieu. Cela a affirmé les efforts des deux parties en matière de coopération dans la formation de ressources humaines technologiques de haute qualité, et dans le même temps, a promu fortement les activités de recherche et de développement des technologies essentielles de la révolution industrielle 4.0. Ces deux organisations ont convenu de collaborer afin d'étendre les réseaux de formation et de recherche dans les domaines des technologies de l'information, de l'électronique et des télécommunications, de l'informatique appliquée, de l'électricité, de la mécanique et de la gestion. L'Université polytechnique espère que le processus de coopération raccourcira la mise en pratique des travaux de recherche, améliorera la qualité des ressources humaines, renforcera le lien entre la formation et la pratique, et créera le meilleur environnement pour l'épanouissement et le développement des jeunes talents en technologie.

La connexion entre les universités et les entreprises est également mise en œuvre dans de nombreuses autres universités et apporte des avantages très pratiques : à l'Université de Pédagogie - Technique de Hô Chi Minh-ville, la société Toyota Vietnam a soutenu un atelier pratique avec des équipements complets et des pièces mécaniques automobiles pour que les étudiants se familiarisent avec les machines, la réparation et l'assemblage de pièces automobiles ; à l'Université d'Industrie de Hô Chi Minh-Ville, il y a eu 120 ateliers de pratique équipés de façon moderne et plus de 400 laboratoires de toutes sortes, avec le support et d'investissement important d'entreprises ; à l'Université Nguyen Tat Thanh, grâce à une coopération large et profonde avec la communauté des entreprises, ces dernières années, environ 90 % des diplômés en ingénierie ont trouvé un emploi après l'obtention de leur diplôme ; depuis 2017, 100 % des diplômés dans les disciplines de Technologie du génie de l'environnement de l'Université Van Lang ont des emplois adaptés à leur expertise grâce à l'accord de coopération, etc. Ce sont de bons signes pour l'enseignement supérieur vietnamien, mais de telles coopérations ne représentent qu'une très faible proportion dans l'ensemble du système. En outre, même dans les universités ayant un programme de coopération avec les utilisateurs de la technologie, la plupart des plans de coopération ne sont que temporaires, en tant que tâche supplémentaire, à côté des activités de formation des

⁴⁸⁴ DINH Van Toan, *op.cit.*

universités. Fondamentalement, la coopération université-entreprise de ces dernières années s'est principalement manifestée dans de petits cas, à l'exception de quelques universités de premier plan au Vietnam. Selon les statistiques, jusqu'en 2019, seules 4 % des entreprises coopèrent avec des établissements de formation universitaire dans le domaine de la recherche et du développement technologique, et 29 % des entreprises participent à des séminaires, des conférences et des cours dans des institutions de formation. La plupart des liens entre les écoles et les entreprises découlent des besoins immédiats et des plans à court terme des entreprises plutôt que des stratégies à long terme (78 % contre 22 %) et le degré de coopération est encore principalement au seuil de « créer des compréhensions initiales »⁴⁸⁵.

3.2.5. Renforcer la coopération internationale pour l'intégration internationale

(1) Naissance de nombreuses universités de normes internationales

L'intégration internationale dans le secteur de l'enseignement supérieur faisait partie des préoccupations particulières du Parti et de l'État du Vietnam depuis 1986, le moment du début de « Doi Moi ». En effet, les universités vietnamiennes ont toujours fait des efforts pour renforcer la coopération internationale au fil du temps, à des degrés divers. Depuis 2006, le gouvernement vietnamien a renforcé l'attention à l'intégration universitaire avec la région et le monde, d'une part en poursuivant les politiques de la période précédente et d'autre part en promouvant la coopération internationale à tous les niveaux, surtout dans la négociation pour signer de nouvelles conventions de coopération éducative avec des pays développés en éducation et formation. Par conséquent, de nombreuses universités internationales ont été établies au Vietnam, avec quelques visages typiques suivants :

- **L'Université Vietnam - Allemagne (VGU)** est une université publique créée le 1er septembre 2008 en vertu de la décision n° 1196/QD-TTg du Premier ministre, sur la base d'un accord de coopération entre les deux gouvernements du Vietnam et de l'Allemagne. Actuellement, tous les programmes de VGU sont enseignés par des professeurs de l'Allemagne et des écoles partenaires allemandes. Les étudiants reçoivent des qualifications officielles de ces écoles partenaires après d'être diplômés. Les programmes de formation sont sélectionnés parmi les disciplines d'ingénierie de pointe d'Allemagne et sont enseignés entièrement en anglais. Il s'agit d'une université de catégorie spéciale dans le système universitaire public vietnamien.

- **L'Université Vietnam - France, ou l'Université des Sciences et des Technologies de Hanoï (USTH)**, est une université publique créée en 2009 dans le cadre de l'accord du 12 novembre 2009 relatif à la coopération entre les gouvernements du Vietnam et de la République française, et de la décision n° 2067/QD-TTg du 9 décembre 2009 du Premier ministre vietnamien. Cette université a été construite selon le modèle d'une excellente université publique, investie par le gouvernement du Vietnam avec le soutien du gouvernement français, de l'Académie vietnamienne des Sciences et Technologie, de la Banque asiatique de développement (BAD), et de l'Alliance de plus de 40 universités et instituts de recherche de premier plan de la France (USTH Consortium). L'enseignement à cette école est principalement en anglais. Avec l'Université vietnamienne allemande, l'Université Vietnam -

⁴⁸⁵ LUU Cong Xuan et VU Tien Dung, « Thúc đẩy liên kết trường đại học và doanh nghiệp ở nước ta trước bối cảnh cách mạng công nghiệp lần thứ tư [Promouvoir le lien université-entreprise dans notre pays dans le contexte de la quatrième révolution industrielle] » [en ligne], *Tạp chí mặt trận Online*, 12 mars 2019, [consulté le 4 septembre 2021].

France est considérée comme un modèle spécial dans le système universitaire public vietnamien.

- **L'Université britannique du Vietnam (BUV)**, avec 100 % du capital d'investissement britannique, a été créée en vertu de la décision n° 1428/QD-TTg du Premier ministre publié le 9 septembre 2009. Cet établissement universitaire est considéré comme un modèle de coopération réussi entre le Royaume-Uni et le Vietnam dans le domaine de l'enseignement supérieur. En 2018, cette école s'est fixé l'orientation de devenir l'une des institutions universitaires les plus avancées d'Asie.

- **L'Université Vietnam - Japon (VJU)** est une université membre de l'Université nationale de Hanoï, créée en vertu de la décision n° 1186/QD-TTg du 21 juillet 2014 du Premier ministre, sur la base de l'idée de dirigeants supérieurs des deux pays, le Vietnam et le Japon. Cette école se développe selon le modèle d'une université de recherche, en se concentrant sur deux domaines : la technologie de l'ingénierie avancée et la science interdisciplinaire. En plus du personnel enseignant permanent de l'Université nationale de Hanoï, 50 % des professeurs de cette université proviennent de grandes universités japonaises telles que l'Université de Tokyo, l'Université d'Osaka, l'Université de Tsukuba et l'Université nationale de Yokohama.

- **L'Université américaine du Vietnam (AUV)** a été créée en 2015, dans la ville côtière de Da Nang. Il s'agit d'une université à but non lucratif avec 100 % d'investissement étranger. Cette université est établie et dirigée par des éducateurs passionnés dans le but d'apporter les meilleures possibilités de formation pour la future génération d'étudiants vietnamiens. L'AUV offre aux étudiants vietnamiens une éducation standard américaine, des programmes conçus de manière flexible dans toutes les professions telles que la gestion hôtelière, l'administration des affaires mondiale, l'informatique, le multimédia, la dentisterie, la pharmacie, la médecine pré-médicale et l'aviation.

- **L'Université Fulbright Vietnam** est une université à but non lucratif avec 100 % de capitaux étrangers financée par le gouvernement américain. L'école a été officiellement créée en mai 2016, le siège principal se situe à Hô Chi Minh-Ville. L'idée de l'Université Fulbright Vietnam a été mentionnée pour la première fois dans la déclaration commune du président vietnamien Truong Tan Sang et du président américain Barack Obama, le 25 juillet 2013. En juin 2014, l'option de création de l'Université Fulbright Vietnam a été approuvée par le gouvernement vietnamien. Le président de l'université Fulbright est l'ancien sénateur de l'État Nebraska, Bob Kerrey. Le 25 mai 2016, le secrétaire d'État américain John Kerry, dans la délégation du président Obama en visite au Vietnam, a assisté à la cérémonie d'inauguration des travaux de l'Université Fulbright à Hô Chi Minh-Ville.

Ce sont des universités internationales typiques au Vietnam, appartenant à des projets intergouvernementaux, ou à des activités à but non lucratif à 100 % d'investissement étranger. Les écoles disposent toutes d'installations modernes, de professeurs et de programmes de formation aux normes internationales pour répondre aux besoins d'apprentissage des enfants de ressortissants étrangers venant travailler ou vivre au Vietnam, et tout en créant également des conditions pour un grand nombre de citoyens vietnamiens qui ont des besoins d'apprendre dans un environnement pédagogique ouvert et créatif. En outre il y a également de nombreuses universités/collèges internationales qui sont établies dans cette période à travers d'autres projets de coopérations divers :

- L'université, avec la propriété étrangère, qui laisse leur siège et fonctionne au Vietnam, comme l'Université RMIT Vietnam

- L'université vietnamienne ayant la participation étrangère en matière de capital/ressources humaines telle que l'Université Greenwich Vietnam (l'alignée entre l'organisation de l'éducation de FPT et l'Université Greenwich, UK), l'Université internationale, etc.

Le renforcement de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur joue un rôle de plus en plus important lorsque la Communauté économique de l'ASEAN a été officiellement créée le 31 décembre 2015, ce qui entraînera la nécessité d'une intégration professionnelle entre les pays de la région. Ceci est similaire au cas de l'Union européenne dans lequel la plupart des pays membres ont rejoint le processus de Bologne formant l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES).

(2) Promotion des accords internationaux de coopération dans le domaine de l'éducation

Le gouvernement du Vietnam encourage les organisations et individus étrangers, les organisations internationales et les Vietnamiens d'outre-mer à investir dans l'éducation, à participer à l'enseignement et la recherche, à appliquer la science et à transférer la technologie contribuant à la rénovation éducative au Vietnam. Et, il existe de plus en plus de programmes de formation de master et de doctorat en collaboration avec des pays étrangers, que les professeurs vietnamiens et étrangers co-dirigent. Initialement, en 2006 et 2007, le Vietnam a coopéré avec des universités étrangères pour mettre en œuvre 23 programmes avancés dans 17 grandes universités vietnamiennes, a collaboré avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement dans le but de construire d'excellentes universités selon la direction du Premier ministre vietnamien. En 2008 et 2009, le Vietnam a signé 31 traités internationaux sur la coopération éducative aux niveaux gouvernemental et ministériel (ne pas tenir compte du niveau d'école universitaire). Depuis 2012, dans la tendance à l'intégration dans tous les domaines de la vie sociale, l'intégration internationale de l'enseignement supérieur vietnamien a fait l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement. La publication du décret n° 73/2012/ND-CP a créé un cadre juridique clair contribuant à améliorer l'efficacité de la coopération éducative et de la qualité des programmes de formation conjoints avec les partenaires étrangers au Vietnam. En 2013, la résolution n° 29-NQ/TW du Comité central du Parti sur la rénovation fondamentale et globale de l'éducation et de la formation du Vietnam a réaffirmé : « L'intégration internationale est une tâche importante du premier plan de l'enseignement supérieur vietnamien ». Les établissements d'enseignement supérieur vietnamiens sont encouragés à renforcer la coopération avec les universités étrangères pour apprendre et améliorer la qualité de la formation. Les formations conjointes avec des partenaires internationaux sont mises en œuvre sous de nombreuses formes : double diplôme, diplôme étranger, 2+2 (2 ans de formation au Vietnam, 2 ans à l'étranger), 3+1, etc., et se déroulent à la fois dans les universités publiques et privées. Le plus populaire est un programme de coopération internationale de formation sous la forme de 1+3 (ou +4), c'est-à-dire, l'étudiant apprend un an préparatoire au Vietnam avant de continuer de suivre 3 ou 4 ans de formation à l'étranger. Au cours de la durée de formation au Vietnam, l'étudiant apprend la langue étrangère et certaines matières de base telles que les mathématiques, l'informatique, etc., pour atteindre la condition linguistique requise avant d'aller étudier à l'université partenaire. De nombreuses écoles étrangères coopèrent régulièrement avec des universités vietnamiennes en matière de formation comme : l'Université James Cook (Australie), l'Université Kaplan (États-Unis), l'Académie de Développement et de Management de Singapour (MDIS), l'Université d'Asie - Pacifique Ritsumeikan (Japon), l'Université Saxon (Pays-Bas), l'Université Yuda (Taiwan),

l'Université de Sciences et technique électronique de Guilin (Chine), l'Université de Leeds Metropolitan, l'Université de Gloucestershire (Royaume-unis), l'Université de Troy (États-unis), l'Université de Rennes 1 (France), etc. D'après le partage du professeur agrégé Nguyen Van Chan, directeur scientifique et directeur du programme MBA, Centre Franco-Vietnamien sur la Formation en Gestion (CFVG) de l'Université Nationale d'Économie :

[trad.]... ces dernières années, il est clair que l'internationalisation de l'éducation au Vietnam a été bien encouragée, selon de nombreux niveaux différents. À côté des accords et des programmes de coopération éducatifs au niveau national ou scolaire qui se développent fortement, le processus d'internationalisation de la formation se déroule également au niveau de socialisation : par exemple, les familles qui veulent envoyer leur enfant étudier à l'étranger recherchent également activement à travers leurs propres relations, ou des jeunes, eux-mêmes, sont aussi très dynamiques maintenant dans la recherche des choses qui leur conviennent, en matière de programmes, de financement ou de procédures de visa... Mais le plus important est la sélection de l'école partenaire. Si vous trouvez un partenaire avec une qualité prestigieuse, et surtout, des écoles dont les programmes ont été accrédités par des organismes internationaux d'accréditation de la qualité ou par le gouvernement de leur pays selon les normes internationales, la qualité de la formation coopérative sera garantie.⁴⁸⁶

Les programmes de formation conjoints étrangers ont recruté au total 86 000 étudiants/stagiaires. Cette forme de formation contribue très positivement à renforcer l'efficacité de la formation des ressources humaines de haute qualité, en aidant les étudiants à approcher plus à l'enseignement supérieur avancé.

Selon les statistiques du ministère de l'Éducation du Vietnam, pendant la période 2013-2016, il y a eu 68 accords et 23 traités internationaux qui ont été signés. Pour la période 2016-2020, il y a 75 accords et traités internationaux qui ont été signés au niveau gouvernemental et ministériel. En particulier, rien qu'en 2020, 06 documents de coopération internationale au niveau gouvernemental ont été signés : (1) l'Accord sur le développement de l'Université Vietnam - Allemagne (avec le gouvernement allemand) - (2) l'Accord sur la mise en œuvre de l'enseignement de l'anglais dans le cadre du Programme Paix (avec le gouvernement américain) - (3) les Notes d'échange sur le projet de « Programme de bourses pour le Développement des ressources humaines (JDS) » (avec le gouvernement japonais) - (4) l'Accord entre le gouvernement du Vietnam et le gouvernement de l'Arménie sur la coopération dans le domaine de l'éducation et la science - (5) l'Accord entre le gouvernement vietnamien et le gouvernement letton relatif à la coopération dans le domaine de l'éducation - (6) l'Accord entre les gouvernements vietnamiens et français relatif au développement du programme de CFVG pour la période 2019-2023.

La coopération entre le gouvernement du Vietnam et celui de nombreux autres pays a apporté des milliers de bourses d'études chaque année aux citoyens vietnamiens pour étudier à l'étranger. Actuellement, il y a 19 pays attribuant de bourses gouvernementales pour le Vietnam dont la plupart sont des pays ayant l'éducation avancée et le fondement scientifique et technologique moderne. Le nombre de bourses attribuées par des gouvernements étrangers au gouvernement vietnamien est passé d'environ 400 bourses/an (en 2013) à 1 400 bourses/an (en 2019). Dans le cadre de nombreux accords internationaux de

⁴⁸⁶ NGUYEN Van Chan, *L'intégration internationale de l'enseignement supérieur vietnamien actuel* mené par Nguyen Quang Anh, 9 septembre 2020.

coopération éducative, d'une part, le Vietnam envoie des étudiants/élèves étudier à l'étranger, d'autre part, reçoit des étudiants étrangers pour étudier au Vietnam. Jusqu'à l'année scolaire 2019-2020, il y a 6 067 étudiants vietnamiens faisant des études à l'étranger à travers des programmes de bourses intergouvernementales ou des projets gouvernementaux (représentant 4 % parmi le total de 192 000 étudiants vietnamiens qui étudient à l'étranger), en revanche, il y a également plus de 21 000 étudiants internationaux de 67 pays du monde venant étudier au Vietnam, dont 14 400 étudiants se sont inscrits aux programmes de formation universitaire ou postuniversitaire⁴⁸⁷.

(3) Formation universitaire et postuniversitaire à l'étranger par le budget de l'État

Pendant la durée de 2000 à 2018, le ministère de l'Éducation du Vietnam a mis en œuvre deux projets clés en utilisant le budget de l'État avec un niveau de financement important sans précédent dans l'éducation, dans le but d'envoyer du personnel/des enseignants dans des formations à l'étranger. À l'heure actuelle, ces grands projets se sont arrêtés, notamment les deux suivants qui sont considérés comme des échecs.

- **Projet 322** : Le 19 avril 2000, le Premier ministre du Vietnam a signé la décision n° 322/2000/QĐ-TTg, approuvant le Projet de « Formation du personnel scientifique et technique dans les institutions étrangères avec le budget de l'État » (Projet 322), avec la dépense totale de plus de 152 millions USD (selon le cours en 1999). Le projet 322 a été mis en œuvre de 2000 à 2005 (puis prolongé jusqu'en 2010) avec l'objectif de former et de perfectionner les personnels scientifiques et techniques au niveau de doctorat, de master et de licence à l'étranger, ou de coordonner avec les partenaires étrangers pour former des ressources humaines à tous niveaux au Vietnam. Selon les données du ministère de l'Éducation, depuis le lancement du projet 322, le Vietnam a envoyé 4 590 personnes à l'étranger pour étudier et former, dont 2 268 personnes suivant des formations doctorales.

Quant aux résultats de ce projet, face aux préoccupations du public, M. Nguyen Xuan Vang, directeur du Département de la formation avec l'étranger (ministère de l'Éducation) a répondu à une interview au journal *VietNamNet* en affirmant que le nombre d'étudiants du projet 322 retournant au Vietnam après d'être diplômé était de 3 017 étudiants (dont 1 074 doctorats, 984 masters, 233 stagiaires et 726 licenciés). Ainsi, au seul niveau doctoral, il y avait 1 074 doctorants de retour sur 2 268 personnes allant étudier, équivalent à 47,3 %. Pendant même temps, le ministère de l'Éducation a indiqué que seuls 33/4 590 étudiants du projet de 322 ne sont pas retournés au Vietnam après leurs études à l'étranger et que pour ces cas, le ministère de l'Éducation ne savait pas exactement leurs raisons, peut-être ces étudiants n'avaient pas terminé leurs formations ou ils étaient diplômés, mais ne pas retourner au Vietnam ou à l'ancienne agence pour travailler⁴⁸⁸. Le fait le plus courant est que les diplômés du projet 322, ont choisi de rester à l'étranger (la plupart d'entre eux sont des sujets excellents, normalement ils restent travailler dans leur pays d'accueil, voire, certaines personnes trouvent du travail aux États-Unis). D'autres retournent au Vietnam, mais ne travaillent pas dans le système public (peut être, ils ne trouvent pas un tel emploi, car avant de leurs études à l'étranger, ils étaient seulement des étudiants, mais il est aussi possible qu'ils

⁴⁸⁷ LE Ha, « Giáo dục chủ động hội nhập và nâng cao hiệu quả hợp tác quốc tế [L'éducation intègre activement et améliore l'efficacité de la coopération internationale] », sur *Journal Nhân Dân [en ligne]* [en ligne], publié le 2021, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴⁸⁸ NGUYEN Xuan Vang, *Đã có nhiều tiến sĩ 322 bồi hoàn học phí [Il y a eu beaucoup de doctorats 322 remboursant les frais de scolarité]* [Journal VietNamNet [en ligne]] mené par, 28 décembre 2011, [consulté le 4 septembre 2021].

choisissent à travailler dans les entreprises à capitaux étrangers avec le salaire beaucoup plus élevé que dans les agences de l'État). Ainsi, le projet 322 a échoué, car il n'a pas apporté de changement considérable en équipe scientifique vietnamienne et il s'agit donc un énorme gaspillage au budget de l'État.

- **Projet 911** : Juste après la fin du projet 322, le 17 juin 2010 - le dernier jour de son mandat du ministre de l'Éducation, le vice-Premier ministre Nguyen Thien Nhan a signé au nom du gouvernement la décision n° 911/QD-TTg approuvant le projet de « Former des enseignants au niveau doctoral pour les universités et les collèges au cours de la période 2010-2020 » (Projet 911) avec un budget total de plus de 750 millions USD. L'objectif de ce programme est d'ajouter 23 000 nouveaux doctorats jusqu'en 2020 (dont 10 000 doctorats formés à l'étranger, 10 000 doctorats formés dans le pays et 3 000 doctorats sous le mode de formation conjointe entre les universités vietnamiennes et étrangères). L'opinion publique a discuté vivement pour savoir si les auteurs de ce projet 911 étaient dans le ciel au lieu d'être sur le sol, car la ressource de candidat de ce projet 911 était des enseignants dans le système universitaire public et au moment de la naissance du projet, il était impossible à trouver suffisamment de personnes pour adapter le quota d'inscription de 23 000 doctorants. En conséquence, pour le système de formation doctorale dans le pays, jusqu'à la dernière année d'inscription (en 2018), le nombre d'enseignants inscrits à la formation dans le pays qui ont été admis n'était que de 2 050 doctorants, c'est-à-dire, 20,5 % de la cible du projet. Pour la formation à l'étranger, selon l'Audit de l'État du Vietnam, à la fin de 2016 (l'année où les nouvelles inscriptions sont sur le point d'être arrêtées), sur 2 926 candidats qui ont été admis, le projet 911 pouvait envoyer à l'étranger avec succès seulement 1 306 personnes. Ainsi, le nombre total des personnes titulaires du diplôme de doctorat grâce au projet 911 (y compris, les personnes formées au niveau doctoral dans le pays par le financement du budget de projet) est 787 personnes, soit seulement 3,42 % de l'objectif initial du projet. Mais le plus ironique est que le Projet 911 se soit fixé un objectif de former 3 000 doctorats sous forme de formation conjointe, mais le nombre de candidats admis était seulement... de 27 personnes et 23 d'entre eux ont abandonné à l'ultérieur leurs études. Donc, le nombre des doctorants restant était de 4⁴⁸⁹.

Il s'agit encore d'un autre grand projet échoué causant un énorme gaspillage au budget de l'État. Cependant, dans ce cas, il y a aussi un point positif que les doctorats formés à l'étranger dans le cadre du projet 911, lors de leur retour aux universités vietnamiennes, ont appliqué et développé bien des connaissances et des méthodes de recherche acquises pendant leurs études dans les institutions universitaires réputées à l'étranger. Ils ont contribué positivement à l'enseignement de l'école, réalisant efficacement de nombreux projets de recherche et de transfert de technologie de qualité. Mais malheureusement, le nombre de 542 « doctorats 911 » après 10 ans (ceux qui ont été diplômés avec succès, parmi 1306 doctorants envoyés) représentent une proportion trop petite par rapport à l'équipe écrasante des doctorats formés dans le pays, selon des « mouvements d'émulation » à même temps-là, dont la qualité est seulement utilisée pour décorer les rapports éducatifs.

- **Projet 89** : Suite à l'échec des projets de cent millions de dollars qui ont dû être arrêtés en 2018, juste au début 2019, le ministère de l'Éducation de ce temps, Phung Quang Nha, a soumis au gouvernement un nouveau projet. Et au 18 janvier 2019, le vice-Premier ministre

⁴⁸⁹ THANH SON, « Những con số giật mình về Đề án đào tạo tiến sĩ [Les chiffres surprenants du projet de formation doctorale] » [en ligne], *Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn]*, 6 janvier 2018, [consulté le 4 septembre 2021].

Vu Duc Dam a signé la décision n° 89/QD-TTg, approuvant le projet d'« Améliorer la capacité des enseignants et des gestionnaires des établissements d'enseignement supérieur à répondre aux besoins de renouvellement fondamental et global de l'éducation et de formation pour la période de 2019-2030 » (Projet 89). L'objectif du projet est que dans 10 années prochaines, il y aura environ 7 300 enseignants titulaires du doctorat et plus de 300 enseignants dans les domaines de culture, d'arts et de sports, titulaires du master. Le projet 89 a démarré depuis la mi-2020, cependant, comme il y a eu déjà trop de projets éducatifs échoués du ministère de l'Éducation causant un grand gaspillage d'argent public et le mécontentement du peuple, il est raisonnable que l'opinion publique s'interroge sur l'efficacité de ce projet si la capacité de gestion de l'éducation est toujours la même qu'aujourd'hui.

En général, à propos des activités de coopération internationale dans le système universitaire vietnamien, depuis ces dernières années, de plus en plus d'universités ont pris l'initiative de la coopération en matière de recherche et de formation en identifiant la coopération internationale comme l'une des solutions importantes pour développer du personnel de haute qualité, promouvoir la recherche, améliorer la qualité de formation, moderniser les installations et accroître la compétitivité dans le domaine de l'éducation. De nombreuses universités ont obtenu de ressources de parrainage des universités et des organisations internationales venant de la Suède, des Pays-Bas, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Japon, de l'Australie, des États-Unis, de l'Autriche, etc.. Cela a créé ainsi des opportunités pour continuer à rénover les programmes et les méthodes de formation. En évaluant les activités de coopération et d'investissement dans l'éducation, le 16 octobre 2020, le vice-ministre de l'Éducation du Vietnam Nguyen Van Phuc a présidé le « Forum de la coopération et de l'investissement dans l'éducation » qui s'est tenu à Hô Chi Minh-Ville. Ici, les représentants des principaux investisseurs dans l'éducation au Vietnam ont déclaré que la demande du Vietnam pour un segment de l'éducation avancée et moderne était énorme et en augmentation, et que la promotion de la coopération entre les partenaires vietnamiens et étrangers en encourageant et attirant les investisseurs, les participations des établissements de l'éducation dans le pays et à l'étranger ferait accélérer le processus de l'intégration internationale dans le secteur de l'éducation du Vietnam en contribuant à la rénovation de l'éducation du pays. En comptant jusqu'au 31 décembre 2019, il y a 455 projets d'IDE étrangers versés au secteur de l'éducation et de la formation, et plus de 500 projets de coopération d'investissement encore en vigueur des partenaires étrangers dans le domaine de l'éducation avec un capital d'investissement total de plus de 4 400 millions USD. En outre, le Vietnam compte actuellement plus de 450 programmes de formation internationaux enseignés dans 70 établissements d'enseignement supérieur. Cependant, selon le vice-ministre Nguyen Van Phuc, bien que l'attraction de ressources d'investissement pour l'éducation ait obtenu certains résultats, l'investissement étranger dans l'éducation ne représente qu'une faible proportion par rapport à ceux dans d'autres secteurs socio-économiques du Vietnam. La coopération et l'investissement dans l'éducation sont encore isolés, sérieusement déséquilibrés entre les établissements d'enseignement supérieur, de sorte qu'ils n'ont pas fait de percée dans l'ensemble du système⁴⁹⁰.

⁴⁹⁰ DINH NGOC, « Tăng cường hợp tác và đầu tư để thúc đẩy đổi mới giáo dục [Renforcer la coopération et les investissements pour promouvoir l'innovation pédagogique] » [en ligne], *sao.baophapluat.vn*, 19 octobre 2020, [consulté le 4 septembre 2021].

3.2.6. Orientation vers une autonomie universitaire véritable

(1) Situation réelle d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur vietnamiens

L'autonomie universitaire est actuellement une tendance mondiale dans la gouvernance des universités. Elle consiste à réduire l'intervention de l'État dans la gestion des établissements de l'enseignement supérieur, en améliorant l'autonomie pour les universités. Le niveau et la modalité de mise en place de l'autonomie universitaire varient à travers de nombreux facteurs de chaque pays tels que l'institution de l'État, les lois, l'économie, la culture, etc. Cependant, il existe toujours certaines contraintes dans les relations entre l'État et l'université. En 2008, la Banque mondiale a généralisé le mécanisme d'autonomie des universités dans le monde selon les quatre modèles suivants : le modèle de « contrôle par l'État » (comme dans les pays de l'Amérique latine, Malaisie, etc.), le modèle de « semi-autonomie » (en France, en Nouvelle-Zélande, etc.), le modèle de « semi-indépendance » (à Singapour, et certains autres pays), le modèle d'« indépendance » (aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, etc.). Dans le modèle de « contrôle par l'État », les établissements d'enseignement ont toujours un certain degré d'autonomie dans l'exercice de leurs tâches professionnelles. Et dans le modèle d'« indépendance », les institutions universitaires doivent mettre en œuvre, sous le contrôle de l'État, un certain nombre de contenus conformément aux dispositions de la loi. Le système de l'enseignement supérieur anglo-américain a le plus haut degré d'autonomie universitaire, mais le degré d'autonomie universitaire a également un spectre assez large, de la supervision au contrôle par l'État.

Au Vietnam, les premières politiques sur l'autonomie universitaire ont été proposées par le ministre Tran Hong Quan à la fin des années 1980, cependant, malheureusement pour l'enseignement supérieur vietnamien, ces nouvelles politiques ont suscité des controverses, voire des oppositions ou des accusations en matière d'idéologie de la part de gestionnaires à plusieurs niveaux, donc elles n'ont pas pu être réalisées. Il faut attendre de nombreuses années après le « Doi Moi » pour que les managers administrateurs prennent conscience que l'autonomie universitaire était une étape inévitable pour le progrès des enseignements supérieurs avancés. En 2005, la question de l'autonomie des universités vietnamiennes a été officiellement énoncée dans la résolution 14/2005 du Comité central du Parti. En 2006, le décret gouvernemental n° 43/2006/ND-CP a été promulgué, stipulant l'autonomie et l'autoresponsabilité pour l'exécution des tâches, la structure organisationnelle, la paie et les finances pour les unités de service public (y compris les universités/collèges publics).

L'élargissement du droit de l'autonomie pour unités du secteur public a contribué à améliorer la qualité des services publics. Pourtant, au cours du processus de mise en œuvre, le décret n° 43/2006/ND-CP a également révélé des limites et des lacunes. Les unités opérationnelles publiques n'ont pas encore bénéficié d'une autonomie complète et dans le processus de réalisation de l'autonomie, de nombreuses unités se sont engagées dans des activités mixtes, conjointes et dans l'élargissement du fournissement des services publics hors des dispositions de la Loi. Dans la suite, la loi sur l'Enseignement supérieur (2012), le décret n° 16/2015/ND-CP (2015), la loi sur l'Enseignement supérieur (révisée en 2018), avec de nombreux documents de sous-loi du gouvernement ont déterminé que le mécanisme de l'autonomie universitaire était la tendance inévitable des universités publiques, en réglant plus concrètement des contenus relatifs au problème de l'autonomie des universités. Cela a exprimé la combinaison efficace entre le rôle de management de l'État avec l'application raisonnable du mécanisme

de marché dans le secteur de service public envers l'enseignement supérieur. Il est également un facteur juridique clé pour assurer le développement dynamique de l'enseignement supérieur et l'amélioration de la qualité dans le contexte de l'économie de marché et de l'intégration internationale. Dans ce mécanisme, l'objectif doit être l'autonomie professionnelle et académique. Et l'autonomie en organisation - personnel est la condition nécessaire pour réaliser l'autonomie académique, tandis que l'autonomie financière est la base pour effectuer de manière efficace ces deux facteurs. Pourtant, il est dommage que parmi les nombreux aspects de l'autonomie universitaire, l'autonomie financière devienne rapidement la première préoccupation du gouvernement vietnamien et des dirigeants des établissements de l'enseignement supérieur, voire l'autonomie universitaire est presque comprise avec un sens unique comme une autonomie financière. Le financement est en effet l'une des raisons de promouvoir les idées de réforme de l'éducation dans le monde, mais le problème est qu'au Vietnam, la concentration sur le facteur financier dans les réformes de l'enseignement supérieur est à un niveau extrême. Donc, les universités publiques accueillent radieusement l'autonomie comme une liberté dans le problème de réception - dépense sans contrôle de l'État.

Il faut également mentionner ici certains problèmes de ressources financières pour l'enseignement supérieur public au Vietnam datant d'avant la mise en œuvre de la politique sur l'autonomie universitaire. Jusqu'à l'année académique 2019-2020, les universités publiques fonctionnent toujours principalement avec un financement provenant du budget de l'État (représentant environ 30-40 % du financement annuel total de l'université) et des revenus provenant des frais de scolarité. L'explosion du nombre d'étudiants pendant de nombreuses années consécutives ainsi que l'objectif attendu du gouvernement de construire un enseignement supérieur avancé avec des écoles aux normes internationales, a exercé une pression sans précédent sur le budget de l'État pour l'enseignement supérieur. Pendant des décennies, le Vietnam a maintenu un régime de gratuité pour tous les niveaux de l'éducation, et puis lorsqu'il y avait un mécanisme de paiement des frais d'études, en raison du faible niveau de vie du peuple, le gouvernement vietnamien a mis en place une politique de frais de scolarité bas et relativement uniformes dans toutes les universités publiques pour s'assurer l'opportunité d'accéder à l'enseignement supérieur pour les pauvres. Le plafond des frais de scolarité prescrite par le décret n° 49/2010/ND-CP du gouvernement, le 14 mai 2010, est dans le but de conformer à l'option de « l'État et le peuple partagent ensemble », donc la politique des frais de scolarité était seulement environ de 250 USD/an, alors que le coût minimum (pour former un étudiant) a été estimé à 1200 USD/an (au moment de 2010). Les difficultés rencontrées par le secteur universitaire lorsque le nombre d'étudiants a considérablement augmenté de 2006 à 2010, en ajoutant le temps où l'économie vietnamienne était en grave récession, ont obligé le gouvernement d'émettre le décret n° 86/2015/ND-CP (en 2015) augmentant le plafond des frais de scolarité universitaires à environ 10 % selon chaque discipline/spécialité de formation, et en même temps d'étudier et de développer un mécanisme sur « les frais de scolarité élevés accompagnant un soutien élevé » pour les plus pauvres. Avec le décret 86, bien que les frais de scolarité dans les universités publiques aient augmenté, ils restaient encore très bas, ne correspondant aux coûts réels de formation, et certainement insuffisants pour les objectifs de réinvestir, d'améliorer la qualité de la formation, et de rapprocher l'intégration internationale. Afin d'améliorer la qualité de l'éducation et de la formation, il n'est pas possible de se baser principalement sur l'esprit ou l'idéologie comme pendant les temps de guerre, mais il faut investir dans des installations, du matériel pédagogique, et assurer un niveau de vie convenable aux enseignants, etc. Le

développement trop « *chaud* » de la taille de formation universitaire pendant toute cette période avec l'option d'intégration internationale de l'enseignement supérieur du Parti et du gouvernement du Vietnam ont conduit à la nécessité d'augmenter le financement pour le développement universitaire devenu inévitable et urgent. Cependant, parmi les deux principales sources de financement, il est difficile à continuer à augmenter le budget de l'État, on ne peut donc qu'augmenter les frais de scolarité et la mobilisation des ressources financières de la société⁴⁹¹. Au cours de la période 2011-2020, des réformes de la politique de financement des universités ont été pilotées dans le sens d'une autonomie croissante, y compris l'autonomie financière pour les établissements d'enseignement supérieur vietnamiens. Sur la base de la réglementation de l'État, les universités comptent correctement et suffisamment leurs coûts de formation (dont l'attribution budgétaire de l'État, le financement social et les sources issues du mécanisme de marché) selon le principe d'équilibrer entre « réceptions - dépense », d'accumuler pour l'investissement du développement, de mettre l'attention à la responsabilité d'assurer la qualité de formation, et de combiner de manière raisonnable et efficace des avantages entre les participants. Ici, il faut souligner que l'autonomie des universités ne soit pas seulement être une question de financement et qu'il ne signifie pas également la suppression du rôle et des obligations financières de l'État pour l'enseignement supérieur, en particulier les universités publiques.

Le mécanisme d'autonomie universitaire du Vietnam est officiellement piloté depuis 2014 pour un certain nombre d'universités publiques. Jusqu'en 2018, le Premier ministre a accepté l'expérimentation de ce mécanisme dans 23 universités publiques (représentant 13,5 % du total des universités publiques). Parmi eux, 12 écoles ont une durée d'autonomie de plus de 2 ans, et le reste a une autonomie de moins de 2 ans (dont 4 écoles obtenues l'acceptation d'autonomie depuis juillet 2017). Ainsi, la plupart des universités sont encore en situation d'observer et de peser plutôt que réaliser fortement le mécanisme d'autonomie. Afin d'évaluer les résultats de la mise en œuvre de l'autonomie universitaire avec plus d'objectivité, le 19 mars 2019, l'agence d'Audit de l'État a organisé un atelier sur le thème « Mécanisme d'autonomie pour les universités publiques et les problèmes soulevés » à Hanoï. Tous les niveaux, toutes les branches, toutes les organisations collectives concernés par le domaine de l'éducation et de la formation ont participé à cet atelier avec des intervenants comprennent l'auditeur général de l'État Ho Duc Phuc, le vice-auditeur général de l'État Doan Xuan Tien, le vice-président du Comité de Culture (président de cet atelier) - Éducation de l'Assemblée nationale Pham Tat Thang (co-président de l'atelier), le vice-président du Comité de Finance-Budget de l'Assemblée nationale Bui Dang Dung, et des représentants des départements et des instituts de recherches relevant du ministère des Finances, de l'Intérieur, de l'Éducation, des dirigeants d'universités/académies à travers le pays, et des éducateurs, des scientifiques et un grand nombre de journalistes d'agences de presse⁴⁹². En résumant l'atelier, les représentants d'agences et d'organisations sont parvenus aux conclusions suivantes :

⁴⁹¹ BUI Van Huyen et TRAN Huong Xuan, « Huy động nguồn lực tài chính cho giáo dục đại học công lập ở Việt Nam [Mobilisation des ressources financières pour l'enseignement supérieur public au Vietnam] » [en ligne], *Tạp chí Tài chính [en ligne]*, 7 février 2019, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴⁹² « “Cơ chế tự chủ đối với các trường đại học công lập - Vấn đề đặt ra và vai trò của Kiểm toán nhà nước” [« Mécanisme d'autonomie des universités publiques - Problèmes et rôle de l'Audit de l'État »] », sur *Kiểm toán Nhà nước Việt Nam [Audit de l'État du Vietnam]* [en ligne], publié le 20 mars 2019, [consulté le 4 septembre 2021].

- **Du côté positif.** pour la période 2015-2020, le bloc de 23 universités pilotes dans l'expérimentation de l'autonomie universitaire a augmenté le pourcentage d'enseignants titulaires du doctorat de près de 10 % ; le taux d'admission étudiante/quota d'inscriptions répartie par le ministère de l'Éducation est passé de 87 % à 92 %. Le nombre de programmes de formation des écoles accréditées est augmenté de 01 à 100 (équivalent à 30 % de programme accrédité de l'ensemble du pays). Les réceptions et dépenses annuelles totales ont augmenté d'environ 1,5 fois. Le mécanisme d'autonomie universitaire déployé permet aux écoles d'ouvrir activement de nouvelles disciplines et formations en fonction des besoins sociaux, et également des programmes d'échange d'étudiants sur le principe du paiement volontaire des apprenants. Ces changements font non seulement augmenter les sources de revenus, mais aussi améliorer la qualité de formation et la réputation de l'école, créant des bases pour assurer activement le régime envers des enseignants, renforcer la capacité dans la coopération internationale, et renouveler les méthodes d'enseignement et de recherche. Le nombre d'universités autosuffisantes en dépenses de fonctionnement a augmenté, le nombre de personnes recevant des salaires du budget a diminué. Donc, la pression sur les dépenses du budget de l'État pour l'éducation et la formation a été réduite (l'allocation du budget de l'État aux universités a diminué de 2,1 fois)⁴⁹³.

- **Du côté négatif.** à côté des résultats obtenus, le processus de mise en œuvre du mécanisme d'autonomie dans les universités publiques a également révélé de nombreuses lacunes et limites :

- L'attribution d'autonomie aux universités n'a été réalisée qu'à petite échelle. Selon le rapport de synthèse du ministère de l'Éducation, le réseau universitaire jusqu'en 2018 (hors écoles du secteur défense - sécurité) comprend 236 universités/académies (y compris, 171 écoles publiques, soit 72,5 %), mais selon la résolution n° 77/NQ-CP du gouvernement approuvant le projet de « piloter l'autonomie dans les établissements d'enseignement supérieur », en 2018, il y a seulement 23 universités publiques ayant obtenu l'autonomie. Le ministère de l'Éducation ne dispose pas encore de mécanisme pour inciter les écoles à mettre en œuvre l'autonomie, et la plupart des écoles ne sont pas encore prêtes pour l'autonomie, voire certaines universités publiques gardent toujours l'attente d'un soutien du budget de l'État, à la fois pour les dépenses récurrentes et les investissements d'infrastructure.
- Parmi les universités acceptant d'exercer l'autonomie, quoique leur motivation soit positive ou négative, le point commun est l'augmentation des frais de scolarité. De nombreuses universités ne mettent pas l'objectif de formation de ressources humaines de haute qualité comme critère central du processus d'autonomie, mais considèrent l'augmentation des revenus comme un moteur principal de la réforme. Les écoles au top supérieur exerçant l'autonomie sont des écoles dynamiques par nature, et toujours capables de l'autofinancement de 100 % de leur dépense. Ces écoles forment principalement dans les domaines de l'économie, des sciences humaines et sociales, de la technologie, etc. qui ne demandent pas beaucoup d'investissement dans les machines, laboratoires, mais qui attirent beaucoup les étudiants. De la part des écoles au top inférieur, la source de revenus ne dépend principalement que des frais de scolarité, donc leur dirigeant a souvent la tendance d'assimiler le concept d'« autonomie » à l'« autorecevoir ». La pensée de « recevoir le plus que possible » a

⁴⁹³ NGOC DIEP, « Tự chủ đại học » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 27 novembre 2020, [consulté le 4 septembre 2021].

conduit à d'étendre le plus possible l'offre de formation, même dans les domaines qui ne sont pas le point fort de l'école, et alors que leurs installations et leur personnel enseignant ne sont pas suffisants et que la qualité de formation est très faible.

- Bien que le mécanisme d'autonomie universitaire comprenne l'autonomie dans l'exécution des tâches, l'autonomie dans l'organisation de l'appareil du personnel et l'autonomie dans les finances, à travers l'audit, on trouve que les universités publiques n'ont mis en œuvre que l'autonomie financière, juste sous l'aspect que les écoles font des efforts pour augmenter des sources de revenus issus d'augmentation de frais de scolarité. Il y a de nombreuses universités qui ont surfacturé ou mal perçu les frais, en augmentant les quotas d'inscription et l'offre de formation par tous les moyens. Ce phénomène a donc entraîné une baisse de la qualité d'entrants de certaines universités publiques.
- La mobilisation de capitaux venant des établissements de crédit et des organisations et des particuliers, ou des activités de recherche et de transfert de technologie dans le but de soutenir l'offre de services d'enseignement supérieur en fonction des besoins des universités publiques est encore modeste, car de nombreuses écoles sont encore assez passives dans la coopération et dans les activités mixtes et associées. Par conséquent, les sources de revenus des écoles sont très monotones, et viennent principalement des frais de scolarité et d'autres frais additionnels que les apprenants doivent payer. Les sources de réception intrant non durables avec des risques de manque financier qui provoque une situation passive dans la planification à long terme. Les données de l'audit de 15 universités publiques montrent que les revenus non réglementés (y compris, les sommes surfacturées des frais de scolarité, les frais supplémentaires comme frais de reprise des études, des examens d'amélioration de notes, ou des autres taxes) sont d'environ 694 millions USD (cette somme à 5 écoles membres de l'université nationale de Hanoï est 33,6 de millions USD, à 5 écoles de l'université nationale de Hô Chi Minh-Ville est de 213,4 millions USD, à 5 écoles relevant du ministère de l'Éducation est de 447 millions USD). L'augmentation des frais de scolarité vise principalement à augmenter les revenus du personnel/enseignants, mais n'est pas encore focalisée sur l'amélioration de la qualité de formation ou la modernisation des installations (les laboratoires, la bibliothèque et des dortoirs de l'école). Presque aucune école ne planifie encore des stratégies de développement à moyen et long terme pour prendre le chemin de développements coordonnés et efficaces⁴⁹⁴.

Ainsi, la réalisation du mécanisme d'autonomie pour les universités tourne encore autour de la question de l'augmentation des revenus issus des apprenants. 15 ans après avoir été reconnue officiellement (depuis 2005) et appliquée depuis 2014, il semble que l'autonomie universitaire n'apporte pas encore de changement significatif en matière de qualité de formation, de gouvernance et de recherche scientifique par rapport aux potentiels des établissements d'enseignement et aux attentes de la société. En raison d'une mauvaise pensée et d'une perception erronée du mécanisme, ainsi de limites en gestion des dirigeants de nombreuses universités, il reste encore 3 « types » d'universités en 2020 comme avant la

⁴⁹⁴ LE Thanh, « Đại học công lập tự chủ: nhiều trường thu vượt, thu sai quy định [Universités publiques autonomes : de nombreuses écoles collectent des frais excédentaires, des frais erronés] », sur *TUOI TRE ONLINE* [en ligne], publié le 19 mars 2019, [consulté le 4 septembre 2021].

mise en œuvre obligatoire de l'autonomie dans l'ensemble du système de l'enseignement supérieur :

- Il y a des universités qui mettent trop l'accent sur leur « *droit* » à l'autodétermination, sans tenir compte des conditions, qualifications et responsabilités réelles et objectives dans l'interaction avec d'autres sujets de la société, notamment avec l'État. Un petit nombre d'écoles de ce type ont souvent des problèmes et parfois des conflits sur l'autonomie universitaire avec leur agence de tutelle, voulant abolir le rôle de gestion de l'État pour les universités ;
- Il y a aussi des universités qui « *craignent* » de mettre en œuvre le mécanisme d'autonomie, en partie parce qu'elles n'osent pas prendre leurs responsabilités, en autre partie à cause de leur capacité : elles veulent toujours être subventionnées et parrainées par l'État, selon l'ancien mécanisme, c'est-à-dire qu'elles veulent toujours « être contrôlées strictement », un développement lent, mais « *simple* » et « *sûr* ».
- Enfin, certaines universités veulent à la fois être subventionnées par les financements « entrants » et par l'État, mais bénéficier de plus d'autonomie dans la dépense « sortante ».

(2) Rôle gestionnaire de l'État dans la mise en œuvre de l'autonomie universitaire

L'autonomie n'est jamais totale. Par exemple, l'université dispose d'une autonomie complète pour organiser la mise en œuvre des tâches de formation, mais doit toujours se conformer à la réglementation en vigueur. La création d'une nouvelle discipline ou l'augmentation du nombre d'inscriptions dans une branche ne se basent pas que sur les capacités de l'école, mais également sur le besoin commun de la société exprimé à travers la planification de formation des agences gestionnaires de l'État selon chaque période. Dans la plupart des pays, les universités publiques sont considérées comme un outil important contribuant à la gouvernance de l'État pour la société. Évidemment, selon les pays, la notion de « gouvernance » porte des significations différentes. Même aux États-Unis, où le rôle de l'État envers les universités est très faible par rapport aux pays de l'Europe, l'État dispose de mécanismes pour orienter l'université vers certaines directions. Par exemple, lorsqu'une université est accréditée par des organismes d'accréditation reconnus par le ministère de l'Éducation, leurs étudiants peuvent accéder à des crédits financiers scolaires du gouvernement fédéral, etc.. Après tout, l'État est l'un des nombreux groupes que l'université publique a mission de servir. Cependant, parallèlement à cette obligation, l'enseignement supérieur a le droit d'exiger la capacité de gestion des responsables du secteur éducatif à tous les niveaux pour assurer que le système de l'enseignement supérieur se développe dans un environnement scientifique et transparent.

Bien que le Vietnam ait réalisé la politique de « Doi Moi » depuis 1986 et que la plupart des ministères/branches aient renouvelé les mécanismes de gestion, seulement dans le domaine devant être réformé le plus en raison de son influence sur tous les aspects de la vie sociale - le domaine de l'éducation, la pensée de gestion non seulement reste l'ancien mécanisme, mais elle devient également pire en raison de la capacité de plus en plus faible de dirigeant du secteur, entraînant la continuation de la chute en qualité de l'éducation. La gestion étatique dans l'éducation actuelle est très modeste, la pensée de gestion éducative ne peut pas rattraper des exigences de développement du pays dans le contexte de l'économie de marché et de l'intégration internationale, et tout cela a influé directement sur la qualité de l'enseignement supérieur. De nombreuses caractéristiques de gestion pendant la période de

subvention étatique (*Bao cấp*) existent toujours, y compris le mécanisme du ministère de tutelle (les ministères en charge d'une industrie assumeront également l'élaboration des politiques, les documents juridiques et la gestion des universités/collèges affiliées). Non seulement sous la direction du ministère spécialisé, les universités/collèges sont également sous la gestion du ministère l'Éducation, car la tâche principale des écoles est de former. Ce mécanisme conduit à des chevauchements dans la gestion par les agences de l'État des universités/collèges. Selon les dispositions de la loi vietnamienne, le ministère de l'Éducation est le seul organisme autorisé à délivrer des documents juridiques sur la gestion de l'éducation au niveau ministériel, applicables à toutes les écoles, mais en même temps les écoles qui ne relèvent pas du ministère de l'Éducation doivent observer la direction des ministères de spécialité (ministères de tutelle). Ces consignes ne sont pas toujours cohérentes, car il n'y a pas encore de règlement sur la coordination entre le ministère de l'Éducation et les ministères de spécialisation. Jusqu'à présent, les deux aspects les plus importants dans le fonctionnement de l'université, le personnel clé et les finances sont encore dans la main du ministère de tutelle.

Concernant la gestion financière, le financement annuel pour les universités est effectué par le ministère de tutelle selon le mécanisme d'attribution de « quêter - donner » portant toujours des contradictions et des points négatifs. L'équipe d'administration lourde, le mécanisme d'allocation compliqué en raison d'avoir plusieurs côtés concernés et des agences participant ensemble au processus d'allocation budgétaire, ont rendu le budget de l'État plus coûteux pour les étapes de gestion médiatrice et en même temps causant la situation de stagnation, d'encombrement et difficile à imputer de responsabilité⁴⁹⁵. En particulier dans le secteur de l'éducation, le mécanisme d'allocation des fonds du budget de l'État du ministère de l'Éducation est très déraisonnable : entre les niveaux d'enseignement dans l'ensemble du système de l'éducation, entre les écoles du même cycle de formation, etc. ou dans les objectifs d'investissement. Bien que les ressources financières de l'État du Vietnam pour l'éducation représentent une part importante dans l'économie, environ 20 % (équivalent à 5 % du PIB), un seuil également relativement élevé par rapport au monde, mais dans cet investissement, la proportion pour l'enseignement supérieur est très faible. De plus, l'économie du Vietnam elle-même est petite, donc le financement réel de l'enseignement supérieur est encore beaucoup plus limité. Au cours de la période 2013-2018, on estime que le budget de l'État a consacré environ 59 000 millions USD pour l'éducation, dont les dépenses pour l'enseignement supérieur n'étaient que d'environ 9 000 millions USD (y compris les investissements de développement et les dépenses régulières pour les universités publiques et en partie pour le régime de l'État consacrant aux étudiants des universités non publiques)⁴⁹⁶.

⁴⁹⁵ L'allocation du budget de l'État à l'enseignement général et à l'enseignement supérieur en particulier est conforme aux dispositions de la loi de finances de l'État 2015, qui définit clairement deux niveaux (central et local). Au niveau central, l'allocation du budget de fonctionnement ordinaire des activités d'enseignement supérieur aux ministères et aux provinces relève du ministère des Finances ; L'allocation budgétaire pour l'investissement est du ressort du ministère du Plan et de l'Investissement. Au niveau local, le Comité populaire provincial est l'agence spécialisée et est responsable de l'allocation du budget de l'État. Parce qu'il existe de nombreuses parties prenantes, y compris les ministères de tutelle et les branches, sont impliquées dans le processus d'allocation du budget de l'État aux universités de qualité. Ce fait conduit à un processus d'allocation budgétaire de l'État compliqué et qui se chevauche.

⁴⁹⁶ MINH ANH, « Làm gì để huy động nguồn lực tài chính cho giáo dục đại học? [Comment mobiliser des ressources financières pour l'enseignement supérieur ?] » [en ligne], *Tap chí Tài chính [en ligne]*, 21 février 2020, [consulté le 4 septembre 2021].

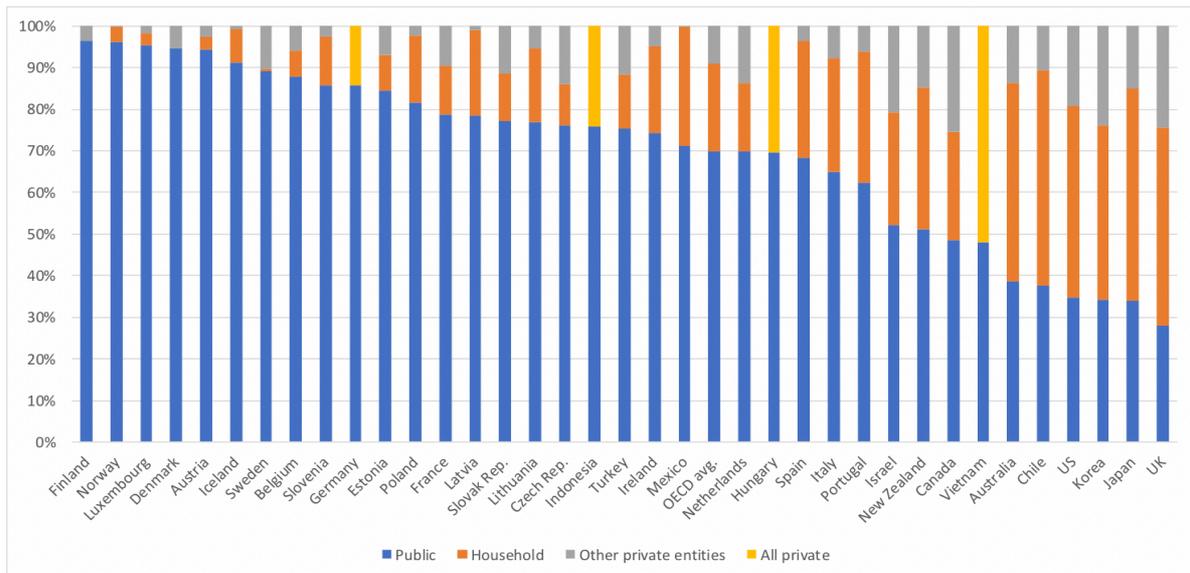


Figure 22 : Comparaison la proportion d'investissement pour l'Enseignement supérieur selon les sources financières

Source: Ministère de l'Éducation du Vietnam

Lors de l'allocation des fonds pour le système de l'enseignement supérieur, le ministère de l'Éducation se base, selon une logique égalitariste, sur la taille, le nombre d'étudiants entrants et le niveau de financement pour chaque école de l'année précédente, mais ne prend pas en compte les critères reflétant l'efficacité de fonctionnement des universités (la qualité de la recherche, l'employabilité, le niveau de satisfaction sociale, etc.). Le mécanisme de finance pour l'enseignement supérieur (y compris, le règlement de la dépense budgétaire de l'État et les méthodes pour répartir le budget de l'État pour l'enseignement supérieur) est mise en œuvre conformément aux dispositions de deux décrets gouvernementaux : n° 43/2006/ND-CP (en 2006) et n° 16/2015/ND-CP (en 2015).

Le mécanisme d'allocation budgétaire pour l'enseignement supérieur est très déraisonnable et entraîne de nombreuses difficultés pour l'enseignement supérieur. En outre, en général, le budget de l'État pour l'ensemble du secteur de l'éducation vietnamienne (en pourcentage du PIB) est déjà élevé et il est difficile de continuer à l'augmenter avec les conditions économiques actuelles du Vietnam. Mais, l'obstacle le plus difficile pour l'enseignement supérieur est le mécanisme de gestion de l'éducation lorsque les universités n'ont pas de droit d'autodécision sur de nombreuses questions importantes de leurs institutions. Les ministères de tutelle maintiennent toujours le mécanisme de contrôle pour les écoles (sous leur autorité directe) dans de nombreux aspects et l'université a la responsabilité de les consulter et de faire des rapports sur la mise en œuvre de leurs activités. Les ministères de tutelle veulent encore embrasser et coordonner tous les travaux en dépit de leur capacité de contrôle des activités éducatives des ministères (même le ministère de l'Éducation) très limitée. Cela a freiné la créativité des établissements de l'enseignement supérieur, en créant l'habitude de compter passivement sur les niveaux de gestion supérieurs et la stagnation dans l'ensemble du système. Depuis 2014 et surtout depuis 2018, la promotion de l'autonomie universitaire est devenue un contenu central dans le processus de réforme de l'enseignement supérieur selon les résolutions du gouvernement du Vietnam. Les lacunes, les limites et les points négatifs du processus de mise en œuvre de l'autonomie pour les universités publiques découlent principalement de l'absence d'un mécanisme d'autonomie clair et explicite. Bien que les mécanismes juridiques et les politiques de déploiement de l'autonomie universitaire

soient continuellement révisés et promulgués, elles manquent encore de coordination. En effet, les activités autonomes des universités sont actuellement dans le champ interférent de trop de documents juridiques : la loi sur l'Éducation, la loi sur l'Enseignement supérieur, la loi sur la Science/Technologie, la loi sur l'Adjudication, la loi sur l'Investissement public, la loi sur la Construction, la loi sur le Terrain, la loi sur l'Assurance sociale, la loi sur le Budget et les lois sur la Fiscalité et les Finances, de nombreux décrets gouvernementaux et d'autres documents juridiques.

Dans le système de documents juridiques actuel, il existe encore des réglementations inappropriées pour le fonctionnement des universités dans le sens de l'autonomie, lorsque de nombreuses dispositions sur l'autonomie des universités publiques dans la loi sur l'Enseignement supérieur sont « en conflit » avec d'autres codes. Le système juridique qui n'a pas été coordonné et unifié fait que certains règlements sur l'autonomie universitaire de la loi sur l'Enseignement supérieur risquent d'être neutralisés et inapplicables dans la pratique. Si ces problèmes ne sont pas résolus par la coordination entre les ministères et les agences concernés, l'autonomie universitaire ne sera que formelle. Rien que dans la branche de l'éducation, les faiblesses du ministère de l'Éducation dans la capacité de gestion et de direction envers des universités à exercer leur autonomie s'expriment à travers les points suivants :

- Le ministère de l'Éducation délivre l'autonomie aux établissements universitaires sans principe unifié. Le manque de transparence conduit à une conception erronée selon laquelle « l'autonomie » est « l'autosuffisance et l'autofinancement ». C'est aussi ce malentendu qui cause l'hésitation de nombreuses écoles pour leur droit de l'autonomie. La condition d'autonomie des universités a été seulement abordée par le ministère dans une direction presque principale, les finances, mais n'a pas encore tenu compte de la capacité d'expertise et d'organisation gestionnaire des universités.
- Le ministère de l'Éducation ne dispose pas de documents guidant le regroupement des universités publiques selon des critères appropriés à leur capacité financière, capacité de formation, capacité de recherche, etc. afin de proposer un itinéraire dans la réalisation d'autonomie et des mécanismes d'encouragement approprié venant de l'État. Les règlements sont toujours généraux et s'appliquent à toutes les unités opérationnelles publiques tandis que la capacité réelle de mise en œuvre de l'autonomie des établissements est très inégale, voire différente.
- L'ouverture, la transparence et la responsabilité d'explication des universités autonomes qui n'ont pas été traités rationnellement par le ministère de l'Éducation ont conduit à des dérives dans le processus de mise en œuvre de l'autonomie. Bien que les premières idées sur l'autonomie universitaire exposaient pleinement deux aspects : l'autonomie et la responsabilité d'explication, les écoles réalisant l'autonomie semblaient oublier la responsabilité d'explication et la responsabilité sociale, mais ne s'occupaient principalement que de l'autonomie financière à travers augmentation des réceptions issues des apprenants.

En regardant le succès des systèmes d'enseignement supérieur dans le monde, on trouve toujours des mécanismes de gouvernance scolaire très appropriés, efficaces et modernes. Dans ce cas-là, il y a eu l'application correcte, raisonnable et transparente des principes et outils sur la fourniture de biens et services publics dans l'éducation et du mécanisme de marché dans l'administration et le fonctionnement des écoles, la réalisation de la concurrence

saine, l'amélioration de qualité de fourniture des biens et service de l'enseignement supérieur. Au Vietnam, il faut les penser à partir du niveau macro qui considère l'administration scolaire comme un métier spécifique demandant d'être formé de manière méthodique dans l'orientation vers les critères scientifiques, de professionnalisation et de démocratisation dans la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur.

(3) Le rôle réel du Conseil d'université

Lorsque les écoles disposent d'une grande autorité et d'une grande autonomie, la question inévitable est de savoir qui contrôle « l'exercice du pouvoir » et supervise le résultat - qualité des opérations de l'école. En raison de la spécificité du système d'enseignement supérieur, ce mécanisme se constitue par l'innovation en gestion étatique, la participation tant que rôle de supervision de la société, et les règles sur la responsabilité d'explication des universités, dont la responsabilité d'explication est une exigence juridique importante pour que l'État supervise et contrôle les activités des écoles. Cette responsabilité comprend : (1) la responsabilité de l'ouverture et de la transparence dans les opérations de l'université sur les contenus autonomes, tant internes qu'externes ; (2) la responsabilité sur l'efficacité et la qualité des activités et des produits et services fournis par l'école ; (3) la responsabilité de se conformer aux règlements de l'État et aux règlements de fonctionnement de l'école en matière à la fois d'exécution des tâches professionnelles, d'organisation/effectifs/personnel et des finances. La mise en œuvre du mécanisme d'autonomie et de responsabilité d'explication de l'université est associée à la création du Conseil de l'université qui est l'organisation dirigeante et représentant le droit de propriété de l'université. Le conseil d'université est chargé de décider de l'orientation des activités, de mobiliser des ressources pour l'école, et en même temps de superviser les activités, de lier l'université à la communauté et à la société, et d'assurer la mise en œuvre des objectifs de l'éducation conformément à la Loi. Le concept de *Conseil d'université* au Vietnam est évoqué depuis le début des années 2000, mais il a obtenu de l'attention seulement à partir de la Loi sur l'Enseignement supérieur (en 2012) qui a construit un cadre juridique assez complet pour l'appareil de gouvernance des établissements d'enseignement supérieur avec la distinction de gouvernance pour les universités publiques, les universités privées et les universités ayant de capital d'investissement étranger. Cependant, dans le système des universités publiques du Vietnam, bien qu'en théorie, le Conseil d'université soit considéré comme l'organe le plus puissant, en pratique, il n'a aucun pouvoir réel. Ce conseil n'a pas le pouvoir d'élire et de révoquer le recteur et est donc chargé de responsabilité seulement en formalité devant les niveaux directeurs supérieurs. Cela a conduit que le Conseil d'université jouait le rôle de consultation plutôt qu'un conseil de pouvoir. De plus, la disposition que « le mandat du Conseil d'université se conforme à celui du recteur » entraîne la manière de compréhension que « le pouvoir du recteur est supérieur que celui du Conseil d'université ». En outre, d'après l'institution en vigueur, le Comité du parti (à l'université) dirige globalement et le recteur réalise seulement des décisions du Comité du parti, donc le Conseil d'université ne sait pas à quel endroit il se situe réellement dans la structure de l'école. Le modèle du Conseil d'université est très courant dans le monde et le Vietnam est en train de l'importer. Cependant, les universités dans le monde n'ont pas de Comité du Parti en tant que plus haute autorité de l'université. Il faut donc des documents juridiques précisant la relation entre ces facteurs directeurs. S'il y a autonomie universitaire, il faut promouvoir le rôle intrinsèque du Conseil d'université, mais pour répondre à la question de quelle manière qu'on le promeut, il devrait y avoir des règlements spécifiques et appropriés.

Si le Conseil d'école est établi correctement selon la loi sur l'Éducation du Vietnam sur la « Charte de l'Université », il n'est pas différent d'une version élargie de l'appareil de gestion en vigueur dont toutes les activités sont très formelles. En fait, une série d'universités considèrent le Conseil d'université comme une organisation collective dans l'école qui opère sous la direction du recteur et se réunit quelques fois par an pour voter sur les contenus déjà décidés par le Comité du Parti. Afin de « résoudre » ce paradoxe, la résolution 19-NQ/TW du 25 octobre 2017 du 6e congrès du Comité central du Parti, d'une part, exige la nécessité « d'améliorer l'efficacité et l'efficience du mécanisme du Conseil d'universités dans le sens que le Conseil d'université est la plus haute autorité réelle de l'université », mais d'autre part, elle stipule spécifiquement que « le secrétaire du Comité du Parti accumule le poste du président du Conseil d'université dans les universités », car l'institution politique du Vietnam stipule que l'organe du Parti communiste a le plus haut pouvoir dans toutes les organisations publiques, et dans les universités. Ainsi, avec la résolution 19 du Comité central du Parti, le Secrétaire du Comité du Parti de l'université qui a déjà le plus grand pouvoir s'est maintenant ajouté un autre titre, le Président du Conseil universitaire. Concernant la critique de la société selon laquelle « le Secrétaire du comité du parti cumulant le président du conseil scolaire » détruira la démocratie, le vice-ministre de l'Éducation Hoang Minh Son a répondu à l'agence de presse comme suit :

[trad.] Le Secrétaire du Comité du parti cumulant le président du conseil scolaire est un bon point, car les grandes politiques approuvées par le Comité du Parti seront discutées au Conseil d'université, et inversement, ce que le Conseil d'université décide dans le cadre des règlements de l'État sera rapporté au Comité du Parti.⁴⁹⁷

Selon le décret guidant la réalisation de la loi sur l'Enseignement supérieur (révisée) en 2018, à la date limite du 15 août 2020, tous les établissements d'enseignement supérieur publics (à l'exception des écoles relevant des secteurs de sécurité et de défense) doivent achever l'établissement du Conseil de l'université conformément aux dispositions de la Loi. Mais, jusqu'au 30 octobre 2020, selon les statistiques du ministère de l'Éducation, il y a seulement 31 universités relevant du ministère de l'Éducation et 54 universités relevant de ministères spécialisés qui ont fondé le Conseil d'université. Par rapport au total de 175 universités publiques, ce nombre représenté à 48,5 %. Dans le reportage « le Conseil d'université, toujours sur le nom, mais sans essence » publié le 30 novembre 2020 sur le journal *Tiền phong* (l'un des plus grands journaux au Vietnam), les éducateurs vietnamiens affirment : « [trad.] pour les écoles déjà établies le Conseil d'université, il semble que cette institution fonctionne toujours en tant qu'un appareil de gestion étendu du recteur, ou qu'un groupe de conseil pour le recteur.⁴⁹⁸ » À cet égard, M. Pham Tat Thang, vice-président du Comité de Culture - Éducation l'Assemblée nationale, a commenté :

[trad.] L'institution actuelle du Conseil d'école n'est qu'en formalité. Les écoles mettent en œuvre l'autonomie conformément aux dispositions de la Loi et des règlements de l'école. En pratique, les établissements de l'enseignement supérieur ont encore peu d'expérience dans l'autodirection ou dans la poursuite d'objectifs

⁴⁹⁷ HOANG Minh Son, *Gỡ « điểm nghẽn » trong tự chủ đại học - Bài cuối: Tự chủ đại học rất cần vai trò của tổ chức Đảng [Supprimer le « goulet d'étranglement » de l'autonomie universitaire - Dernière leçon : l'autonomie universitaire a besoin du rôle de l'organisation du Parti]* [Báo Tin tức [en ligne]] mené par, 18 février 2021, [consulté le 4 septembre 2021].

⁴⁹⁸ « Hội đồng trường Đại học: Vẫn hữu danh vô thực [Conseil universitaire : toujours du nom sans réel] », sur *Báo điện tử Tiền Phong* [en ligne], publié le 30 novembre 2020, [consulté le 4 septembre 2021].

*spécifiques, car l'État conserve encore un contrôle quasi total sur les établissements d'enseignement supérieur, des problèmes professionnels et académiques aux autres fonctions telles que l'organisation, le personnel, la gestion et l'utilisation dans les finances et actifs de l'école. Le mécanisme d'autonomie et d'autoresponsabilité pour les institutions universitaires n'a pas été pleinement mis en œuvre et manque toujours de synchronisation.*⁴⁹⁹

Avec la règle de « le Secrétaire du Comité du parti cumulant le président du Conseil d'université », peut-être qu'il n'y a aucun doute sur la formalité du Conseil d'université. Jusqu'à présent, la grande majorité des universités du système public vietnamien n'ont pas encore mis en œuvre cette politique.

En résumé, le processus de réalisation de l'autonomie universitaire au Vietnam est en fait un processus de transfert de pouvoir largement concentré dans les mains du ministère de tutelle et du recteur.

⁴⁹⁹ LE Van, « Gỡ “điểm nghẽn” trong tự chủ đại học - Bài 1 » [en ligne], *Báo Tin tức [en ligne]*, 18 février 2021, [consulté le 4 septembre 2021].

Conclusion du chapitre 3

L'enseignement supérieur vietnamien depuis 1975, après la réunification, a connu des débuts assez difficiles. Les deux guerres frontalières, l'embargo des pays du bloc capitaliste et la crise économique ont rendu la situation particulièrement difficile pour la vie sociale du Vietnam pendant plus d'une décennie (1975-1986). La politisation extrême dans tous les aspects de l'économie, de la culture, de la société a impacté l'ensemble du système de l'enseignement supérieur : de l'inscription étudiante au programme de formation. Tous ces facteurs ont fait que l'enseignement supérieur n'a presque pas eu d'opportunité pour progresser pendant toute la période 1975-1986, voire il a reculé par rapport à l'enseignement supérieur du Nord d'avant 1975.

À partir de la période suivante (1986-1997), avec la politique « Doi Moi » du Parti, l'enseignement supérieur a commencé à se développer. En particulier, après que les quatre principes fondamentaux pour la réforme de l'enseignement supérieur ont été identifiés lors de la Conférence de Nha Trang de 1987, la réflexion sur l'enseignement supérieur des dirigeants de l'État et des responsables du secteur de l'éducation a clairement changé. Afin d'avoir plus de financement pour le développement, l'enseignement supérieur est passé de la gratuité à un mécanisme payant. Sous la direction du ministre Tran Hong Quan, l'enseignement supérieur du Vietnam a créé des conditions préalables importantes pour sa rénovation globale. Il s'agit d'un changement de mentalité avec la détermination à réformer, et l'idée d'attribuer l'autonomie universitaire associée à la responsabilité sociale aux universités. Cependant, en raison du facteur institutionnel politique, et du conservatisme encore enraciné profondément dans l'esprit des dirigeants de l'État, les idées de réforme trop nouvelles n'ont pas été facilement mises en œuvre, et ainsi le système de l'enseignement supérieur vietnamien a manqué encore une fois l'opportunité de développement. Néanmoins, cette période a également été marquée par des réalisations reconnues par la société, dont la plus importante était la planification d'un réseau des universités/collèges relativement complet et équilibré, contribuant efficacement aux objectifs de relever le degré intellectuel du peuple, de former des ressources humaines répondant aux exigences de reconstruction et de protection du pays.

Entre 1997 et 2006, c'est-à-dire pendant le mandat de 10 ans du ministre de l'Éducation Nguyen Minh Hien, l'enseignement supérieur du Vietnam a commencé à retourner à un temps de déclin en matière de qualité éducative, à partir du cycle de l'enseignement secondaire. La situation de commercialisation a également commencé à s'infiltrer dans les universités, et après chaque année scolaire, la face négative du mécanisme de marché s'est exprimée plus nettement dans le système de l'éducation. Dans le rapport explicatif dans la Chambre de l'Assemblée nationale du Vietnam le 14 novembre 2003, le ministre Nguyen Minh Hien a reconnu que la situation de faux diplômes, de faux apprentissages et l'inscription d'étudiant dépassant énormément le quota accepté durait depuis des années. Il a également demandé « *honnêtement* » à l'Assemblée nationale de l'aider à le résoudre. Et puis, le ministre Nguyen Minh Hien a siégé tranquillement jusqu'à la fin de son deuxième mandat (en 2006)⁵⁰⁰.

Cependant, la « *chute libre* » de l'enseignement supérieur vietnamien peut être comptée depuis le début de la période 2006-2020. Dès 2006, l'augmentation soudaine en quantité des universités a conduit à une explosion du nombre d'étudiants de mauvaise qualité pendant

⁵⁰⁰ « Bộ trưởng Nguyễn Minh Hiền giải trình hay biện minh? [Le ministre Nguyen Minh Hien explique ou justifie ?] » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 14 novembre 2003, [consulté le 4 septembre 2021].

tout le mandat de 5 ans (2006-2010) du ministre de l'Éducation Nguyen Thien Nhan. Il semblait que la notion de « qualité de la formation » avait complètement disparu pendant ce temps. Le sujet de débat à l'Assemblée nationale du Vietnam « L'université est en désordre, personne n'est responsable » au 8 juin 2010 a en partie montré la situation lamentable de l'enseignement supérieur vietnamien, et il faut souligner qu'à ce moment-là, le chef de la branche de l'éducation cumule également le poste de vice-Premier ministre chargé de Culture-Éducation du gouvernement et aussi soit un délégué en fonction de l'Assemblée nationale⁵⁰¹. Pendant toute la période 2006-2010, dans l'espace de l'enseignement supérieur, il existait vraiment un marché de diplômés où on pouvait acheter ou vendre toutes sortes de qualifications ou marchander à « bons prix » à toutes les phases de formation universitaire. Les conséquences ont chargé énormément le secteur de l'éducation des années suivantes. Malgré des efforts de réparation, la qualité de l'université était toujours très faible et les impacts négatifs continuaient au fil de nombreuses années d'après. Une série de scandales choquants dans l'enseignement supérieur s'est passée à grande échelle, rendant l'opinion publique, le réseau médiatique et l'Assemblée nationale du Vietnam souvent « tendus ». Ainsi, pendant la période 2006-2020, l'enseignement supérieur au Vietnam a dévié de la direction du Parti communiste ainsi que des attentes de toutes les classes du peuple, dépassant le contrôle de l'Assemblée nationale du Vietnam. Cela a fait que l'enseignement supérieur du Vietnam, selon une formule satirique de l'opinion publique, est dans la période 0.4 au lieu de l'ère 4.0.

En revoyant le parcours de 45 ans que l'enseignement supérieur vietnamien a traversé, en confrontant les objectifs et les plans d'action fixés, l'enseignement supérieur vietnamien a bien réalisé l'augmentation de l'offre de formation. En outre, de 2018 jusqu'à 2021, la capacité de recherche et de publication internationale des universités vietnamiennes s'est également considérablement améliorée (tout en restant inférieure à la moyenne régionale et mondiale) ; la coopération internationale dans l'enseignement supérieur dans le sens de normalisation et de la modernisation est également encouragée ; et le mécanisme de l'autonomie universitaire devient progressivement plus pratique et aide les universités mettant en œuvre l'autonomie à atteindre une croissance stable. Cependant, ces points positifs sont encore très partiels, comme les phénomènes isolés qui se trouvent normalement dans un petit nombre d'écoles et seulement dans certaines disciplines de formation. De manière générale, l'enseignement supérieur vietnamien doit affronter de plus en plus de nombreux risques de retard. Les points principaux pour l'ensemble de la période peuvent être résumés comme suit :

(1) Le système d'enseignement supérieur manque de concertation, de connectivité et d'équilibre dans la structure des professions, des niveaux et des formes de formation, disproportionnant dans la plupart des articles d'investissement de l'État pour l'éducation

L'augmentation soudaine du nombre d'universités/collèges, pendant 10 années consécutives (2006-2016) non seulement n'a pas favorisé l'économie et le progrès social, mais a au contraire créé des conséquences négatives pour l'ensemble de la société au cours d'un long temps. L'explosion quantitative des universités n'a pas conduit à la contribution en qualité, mais rendant le processus d'enseignement - apprentissage comme un échange mutuellement bénéfique, l'école n'a pas besoin de qualité, mais peut également gagner beaucoup d'argent et les apprenants doivent seulement déposer d'argent et certainement

⁵⁰¹ LE Kien, « Đại học lộn xộn, không ai chịu trách nhiệm [L'université est en désordre, personne n'est responsable] » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 8 juin 2010, [consulté le 4 septembre 2021].

ils auront de diplômes de licence/d'ingénieur/du master/du doctorat, voire plus supérieur les qualifications de professeur/professeurs agrégés. La qualité d'intrant est déjà faible, mais l'attitude d'apprentissage n'est pas sérieuse, par conséquent, la qualité de sortant n'est pas capable de répondre aux exigences de travail en pratique. De nombreux diplômés ne peuvent pas trouver d'emploi parce qu'en fait, beaucoup d'entre eux ne sont pas qualifiés pour apprendre à l'université, et en même temps, ils n'ont pas été équipés suffisamment de connaissances scientifiques du côté de l'école. À la fin, ce gaspillage énorme pour la société peut encore exister et se développer à cause de la pensée de trop surestimer les diplômes. Beaucoup d'écoles, après de nombreuses années de formation selon la manière de « recevoir de l'argent, et puis laisser tomber des apprenants » ont été boycottés et ont dû fermer.

(2) Les contenus et les programmes de formation se renouvellent lentement, la formation n'est pas encore liée aux besoins pratiques

La répartition du programme et de la durée des matières ne sont pas raisonnables. Les étudiants vietnamiens étudient trop de matières, mais les connaissances ne sont pas suffisantes pour travailler après l'obtention du diplôme. La méthode d'enseignement actuelle suit encore selon la façon traditionnelle bien que pendant de nombreuses années, elle soit toujours appelée à se renouveler en se focalisant sur les apprenants. En fait, la méthode d'enseignement principale se base encore sur les cours magistraux, donc les apprenants absorbent encore de manière passive des connaissances. Ces dernières années, de nombreuses écoles ont fait l'effort d'internationaliser leurs contenus d'enseignement en important des programmes de formation des universités dans le top de 200 meilleures au monde. Importer les programmes de formation des universités étrangères, mais on ne peut pas encore appliquer leur culture de gouvernance au contexte que l'enseignement supérieur vietnamien n'a pas encore d'autonomie académique véritable, donc les résultats reçus ne sont pas comme prévus. L'autonomie de développer des travaux académiques au Vietnam est soumise à de nombreuses contraintes, dont le point le plus difficile à comprendre est la proportion obligatoire dans le cadre de formation envers les matières en théorie politique dans laquelle même le ministère de l'Éducation ne peut pas intervenir. Tout ce qui concerne le volume de ces disciplines doit poursuivre les règles du Département central de Propagande du Parti communiste du Vietnam. Si on les ajoute aux programmes importés, leur durée de temps de formation prolonge. D'ailleurs, le coût élevé et l'exigence d'un bon niveau de langue étrangère (en anglais) sont aussi des obstacles pour l'expansion de cette forme.

(3) Dégradation de l'éthique scolaire

Pendant longtemps, le ministère de l'Éducation s'est intéressé seulement à un développement horizontal avec la tendance à la commercialisation accrue rapidement qui a entraîné un déclin moral dans l'éducation. De nombreux phénomènes négatifs, le manque de discipline dans le secteur de l'éducation n'a pas été arrêté à temps. La situation de généralisation de tricherie aux examens, la vente et l'utilisation de faux diplômes (du niveau de licence, de master, de doctorat aux qualifications de professeur/professeur agrégé) se sont répandues, influençant de manière très mauvaise la personnalité et l'attitude de travail des apprenants et des propriétaires de ces diplômes. Cette situation dégradée de l'éthique scolaire peut être trouvée clairement dans les expressions des jeunes touchés par des maux négatifs issus des idées fausses des adultes, de la manière d'enseignement négligeant l'entraînement des normes spécifiques sur la culture et la conscience de citoyen, mais soulignant seulement l'éducation en idéologies politiques. Cela a causé un mode de vie pragmatique, indulgent et violent dans les écoles. Des étudiants sont devenus criminels

pénaux. Ce sont des douleurs culturelles du secteur de l'éducation et de la société contemporaine elle-même.

(4) La décentralisation de gestion pour des établissements d'enseignement supérieur est très insuffisante, avec la situation de fragmentation/séparation et du manque de cohérence

Actuellement, le ministère de l'Éducation ne gère directement que 40 universités sur un total d'environ 240 universités et 02 universités nationales (sans compter 30 universités et 10 collèges dans le secteur de la défense et de la sécurité ; et 400 collèges/collèges professionnels intermédiaires relevant du ministère du Travail). Le fait d'être séparé et de ne pas disposer d'un système d'information connecté de manière coordonné rend le problème de gestion dans l'enseignement supérieur très compliqué. Cependant, il faut aussi reconnaître qu'avec seulement 40 universités affiliées (sur un total de plus de 240 universités dans l'ensemble du pays), le ministère de l'Éducation n'a pas été capable de les gérer efficacement, alors si toutes les universités appartiennent à une agence de tutelle unique, par exemple sous le ministère de l'Éducation, certainement il serait nécessaire de changer complètement ce ministère, à partir du haut dirigeant.

(5) La capacité de gestion de l'État dans l'enseignement supérieur est l'étape la plus faible dans tout le processus de fonctionnement du système universitaire du Vietnam

De nombreuses politiques sont émises, mais lors de la mise en œuvre, soit elles sont contraires à d'autres documents juridiques, soit elles sont volontaristes et éloignées à la réalité, donc il est impossible de les réaliser. Dans ces cas-là, le ministre de l'Éducation propose rapidement de les corriger expéditivement (et s'il y a encore du faux, il continuera de corriger avec une telle manière). Le point de vue principal des dirigeants du ministère de l'Éducation est toujours de la « *corriger où l'erreur apparaît* » et il a transformé l'espace éducatif en laboratoire géant. En outre, la « *stabilité* » dans la politique de gestion en éducation du Vietnam est le mécanisme « *quêter - donner* » maintenu durablement. C'est ce mécanisme qui a créé des conditions favorables à l'apparition du négatif et en même temps a annulé la responsabilité d'explication et l'autoresponsabilité des établissements d'enseignement supérieur. Ainsi, peu importe à quel point l'éducation vietnamienne est faible ou négative, aucun niveau de gestion ne devrait être tenu responsable.

Les faiblesses et les insuffisances mentionnées au-dessus de l'enseignement supérieur vietnamien ne peuvent être surmontées uniquement par des solutions partielles et individuelles, sans stratégie et vision à long terme, car ces telles mesures manquent de coordination et ne sont pas systématiques et ne traitent pas en profondeur le problème. Sans résoudre les points obstrués dans l'éducation, il sera très difficile pour que l'université vietnamienne s'intègre et rivalise avec les pays de la région, et plus loin dans le monde, surtout dans le contexte de mondialisation pressée comme aujourd'hui. Pour l'un des critères qui est encore considéré comme représentatif de la qualité de l'enseignement supérieur - le classement des universités, selon les statistiques menées par la Banque mondiale en 2020, le nombre d'universités dans le top 1000 des trois tableaux de classement réputés : *Webometrics Ranking of World Universities* (Webometrics), *QS World University Rankings* (QS) et *Times Higher Education World Universities Ranking* (THE), le Vietnam se classe après les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande. Selon lesquels, le nombre des représentants de certains pays correspondants dans les trois tableaux QS/THE/Webometrics est : Vietnam 2/2/0, Indonésie 9/3/2, Thaïlande 8/5/6, Chine 40/63/103. À côté de la qualité

de l'enseignement faible, il faut également donner l'alerte sur les capacités de recherche dans les universités vietnamiennes. Compte tenu du taux de recherche par million d'habitants au cours de la période 2010-2017, le Vietnam est passé de 23 à 63, l'Indonésie de 10 à 71, la Thaïlande de 140 à 212, la Suisse de 4 092 à 4 813. En 10 années, de 2008 à 2018, le Vietnam a passé du 64e rang au 45e rang en matière d'indice mondial de l'innovation, mais est resté au dernier du tableau de classement pour la plupart des autres indicateurs⁵⁰². En regardant la compétitivité sur le marché du travail très ouvert aujourd'hui, beaucoup de gens se plaignent que l'enseignement supérieur du Vietnam est faible et gravement déséquilibré, causant la situation de superfluité de « maître » en manquant de « travailleur », mais en fait, le Vietnam manque à la fois de « maître » et de « travailleur » de bonne qualité, et en même temps compte trop de maîtres et de travailleurs ignorants.

⁵⁰² THANH HANG, « Chất lượng giáo dục đại học Việt Nam “tụt hậu” - VnExpress » [en ligne], *Journal Vnexpress*, 15 juillet 2021, [consulté le 4 septembre 2021].

Partie 3 : Héritage et causes des lacunes dans l'enseignement supérieur du Vietnam contemporain

Dans l'histoire de la formation et du développement de plus de cent ans d'enseignement supérieur moderne au Vietnam, l'Université indochinoise qui a été créée en vertu de l'arrêté n° 1514a du 16 mai 1906 par le gouverneur général de l'Indochine Française Paul Beau, est la première institution universitaire moderne du Vietnam. À travers chaque période, l'enseignement supérieur vietnamien a toujours une continuation de l'héritage avec différents niveaux. La période suivante, bénéficie peu ou prou des héritages matériels et immatériels des périodes précédentes, comme prémisse de succession et de développement. L'enseignement supérieur du Vietnam actuel a hérité de nombreuses réalisations des enseignements différents, à la fois anciens et modernes. Pourtant, malgré plus de trente ans de réforme, il ne peut pas encore s'intégrer au niveau régional et évidemment il est encore très loin par rapport au niveau mondial. Dans le contenu de cette partie 3, nous visons d'abord à montrer des héritages dont l'enseignement supérieur vietnamien a hérité ; ensuite à fournir une analyse des causes qui ont conduit à la faiblesse actuelle ; et enfin à donner quelques propositions avec le désir que l'enseignement supérieur vietnamien puisse s'épanouir dans l'avenir.

Chapitre 1 : Patrimoines héréditaires dans l'enseignement supérieur actuel du Vietnam

Nous sommes d'accord avec le point de vue de Lester Smith en parlant de l'enseignement : « [trad.] Lorsqu'on pense à l'éducation, il ne faut pas oublier qu'elle a la qualité croissante d'un organisme vivant. Bien qu'elle ait des attributs permanents, elle est en constante évolution, s'adaptant aux nouvelles exigences et aux nouvelles circonstances.^{503 504} » Cependant, dans un contexte historique spécifique, avec chaque institution sociale, il y aura une idéologie éducative dominante. Le changement des institutions politiques entraînera des évolutions dans l'idéologie, la culture et l'éducation ; et dans la même institution politique, lorsque le contexte socio-économique évolue, l'idéologie de la société changera également en conséquence.

Dans ce chapitre, nous sélectionnerons et systématiserons les héritages à la fois immatériels et matériels que les systèmes universitaires cités auparavant dans l'histoire vietnamienne ont laissés pour l'enseignement supérieur au Vietnam aujourd'hui. Parmi eux, de nombreuses idées et leçons précieuses ont été efficacement appliquées dans la pratique de la rénovation de l'enseignement supérieur vietnamien aujourd'hui ; il y a aussi des idées progressistes, mais qui ont été perdues ou oubliées pour de nombreuses raisons (facteurs politiques, économiques, visions ou points de vue des managers, etc.).

1. Héritages idéologiques dans l'enseignement supérieur vietnamien

Dans le processus de formation et de développement de l'enseignement supérieur vietnamien depuis ses débuts avec le Van Mieu - Quoc Tu Giam (1076) qui était considéré comme le premier berceau de l'université féodale du Vietnam, jusqu'en 1906, la date a marqué le commencement de l'enseignement supérieur moderne au Vietnam ; au fil de l'histoire avec les bouleversements politiques, économiques et sociaux ; l'enseignement supérieur vietnamien a été profondément influencé par l'instruction chinoise, française, américaine et soviétique.

1.1. Idéologie féodale dans l'enseignement supérieur

Avant le protectorat français au Vietnam, à partir du IV^e siècle, l'éducation féodale confucéenne s'est formée et s'est développée dans la vie sociale vietnamienne. Le confucianisme est un système de pensée d'éthique, d'éducation et de philosophie sociale initié par Confucius (Chine) dans le but de construire une société harmonieuse dans laquelle les gens savent se comporter de manière morale et le pays est pacifique et prospère. Le confucianisme au Vietnam a laissé une empreinte très profonde non seulement dans la conception de l'éducation, mais a également dominé tous les aspects de l'histoire de

⁵⁰³ Original: "When thinking about education we must not forget that it has the growing quality of a living organism. While it has permanent attributes, it is constantly changing, adapting itself to new demands and new circumstances", traduit par l'auteur de cette thèse, le 15/03/2020.

⁵⁰⁴ LESTER SMITH William Owen, *Education*, Penguin Book, 1964.

l'édification de la nation aux dynasties vietnamiennes (du X^e siècle au début du XX^e siècle). La classe féodale vietnamienne respectait le confucianisme non seulement en raison de la nécessité de construction du pays, mais aussi principalement de ses avantages pour la domination du peuple. Par la propagation active et persistante de la classe féodale au Moyen âge, le confucianisme a pénétré une partie du sujet culturel vietnamien, l'aristocratie, le mandarin et la classe confucéenne, officier, etc., et s'est enraciné dans une partie culturelle et spirituelle de la société. Ce processus a formé un courant culturel mandarin officiel à côté des activités culturelles folkloriques créant l'identité culturelle du Vietnam.

Bien que la société d'aujourd'hui soit si différente de l'époque féodale, cependant, si nous pouvons absorber de manière sélective les facteurs négatifs et promouvoir les pensées positives du confucianisme, cela fera devenir la vie plus belle et plus humaniste. Un exemple frappant : en 2020, lorsque la pandémie mondiale de COVID-19 s'est produite, les pays européens sont durement touchés tandis que les pays d'Asie de l'Est ont contrôlé assez bien cette crise sanitaire. L'ancien ambassadeur de France au Vietnam (mandat 2012-2016), M. Jean-Noël Poirier a rédigé un article pour montrer son observation :

Les pays asiatiques - plus précisément les pays de culture confucéenne - ont réussi jusqu'à présent à endiguer et contenir la vague que nous [l'Europe] prenons tous de plein fouet. ... Au Vietnam, la protection du groupe l'emporte sur toute autre considération. Ma liberté individuelle attendra Dans le monde confucéen, au Vietnam comme en Corée, au Japon comme dans le monde chinois (Chine, Taïwan, Hong-Kong, Singapour), la défense et les intérêts du groupe l'emportent sur le droit de l'individu. ... Les méthodes utilisées au Vietnam seraient insupportables à nos compatriotes. Nous les jugerions inacceptables et hautement incompatibles avec nos valeurs. Ces valeurs dont, soit dit en passant, s'accommode fort bien le coronavirus pour se diffuser partout en Europe.

Pour l'heure, il n'y a pas photo et, sans tambour ni trompette (à l'exception du Président Xi Jing Ping), les pays confucéens nous rappellent une leçon vieille comme le monde. Une leçon d'évidence. Face à l'adversité, un groupe soudé, discipliné et - si possible - bien dirigé, l'emporte toujours sur une masse d'individus autonomes et rétifs à l'autorité. Leçon éternelle. ... Ce que nous appelions autrefois "le sens civique" n'était rien d'autre que le respect par tous de règles collectives pour le bien de l'ensemble de la population. Ce n'est pas le confucianisme, mais on s'en approche. Ce sens civique - attention particulière apportée à la collectivité - a largement disparu, remplacé par la nouvelle injonction « c'est mon droit ! » portée par les revendications d'innombrables groupes minoritaires. Si nous ne retrouvons pas ce subtil compromis entre sens collectif et espace individuel qui a fait notre force jusqu'au début des années 80, je crains fort que nous n'ayons d'autres choix que de voir les disciplinés pays confucéens continuer de nous [Europe] battre sur tous les plans⁵⁰⁵.

En matière d'éducation en général et d'enseignement supérieur en particulier, le confucianisme a fondé le système éducatif formel du Vietnam à l'époque médiévale pour former les mandarins de l'État. Ce système a existé parallèlement avec le réseau de l'éducation populaire en famille et aux villages (visant principalement à l'éducation morale et rituelle, c'est-à-dire, la manière de comportement dans la famille et dans la communauté,

⁵⁰⁵ POIRIER Jean-Noël, « Armées confucéennes et hordes européennes », sur *Causeur* [en ligne], publié le 15 avril 2020, [consulté le 25 mars 2021].

etc.). Dans l'histoire de 844 ans du confucianisme au Vietnam (1075-1919), l'éducation confucéenne a formé de nombreuses figures célèbres, très influentes pour la société vietnamienne non seulement pendant sa période, mais jusqu'à maintenant, telle que : Nguyen Du (grande poète vietnamienne, la célébrité culturelle mondiale honorée par UNESCO en 1965), Nguyen Trai (un des 14 héros nationaux dans l'histoire vietnamienne, la célébrité culturelle mondiale honorée par UNESCO en 1990) ; les historiens : Le Van Huu, Ngo Si Lien ; « *Trạng nguyên* » Nguyen Binh Khiem, Phung Khac Khoan ; les savants : Le Quy Don, Phan Huy Chu, etc. Ce sont toutes des élites confucéennes qui ont une forte influence sur le peuple vietnamien de l'Antiquité à nos jours. L'un des points de vues très progressistes du confucianisme est le concept selon lequel l'éducation est nécessaire pour tous, elle est le moyen d'orienter les gens vers de nobles qualités. Le confucianisme préconise d'encourager l'éducation, en respectant les talentueux : « [trad.] Les talents sont l'énergie radicale du pays. Si cette énergie est florissante, le pays est puissant et prospère ; si cette énergie est faible, le pays décline.⁵⁰⁶ » Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les pensées confucéennes ont établi une idéologie envers presque toutes les classes du peuple et ont influé profondément sur la société vietnamienne jusqu'à maintenant. Cela est exprimé sous les aspects suivants :

1.1.1. Tradition « *tôn sư trọng đạo* » (Respect envers le maître, Respect envers la connaissance, la loi morale-principe)

Dans l'ancienne société, le terme de « *tôn sư trọng đạo* » était associé à la pédagogie, au modèle, à la personnalité et à la moralité. Le maître est le symbole de dignité, de la moralité modèle et de l'érudition. Les élèves devaient garder les principes de disciple (*đạo làm trò*), étaient désireux d'apprendre et savaient se comporter conformément à la loi morale ; si un élève passe l'examen avec la gloire, cela signifie qu'il a rendu avec succès la dette de reconnaissance envers son enseignant. Cette belle tradition a eu un impact positif sur les professeurs français lorsqu'ils enseignaient à l'Université d'Indochine, devant des étudiants studieux qui avaient toujours une attitude respectueuse envers leurs professeurs.

Dans la société de nos jours, bien que la science et la technologie se développent, de nombreux outils modernes peuvent participer au processus éducatif, mais rien ne peut remplacer la position de l'enseignant. C'est lui qui inspire le feu, enflamme chez les étudiants les rêves et les ambitions de faire épanouir de nobles aspirations dans le futur et les oriente à explorer les connaissances. Par conséquent, la tradition du « *tôn sư trọng đạo* » a toujours la même valeur et est toujours une beauté culturelle irremplaçable du peuple vietnamien, que ce soit dans le passé ou aujourd'hui.

1.1.2. L'appréciation des diplômes

La pensée confucéenne a établi un mécanisme de recrutement des talents par les examens dont le résultat est vérifié par les diplômes. N'importe qui, sans distinction d'appartenance de sa famille, soit riche et élégante soit pauvre et inférieure, peut devenir mandarin pour bénéficier de gloire et de renommée ou pour contribuer à aider le peuple et le pays (dans le cas d'avoir la motivation positive) s'il a la volonté d'apprendre et peut passer les examens. Considérant le contexte féodal, cette pensée était très progressiste puisqu'elle encourageait

⁵⁰⁶ Écrit dans la première stèle des docteurs, à l'occasion du concours confucéen en 1442, par Than Nhan Trung, grand mandarin cumulant la fonction de recteur de Quoc Tu Giam, sous l'époque du roi Le Thanh Tong. Cette phrase est souvent répétée jusqu'à nos jours comme un principe directeur de l'éducation vietnamienne.

les gens à apprendre et créait en partie la justice sociale (en Occident pendant cette période, les titres étaient transférés seulement de manière interne dans les familles nobles). Grâce au confucianisme, les Vietnamiens attachent une grande importance à leurs études et respectent leurs talents. Les dynasties monarchiques adorant le confucianisme préconisaient de recruter des talents à travers les examens académiques (concours Hương - concours Hội - concours Đình). Les candidats qui réussissaient ces examens deviendraient tous des fonctionnaires nommés par les tribunaux. La première université au Vietnam, Van Mieu - Quoc Tu Giam fondée en 1076 conserve encore 82 stèles en pierre enregistrant les noms des confucéens qui ont passé des scores élevés aux examens impériaux. En outre, on trouve aussi de nombreuses épitaphes qui ont soulevé la philosophie de l'éducation, ont glorifié les mérites des souverains éclairés, ont exalté le confucianisme et les talents et enfin décrit la responsabilité des diplômés envers le pays natal⁵⁰⁷.

Actuellement, un problème très souhaité par le peuple vietnamien, en particulier ceux qui se consacrent à l'œuvre de l'éducation, est d'étudier selon les anciens pour que la discipline dans les examens vietnamiens soit effectuée de manière sérieuse et juste. Sous les dynasties féodales vietnamiennes, les concours faisaient toujours l'objet d'une attention particulière de la Cour et le processus d'examen se déroulait très sérieusement, de sorte que des personnes vraiment talentueuses étaient toujours sélectionnées. La Cour a imposé des sanctions sévères à ceux qui commirent les règlements d'examen. :

- En 1673, sous le règne du roi Le Gia Tong, dans l'examen Hương : comme Ngo Sach Du au titre de Phu Doan (grand mandarin au 3e rang de la cour) en charge du camp des lettrés voulait aider Vu Cau Hoi, le fils du mandarin Tham Chinh (titre mandarinal au 4e rang de la cour), il a donc demandé à sa subordonnée de faire d'avance une copie [pour Vu Hoi-Cau] et de l'introduire à l'examen pour noter « admis ». Après avoir été découverts, ces deux fonctionnaires ont été condamnés à la pénalité « ðồ » (c'est-à-dire, les obliger de devenir des esclaves).
- D'après le tome 34, article 39, du livre *Khâm định Việt sử thông giám cương mục*, dans l'examen Hương en 1696, Ngo Sach Tuan, le vice-président du jury d'examen a été décelé qu'il était intervenu pour changer le résultat du fils du mandarin au premier rang de la cour (de « échec » à « admis »). Par conséquent, Ngo Sach Tuan a été exécuté, et tous les fonctionnaires concernés par cette affaire ont été licenciés ou condamnés à une amende sévère. Phan Tu-Cuong, la personne qui a accusé cette tricherie a ensuite été promu à un poste supérieur⁵⁰⁸.
- En 1775, sous le règne du roi Le Hien Tong, Le Quy Kiet (le fils du mandarin supérieur Le Quy Don), dans un session d'examen, a échangé la copie avec Dinh Thi Trung, un autre candidat. L'incident a été ensuite découvert, Dinh Thi Trung a été condamné à l'exil tandis que Le Quy Kiet a été dépouillé de tous ses diplômes académiques et emprisonné.
- En 1834, au camp de concours Nghe An, Nguyen Tu - le président du jury d'examen a autorisé deux candidats à réécrire la copie pour être admis le titre « Cử-nhân ». Après avoir été démasqué, Nguyen Tu a été condamné à mort et les fonctionnaires de contrôle

⁵⁰⁷ La stèle de docteur Van Mieu Thang Long (ou Van Mieu-Quoc Tu Giam) est des stèles en pierre avec les noms de ceux qui ont réussi les examens impériaux sous les dynasties Lê-Sơ, Mạc et Le Trung Hung (1442-1779) à Văn Mieu (temple de littérature) - Quoc Tu Giam, Hanoi, Vietnam. Ces stèles ont été reconnues par l'UNESCO comme patrimoine documentaire mondial dans le cadre du Programme Mémoire mondial le 9 mars 2010, à Macao, en Chine.

⁵⁰⁸ QUỐC SỬ QUÁN TRIỀU NGUYỄN, *Khâm Định Việt Sử thông giám cương mục*, NXB Giáo dục, 1998, p.579.

du camp de concours ont été rétrogradés. Pour les deux candidats concernés, ils ont subi une punition de la bastonnade (c'est-à-dire, être frappé de 100 coups de bâton en bois) et ont été interdits de participer aux examens tout au long de la vie.

- Dans l'examen Huong de la dynastie du roi Minh Mang (en 1834), Ngo The Vinh, le jury du camp de concours à Hanoi (le mandarin au 4e rang de la Cour), seulement en raison d'erreurs dans l'approbation des copies, a été destitué⁵⁰⁹.

Sous les dynasties féodales, par la pensée d'appréciation envers des diplômés, les examens étaient justes et transparents. Ceux qui réussissaient aux rangs élevés recevaient toujours l'admiration et le respect non seulement de la cour, mais aussi de la société entière. Cette pensée persiste encore jusqu'à nos jours, mais de nombreux changements négatifs sont apparus dans sa mise en œuvre dans la pratique. La vraie valeur du diplôme a été mal interprétée ; sous plusieurs aspects, les examens dans les systèmes éducatifs vietnamiens ne sont plus pris au sérieux comme dans la tradition.

1.1.3. Pensée « *Tiên học lễ, hậu học văn* » (apprendre tout d'abord de savoir-vivre, ensuite apprendre des connaissances)

Cette pensée est considérée comme une racine de l'éducation et a été profondément imprimée sur la conscience des Vietnamiens depuis des milliers d'années. Dans toutes les écoles, il y a un grand panneau disant « *Tiên học lễ, hậu học văn* ». « *Lễ* » dans ce cas est un terme philosophe qui désigne la manière de comportement de communication dans les relations familiales et communautaires conformément aux normes culturelles fixées par la société ; dans un sens plus large, « *Lễ* », c'est-à-dire, la moralité et « *Văn* », c'est-à-dire, la connaissance, le niveau d'études. Dans les dynasties féodales, l'enseignement de n'importe quel niveau n'éloigne pas cet ordre. La pensée « *Lễ* » du confucianisme dans l'éducation a une signification très positive en incitant les gens à vivre une vie belle et humaine. Hồ Chí Minh qui est issu d'une famille confucéenne respectant énormément le « *Lễ* », a mis la moralité au premier plan et a affirmé : « ceux qui ont du talent sans vertu sont inutiles ; ceux qui ont de la vertu sans talent font n'importe quoi avec difficulté ».



Photo 17 : Devise « *Tiên học Lễ, Hậu học Văn* » dans une classe primaire au Vietnam

La pensée « *Tiên học Lễ* » continue d'être promue dans les époques post-féodales au Vietnam malgré la différence dans l'interprétation du terme « *Lễ* » selon chaque période historique. Sous le régime de la République du Vietnam (1954-1975), l'enseignement supérieur a combiné des quintessences du confucianisme pour construire une propre identité du pays. On peut le voir dans les philosophies éducatives de la République du Vietnam. La première était

⁵⁰⁹ QUỐC SỬ QUÁN TRIỀU NGUYỄN, *Đại Nam Thực lục [Annales de Dai Nam]*, NXB Giáo dục, 2007.

« Humanité - nationalité - libéralité » apparue en 1958, et la deuxième était « Nationalité - science - humanité » adoptée en 1967. Ainsi, le facteur national a été classé au premier rang parmi les principes de développement de l'éducation de la République du Vietnam et a été réalisé par la maintenance de l'éducation « *Lễ* » (ou l'éducation morale) envers les étudiants au Sud-Vietnam. Selon M. Nguyen Kim-Hong, l'ancien recteur de l'école normale de Hô Chi Minh-Ville :

[trad.] Les étudiants de Saïgon sont très polis... Croiser les bras en accueillant les invités ou les enseignants dans le Nord était considéré comme rare, mais à Saïgon, cela était une chose évidente. Je me suis trouvé que l'école et les familles du Sud attachaient de l'importance à l'enseignement du savoir-vivre pour leurs enfants... peut-être, bien que le Nord soit longtemps sous l'influence de l'éducation traditionnelle, mais après 1954, le changement qui s'est passé si rapide a causé la disparition des usages devant être maintenus, tandis qu'au sud, ils demeurent.⁵¹⁰

Pour l'enseignement supérieur du Vietnam actuel, dans l'orientation du Parti communiste du Vietnam, la notion de « *Lễ* » n'est pas que la moralité individuelle de chacun : elle comprend également le facteur politique, la moralité et la prise de conscience révolutionnaire. Dans le cadre du programme d'enseignement universitaire au Vietnam, sans distinction de domaine ou de discipline de formation, le volume obligatoire pour les matières politiques, militaires (en effet c'est la moralité révolutionnaire dans l'armée) est d'environ 20 crédits (sur la totalité de 120 crédits pour la formation au niveau de licence)⁵¹¹.

1.1.4. Les apports et limites du confucianisme

Le point de vue dominant du confucianisme au Vietnam est de prendre les connaissances sociales et les lignes de conduite depuis les mille ans précédents et celle d'une autre culture (Chinoise) comme « *un moule en or et une règle en gemmes* » pour les pensées et les comportements des Vietnamiens en dépit des différences de culture nationale et des changements de l'époque. Lorsque la société a connu de nombreux bouleversements, l'éducation confucéenne a révélé des inconvénients majeurs :

- Le confucianisme vietnamien manque l'apparition des écoles de pensée, il est donc monotone et moins varié que celui en Chine (patrie du confucianisme). Le développement du confucianisme vietnamien n'a absorbé qu'une quantité limitée de dogmes du confucianisme chinois et échoue à créer sa propre logique et identité. Il est donc difficile d'être durable contre les changements continus de la société.
- Le contenu de l'éducation est aussi monotone en se concentrant principalement sur l'éducation morale (*Lễ*). Les connaissances de science ou de technologie qui sont de plus en plus nécessaires dans la société ne sont pas mentionnées par le confucianisme. Par conséquent, les apprenants sont imprégnés des idées confucéennes sur la moralité ou maîtrisent la littérature, l'histoire, mais sont presque sans connaissance des sciences naturelles.

⁵¹⁰ NGUYEN Kim Hong, « *Cú sốc* » của cựu hiệu trưởng đại học ngày đầu vào Sài Gòn [Le choc de l'ancien recteur aux premiers jours à Saïgon] mené par, 2018.

⁵¹¹ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DU VIETNAM, « Message officiel No. 2488/BGDĐT-ĐH&SĐH, le 25 mars 2008 », 2008. ; sur le plan d'organisation de l'enseignement des matières de théorie politique pour les étudiants des universités et des collèges.

- La majorité des lettrés vietnamiens ne considèrent l'apprentissage que comme le chemin pour réussir à l'examen, devenir mandarins et atteindre la gloire et la richesse. Très peu de personnes visent d'atteindre la nouvelle envergure élevée de la connaissance et de l'érudition. D'une part, ces pensées aident les gens à se battre pour une position élevée dans la société ; mais d'un autre côté, cela peut aussi les amener à être avide d'honneurs et aux efforts à courir après les titres à tout prix.
- La méthode d'apprentissage principale dans le monde confucéen est « *huấn hỡ* » (expliquer et interpréter les livres canoniques du confucianisme) et « *từ chương* » (inventer des poèmes ou articles littéraires selon les formes classiques du confucianisme). C'est purement un apprentissage par cœur qui détruit toutes les manières de penser et tous les chemins de créer. Ses conséquences sont l'inertie, le conservatisme et la bureaucratie dans la réflexion et l'action.

Selon Phan Chau Trinh, le monde confucéen au Vietnam ne s'occupe que des techniques permettant de réussir aux examens afin de se pousser dans la société, mais en parlant de « *đạo* » (le vrai chemin pour les apprenants vers la vérité), c'est seulement un abord des théories⁵¹². Ainsi, dans un contexte où la pensée n'a pas de conditions favorables pour se développer, innover et en même temps l'apprentissage s'éloigne de plus en plus de sa nature, la déclinant de l'éducation confucianisme se fait tôt ou tard : « [trad.] sous le régime et le monde des savants despotiques, la pensée des gens a été garrottée et leur personnalité devenait de plus en plus vile.⁵¹³ »

Depuis le XX^e siècle où le confucianisme vietnamien révéla de plus en plus ses lacunes, si l'État féodal (la dynastie de Nguyen) avait pu conserver la quintessence du confucianisme et réformer l'apprentissage, les examens et ajouter les progrès scientifiques occidentaux dans le programme de l'instruction, la société vietnamienne de cette époque aurait évolué vers une autre direction. Lorsque la société change fondamentalement, la demande d'innovation éducative est une question urgente. Pour mieux comprendre ce point, on peut regarder le cas du Japon. Le confucianisme a été introduit dans ce pays asiatique au V^e siècle et a ensuite prospéré dans l'aristocratie. À la fin du XIX^e siècle, la Cour et les intellectuels japonais ont vu les limites confucéennes dans la nouvelle période, mais ils appréciaient toujours la valeur du confucianisme dans l'éducation morale, en particulier dans l'éducation de la fidélité. En 1880, la réforme Meiji a mis en place une nouvelle éducation axée sur l'apprentissage des connaissances scientifiques et techniques occidentales. En outre, la Cour de Meiji a toujours encouragé les gens à ne pas oublier le vieux fond moral confucéen. C'est « *âme japonaise, talent d'Europe occidentale* ».

Il faut souligner une autre différence importante entre le Japon et le Vietnam. Bien que le confucianisme chinois introduit au Japon soit considéré comme l'idéologie orthodoxe dans les classes dominées, mais il n'a pas de nature obligatoire ou monopole. Au contraire, le processus continu de recherche et de critique des intellectuels japonais a conduit à la coexistence de nombreuses écoles de philosophie différentes, telles que : « *Shushigakuha* » représenté par Keian Genju, Hayahi Razan, Fujiwara, Seika, Minamimura Baiken, Tani Jichuu (les grands auteurs) ; « *Yomeigakuha* » par Nakae Touju, Kumazawa Banzan ;

⁵¹² TON That Thien, « Liêm sĩ: Vấn đề căn bản của Việt Nam ngày nay (Cảm nghĩ về quan điểm của một chân nho: Cụ Phan Chu Trinh) [Pudeur: le problème fondamental du Vietnam aujourd'hui (Impressions sur le point de vue d'un vrai disciple du Confucius: M. Phan Chu-Trinh)] », *Tạp chí Tư tưởng*, No 1, 1970.

⁵¹³ CHUONG THAU, *Thơ văn Huỳnh Thúc Kháng (chọn lọc) [Poésies et littératures de Huynh Thuc-Khang (selectionnées)]*, NXB Đà Nẵng, 1989.

« *Kougakuha* » par Itou Jinsai ; « *Kourishugiha* » par Ogyuu Sorai, etc. Selon les opinions de chaque seigneur (Daimyo) dans différentes localités, les écoles de pensée étaient reconnues et valorisées différemment. Le gouvernement central n'intervenait pas dans ces points de vues. En conséquence, les intellectuels japonais n'ont pas été « encadrés » dans les modèles fixés et arriérés comme en Chine ou au Vietnam⁵¹⁴. En outre, les sectes confucéennes au Japon à cette époque, en matière idéologique, se sont toujours combattues et se sont critiquées avec acharnement. Cela a créé ainsi les conditions favorables pour les progrès académiques et sociaux.

L'État japonais depuis l'ère de la réforme Meiji a combiné le confucianisme avec le shintoïsme (religion japonaise traditionnelle) et la science et la technologie occidentales avec les débuts des années 1870 où le système universitaire japonais a été développé selon le modèle universitaire français. En conséquence, le Japon avait une éducation orientée vers la réforme, mais elle n'oublia jamais la culture traditionnelle. Ce système respectait toujours la moralité et le nationalisme japonais conformément à l'esprit du confucianisme primitif. Comme on peut le voir, l'esprit de critique et le renouvellement idéologique se déroulaient fortement dans la société japonaise. En même temps, les intellectuels japonais ont vu l'affaiblissement de la Chine devant les puissances occidentales. Et le résultat de tous ces facteurs était la formation de la pensée « *thoát Á nhập Âu* » (sortir des sentiers asiatiques, acquérir la méthode de l'Europe) chez les lettrés japonais. Grâce à l'europanisation de manière active et sélective, le pays du soleil levant a acquis à la fois le système idéologique avancé et la technologie de pointe de l'Occident pour moderniser le pays et a maintenu avec succès les pensées éthiques sociales, la solidarité nationale et l'identité nationale basée sur le confucianisme. Depuis lors, la réforme Meiji est devenue la prémisses pour que le Japon puisse transformer un puissant empire d'Asie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale et rétablir fortement dans les époques suivantes.

Avant le développement, la pénétration du capitalisme et de la civilisation occidentale dans les pays asiatiques, la cour féodale vietnamienne est finalement devenue obsolète. Le confucianisme en tant qu'idéologie principale du régime féodal était bien évidemment considéré comme une philosophie en sens inverse par rapport à la tendance du développement historique.

1.2. Pensée influencée par la France dans l'enseignement supérieur vietnamien

Au Vietnam, afin d'avoir une politique éducative adaptée à un pays de longue culture orientale qui avait juste de premiers contacts avec une culture étrangère de l'Occident, dès 1886, le gouverneur Paul Bert a commencé le début d'une nouvelle ère de l'éducation. Le sud du Vietnam (Cochinchine) était l'endroit où les Français ont construit le premier gouvernement au pouvoir (en 1867), donc c'était aussi la terre d'abord influencée par la culture occidentale. Ici, Paul Bert a choisi d'ouvrir davantage d'écoles franco-vietnamiennes en limitant le programme en caractère chinois dans les écoles du village déjà existantes, dans le but de le remplacer progressivement par le français et le quôc-ngu. Lorsque les Français

⁵¹⁴ Selon,

- MAISON FRANCO-JAPONAISE (TOKYO), *Dictionnaire historique du Japon*, Librairie Kinokuniya, 1963.
- YAO Xinzhong, *An Introduction to Confucianism* [en ligne], Cambridge University Press, 2000, [consulté le 25 mars 2021].

sont arrivés en Cochinchine (1867), la position du quôc-ngu a été établie, renforcée pas à pas et protégée pour que cette langue puisse devenir populaire. Le développement d'une langue indigène composé par le même système d'écriture latine que le Français a été considéré comme une phase intermédiaire pour faciliter la diffusion du Français et la culture au Vietnam. Le 22 février 1869, le Gouverneur par intérim de la Cochinchine Marie Gustave Hector Ohier signa un décret « obligeant l'utilisation de l'écriture vietnamienne (le quôc-ngu) pour remplacer les caractères chinois » dans les documents officiels en Cochinchine⁵¹⁵. Ensuite, le décret 82 signé par le Gouverneur de Cochinchine Lafont en date du 6 avril 1878 a déterminé qu'après 4 ans (c'est-à-dire 1882), il fallait achever complètement l'application de l'écriture vietnamienne dans toute la Cochinchine⁵¹⁶. Ainsi, les Français ont utilisé le quôc-ngu dans le remplacement des caractères chinois pour faire sortir le peuple vietnamien de l'orbite et de l'influence de l'éducation féodale. De nombreux intellectuels vietnamiens, bien qu'ils aient été formés par l'éducation confucéenne, comprenaient les avantages de la facilité dans l'écriture et la prononciation du quôc-ngu : ils ont encouragé l'adoption de cette écriture vietnamienne comme moyen d'améliorer le niveau de connaissance du peuple.

Dans les premières années du XX^e siècle, le système éducatif vietnamien existait sous trois formes différentes :

- En Cochinchine, la plupart des communes avaient des écoles primaires franco-vietnamiennes qui enseignaient le français et le quôc-ngu ; les caractères *Han* (selon le confucianisme) ont été presque abolis (le dernier examen féodal en Cochinchine s'est passé en 1864) ;
- Au Tonkin et à l'Annam, le nombre des écoles qui enseignaient le français et le quôc-ngu était encore rare, surtout dans l'Annam, les écoles de caractère chinois étaient encore dominantes et présentes partout (l'examen féodal final s'est passé au Tonkin en 1915 et à l'Annam en 1919).

Trois régions avec trois régimes d'éducation différents ont rendu difficile pour les Français la mise en œuvre de politiques communes. Ce manque de coordination a provoqué une réforme de l'éducation au Vietnam. En 1903, le gouverneur général Paul Beau a publié un décret sur la création d'un conseil de recherche sur la réforme de l'instruction. Le système des écoles franco-vietnamiennes a été réorganisé avec une attention particulière pour le niveau primaire et secondaire. Pour l'enseignement secondaire, le programme de formation a été amélioré et utilisait principalement le français. Quant au système scolaire confucéen, la réforme a changé la structure de cette éducation traditionnelle, a marqué une forte pénétration de l'éducation moderne dans l'éducation féodale. Cependant, les Français ne l'ont pas encore complètement aboli, car la classe mandarinale de la cour indigène, le produit de l'éducation confucéenne, existait encore. Ils n'ont fait que raccourcir l'écart influent entre deux systèmes.

Parallèlement aux bouleversements sociaux, après plus de 10 ans de réforme, l'éducation autochtone a continué à soulever de nombreux problèmes en raison de la coexistence des systèmes éducatifs et c'est ce qui a conduit à la deuxième politique de réforme de l'instruction.

⁵¹⁵ HOANG Xuan Viet, *Bạch thư chữ Quốc ngữ [Livre blanc sur le chữ quốc ngữ]*, [s. n.], 2006, p.374-375.

⁵¹⁶ LE Ngọc Tru, « Chữ Quốc ngữ từ thế kỷ XVII đến cuối thế kỷ XIX [le chữ quốc ngữ du XVII^e siècle à la fin du XIX^e siècle] », in *Tuyển tập Ngôn ngữ văn tự Việt Nam [Collection des langues et lettres vietnamiens]*, Dòng Việt, 1993, p.30-47.

Le gouverneur général Albert Sarraut est arrivé au Vietnam lorsque la Première Guerre mondiale (1914-1918) était sur le point de finir. La victoire des puissances alliées approchait, mais leurs pertes en vies humaines et en biens matériels étaient aussi énormes. Dans ce contexte, le gouvernement français en Indochine a mis en œuvre la deuxième exploitation coloniale pour compenser les dommages causés par la guerre et les ressources humaines sont devenues un facteur particulièrement important. Le 21 décembre 1917, le Gouverneur général Albert Sarraut a signé le décret portant la promulgation du Règlement général de l'Instruction publique qui réglait la structure organisationnelle et les programmes de formation du système éducatif de l'Indochine. En 1918, il a publié les règlements sur l'enseignement supérieur indochinois, ouvrant le processus de construction de l'enseignement supérieur formel au Vietnam.

La construction et le développement de l'enseignement franco-vietnamien en général et de l'enseignement supérieur vietnamien en particulier pour remplacer l'enseignement confucéen ; le remplacement des caractères chinois par le quôc-ngu ; sont de plus grandes réformes éducatives de l'histoire d'instruction du Vietnam. Elle a créé un tournant important et une prémisse pour la relation culturelle et éducative en général et universitaire en particulier entre le Vietnam et la France jusqu'à aujourd'hui.

L'enseignement supérieur construit au Vietnam est calqué sur celui de France à l'époque avec le contenu de formation comprenant de savoirs scientifiques avancés et des technologies modernes, ainsi que de connaissances scientifiques usuelles dans de nombreux domaines essentiels de la vie. La réalité inchangeable est que les pensées, philosophies et méthodologie éducative française ont profondément influencé l'ensemble de la société vietnamienne. De nombreux héritages que l'enseignement supérieur français a laissé au Vietnam sont encore présents, voire sont devenus modèle pour l'enseignement supérieur vietnamien pendant longtemps, même lorsque les Français se sont retirés d'Indochine. Cela est exprimé comme suit :

1.2.1. La naissance de l'enseignement supérieur sous l'époque française a remplacé l'enseignement féodal ; a mis le premier trait de stylo dans l'histoire de l'enseignement supérieur moderne au Vietnam et a valorisé le lien historique respectable entre l'éducation française et vietnamienne

À partir de la fin du XIX^e siècle, l'idéologie éducative française et les écoles franco-vietnamiennes qui ont commencé à se former de manière systématique ont affecté le peuple vietnamien dès son enfance. La première réforme de l'éducation en 1903 sous la direction du gouverneur général de Paul Beau fut mise en œuvre d'abord et avant tout au niveau primaire. C'est une pensée profondément novatrice, car l'éducation à ce niveau déterminera le fondement de la civilisation sociale dans l'avenir. Au début du XX^e siècle, le système d'enseignement supérieur moderne vietnamien a été formé et développé. L'Université indochinoise créée en 1906 est un témoignage du modèle français d'enseignement supérieur français au Vietnam. Elle a marqué une transformation complète de l'enseignement confucéen à l'enseignement moderne.

Dans les années 1960, alors que la guerre contre les Américains au Vietnam se déroulait très féroce, les activités de soutien au Vietnam menées par de grands scientifiques français ont fait une profonde impression de gratitude dans tous les cœurs vietnamiens. On peut

rappeler certains des mathématiciens et scientifiques français les plus connus parmi de nombreux intellectuels français qui ont enseigné au Vietnam à l'époque de guerre très dure entre le Vietnam et les États-Unis, une période particulièrement difficile pour le Vietnam.

- Professeur Alexander Grothendieck, un des plus grands mathématiciens du XX^e siècle (médaille Fields en 1966 ; en 1988, le prix Crafoord mais avoir refusé de l'accepter). En novembre 1967, il est venu à Hanoï pour travailler et enseigner sous les bombardements américains⁵¹⁷. Sa visite au Vietnam a fait un grand éclat dans la communauté mathématique internationale. Pendant cette période, Pham Van Dong, le Premier ministre du Vietnam a rencontré directement Grothendieck pour discuter du futur développement mathématique du Vietnam. Grâce à la forte intervention de Grothendieck, un bâtiment spacieux pour l'Institut des mathématiques vietnamien a été construit à Hanoï. Au Vietnam, dans les années 1970, le Professeur Grothendieck était encore le directeur de thèse de Hoang Xuan Sinh, un professeur de mathématiques bien connu du Vietnam⁵¹⁸.
- Professeur Laurent-Moïse Schwartz (médaille Fields en 1950), un mathématicien mondialement connu, un grand éducateur. Il a condamné les crimes de guerre américains au Vietnam. En 1968, il s'est rendu avec de nombreux membres du tribunal international au Vietnam pour enquêter sur les crimes américains. En même temps, il a visité des classes du soir et certaines écoles universitaires sur les sites d'évacuation. Dans les années suivantes, le professeur Schwartz a effectué avec son épouse plusieurs missions d'enseignement des mathématiques au Vietnam. Il a apporté plus longtemps



Photo 18 : Professeur Alexander Grothendieck à une classe évacuation pour échapper au bombardement américain au Vietnam

⁵¹⁷ « Alexandre Grothendieck, La vie mathématique en République Démocratique du Vietnam, 1967 », sur *Et vous n'avez encore rien vu...* [en ligne], publié le 20 mai 2012, [consulté le 1 avril 2021].

⁵¹⁸ HOANG Xuan Sinh, *Gr-catégories*, Département de Mathématiques, Institut pédagogique No2 de Hanoi.

encore une aide personnelle aux travaux de nombreux mathématiciens vietnamiens⁵¹⁹. En 1990, en tant que président de L'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AÉRES), il s'est rendu au Vietnam pour enquêter sur la qualité des universités locales et a apporté des idées précieuses au gouvernement du Vietnam pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur⁵²⁰. Le professeur Schwartz est vraiment un pont spécial pour aider les scientifiques vietnamiens à se rapprocher des sciences non seulement françaises, mais aussi internationales. Sous l'influence du professeur Schwartz, nombre de ses collègues et étudiants sont arrivés au Vietnam pour donner des conférences et organiser des séminaires pendant la guerre du Vietnam contre les États-Unis et aussi pendant les périodes suivantes.

- Le professeur Pierre Cartier, pendant son mandat de directeur de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), est venu plusieurs fois au Vietnam depuis les années 1970 pour des activités scientifiques intergouvernementales. En 2012, 90 mathématiciens au premier rang de la France ont participé à la Conférence des mathématiques mixtes franco-vietnamiennes au Vietnam. Le professeur Pierre Cartier qui avait 80 ans à ce moment-là était très heureux de voir que la Conférence a atteint les objectifs fixés : promouvoir et développer davantage la coopération dans l'éducation, la formation et la recherche mathématique entre le Vietnam, la République de France et d'autres pays du monde⁵²¹.

La longue relation historique des sciences franco-vietnamiennes joue également un rôle d'orientation pour que les étudiants choisissent les universités françaises comme destination de leurs études. Et de nombreuses personnes parmi eux se sont fait un nom et ont contribué énormément aux sciences. Un des visages le plus célèbres est Ngo Bao Chau, diplômé à l'Université Paris XI (Université Pierre et Marie Curie) et de l'École normale supérieure Paris ou certains autres grands intellectuels du Vietnam avaient fait leurs études, comme Hoang Xuan Han, Le Van Thiem, Tran Duc Thao. En 2010, au moment où il se préparait à recevoir le prix Fields, il est naturalisé français avec le désir que ce prix fasse également honneur aux mathématiciens français⁵²². Le 27 janvier 2012 au Palais de l'Élysée, le Président de la République française a décerné à Ngo Bao Chau L'ordre national de la Légion d'honneur de l'État français⁵²³.

1.2.3. L'héritage important que l'enseignement supérieur français a laissé au Vietnam est une source de connaissances très précieuses.

L'Université indochinoise pendant près de 50 ans de fonctionnement officiel est le berceau de formation d'une nouvelle équipe d'intellectuels hautement qualifiés servant de pilier à la modernisation du pays dans tous les domaines. Cette éducation moderne a amené au Vietnam une classe d'intellectuels tout à fait différente par rapport aux lettrés féodaux, avec les connaissances approfondies de la science, de la technologie et de l'art. Beaucoup d'entre eux

⁵¹⁹ JOURNOUD Pierre, « Des savants français contre la guerre du Vietnam. De l'anti-impérialisme à la construction d'une paix positive », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 44, 2016, p.99.

⁵²⁰ SCHWARTZ Laurent-Moïse, *Un Mathématicien aux prises avec le siècle*, Odile Jacob, 1997.

⁵²¹ LE Tuan Hoa, *Cuộc hội ngộ giữa các nhà toán học Việt Nam và Pháp [Rendez-vous entre les mathématiciens vietnamiens et français]* mené par, 28 août 2012.

⁵²² « Vietnam maths star prefers life in the shadows », sur *Thanh Nien Daily* [en ligne], publié le 10 septembre 2010, [consulté le 25 mars 2021].

⁵²³ VIETNAMPLUS, « Ngô Bao Châu décoré de la Légion d'honneur | Société | Vietnam+ (VietnamPlus) », sur *VietnamPlus* [en ligne], publié le 10 février 2012, [consulté le 1 avril 2021].

possédaient l'érudition au niveau international. On peut citer deux hommes politiques avec une influence très particulière dans la société vietnamienne, qui étaient d'excellents étudiants de l'Université indochinoise : Truong Chinh, ancien étudiant de l'École de Commerce et Vo Nguyen Giap, ancien étudiant de l'École supérieure de Droit. Lorsque les diplômés de l'Université indochinoise qui sont venus en France pour étudier ou travailler, tous étaient des intellectuels d'élite. Ils n'étaient pas inférieurs à leurs collègues français ou internationaux. Les grands personnages comme : le professeur de médecine, Ton That Tung, ancien étudiant de l'École supérieure de Médecine de l'Indochine ; le professeur de mathématiques Hoang Tuy, ancien étudiant de l'École des Sciences ; les professeurs en droit Vu Van Mau, Do Xuan Sang, Nguyen Manh Tuong⁵²⁴ ; les doctorats en économie Vu Quoc Thuc, Nguyen Cao Hach ; le professeur en mathématiques Dang Dinh Ang ; le docteur Hoang Dinh Cau, recteur de l'École de médecine (1985-1988)⁵²⁵ sont la preuve vivante d'un bon enseignement supérieur construit par les Français au Vietnam. En plus, de nombreuses générations d'étudiants de cette classe intellectuelle d'élite sont également d'excellents talents, et ils se sont affirmés lorsqu'ils partaient à l'étranger pour travailler ou étudier aux niveaux plus élevés⁵²⁶.

En outre, il existe également de nombreux autres intellectuels et hommes politiques vietnamiens formés en France qui ont grandement contribué au progrès de la science vietnamienne et au renforcement de la collaboration scientifique entre le Vietnam et la France, comme le professeur de mathématiques Le Van Thiem (soutenu la thèse nationale de doctorat en France en 1949 à l'Université de Paris 11) ; Nguyen Dinh Ngoc (obtenu le doctorat d'État à l'Université Paris-Sorbonne en 1963) ; Bui Trong Lieu, chercheur de la Direction des Etudes et Recherches de l'EDF (de 1959 à 1963), professeur de l'université de Lille (1963 - 1969), professeur de l'université de Paris (1969-2003), a soutenu sa thèse de doctorat en 1959 et le doctorat d'État en 1962⁵²⁷ ; le professeur Ta Quang Buu, suivant la licence en sciences à l'Université de Sorbonne, étudiant en mathématiques à l'Université de Paris, et l'Université de Bordeaux (1930-1934), en physique quantum à l'Université Oxford, Ministre du ministère de l'Enseignement supérieur et de l'enseignement professionnel (1965-1976).

1.2.4. Héritage sur le modèle d'enseignement supérieur français

Tout d'abord, on peut dire que l'enseignement supérieur sous le régime de la République du Vietnam (1954-1975) est un héritage du passé de l'histoire de l'enseignement supérieur français en Indochine. Lorsque les Américains étaient présents pour remplacer les Français (après 1954) au Sud-Vietnam, la grande majorité de la classe intellectuelle, les politiciens de la République du Vietnam à l'époque étaient formés par les Français (soit à l'Université indochinoise à Hanoï, soit dans les universités en France). Ces personnes avaient

⁵²⁴ Professeur Nguyen Manh Tuong est l'intellectuel vietnamien le plus diplômé pendant l'époque française et le phénomène unique dans l'histoire d'examen franco-vietnamien. Moins de 23 ans, il a été titulaire 2 diplômes doctorale en Droit et en Lettres, à l'Université de Montpellier (une des universités réputées de France).

⁵²⁵ L'organisation de médecin mondial (Caring Physicians of the world) a honoré le professeur Hoang Dinh Cau comme un des 65 grand-homme en médecine du monde.

⁵²⁶ TA Van Tai, *Giáo dục Việt Nam theo nhận định của các đại học Mỹ [L'enseignement supérieur vietnamien selon le point de vue des universités américaines]* mené par, 2009.

⁵²⁷ Il est retourné au Vietnam en tant que chef de groupe des intellectuels vietnamiens résidant à l'étranger pour répondre à l'invitation de Vo Nguyen Giap, vice-Premier ministre charge des Sciences et Techniques des années 1980. Le professeur Bui Trong Lieu est considéré comme le pont reliant le Vietnam et le monde universitaire français, américain et international et la personne la plus méritant pour que le type des universités non-publiques soient reconnu au Vietnam.

principalement l'origine des familles mandarinales féodales ou influentes dans la société, ils étaient profondément influencés par l'idéologie confucéenne de la loyauté. Donc, peu importe à quel niveau d'études, ils apportaient toujours des idées, de la tradition, de la nostalgie. L'université indochinoise non seulement est le premier modèle de l'enseignement supérieur moderne dans l'histoire du Vietnam, mais aussi joue un rôle important dans l'orientation du développement du système universitaire vietnamien dans les époques suivantes. Après 1954, l'enseignement supérieur de la République du Vietnam à ses débuts appliquait encore le prototype du modèle de l'université multidisciplinaire de l'Université indochinoise avec sa conception de l'éducation, son organisation du système, ses méthodes d'enseignement et contenu du programme, etc. (sauf quelques ajustements vers la vietnamisation du contenu de formation). L'influence de l'éducation française sur l'instruction du gouvernement de la République du Vietnam était encore très forte. Selon de nombreux savants vietnamiens qui ont été directement formés par le système éducatif franco-vietnamien, ou dans les écoles universitaires en France à cette époque, l'enseignement supérieur français jusqu'à la première moitié du XX^e siècle suivait toujours le modèle éducatif classique avec la tendance à former l'élite, en faveur de la recherche théorique. Le produit de cette pensée universitaire est des hommes bien éduqués, les personnes érudites instruites avec des connaissances générales dans de nombreux domaines⁵²⁸. En raison des influences encore importantes de l'esprit de lumière ou de l'Encyclopédie formée après la Révolution française de 1789, en général, le programme de formation à la française à cette époque restait propriété académique⁵²⁹.

Pendant la période 1965-1975, grâce à de nombreuses aides et à la présence croissante des Américains, l'influence de la culture américaine s'est rapidement accrue, mais il n'était pas aussi facile de remplacer les cachets très profonds de la culture française chez la classe d'intelligentsia encore pleine de nostalgie. L'influence de l'enseignement supérieur américain est seulement devenue vraiment nette au Vietnam lorsque l'enseignement supérieur français a changé avant les évolutions de l'époque. La France, après des siècles de rattachement avec l'approche classique dans l'éducation, a réformé son enseignement universitaire. Ce processus s'est déroulé en plusieurs étapes, à partir de 1963 par la loi Fouchet. Les réformes de l'époque tentaient de répondre aux besoins de massification de l'enseignement supérieur, à la nécessité de la création de nouveaux diplômes plus adaptés à l'économie réelle⁵³⁰. Puis en 1968, une réforme majeure a eu lieu sous le ministre de l'Enseignement supérieur Edgar Faure dans l'objectif de réorienter la mission et réorganiser la structure du système d'enseignement supérieur. Selon celle-ci, en plus des tâches traditionnelles d'enseignement et de recherche, les universités devaient « répondre aux besoins de la nation en lui fournissant des cadres dans tous les domaines », tenir compte de l'environnement régional, contribuer à l'orientation professionnelle des étudiants et développer la coopération universitaire internationale. En outre, la « formation continue » et « l'éducation permanente » font également partie de ses missions. Plus précisément, le 12 novembre 1968, la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (dite loi Faure) a été promulguée. Elle a créé des établissements

⁵²⁸ DOAN Viet Hoat, « “Đại học Việt Nam: Quá khứ và tương lai” [Enseignement supérieur vietnamien: le passé et le futur] », *Tạp chí Tư tưởng*, No 4, 1973.

⁵²⁹ LE Xuan Khoa, « “Đại học miền Nam trước 1975: Hồi tưởng và nhận định” [Enseignement supérieur au Sud avant 1975: Rappel et estimations] », in *Đại học Humboldt 200 năm (1810-2010): Kinh nghiệm thế giới và Việt Nam.*, NXB Tri thức, 2011.

⁵³⁰ JALABERT Laurent, « Transformer l'université », in *La loi Edgar Faure : Réformer l'université après 1968*, Presses universitaires de Rennes, 2018, [consulté le 25 février 2021].

universitaires d'un nouveau modèle : « les établissements publics à caractère scientifique et culturel » (EPSC). Les anciennes facultés disparaissent et sont remplacées par des unités d'enseignement et de recherche (UER). Ce document juridique a mentionné également trois grands principes pour la réforme et le développement de l'enseignement supérieur français : le principe d'autonomie, le principe de participation et le principe de pluridisciplinarité. Ils se concrétisent comme suit :

- **Principe d'autonomie.** Les institutions universitaires sont chargées de déterminer leurs statuts et leurs structures internes. Elles jouissent de l'autonomie pédagogique : le contenu des programmes, les programmes de recherche, des méthodes pédagogiques et les modalités de contrôle des connaissances, etc., pour faciliter au processus d'enseignement et de recherche de devenir plus flexible et pratique. Les établissements supérieurs bénéficient également d'une autonomie financière et sont responsables d'utiliser et de distribuer de manière appropriée les financements de l'État. Cependant, ce principe d'autonomie est également strictement réglementé par des documents juridiques. En outre, en ce qui concerne les diplômes, à côté de certains certificats d'études des écoles universitaires (délivré librement par l'école), les diplômes nationaux avec les critères de reconnaissance conformes aux règlements généraux du ministère de l'Enseignement supérieur sont toujours maintenus.

- **Principe de la participation.** Il s'exprime à travers le mécanisme de l'élection du Conseil de l'Université. La composition de ce conseil comprend des représentants des enseignants, des chercheurs, des étudiants et aussi du personnel non enseignant (ces personnes « extérieures » seront sélectionnées en fonction de leur compétence et notamment de leur rôle dans l'activité régionale). En outre, la loi de 1968 a fondé de nouveaux organes consultatifs : le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) qui comprend des représentants élus des enseignants et des étudiants, des universités et des autres établissements d'enseignement supérieur, ainsi que pour un tiers des personnalités extérieures représentant « les grands intérêts nationaux » ; Conseil local de l'enseignement supérieur et de la recherche (CRESER). (original) ; les conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche (CRESER).

- **Principe de pluridisciplinarité.** Il est mis en œuvre pour finir le « cloisonnement » des anciennes facultés universitaires (ces facultés enseignent et font des recherches d'une manière assez complète, mais souvent uniquement au sein de leurs propres institutions. Il y a peu de combinaisons avec d'autres facultés à la fois dans le contenu et les méthodologies d'enseignement et de recherche). Plus précisément, « les cinq facultés (lettres et sciences humaines, sciences, droit et sciences économiques, médecine et pharmacie) sont appelées à se fractionner en ensembles homogènes, les unités d'enseignement et de recherche (UER) qui, une fois constituées, doivent se regrouper de leur propre initiative, en fonction de convergences de projets, en de nouveaux établissements pluridisciplinaires appelés à devenir les universités ». Ainsi, l'université selon le sens qu'une réunion de toutes les facultés d'une académie, présidée par le recteur (comme l'organisation avant le novembre 1968) a été transformé un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire. « Il peut avoir plusieurs universités par académie et le recteur ne les préside plus – les fonctions de président d'université et de recteur sont rendues incompatibles – mais, à l'échelle de son académie, il assure la coordination de l'enseignement supérieur et des autres enseignements»⁵³¹. Ainsi, le

⁵³¹ MERCIER Charles, « Chapitre 1. Tableau de la situation en février 1971 », in *Autonomie, autonomies : René Rémond et la politique universitaire en France aux lendemains de Mai 68*, Éditions de la Sorbonne, 2020, [consulté le 24 novembre 2021].

mot « université » a changé de sens et à ces établissements d'enseignement supérieur pluridisciplinaire, il faut associer autant que possible les arts et les lettres aux sciences et aux techniques », tout en leur accordant la possibilité d'« avoir une vocation dominante ».

En général, cette réforme de l'enseignement supérieur se situe principalement dans les étapes d'organisation, les méthodes pédagogiques et les modalités de fonctionnement dans les établissements universitaires. La politique nationale de gestion éducative avec la tendance de centralisation qui a été établie par les décrets de 1806 et 1808 sous Napoléon Ier (plaçant l'ensemble du système éducatif de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur sous la direction et le contrôle du ministère de l'Éducation nationale) est toujours continuée. Cependant après de nombreux ajustements, le rôle de direction et de contrôle du ministère de l'Éducation est relâché pour permettre aux étudiants de se développer d'une manière plus complète et plus libre. La réforme de l'éducation de 1968 a amené l'enseignement supérieur de la France vers l'enseignement de masse, plus axé sur l'application et les pratiques au lieu de l'enseignement en faveur de la théorie générale et académique. Le système d'enseignement supérieur français a été réorganisé et est devenu plus proche de l'idéologie de l'enseignement supérieur américain. Ce nouveau système universitaire déployé en France a affecté énormément la classe intellectuelle et les politiciens du gouvernement de la République du Vietnam qui étaient par nature des élites de l'éducation sous l'époque française. En accompagnant l'aide croissante des États-Unis, le changement éducatif de la France a contribué à pousser la transition du modèle de l'enseignement supérieur français à un modèle universitaire de pragmatisme des Américains.

1.2.4. Les héritages français sur l'infrastructure et l'installation de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur sous l'époque française a créé des infrastructures initiales grâce auxquelles les deux gouvernements au Vietnam pour la période 1954-1975 (la République démocratique du Vietnam au Nord et la République du Vietnam au Sud) pouvaient maintenir et développer l'enseignement supérieur. En plus, après la réunification du pays, pendant la période où le Vietnam était encerclé et avait subi l'embargo américain, ce système des écoles, des campus, des laboratoires, etc. de même que le corps enseignant et les étudiants sont devenus davantage précieux pour que l'enseignement universitaire

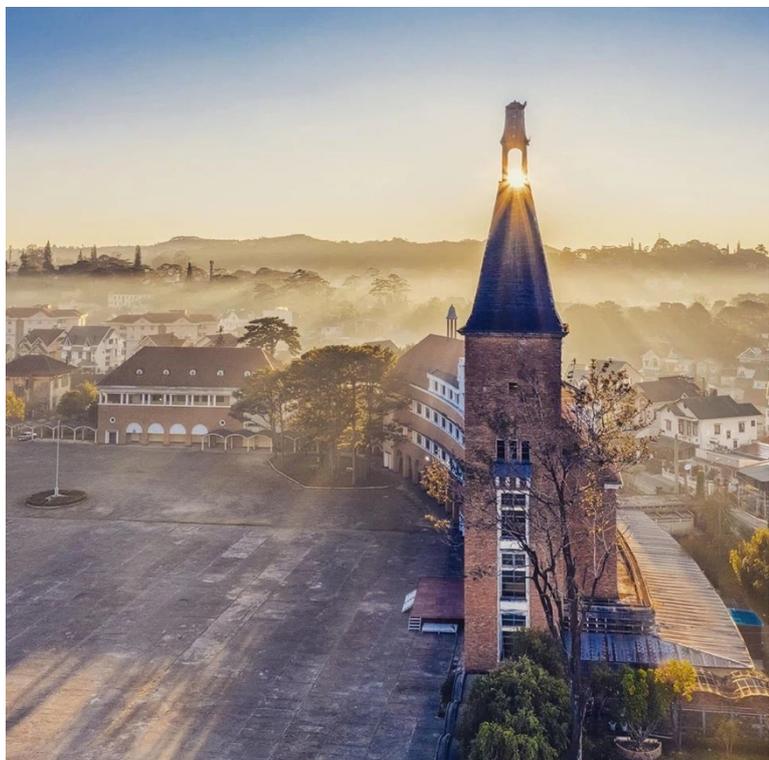


Photo 19 : L'école supérieure de Pédagogie de Dalat avec les bâtiments hérités de l'époque française

vietnamien ne soit pas interrompu. Et jusqu'à ce jour, de nombreux ouvrages de l'époque française sont encore importants non seulement dans le domaine de l'éducation, mais aussi dans celui de la culture, des arts et de l'architecture.



Photo 20 : L'université générale de Hanoi, siégée au bâtiment central de l'ancienne Université indochinoise



Photo 21 : L'Université de Saigon actuelle

1.2.5. La pensée démocratique, un héritage « *particulier* » de l’instruction universitaire française au Vietnam

La pensée de la démocratie trouvée dans l’éducation contemporaine en France s’est propagée indirectement au Vietnam par le programme éducatif dans les écoles franco-vietnamiennes et à travers les intellectuels qui ont fait leurs études supérieures en France. Le résultat de ce phénomène est la naissance de nombreux mouvements de réforme avec des pensées progressistes dans la période 1890-1910, telle que : la Société d’Enseignement Mutuel du Tonkin (hội Tri Trí), une association non publique encourageante à propager l’éducation occidentale, notamment sur des sujets scientifiques comme l’hygiène, les coutumes, et nouvelles connaissances, etc., aux intellectuels vietnamiens (de 1892 à 1945) ; le mouvement Duy Tan (cherchant un chemin non violent pour restaurer le pays en améliorant les connaissances des gens, réformant la société dans tous les aspects, y compris l’économie, l’éducation et la culture) ; le mouvement Dong Kinh Nghia Thuc qui poursuivait le but d’éduquer les gens, d’ouvrir des classes gratuites, d’organiser des conférences pour échanger des idées. L’apparition des idées démocratiques a marqué un avancement majeur dans l’histoire vietnamienne après l’existence pendant des milliers d’années du régime tyrannique féodal.

1.3. Pensée éducative américaine dans l’enseignement supérieur au Vietnam

À son début, l’enseignement supérieur américain a été influencé profondément par l’idéologie britannique sur l’éducation d’élite et le modèle allemand privilégiant la recherche. Ensuite, il a continué à s’enrichir de la philosophie et la pensée éducative des autres pays. Le résultat de ce processus est que l’enseignement supérieur américain n’a pas été uniquement façonné par les cadres européens, mais a formé sa propre voie de développement selon les principes de liberté et d’autonomie. Ces caractéristiques de l’enseignement supérieur américain s’expliquent par la profonde influence de trois croyances philosophiques principales, formant la vie culturelle américaine⁵³² :

- **La première** est l’idéal jeffersonien de la liberté d’expression ; la restriction du gouvernement dans l’intervention aux activités des établissements d’enseignement, les communautés.
- **La deuxième** est le capitalisme et la croyance en la rationalité du marché. Ici, il est nécessaire de souligner un principe fondateur important des États-Unis qui est une économie de marché libre. Cette théorie est essentiellement une manifestation du Droit naturelle dans une économie. La majeure partie de cette base théorique est présentée par Adam Smith dans son ouvrage *The Wealth of Nations*, où les six principes de base sont résumés comme suit : (1) chacun se promeut soi-même ; (2) Le gouvernement n’intervient pas dans les transactions du marché ; (3) Un marché libre relie l’offre et la demande ; (4) Le prix est déterminé par la concurrence ; (5) Le profit est le but de la production ; (6) La concurrence est le fondement de l’amélioration de la qualité, de l’augmentation de la production et de la réduction des coûts⁵³³. L’économie de marché

⁵³² ECKEL Peter D. et KING Jacqueline E., « An Overview of Higher Education in the United States: Diversity, Access, and the Role of the Marketplace » [en ligne], *American Council on Education*, 2004.

⁵³³ SMITH Adam, *The Wealth Of Nations*, W. Strahan and T. Cadell, London, 1776.

libre est un concept très important qui affecte tous les aspects de la vie et inclut évidemment l'enseignement supérieur.

- **Le troisième** est un engagement large en faveur de l'égalité des chances.

Guidé par ces croyances, l'enseignement supérieur américain reflète les éléments essentiels du caractère américain : l'indépendance, la méfiance à l'égard du gouvernement, l'ambition, l'inclusivité et la compétitivité⁵³⁴.

Le modèle de l'enseignement supérieur américain est introduit tout d'abord au Sud-Vietnam après 1954, même si l'influence française perdure pendant longtemps comme nous l'avons vu. Les Américains se sont fixé comme objectif d'en apprendre davantage sur les caractéristiques psychologiques et émotionnelles, les coutumes et les goûts des Vietnamiens pour pouvoir répandre la culture américaine d'une manière appropriée⁵³⁵. La question de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier est progressivement devenue l'un des axes de la politique culturelle et idéologique des États-Unis au Vietnam. Pendant de nombreuses années, des missions consultatives universitaires américaines sont venues au Vietnam pour étudier et rédiger des propositions de réforme des programmes d'enseignement supérieur de la République du Vietnam selon le modèle universitaire américain⁵³⁶.

Les budgets pour les études et les programmes de formation à l'étranger augmentaient chaque année. De 1954 à 1961, il y avait 1 065 personnes qui sont allées étudier aux États-Unis et en 1968, le nombre d'étudiants aux États-Unis est passé à 4 809 personnes. En outre, il existait de nombreux programmes de visite parrainés par des universités américaines ; jusqu'en 1970, « la plupart des recteurs et des doyens des cinq universités du Sud-Vietnam avaient visité des universités aux États-Unis »⁵³⁷. Les programmes d'études des étudiants, de l'équipe de direction ; les visites ou les voyages de recherche ; aux États-Unis tous visaient à former de nombreux enseignants universitaires au Sud-Vietnam selon le modèle américain. C'est l'objectif le plus élevé de la politique américaine envers l'enseignement supérieur au Sud-Vietnam. Le résultat de ces programmes est d'avoir eu plus de 10 000 étudiants sud-vietnamiens suivant les formations aux États-Unis ; 5 000 personnes diplômées des universités américaines et des centaines d'intellectuels, de professeurs d'université qui ont visité ou ont fait des recherches aux États-Unis⁵³⁸. L'influence américaine à travers les programmes d'aide économique ou éducative s'est ainsi approfondie et a repoussé progressivement l'influence du modèle d'enseignement supérieur français au Sud-Vietnam.

Depuis la fin des années 1960, l'influence croissante des États-Unis, ajoutée à la réforme de l'enseignement supérieur en France allant vers l'approche de l'éducation américaine, a poussé le gouvernement de la République du Vietnam à améliorer le système d'enseignement supérieur en mettant en place un système des « collèges » universitaires selon le modèle

⁵³⁴ ECKEL Peter D. et KING Jacqueline E., *op. cit.*

⁵³⁵ PHONG HIEN, « Một số công cụ tư tưởng phục vụ cho chủ nghĩa thực dân mới của Mỹ ở miền Nam Việt Nam [Quelques outils idéologiques servant le néocolonialisme des États-Unis au Sud Vietnam] », in *Sưu tập chuyên đề Chủ nghĩa thực dân mới của Mỹ ở miền Nam Việt Nam [Collection des sujets sur le néocolonialisme des États-Unis au Sud Vietnam]*, NXB Khoa học xã hội, 1978.

⁵³⁶ Comme nous l'avons mentionné plus haut (Partie 2, Chapitre 2, Section 2.2.2)

⁵³⁷ DOAN Viet Hoat, « Con số đại học miền Nam [Fièvre de l'enseignement supérieur au Sud] », *Tạp chí Tư tưởng*, No 1, 1972.

⁵³⁸ PHONG HIEN, *op. cit.*

américain et en réduisant progressivement le système des « facultés » de l'enseignement supérieur à la française.

Au cours des années 1970, lorsqu'une conférence de paix avait lieu à Paris, le gouvernement de la République du Vietnam a planifié vigoureusement un projet de reconstruction d'après-guerre, avec la perspective que la paix soit rétablie au Vietnam avec la naissance d'un gouvernement de coalition, et les soldats des deux camps revenus des champs de bataille devant être formés afin de réintégrer la société. Dans le cadre de ce plan, deux modèles d'enseignement supérieur américain ont été établis : les collèges [universitaires] communautaires et l'université polytechnique. L'université communautaire est un établissement multidisciplinaire de l'enseignement supérieur qui donne des formations au niveau universitaire débutant pendant 2 ans. Elle sert à ceux qui veulent élargir leurs connaissances ; suivre une formation pour travailler. En outre, les étudiants de ce type d'école peuvent aussi être transférés pour étudier dans les grandes universités. À cette époque, le modèle du collège communautaire était très développé aux États-Unis (sous deux formes principales : *junior college* - l'établissement d'enseignement privé et *community college* - l'établissement d'enseignement public). Comme nous l'avons vu, en 1971, le déploiement du modèle de collège communautaire a été une étape importante de l'enseignement supérieur au Sud-Vietnam. C'est un jalon marquant la transformation fondamentale de l'enseignement supérieur vietnamien du modèle français au modèle américain.

Les valeurs de l'enseignement supérieur américain absorbées par la République du Vietnam ont été héritées par le gouvernement vietnamien après 1975 comme un héritage éducatif de l'histoire, mais après la réunification du Vietnam, les idées liées à la philosophie éducative américaine ont complètement disparu dans le système d'enseignement supérieur vietnamien pour des raisons idéologiques. La bonne nouvelle est qu'après la normalisation des relations diplomatiques entre le Vietnam et les États-Unis en 1995, à leur tour, des idées majeures de l'enseignement supérieur américain ont été progressivement déployées ou redéployées au Vietnam. Parmi elles :

1.3.1. Pensée libérale dans la philosophie de l'éducation, visant à créer un homme libre

L'Association des collèges et des universités américaines a défini l'éducation libérale comme une philosophie éducative qui fournit aux individus une large base de connaissance et de compétences transférables et une conscience forte des valeurs morales et de la responsabilité de participer à la vie communautaire⁵³⁹. On peut dire que l'enseignement supérieur américain vise à construire des individus qui se sentent « *membres de la communauté* »⁵⁴⁰. Au Sud-Vietnam, sous le gouvernement de la République du Vietnam, l'enseignement supérieur a suivi l'idéologie libérale qui a été officiellement exprimée dans la Constitution avec les principes de base : un programme éducatif élargi pour recevoir des connaissances scientifiques et techniques avancées dans le monde ; la réception de l'esprit de la démocratie et des valeurs culturelles humaines pour contribuer à la modernisation de la nation et pousser les progrès sociaux. Un exemple vivant pour la mise en œuvre de cette idée

⁵³⁹ ASSOCIATION OF AMERICAN COLLEGES AND UNIVERSITIES, « What Liberal education looks like », 2020.

⁵⁴⁰ Sakae Yamada, *Kyoiku Katei no Shin Kenkyu*, Bunkosha, 1970, p.9., cité dans THICH NGUYEN HONG, « “Giáo dục cho ngày nay và ngày mai” [Education pour aujourd'hui et pour demain] », *Tạp chí Tư tưởng*, No 4, 1973.

libérale pouvait être trouvé à Faculté des lettres de Saïgon (une des écoles universitaires les plus grandes de l'Université de Saïgon). Ici, on délivrait deux types de diplômes : la licence libre et la licence d'enseignement. Pour la licence libre, il n'y avait pas de connaissances de spécialité approfondies. Avec la licence d'enseignement, les étudiants pouvaient suivre les formations aux niveaux plus élevés. En réalité, de nombreuses personnes ont fait des études pour obtenir la licence libre, et pour ceux qui en avaient besoin, ils pouvaient continuer à compléter les certificats requis par la suite pour obtenir la licence d'enseignement. Cette modalité de formation a apporté plus de choix aux apprenants en leur permettant d'avoir une base de connaissance de manière horizontale au lieu de la formation verticale axée seulement sur les spécialités professionnelles comme la méthode traditionnelle⁵⁴¹. C'était le personnel enseignant formé à l'étranger qui a absorbé les dernières tendances académiques et ensuite les a amenées au Vietnam. Cela a progressivement créé de la diversité dans la pensée académique. En outre, une autre manifestation de l'esprit libre et libéral dans l'éducation se trouvait dans les manuels :

*[trad.] Les manuels de tous les niveaux au Sud-Vietnam avant 1975 étaient assez diversifiés. Ils avaient pour origine de nombreuses sources et coexistaient. Il était tout libre dans le choix de livre pour les enseignants et aussi pour les apprenants. Les professeurs de tout niveau scolaire rédigeaient des livres de leur niveau et pourraient les publier de manière libre. L'enseignant pouvait se référer à nombreux documents pour servir ses cours, mais ne pas avoir à parler selon les manuels, et c'était de même pour les étudiants. La liberté académique s'est exprimée à partir des tels détails de base. Et c'est également un outil fondamental pour réaliser l'éducation libérale.*⁵⁴²

En revanche, pour l'enseignement supérieur du Nord-Vietnam pour la période 1954-1975 et du Vietnam longtemps après la réunification du pays en 1975, la pensée libérale n'a jamais été envisagée. Mais maintenant, le Vietnam revient lentement vers cette philosophie, notamment dans les universités coopératives internationales et dans les universités non publiques.

1.3.2. L'autonomie est une caractéristique importante du système d'enseignement supérieur américain

Le gouvernement fédéral joue un rôle très modeste dans l'enseignement supérieur aux États-Unis, même pour le système universitaire public. La gestion de l'enseignement supérieur est de la responsabilité du gouvernement de l'État et chaque État a son propre mécanisme de fonctionnement. Les universités ont un conseil d'école pour définir les options et décider des politiques de l'école en matière de personnel, de finances, d'investissement, d'inscription et de diplômes, etc. C'est le recteur qui est en charge directement du fonctionnement de l'école et rapporte au Conseil d'école. Les organisations d'accréditation régionales assument

⁵⁴¹ PHAN Hoang, « Người thầy nghiêm cần, học giả uyên thâm- Nguyễn Khuê [Un maître sérieux et respectueux, un savant très profond - Nguyen Khue] » [en ligne], *baocantho.com*, 11 décembre 2016.

⁵⁴² NGUYEN Khue, *Không có cơ chế thực hiện, triết lý giáo dục chỉ là lý thuyết suông [Sans mécanisme de réalisation, la philosophie de l'éducation n'est que purement la théorie]* [Website de l'Université nationale de Ho Chi Minh ville] mené par, 2018.

l'accréditation et la reconnaissance de la qualité des facultés, des disciplines et des universités membres de la région⁵⁴³.

Les curriculums universitaires américains sont bien liés aux besoins de l'économie de marché, étroitement et durablement rattachés à la communauté et à la société. L'esprit de l'apprentissage tout au long de la vie se manifeste clairement dans les programmes conçus pour de nombreuses classes sociales. Au lieu de l'éducation d'élite, l'enseignement supérieur américain s'étend à tous les sujets dans la société et garantit la liberté d'accès aux formations supérieures pour tous. L'éducation est le fondement essentiel pour pousser l'égalité sociale. En raison de la diversité des communautés en matière de composition de la population, de conditions naturelles, de niveau socio-économique, les universités se concentrent sur la diversité et la flexibilité (sous forme de formation) ; la praticité (dans le contenu et le programme de formation) et la grande autonomie (dans la mise en œuvre et la gestion).

Sous le régime de la République du Vietnam (1954-1975), après la transition progressive de l'influence éducative française au modèle universitaire américain, des réformes dans l'enseignement supérieur ont été mises en œuvre, y compris l'autonomie pour les universités du Sud-Vietnam : Le modèle des collèges communautaires établi (depuis 1971) avec l'encouragement et le parrainage du gouvernement américain a été déployé. Elles étaient non seulement un lieu d'étude pour les étudiants, mais aussi un centre des activités communautaires où tous les membres avaient l'occasion de se rencontrer et de participer à des activités communes dans une atmosphère ouverte et démocratique, avec des conférences, des expositions et des spectacles culturels, des compétitions sportives, etc. ; à côté du système des universités publiques, des universités privées sont également nées avec une grande autonomie encouragée par le gouvernement : l'Université de Dalat (1957), l'Université Van Hanh (1964), l'Université Phuong Nam (1967), l'Université d'An Giang (1970), l'Université Cao Dai (1971), l'Université Minh Duc (1972) ; d'ailleurs, des réformes comme l'application du régime scolaire selon les crédits, les tests à choix multiples, la notation par les machines informatiques, etc. sont aussi les moyens de faciliter au maximum la flexibilité dans l'apprentissage des étudiants. Cela a montré le haut degré d'autonomie dans les universités en particulier et dans la pensée éducative du système de l'éducation du Sud-Vietnam en général.

Bien que, avec la chute du gouvernement de Saïgon en 1975, cette pensée de l'autonomie universitaire ait également disparu pendant longtemps, depuis 2003 l'enseignement supérieur vietnamien est progressivement revenu à cette direction. Les années récentes, l'autonomie universitaire au Vietnam a constaté de nombreux changements positifs : les universités ont progressivement reçu plus d'autonomie alors qu'auparavant, l'ensemble du système d'enseignement supérieur vietnamien ressemblait à une grande université sous une gestion stricte de l'État dans tous les aspects. Les types d'écoles et les formes de formation deviennent aussi plus divers.

1.3.3. Mise en concurrence dans l'enseignement supérieur américain

La caractéristique de l'éducation est la formation des personnes. Dans l'économie de marché, le produit de l'enseignement supérieur peut être considéré comme une marchandise spéciale - des ressources humaines de qualité. Ce type spécial de produit doit considérer la

⁵⁴³ TRAN Duc Canh, *Hệ thống giáo dục Mỹ: Đậm tính tự chủ và tiếp cận bình đẳng [Système de l'éducation américain : pleine de l'autonomie et juste dans l'accès]* mené par, 2019.

compétitivité comme l'objectif principal, et d'autres idées renouvelées dans l'enseignement supérieur sont toutes élaborées à cette fin. Le rôle du gouvernement est de fournir un soutien indirect pour garantir que cette concurrence se déroule d'une manière saine, tandis que son résultat dépendra principalement de la force interne des facteurs concernés. À l'ère de la mondialisation, l'économie et l'enseignement supérieur visent tous à s'ouvrir au monde et l'enseignement supérieur américain en est le pionnier. Par conséquent, l'échange, la coopération, la participation et l'association avec les organismes de recherche, les communautés académiques régionales et internationales sont particulièrement encouragés. Lorsque la société s'épanouit, la concurrence sera de plus en plus féroce, notamment celle pour des ressources humaines de haute qualité. Une éducation précoce axée sur les facteurs concurrentiels prendra toujours sa propre initiative. Dans l'enseignement supérieur, les facteurs compétitifs apparaissent sous de nombreux aspects : concurrence entre les écoles de différents pays, concurrence au sein des écoles, concurrence pour les opportunités entre étudiants, etc. Les collèges et universités américains se disputent les étudiants, les professeurs et le financement en partant du principe que la diversité et la haute qualité sont mieux obtenues par la concurrence plutôt que par une planification centralisée⁵⁴⁴. Le Vietnam est témoin d'une concurrence de plus en plus féroce sur le marché du travail, et peu importe qu'il le veuille ou non, il devra y participer. Dans le processus de réforme de l'enseignement supérieur pour s'adapter au contexte de la mondialisation, l'enseignement supérieur au Vietnam, après de nombreux changements à plusieurs étapes, a tendance à absorber la pensée de l'enseignement supérieur américain dont de nombreux principes ont été mis en œuvre sous le gouvernement de la République du Vietnam. En 2013, le Vietnam et les États-Unis ont établi un partenariat global qui a créé un nouveau cadre de coopération entre les deux pays dans tous les domaines, y compris l'éducation et la formation.

1.4. Pensée soviétique dans l'enseignement supérieur au Vietnam

Dès la naissance de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), une des politiques les plus importantes était l'investissement pour développer les sciences. Le rythme de la croissance scientifique et technique de l'Union soviétique était très rapide : le nombre des scientifiques soviétiques était de 11 600 en 1913 ; en 1975, ce nombre est passé à près de 1 200 000 scientifiques, en 1989, il était de 1 600 000 personnes (c'est-à-dire 25 % du nombre de scientifiques du monde). L'URSS était une des premières puissances scientifiques mondiales, surtout en mathématiques, physique théorique, océanographie, métallurgie, chimie et hydrodynamique magnétique. L'Union soviétique a été le premier pays construisant une centrale nucléaire (en 1954) ; a fabriqué le premier brise-glace, a lancé le premier satellite artificiel (1957) ; a envoyé le premier homme à l'espace (en 1961) (ensuite, Valentina Terechkova est la première femme à voler dans l'espace en 1963) ; et a construit la première station spatiale humaine. L'Union soviétique a également mené en tête la recherche sur les bombes à fusion et à hydrogène ; a inventé le générateur quantique (laser) en même temps que les États-Unis. L'industrie des télécommunications : de l'Internet mondial aux appareils mobiles, sont tous des produits basés sur l'invention de l'académicien Zhores Alferov (prix Nobel 2000) ; etc. Les réalisations scientifiques de l'Union soviétique ont été reconnues à travers 14 prix Nobel de physique, 1 prix Nobel de chimie, 1 prix d'économie et 3 prix Fields de mathématiques. A. Gurshtein, un scientifique américain a écrit :

⁵⁴⁴ ECKEL Peter D. et KING Jacqueline E., « An Overview of Higher Education in the United States: Diversity, Access, and the Role of the Marketplace » [en ligne], *American Council on Education*, 2004.

[trad.] *L'histoire de la science et de la technologie soviétiques est sans précédent. Depuis le tout début de la révolution bolchevique de 1917, l'idée dominante a été que la science devrait diriger la campagne pour lancer un nouveau système socialiste d'égalité et d'opportunités pour tous. Une chanson populaire à l'aube de la superpuissance était la « Marche des enthousiastes », qui désignait l'Union soviétique comme le pays des héros, le pays des rêveurs, le pays des scientifiques*⁵⁴⁵.

L'Union soviétique était le leader mondial en matière de niveau d'instruction dans les années 1970, avec près de 75 % de ses citoyens étant au niveau de l'enseignement supérieur et secondaire. Le système d'enseignement supérieur soviétique comprenait différents types d'établissements d'enseignement supérieur déployés au niveau fédéral (les universités et académies) ou dans l'industrie, l'armée, etc. Les écoles sont organisées sous la forme monodisciplinaire ou multidisciplinaire mais monodomaine afin de maximiser la spécialisation dans la formation des métiers. En ce qui concerne le mécanisme de gestion, l'enseignement supérieur soviétique était organisé et financé par l'État selon un plan centralisé ; le curriculum uniforme à l'échelle nationale (fédéral) ; l'orientation professionnelle était basée sur la combinaison d'une formation scientifique de base et d'une formation spécialisée étroite.

L'enseignement supérieur soviétique était un facteur clé dans les plans socio-économiques de l'Union soviétique avec les deux missions fondamentales⁵⁴⁶ :

- Construire la nouvelle personne soviétique « ayant une combinaison harmonieuse de richesse spirituelle, de pureté morale et de perfection physique » ;
- Servir le processus d'accélération du développement économique pour surmonter les conséquences désastreuses des deux guerres mondiales et surpasser les pays capitalistes.

L'enseignement supérieur servait d'outil pour moderniser la politique, l'économie et la technologie du pays et c'était le facteur clé dans la construction du socialisme. Tout au long de l'histoire son existence, les objectifs spécifiques de l'enseignement supérieur soviétique étaient constamment ajustés et complétés. Au départ, on a visé à de « spécialistes hautement qualifiés » dotés de compétences pratiques et théoriques ; recherche ; formation postuniversitaire continue et diffusion des connaissances au sein de la population en général. En 1969, les objectifs de l'enseignement supérieur ont été révisés pour former de spécialistes en haute qualité ; nourrir dans l'esprit de la haute conscience communiste, du patriotisme soviétique, de l'amitié entre les peuples et de l'internationalisme prolétarien, avec les compétences de l'organisation de masse politique et sociale (*vospitatl'noi*) ; inculquer aux étudiants le sens du devoir et de l'engagement pour la défense de la patrie socialiste, les exercices physiques et activités visant à améliorer la santé des élèves⁵⁴⁷. Quelques années plus tard, les décideurs de l'éducation continuaient d'attendre que les diplômés soient capables d'exprimer une pensée économique moderne ; participent activement à la promotion de développement social, économique et technologique ; et jouent un rôle actif dans la société. Quant aux établissements d'instruction, ils doivent former « [trad.] une attitude

⁵⁴⁵ GURSHTEIN Alexander, « Soviet Science Under Control: The Struggle for Influence » [en ligne], *American Scientist*, 87, 1999.

⁵⁴⁶ « Ob ukreplenii svyazi shkoly s zhizn'yu i o dal'neishem razvitií sistemy narodnogo obrazovaniya v SSSR. M.[On strengthening the connection between school and life and on the further development of the public education system in the USSR] », 1958, p.3.

⁵⁴⁷ « Ob utverzhdenii polozheniya o vysshikh uchebnykh zavedeniyakh SSSR [On the approval of the regulations on higher educational institutions of the USSR] », 1969, article 3, p.2.

d'apprentissage et de travail avec responsabilité, créativité, discipline, organisation, haute culture, respect de la propriété socialiste, ainsi goûts esthétiques élevés ». Parallèlement à l'éducation, la recherche est décrite comme une tâche essentielle des établissements d'enseignement supérieur. La recherche fondamentale et appliquée aidait l'enseignement supérieur à former les cadres avec qualifications requises pour l'économie nationale et le développement rapide de science et de technologie. L'esprit commun était que les établissements de l'enseignement supérieur devaient contribuer au développement économique et social en résolvant « les problèmes les plus urgents envers l'économie nationale ». Cela a obligé les établissements d'enseignement supérieur à renforcer leurs liens à la fois avec la production et avec les instituts de recherche et, dans certains cas, à fusionner avec ces derniers⁵⁴⁸.

On peut dire que l'objectif et l'orientation de développement de l'enseignement supérieur soviétique ont été définis très clairement, à la fois le processus de sa mise en œuvre dans la réalité s'est fait de manière coordonné et scientifique. C'est la raison importante des succès en matière d'éducation, de science et de technologie que l'Union soviétique a acquise jusqu'aux années 90. Les principales idées de l'enseignement supérieur soviétique ont été déployées au Vietnam pendant longtemps voire jusqu'à maintenant même si de nombreuses idées ont été éliminées de la Russie, depuis la chute de l'URSS. Les principes de l'enseignement supérieur soviétique dont l'enseignement supérieur vietnamien a hérité, se reflètent à travers les caractéristiques suivantes :

1.4.1. Centralisation

Le système d'enseignement supérieur fonctionne autour de l'État et de son ministère de tutelle dans une économie planifiée centrale avec une modalité de gestion et de direction descendante⁵⁴⁹. Il existe une partie qui est chargée de la planification des besoins en personnel dans différents secteurs de l'économie nationale. Les établissements de l'enseignement supérieur sont chargés de former un nombre spécifique de personnes dans certains domaines selon un plan prédéterminé, tandis que l'État est responsable de l'attribution du travail aux diplômés. Le contrôle et la supervision pour ces établissements sont organisés avec la participation d'un grand nombre de ministères spécialisés correspondant à la discipline de la formation. Cette structure a été créée à partir de la période stalinienne (du milieu des années 1920). Le système d'enseignement supérieur soviétique est homogène et applique les mêmes principes et normes à tous les organisations et individus faisant l'objet de l'enseignement supérieur⁵⁵⁰. Grâce à la création d'un espace éducatif commun, d'une langue d'enseignement et d'un curriculum standard, cette approche vise à consolider l'unité de la

⁵⁴⁸ « Osnovy zakonodatel'stva Soyuza SSR i soyuznyh respublik o narodnom obrazovanii" (vmeste s Osnovami zakonodatel'stva). Zakon SSSR ot 19.07.1973 N 4536-VIII. M [Fundamentals of Legislation of the USSR and the Union Republics on Public Education "(together with Fundamentals of Legislation), USSR Law of 19.07.1973 N 4536-VIII. M]. », 1973.

⁵⁴⁹ FROUMIN Isak, KOUZMINOV Yaroslav et SEMYONOV Dmitry, « Institutional diversity in Russian higher education: revolutions and evolution », *European Journal of Higher Education*, 2014.

⁵⁵⁰ Selon

- Ovsyannikov, A.A., and A.A. Iudin, *Ukrupnennyi strukturnyi analiz vuzovskikh tsentrov SSSR [Aggregative Structural Analysis of Higher Education Centers in the USSR]*. Analytical report. Gorkiy: Goskomitet SSSR po narodnomu obrazovaniyu/ Golovnoi sovet po programme "Obschestvennoe mnenie"/Gorkiy State University, 1990, cité dans HUISMAN Jeroen, SMOLENTSEVA Anna et FROUMIN Isak (dir.), *25 Years of Transformations of Higher Education Systems in Post-Soviet Countries: Reform and Continuity* [en ligne], Palgrave Studies in Global Higher Education, 2018.
- KURAEV Alex, « Soviet higher education », *Higher Education*, 71, 2015, p. 181–193.

Fédération (y compris de nombreuses nations républiques membres) qui est par nature très diverse de manière sociale et culturelle.

Une politique sociale importante - l'éducation gratuite et l'expansion continue de l'enseignement supérieur qui aident de nombreuses composantes de la société (non seulement les citoyens de l'Union soviétique, mais aussi les citoyens d'autres pays) à pouvoir accéder facilement à l'enseignement supérieur sont des réalisations importantes de l'Union soviétique. Par conséquent, la participation à l'enseignement supérieur calculé par le taux total d'inscription (le nombre d'étudiants par rapport au nombre de personnes de 20-24 ans) est relativement élevée en URSS en général, à environ 25 %⁵⁵¹.

1.4.2. Tendances de la formation académique et de la recherche fondamentale

Le contenu et les méthodes d'enseignement des universités soviétiques sont axés sur la capacité de pensée logique ; sur la recherche théorique plutôt que sur la pratique. Les étudiants sont équipés non seulement pour les connaissances professionnelles, mais aussi pour la méthodologie d'argument d'une manière systématique et les méthodes de réflexion. Par conséquent, cette tendance peut être considérée comme le style de formation des élites. Au Vietnam même en période économique difficile avec le mécanisme fortement subventionné, les produits de l'enseignement supérieur étaient encore des personnes de qualité élevée ayant de une pensée scientifique qu'il est difficile pour les générations postérieures de rattraper. En fait, la plupart des générations d'étudiants vietnamiens formés selon le modèle soviétique, soit au Vietnam soit à l'étranger, sont compétentes non seulement dans un domaine restreint spécifique, mais également capables de réfléchir et de comprendre de nombreuses disciplines relatives à leur domaine d'expertise. Ces générations d'étudiants sont devenues une nostalgie désirable du système de l'enseignement supérieur vietnamien actuel, dans le contexte où la qualité de l'enseignement supérieur est généralement jugée de plus en plus déclinante en dépit de nombreuses années de rénovation continue⁵⁵².

1.4.3. Séparation entre les établissements de l'enseignement supérieur et les instituts de recherche

Dans l'économie planifiée et centralisée de l'Union soviétique, les universités et les instituts de recherche étaient rattachés à des ministères de tutelle. Les étudiants en cours de formation connaissaient leur destination après la fin de leurs études, car l'État leur attribuerait leurs emplois selon un plan prédéterminé. Les étudiants savaient aussi ce dont ils avaient besoin et ce qu'il fallait apprendre pour s'adapter au travail. Dans cette économie, entre le système des universités de niveau supérieur et les grands instituts de recherche, il existe une indépendance, mais toujours unifié sous le mécanisme de gestion centralisée⁵⁵³. Sous l'époque soviétique, la proportion de la recherche dans le secteur de l'enseignement supérieur était faible, par exemple, en 1990, la recherche dans le système d'enseignement supérieur ne représentait qu'environ 6 % de l'ensemble de la recherche, dont la majorité était

⁵⁵¹ HUISMAN Jeroen, SMOLENTSEVA Anna et FROUMIN Isak (dir.), *25 Years of Transformations of Higher Education Systems in Post-Soviet Countries: Reform and Continuity* [en ligne], Palgrave Studies in Global Higher Education, 2018, p.9.

⁵⁵² LE Hong Lan, *Les grandes questions de l'enseignement supérieur du Vietnam* mené par Nguyen Quang Anh, 2 novembre 2020. – l'interview réalisé par l'auteur de la thèse

⁵⁵³ FROUMIN Isak, KOUZMINOV Yaroslav et SEMYONOV Dmitry, « Institutional diversity in Russian higher education: revolutions and evolution », *European Journal of Higher Education*, 2014.

mise en œuvre dans des académies et des instituts spécialisés qui étaient directement liés à des disciplines spécifiques ou relevaient directement des ministères correspondants⁵⁵⁴. Cependant, les réalisations scientifiques et économiques de l'Union soviétique sont restées le regret de la majorité du peuple russe de nombreuses années après la dissolution de l'Union soviétique. Depuis les premières années du XXI^e siècle, l'enseignement supérieur russe a beaucoup changé pour se rapprocher des critères avancés de l'enseignement supérieur occidental, selon lesquelles, la recherche scientifique est le premier critère de classement des universités⁵⁵⁵.

1.4.4. Éducation politique et enseignement supérieur soviétique

Le marxisme-léninisme est déclaré comme « *le courant de pensée uniquement vrai* », par conséquent, on a imposé cette valeur à toutes les activités éducatives et scientifiques soviétiques. Cela semble contradictoire par rapport à la nature de la science qui est formée sur deux critères : l'indépendance dans la recherche ainsi que la liberté dans la compétition des idées⁵⁵⁶. Selon cette manière de voir, le Vietnam pense que l'éducation doit servir des objectifs politiques. Peu importe leur discipline, les étudiants vietnamiens doivent passer un grand volume de temps à apprendre la philosophie marxiste-léniniste, l'histoire du Parti communiste et la théorie de la lutte des classes (cela reste toujours de l'ère soviétique à aujourd'hui).

Au cours des années 1960-1980, le système de recherche du Parti communiste soviétique dans les villes, les régions, les républiques et les alliances a continué à se développer. Cet appareil a composé les deux universités pionnières sous l'autorité directe du Secrétariat du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) : l'École supérieure du Parti (Higher Party School - HPS) et Académie des Sciences sociales (AON) ; et puis le système Komsomol représenté par l'École supérieure Komsomol relevant de l'Union des jeunes communistes ; et le système des syndicats.

Dans le système d'enseignement supérieur vietnamien, un système de formation du Parti similaire à celui de l'Union soviétique a été créé précocement et était renforcé de plus en plus. Son pilier est l'Académie nationale de Politique Hô Chi Minh (l'agence bénéficié le régime de financement au rang le plus élevé) avec un système de 5 écoles membres (l'Académie de Journalisme et de Propagande, l'Académie de Politique 1, 2, 3, 4) ; de 17 instituts affiliés (Institut de philosophie, Institut d'histoire du parti, Institut de construction du parti, etc.) et de 2 centres de recherche.

Après la dissolution de l'Union soviétique, la Fédération de Russie a continué de subir un processus de renouvellement pour absorber de nouvelles idées correspondantes aux besoins du pays et de l'époque. L'enseignement supérieur soviétique d'origine a été bien changé pour mieux s'adapter à l'économie du marché et au développement du pays. Cependant, l'enseignement supérieur vietnamien semble toujours être attaché à son présent qui est par nature le passé de la Russie. À l'heure actuelle, de nombreuses politiques éducatives du

⁵⁵⁴ *Nauka Rossii v tsifrakh: statisticheskii sbornik 1994 [Research in Russia: statistical yearbook 1994]*, TsISN, 1995, p. 411.

⁵⁵⁵ JOHNSON Mark, « Johnson, Mark. (2008). Historical legacies of soviet higher education and the transformation of higher education systems in post-Soviet Russia and Eurasia », *International Perspectives on Education and Society*, 2008.

⁵⁵⁶ SALTYKOV Boris, « Enseignement supérieur en Russie : comment dépasser l'héritage soviétique ? », ifri Centre Russie, 2008.

Vietnam suivent toujours le modèle de l'éducation soviétique reliée l'économie planifiée centrale à cette époque. Elles deviennent donc un obstacle pour le développement sain de l'éducation et font ralentir l'avancement de l'ensemble de la socioéconomie.

2. Héritage pour l'organisation de l'enseignement supérieur

En regardant le système d'enseignement supérieur vietnamien après un long processus de réforme, nous pouvons voir la silhouette des modèles d'enseignement supérieur différents. De nombreux patrimoines immatériels comme des expériences d'organisation du système universitaire de nombreux enseignement supérieur dans le passé, sont actuellement étudiés, font références et sont remis en pratique. De toute évidence, construire ou développer quelque chose sur des fondations existantes est beaucoup plus rapide et plus facile que de reconstruire sur une table rase.

2.1. Retour du modèle de l'université multidisciplinaire

La transformation de la structure économique vietnamienne vers le marché multisectoriel a conduit à la nécessité d'innover dans l'enseignement supérieur et de diversifier les branches de formation en vue de répondre aux besoins de tous les secteurs économiques. Par conséquent, les universités sont passées de formation monodisciplinaire ou monodomaine (suivant le modèle soviétique) à la formation pluridisciplinaire. En fait, ce modèle est apparu à l'époque française et puis il a été appliqué au Sud-Vietnam de 1954 à 1975.

Les facteurs favorables à ce changement proviennent d'un certain nombre d'expériences dans la direction des établissements universitaires multidisciplinaires lorsque la République démocratique du Vietnam a hérité des fondements de l'Université indochinoise, ainsi de l'étude sur le fonctionnement des universités sous le régime de République du Vietnam (1954-1975). Le résultat de ce processus est la création de **2 universités nationales** et de **3 universités régionales** par le gouvernement au début des années 90⁵⁵⁷. Pourtant, Le processus de création de ces universités multidisciplinaires au Vietnam, surtout les deux universités nationales, n'a pas atteint les objectifs initiaux. Après une période de mise en œuvre, dans ces deux établissements universitaires, deux questions importantes se sont produites : (1), la situation que les écoles nouvellement intégrées a du se séparer ; et (2) les établissements multidisciplinaires établis ne détiennent plus le bon modèle « *university* » (selon modèle américain) comme prévu. Ces problèmes peuvent s'expliquer comme suit :

- **En ce qui concerne le premier phénomène**, comme dans les années 1980, la plupart des universités vietnamiennes étaient les écoles monodisciplinaires de taille très petite (généralement moins de 1000 étudiants). Donc, les options d'intégrer de nombreuses écoles monodisciplinaires en une université multidisciplinaire ont été proposées. Cependant, à partir de la phrase de construction du plan d'action jusqu'à la mise en œuvre de ces options (vers 1993), c'était une durée d'environ de 5 à 7 ans. L'offre de ces écoles soit devenue beaucoup plus grande (dans les années 1990, la société vietnamienne a été beaucoup plus ouverte et le besoin de la culture et d'éducation a augmenté). Par conséquent, ce processus d'intégration a entraîné la naissance des universités multidisciplinaires (mères) de taille trop grande (surtout le cas de l'université nationale de Hô Chi Minh-Ville), mais sa nature était encore

⁵⁵⁷ Comme nous l'avons vu plus haut (Partie 2, chapitre 3, section 2.2)

seulement d'une extension mécanique. Avant cette situation, les administrateurs de l'éducation du niveau central aux grandes universités (mères) et aux écoles membres (enfants adoptés, car c'est seulement le résultat d'une intégration mécanique) étaient confus. Enfin, la solution proposée était d'ajuster l'échelle de l'université (*mère*) venant d'être établie en séparant un certain nombre d'écoles membres (*enfant adopté*) et ainsi, elles sont revenues à leur ancienne position : l'indépendance.

- **Quant à la seconde situation**, le fait que les universités multidisciplinaires ne puissent pas garder le modèle « *university* » comme prévu est causé par les difficultés en matière d'organisation et de leadership. Les écoles membres « *enfant adopté* » étaient contre l'intégration parce qu'elles perdaient de nombre de « *siège de gestion* » et son statut était rétrogradé (de l'université indépendante à la faculté subordonnée). Dans la pensée de nombreux cadres gestionnaires vietnamiens, la tête d'une souris est encore plus supérieure que la queue d'un éléphant (ici, « *supérieur* » signifie les intérêts quantifiables). Le résultat était que les responsables au niveau supérieur ont dû faire des compromis en promettant de maintenir « *la position* » des écoles universitaires membres (enfants adoptés). Et à la suite, il a été apparu une nouvelle solution selon laquelle, on préparait les réglementations nécessaires pour donner naissance à un modèle à deux niveaux « *université - école universitaire* » (ou l'université dans l'université). En fait, ce modèle non seulement ne peut pas faire valoir les avantages du modèle universitaire multidisciplinaire comme aux États-Unis ou dans les pays européens, mais au contraire, il cause également de nombreuses lacunes dont le remède est encore trouvé à ce jour. Ce modèle est essentiellement une intégration mécanique des écoles monodisciplinaires toujours fonctionnant indépendamment en des écoles membres d'une grande université multidisciplinaire (comme des enfants adoptés d'une mère). Mais au lieu d'avoir un mécanisme de fonctionnement strict et cohérent de haut en bas avec des fonctions et des tâches interconnectées entre les écoles pour coordonner leurs activités dans une grande entité unifiée, la liaison entre ces écoles (*enfants adoptés*) et entre eux et l'université (*mère*) sont très relâchées et incohérentes. Pour les écoles membres (*enfants adoptés*) ayant de longues histoires de développement, normalement leur dirigeant possédait une certaine position et des relations sociales et ils avaient tous leurs propres plans et priorités dans le fonctionnement et souvent à la tendance indépendante par rapport à la grande université (*mère*). En revanche, certaines écoles membres nouvellement créées qui ne pouvaient pas affirmer leur réputation profiteraient la position de la grande université (*mère*) pour augmenter leur surface en dépit que cela puisse défavoriser l'identification de valeur réelle de ces écoles. Ainsi, dans ces tels cas, la coopération efficace de formation et de recherche interdisciplinaire entre les écoles ou les facultés est souvent difficile à réaliser. Après l'intégration, l'échelle mécanique de l'université (*mère*) est devenue beaucoup plus grande et surpassée la capacité de gestion du personnel administratif pendant que cela n'accompagne pas une croissance correspondante de force interne. Voire, le développement de certaines écoles membres réputées dans la société était encore plus contrainte à cause d'avoir en plus une étape de gestion intermédiaire, c'est-à-dire la grande université (*mère*).

L'insuffisance se reflète également dans le mécanisme de gestion. En matière de structure organisationnelle, bien que les deux universités nationales et les trois universités régionales aient le même modèle d'organisation, les deux premières sont sous l'autorité directe du gouvernement (c'est-à-dire, elles sont des agences équivalentes aux ministères) et les trois dernières sont directement soumis au contrôle du ministère de l'Éducation et de la Formation. Les écoles membres (*enfants adoptés*) sont sous le contrôle et la gestion de l'université (*mère*),

mais la position des universités (*mère*) qui ne sont pas la même a causé l'écart correspondant dans la position des écoles membres. Par ailleurs, en matière de conception sociale, le statut des universités nationales et régionales ne peut égaler que celui des universités monodisciplinaires de longue date qui existent toujours indépendantes (ne pas être intégrées). Les écoles membres (*enfants adoptés*) dans le modèle de l'intégration se sentent toujours plus petites que ces établissements monodisciplinaires et indépendants. Les lacunes de structure, de mécanisme et les conflits d'intérêts ont provoqué instabilités internes du modèle de grande université (*mère*). Donc il ne peut pas profiter des points forts des écoles membres, sans parler de pousser un potentiel synergique des écoles membres.

Ainsi, le désir vietnamien d'avoir des universités placées aux rangs élevés dans le classement mondial est encore assez loin de se réaliser, car même si des modèles universitaires avancés sont également apparus en matière de forme, le contenu n'a été appliqué qu'à mi-chemin.

2.2. Reconstruction des universités communautaires

L'établissement communautaire est un établissement d'enseignement situé en plein cœur de la communauté et vise à répondre aux besoins locaux sous trois aspects : culturel, social et économique. Ce modèle éducatif est créé sur la base du concept selon lequel l'éducation doit être liée à l'économie et à la société, pour qu'elles aident l'éducation à se développer. Une université communautaire au sens le plus simple est un établissement d'enseignement supérieur facultatif qui donne des formations de 2 ans (après le bac) considérées comme répondant aux besoins de la communauté dans laquelle elle est située⁵⁵⁸. Avec la philosophie fondamentale du « développement humanitaire et économique », ce modèle a combiné à d'autres formes de formation à court terme pour adapter les besoins de plus en plus augmentés en technicien qualifié, accès à l'éducation pour les adultes, autoapprentissage tout au long de la vie. Il est aussi les pistes intermédiaires, surtout dans les régions lointaines, montagnardes, pauvres ou sous - développées, pour ceux qui ont terminé leurs études secondaires et veulent continuer à obtenir les diplômes académiques de l'enseignement supérieur⁵⁵⁹.

Dans l'histoire des États-Unis, le développement initial du modèle des collèges communautaires est lié à la loi GI Bill (1944)⁵⁶⁰ pour être reconnaissant les vieux soldats dans la guerre en assurant de leur possibilité d'admission de diverses formations aux universités. Et un grand nombre d'entre eux ont choisi de s'inscrire dans des collèges communautaires. Cette loi est une étape très importante dans l'histoire de la popularisation de l'éducation aux États-Unis. Entre 1945 et 1956, environ 50 % des vétérans américains qui ont servi pendant la Seconde Guerre mondiale ont profité d'un ou plusieurs aspects de la loi GI avec 2,2 millions

⁵⁵⁸ OLIVER Diane E., ENGEL Sandra et SCORSONE Anny, « Community college development in Vietnam: A global and local dialectic », in *Global Development of Community Colleges, Technical Colleges, and Further Education Programs*, Washington, D.C : Community College Press, 2008.

⁵⁵⁹ RABY Rosalind Latiner, « Defining the Community College Model », in *Community college models: Globalization and higher education reform*, New York: Springer, 2009.

⁵⁶⁰ Aux États-Unis, alors que la Seconde Guerre mondiale se déroulait encore, le ministère du Travail a estimé qu'après la guerre, 15 millions d'hommes et de femmes qui avaient servi dans les forces armées seraient au chômage. Pour réduire la possibilité d'une dépression d'après-guerre provoquée par un chômage généralisé, le National Resources Planning Board, une agence de la Maison Blanche, a étudié les besoins en main-d'œuvre d'après-guerre dès 1942 et en juin 1943 a recommandé une série de programmes d'éducation et de formation. Promulguée par le président Franklin D. Roosevelt le 22 juin 1944, la « Loi de réajustement des militaires de 1944 », également connue sous le nom de GI Bill, a fourni aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale des fonds pour l'enseignement universitaire, l'assurance-chômage et le logement.

vétérans sont allés à l'université ; 3,5 millions ont suivi des formations techniques ou se sont inscrits aux écoles professionnelles. Le nombre des Américains titulaires d'un diplôme universitaire a augmenté plus de 2 fois en comparant le moment d'avant et d'après de la guerre, passant d'un peu plus de 200 000 en 1940 à près de 500 000 en 1950⁵⁶¹.

Les caractéristiques et aussi les avantages du modèle des collèges communautaires sont : (1) être conçu pour répondre aux besoins locaux ; (2) l'accès ouvert, ce qui signifie qu'une personne n'a pas besoin d'obtenir une note particulière à un examen normalisé pour entrer au collège (3) la flexibilité institutionnelle ; (4) Service pour un secteur social sous ou non servis, par exemple, ceux qui ne sont pas éligibles ou qui n'ont pas les moyens de se payer une éducation universitaire tout en étant également ouverts aux membres privilégiés de la société ; (5) Non obligatoire ; (6) les frais de scolarité inférieurs à ceux des universités ; (7) la remise de certificats ou de diplômes ; (8) partenariats avec les entreprises et l'industrie locales pour répondre à leurs besoins de formation⁵⁶². Ce sont les raisons pour lesquelles ce modèle a été rapidement reçu dans plus de 90 pays à travers le monde jusqu'à aujourd'hui.

Au Vietnam, le système des universités communautaires de deux ans a été créé depuis 1971 sous le gouvernement de la République du Vietnam. Au premier temps après la réunification du pays ces écoles étaient considérées comme étrangères aux idéaux éducatifs du nouveau régime qui suivait le modèle de l'Union soviétique. Mais, selon Galston, après 1975, les dirigeants du Vietnam, Pham Van Dong (Premier ministre de la République démocratique du Vietnam) et Nguyen Van Hieu (directeur de l'Académie des sciences), se sont occupés particulièrement du système concentré sur les disciplines de l'ingénierie et de l'électronique, et du système universitaire communautaire qui existait au Sud-Vietnam sous le régime de la République du Vietnam.

Au début des années 1990, une délégation vietnamienne de l'enseignement supérieur a été invitée et parrainée par la Commission américaine de coopération scientifique avec le Vietnam et l'Association des collèges communautaires américains pour aller visiter et découvrir des collèges communautaires à Wisconsin et Illinois (États-Unis) ; et à British Columbia (Canada). En 2000, le ministère de l'Éducation et de la Formation du Vietnam a publié la décision n° 37/2000, jetant les bases juridiques de la naissance de 6 premières universités communautaires au Vietnam entre 2001-2005. En 2011, bien que le nombre soit passé à 14, ces écoles étaient encore dans un statut expérimental et le processus de construction du système des universités communautaires a rencontré de nombreuses difficultés. On peut voir quelques causes importantes : (1) la vision bornée et conservatrice de certains responsables de l'éducation vietnamiens, selon laquelle l'université communautaire est un produit de l'ancien régime et trop proche des États-Unis ; (2) le manque de cadre juridique pour guider efficacement la construction de ces établissements sur le terrain ; (3) l'insuffisance du mécanisme de gestion centralisé selon lequel, les organes de tutelle de ces écoles sont éloignés des communautés locales qu'elles servent, alors les responsables supérieurs ne peuvent pas répondre à temps aux changements locaux et ainsi la flexibilité nécessaire et essentielle de ce modèle a perdu. Ce n'est qu'au début de 2015 que le ministère de l'Éducation et de la Formation du Vietnam a officiellement reconnu des universités communautaires comme un type distinct appartenant au système des établissements de l'enseignement

⁵⁶¹ PATTERSON James T., *Grand Expectations: The United States, 1945-1971*, New York: Oxford University Press, 1996, p.68.

⁵⁶² ELSNER Paul A., BOGGS George R. et IRWIN Judith T. (dir.), *Global development of Community colleges, technical colleges and further education programs*, Washington, DC: Community College Press., 2008.

supérieur du Vietnam. On a également défini leurs fonctions, devoirs et caractéristiques. En même temps, le rôle du système et du réseau de ces établissements envers le développement économique et social du pays ont été aussi confirmés⁵⁶³. D'après les expériences des États-Unis, du Canada, du Japon et de certains autres pays, si le système des universités communautaires est bien organisé, ce système contribuera grandement à l'industrialisation du pays et à la popularisation de l'enseignement supérieur.

2.3. Redéploiement progressif de l'enseignement libéral dans le système de formation universitaire vietnamien

L'éducation artistique libérale est un modèle d'instruction qui a été largement appliqué à l'enseignement supérieur aux États-Unis et dans de nombreux pays possédant une éducation développée en Europe et en Asie. Avant 1975, sous l'influence de l'éducation américaine, la République du Vietnam a eu une philosophie éducative qui s'articulait autour de trois caractéristiques : la nationalité, l'humanité et la libéralité. Le curriculum des établissements d'enseignement supérieur du Sud-Vietnam est divisé en trois niveaux :

- Niveau 1 : (4 ans d'études) les diplômés dans les domaines des sciences humaines, scientifiques, etc. (formation générale) obtiendraient la licence et le diplôme d'ingénieur pour les domaines professionnels ;
- Niveau 2 : (de 1 à 2 ans d'études supplémentaires) pour obtenir le diplôme de doctorat de 3e cycle, équivalent à un Master aujourd'hui ;
- Niveau 3 : (de 2 à 3 ans d'études supplémentaires) faire une thèse pour le diplôme de doctorat d'État, équivalent à un doctorat américain.

Cependant, depuis 1975, après la réunification du Vietnam, l'enseignement libéral a été éliminé de l'enseignement supérieur. Le Vietnam maintenait toujours un modèle universitaire mettant l'accent sur l'éducation intensive et la formation d'élites dans quelques domaines étroits dans des universités monodisciplinaires comme dans le modèle de l'enseignement supérieur soviétique. En 1986, le programme et la méthode de formation de l'enseignement supérieur ont commencé à changer avec la division en deux blocs de connaissances : les connaissances de l'enseignement général et celles de l'enseignement professionnel. Cette approche était basée sur le modèle d'enseignement supérieur américain conformant à la pensée libérale (aux États-Unis, l'enseignement général est appelé enseignement libéral ou éducation libérale). Les responsables de l'éducation vietnamiens ont attendu d'avoir les ressources humaines adaptées aux changements économiques (de l'économie planifiée centralisée à l'économie du marché comptant des particularités vietnamiennes). Malheureusement, la perception à l'éducation libérale et de l'enseignement général à l'américaine des responsables éducatives vietnamiennes n'est pas suffisante.

En 1994-1995, les deux universités nationales et les trois universités régionales ont créé de nouvelles universités d'études générales (leur propre enfant, car il est nouvellement créé, par opposition aux enfants adoptés dans le cadre de l'intégration) pour mettre en œuvre de la première étape du programme universitaire (l'enseignement général). Les étudiants devaient passer un examen organisé comme concours national pour pouvoir entrer dans la deuxième étape (l'enseignement professionnel). Avant que le bloc de connaissance de base soit

⁵⁶³ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, « Circulaire No. 01/2015/TT-BGDĐT, le 15 janvier 2015 », 2015., stipulant le règlement des collèges.

professionnellement enseigné dans les universités des études générales (*propres enfants*) de (grandes) universités (*mère*), on a déployé l'enseignement général dans les autres universités membres (*enfants adoptés*) et dans les universités indépendantes (ne pas être intégrées aux grandes universités), depuis 1988 selon la direction du ministère de l'Éducation. Un avantage à noter dans ce modèle de l'enseignement général est que les étudiants, après avoir achevé le programme général à la première étape, peuvent passer à une autre école dans un même domaine de formation. Cela a facilité le parcours de nombreux étudiants qui avaient besoin d'arrêter temporairement leurs études (car le résultat de leur apprentissage était maintenu) ou de ceux qui devaient changer de localité. Cependant, après 10 ans de mise en œuvre, de nombreuses lacunes sont apparues :

- Le concours de transition entre les deux étapes était trop stressant, provoquant de nombreuses réactions de la société ;
- La nature de l'enseignement libéral n'a pas été entièrement comprise : il était toujours un fantôme de l'enseignement supérieur soviétique en période d'économie centralisée avec un programme de formation de deux blocs : connaissances de base et connaissances spécialisées étroites ; le bloc de connaissances de base dans l'université générale était uniquement destiné à fournir suffisamment de connaissances pour faciliter l'absorption des connaissances spécialisées étroites dans les années suivantes.

Lorsque la mise en œuvre du modèle de l'université des études générales n'a pas apporté les principaux avantages de l'enseignement libéral, le 1er septembre 1998, le gouvernement du Vietnam a publié l'arrêté n° 67/1998/NĐ-CP⁵⁶⁴ et la directive n° 30/1998/BCT-TTg⁵⁶⁵ abolissant le modèle de l'université des études générales et le règlement obligatoire de la formation en deux étapes.

Ces dernières années, après de nombreux changements, l'enseignement libéral a été de nouveau mis en œuvre au Vietnam et est considéré comme une solution pertinente pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. L'Université Tan Tao est l'une des universités pionnières du Vietnam dans l'application du modèle d'enseignement libéral avec la volonté de répondre aux normes d'accréditation des universités américaines. Certaines autres universités telles que l'Université Fulbright et l'Université Vietnam-Japon ont annoncé l'application de l'enseignement libéral dans leurs programmes de formation. Le professeur Furuta Motoo, Recteur de l'Université Vietnam - Japon a déclaré :

[trad.] À l'ère de la révolution industrielle 4.0, l'intelligence artificielle détruira la moitié des emplois actuels. Nous devons avoir une éducation et une formation pour les ressources humaines, avec une vision large, de riches capacités créatives, une solide base de connaissance interdisciplinaire pour maîtriser ces intelligences artificielles. C'est l'objectif fixé pour l'enseignement libéral⁵⁶⁶.

En effet, dans l'économie de marché, afin d'accroître la compétitivité lors de la recherche d'un emploi, les candidats doivent être équipés des connaissances et de compétences essentielles

⁵⁶⁴ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Nghị định số 67/1998/NĐ-CP, ngày 01/09/1998 [Arrêté No.67/1998/NĐ-CP, le 1er septembre 1998] », 1998.

⁵⁶⁵ PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « Chỉ thị số 30/1998/BCT-TTg, ngày 01/09/1998 [Directive No. 30/1998/BCT-TTg, le 1er septembre 1998] », 1998.

⁵⁶⁶ À l'occasion du séminaire "Education libérale: Solutions pour former des ressources humaines de haute qualité adaptées à la révolution industrielle 4.0" par le Vietnam - Université du Japon et l'université Nguyen Tat Thanh co-organisé le 21 juillet 2018,

dans multidomaine par des formations complète et interdisciplinaire. Il est difficile pour les étudiants de savoir exactement ce qu'ils feront à l'avenir après l'obtention de leur diplôme et si leur emploi ciblé nécessite toujours les connaissances, les compétences qu'ils étudient ou les diplômes plus élevés. Par conséquent, dans le premier temps, il est essentiel que les étudiants soient dotés de connaissances de base, synthétisées dans plusieurs aspects de carrière différents au lieu de se concentrer sur un certain domaine, car ils peuvent tout à fait continuer à compléter ses études spécialisées profondes si nécessaire. Et le modèle de l'université des études générale américain (aux États-Unis, il est appelé les collèges artistiques libéraux), dont le fondement pédagogique est la pensée de l'éducation libérale, répond bien aux nouvelles demandes du marché avec le parcours de licence de 4 ans visant à éduquer d'une manière totale. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises ciblent souvent ces compétences transversales (*soft skills*) travaillées dans les universités des études générales, telles que la capacité de résoudre et de généraliser des problèmes, la capacité d'analyser et de communiquer, la capacité de penser de manière critique, la capacité de travailler en équipe, etc. Pour ceux qui sortent de l'environnement universitaire général, leurs bases de connaissances complètes peuvent être considérées comme la clé de leur réussite dans l'économie du savoir d'aujourd'hui. De nombreux locataires de la Maison-Blanche sont diplômés d'universités d'études générales américaines, comme James Buchanan, diplômé de Collège artistique libéral Dickinson en 1908 ; Chester Arthur, ancien étudiant de Collège Union ; Ronald Reagan, diplômé du Collège Eureka ; Barack Obama, ancien étudiant de Collège Occident ; etc.

2.4. Réforme du mécanisme de gestion vers l'autonomie pour les universités

Après l'accord signé le 12 novembre 2009 entre le gouvernement du Vietnam et celui de la France, et la décision n° 2067/QĐ-TTg du 9 décembre 2009 du Premier ministre du Vietnam, l'université des sciences et des technologies de Hanoï (USTH) a été fondée. Cet établissement peut être considéré comme une preuve éclatante des efforts pour réformer l'enseignement supérieur vietnamien, notamment dans l'aspect de gestion éducative. L'USTH est créée avec des innovations sans précédent. Tout d'abord, elle est une des premières universités au Vietnam construites selon des critères internationaux de modèle de l'université d'excellence. Dirigée par le recteur principal français, le professeur Etienne Saur, cette université publique vietnamienne est investie par le gouvernement vietnamien et reçoit des soutiens du gouvernement français, de l'Institut académique des Sciences et Technologie du Vietnam, de la Banque asiatique de développement (BAD) et de l'union de plus de 40 universités et centres de recherche au premier rang de France (USTH Consortium). À l'occasion du 10e anniversaire de la création de l'USTH, le 9 décembre 2019, Vu Duc Dam, le vice-Premier ministre du Vietnam, a déclaré que l'autonomie dans l'enseignement supérieur est une mission, non seulement un standard de connaissances, mais aussi la source de création de nouvelles connaissances à l'université. Et selon ce vice-Premier ministre,

[trad.] La plus grande réalisation que le modèle de l'USTH apporte à l'enseignement supérieur vietnamien est l'esprit et la valeur de l'innovation du modèle de gouvernance universitaire. En France, en Europe et dans le monde, l'innovation du modèle de gouvernance des universités est normale, mais au Vietnam, elle a un tournant. Précédemment, les universités vietnamiennes relevaient directement des

*ministères, des branches, des provinces, et elles étaient gouvernées presque comme une agence administrative*⁵⁶⁷.

En fait, la question de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur a été mentionnée dans de nombreux documents officiels de l'État du Vietnam. Par exemple, dans la résolution NQ/14/2005 du 2 novembre 2005 du gouvernement sur la rénovation fondamentale et complète de l'enseignement supérieur au Vietnam, on a clairement indiqué :

[trad.] En se basant sur la rénovation de la pensée et du mécanisme de gestion de l'enseignement supérieur, il faut combiner de manière convenable et efficace la délimitation des fonctions et des tâches de la direction de l'État et l'assurance de l'autonomie, le renforcement de la responsabilité sociale, la transparence des établissements d'enseignement supérieur. [il faut] Promouvoir la propre initiative et la positivité des établissements d'enseignement supérieur dans l'œuvre de l'innovation, avec le noyau du corps professoral et des gestionnaires et la réponse favorable et la participation active de toute la société ;

Transformer les établissements d'enseignement supérieur publics pour qu'ils fonctionnent selon le mécanisme de l'autonomie : ayant le statut juridique complet, le droit de décider et d'assumer la responsabilité de la formation, de la recherche, de l'organisation, des ressources humaines et des finances ;

*Achever les politiques de développement de l'enseignement supérieur vers l'autonomie et la responsabilité sociale des établissements d'enseignement supérieur, la gestion de l'état, et le rôle de suivi et d'évaluation de la société avec l'enseignement supérieur.*⁵⁶⁸

Le modèle de gouvernance actuel de l'enseignement supérieur au Vietnam, soit dans les relations entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur, soit dans les relations au sein des établissements d'enseignement supérieur, tous ont une interférence entre une partie de la tradition de gouvernance centralisée de l'Europe introduite depuis l'époque française et une autre partie du modèle de gestion planifiée centralement du style soviétique avec la direction par l'ordre et les plans étatiques. Pendant longtemps, comme les universités vietnamiennes ont été une institution d'État, le rôle de l'État dans l'administration de l'université a été donc considéré comme indispensable. Le gouvernement définit le cadre national des programmes et les normes communes de formation. Les décisions des universités sont régies par des lois et guidées par des documents de sous-loi en détail. Dans le contexte où le Vietnam s'est ouvert au monde et a converti son économie en un mécanisme du marché, si les mécanismes de gouvernance ci-dessus ne changent pas, l'ensemble des produits du système d'enseignement supérieur vietnamien ne pourra pas s'adapter aux changements rapides de l'économie de marché intégrée mondialement fortement comme aujourd'hui.

La politique de transformer le fonctionnement des universités en un mécanisme autonome a été proposée depuis 2005 et déployée depuis 2015, mais en réalité, ce n'est qu'en 2018 qu'elle est devenue centrale. L'idée de maintenir un haut degré d'autonomie, voire une autonomie totale dans les établissements universitaires est une des caractéristiques de

⁵⁶⁷ HONG HANH, « Phó Thủ tướng Vũ Đức Đam: “Tự chủ đại học là sứ mệnh sáng tạo tri thức” [Vice-Premier ministre Vu Duc Dam : « L'autonomie des universités est une mission de création de savoir »] » [en ligne], *Dân trí*, 10 décembre 2009, [consulté le 12 avril 2021].

⁵⁶⁸ GOUVERNEMENT DU VIETNAM, « Nghị quyết số 14/2005/NQ-CP, ngày 02/11/2005 [Résolution No. 14/2005/NQ-CP, le 02 novembre 2005] », 2005.

l'enseignement supérieur américain et a été introduite au Sud-Vietnam avant 1975 (la Constitution de la République du Vietnam en 1967 a confirmé l'autonomie de l'enseignement supérieur). En fait, les universités du Sud-Vietnam détenaient la véritable autorité en matière de personnel et de curriculums. En particulier, le rôle énorme du conseil d'université a apporté des succès dans la création d'un environnement de la liberté académique dans la communauté des universités de l'époque. Malheureusement, cette idée très progressiste a été abolie juste après la réunification du Vietnam en 1975, jusqu'à ce que 2005 elle est commencée à être relancée.

Aujourd'hui, lors de la discussion des objectifs communs, les universités vietnamiennes sont toutes d'accord pour considérer que le mécanisme d'autonomie universitaire crée un fort moteur pour le développement et l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur ; pour répondre aux exigences de ressources humaines qualifiées : se développer en profondeur, accélérer l'industrialisation, la modernisation, l'adaptation à l'économie de marché et l'intégration internationale. Malheureusement, pendant la mise en œuvre de cet objectif commun, la plupart des universités vietnamiennes considèrent que l'autonomie universitaire est essentiellement un compromis selon lequel on échange le soutien financier du budget étatique pour la liberté dans les décisions des affaires internes des écoles⁵⁶⁹. Dans cette optique, l'autonomie signifie que l'État arrête les investissements et les institutions universitaires prennent en charge leurs propres finances, en contrepartie, il y aura une liberté de fonctionnement.

En réalité, l'autonomie universitaire véritable comprend 4 critères permettant de comparer le degré d'autonomie de l'enseignement supérieur (en Europe) : c'est l'autonomie de l'organisation ; des ressources humaines ; des finances ; et des facteurs académiques⁵⁷⁰. Au Vietnam, la politique de mise en œuvre du mécanisme d'autonomie des universités est correcte, mais des différences de perception et des inadéquations dans un certain nombre de réglementations et des mécaniques étatiques ont conduit à des écarts dans la mise en œuvre de l'autonomie universitaire. Les critères sur l'autonomie sont tous importants, mais si le critère financier est placé au sommet, cela déformera et dénaturera les objectifs de l'éducation. Malheureusement, on discute beaucoup de l'élément financier de l'autonomie et le considère comme la motivation initiale et principale pour promouvoir avec empressement l'autonomie universitaire tandis que l'autonomie des facteurs académiques est peu mentionnée. La mise en œuvre aberrante du mécanisme d'autonomie a conduit à de nombreuses insuffisances, voire à de mauvais phénomènes : se concentrer sur la « *poursuite* » de l'objectif d'augmentation des revenus a entraîné la tendance à augmenter le niveau des inscriptions à un seuil surpassant la capacité réelle de l'école (surtout dans les domaines où le coût de la formation est faible ou l'augmentation en raison de la psychologie ambiguë de la société). Cela affecte directement la qualité de l'enseignement, perturbe la planification de la formation du pays en ne permettant pas de répondre aux besoins réels de la société. Ainsi, chaque année, le nombre d'étudiants diplômés au chômage ou à la recherche d'un emploi ne correspondant pas à leurs spécialisations est toujours élevé.

Cette pensée de gouvernance éducative américaine peut faire valoir l'efficacité dans le cas où elle serait considérée comme le mécanisme jouant le rôle réel dans le processus de décisions

⁵⁶⁹ DO Thi Ngoc Quyen, « Tự chủ và tự do học thuật trong giáo dục đại học Việt Nam [Autonomie et liberté académique de l'enseignement supérieur au Vietnam] » [en ligne], *Tia Sáng*, 2019.

⁵⁷⁰ ESTERMANN Thomas, NOKKALA Terhi et STEINEL Monika, « University autonomy in Europe II - The Scorecard », European University Association, 2011.

sur les questions d'importantes internes et des affaires externes de l'université. Tous les systèmes de gouvernance doivent répondre aux questions de savoir *qui [obtiendra] quoi, quand, pourquoi, comment*, d'une manière efficace et raisonnable. Nulle part, la perception du partage dans la gouvernance n'est plus susceptible d'être contradictoire que dans les secteurs du budget et des finances⁵⁷¹.

La modalité gestionnaire concentrée sur la responsabilité peut être considérée comme le moyen le plus efficace pour lier les facteurs de finances et de budget dans les domaines prioritaires dans la formation et la recherche. Elle se base sur trois principes : (1) tous les coûts et revenus attribuables à chaque école et autre unité académique devraient être affectés à cette unité ; (2) des incitations appropriées devraient exister pour chaque unité académique afin d'augmenter les revenus et de réduire les coûts afin de promouvoir un ensemble clair de priorités académiques ; et (3) tous les coûts des autres unités, telles que la bibliothèque ou le conseil aux étudiants, devraient être alloués aux unités universitaires⁵⁷².

Quel que soit le pays, le financement est l'un des facteurs très importants pour promouvoir la réforme de l'éducation, mais actuellement au Vietnam, l'accent est mis sur ce facteur à un niveau aberrant. En fait, on peut se représenter les trois critères d'autonomie sur l'organisation, les finances et le personnel comme les conditions nécessaires pour assurer l'autonomie académique. Le critère de l'autonomie académique est la pensée clé de l'enseignement libéral, orientant les apprenants vers des horizons de création. Ce critère détermine la qualité de la formation, est la pensée originale conduisant à la demande d'autonomie universitaire dans l'enseignement supérieur avancé. Au Vietnam, l'autonomie académique n'a pas reçu une attention suffisante, car les universités s'évertuent toujours à trouver des moyens d'augmenter leurs revenus.

En principe, dans le mécanisme d'autonomie universitaire, la liaison dans la relation entre les sujets internes et externes de l'université concerne directement l'orientation de développement et le mécanisme de répartition des bénéfices. Alors, il faut que le conseil d'université joue le rôle représentatif pour les parties concernées dans la direction et le contrôle du fonctionnement de l'école. Au Vietnam, la délimitation ambiguë des rôles, des fonctions, des devoirs, de l'autorité et des responsabilités entre le conseil d'université, le recteur (ou le directeur) et le comité du Parti⁵⁷³ conduisent à des conflits autour de la mise en œuvre des missions de ces trois acteurs dans la gouvernance et l'administration des établissements d'enseignement supérieur. Sans compter la période coloniale française ou le régime de la République du Vietnam (1954-1975), la notion de conseil d'université est apparue au Vietnam depuis 2003, mais 16 ans après, il y a encore peu de conseils d'université assumant bien leur fonction⁵⁷⁴. Jusqu'à ce jour, il existe toujours des ministères de tutelle, c'est-à-dire l'affirmation la coexistence entre la politique de l'autonomie universitaire et le mécanisme de la gestion centralisée (en réalité, ce mécanisme joue le rôle décisif), qui complique le fonctionnement des conseils d'université nouvellement fondés, voire les cantonne à la fonction consultative. La pratique montre que les universités publiques du Vietnam sont à un

⁵⁷¹ BURKE Joshep C. et ASSOCIATES, *Funding Public Colleges and Universities for Performance: Popularity, Problems, and Prospects*, Rockefeller Institute Press, 2002.

⁵⁷² WHALEN Edward, *Responsibility Center Budgeting: An Approach to Decentralized Management for Institutions of Higher Education*, Indiana University Press, 1991.

⁵⁷³ Le Comité du Parti est l'agence orientant dans l'aspect politique, très puissante dans les agences et organisations dans le secteur publique (étatique).

⁵⁷⁴ PHAM Phu, « *Các trường ĐH phải tự chủ và tự chủ là bản chất của ĐH* » [Universités doivent être autonomes et l'autonomie est la nature des universités] mené par, 2019.

faible niveau de socialisation avec peu de participations réelles des acteurs sociaux dans les activités de l'école. Ainsi, le conseil d'université est encore principalement formel. Selon le professeur Tran Duc-Vien :

[trad.] Le Conseil en fait est une institution nominale plutôt que réelle. Toutes les choses, petites ou grandes, sont « aidées » à faire par le comité du Parti et le conseil d'administration de l'école. Cette organisation n'a ni de droit ni d'argent, donc personne ne l'écoute. Le pouvoir d'un individu ou d'une organisation dépend de qui peut prendre les décisions finales concernant l'organisation, le personnel et les finances. Le conseil d'école n'a de réel pouvoir que lorsqu'il a le pouvoir de décision finale dans ces domaines. Tous nos règlements juridiques actuels n'ont pas de place pour la présence de pouvoirs du Conseil d'école. Il est donc estompé pour les agences supérieures de gestion de l'État, et dans le cœur et l'esprit du personnel, des étudiants et des partenaires. Par conséquent, ce conseil ne joue aucun rôle dans la décision sur l'organisation, le personnel et la finance.⁵⁷⁵

Pour la même question, le professeur adjoint Nguyen Van Long, président du conseil d'école de l'Université de Transport et de Communication a partagé :

[Le conseil d'université] est appelé « nominal » parce que ce conseil est réglementé par la loi avec des rôles, des fonctions, la tâche claire, mais "irréel", c'est parce que le pouvoir n'est pas dans ses mains. Au lieu que le conseil d'école décide la stratégie et donne des problèmes à résoudre pour le directeur (ou le recteur), maintenant cette histoire se déroule dans la direction opposée. Dans les universités publiques, le comité du Parti gère en fait le conseil d'école ; par ailleurs, relativement à la composition du conseil, la majorité de ses membres (à l'interne de l'école) sont normalement proches du directeur, tandis que les membres extérieurs à l'école sont principalement participé en raison de relations antérieures avec l'école, plutôt que du fait de leurs capacités et de leur position pour la communauté. Cela a entraîné l'inefficacité dans le fonctionnement du conseil.⁵⁷⁶

Quoi qu'il en soit, le mécanisme d'autonomie universitaire a été mis en œuvre à différents niveaux dans les universités vietnamiennes. Malgré de nombreux inconvénients naissants, il est important qu'un changement ait commencé et l'intervention administrative des agences étatiques dans l'environnement de la formation et de la recherche ait progressivement diminué. Les premiers modèles de nouvelle gouvernance de l'enseignement supérieur tel que l'Université Vietnam - France (USTH), l'Université Vietnam - Allemagne, l'Université Vietnam - Japon, l'Université RMIT Vietnam, l'Université FPT, l'Université Ton Duc Thang, l'Université Hoa Sen, etc., ont ouvert de nouvelles perspectives sur la nécessité de l'autonomie des universités, non seulement envers les agences de l'État, mais aussi pour toute la société.

2.5. Construire et développer le système d'universités non publiques

Avant 1975, dans le sud du Vietnam, il a existé un système d'universités privées bien développé, apportant une contribution significative à la vie socio-économique. Le gouvernement de la République du Vietnam à cette époque avait également de nombreuses

⁵⁷⁵ TRAN Duc Vien, « Nhận thức về tự chủ đại học: Tự chủ khác với tự lo [Connaissances sur l'autonomie universitaire: l'autonomie et l'autosuffisance sont différentes] » [en ligne], *Tia Sáng*, 2017.

⁵⁷⁶ NGUYEN Van Long, *Les questions difficiles autour du conseil d'université* mené par Nguyen Quang Anh, 31 octobre 2020.

politiques de soutien pour encourager le développement de ces établissements. Cela était dans le but de diminuer la pression venant de l'augmentation rapide de la population étudiante dans les universités publiques ; d'élargir l'opportunité d'accès à l'enseignement supérieur des habitants ; et aussi d'assurer la qualité de l'enseignement supérieur en général. Une preuve éclatante : pendant 4 ans, de 1969 à 1972, le gouvernement du Sud-Vietnam a financé 183 millions de dongs (monnaie de la République du Vietnam) pour les universités privées. En 1973, ce chiffre était de 218 millions. Cette augmentation dépendait du nombre d'étudiants que les universités privées pouvaient former selon leurs capacités⁵⁷⁷. En revanche, au Nord-Vietnam (1955-1975) et ensuite au Vietnam réunifié avant 1993, les écoles non publiques n'ont pas été acceptées de peur que ce type d'établissement éducatif puisse créer des discussions politiques et perturber la programmation des ressources humaines d'une économie planifiée centralisée selon le modèle soviétique. Pourtant, après la naissance de l'université non publique Thang Long en 1993, cette sorte d'école univéitaire se développe rapidement. Jusqu'en 2019, le nombre d'établissements d'enseignement supérieur non publique est passé à 60, représentant près de 15 % de l'échelle totale de la formation supérieure du pays.

Dans le Vietnam d'aujourd'hui, l'économie d'État coexiste avec l'économie privée. Après 25 ans de réformes, l'économie privée, à partir d'une position très réduite, a contribué énormément au développement économique national en matière de PIB, de produits de qualité, d'emplois, etc. Dans de nombreux secteurs qui n'acceptaient autrefois que des entreprises publiques (comme l'éducation, l'électricité, l'eau, les transports, etc.), maintenant les entreprises privées sont également impliquées et se portent très bien. Cependant, il n'y a pas encore un environnement suffisamment propice pour permettre à l'économie privée de percer et de créer un environnement commercial équitable. Il existe toujours une discrimination entre les entreprises publiques et privées, et entre les entreprises d'intérieur et d'IED (Investissement direct à l'étranger). Bien que le secteur de l'éducation non publique ait connu 25 ans de développement, il est jusqu'à présent géré par de nombreuses politiques et mécanismes inadéquats, et il y a un manque d'équité entre la formation publique et non publique : les universités publiques sont subventionnées par l'État dans la plupart des articles d'investissement, y compris les ressources humaines, tandis que les écoles non publiques doivent être autosuffisantes, des installations au personnel. Ces irrationalités entraînent des difficultés pour que les universités non publiques développent l'offre de formation et assurent la qualité d'enseignement. Par exemple, les enseignants des universités publiques sont payés, formés, améliorés, voire envoyés se former à l'étranger avec le budget de l'État ; les étudiants formés selon les objectifs annuels sont soutenus par la finance par l'État. En revanche, dans les établissements de l'enseignement supérieur non public, les étudiants ne reçoivent aucun soutien, voire doivent payer des impôts via les frais de scolarité (actuellement, les universités non publiques doivent encore payer 10 % d'impôt sur leurs revenus par rapport à 25 % dans le passé). Dans de nombreux cas, pour continuer le fonctionnement, des écoles privées doivent recruter même des candidats inéligibles. Leur raison est qu'il vaut mieux être puni pour pouvoir survivre que de devoir fermer la porte (c'est-à-dire, perdre tout le capital d'investissement). Cela ne fait qu'aggraver les préjugés de la société sur les universités non

⁵⁷⁷ NGUYEN Thanh Trang, « Đại học tư lập và vấn đề phát triển [Universités privées et problème de développement] », *Tap chí Tư tưởng*, No 48 (2), 1975.

publiques, et même de nombreux employeurs ont refusé de recruter des élèves des écoles non publiques⁵⁷⁸.

Bien qu'il reste encore de nombreux problèmes à surmonter, en général, la contribution du système des universités non publiques est très claire. Après leur apparition, les universités non publiques ont mobilisé de ressources hors budget étatique très grandes et variées. Cela a réduit non seulement la pression sur l'économie en matière des ressources humaines, mais également la pression sur le budget de l'État pour investir dans l'éducation, surtout dans le contexte où l'offre du système d'enseignement supérieur doit rattraper les besoins de développement de l'économie.

⁵⁷⁸ HA Thi Thuy Duong, « Chính sách đối với giáo dục đại học ngoài công lập hiện nay [Politique actuelle pour les universités hors-publique] », sur *Nghiên cứu Lập pháp* [en ligne], <http://lapphap.vn>, publié le 2015, [consulté le 5 novembre 2020].

Conclusion du chapitre 1

Depuis sa création en 1906, l'enseignement supérieur moderne du Vietnam a connu de nombreuses vicissitudes. À chaque époque et à chaque période spécifique, l'enseignement supérieur vietnamien a atteint certaines réalisations en s'enrichissant d'héritages au fil du temps. Les régimes indépendants au Vietnam depuis près d'un siècle se sont concentrés toujours sur le secteur de l'éducation, bien que la philosophie, les objectifs éducatifs et les modalités de mise en œuvre dans le système éducatif diffèrent.

Au Sud-Vietnam sous le gouvernement de la République du Vietnam (1954-1975), avec l'héritage des quintessences de l'enseignement supérieur français et américain, l'enseignement supérieur de la République du Vietnam s'est déployé de manière très progressiste, avec notamment l'idée de l'autonomie universitaire écrite dans sa Constitution de 1967. Ce système éducatif est toujours la fierté des générations des Vietnamiens ayant l'occasion de l'expérimenter. Depuis la réunification du pays en 1975, ces pensées progressistes ont été complètement effacées en raison de la faiblesse de la vision et de l'extrémisme politique des responsables de l'éducation. Actuellement, l'enseignement supérieur vietnamien a des efforts pour aborder de nouveau ces idées avancées.

Au Nord-Vietnam, l'enseignement supérieur a été construit selon « *l'original soviétique* » pendant toute la période 1954-1975, et puis ce modèle a continué à être maintenu pendant de nombreuses années après la dissolution de l'Union soviétique. Associée au contexte historique spécifique du Vietnam, dans la situation de la guerre féroce avec les États-Unis durant plus longtemps que prévu avec ses lourdes conséquences d'après-guerre, la pensée de l'enseignement supérieur soviétique appliquée au Vietnam, des années 1960 aux années 1980, a été appropriée. Cela est justifié par de nombreuses réalisations apportant de grandes contributions à l'œuvre de la libération nationale et de la reconstruction du pays à partir des ruines.

Cependant, lorsque l'histoire du Vietnam a tourné une nouvelle page, d'ailleurs même la patrie de « *l'original soviétique* » a également fondamentalement réformé le système d'enseignement supérieur, le rôle historique du modèle universitaire soviétique devrait se terminer afin que le Vietnam s'oriente vers une éducation concordante avec la nouvelle tendance de l'époque. Mais en fait, de nombreuses années après l'abolition du modèle soviétique d'enseignement supérieur en Russie, son pays natal, le Vietnam a conservé intact ce modèle éducatif, voire il a été encore renforcé par l'article 36 de la Constitution du Vietnam en 1992 selon lequel, « l'État gère uniformément le système éducatif national en matière d'objectifs, de programmes, de contenus, de plans d'enseignement, de normes relatives aux enseignants, de règlements d'examen et de système de diplômes.⁵⁷⁹ »

En reconnaissant un retard très important par rapport aux voisins régionaux, de même des bouleversements rapides venant de la mondialisation, le Vietnam n'a pas pu se tenir en dehors de la tendance générale et a également lancé le processus d'innovation. Pour le système d'enseignement supérieur, depuis les années 2000, des réformes ont été mises en œuvre avec l'accent mis à la redéfinition structurale du système universitaire, de l'échelle et du niveau de base convenable ; et à la diversification du sujet servi, du type d'école et de la forme de formation. La loi sur l'enseignement supérieur du Vietnam (2012) a posé des règlements sur l'organisation, les tâches et les pouvoirs des établissements d'enseignement supérieur ; sur

⁵⁷⁹ RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « Constitution de 1992 », 1992, Article 36.

les activités de formation, les activités scientifiques et technologiques et les activités de coopération internationale ; sur l'assurance et accréditation de la qualité de l'enseignement supérieur ; sur les enseignants, les apprenants ; sur les finances et les domaines des établissements d'enseignement supérieur ; et sur la gestion de l'État envers l'enseignement supérieur⁵⁸⁰.

Ce document juridique contient de nombreuses idées progressistes qui ont été déployées avec succès au Vietnam dans les périodes précédentes, dans le but d'essayer de rapprocher les universités du Vietnam de celles des pays voisins régionaux, et ultérieurement d'intégrer au niveau international.

⁵⁸⁰ ASSEMBLÉE NATIONALE DU VIETNAM, « Loi sur l'Enseignement supérieur de 2012 », 2012, Article 1.

Chapitre 2 : Causes des faiblesses actuelles de l'enseignement supérieur vietnamien

À partir du milieu du XIX^e siècle, lorsque la dynastie Nguyen au Vietnam s'affaiblissait, les Français ont tiré le meilleur parti de l'occasion pour établir une colonisation sur la majeure partie de la péninsule d'Indochine, y compris le Vietnam. La domination française a duré près de 100 ans, jusqu'à ce que les Vietnamiens profitent de la situation politique mondiale pour déclarer leur indépendance. Dès le début du XX^e siècle, la France a introduit un enseignement moderne au Vietnam et dans les contextes historiques spécifiques, cet enseignement supérieur vietnamien a atteint des réalisations importantes quoique, dans l'ensemble, la France ait très peu investi dans le système d'enseignement supérieur de l'Indochine. En conséquence, le Vietnam a raté l'occasion lorsqu'une vague de réforme institutionnelle de l'enseignement supérieur a balayé une grande partie du continent asiatique au cours des premières décennies du XX^e siècle. C'était une époque où de nombreuses universités de premier plan ont été établies pour la première fois dans cette région (comme au Japon ou en Chine).

Après l'indépendance en 1945, le Vietnam ne disposait de fondations d'un enseignement supérieur qu'à une échelle très limitée, alors que même la guerre se poursuivait sous d'autres formes. Durant la première guerre d'Indochine avec les forces françaises et alliées (1945-1954), l'enseignement supérieur vietnamien s'est construit sur un héritage indirect et incomplet d'écoles, de programmes et de méthodes de formation constitués pendant les temps de colonisation française. On dit « indirect » parce que ce ne sont pas les Français qui ont transféré l'enseignement supérieur au gouvernement indépendant du Vietnam. Et le caractère « incomplet » est venu du fait que ces fondements, qui étaient maigres dès leur réception, avaient été fortement endommagés par l'instabilité de la société depuis le coup d'État japonais. Ainsi, l'enseignement supérieur de cette période n'a pas seulement été investi et complété, mais a également subi plus de dommages de la guerre. Au début, les Vietnamiens pensaient que la résistance ne serait que de courte durée, les conditions temporaires d'apprentissage et d'enseignement donc pourraient être surmontées. En plus, des fondements méthodiques maintenus de la période coloniale française ont permis au système d'enseignement supérieur de rester fonctionnel et efficace dans quelques domaines.

Cependant, la guerre prolongée a conduit à une longue lignée de résistance qui a infusé tous les domaines de la vie sociale vietnamienne, dans une forme d'effort de dépassement des conditions sociales. À ce moment, peu importe la réalité, chacun travaillait sur la base de l'esprit et de la volonté, beaucoup plus que sur des conditions éducatives réelles. L'Accord de Genève de 1954 a mis fin à la guerre de 9 ans. En raison des rapports de forces et de la situation politique complexe du monde à cette époque, comme nous l'avons étudié dans la première partie, le territoire vietnamien a été temporairement divisé en deux régions nord et sud, avec deux gouvernements indépendants et deux régimes politiques distincts. Dans ce chapitre, notre recherche se concentrera sur le domaine de l'enseignement supérieur au Nord-Vietnam dans le régime de la République démocratique du Vietnam, car ce régime est le prédécesseur du gouvernement actuel, et que l'enseignement supérieur du Nord-Vietnam est aussi le prédécesseur de l'enseignement supérieur du Vietnam aujourd'hui.

Lorsque la deuxième guerre d'Indochine avec les États-Unis et leurs alliés (la période 1954-1975) a eu lieu, le Nord et le Sud-Vietnam, placés sous deux régimes politiques différentes, avaient des manières de développer l'enseignement supérieur complètement distinctes. Le Sud s'est appuyé sur les institutions appartenant à l'Université d'Indochine et a poursuivi la direction suivie par les Français avant 1945. En outre, le gouvernement de la République du Vietnam s'est efforcé de construire et de maintenir une éducation diversifiée en matière de forme et de domaine de formation pour pouvoir assumer les missions importantes d'un véritable enseignement supérieur. Pendant ce temps, le Nord a mis en place une « éducation révolutionnaire » en se concentrant sur la promotion de l'esprit patriote et nationaliste pour les étudiants. En fait, l'enseignement supérieur au Nord à cette époque était encore un prolongement de la voie du développement éducatif dans les conditions de guerre et de privation, mais était chargé de la grande mission d'un enseignement « révolutionnaire », une éducation « humaine ».

Dans ce contexte, le critère le plus important est de former des personnes en accord avec les idéaux communistes, les rendant prêts à se sacrifier pour la Patrie. Dans le contexte d'une guerre acharnée, du sud au nord, l'objectif principal de toutes les politiques du Parti communiste du Vietnam est alors de donner la priorité au service du champ de bataille et à la mission la plus importante : unifier le pays. À certains égards, l'enseignement supérieur du Nord durant la période de la seconde guerre d'Indochine a également eu ses propres acquis, en répondant à la demande de ressources humaines de qualité pour l'économie du temps de guerre et en assurant un contingent de cadres qualifiés pour servir le front et le développement de la société contemporaine.

Juste après la fin de la Deuxième guerre d'Indochine en 1975, le Vietnam a dû immédiatement entrer dans la Troisième guerre d'Indochine jusque des années 90, qui comprenait des guerres frontalières avec des pays appartenant au même système communiste : le Cambodge (dirigé par les Khmers rouges) et la Chine. Les hostilités constantes ont gravement endommagé les installations clés de toutes les régions du Vietnam. Non seulement, cela a causé des difficultés économiques, mais aussi des difficultés dans tous les aspects de la vie sociale ; plus dangereusement encore, la situation de guerre qui a eu lieu pendant presque tout le XX^e siècle a produit des effets majeurs en termes d'idéologie, de conception de la gestion et de l'orientation du développement social chez les élites vietnamiennes. Cela a conduit à de nombreuses erreurs dans la planification des mécanismes et des politiques dans tous les domaines de la vie sociale vietnamienne. En particulier, l'économie et l'enseignement supérieur sont les secteurs qui ont dû subir des conséquences à long terme au fil des décennies. De plus, la « Guerre froide » dans le monde, dont le résultat est la dissolution de l'Union soviétique et du système des pays socialistes, a entraîné l'effondrement du pouvoir des partis communistes en Europe de l'Est. Cette série d'événements a provoqué la vigilance politique accrue du Parti communiste du Vietnam pour la survie du régime. Une conception très fortement nourrie par l'anti-américanisme et contre les alliés américains est devenue répandue et de plus en plus radicale. Cette conception occulte le fait qu'une grande partie du peuple et des scientifiques, aux États-Unis et dans les pays occidentaux, a contribué à la paix au Vietnam, notamment par les protestations contre la guerre. Des politiques éducatives inappropriées ont créé un décalage important entre l'enseignement supérieur et les progrès scientifiques et technologiques. En outre, lorsque le Nord et le Sud ont été unifiés, l'enseignement supérieur du pays de cette époque non seulement n'a pas profité des facteurs progressistes du modèle universitaire du Sud-Vietnam, mais l'a obligé à suivre le système de

l'éducation du Nord-Vietnam ayant déjà des signes d'obsolescence à ce moment - là. En outre, en élargissant l'offre de formation, les nouveaux établissements de l'enseignement supérieur ont dû également suivre le modèle d'organisation et de fonctionnement existant dans le Nord. Par conséquent, l'éducation vietnamienne fonctionne d'une manière étrange que l'on ne voit nulle part ailleurs dans le monde. Elle est marquée par la primauté des préoccupations idéologiques. L'enseignement supérieur est mis en place, mais son orientation vers la formation est déployée dans le but de former les diplômés d'abord « *rouges* » et puis « *professionnels* ». Le « *rouge* » signifie d'avoir des caractères communistes et marxistes, et « *professionnel* » désigne l'expertise. Placer « *rouge* » en premier plan implique que la bravoure politique est plus importante que l'expertise. À certains égards, cet ordre est similaire à la pensée « *Tiên học lễ, hậu học văn* » à l'époque féodale du Vietnam. Pendant longtemps, l'enseignement supérieur vietnamien a été une éducation incomplète et fragmentaire. La devise d'ici était « *faites-le* », c'est-à-dire, même il n'y avait pas encore suffisamment de conditions, mais si on se trouvait (selon la pensée subjective) la nécessité de faire quelque chose, on le ferait quand même. Alors même si on savait que c'est faux, on ne le corrigerait pas pour garder le « *courage politique* », et pour pacifier l'opinion publique, on utilisait de nombreux arguments pour chercher à cacher sa faute, à se défendre. La dimension injonctive et idéologique couvrait tous les domaines de l'éducation : installations, curriculums et programmes de formation, méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Après des décennies de guerre, l'idée de « *faites-le* » fondée simplement sur la force et l'idéologie est devenue la norme dominante qui a amené l'éducation vietnamienne à exister et à fonctionner de manière isolée par rapport aux autres pays avancés du monde ⁵⁸¹.

Depuis les dernières étapes jusqu'au présent (2020), le mécanisme et la politique de développement économique ont été changés de manière radicale vers l'intégration internationale. L'économie vietnamienne a donc des avancements impressionnants. Cela a favorisé énormément le développement du secteur éducatif par une source financière importante du budget de l'État consacré de manière prioritaire à l'enseignement. En outre, les outils juridiques pour relever la dimension de l'éducation se sont de plus en plus enrichis. Pourtant, dans les dernières périodes, l'enseignement supérieur du Vietnam s'affaiblit encore. D'importants problèmes persistent et de nouvelles problématiques émergent, qui révèlent toute la faiblesse du système universitaire et qui inquiètent constamment la population vietnamienne. Presque chaque année, le ministère vietnamien de l'Éducation apporte et informe de « modifications et compléments », des résolutions gouvernementales sont signées, afin de « rénover de manière fondamentale et globale » le système de l'enseignement supérieur, les étapes et modalités de recrutement des étudiants et des contenus de formation, des méthodes de l'enseignement ou des examens, etc. Toutefois, jusqu'à maintenant, l'enseignement supérieur vietnamien ne peut vraiment pas encore cesser de « modifier et compléter ». Les insuffisances de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur vietnamien en particulier sont mentionnées quotidiennement dans les médias, et nous en avons déjà repéré un bon nombre. Comme le considère le professeur Hoang Tuy, un éducateur célèbre et enthousiaste pour l'éducation du Vietnam : « [trad.] L'enseignement supérieur vietnamien depuis de nombreuses décennies a de plus en plus glissé par rapport à la stabilité des autres pays voisins »⁵⁸², donc n'est pas encore en mesure d'être comparé au monde. Les

⁵⁸¹ VUONG Tri Nhan, « *Máy cảm nhận về sự khác biệt giữa giáo dục miền Nam và giáo dục miền Bắc* [Quelques connaissances sur la différence entre l'éducation du sud et du nord] » [en ligne], *Tạp chí Nghiên cứu và Phát triển*, No 7-8 (114-115), 2014, [consulté le 14 octobre 2019].

⁵⁸² HOANG Tuy, *Giáo Dục: Xin cho tôi nói thẳng*, NXB Tri thức, 2011.

causes de la faiblesse sont nombreuses, et les circonstances historiques spécifiques jouent un rôle important. Cependant, la plus grande faiblesse provient du facteur humain et se situe en matière macro de ce système éducatif lui-même. Certaines raisons fondamentales peuvent être analysées ci-dessous.

1. Impact d'un état de guerre perpétuelle et de politiques économiques inefficaces

À peine sortis de la première guerre d'Indochine avec les Accords de Genève, le Vietnam puis le Laos et le Cambodge sont entrés aussitôt dans la deuxième guerre d'Indochine. Avant l'Accord de Genève, au Nord comme au Sud du Vietnam, il existait deux forces opposées, les forces procommunistes et les forces anticomunistes. Après la signature de l'Accord, les forces anticomunistes du Nord se sont déplacées vers le Sud. Une partie des forces procommunistes du Sud se sont rassemblées vers le Nord et une autre partie d'environ 100 000 personnes est restée au Sud selon les règles de « rassemblement en place » pour aider le Gouvernement de la République démocratique du Vietnam (au Nord) à préparer les élections législatives d'unification des deux les régions conformées à l'esprit des Accords de Genève⁵⁸³. Le gouvernement du Nord de Hô Chi Minh croyait en la victoire si les élections législatives se déroulaient conformément aux articles signés dans les Accords. La base de cette croyance est aussi l'inquiétude des États-Unis et du gouvernement de la République du Vietnam (au Sud). Dans ses mémoires, le président américain D. Eisenhower a écrit : «[trad.] Je n'ai jamais parlé ou échangé avec n'importe qui connaissant l'Indochine sans constater qu'une fois les élections se déroulant pendant ce temps d'hostilité, peut-être, 80 % de population voteront pour le communiste Hô Chi Minh et non pour le chef d'État Bao Dai.⁵⁸⁴ » Pour la même raison, les États-Unis ont détruit les Accords de Genève en intervenant au Sud-Vietnam et soutenant un gouvernement proaméricain dirigé par Ngo Dinh Diem (successeur de Bao Dai) dans le but de créer une ligne de défense contre l'influence du communisme (également dite, « *la vague rouge* » par les Américains) en Asie du Sud-Est. Le Vietnam a continué à être pris dans la deuxième guerre d'Indochine (ou *la guerre du Vietnam*, pour les Américains) pendant 20 ans.

Ce fut une des guerres les plus longues, les plus féroces et les plus compliquées de l'histoire liées aux agressions étrangères du Vietnam, si nombreuses au cours de son histoire, entre deux côtés et avec quatre composants principaux : d'un côté, c'est les États-Unis et la République du Vietnam et de l'autre, c'est la République démocratique du Vietnam et le Front national de Libération du Sud-Vietnam⁵⁸⁵. Le champ de bataille s'est élargi rapidement au Laos et au Cambodge. Les États-Unis considèrent que cette guerre a officiellement commencé le 1er novembre 1955 lorsque le Groupe consultatif d'assistance militaire (MAAG) des États-Unis

⁵⁸³ DEFENSE DEPARTMENT HISTORY OF UNITED STATES DECISIONMAKING ON VIETNAM, *The Senator gravel edition The Pentagon papers*, volume 1, chapitre 5, section 2, Beacon Press, 1975, p. 283-314.

⁵⁸⁴ EISENHOWER Dwight D., *Mandate for Change, 1953-1956: The White House Years*, Doubleday & Company, 1963, p.372.

⁵⁸⁵ Le Front national de libération du Sud Viêt Nam (Il est aussi connue comme le Front national pour la libération du Sud Viêt Nam ou Front de libération nationale du Sud Viêt Nam (FNL ou FLN)) était une force armée vietnamienne d'inspiration nationaliste et communiste dont le noyau était les forces pro-communistes qui sont restées dans le Sud selon les règles de rassemblement en place. Le FNL est né le 20 décembre 1960, incitant tous les Vietnamiens à le rejoindre pour s'opposer au régime de Ngô Đình Diệm et réaliser l'indépendance et l'unité du Viêt Nam, sous la bannière du régime communiste de Hô Chi Minh.

au Vietnam a été créé⁵⁸⁶. Mais en fait, les États-Unis se sont ingérés dans la situation du Vietnam depuis la première guerre d'Indochine en finançant l'armée française en matière d'argent, d'équipement militaire et du personnel de conseiller américain. À la fin de cette guerre, près de 80 % des dépenses de guerre de la France étaient assurées par les États-Unis (jusqu'à 1,5 milliard USD en 1954). Les États-Unis ont fourni une aide à l'armée française en Indochine avec 360 avions, 1 400 tanks et véhicules blindés, 390 navires de guerre et navires militaires, 16 000 véhicules militaires de toutes sortes, 175 000 fusils et mitrailleuses⁵⁸⁷. Et, immédiatement après la seconde guerre d'Indochine, le Vietnam a dû continuer à entrer dans trois guerres frontalières avec le Cambodge et la Chine. Les guerres acharnées, qui se sont déroulées de manière continue pendant la majeure partie du siècle, ont eu un impact particulièrement négatif sur tous les domaines de la vie sociale vietnamienne : l'éducation en général et l'enseignement supérieur vietnamien en particulier ont été très durement touchés.

1.1. État de guerre perpétuelle

La deuxième guerre d'Indochine, également connue sous le nom de « guerre du Vietnam », est une guerre qui a provoqué de profondes divisions politiques ainsi que des impacts négatifs sur l'économie et la vie sociale pour tous les pays belligérants. Les objectifs des parties dans cette guerre sont complexes et multiformes. Pour la République démocratique du Vietnam, le but final est d'unifier à tout prix le Nord et le Sud. Pour les États-Unis, il est nécessaire d'empêcher la propagation du communisme en Asie de l'Est selon la théorie des dominos⁵⁸⁸. En outre, dans son discours à la Conférence des gouverneurs le 4 août 1953, le président américain Eisenhower a également évoqué les ressources bon marché en Indochine et a déclaré que la perte de contrôle en Indochine affecterait sérieusement la position stratégique mondiale des États-Unis⁵⁸⁹. Pendant cette guerre, les Américains ont successivement mis en œuvre quatre stratégies de guerre : « Guerre unilatérale » (1954-1960), « Guerre spéciale » (1961-1965), « Guerre locale » (1965-1968), « Vietnamisation de la guerre » (1969-1973). Les principaux pays alliés des États-Unis qui ont participé à la guerre comprennent : la Thaïlande (qui a pris part à la guerre de juillet 1966 à février 1972) avec plus de 13 000 soldats participant directement au combat ; l'Australie (de septembre 1964 au décembre 1972) avec plus de 3 000 soldats avec 1 destroyer et 1 escadron d'avions participant directement au combat ; la Nouvelle-Zélande (de juillet 1965 à décembre 1972) avec 600 soldats directement impliqués dans le combat ; les Philippines (d'avril 1965 au 29 mars 1973) avec plus de 2 000 conseillers. La plus importante dans cette force alliée était l'armée de la Corée du Sud qui est arrivée la plus tôt et s'est également retirée du Vietnam le plus tard (de septembre 1964 au 29 mars 1973)⁵⁹⁰. Différente des autres forces belligérantes alliées des Américains, l'armée de la Corée

⁵⁸⁶ LAWRENCE A.T, *Crucible Vietnam: Memoir of an Infantry Lieutenant*, McFarland & Co, 2009.

⁵⁸⁷ D'après :

- NAVARRE Henri, *Le temps des vérités*, Plon, 1979.

- ÉLY Paul, *Mémoires - L'Indochine dans la tourmente*, Plon, 1964, p.51.

⁵⁸⁸ DEFENSE DEPARTMENT HISTORY OF UNITED STATES DECISIONMAKING ON VIETNAM, *The Senator gravel edition The Pentagon papers* [en ligne], Chapter 2, "U.S. Involvement in the Franco-Viet Minh War, 1950-1955", section 1, Beacon Press, 1975, p. 53-75.

⁵⁸⁹ DEFENSE DEPARTMENT HISTORY OF UNITED STATES DECISIONMAKING ON VIETNAM, *op. cit*, p. 591-592.

⁵⁹⁰ Après réaliser un coup d'État, Park Chung-hee a eu du pouvoir de direction en Corée du Sud tant que président dictateur au 16/5/1961. Il a mobilisé plus de 300 000 soldats sud-coréens pour combattre au Vietnam, pour multi-objectifs : dans le but de maintenir une relation d'alliance étroite avec les États-Unis, d'une part ; d'autre part pour un motif financier ; pendant la période 1965-1972, lors de l'envoi de troupes de mercenaire au Vietnam pour les États-Unis, la Corée du Sud a reçu 5 milliards USD d'aide des États-Unis (selon le cours de 1970). Les revenus

du Sud est particulièrement brutale et barbare avec à son actif une longue liste de crimes de guerre, d'horribles massacres de civils vietnamiens (la Corée du Sud a rapporté que leurs soldats avaient tué un total de 41 000 Vietnamiens, pour la plupart des civils, mais ce nombre est bien inférieur à la réalité).

La deuxième guerre d'Indochine peut être divisée en quatre périodes spécifiques :

(1) La période de la « Guerre unilatérale » 1954-1960

Alors que le gouvernement de la République démocratique du Vietnam (Nord) recherchait des solutions pacifiques en assistant des forces communistes du Sud à mener une lutte purement politique pour demander d'unifier les deux régions du pays conformément au contenu de l'Accord de Genève, le gouvernement de la République du Vietnam (le Sud) avec le soutien américain a recherché une solution à la guerre. Une grande source d'argent des États-Unis a été attribuée à la République du Vietnam afin de construire l'armée en matière d'équipement et d'entraînement : au cours de cette « Guerre unilatérale », les États-Unis ont fourni à la République du Vietnam 7 milliards de dollars d'aide (selon le cours de 1960)⁵⁹¹. Le gouvernement de Ngo Dinh Diem a accru les mesures violentes comme fascistes en mettant en place des guillotines partout au Sud-Vietnam, dans les campagnes, en emprisonnant et en anéantissant des opposants et des communistes. Pendant cette période, le Sud-Vietnam était rempli de prisons et de camps de détention qui pouvait être comparée à « l'enfer sur terre ». On estime que de 1955 à 1958, au Sud du Vietnam, plus de 90 % des membres du parti communiste vietnamien ont été arrêtés et tués, en particulier au sud de la région du delta du Mékong : il est resté seulement 5 000 des 60 000 membres du Parti à cette période⁵⁹². Face aux violations de l'Accord par la République du Vietnam (le Sud), le gouvernement de la République démocratique du Vietnam (le Nord) a officiellement soutenu les activités armées dans le Sud. À partir de 1958, le gouvernement du Sud-Vietnam devait affronter des difficultés politiques et militaires lorsque les communistes ont intensifié leurs activités de contre-attaque. Un événement spécial à cette époque fut la victoire du mouvement Dong Khoi (1959-1960) contre les « États-Unis - Ngo Dinh Diem », qui a marqué un point de renversement pour la situation de guerre.

Devant le risque d'échec de la politique de « Guerre unilatérale », les États-Unis ont déployé une nouvelle solution : la « Guerre spéciale », une part dans le cadre de la stratégie militaire globale « Réponse flexible », rédigée par le général Maxwell D. Taylor (en 1956) dont la mise œuvre au Vietnam a été approuvée par le président John F Kennedy (en 1961).

(2) La période de « Guerre spéciale » 1961 - 1965

Le principe de cette stratégie est d'utiliser l'armée de la République du Vietnam comme force de combat principale avec les armes modernes et les plans militaires fournis par les États-Unis. En outre, en reconnaissant le rôle du Nord pour le mouvement révolutionnaire du Sud, à toutes les étapes de la guerre, les États-Unis ont toujours trouvé des moyens de bloquer les renforts du Nord. Au début du 1961, le président américain JF. Kennedy a signé un ordre

des mercenaires pour les États-Unis représentaient 40 % des recettes en devises étrangères, ou environ 7 à 8 % du PIB de la Corée du Sud en 1966-1969, cité dans « A Perspective on Korea's Participation in the Vietnam War », sur *The Asian Institute for Policy studies* [en ligne], publié le 9 avril 2013, [consulté le 5 septembre 2021].

⁵⁹¹ MCNAMARA Robert S., *Nhìn lại quá khứ: Tấn thâm kịch và những bài học về Việt Nam [Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons]*, NXB Chính trị quốc gia, 1995, p.43.

⁵⁹² Phong trào Đồng khởi - 50 năm nhìn lại [Le Mouvement de Dong khoi - Rétrospection après 50 ans], NXB Chính trị Quốc gia - Sự thật, 2010, p.7.

de déployer une « opération secrète de sabotage visant au Nord-Vietnam » sous la commande directe de la CIA. Selon laquelle, des escouades de commandos parachutistes de la République du Vietnam ont été utilisés dans les missions de s'introduire au Nord-Vietnam pour saboter les infrastructures. Cette opération a été gardée secrète pendant de nombreuses années avant d'être révélée dans le livre de Sedgwick Tourison, *Secret Army, Secret War : Washington's Tragic Spy Operation in North Vietnam* » (Naval Institute Special Warfare), écrit en septembre 1995. Pourtant, la « Guerre spéciale » au Sud Vietnam a été marquée par une série d'échecs de la force de la République du Vietnam malgré l'aide américaine de plus de 1 milliard USD par an et la présence de près de 23 000 conseillers militaires américains. L'instabilité interne du régime de la République du Vietnam a entraîné la mort du président Ngo Dinh Diem, le 1er novembre 1963. À la suite de cet événement, on comptait 14 autres coups d'État militaires après un peu plus d'un an, provoquant l'affaiblissement du système politique par nature faible. Les zones d'influence de l'armée de la République du Vietnam ont également été restreintes progressivement.

En 1964, les États-Unis prévoyaient d'attaquer le Nord pour soulager la pression des forces communistes au Sud. Dans la nuit du 4 août et à l'aube du 5 août 1964, les États-Unis ont érigé « *l'incident du golfe du Tonkin* » sous prétexte que le Vietnam a attaqué des navires américains dans les eaux internationales. Pour cette raison, le Congrès des États-Unis a autorisé le gouvernement américain à mener toutes les activités de guerre si nécessaire sans besoin d'avoir l'approbation du Congrès. À midi du 5 août 1964, l'attaque *Pierce Arrow* a été lancée en utilisant 64 sorties de frappe d'avions des deux porte-avions USS Ticonderoga et USS Constellation pour bombarder les bases navales de la République démocratique du Vietnam du Nord, de la Côte centrale du Nord au nord du Vietnam septentrional. Cette opération est considérée comme le point d'ouverture de la première guerre aérienne et navale contre le Nord-Vietnam. Ensuite, l'opération *Rolling Thunder* au début de 1965, qui a attaqué les provinces la Côte centrale du Nord, puis la guerre aérienne a été étendue à l'ensemble du Nord-Vietnam. En fait, « *l'incident du golfe du Tonkin* » a été inventé par les États-Unis comme excuse pour bombarder immédiatement le Nord-Vietnam. Dans une cassette audio déclassifiée en 2001, le président Lyndon B. Johnson a admis que « l'attaque d'un navire de la République démocratique du Vietnam contre des navires américains dans les eaux internationales » dans « *l'incident du golfe du Tonkin* » au 4 août 1964 n'avait jamais eu lieu⁵⁹³. L'intervention militaire américaine au Nord-Vietnam s'est déroulée par étapes. Pour maintenir les bombardements, les États-Unis ont dû envoyer des avions et des aviateurs sur les aérodromes du Sud, ensuite, y établir des bases. Pour les protéger, les États-Unis ont continué à envoyer plus de « marines ». En outre, il y avait le problème de devoir défendre à distance, etc., et ainsi les troupes américaines ont participé directement pas à pas à la guerre en remplaçant l'armée de la République du Vietnam que les États-Unis considéraient comme incompétente. Ainsi, le Nord-Vietnam a dû faire face à la guerre aérienne américaine. Avec la supériorité militaire des armées aériennes et navales américaines, les forces de défense aérienne du Nord-Vietnam ne pouvaient se concentrer que sur la protection de cibles particulièrement importantes. La vie du peuple du Nord-Vietnam était extrêmement difficile, même pour l'armée qui était aussi sous-alimentée et le taux de pertes était élevé à cause des

⁵⁹³ Selon,

- HANYOK Robert J., « Skunks, Bogies, Silent Hounds, and the Flying Fish: The Gulf of Tonkin Mystery, 2-4 August 1964 », *Cryptologic Quarterly*, 19/20, 2001.
- SHANE Scott, « Vietnam War Intelligence "Deliberately Skewed," Secret Study Says » [en ligne], *The New York Times*, 2 décembre 2005.

bombes et des balles. Le Parti communiste du Vietnam s'est efforcé de remonter le moral du peuple. Il y a eu de nombreux exemples d'héroïsme révolutionnaire selon les idéaux du Parti communiste. Pendant ce temps, les médias occidentaux ont publié une vidéo de 9 minutes enregistrant l'interview entre le président Hô Chi Minh et la journaliste française Danielle Hunebelle de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) réalisée au 5 juin 1964⁵⁹⁴. La journaliste française a commenté que tous les styles de vie personnelle avaient été disparus pour construire un grand effort collectif, dirigé par un appareil unifié et ordonné. Les forces armées du Nord n'ont pas hésité à se sacrifier pour combattre avec ténacité et créativité. Cela a annulé avec succès une part des avantages technologiques des États-Unis et causé des dommages importants aux forces aériennes et navales américaines.

(3) Période de « Guerre locale » 1965-1968

Dès l'échec de la « Guerre spéciale », les États-Unis sont passés à la stratégie de « Guerre locale » au Sud avec l'armée américaine comme force principale sur le champ de bataille. Cela a mis fin à l'intervention limitée à la seule fourniture d'aide et de conseillers militaires comme pendant des phases précédentes. Il s'agit d'une des trois formes de la stratégie militaire mondiale « Réponse flexible » élaborée par le général Maxwell D. Taylor (en 1956) et acceptée de mettre en oeuvre au Vietnam par le président John F. Kennedy. La « Guerre locale » est menée par la force militaire combinée des États-Unis (jouant le rôle principal) avec celle des 5 pays alliés et l'armée de la République du Vietnam. Son objectif spécifique est de vaincre les forces communistes du Sud en 25 à 30 mois (de la mi-1965 à la fin de 1967). Simultanément à cette stratégie au Sud, les États-Unis utiliseraient l'armée de l'air et la marine pour attaquer le Nord-Vietnam. À la fin de 1965, le nombre de troupes américaines présentes au Sud-Vietnam a atteint 180 000, et l'effectif de troupes alliées était de 20 000, et sans parler des 70 000 soldats navals et aériens sur les bases américaines de Guam, des Philippines, de Thaïlande et de la 7e flotte américaine, toujours prêts à partir en guerre sur ordre. Sur les champs de bataille du Sud, face aux défaites successives de l'armée de la République du Vietnam, le 17 juillet 1965, le président B. Johnson a décidé d'envoyer 44 bataillons américains au Sud du Vietnam pour participer directement à la guerre. À la recherche d'une victoire militaire pour créer du prestige et étendre la zone de sécurité de la base militaire américaine de Chu Lai, à l'aube du 18 août 1965, une puissante force de 9 000 marines américains soutenue par 6 bateaux de débarquement, 105 tanks, 100 hélicoptères, 70 avions de combat ont lancé l'opération *Starlight* au village de Van Tuong (province de Quang Ngai), comme une bataille importante d'ouverture de cette stratégie. C'était la première fois que l'armée américaine participait directement et à grande échelle au combat, utilisant les trois forces : l'armée de mer, l'armée de terre et l'armée de l'air. Mais après seulement une journée de combats, les dommages graves avec 900 soldats américains tués, 22 tanks incendiés, 13 avions abattus a entraîné le retrait de forces américaines.

Du côté de la République démocratique du Vietnam, au début de la période de « Guerre locale » des États-Unis, lors de la Conférence de mars 1965, le Parti communiste du Vietnam a décidé de transférer toutes les activités du Nord de l'état du temps de paix au temps de guerre et de se concentrer sur la construction et le développement de l'économie locale, répondre à la logistique sur place pour les guerres contre les forces aériennes et navales américaines, et en même temps assurer l'aide au champ de bataille au Sud. Au cours de cette

⁵⁹⁴ HUNEBELLE Danielle, « Les deux Vietnam: Vietnam du Nord », ORTF, 1964., maintenant cette vidéo est archivée aux Archives nationales françaises INA, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=CNU3EbwSboY>,

période, la vision de l'Union soviétique sur la guerre du Vietnam a changé. Le point de vue de la coexistence pacifique (du Leader Nikita Khrouchtchev) entre les deux États vietnamiens du Sud et du Nord, avec une aide militaire limitée de la part de l'Union soviétique, a évolué vers une position en faveur de la lutte armée (du Leader Leonid Brezhnev) avec une plus grande aide militaire de l'Union soviétique à la République démocratique du Vietnam. Depuis 1965, le Nord-Vietnam a reçu de l'Union soviétique de nombreux équipements et armes militaires modernes, notamment de l'artillerie antiaérienne de différentes tailles, des radars d'alerte et de guidage pour l'armée de l'air, des systèmes de missiles sol-air et des avions de chasse. L'armée régulière de la République démocratique du Vietnam était initialement dotée d'équipements modernes. À la fin de 1967, après de grandes pertes de personnes et d'armes de guerre, les États-Unis ont ajouté une grande quantité d'armes modernes et augmenté le nombre de troupes expéditionnaires à 525 000 personnes, portant l'effectif total de troupes participant à la guerre à 1 200 000 personnes⁵⁹⁵.

Avec la stratégie de la « Guerre locale », les États-Unis ont envoyé le plus grand nombre de troupes à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale. Les Américains ont mobilisé 70 % de l'armée de terre, 60 % des marines, 40 % des marins et 60 % du potentiel aérien des États-Unis. Il y a eu 6,5 millions de tours de jeunes Américains participant directement à la guerre du Vietnam, 22 000 entreprises aux États-Unis mobilisées directement pour servir cette guerre. Avec une grande puissance, les États-Unis ont intensifié leurs campagnes militaires au Nord comme au Sud. Dans le nord du Vietnam, des milliers d'avions modernes de 50 types différents ont visé des cibles militaires et civiles avec une fréquence et une intensité croissantes (en moyenne 300 vols chaque jour), lançant 1 600 tonnes de bombes et de balles au nord. Ces bombardements ont tué et blessé de nombreux civils, ont causé d'importants dégâts matériels et détruit de nombreuses installations économiques, culturelles, éducatives et médicales.

Au Sud-Vietnam, les troupes américaines et alliées ont lancé de nombreuses campagnes militaires et pendant ce processus ont causé une série de massacres de civils, surtout les forces des États-Unis et de la Corée du Sud. Dans les mémoires de guerre, les habitants vietnamiens ne peuvent pas oublier l'horreur de la brutalité de l'armée du dictateur Park Chung-hee : parmi les massacres de civils vietnamiens, le massacre de Binh An (province de Binh Dinh) en février 1966 par l'armée de la Corée du Sud est devenu un drame de guerre particulier, aux conséquences extrêmement tragiques dans une campagne paisible, provoquant plus de 1 000 tués parmi les civils, dont la plupart étaient des personnes âgées, des femmes et des enfants. Rien qu'en 1966, les soldats sud-coréens ont effectué quatre massacres notamment celui de Binh An au Sud-Vietnam. De plus, de nombreux cas ont été menés par l'armée américaine, dont le plus barbare a été le massacre de My Lai (ou massacre de Son My) causé par l'armée de terre américaine. Dans les documents du Département de la Défense des États-Unis, ce massacre est également nommé Pinkville (Pinkville est le nom que la force américaine nomme la région de My Lai)⁵⁹⁶. Le 16 mars 1968 dans la zone du village de My Lai de la commune de Son My (province de Quang Ngai), des soldats de l'armée de terre américaine ont massacré 504 civils, dont la plupart étaient des femmes et des enfants. Le massacre a été dissimulé ensuite. A la fin de 1969, le massacre a été découvert à partir des rapports de l'armée

⁵⁹⁵ LAIR Meredith H., *Armed with abundance : consumerism & soldiering in the Vietnam War* [en ligne], The University of North Carolina Press, 2011, [consulté le 5 septembre 2021].

⁵⁹⁶ PEERS William R., « Report of the Department of the Army Review of the Preliminary Investigations into the My Lai Incident », Department of the Army, 1970.

américaine, cependant, le 29 mars 1971, le tribunal américain n'a condamné que William Calley, le commandant de peloton, avec une peine à perpétuité, mais juste un jour plus tard, le président américain Richard Nixon a accordé une grâce et William Calley n'a été placé en résidence surveillée que pendant trois ans et demi. Selon l'historien allemand Bernd Greiner (Hambourg), le massacre de My Lai était un crime de guerre terrible, mais pas isolé. Selon lui, il existe des dizaines d'autres massacres au Sud Vietnam de différente échelle et d'après une estimation prudente, le nombre de victimes pourrait atteindre plusieurs dizaines de milliers de personnes. Pendant la guerre du Vietnam, il y avait beaucoup de preuves claires pour prouver les crimes de l'armée américaine à travers des massacres, des tortures, des bombardements, des pulvérisations d'agent orange, etc. Après d'avoir compulsé plus de 9 000 pages de documents classifiés de l'armée américaine, *Le Vietnam War Crimes Working Group* mis en place par le Pentagone après My Lai pour enquêter sur les crimes de guerre des soldats américains et alliés a donné une conclusion que les atrocités commises par des soldats américains avaient été plus nombreuses (plus de 320 confirmées) qu'il n'avait été officiellement reconnu jusqu'alors⁵⁹⁷.

En 1967, la tribunal international d'investigation des crimes de guerre des États-Unis au Vietnam et en Indochine (également connu sous le nom de Tribunal Russell du nom de son fondateur, le philosophe britannique Bertrand Russell) a été créée et le philosophe français, Jean-Paul Sartre, a présidé les procès. Le 1er décembre 1967, dernier jour du deuxième procès du tribunal Russell, des militants antiguerre venant du monde entier se sont réunis à Roskilde (Danemark) et ont convenu que les États-Unis « se sont rendus coupables de toutes les accusations, y compris de génocide, d'utilisation d'armes prohibées, abus et assassinats violents de prisonniers » au Vietnam. Au cours de deux procès distincts, du 2 au 10 mai 1967 à Stockholm et du 20 novembre au 1er décembre 1967 à Roskilde, les crimes de guerre commis par les États-Unis et leurs alliés ont été exposés au peuple mondial. Cela a influé énormément sur l'opinion publique internationale, mais aussi aux États-Unis.

Aux États-Unis, les dirigeants et la société était en effet profondément divisés. Le mouvement anti-guerre du Vietnam des classes de peuple américain est devenu fort et s'est étendu. Et en décembre 1967, il s'était développé à l'échelle nationale, avec la « Semaine de demande de mettre fin à la guerre du Vietnam et aux services militaires ». En juin 1967, il y a eu un contact diplomatique entre la République démocratique du Vietnam et les États-Unis nommés Pennsylvanie. Cet incident a commencé lorsque deux personnalités françaises, Herbert Marcovitch et Raymond Aubrac (amis de Hô Chi Minh) ont accepté d'être médiateurs entre les États-Unis et le Vietnam. Cette proposition est faite par Henry Kissinger⁵⁹⁸, directeur du Harvard Defence Studies Program et un professeur de Harvard. Kissinger a convaincu le président Lyndon Johnson de rechercher une occasion de paix avec la République démocratique du Vietnam. Ensuite, les deux personnalités françaises ont rencontré le président Hô Chi Minh et le Premier ministre Pham Van Dong pour transmettre les propos du président L. Johnson. Les bombardements américains ont été arrêtés pendant que les deux personnalités françaises étaient au Nord-Vietnam. Cependant, peu de temps après que les celles-ci aient quitté le Vietnam, les États-Unis ont recommencé à bombarder avec une plus grande intensité qu'auparavant tout le territoire du Nord-Vietnam.

⁵⁹⁷ JOURNOUD Pierre, « Secret et stratégie pendant la guerre du Vietnam », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 36, 2012, p.66.

⁵⁹⁸ Henry Kissinger en tant que conseiller de sécurité américain depuis 1968, et Secrétaire d'État des États-Unis de 1973 à 1977.

Par la ligne et la méthode d'agitation et de propagande auprès du peuple, très ingénieuses, du Parti communiste et en même temps avec des sentiments profonds pour le président Hô Chi Minh, le peuple du Nord, toutes classes sociales confondues, considère son devoir envers la Patrie comme le plus important. « Déterminé à braver la mort pour la survie de la patrie » est devenue la devise inscrite profondément dans la pensée de nombreuses générations de jeunes vietnamiens pendant la guerre. En effet, grâce à cette idéologie, l'armée et le peuple du Nord-Vietnam ont pu surmonter la pluie de bombes et de balles, et le manque extrême de ressources matérielles pour gagner la guerre contre les forces aériennes et navales des États-Unis. Entre le milieu de 1965 et la fin de 1968, 3 234 avions américains ont été abattus, dont 6 B.52, 3 F.11, et 143 navires de guerre et bateaux de commandos ont été détruits. Au Sud, un événement particulièrement remarquable pour tous les côtés belligérants est l'offensive et le soulèvement du Têt de Mau-Than 1968 (à partir du 30 janvier 1968) avec une série d'attaques du Front national de libération du Sud contre les agences de la tête du gouvernement de la République du Vietnam, dans la plupart des provinces/villes du Sud, dont l'ambassade des États-Unis à Saïgon. Ce fut un événement qui a choqué le monde et a créé un tournant dans cette guerre en causant des pertes importantes en matière militaire et politique dans les troupes américaines et dans le gouvernement sud-vietnamien. À la suite de cet incident, le président Johnson a limogé McNamara, le secrétaire à la Défense, et Westmoreland, le commandant en chef des forces américaines au Vietnam. Après une série d'échecs de la stratégie de « Guerre locale » et de guerre destructrice par l'armée aérienne et navale au Nord-Vietnam, des classes du peuple américain ont protesté contre la guerre et exigé le retrait de toutes les troupes expéditionnaires. La Chambre des représentants des États-Unis a également proposé la résolution de retirer toutes les forces de terre américaines au Vietnam dans les plus brefs délais. Le 31 mars 1968, L. Johnson a annoncé qu'il ne se présenterait pas à la présidence pour un second mandat, et a également informé la décision de limiter les activités américaines au Vietnam, de retirer progressivement les troupes américaines au pays, et d'ordonner l'arrêt des bombardements au Nord-Vietnam.

À cette même époque, le président français, Charles de Gaulle, estima que les États-Unis perdraient en Indochine et que les Français devaient avoir une responsabilité morale pour jouer un rôle de médiation dans la guerre que les Américains avaient héritée de la France. Par l'intermédiaire du professeur André Roussel, président de l'Association médicale franco-vietnamienne, le président français a suggéré une négociation entre les dirigeants de la République démocratique du Vietnam et les États-Unis dans le but de trouver une solution politique pour la guerre. Le président De Gaulle a envoyé un émissaire à Saïgon (la capitale du Sud-Vietnam) à la mi-avril 1968 pour demander aux parties de s'asseoir à la table de négociation et de se mettre d'accord de choisir Paris comme lieu de rencontre. La Conférence de Paris s'est officiellement ouverte le 3 mai 1968. Et le 20 janvier 1969, Richard Nixon lors de sa cérémonie d'investiture du président américain a déclaré que les États-Unis étaient dans une crise spirituelle, coincée dans la guerre, déchirée et divisée à l'intérieur⁵⁹⁹. La guerre du Vietnam a provoqué de graves tensions pour les États-Unis, non seulement sur le plan économique, militaire, mais aussi social et politique. Le désaccord amer a déchiré l'organisme de la vie spirituelle américaine et quelle que soit l'issue de la guerre, la déchirure mettra longtemps à guérir.

⁵⁹⁹ Cité dans "First Inaugural Address" de Richard M. Nixon du 20 Janvier 1969. (republié par <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/january-20-1969-first-inaugural-address>)

Afin de sauver la situation navrante des États-Unis au Vietnam, le président Nixon, après six mois au pouvoir, a proposé la « Doctrine Nixon » et la stratégie militaire globale « Dissuasion pratique » pour remplacer la stratégie « Réponse flexible » sous l'époque de Lyndon Johnson. Et la « Vietnamisation de la guerre » était une partie importante de cette nouvelle stratégie de Nixon⁶⁰⁰.

(4) La période de « Vietnamisation de la guerre » (1969-1973)

Cette stratégie a été appliquée par les États-Unis à partir du 8 juin 1969 dans toute l'Indochine afin de transférer progressivement la responsabilité du combat à l'armée de la République du Vietnam pendant que les États-Unis retiraient progressivement leurs troupes du Vietnam. Ainsi, le gouvernement de Nixon a pu continuer à conserver le Sud-Vietnam et l'ensemble de l'Indochine sous influence américaine, tout en calmant les mouvements antiguerre qui s'étaient développés aux États-Unis. Au cours de cette période, la République démocratique du Vietnam et les États-Unis ont cherché de part et d'autre à remporter une victoire militaire décisive qui pourrait changer la situation sur le champ de bataille, qui favoriserait un renforcement de sa position sur la table de négociation, notamment dans un contexte où les négociations de Paris apparaissaient encore comme une situation sans issue.

Mettant en œuvre la stratégie « Vietnamisation de la guerre », les États-Unis ont augmenté leur aide militaire et économique pour renforcer le gouvernement et l'armée de la République du Vietnam. En même temps, les Américains ont empêché toutes les voies d'aide de mer venant du Nord pour les forces du Front national de libération du Sud en répandant des torpilleurs pour bloquer les côtes et les estuaires du Nord-Vietnam ; et étendant la guerre au Laos et au Cambodge pour arrêter les voies de ravitaillement de terre. Ainsi, la « Vietnamisation de la guerre » est devenue « utiliser les Indochinois contre les Indochinois ». Pendant ce temps, les États-Unis ont également profité des profondes contradictions entre la Chine et l'Union soviétique pour chercher à faire un compromis avec la Chine et à faire la paix avec l'Union soviétique dans le but important de limiter l'aide du bloc socialiste à la République démocratique du Vietnam.

Au Nord, au milieu de la guerre étant dans la période la plus difficile et la plus décisive, le décès du leader Hồ Chi Minh au 2 septembre 1969 à Hanoï produit beaucoup de détresse pour le peuple vietnamien. Le Parti communiste du Vietnam a encouragé l'ensemble du Parti et des habitants à transformer leur douleur en actions révolutionnaires pour réaliser le souhait du leader Hồ Chi Minh d'un Vietnam unifié dans son testament sacré. La 18e Conférence du Comité central du Parti communiste du Vietnam, en janvier 1970, s'est fixé la tâche : « Mobiliser les meilleurs efforts de l'ensemble du Parti, de l'armée et du peuple dans les deux régions... créer les conditions de base pour l'unification du pays ».

En avril 1970, le président Nixon autorise secrètement des campagnes de bombardements et une invasion terrestre du Cambodge, un pays neutre. La guerre s'est ensuite étendue au Laos⁶⁰¹. Dans cette situation, la République démocratique du Vietnam devait résister à une guerre à grande échelle qui s'est intensifiée et s'est étendue à toute l'Indochine. Les 24 et

⁶⁰⁰ Selon,

- GREENSPAN Jesse, « How the Vietnam War Ratcheted Up Under 5 U.S. Presidents », sur *HISTORY* [en ligne], publié le 14 mars 2019, [consulté le 5 septembre 2021].
- HISTORY.COM EDITORS, « The Nixon Doctrine is announced », sur *HISTORY* [en ligne], publié le 13 novembre 2009, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁰¹ HISTORY.COM EDITORS, « Vietnamization », sur *HISTORY* [en ligne], publié le 24 février 2010, [consulté le 5 septembre 2021].

25 avril 1970, le sommet des trois pays indochinois a convenu de s'unir contre les États-Unis et de lutter pour faire échouer la stratégie de « Vietnamisation de la guerre ». Du 30 avril au 30 juin 1970, les forces communistes vietnamiennes et cambodgiennes ont écrasé l'invasion du Cambodge par 100 000 soldats américains et sud-vietnamiens, continuant à remporter les campagnes du Nord-Est et du Sud-Est du Cambodge en 1971. Du 12 février au 23 mars 1971, les troupes du Nord-Vietnam et la force de Pathet Lao ont brisé la grande opération *Lam Son 719* des troupes des États-Unis (jouant le rôle principal de conseiller) et de la République du Vietnam, et ensuite ont gagné dans la campagne *Đường 9 – Nam Lào* (ou *Route n°9 - Sud du Laos*) dans le but de maintenir le couloir stratégique de la révolution indochinoise. En route vers la victoire, le Front national de Libération du Sud a mené la campagne *Printemps-Été de 1972* en déployant d'importantes attaques sur des bases et des positions stratégiques au Sud qui ont causé de lourdes pertes aux troupes américaines et sud-vietnamiennes. Cela a mené la faillite de pas à pas la stratégie de « Vietnamisation de la guerre » et a créé des conditions favorables pour la République démocratique du Vietnam à la table des négociations à Paris.

Face au risque de défaite totale, le président Nixon a été obligé de mettre en œuvre l'« américanisation » pour une part de la guerre du Vietnam. Cela a en fait dépassé le cadre de la stratégie « Vietnamisation de la guerre ». En même temps, les États-Unis ont lancé la deuxième guerre de destruction au Nord-Vietnam, à partir du 16 avril 1972, dont l'ouverture était l'Opération Linebacker qui a mobilisé les forces aériennes et navales avec le plus grand nombre et les équipements militaires les plus modernes. Concernant l'armée de l'air, il y a eu 1400 avions tactiques (représentant 40 % de l'armée de l'air tactique américaine), 193 avions B52 (représentant 45 % des avions B52 du pays), en sachant que la quantité d'avions de l'armée de l'air américaine est égale à la totalité de la celle des trois pays les plus puissants d'Europe occidentale à l'époque : l'Angleterre avec 600 avions, la France avec 475 et l'Allemand de l'Ouest avec 500. Quant à la marine, il y a eu 14 navires de guerre (représentant 75 % des navires de la Flotte n° 7), dont 6 porte-avions (soit 50 % du nombre total de porte-avions américains). La deuxième guerre de destruction au Nord a largement dépassé la première (1964-1968) en matière d'échelle, de vitesse et d'intensité d'attaque.

Le fait que Hanoï et d'autres grandes villes ont été tapissées par les bombardements de B-52 et les ports du Nord-Vietnam ont bloqué par les torpilles américaines a porté un coup dur à l'économie de la République démocratique du Vietnam. Ces frappes aériennes dévastatrices ont non seulement causé de lourds dommages pour le Nord-Vietnam, mais ont également détruit l'agence représentative diplomatique de France à Hanoï et tué sa tête⁶⁰². Le lendemain de l'incident, le ministère français des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur américain pour le condamner fermement, mais du côté américain, le ministre de la Défense, Mervil Laird, a déclaré : « Il est possible que ce soit un missile SAM du Nord-Vietnam qui ait lancé au ciel et y soit tombé ». Cependant, ce mensonge a été neutralisé par un témoin, un reporter canadien présent à l'époque, qui a confirmé qu'il avait vu 3 avions américains séparés de la formation de plus de 20 appareils, et puis ils avaient papillonné plus de 20 tours dans le ciel central de Hanoï avant de jeter des bombes sur le complexe diplomatique français. En même temps l'ambassade d'Algérie a également été attaquée et l'ambassade d'Inde a été touchée par une bombe, mais heureusement elle n'a pas explosé. En particulier, le bâtiment

⁶⁰² Le 11 octobre 1972, à 11h30, quand M. Pierre Susini, délégué général français à Hanoï, recevait le chargé d'affaires albanais, l'armée de l'air américaine a soudainement largué une bombe sur son bâtiment. Mme Leya El Hakim, épouse du Monsieur de délégué générale et 4 employés vietnamiens parmi un total de 16 personnes y travaillant ont été tués sur le coup. Grièvement blessé, Pierre Susini décèdera neuf jours plus tard à Paris.

du Consulat général de France a été le plus durement endommagé. Le bombardement du bâtiment de la délégation française à Hanoï a provoqué de nombreuses protestations dans le monde entier, même de la part des alliés des États-Unis⁶⁰³. Mais après cet événement, l'armée de l'air des États-Unis a continué la poursuite des bombardements dévastateurs dans tout le Nord, en particulier à Hanoï, détruisant gravement les infrastructures, dont des hôpitaux, des écoles, etc.

Devant les ruines de l'hôpital Bach Mai, Yvonne Capdeville, biologiste et femme médecin française, n'a pas pu retenir ses larmes et a déclaré : « [trad.] Je dois souligner que la plupart des victimes sont des enfants, je dis cela pour ne pas faire pitié. C'est simplement une réalité.⁶⁰⁴ » Et l'actrice Jane Fonda, qui est non seulement une star de cinéma de Hollywood, mais aussi une citoyenne américaine qui se bat pour la paix, est allée au Vietnam en 1972 (et y retournée 2 fois ensuite) et est devenue témoin de la guerre d'agression menée par les États-Unis au Vietnam. En voyant les images de désolation causées par des bombes américaines pour les Hanoïens, elle a déclaré : « [trad.] Je suis prêt à renoncer à des centaines de milliers de dollars de contrats cinématographiques pour consacrer du temps à un travail politique : combattre pour mettre fin à la guerre cruelle au Vietnam »⁶⁰⁵. Avant les atrocités des États-Unis, l'armée et le peuple du Nord qui avaient toujours la croyance envers la justice et étaient teints en « *rouge* » en matière de la pensée par le Parti communiste ont riposté énergiquement. Pendant plus de 6 mois (du 6 avril au 17 octobre 1972), 766 avions américains ont été abattus, dont 20 B.52 et 5 F.111 ; près de 100 navires de guerre ont été incendiés, tandis que les lignes de transport stratégique pour venir en aide au Sud ont été bien maintenues. Face à de lourdes défaites au Sud et au Nord, le 22 octobre 1972, le président R. Nixon ordonna l'arrêt des bombardements au Nord-Vietnam.

Pendant ce temps, la Conférence internationale de Paris se poursuivait. Le 8 octobre 1972, la délégation du Nord-Vietnam a remis à celle des États-Unis un projet d'« Accord sur la fin de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam » qui a convenu par les États-Unis. Les deux parties ont accepté de signer l'accord officiel au 31 octobre 1972, mais le 22 octobre 1972, la partie américaine a demandé de modifier ce projet et cela a entraîné le désaccord entre les deux parties. À ce moment-là, le Parti communiste du Vietnam a estimé que les États-Unis poursuivraient encore la guerre pendant un certain temps pour chercher une victoire militaire qui permettrait aux Américains de mettre fin à la guerre en position avantageuse et de forcer la République démocratique du Vietnam à signer l'Accord de Paris conformément à la volonté des États-Unis. Comme prévu, les États-Unis ont mené une campagne de bombardements contre Hanoï, utilisant une force et des mesures illimitées pour frapper directement les cibles essentielles de la République démocratique du Vietnam. Selon le général Curtis LeMay, le chef d'état-major de la force de l'air américaine, les États-Unis devaient bombarder et ramener le Nord-Vietnam à l'âge de pierre⁶⁰⁶. Cette opération, sous le nom de *Linebacker II*, était une continuation de l'opération *Linebacker* qui s'est déroulée de mai à octobre 1972. Pourtant,

⁶⁰³ DUC KHAI, « Vị Đại diện Toàn quyền Pháp và bom Mỹ ở Hà Nội [Le plénipotentiaire français et la bombe américaine à Hanoï] », sur *Báo Thế giới và Việt Nam* [en ligne], publié le 20 octobre 2012, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁰⁴ « Bay Area April 22 Coalition », *The war bulletin*, 1972-1972, p.4.

⁶⁰⁵ HA THU, « Một mình đến Việt Nam [Arrivée au Vietnam toute seule] », sur *Sự kiện và Nhân chứng* [en ligne], publié le 12 décembre 2015, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁰⁶ Dans ses mémoires de 1968, il a suggéré qu'au lieu de négocier avec Hanoï, les États-Unis devraient « bomb them back to the stone age », en supprimant les usines, les ports et les ponts « until we have destroyed every work of man in North Vietnam. », cité dans CULLATHER Nick, « Bomb them Back to the Stone Age: An Etymology », sur *History News Network* [en ligne], [consulté le 7 décembre 2021].

cette fois, les États-Unis ont lancé une mesure très extrême et brutale que les normes de guerre commune n'acceptaient pas : utiliser des avions B.52 pour larguer des bombes destructrices en tapis sur une série de zones densément peuplées de grandes villes pour frapper la volonté du peuple, c'est-à-dire, utiliser la mort et le deuil pour faire pression sur le gouvernement de la République démocratique du Vietnam. Le 18 décembre 1972, les États-Unis ont lancé un raid aérien stratégique à très grande échelle, au Nord-Vietnam. Pendant 12 jours et nuits, du 18 au 29 décembre 1972, l'armée de l'air américaine a effectué 729 sorties d'avions B.52 et 1 900 tours d'avions tactiques pour attaquer le Nord-Vietnam, surtout à Hanoï. Cela a causé des pertes énormes en matière humaine avec 2 368 morts et 3 526 blessés. Dans la nuit du 22 décembre 1972, l'hôpital Bach Mai (Hanoï), le plus grand centre médical du Nord, a été bombardé par des B52 américains et de nombreux bâtiments importants qui ont été détruits avec des patients, des médecins et des infirmières à l'intérieur. Lors du bombardement au tapis de la rue Kham Thien à Hanoï à la nuit du 26 décembre 1972, près de 90 tonnes de bombes ont été larguées sur la rue la plus fréquentée de Hanoï, tuant 278 personnes, dont 91 femmes, 40 personnes âgées, 55 enfants.

La campagne de bombardements massifs a dû affronter une très forte opposition dans le monde entier. Les citoyens des pays socialistes ont fait pression sur leurs gouvernements pour qu'ils condamnent formellement les bombardements, mais la critique très vigoureuse a été également trouvée dans les pays occidentaux. À Paris, le journal *Le Monde* a comparé le bombardement au Nord-Vietnam à celui à Guernica par les nazis allemands pendant la guerre civile espagnole. Selon le *Daily Mirror*, le plus grand journal du Royaume-Uni : « Le retour des États-Unis au bombardement du Nord-Vietnam a fait reculer le monde entier avec horreur ». Les gouvernements britannique, italien et suédois ont élevé la voix. Notamment, le Premier ministre suédois a condamné ces bombardements comme un crime contre l'humanité dont l'échelle d'atrocité était similaire à celle aux camps d'extermination nazis de Treblinka (Pologne).

Aux États-Unis, de nombreuses manifestations à grande échelle contre la Guerre du Vietnam se sont déroulées. Dans des situations extrêmement difficiles, l'armée de la République démocratique du Vietnam, qui était particulièrement fidèle à l'idéal communiste et s'est tempéré et mûrie dans la guerre, a répondu à la force de l'air américaine. En 12 jours et nuits, 81 avions américains ont été abattus, dont 34 B.52 et 5 F.111 ; 43 pilotes ont été faits prisonniers, dont 33 pilotes de B.52. Il s'agit de la plus lourde défaite que l'armée de l'air des États-Unis ait subie dans son histoire. Linebacker II était également la dernière opération militaire de l'armée américaine au Vietnam. Les défaites consécutives sur le champ de bataille au Sud et les dommages énormes en 12 jours et nuits dans le ciel de Hanoï ont obligé les États-Unis à faire la désescalade de guerre en arrêtant de bombarder le Nord à partir du 30 décembre 1972. Le 8 janvier 1973, les États-Unis ont repris les négociations à la Conférence de Paris. La lourde défaite de la stratégie « Vietnamisation de la guerre » au Sud et de la guerre de destruction au Nord - les derniers efforts militaires ont contraint les États-Unis à signer l'« Accord sur la fin de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam » au 27 janvier 1973 avec le contenu du projet que les États-Unis avaient rejeté au 22 octobre 1972. Au cours de la période d'environ 5 ans, depuis le début des négociations le 3 mai 1968, l'Accord de Paris a connu 202 séances publiques, 45 réunions privées de haut niveau, 500 conférences de presse, 1 000 interviews et des milliers de rassemblements ou meetings contre la guerre et en faveur du Vietnam. Le gouvernement français a fait de gros efforts pour que l'Accord de Paris soit signé et cela ait favorisé l'unification du pays par la République démocratique du Vietnam.

Le 29 mars 1973, le commandement militaire américain au Sud-Vietnam a organisé une cérémonie de roulement de drapeau à la base de Tan Son Nhat. Au même jour, à 16 h 25, à l'aéroport de Tan Son Nhat, le commandant en chef des forces américaines au Sud-Vietnam ainsi que les 2 501 derniers soldats expéditionnaires américains et les soldats sud-coréens, philippins se sont également retirés du Vietnam. Lorsque l'armée américaine n'était plus présente au Sud-Vietnam, la troupe de la République du Vietnam était confuse sur tous les fronts. Au cours de cette période, il y a eu un événement inattendu pour toutes les régions du Nord et Sud du Vietnam : l'attaque et l'occupation des îles Paracels de la Chine en janvier 1974. Dans le processus de retrait d'Indochine, le gouvernement français a rendu la souveraineté aux archipels Paracels et Spratleys à l'autorité sud-vietnamienne à partir d'octobre 1950. Ensuite, les forces de la République du Vietnam et des États-Unis exercèrent une gestion étatique sur ces deux territoires des îles.

En 1973, après la retraite des États-Unis du Vietnam, dont l'archipel Paracels, il restait seulement l'armée de la République du Vietnam qui gardait ces îles. Mais en raison de la nécessité de réorganiser les forces pour la guerre avec les communistes vietnamiens, la République du Vietnam a dû retirer le bataillon de marines aux Paracels (la force de défense principale) pour le déplacer vers le continent. Ainsi, il y avait un seul peloton pour protéger tout le groupe d'îles. En raison de la disproportion militaire trop grande, après seulement une courte bataille navale, la Chine a capturé l'ensemble des îles Paracels de la main de la République du Vietnam. Et puis, la République du Vietnam a dû annuler le plan de mobiliser l'armée de l'air pour reprendre l'archipel parce que la septième flotte américaine a refusé son appel au secours. Même, le Pentagone a donné l'ordre à cette septième flotte de s'éloigner des Paracels⁶⁰⁷. En fait, les États-Unis ont conclu un accord tacite avec la Chine pour rester en dehors de la guerre. La République du Vietnam (Sud) et la République démocratique du Vietnam (Nord), toutes se sont opposées aux actions de la Chine. Après la bataille navale de 1974, la Chine a remplacé la République du Vietnam dans le contrôle de l'archipel, mais la République du Vietnam à l'époque et le Vietnam réunifié plus tard revendiquaient toujours la souveraineté sur l'archipel Paracels. Sans la puissante force militaire américaine, l'armée de la République du Vietnam était de plus en plus affaiblie. La cessation complète de l'activité militaire américaine au Vietnam est considérée comme l'élimination d'un ennemi commun de toutes les forces communistes de la région. À partir du 4 mars 1975, l'offensive et les soulèvements généraux des forces communistes ont commencé avec la campagne de Tay-Nguyen (du 4 au 24 mars 1975) et ensuite la campagne de Hué - Da Nang (du 21 au 29 mars 1975) et enfin la campagne de Hô Chi Minh qui a pris fin le 30 avril 1975 (également la fin de la Deuxième guerre d'Indochine). Les deux régions de Nord et de Sud du Vietnam sont revenues à l'unification et la République démocratique du Vietnam a continué à compléter les dispositions de l'Accord de Paris.

Après la fin de la deuxième guerre d'Indochine, le Vietnam a dû entrer dans une série de conflits et de guerres avec deux pays communistes, la Chine et le Cambodge (dans cette situation commune de la région, le Laos et la Thaïlande ont également participé à un nombre de conflits armés). Cette troisième guerre d'Indochine (comme les États-Unis la nomment) a eu lieu après les événements du 30 avril 1975, qui ont conduit à la réunification des deux régions par le Vietnam⁶⁰⁸. À partir de l'incident du 4 mai 1975 où l'armée de Khmère rouge

⁶⁰⁷ NGUYEN Thi Hanh, « 4. Le conflit de souveraineté sur les Paracels et les Spratleys de 1954 à nos jours », in *Les conflits frontaliers sino-vietnamiens : De 1885 à nos jours*, Demopolis, 2019, [consulté le 22 novembre 2021].

⁶⁰⁸ TURLEY William S. et RACE Jeffrey, « The Third Indochina War », *Police étrangère* (38), 1980, p.92-116.

(cambodgienne) a attaqué l'île de Phu Quoc⁶⁰⁹ et celui du 10 mai 1975, ils ont capturé et tué de nombreux habitants sur l'île de Tho Chu (à 55 milles marins de Phu Quoc). Des conflits frontaliers se sont produits continuellement entre le Vietnam et le Cambodge en 1977 et 1978. Les Khmers rouges ont mené deux attaques à grande échelle contre le Vietnam au cours de la période 1975-1978. En 1978, après que les Khmers rouges ont mobilisé une grande force pour lancer une attaque à la région du sud-ouest du Vietnam, le Vietnam a décidé de contre-attaquer avec une grande campagne, en traversant la frontière cambodgienne. Immédiatement, la Chine, puissance tutélaire des Khmers rouges, a utilisé des dizaines de milliers de soldats pour attaquer le Nord Vietnam, provoquant la guerre des frontières en 1979. La guerre des frontières du Sud-Ouest (contre Khmers rouges) et la guerre des frontières du Nord (contre la Chine) ont duré jusqu'en 1989. Les parties concernées ont siégé à la table des négociations à Paris depuis 1989, et en 1991 un accord sur l'établissement de la paix dans la région a été signé. Parmi les guerres au Vietnam qui se sont produites consécutivement pendant de nombreuses décennies du xx^e siècle, la deuxième guerre d'Indochine avec la confrontation directe entre la République démocratique du Vietnam et les États-Unis a laissé les conséquences les plus terribles pour les parties belligérantes, mais évidemment, le pays où les champs de bataille se sont passés directement était la zone la plus douloureuse.

Pour les États-Unis, la Guerre du Vietnam est devenue un triste chapitre de l'histoire. Une longue guerre au fil du mandat de 5 présidents américains, avec 4 stratégies de guerre, qui ont fait faillite les unes après les autres. L'échec a conduit l'armée américaine à réduire considérablement ses opérations à l'étranger, jusqu'à ce que la guerre du Golfe éclate 15 ans plus tard. Au total, pendant deux décennies, les États-Unis ont mobilisé dans cette guerre 6,6 millions de fois de soldats américains (représentant 15 % des jeunes hommes américains), égaux au nombre total d'armées de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Belgique, du Canada, de l'Australie, et représentaient 70 % totale de l'armée américaine à cette époque avec les divisions les plus qualifiées. Aux côtés des forces terrestres, les États-Unis ont utilisé 60 % de l'armée de l'air stratégique et tactique avec 2 300 avions, dont plus de 200 forteresses volantes B-52 (environ de 46 % la totalité de cette sorte d'avion du pays), sans parler de plus de dizaines de milliers d'autres types (environ 11 000 avions américains de toutes sortes ont été abattus ou détruits au Vietnam, 877 autres avions ont été saisis)⁶¹⁰. Les États-Unis ont également mobilisé 42 % de l'armée de mer américaine avec des centaines de navires de guerre, dont 15/18 porte-avions, croiseurs, 3 000 tanks et véhicules blindés ; 2 000 canons lourds de 120 à 175 mm. De plus, les États-Unis ont dû dépenser une énorme somme d'argent pour construire et équiper l'armée de plus de 1,3 million de soldats de la République du Vietnam⁶¹¹.

Pour le Vietnam, c'est la guerre qui a causé le plus de pertes en matière humaine et matérielle dans l'histoire du pays. Il est impossible de disposer des statistiques complètes sur les dommages humains, car il y a eu des villages et des communes qui ont été anéantis après un massacre ou après un bombardement au tapis. Les États-Unis ont estimé que plus de 3 millions de Vietnamiens avaient été tués dans la guerre et des millions de blessés. Les infrastructures dans les deux régions du Vietnam ont été gravement endommagées. Le nombre de bombes et de mines utilisées par l'armée américaine pendant cette guerre était

⁶⁰⁹ Phu Quoc est la plus grande île du Viêt Nam faisant partie d'un archipel composé de 22 îles, situé à l'extrême sud-ouest du pays et dépendant de la province de Kiên Giang.

⁶¹⁰ TOPERCZER István, *MiG-21 Units of the Vietnam War*, Osprey Publishing, 2001, p.80-81.

⁶¹¹ WIEST Andrew, *The Vietnam War 1956-1975*, Osprey Publishing, 2002, p.80.

de plus de 15 millions de tonnes, soit près de 4 fois plus que celui utilisé par d'autres pays pendant la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la guerre, le Vietnam est l'un des pays les plus pollués par les bombes et les mines au monde. Avec le soutien de nombreux pays et organisations internationales, le gouvernement vietnamien a dépensé environ 100 millions de dollars par an pour surmonter les conséquences des mines et des équipements explosifs. En moyenne, chaque année au Vietnam, plus de 1 500 personnes meurent et près de 2 300 personnes sont blessées par les mines antipersonnel laissées par la guerre, dont de nombreux enfants. Selon les calculs des autorités, il faudrait des centaines d'années pour éliminer entièrement ce risque⁶¹². Les lourdes conséquences de l'après-guerre auxquelles les États-Unis ont massivement contribué n'étaient pas seulement économiques, mais aussi culturelles et sociales. Gabriel Garcia Marquez, écrivain avec un prix de Nobel, qui s'est rendu au Vietnam à la mi-juillet 1979, a décrit : « Saïgon ne conserve plus son identité culturelle... tout le Sud, il compte 360 000 personnes handicapées, 1 million de veuves, 500 000 prostituées, 500 000 toxicomanes, 1 million de tuberculeux... Et il y a 4 millions d'analphabètes dans le Sud...⁶¹³ » Outre les campagnes militaires, les États-Unis ont également mené une guerre chimique au Sud-Vietnam. Les herbicides [64 % d'agent Orange] ont été utilisés à grande échelle par les forces américaines entre 1961 et 1971. Selon la publication d'un groupe d'auteurs publié dans la revue *Nature*, la campagne chimique au Vietnam est la plus grande guerre chimique au monde. Au cours de cette période de 10 ans, l'armée américaine a pulvérisé 76,9 millions de litres de produits chimiques sur les forêts et les champs du Vietnam⁶¹⁴, dont la conséquence est de 1,68 million d'hectares contaminés par la dioxine (16 797 km²), soit 10 % du territoire du Sud-Viêt Nam (y compris 20 % de l'ensemble des forêts sud-vietnamiennes et de centaines milliers hectares de terres agricoles)⁶¹⁵. La dévastation environnementale est si grave qu'elle est devenue un des exemples les plus typiques du « écocide »⁶¹⁶. L'agent Orange a également nui à la santé des soldats américains, les soldats alliés américains qui ont été exposés à cette substance, ainsi que de leurs descendants. Jusqu'à présent, les organisations d'anciens combattants des États-Unis, de l'Australie et de la Corée du Sud ont poursuivi le gouvernement américain et ont été indemnisées : depuis 1984, les anciens soldats américains qui ont combattu au Vietnam et ont été exposés à l'agent Orange ont été indemnisés de 180 millions USD. Dans ses mémoires, Henry Kissinger, conseiller à la sécurité nationale du président Nixon, a écrit : « Les accusations de comportement contraire à l'éthique et de tromperie m'ont encerclé pendant longtemps. L'adjectif barbare est le mot que beaucoup de gens me donnent le plus.⁶¹⁷ » Le Vietnam devient en 1990 le premier État à définir l'« écocide » comme « un crime contre l'humanité commis par destruction de l'environnement naturel, en temps de paix comme en temps de guerre.⁶¹⁸ »

⁶¹² VINH PHONG, « Viêt Nam nỗ lực khắc phục hậu quả bom mìn [Le Vietnam s'efforce de surmonter les conséquences des mines terrestres] », sur *VOV 5 World* [en ligne], publié le 30 avril 2014, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶¹³ Traduit de l'espagnol par Gregory Rabassa Par Gabriel García Márquez. Cette histoire est tirée du numéro du 29 mai 1980 de *Rolling Stone*

⁶¹⁴ STELLMAN Jeanne Mager, STELLMAN Steven D., CHRISTIAN Richard *et al.*, « The extent and patterns of usage of Agent Orange and other herbicides in Vietnam », *Nature*, 422, Nature Publishing Group, 2003.

⁶¹⁵ BOUNY André, « *Agent orange, Apocalypse Viêt Nam* », Paris, Éditions Demi-Lune, 2010.

⁶¹⁶ LINDGAARD Jade, « «Écocide» » [en ligne], *Mediapart*, 28 juin 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶¹⁷ KISSINGER Henry, *White House Years [Version en Vietnamien]*, Little Brown and Company, 1979.

⁶¹⁸ « L'«écocide», un crime contre la planète comme les autres? », sur *RFI* [en ligne], publié le 14 décembre 2019, [consulté le 13 juin 2021].

En prenant la mesure de ce que fut cette guerre, des conditions dans lesquelles elle fut faite, et de ces conséquences sur tous les domaines, on comprend pourquoi de nombreuses années d'après la guerre, une grande part du peuple vietnamien maintient son attachement au pays et aux habitants russes et une certaine rancœur pour les Américains. Le côté négatif de cette pensée existait chez plus d'une génération de Vietnamiens, ce qui a conduit à de nombreuses décisions conservatrices de la part des dirigeants vietnamiens sur une longue période.

1.2. Conséquences de la guerre et de politiques économiques inefficaces

La mission la plus importante de l'enseignement supérieur est de former et de fournir des ressources humaines de haute qualité pour répondre aux besoins du développement socio-économique. A l'inverse, la forme socio-économique affecte aussi directement le fonctionnement du système d'enseignement supérieur. Il s'agit d'une relation réciproque. La réalité historique a prouvé que lorsque le système d'enseignement supérieur répond bien au modèle de développement socio-économique, il a un développement stable. En revanche, si la situation économique et sociale est instable, l'enseignement supérieur tombera également dans le chaos. La relation entre l'enseignement supérieur vietnamien aujourd'hui et les politiques économiques avec le passé de guerre à travers chaque période peut être envisagées sous les angles suivants :

(1) La période 1945 - 1954 pendant la Première guerre d'Indochine

C'est la période où le Vietnam se trouve dans la situation la plus difficile et la plus ardue. Il faut à la fois servir le champ de bataille et développer l'économie avec un point de départ très bas et dans des conditions très précaires. L'économie vietnamienne à cette époque porte des caractéristiques d'une économie rurale, arriérée à petite échelle. Le PIB par habitant en 1945 n'était que de 35 USD. Lorsque l'indépendance du pays a été établie en 1945, le ministère de l'Éducation du Vietnam a été créé le 28 août 1945. À cette époque, comme la grande majorité des Vietnamiens étaient analphabètes, l'objectif principal de l'éducation était donc d'éliminer l'analphabétisme. De 1946 à 1954, 10,5 millions de personnes ont échappé à l'analphabétisme. Quant à l'enseignement supérieur, les universités étaient encore maintenues, mais ont dû être évacuées et redéployées dans les zones de résistance où les conditions d'enseignement, d'apprentissage et de recherche étaient médiocres. L'économie était sinistrée, il n'était donc pas possible d'investir dans l'enseignement supérieur, ainsi, le maintien des activités d'enseignement et d'apprentissage au niveau universitaire a prouvé un grand effort du gouvernement vietnamien.

(2) La période 1954-1975 où la première guerre d'Indochine vient d'être terminée

Le Vietnam a dû entrer dans la deuxième guerre d'Indochine. À cette époque, le territoire du Vietnam a été divisé en deux régions avec deux régimes politiques indépendants coexistants. Au Sud, l'économie de la République du Vietnam est orientée vers le marché avec un degré de liberté assez élevé et une stabilité relative. Parallèlement aux progrès du mécanisme de gestion économique, le gouvernement du Sud-Vietnam a également construit un enseignement supérieur progressif avec la propre philosophie et une direction de développement claire. Au Nord, l'économie était fortement planifiée vers l'objectif de construire au niveau initial des installations matérielles et à la fois de servir la vie civile et d'assurer la logistique pour le champ de combat. Lorsque la guerre est intensifiée au Nord par les bombardements américains, la Conférence du Parti communiste du Vietnam en mars 1965

s'est fixé une tâche urgente selon laquelle le Nord devait rapidement changer d'orientation idéologique, de construction économique et de renforcement des capacités de défense nationale. Dans le contexte où la guerre aérienne américaine axait sur les raids visant à Hanoï et à d'autres grandes villes, la question du développement économique local est devenue urgente. Au cours de cette période, la République démocratique du Vietnam a également reçu une grande aide économique du bloc des pays socialistes, en particulier de l'Union soviétique. L'enseignement supérieur du Nord-Vietnam a été déployé selon le modèle de l'Union soviétique en appliquant la méthode de formation par l'année universitaire. Pendant les deux guerres d'Indochine, afin d'éviter les bombes et les balles, les universités du Nord, qui étaient déjà concentrées à Hanoï et dans quelques grandes villes, devaient régulièrement se déplacer, en fonction de la situation de guerre, vers d'autres régions d'évacuation où les conditions de vie étaient extrêmement difficiles. Les universités ont également été réorganisées, dans le but principal de former de priorité des ressources humaines pour le domaine de la production de marchandises, répondant aux besoins minimaux de la vie et servant de manière maximale possible le champ de bataille. Chaque université (monodisciplinaire à cette époque) a bien assumé la tâche de former un corps de licenciés et d'ingénieurs pour répondre aux besoins de la société en temps de guerre. L'idéal communiste et l'esprit nationaliste sont alors devenus les instruments privilégiés pour que le peuple du Nord-Vietnam puisse surmonter les fléaux de la guerre ainsi que les difficultés et les privations dans la vie quotidienne. L'enseignement de l'idéologie révolutionnaire pour les étudiants ont été fortement soulignés. Les étudiants du Nord de cette période étaient tous prêts à « *laisser de côté leur stylo pour aller au front* ». De 1970 à 1972, plus de 10 000 étudiants des universités à Hanoï sont entrés dans l'armée et ont participé directement à la guerre contre les États-Unis, et plus de la moitié d'entre eux sont morts sur les fronts⁶¹⁹.

(3) Période 1975-1986

Le 30 avril 1975, le Nord et le Sud du Vietnam ont été unifiés. Le 16 mai 1975, Le Duan⁶²⁰, le secrétaire général du Parti communiste, s'est rendu directement au Sud pour saisir la situation et a reconnu les éléments positifs de l'économie privée et du marché libre au Sud à cette époque. Cependant, la majorité des dirigeants du Parti à ce temps considéraient que le modèle économique du Sud était américain et tous ceux qui suivaient les États-Unis devraient être abandonnés. Le Vietnam a ensuite décidé d'appliquer le modèle économique centralisé pour l'ensemble du pays bien que le point de départ économique de deux régions soit très différent et que le corps de cadres (principalement des fonctionnaires du Nord) soit peu familier de la notion de « gestion économique », et en incapacité de concevoir et de planifier des politiques économiques appropriées. Dans cette période, il fallait à la fois surmonter les lourdes conséquences de la guerre dans toutes les deux régions, et développer et gérer l'économie par des ordres administratifs fondés sur un système de chiffre de l'ordonnance imposé de haut en bas. L'agriculture et la sylviculture étaient un secteur économique important, représentant 38,92 % du PIB au cours de cette période, mais il était principalement basé sur la monoculture de la riziculture humide et ne suffisait pas à la demande intérieure.

⁶¹⁹ HOANG PHUONG et QUYNH TRANG, « Lóp sinh viên “xếp bút nghiên lên đường chiến đấu” [Une classe d'étudiants “laisse de côté son stylo” pour aller au front] » [en ligne], *Journal Vnexpress*, 27 avril 2015, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶²⁰ Le Duan (1907 - 1986) a été le premier secrétaire du Parti de Travail du Vietnam (plus tard rebaptisé Parti communiste du Vietnam) de 1960 à 1976, secrétaire général du Parti communiste du Vietnam de 1976 jusqu'à sa décès en 1986. Il est le secrétaire général avec la plus longue durée de mandat avec 25 ans, 303 jours et le leader le plus haut placé et le plus influent du Vietnam au cours de ses années au pouvoir.

Bien que le Vietnam soit un pays purement agricole, rien qu'en 1980, on a dû importer 5,6 millions de tonnes d'alimentation et de nourriture. L'industrie a obtenu l'attention d'investissement, alors son taux de croissance était meilleur que celui de l'agriculture, mais sa proportion dans l'ensemble de l'économie était petite en représentant seulement 39,74 % du PIB. En général, le développement économique au cours de cette période a été faible avec le déséquilibre entre l'offre et la demande, notamment une grave pénurie de l'offre. L'inflation était très élevée, la vie des gens était extrêmement difficile⁶²¹.

Dans un contexte de grande instabilité dans la société vietnamienne, la politique extérieure radicale a mis plus encore en difficulté l'économie vietnamienne. Après les événements du 30 avril 1975, les États-Unis ont imposé un embargo sur l'économie du Vietnam, mais un an plus tard seulement, des signes de volonté d'améliorer les relations bilatérales apparaissaient, venus des États-Unis. Le président Gerald Ford proposa que le Congrès américain suspende l'embargo sur le Vietnam pendant 6 mois pour faciliter les échanges entre les deux pays et soutenir l'adhésion du Vietnam aux Nations Unies le 20 septembre 1977. En même temps, des pays de l'Europe occidentale étaient prêts à aider et à établir des relations diplomatiques avec le Vietnam. Malgré ces conditions internationales favorables à la promotion d'une large intégration internationale sur le plan de l'économie, le Vietnam, avec ses opinions politiques radicales, a tourné le dos aux États-Unis et aux pays occidentaux, en choisissant de rejoindre le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)⁶²² du bloc socialiste qui existait principalement seulement des relations internes entre les membres. Durant cette période, l'aide des pays socialistes a diminué, et le Vietnam a dû faire des efforts pour réparer les blessures de la guerre, tout en affrontant de nouvelles difficultés à cause de deux guerres frontalières.

Des décennies de guerre continues ont non seulement causé de terribles pertes humaines et matérielles, ou dévastées l'économie, mais ont également formé une classe dirigeante portant des opinions fortement conservatrices sur la politique. Cela fut à l'origine de programmes économiques erronés avec l'option de contrôle strict des marchandises contraires à la loi de développement social, provoquant la chute dramatique de l'économie vietnamienne, l'épuisement du budget de l'État et l'alourdissement de la dette publique. La crise socio-économique la plus grave a eu lieu en 1983, 1984 et 1985. Pour compenser l'excédent de dépense et le déficit budgétaire, le gouvernement a dû imprimer plus d'argent, mais l'erreur d'une telle politique monétaire fut de produire une hyperinflation, jusqu'à 774,7 % en 1986, et qui a duré ensuite au seuil de 3, puis 2 chiffres jusqu'au début des années 90. Le taux de chômage a atteint 12,7 % du nombre total de travailleurs. Le PIB par habitant n'était que de 86 USD et le Vietnam était parmi les pays ayant le PIB par habitant le plus bas au monde⁶²³. L'assurance des nécessités quotidiennes des habitants était encore très

⁶²¹ NGUYEN Thi Huong, « Những dấu ấn quan trọng về KT-XH trong hành trình 75 năm thành lập và phát triển đất nước qua số liệu thống kê [Des empreintes socio-économiques importantes dans le parcours de 75 ans d'établissement et de développement du pays à travers les statistiques] » [en ligne], *Tap chí Kinh tế và Dự báo - Bộ Kế hoạch và Đầu tư*, 2 septembre 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶²² CAEM, également connue sous le nom d'Organisation de coopération économique des pays du système socialiste, elle était une organisation d'entraide économique entre différents pays communistes dans la période 1949-1991

⁶²³ Selon,

- DUONG NGOC, « 3 lần khủng hoảng và 3 lần chuyển vị thế của Việt Nam [3 fois de crise et 3 fois de changement de position du Vietnam] », sur *Nhịp sống kinh tế Việt Nam & Thế giới* [en ligne], publié le 1 mai 2010, [consulté le 5 septembre 2021].

dure, donc les ressources d'investissement pour la culture et l'éducation étaient évidemment très limitées. Dans un tel contexte de pénurie, l'enseignement supérieur est devenu une chose moins prioritaire. Il était très difficile d'entrer à l'université pendant cette période, car la capacité d'acceptation du système universitaire était très limitée. Bien que l'éducation soit considérée comme un « intérêt social », étant gratuit et les étudiants étant soutenus par des bourses par le gouvernement, en raison de l'état désastreux de l'économie du pays, les étudiants manquaient souvent d'alimentation, de ressources, de manuels et de matériel d'apprentissage. Les laboratoires et la recherche étaient également très faibles, la recherche scientifique n'étant quasiment pas soutenue. Depuis la réunification du Vietnam en 1975, l'enseignement supérieur vietnamien dans les deux régions a fonctionné selon un mécanisme de gestion centralisé, sous la direction globale du Parti communiste du Vietnam et il n'y avait aucune école privée dans tout le pays.

Dans cette période d'intense politisation des universités, non seulement le contrôle de la pensée a été maintenu comme dans la période précédente, mais à ce stade, il y eut une phase complémentaire de contrôler strictement les dossiers personnels. Après l'unification du pays, les personnes ayant des proches qui avaient servi pour le gouvernement de la République du Vietnam ou pour l'armée américaine devaient être observées avec prudence, car tous les éléments concernant les États-Unis devaient être limités. Entrer à l'université à cette époque était vraiment difficile pour ceux qui n'étaient pas suffisamment proches de l'idéologie au pouvoir. En fonction du niveau « rouge » de la famille, le candidat appartiendrait à l'un des 13 « critères » et il y avait un score « standard » différent pour chaque « critères ». L'écart de score « d'entrée » à l'université entre ces « critères » pouvait être d'environ 10 à 15 points. Les candidats du premier « critère » avaient la priorité à l'entrée à l'université sans passer l'examen et ceux de 12e ou 13e « critères » n'avaient presque aucun espoir de se glisser la porte étroite de l'université, quelle que soit l'excellence des résultats aux tests. Après être entré à l'université, une série de matières politiques, dont la Pensée marxisme - léninisme, les Principes de base du marxisme-léninisme, la Philosophie marxisme - léninisme, l'Économie politique marxisme-léninisme, le Socialisme scientifique, l'Histoire du Parti communiste du Vietnam, les Lignes révolutionnaires du Parti communiste du Vietnam, l'Éducation de la sécurité et de la défense nationale est devenue le contenu obligatoire avec un important volume dans le cadre de programme universitaire, sans parler des sessions d'apprentissage politique régulières pour les enseignants et les étudiants des universités. L'évaluation du parcours familial et de la position politique était une condition obligatoire et un critère décisif dans la sélection des étudiants pour les universités dans le pays et aussi pour les études à l'étranger. Ce mécanisme se perpétuera pendant une longue période.

Dans ces conditions, la question de la qualité de l'enseignement supérieur n'était guère posée, autrement qu'au prisme idéologique et politique. En outre, les étudiants considérés comme un corps d'élite en matière de l'appartenance de la famille ne rencontraient pas de difficulté pour être diplômés, car le « rouge », critère essentiel pour ce processus, était facilement approuvé grâce aux CV familiaux sélectionnés bien « soigneusement » dès leur entrée universitaire⁶²⁴.

- « 3 lần khủng hoảng và 3 lần kinh tế Việt Nam chuyển mình sau 1975 [3 fois de crise et 3 fois de transformation économique du Vietnam après 1975] », sur *Đầu báo* [en ligne], publié le 30 avril 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶²⁴ « KỶ NIỆM 90 NĂM NGÀY SINH THỦ TƯỚNG VÕ VĂN KIỆT (23/11/1922- 23/11/2012) », sur *Báo Vĩnh Long* [en ligne], [consulté le 5 septembre 2021].

Comme l'économie qui avait sombré et s'était maintenue dans une longue récession et comme la crise a affecté négativement tous les aspects de la vie sociale, l'enseignement supérieur n'a pas bénéficié d'une volonté politique, et donc de ressources et d'objectifs pour se développer. En reconnaissant des insuffisances du mécanisme de gestion actuel, le gouvernement vietnamien a également commencé quelques changements dans sa politique économique. Trương Chinh⁶²⁵, Secrétaire général du Parti communiste à cette époque, en tant que chef du Parti et de l'État du Vietnam, avec ses nouvelles pensées, a ouvert la voie historique pour que le Vietnam entre dans l'ère du « Doi Moi ».

(4) Période 1986-2006

Du début de l'époque « Doi Moi » à la fin de la guerre frontière en 1989, le Vietnam a mis en œuvre la politique de réforme économique en transformant d'une économie planifiée en une économie du marché multisectoriel qui fonctionnait selon le mécanisme du marché, mais sous la direction de l'État et avec une orientation socialiste. La restructuration économique a aidé l'économie vietnamienne à surmonter progressivement ses faiblesses et à acquérir du développement. Au cours de la période 1986-1990, le PIB du Vietnam a augmenté de 4,4 %/an, la valeur totale de la production agricole a augmenté de 3,9 %/an en moyenne, l'industrie a augmenté de 7,4 %/an en moyenne, et la valeur du chiffre d'exportation a augmenté de 28 %/an. Cependant, par nature, cette croissance était comparée aux données de la situation économique très faible du Vietnam avant 1986. Ensuite, de 1991 à 1997, Vo Van Kiet⁶²⁶, le Premier ministre de l'époque, a pris des mesures et mis en œuvre des politiques très importantes pour briser les anciens mécanismes et amener le Vietnam à s'intégrer au reste du monde. L'économie du Vietnam a commencé à montrer des signes de changement positif. Le Vietnam est progressivement sorti de l'état de stagnation et de récession : l'économie a continué à parvenir à des réalisations importantes ; dans la période 1991-1995, le PIB moyen a augmenté de 8,2 %/an, la valeur de la production industrielle a augmenté de 13,3 %/an, celle dans le domaine agriculture a augmenté de 4,5 %/an⁶²⁷. La croissance économique du Vietnam était au seuil élevé entre 1995 et 1997, les investissements étrangers directs ont augmenté chaque année, atteignant plus de 6,9 milliards USD en 1995, près de 10,2 milliards USD en 1996. Au cours du mandat du Premier ministre Vo Van Kiet, les politiques et les mécanismes de l'éducation étaient également beaucoup plus ouverts.

Au premier temps du mandat de Phan Van Khai⁶²⁸, successeur du Premier ministre Vo Van Kiet depuis septembre 1997, la situation économique de région asiatique était très instable. La crise financière de 1997 a eu un impact négatif sur l'économie vietnamienne. Les conflits de pensée, lorsque les dirigeants du parti communiste étaient toujours sceptiques et discriminatoires entre les entreprises publiques et entreprises privées, sont devenus un

⁶²⁵ Ancien étudiant de l'Université indochinoise (né en 1907 - décédé en 1988), était un grand homme d'État vietnamien, président du Vietnam Unifié (1981-1987). En outre, il a également occupé d'autres postes importants dans le système politique du Vietnam tels que : Secrétaire général du Parti communiste du Vietnam (première fois : 1941 - 1956, deuxième fois : 1986), Président du Comité du Parti communiste du Vietnam Commission permanente de l'Assemblée nationale (1960-1975) et le Président de l'Assemblée nationale (session V, VI).

⁶²⁶ Vo Van Kiet Vo Van Kiet (né en 1922 - décédé en 2008) a été Premier ministre du Vietnam (de 1991 à 1997). politique au Vietnam depuis 1986, est l'"ingénieur général" de nombreux projets audacieux de la période Doi Moi.

⁶²⁷ VO Hong Phuc, « Những thành tựu về kinh tế - xã hội qua 20 năm đổi mới (1986 - 2005) [Réalizations socio-économiques après 20 ans de Doi-Moi] », in *Việt Nam 20 năm đổi mới [Le Vietnam après 20 ans de Doi-moi]*, NXB Chính trị Quốc gia, 2006, p.141.

⁶²⁸ Phan Van Khai (25/12/1933 – 17/03/2018), communément appelé Sau Khai, ancien homme politique vietnamien. Il a été le cinquième Premier ministre de la République socialiste du Vietnam pour le mandat du 25/09/1997 au 24/06/2006. Il est considéré comme un leader technocrate, innovateur et humain.

obstacle pour le processus de « Doi Moi ». Dans ce contexte, Phan Van Khai a dû faire de gros efforts pour mobiliser les autres dirigeants du Parti afin qu'ils changent leur vision sur l'économie privée. En tant que chef du gouvernement, il a rendu une série de décisions importantes, créant des conditions favorables au développement de l'économie privée, contribuant à protéger la concurrence juste et saine entre les entreprises de l'État et les entreprises privées. Malgré les mauvaises influences de la crise économique asiatique (1997-1999) et de graves catastrophes naturelles consécutives, le Vietnam a toujours maintenu un taux de croissance décent. Le PIB moyen de toute la période 1997-2000 a augmenté 7 % : l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont augmenté de 4,1 % ; l'industrie et la construction ont augmenté de 10,5 %. Au cours de la période 2001-2005, la croissance économique a continué de s'améliorer. Le PIB par habitant a augmenté de 7,5 %/an en moyenne, équivalent à 640 USD, pour la seule année 2005, il a atteint 8,4 % ; l'agriculture a augmenté de 3,8 %, l'industrie et la construction ont augmenté de 10,2 %. En particulier, l'échelle du PIB de l'économie en 2005 a doublé par rapport à 1995⁶²⁹. Le secteur agricole a non seulement assuré la sécurité alimentaire nationale, mais a également permis au Vietnam de passer du rôle d'importateur de produits alimentaires à celui du deuxième exportateur mondial de riz. Les produits industriels importants servant la production et la consommation ont augmenté à la fois en quantité et en qualité. Pendant 9 ans (1997-2006), le gouvernement vietnamien sous la direction de Premier ministre Phan Van Khai a conduit le Vietnam à surmonter la crise financière asiatique de 1997. L'économie du Vietnam a ensuite prospéré avec l'inflation maintenue à un niveau bas et le taux de croissance élevé (plus de 8 %/an) et stable pendant de nombreuses années. Le taux de croissance économique moyen du pays sur cette période était plus de 7,1 %/an. C'est le Premier ministre Phan Van Khai qui a hérité et promu avec succès la pensée de renouveau du prédécesseur, le Premier ministre Vo Van Kiet⁶³⁰.

Depuis la naissance de la politique de « Doi Moi » en 1986, parallèlement à la rénovation de l'économie, le système d'enseignement supérieur vietnamien a également eu de nombreux changements : on est passé d'une éducation gratuite à une éducation payante ; le mécanisme de 13 « objects » dans le recrutement étudiant a été pas à pas supprimé⁶³¹ ; l'offre et les types de formation ont été élargis, et des universités privées ont été autorisées à être créées. Cependant, les stratégies de fonctionnement ainsi que les programmes de formation des établissements d'enseignement étaient encore principalement orientés vers les plans du gouvernement dont le représentant direct était le ministère de l'Éducation. La plupart de leurs actions étaient dans le but de faire face plutôt que de leur propre initiative. À ce stade, les « Rénovations » dans l'enseignement supérieur vietnamien n'étaient qu'expérimentales et non coordonnées, avec quelques éléments des systèmes d'enseignement supérieur avancés à l'étranger, et sous la devise du secteur de l'éducation de « *faire et corriger en même temps* ».

(5) Période 2006-2016

En juin 2006, Nguyen Tan Dung est devenu Premier ministre du Vietnam. Dès la première année de son mandat, il a pris la décision de créer une série de grands groupes économiques publics tels que : Le Vietnam National Oil and Gas Group (29 août 2006), le Rubber Industry

⁶²⁹ VO Hong Phuc, *op. cit.*, p.146.

⁶³⁰ DO Thi Thao et NGUYEN Thi Phong Lan, « Những thành tựu cơ bản về phát triển kinh tế - xã hội của Việt Nam từ khi đổi mới đến nay [Les réalisations fondamentales du développement socio-économique du Vietnam depuis Doi-moi jusqu'à maintenant] » [en ligne], 31 mai 2013, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶³¹ HUY DUC, *Bến thắng cuộc: Quyển 2 - Quyền bính [Côté de gagnants : Tome II - Le pouvoir]*, Osinbook, 2012, p.47-56.

Group (30 octobre 2006), etc., avec une grande somme d'investissement du budget de l'État. Cependant, beaucoup d'entre eux furent placés sous la tutelle directe du Premier ministre, au lieu d'être assumés par les ministres des agences d'expertise comme c'était le cas auparavant⁶³². En raison des erreurs de gestion, de nombreux groupes placés sous la tutelle de l'État sont rapidement tombés en crise, provoquant un énorme gaspillage. Au premier mandat (2006-2010) du Premier ministre Nguyen Tan Dung, selon le rapport du ministère du Plan et de l'Investissement, l'économie vietnamienne n'a pas encore atteint l'objectif prévu à la fois en largeur et en profondeur. La croissance économique s'est basée encore uniquement sur l'exploitation des ressources naturelles, alors que les facteurs de la science, de la technologie et de la qualité des ressources humaines étaient très faibles. Le capital est utilisé de manière inefficace, gaspillé et perdu. La structure de l'économie a changé lentement, par rapport à 2005, la proportion de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche n'a diminué que de 0,67 point de pourcentage (par rapport à l'objectif de réduire d'environ 5 à 6 points de pourcentage), celle de l'industrie et de la construction n'a augmenté que d'environ 0,08 point de pourcentage (par rapport au plan d'augmenter de 2 à 3 points de pourcentage). Le niveau de technologie dans les entreprises était faible et les coûts de production étaient élevés. La qualité des produits était donc faible, mais leurs prix étaient élevés. L'indice de classement de compétitivité du Vietnam selon le Forum économique mondial (WEF) est passé du 64e en 2006 au 75e en 2009. Les revenus du budget de l'État ne pouvaient que couvrir partiellement les dépenses régulières et les besoins de remboursement de la dette.

La plupart du capital d'investissement de développement devait ainsi s'appuyer sur les emprunts au pays et à l'étranger, sous la forme d'émission d'obligations et cela était une grande cause de l'état de réinflation. L'infrastructure économique qui était sous-développée et manquait de coordination a entraîné de nombreuses limitations pour les activités de production et de commerce nationales, et la possibilité de coopération économique avec des pays étrangers⁶³³. En juillet 2011, Nguyen Tan Dung est entré dans son second mandat de Premier ministre. Selon le Département général des statistiques du Vietnam, pour toute la période 2011-2015, la croissance de l'ensemble de l'économie vietnamienne a été inférieure à celle de la période 2006-2010 et n'a pas atteint l'objectif prévu par l'Assemblée nationale. Un grand nombre d'entreprises ont été mises en faillite, et en 2011 et 2012, la quantité totale d'entreprises quittant le marché était égale aux faillites des vingt années précédentes combinées. La plupart des entreprises étaient en difficulté ; parmi près de 500 000 entreprises en activité, le taux de perte était également très élevé. La mauvaise dette de l'économie a augmenté rapidement et était à un seuil élevé. La totalité des dettes publiques (selon la définition internationale) à la fin de 2011 était de 128,9 milliards USD, soit 106 % du PIB, dont la dette étrangère représentait 38,9 % du PIB⁶³⁴. La croissance économique a continuellement diminué, passant de 6,42 % en 2010 à 6,24 % en 2011 et 5,25 % en 2012⁶³⁵. Devant l'instabilité macroéconomique et l'inflation très élevée, la Banque de l'État du Vietnam a rajusté la valeur

⁶³² BICH DIEP, « Thủ tướng sẽ nắm trực tiếp dưới 10 Tập đoàn nhà nước [Le Premier ministre détiendra directement moins de 10 groupes d'État] » [en ligne], *Dân trí*, 28 octobre 2012, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶³³ « Kinh tế Việt Nam giai đoạn 2006-2010 », sur *Tạp chí Tài chính Online* [en ligne], publié le 7 avril 2012, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶³⁴ VU Quang Viet, « Nợ công, nợ ngân hàng của Việt Nam được hé mở [La dette publique et la dette bancaire du Vietnam révélées] » [en ligne], *CafeF.vn*, 23 novembre 2012, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶³⁵ DÉPARTEMENT DE L'ANALYSE & DE LA PRÉVISION, « Một số điểm nhấn trong tăng trưởng kinh tế Việt Nam giai đoạn 2011-2015 [Quelques points remarquables de la croissance économique du Vietnam pour la période 2011-2015] », sur *Trung tâm Thông tin và Dự báo Kinh tế - Xã hội quốc gia (NCIF)* [en ligne], publié le 12 janvier 2016, [consulté le 5 septembre 2021].

de monnaie nationale à trois fois. Au cours de cette période, le Vietnam n'avait pas de stratégie d'industrialisation claire et efficace, et les industries ayant besoin d'être concentrées les ressources pour développer n'ont pas été déterminées. L'attraction des investissements étrangers n'a pas été orientée prudemment et l'investissement a dépassé largement la capacité d'accumulation de l'économie, et le déficit budgétaire était toujours élevé. Dans cette situation, les crédits étrangers ont été considérés comme la solution afin de combler le déficit financier de l'État, ce qui a provoqué l'augmentation rapide et massive des dettes publiques pendant la période de 2006-2013. A l'époque de Nguyen Tan Dung, la gestion lâche et non rigoureuse de l'administration et les erreurs de politique économique ont eu des effets désastreux qu'il est difficile à mesurer exactement, mais parmi ceux-ci la perte de confiance du peuple vietnamien dans le gouvernement opéra comme un véritable catalyseur pour la promotion de politiques marquées par le pragmatisme et la moralité, dans un contexte de dégradation éthique.

Accompagnant la politique d'éclatement des groupes économiques, durant cette période, le secteur de l'enseignement supérieur vietnamien visait également à un « explosion » du nombre de licenciés, avec l'objectif de 400 étudiants/10 000 habitants tandis que la capacité des établissements de l'enseignement supérieur n'était pas encore suffisante pour atteindre 50 % de cet objectif. Cette option erronée est à l'origine de la naissance d'une série d'universités dans la période 2006-2010. Les inscriptions massives ont entraîné une faible qualité des entrants, et un faible contrôle par les examens sur la qualité des sortants diplômés. En conséquence, la société a été inondée de chômeurs diplômés de faible qualité, et si certains d'entre eux ont pu accéder aux bons postes dans l'appareil de l'administration de l'État par « *la régularisation des critères nécessaires* », ce ne fut pas le cas du plus grand nombre.

Au cours de la période 2006-2016 sous le mandat du Premier ministre Nguyen Tan Dung, l'économie ainsi que la qualité de l'enseignement supérieur ont donc subi de graves dommages. L'enseignement supérieur se concentrait uniquement à une accessibilité de tous à l'université qui a conduit à soutenir la population dans les frais de scolarité, mais sans égard à la question de qualité de l'enseignement supérieur. De fait, le nombre d'étudiants ainsi que d'établissements d'enseignement supérieur au Vietnam a considérablement augmenté, en même temps qu'un renoncement total au contrôle de la qualité. Cela a ensuite entraîné un grand nombre de diplômés au chômage tandis que des ressources en main-d'œuvre qualifiée qui étaient motrices importantes de la croissance et de la capacité de compétitivité de l'économie étaient manquante gravement.

En discutant du rapport des résultats du suivi de la « mise en œuvre des politiques et des lois sur l'établissement, l'investissement et l'assurance qualité de la formation pour l'enseignement supérieur » lors de la séance de travail du 7 juin 2010, les députés de la 12e session de l'Assemblée nationale du Vietnam ont souligné le trouble justifié par les chiffres précis concernant la qualité alarmante de l'enseignement supérieur et ont exigé de rechercher systématiquement la responsabilité du ministère de l'Éducation ainsi que le chef du gouvernement. Pourtant, cette demande des députés de l'Assemblée nationale est tombée dans l'oubli. Le délégué Le Van Cuong, membre de la Commission des Sciences et Technologies de l'Assemblée nationale, a « *chauffé* » la Chambre des députés en répétant le dicton de ses prédécesseurs « *thượng bất chính hạ tắc loạn* », c'est-à-dire, en français : le niveau supérieur « incorrect » conduisent à un chaos inévitable aux niveaux inférieurs. Dans la résolution de la 8e Conférence centrale du Parti communiste du Vietnam en 2013, il a été déclaré : « [trad.] la qualité et l'efficacité de l'éducation et de la formation sont faibles par

rapport aux exigences, en particulier dans l'enseignement supérieur » (Section 2, partie A). Cet état de bouleversement s'est poursuivie jusqu'à la fin du mandat de Nguyen Tan Dung, mais les conséquences ont été très graves pour la période suivante.

(6) Période 2016-2020

Le Premier ministre Nguyen Xuan Phuc dirige le gouvernement du Vietnam. L'économie a atteint un taux de croissance élevé et l'inflation a été maîtrisée grâce à la mise en œuvre menée de manière coordonnée de solutions de monnaie, de crédit et d'impôt ainsi qu'à un mécanisme de coordination flexible entre les politiques budgétaire et monétaire. Les recettes du budget de l'État pendant la période 2016-2019 ont dépassé les prévisions, et l'excédent de dépense a été bien maîtrisé. La position économique extérieure du Vietnam a été renforcée sur la base d'un excédent du compte courant et d'importants afflux d'IDE. Les investissements dans le secteur des IDE ont assez bien progressé, en 2019, le capital total des IDE a atteint 38,02 milliards USD (en hausse de 7,2 % par rapport à la même période de l'année dernière), maintenant une proportion stable à 23,3-23,8 % sur la période 2015-2019. Les activités économiques extérieures se sont développées de manière globale, large et profonde, amenant le Vietnam à être de plus en plus pleinement intégré dans l'économie régionale et mondiale. L'investissement étranger direct est devenu un important canal de mobilisation de capitaux pour le développement socio-économique. Il jouait le grand rôle de promouvoir la restructuration économique vers l'industrialisation et la modernisation, de créer plus d'emplois, et d'amélioration de la capacité de gestion et du niveau technologique de l'économie⁶³⁶. L'économie de croissance a fait sortir le Vietnam de l'état de pays sous-développé et lui a permis d'entrer dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire faible. Actuellement, la participation active à un certain nombre d'accords de libre-échange, en particulier l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique (CPTPP) en 2018, a créé des opportunités prometteuses pour le Vietnam, en particulier dans l'investissement et l'exportation, mais il est également apparu beaucoup de pression concurrentielle, surtout dans les domaines de technologie et de ressources humaines formées de haute qualité. À la fin de 2020, le Vietnam a achevé le « double objectif » de restauration et de développement socio-économiques, ainsi que de prévention et de contrôle décisif des maladies. L'agence de presse DW (Allemagne), le 25 mai, a cité l'opinion de M. Kenneth Atkinson, membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce britannique au Vietnam (BritCham Vietnam), selon laquelle, il s'est déclaré optimiste quant aux perspectives de croissance économique du Vietnam. Même pendant le temps de ralentissement économique mondial causé par la pandémie de COVID-19 en 2020, l'économie vietnamienne a atteint une croissance impressionnante de 2,9 % par rapport à 2019⁶³⁷.

La prospérité de l'économie a créé des conditions favorables pour que le gouvernement puisse consacrer des fonds pour l'enseignement supérieur. En plus, le système de mécanismes et de politiques ainsi que la loi sur l'enseignement supérieur qui étaient améliorés continuellement ont fondé un couloir juridique permettant aux établissements d'enseignement de continuer à innover et à améliorer la qualité de la formation. Le modèle de gouvernance universitaire a

⁶³⁶ NGUYEN Hong Nga, « Kinh tế Việt Nam 2016 - 2019 và định hướng 2020 [Economie du Vietnam pour la période 2016 - 2019 et l'orientation pour 2020] » [en ligne], *Thời báo Tài chính Việt Nam Online*, 28 janvier 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶³⁷ THU HANG, « Nhà kinh tế Anh lạc quan về triển vọng tăng trưởng kinh tế Việt Nam [L'économiste britannique est optimiste quant aux perspectives de croissance économique du Vietnam] », sur *VietnamPlus* [en ligne], publié le 26 mai 2021, [consulté le 5 septembre 2021].

changé vers l'augmentation de l'initiative et la responsabilité d'explication des institutions de formation dans tous les aspects de leur fonctionnement. Jusqu'à présent, l'indice de recherche scientifique avec le nombre de publications internationales a progressivement augmenté, et les universités contribuent à plus de 90 % des articles. Cependant, l'étape qui nécessite une percée est la réflexion et la capacité de gestion des dirigeants du secteur de l'éducation, car elles sont actuellement plus faibles que dans les périodes précédentes. Les insuffisances de la gestion étatique dans le domaine de l'éducation ont causé un grand gaspillage des fonds budgétaires pour l'éducation, en créant des frustrations et des anxiétés pour l'ensemble de la société⁶³⁸.

Ainsi, on peut voir que l'incessante situation de guerre dans le pays a fait reculer l'économie et la société vietnamiennes durant de nombreuses décennies. Au cours et entre ces nombreuses périodes de conflit, le peuple vietnamien a tenté de surmonter le fléau de la guerre et l'extrême pauvreté qu'elle générerait avec l'aide d'une arme spéciale : l'esprit nationaliste, la croyance et l'amour envers le leader Hô Chi Minh, et l'idéologie du Parti communiste. Lorsque la guerre s'est terminée, la croyance en l'efficacité de cette arme était toujours profondément ancrée dans l'esprit des hauts dirigeants vietnamiens et a dominé leurs décisions, mais a différé aussi la prise en compte des enjeux de développement de l'enseignement supérieur dans l'économie-monde. Les dirigeants du Parti communiste du Vietnam voient toujours la nécessité de renforcer l'apprentissage des idées révolutionnaires pour la jeune génération. Les étudiants sont considérés comme l'élite de la jeunesse et font toujours l'objet de l'attention du Parti communiste dans les aspects politiques et idéologiques. Le maintien d'au minimum 6 matières politiques et idéologiques dont le volume est de plus de 19 crédits (sans compter sur 4 crédits de l'Éducation physique) sur un total de 125 crédits conçus pour le programme de licence de tous les domaines d'expertise dans les universités vietnamiennes se poursuit jusqu'à maintenant. Ainsi, dans le cadre du programme de licence de 4 ans dans les universités publiques vietnamiennes, presque un an a été consacré aux sujets politiques sous le nom de « l'enseignement général ».

Dans une certaine mesure, si compte tenu de la situation spécifique au Vietnam, l'accent mis sur l'idéologie politique a certains effets positifs sur le maintien de la stabilité politique, de la sécurité et de l'ordre social, et cela avec le soutien de médias ou agences de presse qui sont toujours sous le contrôle du parti communiste, dans le contexte actuel d'une mondialisation rapide, si les écarts ne sont pas ajustés à l'heure, ils deviendront de grands obstacles au processus d'intégration internationale dans le secteur de l'enseignement supérieur. Par exemple, la construction d'un mécanisme de liberté académique est considérée comme une solution importante pour améliorer la qualité des universités vietnamiennes, mais l'un des goulots d'étranglement vient de la volonté de contrôle exercée par les dirigeants politiques. On craint que la réforme du programme de formation inspirée des expériences des États-Unis et de l'Europe occidentale entraîne des conséquences politiques. Il pose également une question comment les recherches et publications par la communauté universitaire sur les orientations, les politiques et la mise en œuvre des résolutions du Parti communiste et du gouvernement du Vietnam affectent le prestige du monde d'élites politiques du pays. On peut trouver un exemple récent pour illustrer cette hésitation : lorsqu'il faut être confrontés à la Chine dans des conflits de souveraineté maritime, contrairement aux scientifiques chinois, les

⁶³⁸ MINH AN, « Bức tranh Giáo dục-Đào tạo giai đoạn 2016-2020 và phương hướng nhiệm vụ thời gian tới [Le tableau de l'Éducation - Formation pour la période 2016-2020 et les orientations et les tâches futures] » [en ligne], *Con số & Sự kiện*, 24 mars 2021, [consulté le 5 septembre 2021].

scientifiques vietnamiens réagissent généralement moins efficacement dans les forums universitaires internationaux, car de nombreuses questions ont longtemps été discutées principalement au sein du Parti et en général, seules les opinions des dirigeants politiques sont prises en compte, et sont donc en dehors du champ de recherche des scientifiques⁶³⁹.

2. Cause venant du retard dans la rénovation des conceptions de l'éducation

La principale cause des faiblesses de l'éducation est la lenteur de l'innovation dans la conception de l'éducation, qui ne permet pas de répondre aux exigences de développement de l'économie et aux besoins en ressources humaines du pays. Au cours des décennies de « Doi Moi », le Vietnam a continuellement réalisé des modifications, innovations et importé de nombreux modèles d'enseignement supérieur avancés, mais le problème est que ces réformes s'appliquent sur une base des vieilles pensées. Alors, cela ne pouvait pas créer un nouvel environnement de développement et il n'y a pas suffisamment d'espace pour que ces nouveaux modèles fonctionnent. Alors, ils sont seulement des ajustements disparates des modèles universitaires, dont la diversification non maîtrisée concourt à la perturbation de l'enseignement supérieur du Vietnam.

2.1. Surestimation de l'éducation politique et l'idéal de « stabilité » depuis la période de guerre

Lorsque la guerre fut complètement terminée sur tout le territoire du Vietnam, la société de ce pays a eu de nombreuses innovations dans le but de s'intégrer au monde. Cependant, l'enseignement supérieur vietnamien conserve toujours les principales idéologies de la guerre qui provoque un manque de la liberté académique et d'autonomie universitaire. Le point de vue permanent de l'éducation politique et idéologique pour des étudiants est presque inchangé par rapport à la période de guerre féroce. La Commission centrale de propagande et d'éducation du Parti communiste du Vietnam a donné des directives :

[trad.] L'une des tâches importantes pour « construire » les gens, surtout les générations étudiantes développées totalement ; à la fois "rouge" et professionnel ; ayant l'idéal révolutionnaire ; résolues à l'objectif de l'indépendance nationale et du socialisme ; ayant la morale claire et la capacité d'absorber des quintessences de l'humanité ; ayant la pensée créative ; maîtrisant les connaissances scientifiques et technologiques modernes, ayant de bonnes compétences de pratiques ; ayant une bonne santé pour construire et protéger le pays, est d'éduquer constamment l'idéal révolutionnaire pour eux.⁶⁴⁰

En fait, dans toutes les guerres, la mobilisation et la propagande des habitants ont été effectuées par tous les côtés belligérants. Avant 1975, au Sud-Vietnam sous le régime de la République du Vietnam, bien que cela ne soit pas passé avec le même niveau comme au nord, il y avait aussi des dispositions contre la propagande du communisme dans les universités, ainsi que pour empêcher les étudiants de rejoindre des organisations et des partis

⁶³⁹ VU Thanh Tu Anh, « Kiến tạo một nền đại học thực thụ [Construire un vrai enseignement supérieur] » [en ligne], 2015.

⁶⁴⁰ VAN Thi Than Mai, « Giáo dục lý tưởng cách mạng cho sinh viên tại nhà trường [Éducation de l'idéal révolutionnaire pour étudiants aux écoles] », *Commission centrale de propagande et d'éducation du Parti communiste du Vietnam*, 2020.

procommunistes. Pendant des années d'après la réunification du Vietnam, la séparation idéologique et différence politique entre le Nord et le Sud existait encore. Ensuite, une série d'incidents politique s'est déroulée avec les deux guerres frontalières suivantes avec les pays communistes, le Cambodge (dirigé par les Khmers rouges) et la Chine ; l'embargo des États-Unis et ses alliés ; la Guerre froide avec la dissolution de l'Union soviétique et du système des pays socialistes en Europe de l'Est ; et des problèmes en suspens dans les relations sino-vietnamiennes comme l'invasion chinoise sur deux archipels de Paracels et Spratleys du Vietnam⁶⁴¹ et le plus récent, l'exigence souveraine de la Chine en appliquant la « *Ligne en neuf traits* » chinoise dans la mer territoriale du Vietnam, etc. Ces tensions géopolitiques ont amené les dirigeants du Parti communiste du Vietnam à toujours maintenir un état de haute vigilance politique pour protéger les institutions politiques. En raison de ces facteurs, les organisations et les installations du Parti dans tous les ministères et branches ; dans tous les environnements et domaines ont été massivement renforcés et établis. Dans les universités, il est évident que l'organisation du Parti communiste (Comité du Parti) conserve la position de leadership la plus importante. Pour le programme de formation des étudiants, un volume considérable consacré à l'éducation politique et idéologique a été maintenu d'une manière presque intacte de l'époque de la guerre à nos jours. Cela a provoqué des discussions entre corps enseignant et le monde politique, car le Vietnam a été pacifique depuis plusieurs décennies ; la situation politique est devenue stable ; l'objectif de développement économique est placé au premier rang ; en outre, les défis de la mondialisation et de la révolution scientifique et technologique actuelle demandent en priorité une politique de développement d'un niveau solide d'expertise sur les changements très rapides de l'économie. Parlant de l'influence des idées de l'époque de guerre sur le développement éducatif actuel, le professeur Hoang Tuy a partagé :

*[trad.] Alors que la société et l'environnement international ont radicalement changé du niveau maternel au niveau universitaire, l'école (au Vietnam) s'appuie encore sur l'expérience de l'éducation des idées politiques dans la période de la lutte pour l'indépendance et de la construction du socialisme, pour former la personnalité, les compétences essentielles, les compétences en communication. Avec cette différence entre la théorie et la vie, en ajoutant la détérioration rapide de la moralité sociale, comment une éducation honnête et créative peut-elle être efficace ?*⁶⁴²

Et selon M. Vu Thanh Tu Anh, chercheur supérieur de *John F. Kennedy School of Government*, l'état de politisation et d'intervention excessive de l'État aux universités a conduit au manque d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur et à la perte progressive de la pensée sur la liberté académique du monde universitaire ainsi de toute la société⁶⁴³. Actuellement, le programme de formation universitaire dans la plupart des pays est organisé selon les normes LMD appliquées par l'Europe et les États-Unis, et la licence dure normalement 3 ans. Mais au Vietnam, le système de l'enseignement supérieur public propose toujours des diplômes de licence de 4 ans, dont environ 1 an pour assurer le volume des disciplines (sous le nom « disciplines de base ») comme l'éducation politique et idéologique, l'éducation physique, l'éducation de la défense nationale (mais en réalité, c'est l'éducation

⁶⁴¹ En ce qui concerne ce problème, pendant une longue durée, de nombre de propagande médiatique chinoise ont rendu la majorité des Chinois sur l'hospitalité du Vietnam.

⁶⁴² HOANG Tuy, *op.cit.*

⁶⁴³ VU Thanh Tu Anh, « Kiến tạo một nền đại học thực thụ [Construire un vrai enseignement supérieur] » [en ligne], 2015.

politique appliquée dans le domaine militaire). Si cet écart de la durée de formation est placé dans un contexte d'intégration et de concurrences internationales fortes, on trouve de nombreux désavantages envers l'occasion d'emploi pour les étudiants vietnamiens : lorsque la qualité de l'enseignement universitaire n'est pas garantie depuis toujours, la formation est déjà prolongée pour des raisons concernant l'expertise de l'apprenant. L'expert en éducation Tran Duc Canh a même l'opinion en mentionnant des disciplines de l'éducation politique et idéologique dans le cadre obligatoire de l'enseignement supérieur vietnamien :

[trad.] Environ 20 à 22 % des matières actuelles à l'université ne sont ni nécessaires, ni liées aux connaissances générales. Cela donc prend 22 % du temps inutilement, et si on coupe cette durée, les connaissances générales ne sont pas affectées. Au lieu de cela, il vaut mieux de consacrer ces 22 % à l'autoapprentissage des étudiants (s'ils ont de bonnes consciences).⁶⁴⁴

Une autre situation existant depuis de nombreuses décennies, et qui questionne les Vietnamiens quant au programme de formation des universités vietnamiennes, est la suivante : chaque année, il y a des élèves ou étudiants vietnamiens remportant de nombreux prix aux Concours olympiques internationaux en mathématiques, physique, informatique, biologie, Robocon, etc., mais après avoir reçu les prix, ces excellents étudiants choisissent un environnement universitaire non vietnamien parce que pour eux et leur famille, l'enseignement supérieur au Vietnam n'est pas de qualité. En outre, de nombreux dirigeants du Parti et des dignitaires du gouvernement vietnamien à tous les niveaux autorisent leurs enfants à faire des études dans des pays ayant l'enseignement supérieur avancé en dehors du Vietnam. Et après leur retour du pays, ils occupent souvent également des postes importants dans les agences gouvernementales. Ainsi, d'où vient-elle, la conscience politique de ces diplômés et ingénieurs ? car le curriculum de formation à l'étranger ne contient pas des matières politiques et idéologiques du Parti communiste.

En fait, il est compliqué pour déterminer clairement l'efficacité d'un grand volume de matières politiques et idéologiques dans le programme d'enseignement supérieur. Mais une réalité est que la conscience citoyenne des étudiants vietnamiens exprime de plus en plus de problèmes dont les éducateurs doivent toujours se soucier.

2.2. Déficit d'orientation en matière de « philosophie de l'éducation »

Pendant la période de colonisation française, l'économie en Indochine produisait principalement selon les besoins de la métropole, en même temps ces territoires étaient le marché de consommation des produits fabriqués en France. Par conséquent, le système d'enseignement supérieur est organisé pour former des assistants autochtones dans les domaines liés à la réalisation de ces objectifs. Si on aborde seulement la question sous le regard du rapport entre l'économie et l'enseignement supérieur, le système universitaire orienté et construit par les Français s'est adapté au plan économique (tant en matière de quantité que de qualité des mains-d'œuvre formées).

Passant au moment des guerres d'Indochine (1946-1975), en raison des hostilités féroces, la société du Nord était gouvernée par une politique économique de guerre qui est

⁶⁴⁴ TRAN Duc Canh, Ông Trần Đức Cảnh chỉ ra ngành “mũi nhọn” và “mũi tù” trong giáo dục đại học [M. Tran Duc Canh indique les branches de pointe et de d'obtus dans l'enseignement supérieur] [Journal Giáo dục Việt Nam (giaoduc.net.vn)] mené par Xuan Trung, 1 avril 2016.

caractérisée par la direction cohérente et planifiée par le gouvernement de toutes les activités de la société. Correspondant à cette forme socio-économique, le système d'enseignement supérieur est structuré selon le modèle de l'Union soviétique. Les universités étaient monodisciplinaires ou monodomaine de formation et visaient à former de manière intensive dans des majeures étroites. En plus, chacune était placée sous l'autorité des ministères ou des agences spécialisées correspondantes. L'échelle, le but et le programme de formation étaient également définis par l'État. Ce modèle a sans doute montré sa pertinence, sa flexibilité et son efficacité pendant les périodes de guerre acharnée, non seulement au Vietnam, mais aussi en Union soviétique, en Europe de l'Est et en Chine, en permettant d'optimiser les ressources éducatives pour des objectifs concrets et bien déterminés. Grâce à cela, on pouvait former à temps un nombre considérable des cadres spécialisés pendant le temps de guerre.

Après la réunification du Vietnam, lorsque les objectifs de développement économique sont passés du service de la résistance à celui de la vie d'économie sociale et au développement national, les politiques économiques de planification centrale ne sont plus apparues appropriées. Le manque de flexibilité dans ces politiques limite de fait le commerce de marchandises, abolit toute compétitivité et en conséquence ne peut pas créer un élan pour la production. Une décennie après 1975, avec de telles méthodes, l'économie vietnamienne a profondément sombré dans la récession. Semblablement, l'enseignement supérieur de cette période a maintenu le cadre du modèle d'éducation soviétique (il était encore plus extrême en mettant particulièrement l'accent sur le facteur de classe ou de politique) qui accompagnait avec le modèle économique planifié et centralisé.

Depuis 1986, la politique « Doi Moi » a formé un nouveau modèle économique au Vietnam. C'est une économie de marché à orientation socialiste dont la nature est de développer l'économie marchande ; d'accepter la propriété privée ; de faire du commerce et de produire selon les lois objectives du marché, mais l'accommodation et l'intervention de l'État sont encore maintenues si nécessaire. Bien que l'idéologie du « marché » n'ait pas été atteinte, ce changement du mécanisme gestionnaire économique a apporté de nombreux résultats dans tous les domaines de la vie sociale, dont la preuve éclatante est l'amélioration considérable de la vie des habitants. Parallèlement la modification de la forme de développement économique et sociale et les impacts du processus de mondialisation ont créé un besoin urgent de ressources humaines de meilleure qualité qu'à l'heure actuelle, ce qui a conduit à un besoin de réforme du système d'enseignement supérieur.

Pendant la période 1986-2000, l'enseignement supérieur vietnamien est toujours organisé selon le modèle soviétique avec trois parties : commune, de base et spécialisée, mais les deux premières parties contenaient seulement les connaissances nécessaires pour le domaine de formation spécifique sans contenus de l'enseignement général. En revanche, les étudiants devaient payer leurs études au lieu de bénéficier de la gratuité avec les bourses d'études scolaires comme dans la société à l'époque soviétique. En réalité, les dirigeants ont constaté que le modèle d'enseignement supérieur soviétique n'était plus adapté à la nouvelle étape de développement de l'économie vietnamienne en particulier dans le contexte où ce modèle universitaire n'avait plus été appliqué en Russie, son pays natal. Cependant, on sait devoir réformer, mais on ne sait comment déployer une telle réforme. La Constitution du Vietnam stipule que l'État gère uniformément le système éducatif national sous tous ses aspects, mais il n'y a pas de philosophie de l'éducation officiellement publiée par l'État pour déterminer l'orientation dans tout l'ensemble du système d'instruction. En effet, la philosophie de l'éducation a un rôle directeur pour développer le système éducatif de manière cohérente et

unifiée au niveau macro. Elle établit à la fois les principes fondamentaux du système et un système de référence pour aligner l'enseignement supérieur. Les débats sur l'existence d'une philosophie de l'éducation unifiée au Vietnam ont été soulevés et discutés depuis 2005. Cette question a créé des tensions dans la salle du parlement dans la séance d'interpellation du vice-Premier ministre Vu Duc Dam à 1er novembre 2018 et cela demeure jusqu'à présent une question controversée. Au Vietnam, il n'y a pas encore de définition officielle sur la philosophie éducative pratiquée, à l'exception au Sud-Vietnam pendant la période de la République du Vietnam (Humanité - Nationalité - Libéralité). Selon le professeur Tran Van Nhung, ancien vice-ministre du Ministère de l'Éducation et de la Formation, bien que l'expression « philosophie pédagogique » ne figure pas dans les documents relatifs à l'éducation, le Vietnam a établi une philosophie de l'éducation à travers la philosophie sur l'éducation de Hồ Chi Minh (1949)⁶⁴⁵, voire ces points de vue sont très proches des quatre piliers éducatifs introduits par l'UNESCO en 1998⁶⁴⁶ « apprendre pour savoir, apprendre pour travailler, apprendre pour vivre ensemble et apprendre pour s'affirmer ». Pourtant, même dans la déclaration et le processus de déploiement, les gérants éducatifs et aussi les enseignants n'indiquent pas ou ne nomment pas ce qui est la philosophie de l'éducation ou quel rôle elle joue pour l'ensemble du système de l'éducation, parce qu'elle n'a pas été proclamée, personne n'a pas été obligé de la suivre. Ainsi, plus l'enseignement supérieur est réformé, plus l'idéologie de Hồ Chi Minh est éloignée, plus il est en arrière. Actuellement, chaque université vietnamienne propose une « philosophie pédagogique » différente, mais il est difficile de la distinguer de la mission ou même de l'objectif de formation spécifique de l'école. Les améliorations dans le système d'enseignement supérieur ou au sein de chaque université ne sont qu'une transition, un ajustement quantitatif, ou l'expérimentation alternative des modèles universitaires ou la combinaison en même temps de plusieurs critères de chaque modèle. Cette approche⁶⁴⁵ montre une vision trop courte, un manque de pensée logique des décideurs de l'éducation, entraînant un coût élevé pour la société. Cela est non seulement incapable de construire un nouveau modèle universitaire complet, mais cela brise également la cohérence et les avantages restants de l'ancien modèle éducatif. En conséquence, la qualité de formation est de plus en plus dégradée, les besoins en ressources humaines à l'ère de l'économie du savoir ne sont pas garantis. Après le processus de « l'innovation fondamentale et globale », les produits de l'enseignement supérieur vietnamien se perdent de plus en plus dans l'économie du pays : il y a beaucoup de gens titulaires de diplômes universitaires, mais l'économie manque toujours de personnes capables. Cette situation chaotique dure en fait depuis de nombreuses décennies et sa cause importante est le manque d'une orientation au niveau macro dans le développement du système universitaire et le manque du cœur et de l'envergure des gestionnaires éducatives.

En revoyant l'histoire de l'éducation du Vietnam, on peut trouver un point répétitif entre le moment actuel avec l'époque du début du xx^e siècle, dans le processus de changement du système de l'éducation. À ce moment-là, le savant Tran Trong Kim a insisté sur l'abolition

⁶⁴⁵ En septembre 1949, à l'occasion de visiter l'école Nguyen Ai-Quoc centrale (prédécesseur de l'académie de la Politique nationale Hồ Chi-Minh d'aujourd'hui), le président Hồ Chi-Minh a écrit sur la première page du livre d'or (livre de tradition): “ *apprendre pour travailler, apprendre pour devenir un homme comme il faut; apprendre pour devenir cadres. Apprendre pour servir à la collectivité, aux classes sociales et au peuple entier, à la Patrie et à l'humaine entière. Pour atteindre ces objectifs, il faut être travailleur, économe, intègre, honnête et tout à la collectivité et rien à l'intérêt personnel*”.

⁶⁴⁶ En 1998, l'Unesco a publié 4 piliers de l'éducation “*Apprendre pour savoir, Apprendre pour travailler, Apprendre pour vivre et Apprendre pour vivre ensemble*”, en tant qu'objectif auquel l'éducation devait cibler afin de fournir des capacités de l'adaptation dans le XXI^e siècle aux apprenants.

souhaitable du confucianisme pour suivre la nouvelle éducation (l'éducation selon l'occident) comme suit :

*[trad.] Considérant attentivement, l'abandon actuel du vieux pour suivre la nouveauté n'est pas inutile, mais comme notre peuple est exubérant et ne réfléchit pas à fond en détruisant à la hâte tout (le vieux). Par conséquent, nos laideurs ou mauvaises qualités ne sont pas sûres d'être supprimées, mais les quintessences gardant la stabilité de notre société pendant des milliers d'années, celles-ci sont toutes gâtées. Si on veut abolir l'ancien, qui a perdu de ses qualités, il faut une nouveauté meilleure pour le remplacer. Actuellement, alors qu'on n'a pas encore cette nouveauté - là, on s'est pressé de supprimer le vieux. Donc tout est tombé et rien ne supplée à cette perte. C'est la situation du pays [Vietnam] qui, tel un bateau au milieu de la mer, perd la boussole et ne sait quelle est la bonne direction pour naviguer. Il existe toujours la menace d'être réduit en pièces par les vagues et des vents.*⁶⁴⁷

Ainsi, une similitude dans la réflexion sur la réforme éducative existant du début à la fin du XX^e siècle est passée au XXI^e siècle.

2.3. Manque de vision et de plan directeur pour l'ensemble du système

L'ère de la mondialisation, avec de longs progrès technologiques, oblige le Vietnam à révolutionner la qualité de la formation pour répondre aux besoins de développement de la société. Ce n'est pas une société abstraite, mais une société concrète qui exige d'être intégrée, dans tous ses aspects, à un monde en mouvement perpétuel. Dans ce contexte, même les pays très dynamiques avec une bonne éducation tels que Singapour, le Japon et la Corée, doivent améliorer leur éducation afin que les diplômés puissent répondre à l'économie mondialisée. Au Vietnam, bien que le point de vue de « l'éducation est la politique nationale de premier plan » soit fixé depuis longtemps, et souligné continuellement par le Gouvernement au fil de temps⁶⁴⁸, la réalisation de cette politique pendant de nombreuses années n'a pas apporté les résultats espérés par le gouvernement, voire le critère le plus important, la qualité d'enseignement, diminue de plus en plus. Du point de vue du professeur Le Van Lan, la situation de l'enseignement supérieur vietnamien dans la première décennie du XXI^e siècle évoque le contexte du pays à la fin du XIX^e siècle qui peut être résumé en « perdre le nord »⁶⁴⁹. En réalité, il n'est pas vrai que le Vietnam ne fait pas d'efforts pour innover dans

⁶⁴⁷ TRAN Trong Kim, *Nho giáo [Confucianisme]*, NXB Thế giới, 2019.

⁶⁴⁸ Le point de vue "L'éducation et la formation est la première politique nationale" a été introduit pour la première fois dans la Résolution n° 04-NQ / TW de la quatrième Conférence du Comité central du Parti (Session VII) sur la poursuite de l'innovation dans l'éducation et la formation, 14 janvier 1993. Depuis lors, le IX^e, X^e, XI^e Congrès du Parti et en particulier la Résolution n° 29-NQ / TW du Comité central du Parti, session XI, sur «L'innovation fondamentale et totale sur l'éducation et la formation, répondant aux exigences de l'industrialisation et de la modernisation dans le contexte de l'économie de marché à l'orientation socialiste et de l'intégration internationale », a souligné:« L'éducation et la formation sont la principale politique nationale, l'oeuvre du Parti, de l'Etat et du peuple tout entier. L'investissement dans l'éducation qui est par nature un investissement de développement, est prioritaire d'être mis en avance dans les programmes et plans de développement socio-économique ». Ce point de vue est placé en première position dans les 7 perspectives sur l'innovation fondamentale et totale de l'éducation et de la formation (selon MEF).

⁶⁴⁹ LE Van Lan, *Giáo dục Việt Nam: Xưa và nay [Éducation vietnamienne: auparavant et maintenant]* mené par Nguyen Quang Anh, 4 juin 2020.

l'éducation, mais dans la plupart de cas, ces réformes ont été menées d'une manière surtout intuitive, au lieu de s'inscrire dans une stratégie d'ensemble appropriée.

[trad.] Pendant que la vague de révolution technologique a fait changer rapidement le visage des universités du monde entier, nos universités restent les mêmes que plusieurs décennies précédentes. Année après année, nous sommes toujours aux prises avec d'anciennes conceptions concernant les questions d'examen, les titres universitaires, les diplômes, la formation en deux étapes, la formation universitaire, l'université nationale, etc. Il y a le problème dans tous les aspects : en matière de l'organisation [des établissements], c'est un cycle vicieux entre l'intégration et séparation ; après avoir été créée, on a envisagé de se dissoudre. Les conférences nationales s'organisent continuellement, mais entre les paroles et les faits, il semble y avoir de l'écart. Ces expérimentations succèdent à d'autres, mais aucune d'entre elles n'a encore vraiment réussi. Cela nous fait imaginer que pour les étudiants, l'avenir du pays sont comme les souris dans le laboratoire du plus grand du pays qui nommé le ministère de l'Éducation et de la Formation.⁶⁵⁰

En effet, on peut comparer le système de l'enseignement supérieur vietnamien actuel à une vieille résidence de l'époque *Bao Cháp* (période sous l'économie planifiée au Vietnam, depuis 1976-1986). Le processus de rénovation ou de réforme depuis ces dernières années malgré des points positifs reste encore par nature une réparation et un agrandissement de manière disparate, d'une vieille maison de 40 ans dégradée. Plus il y a de modifications, plus il est déformé, et plus il est coûteux. Après tout, la situation maintenant est que : si on l'abandonne, on n'a pas le cœur de le faire, mais si on le garde, on est pauvre soi-même. Ce processus de « réparation de maison » a rendu l'enseignement supérieur au Vietnam très différent de celui d'autres pays. Il a été construit et géré par « l'ancien type de matière » et maintenant on la consolide et remplace certaines parties par de nouveaux matériaux. Pourtant ces deux types de matériels ne sont pas compatibles, et ne suivent donc pas les règles habituelles du moment. Plus il est réformé de cette manière, plus il exige des investissements bizarres contraire aux principes financiers, et cela est irrationnel dans le contexte où les ressources du pays pour l'éducation sont très limitées. Cette maison a atteint sa limite pour ne pas pouvoir accueillir plus de personnes et la qualité de vie de ses membres au sein de laquelle ne peut pas aussi être améliorée radicalement. Si on continue à réparer cette « maison universitaire » de la même façon au lieu d'effectuer une révision majeure, voire un remplacement par une nouvelle, l'enseignement supérieur sera toujours dans le cycle de la dégradation et des réparations formelles. Ainsi, le résultat inévitable sera que le marché du travail vietnamien sera dominé par les diplômés d'autres enseignements supérieurs.

D'après l'esprit de la résolution 14/2005 du gouvernement vietnamien sur « l'innovation fondamentale et globale » de l'enseignement supérieur au cours de la période 2006-2020, le gouvernement vietnamien a investi un budget important dans l'enseignement supérieur. Et ensuite, les gens ont été témoins de la « flexibilité » de la pensée des gestionnaires : (1) tout d'abord, les responsables d'instruction choisissent de suivre le modèle éducatif américain en intégrant (par addition mécanique) des écoles pour avoir des universités multidisciplinaires. Après cette intégration, en trouvant la taille trop grande des nouvelles universités et l'impossibilité de les gérer, on décide de les séparer, et puis on continue à ouvrir de nouvelles écoles parce qu'on se sent que les universités à ce moment-là (après la séparation) deviennent un peu petites ; (2) en regardant l'organisation du programme de formation des universités

⁶⁵⁰ HOANG Tuy, *op.cit.*

américaines avec le bloc de « connaissance générale », on a également créé des universités de l'enseignement général, mais après une courte durée, ces écoles ont été fermées, à ce moment-là, le contenu de ce bloc de « connaissance générale » au Vietnam concerne principalement des matières de philosophie marxiste-léniniste, de l'éducation physique, de l'éducation politique ou de l'éducation de la défense nationale ; (3) on a essayé d'innover la méthode pédagogique, le curriculum universitaire en construisant de nouveaux programmes ou en louant des experts de conseil éducatif étrangers pour améliorer le contenu de formation ou en appliquant la technologie informatique dans l'enseignement, pourtant ces changements ne sont que dans l'aspect de processus de formation, et leur résultat dépend principalement de la propre politique de chaque université. Si on considère ces réformes sous le regard des niveaux de gestion plus élevés, elles sont seulement par nature des consolidations fragmentaires et incohérentes. Donc, non seulement elles ne peuvent pas résoudre de manière radicale des insuffisances de l'enseignement supérieur vietnamien, mais elles créent également de plus en plus de bouleversements. Dans la séance de questions et réponses en direct de la 9e session de l'Assemblée nationale de la XIV^e législature (en juin 2006), l'ancien Premier ministre Phan Van-Khai a admis qu'après 20 ans, en général, le processus de rénovation n'a pas réussi dans les secteurs d'éducation - formation et de science - technologie. D'une part, ces deux domaines présentaient encore de nombreuses faiblesses notamment en termes de qualité, et d'autre part ils se sont toujours séparés l'un de l'autre ; ils sont moins liés à la production, aux affaires et à la vie sociale. L'amélioration du niveau de connaissance des gens, la formation des ressources humaines et le développement des talents, n'ont pas été à la hauteur des exigences du pays.

Pendant la période 2006-2016, sous l'époque du Premier ministre Nguyen Tan Dung, l'enseignement supérieur est tombé dans le chaos. La naissance de la résolution 14/2005 sur « l'innovation fondamentale et globale » et un grand budget (20 % du budget total de l'État équivalent à plus de 5 % du PIB) ne sont pas des conditions suffisantes pour que le système d'enseignement supérieur se développe de manière saine et efficace selon une planification d'ensemble. Comme la confirmation du chef du secteur de l'éducation à la fois au niveau gouvernemental et ministériel, le vice-Premier ministre, Vu Thien Nhan à la Conférence nationale sur la qualité de l'enseignement supérieur en 2008 : « Le secteur de l'éducation ne considère pas encore la qualité de l'enseignement comme l'objectif le plus important qui doit être contrôlée », mais selon des députés de l'assemblée nationale du Vietnam, non seulement l'enseignement supérieur du Vietnam est dégradé en matière de qualité, mais il est tout aussi préoccupant qu'il perde totalement le chemin et qu'aucune orientation réfléchie ne lui soit donnée.

Une illustration claire d'une éducation sans programmation d'ensemble de développement et sous la vision de gestion à court terme est le manque de recherche profonde sur le marché, la faiblesse dans la prévision du marché, le manque du lien entre université et le monde du travail utilisant de main-d'œuvre. Tout cela provoque la situation « insuffisante » et « inadaptée » des formations de licence universitaire et d'ingénieur.

2.4. Des outils d'évaluation et de pilotage de l'enseignement supérieur

La situation actuelle de l'enseignement supérieur du Vietnam est problématique. Les savants, les éducateurs, voire les habitants voient tous la grave détérioration de l'enseignement supérieur tandis que les administrateurs de l'éducation continuent de

promouvoir la supposée qualité de l'enseignement supérieur, sur la foi de quantités d'initiatives et de réussites auto-proclamées dans la gestion et l'innovation de l'éducation. Dans les conférences ou forums sur l'éducation, le public continue à écouter les « *rapport de réussite* » des dirigeants. De nombreuses responsables de l'éducation se gorgent des réalisations « *grandes et importantes* » de l'éducation des jeunes Vietnamiens. Les réalisations « *particulièrement brillantes* » décrites dans ces rapports sont amorcées par : « nous avons formé... d'ingénieurs, de licenciés ; nous avons ouvert... de nouveaux domaines de formation... », mais on ne peut y voir mentionné le degré de satisfaction des employeurs ou évoqué le chômage massif des diplômés universitaires surtout dans le contexte où l'ensemble de l'économie nationale manque encore gravement de ressources humaines de qualité. Dans les rapports des responsables de l'éducation à tous les niveaux, il n'y a pas également d'évaluation qualitative et comparative de la qualité de l'enseignement supérieur au Vietnam avec d'autres pays de la région et du monde. Lorsque l'intégration et la concurrence s'accroissent de plus en plus dans le marché du travail actuel, les pays qui ne peuvent pas s'adapter aux normes et pratiques internationales seront à la traîne et exclus de la course. Par conséquent, il existe une nette différenciation de conception, voire une situation opposée entre l'opinion publique et l'agence de direction de l'éducation. Un côté se sent désespéré et inquiet face à la dégradation dans le domaine de l'éducation, et l'autre côté se félicite constamment des réalisations « *exceptionnellement excellentes* » du secteur éducatif.

Au Vietnam, on évalue la qualité de l'enseignement en général et celle de l'enseignement supérieur en particulier par les mesures « *auto-crées* » du secteur de l'éducation comme : le taux d'étudiants/élèves réussissant pour chaque matière, le taux de réussite à chaque examen, le taux de diplômés, taux de diplômés à mention excellente, etc. Pourtant, ces chiffres « *ne parlent pas* » et il est impossible de vérifier leur acuité en raison de la maladie de la « *réalisation* » et de propres objectifs économiques par chaque université. En outre, il n'y a pas encore d'organisation d'observation et de supervision indépendantes dans le domaine de l'éducation. En ce qui concerne ces « *règles autocrées* » pour l'évaluation de l'enseignement supérieur vietnamien, il est bien connu que bien des élèves ne satisfaisant pas à la norme de connaissance, passeront néanmoins dans la classe supérieure.

Ces modalités d'évaluation aberrantes, voire désastreuses, créent des contradictions dans la mise en œuvre des politiques de réforme du gouvernement. Il existe un tiraillement fort entre une part minoritaire voulant innover et une autre part de majorité conservatrice, stagnant dans la réflexion, en raison de faibles capacités ou d'un manque de volonté de partager le pouvoir (associé aux intérêts). Le poids est actuellement axé vers le second camp, majoritairement constitué de gestionnaires. Cela fait augmenter l'inertie et le conservatisme de la machine éducative. Il n'est pas facile de déterminer quelle philosophie ou quels critères précis l'enseignement supérieur vietnamien vise réellement aujourd'hui. Cette situation a conduit à un écart de plus en plus croissant entre les objectifs fixés par le gouvernement et la mise en œuvre pratique des réformes dans le système éducatif. La désorientation menace de transformer l'objectif de l'enseignement supérieur (aller vers le progrès social) en une pure marchandise disponible pour être achetée et vendue sur le marché, y compris des produits de qualité inférieure.

Alors que les idées progressistes et les modèles éducatifs avancés n'ont été reçus que de manières fragmentaire et non scientifique, les voies de libéralisation et de marchandisation de l'éducation, ont été introduites d'une manière asynchrone, depuis les pays avancés. Elles sont considérées comme une panacée pour le développement de l'enseignement supérieur

vietnamien. Tout cela conduit aux idées d'innovation qui se concentrent sur l'exploitation de la commercialisation de l'éducation et l'autonomie financière afin que les universités puissent fonctionner comme une entreprise, en passant des engagements sociaux exprimés dans l'énoncé des objectifs de l'école (toujours identifiés par la belle formule de « *pensée de pédagogie* »). Ce phénomène a montré une faible capacité ou une vision aberrante d'une grande partie de responsables de l'éducation, car en fait, l'autonomie dans les enseignements avancés ne ressemble pas à ces idées superficielles. En Europe, la plupart des universités sont des écoles publiques dont les frais d'études sont très bas ou gratuits. Aux États-Unis, il y a seulement 20 % des étudiants qui s'inscrivent aux universités privées. Ces écoles fonctionnent indépendamment en tant qu'entreprise. Pour les universités à but non lucratif (qui sont la majorité), leur développement est donc facilité par l'État et la société tandis qu'un plus petit nombre d'universités privées à but lucratif fonctionnant comme une coentreprise dans le but de générer des bénéfices pour les actionnaires et de fournir des services éducatifs de qualité à leurs étudiants rencontrent souvent des opinions opposées du public. Aux États-Unis, de nombreuses personnes sont convaincues que l'éducation est extrêmement précieuse et qu'elle vaut beaucoup plus qu'une marchandise et qu'elle ne peut certainement pas être un bonus ou une promotion⁶⁵¹. Dans un rapport (février 2005) du groupe de recherche « *Futures Project : Policy for Higher Education in a Changing World* » de l'Université Brown, les auteurs écrivent : « L'enseignement supérieur risque de renoncer à son engagement traditionnel associé aux besoins persistants de la société afin de poursuivre les intérêts à court terme. Il est temps d'inverser cette tendance avant de sombrer dans une situation plus difficile, voire irréversible... » Dans ce contexte, au Vietnam, le mécanisme du marché appliqué à l'économie apparaît depuis pas longtemps et en réalité il ne fonctionne pas encore vraiment selon les normes internationales ; le niveau d'étude et niveau de vie des habitants sont encore modestes, c'est-à-dire, les conditions préalables à un processus de commercialisation de l'éducation saine n'ont pas encore suffisamment convergé. Alors que les problèmes internes de l'éducation vietnamienne ne sont pas encore résolus, les solutions basées sur la commercialisation de l'enseignement supérieur, sur la transformation des écoles publiques en privées⁶⁵², et sous la direction des gestionnaires éducatifs manquants de qualification et de compétences nécessaires, génèrent beaucoup de risque. L'enseignement supérieur risque de devenir un marché commercial et de s'éloigner de plus en plus la nature et l'objectif éducatif. En plus, les réglementations qui régissent les formes d'écoles non publiques sont encore insuffisantes. À l'heure actuelle, il est difficile de distinguer les écoles privées à but non lucratif et celles à but lucratif, car presque tous ces établissements affichent un

⁶⁵¹ MOORE John.W, « Education: commodity, come-on, or commitment? », *Journal of Chemical Education*, No 77 (7), 2000.

⁶⁵² L'équité des universités publiques a été officiellement considérée pour la première fois en 2007, avec l'intention de sélectionner de 15 à 20 écoles comme pilote, en tant que mesure de mise en œuvre de la politique de socialisation de l'éducation. Au début, ce plan a rencontré les réactions intenses d'une grande partie du public et a été donc suspendu. Cependant, à la fin de décembre 2014, le ministère des Finances l'a réintroduit dans son rapport pour le gouvernement. Pour cette fois, ce programme n'est pas apparu indépendamment, mais a été inséré dans le cadre juridique commun de l'équitization des unités publiques non-commerciales, y compris des hôpitaux, des établissements d'enseignement, des instituts et des centres de recherche. Selon lequel on ne réalise pas un projet pilote comme auparavant. Mais les unités publiques souhaitant et ayant des conditions nécessaires (le revenu est suffisant à compenser la dépense, pendant les 5 ans récents.) peuvent rapporter aux agences de tutelle pour soumettre au Premier ministre sur la demande d'équitization. Et ce projet a abordé la possibilité d'équitization pour 30 unités publiques non-commerciales sous l'autorité directe des groupes ou des grandes sociétés des ministères, dont 02 hôpitaux et 28 universités/écoles supérieures/instituts de recherche - selon PHAM Thi Ly, « *Cổ phần hóa trường đại học công, nên chăng?* [Il vaut mieux de faire l'équitization des universités publiques?] », sur *Lypham.net* [en ligne], publié le 12 août 2016, [consulté le 5 septembre 2021].

fonctionnement non lucratif pour obtenir le permis de création, mais en réalité cela n'est pas facile à vérifier. Avec une telle situation, l'idée selon laquelle le Vietnam peut surpasser les pays développés en augmentant la proportion d'étudiants non publics à 30-40 %, comme dans la planification des universités et des écoles supérieures pour la période 2006-2020, a vivement inquiété les gens.

Une autre politique d'innovation majeure déployée depuis des années récentes est la socialisation dans le domaine de l'éducation (au Vietnam, cela signifie l'augmentation dans la mobilisation des ressources financières venant de la société). L'article 16 de la loi modifiée sur l'Éducation en 2019 a réglé la socialisation de l'éducation comme suit :

[trad.] L'État joue un rôle dominant dans le développement de l'éducation. [L'État] fait diversifier les types d'établissements d'enseignement et les formes de formation ; encourager, mobiliser et faciliter les conditions permettant aux organisations et aux individus de participer au développement de l'éducation ; encourager le développement d'établissements d'enseignement non publics pour répondre aux demandes sur l'éducation de haute qualité de la société⁶⁵³.

L'option de socialisation de l'éducation (c'est-à-dire l'augmentation de la mobilisation financière de la société) avec l'option de l'autonomie universitaire a conduit à de nombreux projets d'augmentation de frais d'études avec le seuil d'augmentation de plus en plus élevé. La raison invoquée pour expliquer ce phénomène est que le budget de l'État attribué à l'enseignement n'est pas suffisant pour améliorer la qualité de l'éducation. Cette explication semble très plausible, notamment, au Vietnam : depuis quelques années dernières l'idée qu'il est nécessaire de reconnaître la marchandisation de l'éducation et de considérer l'éducation comme une marchandise qui fonctionne auprès du principe prix/qualité, devient de plus en plus populaire. Mais le problème est que la socialisation actuelle se passe seulement dans un seul sens : on ne vise qu'à augmenter les contributions des gens, mais la qualité éducative et le droit du côté social sur la supervision, le critique ou la recommandation sur l'éducation n'est pas mentionnée. S'il y a un satisfecit du côté de la société, ces idées apparaissent de manière envahissante dans les médias. Le budget de l'État pour l'éducation augmente, les frais d'études augmentent et continuent à augmenter, seulement la qualité de l'enseignement diminue de plus en plus. Selon le professeur Ngo Bao Chau : le mécanisme du marché doit être considéré comme le moteur le plus puissant pour relever la qualité de l'enseignement supérieur, mobiliser des revenus et utiliser efficacement des ressources, mais ce n'est pas le moteur pour développer l'économie dans le système de l'enseignement supérieur. Même sous le regard du marché, la qualité doit être la seule justification qui conduise à une augmentation des frais d'études, ce qui n'est pas le cas au Vietnam, où les frais augmentent, sans que la qualité soit une préoccupation forte.

3. Faiblesse dans la gestion et la mise en œuvre de l'administration de l'éducation

L'éducation est le domaine qui reçoit la plus grande attention de toute la société en raison de son impact direct et à long terme sur toutes les classes. Au cours des deux dernières décennies, en tant que « politique nationale au premier rang », le gouvernement vietnamien a publié de nombreuses options et politiques dans le but d'innover fondamentalement et

⁶⁵³ ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, « Luật số 43/2019/QH14, ngày 14/06/2019 [Loi No. 43/2019/QH14, le 14 juin 2019] », 2019.

totalemment du domaine de l'instruction. Bien que le cadre juridique servant la mise en œuvre de la réforme éducative soit en place et le budget étatique attribué à l'éducation soit toujours prioritaire et représente une part importante dans le budget total du pays, l'écart entre les résolutions de réforme du gouvernement et leur mise en œuvre dans l'ensemble du système de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier est encore très important. Après de nombreuses décennies de mise en œuvre des politiques éducatives, le résultat est que dans plusieurs aspects de l'éducation, plus on réforme, plus l'état actuel empire, plus l'insuffisance dans le secteur éducatif crée de l'inquiétude et de la frustration de la société. Cela aussi montre que l'enseignement supérieur du Vietnam est encore dans un cercle vicieux. La cause importante de cette situation de désorientation est la capacité très modeste dans la gestion de l'éducation. L'efficacité très faible du processus de déploiement concret de l'éducation, à travers un pilotage raisonné et planifié, provoque le recul de l'enseignement supérieur vietnamien par rapport aux pays voisins.

3.1. Maintien des mécanismes anciens de gestion éducative

Le maintien du mécanisme du « ministère de tutelle » et du principe de gestion centralisée est l'expression la plus visible et aussi l'héritage typique de la pensée en temps de guerre. En parlant de cette caractéristique, tout d'abord, on peut voir que dans le mécanisme de gestion centralisée, la responsabilité de la gestion et de l'explication est attribuée à un petit nombre d'agences de l'État. Cette centralisation est favorable à proposer et exiger, d'une manière unifiée, des normes de gestion, de direction et de contrôle de qualité. Pourtant, ce mécanisme conduit facilement au risque du monopole, la situation de manque de démocratie ou de créativité, qui affecte négativement l'exécution des tâches de l'éducation. En fait, les deux faces de ce mécanisme dépendent vivement du facteur humain, surtout le personnel au niveau de gestion macro. Par exemple, dans l'histoire de l'éducation du Vietnam, un cas particulier est le professeur Ta Quang Buu, le premier chef du ministère de l'Éducation et de la Formation, réputé pour son cœur et sa vision lointaine envers l'éducation du pays. En accompagnant la politique de l'économie planifiée centralisée pendant le temps de guerre féroce (1959-1976), il a mené l'enseignement supérieur du Nord-Vietnam, sous la modalité gestionnaire centralisée, à des réalisations les plus énormes du Vietnam de l'époque. L'enseignement supérieur sous son mandat est devenu une grande nostalgie dans la mémoire des classes intellectuelles du Vietnam. Cela montre que dans des circonstances historiques avec leur mécanisme de gestion spécifique, si l'éducation est dirigée par les talents en matière de connaissance et de personnalité, le produit de l'enseignement peut encore bien adapter les besoins de l'époque, malgré les conditions difficiles de la société.

Depuis le début de la période « Doi Moi » en 1986, lorsque l'économie a évolué vers une économie de marché, le mécanisme de gestion centralisée a révélé son inadaptation aux exigences d'une administration moderne de l'éducation. Tous les domaines de la vie doivent changer pour répondre aux nouvelles exigences socio-économiques. Il faudrait que le secteur de l'éducation, relatif directement aux connaissances, joue le rôle de pionnier dans l'adaptation des idées innovantes et progressistes, mais en réalité, c'est le domaine le plus stagnant qui crée le plus d'anxiété pour la société depuis des décennies. Quant à l'enseignement supérieur, les projets ou politiques de réformes apparaissent régulièrement, mais ensuite ils échouent régulièrement. Même au niveau macro, la gestion éducative fonctionne toujours selon un mécanisme centralisé : le ministère responsable ou les agences équivalentes au ministère embrassent tout ce qui concerne l'appareil éducatif, qu'elles soient

grandes ou petites. Après une étape de traitement administratif, ils attribuent chaque chose aux subordonnés à travers le mécanisme « quêter - donner », c'est-à-dire que le ministère permet au niveau inférieur qui lui est subordonné de faire (d'une manière volontaire ou obligatoire) tel ou tel travail, avec tel niveau et par telle mesure, etc. Et il faut que ces unités subordonnées réalisent correctement le point de vue du ministère (cela est appelé « se conformer au processus »). Les unités subordonnées au ministère sont nombreuses : Département général, Département, Institut, Section, Chambre, etc. Ces niveaux continuent de répartir le travail vers les niveaux inférieurs en « *se conformant au processus* » du Ministère.

Jusqu'à présent, en maintenant le mécanisme de gestion centralisé et le principe de « ministère de tutelle », le ministère de l'Éducation et de la Formation joue toujours le rôle de diriger directement au lieu de celui de planification, de contrôle et d'inspection des activités des établissements universitaires. Cette « *confusion* » de fonction et de mission entraîne la situation que le ministère de l'Éducation continue à faire des choses pas nécessaires et à ne pas faire les choses les plus nécessaires pour améliorer la qualité universitaire et développer l'enseignement supérieur d'une manière saine. Ce « *processus* » en fait s'oppose à la tendance de réforme aux États-Unis, en Europe, au Japon et même à certains pays de l'Asie du Sud-Est qui favorise l'activité de la communauté comme facteur particulièrement nécessaire pour augmenter l'efficacité de toutes les organisations, surtout dans l'économie attachée à l'importance du savoir. À partir de ce point de vue, les réformes de la gestion s'effectuèrent vers la décentralisation dont l'illustration vivante est l'attribution de l'autonomie dans tous les domaines : l'organisation, le fonctionnement, le contenu du curriculum, le plan de l'enseignement, la recherche scientifique, la liberté académique, etc. aux établissements de l'éducation. Le système gestionnaire de l'éducation est organisé également en réseau dont les facteurs membres sont non seulement capables de fonctionner indépendamment, mais également sont liés, coordonnés et soutenus mutuellement pour créer un fondement du développement du savoir de la communauté. En plus, pour augmenter l'efficacité gestionnaire et adapter le développement de la société moderne, les connaissances scientifiques et les moyens techniques de gestion de réseau sont appliqués largement.

Outre le contrôle de trop de choses par le ministère, un des héritages qui n'est plus approprié, de l'époque d'économie centralisée, est le mécanisme permettant au ministère spécialisé ou aux agences équivalentes au ministère (appelé en général « ministère de tutelle ») de gérer les universités dans le même domaine. Pendant la période d'économie centralisée de type soviétique, les établissements d'enseignement supérieur vietnamiens ont été placés sous la direction directe des ministères de tutelle correspondants pour former selon les plans et les besoins en main-d'œuvre de chaque secteur. Par conséquent, la plupart des ministères avaient leurs propres universités monodisciplinaires subordonnées et ce mécanisme fut très approprié à la période de guerre avec l'économie planifiée centralisée dont la tâche principale était de servir le champ de bataille. Cependant, dans l'économie du marché mondialisée d'aujourd'hui, la structure du système de l'enseignement supérieur organisé sous ce mécanisme de gestion fragmentaire et chevauchée (parce que les universités gérées par les ministères de tutelle doivent également observer des réglementations du ministère de l'Éducation et de la Formation) a causé un lourd handicap.

En observant le tableau ci-dessous, on peut voir le caractère complexe des composantes participant à la gestion universitaire au Vietnam.

Agences de gestion directe	Nombre des universités/académies
Ministère de l'Éducation et de la Formation	53 (y compris des écoles membres mais sans compte 3 universités régionales)
Ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme	13
Ministère de la Santé	10
Ministère de l'Industrie et du Commerce	10
Ministère de l'Agriculture et du Développement rural	4
Ministère des Transports	4
Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales	4
Ministère des Finances	4
Ministère de la Construction	4
Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement	2
Ministère de la Planification et de l'Investissement	1
Ministère de l'Intérieurs	2
Ministère des Affaires étrangères	1
Ministère de l'Information et des Communications	1
Ministère de la Justice	1
Comité populaire des provinces/ des villes centrales	28
Source: MEF	

Tableau 14 : Nombre des établissements de l'enseignement supérieur selon l'agence de tutelle

Dans une préoccupation de simplification, le gouvernement vietnamien a publié la résolution 14/2005 de « l'innovation fondamentale et totale » l'enseignement supérieur du Vietnam pour la période 2006-2020, qui mentionne de supprimer la participation en même temps de nombreux ministères dans la gestion des établissements de l'enseignement supérieur. Depuis lors, l'idée de disparition du mécanisme « ministère de tutelle » est souvent répétée dans de nombreux rapports et résolutions du gouvernement comme une solution requise dans le processus de promotion de l'autonomie des établissements de l'enseignement supérieur. Néanmoins, jusqu'à présent, il y a seulement une université publique qui a échappé à ce mécanisme de gestion : l'Université de l'Industrie de Textile-Habillement de Hanoï. L'« évasion » hors de son agence de tutelle ne découlait d'ailleurs pas d'une politique qui a été soulevée précédemment, car en fait cette école a été placée dans une situation de « ne pas avoir autre choix ». L'Université de l'Industrie de Textile-Habillement de Hanoï a été auparavant sous l'autorité directe du groupe de Textile - Habillement vietnamien, mais en 2015, ce groupe a été privatisé. Et il ne pouvait plus jouer le rôle d'un organe pris en charge d'une université, en raison des règlements juridiques en vigueur, tandis que le besoin de ressources humaines dans ce domaine était encore très élevé et urgent. Dans ce contexte, cette école a été autorisée par le Premier ministre, à devenir la première université publique qui n'a pas d'agence de prise en charge. La nomination du premier président du conseil d'école et la reconnaissance du recteur de cette université ont été assumées par le ministère de l'Industrie et du Commerce et non par le ministère de l'Éducation et de la Formation.

Les lacunes dans le mécanisme de gestion actuel pour l'enseignement supérieur ont créé des tensions dans la salle de l'Assemblée nationale du Vietnam lors de la plupart de ses sessions

depuis 2005 et le résultat est la naissance de la Résolution 14/2005 (2005) et 29-NQ/TW (2013) qui continue à souligner l'option de rénovation de manière fondamentale et totale dans le secteur de l'éducation. Pendant les années suivantes, de nombreux autres documents juridiques sont entrés en vigueur dans le but de faciliter la mise en œuvre de cette politique. Plus récemment, la Résolution 19-NQ/TW et la loi révisée sur l'enseignement supérieur (la loi n° 34/2018/QH14) ont réaffirmé à nouveau le principe de suppression du mécanisme « ministères de tutelle » pour les établissements de l'enseignement supérieur public et ces écoles s'orienteraient vers l'autonomie totale. Selon ces documents, le conseil d'école devient vraiment l'organe de pouvoir le plus élevé dans l'université et le recteur a seulement un poste d'exécution. Dans une université, soit publique, soit privée, il existerait uniquement une seule unité de direction (le conseil de l'école pour l'université publique et le conseil administratif pour les universités privées) au lieu de deux comme aujourd'hui (ministère de tutelle et le conseil de l'école).

Ainsi, on trouve que de la résolution 14 (2005) à la résolution 29 (2013) et résolution 19 (2018), chaque 5 ans, une grande résolution sur la rénovation fondamentale et totale de l'éducation est publiée, mais la distance entre l'option exprimée dans un nombre énorme des documents gouvernementaux et sa pratique de mise en œuvre est encore assez loin. Récemment, le délitement institutionnel et l'augmentation de l'autonomie pour les établissements de l'enseignement supérieur ont reçu l'attention particulière de toute la société, surtout après la participation des médias, l'élévation de la voix des savants nationaux et étrangers, et la préoccupation du Premier ministre Nguyen Xuan Phuc envers l'enseignement supérieur. Le ministère de l'Éducation et de la Formation ou l'un des autres ministères spécialisés assume encore une fonction de tutelle directe, c'est-à-dire, il existe toujours en même temps deux unités de gouvernance dans ces universités, locale et nationale.

Étant une économie émergente, le Vietnam participe de plus en plus au marché mondial, ce qui entraîne une demande croissante d'une main-d'œuvre de haute qualité. En outre, la croissance économique associée à l'augmentation de la productivité et de la qualité du travail, et l'enseignement supérieur est le facteur clé déterminant la qualité du travail. Par conséquent, l'investissement dans l'éducation est considéré comme le fondement initial de la constitution de ces ressources humaines contribuant à améliorer la compétitivité de chaque pays sur le marché du travail. Dans le contexte de l'économie ouverte du Vietnam, le processus d'intégration internationale profond qui se déroule à l'échelle mondiale a créé des occasions pour que l'enseignement supérieur vietnamien puisse accéder aux nouvelles connaissances, aux modèles universitaires modernes, et profiter les ressources externes pour se développer. Des exigences urgentes pour l'enseignement supérieur du pays notamment sur la capacité d'exploiter efficacement les ressources humaines dans la période de « population d'or » actuelle au Vietnam ont été posées. Le problème de renforcer des investissements pour l'éducation n'est pas seulement la préoccupation sur un secteur simple, mais aussi l'investissement pour le développement du pays, qui est mentionné dans les politiques gouvernementales. Selon les données statistiques du Département général des statistiques du Vietnam, accompagnant la croissance économique, l'investissement budgétaire de l'État pour l'éducation augmente d'année en année, au seuil de 184 070 milliards VND en 2015 (équivalent à 8 180 millions USD), de 195 604 milliards VND en 2016 (environ de 8 575 millions USD), de 216 167 milliards VND en 2017 (environ de 9 437 millions USD), de 229 074 milliards VND en 2018 (environ de 10 047 millions USD), de 244 835 milliards VND en 2019 (environ de 10 645 millions USD), de 258 700 milliards VND en

2020 (environ de 11,247 millions USD). Pour la période de 2011-2015, il y a eu 24 projets d'investissement publics pour l'éducation qui ont été lancés ou achevés, ce nombre pour la période de 2016-2020 a passé en 33.

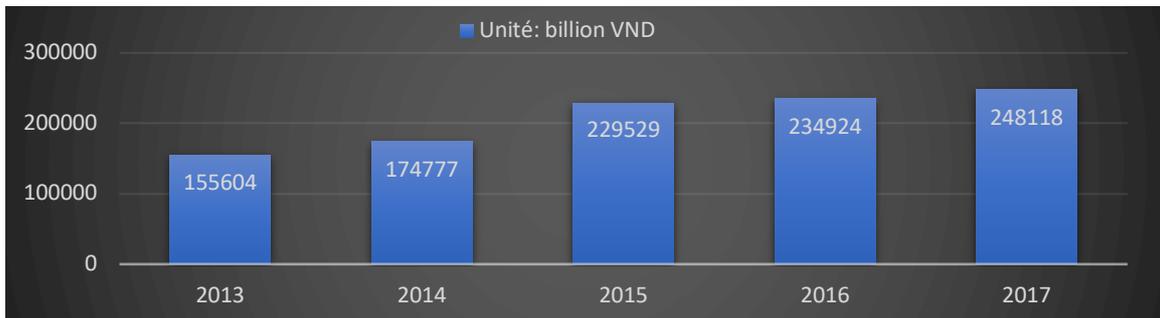


Figure 23 : Budget de l'État pour le secteur de l'Éducation
Source: Ministère de l'Éducation du Vietnam

D'après une autre source de données venant du ministère des Finances, le gouvernement du Vietnam consacre toujours une préoccupation importante à l'œuvre de l'instruction, exprimée principalement par les politiques d'investissement en assurant le taux de dépense éducatif annuel toujours supérieur de 20 % de la totalité du budget de l'État, équivalent à 5 % de PIB (en 2018 et 2019, ce taux était environ de 24,49 %). Bien qu'elle dépende toujours principalement du budget public, en réalité, il y a encore d'autres sources financières pour l'éducation et la formation, dont les emprunts des organisations internationales dans le but de développer le secteur de l'éducation et de la formation occupent une proportion considérable. Jusqu'en 2018, le ministère de l'Éducation et de la Formation gère 10 programmes et projets qui déploient pendant la période 2015-2020 avec l'investissement total est 17 913,183 milliards de VND (environ de 813,8 millions USD), inclut 172,147 milliards de VND de l'APD (environ de 7,8 millions USD) ; 15 974,799 milliards de VND (environ de 726 millions USD) à l'origine des crédits préférentiels ; et le capital réciproque est 1766,237 milliards VND (environ de 80 millions USD)⁶⁵⁴.

Outre l'investissement de l'État et le capital d'emprunt, il faut aussi compter la source financière des investisseurs internationaux. Actuellement, le Vietnam est considéré comme un pays avec un environnement politique et social stable, un environnement d'investissement sécurisé et le secteur de l'éducation ayant encore des espaces pour développer, surtout dans le processus de négociation pour participer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Vietnam s'est engagé à observer l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) pour les 12 secteurs de services, y compris l'éducation (l'éducation et l'enseignement supérieur étant des services dans l'activité de commerce). Ces facteurs ont intéressé les investisseurs étrangers. Les données du Département général des statistiques ont montré l'optimisme des partenaires internationaux envers le domaine de l'éducation vietnamien exprimé par de grands projets. Plus précisément, en cumulé, jusqu'en 2019, le Vietnam comptait 128 projets d'investissement direct étranger pour le domaine de l'éducation avec le capital enregistré total de 275,8 millions USD. Rien qu'en 2009, il y avait 12 projets avec le capital social de 30,4 millions USD. Ainsi, après environ 10 ans (à partir de 2009), le nombre cumulé de projets a été multiplié par 4 (526 projets) et le capital enregistré a fortement augmenté de 15,8 (atteignant 4376,2 millions USD), dont seulement en 2019, le nombre de projets acceptés

⁶⁵⁴ MY ANH, « Tăng cường các nguồn lực đầu tư cho giáo dục và đào tạo » [en ligne], *Báo điện tử Đảng Cộng sản Việt Nam*, 19 février 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

nouvellement était de 72 et la totalité du capital enregistré était de 67,4 millions USD. Hanoï et Hô Chi Minh-Ville sont les localités ayant les premiers projets d'investissement étranger dans le secteur de l'éducation et aussi les endroits les plus attractifs pour les investisseurs internationaux dans ce domaine.

Un point particulier du secteur de l'éducation par rapport aux autres domaines dans l'économie est son attrait pour l'investissement des deux côtés : l'offre et la demande. Contrairement à d'autres marchandises matérielles ou services dont la demande peut devenir saturée en raison d'une offre excédentaire, il est difficile que la demande de l'éducation atteigne la saturation, car le développement de science et de technologie, et les connaissances dans l'éducation sont illimitées. L'attraction de l'éducation envers les investisseurs à domicile ou à l'étranger vient aussi de la demande de plus en plus élevée des parents, les investisseurs spéciaux qui n'exigent jamais de retour et sont toujours généreux en finançant l'œuvre des études de leur enfant. Selon les remarques des experts internationaux en économie, le Vietnam est un des pays où les habitants s'occupent vivement de l'avenir éducatif de leurs enfants et sont prêts à payer de plus en plus le secteur de l'éducation. L'enquête des consommateurs réalisée par Nielsen et le groupe HSBC montre que la dépense sur l'éducation peut représenter jusqu'à la moitié des dépenses totales des familles vietnamiennes (environ 47 %). Les parents veulent également avoir plus de choix pour leurs enfants dans des écoles privées de grande qualité, plutôt que d'avoir la même idée d'étudier dans les écoles publiques qu'auparavant. La contribution actuelle à l'éducation des Vietnamiens est déjà élevée par rapport à de nombreux pays, même quelques pays développés. Les données publiées par *The Economist* en 2019 ont indiqué l'attention énorme des Vietnamiens qui dépensent de plus en plus à l'éducation malgré de nombreuses difficultés économiques toujours reconnues pour les familles vietnamiennes. En plus, il faut souligner que la source de revenus presque unique du budget de l'État vient des impôts de la population. Cela signifie que les gens avaient également contribué aux ressources financières pour l'éducation de manière indirecte.

En outre, dans le contexte d'intégration internationale de plus en plus approfondie, en particulier lorsque le Vietnam adhère aux accords de libre - échange, la tendance des étrangers à venir travailler au Vietnam s'est considérablement accrue. Selon les statistiques du ministère du Travail, à la fin de juillet 2019, il y a 91 200 étrangers travaillant au Vietnam (parmi eux 81 900 personnes sont agréées en vertu des dispositions de la loi vietnamienne et travaillent sous 4 statuts en tant qu'experts, cadres, travailleurs techniques et gestionnaires). L'intérêt des investisseurs étrangers et les propositions de participation dans l'éducation et la formation répondent également en partie aux besoins d'apprentissage des enfants d'investisseurs et d'entrepreneurs venant vivre et travailler au Vietnam. Les établissements de formation de haute qualité conformes aux normes universitaires internationales attirent non seulement un grand nombre de familles vietnamiennes ayant une capacité économique et une volonté de dépenser avec espoir sur l'avenir de leurs enfants, mais aussi des étrangers vivant et travaillant au Vietnam. La participation de ce facteur étranger dans le secteur de l'éducation a contribué à diversifier les méthodes et les contenus d'enseignement, en suivant la tendance générale de l'éducation internationale dans certains établissements d'enseignement réputés du Vietnam.

Ainsi, avec les données statistiques publiées officiellement, les capitaux d'investissement pour l'éducation vietnamienne par rapport à la puissance économique du pays sont énormes. Pourtant, le problème principal est la basse efficacité de l'utilisation de ces ressources. Autrement dit, la faiblesse de l'éducation et de l'enseignement supérieur du Vietnam depuis

de nombreuses années n'est vraiment pas due à un manque de financement, mais à ne pas savoir comment utiliser efficacement les fonds provenant des ressources d'investissement. La faible capacité de gestion des responsables de l'éducation a conduit à une mauvaise utilisation financière dont les manifestations sont la dépense d'argent aux faux objectifs, la perte et le gaspillage de l'argent investi. On peut résumer par quelques traits principaux suivants :

(1) les insuffisances dans la structure d'investissement pour l'éducation et la formation reflètent le manque de réflexion et de capacité des responsables de l'éducation

L'attribution de fonds irraisonnable pour les niveaux d'études. En fait, le budget de l'État pour l'enseignement supérieur ne représente que 12 % du budget total tandis qu'on dépense 30 % ce budget total dans l'enseignement primaire. Ainsi, par rapport au monde, la part des dépenses publiques pour l'éducation comptée sur chaque élève primaire est plus de 25 %, plus élevé que le seuil de 22 % aux États-Unis ou 11 % à Singapour. Pendant ce temps, le coût moyen pour les étudiants universitaires vietnamiens est de 630 USD/étudiant, alors que ce chiffre est de 9 000 USD à Singapour et de 19 000 USD aux États-Unis. Bien que tous les niveaux d'enseignement soient importants, dans le contexte où les pays ont des efforts pour pouvoir intégrer l'économie du savoir émergente, l'investissement demeure trop limité pour l'enseignement supérieur.

L'irrationalité dans l'attribution d'investissement pour les tâches éducatives. Selon le ministère de Finances du Vietnam, le taux de dépense régulière représente environ 82 % de la totalité du budget de l'État pour l'éducation (dans cette somme, la dépense pour le personnel représente de 80 % et seulement 20 % payent pour les activités d'enseignement et d'amélioration de la qualité de curriculum) ; la dépense pour la construction de base représente environ 18 % de la totalité du budget d'État, mais elle est encore faible par rapport au besoin d'installations, d'achat de matériel pédagogique et de laboratoires, cela ensuite a entraîné une faible qualité de l'éducation et le manque de compétences de pratique ou de capacité d'application des connaissances acquises pour résoudre des problèmes professionnels réels des étudiants. La plupart des entreprises d'embauche doivent former de manière complémentaire, ou reformer les étudiants recrutés, surtout dans les domaines de technologies modernes, ce qui a causé l'augmentation des coûts pour les entreprises.

L'irrationalité dans l'attribution selon le goût « syndrome de la foule » du marché qui conduit à une structure de formation déséquilibrée. Selon le ministère de l'Éducation du Vietnam, le secteur de l'économie et du droit attire 43 % des étudiants, tandis que les étudiants dans les secteurs des sciences de base et la technologie ne représentent que 15 % pour chacun. Les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche considérés comme les piliers de l'économie du Vietnam ne représentent que 3,1 % de la population étudiante. La situation de déséquilibre dans la structure de formation et dans la dépense pour l'enseignement supérieur a provoqué un manque de main-d'œuvre de haute qualité dans la plupart des branches de l'industriel, des technologies de l'information, des sciences technologiques, qui sont décisifs pour le développement rapide et durable du pays.

(2) La faible capacité de gestion conduit non seulement à l'irrationalité dans l'attribution des investissements pour l'éducation, mais aussi à des conséquences beaucoup plus néfastes, les lacunes dans la gestion et l'utilisation de la source d'investissement, surtout pour les projets éducatifs qui utilisent le capital de crédit étranger

Sur cette question qui préoccupe la société vietnamienne, en 2015, M. Dang Van Dinh, chef du comité de Recherche et de Développement de la politique de l'Association des Universités

du Vietnam a proposé de superviser les ressources du capital d'emprunt de APD pour le secteur de l'éducation et de la formation⁶⁵⁵. D'après la recherche publiée en 2016 du professeur Nguyen Ngoc Quang, enseignant supérieur de l'université de l'Économie nationale, la gestion financière dans l'ensemble du secteur de l'éducation est faible, manque de transparence et ne crée pas la croyance selon laquelle l'augmentation de l'investissement pour l'éducation conduira à l'amélioration correspondante dans la qualité. Ces idées ont reçu beaucoup d'approbations des savants et des éducateurs vietnamiens. Les données de synthèse du Comité de la Culture et de l'Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam a montré que pendant l'époque 2004-2014, le secteur de l'éducation et de la formation a attiré environ de 80 projets de APD avec la totalité du capital enregistrée de plus de 2 157 millions USD, dont le capital d'emprunt représentait environ de 71,9 %, le capital non remboursable 14,5 % et le capital réciproque 13,6 %. Le prêt de 2 157 millions USD est très important pour l'économie vietnamienne en général et pour le secteur de l'éducation en particulier. Cependant, l'impact des projets sur les problèmes majeurs du système éducatif est invisible et ne sont pas expliqués, voire il y a eu des projets suspendus par les créanciers en raison d'un manque de transparence dans les décaissements et l'impossibilité dans l'évaluation de qualité. Certains tels projets peuvent être listés ici :

- Projet de développement de politiques d'enseignement supérieur de 4 ans (2009-2013) financé par la Banque mondiale avec un prêt de 150 millions USD. Le but de ce programme est d'aider le Vietnam à réaliser des projets de renforcement de la gouvernance, les finances, l'accréditation de la qualité du classement des établissements universitaires et le recrutement des étudiants. Pourtant, après la fin de ce projet, la société n'a pas été rendue témoin des résultats évalués sur la base des objectifs fixés en amont, aussi le public s'est demandé où le prêt de 150 millions USD de la Banque mondiale était allé, et quelle efficience avait été atteinte, mais aucune réponse n'a été donnée ;
- Projet de 6 ans de développement de l'enseignement supérieur qui a investi 115 millions USD (avec 85 millions USD empruntés de Banque mondiale) a été suspendu par la Banque mondiale après seulement quelques années de mise en œuvre en raison de la gestion inefficace⁶⁵⁶ ;
- « Projet d'enseignement supérieur 2 » (2007) dont l'objectif principal est d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche dans les universités dans le but de perfectionner les opportunités d'emploi pour les diplômés et l'appropriation entre les études universitaires et le besoin du marché. Dans la somme d'investissement totale de près de 70,5 millions USD pour ce projet, environ de 4,79 millions USD ont été attribués à des fins erronées (pour le système de l'administration du ministère de l'Éducation et de la Formation).
- De nombreux projets de réforme du ministère de l'Éducation et de la Formation continuent d'être insatisfaisants, comme l'échec du projet de renforcement des capacités linguistiques étrangères nationales 2008-2020, après avoir mis en œuvre plus

⁶⁵⁵ DANG Van Dinh, « 2 tỷ USD vốn vay ODA đem lại lợi ích gì cho giáo dục Việt Nam? [Quels bénéfices le prêt d'APD de 2 milliards USD apporte-t-il à l'éducation au Vietnam?] » [en ligne], *Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn]*, 27 août 2015, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁵⁶ HONG HANH, « 225.000 cử nhân, thạc sĩ thất nghiệp: Hệ quả của mở trường đại học ồ ạt » [225.000 chômeurs titulaires de licence ou du master, la conséquence de l'ouverture en masse des établissements de l'enseignement supérieur] » [en ligne], *Dân trí*, 31 mai 2016, [consulté le 5 septembre 2021].

de la moitié du chemin et dépensé le coût environ de 5 400 milliards VND (équivalent à 270 millions USD), une somme budgétaire importante par rapport à l'économie du Vietnam ;

- Projet de nouveau modèle d'école au Vietnam (New School Model in Vietnam - VNEN) qui est réalisé depuis janvier 2013 avec l'investissement total de 87,6 millions USD, y inclut environ de 84,6 USD de APD et le capital réciproque national de 3 millions USD. Ce programme qui semblait idéal et est déployé largement dans tout le pays, mais après une période d'essai, de nombreuses écoles ont dû appeler à l'aide et demander de l'abandonner en raison d'impossibilités de l'appliquer.

La politique d'investissement et la capacité à gérer les ressources d'investissement pour l'éducation vietnamienne est encore une longue et triste histoire pour la société. En fait, une grande partie du budget a été consacrée, au fil des ans, à des projets ou programmes visant à « améliorer la capacité de gestion » ou quelque chose de similaire, ce qui signifie que la dépense est principalement destinée à mettre à niveau les administrateurs de l'éducation au lieu du système l'éducation. La réalité au Vietnam montre que souvent ces investissements sont beaucoup moins transparents, la raison d'investir et souvent peu efficaces dès le but d'investir. Donc, normalement, la mise en œuvre et le décaissement pour ce type de projet ne sont pas informés publiquement ou informés de manière trop générale. En plus, les critères pour confirmer le résultat de ces projets sont souvent vagues et difficiles à vérifier : on continue de « dessiner » de nombreux plans « aller à la réalité pour obtenir d'expériences » et presque tous ces programmes sont jugés nécessaires par les responsables du secteur de l'éducation. Par conséquent, le corps de cadres, des dirigeants au personnel administratif du ministère de l'Éducation, accourt en foule vers les pays étrangers dans tous les continents pour « se perfectionner à la capacité de gestion ». Et évidemment, le financement de ces voyages d'affaires vient du budget de projet sous prétexte d'« aller dans les pays plus avancés pour apprendre » et d'« aller dans un pays dont le niveau de vie est inférieur au Vietnam pour retirer des expériences ». Ce phénomène se passe pendant longtemps, est très coûteux, mais a très peu d'efficacité réelle⁶⁵⁷.

(3) Une autre manifestation du gaspillage est le manque de qualification et de responsabilité dans l'approbation et la répartition du financement des projets de recherche scientifique

Ces dernières années, les alertes continues des experts accompagnant la pression croissante du public sur l'état d'infériorité du Vietnam par rapport à ses pays voisins dans la recherche scientifique ont entraîné un mouvement de promotion dans la recherche scientifique et la publication internationale dans l'ensemble du système des universités, des instituts et des centres de recherche. Depuis lors, l'expression « la recherche scientifique » est devenue un mot-clé populaire dans la plupart des textes et des journaux dans le secteur de l'enseignement supérieur. Mais l'investissement qui ne vise pas correctement au but de « recherche » et le résultat reçu qui n'atteint pas le niveau « scientifique » est devenu un problème sérieux. Dans de nombreux cas, les tâches régulières, voire principales, des agences de gestion éducative telle qu'élaborer la stratégie éducative, préparer le mécanisme financier, construire des règlements d'accréditation, de classement des universités ou

⁶⁵⁷ LE Van Hoc, *Những vấn đề của giáo dục đại học Việt Nam: Tuyển sinh và Đào tạo* [Problèmes de l'enseignement supérieur vietnamien : Inscriptions et Formation] mené par Nguyen Quang Anh, 27 novembre 2020.

l'expérimentation des programmes nouveaux, etc., sont tous mis à niveau en « recherche scientifique ». De tels projets de recherche apparaissent à tous les niveaux, même le niveau étatique et occupent une dépense importante. Par conséquent, les parts budgétaires pour de véritables projets de recherche scientifique qui sont déjà en difficulté sont devenues encore plus limitées. C'est cette situation persistant année après année qui est un des signes du fléau de la corruption dans l'appareil de gestion, ce qui cause non seulement un énorme gaspillage de ressources et une très mauvaise opinion du public en raison de la faiblesse des « *projets de recherche* », mais crée également frustration et désavantages pour de vrais scientifiques.

On peut dire qu'avec une telle capacité et manière de gestion de l'éducation, peu importe combien d'argent supplémentaire est investi pour l'éducation, il n'y aurait pas de base pour espérer l'amélioration de la qualité éducative tandis que le risque de gaspillage et de perte est toujours existant. Le déclin de l'éducation vient d'une mauvaise gestion de l'ensemble du système. Mais pour déterminer nettement comment est cette faiblesse, on peut revenir à une période historique pas si lointaine, pendant la guerre de résistance aux conditions très dures et manquantes, mais le système de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier a été encore développé et ont répondu assez bien aux besoins de l'économie et de la vie sociale. Alors, quelle est la raison de cette différence ? Selon l'éducateur Hoang Tuy, la réponse est retrouvée chez les dirigeants du secteur de l'éducation à cette époque. Ils avaient à la fois de la capacité et du cœur. Leur réputation solide venait du talent et de la moralité. Mais, plus tard, on ne sait pas depuis quand, les tâches éducatives importantes du pays sont parfois confiées à ceux qui ne connaissent pas le travail ou ne sont pas compétents. En conséquence, de nombreuses personnes commencent à apprendre la façon de faire après s'être vu attribuer des missions importantes.

4. Causes venant des politiques inappropriées

Parmi de nombreuses raisons objectives et subjectives expliquant la dégradation continue de l'enseignement supérieur du Vietnam, la faible capacité dans la gestion et la mise en œuvre de l'éducation avec l'insuffisance des mécanismes et des politiques d'instruction sont les principales causes. Les politiques inappropriées et déployées dans un contexte social portant trop de facteurs négatifs du mécanisme de marché parfois provoquent que l'argent décide du succès de la politique. On continue de discuter comment il faut organiser l'examen, mais on oublie comment il faut apprendre et enseigner et comment il faut garder la personnalité et la qualification des enseignants. Donc ces questions sont à l'origine du problème. Les facteurs négatifs dans l'apprentissage et l'enseignement et même dans la candidature à un emploi après l'obtention du diplôme, sont parfois encore plus décisifs que les résultats des efforts pendant des années d'études. De nombreuses injustices découragent les professeurs dévoués et aussi les excellents étudiants. Face à cette situation, les politiques de l'éducation non seulement sont inefficaces, mais empêchent le progrès du système de l'éducation du pays.

4.1. Politique salariale dans l'éducation

En tant que force dirigeante globale de la société vietnamienne dans tous les aspects, le Parti communiste du Vietnam a proposé le point de vue « L'Éducation est la première politique nationale » pour la première fois le 14 janvier 1993, dans la Résolution n° 04-NQ/TW du Parti communiste (session VII) sur la politique de continuer de renouveler l'œuvre de l'éducation et de la formation. Au fil des sessions du congrès du Parti jusqu'à présent, ce point de vue n'a pas changé et a été réaffirmé à plusieurs reprises dans de nombreuses résolutions du Parti.

Cependant, dans la pratique de la mise en œuvre de ces résolutions, le point de vue de « L'éducation est la première politique nationale » n'a pas été complètement appréhendé et concrétisé de manière complète et coordonné. La politique du salaire et des revenus est une partie importante du système de politique socio-économique du pays lié étroitement à la motivation du développement et de la croissance économique. Elle contribue également d'une manière énorme à améliorer l'efficacité de la gestion de l'État, en promouvant les capacités potentielles de chaque travailleur. Afin de montrer que l'éducation et la formation sont la politique nationale au premier rang, il faut tout d'abord assurer des conditions matérielles nécessaires pour améliorer la qualité de l'éducation. En particulier, pour l'enseignement supérieur qui fournit les ressources humaines intellectuelles au développement du pays, il faut des préoccupations raisonnables et le salaire du corps enseignant universitaire devrait être suffisant pour qu'il puisse se consacrer à la fois à l'enseignement et à la recherche.

Ces dernières années, avec les progrès rapides de la science et de la technologie, tels que les plateformes de formation à distance, les ressources documentaires ouvertes ou les outils en communication permettant l'apprentissage à temps réels, etc., le système éducatif universitaire devient de plus en plus diversifié, pratique et dynamique. En plus, les tendances de réforme pédagogiques récentes mettent souvent l'accent sur le rôle central des apprenants dans le procédé de l'éducation et de la formation. Dans ce contexte, il semble que le rôle de l'enseignant serait quelque peu diminué, mais le fait prouve le contraire : « l'enseignant est le facteur clé déterminant la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.⁶⁵⁸ » En effet, même dans l'école moderne avec le fort soutien des technologies de l'information et de communication, un bon enseignant reste le facteur le plus définitif envers l'efficacité de l'éducation dans les écoles modernes⁶⁵⁹. S'il y a quelque chose de différent, c'est la méthode utilisée dans le processus de l'enseignement. Auparavant, en principe, le professeur transmettait des connaissances ou guidait des compétences et l'apprenant les écoutait. A présent, les exigences pédagogiques modernes pour l'enseignant surtout au niveau de l'enseignement supérieur sont beaucoup plus élevées. La transmission de connaissance devient de plus en plus secondaire et est remplacée par des besoins sur les compétences de communication, d'explication, de débat, de surveillance, d'instruction et d'inspiration aux apprenants. C'est la tendance de remplacer la transmission des connaissances par le développement des compétences qui augmente l'importance de l'enseignant, car développer les compétences est toujours beaucoup plus difficile que transmettre des connaissances. En plus, le système de technologie d'information fonctionnerait selon les programmes et les contenus que le professeur prépare. Ainsi, il est clair que la position des professeurs d'université dans les temps modernes ne diminue pas, mais également augmente et crée la distinction de qualification entre l'enseignant et l'apprenant. Avec de telles exigences d'intelligence dans le travail, les politiques de rémunération devraient être adéquates ou du moins suffisantes pour que les enseignants puissent stabiliser leur vie et assurer leurs tâches importantes sans inquiétude. Mais cela n'existe pas encore au Vietnam : Depuis de nombreuses décennies, le mécanisme de salaire pour les enseignants s'applique toujours conformément aux réglementations rigides de l'époque de la guerre et d'économie centralisée. En fait, avec ce niveau salarial actuel des enseignants vietnamien, le paiement des

⁶⁵⁸ BATLINER Rudolf, *Sổ tay phương luận dạy học của chương trình hỗ trợ lâm nghiệp xã hội [Manuel de la méthodologie de l'enseignement du programme d'assistance de sylviculture social]*, SDC-Helvetas Vietnam-Swiss contact, 2003.

⁶⁵⁹ HATTIE John, « Measuring the Effects of Schooling », *Australia Journal of Education*, No 36, 1992.

besoins de la vie quotidienne est très pénible et il est évident qu'il n'est pas suffisant pour reproduire la force de travail ou plus loin pour traiter des talents ou encourager la productivité et la créativité. En 2006, M. Nguyen Thien-Nhan, le vice-Premier ministre, le ministre de l'Éducation et de la Formation de cette époque-là, a déclaré que le ministère soumettrait au gouvernement un projet de réforme du salaire visant à l'objectif qu'au 2010, les enseignants puissent vivre à l'aise par leur salaire. Mais, jusqu'à maintenant, plus de 20 ans sont passés, le poste de ministre a changé 3 fois, mais aucun changement significatif sur la question de salaire des enseignants n'a été enregistré⁶⁶⁰.

Comme par le passé, les salaires des enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur publics sont déterminés par le gouvernement en se basant sur l'ancienneté de travail. L'augmentation salariale est effectuée tous les trois ans, qui ne dépend pas du degré d'achèvement du travail assigné tant qu'il n'y a aucune commission disciplinaire. En réalité, le salaire des enseignants, surtout les jeunes enseignants selon le mécanisme financier public, est très bas. Pour décrire cette situation, on peut mentionner quelques exemples concrets, mais pas singuliers, qui jouissent d'un salaire conforme à la réglementation en vigueur de la loi vietnamienne :

- Mme Nguyen Kim Nu Thao, un jeune talent du Vietnam. Ayant l'origine d'une famille réputée par la tradition universitaire avec son grand-père maternel, M. Nguyen Van Huyen, l'ancienne ministre du ministère de l'Éducation du Vietnam, elle a gagné le prix international de biologie à l'époque de l'enseignement secondaire. Après avoir fini sa bourse doctorale aux États-Unis, elle travaille au Vietnam en tant qu'enseignante du Département de Biologie à l'Université des Sciences naturelles (de l'Université nationale de Hanoï). Son niveau de salaire en 2016 était 3,5 millions VND (environ de 155 USD ou 125 EUR) et sous les conditions normales, il sera augmenté 0,5 million VND (environ de 21 USD) en 2019, c'est-à-dire après 3 ans de travail.
- M. Ly Kim Ha, le plus jeune professeur agrégé du Vietnam (ce titre obtenu à l'âge de 31), qui a obtenu une bourse totale pour la thèse en Mathématiques à l'Université de recherche Padova (Italie). Durant les années de doctorant, il a publié 17 articles scientifiques dans des revues internationales prestigieuses, dont ISI, Scopus, SCI, SCIE. Parmi eux, Ly Kim Ha est l'auteur unique de 13 publications. Après avoir soutenu avec succès la thèse, il a refusé des postes avec le grand salaire à l'étranger pour retourner au Vietnam. Il travaille comme enseignant du Département de Mathématiques - Informatiques à l'Université des Sciences naturelles (de l'Université nationale de Hô Chi Minh-Ville). En 2014, après le premier mois de travail officiel, il a obtenu le salaire de 4 millions VND (équivalent à 177 USD ou 143 EUR) avec une indemnité de 400 000 VND (environ de 14 euros). Et en 2019, c'est-à-dire, après 5 ans de travail dans une des universités publiques les plus prestigieuses au Vietnam, son salaire officiel est 5,5 millions VND (près de 200 EUR).

Selon les statistiques du ministère des Finances, au Vietnam, il y a 40 000 voitures mobilisées pour le secteur de l'État, sans compter les véhicules des unités militaires (avec un très grand nombre) et des entreprises du secteur public. De plus, le phénomène d'achat et d'utilisation de véhicules publics dépassant des normes de la loi se passe couramment dans

⁶⁶⁰ NHAT DUY, « Bao giờ giáo viên sống được bằng lương và nghề nào mới là nghề chính? [Jusqu'à quand les enseignants pourront-ils vivre d'un salaire ou quelle est leur profession principale?] » [en ligne], *Giáo dục Việt Nam* [giaoduc.net.vn], 22 novembre 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

l'ensemble des agences de l'État. Donc, le nombre total de véhicules publics peut atteindre plus de 100 000 unités. Pour financer une voiture publique, le gouvernement doit dépenser environ de 320 millions VND (équivalent 13 900 USD ou 11 600 EUR) par an⁶⁶¹, ainsi, ce que coûte chaque mois une voiture publique équivaut à plus de 6,7 fois le salaire celui d'un jeune enseignant - professeur agrégé, et 7,6 fois d'un jeune enseignant - doctorat. Le seuil de salaire utilisé dans cet exemple est appliqué pour les enseignants de deux universités les plus grandes et les plus réputées du Vietnam.

Selon l'écrivain Vu Huu Su, bien que la ville de Hô Chi Minh soit le premier endroit qui propose l'idée de « *dérouler le tapis rouge* » pour accueillir les talents, en réalité, la politique salariale est toujours soumise aux réglementations du gouvernement. Par conséquent, de 2014 à 2017, cette ville a attiré avec succès 15 talents, dont 2 Vietnamiens, 8 Vietnamiens résidant à l'étranger et 5 étrangers, mais jusqu'en 2019, 5 personnes parmi eux sont parties et les 10 personnes restantes sont dans la situation de « l'efficacité du travail n'est pas encore élevée ». D'après le rapport de la Banque mondiale en 2018, au cours des cinq dernières années, la somme d'argent suffisante pour vivre de chaque famille au Vietnam ne change pas et est à seuil de 7 475 300 VND par mois (en 2017) (environ de 340 USD/mois ou de 282 EUR/mois). Au début de 2019, VietnamWorks (l'un des sites de recrutement les plus reconnus au Vietnam) a réalisé une enquête sur le salaire mensuel avant l'impôt et l'assurance sociale des nouveaux diplômés avec la participation de 5 500 étudiants. Le résultat a montré que le salaire dans le secteur économique non public pour les étudiants venant d'être diplômés varie selon le domaine de travail, de 5,75 à 10 millions de VND/mois (200 - 360 euros/mois) dans le domaine de construction ; de 6 à 9 millions de VND/mois (215 - 320 euros/mois) dans le domaine de la technologie et de l'informatique ; de 5,7 - 8,5 millions de VND/mois (200 - 300 euros/mois) pour le domaine de l'électricité/électronique ; de 6 - 8 millions de VND/mois (215 - 285 euros/mois) dans le domaine de la mécanique. Le salaire le plus bas appartient aux emplois vendeurs, environ de 4 à 7 millions de VND/mois (143 - 250 euros/mois). Ainsi, il est éclairant de comparer le salaire d'un professeur agrégé jeune et talent avec celui d'un nouveau diplômé travaillant dans le secteur privé.

Ainsi, pour assurer leur vie et celle des membres de leur famille, les enseignants doivent se débrouiller de plusieurs manières. La plupart des professeurs universitaires enseignent jusqu'à 25 à 30 heures par semaine ou plus, pour gagner une indemnité hors des heures d'enseignement obligatoires. Il y a aussi des enseignants qui travaillent à temps partiel bien que le revenu de cet emploi secondaire soit leur source financière principale pour payer la vie. Par exemple, on retourne au cas de M. Ly Kim Ha, selon la découverte de l'écrivain Vu Huu Su publié sur le journal *Giáo dục* (Éducation), le 4 décembre 2019, en dehors des heures d'enseignement et de recherche, M. Ly Kim Ha doit encore aider ses parents dans le restaurant de Phô de la famille et ce travail a apporté le principal revenu nourrissant lui-même, son enfant et son avenir. Cependant, M. Ly Kim Ha a également de la chance parce que peu d'enseignants ont les parents avec un grand restaurant de phở au milieu de la plus grande ville du Vietnam et ont un si bon revenu. De nombreux autres cas doivent rendre des services, réparer la télévision, le téléphone portable ou aider leur femme à vendre des marchandises, voire par une manière plus mauvaise, il y a aussi des cas de « *đói ăn vụng, túng làm liều* » (le proverbe vietnamien signifie : manger à la dérobée en ayant faim et se risquer dans le cas nécessaire), ceux qui gagnent des intérêts illégitimes en profitant de sa propre position d'enseignant. La

⁶⁶¹ « Chính sách mới về quản lý xe ô tô công [Nouvelle politique de gestion des voitures publiques] », sur *Báo điện tử Đảng Cộng sản Việt Nam* [en ligne], publié le 23 octobre 2015, [consulté le 5 septembre 2021].

conséquence est que personne n'a plus de temps et d'esprit pour les propres missions principales. Au lieu de se concentrer à perfectionner la capacité d'expertise et des compétences professionnelles, la plupart des enseignants universitaires doivent utiliser beaucoup de temps pour gagner leur vie. Leur niveau de connaissance s'affaïsse de plus en plus et, à la suite de cela, les générations étudiantes sont impactées. Pour les personnes qui ont décidé d'entrer par la porte de l'enseignement supérieur, principalement en raison de leur passion pour la science, et presque tout le monde veut pouvoir vivre par son emploi, par son intelligence, mais dans un environnement qui lie encore des obligations envers la famille et la société, il leur faut accepter de faire de nombreux autres emplois dans le but simple de gagner de l'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Pendant des décennies, non seulement ceux qui travaillent dans le système ont vu la politique de rémunération des professeurs comme un paradoxe, si l'on se préoccupe d'améliorer la qualité de la formation et de la recherche aux universités, mais également l'ensemble de la société voit ce phénomène et persiste depuis de nombreuses années à « aider » les enseignants à faire entendre leur voix. Cette préoccupation est compréhensible, car aucune famille n'est pas concernée par l'éducation. Certainement, ce paradoxe ne découle pas aussi de la politique de l'État du Vietnam, car les résolutions du Parti et du gouvernement affirment continuellement « l'éducation politique nationale de premier plan » et en fait, le budget de l'État pour l'éducation représente toujours une proportion très importante dans l'économie. Ainsi, l'explication de cet état ne peut qu'être une conséquence de la faible capacité de gestion du corps responsable de l'éducation. Selon les statistiques du ministère des Finances du Vietnam, le taux de dépense récurrente représente environ 82 % de la totalité budgétaire de l'État pour l'éducation et dans ce compte, les dépenses pour le personnel représentent 80 %, c'est-à-dire, environ 65,6 % de la dépense totale du budget de l'État pour l'éducation est utilisée dans le but de payer le salaire. Lors de l'analyse des données sur le décaissement du budget de l'éducation, de nombreux experts économiques, y compris un expert supérieur des Nations Unies, M. Vu Quang Viet, ont montré que d'après le montant dépensé pour l'éducation et le taux de dépenses pour paiement salarial, le montant que l'enseignant doit recevoir, devrait être beaucoup plus élevé. Au Vietnam, comme il n'existe pas d'organisme de contrôle indépendant dans le domaine de l'éducation et il n'y a pas encore de responsables de l'éducation qui ont été reconnu coupables de leur mauvaise compétence, il existe donc la situation où non seulement les enseignants n'ont pas reçu le même salaire comme celui mentionné dans les rapports des finances du gouvernement, mais aussi la société doit accepter ce phénomène comme une évidence.

4.2. Politique de nomination sur des fonctions publiques

Le processus de nomination dans le système public vietnamien, qui est composé de 5 étapes et demande 7 types de diplômes et de certification, est appliqué pour tous les postes de direction dans n'importe quel domaine. Cela n'est pas une loi non écrite, mais a été légiféré dans la loi sur les fonctionnaires publics et des documents concernés. Cependant, en réalité le processus de nomination se concentre principalement sur l'aspect quantitatif (le nombre de diplômes ou de certifications), mais ne s'occupe pas encore de la qualification (le domaine d'expertise et la capacité réelle du titulaire de ces diplômes). Avec le mécanisme d'utilisation des hommes de talent actuel, pour être nommé, il est nécessaire d'avoir de nombreux diplômes, car plus il y a de certification, plus le curriculum vitae est « *monumental* » et plus la porte de promotion dans la carrière est ouverte. Cela est la cause radicale des courses de

diplôme par tous les moyens dans le système public vietnamien, gaspillant beaucoup de ressources de la société, bien que le travail réel ne demande pas ces types de certification.

Le caractère étrange de la politique de nomination de poste au Vietnam est le suivant. Si les personnes ayant des compétences d'expertise et de capacité de gestion, démontrées par les certificats appropriés et l'expérience de travail, étaient logiquement reconnues, elles seraient nommées aux postes correspondants. Pourtant, dans le Vietnam actuel, la situation est que le processus de nomination va dans le sens inverse par rapport à cette logique courante : on peut nommer d'abord des personnes qui n'ont pas encore de certification requise selon la loi et puis cherche la manière pour légaliser la norme plus tard. S'il manque à la personne nommée un diplôme quelconque, on cherchera la manière pour qu'il puisse l'avoir dans le but de satisfaire les normes de la loi. En analysant plus concrètement la politique et le processus de nomination de poste pour les cadres dirigeants en vigueur du Vietnam, on peut voir clairement à quel point elle est contre-intuitive, contre-productive, non-scientifique, injuste, et non-standard.

(1) Processus direct. Nommer ceux qui ont déjà les « conditions nécessaires » sur le nombre de diplômes

Habituellement, les postes de direction dans n'importe quel domaine sont occupés par des personnes suffisamment diplômées et dès sa nomination, elles sont appelées par une manière commune de « gestionnaires ». Conformément à la compréhension du mot et aussi selon le critère fixé du poste, un administrateur dans l'avenir doit évidemment être capable de gestion. Pourtant, le problème est que les critères d'évaluation de cette compétence de management sont encore vagues et incohérentes, car un grand nombre de « ces classes d'élites » est souvent nommé à partir du mouvement et de la base (l'agence d'État au niveau de base) et on ne peut pas aussi intégrer à la loi des normes arbitraires. Par conséquent, pour être sûr et aussi pour montrer l'importance de « l'apprentissage », le critère de « la capacité de gestion » est toujours réalisé par les diplômes et titres universitaires, c'est-à-dire, plus on a de diplômes et plus ces certificats sont aux niveaux élevés, plus la capacité de gestion est excellente. En outre, les sujets nommés aux postes de management sont principalement des personnes ayant une bonne expertise et leur diplôme est le certificat dans les domaines des sciences, de la technologie, de la technique, de l'économie ou du politique, etc. en général, la spécialité titulaire ne concerne guère la compétence de gestion qu'il leur faut maîtriser. Dans la société vietnamienne, la plupart des cadres de gestion ont tous le diplôme de doctorat et le titre universitaire de professeur/professeur agrégé. Dans les agences, les départements, les branches et les syndicats, il y a partout des « titulaires de diplômes d'études supérieures » en tant que haut responsable, même au niveau des quartiers et des communes. Dans l'université, pour quel que soit le poste, des chefs d'école, de facultés, d'instituts, etc., bibliothécaires, responsable de l'usine de pratique, etc., plus le diplôme et le titre académique est élevé, plus tout est meilleur, et bien sûr, il y a des intérêts liant à ces certificats.

(2) Processus inversé. D'abord, nommer les personnes qui ne remplissent pas les « conditions nécessaires », puis chercher à compléter leur dossier pour régulariser leurs nominations

Si quelqu'un appartient à la catégorie « spéciale », mais n'a pas encore suffisamment de diplômes avant sa nomination, après être devenu « gestionnaire », l'État fournira les fonds et le temps nécessaires pour réunir les « conditions nécessaires » manquantes. Ce phénomène est une démonstration claire de l'inutilité du critère de diplôme dans la loi sur les nominations,

car d'une manière plus néfaste, en raison de ce critère de « *pas utile réellement, mais obligatoire d'avoir* » a entraîné une conséquence que la personne nommée de cette manière devait essayer par tous les moyens d'avoir des certificats manquants le plus rapidement possible, pour obtenir le dossier « *légal* » et éviter des risques d'être poursuivi en justice. Cela conduit à un grand besoin d'être équipé de diplômes pour la légalisation de nombreux cadres planifiés. Dans cette situation, cette légitimation défie les normes académiques et la valeur réelle de ces diplômes supérieurs représente une destruction des normes éducatives. Il s'agit d'un paradoxe courant au Vietnam, mais très rare dans le monde.

Cette répartition si peu rationnelle de la diplomation et des positions de cadres dans le pays interroge. Pour répondre à cette interrogation, évoquons l'explication qu'en donne le ministre de l'Intérieur du Vietnam⁶⁶² sur le sujet de la faiblesse et de l'aliénation de nombreuses gestionnaires, explication proposée à l'occasion d'une interpellation des ministres le 7 novembre 2019. Cette réunion de l'Assemblée nationale du Vietnam est retransmise en direct sur la télévision centrale, puis publiée dans tous les journaux et chaînes de télévision locaux. Selon le ministre Le Vinh Tan :

[trad.] Le processus de recrutement et de nomination du personnel se compose de 5 étapes et nécessite jusqu'à 7 diplômes avec de nombreuses normes, mais il se réalise uniquement par évaluation du CV, au lieu d'examiner la qualification réelle de la personne. Par conséquent, non seulement nous ne pouvons donc pas choisir la bonne personne, mais également nous ne comprenons pas suffisamment la personne sélectionnée.

En ce qui concerne les certificats, le processus de nomination actuel est très gênant en exigeant 7 diplômes. Ce processus n'est pas disposé par le ministère de l'Intérieur, mais a déjà existé depuis 1993 jusqu'à aujourd'hui (l'année de 2019). Le ministère de l'Intérieur voudrait reconnaître ce défaut, une procédure lourde qui n'a pas été corrigée depuis plus de 20 ans. Relative aux diplômes et certificats, il devrait y avoir des réglementations plus essentielles.

Le processus de recrutement est très strict avec 5 étapes, mais il se base uniquement sur l'évaluation de dossier. Il est un fait que de nombreux dossiers de cadres sont transférés aux agences en charge, mais puis, ils sont stockés dans des armoires au lieu d'être vérifiés pour assurer la base de nomination. De nombreux cas où des cadres et fonctionnaires ont fait une fausse déclaration, mais personne ne l'a repéré. Nombreux cadres ayant commis des erreurs auparavant qui n'ont pas été détectés, mais ont été nommés et transférés à d'autres postes.⁶⁶³

Outre la politique et le processus de nomination, la situation la plus préoccupante réside dans sa mise en œuvre. Dans son article dans la revue *Nghiên cứu lập Pháp* (Recherche législative) de l'Assemblée nationale du Vietnam le 13 juillet 2020, M. Hoang Minh Hoi (professeur de l'Académie nationale de Politique de Hồ Chí Minh) écrit : « [trad.] Dans le passé, il y a eu le phénomène de « *courir pour le pouvoir* », « *courir pour le poste* » et des problèmes négatifs dans les tâches de nomination des cadres et des fonctionnaires ont provoqué le

⁶⁶² C'est l'agence exerçant la fonction de gestion de l'État dans les domaines de l'organisation de l'appareil administratif de l'État; de l'organisation de l'autorités locales; de nomination et libération de poste.

⁶⁶³ « *Bộ nhiệm: 5 bước, 7 bằng liệu có chọn đúng người?* [Nomination: 5 étapes et 7 certificats, mais vraie personne?], sur *Pháp luật TP. Hồ Chí Minh* [en ligne], [consulté le 7 décembre 2021].

mécontentement de la population et l'opinion publique.⁶⁶⁴ » Cela est une réalité que toute la société a vocation à prendre en charge. Beaucoup de gens avides de profits ou de réputation veulent accéder à des postes élevés dans la société et si leur capacité ne suffit pas pour les conditions requises de ces positions, ils cherchent à compenser le manque de capacité d'une manière ou d'une autre. Les cas de « *courir pour le pouvoir* », « *courir pour le poste* » et des problèmes négatifs dans les tâches de personnel ne sont pas rares en apparaissant dans tous les aspects de la vie sociale au Vietnam. Dans ce contexte, les dispositions légales relatives à la nomination des cadres sont à la fois trop lourdes sur la forme et trop lâches et superficielles dans leur pratique d'application.

En parlant de la politique de nomination des postes dans le système public en général et dans le système d'enseignement supérieur vietnamien en particulier, outre les irrationalités susmentionnées, il existe également une confusion néfaste entre caractéristiques individuelles et compétences professionnelles. L'une des illustrations de ce problème est exprimée dans les critères de nomination pour le poste de directeur de l'enseignement supérieur public qui sont réglés à l'article 20 de la loi sur l'Enseignement supérieur révisée en 2018, comme suit : (1) avoir une bonne qualification politique ; (2) titulaire du diplôme de doctorat (en fait, il faut un grand nombre d'autres certificats) ; (3) être en bonne santé ; (4) avoir de l'expérience en gestion de l'enseignement supérieur ; (5) être dans le cadre d'âge approprié aux fonctions selon la loi.

Le premier critère et aussi le plus important est toujours « *la bonne qualification politique* » qui est quantifiée par le certificat de politique supérieur⁶⁶⁵. Les contenus requis pour obtenir ce diplôme sont courants idéologiques autour du rôle du Parti communiste du Vietnam ; le deuxième critère exige de nombreux diplômes et certificats comme selon la loi de l'État ; jusqu'au quatrième critère (dans ces 5 critères principaux, il se place seulement avant la norme d'âge restreint), on mentionne « *l'expérience de gestion* » qui est également précisée par des conditions concernant l'expertise avec leur point de départ d'être très bon enseignant au lieu de ceux qui lient la science de gestion, la capacité d'organisation du corps enseignant ou la pensée de construire la vision stratégique de l'université vers le sens de développement de la société. En raison de la première importance du certificat de politique supérieur, chaque année tous les établissements de l'enseignement supérieur public dépensent une importante somme d'argent pour que leurs « *gestionnaires* » (même les sujets espérant d'être nommés dans l'avenir) dans l'équipe accomplissant des tâches éducatives à la fois directes et indirectes accourent en foule aux classes de « *politique supérieur* » organisées dans le système géant des académies de politique partout dans le pays. Pour quelqu'un qui n'est pas encore nommé, la possession du certificat de « *politique supérieur* » rend également le titulaire plus « *prestigieux* », en outre ce type de certificat aide aussi son possesseur à être reconnu d'avoir la réalisation de participer à la formation complémentaire pour relever le niveau de soi-même.

Concernant aussi la politique de nomination, la pensée dans la stratégie d'utilisation du personnel des dirigeants supérieurs a conduit à des conséquences regrettables sur les conceptions du mérite des individus dans la société vietnamienne, selon lesquelles

⁶⁶⁴ HOANG Minh Hoi, « Thực hiện quy định của pháp luật về bổ nhiệm cán bộ, công chức lãnh đạo trong cơ quan nhà nước ở Việt Nam hiện nay [Mettre en œuvre des dispositions législatives sur la nomination des cadres dirigeants et des fonctionnaires dans les agences de l'État au Vietnam] », sur *Nghiên cứu Lập pháp* [en ligne], <http://lapphap.vn>, publié le 13 juillet 2020, [consulté le 13 septembre 2021].

⁶⁶⁵ DINH Van Tien, *L'éducation en théorie politique dans l'Enseignement supérieur vietnamien* mené par Nguyen Quang Anh, 20 octobre 2020.

l'évaluation du talent ou de la vertu d'une personne serait d'abord basée sur sa position. Par conséquent, ce mécanisme est en train de favoriser indirectement la bureaucratie et l'arbitraire qui sont déjà très ancrés dans la société vietnamienne. D'ailleurs, il existe

[trad.] une énorme différence de bénéfices entre les « gestionnaires » et les autres. Plus la position de direction est élevée, plus la « réputation » dans la société accompagnant l'intérêt à la fois formel et informel augmente. Ces avantages, soit visibles, soit invisibles, sont le facteur particulier attirant et poussant l'ambition de nombreuses personnes.⁶⁶⁶

Il n'est pas trop difficile à expliquer l'avènement de l'opportunisme ou de l'extrême pragmatisme. Ces mauvaises tendances d'efforts ont rendu l'appareil de l'administration de plus en plus bureaucratique dans la main de personnes, ce qui contribue à gangréner le système de répartition des biens éducatifs, autrement dit des diplômes. Il n'est pas possible d'énumérer tous les cas de « faux diplômes », de « vrais diplômes, mais faux apprentissage » détectés.

La politique de nomination exigeant de nombreux diplômes a conduit au problème des « faux certificats » ou des « vrais diplômes, mais fausse qualité d'apprenant », croyances morales qui sapent les valeurs sociétales et retardent le développement du pays. Pour le secteur de l'éducation, ces phénomènes troublent l'environnement académique et créent des inégalités entre les talents et les faibles. Cela ressemble à une forme de corruption, la corruption de titres et de postes lorsque de faux diplômes ouvrent des opportunités de promotion pour leurs propriétaires. Les échelons de la gloire spécieux pour les opportunistes et les menteurs est une longue histoire qui décourage les vrais scientifiques. À la réunion du Conseil d'État de l'éducation et du développement des ressources humaines du Vietnam en 2014, M. Pham Vu-Luan, l'ancien ministre de l'Éducation, a dû reconnaître la situation qu'avec les faux diplômes, les diplômes moins qualifiés ou les vrais diplômes, mais obtenus par l'achat, il est possible seulement de travailler dans le secteur étatique et impossible pour les entreprises privées ou étrangères⁶⁶⁷.

Le chef du secteur de l'éducation a instamment demandé au ministère de l'Intérieur d'avoir rapidement une mesure de renouvellement dans le recrutement et la nomination des cadres pour minimiser les effets négatifs. Et il faut attendre jusqu'en 2019, c'est-à-dire, 5 ans plus tard, sous la pression de l'Assemblée nationale du Vietnam, le ministre du Ministère de l'Intérieur donne une réponse au ministère de l'Éducation et de la Formation qui reconnaisse son point faible en maintenant une insuffisance depuis 20 ans sans correction, mais il ne précise pas quand cela sera corrigé. En accord avec l'ancien ministre Pham Vu Luan, le Dr Nguyen Van Vinh, directeur adjoint de l'Institut de Recherche sociale et de Développement, a déclaré que seules les agences et les entreprises de l'État acceptaient les utilisateurs de ces types de diplôme, car ces personnes certainement travaillaient de manière inefficace et faible. Mais cela n'est pas important parce que même dans ces cas, il y a l'État qui supporte les inconvénients. Le problème est que la nature de l'État soit le peuple, cela signifie que finalement, ce sont les habitants qui doivent porter ces personnes incapables, mais pleines d'intérêts. C'est le mécanisme de recrutement lourd en diplômes qui décourage beaucoup d'hommes de talent en créant l'occasion pour de nombreuses personnes d'utiliser de faux diplômes. Donc, lorsqu'il y a un marché du travail qui garantit une concurrence juste et saine,

⁶⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁶⁷ PHAM Vu Luan, 2014.

les personnes ayant de faux diplômes ou de vrais diplômes sans vraies connaissances entrent au système d'État. Selon le professeur Dao Trong Thi, président de la Commission de la Culture et de l'Éducation de l'Assemblée nationale :

[trad.] L'état actuel d'utilisation de faux diplôme et de faux apprentissage est un réel problème à devoir trouver la solution pour le limiter et l'éliminer. Au Vietnam, le faux diplôme non seulement cause préjudice à l'œuvre de l'éducation et de la formation, mais également est dangereux envers les agences d'État basant sur le diplôme pour considérer les affaires du personnel.⁶⁶⁸

De nombreuses réglementations sur la normalisation des cadres, associées à l'exigence d'un diplôme élevé sont établies. Donc, les agences d'État dépensent beaucoup de budget public pour envoyer du personnel apprendre les formations de master ou de doctorat comme un mouvement bien que la *plupart* d'entre eux ne soit pas capable d'étudier, ou n'ait pas besoin des connaissances qu'ils acquerront, ou tombent dans tous ces cas. En utilisant l'argent du budget public, de nombreux organismes publics et de localités, envoient massivement des « gestionnaires » apprendre pour avoir un diplôme de « politique supérieur » pour atteindre les normes « rouge », s'occupent également particulièrement des conditions de « professionnel » dans le sens de devoir avoir des diplômes. Même dans le cas où ces diplômes ne concerneraient pas leur secteur de travail ou de gestion, il n'y aurait pas de problème. On les confirmera à atteindre à la fois le critère de « rouge » (en matière de politique) et celui de « professionnel » (en matière d'expertise) du poste des « gestionnaires » tant qu'il suffit de diplôme pour présenter à l'agence de tutelle malgré n'importe quel moyen pour l'avoir. Pour courir sur la voie de promotion, il faut s'équiper du plus de diplômes possibles avec le niveau le plus élevé possible. Si le diplôme doctoral ne suffit pas pour avoir une suprématie par rapport aux rivaux de concurrence (puisque dans l'appareil public, le titre de doctorat est de plus en plus populaire), il faudra le titre universitaire de professeur/professeur agrégé pour augmenter la capacité concurrentielle envers l'opportunité d'être nommé. L'ancien Premier - ministre Vo Van Kiet (mandat 1991-1997) (né en 1922 au sud du Vietnam, une personne qui a consacré toute sa jeunesse pour servir le champ de bataille) a déclaré dans son curriculum vitae que son niveau d'études était celui d'un titulaire de la troisième année de l'enseignement primaire. Cependant, les hommes officiels supérieurs d'aujourd'hui, à côté de leur fonction administrative, doivent avoir des accessoires tels que titre de professeur/professeur agrégé ou d'expert supérieur, etc. qui les aident à avoir l'air d'être capable « à la fois d'un guerrier et d'un poète » (ou « *Văn võ song toàn* », en vietnamien) et de disposer d'un bagage académique et intellectuel et valorisant.

4.3. Politique de reconnaissance du titre universitaire de professeur/professeur agrégé

Les titres de professeur ou professeur agrégé sont les titres universitaires les plus nobles du secteur académique ainsi que de la société vietnamienne. Les titulaires de ces titres devraient être les oiseaux dominants conduisant la communauté scientifique du pays vers un développement social. Cependant, de nombreuses lacunes dans le mécanisme d'évaluation et de sélection des Professeurs et Professeurs agrégés ont causé des conséquences durables qui freinent le développement sain du système de l'enseignement supérieur vietnamien et

⁶⁶⁸ Cité dans « "Tiến sĩ giấy": có cầu mới có cung ["Doctorat en papier", c'est vrai que la besoin et l'offert accompagnent toujours] », publié le 2014, [consulté le 6 novembre 2021].

influencent mal l'ensemble de la société. Il s'agit d'une politique étrange et très différente par rapport à celle des pays ayant une éducation avancée dans le monde.

(1) Conception sur le titre universitaire de « professeur »⁶⁶⁹

Aux États-Unis, en Europe occidentale, ainsi que dans les pays ayant le système d'enseignement supérieur influencé par le modèle américain, la connotation du mot « Professeur » indique un poste universitaire accompagnant la responsabilité et le niveau de revenu correspondants, nommé par une université ou un institut de recherche selon leur besoin réel. Ce règlement vise à promouvoir l'autonomie des écoles et ce poste donc est changeable. Selon le professeur Vu Van Ha (Université Yale, États-Unis), le professeur est nommé par l'université, avec de nombreux critères d'enseignement et de recherche. Il est toujours associé à l'établissement de travail, tel que « le professeur Alexa B. Kimball à l'Université de Harvard ». Ceux qui passent aux fonctions de gestion, n'enseignent plus ou ne font plus de recherche, ils ne gardent souvent plus le titre de professeur. En Europe, dans le passé, certains pays ont maintenu le titre de « professeur » tout au long de vie, mais maintenant ce règlement a été abandonné, car après s'être efforcés d'atteindre ce titre à vie, de nombreux professeurs ne font plus de recherche et ne continuent pas à contribuer à la science.

Un pays asiatique avec une tendance remarquable dans la nomination du titre universitaire est la Corée du Sud, le professeur est toujours à un poste de travail et doit être recruté et nommé par les universités. En fonction de la capacité et de l'expérience professionnelle du candidat, le conseil d'expertise de l'école considère et trouve ceux qui peuvent être appropriés à l'orientation de développement de l'école. À partir de cela, l'université commence à les nommer aux positions de travail correspondantes. Les conditions pour devenir professeur en Corée sont très compétitives avec les critères habituels comme suit : être diplômé d'un doctorat d'universités réputées aux États-Unis, au Canada ou en Europe ; avoir de l'expérience dans le domaine de la recherche exprimée par des travaux de recherche publiés à l'internationale dans les revues de SCI ; avoir été responsable de la réalisation du projet de recherche. Si une personne est politicienne ou officiel avant d'être nommée, dès l'obtention du titre de « professeur », elle retournera à l'université pour se concentrer à l'enseignement et à la recherche.

Au Vietnam, « le professeur » n'est pas un poste de travail, mais est un titre « décerné » par le Conseil d'État des Professeurs. C'est un statut à vie même si l'établissement de l'éducation ou l'organe directeur du professeur n'existe plus. Le but pour la plupart des gens voulant devenir « professeur/professeur agrégé » est « les honneurs » et aussi des privilèges divers attachés. De plus, comme la plupart des personnes détenant le titre de professeur travaillent dans les ministères, les branches et les agences administratives de l'État au lieu des établissements de l'enseignement supérieur ou des instituts de recherche, et ces « professeurs » ne font pas aussi de la recherche. Donc le titre de « professeur » s'attache souvent au titre administratif. Le compagnon entre le titre universitaire de « professeur ou professeur agrégé » (mais sans mention de quelle université ou d'établissement de recherche) et la fonction de l'œuvre politique (comme membre du Comité central du Parti, ministre, vice-ministre, etc.) est considéré comme une façon de valoriser la gloire du propriétaire. À côté de la grande réputation, ce sont les privilégiés : être en priorité dans le travail ; être « qualifié » pour participer à tous les comités d'évaluation. Pour une même personne, ses intérêts entre

⁶⁶⁹ similaire au celui de « Professeur agrégé ».

avant et après être devenu professeur/professeur agrégé sont clairement différents, surtout dans le relèvement de grade de fonctionnaire ou l'augmentation de salaire (pour ceux qui appartiennent au système de l'éducation, ce montant supplémentaire est retiré au fond budgétaire de l'État pour payer le salaire, cette grande somme d'argent est donc aussi un facteur conduisant au bas salaire pour la plupart des enseignants restants). M. Le Thanh Van, membre permanent du Comité des Finances et du Budget de l'Assemblée nationale du Vietnam a dû s'exclamer que le phénomène des personnages officiels détenant du titre de « professeur/professeur agrégé » était devenu un réel besoin et que non seulement comme une maladie d'avidité de gloire, ces titres universitaires apportaient également de nombreux autres avantages. Ou selon le professeur Dinh Van Tien, ancien vice-directeur de l'Académie nationale de l'Administration publique :

[trad.] Le travail quotidien des gestionnaires est de diriger, gérer et considérer les activités administratives au lieu d'enseigner ou de faire de la recherche. Par conséquent, beaucoup de gens courent à ce titre pour deux raisons : Premièrement, le but immédiat est de nommer le titre « professeur/professeur agrégé » pour résoudre des problèmes psychologiques en se trouvant soi-même à une position plus élevée, respectée et honorée davantage de la société. Deuxièmement, de nombreuses gens se préparent également pour l'avenir lorsqu'ils sont sur le point de prendre leur retraite, avec ce titre, ils peuvent retourner dans les universités et les instituts de recherche pour prolonger leur temps de travail.⁶⁷⁰

Les experts ainsi que la société ont constaté que nombreuses personnes voulaient devenir professeurs ou professeurs agrégés de toute façon en raison de l'ambition de la réputation et des intérêts, mais le point le plus remarquable est que c'est la politique du Vietnam de « décerner » ces titres qui satisfont toujours les opportunistes.

(2) Le processus de reconnaissance des professeurs

En France, jusqu'à récemment, le processus de sélection pour le titre universitaire de « professeur » se composait de 2 étapes, mais avec le sens inverse par rapport au Vietnam : le premier tour, un conseil national des professeurs évalue les candidats qualifiés pour le poste de professeur. La liste de ces personnes a été signée auparavant par le président de la République, mais maintenant est reconnue par le ministre de l'Éducation. Le deuxième tour considéré comme plus difficile que le premier. Chaque établissement d'enseignement recrutera, en fonction de sa politique scientifique, parmi ceux qui ont été reconnus par le Conseil national des professeurs.

Le « professeur » aux États-Unis est un poste dans des institutions de formation et de recherche nommé avec certains critères. Normalement il y a peu de candidatures c'est pourquoi elles seront soigneusement examinées. En principe, même les personnes sans doctorat sans diplôme universitaire peuvent être professeurs pour autant qu'elles soient reconnues par le conseil des professeurs de l'université. La plupart de ces exceptions sont des personnes ayant d'excellentes recherches. Toutes les décisions de reconnaissance, de nomination du professeur sont dans la main des établissements de l'enseignement.

En Allemagne et dans certains pays européens, pour chaque établissement d'enseignement et de recherche, le quota de professeurs est fixé. Le salaire pour ces professeurs est fixé et prélevé sur le budget de l'État, mais le directeur de l'établissement est

⁶⁷⁰ DINH Van Tien, *op. cit.*

pleinement autorisé à les nommer. Seulement dans le cas où il y aurait des postes vacants, l'école créerait un comité d'admission pour trouver la nouvelle. Les informations sur le recrutement sont annoncées publiquement à l'échelle mondiale. Le comité d'admission évaluera chaque candidat, en fonction des résultats de recherche. La personne obtenant le score le plus élevé sera sélectionnée et nommée au poste de professeur jusqu'à sa retraite.

Au Japon et en Corée, les universités sont très prudentes en nommant des professeurs pour correspondre à leur budget salarial. Habituellement, environ de 5 à 10 % des titulaires de doctorat deviennent professeurs dans une école. Selon le mécanisme d'élimination, ceux qui, après avoir obtenu le titre de « professeur », ne remplissent pas les conditions requises dans la recherche et l'enseignement, peuvent être remplacés par un autre candidat. Cela motive les professeurs à toujours être actif pour la recherche.

Au Vietnam, le processus de reconnaissance du titre de professeur est opposé à celui de la France, et aussi différent par rapport aux autres pays du monde lorsque le quota est illimité et la reconnaissance se passe régulièrement comme tâche annuelle du ministère de l'Éducation et de la Formation. En matière formelle, ce processus est considéré par trois commissions d'examen, comme suit :

- Conseil des professeurs au niveau des établissements de base (premier tour) : Ce conseil (de 9 à 15 membres) est généralement fondé dans les universités ou instituts ayant des fonctions de formation, dans le but d'examiner et d'évaluer les dossiers de candidatures en écoutant les rapports scientifiques globaux des candidats. Il existe actuellement 100 conseils des professeurs de ce niveau au Vietnam : le Nord en a 66, le Central en a 13, le Sud en a 21. Les candidatures qui réussissent le premier tour passent au deuxième tour en fonction de la spécialité de chaque candidat. Cette deuxième étape est chargée par le conseil de l'expertise correspondant.
- Conseil interdisciplinaire des professeurs (ou Conseil d'expertise) : ce conseil du deuxième tour comprend de 9 à 15 membres, dont le président, le vice-président, le secrétaire et les autres membres. Ce conseil examine une deuxième fois les dossiers candidatures avec un processus similaire au premier tour, mais met davantage l'accent sur le facteur d'expertise. Il existe actuellement 28 conseils de ce niveau au Vietnam et ils se réunissent tous à Hanoï chaque session d'examen.
- Conseil d'État des professeurs (au troisième tour) : le Premier ministre nomme les postes de président, de vice-président cumulant secrétaire général, de vice-président, du conseil. Le ministre de l'Éducation nomme les membres restants qui sont 28 présidents de 28 conseils d'expertise. Donc le nombre total de membres du conseil de ce dernier niveau est de 31 à 32. Une fois la candidature approuvée au 3e tour, le Conseil d'État des professeurs reconnaîtra que le candidat remplit les critères pour devenir professeur/professeur agrégé (sauf les cas qui sont réclamés et à cette situation - là, c'est le Premier ministre qui personnellement dirige l'inspection), et la nomination à la suite sera une évidence.

Le nombre de conseils créés et le nombre de réunions à considérer et à reconnaître le titre de professeur/ professeur agrégé au Vietnam appartient aux catégories élevées par rapport aux autres endroits dans le monde, mais le Vietnam est aussi le pays où la politique de reconnaissance des professeurs amène le plus de frustration pour le public et aussi l'ensemble de la société. Selon la façon de dire de l'expert en éducation Le Viet Khuyen (l'ancien vice-directeur du Département de l'Enseignement supérieur, le Ministère de l'Éducation et de la

Formation), le processus actuel de reconnaissance et de nomination du titre de professeur/professeur agrégé a l'air très strict formellement, en réalité, il est très relâché, voire il crée de lacune pour la fraude et la négative. Les analyses de nombre d'autres éducateurs publiés au journal *Lao Động* (Travail) (un des grands journaux du gouvernement vietnamien), le 5 avril 2018 ont aussi montré une même conclusion sur l'insuffisance dans le processus d'évaluation pour reconnaître le titre de professeur/professeur agrégé : Le processus actuel de nomination des professeurs favorise la tricherie et un état de « confusion entre or et cuivre ».

(3) Critères pour reconnaître le professeur/professeur agrégé

Comme la conception ainsi que le processus de reconnaissance de « professeur/professeur agrégé » au Vietnam ne ressemble pas aux autres endroits du monde, les critères d'admission pour ces titres sont également « *uniques* ». Pour évaluer et considérer les dossiers de candidatures de professeur/professeur agrégé, le ministère de l'Éducation et le Conseil d'État des professeurs fournissent un tableau de critères pour noter. Cependant, ces critères quantitatifs du Vietnam révèlent trop de lacunes et reflètent une vision très rudimentaire. Ils ne consistent qu'à « décerner des titres » plutôt que les personnes nommées puissent enseigner et étudier au niveau supérieur. La nomination au titre de « professeur/professeur agrégé » ne découle pas des besoins des universités ou des instituts de recherche, et en réalité, la plupart des titulaires de ces « titres universitaires » sont des « administrateurs » dans les secteurs qui ne concernent guère l'enseignement ou la recherche. Les règlements de reconnaissance exigent beaucoup de conditions, mais la qualité de « professeur/professeur agrégé » est très faible en général. En 2017, le professeur Dao Trong Thi, président de la Commission de la Culture et de l'Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam, a déclaré aux médias :

[trad.] Le règlement standard pour considérer l'admission pour le titre de professeur/professeur agrégé au Vietnam est dans la sorte la plus nombreuse et la plus compliquée dans le monde, mais chaque année, on reconnaît 600 à 700 professeurs et professeurs agrégés bien que la plupart parmi eux n'atteignent pas la norme internationale... ils [une grande part des personnes qui poursuivent ces titres] veulent que ces titres, de toute façon, puissent être attachés à leur réputation... en outre, on ne peut pas renoncer aux intérêts accompagnés... entre la modestie des standards et le niveau généreux des intérêts... il y a l'attraction créant des courses sans fin...⁶⁷¹

La liste des critères pour obtenir le titre de « professeur/professeur agrégé » établie par le Conseil de l'État des Professeurs est très longue, intégrant notamment des tâches régulières des enseignants de l'université comme : élaborer des cours et des leçons, trouver des « *initiatives* » pour s'améliorer dans le travail, etc. on peut mentionner quelques exigences principales suivantes :

- **Critère d'article scientifique.** Pendant longtemps, les candidats au titre de professeur/professeur agrégé n'avaient besoin que d'articles scientifiques publiés dans des revues nationales. Ce type de magazine est licencié par l'agence de l'État de la culture et de l'information (ces revues sont autorisées de fonctionner en cadre de la loi, surtout en matière d'idéologie). Comme ces journaux scientifiques sont les revues internes des universités ou des

⁶⁷¹ UYEN NA, « GS Đào Trọng Thi » [en ligne], *Báo Pháp luật Việt Nam điện tử*, 22 mars 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

branches économiques, leur nombre est énorme et la plupart d'entre eux sont acceptés en notant des dossiers candidature du titre de professeur/professeur agrégé, voire le score des publications dans ce type de revue n'est guère différent par rapport celle des articles de ISI ou Scopus. Dans un même numéro de revue, le candidat peut publier plusieurs articles et avec cette façon de notation, les candidats peuvent avoir sans difficulté un score suffisant ou superflu pour atteindre le critère d'article scientifique. Parce que c'est une revue interne, il n'y a presque pas de filtre de qualité pour ce type de journal scientifique. Après de nombreuses années de sévères critiques formulées par une grande partie des scientifiques nationaux et étrangers, depuis 2019, ce critère est révisé avec le règlement plus strict selon lequel les candidats doivent avoir des articles publiés dans les revues internationales réputées (sauf les branches liant aux « secrets d'État »). Cependant, le nouveau critère d'article scientifique est encore très bas et la méthode de notation des articles manque de fondement scientifique. Il n'y a pas de distinction raisonnable entre les revues de qualité populaire et les revues internationales de haute qualité.

- **Critère de direction du sujet de recherche.** Il s'agit d'une norme de notation non scientifique, car le contenu du sujet de recherche est une collection d'articles scientifiques publiés, c'est-à-dire, les articles composants sont notés deux fois. Avec une telle pensée, la direction d'un sujet de recherche (quels que soient le contenu et la qualité) peut également apporter un score suffisant pour la candidature du titre de professeur/professeur agrégé.

- **Critère d'écriture de livres ou de cours.** Le manuel ou les cours pour la formation ont une norme nécessaire qui sera notée dans le cas où le recteur de l'université confirmerait son utilité dans le processus de formation de l'école. En réalité, le manuel ou le livre semble être un gros problème, mais les cours sont facilement disponibles. Pour préparer leur candidature pour le titre de « professeur/professeur agrégé », les candidats demandent souvent d'écrire des cours. C'est un choix avec nombreux avantages : d'une part, il ne faut pas investir beaucoup de « matière grise », car le contenu des cours est l'ensemble des leçons quotidiennes pour les étudiants ; d'autre part, l'auteur gagnera une somme décente d'argent de soutien venant de l'école ; ensuite, cette écriture est constatée comme une réalisation pour le processus de considération d'émulation à la fin de chaque année scolaire ; en plus, cela signifie que le candidat a atteint un critère important pour son dossier de candidature de « professeur/professeur agrégé ». Il n'y a pas encore de cas où un cours est remarqué inutile par le recteur. Et le problème est que la note pour de tels cours est égale à celle d'une œuvre de recherche au premier rang (2 points) publié dans la revue internationale la plus prestigieuse⁶⁷².

- **Critère de guide des apprenants de master ou des doctorants.** Il s'agit une triste réalité pour la communauté des vrais scientifiques du Vietnam lorsque, depuis longtemps dans le public, un proverbe satirique populaire s'est transmis « sans vous, comment votre maître devient-il professeur ? », c'est-à-dire, sans mémoire ou thèse à guider (ou sans disciple), même un excellent maître ne pourra pas devenir professeur/professeur agrégé. Autrement dit, le « maître » a besoin de « disciple », mais ce n'est pas inverse. Chaque année, le nombre de candidats au titre de « professeur/professeur agrégé » est énorme. Il y a plus de milliers de tels cas, mais parmi eux, les personnes qui veulent vraiment améliorer leur niveau sont rares (la plupart des jeunes de qualité tous font des études à l'étranger), et ils sont souvent en quête de réputation et de diplômes universitaires. À la fin, presque tous les candidats surmontent

⁶⁷² NGUYEN Dong Yen, « Có viết sách để trở thành giáo sư? [Essayer d'écrire un livre pour le titre "professeur" ?] » [en ligne], *Tia Sáng*, 30 avril 2017, [consulté le 5 septembre 2021].

avec succès cette difficulté, c'est pourquoi les marchés de thèses/mémoires sont toujours prospères, et l'enseignement supérieur du Vietnam devient de plus en plus chaotique.

De plus, il y a aussi d'autres critères qui sont inclus pour la notation. En fait, l'évaluation des candidats sur la base de critères quantitatifs peut également être considérée comme objective, mais la question importante est quels items doivent être notés afin d'évaluer la véritable compétence scientifique du candidat. Les critères actuels du Vietnam sont fortement quantitatifs, mais leurs seuils sont très bas par rapport aux normes régionales (en Asie du Sud-est) et internationales, en manquant la critique internationale, l'examen et l'évaluation sur la qualité et l'impact des recherches. Au Vietnam, les normes très importantes pour être classées en matière de recherche comme le nombre total d'ouvrages publiés dans les revues scientifiques réputées, le nombre de citations des scientifiques, l'influence des études à l'échelle régionale et internationale, etc., ne sont pas mentionnées ou ne sont considérées qu'au niveau d'importance égale aux tâches régulières aux établissements d'enseignement et de recherche.

(4) Processus d'examen et d'approbation pour reconnaître le titre de « professeur/professeur agrégé »

L'enseignement supérieur au Vietnam est influencé par celui des États-Unis, mais il semble que les dirigeants du secteur de l'éducation vietnamienne n'ont jamais observé sérieusement les Américains. Cette orientation du Vietnam n'est exprimée qu'en matière de théorie comme un témoin de la mise à jour des conceptions éducatives avancées. Selon le professeur Ngo Bao Chau (prix de Field), les universités américaines n'examinent pas les dossiers de candidatures en utilisant les critères quantifiés (comme avoir suffisamment d'article scientifique, de sujet de recherche dirigé, de nombre de manuels écrits et du nombre de doctorant ou d'apprenant de master guidé, etc.) comme la façon appliquée actuellement au Vietnam, car dans le contexte de l'enseignement supérieur dans le monde d'aujourd'hui, ces chiffres ne sont pas très significatifs. En raison du recrutement très limité, les universités américaines examineront attentivement l'influence des candidats sur le domaine de recherche qu'elles tentent de promouvoir. Ensuite, on enverra des lettres de consultation aux principaux scientifiques du réseau scientifique mondial. Normalement, il faut l'évaluation d'environ 10 experts. De la part des experts, ils évaluent très soigneusement et considèrent chaque cas de candidature au lieu de donner un tableau avec une série de critères pour cocher comme la manière de notation rigide du Vietnam⁶⁷³. Et d'après le professeur Phung Ho Hai, directeur de l'Institut des Mathématiques du Vietnam : en Allemagne, l'examen et la critique internationale pour les candidatures du titre de professeur/professeur agrégé sont très répandus, plutôt que seulement à l'échelle nationale. Au Vietnam, le ministère de l'Éducation et de la Formation préconise la localisation des critères aux méthodes pratiques dans l'évaluation des candidats. Cette politique a été mise en œuvre depuis longtemps malgré les points de vue opposés de l'opinion publique. Le processus d'examen en 3 tours souligne toujours le nombre illimité du nombre de professeurs/professeurs agrégés reconnu chaque année et l'attention sur le « *facteur de l'humanité* ». On peut trouver quelques points discutables dans chaque tour d'examen comme suit :

⁶⁷³ NGO Bao Chau, Ông Ngô Bảo Châu: « Phong giáo sư ở Việt Nam khác thế giới » [M. Ngo Bao Chau: la nomination du titre de Professeur au Vietnam est différente au monde] [Journal VnExpress] mené par Nguyen Loan, 20 septembre 2015.

- **Le premier tour** : le Conseil des professeurs au niveau des établissements de base est établi principalement dans les universités (certains autres instituts de recherche, par le même mécanisme et politique) et est généralement mis en œuvre sous la direction du directeur de l'école. Dans ce Conseil, l'expertise des candidats est peu liée à celle des membres du conseil. Il existe un conflit d'intérêts entre l'État et l'ensemble de la société d'une part, et l'université d'autre part : L'État et la société veulent avoir des professeurs/professeurs agrégés de qualité à ajouter aux ressources humaines nationales tandis que les universités veulent avoir plus de professeurs/professeurs agrégés possible parce que leur quota de recrutement étudiant attribué par le ministère de l'Éducation et de la Formation dépend beaucoup de ce corps personnel de haute qualité, et un grand quota accompagne l'augmentation énorme du revenu de l'école. Et en outre, le nombre de professeurs/professeurs agrégés est également un critère important pour classer les universités (selon le cadre du secteur de l'éducation du Vietnam). Ainsi, du côté des universités, il vaut mieux que l'équipe de professeur/professeur agrégé se développe le plus rapidement possible en raison des intérêts collectifs. Dans ce contexte, pour résoudre cette mathématique de l'optimisation, d'une manière évidente, la qualité de candidat est devenue secondaire et très peu de candidats sont éliminés au premier tour. Avant 2018, lorsque les membres du conseil des professeurs à tous les niveaux n'ont pas dû préciser leur nom et prénom dans le bulletin de vote en approuvant les candidats, les cas de candidatures trop faibles de qualité ou ayant des preuves de malhonnêteté en science étaient éliminés. Cependant, à partir de 2018, bien que la manière de vote en secret soit toujours maintenue, il est obligatoire de préciser l'identité du « propriétaire » de chaque bulletin de vote, et presque tous les candidats sont acceptés par le conseil. Cela peut être expliqué comme : si les membres du conseil travaillent sérieusement et osent affronter le non scientifique, cela sera considéré comme une opposition par rapport à « l'intérêt collectif » en conduisant une discrimination des directions de l'école et l'année suivante, ces membres ne seraient plus invités à participer au conseil.

- **Le deuxième tour** : chaque dossier de candidature comprend normalement des milliers de pages d'écriture et pour les candidats ayant des articles, de nombreux articles, manuels, sujets de recherche à guider, épreuves de recherche, ou contrats d'enseignement, etc., leur dossier peut peser jusqu'à 50 kg. Chaque membre de jury est chargé d'examiner et d'évaluer plusieurs dizaines de dossiers pendant un délai de moins de deux semaines. En outre, dans un même secteur, les membres du conseil d'expertise ne peuvent pas comprendre parfaitement le domaine de spécialisation du candidat, et au conseil interdisciplinaire, le fait est qu'un secteur évalue un autre secteur d'expertise et les spécialistes au niveau de « l'étang de village » note le candidat de classe internationale, etc. il est donc impossible d'être précis. C'est sans parler d'un autre phénomène négatif que les candidats aient normalement de « paroles » en avant avec au moins 70 % des membres du Conseil pour rassembler suffisamment le taux d'approbation⁶⁷⁴.

- **Le troisième tour** : il est difficile à préciser la mission scientifique du conseil de ce niveau. Les membres de ce conseil sont les présidents des conseils de 2e niveau. À ce tour, le nombre de dossiers atteint le seuil avec 3 chiffres (ou plus) appartenant aux 28 secteurs avec tous les domaines de spécialisation. Comme chaque membre du jury ne connaît qu'un des domaines en profondeur, il ne peut donc s'appuyer que sur les avis des présidents de conseil du 2e tour.

⁶⁷⁴ BICH HA, « Từng có trường hợp giáo sư dõm ngòai xét ứng viên giáo sư thật [Il y avait de cas où un faux professeur s'est assis pour juger le vrai candidat du titre "professeur"] » [en ligne], *Journal Lao động*, 9 janvier 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

Cependant, ces présidents ont déjà une « *familiarité* » et ont noté « admis » des candidats au 2e tour d'examen, ils gardent donc leur réputation en continuant à « *protéger* » ces candidats au 3e tour. Ainsi, ce conseil ne joue qu'un rôle formel, mais il gaspille beaucoup le budget de l'État par les dépenses de déplacement, d'hébergement, de soutien du voyage d'affaires pour les membres du conseil résidant aux localités. En effet, au cas où il n'y aurait pas de plaintes ou de dévoilement de la presse, 100 % de la liste candidature présentée au 2e tour serait acceptés.

En fait, chaque année, il y a des dossiers qui sont validés, mais après, en raison des frustrations du public conduisant à des poursuites judiciaires, l'autorité est obligée d'inspecter des dossiers, et en effet, c'est seulement ce moment-là qu'il apparaît des cas où des candidats ou le conseil auraient des erreurs. En plus, il y a aussi nombreux problèmes non standard venant de la personnalité et des compétences des membres du conseil d'évaluation. Pour le montrer, on peut aborder certains exemples choquants qui ont abattu la qualification de patience et la capacité de se maîtriser du public en l'obligeant d'utiliser le mot de « effronté » pour de « *grands intellectuels* » concernés :

- Le cas de Nguyen Duc Ton, directeur de l'Institut de linguistique du Vietnam, après de nombreuses années depuis 2005 que sa candidature pour le titre de « professeur » a été rejetée pour la « violation de l'éthique scientifique mal influençant la réputation de l'institut et du secteur de linguistique, mais en 2009 d'une manière étonnante, le Conseil de l'État des professeurs du secteur de linguistique a accepté de le nommer au titre de « professeur », en raison de « *l'esprit humain des Vietnamiens* ». En 2010, M. Nguyen Duc Ton a officiellement obtenu le titre de professeur et l'année suivante (2011), il est devenu membre de ce Conseil (le Conseil de l'État des professeurs du secteur de linguistique). Le cas du « professeur de plagiat - Nguyen Duc Ton » a coûté beaucoup de papier aux médias et au public pendant 15 ans depuis 2005. Bien qu'il y ait des preuves claires du plagiat, et d'autres lettres de plaintes demandant que l'État retire le titre de « professeur » pour le cas de M. Ton, et même la demande d'une clarification de cette affaire du vice-Premier ministre en charge de l'Éducation, M. Vu Duc Dam, le ministère de l'Éducation et de la Formation tient encore l'affaire en suspens en retardant une conclusion officielle pour ce scandale⁶⁷⁵.
- Le ministre en fonction du ministère de l'Éducation (mandat 2016-2021), Phung Xuan Nha, a été accusé par des scientifiques et l'opinion publique vietnamienne, de plagiat et de manipulation envers le Conseil d'État du titre de « professeur ». M. Pham Vu Luan, prédécesseur du M. Phung Xuan Nha, a eu la décision du Premier ministre d'occuper le poste de président du Conseil d'État du titre de Professeur pour la période 2014-2019. En avril 2016, M. Phung Xuan Nha a été nommé ministre de l'Éducation et en juillet 2016, au nom du Conseil d'État du titre de professeur le nouveau ministre a présidé la cérémonie d'adieu pour M. Pham Vu Luan, bien qu'il n'y ait aucune décision du Premier ministre autorisant M. Nha à remplacer M. Luan en tant que président de ce conseil. Il existe deux choses étranges dans ce cas : premièrement, le mandat du président du conseil de M. Luan ne finirait qu'en 2019, selon la décision précédente du Premier ministre ; deuxièmement, conformément au règlement du gouvernement, le président du Conseil d'État du titre de Professeur doit obligatoirement être titulaire du titre

⁶⁷⁵ DANG CHUNG, « Vụ giáo sư bị tố đạo văn học trò: Không thể xử lý theo kiểu xuề xòa, nể nang [Le cas du professeur accusé de plagiat de ses étudiants : ne pouvons pas traiter de manière négligente et respectueuse] » [en ligne], *Journal Lao động*, 18 mai 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

« professeur », mais à ce moment-là, M. Nha portait seulement le titre de « professeur agrégé ». Alors, d'une part, M. Nha a usurpé le pouvoir de président du conseil, d'autre part, il a signé la décision de nommer soi-même au titre de professeur en octobre 2016. Ces comportements de ce ministre de l'Éducation du Vietnam cumulant le poste de président du Conseil d'État du titre des Professeurs ne sont certainement apparus nulle part ailleurs dans le monde. Cependant, cela explique aussi à certains niveaux la confusion et la désorientation du système de l'éducation en général et de la qualité d'une part des « *intellectuels au niveau très élevé* » du Vietnam en particulier⁶⁷⁶.

- L'augmentation en flèche du nombre de professeurs/professeurs agrégés en 2017 : Dès la première année du mandat du ministre Phung Xuan Nha en tant que président du Conseil d'État du titre de Professeur, le nombre de ces titres universitaires reconnu a augmenté énormément avec 1 226 nouveaux professeurs/professeurs agrégés, rien que pour 2017 (c'est-à-dire, 1,7 fois plus qu'en 2016, 2,3 fois plus qu'en 2015). Lorsque ces données ont été publiées, le public a réagi fortement, surtout les scientifiques connus à domicile et à l'étranger avec des opinions énergiques. Par conséquent, le Premier ministre, Nguyen Xuan Phuc, a personnellement demandé à inspecter cette affaire. En effectuant l'opinion de direction du Premier ministre du gouvernement au Circulaire n° 1418/VPCP-KGVX, le 8 février 2018, le ministère de l'Éducation a inspecté les dossiers de nouveaux professeurs/professeurs agrégés contestés. Après avoir le résultat de l'inspection, le ministère de l'Éducation a dû annuler le résultat d'examen des conseils de tous les trois niveaux et éliminer 95 « nouveaux professeurs/professeurs agrégés » qui avaient été reconnus avant. Ainsi, il reste 1 311 nouveaux professeurs/professeurs agrégés (mais franchement, ce chiffre est encore très douteux et discutable)⁶⁷⁷. L'incident a provoqué le mécontentement dans toute la société et plus malheureusement, parmi les 95 cas à qui on a retiré le titre universitaire, il y a de nombreux hauts fonctionnaires du gouvernement. Le Premier ministre a conclu que le ministre de l'Éducation cumulant le président du Conseil d'État des titres de Professeur devrait sérieusement et profondément tirer les conséquences de l'expérience, en raison de la situation d'avoir reconnu le titre de « professeur/professeur agrégé » pour des dossiers de candidature inaptes. En sachant, au Vietnam, en théorie, « tirer sérieusement et profondément de l'expérience », indique la forme de blâme la plus sévère pour un haut dirigeant en fonction. Cependant, en réalité, cette forme disciplinaire signifie toujours que le ministre de l'Éducation cumulant le président du Conseil du titre de professeur d'État n'est responsable de rien de précis⁶⁷⁸.

En effet, la politique et le processus de reconnaissance du titre de professeur/professeur agrégé au Vietnam sont trop anormaux. Ils ne peuvent pas honorer ou identifier des personnes de talent, mais tolèrent des personnes hypocrites, opportunistes ou avides de réputation. Bien que le public et les scientifiques à domicile ou à l'étranger continuent à élever

⁶⁷⁶ THUY LINH, « Ông Phùng Xuân Nha được phong Giáo sư [M. Phung Xuan Nha a reçu le titre de professeur] » [en ligne], *Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn]*, 12 octobre 2016, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁷⁷ QUYNH TRANG, « Thủ tướng yêu cầu rà soát việc bổ nhiệm giáo sư, phó giáo sư [Le Premier ministre a demandé de revoir la nomination des professeurs et professeurs agrégés] » [en ligne], *Journal Vnexpress*, 8 février 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁷⁸ THE DUNG, « Thường trực Chính phủ yêu cầu Bộ GD-ĐT rút kinh nghiệm sâu sắc vụ giáo sư [Le Comité permanent du gouvernement a demandé au ministère de l'Éducation et de la Formation de "tirer des leçons profondes" du cas du professeur] » [en ligne], *Journal Người Lao động*, 5 mars 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

la voix d'année en année, la machine de gestion de l'éducation fait valoir seulement l'inertie. On ne peut pas calculer ou peser les conséquences négatives de ce phénomène qui bouleverse les normes scientifiques et éthiques, et crée le mécontentement dans la société. Une liste de normes est donnée, dont beaucoup sont devenues la cause de base conduisant à la grave détérioration morale et académique du système éducatif : le critère obligatoire sur la direction des mémoires ou des thèses doctorales dans le contexte où il y a trop peu de vrais apprenants, a mené les candidats du titre de professeur/professeur agrégé à chercher des personnes avides de réputation ou opportunistes. Ainsi, les « *marchés* » de mémoires ou de thèses sont établis et fonctionnent d'une manière très animée, surtout au niveau du master qui est considéré depuis longtemps comme une « *solution de lavage* » des licences médiocres délivrées par les universités de base qualité. Les diplômes de doctorat et de maîtrise, en plus d'être utilisés comme décoration ou comme « *passeport* » dans la carrière pour chercher la fonction et les intérêts ont également pour effet supplémentaire d'aider les candidats à avoir suffisamment de conditions requises pour être reconnus comme professeur/professeur agrégé. Les séries de reportages sur « *l'industrie de traiter les matières grises* » sont menées continuellement par des agences de presse (par le journal *Lao động* en avril 2003 ; par le journal *Đời sống và Pháp luật* en août 2017 ; par le journal *Giáo dục Việt Nam*, en février 2019, etc.,) et ont montré la facilité à accéder aux services d'écriture des thèses et bien sûr la qualité « *indiscutable* » de ces « *travaux de recherche* » dont le contenu est seulement la description des tâches régulières ; le compliment et la réorganisation de façon pressante et négligée (car le nombre d'erreurs est énorme) des cours, des articles publiés par les médias ; la copie des thèses voire celles qui ont déjà été soutenues (mais avec une « *façon appropriée* », n'importe quel conseil de notation des mémoires et des thèses l'adoptera également). Conformément à la loi du marché entre la demande et l'offre, il y a un corps de personnes gagnant de l'argent par le plagiat et la revente à la suite des cas qui désirent le diplôme pour se pousser, mais ne veulent pas ou ne sont pas capables d'apprendre authentiquement. En outre, de nombreux candidats au titre de professeur/professeur agrégé inaptés ont seulement besoin d'avoir leur nom dans la liste de directeur de telles thèses ou de telles mémoires pour avoir assez confortablement un score important dans leur candidature de reconnaissance du titre de professeur/professeur agrégé. Par ailleurs, au Vietnam, le membre des comités de jury a des intérêts considérables. Relativement à cette situation, le Professeur Bui Van-Nhon a déclaré :

[trad.] Avec la manière actuelle de formation au niveau du doctorat et de master comme au Vietnam, il est très difficile de vérifier qui est vraiment titulaire du niveau de doctorat ou de master et qui trouve seulement ces diplômes via un service. En outre, il existe encore un certain nombre de professeurs qui sont très faciles dans le jugement d'une thèse ou d'un mémoire de master. Le refus [d'une thèse ou d'un mémoire] est très rare, car honnêtement, pour ceux qui ont recalé des candidats dans une soutenance, personne ne les inviterait à participer au jury [de thèse ou de mémoire] ultérieurement.⁶⁷⁹

Dans une conversation avec le journal électronique « *Éducation du Vietnam actuel* », le 9 mai 2016, le professeur Nguyen Minh Thuyet, vice-président du Comité de la Culture et de l'Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam, a partagé : « [trad.] ... il y a 10 ans, après avoir

⁶⁷⁹ TRAN PHUONG, « Dịch vụ làm luận văn thuê: Xử lý không dễ [Service de rédaction de mémoire à louer : le traitement n'est pas facile] » [en ligne], *Đời sống Pháp luật*, 21 août 2017, [consulté le 5 septembre 2021].

voté contre une thèse, très peu d'établissements de formation m'ont invité à rejoindre un jury »⁶⁸⁰.

Les « marchés » de thèses et de mémoires sont très prospères. Leurs « fausses marchandises » sont fournies à de « vrais » établissements de l'éducation qui sont autorisés à former au niveau postuniversitaire par le ministère de l'Éducation. Ces établissements ne se sont pas tournés vers un développement académique sain, mais seulement vers l'argent en dépit des normes morales et scientifiques. Il serait presque impossible de citer le nom des « vrais » établissements d'instructions qui vendent ou achètent de « vrais » diplômes avec « fausse » qualité si ces transactions ne s'effectuent qu'à l'échelle petite ou moyenne. Cependant pour les affaires, tous les secteurs et le public social doivent élever la voix, leur sujet (de ces scandales) deviendra également « célèbre » à la suite de manière automatique. En 2016, le scandale de « incubateur de production des doctorats » (le public et les médias ont utilisé le mot « incubateur » pour indiquer la formation doctorale de grande quantité et de haute vitesse comme une incubation d'œufs de poule) à l'Institut académique des Sciences sociales du Vietnam a vraiment miné la confiance de la société, même pour les personnes les plus optimistes envers l'œuvre de l'éducation du pays. Cela a entraîné la décision d'inspection pour la période 2015-2019 de l'inspecteur de l'État. Et selon le résultat de l'Inspecteur de l'éducation, rien que pendant 2 ans, 2015 et 2016, cet institut a délivré 700 diplômes de doctorat et 2 811 diplômes de master⁶⁸¹, c'est-à-dire, si on fait une statistique en se basant sur le nombre du jour de travail conforme à la loi du travail, la productivité moyenne de cet établissement est 2 doctorats et 8 masters « *sortis de l'incubateur* » par jour. L'agence de l'inspection a conclu que les erreurs les plus graves s'étaient passées à l'Académie des Sciences sociales (sous l'autorité directe de l'Institut académique des Sciences sociales du Vietnam). Une série de fautes importantes à cet « *incubateur de doctorat* » dans lequel il y avait des « thèses » au-dessous du niveau académique d'essais d'étudiants en licence ou des « thèmes » doctoraux que vous ne pouvez pas imaginer ce que cela signifie, à quoi il sert ou quels avantages il apporte à la science, malgré tous les niveaux abondants de votre imagination.

Particulièrement, l'agence de l'inspection a indiqué le cas du professeur Vo Khanh Vinh, directeur de l'Académie des Sciences sociales, en 2015, qui a été en même temps 12 doctorants et 44 étudiants de master en plusieurs domaines différents : Droit, Politique publique, Travail social (seulement en matière de la quantité, son nombre d'étudiants à guider a dépassé celui qui est réglé par la loi, et sans encore mentionner la direction inappropriée à son expertise). Même dans cet « incubateur », la situation qu'un professeur agrégé dirige en même temps 9 doctorants ou qu'un doctorat guide à la fois 7 doctorants, est vraiment courante. En outre, les inspecteurs du gouvernement ont également publié de nombreuses autres violations. La télévision *VTC News*, le 31 août 2017, a promulgué le rapport d'enquête de « Plusieurs séries d'erreurs à l'« *incubateur de doctorat* » : le directeur de l'Académie des Sciences sociales a déclaré que cela n'affectait pas la qualité ». Après que M. le directeur Vo Khanh Vinh a affirmé avec la voix haute et forte que « cela n'affectait pas la qualité », le public s'est fâché énormément. Cependant, après le moment de frustration, il a reconnu sa raison, car au début il n'y a eu encore jamais de qualité pour être mal influencée. Pour ce type de

⁶⁸⁰ NGUYEN Minh Thuyet, « *Thú thật, tôi rất ngại tham gia hội đồng chấm luận án tiến sĩ* » [« *Honnêtement, j'hésite pour rejoindre le comité de jury pour la thèse de doctorat* »] mené par, 9 mai 2016, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁸¹ LE ThanhPhong, « Sản xuất tiến sĩ dôm nhiều như “lò ấp” trứng » [en ligne], *Journal Lao động*, 7 août 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

l'histoire de « *rire aux larmes* », la société ne pouvait blâmer personne parce qu'elle ne voyait personne responsable, même avec des cas plus importants que cela, il fallait également l'abandonner avec une incantation de « *l'erreur appartient au mécanisme, à la politique* », pour fermer les scandales dont les inconvénients durent encore très longtemps.

À partir de 2019, les conditions de reconnaissance du titre de « professeurs/professeurs agrégés » sont appliquées conformément à la nouvelle réglementation du gouvernement (décision 37), y compris les exigences d'avoir les articles publiés dans les revues internationales prestigieuses. Cependant, dans la pratique, ce nouveau critère n'augmente pas la qualité de la nomination, mais ne relève que le manque du respect de soi de nombreux candidats. Pour que cette situation se produise, outre l'ambition de réputation au mépris de la moralité des candidats concernés, la responsabilité doit d'abord incomber aux membres du Conseil de l'Expertise et du Conseil de l'État. En raison du besoin de publication internationale tandis que la capacité de soi-même est modeste, des candidats ont cherché des services pour écrire les articles scientifiques et les publier dans les revues scientifiques, etc. les actions non scientifiques venant du besoin de compléter le dossier de reconnaissance du titre de « professeur/professeur agrégé » ont continué à créer du mal de tête pour la société.

Selon le professeur Nguyen Van Tuan (Institut Garvan, Australie), le problème le plus urgent au Vietnam actuel est la situation des articles scientifiques publiés dans les « *revues de commerce* » payantes (ou revues prédatrices)⁶⁸². En se basant sur les données sur les nouveaux professeurs en 2019 de Scopus, de nombreuses personnes déclarent des articles publiés dans des revues payantes internationales, alors que les normes en vigueur exigent des articles internationaux de bonne réputation. Cependant, il est bizarre que ces tels cas aient pu passer tous les trois tours d'examen et le monde universitaire au Vietnam s'est demandé si les membres du Conseil de l'Expertise et de l'État ne faisaient pas de recherche en ne pouvant pas distinguer les revues réputées de qualité et les revues prédatrices. D'après les statistiques officielles de ISI et Scopus et aussi le résultat de l'enquête du journal *Tiền Phong* (un journal longtemps et réputé au Vietnam), la réalisation scientifique des membres du Conseil de l'État du titre de « professeur/professeur agrégé » était très faible, presque inapte pour noter et évaluer des candidats. De nombreux membres du conseil d'Expertise, y compris sans doute son président, n'ont aucune réalisation dans la recherche et la publication internationale⁶⁸³.

En parlant des normes, du processus et de la manière de mise en œuvre de ces « tâches annuelles » du ministère de l'Éducation du Vietnam, le professeur Dao Trong Thi a remarqué :

[trad.] ... c'est bizarre que ce dont le monde a besoin ne soit pas une préoccupation au Vietnam, tandis que nous [les Vietnamiens] nous intéressons seulement à la forme, la quantité et les procédures. En comparant les normes du Vietnam, de nombreux grands scientifiques vietnamiens travaillant dans le monde auront... échoué. Pas très rare, le titre de professeur/professeur agrégé a été décerné aux fausses adresses. Ceux qui normaux sont reconnues alors que des personnes de

⁶⁸² MY QUYEN, « “Thị trường ngầm” mua bán bài báo khoa học: Góc khuất “đau đớn” [“Marché souterrain” pour l'achat et la vente d'articles scientifiques : un coin caché “douloureux”] » [en ligne], *Journal Thanh niên*, 17 août 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁸³ NGHIEM HUE, « Xét GS, PGS 2020 » [en ligne], *Journal Tiền Phong Online*, 23 mars 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

*talent ne répondent pas aux exigences « pas comme n'importe quelle part du monde » du Vietnam.*⁶⁸⁴

En revanche, les critères concernant les activités scientifiques dans l'environnement international où les valeurs réelles dans la science, la technologie et aussi les pensées académiques sont des épreuves très peu abordées comme qualification nécessaire du professeur/professeur agrégé vietnamien. Les candidats doivent perdre beaucoup de temps pour constituer un dossier « géant » et très détaillé avec des tableaux, des justifications compliquées. Le but de ce travail consiste seulement à répondre à un processus de sélection très stricte en matière formelle, mais très lâche et non scientifique en matière de pratique. Cela donc ne reflète pas la capacité scientifique réelle du candidat. Dans le contexte de la mondialisation, pour s'intégrer avec succès au monde, chaque pays doit respecter la loi du jeu, c'est-à-dire, les règles et pratiques internationales. Pourtant, selon le professeur Tran Van Nhung,

*[trad.] les normes actuelles au Vietnam dans la plupart des domaines de l'enseignement supérieur : des critères d'infrastructure scolaire, du personnel enseignant, du classement des universités, de l'évaluation des programmes scientifiques, des thèses de doctorat, des mémoires de master aux ceux de sélection et d'évaluation du titre de professeur/professeur agrégé, etc., présentent de grands écarts par rapport aux normes internationales.*⁶⁸⁵

Précisément, ce système de standard du Vietnam est non scientifique et manque de transparence. L'inflation des doctorats de faible qualité et celle des professeurs/professeurs agrégés au-dessous du niveau international sont des preuves typiques du déraillement de l'enseignement supérieur vietnamien dans la course à la mondialisation. Si les insuffisances dans la mécanique, la politique et les faiblesses dans l'organisation et la gestion de l'enseignement supérieur ne sont pas urgemment corrigées, ce système de l'éducation continuera à fournir de plus en plus de « produits avec diplôme élevé, mais qualité mauvaise » à la société. Les doctorats médiocres deviendront facilement des professeurs/professeurs agrégés faibles dans un proche avenir et continueront se promouvoir... Ces générations de produits formeront leurs jeunes générations. Et par une telle manière, le bateau de l'enseignement supérieur vietnamien s'enfoncé progressivement dans le vortex du retard.

5. Cause venant de l'héritage erroné d'éléments culturels traditionnels

À côté des avantages, la transition du Vietnam vers une économie de marché et l'intégration internationale a créé de grands risques pour des valeurs culturelles traditionnelles. Le confucianisme est le facteur le plus remarquable qui a constitué le caractère culturel du Vietnam pendant des milliers d'années, avec de nombreuses bonnes traditions. Parmi eux, la pensée d'apprécier hautement l'examen, celle d'apprendre pour participer et réussir aux concours, et pour devenir mandarin est un trait culturel typique transmis des temps anciens à nos jours. Le point le plus important et aussi le plus positif de cette pensée concerne les vrais efforts dans l'apprentissage et l'examen dans le but de réussir (selon le

⁶⁸⁴ UYEN NA, « GS Đào Trọng Thi » [en ligne], *Báo Pháp luật Việt Nam điện tử*, 22 mars 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁸⁵ TRAN Van Nhung, *Défis pour l'Enseignement supérieur vietnamien dans la voie d'intégration internationale* mené par Nguyen Quang Anh, 31 octobre 2020.

critère d'aujourd'hui, c'est d'obtenir de diplômes) et est d'être reconnu ou nommé aux postes dignitaires par le vrai talent du candidat. Cependant, maintenant, ce beau trait culturel a été déformé en la pensée d'avidité de réputation ou du pouvoir en dépit du manque de la capacité intellectuelle et de l'assiduité de soi-même. Selon le professeur Le Van Lan,

[trad.] L'idée d'attacher de l'importance aux diplômes, de s'efforcer d'avoir des positions majeures dans la société par une manière sainte et honnête exprime la capacité et la volonté de s'élever. Elle est aussi le désir digne devant être encouragé chez chaque personne et une valeur très progressiste du confucianisme. De nombreuses personnes blâment l'histoire en disant que le problème de l'avidité de réputation, l'opportuniste et la pensée de surestimation du diplôme ont l'origine des faces négatives du confucianisme hérité depuis milliers années. Mais, par contre, la faute réside dans le présent, car si on peut suivre des prédécesseurs, les gens réussiront aux examens par leur vraie capacité et deviendront personnage officiel, et la société fera des progrès à pas de géant.⁶⁸⁶

Depuis longtemps, la pratique de la société vietnamienne a orienté d'une manière inconsciente la pensée des générations de jeunes que pour avoir la réputation et la position dans la société, il fallait devenir « mandarin » (ou « gestionnaire » selon la langue d'aujourd'hui). Cependant, pour le réaliser, il est essentiel d'avoir un diplôme au mépris de la façon de l'obtenir et de sa qualité réelle, car les dirigeants de tous niveaux ont besoin seulement de « réceptionner » une quantité suffisante de certificats. Cette pensée déviante est de plus en plus favorisée par des politiques de recrutement pour le système officiel du Vietnam, légiféré et appuyé sur le nombre de diplômes dans un mécanisme du marché incomplet. Cela conduit de nombreux jeunes à un style de vie pragmatique, un manque du respect de soi-même, et à l'hypocrisie détruisant toutes les normes morales.

5.1. Problème de l'examen et les Vietnamiens

Au fil de l'histoire millénaire des Vietnamiens, dès la naissance du système de l'enseignement avec plusieurs niveaux, l'examen a toujours joué un rôle particulièrement important en obtenant de plus en plus d'attention de la part de la société. Depuis le premier concours impérial au Vietnam en 1076 à Van Mieu - Quoc Tu Giam, on a fondé un beau trait culturel en réglant d'inscrire les noms des « *tiến sĩ* » (le titre que le candidat obtiendra après de passer l'examen le plus élevé de la cour - l'examen « *Đình* », « *Thi Đình* » en vietnamien) sur les stèles en pierre pour les honorer à jamais. À travers cette coutume, on peut trouver le grand respect de l'ensemble de la société vietnamienne aux personnes qui ont réussi l'examen.

En parlant de ce sujet, il faut d'abord rappeler un caractère de la structure sociale vietnamienne qui existe durablement pendant des siècles. En principe, sans compter le roi et les familles royales, la société est divisée principalement en deux classes : les mandarins et les habitants. Les mandarins sont des personnes assistant le roi à diriger l'appareil d'administration pour maintenir l'ordre social. Ils pouvaient avoir l'origine inférieure en matière de situation sociale, mais possédaient le talent d'études meilleur que d'autres, qui avait justifié par leur réussite dans les examens impériaux. Ces personnes étaient bien respectées et avaient des privilèges divers par rapport aux habitants occupant la majorité dans

⁶⁸⁶ LE Van Lan, *Giáo dục Việt Nam: Xưa và nay [Éducation vietnamienne: auparavant et maintenant]* mené par Nguyen Quang Anh, 4 juin 2020.

la société et devant souvent affronter la pauvreté et d'autres instabilités. Dans un tel contexte, le chemin unique pour changer la vie ou le destin, est l'apprentissage, plus précisément, l'apprentissage pour devenir mandarin.

Ceux qui ont la volonté d'être un officiel sont généralement les personnes ayant de bonnes qualités innées, mais pour pouvoir réussir les examens en dépit du niveau, il leur faut avoir un processus d'apprentissage laborieux et un autoentraînement sérieux. Sous les dynasties féodales, les règles d'examen étaient extrêmement strictes, même les enfants de grands mandarins ne pouvaient pas passer l'examen par des tours négatifs, sans compter les enfants des habitants ordinaires. Dans l'histoire officielle du Vietnam, on a inscrit au « tableau d'or » le nom de nombreux « *Trạng Nguyên* » et « *Tiến sĩ* », ceux qui sont entrés au mandarinat, à partir d'une vie très pénible. Dans la culture traditionnelle au Vietnam, l'image d'une carpe qui essaie de passer la porte de la Cour céleste pour se transformer en dragon est utilisée pour symboliser ce phénomène⁶⁸⁷. Ce tableau de « *la carpe se transforme en dragon* » est souvent accroché solennellement dans chaque famille confucéenne et aussi dans les familles qui valorisent le véritable apprentissage au Vietnam aujourd'hui.



CÁ CHÉP VƯỢT VŨ MÔN

Photo 22 : Tableau traditionnel vietnamien - la carpe surpassant la porte céleste

La conception d'apprendre pour devenir mandarins est encore davantage renforcée par le confucianisme, l'idéologie dominante de la société de l'époque. Selon Confucius, l'objectif et le devoir dans la vie d'un vrai homme sont « *Tu thân* (se réviser soi-même) - *Tề gia* (s'arranger la famille de manière harmonieuse) - *Trị quốc* (rapporter la sécurité pour le pays) - *Bình thiên hạ* (rendre le monde pacifique).⁶⁸⁸ » Pendant plus de mille ans sous les dynasties féodales, la vérité sociale était la fidélité au roi (voire le roi demande au sujet de se tuer, il ne peut pas le refuser) et la piété filiale (la vertu de respect pour ses propres parents et ancêtres). Donc, pour un homme, passer les concours et devenir mandarin n'a pas seulement pour but de changer sa vie et celle de sa famille (les Vietnamiens ont le proverbe de « *Một người làm quan, cả họ được nhờ* », c'est-à-dire, ayant un membre dignitaire, toute la lignée familiale peut s'appuyer sur) ou s'affirmer soi-même dans la société confucianisme, mais également lié au désir moral de rendre grâce aux parents et à la famille. À cette époque-là, la Cour organisait une cérémonie de « *Vinh quy bái tổ* » (faire un retour glorieux à son village natal) pour les personnes lauréates et depuis lors, eux et leur famille reçoivent la reconnaissance et le grand respect de toute la société, des soldes et indemnités du roi. Pour les hommes de talent

⁶⁸⁷ La carpe est une espèce normale que l'on trouve partout au Vietnam, faisant référence aux gens ordinaires de la société. Les dragons sont considérés comme des animaux précieux utilisés uniquement pour les rois et la famille royale. L'image de la carpe surpassant la porte signifie que si les roturiers passent l'examen, ils peuvent aussi avoir l'opportunité de changer de vie, de rejoindre le mandarinat avec de nombreux privilèges dans la société.

⁶⁸⁸ Selon les Quatres livres du confucianisme.



Photo 23 : Tableau traditionnel vietnamien - "Vinh quy bái tổ"

exceptionnels passant les concours impériaux aux rangs élevés, leur lignée peut hériter les titres et positions transmis par leurs pères, toute l'ascendance donc est pleine de gloire et de renommée. Cette façon de penser ne disparaît pas avec la société féodale, elle existe toujours chez les Vietnamiens, mais dérivée vers un autre sens. À l'époque féodale, le « vrai » apprentissage et le « vrai » examen, mais aujourd'hui, le faux apparaît partout dans le chemin d'instruction. Auparavant, le droit

héréditaire était une politique publique et acceptée par l'autorité féodale ; à présent, malgré le changement du régime politique, ce droit existe toujours, mais sous la forme d'une « loi non écrite » qui est effectuée de manière « délicate et habile ». Et évidemment, il est difficile d'avoir l'admiration des habitants envers un tel mécanisme. Parlant du désir de réussir pour devenir officiel, le fait est que dans n'importe quelle société et n'importe quelle époque, un individu est fier d'obtenir des diplômes de haut niveau lors d'examens sérieux évaluant véritablement les qualifications du propriétaire. Et dans une société transparente, ces diplômes offrent des avantages remarquables et ouvrent de manière digne de nouvelles opportunités pour se développer et établir une position sociale pour leurs titulaires. Cependant, tout sera valable et honoré par la société si ces diplômes sont obtenus par de véritables talents universitaires au lieu de les avoir d'une manière négative et comme une parure de classe pour satisfaire le sentiment « être supérieur par rapport aux autres » ou une exigence obligatoire pour se pousser dans la carrière.

On peut dire que la pensée traditionnelle des Vietnamiens, des dirigeants aux gens ordinaires, du passé au présent, a été très attachée aux examens, bien que la nature et le but des examens soient différents. L'ancien système d'examen visait à sélectionner des hommes de valeur exceptionnelle pour rendre de grands services au pays, mais aujourd'hui, des examens sont organisés dans le but de créer des ressources humaines à tous les niveaux et offrir des opportunités d'apprentissage à tous. La plupart des Vietnamiens veulent que la vie dans le futur de leurs enfants soit tranquille en ayant du pouvoir, de la position et des soldes et indemnités. Selon le mécanisme de l'État qui a existé depuis longtemps, pour avoir un poste d'officiel (maintenant, on l'appelle « poste de gestionnaire »), il est évidemment nécessaire d'avoir de diplôme, plus élevé possible. Cela provoque la conséquence inévitable : tout le monde oriente ses enfants à choisir le chemin universitaire comme la première étape de l'itinéraire mandarin et aussi comme la voie unique pour se promouvoir. Et s'il est la seule option, il faut se brouiller de toute façon pour avoir les vœux exaucés, en dépit de la volonté et de la capacité d'études de leurs enfants. Dans la vie sociale du Vietnam, l'examen d'entrée à l'université (rebaptisé plus tard l'Examen national de fin d'études secondaires dont le résultat est utilisé pour considérer les candidatures universitaires. Dans le cadre de notre recherche, on l'appelle « l'examen à l'entrée universitaire ») est le plus important en matière de signification et d'échelle d'organisation. Il reçoit toujours une grande attention de toute la société. Avec une importance particulière lorsque les gens se rendent compte que la « porte

de l'université » ouvre la première étape d'un avenir éclatant, plusieurs « *stratégies* » ont été posées à ce stade : si la capacité d'études n'est que suffisante pour entrer aux universités au rang second, il faut chercher de toute façon à entrer à celles au premier rang ; s'il n'y a pas de capacité d'études à l'enseignement supérieur, il faut aussi essayer de toute façon d'entrer à une école quelconque dans le but de gagner un diplôme universitaire, et puis on utilisera les marques de master, de doctorat pour le couvrir, car au Vietnam, ces types de certificats supérieurs peuvent être achetés plus facilement que la licence. Un des facteurs essentiels qui aide l'enseignement supérieur à se développer est le contrôle efficace pour la qualité de l'examen de recrutement universitaire. Il est important d'atteindre les critères d'entrée et cette première condition est plus nécessaire dans la situation actuelle de l'enseignement supérieur vietnamien où une fois devenu étudiant, presque tous les étudiants seront diplômés, sauf les cas d'abandon volontaire de leurs études ou de commettre une infraction. Chaque année, le gouvernement du Vietnam doit mobiliser beaucoup de ressources dans le but d'assurer que le processus de recrutement universitaire passera sans tricherie, mais le résultat obtenu n'est pas au seuil désiré par la société. Comme toujours, de nombreux types de négatif dans l'examen qui mettent la société en inquiétude. Pendant la séance d'interrogatoire du ministre de l'Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam, le 11 juin 2014, le ministre Pham Vu Luan a évoqué les faiblesses de l'enseignement supérieur et a vu que la réforme des examens devait ouvrir une percée. Cependant, depuis lors, chaque année, le ministère de l'Éducation a aussi de « *percée* », mais seulement sans progrès. Pour comprendre vraiment l'apprentissage au Vietnam, on doit seulement observer la société vietnamienne en saison de l'examen, notamment à l'occasion de l'examen de recrutement universitaire où le sujet est des jeunes qui commencent à sortir les mains protégées par les parents pour préparer d'entrer dans la société, avec la conscience citoyenne et la responsabilité sociales devant être déterminées. Mais, au lieu de porter haut la tête en marchant sur le chemin transparent à la vie, ils baissent la tête en se jetant dans la voie de chercher le diplôme universitaire à tout prix. Au-dessus, le ministère de l'Éducation a un grand appareil avec une dépense énorme qui est en charge d'« inventer » l'organisation de l'examen, la manière de constituer le sujet d'examen, de notation, mais pas beaucoup d'efficacité récupérée. Au-dessous, c'est un marché animé de « services d'assistance des candidats » qui est de plus en plus prospère. En saison de l'examen, les magasins de photocopie et d'imprimerie ont une récolte plus abondante par le commerce des « *bouées* » d'examen - ce sont des documents photocopiés à taille minimale possible [pouvant tenir facilement dans la main]. Des candidats les portent en entrant dans la salle d'examen et les utilisent lorsque l'occasion apparaît. Ces « *moments d'or* » pour la fraude en fait dépendent principalement de l'attitude du personnel chargé de l'endroit de l'examen.

Relativement à ce concours le plus important, il y a de nombreuses raisons qui provoquent l'existence d'une négative dans toutes les étapes du processus de recrutement universitaire comme fléau national :

(1) Manière d'élaborer le sujet d'examen

Actuellement, le sujet d'examen ne vise pas à tester la réflexion et la capacité d'appliquer les connaissances fondamentales de l'enseignement secondaire, mais teste la capacité d'apprendre par cœur. Cela donc n'évalue pas exactement les qualités de l'élève, mais crée également des conditions faciles à profiter pour les tricheries. Des mois avant l'examen le ministère de l'Éducation annonce les modèles de questions d'examen dont le contenu est principalement un test de connaissances de masse appartenant au programme du terminal,

et le sujet d'examen officiel serait similaire à ces exemples. Comme la manière principale pour résoudre les sujets d'examen est d'apprendre par cœur selon les exemples de modèle publiés, c'est pourquoi les « bouées » peuvent contenir entièrement les connaissances des réponses et les marchés de « bouée d'examen » sont actifs 24/24 h d'une manière très prospère. Ensuite, un problème de longue date de l'éducation du Vietnam est qu'on utilise toujours le taux de réussite des élèves/étudiants comme mesure des qualifications de l'enseignant, de la capacité de l'école et des réalisations du secteur de l'enseignement. Afin d'obtenir des résultats élevés, le ministère vietnamien de l'Éducation préconise que le sujet d'examen reste au niveau universel et approprié à toutes les zones, même pour les régions reculées, montagnardes, frontalières ou les îles, tandis que les résultats de l'examen sont la base pour la considération des candidatures des universités. Par conséquent, la qualité d'inscription de nouveaux étudiants n'est qu'également au degré « universel ». Même dans la condition idéale qu'il n'y ait pas de tricherie, ce filtre d'admission peut également aider les bonnes universités à trouver des étudiants travailleurs ou « ayant de belles écritures » (c'est-à-dire, les élèves prudents avec les petits détails). Il serait difficile pour elles de pouvoir recruter des étudiants intelligents, mais manquant un peu d'attention.

(2) Mécanisme d'organisation et de notation de l'examen, n'est pas approprié

C'est la remarque du Comité de la Culture - Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam⁶⁸⁹. L'organisation de l'examen de recrutement et le processus d'admission universitaire qui manquent de la cohérence, de la scientifique et de la supervision ont créé des conditions propices à l'apparition de la négativité. La direction et la mise en œuvre des examens par le ministère de l'Éducation sont encore limitées. L'anxiété de la société persiste en raison des changements annuels entourant l'examen de recrutement universitaire, les renouvellements du style de « chaque année, chaque forme » : ces changements se déroulent de la structure des sujets d'examen, le format de l'examen (par choix multiple ou essai) à la façon dont l'examen est organisé. L'agence en charge de diriger l'examen change également chaque année entre le ministère de l'Éducation - les universités - les provinces/villes (appelées généralement « provinces »). En 2015, il y avait 38 unités d'examens présidés par les universités et 63 par les provinces. En 2016, chaque province disposait d'une unité d'examens présidée par des universités. En 2017, le ministère de l'Éducation a une « innovation de percée » en attribuant du pouvoir d'« être juge de sa propre cause ». Chaque province a une unité d'examen pour les candidats de sa localité (ou de sa zone de gestion) qui préside l'ensemble du processus de l'examen : l'organisation de l'examen, la notation et l'annonce de résultat. Les universités doivent seulement considérer l'admission en fonction des résultats de l'examen publié par les provinces. L'année de 2018 est la seule année où le ministère de l'Éducation a maintenu le processus d'examen stable par rapport à l'année précédente en gardant toujours la régulation fermée dans chaque province comme en 2017. Ces deux années ont également créé la plus grande tâche dans l'histoire de l'examen d'entrée universitaire du Vietnam et évidemment à l'année prochaine, tout doit encore être changé. L'innovation « révolutionnaire » en 2017 et 2018 du ministère de l'Éducation a ôté la faible part de confiance restante de la société envers le secteur de l'éducation. Pendant ces deux années consécutives, les provinces qui étaient très médiocres en matière de qualité des candidats aux précédentes sessions de l'examen d'entrée à l'université (organisés par des universités) avaient les taux d'admission les plus élevés du pays et la plupart des majors des meilleures

⁶⁸⁹ MY HA, « Con “địa chấn” gian lận điểm thi năm 2018 » [en ligne], *Dân trí*, 31 décembre 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

universités venaient de ces provinces. C'était un phénomène tout à fait opposé à la tradition de l'examen d'avant 2017. Quant à ces majors, de nombreux professeurs des meilleures universités, ceux qui enseignent directement, sont très étonnés parce qu'ils ne savent ni ne comprennent ce qui concerne le savoir. La pluie de points de 10 (points maximums 10/10) dans ces provinces reculées a fait échouer de nombreux candidats excellents dans les grandes villes (où les candidats ne reçoivent pas de points prioritaires pour les zones difficiles) aux nombreux industriels « *chaudes* », même s'ils obtiennent 30 points parfaits dans trois matières d'examen, car le score standard d'admission est supérieur à 30 points (y compris les résultats des tests + les points de priorité)⁶⁹⁰.

Dès 2017, la première année de la mise en œuvre de l'« *initiative de percée* », il est étrange que lorsque l'examen « *renovation complète de 2017* » n'a pas encore eu lieu, le vice-ministre de l'Éducation Bui Van Ga au nom du ministre ait affirmé que « l'examen national de 2017 qui a été attribué à la localité se passerait sans phénomènes négatifs ». Ironiquement, lors de la conférence de presse du 24 juin 2017 du ministère de l'Éducation destinée à résumer l'examen d'entrée, en expliquant la série des facteurs anormaux et de nombreux paradoxes entourant l'examen donné par les journalistes, M. Sai Cong Hong, directeur adjoint du Département de Gestion de la qualité de l'éducation, a répondu : « [trad.] Cette année [2017] est la première année de renouvellement, donc ce n'est peut-être pas "*rond*" et "*coulant*", mais l'année prochaine ce sera peut-être plus "*rond*" et plus "*coulant*".⁶⁹¹ » Il est vrai que les dirigeants du ministère de l'Éducation s'y connaissent en bonnes manières pour échapper à la responsabilité. Cela nous fait penser de la « qualité » de l'optimisme déraisonnable du vice-ministre Bui Van Ga en associant toujours des bonnes choses au mot-clé *l'enseignement supérieur vietnamien* comme un acte de s'acclamer. La frustration accumulée pour le résultat de l'examen de recrutement universitaire en 2017 et 2018 a conduit au fait que de nombreux groupes sociaux, y compris les parents, dont les enfants, sont camarades en terminal avec ces nouveaux « majors » de « *ni savoir ni comprendre* », ont déterminé à découvrir la vérité et, en effet, une série de fraudes choquantes a été débroussaillée. À la session de l'examen de recrutement universitaire 2018, le phénomène de tricherie et de négativité particulièrement graves a été découvert à l'échelle de nombreuses provinces à travers le pays. Le résultat de l'examen qui a été réécrit du noir au blanc et son effet a conduit à l'indignation de toute la société. Donc, l'examen d'entrée à l'université en 2019 a dû être à nouveau modifié pour apaiser l'opinion publique, avec la participation des universités, mais il a existé encore de nombreuses limites et lacunes, il continuerait donc à changer en 2020. À côté de modifications en matière de plan d'organisation de l'examen, de la façon de calculer le poids des matières en combinant le score pour considérer l'admission universitaire, l'unité en charge de contrôler, de superviser, de noter et d'annoncer le résultat change également continuellement entre le ministère de l'Éducation nationale - Universités - Lycées. Chaque année, le ministère de l'Éducation avait un bilan sur les réalisations plus « *impressionnantes* » par rapport à l'année précédente en raison de « *l'initiative d'amélioration* », mais en réalité, avec un changement annuel constant d'une manière de « la suivante ne concerne pas le précédent », et particulièrement aucune année ne manque des scandales graves qui ont rendu la société à la fois anxieuse et frustrée. Donc, si ce n'est pas la mesure autodidacte du secteur

⁶⁹⁰ TRINH PHUC et THUY LINH, « Roi lệ vì 29 – 30 điểm vẫn trượt đại học [Verser des larmes parce que le résultat de 29-30/30 points n'ont toujours pas réussi à l'université] » [en ligne], *Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn]*, 2 août 2017, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁹¹ LE VAN et THANH HUNG, « Họp báo kết thúc kỳ thi THPT quốc gia 2017 » [en ligne], *VietNamNet*, 24 juin 2017, [consulté le 5 septembre 2021].

de l'éducation, il est difficile à comprendre par quel critère le ministère de l'Éducation évalue les « réalisations ».

(3) L'aliénation et la dégénérescence d'une partie des fonctionnaires en charge de l'examen

Depuis longtemps, comme l'habitude, en chaque été, tout le pays retient son souffle en regardant l'examen d'entrée à l'université, car il y avait toujours des modifications l'année après l'année, mais aussi des lacunes importantes créant la frustration chez le public et affectant directement la justice dans la sélection universitaire et sur la qualité étudiante. En observant la saison d'examen en 2012, un groupe de journalistes du journal Tuoi Tre, en collaboration avec des sociologues, a interrogé plus de 500 candidats de 36 provinces sur la gravité de l'examen. Et, parmi eux, environ 84,6 % des candidats ont reconnu l'existence des phénomènes négatifs dans l'endroit où ils ont fait le test⁶⁹². Également dans cet examen de 2012, juste après que le ministère de l'Éducation a fait le bilan et a donné la conclusion sur le succès d'un examen « sérieux, sûr et conforme aux règles », un clip enregistré au Comité d'Examen de Doi-Ngo (province de Bac Giang) qui a montré une scène d'une salle d'examen très bouleversée où les documents et les « bouées » ont été utilisés ou jetés de l'un à l'autre, d'une manière publique. Selon le journaliste du journal de *Thanh niên* (La Jeune), c'est le surveillant qui a porté ces documents à la salle d'examen et puis les a distribués aux candidats. Le scandale de Doi-Ngo est devenu le point chaud attirant l'attention de tout le pays⁶⁹³. En 2013, un incident négatif s'est produit dans la séance d'examen de deux matières : mathématiques et anglais, le 4 juin 2013 au Comité d'examen de Quang Trung (Hanoï) provoquant la colère du public. Une vidéo a été envoyée au ministère de l'Éducation, montrant la scène dans la salle d'examen : tout était en désordre, avec des candidats qui se sont arrachés les copies ou un autre groupe de candidat en résolvant collectivement des questions de l'examen devant le surveillant. Après cet événement choquant, les surveillants concernés ont été admonestés, le vice-président du comité d'examen a été critiqué et M. le président « n'était pas impliqué » [dans cette affaire]⁶⁹⁴. Mais ce n'était pas le pire, car en 2018 un autre incident s'est passé avec le degré de commission sans précédent que la société vietnamienne appelle cela « le tremblement de terre de la triche aux examens ». Le résultat après inspection est qu'au moins 347 résultats de tests qui ont été intervenus ont été détectés dans les provinces de Ha Giang, de Son La et de Hoa Binh (en outre, de nombreuses copies à choix multiples à Son La et Hoa Binh avaient des traces de corrections, mais comme on ne pouvait pas restaurer l'original, ces cas ont été ignorés). Au Vietnam, on utilise une échelle de 10 points pour noter, le score pour la candidature à l'université est une combinaison de score de 3 sujets de test. Ainsi, le résultat le meilleur de 3 sujets d'examen est de 30 points. Dans ce scandale de tricherie, les copies intervenues ont été « normalement » ajoutées 20 points, et pour les cas « particuliers », ils ont été ajoutés de 26,8 à 29,95 points par rapport à leur vrai résultat⁶⁹⁵. Cependant, un autre problème plus grave est que la décision d'inspecter des

⁶⁹² HA BINH, « Hơn 400/500 thí sinh nói có gian lận thi cử [Plus de 400/500 candidats ont déclaré qu'il y avait tricherie à l'examen] » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 23 juillet 2012, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁹³ LAM AN, « Công bố kết quả giải quyết vụ gian lận thi cử tại Đồi Ngô, Bắc Giang [Information sur les résultats du règlement de l'affaire de fraude aux examens à Doi Ngo (province de Bac Giang)] » [en ligne], *Báo Điện tử Chính phủ nước CHXHCN Việt Nam*, 18 juin 2012, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁹⁴ LT(T/H), « Ngoài Hà Giang, giáo dục Việt Nam từng khốn đốn vì những vụ gian lận thi cử nào? [En plus de Ha Giang, l'éducation du Vietnam a été "misérable" à cause de quels cas de fraude aux examens?] » [en ligne], 18 juillet 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁹⁵ MY HA, « Con "địa chấn" gian lận điểm thi năm 2018 » [en ligne], *Dân trí*, 31 décembre 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

copies douteuses tout vient des requêtes de plainte déposée auprès du gouvernement au lieu de la politique d'inspection et de surveillance du ministère de l'Éducation. En plus, un point commun est que les propriétaires des copies de test ajoutées de points sont les enfants et petits-enfants de cadres travaillant dans le secteur de l'éducation et de nombreux hauts dirigeants de provinces, tels que M. Trieu Tai Vinh (membre du Comité central du Parti, chef adjoint de la Commission économique centrale, à l'époque directement liée à cette affaire de fraude choquante, M. Vinh était secrétaire du Comité provincial du Parti de Ha Giang, et après ce scandale il a été encore promu au Comité central) ; M. Nguyen Van Son (président de la province de Ha Giang) ; M. Nguyen Thai Hung (président du Comité populaire de la province de Ha Giang). Président du Conseil populaire de la province de Son La), M. Pham Van Thuy (vice-président de la province de Son La ; M. Tran Duc Quy (vice-président de la province de Ha Giang), etc⁶⁹⁶. Par l'aliénation et la dégénérescence, les personnes qui réalisent directement les actions de tricherie sont tous membres du comité d'examen, y compris la police, et les dirigeants du secteur de l'Éducation de localité. Ce sont les gens qui ont prêché sur l'éthique scolaire et les devoirs publics toute la journée, mais ils se sont serrés la main pour bouleverser l'ordre des examens. Par conséquent, les mauvais élèves ont réussi tandis que les bons élèves ont échoué en raison de limites dans le quota de recrutement. De telle manière, il existe une partie des citoyens qui trichent juste à la porte de la vie, et dans les étapes suivantes, ils continueront à chercher d'excellents diplômes universitaires et d'autres diplômes aux niveaux plus élevés pour occuper les postes d'administration sociale.

(4) Absence d'un mécanisme réglant la responsabilité des dirigeants devant la Loi

« Le règlement des examens n'est pas strictement appliqué, le traitement des infractions n'est pas assez dissuasif », c'est la conclusion du Comité de la Culture et de l'Éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam⁶⁹⁷. Les erreurs et tricheries aux examens de recrutement universitaire ont lieu chaque année, mais la sanction s'effectue d'une manière rare, retardée avec esquivance. Les fraudes d'examen apparaissent annuellement, mais aucun cas n'est débroussaillé par la propre initiative du ministère de l'Éducation dans l'inspection et la surveillance d'examen. Personne ne doit subir des punitions disciplinaires du ministère de l'Éducation ou d'un niveau supérieur. Seulement dans le cas où des cas négatifs auraient été découverts et promulgués largement par des médias ou par les plaintes envoyées au niveau de l'autorité, certains fonctionnaires ou cadres de niveau inférieur ont été sanctionnés [ce phénomène est appelé « *le sacrifice de pion* », facteur le plus faible et le moins important dans l'échiquier] tandis que les niveaux plus élevés sont toujours en sécurité dans la « *zone interdite* ». Quelques fraudes typiques et organisées dont le traitement ultérieur par le ministère de l'Éducation a découragé tous ceux qui se consacrent à l'œuvre de l'éducation :

- **La fraude d'examen de « Doi-Ngo »** a choqué tout le pays en 2012 après des découverts du journal de Thanh Nien, le 5 juin 2012 : les questions d'examen ont été résolues à l'extérieur de la salle d'examen, et puis les surveillants les y ont apportées pour distribuer aux candidats, car ces élèves avaient payé des frais « *anti-échec* » à l'école. Jusqu'au 11 août 2012, en raison de la pression du public, la province de Bac Giang a pris la décision de sanctionner 42 enseignants et employés pour leur implication directe dans cette affaire. Bien que la tricherie soit organisée avec un grand nombre de coupables (seulement dans un comité

⁶⁹⁶ THIEN VAN, « Bài 2: “Vết dầu loang” tha hóa sang cả lĩnh vực uy nghiêm, cao quý [Leçon 2: “Les éclaboussures d'huile” influant également le secteur majestueux et noble (l'éducation)] » [en ligne], *Quân đội Nhân dân*, 2 octobre 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁹⁷ *Ibid.*

d'examen dans un lycée, il y a jusqu'à 42 superviseurs qui ont directement commis une infraction) et ait provoqué la méfiance de la société envers le secteur de l'éducation, il n'y avait pas de « gestionnaire » au niveau moyen ou supérieur qui devait subir la responsabilité.

- **Le cas de fraude au concours d'entrée à l'université en 2018** avec un niveau de gravité sans précédent dans l'histoire, avec de nombreux examens qui a été réduit à 9,25 points (la note maximale est de 10 points) après le processus de l'inspection et de réévaluation du ministère de l'Éducation. Les agences de presse, les médias et l'opinion publique tant à domicile qu'à l'étranger ont fait entendre des opinions acerbes en demandant aux autorités de traiter strictement les violations, mais les gens ont remarqué seulement des retards et une répudiation incompréhensible. Pour le Professeur Pham Tat Dong (vice-président de l'Association vietnamienne pour la promotion de l'éducation), cette fraude d'examen est terrible, peut être considérée comme un phénomène de corruption. Les conséquences imprévues affectent non seulement les personnes impliquées, mais également de nombreux problèmes sociaux en discréditant le secteur de l'éducation, faisant perdre leurs opportunités à des centaines d'étudiants méritants et causant une réputation mauvaise de l'éducation vietnamienne vis-à-vis des autres pays du monde⁶⁹⁸. Ce scandale a suscité une attention particulière à l'Assemblée nationale du Vietnam. Durant l'entretien avec la presse en marge de la 33e session du Comité permanent de l'Assemblée nationale le 18 avril 2019, M. Phan Thanh Binh, président du Comité de la Culture et de l'Éducation de l'Assemblée nationale a annoncé que : « [trad.] le Comité [de la Culture et de l'Éducation] travaillera avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Police sur l'affaire de tricherie à l'examen en 2018 au 23 avril 2019. Le comité souhaite que les organismes exécutifs clarifient "qu'est-ce qui se passe ?" », mais il a dit également que : « [trad.] ce sera une séance d'explication fermée en souhaitant que ces organismes parlent de tout ». On ne sait pas ce qui s'est déroulé dans la réunion du 23 avril 2019, car après cette « séance d'explication » à huis clos, le Comité de la Culture et de l'Éducation a pu seulement conclure que : « [trad.] les progrès dans le traitement de l'affaire de tricherie aux examens 2018 sont encore lents, de nombreux problèmes sont toujours en cours de résolution.⁶⁹⁹ » Cela signifie que tout a dû suspendre, car le Comité voulait entendre, mais ceux qui étaient en charge d'explication ne voulaient pas dire. En face des frustrations de toutes classes sociales et de la direction du Premier ministre au sujet de cette fraude choquante, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Éducation du Vietnam ont promis avec le Parti et le Premier ministre d'aller traiter cette affaire jusqu'à la fin, de même informer le public et la presse⁷⁰⁰. Ensuite, le ministère de la Police a exposé la tricherie à la lumière. Cependant, bien qu'il y ait plus de 170 cas qui sont fonctionnaires provinciaux qui ont été disciplinés, il y ait aucun traitement disciplinaire pour de nombreux hauts dirigeants des provinces et 13 dirigeants du ministère de l'Éducation directement impliqués dans cette fraude historique en dépit d'opinion des comités de l'Assemblée nationale du Vietnam et du grand mécontentement de toute la société. Une telle résolution louche soulève encore plus de doutes et convertit la croyance en transparence de l'enseignement supérieur au Vietnam en grand étrange.

⁶⁹⁸ VOV, « Rúng động vụ gian lận thi cử và chuyện tham nhũng giáo dục [Affaire de tricherie choquant aux examens et l'histoire de la corruption dans l'éducation] », 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

⁶⁹⁹ LE HIEP, « Gian lận điểm thi » [en ligne], *Journal Thanh niên*, 24 avril 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷⁰⁰ THAI SON, « Gian lận điểm thi ở Hà Giang » [en ligne], *Journal Thanh niên*, 6 juin 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

5.2. Pensée d'« avoir besoin seulement du diplôme »

La majorité des Vietnamiens doivent vivre dans un environnement éducatif et académique avec de nombreuses limitations, des mécanismes au déploiement de la politique éducative. Donc, s'il n'y a pas un esprit d'étude sérieuse et le but d'apprendre à acquérir des connaissances, la tradition d'appréciation des études existant du passé à nos jours doit être reconsidérée. À partir de la pensée d'« avoir besoin seulement du diplôme » et de la perception de ne pas aller utiliser les connaissances concernées par ce certificat pour travailler plus tard, on cherchera le moyen le plus facile pour pouvoir l'obtenir. Pendant que « apprendre vraiment » pour avoir le « vrai diplôme », notamment les diplômes des niveaux supérieurs, est très dur et difficile. La situation négative et la tricherie apparaissant à tous les examens et à tous les niveaux, conduit à un bouleversement de la valeur des progrès sociaux : la réussite intellectuelle est attribuée aux ignorants, les personnes bonnes et honnêtes subissent les inconvénients du mensonge vil. Le journal *Tuổi trẻ* (La Jeunesse) a eu l'article « Recul de l'enseignement supérieur vietnamien en raison de la pensée d'avoir besoin seulement du diplôme »⁷⁰¹, le 1er août 2014, qui critique directement ce type de pensée. Les autres agences de médias et de presses ont également souligné continuellement ce sujet dans le but d'alerter le public. Les sociologues sont très inquiets de l'approche envers le futur de la majorité des jeunes vietnamiens d'aujourd'hui. La dégradation morale qui est encouragée par le pragmatisme des adultes dans la vie a détruit pas à pas de bons fondements culturels des Vietnamiens au fil des ans. Dans le contexte où il n'y a pas de condition favorable au développement des pensées renouvelées et à la fois l'apprentissage s'éloigne plus en plus sa nature, le déclin de l'éducation se fait tôt ou tard. L'opinion publique et les médias publient en permanence des informations sur l'état des transactions de diplômes, sur les faux diplômes apparaissant dans tous les domaines, dans l'ensemble des agences publiques : du central au local. Le rapport en 2009 de l'Université de Harvard sur la crise de l'enseignement supérieur au Vietnam a également souligné que l'achat et la vente de diplômes et de titres universitaires étaient très courants⁷⁰², et depuis lors, cet état est devenu de plus en plus grave. Dans la société vietnamienne, les certificats les plus populaires sont la licence et au deuxième rang c'est le diplôme de master utilisé normalement dans le but de cacher les licences délivrées par les universités de qualité ordinaire. Cependant, le diplôme doctoral ou si possible ceux de professeur/professeur agrégé est le plus attirant et aimé. L'origine de ces certificats supérieurs peut appartenir à un des trois types suivants (classées par fréquence croissante) :

(1) vrai diplôme obtenu par vraies études

Ce type de diplôme appartient à un petit nombre de jeunes qui ont un besoin réel d'apprentissage, ceux qui ont à la fois de bonnes natures et une tradition familiale valorisant les études. Beaucoup d'entre eux étudient à l'étranger, dans les pays avancés et sont financés soit par le budget de l'État, soit par leur famille. Le gouvernement vietnamien a également des politiques pour développer des ressources humaines de haute qualité destinées à ce corps, mais la mise en œuvre du secteur de l'éducation est trop limitée. Outre le petit nombre de bourses pour la formation aux licences dans les pays ayant l'enseignement supérieur développé, le budget de l'État est principalement consacré à la formation doctorale. Cependant, bien que le programme de formation et de projet éducatif soit nombreux, les

⁷⁰¹ QUANG VINH, « Đại học Việt Nam tụt hậu » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 1 août 2014, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷⁰² WILKINSON Ben et CHIROT Laura, « Beyond the Apex: Toward a System Level Approach to Higher Education Reform in Vietnam », Government Innovators Network, 2010.

avantages réels obtenus par l'enseignement universitaire du Vietnam sont très modestes. Selon le rapport du ministère de l'Éducation, en moyenne, le Vietnam forme chaque année plus de 1 000 doctorats, dont les enseignants d'université ne représentent qu'environ 30 %. Parallèlement au ministère de l'Éducation, d'autres ministères et organismes ont également des programmes de formation doctorale, mais leur but principal n'est pas de servir l'enseignement dans les universités.

Depuis 2010, on peut dire que « les vraies études pour le vrai diplôme de doctorat » ont été encouragées par le projet 911 du gouvernement vietnamien. La décision n° 911/QĐ-TTg du Premier ministre, le 17 juin 2010 a approuvé le projet « Formation de professeurs titulaires d'un doctorat pour les universités et les collèges au cours de la période 2010-2020 » avec un financement total de 14 000 milliards VND (équivalent à 750 millions USD), dont la ressource venant du budget de l'État représentait 94 % ; des projets étrangers et de la socialisation étaient de 6 %. Selon ce projet, la formation à temps plein à l'étranger représentait environ 64 %, la forme de formation conjointe/de coordination occupait de 14 % et la formation au Vietnam environ 22 %. L'objectif fondamental du projet est de former au moins 23 000 doctorats d'ici 2020 (environ 10 000 doctorats à temps plein dans des pays étrangers, 10 000 doctorats formés au Vietnam, 3 000 doctorats sous forme de formation conjointe/coordonnée). Le projet 911 a démarré depuis août 2011 et a cessé le recrutement de candidats depuis 2018. Il s'agit d'un projet avec un budget très important par rapport à la taille de l'économie vietnamienne en 2010, mais selon le rapport de l'Office national d'audit du Vietnam en juin 2018, ce projet n'a pas atteint les nombreux objectifs fixés par le gouvernement⁷⁰³ :

- Situation de décaissement : le crédit total qui fait le bilan du projet représente seulement 10 % du budget approuvé, dans lequel de nombreuses sommes ont été dépensées sur des fausses cibles.
- Objectif de quantité : Le délai d'arrêt des inscriptions de candidature est 2018 (car la date limite de mise en œuvre du projet est jusqu'en 2020. À ce moment - là, tous les doctorants devront être devenus de nouveaux doctorats), mais jusqu'à la fin de 2016, on n'a recruté que 4 024 doctorants (environ de 17,5 % de l'objectif du projet), et le nombre de doctorats était de 787 personnes (seulement 3,4 % de l'objectif du projet).
- Concernant l'objectif d'améliorer la qualité de la formation doctorale : La partie de doctorant formé à l'étranger est évaluée assez positivement. Mais parce que ce nombre n'est pas très grand, en même temps beaucoup d'entre eux ne sont pas retournés au Vietnam pour travailler après être diplômé, ce corps n'a pas fait changer considérablement la structure et la qualité générale des enseignants universitaires du Vietnam. En outre, ceux qui sont formés au Vietnam par le financement du projet n'ont pas encore montré de différence significative par rapport à la formation doctorale de masse.

Il n'est pas trop difficile d'expliquer l'échec d'un grand projet d'éducation qui est très intéressé par le gouvernement et les ministères et les branches avec une énorme somme d'argent approuvée. C'est-à-dire qu'en dépit de nombreux privilèges pour étudier dans les centres éducatifs avancés du monde, les jeunes vietnamiens ne sont pas intéressés, car il s'agit

⁷⁰³ HOANG MINH, « Đề án 911: Kỳ I - Chậm triển khai thực hiện, không đạt nhiều mục tiêu đề ra [Projet 911 : partie I - Lenteur dans la mise en œuvre, n'atteignant pas de nombreux objectifs fixés] » [en ligne], *Journal Báo Kiểm toán Nhà nước [en ligne]*, 18 juin 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

d'un projet pour de vrai apprenants et réalisé dans des pays ayant une éducation transparente. Tout au long de leurs études, les apprenants sont soumis à la supervision du ministère de l'Éducation du Vietnam en matière de qualité et du degré d'évolution des études. Donc, ce projet ne convient pas à la majorité des candidats doctoraux qui n'ont besoin que d'un diplôme le plus tôt possible au lieu des connaissances pour chercher les occasions de promotion ou être régularisés selon la « *stratégie des doctorats* » de leurs agences de tutelle.

(2) Faux diplôme obtenu sans apprendre

Ce type est le produit d'un individu ou d'une organisation qui utilisent la technologie pour fabriquer de faux diplômes. En matière de forme et de niveau d'impression, ces certificats ressemblent parfaitement à ceux qui sont délivrés par les véritables établissements de l'enseignement supérieur. Ces faux diplômes sont vendus aux personnes qui ne veulent pas apprendre, mais avoir besoin du diplôme pour leur propre objectif. Seulement depuis ces dernières années, au Vietnam, il y a toujours des causes concernées liées à la production, la consommation et l'utilisation de faux diplômes. De nombreux réseaux de production de faux diplômes à grande échelle ont été arrêtés par le ministère vietnamien de la Police. Cela montre que la demande de type de certificat dans la société est très importante : selon le reportage du journal *VnExpress* (le journal électronique le plus grand au Vietnam) publié au 15 janvier 2015, un réseau transnational de fabrication des faux diplômes à tous niveaux (licence/master/doctorat) dirigé par Chu Ngoc Trung a été démantelé. Rien qu'entre février 2014 et janvier 2015, cette organisation a vendu 600 faux diplômes⁷⁰⁴; la Télévision du Vietnam, le 13 avril 2016, a informé qu'un autre réseau à grande échelle avec 8 établissements de production à Hô Chi Minh-Ville et des provinces voisines avait été trouvé, des milliers de faux diplômes ont été ensuite confisqués. Les autorités ont déterminé que les criminels ont seulement besoin de moins d'une heure pour produire un faux diplôme avec la même technologie d'impression et qualité de couleur que le vrai. Plus récemment, en 2020, le ministère de la Police a arrêté une organisation de fabrication de faux diplôme par la haute technologie à Hô Chi Minh-Ville avec 3 600 certificats en blanc de tous niveaux⁷⁰⁵.

Les fraudeurs et les opportunités qui avaient de faux diplômes ont pénétré de nombreux domaines de la société. Des représentants de plusieurs grandes universités telles que l'Université des Sciences et de la Technologie de Hanoï, l'Université de la Banque de Hô Chi Minh-Ville, l'Université Hung Vuong de Hô Chi Minh-Ville, l'Université de l'Industrie de Hô Chi Minh-Ville, l'Université de Technologie de Hô Chi Minh-Ville, l'Université polytechnique de Hô Chi Minh-Ville, l'Université d'Économie de Hô Chi Minh-Ville, l'Université de Can Tho, etc. ont déclaré que chaque année, ils recevaient beaucoup de demandes de vérification des diplômes, et presque toutes les fois, ils avaient découvert des cas utilisant le faux diplôme, voire des fois avec des centaines de faux certificats découverts. Les maillons de la chaîne de production et de consommation de ce type de diplômes comprennent de nombreuses composantes. Il y a des personnes très bonnes en technologie, et d'autres qui auraient dû être en première ligne pour lutter contre ce fléau social, mais à cause de l'attraction de l'argent, ils ont ignoré la personnalité. À la une du journal *Lao động*, le 12 août 2011, une série d'articles intitulée « *Đào tạo cán bộ cơ sở: Lung lay từ gốc* » [Formation des cadres de base : ébranlement dès la racine] a été publiée, fournissant des informations sur des fonctionnaires dans les provinces de l'ouest

⁷⁰⁴ QUOC THANG, « Đường dây làm bằng đại học giả xuyên quốc gia bị bắt [Un réseau transnational de faux diplômes universitaires arrêté] » [en ligne], *Journal Vnexpress*, 15 janvier 2015, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷⁰⁵ X.MAI, « Triệt phá đường dây làm giả cả bằng bác sỹ y khoa [Briser le réseau de faux diplôme, même en médecin] » [en ligne], *Journal Công an Nhân dân điện tử*, 3 février 2021, [consulté le 5 septembre 2021].

de la région du Delta du Mékong du Vietnam qui utilisent de faux diplômes⁷⁰⁶. Notamment, les annonces dans les médias n'expriment pas encore un résultat complet, car ces provinces n'ont pas de politique d'inspection et d'examen global dans toute la région de gestion. En fait, ces cas d'infraction ont été découverts de manière « *accidentelle* » lorsqu'ils ont été dénoncés en candidatant au poste de délégué du Comité populaire à tous niveaux. Ensuite, la province d'An Giang a découvert 140 fonctionnaires et membres du Parti utilisant de faux diplômes. La province de Bac Lieu a trouvé 26 cas et la province de Soc Trang a rapporté sur 284 cas similaires (dont 107 fonctionnaires de l'éducation). Ces personnes ont déclaré que chaque faux diplôme coûtait de 3 à 30 millions VND (environ de 155 à 1 080 USD) en fonction des besoins spécifiques⁷⁰⁷. En 2014, dans une commune de la province de Binh Dinh, il y avait 20 responsables du secteur l'éducation utilisant de faux diplômes, etc. Le problème des faux diplômes est encore une histoire dont on parle régulièrement et un phénomène courant dans la société depuis longtemps. Cependant, les responsables du secteur de l'éducation qui agissent de connivence avec ce problème ont gravement endommagé l'image de la profession d'enseignant. En mars 2020, le directeur Vu Tien Hiep (École supérieure professionnelle de Hanoi) a également été confronté à l'introduction d'instance pour l'acte de vente de faux diplômes de 2011 au juillet 2017⁷⁰⁸. En mai 2020, le directeur adjoint du lycée Hong-Bang (province de Hung Yen), M. Pham Xuan Nhat, a été réglé par son soutien pour la vente de faux diplôme, etc.⁷⁰⁹.

(3) Vrai diplôme, mais faux apprentissage

Pendant longtemps, le marché des faux diplômes a été animé et de faux diplômes sont apparus dans tout le système public, mais ensuite, parce que des universités réputées mettaient progressivement à jour les informations des nouveaux étudiants et des diplômés à l'internet. Les faux certificats sont donc découverts plus facilement, sauf si l'acheteur n'a besoin que des diplômes des écoles les plus basses pour remplir leur curriculum vitae. Le public a espéré qu'avec cet obstacle, les personnes avides de réputation et les opportunistes devraient apprendre sérieusement dans le but d'être diplômés, mais l'enseignement supérieur du Vietnam a dû faire face à une situation plus douloureuse et plus méprisante, le problème de « *vrai diplôme, mais fausses études* » devenant de plus en plus répandu. Il est beaucoup plus compliqué et déchirant que ce fléau ait l'origine et soit nourri par des établissements de formation. En réalité, pour obtenir un vrai diplôme sans vrais apprentissages, ce n'est pas difficile, mais très facile avec une condition unique, nécessaire et suffisante, l'argent. Ceux qui ont besoin du diplôme paient et s'inscrivent pour avoir leur nom sur la liste de l'institution de formation, puis l'établissement de l'enseignement les « *aidera* » de plusieurs façons : on peut organiser le test d'entrée, le test de fin des matières et le test de fin d'études pour les candidats en quelques jours seulement ; les étudiants reçoivent le sujet d'examen accompagné des réponses prêtes à utiliser sur place pour chaque matière d'examen. Après le dépôt de cette copie, le candidat est considéré comme avoir participé au

⁷⁰⁶ NHAT HO, « Đào tạo cán bộ cơ sở » [en ligne], *Journal Lao động*, 12 août 2011, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ TIEN NGUYEN, « Cựu Hiệu trưởng trường nghề vào tù vì cấp 200 chứng chỉ cho... phạm nhân [Un ancien directeur d'école professionnelle va en prison pour avoir délivré 200 certificats à... des détenus] » [en ligne], *Journal Dân trí*, 3 mars 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷⁰⁹ TRAN PHUONG, « Thầy hiệu phó đi “buôn” bằng giả, nghĩ mà đau cho nghề giáo [Le recteur adjoint « vend » de faux diplômes, quelle douleur en pensant à la profession enseignante!] » [en ligne], *Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn]*, 9 mai 2020, [consulté le 5 septembre 2021].

véritable examen et il sera noté et aura une note dans le dossier et puis aura le diplôme conformé à la loi. S'il voulait « économiser » plus de temps, il sera intégré à des classes sur le point de diplômé pour régulariser le dossier. Toute personne qui en a besoin peut devenir un étudiant de dernière année même s'il n'apprend aucun jour, etc⁷¹⁰. Les trucs que les institutions de formation ont faits, avec les échelles et niveaux différents selon les besoins de l'acheteur. À la fin, tout le monde est heureux, le vendeur et l'acheteur. Un côté gagne beaucoup d'argent et l'autre côté devient soudain un grand intellectuel. Les formes de « *vrai diplôme, mais fausse qualité* » sont très abondantes et voici quelques exemples des innombrables cas de fraude :

- Le 22 août 2010, les médias ont rapporté que **la province de Long An** a découvert 111 fonctionnaires utilisant de « *vrais diplômes, mais fausses études* ». Selon les autorités, la ligne de fabrication de faux certificat est dirigée par un ancien chef adjoint de police pour la commune de Binh Hiep (la province de Long-An) qui avait été licencié pour jeu d'argent. Ce personnage a demandé de 3,5 à 8 millions VND (environ de 185 - 430 USD) pour chacun selon le degré de familiarité. Le diplôme serait délivré par l'École supérieure No. 8 (province de Dong Nai). Après le règlement d'argent, il a loué une voiture pour emmener les « *candidats* » à l'école. En arrivant sur le site de l'examen, il est bizarre qu'un groupe de 15 « *candidats* » reçoive la demande d'aller à la plage de Vung Tau (une localité pas lointaine) en attendant le résultat. Pour un autre groupe, les « *candidats* » ont été invités à aller au café pour attendre jusqu'à la fin du jour d'examen. Après un certain temps, chaque « *candidat* » aurait un vrai diplôme d'une véritable institution de formation et cela n'exige ni de passer l'examen ni d'apprendre. En ce qui concerne 111 fonctionnaires utilisant ce type de diplôme, les cas les plus graves ont été transfert d'emploi, mais la plupart d'entre eux ont déménagé dans les zones voisines pour les nouveaux postes au niveau égal ou plus élevé que les anciens⁷¹¹. Et d'une manière incroyable, l'École supérieure No. 8 où ces diplômes avaient été délivrés, a été considérée comme n'étant pas impliquée dans cette affaire.

- Au cours de l'année scolaire 2013-2014, la modification du score de fin d'études pour des étudiants à **l'Université de Quy Nhon** qui a fait tapage. Selon le résultat d'investigation de l'autorité, il y avait 60 diplômés qui avaient levé leurs notes pour changer leur résultat dans le certificat. Parmi eux, 42 étudiants qui n'ont pas atteint des conditions d'être diplômés ont été transformés en catégorie de « *accepter d'être diplômés* », 18 cas dont le score de fin d'études ont été soulevés dans le but d'améliorer leur sorte de certificat. Par nature, ces vrais diplômes universitaires sont faux, car ils ne reflètent pas la vraie nature des apprenants. Après tout, seul un membre de la Chambre de la Formation de l'école s'est levé pour « *prendre toutes ses responsabilités et surmonter les conséquences* »⁷¹².

- Le 28 décembre 2019, Mme Nguyen Thi Minh Chau, vice-rectrice de **l'Université Kinh Bac**, a été poursuivie par le ministère de la Police du Vietnam pour le délit d'octroi d'un faux diplôme universitaire. Les résultats de l'enquête ont déterminé que Mme Nguyen Thi Minh Chau avait abusé de sa position et de ses pouvoirs pour recruter de nouveaux étudiants, former et

⁷¹⁰ « Nộp 30 triệu đồng sau 2-3 tháng có bằng cao đẳng sư phạm chính quy [Payez 30 millions VND pour avoir un diplôme universitaire régulier en pédagogie après 2-3 mois] » [en ligne], 9 septembre 2020, [consulté le 25 août 2021].

⁷¹¹ TRAN Hai Nguyen, « Học giả, bằng thật [Faux apprentissage - Vrai diplôme] » [en ligne], *Journal Người Lao động*, 22 août 2010, [consulté le 15 septembre 2020].

⁷¹² T. LOC, « Thanh tra hiện tượng nâng điểm tốt nghiệp tại Trường ĐH Quy Nhon [Inspecter le phénomène d'augmentation des notes de fin d'études à l'Université Quy Nhon] » [en ligne], *Journal Pháp luật TP.HCM*, 14 août 2014, [consulté le 5 septembre 2021].

délivrer un diplôme universitaire en langue anglaise, contrairement à la loi afin de gagner des profits illicites⁷¹³.

- En 2019, l'enseignement supérieur vietnamien était à nouveau en difficulté lorsqu'une terrible erreur s'est produite à **l'Université Dong Do**. Le 2 août 2019, le ministère de la Police du Vietnam a poursuivi la cause « faux diplôme dans un véritable établissement de l'enseignement supérieur ». Selon les résultats de l'enquête, 60/203 personnes qui ont obtenu de faux diplômes de l'université de Dong Do, ont utilisé ce certificat pour devenir doctorant ou pour soutenir une thèse dans le but d'être élevé au rang de fonctionnaire. L'université de Dong Do a fourni au moins 11 « candidats » de doctorant pour l'« incubateur de doctorat » à l'Académie des Sciences sociales du Vietnam⁷¹⁴.

- **L'Académie des Sciences sociales** est une institution de formation qui n'est pas sous l'autorité directe du ministère de l'Éducation, ce qui a causé un grand scandale difficile à effacer pour l'éducation du pays en général et pour l'enseignement supérieur en particulier. Appelée « l'incubateur de doctorat » par toute la société, cette institution fonctionne à une grande échelle et une vitesse qui peut étonner tout le monde. À cet établissement de formation, les violations se sont passées avant 2014 et les recommandations de l'Inspection du ministère de l'Éducation à la conclusion au 18 novembre 2014 n'ont pas été mises en œuvre par l'Académie. Ses dérogations qui ont continué de manière de plus en plus grave et téméraire dans toutes les étapes de formation doctorale. Cela a causé beaucoup de frustrations du public, tellement que l'Inspecteur du ministère de l'Éducation a dû intervenir (avant, cette agence d'inspection avait motionné, mais cet établissement de formation a ignoré). Le résultat de l'inspection a montré de nombreuses infractions importantes de l'Académie des Sciences sociales, comme : négliger la qualité d'entrée des formations n'a pas été assurée ; le volume de connaissance de formation manquant beaucoup par rapport au cadre réglementaire de l'État (selon la loi, le volume du minimum pour le diplôme de doctorat appliqué aux personnes titulaires de masters est de 90 crédits, le volume de formation obligatoire pour le diplôme de master appliqué aux licenciés est de 120 crédits. Cependant, en réalité, dans cette académie, les programmes de formation doctorale ont tous une structure de programme de... 16 crédits) ; des doctorants dirigés par les directeurs de thèse en domaine inapproprié (le professeur d'économie dirige des doctorants en science de l'éducation ou le professeur en anthropologie guide en même temps 7 doctorants en Ethnologie, etc.) ; sans compter beaucoup de sujets de recherche dont le contenu ressemble aux blagues. L'offre de formation de l'Académie a franchi tous les cadres avec 3 595 personnes qui étaient formées en même temps, dont 1 131 doctorants (y inclut au moins de 11 cas utilisant de faux diplômes de l'université Dong Do) et 2464 étudiants de master. D'après la conclusion de l'Inspecteur du gouvernement, seulement en 2015, cette académie avait 281 doctorats « à la sortie de l'atelier », en 2016 ce nombre était de 265. Si on compte selon le nombre total des jours de travail dans toute année, la productivité moyenne est de 18-19 heures de travail pour diplômer un doctorant. Ces chiffres sont si nuls qu'ils peuvent immédiatement dépeindre la dégradation de l'éthique professionnelle des dirigeants de

⁷¹³ « Khởi tố bị can, bắt tạm giam Phó Hiệu trưởng Trường Đại học Kinh Bắc về tội “Giả mạo trong công tác” [Poursuivre l'accusé, arrêter et détenir le vice-recteur de l'université de Kinh Bac pour l'accusation de “falsification dans le travail”] », sur *Ministère de Police du Vietnam* [en ligne], <http://mps.gov.vn>, publié le 28 décembre 2019, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷¹⁴ YEN ANH, « Vụ bằng giả của Trường ĐH Đông Đô: 12 trường hợp học tiến sĩ, thạc sĩ tại Học viện Khoa học xã hội [Le cas de la falsification de l'Université de Dong Do : 12 cas d'études de doctorat et de master à l'Académie des sciences sociales] » [en ligne], *Journal Người Lao động*, 3 janvier 2021, [consulté le 5 septembre 2021].

l'académie des Sciences sociales en transformant un établissement d'enseignement supérieur en un marché super-rentable pour les ventes instantanées de diplômes de doctorat. En sachant qu'au moment de l'inspection, le corps enseignant supérieur de cette institution n'avait que 7 professeurs agrégés et 17 doctorats, pourtant, lors de la conférence de presse à ce temps - là, le directeur de l'Académie des Sciences sociales a déclaré avec haute voix : « [trad.] Par rapport à nos capacités actuelles, nous pouvons encore former un plus grand nombre de doctorants.⁷¹⁵ »

On peut dire que la combinaison entre les trois facteurs (estimer le diplôme plutôt que le savoir, attitude populaire et tolérée dans toutes les classes sociales de haut en bas ; l'écart grandissant entre les riches et les pauvres dans la société ; et les politiques de recrutement et de nomination se basant sur le diplôme ou le CV) a découragé la motivation des apprenants, en particulier des étudiants universitaires et postuniversitaires. De plus, comme le système d'enseignement supérieur vietnamien n'a ni stratégie d'orientation ni planification globale, la politique « erreur - correction » rend très difficile pour les universités qui souhaitent enseigner d'une manière vraie et qualifiée. Selon le plan du ministère de l'Éducation, jusqu'en 2020, le Vietnam doit avoir 60 000 doctorats pour étendre le système universitaire répondant à l'échelle de 450 étudiants/10 000 habitants, quels que soient la capacité d'adaptation du personnel enseignant, des équipements, des laboratoires, etc. Cette façon paradoxale de planifier contribue de manière significative à la situation d'inflation des doctorats, de vrai apprentissage étant négligés, et de faux diplômes ou de « *vrai diplôme, mais fausses études* » largement connus. Selon les statistiques du ministère de l'Éducation, pendant 3 ans (2015-2018), le système de formation postuniversitaire du Vietnam a « *diffusé* » 3 311 diplômes de doctorat (moyennement, plus de 1000 diplômes de doctorat ont été « *diffusés* » par an)⁷¹⁶. Si on fait les calculs mécaniquement comme l'opinion publique, il y aura environ 3 nouveaux doctorats par jours. Également par les données du ministère de l'Éducation, pendant 10 ans pour la période 2001-2010, le Vietnam a formé 4 000 doctorats. Pourtant de 2010 à 2016, il y avait 10 000 doctorats diplômés (environ de 2,5 fois de plus par rapport au résultat de 10 ans précédents, c'est-à-dire, le nombre de nouveaux doctorats a augmenté de manière exponentielle dont la raison près de 5). L'état de l'enseignement supérieur dont la formation de master, de doctorat qui existe depuis ces dernières années est difficile à surmonter complètement dans un avenir proche. Donc, la société a raison de douter de la qualité de toutes les sortes de diplômes du Vietnam. Des familles qui valorisent l'apprentissage ont orienté leurs enfants à se détourner de l'éducation vietnamienne depuis le cycle universitaire en cherchant un enseignement supérieur avancé dans le monde, cependant, la majorité restante encourage toujours leurs enfants à obtenir des diplômes supérieurs à tout prix pour « *s'adapter* » à l'époque.

Avec la compréhension déformée de la pensée culturelle transmise depuis l'époque féodale, au lieu d'apprendre réellement à avoir de vraies connaissances pour assurer la stabilité dans l'économie de marché, c'est l'apprentissage de manière symbolique ou pour faire face aux enseignants et à la famille, voire utiliser l'argent pour obtenir le diplôme, qui devient plus en plus populaire. Tout continue à devenir une tendance encouragée par une foule dans la société, qui partage le même mode de vie pragmatique : dès que les diplômes sont considérés

⁷¹⁵ NGOC HA, « Sai phạm hàng loạt trong đào tạo tiến sĩ, thạc sĩ [Erreurs de masse dans les formations doctorales et masters] » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 27 août 2017, [consulté le 5 septembre 2021].

⁷¹⁶ LE VAN, « Học tiến sĩ để... làm quan [Suivre la formation doctorale pour devenir ... "mandarin"] » [en ligne], *VietNamNet*, 2 janvier 2018, [consulté le 5 septembre 2021].

comme décoration et sont en état de l'inflation, il y a automatiquement une compétition. Si tout le monde en a, nous devons en avoir aussi, ou davantage en quantité et plus élevé en matière du niveau ; si l'enfant des voisins en a, donc nos enfants doivent en avoir aussi ; si nos collègues en ont, il nous faut en posséder pour protéger nos occasions de promotion. En utilisant le diplôme en tant que critère principal pour apprécier le talent, dans un contexte où la transaction de diplôme se passe largement et presque publiquement, les dirigeants ont inconsciemment donné aux certificats une valeur factice. La victime de ce mécanisme, au niveau de macro, est le développement du pays, au niveau de micro, c'est les personnes qui apprennent sérieusement ou ceux qui s'efforcent d'étudier vraiment en raison de leur difficulté financière pour ne pas pouvoir participer à ce marché de certificat (peu importe qu'ils veillent ou non). Dans la société des pays développés, ce n'est pas qu'on n'apprécie pas la valeur du diplôme, mais il existe deux points différenciés : premièrement, les diplômes à n'importe quel niveau sont vrais et le processus de l'obtenir est clair et transparent ; deuxièmement, bien qu'on ne sous-estime pas les diplômes, mais ils ne soient pas le critère unique et sine qua non pour évaluer le talent et nommer aux postes de « gestionnaires ». En revanche, la capacité réelle avec des savoir-faire, savoir-être sont des facteurs décisifs. Si les négativités et les lacunes dans le domaine de cadres ne sont pas éliminées, les faux diplômes ou les « *vrais diplômes, mais faux apprentissage* » auront encore des espaces où sévir. Avec une motivation initiale faible chez les étudiants, il est très difficile d'espérer un vrai résultat quelconque. Et dans ce contexte-là, les interventions peu efficaces des agences de gestion, dans la surveillance, l'arrêt et le traitement des infractions dans le secteur éducatif, n'ont pas pu arrêter la chute longtemps de l'enseignement supérieur du Vietnam.

5.3. Apprendre afin de devenir « mandarin »

La pensée selon laquelle il faut apprendre pour devenir personne officielle est apparue depuis les époques féodales. Elle n'est guère changée et continue à influencer énormément dans la société du Vietnam, quoique le temps passe et les facteurs politico-sociaux soient modifiés sans cesse. Selon une logique commune, pour accéder à un certain poste de management (ou « mandarin », « gestionnaire »), il est nécessaire d'atteindre un certain niveau de savoir. Comme à l'époque féodale du Vietnam, pour devenir mandarin, il fallait étudier dur pendant de nombreuses années, et il fallait avoir un talent académique supérieur à d'autres pour pouvoir réussir l'examen impérial. Cependant, le paradoxe d'aujourd'hui est que les gens veulent vraiment être un « gestionnaire », mais de la manière la plus simple et la plus « *efficace* ». Plus les gens sont faibles, plus ils veulent occuper de hautes fonctions. Avec le mécanisme en vigueur dans la nomination des cadres au Vietnam, la pensée d'« apprendre pour devenir mandarin » héritée du passé à nos jours a été faussement simulée dans l'état d'esprit qu'il est nécessaire d'être équipé de nombreux diplômes pour devenir un fonctionnaire. Et on la réalise de quelque manière que ce soit, indépendamment de la moralité et du respect de soi. Les diplômes sont une condition préalable à la nomination et à la promotion dans le système public, ces types de diplômes se répartissent en deux catégories distinctes : idéologique et expertise.

Pour être admissible dans la première catégorie, un diplôme de « politique avancée » est requis. Quant à la deuxième, pour atteindre les normes professionnelles, le diplôme de doctorat est toujours nécessaire et bien apprécié, et il est préférable d'avoir le titre universitaire de professeur/professeur agrégé. La société vietnamienne est très avide de réputation et pour être réputé, il est nécessaire d'« atteindre les normes », dont les plus

importantes sont les normes politiques et idéologiques. Chaque année, le budget de l'État que les agences du système public du niveau central au niveau local utilisant pour envoyer leur personnel aux cours de théorie politique est considérable. Cependant, l'efficacité de ces formations est vraiment ironique : dans un article publié dans le journal *Công an nhân dân* (ou *Police du peuple*, porte-parole du ministère de Police du Vietnam) le 24 juillet 2017, le Dr Nguyen Huy Phong (Académie nationale de politique de Hô Chi Minh) a partagé honnêtement :

[trad.] Apprendre sans objectif en soi d'améliorer le niveau de la théorie révolutionnaire, mais dans le but de pouvoir se promouvoir, d'obtenir de diplôme, d'être nommé à des postes plus élevés. Avec une motivation de l'apprentissage manquant la pureté et seulement pour les intérêts privés, les études ne peuvent pas être efficaces et qualifiées.⁷¹⁷

Et en matière de la qualification professionnelle, quels que soient le poste et le niveau intrinsèque du « sujet », si quelqu'un veut être reconnu l'admission professionnelle, il faut le diplôme de doctorat. Et pour favoriser leur personnel de « s'efforcer », les dirigeants supérieurs des agences publiques « ne se soucient pas » de l'expertise indiquée sur le diplôme, pourvu qu'il suffit d'avoir un doctorat, cela signifie avoir répondu aux normes professionnelles. De telle manière, on constitue une « société de l'apprentissage » où l'ensemble du système public accourt en foule aux formations doctorales financées par le budget de l'État. Ce n'est pas lointain, en plein dans le capital du Vietnam, en 2009, le public a dû rester silencieux devant une stratégie proposée par l'autorité de Hanoï, dont l'objectif était : « [trad.] jusqu'en 2020, Hanoï s'efforcera d'avoir 100 % de membres du Comité urbain du Parti titulaire du doctorat ; 100 %-cadres du Comité populaire de Hanoï ayant le niveau postuniversitaire (dont une moitié parmi eux doit être au doctorat) ; 100 % cadres principaux de la commune, du quartier et du bourg au niveau de licence au moins (dont 50 % entre eux doivent avoir le niveau postuniversitaire).⁷¹⁸ » Et « dans l'immédiat, d'ici 3 ans [jusqu'en 2012], Hanoï se fixe comme objectif d'atteindre 100 %... », bref, cela signifie que dans les 3 premières années de mise en œuvre de la stratégie, il faudrait atteindre la moitié de l'objectif du nombre fonctionnaire titulaire de doctorats et de masters, autrement dit, seulement dans 3 ans, les intellectuels supérieurs couvraient toutes les unités d'administration de Hanoï. Cette stratégie de la capitale a apporté aux habitants une blague, mais avec une douleur poignante envers le budget de l'État dont la nature est l'argent des impôts versé par le peuple, alors que les scientifiques et les sociologues étaient énormément étonnés. Selon les découverts de la presse et du monde d'experts, la source de la « stratégie » vient de « l'initiative révolutionnaire » d'une seule personne, le Dr Le Anh Sac, un expert supérieur du gouvernement de la ville de Hanoï. S'exprimant avec éloquence dans le journal *VietnamNet* le 16 septembre 2009, ce docteur a annoncé son « initiative révolutionnaire » dont l'argument était : « [trad.] [ceux qui peuvent] proposer des nouveautés et être capable d'avoir de la

⁷¹⁷ NGUYEN HuyPhong, « Tránh động cơ học lý luận chỉ để thăng quan tiến chức [Éviter le moteur d'apprentissage en théorie idéologique juste pour être promu] » [en ligne], *Journal Công an Nhân dân điện tử*, 24 juillet 2017, [consulté le 6 septembre 2021].

⁷¹⁸ Selon l'interview avec M. Le Anh-Sac, le cadre spécialisé supérieur du département des Affaires Intérieures de Hanoi, membre du groupe d'élaboration de « Stratégie sur les cadres et les fonctionnaires du bloc gouvernemental de la ville de Hanoï » dans CAO NHAT, « Có bằng tiến sĩ mới đột phá tư duy [Il est nécessaire d'avoir un doctorat pour avoir une percée dans la pensée] » [en ligne], *VietNamNet*, 16 septembre 2009, [consulté le 6 septembre 2021].

pensée révolutionnaire doivent être au doctorat.⁷¹⁹ » Cette opinion de l'expert était si connue qu'il avait créé immédiatement une « *explosion* » du public sur l'espace de l'internet, selon laquelle, cette « initiative » devait être inscrite dans le record Guinness de « Fou » au Vietnam. Malheureusement, cette idée bizarre du Dr Le Anh Sac n'a pas été incluse dans ce record Guinness, mais a été mise en pratique par le gouvernement de Hanoï, avec une dépense géante venant de l'autorité de la ville. Également, selon M. doctorat : « Quant au niveau d'expertise et de profession, nous [les Vietnamiens] n'avons pas encore d'autre mesure que les qualifications académiques. » Il faut donc équiper tous les employés administratifs des diplômes pour avoir une base à mesurer [leur capacité]. Les sociologues ont affirmé que la « *stratégie Le Anh Sac* » de Hanoï est un catalyseur pour promouvoir davantage le problème de l'achat et de la vente de « vrais diplômes doctoraux, mais faux apprentissage » par l'argent du budget de l'État, et l'Académie des Sciences sociales (citée ci-dessus) était l'adresse d'approvisionnement très abondante pour ces « *deals* ». Et après 7 ans depuis la mise en œuvre de la « *stratégie sur le doctorat* », en 2016, la dirigeante de Hanoï, Mme Ngo Thi Thanh Hang, a dû déplorer que la réduction des effectifs du personnel sous la direction du gouvernement pour les postes inadaptés au travail a rencontré beaucoup de difficultés, car la ville de Hanoï avait standardisé les attentes des fonctionnaires et les cadres. Tout le monde avait atteint, voire dépassé les normes, même les fonctionnaires des quartiers étaient titulaires de masters ou doctorats.

Dans le contexte où la surestimation de qualifications répandue dans toute la société, les localités veulent également être pourvues de fonctionnaires titulaires de doctorat comme Hanoï. Pourtant, comme le budget n'est pas abondant comme à la capitale, elles mettent en œuvre des politiques de « *dérouler le tapis rouge* » pour les doctorats ou les professeurs/professeurs agrégés s'ils acceptent y travailler, bien qu'elles ne sachent pas encore ce que ces personnels peuvent contribuer, même de quoi les localités ont besoin chez eux. Il est plus important d'avoir une quantité d'intellectuels à haute qualité (ou, par nature, les intellectuels titulaires de haut diplôme, car au Vietnam, ces deux catégories ne sont pas identiques) pour ne pas être inférieur par rapport aux localités voisines dans les rapports de réalisation au gouvernement central⁷²⁰. Ces qualifications, au lieu d'être un témoignage d'efforts intellectuels individuels et d'être promus dans la communauté du savoir, deviennent des réalisations dans des mouvements d'émulation collective qui n'ont pas contrôlés la qualité, ou deviennent des objets décoratifs de CV pour les personnes étant avides de réputation et assoiffés de promotion. Ce point de vue, qui existe depuis le sommet de la société, a conduit au mouvement pour traiter les diplômes comme une marchandise spéciale. Le marché de certificat est transformé par de nombreuses astuces, et promu par de nombreux établissements de formation qui courent après l'argent, en perdant l'estime de soi sociale et l'éthique professionnelle, et renversant la vraie valeur des diplômes. C'est aussi des projets « *sur le ciel* » comme la « *stratégie Le Anh Sac* » de popularisation du doctorat pour l'ensemble du système d'administration publique de Hanoï, qui provoque des histoires tristes sur le fait de « *vrais diplômes de doctorat, mais fausse qualité* » comme celle de l'Académie des Sciences sociales du Vietnam. La vitesse de « *production de doctorat* » vertigineuse de cet établissement de formation est devenue un sujet de moquerie causant beaucoup de frustration pour toutes les classes sociales jusqu'à maintenant. L'option de « *doctoratisation* » (ou généraliser le titre de doctorat) des fonctionnaires est une mesure qui transforme le titre

⁷¹⁹ *Ibid.*

⁷²⁰ NGUYEN Van Suu, *Concernant la nécessité des titres universitaires dans l'appareil d'administration du Vietnam actuelle* mené par Nguyen Quang Anh, 25 octobre 2020.

académique de doctorat en une sorte de passeport, un papier ou un critère de promotion dans l'œuvre de gouvernance d'administration. L'objection au fait que les cadres sont équipés avec toutes sortes de diplômes, sauf de bonne capacité de travail, est déjà formulée par toute la société, mais persiste toujours d'année en année. Et la cause de ce phénomène est aussi très claire lorsque les dirigeants de tous niveaux s'occupent seulement du nombre de diplôme au lieu du processus de les obtenir et de la qualité d'expertise de ces titulaires de qualifications, dans la nomination et la promotion aux postes gestionnaires des agences du central au local. Dans un contexte où le Vietnam a encore beaucoup de travaux urgents et de projets en attente de financement, les programmes et projets de renforcement des ressources humaines utilisant une grande somme du budget gouvernemental, mais seulement dans le but réel de décorer le CV ou de régulariser les normes de promotion pour d'une partie de cadres comme ci, sont inacceptable. Ils causent non seulement un grand gaspillage d'argent du peuple, mais poussent également à une société de dissimulation à grande échelle.

Avec l'idée avide de réputation et de pouvoir, on cherche de toute façon pour posséder 7 types de certificats nécessaires, pour atteindre le « *standard officiel* » selon le principe de « plus diplôme élevé, plus facile à se pousser ». Le diplôme doctoral est visé aux postes gestionnaires au « *niveau doctoral* », et les certificats plus élevés sont utilisés pour candidater aux fonctions plus supérieures. La situation que les établissements de formation « *diffusent* » trop vite et beaucoup de diplômes de doctorat entraînent que les opportunistes trouvent la nécessité à la fois d'augmenter la valeur de concurrence de soi-même et de devenir plus « *majestueux* » que d'autres en cherchant des qualifications plus supérieures. Par les temps qui courent, il n'est pas difficile d'obtenir un « diplôme » de professeur/ professeur agrégé au Vietnam lorsqu'on exige seulement que les candidats, d'une manière maline ou prudente, ne soient pas poursuivis par la plainte. L'« examen d'admission » des professeurs/ professeurs agrégés est organisé annuellement avec des quotas illimités (en matière d'organisation, cela est pareil à l'examen de recrutement d'entrée à l'université de chaque année, la seule différence est la taille de quota), avec des insuffisances qui cause le « célèbre » du Comité de l'État de titre de professeur/ professeur agrégé chaque année. En 2017, ce comité a continué d'être « *réputée* », mais avec un degré « *exceptionnel* », en informant le nombre énorme avec 1226 nouveaux professeurs/ professeurs agrégés « diplômés ». Ce numéro vivant a attiré immédiatement les médias et l'opinion publique. Ensuite, une série de courriers dénonce des fraudes d'examen pour « *ce dernier train* » (car le ministère de l'Éducation vietnamien l'a annoncé que les critères de considération pour le titre de professeur/ professeur agrégé seraient beaucoup plus sévères depuis 2018). Après l'inspection, le Conseil d'État du titre de Professeur a dû répromulguer et il ne restait plus que 1131 nouveaux professeurs/ professeurs agrégés, car il y avait 95 dossiers, dont le résultat « passables » aux conseils de jury de tous les trois niveaux a été annulé. Particulièrement, plusieurs personnes parmi ces 95 cas occupaient les plus hauts postes de direction au moment de candidature, telles que : Mme Nguyen Thi Kim Tien (ministre de la Santé, candidate au titre de professeur), M. Truong Xuan Cu (premier vice-président du Comité de Direction du Nord-Ouest, qui occupe un poste important après le vice-premier ministre permanent [en charge du président de ce Comité], candidat au poste de professeur agrégé), M. Le Quan (vice-ministre du ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales, candidate au titre de professeur), M. Ha Anh Duc (Secrétaire du ministre de la Santé, candidat au poste de professeur agrégé), M. Nguyen Hung Long (Directeur adjoint du Département de la sécurité sanitaire des aliments - ministère de la Santé, candidature au titre de professeur agrégé), M. Le Quang Minh (Directeur du Département provincial de la Santé de Ha Nam, candidat au titre de professeur

agrégé), M. Trinh Thanh Hung (Directeur adjoint du Département des Sciences et Technologies, ministère de la Science et de la Technologie, candidat au titre de professeur agrégé), etc.,⁷²¹. Ces cadres supérieurs n'assument que le rôle de gestion étatique dans les domaines de l'administration publique. En fait, personne ne participait directement aux activités de science, de recherche ou d'enseignement. Cela reflète également la réalité que la majorité des professeurs/professeurs agrégés au Vietnam sont des fonctionnaires du système d'administration publique. Selon le partage du professeur Tran Van Nhung, secrétaire général du Conseil d'État des professeurs, de 1980 à 2019, le Vietnam comptait 1 966 professeurs et 11 983 professeurs agrégés, cependant, seuls environ 200 à 300 professeurs faisaient encore de la recherche⁷²².

Il est facile d'expliquer ces données, la plupart des professeurs/professeurs agrégés travaillent dans des domaines et des environnements qui ne concernent pas la recherche, l'enseignement et la science. En outre, pour de nombreuses personnes qui n'ont pas de capacité de recherche, l'obtention du titre de professeur/professeur agrégé avec succès est considérée comme avoir atteint un grand objectif qui leur apporte suffisamment d'honneur. Ils peuvent donc se reposer et profiter de la réalisation. En revanche, les candidatures de nombreux jeunes scientifiques qualifiés et méritants sont toujours éliminées en raison de normes non scientifiques. En conséquence, il existe trop de professeurs/professeurs agrégés, seulement de nom, très éloignés par rapport des normes académiques internationales, en même temps, cela décourage beaucoup de nombreux jeunes scientifiques talentueux qui auraient pu se consacrer à contribuer davantage au pays s'ils étaient reconnus pour leurs postes méritoires. Le nombre de doctorats, de professeurs et de professeurs agrégés du Vietnam est supérieur à celui de la Thaïlande, des Philippines et de nombreux pays d'Asie du Sud-Est, mais le nombre d'ouvrages scientifiques du Vietnam publié chaque année dans les revues ISI/Scopus est beaucoup plus faible que celui de ces pays. Selon, le professeur Nguyen Van Tuan (Université de Newsouth Weles, Australie) ainsi que de nombreux experts : le Vietnam était en retard à bien des égards, notamment, la publication internationale ayant des décennies de retard sur Singapour, la Malaisie et la Thaïlande⁷²³.

L'idée d'apprendre à « être mandarin » est l'une des caractéristiques typiques des Vietnamiens depuis l'ancien. Aujourd'hui, elle est alimentée par les mécanismes de personnel à tous niveaux dirigeants et devenue déformée, en constituant l'appréciation des diplômes, des titres universitaires d'une manière forte et ostentatoire, chez les Vietnamiens. Dans les médias, les journaux ou lors de conférence, les gens voient beaucoup de titres d'académicien, de professeur, de professeur agrégé, de médecins attachés au nom d'un cadre. Dans tous les documents, normalement les Vietnamiens signent le document en remplissant tous les grades universitaires, diplômes et postes administratifs. Ce phénomène donne l'illusion qu'un diplôme ou un titre académique est le plus majestueux, le plus prestigieux, le plus important de la société vietnamienne moderne. Il rappelle l'image des mandarins dans les anciennes

⁷²¹ NGOC HA, « Nhiều quan chức ra khỏi danh sách công nhận giáo sư [Des officiels sortent de la liste de reconnaissance du titre "professuer"] » [en ligne], *TUOI TRE ONLINE*, 6 mars 2018, [consulté le 6 septembre 2021].

⁷²² HUYEN NGUYEN, « Cả nước có 1.600 Giáo sư nhưng chỉ có hơn 200 người còn đang nghiên cứu [Il y a 1 600 professeurs dans tout le pays, mais seulement plus de 200 font encore de la recherche] » [en ligne], *Journal Lao động*, 13 mai 2018, [consulté le 6 septembre 2021].

⁷²³ NGUYEN KHOI, « Nghịch lý giáo sư, tiến sỹ nhiều nhưng ít công trình công bố quốc tế [Le paradoxe: Beaucoup de professeurs et de doctorat, mais peu de publications internationales] » [en ligne], *Journal Công an Nhân dân điện tử*, 3 mars 2018, [consulté le 6 septembre 2021].

dynasties féodales vietnamiennes, avec les couleurs de chemise prescrites et plaquettes de convocation en ivoire sur la poitrine pour montrer leur dignité, la hiérarchie mandarinale. Mais, à l'époque, pour avoir un titre universitaire et une fonction mandarinale, il fallait passer un chemin d'apprentissage extrêmement ardu, mais honoré, par l'assiduité et un vrai talent, alors qu'aujourd'hui, il est possible d'acheter et de vendre facilement toutes les qualifications et les occasions de promotions. On peut dire que la situation des fonctionnaires possédant de très hauts diplômes, mais n'apportant aucune contribution réelle à la recherche et à l'enseignement du pays est devenue le pire exemple des politiques de l'instruction non éducative du Vietnam actuelle. Et à partir de cela, le développement du pays est freiné dans tous les aspects.

Conclusion du chapitre 2

Pour parler de l'enseignement supérieur au Vietnam, il faut revenir à ses origines. Pendant la période coloniale française, bien que le but des Français n'ait pas été pas de construire un système d'enseignement supérieur véritablement développé en Indochine, au cours de cette période historique, l'enseignement supérieur au Vietnam a bénéficié de conditions relativement stables pour se déployer et se développer étape par étape.

Au cours de la période 1945-1989, le Vietnam a été pris dans quatre guerres féroces dont les conséquences furent non seulement l'épuisement des ressources humaines et matérielles, mais surtout le développement d'idéologies parmi les couches dirigeantes qui ont conduit à de nombreuses politiques conservatrices radicales et à la politisation de tous les domaines de l'économie, des affaires étrangères, de la culture, de l'éducation, etc., maintenant pendant une longue période le Vietnam dans un état d'inertie et un retard dans tous les domaines, par rapport aux pays de l'Asie du Sud-est et au monde en général. Au début des années 1980, dans un contexte où le Vietnam était assiégé et a subi l'embargo par les grandes puissances, l'Union soviétique et le bloc socialiste de l'Europe de l'Est ont commencé à se réformer, à s'ouvrir et ont progressivement changé leurs opinions politiques, leurs aides économiques pour le Vietnam ont été réduites. En plus, pendant ce temps, l'économie vietnamienne fonctionnait toujours sous un mécanisme très centralisé, manquait de dynamisme et d'efficacité, et est tombée donc dans une grave crise socio-économique à la suite. En 1986, le chef du Parti communiste et de l'État du Vietnam, M. Truong Chinh, avec une vision à long terme, a envoyé un message fort sur l'option de réforme et de renouveau d'importance historique. Tous les domaines de la vie sociale au Vietnam sont orienté vers une nouvelle voie, l'intégration internationale. Le 11 juillet 1995, le Président américain Bill Clinton et le Premier ministre vietnamien Vo Van Kiet, ont annoncé la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Forum de coopération Asie-Europe (ASEM) a été officiellement créé le 1er mars 1996 à l'initiative de la France et de Singapour, et le Vietnam a participé en tant que membres actifs. Le 20 septembre 1977, le Vietnam a rejoint les Nations Unies. En 1998, le Vietnam a été admis à la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Le 11 janvier 2007, le Vietnam a officiellement rejoint l'OMC (Organisation mondiale du commerce) (ou World Trade Organization - WTO, en anglais). Ce sont des jalons importants parmi les réalisations diplomatiques qui ont également créé un élan pour le développement de l'économie et amené étape par étape le Vietnam vers l'intégration internationale.

Dans le domaine de la culture et de l'éducation, les politiques et mécanismes s'ouvrent progressivement et reçoivent de plus en plus l'attention du gouvernement vietnamien. Le secteur de l'éducation et de la formation est très prioritaire en matière de financement par l'État et complètement des documents juridiques. On peut mentionner les résolutions les plus remarquables comme les résolutions du Gouvernement 14/2005, 29/2013, 19/2018 sur « Rénover fondamentalement et globalement l'éducation et la formation, améliorer la qualité des ressources humaines pour répondre aux exigences de l'industrialisation, de la modernisation et de l'intégration internationale ». Ces documents ainsi qu'un budget annuel important ont facilité beaucoup les conditions juridiques et financières pour le développement de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur en particulier. Pourtant, le point le plus difficile et le plus préoccupant est la mise en œuvre des résolutions du Gouvernement dans l'ensemble du système éducatif. Afin de rénover fondamentalement et globalement l'éducation, il faut tout d'abord que les dirigeants de l'industrie de l'éducation aient du cœur en matière de moralité et de l'envergure en matière d'esprit, mais depuis

l'époque du ministre Ta Quang Buu, (1965-1976), les chefs de secteur de l'instruction vietnamien n'ont pas réussi à faire converger toutes ces qualités, loin s'en faut à la fois du fait d'une méconnaissance des enjeux-clés et de la situation réelle du système et aussi, du fait d'un contexte politique général corrompu et peu enclin à remettre en question l'organisation du système. Dans ce contexte, les lacunes de l'enseignement supérieur vietnamien sont observable dans les trois dimensions suivantes :

1. La faible capacité de gestion avec la lenteur dans la réflexion de renouvellement et dans la prise des décisions de manière coordonnée et raisonnable au niveau macro ont conduit à la stagnation et à la confusion des tâches de la mise en œuvre du travail éducatif. En outre, l'investissement inapproprié ainsi qu'un relâchement dans la supervision ont entraîné un grand gaspillage de budget pour l'éducation, et ont créé des difficultés financières pour les éléments nécessitant vraiment des fonds d'investissement pour fonctionner.

2. Les curriculums, les contenus, les méthodes, les formes du processus d'enseignement, d'apprentissage et d'examens sont dépassés, loin de la réalité. Les établissements forment principalement selon leur capacité de formation, mais pas selon les besoins réels de l'économie. Le programme de formation n'est pas lié à l'exigence d'utiliser des ressources humaines. La qualité faible de l'enseignement supérieur ne correspond pas au niveau de développement de la science et de la technologie et à celui de la société.

3. L'éducation qui est commercialisée et devenue pragmatique et poursuivant des intérêts locaux, le nombre de diplômés et les réalisations virtuelles, a conduit à une situation où les « faux diplômés » et les « vrai diplôme, mais faux apprentissage » seraient utilisé de manière populaire. La tricherie qui s'est répandue même aux plus hauts niveaux du système d'enseignement supérieur a provoqué l'inquiétude et la colère dans l'ensemble de la société. La qualité de l'éducation est négligée, l'éthique professionnelle est ignorée, tout cela a causé la détérioration à la fois de la qualité d'expertise et de l'éthique sociale.

Depuis 1976, après de nombreuses générations de ministres de l'Éducation avec de nombreuses « initiatives » et « stratégies » de renouvellement, l'enseignement supérieur du Vietnam est de plus en plus en arrière, alors que l'État doit toujours consacrer un budget régulier de grande proportion et d'autres sources de crédit étrangers pour l'enseignement supérieur. Des dirigeants du Parti et du gouvernement, les experts et l'opinion publique mentionnent souvent les insuffisances du système éducatif en général et de l'enseignement supérieur vietnamien en particulier, mais les gens trouvent tout simplement que les dernières infractions sont plus graves que la précédente, mais aucun haut fonctionnaire de l'éducation n'a été tenu responsable d'erreurs et de faiblesses dans la prise de décisions et de politiques inappropriés, voire absurdes, pesant sur l'économie et la société. En outre, aucun « gestionnaire » de l'éducation n'est responsable des séries de négativités, de pertes, et de gaspillages qui se passent dans le processus de mise en œuvre des décisions éducatives (étant par nature inadéquates). Dans la situation de dégradation et de bouleversement persistant de l'enseignement vietnamien, il n'est pas étonnant de voir une vague des jeunes vietnamiens de venir des « réfugiés éducatifs » à l'étranger, parmi des dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants vietnamiens qui étudient dans des écoles aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, en France, en Australie, au Canada ou encore à Singapour, avec une dépense annuelle de 3 à 4 milliards USD dont 90 % sont autofinancés par les familles vietnamiennes. Par exemple, le Vietnam est classé dans le top de 6 pays ayant le plus d'étudiants faisant des

études aux États-Unis pour l'année universitaire 2016-2017⁷²⁴ et 2019-2020⁷²⁵. D'après le rapport annuel « Open Doors » de l'Institut de l'Éducation internationale (IIE) et aussi selon les informations du site officiel de l'Ambassade et Consulat des États-Unis au Vietnam, les étudiants vietnamiens aux États-Unis ont augmenté pour la 17^e année consécutive^{726 727}. La plupart des familles jouissant de bonnes conditions économiques et surtout celles des fonctionnaires vietnamiens, envoient leurs enfants faire des études dans les pays capitalistes occidentaux ayant un enseignement supérieur avancé. Ils sont prêts à payer des frais coûteux de scolarité et de vie à l'étranger pour que leurs enfants puissent bénéficier d'un environnement éducatif différent [par rapport à celui au Vietnam]. Certains cas représentatifs peuvent être mentionnés, illustrant ce phénomène : les trois enfants du Premier ministre Nguyen Tan Dung, dont Nguyen Thanh Nghi (né en 1976), Nguyen Thanh Phuong (né en 1980), Nguyen Minh Triet (né en 1988) sont tous des étudiants aux universités des États-Unis. En citant le discours du Président Bush lors d'une réunion à Hanoï à l'occasion de l'APEC 2006, la BBC a rappelé ce détail et il a posé des débats de pourquoi l'enfant du dirigeant vietnamien devait également faire des études aux États-Unis. Également, étudier aux États-Unis, il y a aussi le cas de Nguyen Xuan Anh (né en 1976, fils de M. Nguyen Van Chi, membre du Politburo secrétaire du Comité central du Parti communiste, président du Comité central d'inspection), et Nguyen Duc Hanh (né en 1995, fils de M. Nguyen Duc Chung, un membre du Comité central du Parti communiste, maire de la ville de Hanoï), etc. En outre, en étudiant dans les autres pays de centre éducatif du monde, on peut mentionner Hoang Quoc Cuong (né en 1982, fils du ministre de la Santé, Mme Nguyen Thi. Kim Tien), étudiant en France ou Vu Quang Hai (né en 1987, fils de M. Vu Huy Hoang, membre du Comité central du Parti communiste, ministre de l'Industrie et du Commerce Vu Huy Hoang) étudiant au Royaume-Uni, etc., et la grande majorité des recteurs ou directeurs des universités vietnamiennes envoient leurs enfants étudier à l'étranger. À certains niveaux, cela se ressemble à une façon par laquelle les responsables vietnamiens ont voté indirectement pour la confiance envers l'éducation du pays.

⁷²⁴ DHIRAJ Amarendra Bhushan, « Top 15 Countries Of Origin For International Students In The United States In 2016-17 », sur *CEOWORLD magazine* [en ligne], publié le 13 novembre 2017, [consulté le 6 septembre 2021].

⁷²⁵ « International students in the U.S., by country of origin 2019/20 », sur *Statista* [en ligne], publié le 2020, [consulté le 6 septembre 2021].

⁷²⁶ OPEN DOORS, « International Students in US: Open Doors 2019 », The Institute of International Education, 2019.

⁷²⁷ « Vietnamese Students in the United States Increase for 17th Straight Year », sur *U.S. Embassy & Consulate in Vietnam* [en ligne], publié le 14 novembre 2018, [consulté le 6 septembre 2021].

CONCLUSION GÉNÉRALE

La thèse a dessiné un panorama décrivant l'enseignement supérieur du Vietnam, en présentant systématiquement l'ensemble du processus d'évolution depuis la création en 1906 de l'Enseignement supérieur moderne au Vietnam jusqu'à nos jours, dans lequel les recherches se concentrent sur les interactions avec la mondialisation et les transformations économiques. À chaque époque, l'enseignement supérieur vietnamien a connu bien des vicissitudes, et affronté les bourrasques de l'histoire dont la violence s'est progressivement estompée. En retraçant période par période les conditions de développement de l'Enseignement supérieur du Vietnam, on peut proposer une évaluation plus exhaustive de l'enseignement supérieur du Vietnam d'aujourd'hui.

Au cours d'un long itinéraire, on a repéré deux périodes où l'Université du Vietnam a connu des réalisations importantes. De 1906 à 1954, l'Enseignement supérieur au Vietnam s'est développé de manière assez stable, contribuant à aider les Vietnamiens à se rapprocher des connaissances scientifiques, médicales et artistiques modernes. Pendant la deuxième guerre d'Indochine (1955-1975), le Vietnam a formé deux systèmes universitaires distincts dans deux régions. L'enseignement supérieur au Nord suivant le modèle soviétique a largement contribué à l'objectif de relever le niveau intellectuel du peuple, de former des ressources humaines au service de l'œuvre de construction socialiste au Nord, et de soutenir la lutte pour la libération nationale au Sud. Cet enseignement supérieur fut dirigé par le professeur Ta Quang Buu, le premier ministre de l'histoire de l'Éducation vietnamienne. Pendant ce temps, l'enseignement supérieur du Sud-Vietnam proposait des conditions d'accès aux deux modèles d'enseignement supérieur hérités de la France et des États-Unis privilégiant deux philosophies différentes de l'enseignement.

En 1975, dès que le Vietnam a été réunifié, le Parti communiste vietnamien a décidé à la hâte de fusionner des deux systèmes universitaires suivant deux écoles différentes. Et l'enseignement supérieur du Sud a dû se réorganiser selon le système de l'enseignement supérieur du Nord, bien que ce « modèle du Nord » devait être changé en raison de circonstances historiques nouvelles. Cette option précipitée a amené l'Université du Vietnam dans la période 1976-1986 à régresser par rapport à la période antérieure à la réunification. Pendant la période 1986-1997, le mécanisme de « Doi Moi » a aidé l'Université du Vietnam à commencer à avoir un développement positif, le ministre Tran Hong Quan, ayant établi des bases d'un système universitaire progressiste. Hélas, après l'époque du ministre Tran Hong Quan, ce fut le début d'un long déclin de la qualité de l'enseignement supérieur, à travers quatre ministres successifs, de 1997 jusqu'à aujourd'hui. La branche de l'enseignement supérieur est confrontée à de grandes difficultés causées par des politiques qui ont conduit à la diminution du corps enseignant en termes de quantité, de qualité et de moralité professionnelle. Lorsque l'économie s'est « ouverte » au Vietnam, l'enseignement supérieur « s'est ouvert » aussi, mais de manière incontrôlée, en visant l'objectif d'augmenter l'offre de la formation au style spontané, sans préoccupation aucune de promouvoir la qualité de l'offre.

L'état très dégradé de l'Enseignement supérieur s'est aggravé depuis 2006 et le début du mandat d'un nouveau ministre de l'Éducation cumulant la fonction de vice-Premier ministre. Celui-ci a autorisé des créations massives de nouvelles universités et de nouveaux collèges, en ignorant les conditions et critères de garantie de qualité pour les activités de formation. La

réalité de la marchandisation de l'éducation et la dégradation de l'éthique scolaire qui se produisirent à partir de ce moment là, furent très douloureusement vécue par la société vietnamienne. Évidemment, dans le souci de « transformer » l'éducation en marché très rentable, la préoccupation de la qualité et aussi de l'éthique n'est pas première. En regardant directement la nature du problème, il est aussi très logique, comme l'enseignant des sages : « thượng bất chính, hạ tắc loạn », c'est-à-dire, le niveau supérieur « incorrect » conduit à un chaos inévitable aux niveaux inférieurs, et en contemplant le miroir sombre du ministre pris comme modèle, alors les niveaux subordonnés au premier seront aussi sombres.

Le Vietnam est l'un des pays qui attache une grande importance à l'éducation. Ce secteur obtient des attentions du plus haut niveau, le Parti communiste, mais en réalité, pendant de nombreuses décennies, l'enseignement supérieur vietnamien a continuellement dévié de la direction du Parti. Les rapports politiques au Congrès national du Parti en 2001, 2006, 2011, 2016 ont tous confirmé que la tendance à la commercialisation éducative et le déclin de la moralité et de la qualité de formation de l'enseignement supérieur étaient devenus une cause de frustration dans la société. Ainsi, la question se pose de savoir si les préoccupations de l'État vietnamien ne sont pas vraiment à la bonne place, ou si le Vietnam n'a pas de personnes ayant du cœur et des qualifications suffisantes pour diriger le secteur de l'Éducation. Il semble que cette dernière hypothèse soit la bonne. Pourtant il faut prêter attention à un détail qui n'en est pas un : le Vietnam ne manque pas de gens talentueux, mais ils ne sont pas choisis pour diriger ce secteur qui fait l'objet de « la première politique nationale ». En particulier, le mécanisme de « *nouveau dirigeant - nouvelle politique* » a fait que le système de l'éducation n'a pas eu de temps suffisant pour se standardiser, s'institutionnaliser et se stabiliser avant de devoir assimiler de nouveaux changements. Cette précipitation est liée à la différence entre le point de vue des dirigeants en fonction et celui de leurs prédécesseurs. En outre, il n'y a aucune sanction pour contrôler les actions ou l'inaction des gestionnaires dans un domaine qui appelle rigueur et compréhension de l'environnement.

En matière d'enseignement supérieur au Vietnam, les éléments négatifs sont nombreux, et les aspects positifs sont modestes, d'autant qu'ils ont été exagérés dans les nombreux rapports de réalisation du ministère de l'Éducation. La société, défiante à l'égard des gouvernants, se concentre sur ce que le ministère de l'Éducation peut cacher. L'année 2021 sera la première année de mise en œuvre de la résolution du 13e Congrès du Parti communiste du Vietnam, relative à l'Enseignement supérieur à l'ère numérique. L'industrie 4.0 crée sans aucun doute des opportunités de changements, apparaissant comme une nécessité et une opportunité en même temps, d'établir une Éducation 4.0 dans un écosystème éducatif où tout le monde peut apprendre ensemble, partout, tout le temps avec des appareils technologiques connectés. L'université a vocation à se positionner sur ces enjeux de formation d'individus développant des connaissances et des capacités d'innovation et de créativité. Dans l'attente d'une telle perspective, l'auteur de cette thèse voudrait proposer quelques commentaires conclusifs :

1. Le système universitaire vietnamien doit être réformé de manière totale, en traitant en profondeur la nature du problème. Au lieu d'utiliser le mot « innovation » pour simplement changer l'existant, au nom d'une valorisation de la nouveauté, il faut relier ce mot à la recherche de l'amélioration. Trop de modifications ont été réalisées depuis des décennies qui se sont soldé par des « arriérations ». Il est nécessaire de réformer le mécanisme de fonctionnement du système éducatif, le mécanisme d'organisation et les mesures de sanction limitant le pouvoir des agences administratives de l'Éducation. La démocratisation de

l'appareil administratif, la mise en œuvre du principe de décentralisation, le respect de l'autonomie de l'université et la liberté académique, avec la prise d'initiative dans le contenu et les méthodes d'enseignement par les enseignants sont les principes de base pour construire un enseignement moderne et efficace.

2. La société vietnamienne d'aujourd'hui produit des diplômés, pratique le « *diplôm-isme* », suivant la conception marchande des gestionnaires, peu informée de qualité de l'offre. Et afin de servir cette « *doctrine* » du système d'enseignement supérieur, la marchandisation focalise l'attention sur les diplômes au lieu de se soucier du curriculum et du processus d'enseignement-apprentissage. Alors que seulement 20 % des professeurs des universités les mieux classées au Vietnam sont titulaires d'un doctorat et plus (ce taux est encore bien moindre dans les universités moins bien classées), jusqu'à 50 % des officiels, à partir du niveau de ministre et plus, dans l'appareil administratif du Vietnam sont docteurs, professeurs/professeurs agrégés. Les observateurs peuvent s'étonner que les universités soient si peu dotées en universitaires qualifiés au niveau du doctorat quand les grands commis de l'Etat le sont en nombre.

Construire une véritable société d'apprentissage au Vietnam est une urgence, dans lesquels tous les membres sont pris en compte dans leur besoin d'apprendre, de comprendre, de s'intégrer à une communauté nationale inscrite dans la modernité et dans l'économie-monde.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIES

1. Archives

Archives nationales à Paris (ANP)

- ANP - AJ/16. 8339 : Rapport du professeur Gilbert Gidel en 1934.
- ANP - AJ/16. 6684 : Rapport du professeur Fernand Lemaître sur l'École de Médecine de Hanoï, en 1934.
- ANP - AJ/16. 6950 : Institut français à l'étranger - École de Droit de Hanoï 1931-1944
 - Correspondance relative à la constitution des jurys d'examens 1933-1940.
 - Décret du 15 octobre 1941 par Philippe Pétain portant application à l'École supérieure de Droit de Hanoï de la dénomination de faculté.
 - Décrets relatifs à l'École de Droit d' Hanoï 1939-1940.

Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence (ANOM)

- ANOM - GGI. 48042 : Création et organisation de l'Université Indochinoise, l'arrêté de création de l'Université Indochinoise, 1906.
- ANOM - Nf. 1323 : Rapports du Commissaire Fédéral à l'enseignement, 1946.

Archives nationales du Vietnam (ANV)

Centre No. I (Hanoï)

Phòng Bảo Đại Đà Lạt [Fonds Bao Dai - Dalat]

5.3.1. Dossier 5099

Centre No. III (Hanoï)

Phòng Thủ tướng [Fonds Premier ministre]

- *Sắc lệnh số 44, 45 ngày 10 tháng 10 năm 1945* [Décret n° 44/SL et n° 45/SL, le 10 octobre 1945]
- *Quyết nghị của phiên họp Hội đồng Chính phủ ngày 4 tháng 10 năm 1945* [Résolution de la réunion du Conseil de Gouvernement, le 4 octobre 1945]
- *Biên bản Hội đồng Chính phủ họp ngày 21 tháng 11 năm 1945*, [Procès-verbal de la réunion du Conseil de Gouvernement, le 21 novembre 1945]
- Dossier 18145. *Báo cáo của Bộ Đại học & THCN về tình hình năm học 1967-1968 và nhiệm vụ của năm học 1968-1969* [Rapport du ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel sur la situation de l'année scolaire 1967-1968 et les tâches pour l'année scolaire 1968-1969].
- Dossier 18059. *Kế hoạch Lưu học sinh và nghiên cứu sinh năm 1966-1967 của ngành giáo dục đào tạo* [Plan des étudiants en mobilités internationales et de doctorants pour l'année scolaire 1966-1967 du secteur de l'Éducation et de la Formation.
- Dossier 18226. *Báo cáo tổng kết công tác năm 1969 của Bộ Đại học & THCN* [Rapport de synthèse sur les travaux en 1969 du ministère de l'Enseignement supérieur et intermédiaire professionnel.

Phòng Bộ giáo dục [Fonds du ministère de l'Éducation]

- Dossier 17. *Báo cáo của vụ Đại học và chuyên nghiệp về tình hình lao động sản xuất của các trường đại học 1960-1961* [Rapport du Service de l'Enseignement supérieur et

professionnel sur la situation de travail - production des universités, l'année scolaire 1960-1961].

- Dossier 20. *Tập tài liệu về các cuộc họp hội nghị xây dựng ngành giáo dục Việt Nam của Bộ Đại học* [Documents relatifs à la conférence de construction du secteur de l'éducation du Vietnam du ministère de l'Enseignement supérieur].

Centre No. II (Hô Chi Minh-Ville)

Phòng Phủ Thủ tướng VNCH [Fonds Résidence du Premier ministre de la République du Vietnam]

- Dossier 5701. *Hội đồng Dân quân Việt Nam Cộng hoà (1967), Nhận định về đề nghị của Hội đồng Dân quân về vấn đề Đại học, ngày 18/6/1967* [Conseil de Milices populaires de la République du Vietnam (1967), Opinions du Conseil de Milices populaires sur la proposition relative au problème de l'enseignement supérieur, le 18 juin 1967].
- Dossier 31125. *Tờ trình Thủ tướng Chính phủ về Dự thảo Luật Giáo dục đại học (đính kèm), số 1514 - GD/VP, ngày 11/11/1972 của Bộ Quốc Gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà* [Rapport au Premier ministre du gouvernement sur le projet de la Loi sur l'Enseignement supérieur (joint) No. 1514-GD/VP, le 11 novembre 1972 du ministère de l'Éducation nationale (République du Vietnam)].

Phòng Phủ Tổng thống Đệ nhị Việt Nam Cộng hoà [Fonds du Palais du Président de la Seconde République du Vietnam]

- Dossier 3469. *Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam cộng hoà (1967), Phúc trình của Viện trưởng Đại học Sài Gòn về tình hình hoạt động của Viện* [Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1967), Rapport du recteur de l'Université de Saïgon sur la situation de fonctionnement de l'école]
- Dossier 3855. *Văn phòng Phụ tá Lập pháp, Phủ Tổng thống Việt Nam Cộng hoà (1968), Phiếu trình ông Tổng thư ký Phủ Tổng thống về quy chế đại học, số 317-PTT/TTK/KP, ngày 18/12/1968* [Secrétariat d'assistance législative, Palais du Président de la République du Vietnam (1968), Formulaire soumis au Secrétaire général du Palais présidentiel sur le règlement universitaire, n° 317-PTT/TTK/KP, le 18 décembre 1968].
- Dossier 3622. *Bộ Thông tin Việt Nam Cộng hoà (1971), Tập tài liệu về địa phương hoá tổ chức giáo dục, số 177-BTT/CTTL/HT, ngày 18/1/1971* [Ministère de l'Information et de la Communication de la République du Vietnam (1971), Documents sur la localisation dans l'organisation de l'éducation, n° 177-BTT/CTTL/HT, le 18 janvier 1971].
- Dossier 3550. *Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Công văn gửi Thủ tướng chính phủ Việt Nam Cộng hoà về chính sách đối với các viện đại học tư, số 470 - GD/TTh/VP, ngày 19/6/1970* [Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), Message officiel au Premier ministre de la République du Vietnam sur la politique à l'égard des universités privées, n° 470 - GD/TTh/VP, le 19 juin 1970].
- Dossier 3858. *Bộ Văn hoá Giáo dục và Thanh niên Việt Nam Cộng hoà (1973), Tài liệu của Bộ Văn hoá Giáo dục và Thanh niên về việc giáo dục đại học* [Ministère de la Culture, de l'Éducation et des Jeunes de la République du Vietnam (1973), Documents du ministère de la Culture, de l'Éducation et de la Jeunesse sur l'enseignement supérieur]
- Dossier 3538. *Đỗ Bá Khê (1970), Giáo dục và tình trạng khoa học, kỹ thuật tại Việt Nam Cộng hoà, thuyết trình đại học tại Trường Cao đẳng Quốc phòng Sài Gòn, ngày 28/10/1970* [Do Ba Khe (1970), l'Éducation et le statut de la science et de la technologie en République du Vietnam, conférence universitaire au Collège de défense nationale de Saïgon, 28 octobre 1970]

Phòng Quốc vụ khanh đặc trách Văn hoá Việt Nam Cộng hoà [Fonds du ministre d'État chargé de la Culture de la République du Vietnam]

- Dossier 1343. *Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Công văn của Phó thủ tướng kiêm Tổng trưởng Giáo dục gửi Thủ tướng Chính phủ Việt Nam Cộng hoà, về việc tiếp nhận Bệnh viện Grall để biến cải thành một Bệnh viện thực tập, số 503 - GD/TTr/V, ngày 26/6/1970* [Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), Message officiel du vice-Premier ministre cummulant ministre de l'Éducation au Premier ministre de la République du Vietnam, sur la réception de l'hôpital Grall pour se transformer en un hôpital de pratique, n°503 - GD/TTr/V, le 26 juin 1970].
- Dossier 1132. *Bộ Quốc gia Giáo dục Việt Nam Cộng hoà (1970), Bản sao công văn mật của Bộ Quốc phòng về tiêu chuẩn hoãn dịch sinh viên và chương trình Huấn luyện quân sự học đường, số 5084 - QP/NC - 1/K, ngày 8/10/1970* [Ministère de l'Éducation nationale de la République du Vietnam (1970), la copie du message officiel secrète du ministère de la Défense sur les normes de report de l'entrée dans l'armée et le programme de formation militaire scolaire, n°5084 - QP/NC - 1/K, le 8 octobre 1970]

Bibliothèque/ Archives en ligne Gallica (Bibliothèque nationale de France)

- GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur la situation administrative, économique et financière du Tonkin, 1932-1933 », Hanoï, 1934.
- GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement des Intérêts économiques et financiers et au Conseil de gouvernement - Session ordinaire de 1935 », Hanoï, 1935.
- GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur la situation administrative, économique et financière du Tonkin, 1936-1937 », Hanoï, 1938.
- GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, « Rapport au Conseil de gouvernement sur le fonctionnement de l'Instruction publique en Indochine - Année scolaire 1938-1939 », Hanoï, 1940.
- FERRY Jules, « Les fondements de la politique coloniale (28 juillet 1885) », in Robiquet Paul (éd.), *Discours et opinions de Jules Ferry*, vol. V, Paris, A. Colin & cie, 1893. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6220111c.textelimage>

2. Entretiens

- Entretien avec le professeur Trinh Van Thao, un sociologue d'origine vietnamienne, enseignant à université de l'Aix-en-Provence depuis 1987, le 26 novembre 2019 à Aix-en-Provence. *Le sujet d'entretien: Éducation française et ses impacts à la société vietnamienne.*
- Entretien avec le professeur Nguyen The Anh, ancien recteur de l'université de Hué (1966-1969), professeur de la Faculté de Lettres (l'université de Saïgon), ancien professeur titulaire de l'Université Paris-Sorbonne, le 12 décembre 2019, à Toulouse. Le sujet d'entretien: *Discursions sur l'Enseignement supérieur sud-vietnamienne.*
- Entretien avec le professeur LE Van Lan, ancien étudiant de la première promotion du Département de l'Histoire, l'Université de Hanoï, a membre fondateur de l'Institut d'histoire du Vietnam, le 4 et 6 juin 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Éducation vietnamienne: auparavant et maintenant.*

- Entretien avec le professeur agrégé Nguyen Van Chan, directeur scientifique et directeur du Programme MBA, Centre Franco-Vietnamien sur la Formation en Gestion (CFVG) de l'Université Nationale d'Économie, le 9 septembre 2020. *Le sujet d'entretien: L'intégration internationale de l'enseignement supérieur vietnamien actuel.*
- Entretien avec le professeur Dinh Van Tien, vice-directeur de l'Académie nationale d'administration publique, vice- directeur de l'Université de Commerce et de Technologie, le 20 octobre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: L'éducation en théorie politique dans l'Enseignement supérieur vietnamien.*
- Entretien avec Dr Nguyen Van Suu, ancien président de la ville de Hanoï, le 25 octobre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Concernant la nécessité des titres universitaires dans l'appareil d'administration du Vietnam actuelle.*
- Entretien avec le professeur Tran Van Nhung, secrétaire général du Conseil d'État des professeurs, ancien vice-ministre de l'Éducation et de la Formation du Vietnam, le 31 octobre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Défis pour l'Enseignement supérieur vietnamien dans la voie d'intégration internationale.*
- Entretien avec le professeur Nguyen Van Long, président du conseil d'Université, Université de Transports et de Communications, le 31 octobre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Les questions difficiles autour du conseil d'université.*
- Entretien avec le professeur Nguyen Dong Anh, ancien directeur de l'Institut vietnamien de mécanique, le 31 octobre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Situation actuelle de l'Enseignement supérieur vietnamien.*
- Entretien avec le professeur agrégé LE Hong Lan, président du Conseil scientifique, Faculté des sciences fondamentales, l'Université de Transport et de Communications, le 2 novembre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Les grandes questions de l'enseignement supérieur du Vietnam*
- Entretien avec le professeur Nguyen Huu Du, ancien directeur générale de Institut d'études avancées en mathématiques du Vietnam, ancien vice-recteur de l'Université des Sciences naturelles, le 20 novembre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Enseignement supérieur vietnamien et l'intégration éducative au monde.*
- Entretien avec le professeur agrégé LE Van Hoc, ice-président du Comité de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Vietnam, le 27 novembre 2020, à Hanoï. *Le sujet d'entretien: Problèmes de l'enseignement supérieur vietnamien : Inscriptions et Formation.*

3. Documents juridiques

ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM,

- « Hiến Pháp Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam » 1992 [Constitution de la République socialiste du Vietnam] 1992 , 1992.
- « Luật số 43/2019/QH14, ngày 14/06/2019 [Loi No. 43/2019/QH14, le 14 juin 2019] », 2019.
- « Luật số 34/2018/QH14, ngày 19/11/2018 [Loi No. 34/2018/QH14, le 19 novembre 2018] », 2018.
- « Luật số 08/2012/QH13, ngày 18/6/2012 [Loi No. 08/2012/QH13, le 18 juin 2012] », 2012.
- « Luật số 38/2005/QH11, ngày 14/6/2005 [Loi No. 38/2005/QH11, le 14 juin 2005] », 2005.
- « La Constitution de la république socialiste du Việt Nam », 1992.

- « Loi sur l'Enseignement supérieur de 2012 », 2012.
- « Résolution No.165 - NQ/TWQH, le 11 octobre 1965 », 1965.

POLITBURO DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM,

- « Nghị quyết số 52-NQ/TW [Résolution No. 52 - NQ/TW] », 2019.
- « Nghị quyết số 14-NQ/TW, ngày 11/1/1979 [Résolution No. 14 - NQ/TW, le 11 janvier 1979] », 1979.

COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM,

- « Kết luận số 94-KL/TW [Conclusion No. 94-KL/TW], le 28 mars 2014 », 2014.
- « Nghị quyết số 02-NQ/HNTW, ngày 24/12/1996 [Résolution No. 02 - NQ/HNTW, le 24 décembre 1996] », 1996.

PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM,

- « Chỉ thị số 30/1998/BCT-TTg, ngày 01/09/1998 [Directive No. 30/1998/BCT-TTg, le 1er septembre 1998] », 1998.

GOVERNEMENT DU VIETNAM,

- « Nghị định số 73/2015/NĐ-CP, ngày 8/9/2015 [Arrêté No.73/2015/NĐ-CP, le 8 septembre 2015] », 2015.
- « Quyết định số 711/QĐ-TTg, ngày 13/06/2012 [Décision No. 711/QĐ-TTg, le 13 juin 2012] », 2012.
- « Quyết định số 63/2011/QĐ-TTg, ngày 10/11/2011 [Décision No. 63/2011/QĐ-TTg, le 10 novembre 2011] », 2011.
- « Nghị quyết số 14/2005/NQ-CP, ngày 02/11/2005 [Résolution No. 14/2005/NQ-CP, le 02 novembre 2005] », 2005.
- « Quyết định số 201/2001/QĐ-TTg, ngày 28/12/2001 [Décision No. 201/2001/QĐ-TTg, le 28 décembre 2001] », 2001.
- « Nghị định số 67/1998/NĐ-CP, ngày 01/09/1998 [Arrêté No.67/1998/NĐ-CP, le 1er septembre 1998] », 1998.
- « Thông báo số 30/TB/VPCP, ngày 24/3/1997 [Annonce No. 30/TB/VPCP, le 24 mars 1997] », 1997.
- « Nghị định 90-CP, ngày 24/11/1993 [Arrêté No. 90-CP, le 24 novembre 1993] », 1993.
- « Arrêté No. 97/CP, le 10 décembre 1993 », 1993.
- « Quyết định số 55-HĐBT, ngày 09/03/1991 [Décision No. 55-HĐBT, le 9 mars 1991] », 1991.
- « Directive No. 49-TT/VG, le 10 mars 1968 », 1968.
- « Directive No. 53-TT/VG, le 27 mai 1968 », 1968.
- « Décision No. 124/CP, le 14 août 1967 », 1967.
- « Décision No. 128/CP, le 14 août 1967 », 1967.
- « Décision No. 144/CP, le 8 août 1966 », 1966.
- « Décision No. 147/CP, le 8 août 1966 », 1966.
- « Décision No. 155/CP, le 16 août 1966 », 1966.
- « Décision No.186/CP, le 3 septembre 1965 », 1965.
- « Décision No.185/CP, le 3 septembre 1965 », 1965.
- « Décision No.127/CP, le 19 août 1964 », 1964.
- « Décision No.25/CP, le 30 janvier 1964 », 1964.
- « Arrêté No.171 - CP, le 20 novembre 1963 », 1963.
- « Décision No.74/CP, le 20 juin 1962 », 1962.

- « Décision No.42/CP, le 24 mars 1962 », 1962.
- « Document gouvernemental No. 1927, le 8 juin 1961 », 1961.
- « Arrêté No. 375/ND le 16 juillet 1959 », 1959.
- « Arrêté No. 252-TTg, le 22 mai 1958 », 1958.
- « Arrêté No. 379-TTg du 20 août 1957 », 1957.
- « Arrêté No 678-TTg le 25 janvier 1956 », 1956.
- « Décision No. 2183/TTg, le 4 juin 1956 », 1956.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU VIETNAM,

- « Arrêté No. 276/NĐ, le 11 Octobre 1951 », 1951.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION,

- « Circulaire No. 01/2015/TT-BGDĐT, le 15 janvier 2015 », 2015.
- « Quyết định số 647/GD-ĐT, ngày 14/02/1996 [Décision No. 647/GD-ĐT, le 14 février 1996] », 1996.
- « Quyết định số 2677/GD-ĐT, ngày 03/12/1993 [Décision No. 2677/GD-ĐT, le 03 décembre 1993] », 1993.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DU VIETNAM,

- « Số liệu thống kê giáo dục đại học năm học 2019 - 2020 [Données statistiques sur l'Enseignement supérieur pour l'année scolaire 2019-2020] », 2021.
- « Message officiel No. 2488/BGDĐT-ĐH&SĐH, le 25 mars 2008 », 2008.

MINISTÈRE DU TRAVAIL et OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES,

- « Le bulletin d'information du marché de travail du Vietnam [premier trimestre - 2019] », 2019, n° 21.
- « Le bulletin d'information du marché de travail du Vietnam [premier trimestre - 2018] », 2018, n° 17.
- « Le bulletin d'information du marché de travail du Vietnam [premier trimestre - 2017] », 2017, n° 13.

OFFICE GÉNÉRAL DES STATISTIQUES DU VIETNAM,

- « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2020 [Rapport de la situation écono-sociale en 2020] », Hanoï, Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2020.
- « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2019 [Rapport de la situation écono-sociale en 2019] », Hanoï, Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2019.
- « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2018 [Rapport de la situation écono-sociale en 2018] », Hanoï, Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2018.
- « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2017 [Rapport de la situation écono-sociale en 2017] », Hanoï, Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2017.
- « Báo cáo tình hình Kinh tế - Xã hội năm 2016 [Rapport de la situation écono-sociale en 2016] », Hanoï, Ministre de la Planification et de l'Investissement du Vietnam, 2016.

4. Travaux et Études

En Français

- ASSELIN Pierre, « La République démocratique du Vietnam et la Conférence de Genève de 1954 : une critique révisionniste », *Cold War History*, 11, mai 2011, n° No. 2.
- BAO DAI, *Le Dragon d'Annam*, [s. l.], Librairie Plon, 1980.

- BARTHÉLEMY Pascale, « L'enseignement dans l'Empire colonial français : une vieille histoire ? », *Histoire de l'éducation*, 2010, n° 128, p. 5-28.
- BÉNOT Yves, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, [s. l.], Le Découvert, 2005, 97-113 p.
- BEZANÇON Pascale, *Une colonisation éducatrice ? : l'expérience indochinoise (1860-1945)*, [s. l.], Harmattan, 2002, 478 p.
- BINET Alain, *Le Second XX^e siècle (1939-2000). Les 12 thèmes-clés*, Paris, France, Ellipses, 2003.
- BLUM Léon, « Discours à la Chambre des députés, le 9 juillet 1925 », in MARSEILLE Jaques (éd.), *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel, 1984.
- BOUNY André, « Agent orange, Apocalypse Viêt Nam », Paris, Éditions Demi-Lune, 2010
- BROCHEUX Pierre, « Crise économique et société en Indochine française », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 232-233, 1976, p. p.660.
- BROCHEUX Pierre et HÉMERY Daniel, *Indochine, la colonisation ambiguë 1858-1954* [en ligne], [s. l.], La Découverte, 2001, [consulté le 24 mai 2019]. <https://www.cairn.info/indochine-la-colonisation-ambigue--2707134120.htm>
- CAMPUS FRANCE, « Chiffres clés », [s. l.], 2019.
- CVCE, « La décolonisation de l'Indochine française », sur *CVCE.eu* [en ligne], publié le 2017. <https://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/dd10d6bf-e14d-40b5-9ee6-37f978c87a01/5bcbdcc4-0405-4034-90c0-e21875b5c356>
- DECOUX Jean, *A la barre de l'Indochine : histoire de mon Gouvernement Général 1940-1945*, Paris, France, Plon, 1950.
- DEVILLERS Philippe, *Français et Annamites. Partenaires ou ennemis ? 1856-1902 [version en Vietnamien]*, Fonds de Ngo Van., [s. l.], NXB Tổng hợp TP.HCM, 2006.
- Id., *Paris - Saïgon - Hanoï - Les Archives de la guerre (1944-1947) [Version en Vietnamien]*, 2003^e éd., [s. l.], NXB Tổng hợp TP.HCM, 1988.
- DOLLFUS Olivier, *La Mondialisation*, Paris, Paris : Presses de Sciences po, 1997.
- ÉLY Paul, *Mémoires - L'Indochine dans la tourmente*, [s. l.], Plon, 1964.
- FALLETTI Sébastien, « Washington veut contrer « l'empire maritime » chinois », sur LEFIGARO [en ligne], publié le 14 juillet 2020.
- GAUTHIER Julien, *L'Indochine au travail dans la paix française*, Paris, Eyrolles, 1949.
- GONZALÈS Jaques, « Histoire de la naissance et du développement de l'École de Médecine de Hanoï », Tome XXX-No 1, 1996, p. 61-69.
- GOSELIN Charles, *L'empire d'Annam*, [s. l.], Librairie Académique Perrin et Cie, Librairies-Éditeurs, 1904.
- HOANG Van Tuan, *L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945)* [microfiche], Thèse doctorale, Université Paris-Saclay, 2016.
- HOANG Xuan Sinh, *Gr-catégories* [microfiche], Département de Mathématiques, Institut pédégagogique No2 de Hanoï.
- HUANG Futao, « L'internationalisation de l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation : ses répercussions en Chine et au Japon », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, n° 19, 2007, n° 1, p. 49-64.
- HUNEBELLE Danielle, « Les deux Vietnam: Vietnam du Nord », ORTF, 1964. <https://www.youtube.com/watch?v=CNU3EbwSboY>
- ISKANDAR Kara, « La Guerre d'Indochine (1946-1954) », sur *Histoire pour tous* [en ligne], publié le 2019. <https://www.histoire-pour-tous.fr/guerres/3066-la-guerre-dindochine-1946-1954.html>

- JALABERT Laurent, « Transformer l'université : La politique pour l'enseignement supérieur avant la loi Faure (1958-1968) », in Poucet Bruno et Valence David (éd.), *La loi Edgar Faure : Réformer l'université après 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 25-35, [consulté le 25 février 2021].
<http://books.openedition.org/pur/46698>
- JOURNOUD Pierre, « Des savants français contre la guerre du Vietnam. De l'anti-impérialisme à la construction d'une paix positive », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 44, 2016, p.99.
- JOURNOUD Pierre, « Secret et stratégie pendant la guerre du Vietnam », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 36, 2012, p.66.
- JUSTIN Godart, *Rapport de mission en Indochine du 1er janvier au 14 mars 1937*, Paris, France, L'Harmattan, 1994.
- LE Mong Nguyen, « Bao Dai - Le Dernier Empereur d'Annam », publié le 1999.
<https://www.dragonvert.fr/voyages/bao-dai/dernier-empereur-bao-dai>
- L'ÉCHO ANNAMITE, « Pour la cité universitaire », 1942.
- LEGRANDJACQUES Sara, « L'enseignement supérieur en Asie française et britannique : expériences croisées à l'âge des Empires (Années 1850-1930) », *Société française d'histoire d'Outre-Mer*, 105, 2017, n° 394-395, p. 39-60.
- Id., « Hanoï au cœur des mobilités étudiantes, 1880-1945 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, N° 43, avril 2016, n° 1, p. 89-102.
- MAISON FRANCO-JAPONAISE (TOKYO), *Dictionnaire historique du Japon*, Iwao Seiichi, Iyanaga Teizō et Ishii Susumu (éd.), vol. 1, [s. l.], Librairie Kinokuniya, 1963, 2993 p.
- MALET Régis, « Former sous influence internationale », *Recherche et formation*, ENS Editions, 2010.
- MALET Régis et MANGEZ Éric, « Éducation et Mondialisation » [en ligne], *Spirale* 51, 2013, [consulté le 24 novembre 2021].
<https://www.spirale-edu-revue.fr/spip.php?article1135&lang=fr>
- MAYBON Charles B, *Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820): Étude sur les premiers rapports des Européens et des Annamites et sur l'établissement de la dynastie Annamite des Nguyen* [en ligne], vol. Tome 20, Paris, Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient, 1920. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k115983g.textelimage>
- MÉLIA Jean, *Histoire de l'Université d'Alger; l'épopée intellectuelle de l'Algérie*, Alger, Maison des livres, 1950.
- MERCIER Charles, « Chapitre 1. Tableau de la situation en février 1971 », in *Autonomie, autonomies : René Rémond et la politique universitaire en France aux lendemains de Mai 68*, Éditions de la Sorbonne, 2020, [consulté le 24 novembre 2021].
<http://books.openedition.org/psorbonne/56003>
- MICHELIN Franck, « La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale : réflexion sur un régionalisme asiatique », *Relations internationales*, n° 168, 2016, n° 4, p. 9-28.
- MUS Cyprien, *La Première Université Indochinoise*, Hanoï, G.Taupin & Cie, 1927.
- NAVARRE Henri, *Le temps des vérités*, [s. l.], Plon, 1979.
- NGUYEN Khac Vien, *Vietnam une longue histoire*, Hanoï, Le Harmattan, 2001, 512 p.
- NGUYEN Thi Hanh, « 4. Le conflit de souveraineté sur les Paracels et les Spratleys de 1954 à nos jours », in *Les conflits frontaliers sino-vietnamiens : De 1885 à nos jours*, Demopolis, 2019, [consulté le 22 novembre 2021].
<https://books.openedition.org/demopolis/1338>

- NGUYEN Thuy Phuong, *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975 : de la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle* [microfiche], Thèse doctorale, Université Paris Descartes, 2013.
- PERVILLÉ Guy, *De l'Empire français à la décolonisation*, [s. l.], Hachette Education, 1991.
- POIRIER Jean-Noël, « Armées confucéennes et hordes européennes », sur *Causeur* [en ligne], publié le 15 avril 2020, [consulté le 25 mars 2021]. <https://www.causeur.fr/vietnam-coronavirus-confucius-jean-noel-poirier-175499>
- PROST Antoine, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France, Tome IV - depuis 1930*, [s. l.], Perrin, 2004.
- ROBEQUAIN Charles, *L'Évolution économique de l'Indochine française*, Paris, P. Hartmann, 1939, 398 p.
- SALON Albert, *L'action culturelle de la France dans le monde*, [s. l.], F. Nathan, 1983, 34 p.
- SALTYSKOV Boris, « Enseignement supérieur en Russie : comment dépasser l'héritage soviétique ? », ifri Centre Russie, 2008.
- SARRAUT Albert, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot & Cie, 1923.
- SCHWARTZ Laurent-Moïse, *Un Mathématicien aux prises avec le siècle*, [s. l.], Odile Jacob, 1997, 524 p.
- THOBIE Jaques, « La France coloniale de 1870 à 1914 », *Histoire de la France coloniale*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 9-184.
- THOMAZI Auguste, *La Conquête de l'Indochine*, Paris, [s. n.], 1934.
- TRINH Van Thao, *L'école française en Indochine*, Paris, France, Éd. Karthala, 1995, 321; 12 p.
- VIAL Paulin, *Les premières années de la Cochinchine: Tome premier*, Paris, Challamel Aîné, Librairie-Éditeur, 1874.
- VIOLLIS Andrée, *Indochine S.O.S*, Pantin, Les bons caractères, 2008, 288 p.
- WESSELING Henri, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, Grilli Patrick (trad.), [s. l.], Gallimard, 2009, 300 of 560 p.
- « L'«écocide», un crime contre la planète comme les autres? », sur *RFI* [en ligne], publié le 14 décembre 2019, [consulté le 13 juin 2021]. <https://www.rfi.fr/fr/science/20191214-ecocide-crime-planete-environnement-droit-justice>
- « Alexandre Grothendieck, La vie mathématique en République Démocratique du Vietnam, 1967 », sur *Et vous n'avez encore rien vu...* [en ligne], publié le 20 mai 2012, [consulté le 1 avril 2021]. <https://sniadecki.wordpress.com/2012/05/20/grothendieck-vietnam/>
- « Sur la guerre qui ne peut être gagnée au Vietnam », sur *Perspective Monde* [en ligne], [consulté le 3 novembre 2021]. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1901>

En Anglais

- ADAMS Jonathan, PENDLEBURY David, ROGERS Gordon *et al.*, « Global Research Report - South and East Asia », [s. l.], Institute for Scientific Information, 2019.
- AMERICAN UNIVERSITY (WASHINGTON, D.C.). FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION., *U.S. Army area handbook for Vietnam*, Washington, D.C., Department of the Army, 1962.
- ASIA-PACIFIC ECONOMIC COOPERATION (APEC), « "Towards knowledge-based economies in APEC" », [s. l.], 2000.

- ASSOCIATION OF AMERICAN COLLEGES AND UNIVERSITIES, « What Liberal education looks like », 2020.
- BARNETT Ronald, *Improving Higher Education: Total Quality Care (The Society for Research into Higher Education)*, Burkingham, Open University Press, 1992.
- BEIGBEDER Yves, *Judging War Crimes and Torture: French Justice and International Criminal Tribunals and Commissions (1940-2005)*, [s. l.], Brill Nijhoff, 2006.
- BOWLES Jeremy, « The computerisation of European jobs », 2014.
<https://www.bruegel.org/2014/07/the-computerisation-of-european-jobs/>
- BRITTO Karl Ashoka, *Disorientation: France, Vietnam, and the Ambivalence of Interculturality*, Hong Kong University Press, 2004, 145-147 p.
- BROWN Robert McAfee, *Vietnam: Crisis of Conscience*, New York, Association Press, 1967, 79 p.
- BURKE Joshep C. et ASSOCIATES, *Funding Public Colleges and Universities for Performance: Popularity, Problems, and Prospects*, [s. l.], Rockefeller Institute Press, 2002, 323 p.
- CARAYOL Nicolas, « Objectives, agreements and matching in science-industry collaborations: reassembling the pieces of the puzzle », *Research Policy*, 32, 2003, n° 6.
- CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY (CIA), « GDP in 1990 », *CIA World Factbook*, [s. l.], [s. n.], 1990.
- CHANDA Nayan, *Brother Enemy: The War After the War, A History of Indochina Since the Fall of Saigon*, [s. l.], Harcourt Brace Jovanovich, 1986.
- CHAPUIS Oscar, *A History of Vietnam: From Hong Bang to Tu Duc*, [s. l.], Greenwood Publishing Group, 1995.
- CLÉMENT Alain, « L'analyse économique de la question coloniale en France (1870-1914) », *Revue d'économie politique*, 123 (1), avril 2013, p. 51-82.
- COHEN Elie, *From Prologue To Epilogue In Vietnam*, New York, Publisher Retriever Bookshop, 1979, 208 p.
- CORNELL UNIVERSITY, INSEAD et WIPO, « The Global Innovation Index 2019: Creating Healthy Lives - The Future of Medical Innovation », Ithaca, Fontainebleau, and Geneva, 2019.
- CULLATHER Nick, « Bomb them Back to the Stone Age: An Etymology », sur History News Network [en ligne], [consulté le 7 décembre 2021].
<https://historynewsnetwork.org/article/30347>
- CURREY Cecil B, *Victory at Any Cost: The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap (Version vietnamienne)*, [s. l.], NXB Thế giới, 2013.
- DAMME Van Dirk, « Higher Education in the Age of Globalisation: The Need for a New Regulatory Framework for Recognition, Quality Assurance and Accreditation », *Global Education* 31 (1), 2002, p. 7-12.
- DAMPIER William, *A Journey to Tonkin in 1688*, [s. l.], World Publishing House, 2007.
- DANG T. Hoang-Yen et PHAM H. Man, « General Analysis of the Vietnamese's Perceptions on Higher Education in Vietnam By Tan Tao University Research Team », University Tan Tao, 2017.
- DEFENSE DEPARTMENT HISTORY OF UNITED STATES DECISIONMAKING ON VIETNAM, *The Senator gravel edition The Pentagon papers* [en ligne], vol. 1, [s. l.], Beacon Press, 1975. <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/pentagon/pent13.htm>
- DHIRAJ Amarendra Bhushan, « Top 15 Countries Of Origin For International Students In The United States In 2016-17 », sur *CEOWORLD magazine* [en ligne], publié le

- 13 novembre 2017, [consulté le 6 septembre 2021].
<https://ceoworld.biz/2017/11/13/top-15-countries-of-origin-for-international-students-in-the-united-states-in-2016-17/>
- DOAN Viet Hoat, *The development of modern higher education in Vietnam: a focus on cultural and social-political forces* [microfiche], Phd dissertation, The Florida State University, 1971.
 - DONAHUE John, « On Collaborative Governance », Corporate Social Responsibility Initiative Working Paper No.2. Cambridge, MA: John F. Kennedy School of Government, Harvard University, 2004.
https://www.innovations.harvard.edu/sites/default/files/workingpaper_2_donahue.pdf
 - DUONG TAM, « Human resources quality remains big challenge for Vietnam - VnExpress International » [en ligne], *Journal Vnexpress (International)*, 17 novembre 2019, [consulté le 11 septembre 2021].
<https://e.vnexpress.net/news/business/economy/human-resources-quality-remains-big-challenge-for-vietnam-4013565.html>
 - ECKEL Peter D. et KING Jacqueline E., « An Overview of Higher Education in the United States: Diversity, Access, and the Role of the Marketplace » [en ligne], *American Council on Education*, 2004. <https://www.acenet.edu/Documents/Overview-of-Higher-Education-in-the-United-States-Diversity-Access-and-the-Role-of-the-Marketplace-2004.pdf>
 - EISENHOWER Dwight, *Mandate for Change, 1953-1956*, New York, Doubleday & Company, 1963.
 - EISENHOWER Dwight D., *Mandate for Change, 1953-1956: The White House Years*, [s. l.], Doubleday & Company, 1963.
 - ELLEMAN Bruce A., *Modern Chinese Warfare, 1795-1989*, [s. l.], Routledge, 2001.
 - ELSNER Paul A., BOGGS George R. et IRWIN Judith T. (dir.), *Global development of Community colleges, technical colleges and further education programs*, [s. l.], Washington, DC: Community College Press., 2008.
 - ESTERMANN Thomas, NOKKALA Terhi et STEINEL Monika, « University autonomy in Europe II - The Scorecard », [s. l.], European University Association, 2011.
<https://www.eua.eu/resources/publications/401:university-autonomy-in-europe-ii-the-scorecard.html>
 - ETCHESON Craig, *After the Killing Fields: Lessons from the Cambodian Genocide*, [s. l.], Greenwood, 2005.
 - FRANKUM Ronald Bruce, *Operation Passage to Freedom : the United States Navy in Vietnam, 1954-1955*, vol. xxiii, [s. l.], Lubbock : Texas Tech University Press, 2007.
 - FREY Rebecca Joyce, *Genocide and International Justice.*, [s. l.], Facts On File, 2009.
 - FRIEDMAN Thomas, *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-first Century*, 1st edition., [s. l.], Farrar, Straus and Giroux, 2005.
 - FROUMIN Isak, KOUZMINOV Yaroslav et SEMYONOV Dmitry, « Institutional diversity in Russian higher education: revolutions and evolution », *European Journal of Higher Education*, 2014, n° 4:3, p. 209-234.
 - GANGULI Ina, *Labor Markets in Transition : Science and Migration After the Collapse of the Soviet Union* [microfiche], Phd dissertation, Harvard University, 2011.
 - GIBB Allan et HANNON Paul, « Towards the entrepreneurial university? », *International Journal of Entrepreneurship Education*, 4, janvier 2006, p. 73-110.

- GOOGLE, TEMASEK et BAIN & COMPANY, « E-Conomy SEA 2020 - At full celocity: Resilient and racing ahead », [s. l.], 2020.
- GREENSPAN Jesse, « How the Vietnam War Ratcheted Up Under 5 U.S. Presidents », sur *HISTORY* [en ligne], publié le 14 mars 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.history.com/news/us-presidents-vietnam-war-escalation>
- GRUNZWEIG Walter et RINEHART Nana (dir.), *Rockin' in Red Square: Critical Approaches to International Education in the Age of Cyberculture*, [s. l.], Lit. Verlag, 2002.
- GURSHTEIN Alexander, « Soviet Science Under Control: The Struggle for Influence » [en ligne], *American Scientist*, 87, 1999, n° 1. <https://go.gale.com/ps/anonymou?id=GALE%7CA53534628&sid=googleScholar&v=2.1&it=r&linkaccess=abs&issn=00030996&p=AONE&sw=w>
- HANSEN Peter, « Bac Di Cu: Réfugiés catholiques du nord du Vietnam et leur rôle dans la République du Sud, 1954-1959 », *Journal of Vietnam Studies*, 4, 2009, n° No. 3.
- HANYOK Robert J., « Skunks, Bogies, Silent Hounds, and the Flying Fish: The Gulf of Tonkin Mystery, 2-4 August 1964 », *Cryptologic Quarterly*, 19/20, 2001, n° No.4/No.1.
- HARVEY Henry Smith et AMERICAN UNIVERSITY (WASHINGTON, D.C.). FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION, *Area handbook for South Vietnam*, Washington, D.C., DC: US Government Printing Office, 1967.
- HATTIE John, « Measuring the Effects of Schooling », *Australia Journal of Education*, No 36, 1992, p. 5-13.
- HEUVELINE Patrick, « “Between One and Three Million”: Towards the Demographic Reconstruction of a Decade of Cambodian History (1970-79) », *Population Studies*, 52, [Population Investigation Committee, Taylor & Francis, Ltd.], 1998, n° 1, p. 49-65.
- HIEN P. D., « A comparative study of research capabilities of East Asian countries and implications for Vietnam », *Higher Education*, 60, décembre 2010, n° 6, p. 615-625.
- HISTORY.COM EDITORS, « Vietnamization », sur *HISTORY* [en ligne], publié le 24 février 2010, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.history.com/topics/vietnam-war/vietnamization>
- Id., « The Nixon Doctrine is announced », sur *HISTORY* [en ligne], publié le 13 novembre 2009, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.history.com/this-day-in-history/the-nixon-doctrine-is-announced>
- HO Toan, VUONG Thu-Trang, PHAM Thanh-Hang *et al.*, « The Internal Capability of Vietnam Social Sciences and Humanities: A Perspective from the 2008 - 2019 Dataset », *Publications*, 8, juin 2020, p. 32.
- HOANG Minh, MOSLEHPOUR Massoud et SEITZ Victoria, « Decision Making Model of Vietnamese Students Studying Higher Education in England », *IAFOR Journal of Education*, décembre 2019.
- HOLM Hans-Henrik et SØRENSEN Georg, *Whose World Order? Uneven Globalization and the End of the Cold War*, [s. l.], Westview Press, 1995.
- HOONG Yip Yat, *Development of higher education in Southeast Asia - Problem and Issues*, Singapore, Regional Institue of Higher education and Development, 1973.
- HOROWITZ David, *The politics of bad faith : the radical assault on America's future*, New York : Free Press., [s. l.], [s. n.], 1998.
- HUISMAN Jeroen, SMOLENTSEVA Anna et FROUMIN Isak (dir.), *25 Years of Transformations of Higher Education Systems in Post-Soviet Countries: Reform and*

- Continuity* [en ligne], [s. l.], Palgrave Studies in Global Higher Education, 2018, 494 p.
<https://doi.org/10.1007/978-3-319-52980-6>
- HUU NGOC, « The river flows quietly once again », sur *Vietnam News Agency* [en ligne], publié le 8 mai 2005, [consulté le 24 septembre 2020].
https://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2009/03/090324_paracels_hanoi_reassessments
 - JOHNMAN Albert J., « The Case of Cambodia », *Contemporary Genocides: Causes, Cases, Consequences*, [s. l.], Programma Interdisciplinair Onderzoek naar Oorzaken van Mensenrechtenschendingen, 1996.
 - JOHNSON Mark, « Johnson, Mark. (2008). Historical legacies of soviet higher education and the transformation of higher education systems in post-Soviet Russia and Eurasia », *International Perspectives on Education and Society*, 2008, n° 9, p. 159-176.
 - KIM N.B.Ninh, *A World Transformed: The Politics of Culture in Revolutionary Vietnam, 1945 - 1965*, [s. l.], Ann Arbor: University of Michigan Press, 2002.
 - KISSINGER Henry, *White House Years [Version en Vietnamien]*, Bibliothèque centrale de l'armée (Vietnam) (trad.), Vietnam, Little Brown and Company, 1979.
 - KNIGHT Jane, « Interview with Jane Knight », OECD, 2003.
<http://www.oecd.org/education/imhe/5297277.pdf>
 - KURAEV Alex, « Soviet higher education: an alternative construct to the western university paradigm », *Higher Education*, 71, mai 2015.
 - LAIR Meredith H., *Armed with abundance : consumerism & soldiering in the Vietnam War* [en ligne], [s. l.], The University of North Carolina Press, 2011, 295 p., [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.globalsecurity.org/military/ops/vietnam2-escalation.htm>
 - LAWRENCE A.T., *Crucible Vietnam: Memoir of an Infantry Lieutenant*, Jefferson, N.C., McFarland & Co, 2009.
 - LEBRA Joyce Chapman, *Japan's Greater East Asia Co-prosperity Sphere in World War II: Selected readings and documents*, [s. l.], Oxford University Press, 1975, 157, 158, 160 p.
 - LESTER SMITH William Owen, *Education*, [s. l.], Penguin Book, 1964.
 - LOGEVALL Fredrik, *Embers of War: The Fall of an Empire and the Making of America's Vietnam*, [s. l.], Random House Trade Paperbacks, 2014.
 - LINDGAARD Jade, « «Ecocide»: histoire d'une idée explosive » [en ligne], *Mediapart*, 28 juin 2020, [consulté le 5 septembre 2021].
<https://www.mediapart.fr/journal/france/280620/ecocide-histoire-d-une-idee-explosive>
 - MACHLUP Fritz, *The Production and Distribution of Knowledge in the United States*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1962.
 - MAYERSAN Deborah, « "Never Again" or Again and Again », *Genocide and Mass Atrocities in Asia: Legacies and Prevention*, [s. l.], Routledge, 2013.
 - MCCLEAR Michael, « Vietnam: The Ten Thousand Day War », 1995.
 - MISHRA Sanjaya, *Quality assurance in higher education: an introduction.*, Bangalore, India, National Assessment and Accreditation Council, 2006.
 - MOORE John.W, « Education: commodity, come-on, or commitment? », *Journal of Chemical Education*, No 77 (7), 2000, p. 805.

- NGO Thi Bich Loan, « The Western civilization adoption way of Japan in Meiji Restoration and some suggestions on the development process of culture and education in Vietnam », 2016, p. 24.
- NGUYEN The Anh, « Mission civilisatrice (civilizing mission) », *Southeast Asia: A Historical Encyclopedia, From Angkor Wat to East Timor*, Keat Gin Ooi., [s. l.], ABC-CLIO; Illustrated edition, 2004, p. 899-900.
- NGUYEN Tuan V. et PHAM Ly T., « Scientific output and its relationship to knowledge economy: an analysis of ASEAN countries », *Scientometrics*, 89, octobre 2011, n° 1, p. 107-117.
- NIXON Richard, *The Memoirs of Richard Nixon*, New York, Grosset & Dunlap, 1978.
- NOLAN William K., *Into Laos: The Story of Dewey Canyon II/Lam Son 719*, California, Novato CA: Presidio Press., 1986.
- OCDE, « Science, Technology and Innovation Outlook 2016 », 2016.
- O'DOWD Edward C., *Chinese Military Strategy in the Third Indochina War*, New York, Routledge, 2007.
- OLIVER Diane E., ENGEL Sandra et SCORSONE Analy, « Community college development in Vietnam: A global and local dialectic », *Global Development of Community Colleges, Technical Colleges, and Further Education Programs*, Washington, D.C., Washington, D.C : Community College Press, 2008.
- OPEN DOORS, « International Students in US: Open Doors 2019 », [s. l.], The Institute of International Education, 2019.
- PATTERSON James T., *Grand Expectations: The United States, 1945-1971*, New York, New York: Oxford University Press, 1996.
- PEERS William R., « Report of the Department of the Army Review of the Preliminary Investigations into the My Lai Incident », [s. l.], Department of the Army, 1970.
- POLING Gregory B., « China-Vietnam Tensions High over Drilling Rig in Disputed Waters » [en ligne], *CSIS: Center for Strategic & International Studies*, 2014.
<https://www.csis.org/analysis/china-vietnam-tensions-high-over-drilling-rig-disputed-waters>
- PRIBBENOW Merle, « General Vo Nguyen Giap and the Mysterious Evolution of the Plan for the 1968 Tết Offensive », *Journal of Vietnamese Studies*, 3, 2008, n° 2.
- Id., « North Vietnam's Final Offensive: Strategic Endgame Nonpareil », *Parameters*, 2000 1999.
- PRICE Raymond, *With Nixon*, New York, Viking Adult, 1977.
- PROCHNAU William, *Once Upon a Distant War: Reporting from Vietnam*, London, Mainstream Publishing, 1996, 15 p.
- RABY Rosalind Latiner, « Defining the Community College Model », *Community college models: Globalization and higher education reform*, [s. l.], New York: Springer, 2009.
- RIFKIN Jeremy, *The End of Work: The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, [s. l.], Putnam Publishing Group, 1995.
- ROBERTS Joanne, « The global knowledge economy in question », *critical perspectives on international business*, Vol. 5, 2009, n° No. 4, p. 285-303.
- ROWE Carlos et BERG Rick, *The Vietnam War and American Culture*, New York, Columbia University Press, 1991, p. 28-29 p.
- RUANE Kevin, *War and Revolution in Vietnam*, London, Routledge, 1998.
- RUBIN Michael Rogers et TAYLOR Mary, *The knowledge industry in the United States 1960 - 1980*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

- SCHWAB Klaus, *The Fourth Industrial Revolution*, [s. l.], Currency; Illustrated edition, 2017.
- SHANE Scott, « Vietnam War Intelligence “Deliberately Skewed,” Secret Study Says » [en ligne], *The New York Times*, 2 décembre 2005.
<https://web.archive.org/web/20051204024403/http://www.commondreams.org/headlines05/1202-06.htm>
- SHAPLEY Deborah, « Science in Vietnam: The Postwar North Seeks American Assistance », *Science*, 189 (4204), 1975, p. 705-707.
- SINGER Colin, « Vietnamese International Students the Fastest Growing Study in Canada Cohort », sur *Canada Immigration News* [en ligne], publié le 21 mai 2019, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://www.cimmigrationnews.com/vietnamese-international-students-the-fastest-growing-study-in-canada-cohort/>
- SMITH Adam, *The Wealth Of Nations*, CreateSpace Independent Publishing Platform (16 décembre 2014)., [s. l.], W. Strahan and T. Cadell, London, 1776.
- STELLMAN Jeanne Mager, STELLMAN Steven D., CHRISTIAN Richard *et al.*, « The extent and patterns of usage of Agent Orange and other herbicides in Vietnam », *Nature*, 422, Nature Publishing Group, avril 2003, n° 6933, p. 681-687.
- TANHAM George Kilpatrick, *Communist Revolutionary Warfare: From the Vietminh to the Viet Cong*, [s. l.], Praeger, 2006.
- TAYLOR K.W. (dir.), « Introduction: Voices from the South », Tuong Vu (trad.), *Voices from the Second Republic of South Vietnam (1967-1975)*, [s. l.], Southeast Asia Program, Cornell University, 2015.
- TAYLOR Maxwell D., *Swords And Plowshares: A Memoir*, [s. l.], New York: Norton, 1972.
- TAYLOR Telford, *Nuremberg and Vietnam: An American Tragedy*, [s. l.], New York Times Book, 1970, 103 p.
- TOPERCZER István, *MiG-21 Units of the Vietnam War*, [s. l.], Osprey Publishing, 2001, 96 p.
- TRAN Anh Q, « The Historiography of the Jesuits in Vietnam: 1615 - 1773 and 1957 - 2007 », sur *Jesuit Historiography Online* [en ligne], publié le 2018, [consulté le 26 août 2021]. <http://dx.doi.org/10.1163/2468-7723_jho_COM_210470>
- TRUONG Thuy Dung, *The american influence on the Higher education of the Second Repoublix of Vietnam: The case of the national universities* [microfiche], Hamburg University, 2020.
- TUCKER Spencer, *Vietnam - Warfare and History*, [s. l.], University Press of Kentucky, 1999.
- TURLEY William S. et RACE Jeffrey, « The Third Indochina War », *Police étrangère*, 1980, n° 38, p. 92-116.
- U.S BUREAU OF THE CENSUS, *Statistical abstract of the United States 1981* [en ligne], 102d edition., Washington, D.C., [s. n.], 1981.
https://books.google.com.vn/books?id=eJBGAQAIAAJ&printsec=frontcover&hl=vi&source=gbg_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
- VIETNAMPLUS, « Ngô Bao Châu décoré de la Légion d'honneur | Société | Vietnam+ (VietnamPlus) », sur *VietnamPlus* [en ligne], publié le 10 février 2012, [consulté le 1 avril 2021]. <https://fr.vietnamplus.vn/ngo-bao-chau-decore-de-la-legion-dhonneur/31224.vnp>

- WHALEN Edward, *Responsibility Center Budgeting: An Approach to Decentralized Management for Institutions of Higher Education*, [s. l.], Indiana University Press, 1991.
- WIEST Andrew, *The Vietnam War 1956-1975*, [s. l.], Osprey Publishing, 2002, 96 p.
- WILKINSON Ben et CHIROT Laura, « Beyond the Apex: Toward a System Level Approach to Higher Education Reform in Vietnam », [s. l.], Government Innovators Network, 2010. <https://www.innovations.harvard.edu/beyond-apex-toward-system-level-approach-higher-education-reform-vietnam>
- WOLNY Philip, *Colonialism: A Primary Source Analysis* [en ligne], [s. l.], The Rosen Publishing Group, 2005. <https://books.google.com.vn/books?id=DyAq7cXdiyMC&pg=PA45&dq=Canh+poisoned>
- WORLD BANK, « Knowledge for Development », [s. l.], World Bank, 1998. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/729771468328524815/pdf/184450WD00PUBLIC00ENGLISH01998099.pdf>
- WORLD ECONOMIC FORUM, « Readiness for the future of production report 2018 », [s. l.], 2018, [consulté le 28 août 2021]. <https://www.weforum.org/reports/readiness-for-the-future-of-production-report-2018>
- Id., « The Global Competitiveness Report 2011 - 2012 », Geneva, 2011. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GCR_Report_2011-12.pdf
- THE WORLD BANK, « Vietnam National University Development Project », 2018.
- Id., « GDP per capita (current US\$) - Russian Federation | Data », [consulté le 4 septembre 2021]. https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=RU&name_desc=true&view=chart
- YANCEY Diane, *Turning Points in World History - The Vietnam War*, [s. l.], Greenhaven Press, 2000, 256 p.
- YAO Xinzhong, *An Introduction to Confucianism* [en ligne], Cambridge, Cambridge University Press, 2000, [consulté le 25 mars 2021]. <https://www.cambridge.org/core/books/an-introduction-to-confucianism/23905CF8F1A2EAF0160AF18B1D8A8DD5>
- YEH Wen-Hsin, *The Alienated Academy: Culture and Politics in Republican China, 1919 - 1937* [en ligne], vol. 148, [s. l.], Harvard University Asia Center, Harvard University, 2000. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1tg5ngt>
- YI Yong, QI Wei et WU Dandan, « Are CIVETS the next BRICs? A comparative analysis from scientometrics perspective », *Scientometrics*, 94, février 2013, n° 2, p. 615-628.
- YOUNG Marilyn, *The Vietnam Wars: 1945 - 1990*, [s. l.], New York: Harper Perennial, 1991, p. 76 and p. 104 p.
- ZAHARIA Razvan et DAINORA Grundey, « Challenges And Opportunities Faced By Entrepreneurial University. Some Lessons From Romania And Lithuania », *Annals of Faculty of Economics*, 4, mai 2009, p. 874-876.
- ZERVOUDI Evanthia K., *Fourth Industrial Revolution: Opportunities, Challenges, and Proposed Policies* [en ligne], Industrial Robotics - New Paradigms, [s. l.], IntechOpen, 2020, [consulté le 13 août 2021]. <https://www.intechopen.com/chapters/70877>
- « Bay Area April 22 Coalition », The war bulletin, 1972 - 1973, p.4.
- « Vietnam ranks 4th in number of foreign students studying in Australia in 2020 », sur *THE VOICE OF VIETNAM* [en ligne], publié le 10 mars 2021, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://vovworld.vn/en-US/content/ODM3NDQw.vov>

- « Result of an annual survey of international students in Japan 2019 », [s. l.], Japan Student Services Organization (JASSO), 2020.
- « International students in the U.S., by country of origin 2019/20 », sur *Statista* [en ligne], publié le 2020, [consulté le 6 septembre 2021].
<https://www.statista.com/statistics/233880/international-students-in-the-us-by-country-of-origin/>
- « The Global Competitiveness Report 2019 », [s. l.], World Economic Forum, 2019.
<http://www3.weforum.org/docs/GCR2018/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2018.pdf>
- « Vietnamese Students in the United States Increase for 17th Straight Year », sur *U.S. Embassy & Consulate in Vietnam* [en ligne], publié le 14 novembre 2018, [consulté le 6 septembre 2021]. <https://vn.usembassy.gov/vietnamese-students-in-the-united-states-increase-for-17th-straight-year/>
- « How the Russian Revolution Inspired and Assisted National Liberation Struggles », sur *TeleSUR* [en ligne], publié le 2 novembre 2017, [consulté le 24 mai 2021].
<https://www.telesurenglish.net//analysis/How-the-Russian-Revolution-Inspired-and-Assisted-National-Liberation-Struggles-20171023-0012.html>
- « A Perspective on Korea's Participation in the Vietnam War », sur *The Asian Institute for Policy studies* [en ligne], publié le 9 avril 2013, [consulté le 5 septembre 2021].
<http://en.asaninst.org/contents/issue-brief-no-53-a-perspective-on-koreas-participation-in-the-vietnam-war/>
- « Vietnam maths star prefers life in the shadows », sur *Thanh Nien Daily* [en ligne], publié le 10 septembre 2010, [consulté le 25 mars 2021].
<http://www.thanhniennews.com/education-youth/vietnam-maths-star-prefers-life-in-the-shadows-20495.html>
- « Report by the Government of Vietnam to the Sectoral Aid Coordination Meeting on Education », Hanoi, Socialist Republic of Vietnam, 1995.
- *Statistical Abstract of the United States*, [s. l.], U.S. Government Printing Office, 1981.
- « Higher Education », *Vietnam Magazine*, IV, 1971, n° 5.
- « Higher education: University of Hue », *Viet-Nam Bulletin*, 1970.
- « Modern History Sourcebook: The Final Declaration of The Geneva Conference: On Restoring Peace in Indochina, July 21, 1954 », *The Department of State Bulletin*, XXXI, août 1954, n° 788.
- « The Vietnam War: Seeds of Conflict (1945 - 1960) », sur *The History Place* [en ligne], [consulté le 8 septembre 2021].
<https://www.historyplace.com/unitedstates/vietnam/index-1945.html>

En Vietnamien

- ARCHIVES NATIONALES DU VIETNAM (CENTRE NO2), Hiệp định Paris về Việt Nam năm 1973 qua tài liệu của chính quyền Sài Gòn - Tập 2: Ký kết và thực thi (1973-1975)[Accord de Paris de 1973, à travers documents du gouvernement de Saïgon - Tome 2: Signature et Exécution (1973-1975)], vol. 2, Hanoi, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2012.
- BAN LỊCH SỬ ĐẠI HỌC Y HÀ NỘI, « Thời kỳ chống Mỹ (1965-1975) [Période de résistance contre les États-Unis (1965-1975)] », sur Hanoi Medical University [en ligne], publié le 2003, [consulté le 15 mars 2021]. <https://hmu.edu.vn/LichSu/Lichsu-P4.htm>

- BATLINER Rudolf, Sổ tay phương luận dạy học của chương trình hỗ trợ lâm nghiệp xã hội [Manuel de la méthodologie de l'enseignement du programme d'assistance de sylviculture social], [s. l.], SDC-Helvetas Vietnam-Swiss contact, 2003.
- BUI Minh Hien, Lịch sử giáo dục Việt Nam [L'histoire de l'éducation du Vietnam], Hanoi, NXB ĐH Sư phạm, 2005.
- CAO Huy Thuan, Giáo Sĩ Thừa Sai Và Chính Sách Thuộc Địa Của Pháp Tại Việt Nam (1857-1914) [Version en Vietnamien de « Les missionnaires et la politique coloniale française au Vietnam (1857-1914) »], Nguyen Thuan (trad.), Hanoi, NXB Hồng Đức, 2014.
- CHUONG THAU, Thơ văn Huỳnh Thúc Kháng (chọn lọc) [Poésies et littératures de Huynh Thuc-Khang (seclesctionnées)], [s. l.], NXB Đà Nẵng, 1989.
- CONSEIL DES SCIENCES SOCIALES DE HỒ CHI MINH-VILLE, Địa chí văn hoá thành phố Hồ Chí Minh [Monographie et Culture de Hồ Chi Minh-Ville], NXB Tổng hợp TP.HCM, 2019, p.249-250.
- DOAN Van Tinh, « Liên kết giữa TĐH và DN: Kinh nghiệm quốc tế và liên hệ với Việt nam [Liens entre universités et entreprises : expérience internationale et rapport au Vietnam] », Kinh tế và Dự báo, juillet 2015, no 13(597).
- DOAN Viet Hoat, « “Đại học Việt Nam: Quá khứ và tương lai” [Enseignement supérieur vietnamien: le passé et le futur] », Tạp chí Tư tưởng, No 4, 1973.
- Id., « Cơn sốt đại học miền Nam [Fièvre de l'enseignement supérieur au Sud] », Tạp chí Tư tưởng, No 1, 1972.
- DUC KHAI, « Vị Đại diện Toàn quyền Pháp và bom Mỹ ở Hà Nội [Le plénipotentiaire français et la bombe américaine à Hanoi] », sur Báo Thế giới và Việt Nam [en ligne], publié le 20 octobre 2012, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://baoquocte.vn/vi-dai-dien-toan-quyen-phap-va-bom-my-o-ha-noi-1563.html>
- HOANG Lan, « Lịch sử khoa cử Việt Nam với truyền thống giáo dục Nho học [Histoire de l'examen vietnamien avec la tradition de l'éducation confucianisme] », sur Hanoimoi.com.vn [en ligne], publié le 21 novembre 2019, [consulté le 20 mars 2021]. <http://hanoimoi.com.vn/tin-tuc/Van-hoa/951358/lich-su-khoa-cu-viet-nam-voi-truyen-thong-giao-duc-nho-hoc>
- DANG Huu Thu, Làng Hành Thiện và các nhà nho Hành Thiện triều Nguyễn [Village Hành-Thiện et ses lettrés sous des règnes de Nguyen], [s. l.], Melun, 1992.
- DANG Xuan Bang, Việt sử cương mục tiết yếu [Chapitres essentiels de l'histoire vietnamienne], Hanoi, NXB Khoa học xã hội, 2000.
- DAO Duy Anh, Việt Nam Văn hoá sử cương [Généralité de l'histoire culturelle du Vietnam], [s. l.], NXB Ho Chi Minh ville, 1992.
- DAO Thi Dien, « Đại học Đông Dương (1906-1945) và những bài học lịch sử [L'Université indochinoise (1906-1945) et les leçons historiques] », Centre d'Archive nationale No1 du Vietnam, 2016.
- DÉPARTEMENT DE L'ANALYSE & DE LA PRÉVISION, « Một số điểm nhấn trong tăng trưởng kinh tế Việt Nam giai đoạn 2011-2015 [Quelques points remarquables de la croissance économique du Vietnam pour la période 2011-2015] », sur Trung tâm Thông tin và Dự báo Kinh tế - Xã hội quốc gia (NCIF) [en ligne], publié le 12 janvier 2016, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://ncif.gov.vn/Pages/NewsDetail.aspx?newid=17232>
- DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DE CARRIÈRE DAC-LO, « Chỉ nam Giáo dục cao đẳng Việt Nam [Guide de l'enseignement collégial du Viet-Nam] », 1974.

- DINH Van Toan, « Hợp tác đại học - doanh nghiệp trên thế giới và một số gợi ý cho Việt Nam [Coopération université-entreprise dans le monde et quelques suggestions pour le Vietnam] », Tạp chí Khoa học ĐHQGHN, 32, 2016, no 4.
- DINH Xuan Lam, NGUYEN Van Khanh et NGUYEN Dinh Le, Đại cương lịch sử Việt Nam [Généralité de l'histoire vietnamienne], Hanoi, NXB Giáo dục, 2006.
- DO Ba Khe, « Vai trò của Đại học cộng đồng ở Việt Nam [Rôle de l'université communautaire au Vietnam] », Tạp chí Tư tưởng, No 45 (1), mai 1974.
- DO Ba Khe et NGUYEN Cong Chanh, « Đại học và Giáo dục huấn nghệ [Enseignement supérieur et Éducation professionnelle] », Tạp chí Tư tưởng, No 47 (1), 1974.
- DO Thi Ngoc Quyen, « Tự chủ và tự do học thuật trong giáo dục đại học Việt Nam [Autonomie et liberté académique de l'enseignement supérieur au Vietnam] » [en ligne], Tia Sáng, 2019. <https://tiasang.com.vn/-giao-duc/Tu-chu-va-tu-do-hoc-thuat-trong-giao-duc-dai-hoc-Viet-Nam-18517>
- HOANG LINH Do Mau, Tâm sự tướng lưu vong [Confidences d'un général exilé], Hanoi, NXB Công an Nhân dân, 2001.
- HOANG Tuy, *Giáo Dục: Xin cho tôi nói thẳng*, [s. l.], NXB Tri thức, 2011.
- HOANG Xuan Viet, Bạch thư chữ Quốc ngữ: lịch sử sáng chế, sức bật bùng nổ, tác dụng vô biên, gần 5 thế kỷ 1615-2006 [Livre blanc sur le chữ quốc ngữ: l'histoire de l'invention, l'élan de l'explosion, l'efficace énorme, près de 5 siècles 1615-2006], [s. l.], Hội Văn hoá Việt, 2006, 518 p.
- HUY DUC, Bên thắng cuộc: Quyển 2 - Quyền bính [Côté de gagnants : Tome II - Le pouvoir], USA, Osinbook, 2012.
- HUYNH LY, Lời nói đầu trong Thơ văn Phan Châu Trinh [L'avant-propos dans la littérature et les poèmes de Phan Chau Trinh], Hanoi, NXB Văn học, 1983.
- INSTITUT DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION, Tìm hiểu chính sách giáo dục thực dân mới ở miền Nam Việt Nam và tác hại của nó [Éclaircir la politique éducative néo-coloniale au Sud du Vietnam et ses méfaits], vol. No2, Ho-Chi-Minh ville, NXB Ho Chi Minh ville, 1980.
- INSTITUT DES SCIENCES SOCIALE DU VIETNAM, Đại Việt sử ký toàn thư [Thesaurus de l'histoire de Dai-Viet], vol. 2, [s. l.], NXB Khoa học xã hội, 1993, 523 p.
- Id., Quốc triều hình luật [Droit pénal du Tribunal], [s. l.], NXB Khoa học xã hội, 1991, 84 p.
- KHAC THANH - SANH PHUC, Lịch sử các nước Đông Nam Á [Histoire des pays de l'Asie de sud-est], [s. l.], NXB Trẻ, 2003.
- LE Huy Hoa, Bách khoa tri thức quốc phòng toàn dân [Encyclopédie sur les connaissances de la défense nationale], Hanoi, NXB Chính trị quốc gia, 2003.
- LE Mau Han et TRAN Ba De, Đại cương Lịch sử Việt Nam: Tập III [Généralités de l'histoire du Vietnam - Tome III], vol. 3, Hanoi, NXB Giáo dục, 2009.
- LE Ngoc Tru, « Chữ Quốc ngữ từ thế kỷ XVII đến cuối thế kỷ XIX [le chữ quốc ngữ du XVII^e siècle à la fin du XIX^e siècle] », Tuyển tập Ngôn ngữ văn tự Việt Nam [Collection des langues et lettres vietnamiens], vol. 1, [s. l.], Dòng Việt, 1993, p. 30-47.
- LE NGUYEN, « Việc học và thi ở miền Nam (1954 - 1963) [l'Apprentissage et l'examen au Sud-Vietnam (1954-1963)] » [en ligne], Journal Van hoa Nghe An, 2018, [consulté le 4 septembre 2021]. <http://vanhoanghean.com.vn/component/k2/28-van-hoa-hoc-duong/12800-giao-duc-mien-nam-nhung-nam-1954-1963-phan-2>
- LE Xuan Khoa, « “Đại học miền Nam trước 1975: Hồi tưởng và nhận định” [Enseignement supérieur au Sud avant 1975: Rappel et estimations] », Đại học Humboldt 200 năm (1810-2010): Kinh nghiệm thế giới và Việt Nam., [s. l.], NXB Tri thức, 2011.

- LONG DIEN, « Tổ chức và hoạt động của cơ quan USAID trong lãnh vực giáo dục thực dân mới ở Việt Nam trước đây [Organisation et le fonctionnement de l'agence USAID dans le domaine de l'éducation néocoloniale au Vietnam auparavant] », Tạp chí Nghiên cứu Lịch sử, No 173 (2), 1977.
- LU Phuong, Cuộc xâm lăng về văn hóa và tư tưởng của đế quốc Mỹ tại miền Nam Việt Nam [Invasion sur la culture et l'idéologie de l'Impérialisme américain au Sud Vietnam], [s. l.], NXB Văn hoá, 1981, 239 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DU VIETNAM, Năm mươi năm phát triển sự nghiệp Giáo dục và Đào tạo (1945 - 1995) [50 ans de développement de l'oeuvre de l'Éducation et de la Formation (1945 - 1995)], [s. l.], NXB Giáo dục, 1995, 205 p.
- MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE, 20 năm phát triển giáo dục đại học và trung học chuyên nghiệp (1955-1975): Niên giám thống kê [20 ans de développement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (1955-1975): Annuaire statistique], [s. l.], [s. n.], 1976.
- Id., Ba mươi năm nền GDĐH&THCN Việt Nam (1945-1975) [30 ans de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation professionnelle du Vietnam (1945-1975)], Hanoi, NXB Giáo dục, 1975.
- MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU VIETNAM et UNDP, « Đánh giá sự sẵn sàng tiếp cận cuộc cách mạng công nghiệp 4.0 của các doanh nghiệp thuộc các ngành công nghiệp Việt Nam [Évaluer la disponibilité à l'accès à la révolution industrielle 4.0 des entreprises dans les industries vietnamiennes] », Hanoi, 2019.
- NGO Thi Quy, Quan hệ ngoại giao giữa Việt Nam với Trung Quốc và Pháp dưới thời Tự Đức (1848-1883) [Relations diplomatiques entre le Vietnam, la Chine et la France sous l'époque du roi Tu Duc (1848-1883)] [en ligne], Mémoire de Master, Université des Sciences sociales et humaines, Université nationale de Hanoi, 2009, [consulté le 8 septembre 2021]. http://repository.vnu.edu.vn/handle/VNU_123/36143
- NGƯỜI VIỆT, « Tổng Cục Chiến tranh Chính Trị, Bộ Tổng Tham Mưu Quân Lực Việt Nam Cộng Hòa [Département général de la guerre politique, État-major général de l'armée de la République du Vietnam] », publié le 2018. <https://www.geaweb.org/Tong-Cuc-Chien-Tranh-Chinh-Tri-Bo-Tong-Tham-Muu-Quan-Luc-Viet-Nam-Cong-Hoa.html>
- NGUYEN Dinh Khanh, « Chế độ Giáo dục Việt Nam [Régime de l'Éducation du Vietnam] », publié le 2006, [consulté le 4 septembre 2020]. http://www.erct.com/2-ThoVan/3-Unna/Giao_duc_VN.htm
- NGUYEN Duoc, NGUYEN Tuy et NGUYEN Hoac, Sơ thảo lịch sử GDĐH & TCCN Việt Nam giai đoạn 1955 - 1975 [Esquisse de l'histoire de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle du Vietnam, pour la période 1955-1975], [s. l.], Institut de recherche sur l'enseignement supérieur et l'éducation professionnelle de Hanoi, 1993.
- NGUYEN Duy Trinh, « Rapport du Comité de Planification de l'État sur le projet de développement économique et culturel pour l'année de 1961 », 1961.
- Id., « Missions et orientations du 1er plan économique de 5 ans pour développer l'économie nationale (1961-1965) », 1960.
- NGUYEN Huu Phuoc, « Sơ lược lịch sử giáo dục Việt Nam (1954-1975) - dân tộc, nhân bản, khai phóng [Sommaire de l'histoire de l'éducation du Vietnam (1954-1975) - nationalité - humanité - libération] », Giáo dục miền Nam tự do trước năm 1975 (Education in south Vietnam before 1975), Santa Ana - CA, USA, Le Văn Duyệt Foundation, 2006, p. 145-186.

- NGUYEN Khac Hoach, Xây dựng văn hoá và giáo dục [Construire la culture et l'éducation], Saïgon, NXB Lua thien, 1970.
- MCNAMARA Robert S., Nhìn lại quá khứ: Tấn thảm kịch và những bài học về Việt Nam [Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons], [s. l.], NXB Chính trị quốc gia, 1995.
- NGUYEN Luong Bich et PHAM Ngoc Phung, Tìm hiểu thiên tài quân sự của Nguyễn Huệ [Découvert du talent militaire de Nguyen Hue], [s. l.], NXB Quân đội Nhân dân, 1976.
- NGUYEN Manh Tri, « Những “Nhà thiết kế kiến trúc” Việt Nam đầu tiên: Họ là ai? [Les premiers architectes concepteurs vietnamiens: Qui sont-ils?] » [en ligne], 2019. <https://www.tapchikientruc.com.vn/chuyen-muc/nhung-nha-thiet-ke-kien-truc-viet-nam-dau-tien-ho-la-ai.html>
- NGUYEN Ngoc Lan, « Trăm năm dạy ứng xử nghề nghiệp ở đại học Y Hà Nội [Cent ans d'enseignement de la déontologie à l'école de Médecine de Hanoi] », publié le 2011, [consulté le 15 mars 2021]. <http://vietsciences.free.fr/lichsu/lichsutruongy.htm>
- Id., « Trăm năm dạy ứng xử nghề nghiệp ở đại học Y Hà Nội - Phần 2: Dạy về quan điểm, đường lối trong ứng xử nghề nghiệp [Cent ans d'enseignement de la déontologie à l'école de Médecine de Hanoi - Partie 2: Enseignement sur le point de vue, la voie dans les comportements professionnels] », publié le 2011, [consulté le 15 mars 2021]. <http://vietsciences.free.fr/lichsu/lichsutruongy.htm>
- NGUYEN Phan Quang, Việt Nam Thế kỷ XIX 1802 - 1884 [Le Vietnam au XIX^e siècle 1802-1884], [s. l.], NXB. Thành phố Hồ Chí Minh, 1999, 454 p.
- NGUYEN Quynh Giao, Cải tổ giáo dục [Restructurer l'éducation], Saïgon, NXB Thang Tien, 1970.
- NGUYEN Thanh Trang, « Đại học tư lập và vấn đề phát triển [Universités privées et problème de développement] », Tạp chí Tư tưởng, No. 48 (2), 1975.
- NGUYEN The Anh, Việt Nam thời Pháp đô hộ [Le Vietnam sous l'époque de domination française], [s. l.], NXB Văn học, 2018.
- NGUYEN Thi Hong Cuc, « La gestion de l'enseignement supérieur au Sud Vietnam (1954-1975) à travers les archives de la République du Vietnam », Annuaire de la Conférence scientifique sur les archives de la République du Vietnam (1955-1975) du point de vue historique et archivistique, [s. l.], NXB Đại học Quốc gia TP.HCM, 2014.
- NGUYEN Thi Huong, « Những dấu ấn quan trọng về KT-XH trong hành trình 75 năm thành lập và phát triển đất nước qua số liệu thống kê [Des empreintes socio-économiques importantes dans le parcours de 75 ans d'établissement et de développement du pays à travers les statistiques] » [en ligne], Tạp chí Kinh tế và Dự báo - Bộ Kế hoạch và Đầu tư, 2 septembre 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://kinhtevadubao.vn/nhung-dau-an-quan-trong-ve-kt-xh-trong-hanh-trinh-75-nam-thanh-lap-va-phat-trien-dat-nuoc-qua-so-lieu-thong-ke-15850.html>
- NGUYEN Van Huy, Nguyễn Văn Huyền toàn tập [Oeuvres complètes de Nguyen Van Huyen], vol. 3, [s. l.], NXB Giáo dục, 2005.
- NGUYEN Van Huyen, « Diễn văn khai giảng trường Đại học đầu tiên của Việt Nam [Discour de la cérémonie d'ouverture de la première université du Vietnam] », 1945.
- NGUYEN Van Huyen et PHAM Kim Ngan, Bộ trưởng Nguyễn Văn Huyền với việc xây dựng và phát triển giáo dục đại học trong kháng chiến, Kỷ yếu Hội thảo Khoa học « Chủ tịch Hồ Chí Minh - một tầm nhìn chiến lược và giáo dục », [s. l.], Université de Pédagogie de Hanoi, 2010. <https://hnue.edu.vn/Tintuc-Sukien/Trangtintonghop/tabid/260/news/168/GiaosuNguyenVanHuyenvoiviecxaydungvaphattriengiaoducdaihoctrongkhangchien.aspx>

- NGUYEN Van Phu, « Nhận định về tình trạng giáo dục ở Việt Nam [Estimation sur la situation éducative au vietnam] », Tập san Phát triển Xã hội, 1972.
- NGUYEN Van Trung, Góp phần phê phán giáo dục và đại học [Contribution à critiquer l'éducation et l'enseignement supérieur], Saigon, NXB Trinh bay, 1967.
- NGUYEN Viet Chinh, « 50 năm chiến thắng Mậu Thân(1968- 2018): Họ đã nói gì? [50 ans après la victoire de l'offensive du Tết (1968-2018) : qu'ont-ils dit ?] » [en ligne], Báo văn hóa, 16 février 2018, [consulté le 8 septembre 2021]. <http://www.baovanhoa.vn/doi-song/artmid/2070/articleid/4246/50>
- NGUYEN Xuan Te, « Kinh tế tri thức trên thế giới: Mấy kinh nghiệm về tiếp cận và phát triển [Économie de la connaissance dans le mode: Un peu d'expérience sur l'accès et le développement] » [en ligne], 2001. <https://thegioiluat.vn/bai-viet-hoc-thuat/MAY-KINH-NGHIEM-VE-TIEP-CAN-VA-PHAT-TRIEU-KINH-TE-TRI-THUC-TREN-THE-GIOI-5727/>
- NGUYEN Xuan Tho, Bước Mở Đầu Của Sự Thiết Lập Hệ Thống Thuộc Địa Pháp Ở Việt Nam (1858 - 1897) [Les début de L'installation du système colonial français au Vietnam (1858-1897)], [s. l.], NXB Hồng Đức, 2018.
- OIT - L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, « Cách mạng công nghiệp 4.0 ở Việt Nam: Hàm ý đối với thị trường lao động [Révolution industrielle 4.0 au Vietnam: Implications pour le Marché du travail] », [s. l.], OIT Vietnam, 2018.
- PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM, Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti], vol. 30, Hanoi, NXB Chính trị Quốc gia, 2004, 397 p.
- Id., Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti], vol. 26, Hanoi, NXB Chính trị Quốc gia, 2003, 397 p.
- Id., Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti], vol. 21, [s. l.], NXB Chính trị quốc gia Hà Nội, 2002, 552 p.
- Id., Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti], vol. 16, [s. l.], NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2002, 213 p.
- Id., Văn kiện Đảng toàn tập [l'Oeuvre complète de document du Parti], vol. 24, Hanoi, NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2002, 397 p.
- Id., Hồ Chí Minh toàn tập [l'Oeuvre complète sur Hồ Chí Minh], vol. 10, [s. l.], NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2000, 190 p.
- Id., Hồ Chí Minh toàn tập [l'Oeuvre complète sur Hồ Chí Minh], vol. 9, [s. l.], NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2000, 74,80,126 p.
- Id., Hồ Chí Minh toàn tập [l'Oeuvre complète sur Hồ Chí Minh], vol. 8, [s. l.], NXB Chính trị Quốc gia Hà Nội, 2000, 74,80,126 p.
- Id., « Directive No.102/CT-TW, le 3 juillet 1965 », 1965.
- PHAM Dinh Thang, « « L'éducation pour l'humanité, la philosophie des politiques de réforme éducative de la République du Vietnam par le docteur Nguyen Luu Vien » », 1972.
- PHAM Ngoc Bao Liem, Giáo dục đại học miền Nam Việt Nam thời kỳ 1954-1975 [Enseignement supérieur au Vietnam du Sud pour la période 1954-1975] [microfiche], Mémoire de Master, Université des Sciences de Hué, 2009.
- PHAM Thi Ly, « Cổ phần hóa trường đại học công, nên chăng? [Il vaut mieux de faire l'équitization des universités publiques?] », sur Lypham.net [en ligne], publié le 12 août 2016, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.lypham.net/?p=1338>
- Id., « Về quan hệ hợp tác giữa nhà trường và doanh nghiệp [A propos de la coopération entre écoles et entreprises] », sur Lypham.net [en ligne], publié le 8 août 2016, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://www.lypham.net/?p=745>

- PHAM Thi Phuong, Lịch sử hình thành và phát triển Viện Đại học Cần Thơ [Histoire de la formation et du développement de l'Université Can Tho] [microfiche], Mémoire de Master, Université Nationale de Ho-Chi-Minh ville, 2010.
- PHAM Vu Luan, 2014.
- PHAN BA, « Tham nhũng ở VNCH - tấn bi hài kịch của Mỹ trong chiến tranh Việt Nam [La corruption en République du Vietnam - Comédie tragédique des États-Unis dans la guerre du Vietnam] », sur Redsvn.net [en ligne], publié le 3 décembre 2020, [consulté le 8 septembre 2021]. <http://redsvn.net/tham-nhung-o-vnch-tan-bi-hai-kich-cua-trong-chien-tranh-viet-nam2/>
- PHAN Hoang, « Người thầy nghiêm cẩn, học giả uyên thâm- Nguyễn Khuê [Un maître sérieux et respectueux, un savant très profond - Nguyen Khue] » [en ligne], baocantho.com, 11 décembre 2016. <https://baocantho.com.vn/nguoi-thay-nghiem-can-hoc-gia-uyen-tham-nguyen-khue-a21181.html>
- PHAN Huy-Chu, Lịch triều hiến chương loại chí, vol. 1, [s. l.], NXB Khoa học xã hội, 1992, 580 p.
- PHAN Trong Bau, Giáo dục Việt Nam thời cận đại [L'Éducation au Viet Nam aux temps modernes], Hanoi, NXB Khoa học xã hội, 2015.
- Id., Nền giáo dục Pháp - Việt 1861-1945" [Enseignement franco-vietnamien 1861-1945], Hanoi, NXB Khoa học Xã hội, 2014.
- PHONG HIEN, Văn hoá văn nghệ miền Nam dưới chế độ Mỹ Ngụy [Culture et arts du Sud sous le régime des Américains et leur marionnettes], Hanoi, NXB Van hoa, 1984.
- Id., « Một số công cụ tư tưởng phục vụ cho chủ nghĩa thực dân mới của Mỹ ở miền Nam Việt Nam [Quelques outils idéologiques servant le néocolonisme des États-Unis au Sud Vietnam] », Sưu tập chuyên đề Chủ nghĩa thực dân mới của Mỹ ở miền Nam Việt Nam [Collection des sujets sur le néocolonisme des États-Unis au Sud Vietnam], vol. 3, Hanoi, NXB Khoa học xã hội, 1978, p. 212.
- PHÒNG TƯ LIỆU KHOA LỊCH SỬ, « Kỷ yếu của Hội đồng Quốc gia Giáo dục (1969) - Tài liệu đánh máy số 131 [Annuaire du Conseil national de l'éducation (1969) - Document dactylographié n° 131] », ĐH Khoa học Huế, 1969.
- QUỐC SỬ QUÁN TRIỀU NGUYỄN, Đại Nam Thực lục [Annales de Dai Nam], Viện sử học [Institut de l'Histoire] (trad.), [s. l.], NXB Giáo dục, 2007.
- Id., Đại Nam Thực lục [Annales de Dai Nam], Viện sử học [Institut de l'Histoire] (trad.), vol. Tome VIII, [s. l.], NXB Giáo dục, 2007.
- Id., Đại Nam Thực lục [Annales de Dai Nam], Viện sử học [Institut de l'Histoire] (trad.), vol. Tome III, [s. l.], NXB Giáo dục, 2007.
- Id., Khâm Định Việt Sử thông giám cương mục, Viện sử học [Institut de l'Histoire] (trad.), vol. Tome 1, Hanoi, NXB Giáo dục, 1998.
- SZALONTAI Balazs, « Im lặng nhưng không đồng tình [Silence sans accords] », sur BBC News (Vietnamese Version) [en ligne], publié le 24 mars 2009, [consulté le 24 septembre 2020]. https://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2009/03/090324_paracels_hanoi_reassessment
- TA CHI DAI TRUONG, Lịch Sử Nội Chiến Việt Nam 1771- 1802 [Histoire des guerres civiles vietnamiennes 1771-1802], Saïgon, NXB Văn Sử Học, 1973.
- TẠP CHÍ ĐẠI HỌC, « Vài ý kiến về vấn đề Đại học [Quelques opinions sur le problème de l'université] », 1960, no No. 13.

- THAI Van Ha, « Phát triển trường đại học tư thục ở Việt Nam: Thực trạng và khuyến nghị », tapchitaichinh.vn [en ligne], 29 septembre 2019.
- THICH MINH CHAU, « Hội đồng Đại học tư lập Việt Nam [Conseil des universités privées du Vietnam] », Tạp chí Tư tưởng, No 48 (2), 1975.
- THICH NGUYEN HONG, « “Giáo dục cho ngày nay và ngày mai” [Education pour aujourd’hui et pour demain] », Tạp chí Tư tưởng, No 4, 1973.
- THUY KHUE, « Phần XV: Phan Khôi - Chương 1a : Những phong trào chống Pháp đầu thế kỷ XX [Partie XV: Phan Khoi - Les mouvements contre les Français au début du xx^e siècle] » [en ligne], RFI, 5 septembre 2010, [consulté le 30 mai 2019]. <http://vi.rfi.fr/tong-hop/20100905-phan-xv-phan-khoi-chuong-1a-nhung-phong-trao-chong-phap-dau-the-ky-xx>
- TON That Thien, « Liêm sĩ: Vấn đề căn bản của Việt Nam ngày nay (Cảm nghĩ về quan điểm của một chân nho: Cụ Phan Chu Trinh) [Pudeur: le problème fondamental du Vietnam aujourd’hui (Impressions sur le point de vue d’un vrai disciple du Confucius: M. Phan Chu-Trinh] », Tạp chí Tư tưởng, No 1, 1970.
- TOPDEV, « Vietnam IT Landscape 2020 », 2020. https://topdev.vn/Eng_TopDev_VietnamITLandscape_2020.pdf
- TRAN Duc Vien, « Nhận thức về tự chủ đại học: Tự chủ khác với tự lo [Connaissances sur l’autonomie universitaire: l’autonomie et l’autosuffisance sont différentes] » [en ligne], Tia Sáng, 2017. <https://tiasang.com.vn/-doi-moi-sang-tao/Nhan-thuc-ve-tu-chu-dai-hoc-Tu-chu-khac-voi-tu-lo-10830>
- TRAN Hong Quan, 1991.
- TRAN Huy Lieu, Tài liệu tham khảo lịch sử cách mạng cận đại Việt Nam [Références à la révolution moderne du Vietnam], vol. VIII, [s. l.], NXB Văn Sử Địa, 1957.
- TRAN Nam Chuan, « Tổng tiến công và nổi dậy Tết Mậu Thân năm 1968 qua đánh giá của nước ngoài [L’offensive et le soulèvement du Tết de 1968 sous l’évaluation étrangère] » [en ligne], Tạp chí Cộng sản, 16 janvier 2013, [consulté le 8 septembre 2021]. <https://tapchicongsan.org.vn/chinh-tri-xay-dung-dang/-/2018/19771/tong-tien-cong-va-noi-day-tet-mau-than-nam-1968-qua-danh-gia-cua-nuoc-ngoai.aspx>
- TRAN Ngoc Dinh, « Nền giáo dục đại học thực dân mới của Mỹ ở Miền Nam Việt Nam trước ngày giải phóng [Enseignement supérieur néo-colonial des Américains au Vietnam du Sud avant la date de libération] », Tạp chí Nghiên cứu Lịch sử, No 165, 12 1975.
- TRAN Thi Vui, « Trường Đại học Sư phạm Sài Gòn - Lược sử theo tài liệu lưu trữ [L’école de Pédagogie de Saïgon - Brève histoire selon les archives] », 2017.
- TRAN Trong Kim, Nho giáo [Confucianisme], NXB Thế giới, 2019.
- TRAN Trong Kim, Việt Nam sử lược [Brève histoire du Vietnam], Saïgon, Centre de publication des documents d’études, 1971.
- TRAN Van Don, Việt Nam Nhân chứng [Témoin du Vietnam], California, NXB Xuân Thu, 1989.
- TRAN Van Giau, « Luận về những nguyên nhân Việt Nam mất nước về tay Pháp [Discussion sur les raisons pour lesquelles le Vietnam a perdu son pays au profit de la France] », Tuần Báo Văn Nghệ TP.HCM, juin 2017, no 455.
- TRAN Van Tho, « Chính sách công nghiệp hóa của Việt Nam [La politique d’industrialisation du Vietnam] » [en ligne], Tia Sáng, 15 janvier 2017, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://tiasang.com.vn/-dien-dan/Chinh-sach-cong-nghiep-hoa-cua-Viet-Nam--10350>

- TRUNG BAC TAN VAN, « Kinh tế khủng hoảng với cái nạn tự sát [La crise économique et la situation de la suicide] », 1933.
- VAN Thi Than Mai, « Giáo dục lý tưởng cách mạng cho sinh viên tại nhà trường [Éducation de l'idéal révolutionnaire pour étudiants aux écoles] », Commission centrale de propagande et d'éducation du Parti communiste du Vietnam, 2020.
- VIET LONG, « Chiến tranh Việt-Trung 1979: Diễn biến và hậu quả [La guerre Sino-vietnamienne 1979: Déroulement et Conséquences] », sur Nghiên cứu quốc tế [en ligne], publié le 14 février 2019, [consulté le 4 septembre 2021]. <http://nghienccuquocte.org/2019/02/15/chien-tranh-viet-trung-1979-dien-bien-hau-qua/>
- VIETNAM CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY et UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT, « The Vietnam provincial competitiveness index 2017 », [s. l.], 2018.
- VIETNAMWORKS, « Báo cáo về Thị trường nhân lực ngành Công nghệ thông tin: Thập niên 2020 và năm 2020 [Rapport sur le marché des ressources humaines en technologies de l'information: décennies 2020 et 2020] », [s. l.], VietnamWorks, 2020.
- VO Hong Phuc, « Những thành tựu về kinh tế - xã hội qua 20 năm đổi mới (1986 - 2005) [Réalizations socio-économiques après 20 ans de Doi-Moi] », Việt Nam 20 năm đổi mới [Le Vietnam après 20 ans de Doi-moi], [s. l.], NXB Chính trị Quốc gia, 2006.
- VO Nguyen Giap, 1987.
- VO Van Sen, « Giáo dục đại học miền Nam Việt Nam giai đoạn 1954-1975 [Enseignement supérieur du Sud au Vietnam pour la période 1954-1975] », Université Nationale Ho-Chi-Minh ville, 2008.
- VU Duong Ninh, « ĐH Đông Dương - Sự du nhập giáo dục châu Âu vào Việt Nam nửa đầu thế kỷ XX [L'Université indochinoise - l'introduction de l'éducation européenne au Vietnam à la première moitié de xx^e siècle] », sur Université nationale Hanoi [en ligne], publié le 17 mai 2016. <https://vnu.edu.vn/ttsk/?C1654/N19246/dH-dong-Duong-%E2%80%93-Su-du-nhap-giao-duc-chau-au-vao-Viet-Nam-nua-dau-the-ky-XX.htm>
- Id., « Bảo Đại và bản Thoả ước Élysée năm 1949 [Bao Dai et l'Accords de l'Elysée en 1949] », Tạp chí Nghiên cứu Lịch sử, No2 (454), 2014.
- VU Quang Viet, « Nợ công, nợ ngân hàng của Việt Nam được hé mở [La dette publique et la dette bancaire du Vietnam révélées] » [en ligne], CafeF.vn, 23 novembre 2012, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://cafef.vn/tai-chinh-ngan-hang/no-cong-no-ngan-hang-cua-viet-nam-duoc-he-mo-20121123013241545.chn>
- VU Thanh Tu Anh, « Kiến tạo một nền đại học thực thụ [Construire un vrai enseignement supérieur] » [en ligne], 2015. <https://www.thesaigontimes.vn/135167/Kien-tao-mot-nen-dai-hoc-thuc-thu.html>
- VUONG Tri Nhan, « Mấy cảm nhận về sự khác biệt giữa giáo dục miền Nam và giáo dục miền Bắc [Quelques connaissances sur la différence entre l'éducation du sud et du nord] » [en ligne], Tạp chí Nghiên cứu và Phát triển, No 7-8 (114-115), 2014, [consulté le 14 octobre 2019]. <https://vuongtrinh.blogspot.com/2014/12/may-cam-nhan-ve-su-khac-biet-giua-giao.html>
- TRUONG Huu Quynh, DINH Xuan Lam et LE Mau Han, Đại cương lịch sử Việt Nam toàn tập, [s. l.], NXB Giáo dục, 2008, 811 p.
- Phong trào Đồng khởi - 50 năm nhìn lại [Le Mouvement de Dong khoi - Rétrospection après 50 ans], Hanoi, NXB Chính trị Quốc gia - Sự thật, 2010.

- Trần Văn Giàu Tổng tập: Tập I [Collection totale de Tran van Giàu: Tome I], vol. 1, [s. l.], NXB Quân đội Nhân dân, 2006, 1879 p.
- « Phần 2: Xây dựng và phát triển nhà trường trong điều kiện chiến tranh 1965-1975 [Partie 2: Construire et développer l'école au condition de guerre 1965-1975] », Kỷ yếu "55 năm truyền thống Đại học Tổng hợp Hà Nội - Trường Đại học Khoa học Tự nhiên, ĐHQG Quốc gia Hà Nội [Annuaire "55 ans de tradition de l'Université de Hanoi - l'Université des Sciences naturelles, Université nationale de Hanoi], [s. l.], [s. n.], 2006. <http://hus.vnu.edu.vn/60y/tintuc/k%E1%BB%B7-y%E1%BA%BFu-55-n%C4%83m-truy%E1%BB%81n-th%E1%BB%91ng-tr%C6%B0%E1%BB%9Dng-%C4%91%E1%BA%A1i-h%E1%BB%8Dc-t%E1%BB%95ng-h%E1%BB%A3p-h%3F-n%E1%BB%99i-tr%C6%B0%E1%BB%9Dng-%C4%91%E1%BA%A1i-h%E1%BB%8Dc-khoa-h%E1%BB%8Dc-t%E1%BB%B1-nhi%C3%AA-n-1>
- Tài liệu mật Bộ Quốc phòng Mỹ về chiến tranh Việt Nam [Documents secrets du Département de la Défense des États-Unis sur la guerre du Vietnam], Hanoi, Agence de Presse du Vietnam, 1971.
- Kế hoạch phát triển kinh tế miền Nam Việt Nam 10 năm sau chiến tranh của Mỹ - Nguỵ: Kế hoạch Lilienthal - Vũ Quốc Thúc [Plan de développement économique du Sud-Vietnam 10 ans après la guerre des États-Unis - République du Vietnam : Plan Lilienthal - Vu Quoc Thuc], Tran Dung Tien (trad.), [s. l.], Bộ Ngoại Thương, 1971.
- « Các đề nghị cải tổ nền đại học Việt Nam [Les propositions de réformé de l'Enseignement supérieur du Vietnam] », Tập san Nghiên cứu Hành chính, 1971.
- Niên giám thống kê 1960 - 1964 [Annuaire statistique pour 1960 - 1964], Hanoi, NXB Thống kê, 1965.
- « Đây Đại học [Voici, c'est l'université] », Imprimerie Liên Việt, 1962.
- « Tìm hiểu về chiến tranh Việt Nam [Découvrir la Guerre du Vietnam] », [consulté le 8 septembre 2021]. <https://www.facebook.com/TimHieuVeChienTranhVietNamVietNamWar/posts/431620320242226/>
- « Trường ĐHQG Xây dựng thời kỳ sơ tán (1966-1983) [Université de Génie civil pendant la période d'évacuation (1966-1983)] », sur Nation University of Civil Engineering [en ligne], [consulté le 26 mars 2021]. <https://old.nuce.edu.vn/vi/gioi-thieu/giai-doan-1966-1983.html>
- BK CONFESSIONS (GROUPE FACEBOOK), Bách Khoa những ngày sơ tán [Université de Polytechnique pendant des jours d'évacuation] [courriel], aout 2015. <https://www.facebook.com/BKConfessions/photos/a.164118950405495.37274.163894157094641/522132104604176/?type=1>
- « Kỷ niệm 90 năm ngày sinh thủ tướng Võ Văn Kiệt (23/11/1922- 23/11/2012)::Đại đoàn kết dân tộc- cội nguồn sức mạnh của chúng ta [Célébration du 90e anniversaire du Premier ministre Vo Van Kiet (23 novembre 1922-23 novembre 2012) : Grande unité nationale - la source de notre force] », sur Báo Vĩnh Long [en ligne], [consulté le 5 septembre 2021]. <http://123.29.69.143:6969/thoi-su/201210/ky-niem-90-nam-ngay-sinh-thu-tuong-vo-van-kiet-23111922-23112012-dai-doan-ket-dan-toc-coi-nguon-suc-manh-cua-chung-ta-530651/>
- HOANG Minh Son, Gỡ « điểm nghẽn » trong tự chủ đại học - Bài cuối: Tự chủ đại học rất cần vai trò của tổ chức Đảng [Supprimer le « goulet d'étranglement » de l'autonomie universitaire - Dernière leçon : l'autonomie universitaire a besoin du rôle de l'organisation du Parti] [Báo Tin tức [en ligne]] mené par, 18 février 2021, [consulté le 4

- septembre 2021]. <https://baotintuc.vn/giao-duc/go-diem-nghen-trong-tu-chu-dai-hoc-bai-cuoi-tu-chu-dai-hoc-rat-can-vai-tro-cua-to-chuc-dang-20210217155328874.htm>
- LE Dac Son, « Học nhiều để làm gì? » [Pour quelle raison on apprend beaucoup?] [Homepage of the University of Dai Nam] mené par, 2021, [consulté le 10 septembre 2021]. <http://dainam.edu.vn/vi/tin-tuc/ts-le-dac-son-chu-tich-hdqt-truong-dh-dai-nam-hoc-nhieu-de-lam-gi>
 - LE Manh Hung, Nhật đảo chính Pháp tại Việt Nam năm 1945 (phần 1) [Coup d'État japonais contre les Français au Vietnam en 1945 (Partie 1)] mené par, 9 mars 2006, [consulté le 20 août 2021]. https://www.rfa.org/vietnamese/in_depth/JapaneseCoupOf9March1945P1_MHung-20060309.html
 - LE Tuan Hoa, Cuộc hội ngộ giữa các nhà toán học Việt Nam và Pháp [Rendez-vous entre les mathématiciens vietnamiens et français] mené par, 28 août 2012. <https://baogialai.com.vn/channel/743/201208/hoi-nghi-toan-hoc-phoi-hop-viet-phap-2012-cuoc-hoi-ngo-giua-cac-nha-toan-hoc-viet-nam-va-phap-2182204/>
 - NGO Bao Chau, Ông Ngô Bảo Châu: « Phong giáo sư ở Việt Nam khác thế giới » [M. Ngo Bao Chau: la nomination du titre de Professeur au Vietnam est différente au monde] [Journal VnExpress] mené par Nguyen Loan, 20 septembre 2015.
 - NGUYEN Khue, Không có cơ chế thực hiện, triết lý giáo dục chỉ là lý thuyết suông [Sans mécanisme de réalisation, la philosophie de l'éducation n'est que purement la théorie] [Website de l'Université nationale de Ho Chi Minh ville] mené par, 2018. https://vnuhcm.edu.vn/tin-tuc_32346864/khong-co-co-che-thuc-hien-triet-ly-giao-duc-chi-la-ly-thuyet-suong/3535376864.html
 - NGUYEN Kim Hong, « Cú sốc » của cựu hiệu trưởng đại học ngày đầu vào Sài Gòn [Le choc de l'ancien recteur aux premiers jours à Saïgon] mené par, 2018. <https://vietnamnet.vn/vn/thoi-su/cu-soc-cua-cuu-hieu-truong-dai-hoc-ngay-dau-vao-sai-gon-sau-1975-446151.html>
 - NGUYEN Minh Thuyet, « Thú thật, tôi rất ngại tham gia hội đồng chấm luận án tiến sĩ » [« Honnêtement, j'hésite pour rejoindre le comité de jury pour la thèse de doctorat »] mené par, 9 mai 2016, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post167703.gd>
 - NGUYEN Xuan Vang, Đã có nhiều tiến sĩ 322 bồi hoàn học phí [Il y a eu beaucoup de doctorats 322 remboursant les frais de scolarité] [Journal VietNamNet [en ligne]] mené par, 28 décembre 2011, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/giao-duc/da-co-nhieu-tien-si-322-boi-hoan-hoc-phi-54611.html>
 - NHI LE, “Đặt quyết tâm tinh giản nhưng chúng ta vẫn lúng túng trong thực hiện” [« Déterminé à réduire la masse salariale, mais nous sommes toujours confus dans la mise en œuvre »] mené par, 26 juillet 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://cafef.vn/dat-quyet-tam-tinh-gian-nhung-chung-ta-van-lung-tung-trong-thuc-hien-20180726091916741.chn>
 - PHAM Phu, « Các trường ĐH phải tự chủ và tự chủ là bản chất của ĐH » [Universités doivent être autonomes et l'autonomie est la nature des universités] mené par, 2019. <https://tuoitre.vn/cac-truong-dh-phai-tu-chu-va-tu-chu-la-ban-chat-cua-dh-20190929190214704.htm>
 - TA Van Tai, Giáo dục Việt Nam theo nhận định của các đại học Mỹ [L'enseignement supérieur vietnamien selon le point de vue des universités américaines] mené par, 2009. http://pdaotao.duytan.edu.vn/News_Detail/?news_id=63&lang=VN

- TRAN Duc Canh, Hệ thống giáo dục Mỹ: Đậm tính tự chủ và tiếp cận bình đẳng [Système de l'éducation américain : pleine de l'autonomie et juste dans l'accès] mené par, 2019. <https://dantri.com.vn/giao-duc-huong-nghiep/he-thong-giao-duc-my-dam-tinh-tu-chu-va-tiep-can-binh-dang-20190703160829486.htm>
- Id., Ông Trần Đức Cảnh chỉ ra ngành “mũi nhọn” và “mũi tù” trong giáo dục đại học [M. Tran duc Canh indique les branche de pointe et de d'obtus dans l'enseignement supérieur] [Journal Giáo dục Việt Nam (giaoduc.net.vn)] mené par Xuan Trung, 1 avril 2016.
- VU Minh Khuong, Việt Nam có năng lực và nỗ lực, nhưng tại sao chúng ta chưa phát triển? [Le Vietnam a des capacités et des efforts, mais pourquoi ne nous sommes-nous pas développés ?] mené par, 19 février 2018. <https://dantri.com.vn/kinh-doanh/viet-nam-co-nang-luc-va-no-luc-nhung-tai-sao-chung-ta-chua-phat-trien-2018021312204188.htm>

Autres langues

- ZHDANOV Victor, « Человек и вирусы [Homme et virus] », Наука и человечество [Science et humanité], 1984.
- « Советская экономика в эпоху Леонида Брежнева [L'économie soviétique à l'époque de Léonid Brejnev] », sur RIA Novosti [en ligne], publié le 8 novembre 2010, [consulté le 31 décembre 2011]. <https://ria.ru/20101108/293796130.html>
- Nauka Rossii v tsifrakh: statisticheskii sbornik 1994 [Research in Russia: statistical yearbook 1994], Moscou, TsISN, 1995.
- « Osnovy zakonodatel'stva Soyuza SSR i soyuznyh respublik o narodnom obrazovanii" (vmeste s Osnovami zakonodatel'stva). Zakon SSSR ot 19.07.1973 N 4536-VIII. M [Fundamentals of Legislation of the USSR and the Union Republics on Public Education "(together with Fundamentals of Legislation), USSR Law of 19.07.1973 N 4536-VIII. M]. », 1973.
- « Ob utverzhdenii polozhenia o vysshikh uchebnykh zavedeniyakh SSSR [On the approval of the regulations on higher educational institutions of the USSR] », 1969.
- « Ob ukreplenii svyazi shkoly s zhizn'yu i o dal'neishem razvitii sistemy narodnogo obrazovania v SSSR. M.[On strengthening the connection between school and life and on the further development of the public education system in the USSR] », 1958.

5. Sources de presses

- BICH DIEP, « Thủ tướng sẽ nắm trực tiếp dưới 10 Tập đoàn nhà nước [Le Premier ministre détiendra directement moins de 10 groupes d'État] » [en ligne], Dân trí, 28 octobre 2012, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://dantri.com.vn/kinh-doanh/thu-tuong-se-nam-truc-tiep-duoi-10-tap-doan-nha-nuoc-1351842082.htm>
- BICH HA, « Từng có trường hợp giáo sư dỏm ngồi xét ứng viên giáo sư thật [Il y avait de cas où un faux professeur s'est assis pour juger le vrai candidat du titre "professeur"] » [en ligne], Journal Lao động, 9 janvier 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://laodong.vn/giao-duc/tung-co-truong-hop-giao-su-dom-ngoi-xet-ung-vien-giao-su-that-650994.lido>
- BUI Ha, « Những thành tựu kinh tế qua 20 năm đổi mới [Des réalisations économiques à travers 20 ans d'innovation] », sur National center for Socio-economic information and forecast [en ligne], publié le 16 novembre 2005, [consulté le 4 septembre 2021]. <http://www.ncif.gov.vn/Pages/NewsDetail.aspx?newid=1020>

- BUI Van Huyen et TRAN Huong Xuan, « Huy động nguồn lực tài chính cho giáo dục đại học công lập ở Việt Nam [Mobilisation des ressources financières pour l'enseignement supérieur public au Vietnam] » [en ligne], Tạp chí Tài chính [en ligne], 7 février 2019, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://tapchitaichinh.vn/ngghien-cuu-trao-doi/huy-dong-nguon-luc-tai-chinh-cho-giao-duc-dai-hoc-cong-lap-o-viet-nam-302114.html>
- CAO NHAT, « Có bằng tiến sĩ mới đột phá tư duy [Il est nécessaire d'avoir un doctorat pour avoir une percée dans la pensée] » [en ligne], VietNamNet, 16 septembre 2009, [consulté le 6 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/chinhtri/2009/09/868806/>
- DANG CHUNG, « Vụ giáo sư bị tố đạo văn học trò: Không thể xử lý theo kiểu xuề xòa, nề nang [Le cas du professeur accusé de plagiat de ses étudiants : ne pouvons pas traiter de manière négligente et respectueuse] » [en ligne], Journal Lao động, 18 mai 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://laodong.vn/giao-duc/vu-giao-su-bi-to-dao-van-hoc-tro-khong-the-xu-ly-theo-kieu-xue-xoa-ne-nang-607776.ldo>
- DANG Van Dinh, « 2 tỷ USD vốn vay ODA đem lại lợi ích gì cho giáo dục Việt Nam? [Quels bénéfices le prêt d'APD de 2 milliards USD apporte-t-il à l'éducation au Vietnam ?] » [en ligne], Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn], 27 août 2015, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post161281.gd>
- DINH NGOC, « Tăng cường hợp tác và đầu tư để thúc đẩy đổi mới giáo dục [Renforcer la coopération et les investissements pour promouvoir l'innovation pédagogique] » [en ligne], sao.baophapluat.vn, 19 octobre 2020, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://sao.baophapluat.vn/tin-tuc/chi-tiet/12968/>
- DO Thi Thao et NGUYEN Thi Phong Lan, « Những thành tựu cơ bản về phát triển kinh tế - xã hội của Việt Nam từ khi đổi mới đến nay [Les réalisations fondamentales du développement socio-économique du Vietnam depuis Doi-moi jusqu'à maintenant] » [en ligne], 31 mai 2013, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://hcma.vn/tintuc/Pages/dien-dan-chinh-tri-tu-tuong.aspx?CatelD=201&ItemID=21992>
- DUONG NGOC, « 3 lần khủng hoảng và 3 lần chuyển vị thế của Việt Nam [3 fois de crise et 3 fois de changement de position du Vietnam] », sur Nhịp sống kinh tế Việt Nam & Thế giới [en ligne], publié le 1 mai 2010, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vneconomy.vn/3-lan-khung-hoang-va-3-lan-chuyen-vi-the-cua-viet-nam.htm>
- HA ANH, « Vì sao hàng ngàn sinh viên bị buộc thôi học mỗi năm? [Pourquoi des milliers d'étudiants sont-ils forcés de quitter l'école chaque année ?] » [en ligne], Journal Thanh niên, 30 novembre 2020, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://thanhnien.vn/giao-duc/vi-sao-hang-ngan-sinh-vien-bi-buoc-thoi-hoc-moi-nam-1310649.html>
- HA BINH, « Hơn 400/500 thí sinh nói có gian lận thi cử [Plus de 400/500 candidats ont déclaré qu'il y avait tricherie à l'examen] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 23 juillet 2012, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/hon-400500-thi-sinh-noi-co-gian-lan-thi-cu-503172.htm>
- HA DUY, « Trị "bệnh" quá nhiều hội nghị, báo cáo...nhưng quá ít hành động [Traiter la "maladie" trop de conférences, de rapports...mais trop peu d'action] » [en ligne], VietNamNet, 15 février 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/kinh-doanh/dau-tu/kinh-te-2018-vuot-qua-can-benh-co-huu-430036.html>
- HA Thi Thuy Duong, « Chính sách đối với giáo dục đại học ngoài công lập hiện nay [Politique actuelle pour les universités hors-publique] », sur Nghiên cứu Lập pháp [en

- ligne], <http://lapphap.vn>, publié le 2015, [consulté le 5 novembre 2020]. <http://lapphap.vn:80/Pages/tintuc/tinchitiet.aspx?tintucid=208450>
- HA THU, « Một mình đến Việt Nam [Arrivée au Vietnam toute seule] », sur Sự kiện và Nhân chứng [en ligne], publié le 12 décembre 2015, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://sknc.qdnd.vn/nhin-tu-phia-ben-kia/mot-minh-den-viet-nam-500033>
 - Hoa Ai, « Bộ trưởng Giáo dục Phùng Xuân Nhạ sẽ từ chức? [Est-ce que le ministre de l'Éducation Phung Xuan Nha démissionnera?] », publié le 2018, [consulté le 7 novembre 2021]. https://www.rfa.org/vietnamese/in_depth/will-minister-of-education-department-phung-xuan-nha-resign-02202018143144.html
 - HOANG MINH, « Đề án 911: Kỳ I - Chậm triển khai thực hiện, không đạt nhiều mục tiêu đề ra [Projet 911 : partie I - Lenteur dans la mise en œuvre, n'atteignant pas de nombreux objectifs fixés] » [en ligne], Journal Báo Kiểm toán Nhà nước [en ligne], 18 juin 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://baokiemtoannhanuoc.vn/qua-ket-qua-kiem-toan/chi-tiet-bai-viet-cua-138861>
 - HOANG Minh Hoi, « Thực hiện quy định của pháp luật về bổ nhiệm cán bộ, công chức lãnh đạo trong cơ quan nhà nước ở Việt Nam hiện nay [Mettre en œuvre des dispositions législatives sur la nomination des cadres dirigeants et des fonctionnaires dans les agences de l'État au Vietnam] », sur Nghiên cứu Lập pháp [en ligne], <http://lapphap.vn>, publié le 13 juillet 2020, [consulté le 13 septembre 2021]. <http://lapphap.vn:80/Pages/tintuc/tinchitiet.aspx?tintucid=210541>
 - HOANG PHUONG et QUYNH TRANG, « Lớp sinh viên “xếp bút nghiên lên đường chiến đấu” [Une classe d'étudiants “laisse de côté son stylo” pour aller au front] » [en ligne], Journal Vnexpress, 27 avril 2015, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vnexpress.net/lop-sinh-vien-xep-but-nghien-len-duong-chien-dau-3206385.html>
 - HONG HANH, « 225.000 cử nhân, thạc sĩ thất nghiệp: Hệ quả của mở trường đại học ồ ạt » [225.000 diplômés titulaires de licence ou du master, la conséquence de l'ouverture en masse des établissements de l'enseignement supérieur] » [en ligne], Dân trí, 31 mai 2016, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://dantri.com.vn/giao-duc-huong-nghiep/225000-cu-nhan-thac-si-that-nghiep-he-qua-cua-mo-truong-dai-hoc-o-at-20160531074206426.htm>
 - Id., « Phó Thủ tướng Vũ Đức Đam: “Tự chủ đại học là sứ mệnh sáng tạo tri thức” [vice-Premier ministre Vu Duc Dam : « L'autonomie des universités est une mission de création de savoir »] » [en ligne], Dân trí, 10 décembre 2009, [consulté le 12 avril 2021]. <https://dantri.com.vn/giao-duc-huong-nghiep/pho-thu-tuong-vu-duc-dam-tu-chu-dai-hoc-la-su-menh-sang-tao-tri-thuc-20191210080921042.htm>
 - HUYEN NGUYEN, « Cả nước có 1.600 Giáo sư nhưng chỉ có hơn 200 người còn đang nghiên cứu [Il y a 1 600 professeurs dans tout le pays, mais seulement plus de 200 font encore de la recherche] » [en ligne], Journal Lao động, 13 mai 2018, [consulté le 6 septembre 2021]. <https://laodong.vn/giao-duc/ca-nuoc-co-1600-giao-su-nhung-chi-co-hon-200-nguoi-con-dang-nghien-cuu-606745.laod>
 - Id., « ĐH Bách khoa Hà Nội mỗi năm buộc thôi học 700 sinh viên vì chương trình khó? [L'université des sciences et technologies de Hanoi est contrainte d'arrêter 700 étudiants chaque année, car le programme est difficile ?] » [en ligne], Journal Lao động, 6 novembre 2017, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://laodong.vn/giao-duc/dh->

bach-khoa-ha-noi-moi-nam-buoc-thoi-hoc-700-sinh-vien-vi-chuong-trinh-kho-574434.lido

- KIM NHUNG, « Sinh viên ta lười biếng, không thích tự học, ham vui và giấu dốt [Nos étudiants sont paresseux, n'aiment pas l'auto-apprentissage, et cachent leur ignorance] » [en ligne], Journal Giáo dục Việt Nam [en ligne], 14 avril 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post185235.gd>
- LAM AN, « Công bố kết quả giải quyết vụ gian lận thi cử tại Đồi Ngô, Bắc Giang [Information sur les résultats du règlement de l'affaire de fraude aux examens à Doi Ngo (province de Bac Giang)] » [en ligne], Báo Điện tử Chính phủ nước CHXHCN Việt Nam, 18 juin 2012, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://baochinhphu.vn/Tin-noi-bat/Cong-bo-ket-qua-giai-quyet-vu-gian-lan-thi-cu-tai-Doi-Ngo-Bac-Giang/141110.vgp>
- LAN ANH, « GS. Kenichi Ohno đề xuất triển khai chiến dịch thay đổi tư duy để cả người lái taxi cũng hiểu vai trò của năng suất lao động [Prof. Kenichi Ohno propose de mettre en œuvre une campagne de changement de pensée, afin que même les chauffeurs de taxi comprennent le rôle de la productivité du travail] » [en ligne], CafeF.vn, 11 janvier 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://cafef.vn/news-20180111125228028.chn>
- LE Do Huy, « Tháng 2/1979: Liên Xô cảnh cáo không được đụng đến VN [Février 1979 : L'Union soviétique met en garde contre le fait de toucher le Vietnam] », sur Soha.vn [en ligne], publié le 17 février 2014, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://soha.vn/quan-su/thang-21979-lien-xo-can-cao-khong-duoc-dung-den-viet-nam-20140217022631312.htm>
- LE Ha, « Giáo dục chủ động hội nhập và nâng cao hiệu quả hợp tác quốc tế [L'éducation intègre activement et améliore l'efficacité de la coopération internationale] », sur Journal Nhân Dân [en ligne] [en ligne], publié le 2021, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://nhandan.vn/dien-dan-giao-duc/giao-duc-chu-dong-hoi-nhap-va-nang-cao-hieu-qua-hop-tac-quo-cte-635395/>
- LE Hiep, « Gian lận điểm thi: Còn những ai khác liên quan? [Triche aux résultats des tests : qui d'autre est impliqué ?] » [en ligne], Journal Thanh niên, 24 avril 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://thanhvien.vn/content/ODQ0NTg4.html>
- LE Huu Lap, « Đào tạo nguồn nhân lực chất lượng cao [Former des ressources humaines de haute qualité] » [en ligne], Journal Nhân dân, 8 avril 2016, [consulté le 10 septembre 2021]. <https://nhandan.vn/dang-va-cuoc-song/dao-tao-nguon-nhan-luc-chat-luong-cao-259850/>
- LE Huyen, « Con các “sếp” giáo dục háo hức du học nước ngoài [Les enfants des “chefs” de l'éducation attendent avec impatience d'étudier à l'étranger] » [en ligne], VietNamNet, 6 juillet 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/giao-duc/du-hoc/con-cac-sep-giao-duc-cung-du-hoc-nuoc-ngoai-461221.html>
- Id., « 3 tháng đầu năm, 225.000 cử nhân thất nghiệp [Au cours des 3 premiers mois de l'année, 225 000 diplômés étaient au chômage] » [en ligne], VietNamNet, 26 mai 2016, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/giao-duc/tuyen-sinh/3-thang-dau-nam-225-000-cu-nhan-that-nghiep-306872.html>
- LE Kien, « Đại học lộn xộn, không ai chịu trách nhiệm [L'université est en désordre, personne n'est responsable] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 8 juin 2010, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/news-382846.htm>
- LE Thanh, « Đại học công lập tự chủ: nhiều trường thu vượt, thu sai quy định [Universités publiques autonomes : de nombreuses écoles collectent des frais excédentaires, des

- frais erronés] », sur TUOI TRE ONLINE [en ligne], publié le 19 mars 2019, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/news-20190319113458044.htm>
- LE ThanhPhong, « Sản xuất tiến sĩ dỏm nhiều như “lò ấp” trứng » [en ligne], Journal Lao động, 7 août 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://laodong.vn/su-kien-binh-luan/san-xuat-tien-si-dom-nhieu-nhu-lo-ap-trung-825834.lido>
 - LE Van, « Gỡ “điểm nghẽn” trong tự chủ đại học - Bài 1: Chưa rõ ràng vai trò của Hội đồng trường [Supprimer le “goulet d’étranglement” dans l’autonomie des universités - Leçon 1 : Le rôle du Conseil d’école n’est pas clair] » [en ligne], Báo Tin tức [en ligne], 18 février 2021, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://baotintuc.vn/news-20210217144159296.htm>
 - LE Van, « Học tiến sĩ để... làm quan [Suivre la formation doctorale pour devenir ... “mandarin”] » [en ligne], VietNamNet, 2 janvier 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/giao-duc/khoa-hoc/hoc-tien-si-de-lam-quan-420794.html>
 - LE Van et THANH HUNG, « Họp báo kết thúc kỳ thi THPT quốc gia 2017: “An toàn” [Conférence de presse après l’examen de la fin d’études secondaires de l’examen national du lycée 2017 : ‘Sécurité’] » [en ligne], VietNamNet, 24 juin 2017, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/giao-duc/tuyen-sinh/hop-bao-ket-thuc-ky-thi-thpt-quoc-gia-2017-380150.html>
 - LT(T/H), « Ngoài Hà Giang, giáo dục Việt Nam từng khốn đốn vì những vụ gian lận thi cử nào? [En plus de Ha Giang, l’éducation du Vietnam a été “misérable” à cause de quels cas de fraude aux examens ?] » [en ligne], 18 juillet 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://laodong.vn/giao-duc/ngoai-ha-giang-giao-duc-viet-nam-tung-khon-don-vi-nhung-vu-gian-lan-thi-cu-nao-619251.lido>
 - LUU Cong Xuan et VU Tien Dung, « Thúc đẩy liên kết trường đại học và doanh nghiệp ở nước ta trước bối cảnh cách mạng công nghiệp lần thứ tư [Promouvoir le lien université-entreprise dans notre pays dans le contexte de la quatrième révolution industrielle] » [en ligne], Tạp chí mặt trận Online, 12 mars 2019, [consulté le 4 septembre 2021]. <http://tapchimattran.vn/thuc-tien/thuc-day-lien-ket-truong-dai-hoc-va-doanh-nghiep-o-nuoc-ta-truoc-boi-canh-cach-mang-cong-nghiep-lan-thu-tu-22218.html>
 - LUU THUY, « Tiến sĩ Nguyễn Sĩ Dũng: ‘Nhà nước kiến tạo là nhà nước không hành dân’ [Dr Nguyen Si Dung : « Un état constructif est un état qui ne dérange pas les gens »] », sur Hội Nhà báo Việt Nam (VJA) [en ligne], publié le 2017, [consulté le 9 septembre 2021]. http://hoinhabaovietnam.vn/Tien-si-Nguyen-Si-Dung-Nha-nuoc-kien-tao-la-nha-nuoc-khong-hanh-dan_n21728.html
 - MINH AN, « Bức tranh Giáo dục-Đào tạo giai đoạn 2016-2020 và phương hướng nhiệm vụ thời gian tới [Le tableau de l’Éducation - Formation pour la période 2016-2020 et les orientations et les tâches futures] » [en ligne], Con số & Sự kiện, 24 mars 2021, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://consosukien.vn/buc-tranh-giao-duc-dao-tao-giai-doan-2016-2020-va-phuong-huong-nhiem-vu-thoi-gian-toi.htm>
 - MINH ANH, « Làm gì để huy động nguồn lực tài chính cho giáo dục đại học? [Comment mobiliser des ressources financières pour l’enseignement supérieur ?] » [en ligne], Tạp chí Tài chính [en ligne], 21 février 2020, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://tapchitaichinh.vn/nghien-cuu-trao-doi/lam-gi-de-huy-dong-nguon-luc-tai-chinh-cho-Giao-duc-dai-hoc-319174.html>
 - MINH DUONG, « Gần 28.000 thạc sỹ, cử nhân thất nghiệp [Près de 28 000 masters et licenciés sont au chômage] », sur VOV.VN [en ligne], [consulté le 4 septembre 2021]. <https://vov.vn/xa-hoi/gan-28000-thac-sy-cu-nhan-that-nghiep-415763.vov>

- MY ANH, « Tăng cường các nguồn lực đầu tư cho giáo dục và đào tạo » [en ligne], Báo điện tử Đảng Cộng sản Việt Nam, 19 février 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://dangcongsan.vn/chao-nam-moi-2018/dat-nuoc-vao-xuan/tang-cuong-cac-nguon-luc-dau-tu-cho-giao-duc-va-dao-tao-473674.html>
- MY HA, « Con “địa chấn” gian lận điểm thi năm 2018: Những con số gây sốc (Phần 2) [Un “séisme” sur la tricherie du résultat de l’examen de 2018: des chiffres choquants (partie 2)] » [en ligne], Dân trí, 31 décembre 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://dantri.com.vn/giao-duc-huong-nghiep/con-dia-chan-gian-lan-diem-thi-nam-2018-nhung-con-so-gay-soc-phan-2-20181231074645161.htm>
- MY QUYEN, « “Thị trường ngầm” mua bán bài báo khoa học: Góc khuất “đau đớn” [“Marché souterrain” pour l’achat et la vente d’articles scientifiques : un coin caché “douloureux”] » [en ligne], Journal Thanh niên, 17 août 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://thanhvien.vn/giao-duc/thi-truong-ngam-mua-ban-bai-bao-khoa-hoc-goc-khuat-dau-don-1266536.html>
- NAM DUONG, « Giám đốc World Bank Việt Nam: Tò mò với sự lựa chọn của Việt Nam trước cuộc “diễn hành” của các xu hướng lớn toàn cầu [Directeur de la Banque mondiale Vietnam : Curieux du choix du Vietnam avant le « défilé » des grandes tendances mondiales] » [en ligne], 5 juillet 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://cafef.vn/giam-doc-world-bank-viet-nam-to-mo-voi-su-lua-chon-cua-viet-nam-truoc-cuoc-dieu-hanh-cua-cac-xu-huong-lon-toan-cau-20180705115840826.chn>
- NGHIEM HUE, « Xét GS, PGS 2020: Chọn thế nào khi thầy có thành tích nghiên cứu bằng 0? [Considérant le dossier du titre de professeur/ professeur agrégé en 2020 : Comment choisir lorsque le résultat de recherche du candidat est un zéro?] » [en ligne], Journal Tiền Phong Online, 23 mars 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://tienphong.vn/post-1224355.tpo>
- NGOC DIEP, « Tự chủ đại học: Ai muốn xóa bỏ rào cản, ai muốn an toàn ? [Autonomie universitaire : Qui veut lever les barrières, qui veut être en sécurité ?] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 27 novembre 2020, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/news-20201127114015004.htm>
- NGOC HA, « Nhiều quan chức ra khỏi danh sách công nhận giáo sư [Des officiels sortent de la liste de reconnaissance du titre “professeur”] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 6 mars 2018, [consulté le 6 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/nhieu-quan-chuc-ra-khoi-danh-sach-cong-nhan-giao-su-20180306131431617.htm>
- Id., « Sai phạm hàng loạt trong đào tạo tiến sĩ, thạc sĩ [Erreurs de masse dans les formations doctorales et masters] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 27 août 2017, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/news-1376104.htm>
- NGUYEN Dong Yen, « Cố viết sách để trở thành giáo sư? [Essayer d’écrire un livre pour le titre “professeur” ?] » [en ligne], Tia Sáng, 30 avril 2017, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://tiasang.com.vn/-dien-dan/Co-viet-sach-de-tro-thanh-Giao-su-10631>
- NGUYEN Hong Nga, « Kinh tế Việt Nam 2016 - 2019 và định hướng 2020 [Economie du Vietnam pour la période 2016 - 2019 et l’orientation pour 2020] » [en ligne], Thời báo Tài chính Việt Nam Online, 28 janvier 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://thoibaotaichinhvietnam.vn/pages/Kinh-doanh/2020-01-28/Kinh-te-viet-nam-2016-2019-va-dinh-huong-2020-81909.aspx>
- NGUYEN HuyPhong, « Tránh động cơ học lý luận chỉ để thăng quan tiến chức [Éviter le moteur d’apprentissage en théorie idéologique juste pour être promu] » [en ligne], Journal Công an Nhân dân điện tử, 24 juillet 2017, [consulté le 6 septembre 2021].

- <https://cand.com.vn/Van-de-hom-nay-thoi-su/Tranh-dong-co-hoc-ly-luan-chi-de-thang-quan-tien-chuc-i441162/>
- NGUYEN KHOI, « Nghịch lý giáo sư, tiến sỹ nhiều nhưng ít công trình công bố quốc tế [Le paradoxe: Beaucoup de professeurs et de doctorat, mais peu de publications internationales] » [en ligne], Journal Công an Nhân dân điện tử, 3 mars 2018, [consulté le 6 septembre 2021]. <https://cand.com.vn/giao-duc/Nghich-ly-giao-su-tien-sy-nhieu-nhung-it-cong-trinh-cong-bo-quoc-te-i466787/>
 - NGUYEN Song Tra, « Bệnh sình bằng cấp - cần điều trị từ gốc rễ [Maladie de “surestimation de diplôme” - besoin de traiter à la racine] » [en ligne], Journal Quân đội Nhân dân en ligne, 12 août 2021, [consulté le 6 septembre 2021]. <https://www.qdnd.vn/phong-chong-tu-dien-bien-tu-chuyen-hoa/benh-sinh-bang-cap-can-dieu-tri-tu-goc-re-668141>
 - NHAT DUY, « Bao giờ giáo viên sống được bằng lương và nghề nào mới là nghề chính? [Jusqu’à quand les enseignants pourront-ils vivre d’un salaire ou quelle est leur profession principale ?] » [en ligne], Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn], 22 novembre 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post204656.gd>
 - NHAT HO, « Đào tạo cán bộ cơ sở: Lung lay từ gốc [Formation des cadres de base : ébranlement dès la racine] » [en ligne], Journal Lao động, 12 août 2011, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://vieclam.laodong.com.vn/giao-duc/dao-tao-can-bo-co-so-lung-lay-tu-goc-53357.bld>
 - PHAN Viet Hung, « Vị Đại tướng Liên Xô đã sát cánh cùng Việt Nam năm 1979 là ai? [Qui est le général soviétique qui était aux côtés du Vietnam en 1979 ?] », sur Soha.vn [en ligne], publié le 17 février 2016, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://soha.vn/quan-su/vi-dai-tuong-lien-xo-da-sat-canh-cung-viet-nam-nam-1979-la-ai-20160216171001044.htm>
 - PHUONG ANH, « Doanh nghiệp tư: Từ số 0 đến những tỷ phú đô la qua ký ức của chuyên gia Phạm Chi Lan [Entreprises privées : De zéro à milliardaires en dollars à travers la mémoire de l’expert Pham Chi Lan] » [en ligne], Journal Người Đô thị, 13 octobre 2017, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://web.archive.org/web/20171014051852/http://nguoidothi.net.vn/doanh-nghiep-tu-tu-so-0-den-nhung-ty-phu-do-la-qua-ky-uc-cua-chuyen-gia-pham-chi-lan-10529.html>
 - QUANG MINH, « Minh bạch chất lượng giáo dục đại học [Transparence sur la qualité de l’enseignement supérieur] » [en ligne], Journal Nhân dân, 5 octobre 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://nhandan.vn/binh-luan-phe-phan/minh-bach-chat-luong-giao-duc-dai-hoc-336843/>
 - QUANG VINH, « Đại học Việt Nam tụt hậu: vì tư duy chỉ cần tấm bằng [Les universités vietnamiennes à la traîne : parce que la pensée de la nécessité seule du diplôme] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 1 août 2014, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/news-629347.htm>
 - QUOC PHONG, « Tham nhũng trong khu vực công tại Việt Nam vẫn nghiêm trọng? [La corruption dans le secteur public au Vietnam est-elle toujours grave ?] » [en ligne], VOV.VN, 24 février 2018, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://vov.vn/chinh-tri/tham-nhung-trong-khu-vuc-cong-tai-viet-nam-van-nghiem-trong-732685.vov>
 - QUOC THANG, « Đường dây làm bằng đại học giả xuyên quốc gia bị bắt [Un réseau transnational de faux diplômes universitaires arrêté] » [en ligne], Journal Vnexpress, 15

- janvier 2015, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vnexpress.net/duong-day-lam-bang-dai-hoc-gia-xuyen-quoc-gia-bi-bat-3134203.html>
- QUYNH TRANG, « Thủ tướng yêu cầu rà soát việc bổ nhiệm giáo sư, phó giáo sư [Le Premier ministre a demandé de revoir la nomination des professeurs et professeurs agrégés] » [en ligne], Journal Vnexpress, 8 février 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vnexpress.net/thu-tuong-yeu-cau-ra-soat-viec-bo-nhiem-giao-su-pho-giao-su-3710027.html>
 - QUYNH TRANG et NGUYEN Loan, « GS Đào Trọng Thi: “Biết chắc 99% đỗ thì cần gì tổ chức thi tốt nghiệp” [Professeur Dao Trong Thi : « Si vous connaissez 99% de la réussite, alors pourquoi avez-vous besoin d’organiser un examen de fin d’études »] » [en ligne], Journal Vnexpress, 8 juillet 2015, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://vnexpress.net/gs-dao-trong-thi-biet-chac-99-do-thi-can-gi-to-chuc-thi-tot-nghiep-3245265.html>
 - T. LOC, « Thanh tra hiện tượng nâng điểm tốt nghiệp tại Trường ĐH Quy Nhơn [Inspecter le phénomène d’augmentation des notes de fin d’études à l’Université Quy Nhon] » [en ligne], Journal Pháp luật TP.HCM, 14 août 2014, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://plo.vn/giao-duc/thanh-tra-hien-tuong-nang-diem-tot-nghiep-tai-truong-dh-quy-nhon-489412.html>
 - TAN VIET, « 80% tài xế Grab xe ôm là sinh viên thất nghiệp? [80% des chauffeurs de Grab, de moto taxi (xe ôm) sont des étudiants au chômage ?] » [en ligne], Journal Pháp luật TP.HCM, 10 2017, [consulté le 10 septembre 2021]. <https://plo.vn/thoi-su/80-tai-xe-grab-xe-om-la-sinh-vien-that-nghiep-734120.html>
 - THAI SON, « Gian lận điểm thi ở Hà Giang: Có thí sinh được nâng gần 30 điểm [Tricher aux résultats des tests à Ha Giang : certains candidats ont été rehaussés de près de 30 points] » [en ligne], Journal Thanh niên, 6 juin 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://thanhnien.vn/content/ODU2MzE4.html>
 - THANH HANG, « Chất lượng giáo dục đại học Việt Nam “tụt hậu” - VnExpress » [en ligne], Journal Vnexpress, 15 juillet 2021, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://vnexpress.net/chat-luong-giao-duc-dai-hoc-viet-nam-tut-hau-4309606.html>
 - THANH SON, « Những con số giật mình về Đề án đào tạo tiến sĩ [Les chiffres surprenants du projet de formation doctorale] » [en ligne], Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn], 6 janvier 2018, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post182867.gd>
 - THANH THANH, « 30 năm đổi mới- Vẫn tiếp tục “dò đá qua sông” » [en ligne], Journal Pháp luật Việt Nam, 1 octobre 2016, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://baophapluat.vn/30-nam-doi-moi-van-tiep-tuc-do-da-qua-song-post228120.html>
 - THE DUNG, « Thường trực Chính phủ yêu cầu Bộ GD-ĐT rút kinh nghiệm sâu sắc vụ giáo sư [Le Comité permanent du gouvernement a demandé au ministère de l’Éducation et de la Formation de “tirer des leçons profondes” du cas du professeur] » [en ligne], Journal Người Lao động, 5 mars 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://nld.com.vn/news-2018030520045916.htm>
 - THIEN VAN, « Bài 2: “Vết dầu loang” tha hóa sang cả lĩnh vực uy nghiêm, cao quý [Leçon 2 : “Les éclaboussures d’huile” influant également le secteur majestueux et noble (l’éducation)] » [en ligne], Quân đội Nhân dân, 2 octobre 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.qdnd.vn/phong-chong-tu-dien-bien-tu-chuyen-hoa/bai-2-vet-dau-loang-tha-hoa-sang-ca-linh-vuc-uy-nghiem-cao-quy-636636>

- THU HANG, « Nhà kinh tế Anh lạc quan về triển vọng tăng trưởng kinh tế Việt Nam [L'économiste britannique est optimiste quant aux perspectives de croissance économique du Vietnam] », sur VietnamPlus [en ligne], publié le 26 mai 2021, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.vietnamplus.vn/nha-kinh-te-anh-lac-quan-ve-trien-vong-tang-truong-kinh-te-viet-nam/715507.vnp>
- THU NHUAN, « 74 năm Nhật vào Đông Dương, chấm dứt ách thống trị của Pháp tại Việt Nam [74 ans après l'entrée du Japon en Indochine, mettant fin à la domination française au Vietnam] », sur VIETNAM NATIONAL MUSEUM OF HISTORY [en ligne], publié le 26 septembre 2014. <http://baotanglichsu.vn/vi/Articles/3097/17061/74-nam-nhat-vaodjong-duong-cham-dut-ach-thong-tri-cua-phap-tai-viet-nam.html>
- THUY LINH, « Việt Nam đã vượt số lượng trường đại học theo mục tiêu đề ra [Le Vietnam a dépassé le nombre d'universités selon l'objectif fixé] », sur Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn] [en ligne], publié le 11 décembre 2018, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post193670.gd>
- Id., « Ông Phùng Xuân Nhạ được phong Giáo sư [M. Phung Xuan Nha a reçu le titre de professeur] » [en ligne], Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn], 12 octobre 2016, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post171527.gd>
- TIEN NGUYEN, « Cựu Hiệu trưởng trường nghề vào tù vì cấp 200 chứng chỉ cho... phạm nhân [Un ancien directeur d'école professionnelle va en prison pour avoir délivré 200 certificats à... des détenus] » [en ligne], Journal Dân trí, 3 mars 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://dantri.com.vn/phap-luat/cuu-hieu-truong-truong-nghe-vaotu-vi-cap-200-chung-chi-cho-pham-nhan-20200303190759698.htm>
- TRAN Hai Nguyen, « Học giả, bằng thật [Faux apprentissage - Vrai diplôme] » [en ligne], Journal Người Lao động, 22 août 2010, [consulté le 15 septembre 2020]. <https://nld.com.vn/giao-duc-khoa-hoc/hoc-gia--bang-that-20100821111134576.htm>
- TRAN HUYNH, « Tỷ lệ người học đại học Việt Nam thuộc loại thấp nhất thế giới [Le taux d'étudiants universitaires vietnamiens est parmi les plus bas au monde] » [en ligne], Journal Tuổi trẻ, 17 juin 2019, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/news-20190617134102003.htm>
- TRAN PHUONG, « Thầy hiệu phó đi “buôn” bằng giả, nghĩ mà đau cho nghề giáo [Le recteur adjoint « vend » de faux diplômes, quelle douleur en pensant à la profession enseignante!] » [en ligne], Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn], 9 mai 2020, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post209218.gd>
- Id., « Dịch vụ làm luận văn thuê: Xử lý không dễ [Service de rédaction de mémoire à louer : le traitement n'est pas facile] » [en ligne], Đời sống Pháp luật, 21 août 2017, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://www.doisongphapluat.com/viet-luan-van-thue-de-phat-hien-kho-xu-ly-a199562.html>
- TRINH PHUC et THUY LINH, « Rơi lệ vì 29 - 30 điểm vẫn trượt đại học [Verser des larmes parce que le résultat de 29-30/30 points n'ont toujours pas réussi à l'université] » [en ligne], Giáo dục Việt Nam [giaoduc.net.vn], 2 août 2017, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post178590.gd>
- TRONG NHAN et THANH YEN, « Tăng gấp đôi số du học sinh Việt Nam đến Pháp [Doublé le nombre d'étudiants vietnamiens venant en France] » [en ligne], Journal Tuổi trẻ, 21 janvier 2019, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/tang-gap-doi-so-luong-du-hoc-sinh-viet-nam-den-phap-20190121144113777.htm>
- TRUONG GIANG, « Tỷ lệ thất nghiệp bậc đại học trở lên cao hơn bậc cao đẳng, trung cấp [Le taux de chômage au niveau universitaire et supérieur est plus élevé que celui du

- collégial et du intermédiaire] » [en ligne], VietNamNet, 6 décembre 2019, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://vietnamnet.vn/vn/giao-duc/tuyen-sinh/ti-le-that-nghiep-bac-dai-hoc-tro-len-cao-hon-bac-cao-dang-trung-cap-595526.html>
- TU ANH, « Hơn 3.400 sinh viên Trường đại học Kinh doanh và Công nghệ Hà Nội bị buộc thôi học [Plus de 3 400 étudiants de l'Université de Commerce et de Technologie de Hanoï sont obligé d'abandonner leurs études] » [en ligne], Journal Thời đại, 1 août 2020, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://thoidai.com.vn/tin-tuc-thoi-su-24h-sang-18-hon-3400-sinh-vien-truong-dai-hoc-kinh-doanh-va-cong-nghe-ha-noi-bi-buoc-thoi-hoc-113998.html>
 - TUAN ANH, « Nhìn lại những sự kiện giáo dục trong năm 2003 », sur Hà Nội Mới [en ligne] [en ligne], publié le 22 décembre 2003, [consulté le 4 septembre 2021]. <http://hanoimoi.com.vn/Tin-tuc/Giao-duc/9444/nhin-l7841;i-nh7919;ng-s7921;-ki7879;n-giao-d7909;c-trong-n259;m-2003>
 - TUE LINH, « Hình ảnh mới nhất về các đảo Trung Quốc đang xây ở Trường Sa [Dernières photos des îles artificielles que la Chine construit dans les Spratleys] », sur Môi trường và Pháp luật điện tử [en ligne], publié le 23 mars 2015, [consulté le 9 septembre 2021]. https://web.archive.org/web/20150402145428/http://moitruongvaphapluat.com.vn/tin-tuc/Hinh-anh-moi-nhat-ve-cac-dao-Trung-Quoc-dang-xay-o-Truong-Sa-16071.html?utm_source=taka-banner&utm_campaign=TakaTaka&utm_medium=exchange
 - UYEN NA, « GS Đào Trọng Thi: “Quy trình, tiêu chuẩn công nhận chức danh hiện nay có vấn đề” [Prof. Dao Trong Thi : “Il y a des problèmes avec le processus et les normes actuels de reconnaissance des titres”] » [en ligne], Báo Pháp luật Việt Nam điện tử, 22 mars 2018, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://baophapluat.vn/post-272288.html>
 - VIET DUNG, « Hệ thống kiểm định tại Việt Nam gần như do Bộ Giáo dục kiểm soát tuyệt đối [Le système d'accréditation au Vietnam est presque entièrement contrôlé par le ministère de l'Éducation] » [en ligne], Journal Giáo dục Việt Nam [en ligne], 28 octobre 2019, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post203748.gd>
 - VINH PHONG, « Việt Nam nỗ lực khắc phục hậu quả bom mìn [Le Vietnam s'efforce de surmonter les conséquences des mines terrestres] », sur VOV 5 World [en ligne], publié le 30 avril 2014, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://vovworld.vn/vi-VN/content/MTc1NzU0.vov>
 - VOV, « Rúng động vụ gian lận thi cử và chuyện tham nhũng giáo dục [Affaire de tricherie choquant aux examens et l'histoire de la corruption dans l'éducation] », 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://magazine.vov.vn/20190502/gianlanthicu/index.html>
 - X.MAI, « Triệt phá đường dây làm giả cả bằng bác sỹ y khoa [Briser le réseau de faux diplôme, même en médecin] » [en ligne], Journal Công an Nhân dân điện tử, 3 février 2021, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://cand.com.vn/Ban-tin-113/Triet-pha-duong-day-lam-gia-ca-bang-bac-sy-y-khoa-i596468/>
 - YEN ANH, « Vụ bằng giả của Trường ĐH Đông Đô: 12 trường hợp học tiến sĩ, thạc sĩ tại Học viện Khoa học xã hội [Le cas de la falsification de l'Université de Dong Do : 12 cas d'études de doctorat et de master à l'Académie des sciences sociales] » [en ligne], Journal Người Lao động, 3 janvier 2021, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://nld.com.vn/giao-duc-khoa-hoc/vu-bang-gia-cua-truong-dh-dong-do-12-truong-hop-hoc-tien-si-thac-si-tai-hoc-vien-khoa-hoc-xa-hoi-20210103171737101.htm>

- « Bỏ nhiệm: 5 bước, 7 bằng liệu có chọn đúng người? [Nomination: 5 étapes et 7 certificats, mais vraie personne?] », sur Pháp luật TP. Hồ Chí Minh [en ligne], [consulté le 7 décembre 2021].
<https://plo.vn/thoi-su/bo-nhiem-5-buoc-7-bang-lieu-co-chon-dung-nguoi-868897.html>
- « Hội đồng trường Đại học: Vẫn hữu danh vô thực [Conseil universitaire : toujours du nom sans réel] », sur Báo điện tử Tiền Phong [en ligne], publié le 30 novembre 2020, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://tienphong.vn/post-1293992.tpo>
- « Nộp 30 triệu đồng sau 2-3 tháng có bằng cao đẳng sư phạm chính quy [Payez 30 millions VND pour avoir un diplôme universitaire régulier en pédagogie après 2-3 mois] » [en ligne], 9 septembre 2020, [consulté le 25 août 2021]. <https://giaoduc.net.vn/gdvn-post212188.gd>
- « Tại sao Nga lại phát triển thành công vaccine ngừa Covid-19 đầu tiên trên thế giới? [Pourquoi la Russie a-t-elle développé avec succès le premier vaccin au monde contre le Covid-19 ?] » [en ligne], Journal Quân đội Nhân dân en ligne, 2020. <https://www.qdnd.vn/quoc-te/doi-song/tai-sao-nga-lai-phat-trien-thanh-cong-vaccine-ngua-covid-19-dau-tien-tren-the-gioi-631405>
- « Khởi tố bị can, bắt tạm giam Phó Hiệu trưởng Trường Đại học Kinh Bắc về tội “Giả mạo trong công tác” [Poursuivre l’accusé, arrêter et détenir le vice-recteur de l’université de Kinh Bac pour l’accusation de “falsification dans le travail”] », sur Ministère de Police du Vietnam [en ligne], <http://mps.gov.vn>, publié le 28 décembre 2019, [consulté le 5 septembre 2021].
<http://bocongan.gov.vn/tintuc/Pages/lists.aspx?Cat=22&ItemID=27039>
- « Tổng thống Putin nêu nguyên nhân khiến Liên Xô sụp đổ [« Le président Poutine a déclaré la cause de l’effondrement de l’Union soviétique »] », sur Sputnik News [en ligne], publié le 20 novembre 2019, [consulté le 10 juillet 2020]. <https://vn.sputniknews.com/russia/201911208266687-tong-thong-putin-neu-nguyen-nhan-khien-lien-xo-sup-do/>
- « 3 lần khủng hoảng và 3 lần kinh tế Việt Nam chuyển mình sau 1975 [3 fois de crise et 3 fois de transformation économique du Vietnam après 1975] », sur Đầu báo [en ligne], publié le 30 avril 2019, [consulté le 5 septembre 2021]. <http://daubao.com/3-lan-khung-hoang-va-3-lan-kinh-te-viet-nam-chuyen-minh-sau-1975/tai-chinh-dau-tu/2207171.html>
- « “Cơ chế tự chủ đối với các trường đại học công lập - Vấn đề đặt ra và vai trò của Kiểm toán nhà nước” [« Mécanisme d’autonomie des universités publiques - Problèmes et rôle de l’Audit de l’État »] », sur Kiểm toán Nhà nước Việt Nam [Audit de l’État du Vietnam] [en ligne], publié le 20 mars 2019, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://www.sav.gov.vn/Pages/chi-tiet-tin.aspx?ItemID=36873&l=TinTucSuKien>
- « Chất lượng nhân lực Việt Nam hiện chỉ đạt 3,39 trên 10 điểm [La qualité des ressources humaines vietnamiennes actuelle n’est que de 3,39 points sur 10] » [en ligne], Journal Lao động, 5 décembre 2017, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://laodong.vn/xahoi/chat-luong-nhan-luc-viet-nam-hien-chi-dat-339-tren-10-diem-579840.ldo>
- « GS.TS Phạm Tất Dong: Điểm 10 nhiều gấp 60 lần - Một kỳ thi không bình thường! [Pr Dr Pham Tat Dong : “Score 10” c’est 60 fois plus - Un examen anormal !] », sur Lao động Online [en ligne], publié le 10 juillet 2017, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://laodong.vn/giao-duc/gsts-pham-tat-dong-diem-10-nhieu-gap-60-lan-mot-ky-thi-khong-binh-thuong-510882.ldo>

- « Gần 1.000 sinh viên ĐH Nông Lâm TP.HCM bị buộc thôi học [Près de 1 000 étudiants de l'université d'Agriculture et de Sylviculture de Hồ Chí Minh-Ville ont été contraints d'abandonner leurs études] » [en ligne], Journal Thời đại, 25 juin 2016, [consulté le 9 septembre 2021]. <https://thoidai.com.vn/gan-1000-sinh-vien-dh-nong-lam-tphcm-bi-buoc-thoi-hoc-58818.html>
- « 12 đặc quyền người dân Liên Xô từng hưởng trước nhân loại [12 privilèges dont jouissait le peuple de l'Union soviétique avant l'humanité] » [en ligne], Journal en ligne: Kienthuc.net.vn, 27 octobre 2015. <https://kienthuc.net.vn/ho-so/12-dac-quyen-nguoi-dan-lien-xo-tung-huong-truoc-nhan-loai-579198.html>
- « Chính sách mới về quản lý xe ô tô công [Nouvelle politique de gestion des voitures publiques] », sur Báo điện tử Đảng Cộng sản Việt Nam [en ligne], publié le 23 octobre 2015, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://dangcongsan.vn/kinh-te/chinh-sach-moi-ve-quan-ly-xe-o-to-cong-327907.html>
- « Tiết lộ mới về “kẻ phản bội nguy hiểm nhất thế kỷ XX” [Nouvelle révélation sur “le traître le plus dangereux du xx^e siècle”] », sur Journal An ninh thế giới en ligne [en ligne], publié le 2 mai 2014, [consulté le 4 juin 2021]. <https://cand.com.vn/Ho-so-mat/Tiet-lo-moi-ve-ke-phan-boi-nguy-hiem-nhat-the-ky-XX-i309088/>
- « VN và TQ: Một mô hình, hai tầm nhìn [Le Vietnam et la Chine: un modèle deux visions] » [en ligne], BBC News Tiếng Việt, 22 octobre 2013, [consulté le 9 septembre 2021]. https://www.bbc.com/vietnamese/vietnam/2013/10/131022_vuminhkhuong_interview
- « Bộ GD-ĐT Chặn mở trường ĐH CD, quá muộn », sur Thi.tuyensinh247 [en ligne], publié le 17 novembre 2012, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://thi.tuyensinh247.com/bo-gd-dt-chan-mo-truong-dh-cd-qua-muon-c24a4432.html>
- « Kinh tế Việt Nam giai đoạn 2006-2010: Thành tựu, hạn chế và bài học rút ra [L'économie du Vietnam dans la période 2006-2010 : réalisations, limites et leçons tirées] », sur Tạp chí Tài chính Online [en ligne], publié le 7 avril 2012, [consulté le 5 septembre 2021]. <https://tapchitaichinh.vn/kinh-te-vi-mo/kinh-te-viet-nam-giai-doan-20062010-thanh-tuu-han-che-va-bai-hoc-rut-ra-3767.html>
- « Những bài học từ sự sụp đổ của Đảng CS Liên Xô: Phần 7: Các thế lực thù địch tiến công Đảng CS Liên Xô bằng “diễn biến hòa bình” (kỳ 1) [Leçons de l'effondrement du Parti communiste soviétique : Partie 7 : Les forces hostiles ont attaqué le Parti communiste soviétique avec une « évolution pacifique » (Tome 1)] », sur Journal Nhân Dân en ligne [en ligne], publié le 30 août 2010, [consulté le 4 septembre 2021]. [https://nhandan.vn/ho-so-tu-lieu/Những-bài-học-từ-sự-sụp-đổ-của-Đảng-CS-Liên-Xô:-Phần-7:-Các-thế-lực-thù-địch-tiến-công-Đảng-CS-Liên-Xô-bằng-“diễn-biến-hòa-bình”-\(kỳ-1\)-503125/](https://nhandan.vn/ho-so-tu-lieu/Những-bài-học-từ-sự-sụp-đổ-của-Đảng-CS-Liên-Xô:-Phần-7:-Các-thế-lực-thù-địch-tiến-công-Đảng-CS-Liên-Xô-bằng-“diễn-biến-hòa-bình”-(kỳ-1)-503125/)
- « Đại học kiểu tầm gửi [Université de gui] », sur Người Lao động [En ligne] [en ligne], publié le 29 octobre 2009, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://nld.com.vn/2009102811165976p0c1017/dai-hoc-kieu-tam-gui.htm>
- « Đại học ngoài công lập: Những bất cập kéo dài [Universités non publiques : des insuffisances durables] », sur Journal Sài Gòn giải phóng Online [en ligne], publié le 13 novembre 2008, [consulté le 4 septembre 2021]. <https://www.sggp.org.vn/dai-hoc-ngoai-cong-lap-nhung-bat-cap-keo-dai-85103.html>
- « Bộ trưởng Nguyễn Minh Hiền giải trình hay biện minh? [Le ministre Nguyen Minh Hien explique ou justifie ?] » [en ligne], TUOI TRE ONLINE, 14 novembre 2003, [consulté le 4

septembre 2021]. <https://tuoitre.vn/bo-truong-nguyen-minh-hien-giai-trinh-hay-bien-minh-8844.htm>

- « “Tiến sĩ giấy”: có cầu mới có cung ["Doctorat en papier", c'est vrai que la besoin et l'offert accompagnent toujours] », publié le 2014, [consulté le 6 novembre 2021].
<https://tuoitre.vn/tien-si-giay-co-cau-moi-co-cung-596196.htm>

ANNEXES

Annexe 1: Grands points de l'enseignement supérieur du Vietnam après 1976

30 avril 1975	- Réunification du pays
1976	- Intégration le système d'université du Nord et du Sud
1977	- Commencement des formations postuniversitaire
1990	- Création de la première université ouverte au Vietnam
1993	- Option de former des universités de point principal nationales et régionales - Reconnaissance officielle pour l'université privée
1996	- Établissement des collèges communautaires
1999	- Première loi sur l'éducation du Vietnam unifié
2005	- Révision de la Loi sur l'éducation
2009	- Révision de la Loi sur l'éducation
2012	- Première loi sur l'enseignement supérieur
2013	- Résolution sur la rénovation fondamentale et globale de l'Éducation et de la Formation
2016	- Stratégie globale sur l'intégration internationale jusqu'en 2020, et à la vision à 2030
2018	- Loi sur l'enseignement supérieur (révisée en 2018)

Annexe 2: Images des étudiants vietnamiens à travers les époques



Photo 24 : Candidat faisant l'examen à l'époque féodale (image reconstruite)

Source : Journal Quân đội nhân dân online



Un candidat de 60 ans, Centre de Nam Dinh, 1912.

Photo 25 : Un candidat de 60 ans, Centre de Nam Dinh, 1912

Source : Manhhai Flickr



50. Trường thi - Champ de concours (le petit journal 1895)

Photo 26 : Champ de concours des lettrés au Tonkin

Source : hinhanhVietnam.com

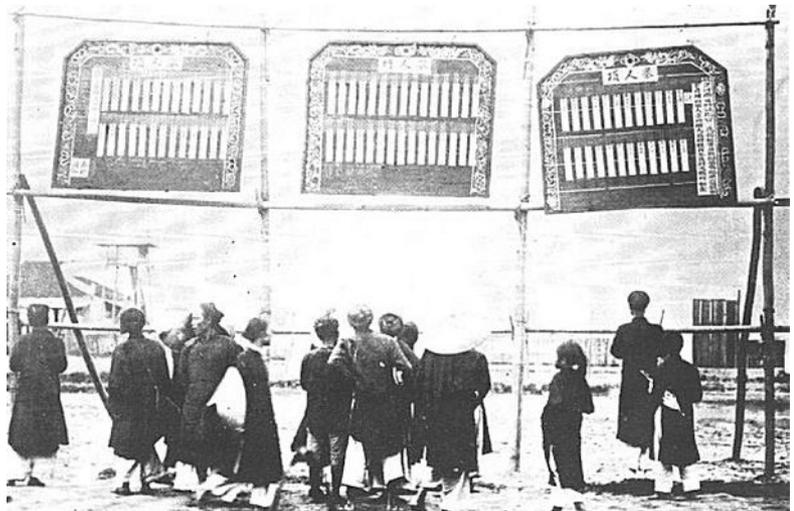


Photo 27 : Tableau d'or avec le nom des candidats réussits (1897)

Source : Manhhai Flickr



Photo 28 : Stèles "Tiến sĩ" en pierre placées à Van Mieu - Quoc Tu Giam (Hanoi)



GROUPE D'ÉLÈVES. — SECTION DE MÉDECINE.

Photo 29 : Un groupe d'étudiant en médecine de l'université Indochinoise (1908)

Source : svqy.org



Photo 30 : Étudiants en pharmacie de l'université Indochinoise (1920-1929)

Source : Manhhai Flickr



Photo 31 : Professeurs et étudiants de l'École supérieure des Beaux-Arts d'Indochinoise (les années 1930)

Source : Manhhai Flickr



Photo 32 : Professeurs et étudiants de l'École supérieure de Droit, université Indochinoise (193-1935)

Source : thanhvien.vn



Photo 33 : La soutenance du mémoire de fin d'études à la Faculté de Médecine (1952)

Source : danchimviet.info



Photo 34 : Étudiants en médecine du Sud-Vietnam avec son serment d'Hippocrate (les années 1965)

Source : danchimviet.info



Photo 35 : La soutenance du mémoire de fin d'études d'un étudiant sud-vietnamien devant son jury (les années 1970)

Source : danchimviet.info



Photo 36 : Étudiants de l'Université polytechnique du Nord-Vietnam apprenant dans la zone d'évacuation (1965-1968)

Source : Journal Nhân dân online



Photo 37 : Étudiants en mathématiques de l'Université de Vinh (Nord-Vietnam) pendant la guerre de destruction américaine (1972)

Source : baonghean.vn



Photo 38 : Étudiants de nord-vietnamiens ôtant leurs stylos afin d'aller au combat (1971)

Source : Vnexpress.net



Photo 39 : Nouveaux étudiants de 9e promotion de l'Université de Sylviculture (Nord-Vietnam) (1964)

Source : Annuaire du 55e anniversaire de l'Université de Sylviculture (2019)



Photo 40 : Une classe des étudiants vietnamiens aux années 1980

Source : Ulis.vne.edu.vn



Photo 41 : Étudiants en langue étrangère (1975-1980)
Source : Ulis.vne.edu.vn



Photo 42 : Internat étudiant en langue française (1982-1987)
Source : k16khoaphaphanoi.blogspot.com



Photo 43 : Étudiants en construction de l'Université polytechnique de Hồ Chí Minh-Ville (1990-1995)
Source : zingnew.vn



Photo 44 : Soutenance des mémoires de fin d'études des étudiants en géologie, l'Université de Huế (1992-1996)

Source : zingnew.vn



Photo 45 : Étudiant de l'Université de Transport et de Communication de Hanoi (2015-2018)

Source : auteur de thèse



Photo 46 : Étudiants de l'Université polytechnique de Hồ Chí Minh-Ville (2020)

Source : Journal Người lao động online



Photo 47 : Nouveaux licenciés prenant de photo avec leur diplôme

Source : thuvienphapluat.vn



Photo 48 : Photo d'annuaire des nouveaux diplômés à Van Mieu - Quoc Tu Giam (Hanoi)

Source : phuoctdi.vn

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENT	3
SOMMAIRE.....	4
Liste des figures.....	5
Liste des tableaux.....	5
Notes liminaires	6
INTRODUCTION	8
1. État de l'art	9
2. Objectif du sujet.....	11
3. Approches et méthodologies de recherche	11
4. Structure et contenu principal de la recherche.....	14
5. Contributions de la recherche	14
Partie 1 : L'enseignement supérieur du Vietnam dans le contexte de la mondialisation	17
Chapitre 1 : Brève histoire du cas d'étude du Vietnam	18
1. Période sous la domination du Nord, ou « Bắc thuộc » (de 179 av. J.-C. à 938 apr. J.-C.)	18
2. Période de monarchie (939 - 1858).....	19
3. Période coloniale française (1858-1945).....	28
4. Période de la République (1945-2020).....	39
Chapitre 2 : Mondialisation et situation actuelle de l'enseignement supérieur.....	66
1. La Mondialisation en question au Vietnam	66
1.1. Mondialisation et économie du savoir	66
1.1.1. Révolution industrielle 4.0 et tendance de la mondialisation	66
1.1.2. L'économie du savoir devient particulièrement importante	69
1.2. Impact de la mondialisation sur le Vietnam	73
1.2.1. Impact général du contexte mondialisé sur la société vietnamienne	73
1.2.2. Enseignement supérieur dans le contexte de la mondialisation	75
1.2.3. Impacts de la mondialisation sur l'enseignement supérieur vietnamien.....	80
2. État actuel de l'enseignement supérieur vietnamien.....	83
2.1. Qualité des universités du Vietnam.....	83
2.1.1. L'université enseigne ce qui est disponible et selon la capacité du personnel enseignant	83
2.1.2. Des opportunités riches et diverses, mais une faible capacité des universités vietnamiennes à les saisir.....	84
2.1.3. Capacité limitée de recherche et de publication scientifique	87
2.1.4. Position des universités vietnamiennes dans les classements internationaux	92
2.2. Qualité des diplômés universitaires vietnamiens	94
2.2.1. Situation de chômage des diplômés universitaires vietnamiens	95
2.2.2. Quelques évaluations sur la qualité des ressources humaines au Vietnam.....	100
2.3. Tendance à la poursuite d'études à l'étranger par l'autofinancement au Vietnam.....	105
Conclusion de la Partie 1	110
Partie 2 : Histoire de la formation et du développement de l'enseignement supérieur au Vietnam.....	111
Chapitre 1 : Enseignement supérieur au Vietnam dans la période 1906-1954	112
1. Vue d'ensemble de l'enseignement supérieur au Vietnam avant 1906	112
2. De 1906 à 1917.....	116

3.	De 1917 à 1930.....	125
4.	De 1930 à 1939.....	131
5.	De 1940 à mars 1945	137
6.	De mars 1945 à 1954	142
6.1.	La société vietnamienne et les grands bouleversements historiques	142
6.2.	Enseignement supérieur au Vietnam après la date nationale le 2 septembre 1945.....	145
	Conclusion du chapitre 1	150
Chapitre 2 : Enseignement supérieur du Vietnam dans la période 1955-1975		155
1.	Enseignement supérieur au Nord-Vietnam.....	158
1.1.	Période 1955-1965	159
1.1.1.	Contexte historique et orientation de développement de l'enseignement supérieur ...	159
1.1.2.	Pratique de mise en œuvre des objectifs de l'enseignement supérieur	162
1.2.	Période de 1965-1975	173
1.2.1.	Contexte historique et les orientations dans le développement de l'enseignement supérieur.....	173
1.2.2.	Pratique de la mise en œuvre des objectifs de l'enseignement supérieur.....	175
	Conclusion : Enseignement supérieur du Nord-Vietnam pendant la période 1955-1975	186
2.	Enseignement supérieur au Sud-Vietnam.....	188
2.1.	Période 1955-1965	191
2.1.1.	Contexte historique et orientation du développement de l'enseignement supérieur ...	191
2.1.2.	Pratique de déploiement des objectifs de l'enseignement supérieur.....	193
2.2.	Période 1965-1975	206
2.2.1.	Contexte historique et orientations de développement de l'enseignement supérieur .	206
2.2.2.	Mise en œuvre pratique des objectifs de l'enseignement supérieur.....	208
	Conclusion : L'enseignement supérieur au Sud-Vietnam pendant la période 1955-1975	224
	Conclusion du chapitre 2	230
Chapitre 3 : Enseignement supérieur vietnamien après 1975		234
1.	Période 1975-1986	234
1.1.	Contexte historique et orientation de développement de l'enseignement supérieur	234
1.1.1.	Contexte historique	234
1.1.2.	Orientation pour le développement de l'enseignement supérieur pour la période 1975-1986	237
1.2.	Mise en œuvre pratique de l'enseignement supérieur pendant la période 1975-1986.....	239
1.2.1.	Structure du système de l'Éducation nationale.....	239
1.2.2.	Réforme du système de l'enseignement supérieur	240
1.2.3.	Mécanisme d'inscription étudiante	241
1.2.4.	Processus de formation	241
2.	Période de 1986-2006	244
2.1.	Contexte historique et le développement universitaire	244
2.1.1.	Contexte historique.....	244
2.1.2.	Orientations de développement de l'enseignement supérieur pour la période 1986-2006	246
2.2.	Pratique de déploiement des objectifs de l'enseignement supérieur pendant la période 1986-2006.....	248
2.2.1.	Ajustement du modèle universitaire	249
2.2.2.	Diversification des types d'universités.....	251
2.2.3.	Renforcement dans l'intégration internationale.....	254
2.2.4.	Réforme du processus et des méthodes de formation.....	255
2.2.5.	Contrôle de la qualité des intrants - sorties du processus de formation.....	256
2.2.6.	Renforcement de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur.....	260
3.	Période de 2006-2020	263
3.1.	Contexte historique et orientations dans le développement de l'enseignement supérieur	263
3.1.1.	Contexte historique.....	263
3.1.2.	Orientation pour le développement de l'enseignement supérieur pendant la période 2006 - 2020.....	269

3.2.	Mise en œuvre des tâches de l'enseignement supérieur pendant la période 2006-2020...	272
3.2.1.	Expansion trop « chaude » du système d'enseignement supérieur.....	272
3.2.2.	Ajustement dans la structure des niveaux et des métiers de la formation.....	276
3.2.3.	Objectif d'amélioration de qualité de formation	280
3.2.4.	Missions de recherche et la coopération entre l'école et l'entreprise.....	286
3.2.5.	Renforcer la coopération internationale pour l'intégration internationale.....	294
3.2.6.	Orientation vers une autonomie universitaire véritable.....	301
	Conclusion du chapitre 3	313

Partie 3 : Héritage et causes des lacunes dans l'enseignement supérieur du Vietnam contemporain..... 319

Chapitre 1 : Patrimoines héréditaires dans l'enseignement supérieur actuel du Vietnam.....320

1.	Héritages idéologiques dans l'enseignement supérieur vietnamien	320
1.1.	Idéologie féodale dans l'enseignement supérieur	320
1.1.1.	Tradition « tôn sư trọng đạo » (Respect envers le maître, Respect envers la connaissance, la loi morale-principe)	322
1.1.2.	L'appréciation des diplômes	322
1.1.3.	Pensée « Tiên học lễ, hậu học văn » (apprendre tout d'abord de savoir-vivre, ensuite apprendre des connaissances).....	324
1.1.4.	Les apports et limites du confucianisme	325
1.2.	Pensée influencée par la France dans l'enseignement supérieur vietnamien	327
1.2.1.	La naissance de l'enseignement supérieur sous l'époque française a remplacé l'enseignement féodal ; a mis le premier trait de stylo dans l'histoire de l'enseignement supérieur moderne au Vietnam et a valorisé le lien historique respectable entre l'éducation française et vietnamienne	329
1.2.3.	L'héritage important que l'enseignement supérieur français a laissé au Vietnam est une source de connaissances très précieuses.....	331
1.2.4.	Héritage sur le modèle d'enseignement supérieur français	332
1.2.4.	Les héritages français sur l'infrastructure et l'installation de l'enseignement supérieur	335
1.2.5.	La pensée démocratique, un héritage « particulier » de l'instruction universitaire française au Vietnam.....	337
1.3.	Pensée éducative américaine dans l'enseignement supérieur au Vietnam.....	337
1.3.1.	Pensée libérale dans la philosophie de l'éducation, visant à créer un homme libre.....	339
1.3.2.	L'autonomie est une caractéristique importante du système d'enseignement supérieur américain	340
1.3.3.	Mise en concurrence dans l'enseignement supérieur américain.....	341
1.4.	Pensée soviétique dans l'enseignement supérieur au Vietnam.....	342
1.4.1.	Centralisation	344
1.4.2.	Tendances de la formation académique et de la recherche fondamentale	345
1.4.3.	Séparation entre les établissements de l'enseignement supérieur et les instituts de recherche	345
1.4.4.	Éducation politique et enseignement supérieur soviétique	346
2.	Héritage pour l'organisation de l'enseignement supérieur.....	347
2.1.	Retour du modèle de l'université multidisciplinaire.....	347
2.2.	Reconstruction des universités communautaires	349
2.3.	Redéploiement progressif de l'enseignement libéral dans le système de formation universitaire vietnamien	351
2.4.	Réforme du mécanisme de gestion vers l'autonomie pour les universités	353
2.5.	Construire et développer le système d'universités non publiques	357
	Conclusion du chapitre 1	360

Chapitre 2 : Causes des faiblesses actuelles de l'enseignement supérieur vietnamien362

1.	Impact d'un état de guerre perpétuelle et de politiques économiques inefficaces.....	365
1.1.	État de guerre perpétuelle	366
1.2.	Conséquences de la guerre et de politiques économiques inefficaces.....	380
2.	Cause venant du retard dans la rénovation des conceptions de l'éducation.....	390

2.1.	Surestimation de l'éducation politique et l'idéal de « stabilité » depuis la période de guerre	390
2.2.	Déficit d'orientation en matière de « philosophie de l'éducation »	392
2.3.	Manque de vision et de plan directeur pour l'ensemble du système	395
2.4.	Des outils d'évaluation et de pilotage de l'enseignement supérieur	397
3.	Faiblesse dans la gestion et la mise en œuvre de l'administration de l'éducation	400
3.1.	Maintien des mécanismes anciens de gestion éducative	401
4.	Causes venant des politiques inappropriées	410
4.1.	Politique salariale dans l'éducation	410
4.2.	Politique de nomination sur des fonctions publiques	414
4.3.	Politique de reconnaissance du titre universitaire de professeur/professeur agrégé	419
5.	Cause venant de l'héritage erroné d'éléments culturels traditionnels	432
5.1.	Problème de l'examen et les Vietnamiens	433
5.2.	Pensée d'« avoir besoin seulement du diplôme »	442
5.3.	Apprendre afin de devenir « mandarin »	449
	Conclusion du chapitre 2	455
	CONCLUSION GÉNÉRALE	459
	SOURCES ET BIBLIOGRAPHIES	462
1.	Archives	462
2.	Entretiens	464
3.	Documents juridiques	465
4.	Travaux et Études	467
5.	Sources de presses	489
	ANNEXES	502
	TABLE DES MATIÈRES	511